



CCVIA



Resumé

RÉSUMÉ

Les révisions suivantes figurent dans la **Version 06-2** du 15 août 2006.

Section 1 Instructions et conditions uniformisées

2003, Instructions uniformisées - biens ou services

Révision du Texte afin d'y refléter des changements éditoriaux.

9403-6, Instructions et conditions uniformisées - Offres à commandes

ANNULÉE - Partie A et Partie B ont été incorporées dans les nouvelles instructions uniformisées 2006 et les nouvelles conditions générales 2005. Partie C a été incorporée dans les conditions générales révisées 9601, 9624 et 9676; elle est déjà comprise dans les conditions générales 2029 et 2010. Révisée et approuvée par l'Équipe de projet responsable de la révision du guide des CCUA. (**Ceci remplace l'AP-79.**)

2006, Instructions uniformisées - demande d'offres à commandes - biens ou services

NOUVELLE - remplace la Partie A et la Partie B des instructions uniformisées 9403-6 annulées dans cette Version. Révisée et approuvée par l'Équipe de projet responsable de la révision du guide des CCUA. (**Ceci remplace l'AP-79.**)

Section 2 Modèles et formulaires

2T-LDV1, Modèle de demande de soumissions et de contrat subséquent de faible valeur - biens ou services

2T-MED1, Modèle de demande de soumissions et de contrat subséquent de complexité moyenne - biens ou services

Révision du Texte afin d'y refléter des changements éditoriaux. Révisées et approuvées par l'Équipe de projet responsable de la révision du guide des CCUA.

2T-PROC2, Procédures pour l'utilisation du modèle de demande d'offres à commandes - biens ou services

NOUVELLE - procédures pour informer les agents de négociation des contrats sur l'utilisation du modèle de demande d'offres à commandes. Révisée et approuvée par l'Équipe de projet responsable de la révision du guide des CCUA. (**Ceci remplace l'AP-79.**)

2T-RFSO1, Modèle de demande d'offres à commandes - biens ou services

NOUVELLE - modèle à utiliser pour les demandes d'offres à commandes. Révisée et approuvée par l'Équipe de projet responsable de la révision du guide des CCUA. (**Ceci remplace l'AP-79.**)

Section 3 Conditions générales

9601, Conditions générales - formule détaillée

9624, Conditions générales - Recherche et développement

9676, Conditions générales - Services

Révision du Texte afin d'y incorporer la Partie C des instructions uniformisées 9403-6 annulées dans cette Version. Révisées et approuvées par l'Équipe de projet responsable de la révision du guide des CCUA.

(Ceci remplace l'AP-79.)

2005, Conditions générales - offres à commandes - biens ou services

NOUVELLE - a être utiliser dans les offres à commandes. Révisée et approuvée par l'Équipe de projet responsable de la révision du guide des CCUA. (Ceci remplace l'AP-79.)

Section 5

Clauses uniformisées d'achat

Sous-section A - Instructions aux soumissionnaires/entrepreneurs

A0012T, Communications en période de soumission

RÉVISION du Titre - en français seulement. Révision des Remarques et du Texte en langage claire. Révisée et approuvée par l'Équipe de projet responsable de la révision du guide des CCUA.

A7010C, Arrangement en matière d'approvisionnement, établissement de rapports

NOUVELLE - a être utilisée pour l'établissement de rapports pour les arrangements en matière d'approvisionnement. Révisée et approuvée par l'Équipe de projet responsable de la révision du guide des CCUA.

A9070C, Lois applicables

A9070T, Lois applicables

RÉVISION des Remarques et du Texte en langage clair. Révisées et approuvées par l'Équipe de projet responsable de la révision du guide des CCUA.

Sous-section B - Définition des besoins

B4024T, Aucun produit de remplacement

RÉVISION du Texte - en français seulement - afin d'y refléter la bonne version.

Sous-section M, Offres à commandes

M0000C, Clauses et conditions uniformisées, offres à commandes

M0000T, Instruction, clauses et conditions uniformisées, demandes d'offres à commandes

ANNULÉES - le sujet est traité dans les nouvelles instructions uniformisées 2006. Révisées et approuvées par l'Équipe de projet responsable de la révision du guide des CCUA.

M0007T, Présentation de l'offre

ANNULÉE - périmée. Révisée et approuvée par l'Équipe de projet responsable de la révision du guide des CCUA.

M0011T, Déroulement de l'évaluation

RÉVISION des Remarques afin d'y ajouter une référence à la nouvelle clause M9101T. Révision du Texte en langage clair. Révisée et approuvée par l'Équipe de projet responsable de la révision du guide des CCUA.

M0015D, Autorité contractante

M0018D, Consignes du poste

ANNULÉES - le sujet est traité dans les nouvelles instructions uniformisées 2006. Révisées et approuvées par l'Équipe de projet responsable de la révision du guide des CCUA.

M0019T, Prix et(ou) taux fermes

RÉVISION du Titre. Révision des Remarques et du Texte en langage clair. Révisée et approuvée par

l'Équipe de projet responsable de la révision du guide des CCUA.

M0022D, Contrat de défense

REPLACÉE par A9006C. Révisée et approuvée par l'Équipe de projet responsable de la révision du guide des CCUA.

M0023C, Lois applicables

M0023T, Lois applicables

M0090C, Divulcation des renseignements

M0090T, Divulcation des renseignements

M0100D, Instructions et conditions uniformisées - offres à commandes

ANNULÉES - sujet est traité dans le nouveau modèle pour les demandes d'offres à commandes 2T-RFSO1. Révisées et approuvées par l'Équipe de projet responsable de la révision du guide des CCUA.

M1100D, Responsable du service sur les lieux

ANNULÉE - périmée. Révisée et approuvée par l'Équipe de projet responsable de la révision du guide des CCUA.

M1302T, Offres à commandes (multiples)

M1500D, Personnel du proposant

ANNULÉES - le sujet est traité dans le nouveau modèle pour les demandes d'offres à commandes 2T-RFSO1. Révisées et approuvées par l'Équipe de projet responsable de la révision du guide des CCUA.

M1904D, Offres à commandes multiples

M2000D, Services d'aide temporaire

ANNULÉES - périmées. Révisées et approuvées par l'Équipe de projet responsable de la révision du guide des CCUA.

M2000T, Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi - \$200 000 ou plus

NOUVELLE - à être utilisée dans les demandes d'offres à commandes. Révisée et approuvée par l'Équipe de projet responsable de la révision du guide des CCUA.

M2001T, Total estimatif - offres à commande

ANNULÉE - le sujet est traité dans le nouveau modèle pour les demandes d'offres à commandes 2T-RFSO1. Révisée et approuvée par l'Équipe de projet responsable de la révision du guide des CCUA.

M2002T, Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi - plus de 25 000 \$ et moins de 200 000 \$

NOUVELLE - à être utilisée dans les demandes d'offres à commandes. Révisée et approuvée par l'Équipe de projet responsable de la révision du guide des CCUA.

M2006D, Utilisateurs désignés

ANNULÉE - le sujet est traité dans le nouveau modèle pour les demandes d'offres à commandes 2T-RFSO1. Révisées et approuvées par l'Équipe de projet responsable de la révision du guide des CCUA.

M2100D, Sanctions internationales

ANNULÉE - le sujet est traité dans les nouvelles instructions uniformisées 2006. Révisée et approuvée par l'Équipe de projet responsable de la révision du guide des CCUA.

M2430C, Annulation de l'autorisation

M2500D, Commandes, période minimale

ANNULÉES - périmées. Révisées et approuvées par l'Équipe de projet responsable de la révision du guide des CCUA.

M2501D, Commandes subséquentes, Période pour les

ANNULÉE - le sujet est traité dans le nouveau modèle pour les demandes d'offres à commandes 2T-RFSO1. Révisée et approuvée par l'Équipe de projet responsable de la révision du guide des CCUA.

M3000D, Prix, Listes de REMPLACÉE par M3000C. Révisée et approuvée par l'Équipe de projet responsable de la révision du guide des CCUA.

M3000C, Listes de prix NOUVELLE (remplace M3000D). Révision du Titre. Révision des Remarques et du Texte en langage claire. Révisée et approuvée par l'Équipe de projet responsable de la révision du guide des CCUA.

M3503C, Paiement par carte de crédit

M3503T, Paiement par carte de crédit

ANNULÉES - le sujet est traité dans le nouveau modèle pour les demandes d'offres à commandes 2T-RFSO1. Révisées et approuvées par l'Équipe de projet responsable de la révision du guide des CCUA.

M3800D, Estimation de coût

REEMPLACÉE par M3800C. Révisée et approuvée par l'Équipe de projet responsable de la révision du guide des CCUA..

M3800C, Estimation de coût

NOUVELLE (remplace M3800D). Révision du Titre - en anglais seulement. Révision des Remarques et du Texte en langage clair. Révisée et approuvée par l'Équipe de projet responsable de la révision du guide des CCUA.

M4000T, Taux

ANNULÉE - le sujet est traité dans les nouvelles conditions générales 2005. Révisée et approuvée par l'Équipe de projet responsable de la révision du guide des CCUA.

M4001T, Attestation du contenu canadien - obligatoire avec l'offre - limitée exclusivement - produits uniques ou attestation globale

M4002T, Attestation du contenu canadien - limitée conditionnellement - produits uniques ou attestation globale

M4003T, Attestation du contenu canadien - obligatoire avec l'offre - limitée exclusivement - articles énumérés dans l'offre

M4004T, Attestation du contenu canadien - obligatoire avec l'offre - limitée exclusivement - articles énumérés dans la clause

M4005T, Attestation du contenu canadien - limitée conditionnellement - articles énumérés dans l'offre

M4006T, Attestation du contenu canadien - limitée conditionnellement - articles énumérés dans la clause

M4011T, Attestation du contenu canadien - non obligatoire avec l'offre - limitée exclusivement/produits uniques ou attestation globale

M4013T, Attestation du contenu canadien - non obligatoire avec l'offre - limitée exclusivement - articles énumérés dans l'offre

M4014T, Attestation du contenu canadien - non obligatoire avec l'offre - limitée exclusivement - articles énumérés dans la clause

NOUVELLES - a être utilisées dans les demandes d'offres à commandes en régime de concurrence. Révisées et approuvées par l'Équipe de projet responsable de la révision du guide des CCUA.

M4100C, Attestation du contenu canadien

NOUVELLE - a être utilisée dans les offres à commandes. Révisée et approuvée par l'Équipe de projet responsable de la révision du guide des CCUA.

M4502D, Limitation financière, commandes individuelles

ANNULÉE - le sujet est traité dans le nouveau modèle pour les demandes d'offres à commandes 2T-RFSO1. Révisée et approuvée par l'Équipe de projet responsable de la révision du guide des CCUA.

M4506D, Limitation financière

REEMPLACÉE par M4506C. Révisée et approuvée par l'Équipe de projet responsable de la révision du

guide des CCUA.

M4506C, Limitation financière - totale

NOUVELLE (remplace M4506D). Remarques ajoutées. Révision du Texte en langage claire; a être utilisée dans les offres à commandes. Révisée et approuvée par l'Équipe de projet responsable de la révision du guide des CCUA.

M5002D, Livraison, commande

ANNULÉE - périmée. Révisée et approuvée par l'Équipe de projet responsable de la révision du guide des CCUA.

M7003D, Rapports périodiques

REPLACÉE par M7010C. Révisée et approuvée par l'Équipe de projet responsable de la révision du guide des CCUA.

M7010C, Offres à commandes, établissement de rapports

RÉVISION du Titre. Révision des Remarques et du Texte en langage clair; a être utilisée pour les offres à commandes uniquement. Révisée et approuvée par l'Équipe de projet responsable de la révision du guide des CCUA.

M8003D, Commande subséquente à une OCIM

ANNULÉE - le sujet est traité dans les conditions générales. Révisée et approuvée par l'Équipe de projet responsable de la révision du guide des CCUA.

M9001D, Avis de révision

ANNULÉE - périmée. Révisée et approuvée par l'Équipe de projet responsable de la révision du guide des CCUA.

M9005D, Offre à commandes, durée

ANNULÉE - le sujet est traité dans le nouveau modèle pour les demandes d'offres à commandes 2T-RFSO1. Révisée et approuvée par l'Équipe de projet responsable de la révision du guide des CCUA.

M9014D, Offre à commandes, Prolongation

REPLACÉE par M9014C. Révisée et approuvée par l'Équipe de projet responsable de la révision du guide des CCUA.

M9014C, Prolongation de l'offre à commandes

NOUVELLE (remplace M9014D). Révision du Titre. Révision des Remarques et du Texte en langage clair; a être utilisée dans les offres à commandes. Révisée et approuvée par l'Équipe de projet responsable de la révision du guide des CCUA.

M9026D, Modalités de paiement

ANNULÉE - le sujet est traité dans le nouveau modèle pour les demandes d'offres à commandes 2T-RFSO1. Révisée et approuvée par l'Équipe de projet responsable de la révision du guide des CCUA.

M9101T, Équipe d'évaluation

NOUVELLE - a être utilisée lorsque le Canada doit indiquer qui participera à l'évaluation des offres. Révisée et approuvée par l'Équipe de projet responsable de la révision du guide des CCUA.

M9103T, Programmes de réduction des effectifs

M9104T, Programmes de réduction des effectifs

M9105C, Programmes de réduction des effectifs

M9106T, Programmes de réduction des effectifs - détails

NOUVELLES - a être utilisées dans les demandes d'offres à commandes en régime de concurrence où il est possible que l'offrant éventuel soit un ancien fonctionnaire qui a reçu une somme forfaitaire. Révisées et approuvées par l'Équipe de projet responsable de la révision du guide des CCUA.

~~~~~



Travaux publics et  
Services gouvernementaux  
Canada

Public Works and  
Government Services  
Canada

# CLAUSES ET CONDITIONS UNIFORMISÉES D'ACHAT



Ce guide est produit par  
le Secteur de la gestion du programme des approvisionnements,  
Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.

Copie électronique disponible sur le site Web de TPSGC :  
<http://www.tpsgc.gc.ca/sacc>

Copie imprimée en vente chez votre libraire local ou par la poste auprès

des Éditions du gouvernement du Canada  
Communication Canada  
Ottawa (Ontario)  
K1A 0S9

Téléphone : (819) 956-4800  
Télécopieur : (819) 994-1498  
Commandes seulement : 1-800-635-7943

No de catalogue : P60-4/1-2001F

Imprimé: 1991

Réimprimé:  
1998  
2001

©Sa Majesté la Reine du Chef du Canada, représentée par le  
Ministre des Travaux publics et Services gouvernementaux, 2001



# Clauses et conditions uniformisées d'achat (CCUA)

**modificatif 2006 - 2**  
**15 août 2006**



Travaux publics et Services  
gouvernementaux Canada

Public Works and Government  
Services Canada

Sous-ministre

Deputy Minister

Sous-receveur général  
du Canada

Deputy Receiver General  
of Canada

Ottawa, Canada  
K1A 0S5

Le 15 septembre 1997

Le présent guide a pour but de renseigner les fournisseurs et les clients de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC) sur les conditions couramment utilisées par l'administration fédérale et TPSGC dans le cadre du processus de passation des marchés. Son contenu est mentionné dans les invitations à soumissionner et les activités de passation des marchés.

Le «Guide des clauses et conditions uniformisées d'achat» doit accélérer le traitement des affaires du gouvernement et les rendre plus rentables en réduisant le niveau de texte détaillé contenu dans les divers documents d'achat. Les clauses et les conditions de base normalement annexées à chaque document seront publiées par le Ministère au moyen de «l'incorporation par renvoi». Les annexes et les clauses spécifiques seront indiquées simplement par leur numéro, leur titre et leur date d'entrée en vigueur. La section appropriée du Service d'appels d'offres électroniques du gouvernement, offert par MERX, et le texte imprimé du Guide permettront la lecture complète des textes.

Le Guide marque une étape importante de l'orientation de TPSGC vers la passation des marchés électronique et il est essentiel à la préparation des demandes de soumissions, en vue de l'affichage électronique des demandes de propositions et des soumissions en entier.

Ran Quail

---

---

# Introduction

---

---



## **MANDAT**

En vertu de la *Loi sur le ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux* :

« 21. (1) Le ministre peut fixer les modalités des marchés et les directives et modalités des documents qui se rapportent aux marchés ou à leur passation.

Désignation par numéro (2) Les modalités et directives peuvent être désignées par un numéro ou d'une autre façon et être incorporées dans les marchés et documents en y étant signalées par ce numéro ou selon l'autre façon.

Règlements (3) Le ministre peut, par règlement, prévoir la manière de publier, notamment par voie électronique, les modalités et directives relatives aux marchés ou à leur passation, y compris leur désignation par un numéro ou d'une autre façon. »

## **DIFFUSION**

Le guide des Clauses et conditions uniformisées d'achat (CCUA) est produit en deux formats électroniques : « HTML » et « PDF ». Les deux versions contiennent de l'information sur les clauses et conditions générales courantes ainsi que des instructions qui expliquent comment ces clauses et conditions générales sont utilisées. Elles contiennent également le texte intégral des conditions générales, conditions générales supplémentaires et clauses antérieures qui ont été soit annulées ou remplacées.

## **STRUCTURE**

Le guide a été structuré de façon à toujours être à jour quant aux renseignements présentés dans les documents d'achat :

### **Section 1 - Instructions et conditions uniformisées**

Imprimées auparavant à l'endos de la page 1 des demandes de soumissions et des contrats ou incluses à titre d'annexes, les instructions et conditions sont maintenant dans la clause uniformisée A0000T, qui se trouve au début de la section des documents d'achat concernant les clauses.

### **Section 2 - Modèles et Formulaires**

#### **Modèles uniformisés d'approvisionnement ministériel en langage clair pour les biens et les services**

Cette section contient les modèles pour les achats de faible valeur et les marchés de complexité moyenne, ainsi que les procédures pour l'utilisation de ces modèles.

Le développement des documents d'approvisionnement uniformisés en langage clair est une initiative continue, laquelle a pour objectifs de normaliser la terminologie des approvisionnements, de simplifier le langage et d'assurer une plus grande uniformité dans les documents d'approvisionnement publiés par le Ministère.

Cette section contient une liste des formulaires de TPSGC couramment utilisés dans le processus d'achat, et qui sont disponibles sur le site Web de TPSGC, tels que : PWGSC-TPSGC 1111, Réclamation de paiement partiel, et PWGSC-TPSGC, 9411, Demande de rajustement du taux de change. Y sont également inclus quelques formulaires utilisés dans l'attribution des marchés immobiliers.

### **Sections 3 et 4 - Conditions générales et conditions générales supplémentaires**

1. Figurent à ces sections les groupes de conditions uniformisées à la base de tous les documents d'achat publiés par TPSGC.

# Introduction

---

- a) La Section 3, Conditions générales, définit les groupes de conditions de base s'appliquant à des catégories de contrats spécifiques (p. ex. 9601, Conditions générales - Formule détaillée).
  - b) La Section 4, Conditions générales supplémentaires, traite des points propres à des sous-catégories de contrats spécifiques (p. ex. 1028, Construction de navires - Prix ferme).
2. Chaque article faisant partie intégrante d'un groupe de conditions a sa propre date d'entrée en vigueur. Le groupe de conditions dans son ensemble a également une date d'entrée en vigueur qui figure à la section 00 et qui est déterminée par la date de révision la plus récente d'une ou de plusieurs de ses articles.

## Section 5 - Clauses uniformisées d'achat

1. La Section 5 regroupe un ensemble de clauses d'achat nationales, communes à diverses catégories de contrats. Dans cette section du guide figure le texte complet des clauses individuelles auxquelles font référence les demandes de soumissions ou les contrats dans lesquels on ne retrouve que le numéro, le titre et la date d'entrée en vigueur. Chaque sous-section (A-Z) est consacrée à un sujet en particulier. Veuillez noter que certaines sous-sections n'ont pas encore été attribuées.
2. Les clauses sont identifiées par leur numéro qui se décompose de la façon suivante :
  - a) la première lettre (A-Z) indique la sous-section de la Section 5;
  - b) les quatre chiffres suivants (0000-9999) indiquent l'ordre numérique à l'intérieur de la sous-section;
  - c) la dernière lettre (T, C ou D) identifie le type de document dans lequel on peut trouver une clause donnée, c.-à-d. T = soumissions, C = contrats, et D = double emploi utilisée dans les soumissions et les contrats.

Exemple : Clause C0004T - Attestation de prix. Elle est la quatrième clause séquentielle figurant à la sous-section C - Prix de la Section 5, et elle est utilisée dans les documents de soumissions (demandes de soumissions).

## UTILISATION DU GUIDE

### 1. Clauses par renvoi (R)

Les demandes de soumissions et les contrats contiennent des renvois aux clauses spécifiques et aux conditions générales s'appliquant au besoin en cause. Les clauses par renvoi comprennent le numéro de la clause, sa date d'entrée en vigueur et son titre (p. ex. : B1504D (16/02/98) Charge des accumulateurs). Toutes les clauses indiquées de cette façon se trouvent à la Section 5 du guide.

### 2. Clauses à compléter (F)

Les clauses nécessitant des données particulières, devant être fournies par l'agent de négociation des contrats ou les fournisseurs, seront reproduites en entier dans les documents d'achat.

**NOTA :** En cas de divergences entre la version d'une clause dans le document de soumission et celle dans le Guide, la clause figurant en entier dans le document d'achat aura préséance sur toute version énoncée dans le guide.

### 3. Révisions

Toute clause uniformisée, et tout groupe de conditions ou d'instructions, utilisés par renvoi ou dont le texte figure en entier dans une invitation à soumissionner ou un contrat, peuvent être révisés au besoin. Dans un tel cas, la version utilisée dans un document déjà publié demeurera en vigueur aux fins de ce même document, sauf si la version révisée est incorporée légalement.

## RENSEIGNEMENTS

Pour des renseignements se rapportant au contenu du guide, veuillez communiquer avec le Webmaster : [NCR.ACQ.Webmaster@pwgsc.gc.ca](mailto:NCR.ACQ.Webmaster@pwgsc.gc.ca).

- 0 Introduction
- 1 Instructions et conditions uniformisées
- 2 Modèles et formulaires
- 3 Conditions générales
- 4 Conditions générales supplémentaires
- 5 Clauses uniformisées d'achat

Sous-section :

- 1 - Table des matières
- A - Instructions aux soumissionnaires / entrepreneurs
- B - Définitions des besoins
- C - Prix
- D - Livraison, inspection et acceptation
- E - Garantie financière
- F - Sécurité industrielle
- G - Assurances
- H - Modalités de paiement
- I - Sera déterminé ultérieurement
- J - Résiliation
- K - Conditions générales - modifications
- L - Outillage de production et équipement d'essai
- M - Offres à commandes
- N - Limitation de la responsabilité
- O - Sera déterminé ultérieurement
- P - Imprimerie
- Q - Sera déterminé ultérieurement
- R - Attribution des marchés immobiliers
- S - S-V sera déterminé ultérieurement
- W - Marchés réservés - revendications territoriales
- X - Réservée pour les clauses locales de l'EIA  
(ne sont pas publiées dans CCUA)
- Y - Programme de subventions de l'ACDI
- Z - Corporation commerciale canadienne



1-1-Int (31/03/95)

## INSTRUCTIONS ET CONDITIONS UNIFORMISÉES

Avant la publication du Guide des clauses et des conditions uniformisées d'achat, les groupes d'instructions et de conditions uniformisées suivants étaient imprimés à l'endos de la page 1 des documents d'achat ou insérés comme annexes aux demandes de soumissions. Les instructions uniformisées (à l'exception de la DSS-MAS 9403-2) seront dorénavant mentionnées au début de chaque demande de soumission, à la clause A0000T, et dans chaque contrat à la clause K0000D. En ce qui a trait aux offres à commandes, ces instructions seront mentionnées à la clause M0000T ou M0000C, selon le cas. Les instructions uniformisées spécifiées feront partie de la demande de soumission et du contrat attribué. La DSS-MAS 9403-2 sera mentionnée dans les avis de résiliation pour des raisons de commodité.



**2003 (15/08/06) Instructions uniformisées - biens ou services**

Utiliser les instructions uniformisées suivantes pour les besoins de faible valeur et de complexité moyenne concurrentiels ou non concurrentiels pour des biens ou services.

**Travaux publics et Services gouvernementaux Canada**

|    |                                                  |
|----|--------------------------------------------------|
| 01 | Numéro d'entreprise - approvisionnement          |
| 02 | Instructions, clauses et conditions uniformisées |
| 03 | Présentation des soumissions                     |
| 04 | Soumissions en retard                            |
| 05 | Soumissions retardées                            |
| 06 | Transmission par télécopieur                     |
| 07 | Dédouanement                                     |
| 08 | Capacité juridique                               |
| 09 | Droits du Canada                                 |
| 10 | Rendement du fournisseur                         |
| 11 | Communications en période de soumission          |
| 12 | Support des prix                                 |
| 13 | Coûts relatifs aux soumissions                   |
| 14 | Déroulement de l'évaluation                      |
| 15 | Autres renseignements                            |

**01 Numéro d'entreprise - approvisionnement**

Les fournisseurs canadiens doivent avoir un numéro d'entreprise - approvisionnement (NEA) avant de se voir attribuer un contrat. Les fournisseurs peuvent s'inscrire pour obtenir un NEA du système Données d'inscription des fournisseurs en se rendant sur le site Web de Accès entreprises Canada (<http://contratscanada.gc.ca>). Pour s'inscrire autrement que par Internet, les fournisseurs peuvent communiquer avec la LigneInfo d'Accès entreprises Canada au 1-800-811-1148 afin d'obtenir le numéro de téléphone de l'agent d'inscription des fournisseurs le plus près.

**02 Instructions, clauses et conditions uniformisées**

Conformément à la *Loi sur le ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux*, L.C., 1996, ch. 16, les instructions, les clauses et les conditions identifiées dans la demande de soumissions et le contrat subséquent par un titre, un numéro et une date sont incorporées par renvoi à la demande de soumissions et au contrat subséquent et en font partie intégrante comme si elles étaient formellement reproduites dans la demande de soumissions et le contrat subséquent.

**03 Présentation des soumissions**

1. Le Canada exige que chaque soumission soit signée par le soumissionnaire ou par son représentant autorisé à cet effet. Si une soumission est déposée par un consortium, elle doit indiquer clairement qu'il s'agit d'un consortium et elle doit être signée par tous les membres de ce consortium ou être accompagnée d'une déclaration précisant que le signataire représente tous les membres du consortium.
2. Il appartient au soumissionnaire :
  - a) de demander des précisions sur les exigences contenues dans la demande de soumissions, au besoin, avant de déposer sa soumission;
  - b) de préparer sa soumission conformément aux instructions contenues dans la demande de soumissions;
  - c) de déposer une soumission signée et complète au plus tard à l'heure et à la date de clôture;
  - d) de faire parvenir sa soumission uniquement à l'Unité de réception des soumissions de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC) tel qu'indiqué à la page 1 de la demande de soumissions ou à l'adresse indiquée dans la demande de soumissions;
  - e) de veiller à ce que le nom du soumissionnaire, l'adresse de retour, le numéro de référence de la demande de soumissions ainsi que la date et l'heure de clôture de la demande de soumissions soient clairement indiqués, sur l'enveloppe ou le colis renfermant la soumission;

et

- f) de fournir une soumission claire et suffisamment détaillée, contenant tous les renseignements demandés concernant les prix, afin de permettre une évaluation complète conformément aux critères établis dans la demande de soumissions.
3. Si le Canada a fourni aux soumissionnaires différents formats d'un même document (et que, par exemple, un document que l'on peut télécharger dans le cadre du SEAOG existe également sur CD-ROM disponible via SEAOG), le format téléchargé dans le cadre du SEAOG sera prépondérant. Si le Canada publie une modification à la demande de soumissions pour réviser tout document fourni aux soumissionnaires selon différents formats, il ne mettra pas nécessairement à jour tous les formats pour tenir compte des révisions apportées. Il appartient au soumissionnaire de s'assurer que les différents formats utilisés pour la demande de soumissions tiennent compte des modifications apportées à la demande de soumissions et publiées dans le cadre du SEAOG.
4. Les soumissions seront valables pendant au moins soixante (60) jours à compter de la date de clôture de la demande de soumissions, sauf indication contraire dans la demande de soumissions. Le Canada se réserve le droit de demander par écrit une prolongation de cette période à tous les soumissionnaires qui déposent des soumissions recevables, dans un délai d'au moins trois (3) jours avant la fin de la période de validité des soumissions. Si tous les soumissionnaires qui ont déposé des soumissions recevables acceptent de prolonger cette période, le Canada continuera d'évaluer les soumissions. Si cette prolongation n'est pas acceptée par tous les soumissionnaires qui ont déposé des soumissions recevables, le Canada à sa seule et entière discrétion, continuera d'évaluer les soumissions des soumissionnaires qui auront accepté la prolongation ou annulera la demande de soumissions.
5. Les documents de soumission et les renseignements à l'appui peuvent être présentés en français ou en anglais.
6. Pour les soumissionnaires établis au Canada, les droits de douane et les taxes d'accise canadiens doivent être compris et la taxe sur les produits et services (TPS) ou la taxe de vente harmonisée (TVH) doit être exclue. Pour les soumissionnaires établis à l'étranger, les droits de douane, les taxes d'accise et la TPS ou la TVH doivent être exclus. Pour les besoins de l'évaluation seulement, on ajoutera les droits de douane et les taxes d'accise canadiens, payables par le Canada, aux prix présentés par les soumissionnaires établis à l'étranger.
- Bien que le Canada se réserve le droit d'attribuer les contrats FAB usine ou destination, ou selon tout autre Incoterms précisé dans la demande de soumissions, on demande aux soumissionnaires de proposer des prix selon les modalités indiquées dans la demande de soumissions.
7. Les soumissions reçues à la date et à l'heure de clôture stipulées ou avant deviendront la propriété du Canada et ne seront pas retournées à leur expéditeur. Toutes les soumissions seront traitées comme des documents confidentiels, sous réserve des dispositions de la *Loi sur l'accès à l'information*, L.R. 1985, ch. A-1 et de la *Loi sur la protection des renseignements personnels*, L.R. 1985, ch. P-21.
8. Sauf dans les cas prévus expressément ailleurs dans la demande de soumissions, le Canada évaluera la soumission du soumissionnaire d'après la documentation qui accompagnera cette soumission. Le Canada ne tiendra pas compte lors de l'évaluation de la soumission des renvois à de l'information supplémentaire qui n'accompagne pas la soumission comme les adresses de sites Web où l'on peut trouver de plus amples renseignements ou les manuels ou les brochures techniques qui n'accompagnent pas la soumission.

#### **04 Soumissions déposées en retard**

Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC) renverra les soumissions livrées après la date et l'heure de clôture stipulées, à moins que ces soumissions ne soient considérées comme des soumissions retardées selon les circonstances énoncées ci-dessous.

#### **05 Soumissions retardées**

1. Une soumission livrée à l'unité de réception désignée après l'heure et la date de clôture, mais avant l'adjudication du contrat, peut être prise en considération, à condition que le soumissionnaire puisse prouver que le retard est dû uniquement à un délai de livraison dont la Société canadienne des postes (SCP) (ou l'équivalent national d'un pays étranger) est responsable. On ne considère pas que Purolator Inc. fait partie de la SCP pour l'application de cette clause sur les soumissions retardées. Les seules preuves acceptées par TPSGC pour justifier un retard dû au service de la SCP sont les

suivantes :

- a) un timbre à date d'oblitération de la SCP; ou
- b) un connaissance de Messageries prioritaires de la SCP; ou
- c) une étiquette Xpresspost de la SCP

qui indique clairement que la soumission a été postée avant la date de clôture.

2. Pour les soumissions transmises par télécopieur, seulement la date, l'heure et l'endroit consignés par TPSGC serviront comme preuve d'une soumission retardée.
3. TPSGC n'acceptera pas les soumissions qui sont reçues en retard en raison d'une erreur d'acheminement, du volume de trafic, de perturbations atmosphériques, de conflits du travail ou d'autres motifs.
4. Le timbre de machine à affranchir, qu'il soit apposé par le soumissionnaire, la SCP ou le service postal d'un pays étranger, ne constitue pas une preuve que la soumission a été expédiée à temps.

#### **06 Transmission par télécopieur**

1. À moins d'instructions contraires dans la demande de soumissions, les soumissions peuvent être transmises par télécopieur. Le seul numéro de télécopieur valide pour la réception des réponses aux demandes de soumissions lancées par les secteurs de l'administration centrale de TPSGC est le (819) 997-9776. Le numéro de télécopieur pour répondre aux demandes de soumissions lancées par les bureaux régionaux de TPSGC est indiqué dans la demande de soumissions.
2. Si le soumissionnaire choisit de faire parvenir sa soumission par télécopieur, le Canada ne sera responsable d'aucune défaillance attribuable à l'utilisation de ce mode de transmission ou de réception. Entre autres, il n'assumera aucune responsabilité pour ce qui suit :
  - a) réception d'une soumission brouillée ou incomplète;
  - b) disponibilité ou condition du télécopieur utilisé pour la réception;
  - c) incompatibilité entre le matériel utilisé pour l'envoi et celui utilisé pour la réception;
  - d) retard dans la transmission ou la réception de la soumission;
  - e) défaut de la part du soumissionnaire de bien identifier la soumission;
  - f) illisibilité de la soumission;
  - g) sécurité des données incluses dans la soumission.
3. Les soumissions transmises par télécopieur constitueront les offres officielles des soumissionnaires et devront être présentées conformément à l'article 03. Pour les soumissions transmises par télécopieur, une confirmation écrite doit être déposée dans un délai de deux (2) jours ouvrables suivant la date de clôture de la demande de soumissions, sauf instructions contraires dans la demande de soumissions. Tous les documents servant à confirmer la soumission devraient porter la mention « CONFIRMATION ».

#### **07 Dédouanement**

Le soumissionnaire a la responsabilité de prévoir un délai suffisant pour obtenir un dédouanement, lorsqu'il y a lieu, avant la date et l'heure de clôture des soumissions. Les retards dus à l'obtention d'un dédouanement ne peuvent être considérés comme des « retards imprévus dus au service postal » et ne seront pas admissibles selon l'article 5.

#### **08 Capacité juridique**

Le soumissionnaire doit avoir la capacité juridique de contracter. Si le soumissionnaire est une entreprise à propriétaire unique, une société de personnes ou une personne morale, il doit fournir, à la demande de l'autorité contractante, une déclaration et toutes les pièces justificatives demandées indiquant les lois en vertu desquelles son entreprise est incorporée ou enregistrée, ainsi que sa dénomination sociale et son lieu d'affaires. Ce qui précède s'applique également si le soumissionnaire est un consortium.

#### **09 Droits du Canada**

Le Canada se réserve le droit :

- a) de rejeter l'une quelconque ou la totalité des soumissions reçues en réponse à la demande de soumissions;

- b) de négocier avec les soumissionnaires n'importe quel aspect de leur soumission;
- c) d'accepter une soumission en totalité ou en partie, sans négociation;
- d) d'annuler la demande de soumissions à n'importe quel moment;
- e) d'émettre de nouveau la demande de soumissions;
- f) si aucune soumission conforme n'est déposée et que le besoin n'est pas modifié substantiellement, de relancer la demande de soumission en invitant uniquement les soumissionnaires qui ont déposé des soumissions, à déposer de nouveau leur soumission dans un délai indiqué par le Canada;
- g) de négocier avec le seul soumissionnaire qui a déposé une soumission conforme pour s'assurer que le Canada profitera du meilleur rapport qualité/prix.

## 10 Rendement du fournisseur

1. Le Canada peut rejeter une soumission dans l'un des cas suivants :
  - a) le soumissionnaire ou l'un de ses employés ou sous-traitants visé dans la soumission a été reconnu coupable en vertu de l'article 121 (« *Fraudes envers le gouvernement* » et « *Entrepreneur qui souscrit à une caisse électorale* »), 124 (« *Achat ou vente d'une charge* ») ou 418 (« *Vente d'approvisionnements défectueux à Sa Majesté* ») du *Code criminel*;
  - b) le soumissionnaire est assujéti à une mesure corrective du rendement du fournisseur, en vertu de la Politique sur le rendement du fournisseur, ce qui le rend inadmissible pour déposer une soumission dans le cadre des travaux;
  - c) un employé ou un sous-traitant visé dans la soumission est soumis à une mesure corrective du rendement du fournisseur, en vertu de la Politique sur le rendement du fournisseur, ce qui rendrait l'employé ou un sous-traitant inadmissible pour participer aux travaux ou à la tranche des travaux que l'employé ou le sous-traitant doit exécuter;
  - d) dans le cadre de transactions actuelles ou antérieures avec le gouvernement du Canada :
    - (i) le soumissionnaire déclare faillite ou ne peut, pour quelque motif que ce soit, exercer ses activités pour une durée prolongée;
    - (ii) des preuves de fraude, de corruption ou de fausse déclaration ou des preuves confirmant l'incapacité de respecter des lois protégeant les personnes contre toute forme de discrimination ont été déposées, à la satisfaction du Canada, à l'égard du soumissionnaire, de l'un quelconque de ses employés ou d'un sous-traitant visé dans sa soumission;
    - (iii) le Canada a exercé ses recours contractuels de suspension ou de résiliation pour inexécution à l'égard d'un marché attribué au soumissionnaire ou à l'un quelconque de ses employés ou sous-traitants proposés dans sa soumission;
    - (iv) le Canada détermine que le rendement du soumissionnaire dans le cadre d'autres marchés, notamment l'efficacité et la qualité des travaux, ainsi que la mesure dans laquelle le soumissionnaire a respecté les clauses et les conditions contractuelles dans l'exécution des travaux, est suffisamment médiocre pour qu'on le considère incapable de répondre au besoin faisant l'objet de la soumission.
2. Dans le cas où le Canada a l'intention de rejeter une soumission conformément au paragraphe 1 pour des motifs distincts de ceux exposés à l'alinéa 1.b), l'autorité contractante le fera savoir au soumissionnaire et lui donnera un délai de dix (10) jours pour faire valoir son point de vue, avant de rendre une décision définitive sur le rejet de la soumission.

## 11 Communications en période de soumission

Afin d'assurer l'intégrité du processus d'appel à la concurrence, toutes les demandes de renseignements, et autre communication ayant trait à la demande de soumissions doivent être adressées uniquement à l'autorité contractante dont le nom est indiqué dans la demande soumissions. Le défaut de se conformer, pour cette raison uniquement, pourrait entraîner le rejet de la soumission.

Afin d'assurer l'uniformité et la qualité de l'information fournie aux soumissionnaires, les demandes de renseignements importantes reçues, ainsi que les réponses à ces demandes, seront fournies simultanément à tous les soumissionnaires qui auront reçu la demande de soumissions sans que le nom de l'auteur des demandes de renseignements soit mentionné.

## **12 Support des prix**

Lorsque la soumission soumise par un soumissionnaire est la seule soumission jugée recevable, le soumissionnaire doit fournir sur demande, au Canada, un ou plusieurs des documents suivants pour justifier le prix, si cela s'applique :

- a) la liste de prix publiée la plus récente, indiquant l'escompte, en pourcentage, offert au ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux (TPSGC);
- b) une copie des factures payées pour des services semblables rendus à d'autres clients ou pour des produits comparables (de même quantité et de même qualité) vendus à d'autres clients;
- c) une ventilation des prix indiquant le coût de la main-d'oeuvre directe, des matières directes et des articles achetés, les frais généraux des services techniques et des installations, les frais généraux globaux et administratifs, les coûts de transport, etc., le bénéfice;
- d) une attestation de prix ou de taux;
- e) toutes autres pièces justificatives demandées par le Canada.

## **13 Coûts relatifs aux soumissions**

Aucun paiement ne sera versé pour des coûts encourus pour la préparation et la présentation d'une soumission en réponse à la demande de soumissions

Le soumissionnaire sera seul responsable des frais engagés dans la préparation et la présentation d'une soumission, ainsi que des frais engagés par lui pour l'évaluation de sa soumission.

## **14 Déroulement de l'évaluation**

Lorsque le Canada évalue les soumissions, il peut, sans toutefois y être obligé, effectuer ce qui suit :

- a) demander des précisions ou vérifier l'exactitude de certains renseignements ou de tous les renseignements fournis par les soumissionnaires relatifs à la demande de soumissions;
- b) communiquer avec l'une ou toutes les personnes citées en référence pour vérifier et attester l'exactitude des renseignements fournis par les soumissionnaires;
- c) demander, avant l'attribution d'un contrat, des renseignements précis sur la situation juridique des soumissionnaires;
- d) examiner les installations, les capacités techniques, administratives et financières des soumissionnaires pour déterminer s'ils sont en mesure de répondre aux exigences énoncées dans la demande de soumissions;
- e) corriger toute erreur dans le calcul des prix totaux des soumissions en utilisant les prix unitaires et toute erreur de quantités indiquées dans les soumissions en fonction des quantités précisées dans la demande de soumissions;
- f) vérifier tous les renseignements fournis par les soumissionnaires en faisant des recherches indépendantes, en utilisant des ressources du gouvernement ou en communiquant avec des tiers;
- g) interviewer, aux propres frais des soumissionnaires, tout soumissionnaire et/ou une ou des personnes qu'ils proposent pour répondre aux exigences de la demande de soumissions.

L'autorité contractante établira le nombre de jours dont disposeront les soumissionnaires pour se conformer à la demande concernant tout item ci-haut mentionné. Le défaut de répondre à la demande pourra avoir pour conséquence que la soumission soit jugée non-recevable.

## **15 Autres renseignements**

1. Pour obtenir d'autres renseignements, les soumissionnaires peuvent s'adresser à l'autorité contractante dont le nom est indiqué dans la demande de soumissions.
2. Les demandes de renseignements concernant la réception des soumissions présentées en réponse aux demandes de soumissions lancées par l'administration centrale de TPSGC peuvent être adressées à l'Unité de réception des soumissions, Division de soutien opérationnel des approvisionnements, au (819) 956-3370. Dans le cas des demandes de soumissions lancées par des bureaux régionaux de TPSGC, les demandes de renseignements concernant la réception des soumissions peuvent être adressées à l'autorité contractante dont le nom figure dans la demande de soumissions.



**Travaux publics et Services gouvernementaux Canada**

## Renseignements généraux

01. Numéro d'entreprise - approvisionnement
02. Instructions, clauses et conditions uniformisées
03. Présentations des offres
04. Offres déposées en retard
05. Offres retardées
06. Transmission par télécopieur
07. Dédouanement
08. Capacité juridique
09. Droits du Canada
10. Rendement du fournisseur
11. Communications en période d'invitation
12. Support des prix
13. Coûts relatifs aux offres
14. Déroulement de l'évaluation
15. Autres renseignements

**Renseignements généraux**

Parmi les méthodes d'approvisionnement utilisées par Travaux publics et des Services gouvernementaux Canada (TPSGC) pour répondre aux besoins des ministères et organismes, il y a celle qui consiste à demander à des fournisseurs de soumettre une offre à commandes pour la fourniture de biens, la prestation de services ou les deux pendant une période déterminée. TPSGC autorise ensuite des ministères et organismes particuliers à passer des commandes subséquentes à l'offre à commandes précisant les quantités exactes de biens ou le niveau de services qu'ils désirent commander à un moment particulier au cours de la période de validité de l'offre et conformément aux conditions préétablies.

Le processus débute habituellement par la publication d'une demande d'offre à commandes (DOC) que les fournisseurs peuvent obtenir par l'entremise du Service électronique d'appels d'offres du gouvernement (SEAOG). Une DOC est une invitation aux fournisseurs à présenter une offre à commandes à TPSGC. Les quantités de biens, les niveaux de services et les dépenses estimatives précisés dans la DOC ne constituent qu'une approximation des besoins exprimés de bonne foi. Une DOC n'engage pas TPSGC à autoriser l'utilisation de l'offre à commandes ou à acheter des biens, services ou les deux ou à attribuer un contrat à cet effet. Une offre à commandes n'est pas un contrat. L'émission par TPSGC d'une autorisation de passer des commandes subséquentes à une offre à commandes (APCSOC) aux fournisseurs retenus et aux ministères et organismes autorisés à passer des commandes subséquentes ne constitue pas un engagement du Canada à commander les biens, services ou les deux offerts. Les ministères et les organismes pourraient passer une ou plusieurs commandes subséquentes à l'offre à commandes.

**01. Numéro d'entreprise - approvisionnement**

Les fournisseurs canadiens doivent avoir un numéro d'entreprise - approvisionnement (NEA) avant qu'une offre à commandes soit émise. Les fournisseurs peuvent s'inscrire pour obtenir un NEA du système Données d'inscription des fournisseurs (DIF) en se rendant sur le site Web d'Accès entreprises Canada : <http://contractscanada.gc.ca>. Pour s'inscrire autrement que par Internet, les fournisseurs peuvent communiquer avec la LigneInfo d'Accès entreprises Canada au 1-800-811-1148 afin d'obtenir le numéro de téléphone de l'agent d'inscription des fournisseurs le plus près.

**02. Instructions, clauses et conditions uniformisées**

Conformément à la *Loi sur le ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux*, L.C., 1996, ch. 16, les instructions, les clauses et les conditions identifiées dans la DOC, l'offre à commandes et contrat(s) subséquent(s) par un titre, un numéro et une date sont incorporées par renvoi et font partie intégrante de la DOC, de l'offre à commandes et de tout contrat découlant de l'offre à commandes comme si elles étaient formellement reproduites dans la DOC, l'offre à commandes et tout contrat subséquent.

**03. Présentation des offres**

1. Le Canada exige que chaque offre soit signée par l'offrant ou par son représentant autorisé. Si une offre est déposée par un consortium, elle doit indiquer clairement qu'il s'agit d'un consortium et elle doit être signée par tous les membres de ce consortium ou être accompagnée d'une déclaration précisant

que le signataire représente tous les membres du consortium.

2. Il appartient à l'offrant :
  - a) de demander des précisions sur les exigences contenues dans la DOC, au besoin, avant de présenter une offre;
  - b) de préparer son offre conformément aux instructions contenues dans la DOC;
  - c) de déposer une offre signée et complète au plus tard à l'heure et à la date de clôture;
  - d) de faire parvenir son offre uniquement à l'Unité de réception des soumissions de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC) tel qu'indiqué à la page 1 de la DOC ou à l'adresse indiquée dans la DOC;
  - e) de veiller à ce que le nom de l'offrant, l'adresse de retour, le numéro de référence de la DOC ainsi que la date et l'heure de clôture de la DOC soient clairement indiqués, sur l'enveloppe ou le colis renfermant l'offre; et
  - f) de fournir une offre claire et suffisamment détaillée, contenant tous les renseignements demandés concernant les prix, afin de permettre une évaluation complète conformément aux critères établis dans la DOC.
3. Si le Canada a fourni aux offrants différents formats d'un même document (et que, par exemple, un document que l'on peut télécharger dans le cadre du SEAOG existe également sur CD-ROM via SEAOG), le format téléchargé dans le cadre du SEAOG sera prépondérant. Si le Canada publie une modification à la DOC pour réviser tout document fourni aux offrants selon différents formats, il ne mettra pas nécessairement à jour tous les formats pour tenir compte des révisions apportées. Il appartient à l'offrant de s'assurer que les différents formats utilisés pour la DOC tiennent compte des modifications apportées à la DOC et publiées dans le cadre du SEAOG.
4. Les offres seront valables pendant au moins soixante (60) jours à compter de la date de clôture de la DOC, sauf indication contraire dans la DOC. Le Canada se réserve le droit de demander par écrit une prolongation de cette période à tous les offrants qui déposent des offres recevables, dans un délai d'au moins trois (3) jours avant la fin de la période de validité des offres. Si tous les offrants qui ont déposé des offres recevables acceptent de prolonger cette période, le Canada continuera d'évaluer les offres. Si cette prolongation n'est pas acceptée par tous les offrants qui ont déposé des offres recevables, le Canada, à sa seule et entière discrétion, continuera d'évaluer les offres des offrants qui auront accepté la prolongation ou annulera la DOC.
5. Les offres et les renseignements à l'appui peuvent être présentés en français ou en anglais.
6. Pour les offrants établis au Canada, les droits de douane et les taxes d'accise canadiens doivent être compris et la taxe sur les produits et services (TPS) ou la taxe de vente harmonisée (TVH) doit être exclue. Pour les offrants établis à l'étranger, les droits de douane, les taxes d'accise et la TPS ou la TVH doivent être exclus. Pour les besoins de l'évaluation seulement, on ajoutera les droits de douane et les taxes d'accise canadiens, payables par le Canada, aux prix présentés par les offrants établis à l'étranger.

Bien que le Canada se réserve le droit d'émettre les offres à commandes FAB usine ou destination, ou selon tout autre Incoterms précisé dans la DOC, on demande aux offrants de proposer des prix selon les modalités indiquées dans la DOC.
7. Les offres reçues à la date et à l'heure de clôture stipulées ou avant deviendront la propriété du Canada et ne seront pas retournées à leur expéditeur. Toutes les offres seront traitées comme des documents confidentiels, sous réserve des dispositions de la *Loi sur l'accès à l'information*, L.R.C. (1985), ch. A-1 et de la *Loi sur la protection des renseignements personnels*, L.R.C. (1985), ch. P-21.
8. Sauf dans les cas prévus expressément ailleurs dans cette DOC, le Canada évaluera l'offre de l'offrant d'après la documentation qui accompagnera cette offre. Le Canada ne tiendra pas compte lors de l'évaluation d'une offre des renvois à de l'information supplémentaire qui n'accompagne pas l'offre, comme les adresses de sites Web où l'on peut trouver de plus amples renseignements, ou les manuels ou les brochures techniques qui n'accompagnent pas l'offre.

#### 04. Offres déposées en retard

TPSGC renverra les offres livrées après la date et l'heure de clôture stipulées, à moins que ces offres ne soient considérées comme des offres retardées selon les circonstances énoncées ci-dessous.

#### 05. Offres retardées

1. Une offre livrée à l'unité de réception désignée après l'heure et la date de clôture, mais avant l'émission de l'offre à commandes, peut être prise en considération, à condition que l'offrant puisse prouver que le retard est dû uniquement à un délai de livraison dont la Société canadienne des postes (SCP) (ou l'équivalent national d'un pays étranger) est responsable. On ne considère pas que Purolator Inc. fait partie de la SCP pour l'application de cette clause sur les offres retardées. Les seules preuves acceptées par TPSGC pour justifier un retard dû au service de la SCP sont les suivantes :
  - a) un timbre à date d'oblitération de la SCP; ou
  - b) un connaissance de Messageries prioritaires de la SCP; ou
  - c) une étiquette Xpresspost de la SCP;qui indiquent clairement que l'offre a été postée avant la date de clôture.
2. Pour les offres transmises par télécopieur, seulement la date, l'heure et l'endroit consignés par TPSGC serviront comme preuve d'une offre retardée.
3. TPSGC n'acceptera pas les offres qui sont reçues en retard en raison d'une erreur d'acheminement, du volume de trafic, de perturbations atmosphériques, de conflits du travail ou d'autres motifs.
4. Le timbre de machine à affranchir, qu'il soit apposé par l'offrant, la SCP ou le service postal d'un pays étranger, ne constitue pas une preuve que l'offre a été expédiée à temps.

#### 06. Transmission par télécopieur

1. À moins d'instructions contraires dans la DOC, les offres peuvent être transmises par télécopieur. Le seul numéro de télécopieur valide pour la réception des réponses aux DOC lancées par les secteurs de l'administration centrale de TPSGC est le (819) 997-9776. Le numéro de télécopieur pour répondre aux DOC lancées par les bureaux régionaux de TPSGC est indiqué dans la DOC.
2. Si l'offrant choisit de faire parvenir son offre par télécopieur, le Canada ne sera responsable d'aucune défaillance attribuable à l'utilisation de ce mode de transmission ou de réception. Entre autres, il n'assumera aucune responsabilité pour ce qui suit :
  - a) réception d'une offre brouillée ou incomplète;
  - b) disponibilité ou condition du télécopieur utilisé pour la réception;
  - c) incompatibilité entre le matériel utilisé pour l'envoi et celui utilisé pour la réception;
  - d) retard dans la transmission ou la réception de l'offre;
  - e) défaut de la part de l'offrant de bien identifier l'offre;
  - f) illisibilité de l'offre;
  - g) sécurité des données incluses dans l'offre.
3. Les offres transmises par télécopieur constitueront les offres officielles des offrants et devront être présentées conformément à l'article 03, Présentation des offres. Pour les offres transmises par télécopieur, une confirmation écrite doit être déposée dans un délai de deux (2) jours ouvrables suivant la date de clôture de la DOC, sauf instructions contraires dans la DOC. Tous les documents servant à confirmer l'offre devraient porter la mention « CONFIRMATION ».

#### 07. Dédouanement

L'offrant a la responsabilité de prévoir un délai suffisant pour obtenir un dédouanement, lorsqu'il y a lieu, avant la date et l'heure de clôture de la DOC. Les retards dus à l'obtention d'un dédouanement ne peuvent être considérés comme des « retards imprévus dus au service postal » et ne seront pas admissibles selon l'article 05, Offres retardées.

#### 08. Capacité juridique

L'offrant doit avoir la capacité juridique de contracter. Si l'offrant est une entreprise à propriétaire unique, une société de personnes ou une personne morale, il doit fournir, à la demande du responsable de l'offre à commandes, une déclaration et toutes les pièces justificatives demandées indiquant les lois en vertu desquelles son entreprise est incorporée ou enregistrée, ainsi que sa dénomination sociale et son lieu d'affaires. Ce qui précède s'applique également si l'offrant est un consortium.

#### 09. Droits du Canada

Le Canada se réserve le droit :

- a) de rejeter l'une quelconque ou la totalité des offres reçues en réponse à la DOC;
- b) de négocier avec les offrants n'importe quel aspect de leur offre;
- c) d'autoriser l'utilisation de toute offre en totalité ou en partie, sans négociation;
- d) d'annuler la DOC à n'importe quel moment;
- e) d'émettre de nouveau la DOC;
- f) si aucune offre conforme n'est déposée et que le marché n'est pas modifié substantiellement, de relancer la DOC en invitant uniquement les offrants qui ont déposé des offres, à déposer de nouveau leur offre dans un délai indiqué par le Canada;
- g) de négocier avec le seul offrant qui a déposé une offre conforme pour s'assurer que le Canada profitera du meilleur rapport qualité/prix.

## 10. Rendement du fournisseur

1. Le Canada peut rejeter une offre dans l'un des cas suivants :
  - a) l'offrant ou l'un de ses employés ou sous-traitants visé dans l'offre a été reconnu coupable en vertu de l'article 121 (« *Fraudes envers le gouvernement* » et « *Entrepreneur qui souscrit à une caisse électorale* »), 124 (« *Achat ou vente d'une charge* ») ou 418 (« *Vente d'approvisionnements défectueux à Sa Majesté* ») du Code criminel;
  - b) l'offrant est assujéti à une mesure corrective du rendement du fournisseur, en vertu de la Politique sur le rendement du fournisseur, ce qui le rend inadmissible pour déposer une offre pour répondre au besoin;
  - c) un employé ou un sous-traitant visé dans l'offre est soumis à une mesure corrective du rendement du fournisseur, en vertu de la Politique sur le rendement du fournisseur, ce qui rendrait l'employé ou le sous-traitant inadmissible à soumissionner pour répondre au besoin ou à la partie du besoin que l'employé ou le sous-traitant exécuterait;
  - d) dans le cadre de transactions actuelles ou antérieures avec le gouvernement du Canada :
    - (i) l'offrant déclare faillite ou ne peut, pour quelque motif que ce soit, exercer ses activités pour une durée prolongée;
    - (ii) des preuves de fraude, de corruption ou de fausse déclaration ou des preuves confirmant l'incapacité de respecter des lois protégeant les personnes contre toute forme de discrimination ont été déposées, à la satisfaction du Canada, à l'égard de l'offrant, de l'un quelconque de ses employés ou d'un sous-traitant visé dans son offre;
    - (iii) le Canada a exercé ses recours contractuels de suspension ou de résiliation pour inexécution à l'égard d'un marché attribué à l'offrant ou à l'un quelconque de ses employés ou sous-traitants proposés dans son offre;
    - (iv) le Canada détermine que le rendement de l'offrant dans le cadre d'autres marchés, notamment l'efficacité et la qualité des travaux, ainsi que la mesure dans laquelle l'offrant a respecté les clauses et les conditions contractuelles dans l'exécution des travaux, est suffisamment médiocre pour qu'on le considère incapable de répondre au besoin faisant l'objet de l'offre.
2. Dans le cas où le Canada a l'intention de rejeter une offre conformément au paragraphe 1 pour des motifs distincts de ceux exposés à l'alinéa 1(b), le responsable de l'offre à commandes le fera savoir à l'offrant et lui donnera un délai de dix (10) jours pour faire valoir son point de vue, avant de rendre une décision définitive sur le rejet de l'offre.

## 11. Communications en période d'invitation

Afin d'assurer l'intégrité du processus d'appel à la concurrence, toutes les demandes de renseignements et autre communication ayant trait à la DOC, doivent être adressées uniquement au responsable de l'offre à commandes dont le nom est indiqué dans la DOC. Le défaut de se conformer, pour cette raison uniquement, pourrait entraîner le rejet de l'offre.

Afin d'assurer l'uniformité et la qualité de l'information fournie aux offrants, les demandes de renseignements importantes reçues, ainsi que les réponses à ces demandes, seront fournies simultanément à tous les offrants qui auront reçu la DOC sans que le nom de l'auteur des demandes de renseignements soit mentionné.

**12. Support des prix**

Lorsque l'offre soumise par un offrant est la seule offre jugée recevable, l'offrant doit fournir sur demande, au Canada, un ou plusieurs des documents suivants pour justifier le prix, si cela s'applique:

- a) la liste de prix publiée la plus récente, indiquant l'escompte, en pourcentage, offert à TPSGC;
- b) une copie des factures payées pour des services semblables rendus à d'autres clients ou pour des produits comparables (de même quantité et de même qualité) vendus à d'autres clients;
- c) une ventilation des prix indiquant le coût de la main-d'œuvre directe, des matières directes et des articles achetés, les frais généraux des services techniques et des installations, les frais généraux globaux et administratifs, les coûts de transport, le bénéfice, etc.;
- d) une attestation de prix ou de taux;
- e) toutes autres pièces justificatives demandées par le Canada.

**13. Coûts relatifs aux offres**

Aucun paiement ne sera versé pour des coûts encourus pour la préparation et la présentation d'une offre en réponse à la DOC. L'offrant sera seul responsable des frais engagés dans la préparation et la présentation d'une offre, ainsi que des frais engagés par lui pour l'évaluation de son offre.

**14. Déroulement de l'évaluation**

Lorsque le Canada évalue les offres, il peut, sans toutefois y être obligé, effectuer ce qui suit :

- a) demander des précisions ou vérifier l'exactitude de certains renseignements ou de tous les renseignements fournis par les offrants relatifs à la DOC;
- b) communiquer avec l'une ou toutes les personnes citées en référence pour vérifier et attester l'exactitude des renseignements fournis par les offrants;
- c) demander avant la date d'émission de l'offre à commandes, des renseignements précis sur la situation juridique des offrants;
- d) examiner les installations, les capacités techniques, administratives et financières des offrants pour déterminer s'ils sont en mesure de répondre aux exigences énoncées dans la DOC;
- e) corriger toute erreur dans le calcul des prix totaux des offres en utilisant les prix unitaires et toute erreur de quantités indiquées dans les offres en fonction des quantités précisées dans la DOC;
- f) vérifier tous les renseignements fournis par les offrants en faisant des recherches indépendantes, en utilisant des ressources du gouvernement ou en communiquant avec des tiers;
- g) interviewer, aux propres frais des offrants, tout offrant et/ou une des personnes qu'ils proposent pour répondre aux exigences de la DOC.

Le responsable de l'offre à commandes établira le nombre de jours dont disposeront les offrants pour se conformer à la demande concernant tout item ci-haut mentionné. Le défaut de répondre pourra avoir pour conséquence que l'offre soit jugée non recevable.

**15. Autres renseignements**

1. Pour obtenir d'autres renseignements, les offrants peuvent s'adresser au responsable de l'offre à commandes dont le nom est indiqué dans la DOC.
2. Les demandes de renseignements concernant la réception des offres présentées en réponse aux DOC lancées par l'administration centrale de TPSGC peuvent être adressées à l'Unité de réception des soumissions, Division de soutien opérationnel des approvisionnements, au (819)956-3370. Dans le cas des DOC lancées par des bureaux régionaux de TPSGC, les demandes de renseignements concernant la réception des offres peuvent être adressées au responsable de l'offre à commandes dont le nom figure dans la DOC.



## 9403 (10/12/04) Instructions et conditions uniformisées

## A. INSTRUCTIONS (APPLICABLES AUX DEMANDES DE SOUMISSIONS)

## 1. Présentation des soumissions

- (1) Il incombe au soumissionnaire :
- a) de retourner l'original de la demande de soumissions, dûment rempli et signé, SELON LA PRÉSENTATION REQUISE;
  - b) d'envoyer sa soumission SEULEMENT à l'adresse prévue pour la réception des soumissions;
  - c) de veiller à ce que le nom du soumissionnaire, le numéro de référence de la demande de soumissions ainsi que la date et l'heure de clôture de la demande de soumissions soient clairement indiqués;
  - d) de fournir une soumission complète et suffisamment détaillée, contenant tous les renseignements demandés concernant les prix, afin de permettre une évaluation complète conformément aux critères établis dans la demande de soumissions.

**La responsabilité de faire parvenir les soumissions à la bonne adresse et dans les délais prévus incombe entièrement au soumissionnaire. Travaux publics et des Services gouvernementaux Canada (TPSGC) n'assumera pas ces responsabilités, ni n'acceptera qu'elles lui soient transférées. Le soumissionnaire doit assumer tous les risques ou conséquences qui sont attribuables à une soumission qui n'est pas bien acheminée.**

- (2) Les soumissions peuvent être acceptées en totalité ou en partie. Ni la plus basse, ni l'une quelconque des soumissions ne sera nécessairement acceptée. En cas d'erreur dans le calcul des prix, le prix unitaire sera retenu. Un contrat peut être accordé par le Canada sans qu'il y ait de négociation.
- (3) Les soumissions seront valables pendant au moins soixante (60) jours à compter de la date de clôture de la demande de soumissions, à moins que le Canada n'inclue une indication contraire dans la demande de soumissions.

Nonobstant la période de validité des soumissions qui est stipulée dans la présente demande de soumissions, le Canada se réserve le droit de demander, dans un délai d'au moins trois (3) jours avant la fin de cette période, à tous les soumissionnaires dont la soumission a été jugée recevable de consentir à une prolongation de cette période. Les soumissionnaires auront la possibilité d'accepter ou de refuser la prolongation.

Si la prolongation mentionnée ci-dessus est acceptée, par écrit, par tous ceux qui ont présenté une soumission jugée recevable, le Canada poursuivra immédiatement l'évaluation des soumissions et le processus d'approbation.

Si la prolongation mentionnée ci-dessus n'est pas acceptée, par écrit, par tous ceux qui ont présenté une soumission jugée recevable, le Canada, à son entière discrétion : a) continuera d'évaluer les soumissions jugées recevables des soumissionnaires qui ont accepté la prolongation et demandera les approbations nécessaires; ou b) annulera la demande de soumissions, ou encore c) annulera la demande de soumissions et en publiera une nouvelle.

- (4) Bien que le Canada puisse passer un marché sans négociation, il se réserve le droit d'en négocier les dispositions avec le soumissionnaire.
- (5) Les documents de soumission et les renseignements connexes peuvent être présentés en français ou en anglais.
- (6) Les soumissions reçues le ou avant la date et l'heure de clôture stipulées deviendront la propriété du Canada et ne seront pas retournées. Toutes les soumissions seront traitées comme des documents CONFIDENTIELS, sous réserve des dispositions de la *Loi sur l'accès à l'information* et de la *Loi sur la protection des renseignements personnels*.

## 2. Soumissions en retard

C'est la politique de TPSGC de renvoyer, non décachetées, les soumissions livrées après la date et

l'heure de clôture stipulées, à moins que ces dernières ne soient considérées comme des soumissions retardées selon les circonstances énoncées ci-dessous.

### 3. Soumissions retardées

- (1) Une soumission livrée au point de réception désigné après l'heure et la date de clôture, mais avant l'adjudication du contrat, peut être prise en considération, à condition que le soumissionnaire puisse prouver que le retard est dû uniquement à un délai de livraison dont la Société canadienne des postes (SCP) (ou l'équivalent national d'un pays étranger) est responsable. Les seules preuves acceptées par TPSGC pour justifier un retard dû au service de la SCP sont les suivantes :

- a) un timbre à date d'oblitération de la SCP;
- b) un connaissance de Messageries prioritaires de la SCP;
- c) une étiquette Xpresspost de la SCP,

qui indiquent clairement que la soumission a été postée avant la date de clôture.

Par exemple : Si la date de clôture des soumissions était le 15 mai 1995, le cachet d'oblitération de la SCP ne devrait pas porter une date ultérieure au 14 mai 1995 pour que la soumission soit acceptée.

- (2) Veuillez demander à l'employé des postes d'apposer le timbre à date sur votre enveloppe.
- (3) Pour les soumissions transmises par télécopieur, seulement la date et l'heure consignées par TPSGC au numéro de réception des soumissions figurant dans la demande de soumissions serviront comme preuve d'une soumission retardée.
- (4) TPSGC n'acceptera pas les soumissions qui sont reçues en retard en raison d'une erreur d'acheminement, du volume de trafic, de perturbations atmosphériques ou d'autres motifs.

### 4. Machines à affranchir

Le timbre de machine à affranchir, qu'il soit apposé par le fournisseur, la SCP ou le service postal d'un pays étranger, ne constitue pas une preuve que la soumission a été expédiée à temps. Il est à noter que la SCP n'appose pas habituellement de timbre à date d'oblitération sur le courrier affranchi à la machine; elle ne le fait généralement que lorsque le courrier est affranchi au moyen d'un timbre-poste.

### 5. Réponses transmises par télécopieur

- (1) Si vous n'êtes pas certain que votre soumission parviendra à temps à l'adresse exacte indiquée pour la réception des soumissions, vous pouvez utiliser un télécopieur, à moins d'avoir reçu des instructions contraires dans la demande de soumissions.

**REMARQUE :** À cause du volume de matériel technique requis pour certaines soumissions, il se peut que certaines demandes de soumissions précisent que les soumissions transmises par télécopieur ne sont pas acceptées (p. ex. les demandes pour des besoins scientifiques).

- (2) À moins d'avoir reçu des instructions contraires dans la demande de soumissions, le seul numéro valide pour la réception des réponses aux demandes de soumissions lancées par les secteurs de l'administration centrale de TPSGC est le numéro de télécopieur (819) 997-9776.
- (3) Le numéro de télécopieur pour la réception des demandes de soumissions lancées par les bureaux régionaux de TPSGC est indiqué sur la première page de la demande de soumissions.

Si le soumissionnaire choisit de faire parvenir sa soumission par télécopieur, le Canada ne sera responsable d'aucune défaillance attribuable à l'utilisation de ce mode de transmission ou de réception. Entre autres, il n'assumera aucune responsabilité pour ce qui suit :

- a) réception d'une soumission brouillée ou incomplète;
- b) disponibilité ou condition du télécopieur utilisé pour la réception;
- c) incompatibilité entre le matériel utilisé pour l'envoi et celui utilisé pour la réception;
- d) retard dans la transmission ou la réception de la soumission;
- e) défaut de la part du soumissionnaire de bien identifier la soumission;
- f) non-admissibilité de la soumission;
- g) sécurité des données incluses dans la soumission.



- (4) Les soumissions transmises par télécopieur constitueront votre offre officielle et devront comporter les renseignements suivants :
- a) le numéro de référence de la soumission;
  - b) la date et l'heure de clôture;
  - c) de l'information suffisante pour permettre l'évaluation, c'est-à-dire les prix unitaires, le pays d'origine de la monnaie si l'offre est faite en devises étrangères, la taxe de vente, les droits de douane, les conditions d'escompte au comptant, les données techniques (le cas échéant) et tous les écarts par rapport au document de soumission.
- (5) À moins que la présente demande de soumissions ne donne d'autres précisions, les réponses transmises par télécopieur doivent être confirmées par écrit, dans un délai de deux (2) jours suivant la clôture des soumissions. Tous les documents servant à confirmer une soumission doivent porter la mention « CONFIRMATION ».

## 6. Dédouanement

Le soumissionnaire a la responsabilité de prévoir un délai suffisant pour obtenir un dédouanement, lorsqu'il y a lieu, avant la date et l'heure de clôture des soumissions. Les retards dus à l'obtention d'un dédouanement ne peuvent être considérés comme des « retards imprévus dus au service postal » et ne seront pas admissibles selon la Politique régissant les soumissions en retard.

## 7. Autres renseignements

- (1) Pour obtenir d'autres renseignements, veuillez vous adresser à l'autorité contractante dont le nom est indiqué à la première page de la demande de soumissions.
- (2) Les demandes de renseignements concernant la réception des soumissions présentées en réponse aux demandes de soumissions lancées à l'extérieur de l'administration centrale de TPSGC peuvent être adressées au Module de réception des soumissions, Division de soutien opérationnel des approvisionnements, au (819) 956-3370.

## 8. Identité ou capacité civile du soumissionnaire

Un soumissionnaire qui exerce ses activités commerciales sous un nom autre que son nom personnel doit, avant l'attribution du contrat, de manière à déterminer sa capacité civile fournir, à la demande de l'autorité contractante, une preuve de sa capacité civile sous laquelle il exerce ses activités commerciales. Il peut s'agir d'une copie des documents d'incorporation ou de l'enregistrement d'un nom commercial d'un propriétaire unique, d'une raison sociale (appellation commerciale), de la constitution d'une société.

## B. CONDITIONS (APPLICABLES AUX CONTRATS SUBSÉQUENTS)

### 1. Taxes municipales

Les taxes municipales ne s'appliquent pas.

### 2. Taxes provinciales

- (1) Sauf pour les exceptions légiférées (voir le paragraphe (5) ci-dessous), les ministères et organismes fédéraux ne doivent pas payer la taxe de vente ad valorem imposée par la province dans laquelle les biens ou les services taxables sont livrés. Cette exonération a été accordée aux ministères et organismes fédéraux en vertu de l'une des autorisations suivantes :
- a) Numéros de permis d'exonération de taxe de vente provinciale (TVP), pour les provinces suivantes :

|                       |              |
|-----------------------|--------------|
| Île-du-Prince-Édouard | OP-10000-250 |
| Ontario               | 11708174G    |
| Manitoba              | 390-516-0    |
| Colombie-Britannique  | R005521      |
  - b) Une certification d'exonération, pour le Québec, la Saskatchewan, le Territoire du Yukon, les Territoires du Nord-Ouest et le Nunavut, qui certifie que les biens et (ou) les services commandés ou achetés doivent servir au gouvernement fédéral et sont achetés par lui à

même les fonds publics, et ne sont donc pas assujettis aux taxes de vente et aux taxes à la consommation provinciales et territoriales.

- (2) Actuellement, il n'y aucune TVP en Alberta, dans le Territoire du Yukon, dans les Territoires du Nord-Ouest et au Nunavut. Cependant, si la TVP était instaurée dans les Territoires du Nord-Ouest, au Nunavut ou dans le Territoire du Yukon, le numéro du certificat d'exonération de la taxe de vente devrait être inscrit sur les bons de commande ou autres documents d'achats.
- (3) Les ministères fédéraux doivent payer la taxe de vente harmonisée (TVH) dans les provinces participantes. Ces provinces sont Terre-Neuve et Labrador, la Nouvelle-Écosse et le Nouveau-Brunswick.
- (4) L'entrepreneur n'est pas dispensé de l'obligation de payer la TVP en vertu des numéros de permis d'exonération ci-dessus ou de la certification d'exonération. L'entrepreneur doit payer la TVP sur les biens ou les services taxables consommés ou utilisés dans le cadre de l'exécution du contrat (conformément à la législation provinciale appropriée), y compris les matériaux incorporés dans des biens immobiliers.
- (5) Exceptions

Les exceptions suivantes sont fournies à titre d'exemples et ne représentent pas nécessairement une liste complète de toutes les exceptions selon la loi :

- a) produits du tabac assujettis à la taxe sur le tabac (excepté en Alberta);
- b) produits pétroliers assujettis aux taxes provinciales sur l'essence et le carburant à moteur;
- c) droits d'immatriculation des véhicules automobiles (excepté en Alberta, dans les Territoires du Nord-Ouest, au Nunavut et dans le Territoire du Yukon);
- d) taxe d'amusement et d'entrée (Nouvelle-Écosse et Nouveau-Brunswick);
- e) les primes d'assurance (Québec);
- f) pneus et accumulateurs assujettis à une taxe verte;
- g) hébergement provisoire assujetti aux taxes sur les chambres d'hôtel (Colombie-Britannique.)

### 3. Condition du matériel

Sauf disposition contraire du contrat, le matériel fourni doit être neuf et conforme à la plus récente version du dessin, de la spécification et (ou) du numéro de pièce pertinent, en vigueur à la date de clôture de la demande de soumissions.

### 4. Conditions relatives à la main-d'oeuvre et à la santé

L'entrepreneur devra respecter toutes les conditions de travail et d'hygiène qui s'appliquent aux travaux à exécuter.

### 5. Frais de transport

Si, aux termes du présent contrat, des frais de transport sont payables par le Canada, les envois devront, à moins d'indication contraire (tel que dans le cas où les frais de transport sont inclus dans le prix unitaire), être effectués par le moyen de transport le plus direct et le plus économique, selon les méthodes normales d'expédition. Ces frais devront figurer séparément sur la facture.

### 6. Évaluation

La politique du gouvernement fédéral voulant qu'il assume ses propres risques exclut le paiement de toute évaluation excessive et (ou) de frais de transport au-delà du point FOB spécifié (point où le gouvernement fédéral entre en possession des biens). Les biens seront protégés jusqu'à concurrence de la valeur maximale de l'assurance du transporteur et leur valeur ne pourra être déclarée que si aucun coût supplémentaire n'est engagé.

### 7. Envois de l'étranger

Les biens expédiés au Canada en provenance d'un autre pays doivent, à moins d'indication contraire, être acheminés **sous douane** au point de livraison.

### 8. Connaissance

Le connaissance de transport doit accompagner l'original de la facture, sauf s'il s'agit d'expéditions «

payables sur livraison » (lorsqu'autorisé), auquel cas il doit accompagner la marchandise; en outre, un bordereau d'expédition doit accompagner chaque envoi et indiquer clairement le nom des articles, la quantité d'articles, les numéros de pièce ou de référence, la description des articles et les numéros de référence du contrat, incluant le numéro de référence du client (NRC) et le numéro d'entreprise - approvisionnement (NEA). Si les biens ont été inspectés à l'usine de l'entrepreneur, un certificat d'inspection signé doit être annexé au bordereau d'expédition normalement inclus dans l'enveloppe prévue à cette fin.

**9. Présentation des factures**

Les factures doivent être établies au nom de l'entrepreneur et elles ne doivent pas être envoyées avant que les biens n'aient été livrés ou que les services n'aient été rendus. On doit trouver sur les factures le nom et l'adresse du destinataire, la date, le mode d'expédition, le numéro de caisse s'il y a lieu, le nom des articles et leur quantité, l'unité de distribution, le prix unitaire, la taxe sur les produits et services ou la taxe de vente harmonisée s'il y a lieu, les numéros de pièce ou de référence, la description des articles visés dans le contrat, le numéro du contrat, le numéro de la demande, le NRC, le NEA et le ou les codes financiers. Des factures distinctes doivent être présentées pour chaque envoi et ne doivent s'appliquer qu'à un seul contrat. Chaque facture doit indiquer si elle s'applique à un envoi partiel ou à l'envoi final.

**10. Inspection et acceptation**

À moins d'indication contraire dans le document contractuel, les biens et les services, une fois livrés, doivent être inspectés et acceptés par le destinataire.

**11. Groupes de clauses, de conditions et d'instructions uniformisées**

Il peut arriver, à l'occasion, qu'un groupe de clauses, de conditions ou d'instructions utilisées ou citées à titre de référence dans une demande de soumissions ou dans un contrat soit mis à jour. Dans de telles circonstances, la version ayant été utilisée dans un document déjà publié restera en vigueur dans ce document donné, à moins que la version mise à jour ne soit incorporée de la manière prescrite par les règlements.



**9403-2 (30/10/96) Résiliation pour des raisons de commodité**

1. Cesser tous les travaux relevant du contrat selon les termes de l'Avis de résiliation et dans la mesure spécifiée. Lire attentivement la clause de résiliation de votre contrat.
2. Entreprendre immédiatement de résilier ou de réduire tout marché de sous-traitance ou toute commande aux fournisseurs de matériaux et pièces, dans la mesure nécessaire pour donner suite au présent Avis de résiliation d'un contrat.
3. Faire parvenir immédiatement à l'agent de négociation des contrats du ministère des Travaux publics et Services gouvernementaux (MTPSG), une liste des noms de tous les sous-traitants et fournisseurs dont les contrats ou les commandes ont été résiliés en conséquence du présent avis. Incrire en regard du nom et de l'adresse de chaque sous-traitant le prix ou la valeur de la partie annulée des marchés de sous-traitance ou des commandes ainsi résiliés.
4. Lorsqu'un entrepreneur ou tout sous-traitant ou fournisseur a l'intention de présenter une demande de paiement fondée sur le présent avis ou en découlant, il doit préparer et donner instruction à chaque sous-traitant et fournisseur que le présent avis concerne, de préparer un inventaire réel des matériaux, pièces fabriquées ou achetées, ouvrages en cours et articles finis acquis ou en main aux fins du contrat, du marché de sous-traitance ou de la commande résiliés par le présent avis.
5. Les demandes de paiement découlant d'une résiliation doivent être préparées et présentées le plus tôt possible selon les recommandations du *Guide des méthodes de résiliation des marchés*.
6. Le contenu du présent Avis de résiliation d'un contrat est confidentiel et ne peut être divulgué qu'aux employés, sous-traitants et(ou) fournisseurs à qui il peut être nécessaire de le communiquer pour donner suite au présent Avis de résiliation d'un contrat. Il faut informer toute personne ainsi mise au courant que l'interdiction faisant l'objet du présent alinéa vaut également pour elle, ses employés, ses sous-traitants et ses fournisseurs. Si l'entrepreneur ou l'un quelconque de ses sous-traitants ou fournisseurs est d'avis qu'il est de l'intérêt public de donner une certaine publicité au présent Avis de résiliation d'un contrat, il faut en présenter la recommandation à l'agent de négociation des contrats du MTPSG, qui décide, s'il y a lieu, de la mesure dans laquelle cette publicité est permise.



9403-5 (10/12/04) Services professionnels et de recherche et développement

**A. INSTRUCTIONS (APPLICABLES AUX DEMANDES DE SOUMISSIONS)**

**1. Présentation des propositions**

- (1) La présente constitue une demande (nommée dans les présentes « demande de soumissions ») concernant la mise au point et la présentation, au ministre des Travaux publics et des Services gouvernementaux Canada (TPSGC), de propositions indiquant des moyens parallèles d'atteindre le plus efficacement possible certains objectifs techniques, de performance, de temps et autres en ce qui a trait aux exigences obligatoires indiquées. Le Canada envisagera d'accorder un contrat pour la mise en oeuvre de la proposition la plus acceptable, en rapport avec les facteurs d'évaluation indiqués dans la présente demande de soumissions. La proposition sera en outre évaluée en fonction des conditions contractuelles indiquées dans la présente demande de soumissions.
- (2) Il incombe au soumissionnaire :
- a) de retourner l'original de la demande de soumissions, dûment rempli et signé, SELON LA PRÉSENTATION REQUISE;
  - b) d'envoyer sa soumission SEULEMENT à l'adresse prévue pour la réception des soumissions;
  - c) de veiller à ce que le nom du soumissionnaire, le numéro de référence de la demande de soumissions, ainsi que la date et l'heure de clôture de la demande de soumissions soient clairement indiqués;
  - d) de fournir une soumission complète et suffisamment détaillée, contenant tous les renseignements demandés concernant les prix, afin de permettre une évaluation complète conformément aux critères établis dans la demande de soumissions.

**La responsabilité de faire parvenir les soumissions à la bonne adresse et dans les délais prévus incombe entièrement au soumissionnaire. TPSGC n'assumera pas ces responsabilités, ni n'acceptera qu'elles lui soient transférées. Le soumissionnaire doit assumer tous les risques ou conséquences qui sont attribuables à une soumission qui n'est pas bien acheminée.**

- (3) Les soumissions peuvent être acceptées en totalité ou en partie. Ni la plus basse, ni l'une quelconque des soumissions ne sera nécessairement acceptée. En cas d'erreur dans le calcul des prix, le prix unitaire sera retenu.
- (4) Les soumissions seront valables pendant au moins soixante (60) jours à compter de la date de clôture de la demande de soumissions, à moins que le Canada n'inclue une indication contraire dans la demande de soumissions.

Nonobstant la période de validité des soumissions qui est stipulée dans la présente demande de soumissions, le Canada se réserve le droit de demander, dans un délai d'au moins trois (3) jours avant la fin de cette période, à tous les soumissionnaires dont la soumission a été jugée recevable de consentir à une prolongation de cette période. Les soumissionnaires auront la possibilité d'accepter ou de refuser la prolongation.

Si la prolongation mentionnée ci-dessus est acceptée, par écrit, par tous ceux qui ont présenté une soumission jugée recevable, le Canada poursuivra immédiatement l'évaluation des soumissions et le processus d'approbation.

Si la prolongation mentionnée ci-dessus n'est pas acceptée, par écrit, par tous ceux qui ont présenté une soumission jugée recevable, le Canada, à son entière discrétion, a) continuera d'évaluer les soumissions jugées recevables des soumissionnaires qui ont accepté la prolongation et demandera les approbations nécessaires; ou b) annulera la demande de soumissions, ou encore c) annulera la demande de soumissions et en publiera une nouvelle.

- (5) Bien que le Canada puisse passer un marché sans négociation, il se réserve le droit d'en négocier les dispositions avec le soumissionnaire.
- (6) Les documents de soumission et les renseignements connexes peuvent être présentés en français ou

en anglais.

- (7) Les propositions reçues le ou avant la date et l'heure de clôture stipulées deviendront la propriété du Canada et ne seront pas retournées. Toutes les propositions seront traitées comme des documents CONFIDENTIELS, sous réserve des dispositions de la Loi sur l'accès à l'information et de la *Loi sur la protection des renseignements personnels*.

## 2. Soumissions en retard

C'est la politique de TPSGC de renvoyer, non décachetées, les soumissions livrées après la date et l'heure de clôture stipulées, à moins que ces dernières ne soient considérées comme des soumissions retardées selon les circonstances énoncées ci-dessous.

## 3. Soumissions retardées

- (1) Une soumission livrée au point de réception désigné après l'heure et la date de clôture, mais avant l'adjudication du contrat, peut être prise en considération, à condition que le soumissionnaire puisse prouver que le retard est dû uniquement à un délai de livraison dont la Société canadienne des postes (SCP) (ou l'équivalent national d'un pays étranger) est responsable. Les seules preuves acceptées par TPSGC pour justifier un retard dû au service de la SCP sont les suivantes :

- a) un timbre à date d'oblitération de la SCP;
- b) un connaissance des Messageries prioritaires de la SCP; ou
- c) une étiquette Xpresspost de la SCP,

qui indiquent clairement que la soumission a été postée avant la date de clôture.

Par exemple : Si la date de clôture des soumissions était le 15 mai 1995, le cachet d'oblitération de la SCP ne devrait pas porter une date ultérieure au 14 mai 1995 pour que la soumission soit acceptée.

- (2) Veuillez demander à l'employé des postes d'apposer le timbre à date sur votre enveloppe.
- (3) Pour les soumissions transmises par télécopieur ou par télégramme commercial, seulement la date et l'heure consignées par TPSGC au numéro de réception des soumissions figurant dans la demande de soumissions serviront comme preuve d'une soumission retardée.
- (4) TPSGC n'acceptera pas les soumissions qui sont reçues en retard en raison d'une erreur d'acheminement, du volume de trafic, de perturbations atmosphériques ou d'autres motifs.

## 4. Machines à affranchir

Le timbre de machine à affranchir, qu'il soit apposé par le fournisseur, la SCP ou le service postal d'un pays étranger, ne constitue pas une preuve que la soumission a été expédiée à temps. Il est à noter que la SCP n'appose pas habituellement de timbre à date d'oblitération sur le courrier affranchi à la machine; elle ne le fait généralement que lorsque le courrier est affranchi au moyen d'un timbre-poste.

## 5. Réponses transmises par télécopieur

- (1) Si vous n'êtes pas certain que votre soumission parviendra à temps à l'adresse exacte indiquée pour la réception des soumissions, vous pouvez utiliser un télécopieur, à moins d'avoir reçu des instructions contraires dans la demande de soumissions.

**REMARQUE :** À cause du volume de matériel technique requis pour certaines soumissions, il se peut que certaines demandes de soumissions précisent que les soumissions transmises par télécopieur ne sont pas acceptées (p. ex. les demandes pour des besoins scientifiques).

- (2) À moins d'avoir reçu des instructions contraires dans la demande de soumissions, le seul numéro valide pour la réception des réponses aux demandes de soumissions lancées par les secteurs de l'administration centrale de TPSGC est le numéro de télécopieur (819) 997-9776.
- (3) Le numéro de télécopieur pour la réception des demandes lancées par les bureaux régionaux de TPSGC est indiqué sur la première page de la demande de soumissions.

Si le soumissionnaire choisit de faire parvenir sa soumission par télécopieur, le Canada ne sera



responsable d'aucune défaillance attribuable à l'utilisation de ce mode de transmission ou de réception. Entre autres, il n'assumera aucune responsabilité pour ce qui suit :

- a) réception d'une soumission brouillée ou incomplète;
  - b) disponibilité ou condition du télécopieur utilisé pour la réception;
  - c) incompatibilité entre le matériel utilisé pour l'envoi et celui utilisé pour la réception;
  - d) retard dans la transmission ou la réception de la soumission;
  - e) défaut de la part du soumissionnaire de bien identifier la soumission;
  - f) non-admissibilité de la soumission;
  - g) sécurité des données incluses dans la soumission.
- (4) Les soumissions transmises par télécopieur constitueront votre offre officielle et devront comporter les renseignements suivants :
- a) le numéro de référence de la soumission;
  - b) la date et l'heure de clôture;
  - c) suffisamment de détails et de précisions pour permettre une évaluation complète conformément aux critères établis dans la demande de soumissions.
- (5) À moins que la présente demande de soumissions ne donne d'autres précisions, les réponses transmises par télécopieur doivent être confirmées par écrit, dans un délai de deux (2) jours suivant la clôture des soumissions. Tous les documents servant à confirmer une soumission doivent porter la mention « CONFIRMATION ».

## 6. Prix

À moins d'indication contraire du Canada, tous les prix indiqués doivent être des prix nets, en dollars canadiens, comprenant les droits de douanes et la taxe d'accise, et doivent être FOB, y compris tous les frais de livraison à la (aux) destination(s) indiquée(s). Le montant de la taxe sur les produits et services ou la taxe de vente harmonisée s'il y a lieu, doit figurer comme poste distinct.

## 7. Identité ou capacité civile du soumissionnaire

Un soumissionnaire qui exerce ses activités commerciales sous un nom autre que son nom personnel doit, avant l'attribution du contrat, de manière à déterminer sa capacité civile fournir, à la demande de l'autorité contractante, une preuve de sa capacité civile sous laquelle il exerce ses activités commerciales. Il peut s'agir d'une copie des documents d'incorporation ou de l'enregistrement d'un nom commercial d'un propriétaire unique, d'une raison sociale (appellation commerciale), de la constitution d'une société.

## B. CONDITIONS (APPLICABLES AUX CONTRATS SUBSÉQUENTS)

### 1. Taxes municipales

Les taxes municipales ne s'appliquent pas.

### 2. Taxes provinciales

- (1) Sauf pour les exceptions légiférées (voir le paragraphe (5) ci-dessous), les ministères et organismes fédéraux ne doivent pas payer la taxe de vente ad valorem imposée par la province dans laquelle les biens ou les services taxables sont livrés. Cette exonération a été accordée aux ministères et organismes fédéraux en vertu de l'une des autorisations suivantes :

- a) Numéros de permis d'exonération de taxe de vente provinciale (TVP), pour les provinces suivantes :

|                       |              |
|-----------------------|--------------|
| Île-du-Prince-Édouard | OP-10000-250 |
| Ontario               | 11708174G    |
| Manitoba              | 390-516-0    |
| Colombie-Britannique  | R005521      |

- b) Une certification d'exonération, pour le Québec, la Saskatchewan, le Territoire du Yukon, et les Territoires du Nord-Ouest et le Nunavut, qui certifie que les biens et (ou) les services commandés ou achetés doivent servir au gouvernement fédéral et sont achetés par lui à même les fonds publics, et ne sont donc pas assujettis aux taxes de vente et aux taxes à la

consommation provinciales et territoriales.

- (2) Actuellement, il n'y a aucune TVP en Alberta, dans le Territoire du Yukon, dans les Territoires du Nord-Ouest et au Nunavut. Cependant, si la TVP était instaurée dans les Territoires du Nord-Ouest, au Nunavut ou dans le Territoire du Yukon, le numéro du certificat d'exonération de la taxe de vente devrait être inscrit sur les bons de commande ou autres documents d'achats.
- (3) Les ministères fédéraux doivent payer la taxe de vente harmonisée (TVH) dans les provinces participantes. Ces provinces sont Terre-Neuve-Labrador, la Nouvelle-Écosse et le Nouveau-Brunswick.
- (4) L'entrepreneur n'est pas dispensé de l'obligation de payer la TVP en vertu des numéros de permis d'exonération ci-dessus ou de la certification d'exonération. L'entrepreneur doit payer la TVP sur les biens ou les services taxables consommés ou utilisés dans le cadre de l'exécution du contrat (conformément à la législation provinciale appropriée), y compris les matériaux incorporés dans des biens immobiliers.
- (5) Exceptions

Les exceptions suivantes sont fournies à titre d'exemples et ne représentent pas nécessairement une liste complète de toutes les exceptions selon la loi :

- a) produits du tabac assujettis à la taxe sur le tabac (excepté en Alberta);
- b) produits pétroliers assujettis aux taxes provinciales sur l'essence et le carburant à moteur;
- c) droits d'immatriculation des véhicules automobiles (excepté en Alberta, dans les Territoires du Nord-Ouest, au Nunavut et dans le Territoire du Yukon);
- d) taxe d'amusement et d'entrée (Nouvelle-Écosse et Nouveau-Brunswick);
- e) les primes d'assurance (Québec);
- f) pneus et accumulateurs assujettis à une taxe verte;
- g) hébergement provisoire assujetti aux taxes sur les chambres d'hôtel (Colombie-Britannique).

### 3. Frais de transport

Si, aux termes du présent contrat, des frais de transport sont payables par le Canada, les envois devront, sauf indication contraire (tel que dans le cas où les frais de transport sont inclus dans le prix unitaire), être effectués par le moyen de transport le plus direct et le plus économique, selon les méthodes normales d'expédition. Ces frais devront figurer séparément sur la facture.

### 4. Évaluation

La politique du gouvernement fédéral voulant qu'il assume ses propres risques exclut le paiement de toute évaluation excessive et (ou) de frais de transport au-delà du point FOB spécifié (point où le gouvernement fédéral entre en possession des biens). Les biens seront protégés jusqu'à concurrence de la valeur maximale de l'assurance du transporteur et leur valeur ne pourra être déclarée que si aucun coût supplémentaire n'est engagé.

### 5. Inspection et acceptation

À moins d'indication contraire dans le document contractuel, les travaux, une fois livrés, doivent être inspectés et acceptés par le destinataire.

### 6. Groupes de clauses, de conditions et d'instructions uniformisées

Il peut arriver, à l'occasion, qu'un groupe de clauses, de conditions ou d'instructions utilisées ou citées à titre de référence dans une demande de soumissions ou dans un contrat soit mis à jour. Dans de telles circonstances, la version ayant été utilisée dans un document déjà publié restera en vigueur dans ce document donné, à moins que la version mise à jour ne soit incorporée de la manière prescrite par les règlements.

## CCC-6 (10/12/04) Corporation commerciale canadienne

1. Les prix incluent les frais d'emballage, de camionnage, et de chargement, à moins d'indication contraire dans le présent contrat.
2. Le paiement sera effectué sur présentation à la Corporation commerciale canadienne (CCC) des documents requis. Il ne sera versé aucun intérêt sur des arriérés. Les escomptes de caisse seront calculés à compter de la date réelle de réception des factures accompagnées des pièces à l'appui.
3.
  - a) **Contrats de défense pour des gouvernements autres que celui des États-Unis (É.-U.) :** les conditions générales Travaux publics et Services gouvernementaux Canada 1026A, Approvisionnements - Prix ferme ou 1026B, Approvisionnements - Remboursements des frais, selon le cas, dont le fournisseur reconnaît avoir reçu un exemplaire, feront partie intégrante du présent contrat.
  - b) **Contrats pour le gouvernement des É.-U. :** les conditions générales 1026A, à l'exclusion des articles 06, 07, 08, 19, 21, et 28, ou, suivant le cas, les conditions générales 1026B, à l'exclusion des articles 07, 08, 09, 23 et 24, ainsi que les articles figurant dans le contrat pour les É.-U., dont le fournisseur reconnaît avoir reçu des exemplaires, seront applicables au présent contrat et en feront partie intégrante.
  - c) **Contrats autres que de défense :** les conditions générales CCC-50, Corporation commerciale canadienne, dont le fournisseur reconnaît avoir reçu un exemplaire, feront partie intégrante du présent contrat.
4. Seront également appliqués et feront partie intégrante du contrat les dispositions appropriées concernant la main-d'oeuvre établies par le décret C.P. 1954-2029 du 22 décembre 1954, et leurs modifications - dont le fournisseur reconnaît avoir reçu un exemplaire.
5. Les fournitures seront livrées en stricte conformité avec les quantités, les spécifications, les modalités des présentes. Les délais fixés sont une condition essentielle de ce contrat. (Se reporter au délai de livraison indiqué et aux sanctions pécuniaires établies dans les conditions générales.)
6. Si nécessaire, le fournisseur passera avec l'acheteur une convention en bonne et due forme portant sur les modalités requises par l'acheteur (à la condition que celles-ci ne viennent pas en contradiction avec les modalités des présentes). À moins et jusqu'à ce qu'une telle convention soit passée en bonne et due forme, les présentes constitueront l'unique contrat et leurs modalités ne devront être ni modifiées ni complétées par addition de quoi que ce soit non établi dans les présentes.
7. Le fournisseur aura la responsabilité des fournitures et il supportera les frais résultant de toute perte ou avarie, quelle qu'en soit la cause, qui surviendrait à tout ou partie des fournitures jusqu'au moment de la livraison desdites fournitures aux points FOB ou FAS ou à tout autre point de livraison spécifié dans le présent contrat.
8. L'acheteur se réserve le droit de remplacer le lieu de livraison qui apparaît dans le présent contrat par tout autre endroit qu'il indiquera, à n'importe quelle date antérieure à l'expédition réelle; en ce cas, le fournisseur accepte de se conformer à un tel ordre et pourra prétendre au remboursement des frais supplémentaires supportés; ou bien, il accepte de réduire son ou ses prix en tenant compte de l'économie réalisée.
9. Lorsque la vente des fournitures est effectuée sur la foi d'une description, qu'aucun examen ou inspection n'a été fait par l'acheteur, ou en son nom, avant la livraison, et que les fournitures ne sont pas conformes à la description, entraînant ainsi une infraction à une condition ou à une garantie, expresse ou tacite, l'absence d'inspection ou de rejet des fournitures n'engagera pas l'acheteur pour de telles fournitures non conformes à la description; tous les frais et dépenses encourus par l'acheteur en relation avec de semblables fournitures, qui pourront être refusées à leur arrivée, seront supportés par le fournisseur.
10. Le fournisseur procurera et/ou fournira, sans frais supplémentaires, à l'acheteur tous les documents et rapports nécessaires à la livraison et à l'expédition des fournitures, soit les documents et rapports spécifiés dans le contrat et tout autre document et rapport que l'acheteur pourra réclamer.
11. Le fournisseur doit se procurer tout permis d'exportation nécessaire avant l'expédition. De l'aide est disponible de la CCC.
12. L'inspection sera organisée suivant ses souhaits par l'inspecteur, s'il en est un, nommé dans ce

contrat; c'est lui que l'on consultera pour toutes les questions concernant les plans, les devis, etc., et c'est avec lui que l'on devra prendre les dispositions pour l'inspection des fournitures avant leur expédition. Les rapports d'inspection doivent être communiqués au fournisseur.

---

## **Section 2**

### **Modèles et formulaires**

---



## Modèles et formulaires

---

## Modèles et formulaires

---



## Modèles et formulaires

---

### 2-Int (16/12/05)      **Formulaires**

Les formulaires suivants sont disponibles sur le site Web de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC) : <http://www.tpsgc.gc.ca/approvisionnements/text/forms/forms-f.html>

|                  |                                                                |
|------------------|----------------------------------------------------------------|
| PWGSC-TPSGC 1111 | Réclamation de paiement partiel                                |
| PWGSC-TPSGC 1686 | Soumission pour modification du plan ou travail supplémentaire |
| PWGSC-TPSGC 5116 | Renseignements sur les employés titulaires d'un poste          |
| PWGSC-TPSGC 9038 | Modification/Écart par rapport au modèle                       |
| PWGSC-TPSGC 9411 | Demande de rajustement du taux de change                       |

### **Formulaires relatifs à l'administration des contrats de construction - attribution des marchés immobiliers**

|                    |                                                                                       |
|--------------------|---------------------------------------------------------------------------------------|
| PWGSC-TPSGC 357    | Attestation d'assurance d'un assureur                                                 |
| PWGSC-TPSGC 357-1  | Attestation d'assurance d'un assureur                                                 |
| PWGSC-TPSGC 599    | Directive de chantier                                                                 |
| PWGSC-TPSGC 610    | Autorisation de modification                                                          |
| PWGSC-TPSGC 611    | Avis de modification proposée                                                         |
| PWGSC-TPSGC 1792   | Demande de paiement progressif                                                        |
| PWGSC-TPSGC 1793   | Ventilation des coûts pour contrat à prix unitaires ou à prix combinés                |
| PWGSC-TPSGC 1794   | Ventilation des coûts pour contrat à prix forfaitaire                                 |
| PWGSC-TPSGC 1795   | Inspection et acceptation                                                             |
| PWGSC-TPSGC 1796   | Certificat provisoire d'achèvement                                                    |
| PWGSC-TPSGC 1797   | Certificat définitif d'achèvement                                                     |
| PWGSC-TPSGC 1801   | Prolongation du contrat                                                               |
| PWGSC-TPSGC 2835   | Déclaration statutaire                                                                |
| PWGSC-TPSGC 2913   | SELECT - Formulaire du rapport d'évaluation du rendement de l'entrepreneur (FRERE)    |
| PWGSC-TPSGC 2913-1 | SELECT - Formulaire du rapport d'évaluation du rendement de l'expert-conseil (FREREC) |

Le formulaire suivant est disponible sur le site Web de la Direction de la sécurité industrielle canadienne et internationale, TPSGC : <http://www.ciisd.gc.ca/text/forms/form-f.asp>.

|                 |                                                                     |
|-----------------|---------------------------------------------------------------------|
| TBS/SCT 350-103 | Liste de vérification des exigences relatives à la sécurité (LVERS) |
|-----------------|---------------------------------------------------------------------|

## Modèles et formulaires

---

# Modèles et formulaires

## 2T-LDV1 (15/08/06) **Modèle de demande de soumissions et de contrat subséquent de faible valeur - biens ou services**

Utiliser le modèle suivant pour les besoins de faible valeur (FV), concurrentiels ou non concurrentiels, pour des biens ou services. Les agents de négociation des contrats devraient consulter le document des procédures 2T-PROC1 lorsque les modèles de faible valeur 2T-LDV1 et de complexité moyenne 2T-MED1 sont utilisés.

### 1. **Sont inclus :**

- a) les besoins dont les risques sont faibles;
- b) les besoins pour lesquels il est très prévisible qu'on applique les clauses et les conditions uniformisées;
- c) les besoins estimés à moins de 25 000 \$ (incluant toutes les taxes applicables);
- d) les besoins dont les exigences et les caractéristiques sont uniformisées et bien définies;
- e) les besoins dans le cadre desquels on sélectionne la soumission avec le prix le plus bas; la base de sélection peut prévoir des critères obligatoires d'évaluation.

Voici des exemples qui pourraient relever de ce type de besoin : les devis de produits préconfigurés, les besoins de services, les besoins de pièces d'aviation commerciales, etc.

Des annexes et des clauses propres à certains biens et services peuvent être ajoutés dans le modèle selon le besoin.

### 2. **Sont exclus :**

- a) les besoins de FV dont les critères d'évaluation technique et financière sont cotés (consulter le modèle de complexité moyenne 2T-MED1);
- b) les offres à commandes;
- c) les arrangements en matière d'approvisionnement;
- d) les marchés pour la construction et l'architecture et le génie;
- e) les marchés de la Corporation commerciale canadienne;
- f) les stratégies d'acquisitions et programmes des marchés réservés aux entreprises autochtones.

**Remarque à l'intention de l'autorité contractante :** L'autorité contractante doit supprimer les sections inutilisées ainsi que les instructions avant de lancer la demande de soumissions.

## **PARTIE 1 - RENSEIGNEMENTS ET INSTRUCTIONS**

### 1. **Exigences relatives à la sécurité**

Ce besoin comporte des exigences relatives à la sécurité. Pour de plus amples renseignements, veuillez consulter la partie 1, Renseignements et instructions, clause 4.4.X, Exigences relatives à la sécurité, et la partie 2, Clauses du contrat subséquent.

### **OU**

Ce besoin ne comporte aucune exigence relative à la sécurité.

**Remarque à l'intention de l'autorité contractante :** Choisir le terme approprié « Énoncé des travaux » **ou** « Besoin » et utiliser ce même terme partout dans le document. Inclure une brève description du besoin ou indiquer un renvoi à l'Énoncé des travaux **ou** au Besoin dans la partie du contrat subséquent. Consulter les clauses B4007T, B4008T du guide des CCUA.

### 2. **Énoncé des travaux OU Besoin**

**Remarque à l'intention de l'autorité contractante :** Consulter la section 02 du document 2003, Instructions uniformisées - biens ou services.

### 3. **Instructions, clauses et conditions uniformisées**

## Modèles et formulaires

---

Toutes les instructions, clauses et conditions identifiées dans la demande de soumissions par un terme, un numéro et une date sont reproduites dans le guide des *Clauses et conditions uniformisées d'achat* publié par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC). Le guide est disponible sur le site Web de TPSGC : <http://sacc.tpsgc.gc.ca/sacc/index-f.jsp>.

Les soumissionnaires qui présentent une soumission s'engagent à respecter les instructions, les clauses et les conditions de la demande de soumissions et acceptent les clauses et les conditions du contrat subséquent.

Les instructions et conditions uniformisées 2003 \_\_\_\_\_ (*insérer la date*) sont incorporées par référence à la demande de soumissions et en font partie intégrante.

**Remarque à l'intention de l'autorité contractante :** Inclure par référence les clauses du guide des CCUA qui ne font pas partie des instructions uniformisées, s'il y a lieu. Exemples de clauses à inclure par référence : B4024T, B3000T, C3010T, C3011T, etc.

### 3.1 Clauses du guide des CCUA

**Remarque à l'intention de l'autorité contractante :** Consulter les sections 03 à 08 du document 2003, Instructions uniformisées - biens ou services. Les soumissions en réponse à une demande de soumissions en régime de concurrence estimées à moins de 25 000 \$ (incluant toutes les taxes applicables) peuvent être envoyées à l'autorité contractante plutôt qu'à un lieu précis de réception des soumissions. Dans ce cas, des procédures différentes s'appliquent au traitement des soumissions. Consulter la procédure 7A.017 du Guide des approvisionnements.

### 4. Présentation des soumissions

**Remarque à l'intention de l'autorité contractante :** Utiliser une des clauses ci-dessous, selon qu'on doit déposer les soumissions auprès de l'Unité de réception des soumissions ou de l'autorité contractante. Consulter le paragraphe 3.2 d) du document 2003, Instructions uniformisées - biens ou services, pour 4.1 et 4.2 ci-après.

4.1 Les soumissions doivent être présentées à l'heure, à la date et à l'endroit indiqués dans la demande de soumissions.

*OU*

Les soumissions doivent être présentées à l'autorité contractante dont le nom est indiqué dans la demande de soumissions, ainsi qu'à l'article 5 de la partie 2, Clauses du contrat subséquent, avant \_\_\_\_\_ (*insérer l'heure et la date de clôture*).

**Remarque à l'intention de l'autorité contractante :** Inclure par référence les clauses du guide des CCUA sur les instructions et les exigences pour la présentation des soumissions qui ne font pas partie des instructions uniformisées.

### 4.2 Clauses du guide des CCUA

**Remarque à l'attention de l'autorité contractante :** Consulter la section 11 du document 2003, Instructions uniformisées - biens ou services.

### 4.3 Renseignements - Demande de soumissions

Toutes les demandes de renseignements doivent être présentées à l'autorité contractante au moins \_\_\_\_\_ (\_\_\_\_) jours civils avant la date de clôture des soumissions. Pour ce qui est des demandes de renseignements reçues après ce délai, il se peut qu'on ne puisse pas y répondre avant la date de clôture des soumissions.

**Remarque à l'intention de l'autorité contractante :** Utiliser les clauses du guide des CCUA ou autres clauses approuvées, s'il y a lieu.

### 4.4 Critères d'évaluation et base de sélection

Les soumissions reçues seront examinées par rapport à l'ensemble des exigences de la demande de soumissions incluant les critères d'évaluation technique et financier mentionnés ci-bas.

## Modèles et formulaires

### 4.4.X Évaluation technique

Toutes les soumissions doivent être complétées en détail et fournir toutes informations requises dans la demande de soumissions pour permettre une évaluation complète.

Critères obligatoires

\_\_\_\_\_ (*Insérer les critères obligatoires s'il y a lieu*)

### 4.4.X Évaluation financière

\_\_\_\_\_ (*Insérer les critères financiers*)

### 4.4.X Base de sélection

\_\_\_\_\_ (*Insérer les critères de sélection*)

**Remarque à l'attention de l'autorité contractante :** *Utiliser cette clause de justification des prix pour les besoins non concurrentiels, s'il y a lieu.*

### 4.4.X Justification des prix

Le soumissionnaire doit justifier ses prix selon les modalités précisées dans la section 12, Support des prix, du document 2003, Instructions uniformisées - biens ou services.

**Remarque à l'intention de l'autorité contractante :** *Utiliser une des clauses suivantes s'il y a des exigences relatives à la sécurité.*

### 4.4.X Exigences relatives à la sécurité

**Remarque à l'intention de l'autorité contractante :** *Inclure et remplir la clause ci-dessous si le soumissionnaire a jusqu'à l'adjudication du contrat pour obtenir les attestations de sécurité nécessaires. Consulter la procédure 6C.273 du Guide des approvisionnements.*

1. Avant l'attribution du contrat, les conditions suivantes doivent être respectées:
  - a) Le soumissionnaire doit détenir une \_\_\_\_\_ valable, délivrée par la Direction de la sécurité industrielle et internationale (DSICI) de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC).
  - b) Les employés proposés par le soumissionnaire et qui doivent avoir accès à des renseignements ou à des biens \_\_\_\_\_ ou à des établissements de travail dont l'accès est réglementé doivent tous être titulaires d'une cote de sécurité pour le personnel au niveau exigé de \_\_\_\_\_, délivrée ou approuvée par la DSICI de TPSGC.
2. Le Canada ne retardera pas l'attribution d'un contrat pour permettre aux soumissionnaires d'obtenir les cotes de sécurité désignées

**OU**

**Remarque à l'intention de l'autorité contractante :** *Inclure et remplir la clause ci-dessous si le soumissionnaire doit détenir les cotes de sécurité nécessaires lorsque la soumission est déposée. Consulter la procédure 6C.273 du Guide des approvisionnements.*

Lorsque la soumission est déposée, les conditions suivantes doivent être respectées:

- a) Le soumissionnaire doit détenir une \_\_\_\_\_ valable, délivrée par la Direction de la sécurité industrielle et internationale (DSICI) de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC).
- b) Les employés proposés par le soumissionnaire et qui doivent avoir accès à des renseignements ou à des biens \_\_\_\_\_ ou à des établissements de travail dont l'accès est réglementé doivent tous être titulaires d'une cote de sécurité pour le personnel au niveau exigé de \_\_\_\_\_, délivrée ou approuvée par la DSICI de TPSGC.

## 5. Lois applicables

## Modèles et formulaires

---

Tout contrat subséquent sera interprété et régi selon les lois en vigueur \_\_\_\_\_ (***l'autorité contractante doit indiquer la province ou le territoire***), et les relations entre les parties seront déterminées par ces lois.

À sa discrétion, le soumissionnaire peut indiquer les lois applicables d'une province ou d'un territoire canadien de son choix, sans que la validité de sa soumission ne soit mise en question, en supprimant le nom de la province ou le territoire canadien précisé et en insérant le nom de la province ou le territoire canadien de son choix. Si aucun changement n'est indiqué, cela signifie que le soumissionnaire accepte les lois applicables indiquées.

### **PARTIE 2 - CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT**

#### **1. Exigences relatives à la sécurité**

Ce besoin comporte des exigences relatives à la sécurité. (*Inclure la clause applicable fournie par la Direction de la sécurité industrielle canadienne et internationale [DSICI] et insérer la Liste de vérification des exigences relatives à la sécurité [LVERS] en annexe:*)

**OU**

Ce besoin ne comporte aucune exigence relative à la sécurité.

**Remarque à l'intention de l'autorité contractante :** Choisir le terme approprié « Énoncé des travaux » **ou** « Besoin » et utiliser ce même terme partout dans le document. Inclure une description du besoin ou utiliser une clause pertinente du guide des CCUA ou autre clause approuvée. Exemples de clauses du guide des CCUA : B4007C, B4008C.

#### **2. Énoncé des travaux OU Besoin**

**Remarque à l'intention de l'autorité contractante :** Consulter la section 02 du document 2029, Conditions générales - biens ou services (faible valeur).

#### **3. Clauses et conditions uniformisées**

Toutes les clauses et conditions identifiées dans le contrat par un terme, un numéro et une date sont reproduites dans le guide des *Clauses et conditions uniformisées d'achat* publié par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC). Le guide est disponible sur le site Web de TPSGC :

<http://sacc.tpsgc.gc.ca/sacc/index-f.jsp>.

##### **3.1 Conditions générales**

2029 \_\_\_\_\_ (***insérer la date***) Conditions générales - biens ou services (faible valeur) s'appliquent au contrat et en font partie intégrante.

**Remarque à l'intention de l'autorité contractante :** Inclure les exigences particulières à la date de livraison, la période du contrat et à toute option. Choisir l'une des clauses suivantes ou inclure une autre clause.

#### **4. Durée du contrat**

##### **4.1 Durée du contrat**

Les travaux doivent être réalisés durant la période du \_\_\_\_\_ au \_\_\_\_\_ (***indiquer la date du début et de la fin des travaux***).

**OU**

La période du contrat commence à compter de la date du contrat jusqu'au \_\_\_\_\_ (***indiquer la date de la fin de la période***) inclusivement.

**OU**

La période du contrat commence à compter du \_\_\_\_\_ au \_\_\_\_\_ (***indiquer la date du début et de la fin de la période***) inclusivement.

**OU**

## Modèles et formulaires

### 4.1 Date de livraison

Tous les biens livrables doivent être livrés au plus tard le \_\_\_\_\_ (*indiquer la date*).

**Remarque à l'intention de l'autorité contractante :** On peut inclure le texte intégral de clauses du guide des CCUA ou de clauses approuvés, s'il y a lieu. Exemple de clauses du guide des CCUA : B9024D, A8012C. Voici une suggestion de clause approuvée.

### 4.2 Option de prolonger le contrat

L'entrepreneur accorde au Canada une option irrévocable lui permettant de prolonger la durée du contrat d'une durée d'au plus \_\_\_\_\_ période(s) supplémentaire(s) de \_\_\_\_\_ année(s) chacune, selon les mêmes modalités et conditions. Le Canada pourra se prévaloir de l'option n'importe quand, en adressant à l'entrepreneur un avis écrit au moins \_\_\_\_\_ jours civils avant la date d'expiration du contrat ou de sa prolongation.

Il est entendu avec l'entrepreneur que pendant la durée prolongée du contrat, les prix et les tarifs seront conformes aux dispositions du contrat.

Cette option, qui ne pourra être exercée que par l'autorité contractante, sera confirmée, pour des raisons administratives seulement, par une modification au contrat établie et en bonne et due forme.

## 5. Responsables

### 5.1 Autorité contractante

L'autorité contractante pour le contrat est :

\_\_\_\_\_ (*Nom de l'autorité contractante*)

\_\_\_\_\_ (*Titre*)

Travaux publics et Services gouvernementaux Canada

Direction générale des approvisionnements

Direction \_\_\_\_\_ (*remplir*)

\_\_\_\_\_ (*Adresse*)

Téléphone : (\_\_\_\_) \_\_\_\_\_

Télécopieur : (\_\_\_\_) \_\_\_\_\_

Courriel : \_\_\_\_\_ (*remplir*)

L'autorité contractante est responsable de la gestion du contrat et toute modification doit être autorisée, par écrit, par l'autorité contractante. L'entrepreneur ne doit pas effectuer de travaux dépassant la portée du contrat ou des travaux qui n'y sont pas prévus suite à des demandes ou instructions verbales ou écrites de toute personne autre que l'autorité contractante.

**Remarque à l'intention de l'autorité contractante :** Utiliser la clause suivante A1022C du guide des CCUA, s'il y a lieu et remplir à l'attribution du contrat seulement. Si l'on prévoit utiliser le terme « Responsable technique », consulter la clause A0130C du guide des CCUA.

### 5.2 Chargé de projet

Le chargé de projet pour le contrat est :

\_\_\_\_\_ (*Nom de l'autorité contractante*)

\_\_\_\_\_ (*Titre*)

\_\_\_\_\_ (*Organisation*)

\_\_\_\_\_ (*Adresse*)

Téléphone : (\_\_\_\_) \_\_\_\_\_

Télécopieur : (\_\_\_\_) \_\_\_\_\_

Courriel : \_\_\_\_\_ (*remplir*)

## Modèles et formulaires

---

Le chargé de projet représente le ministère ou organisme pour lequel les travaux sont exécutés dans le cadre du contrat. Il est responsable de toutes les questions liées au contenu technique des travaux prévus dans le contrat. On peut discuter des questions techniques avec le chargé de projet; cependant, celui-ci ne peut pas autoriser les changements à apporter à l'énoncé des travaux. Ces changements peuvent être effectués uniquement au moyen d'une modification au contrat émise par l'autorité contractante.

### 5.3 Représentants de l'entrepreneur

\_\_\_\_\_ (Remplir ou supprimer, s'il y a lieu.)

**Remarque à l'intention de l'autorité contractante :** Inclure le texte intégral des clauses du guide des CCUA ou des clauses approuvées portant sur la base de paiement, la méthode de paiement, la vérification et les taxes qui ne font pas partie des conditions générales. Consulter la section 09 du document 2029, Conditions générales - biens ou services (faible valeur).

## 6. Paiement

**Remarque à l'intention de l'autorité contractante :** Utiliser les clauses du guide des CCUA ou les clauses approuvées pertinentes. Exemple de clauses du guide des CCUA : C0206C, C0207C, C1200C.

### 6.1 Base de paiement

**Remarque à l'intention de l'autorité contractante :** Inclure le texte intégral de la clause C6001C du guide des CCUA, s'il y a lieu.

#### 6.1.1 Limitation des dépenses

**Remarque à l'intention de l'autorité contractante :** Inclure par référence les clauses du guide des CCUA, s'il y a lieu. Exemples de clauses à inclure par référence : A9116C, A9117C, C0100D, C0101D, C2000D, C2605D, C2608D, C2610D, C6000C, H1000D, H1001D, H3023C.

### 6.2 Clauses du guide des CCUA

**Remarque à l'intention de l'autorité contractante :** On peut inclure le texte intégral de clauses additionnelles, s'il y a lieu avec la numérotation appropriée (ex. 6.3, 6.4, etc.)

### 6.3

**Remarque à l'intention de l'autorité contractante :** Utiliser les clauses du guide des CCUA ou les autres clauses approuvées portant sur les instructions relatives à la facturation. Ces instructions portent également sur les demandes d'acompte et par conséquent, tous les renvois aux factures portent également sur ces demandes d'acomptes. Consulter les sections 05 et 09 du document 2029, Conditions générales - biens ou services (faible valeur).

## 7. Instructions relatives à la facturation

L'entrepreneur doit présenter ses factures conformément à l'information exigée dans la section 05, Présentation des factures, du document 2029, Conditions générales - biens ou services (faible valeur).

## 8. Lois applicables

Le contrat doit être interprété et régi selon les lois en vigueur \_\_\_\_\_ (***L'autorité contractante doit indiquer la province ou le territoire précisé par le soumissionnaire dans sa soumission***) et les relations entre les parties seront déterminées par ces lois.

**Remarque à l'intention de l'autorité contractante :** Modifier la liste en fonction des documents qui s'applique à chaque contrat.

## 9. Ordre de priorité des documents

En cas d'incompatibilité entre les textes énumérés dans la liste, c'est le libellé du document qui apparaît en premier sur la liste qui l'emporte sur celui de tout autre document qui figure par la suite sur la liste.



## Modèles et formulaires

---

- a) les articles de la convention;
- b) 2029 \_\_\_\_\_ (**insérer la date**) Conditions générales - biens ou services (faible valeur);
- c) Annexe « X », Énoncé des travaux **OU** Besoin;
- d) Annexe « X », Base de paiement;
- e) Annexe « X », Liste de vérification relative à la sécurité;
- f) Annexe « X »;
- g) La soumission de l'entrepreneur \_\_\_\_\_ (**insérer la date de la soumission**), telle que modifiée \_\_\_\_\_ (**insérer la ou les dates de la ou des modifications à la soumission, s'il y a lieu**)

**Remarque à l'intention de l'autorité contractante :** Inclure par référence les clauses du guide des CCUA qui ne font pas partie des conditions générales, s'il y a lieu. Exemples de clauses à inclure par référence : A7013D, A9062C, A9131C, B1000C, B1501C, B4030C, B4031C, B7500C, etc.

### 10. Clauses du guide des CCUA

**Remarque à l'intention de l'autorité contractante :** On peut inclure comme article autonome le texte intégral de clauses ne portant sur aucun des articles existant avec la numérotation appropriée (ex. 11, 12, etc.).

### 11.

## Modèles et formulaires

---

## Modèles et formulaires

---

### 2T-MED1 (15/08/06) **Modèle de demande de soumissions et de contrat subséquent de complexité moyenne - biens ou services**

Utiliser le modèle suivant pour les besoins de complexité moyenne concurrentiels ou non concurrentiels pour des biens ou services. Les agents de négociation des contrats devraient consulter le document des procédures 2T-PROC1 lorsque les modèles de faible valeur (FV) 2T-LDV1 et de complexité moyenne 2T-MED1 sont utilisés.

#### 1. **Sont inclus :**

- a) les besoins dont les risques sont moyens;
- b) les besoins dont les exigences et les caractéristiques sont uniformisées et bien définies;
- c) les besoins pour lesquels il est prévisible qu'on applique les clauses et les conditions uniformisées;
- d) les besoins qui pourraient donner lieu à un volume considérable de transactions;
- e) les besoins pour lesquels les critères d'évaluation et la base de sélection sont établis d'après les critères d'évaluation relatifs aux prix et aux questions techniques et financières.

Voici des exemples qui pourraient relever de ce type de besoin : certains produits commerciaux, certains produits électriques et électroniques, certaines pièces de rechange commerciales pour les spécifications militaires, certains besoins de services, certains besoins pour la gestion de l'information et de technologie de l'information (GI-TI), à l'exception des besoins pour lesquels il faut utiliser les conditions générales supplémentaires.

Des annexes et des clauses en fonction de certains biens et services peuvent être ajoutés dans le modèle selon le besoin.

#### 2. **Sont exclus :**

- a) les offres à commandes
- b) les arrangements en matière d'approvisionnement
- c) les marchés pour la construction et l'architecture et le génie
- d) les marchés de la Corporation commerciale canadienne.

**Remarque à l'intention de l'autorité contractante :** L'autorité contractante doit supprimer les sections inutilisées ainsi que les instructions avant de lancer la demande de soumissions.

### **PARTIE 1 - RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX**

1. Exigences relatives à la sécurité
2. Énoncé des travaux **OU** Besoin (*L'autorité contractante doit choisir le titre approprié « Énoncé des travaux » ou « Besoin »*)

### **PARTIE 2 - INSTRUCTIONS À L'INTENTION DES SOUMISSIONNAIRES**

1. Instructions, clauses et conditions uniformisées
2. Présentation des soumissions
3. Renseignements - Demande de soumissions
4. Lois applicables

### **PARTIE 3 - INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION DES SOUMISSIONS ET PROCÉDURES D'ÉVALUATION**

1. Instructions pour la préparation des soumissions
2. Procédures d'évaluation

### **PARTIE 4 - CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT**

1. Exigences en matière de sécurité
2. Énoncé des travaux **ou** Besoin (*L'autorité contractante doit choisir le titre approprié « Énoncé des travaux » ou « Besoin »*)

## Modèles et formulaires

---

3. Clauses et conditions uniformisées
4. Durée du contrat
5. Responsables
6. Paiement
7. Instructions pour la facturation
8. Attestations
9. Lois applicables
10. Ordre de priorité des documents
11. Clause du guide des CCUA
12. .... (s'il y a lieu)

### Liste des annexes (Choisir et ajouter les annexes, le cas échéant.)

- Annexe « X » Énoncé des travaux **ou** Besoin (*L'autorité contractante doit choisir le titre approprié « Énoncé des travaux » ou « Besoin »*)
- Annexe « X » Base de paiement
- Annexe « X » Liste de vérification des exigences relatives à la sécurité
- Annexe « X » Critères d'évaluation et base de sélection
- Annexe « X » Attestations préalables à l'attribution du contrat
- Annexe « X » Attestations présentées avec la soumission

## PARTIE 1 - RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

### 1. Exigences relatives à la sécurité

Ce besoin comporte des exigences relatives à la sécurité. Pour de plus amples renseignements, veuillez consulter la partie 4, Clauses du contrat subséquent et les Critères d'évaluation et base de sélection à l'annexe « \_\_\_\_\_ ».

### OU

Ce besoin ne comporte aucune exigence relative à la sécurité.

**Remarque à l'intention de l'autorité contractante :** Choisir le titre approprié « Énoncé des travaux » **ou** « Besoin » et utiliser ce même titre partout dans le document. Inclure une brève description du besoin ou indiquer un renvoi à l'Énoncé des travaux **ou** au Besoin dans la partie du contrat subséquent. Consulter les clauses B4007T, B4008T du guide des CCUA.

### 2. Énoncé des travaux OU Besoin

## PARTIE 2 - INSTRUCTIONS À L'INTENTION DES SOUMISSIONNAIRES

**Remarque à l'intention de l'autorité contractante :** Consultez la section 02 du document 2003, Instructions uniformisées - biens ou services.

### 1. Instructions, clauses et conditions uniformisées

Toutes les instructions, clauses et conditions identifiées dans la demande de soumissions par un titre, un numéro et une date sont reproduites dans le guide des *Clauses et conditions uniformisées d'achat* publié par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC). Le guide est disponible sur le site Web de TPSGC : <http://sacc.tpsgc.gc.ca/sacc/index-f.jsp>.

Les soumissionnaires qui présentent une soumission s'engagent à respecter les instructions, les clauses et les conditions de la demande de soumissions et acceptent les clauses et les conditions du contrat subséquent.

Les instructions et conditions uniformisées 2003 \_\_\_\_\_ (*insérer la date*) sont incorporées par référence à la demande de soumissions et en font partie intégrante.

## Modèles et formulaires

---

**Remarque à l'intention de l'autorité contractante :** Il faut apporter la modification suivante au document 2003, Instructions uniformisées - biens ou services, dans la demande de soumissions lorsque les soumissions doivent rester valables pendant plus de 60 jours. L'autorité contractante indiquera le nombre de jours pendant lesquels les soumissions doivent rester valables.

Le paragraphe 3.4 du document 2003, Instructions uniformisées - biens ou services, est modifiée comme suit :

Supprimer : soixante (60) jours

Insérer : \_\_\_\_ (\_\_\_\_) jours

**Remarque à l'intention de l'autorité contractante :** Inclure par référence les clauses du guide des CCUA qui ne font pas partie des instructions uniformisées, s'il y a lieu. Exemples de clauses à inclure par référence : B4024T, B3000T, C3010T, C3011T, etc.

### 1.1 Clauses du guide des CCUA

**Remarque à l'intention de l'autorité contractante :** Consultez les sections 03 à 08 du document 2003, Instructions uniformisées - biens ou services.

## 2. Présentation des soumissions

Les soumissions doivent être présentées au plus tard à la date, à l'heure et à l'endroit indiqués à la page 1 de la demande de soumissions.

**Remarque à l'intention de l'autorité contractante :** Inclure le paragraphe ci-dessous lorsque les soumissions transmises par télécopieur ne sont pas acceptables.

Les soumissions transmises par télécopieur ne seront pas acceptées. En raison du caractère de cette demande de soumissions, la transmission des soumissions par télécopieur à l'intention de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada n'est pas jugée pratique et ne sera conséquemment pas acceptée.

**Remarque à l'intention de l'autorité contractante :** Inclure par référence les clauses du guide des CCUA portant sur les instructions et les exigences pour la présentation des soumissions qui ne font pas partie des instructions uniformisées, s'il y a lieu.

### 2.1 Clauses du guide des CCUA

**Remarque à l'intention de l'autorité contractante :** On peut inclure le texte intégral de clauses additionnelles avec la numérotation appropriée (ex. 2.2, 2.3, etc.)

### 2.2

**Remarque à l'intention de l'autorité contractante :** Consultez la section 11 du document 2003, Instructions uniformisées - biens ou services.

## 3. Renseignements - Demande de soumissions

Toutes les demandes de renseignements doivent être présentées à l'autorité contractante au moins \_\_\_\_ (\_\_\_\_) jours civils avant la date de clôture des soumissions. Pour ce qui est des demandes de renseignements reçues après ce délai, il se peut qu'on ne puisse pas y répondre avant la date de clôture des soumissions.

## 4. Lois applicables

Tout contrat subséquent sera interprété et régi selon les lois en vigueur \_\_\_\_\_ (l'autorité contractante doit indiquer la province ou le territoire), et les relations entre les parties seront déterminées par ces lois.

À sa discrétion, le soumissionnaire peut indiquer les lois applicables d'une province ou d'un territoire canadien de son choix, sans que la validité de sa soumission ne soit mise en question, en supprimant le nom de la province ou du territoire canadien précisé et en insérant le nom de la province ou du territoire canadien de son choix. Si aucun changement n'est indiqué, cela signifie que le soumissionnaire accepte les lois applicables indiquées.

## Modèles et formulaires

---

**Remarque à l'intention de l'autorité contractante :** On peut inclure le texte intégral de clauses additionnelles portant sur la Partie 2 - Instructions à l'intention des soumissionnaires. *Voici une suggestion de clause approuvée.*

### 5. Améliorations apportées aux besoins pendant la demande de soumissions

Les soumissionnaires qui estiment qu'ils peuvent améliorer, techniquement ou technologiquement, le devis ou l'énoncé des travaux contenus dans la demande de soumissions, sont invités à fournir des suggestions par écrit à l'autorité contractante identifiée dans la demande de soumissions. Les soumissionnaires doivent indiquer clairement les améliorations suggérées et les motifs qui les justifient. Les suggestions, qui ne restreignent pas la concurrence ou qui ne favorisent pas un soumissionnaire en particulier, seront examinées à la condition qu'elles parviennent à l'autorité contractante au plus tard \_\_\_\_\_ (\_\_\_\_) jours avant la date de clôture de la demande de soumissions. Le Canada aura le droit d'accepter ou de rejeter n'importe quelle ou la totalité des suggestions proposées.

**Remarque à l'intention de l'autorité contractante :** Consultez les sections 03 à 08 du document 2003, *Instructions uniformisées - biens ou services.*

## PARTIE 3 - INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION DES SOUMISSIONS ET PROCÉDURES D'ÉVALUATION

### 1. Instructions pour la préparation des soumissions

Les soumissionnaires doivent fournir les exemplaires de leur soumission en sections distinctes, comme suit :

- Section I : soumission technique (\_\_\_\_ exemplaires)
- Section II : soumission financière (\_\_\_\_ exemplaires)
- Section III : attestations (\_\_\_\_ exemplaires)

Les prix doivent figurer dans la soumission financière seulement. Aucun prix ne doit être indiqué dans une autre section de la soumission.

On demande aux soumissionnaires de suivre le modèle de réponse et les instructions suivantes :

- a) utiliser du papier bond de 8,5 po x 11 po (216 mm x 279 mm);
- b) utiliser un système de numérotation correspondant à celui de la demande de soumissions.

#### Section I : soumission technique

Dans sa soumission technique, le soumissionnaire doit démontrer qu'il comprend les exigences décrites dans la demande de soumissions et aussi démontrer comment il s'y prendra pour respecter les exigences des critères d'évaluation et base de sélection à l'annexe « \_\_\_\_\_ » (*supprimer l'annexe s'il y a lieu*).

#### Section II : soumission financière

Les soumissionnaires doivent présenter leur soumission financière en conformité avec l'Annexe « X - Base de paiement ». Le montant total de la taxe sur les produits et les services (TPS) ou de la taxe sur la vente harmonisée (TVH), s'il y a lieu, doit être indiqué séparément.

**Remarque à l'intention de l'autorité contractante :** L'autorité contractante doit utiliser une des clauses ci-dessous, selon le cas. *Utiliser la clause « Attestations préalables à l'attribution du contrat » en conformité avec l'Annexe « X - Attestations préalables à l'attribution du contrat ». Utiliser la clause « Attestations présentées avec la soumission » en conformité avec l'Annexe « X - Attestations présentées avec la soumission ».*

#### Section III : attestations

##### Attestations préalables à l'attribution du contrat

Pour obtenir l'attribution d'un contrat, le soumissionnaire doit fournir les attestations reproduites à l'Annexe « X - Attestations préalables à l'attribution du contrat ». Ces attestations devraient normalement accompagner sa soumission, mais peuvent être fournies par la suite. Le Canada pourra déclarer qu'une soumission est irrecevable si les attestations ne sont pas fournies ou remplies sur demande. Si le Canada a l'intention de

## Modèles et formulaires

---

rejeter une soumission conformément à ce paragraphe, l'autorité contractante en informera le soumissionnaire et lui donnera un délai afin de se conformer aux exigences. À défaut de donner suite à la demande de l'autorité contractante et de se conformer aux exigences dans les délais prévus, sa soumission sera jugée irrecevable.

Le Canada pourra vérifier l'authenticité des attestations faites par le soumissionnaire pendant la durée de la période d'évaluation des soumissions (avant l'attribution d'un contrat) et après l'attribution du contrat. L'autorité contractante aura le droit de demander des renseignements supplémentaires pour s'assurer que le soumissionnaire respecte les attestations avant l'attribution d'un contrat. La soumission sera déclarée irrecevable si on constate que le soumissionnaire a fait de fausses déclarations, sciemment ou non. À défaut de respecter les attestations ou de donner suite à la demande de renseignements supplémentaires de l'autorité contractante, sa soumission sera jugée irrecevable.

**OU**

### **Attestations présentées avec la soumission**

Le soumissionnaire doit remplir et fournir, avec sa soumission, les attestations prévues à l'Annexe « X - Attestations présentées avec la soumission ».

Le Canada pourra vérifier l'authenticité des attestations faites par le soumissionnaire pendant la durée de la période d'évaluation des soumissions (avant l'attribution d'un contrat) et après l'attribution du contrat. L'autorité contractante aura le droit de demander des renseignements supplémentaires pour s'assurer que le soumissionnaire respecte les attestations avant l'attribution d'un contrat. La soumission sera déclarée irrecevable si on constate que le soumissionnaire a fait de fausses déclarations, sciemment ou non. À défaut de respecter les attestations ou de donner suite à la demande de renseignements supplémentaires de l'autorité contractante, sa soumission sera jugée irrecevable.

## **2. Procédures d'évaluation**

- 2.1 Les soumissions seront évaluées conformément aux critères d'évaluation et à la base de sélection précisés dans l'Annexe « X ». Les soumissions reçues seront évaluées par rapport aux critères d'évaluation indiqués pour l'ensemble du besoin dans la demande de soumissions.

**Remarque à l'intention de l'autorité contractante :** Consulter la clause A9101T du guide des CCUA et choisir l'une des clauses suivantes :

- 2.2 Une équipe d'évaluation composée de représentants du Canada évaluera les soumissions.

**OU**

Une équipe d'évaluation composée de représentants du Canada et \_\_\_\_\_ (**Inscrire le nom de l'entreprise ou du consultant**) évaluera les soumissions.

## **PARTIE 4 - CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT**

### **1. Exigences relatives à la sécurité**

Ce besoin comporte des exigences relatives à la sécurité  
(Inclure la clause pertinente fournie par la Direction de la sécurité industrielle canadienne et internationale [DSICI] et inclure la Liste de vérification des exigences relatives à la sécurité [LVERS] comme annexe.)

**OU**

Ce besoin ne comporte aucune exigence relative à la sécurité.

**Remarque à l'intention de l'autorité contractante :** Choisir le titre approprié « Énoncé des travaux » **ou** « Besoin » et utiliser ce même titre partout dans le document. Inclure une description du besoin ou utiliser une clause pertinente du guide des CCUA ou autre clause. Exemples de clauses du guide des CCUA : B4007C, B4008C.

### **2. Énoncé des travaux OU Besoin**

## Modèles et formulaires

---

**Remarque à l'intention de l'autorité contractante :** Consulter la section 02 du document 2010, Conditions générales - biens ou services (complexité moyenne).

### 3. Clauses et conditions uniformisées

Toutes les clauses et conditions identifiées dans le contrat par un titre, un numéro et une date sont reproduites dans le guide des *Clauses et conditions uniformisées d'achat* publié par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC). Le guide est disponible sur le site Web de TPSGC :

<http://sacc.tpsgc.gc.ca/sacc/index-f.jsp>.

#### 3.1 Conditions générales

2010 \_\_\_\_\_ (*insérer la date*), Conditions générales - biens ou services (complexité moyenne) s'appliquent au contrat et en font partie intégrante.

**Remarque à l'intention de l'autorité contractante :** Inclure les exigences particulières à la date de livraison, la période du contrat et à toute option. Choisir l'une des clauses suivantes ou inclure une autre clause.

### 4. Durée du contrat

#### 4.1 Durée du contrat

Les travaux doivent être réalisés durant la période du \_\_\_\_\_ au \_\_\_\_\_ (*indiquer la date du début et de la fin des travaux*).

*OU*

La période du contrat commence à compter de la date du contrat jusqu'au \_\_\_\_\_ (*indiquer la date de la fin de la période*) inclusivement.

*OU*

La période du contrat commence à compter du \_\_\_\_\_ au \_\_\_\_\_ (*indiquer la date du début et de la fin de la période*) inclusivement.

*OU*

#### 4.1 Date de livraison

Tous les biens livrables doivent être livrés au plus tard le \_\_\_\_\_ (*indiquer la date*).

**Remarque à l'intention de l'autorité contractante :** On peut inclure le texte intégral de clauses du guide des CCUA ou des clauses approuvées, s'il y a lieu. Exemples de clauses du guide des CCUA : B9024D, A8012C. Voici une suggestion de clause approuvée.

#### 4.2 Option de prolonger le contrat

L'entrepreneur accorde au Canada une option irrévocable lui permettant de prolonger la durée du contrat d'une durée d'au plus \_\_\_\_\_ période(s) supplémentaire(s) de \_\_\_\_\_ année(s) chacune, selon les mêmes modalités et conditions. Le Canada pourra se prévaloir de l'option n'importe quand, en adressant à l'entrepreneur un avis écrit au moins \_\_\_\_\_ jours civils avant la date d'expiration du contrat ou de sa prolongation.

Il est entendu avec l'entrepreneur que pendant la durée prolongée du contrat, les prix et les tarifs seront conformes aux dispositions du contrat.

Cette option, qui ne pourra être exercée que par l'autorité contractante, sera confirmée, pour des raisons administratives seulement, par une modification au contrat établie et en bonne et due forme.

### 5. Responsables

#### 5.1 Autorité contractante

L'autorité contractante pour le contrat est :



## Modèles et formulaires

---

\_\_\_\_\_ (Nom de l'autorité contractante)  
\_\_\_\_\_ (Titre)  
Travaux publics et Services gouvernementaux Canada  
Direction générale des approvisionnements  
Direction \_\_\_\_\_ (spécifier la Direction)  
\_\_\_\_\_ (Adresse)

Téléphone : (\_\_\_\_) \_\_\_\_\_  
Télécopieur : (\_\_\_\_) \_\_\_\_\_  
Courriel : \_\_\_\_\_

L'autorité contractante est responsable de la gestion du contrat et toute modification doit être autorisée, par écrit, par l'autorité contractante. L'entrepreneur ne doit pas effectuer de travaux dépassant la portée du contrat ou des travaux qui n'y sont pas prévus suite à des demandes ou instructions verbales ou écrites de toute personne autre que l'autorité contractante.

**Remarque à l'intention de l'autorité contractante :** Utiliser la clause suivante A1022C du guide des CCUA, s'il y a lieu et remplir à l'attribution du contrat seulement. Si l'on prévoit utiliser le terme « Responsable technique », consulter la clause A1030C du guide des CCUA.

### 5.2 Chargé de projet

Le chargé de projet pour le contrat est :

\_\_\_\_\_ (Nom du chargé de projet)  
\_\_\_\_\_ (Titre)  
\_\_\_\_\_ (Organisation)  
\_\_\_\_\_ (Adresse)

Téléphone : (\_\_\_\_) \_\_\_\_\_  
Télécopieur : (\_\_\_\_) \_\_\_\_\_  
Courriel : \_\_\_\_\_

Le chargé de projet représente le ministère ou organisme pour lequel les travaux sont exécutés dans le cadre du contrat. Il est responsable de toutes les questions liées au contenu technique des travaux prévus dans le contrat. On peut discuter des questions techniques avec le chargé de projet; cependant, celui-ci ne peut pas autoriser les changements à apporter à l'énoncé des travaux. Ces changements peuvent être effectués uniquement au moyen d'une modification au contrat émise par l'autorité contractante.

### 5.3 Représentants de l'entrepreneur

\_\_\_\_\_ (Remplir ou supprimer, s'il y a lieu.)

**Remarque à l'intention de l'autorité contractante :** Inclure le texte intégral des clauses du guide des CCUA ou des clauses approuvées portant sur la base de paiement, la méthode de paiement, la vérification et les taxes qui ne font pas partie des conditions générales. Consulter les sections 12 et 13 du document 2010, Conditions générales - biens ou services (complexité moyenne.)

## 6. Paiement

**Remarque à l'intention de l'autorité contractante :** Utiliser les clauses du guide des CCUA ou les clauses approuvées pertinentes. Exemples de clauses du guide des CCUA : C0206C, C0207C, C1200C.

### 6.1 Base de paiement

**Remarque à l'intention de l'autorité contractante :** Inclure le texte intégral de la clause C6001C du guide des CCUA, s'il y a lieu.

#### 6.1.1 Limitation des dépenses

## Modèles et formulaires

---

**Remarque à l'intention de l'autorité contractante :** Inclure par référence les clauses du guide des CCUA, s'il y a lieu. Exemples de clauses à inclure par référence : A9116C, A9117C, C0100D, C0101D, C2000D, C2605D, C2608D, C2610D, C6000C, H1000D, H1001D, H3023C.

### 6.2 Clauses du guide des CCUA

**Remarque à l'intention de l'autorité contractante :** On peut inclure le texte intégral de clauses additionnelles, s'il y a lieu avec la numérotation appropriée (ex. 6.3, 6.4, etc.)

### 6.3

**Remarque à l'intention de l'autorité contractante :** Utiliser les clauses du guide des CCUA ou les autres clauses approuvées portant sur les instructions relatives à la facturation. Ces instructions portent également sur les demandes d'acompte et par conséquent, tous les renvois aux factures portent également sur ces demandes d'acomptes. Consulter les sections 08, 12 et 13 du document 2010, Conditions générales - biens ou services (complexité moyenne).

### 7. Instructions pour la facturation

L'entrepreneur doit présenter ses factures conformément aux renseignements prévus dans la section 08, Présentation des factures, du document 2010, Conditions générales - biens ou services (complexité moyenne).

### 8. Attestations

- 8.1 Le respect des attestations fournies par l'entrepreneur avec sa soumission est une condition du contrat et pourra faire l'objet d'une vérification par le Canada pendant toute la durée du contrat. En cas de manquement à toute déclaration de la part de l'entrepreneur ou si on constate que les attestations qu'il a fournies avec sa soumission comprennent de fausses déclarations, faites sciemment ou non, le ministre aura le droit de résilier le contrat pour manquement conformément aux dispositions du contrat en la matière.

**Remarque à l'intention de l'autorité contractante :** Inclure par référence les clauses du guide des CCUA, s'il y a lieu. Exemples de clauses à inclure par référence : A9105C, K2003C, K4100C, K4600C.

### 8.2 Clauses du guide des CCUA

### 9. Lois applicables

Le contrat doit être interprété et régi selon les lois en vigueur \_\_\_\_\_ (l'autorité contractante doit indiquer la province ou le territoire précisé par le soumissionnaire dans sa soumission), et les relations entre les parties seront déterminées par ces lois.

**Remarque à l'intention de l'autorité contractante :** Modifier la liste en fonction des documents qui s'applique à chaque contrat.

### 10. Ordre de priorité des documents

En cas d'incompatibilité entre les textes énumérés dans la liste, c'est le libellé du document qui apparaît en premier sur la liste qui l'emporte sur celui de tout autre document qui figure par la suite sur la liste.

- a) les articles de la convention;
- b) 2010 \_\_\_\_\_ (**insérer la date**) Conditions générales - biens ou services (complexité moyenne);
- c) Annexe « X », Énoncé des travaux **ou** Besoin;
- d) Annexe « X », Base de paiement;
- e) Annexe « X », Liste de vérification relative à la sécurité;
- f) Annexe « X »;
- g) La soumission de l'entrepreneur \_\_\_\_\_ (**insérer la date de la soumission**), telle que modifiée \_\_\_\_\_ (**insérer la ou les dates de la ou des modifications à la soumission, s'il y a lieu**).

## Modèles et formulaires

---

**Remarque à l'intention de l'autorité contractante :** *Inclure par référence les clauses du guide des CCUA qui ne font pas partie des conditions générales, s'il y a lieu. Exemples de clauses à inclure par référence : A7013D, A9062C, A9131C, B1000C, B1501C, B4030C, B4031C, B7500C, etc.*

### **11. Clauses du guide des CCUA**

**Remarque à l'intention de l'autorité contractante :** *On peut inclure comme article autonome le texte intégral de clauses ne portant sur aucun des articles existant avec la numérotation appropriée (ex. 12., 13, etc.).*

### **12.**

## Modèles et formulaires

---

ANNEXE « X »

ÉNONCÉ DES TRAVAUX

*OU*

**BESOIN**

*(à reproduire, s'il y a lieu)*

## Modèles et formulaires

---

ANNEXE « X »

BASE DE PAIEMENT

*(à reproduire, s'il y a lieu)*

## Modèles et formulaires

---

ANNEXE « X »

**LISTE DE VÉRIFICATION DES EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ**

*(LVERS à reproduire s'il y a lieu)*

# Modèles et formulaires

## ANNEXE « X »

### CRITÈRES D'ÉVALUATION ET BASE DE SÉLECTION

Les soumissions reçues seront examinées par rapport à l'ensemble des exigences de la demande de soumissions incluant les critères d'évaluation technique et financier mentionnés ci-bas.

#### PARTIE 1 - ÉVALUATION TECHNIQUE

Toutes les soumissions doivent être complétées en détail et fournir toutes informations requises dans la demande de soumissions pour permettre une évaluation complète.

##### 1. Critères obligatoires

*(Inclure les critères obligatoires, s'il y a lieu.)*

##### 2. Critères cotés par points

*(Inclure les critères cotés par points, s'il y a lieu.)*

#### PARTIE 2 - ÉVALUATION FINANCIÈRE

*(Inclure les critères d'évaluation financière)*

#### PARTIE 3 - BASE DE SÉLECTION

*(Inclure les critères de sélection. Exemples de clauses du guide des CCUA : A0031T, A0034T, A0035T, A0036T, etc.)*

**Remarque à l'intention de l'autorité contractante :** *Utilisez l'une des clauses ci-dessous s'il y a des exigences relatives à la sécurité.*

#### PARTIE 4 - EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ

**Remarque à l'intention de l'autorité contractante :** *Inclure et remplir la clause ci-dessous si le soumissionnaire a jusqu'à l'attribution du contrat pour obtenir les attestations de sécurité nécessaires. Voir la procédure 6C.273 du Guide des approvisionnements.*

1. Avant l'attribution d'un contrat, les conditions suivantes doivent être respectées :
  - a) le soumissionnaire doit détenir une \_\_\_\_\_ valable, délivrée par la Direction de la sécurité industrielle et internationale (DSICI) de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC) ;
  - b) les employés proposés par le soumissionnaire et qui doivent avoir accès à des renseignements ou à des biens \_\_\_\_\_ ou à des établissements de travail dont l'accès est réglementé doivent tous être titulaires d'une cote de sécurité pour le personnel au niveau exigé de \_\_\_\_\_, délivrée ou approuvée par la DSICI de TPSGC.
2. Le Canada ne retardera pas l'attribution d'un contrat pour permettre aux soumissionnaires d'obtenir les cotes de sécurité désignées.

**Remarque à l'intention de l'autorité contractante :** *Inclure et remplir la clause ci-dessous si le soumissionnaire doit détenir les cotes de sécurité nécessaires lorsque la soumission est déposée. Voir la procédure 6C.273 du Guide des approvisionnements.*

Lorsque la soumission est déposée, les conditions suivantes doivent être respectées :

- a) le soumissionnaire doit détenir une \_\_\_\_\_ valable, délivrée par la Direction de la sécurité industrielle et internationale (DSICI) de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC) ;
- b) les employés proposés par le soumissionnaire et qui doivent avoir accès à des renseignements ou à des biens \_\_\_\_\_ ou à des établissements de travail dont l'accès est réglementé doivent tous être titulaires d'une cote de sécurité pour le personnel au niveau exigé de \_\_\_\_\_, délivrée ou approuvée par la DSICI de TPSGC.

# Modèles et formulaires

## ANNEXE « X »

### ATTESTATIONS PRÉALABLES À L'ATTRIBUTION DU CONTRAT

**Remarque à l'intention de l'autorité contractante :** Utiliser l'annexe « X » Attestations préalables à l'attribution du contrat avec la clause contractuelle intitulée « Attestations préalables à l'attribution du contrat », à la section III. Attestations exigées.

*S'il y a lieu, inclure le texte intégral des clauses du guide des Clauses et conditions uniformisées d'achat (CCUA) relatives aux attestations. Supprimer la présente annexe si elle ne s'applique pas. La présentation d'attestations constitue une condition préalable à l'attribution du contrat, par opposition aux exigences obligatoires, pour les besoins de l'évaluation. On recommande d'appliquer ce principe afin de s'assurer que les soumissions ne seront pas rejetées pendant l'évaluation lorsque les attestations ne sont pas déposées. Si un soumissionnaire ne dépose pas les attestations à la date de clôture, l'autorité contractante doit les demander avant l'attribution du contrat. Si le soumissionnaire ne les dépose pas, sa soumission sera jugée irrecevable.*

Pour que sa soumission soit considérée dans l'attribution du contrat, le soumissionnaire qui dépose une soumission recevable conformément aux exigences techniques et financières doit respecter les conditions suivantes.

**Remarque à l'intention de l'autorité contractante :** *S'il y a lieu, inclure le texte intégral de l'une des clauses suivantes : Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi - 200 000 \$ ou plus (K2000T) ou Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi - plus de 25 000 \$ et moins de 200 000 \$ (K2002T). Utiliser avec la clause contractuelle K2003C.*

#### Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi

\*\*\*\*\*

**Remarque à l'intention de l'autorité contractante :** *S'il y a lieu, inclure le texte intégral de l'une des clauses suivantes pour ce qui est des « Programmes de réduction des effectifs » : A9103T ou A9104T ou A9106T.*

#### Programme de réduction des effectifs

\*\*\*\*\*

**Remarque à l'intention de l'autorité contractante :** Pour les marchés non assujettis à l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA) et à l'Accord sur les marchés publics de l'Organisation mondiale du commerce (AMP-OMC), conformément à la Politique sur le contenu canadien, inclure le texte intégral de l'une des clauses d'attestation suivantes : K4011T ou K4013T ou K4014T, dans toutes les demandes de soumissions lancées en régime de concurrence, lorsque le projet de marché est limité exclusivement aux soumissions portant sur des produits et/ou des services d'origine canadienne et lorsque la clause d'attestation n'est pas obligatoire avec les soumissions. *Veillez consulter les chapitres 4, 5 et 7 du Guide des approvisionnements. Utiliser de pair avec la clause K4000D, Définition du contenu canadien, et avec la clause contractuelle K4100C, Attestation du contenu canadien.*

#### Attestation du contenu canadien

\*\*\*\*\*

**Remarque à l'intention de l'autorité contractante :** *S'il y a lieu, utiliser la clause pertinente du guide des CCUA. Exemples de clauses à inclure par référence : C0002T, C0004T.*

#### Attestation de prix ou de taux



## Modèles et formulaires

---

### ANNEXE « X »

#### ATTESTATIONS PRÉSENTÉES AVEC LA SOUMISSION

**Remarque à l'intention de l'autorité contractante :** Utilisez l'annexe « X », Attestations présentées avec la soumission en conjonction avec la clause intitulée « Attestations présentées avec la soumission » de la section III : Attestations exigées.

*Lorsque des attestations doivent être présentées en même temps que la soumission à la date de clôture des soumissions, inclure le texte intégral des clauses du guide des CCUA relatives aux attestations. Supprimer la présente annexe si elle ne s'applique pas.*

Pour que sa soumission soit considérée dans l'attribution du contrat, le soumissionnaire qui dépose une soumission recevable conformément aux exigences techniques et financières doit respecter les conditions suivantes.

**Remarque à l'intention de l'autorité contractante :** *Pour les marchés non assujettis à l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA) et à l'Accord sur les marchés publics de l'Organisation mondiale du commerce (AMP-OMC), conformément à la Politique sur le contenu canadien, inclure le texte intégral de l'une des clauses d'attestation suivantes dans toutes les demandes de soumissions lancées en régime de concurrence, lorsque le projet de marché est limité conditionnellement (K4002T OU K4005T OU K4006T) ou limité exclusivement (K4001T OU K4003T OU K4004T) aux soumissions lorsque les clauses relatives aux attestations stipulent qu'il est obligatoire de soumettre ces attestations avec les soumissions lorsque ces soumissions portent sur des produits et/ou des services d'origine canadienne. Veuillez consulter les chapitres 4, 5 et 7 du Guide des approvisionnements. Utiliser de pair avec la clause K4000D, Définition du contenu canadien, et avec la clause K4100C, Attestation du contenu canadien.*

#### Attestation du contenu canadien

## Modèles et formulaires

---

# Modèles et formulaires

## 2T-PROC1 (16/06/06) Procédures pour l'utilisation des modèles de faible valeur et de complexité moyenne

Les documents uniformisés d'approvisionnement ministériel en langage clair qui comprennent les modèles de demande de soumissions et de contrat subséquent pour les besoins de faible valeur et de complexité moyenne, les nouvelles instructions uniformisées et conditions générales ont été élaborés de concert avec les Services juridiques de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC).

Ces documents doivent être utilisés pour les besoins de faible valeur (FV) et de complexité moyenne concurrentiels ou non concurrentiels pour des biens ou services.

### Texte

Les agents de négociation des contrats doivent utiliser les documents de faible valeur (FV) et de complexité moyenne conformément aux procédures suivantes :

#### 1. 2T-LDV1 Modèle de demande de soumissions et de contrat subséquent de faible valeur - biens ou services

1.1 On utilise le modèle pour les besoins de faible valeur pour :

- a) les besoins dont les risques sont faibles;
- b) les besoins pour lesquels il est très prévisible qu'on applique les clauses et les conditions uniformisées;
- c) les besoins estimés à moins de 25 000 \$ (incluant toutes les taxes applicables);
- d) les besoins dont les exigences et les caractéristiques sont uniformisées et bien définies;
- e) les besoins dans le cadre desquels on sélectionne la soumission avec le prix le plus bas; la base de sélection peut prévoir des critères obligatoires d'évaluation.

1.2 On ne peut pas utiliser ce modèle pour :

- a) les besoins de FV dont les critères d'évaluation technique et financière sont cotés (consulter le modèle de complexité moyenne 2T-MED1);
- b) les offres à commandes;
- c) les arrangements en matière d'approvisionnement;
- d) les marchés pour la construction et l'architecture et le génie;
- e) les marchés de la Corporation commerciale canadienne;
- f) les stratégies d'acquisitions et programmes des marchés réservés aux entreprises autochtones.

1.3 Voici des exemples qui pourraient relever de cette catégorie de besoins :

- a) achats par téléphone;
- b) besoins avec devis de produits préconfigurés;
- c) certains besoins de service;
- d) besoins pour des pièces commerciales.

1.4 On doit utiliser les instructions uniformisées et conditions générales suivantes avec ce modèle :

- a) 2003 Instructions uniformisées - biens ou services (intégrés par renvoi sous la Partie 1 du modèle); et
- b) 2029 Conditions générales - biens ou services (besoin de faible valeur) (intégrés par renvoi sous la Partie 2 du modèle).

1.5 On doit s'assurer de ne pas utiliser le modèle avec d'autres instructions uniformisées ou conditions générales. C'est une règle administrative.

1.6 On ne doit pas se servir du modèle lorsqu'il faut reproduire les conditions générales supplémentaires.

#### 2. 2T-MED1 Modèle de demande de soumissions et de contrat subséquent de complexité moyenne - biens ou services

## Modèles et formulaires

---

- 2.1 On utilise le modèle pour les besoins de complexité moyenne pour :
- a) les besoins dont les risques sont moyens;
  - b) les besoins dont les exigences et les caractéristiques sont uniformisées et bien définies;
  - c) les besoins pour lesquels il est prévisible qu'on applique les clauses et les conditions uniformisées;
  - d) les besoins qui pourraient donner lieu à un volume considérable de transactions;
  - e) les besoins pour lesquels les critères d'évaluation et la base de sélection sont établis d'après les critères d'évaluation relatifs aux prix et aux questions techniques et financières.
- 2.2 On ne peut utiliser ce modèle pour :
- a) les offres à commandes;
  - b) les arrangements en matière d'approvisionnement;
  - c) les marchés pour la construction et l'architecture et le génie;
  - d) les marchés de la Corporation commerciale canadienne.
- 2.3 Voici des exemples qui pourraient relever de cette catégorie de besoins :
- a) certains produits commerciaux;
  - b) certains produits électriques et électroniques;
  - c) certaines pièces de rechange commerciales pour les spécifications militaires;
  - d) certains besoins de services;
  - e) certains besoins pour la gestion de l'information et de technologie de l'information (GI-TI), à l'exception des besoins pour lesquels il faut utiliser les conditions générales supplémentaires.
- 2.4 On doit utiliser les instructions uniformisées et conditions générales suivantes avec ce modèle :
- a) 2003 Instructions uniformisées - biens ou services (intégrés par renvoi sous la Partie 2 du modèle); et
  - b) 2010 Conditions générales - biens ou services (complexité moyenne) (intégrés par renvoi sous la Partie 4 du modèle).
- 2.5 On doit s'assurer de ne pas utiliser le modèle avec d'autres instructions uniformisées ou conditions générales. C'est une règle administrative.
- 2.6 On ne doit pas se servir du modèle lorsqu'il faut reproduire les conditions générales supplémentaires.
- 3. Conseils pour l'utilisation des documents uniformisés en langage clair :**
- 3.1. Les agents de négociation des contrats peuvent ajouter à la demande de soumissions et de contrat subséquent des clauses du guide des Clauses et conditions uniformisées d'achat (CCUA), d'autres clauses approuvées et des annexes en fonction du besoin spécifique comme suit :
- a) les agents de négociation des contrats doivent s'assurer que les clauses additionnelles ne sont pas déjà comprises dans 2003 Instructions uniformisées - biens ou services, et dans les conditions générales pertinentes (soit 2029 Conditions générales - biens ou services (faible valeur) ou dans 2010 Conditions générales - biens ou services (complexité moyenne));
  - b) les agents de négociation des contrats doivent s'assurer qu'il n'y a aucune contradiction, incohérence, redondance entre les clauses ajoutées dans la demande de soumissions et de contrat subséquent, les instructions uniformisées et les conditions générales;
  - c) les agents de négociation des contrats doivent incorporer les clauses du guide des CCUA qui ne comporte aucune zones libres à remplir par référence seulement. Bien que l'intégration des clauses du guide des CCUA par référence soit contraire dans certains cas aux procédures actuelles prévues dans la section Remarques du guide des CCUA, les Services juridiques recommandent d'adopter ce principe qui doit être appliqué lorsqu'on utilise les modèles en langage clair;
  - d) les agents de négociation des contrats doivent incorporer le texte intégral des clauses du guide des CCUA comportant des zones libres dans la section pertinente des modèles;

## Modèles et formulaires

---

- e) les agents de négociation des contrats doivent incorporer le texte intégral des autres clauses (tel que les clauses locales approuvées pour des besoins spécifiques) dans la section pertinente des modèles comme article autonomes avec une numérotation appropriée;
  - f) les agents de négociation des contrats doivent réviser la table des matières afin d'y ajouter tous les articles autonomes qui ont été incorporés à la demande de soumissions et de contrat subséquent.
- 3.2. Les agents de négociation des contrats doivent prendre avantage des remarques qui sont comprises dans les modèles.
- 3.3. Les agents de négociation des contrats doivent supprimer toutes les sections inutilisées ainsi que les « Remarques à l'intention de l'autorité contractante » avant de lancer la demande de soumissions.
- 3.4. Les agents de négociation des contrats doivent se familiariser avec le contenu des instructions uniformisées et des conditions générales.
- 3.5. Les agents de négociation des contrats devraient avoir une copie papier des modèles, des instructions uniformisés et des conditions générales en main lorsqu'ils ou elles utilisent les modèles.
- 3.6. En anglais, les mots « Contractor », « Bidder », « Work », « Contract » et « Contracting Authority » prennent une majuscule lorsqu'ils sont au singulier et qu'ils sont précédés par « the » parce qu'à l'exception de « Bidder », ils sont définis au contrat. Cette règle pour les majuscules ne s'applique pas en français.
- 3.7. Les agents de négociation des contrats peuvent utiliser la partie du contrat subséquent des modèles lorsqu'ils ou elles ne lancent pas de demande de soumissions.
- a) pour le modèle 2T-LDV1, conserver la Partie 2 seulement du document et supprimer le titre « Partie 2 - Clauses du contrat » avant de reproduire ces clauses;
  - b) pour le modèle 2T-MED1, conserver la Partie 4 seulement du document et supprimer le titre « Partie 4 - Clauses du contrat » avant de reproduire ces clauses.

## Modèles et formulaires

---

# Modèles et formulaires

## 2T-PROC2 (15/08/06) Procédures pour l'utilisation du modèle de la demande d'offres à commandes - biens ou services

La demande d'offres à commandes (DOC), les instructions uniformisées ainsi que les conditions générales pour les offres à commandes ont été élaborées de concert avec les Services juridiques de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC).

Les agents de négociation des contrats doivent utiliser les documents uniformisés conformément aux procédures suivantes :

### 1. 2T-RFSO1, Modèle de demande d'offres à commandes - biens ou services

#### 1.1 Sont inclus :

- a) les besoins pour les biens, services ou les deux dont les exigences et les caractéristiques sont uniformisées et bien définis;
- b) tous les besoins, biens, services ou les deux, pour des offres à commandes lorsque l'une des conditions générales suivantes s'applique : 2029, 2010, 9601, 9676, et 9624;

#### 1.2 Sont exclus :

- a) les arrangements en matière d'approvisionnement;
- b) les marchés pour la construction et l'architecture et le génie;
- c) les besoins de la Corporation commerciale canadienne.

1.3 Les exigences relatives à la méthode d'approvisionnement de l'offre à commandes (OC) sont définies dans le Guide des approvisionnements (GA), chapitre 5 (procédures 5.153 à 5.188). Selon la procédure 5.154 du GA, on fait généralement appel à la méthode d'approvisionnement de l'OC lorsque:

- a) un ou plusieurs clients commandent à répétition la même série de biens, services, ou les deux, et qu'on ne connaît pas à l'avance la demande réelle (à savoir la quantité ainsi que la date et le lieu de livraison);
- b) quelques-unes des conditions suivantes sont présentes :
  - (i) les biens, services, ou les deux sont bien définis;
  - (ii) on peut établir des prix ou une base de tarification à l'avance, et il n'y a aucun besoin ou aucune intention de négocier au moment où on passe la commande subséquente;
  - (iii) les biens, services, ou les deux sont facilement disponibles et doivent faire l'objet de commandes subséquentes lorsque les besoins sont exprimés;
  - (iv) à la date de la commande subséquente, il n'y a aucun besoin ou aucune intention de renégocier les modalités et les conditions.

1.4 Le modèle doit être utilisé avec :

- a) 2006, Instructions uniformisées - demande d'offres à commandes - biens ou services, au lieu de la Partie A de 9403-6, Instructions et conditions uniformisées - Offres à commandes.
- b) 2005, Conditions générales - offres à commandes - biens ou services, au lieu de la Partie B de 9403-6.
- c) les conditions générales suivantes, selon le cas :
  - (i) 2029, Conditions générales - biens ou services (faible valeur) **ou**
  - (ii) 2010, Conditions générales - biens ou services (complexité moyenne) **ou**
  - (iii) 9601, Conditions générales - formule détaillée **ou**
  - (iv) 9676, Conditions générales - Services **ou**
  - (v) 9624, Conditions générales - Recherche et développement.

Instruction unif. la DOC +      Cond. gén. de l'OC      +      Cond. gén. du contrat  
2006                                  2005                                  {2029 **OU** 2010 **OU** 9601  
**OU** 9676 **OU** 9624}

## Modèles et formulaires

---

- 1.5 Le modèle de DOC est divisé en cinq (5) parties plus les annexes:
- a) Partie 1 - Renseignements généraux;
  - b) Partie 2 - Instructions à l'intention des offrants;
  - c) Partie 3 - Instructions pour la préparation des offres;
  - d) Partie 4 - Procédures d'évaluation, la base de sélection et les attestations; et
  - e) Partie 5:
    - A. Offre à commandes; et
    - B. les clauses du contrat subséquent; et les annexes.
- 1.6 Pour les besoins de l'application du modèle, les titres principaux sont désignés comme étant des « articles ». Les clauses du guide des CCUA ou les autres clauses approuvées ajoutées au modèle sous un article seront appelées des « clauses ».
- 1.7 Des clauses du guide des CCUA, d'autres clauses approuvées et/ou des annexes peuvent être ajoutées au modèle si nécessaire en fonction d'un besoin spécifique s'ils ne sont pas couverts par les instructions uniformisées et les conditions générales qui s'appliquent à la DOC.
- a) Les clauses de la section « 5-M » du guide des CCUA qui se terminent par la lettre « T » peuvent être ajoutées à la Partie 1 - Renseignements généraux, à la Partie 2 - Instructions à l'intention des offrants, à la Partie 3 - Instructions pour la préparation des offres et à la Partie 4 - Procédures d'évaluation, méthode de sélection et attestations de la DOC seulement. Si aucune clause de la section « 5-M » du guide des CCUA n'aborde une exigence précise relative aux Instructions à l'intention des offrants, on peut ajouter des clauses de d'autres sections dont le numéro se termine par la lettre « T » en les modifiant, au besoin.
  - b) Les clauses de la section « 5-M » du guide des CCUA qui se terminent par la lettre « C » peuvent être ajoutées à la Partie 5 - A. Offre à commandes seulement. Si aucune clause de la section « 5-M » du guide des CCUA n'aborde une exigence précise relative à la Partie 5 - A. Offre à commandes, on peut ajouter des clauses de d'autres sections dont le numéro se termine par la lettre « C » ou « D » en les modifiant, au besoin.
  - c) Les clauses du guide des CCUA qui se terminent par la lettre « C » ou « D », à l'exception des clauses de la section « 5-M », peuvent être ajoutées à la Partie 5 - B. Clauses du contrat subséquent.

### 1.8 CONSEILS :

Les agents de négociation des contrats doivent s'assurer :

- a) qu'ils connaissent les instructions uniformisées et les conditions générales afin qu'il n'y ait pas de contradictions, d'incohérences ou de redondances entre les clauses du modèle, les instructions uniformisées et les conditions générales;
- b) que les clauses du guide des CCUA ne contenant aucun espace libre à remplir sont incorporées par renvoi dans l'article « Clauses du guide des CCUA » dans les parties appropriées du modèle. Bien que l'intégration des clauses du guide des CCUA par renvoi soit contraire dans certains cas aux procédures actuelles prévues dans la section Remarques du guide des CCUA, les Services juridiques recommandent d'adopter ce principe qui doit être appliqué lorsqu'on utilise les modèles en langage clair;
- c) que les clauses du guide des CCUA qui contiennent des espaces libres et toutes les autres clauses sont ajoutées sous l'article approprié du modèle;
- d) que les autres clauses pertinentes, qui ne font pas partie d'articles existants, sont ajoutées en tant « qu'articles autonomes » à la fin de la « Partie » pertinente du modèle, pour tenir compte des besoins spécifiques, s'il y a lieu;
- e) que la table des matières est mise à jour pour tenir compte de l'ajout des « articles autonomes et des articles supprimés »;



## Modèles et formulaires

---

- f) que toutes les instructions contenues dans le modèle soient supprimées avant la publication de la DOC;
- g) de prendre avantage des remarques qui sont comprises dans le modèle;
- h) d'avoir en main une copie papier du modèle « maître » en tant qu'outil de référence (p. ex. pour consulter les remarques, etc.).

### **1.9 L'initiative *Les prochaines étapes***

Un paragraphe d'introduction tel que détaillé sous l'article 1 « Introduction » de la DOC doit être inclus pour tous les besoins faisant partie de l'initiative *Les prochaines étapes*.

## Modèles et formulaires

---

## Modèles et formulaires

2T-RFSO1 (15/08/06)

### Modèle de demande d'offres à commandes - biens ou services

#### Introduction :

On a préparé le modèle de demande d'offres à commandes (DOC) dans le but de l'utiliser à la grandeur du ministère en tant que document générique devant servir à la préparation de modèles exclusifs à une division ou à certains biens, de sorte qu'il renferme des clauses qui ne s'appliqueront pas nécessairement lors de tous les achats.

Toutes les informations servant d'instructions doivent être supprimées du modèle par le responsable de l'offre à commandes avant l'émission de la DOC.

Le modèle de DOC renferme ce qui suit :

#### Légende :

Le modèle contient des remarques en italique pour aider le responsable de l'offre à commandes à préparer la demande.

On doit retirer toutes les instructions s'adressant au responsable de l'offre à commandes dans la version finale de la DOC.

#### Conventions relatives à la rédaction :

On a rédigé le modèle en respectant certaines conventions. Par conséquent, pour assurer l'uniformité du document, il est important que le responsable de l'offre à commandes respecte ces conventions qu'on retrouve dans les clauses additionnelles ou dans les modifications aux clauses de la DOC.

| Termes employés                    | Termes évités                                             | Raisons                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                               |
|------------------------------------|-----------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| offre                              |                                                           | On doit utiliser le terme « offre » sans majuscule.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                   |
| offrant                            | fournisseur / soumissionnaire                             | On a utilisé le terme « offrant » dans les parties 1, 2, 3, 4 et 5A. de la DOC. L'offrant ou son représentant autorisé doit signer chaque offre déposée                                                                                                                                                                                                                                                                                                                               |
| contrat / commande subséquente     | entente                                                   | On fait référence au « contrat » dans toutes les clauses du CCUA. Ce terme prend une majuscule en anglais seulement et est utilisé dans les clauses de la partie 5B - Clauses du contrat subséquent.                                                                                                                                                                                                                                                                                  |
| responsable de l'offre à commandes | agent de négociation des contrats / autorité contractante | On définit les expressions « responsable de l'offre à commandes » et « autorité contractante » dans la partie 5.A, clause 5.1 de la DOC. On utilise l'expression « responsable de l'offre à commandes » dans la DOC, dans les instructions uniformisées 2006, ainsi que dans les conditions générales 2005 applicables aux offres à commande. Toutefois, le guide des CCUA fait référence à « autorité contractante » et ces clauses seront incorporées dans la partie 5.B de la DOC. |

## Modèles et formulaires

|                              |                    |                                                                                                                                                                                                                                                                          |
|------------------------------|--------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| énoncé des travaux / besoins | énoncé des besoins | Dans ce modèle, on permet au responsable de l'offre à commandes d'opter pour l'expression « Énoncé des travaux » ou « Besoins ». On devra cependant procéder à une vérification orthographique pour s'assurer qu'on utilise le même terme du début à la fin du document. |
| Canada                       | Couronne           | De façon générale, on devrait utiliser le terme « Canada » plutôt que « la Couronne » pour faire référence à Sa Majesté.                                                                                                                                                 |

On peut faire référence, dans les CCUA modifiées, à la clause « dérivée » de la CCUA concernée. On ne devrait pas utiliser les numéros de clause du Guide des CCUA dans la version publiée de la DOC.

### Système de numérotation :

Aux fins du modèle, on qualifie les rubriques principales « d'articles ». Les clauses du guide des CCUA ou toute autre clause approuvée qu'on ajoute au modèle en vertu d'un article seront considérées comme des « clauses ». Chacun des articles de cette DOC présente un numéro unique. Les articles dans toutes les parties de la DOC sont numérotés dans l'ordre, soit 1, 2, etc. Les clauses qu'on retrouve dans les articles dans toutes les parties de la DOC sont numérotées ainsi : 1.1, 1.2, 2.1, 2.1, etc.

\*\*\*\*\*

### 2T-RFSO1 (2006-08-15) Modèle de demande d'offres à commandes - biens ou services

#### TABLE DES MATIÈRES

*(Ajouter les articles ou supprimer les articles pertinents de la Table des matières, s'il y a lieu)*

#### PARTIE 1 - RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

1. Introduction
2. Sommaire
3. Exigences relatives à la sécurité *(s'il y a lieu)*
- X. Termes-clés *(s'il y a lieu)*
- X. Conflit d'intérêt *(s'il y a lieu)*

#### PARTIE 2 - INSTRUCTIONS À L'INTENTION DES OFFRANTS

1. Instructions, clauses et conditions uniformisées
2. Présentations des offres
3. Demandes de renseignements - DOC
4. Lois applicables

#### PARTIE 3 - INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION DES OFFRES

1. Instructions pour la préparation des offres

#### PARTIE 4 - PROCÉDURES D'ÉVALUATION, MÉTHODE DE SÉLECTION ET ATTESTATIONS

1. Procédures d'évaluation
2. Méthode de sélection
3. Exigences relatives à la sécurité *(s'il y a lieu)*
- X. Attestations *(s'il y a lieu)*

#### PARTIE 5 - OFFRE À COMMANDES ET CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT

## Modèles et formulaires

---

### A. OFFRE À COMMANDES

1. Offre
2. Exigences relatives à la sécurité
3. Clauses et conditions uniformisées
4. Durée de l'offre à commandes
5. Responsables
6. Utilisateurs désignés
7. Procédures pour les commandes subséquentes
8. Instrument de commande
9. Limite des commandes subséquentes (*s'il y a lieu*)
10. Limitation financière (*s'il y a lieu*)
11. Ordre de priorité des documents
12. Attestations
13. Lois applicables
14. (...) (*s'il y a lieu*)

### B. CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT

1. Énoncé des travaux **OU** Besoins (*Choisir, selon le cas*)
2. Clauses et conditions uniformisées
3. Terme du contrat
4. Paiement
5. Instructions pour la facturation
- X. (*s'il y a lieu*)

### Liste des annexes : (*Ajouter les annexes pertinentes, s'il y a lieu*)

- Annexe X - Énoncé des travaux **OU** Besoins (*Choisir, selon le cas*)  
Annexe X - Base de paiement  
Annexe X - Liste de vérification des exigences relatives à la sécurité

# Modèles et formulaires

## PARTIE 1 - RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

### 1. Introduction

**Remarque à l'intention du responsable de l'offre à commandes :** Inclure le premier paragraphe si le besoin fait partie de l'initiative Les prochaines étapes. Supprimer si cela ne s'applique pas.

Le gouvernement du Canada a lancé un programme qui vise à améliorer la façon dont il mène ses activités et qui est principalement axé sur la découverte et la mise en œuvre de méthodes novatrices permettant une livraison de biens et une prestation de services plus efficaces, plus rapides et plus économiques. Le gouvernement a recours à des pratiques stratégiques pour déterminer quels fournisseurs offrent la meilleure proposition de valeur et le meilleur rapport qualité-prix au Canada et pour accélérer les économies de coûts dans les différents secteurs d'approvisionnement. Ce travail est guidé par les principes de transparence, de responsabilité et d'éthique rigoureuse dans la conduite des affaires adoptés par le gouvernement du Canada.

Le modèle de DOC comporte cinq parties : (i) Première partie - Renseignements généraux; (ii) Deuxième partie - Instructions à l'intention des offrans; (iii) Troisième partie - Instructions pour la préparation des offres; (iv) Quatrième partie - Procédures d'évaluation, Méthode de sélection et Attestations; et v) Cinquième partie - A. Offre à commandes et B. Clauses du contrat subséquent; et les annexes.

- Partie 1 : renferme une description générale du besoin.  
Partie 2 : renferme les instructions relatives aux modalités de la DOC. On y précise qu'en présentant une offre, l'offrant accepte de se conformer aux modalités énoncées dans toutes les parties de la DOC.  
Partie 3 : donne aux offrans les instructions pour préparer une offre afin de répondre aux critères d'évaluation spécifiés.  
Partie 4 : décrit la façon selon laquelle se déroulera l'évaluation, les critères d'évaluation auxquels on doit répondre, les attestations qui doivent être présentées, les exigences de sécurité, s'il y a lieu, ainsi que la méthode de sélection.  
Partie 5A : contient l'offre à commandes incluant l'offre de l'offrant et les modalités et conditions applicables.  
Partie 5B : contient les clauses ou les conditions régissant tout contrat résultant d'une commande subséquente à l'offre à commandes.

Les annexes comprennent (*Choisir selon le cas : Énoncé des travaux OU Besoins, Base de paiement et énumérer tout autre annexe; les annexes supplémentaires doivent être ajoutées à la Table des Matières.*)

**Remarque à l'intention du responsable de l'offre à commandes :** Le « Sommaire » ci-dessous pourrait comprendre les éléments suivants, selon le cas :

- (i) une brève description du besoin décrit en détail à la Partie 5, article 1 de la DOC. La description pourrait comprendre suffisamment d'information pour permettre aux fournisseurs de décider de présenter une offre ou pas en réponse à la DOC (par exemple, elle pourrait comprendre une liste des sous-catégories de biens et de services ainsi que de leurs principales caractéristiques propres)
- (ii) le ministère auquel les biens et les services sont destinés (indiquer le ministère client en tant qu'utilisateur);
- (iii) la période de l'offre à commandes;
- (iv) des renseignements importants qui pourraient aider le fournisseur à décider de présenter une offre ou pas en réponse à la DOC (par exemple, les volumes historiques, la quantité prévue et la portée de l'offre à commandes éventuelle);
- (v) lorsque le marché est uniquement assujéti à l'Accord sur le commerce intérieur (ACI), que la politique relative au contenu canadien s'applique et que la concurrence se limite, en vertu de certaines conditions, aux offres constituées de biens et de services canadiens, conformément aux clauses M4002T, M4005T et M4006T du guide des CCUA, la phrase suivante devrait être insérée dans la description du besoin : « Pour cet achat, une préférence est accordée aux produits et aux services canadiens »;
- (vi) lorsque le marché est uniquement assujéti à l'ACI, que la politique relative au contenu canadien s'applique et que la concurrence se limite aux offres constituées de biens et de services canadiens, conformément aux clauses M4001T, M4003T et M4004T du guide des CCUA, la phrase suivante

## Modèles et formulaires

pourrait être insérée dans la description du besoin : « Ce marché est limité aux produits et services canadiens »;

- (vii) pour des raisons d'uniformité, l'autorité responsable de l'offre à commandes devrait employer la même formulation pour décrire le besoin dans l'avis de projet de marché (APM). On devrait mentionner dans l'APM si la politique relative au contenu canadien s'applique au marché.

### 2. Sommaire

**Remarque à l'intention du responsable de l'offre à commandes :** Inclure l'article ci-après, s'il y a lieu. Si le besoin ne comporte aucune exigence relative à la sécurité, supprimer cet article.

### 3. Exigences relatives à la sécurité

Ce besoin comporte des exigences relatives à la sécurité. Pour de plus amples renseignements, veuillez consulter la partie 4, Procédures d'évaluation, Méthode de sélection et Attestations; et la partie 5 - Offre à commandes et clauses du contrat subséquent.

**Remarque à l'intention du responsable de l'offre à commandes :** S'il y a lieu, utiliser cet article pour ajouter des définitions des principaux termes techniques. Ne pas définir les termes contenus dans les conditions générales. Si certains termes techniques apparaissent déjà dans l'énoncé des travaux, renvoyer à ce dernier au lieu de répéter l'information et de risquer de commettre des erreurs.

### X. Termes-clés

**Remarque à l'intention du responsable de l'offre à commandes :** S'il y a lieu, utiliser cet article quand le Canada a reçu l'aide d'entrepreneurs du secteur privé dans le cadre de la préparation d'une demande d'offres ou d'un énoncé des travaux. Voici des clauses qui pourraient être modifiées et utilisées : K2205D, K2210T. Au besoin, consulter les services juridiques pour déterminer quelle est la clause pertinente.

### X. Conflit d'intérêt

## PARTIE 2 - INSTRUCTIONS À L'INTENTION DES OFFRANTS

**Remarque à l'intention du responsable de l'offre à commandes :** Consulter l'article 02 du document 2006, Instructions uniformisées - demande d'offre à commandes - biens ou services.

### 1. Instructions, clauses et conditions uniformisées

Toutes les instructions, clauses et conditions identifiées dans la demande d'offre à commandes par un titre, un numéro et une date sont reproduites dans le guide des *Clauses et conditions uniformisées d'achat* publié par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC). Le guide est disponible sur le site Web de TPSGC : <http://sacc.tpsgc.gc.ca/sacc/index-f.jsp>.

Les offrants qui présentent une offre s'engagent à respecter les instructions, les clauses et les conditions de la DOC et acceptent les clauses et les conditions de l'offre à commandes et du contrat subséquent.

2006 \_\_\_\_\_ (*insérer la date*) - Instructions uniformisées - demande d'offre à commandes - biens ou services, sont incorporées par renvoi à la DOC et en font partie intégrante.

**Remarque à l'intention du responsable de l'offre à commandes :** *Il faut apporter la modification suivante au document 2006, Instructions uniformisées - demande d'offre à commandes - biens ou services, lorsque les offres doivent rester valables pendant plus de 60 jours. Le responsable de l'offre à commandes indiquera le nombre de jours pendant lesquels les offres doivent rester valides.*

Le paragraphe 3.4 du document 2006, Instructions uniformisées - demande d'offres à commandes - biens ou services, est modifiée comme suit :

Supprimer : soixante (60) jours  
Insérer : \_\_\_\_ ( \_\_\_\_ ) jours

## Modèles et formulaires

---

**Remarque à l'intention du responsable de l'offre à commandes :** Inclure par renvoi les clauses du guide des CCUA qui ne font pas partie des instructions uniformisées, s'il y a lieu. Des clauses de la section « 5-M » du guide des CCUA qui se terminent avec « T » peuvent être ajoutées dans cette partie. Cependant, s'il n'y a pas de clause dans cette section pour une exigence particulière, les clauses d'autres sections du guide des CCUA dont le numéro se termine par un « T » (p. ex. AXXXXT, etc.) doivent être révisées en vue d'être incorporées dans cette partie.

### 1.1 Clauses du guide des CCUA

**Remarque à l'intention du responsable de l'offre à commandes :** Consulter les articles 03 à 08 du document 2006, Instructions uniformisées - demande d'offres à commandes - biens ou services.

### 2. Présentation des offres

Les offres doivent être présentées au plus tard à la date, à l'heure et à l'endroit indiqués à la page 1 de la DOC.

**Remarque à l'intention du responsable de l'offre à commandes :** Inclure le paragraphe ci-après lorsque les offres transmises par télécopieur ne sont pas acceptables.

En raison du caractère de cette demande d'offre à commandes, la transmission des offres par télécopieur à l'intention de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada n'est pas jugée pratique et ne sera conséquemment pas acceptée.

**Remarque à l'intention du responsable de l'offre à commandes :** Inclure par renvoi les clauses du guide des CCUA portant sur les instructions et les exigences relatives à la présentation des offres qui ne font pas partie des instructions uniformisées, s'il y a lieu. Des clauses de la section « 5-M » du guide des CCUA qui se terminent avec « T » peuvent être ajoutées dans cette partie. Cependant, s'il n'y a pas de clause dans cette section pour une exigence particulière, les clauses d'autres sections du guide des CCUA dont le numéro se termine par un « T » (p. ex. AXXXXT, etc.) doivent être révisées en vue d'être incorporées dans cette partie.

### 2.1 Clauses du guide des CCUA

**Remarque à l'intention du responsable de l'offre à commandes :** Inclure le texte intégral des clauses de la section « 5-M » du guide des CCUA qui se terminent avec « T » dans cette partie, s'il y a lieu. Cependant, s'il n'y a pas de clause dans la section « 5-M » pour une exigence particulière, les clauses d'autres sections du guide des CCUA dont le numéro se termine par un « T » (p. ex. AXXXXT, etc.) doivent être révisées en vue d'être incorporées dans cette partie.

### 2.2...

**Remarque à l'intention du responsable de l'offre à commandes :** Consulter l'article 11 du document 2006, Instructions uniformisées - demande d'offres à commandes - biens ou services.

### 3. Demandes de renseignements - DOC

Toutes les demandes de renseignements doivent être présentées au responsable de l'offre à commandes au moins \_\_\_\_\_ (\_\_\_\_) (**inscrire le nombre de jours civils**) jours civils avant la date de clôture de la DOC. Pour ce qui est des demandes de renseignements reçues après ce délai, il est possible qu'on ne puisse pas y répondre avant la date de clôture de la DOC.

**Remarque à l'intention du responsable de l'offre à commandes :** Indiquer la loi de quelle province ou de quel territoire le Canada propose d'appliquer à l'offre à commandes et à tout contrat subséquent. L'offrant, suivant les instructions, pourra proposer un changement aux lois applicables dans son offre. En ce qui concerne la version française, le mot « in » n'a pas été traduit puisqu'il n'y a pas de terme commun à toutes les provinces et territoire. Il faudra donc ajouter le mot « en » devant Alberta, Colombie-Britannique, Saskatchewan, Ontario et Nouvelle-Écosse, le mot « au » devant Manitoba, Québec, Nouveau-Brunswick et Yukon, le mot « à » devant Terre-Neuve et l'Île-du-Prince-Édouard et les mots « dans les » devant Territoires du Nord Ouest.

### 4. Lois applicables

L'offre à commandes et tout contrat découlant de l'offre à commandes doivent être interprétés et régis selon les lois en vigueur \_\_\_\_\_. (*Le responsable de l'offre à commandes doit indiquer la loi de la province ou de quel territoire.*)



## Modèles et formulaires

---

À sa discrétion, l'offrant peut indiquer les lois applicables d'une province ou d'un territoire canadien de son choix, sans que la validité de son offre ne soit mise en question, en supprimant le nom de la province ou le territoire canadien précisé et en insérant le nom de la province ou le territoire canadien de son choix. Si aucun changement n'est indiqué, cela signifie que l'offrant accepte les lois applicables indiquées.

**Remarque à l'intention du responsable de l'offre à commandes :** Consulter les articles 03 à 08 du document 2006, Instructions uniformisées - demande d'offres à commandes - biens ou services.

### **PARTIE 3 - INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION DES OFFRES**

#### **1. Instructions pour la préparation des offres**

Les offrants doivent fournir les exemplaires de leur offre en sections distinctes, comme suit :

Section I : offre technique (\_\_\_\_ exemplaires)  
Section II : offre financière (\_\_\_\_ exemplaires)  
Section III : attestations exigées (\_\_\_\_ exemplaires)

Les prix doivent figurer dans l'offre financière seulement. Aucun prix ne doit être indiqué dans une autre section de l'offre.

On demande aux offrants de suivre le modèle de réponse et les instructions suivantes :

- a) utiliser du papier bond de 8,5 po x 11 po (216 mm x 279 mm);
- b) utiliser un système de numérotation correspondant à celui de la DOC.

#### **Section I : Offre technique**

Dans son offre technique, l'offrant doit démontrer qu'il comprend les exigences décrites dans la DOC et aussi démontrer comment il respectera les exigences des critères d'évaluation et de la méthode de sélection détaillées dans la partie 4, article 1.1, Évaluation Technique.

#### **Section II : Offre financière**

L'offrant doit présenter son offre financière en conformité avec l'annexe X, Base de paiement. Le montant total de la taxe sur les produits et les services (TPS) ou de la taxe sur la vente harmonisée (TVH), s'il y a lieu, doit être indiqué séparément.

**Remarque à l'intention du responsable de l'offre à commandes :** Inclure le texte intégral de cette clause lorsque l'on prévoit que les utilisateurs se serviront d'une carte d'achat du gouvernement du Canada (carte de crédit) pour le paiement des commandes subséquentes à l'offre à commandes au point de vente. Supprimer ci cela ne s'applique pas.

#### **Paiement par carte de crédit**

On demande à l'offrant de compléter ce qui suit :

- a) ( ) les cartes d'achat du gouvernement du Canada (cartes de crédit) seront acceptées pour le paiement des commandes subséquentes à l'offre à commandes.

Les cartes de crédit suivantes sont acceptées :

VISA \_\_\_\_\_  
MasterCard \_\_\_\_\_

**OU**

- b) ( ) les cartes d'achat du gouvernement du Canada (cartes de crédit) ne seront pas acceptées pour le paiement des commandes subséquentes à l'offre à commandes.

L'offrant n'est pas obligé d'accepter les paiements par carte de crédit.

L'acceptation du paiement par carte de crédit des commandes ne sera pas considérée comme un critère d'évaluation.

## Modèles et formulaires

---

**Remarque à l'intention du responsable de l'offre à commandes :** S'il y a lieu, inclure une des clauses ci-après, selon le cas. Utiliser les clauses de la section III ci-dessous en combinaison avec les « Attestations préalables à l'émission de l'offre à commandes » ou les « Attestations présentées avec l'offre » de la partie 4, article 4 - Attestations.

### Section III : Attestations exigées

#### Attestations préalables à l'émission de l'offre à commandes

Pour obtenir une offre à commandes, l'offrant doit fournir les attestations détaillées à la partie 4, sous « Attestations préalables à l'émission de l'offre à commandes ». Ces attestations devraient normalement accompagner son offre, mais peuvent être fournies par la suite. Le Canada pourra déclarer qu'une offre est irrecevable si les attestations ne sont pas fournies ou remplies sur demande. Si le Canada a l'intention de rejeter une offre conformément à ce paragraphe, le responsable de l'offre à commandes en informera l'offrant et lui donnera un délai afin de se conformer aux exigences. À défaut de donner suite à la demande du responsable de l'offre à commandes et de se conformer aux exigences dans les délais prévus, son offre sera jugée irrecevable.

Le Canada pourra vérifier l'authenticité des attestations faites par l'offrant pendant la durée de la période d'évaluation des offres (avant l'émission de l'offre à commandes) et après l'émission de l'offre à commandes. Le responsable de l'offre à commandes aura le droit de demander des renseignements supplémentaires pour s'assurer que l'offrant respecte les attestations avant l'émission de l'offre à commandes. L'offre sera déclarée irrecevable si on constate que l'offrant a fait de fausses déclarations, sciemment ou non. À défaut de respecter les attestations ou de donner suite à la demande de renseignements supplémentaires du responsable de l'offre à commandes, l'offre sera jugée irrecevable.

**OU**

#### Attestations présentées avec l'offre

L'offrant doit remplir et fournir, avec son offre, les attestations prévues à la partie 4, sous « Attestations présentées avec l'offre ».

Le Canada pourra vérifier l'authenticité des attestations faites par l'offrant pendant la durée de la période d'évaluation des offres (avant l'émission de l'offre à commandes) et après l'émission de l'offre à commandes. Le responsable de l'offre à commandes aura le droit de demander des renseignements supplémentaires pour s'assurer que l'offrant respecte les attestations avant l'émission de l'offre à commandes. L'offre sera déclarée irrecevable si on constate que l'offrant a fait de fausses déclarations, sciemment ou non. À défaut de respecter les attestations ou de donner suite à la demande de renseignements supplémentaires du responsable de l'offre à commandes, l'offre sera jugée irrecevable.

## PARTIE 4 - PROCÉDURES D'ÉVALUATION, MÉTHODE DE SÉLECTION ET ATTESTATIONS

### 1. Procédures d'évaluation

- a) Les offres reçues seront évaluées par rapport aux critères d'évaluation indiqués pour l'ensemble du besoin dans la demande d'offre à commandes. Les offres seront évaluées conformément aux critères d'évaluation et à la méthode de sélection précisés ci-après.

**Remarque à l'intention du responsable de l'offre à commandes :** Utiliser les paragraphes suivants, s'il y a lieu.

- b) Une équipe d'évaluation composée de représentants du Canada évaluera les offres.

**OU**

Une équipe d'évaluation composée de représentants du Canada et \_\_\_\_\_ (*inscrire le nom de l'entreprise ou du consultant*) évaluera les offres.

#### 1.1 Évaluation technique

##### 1.1.1 Critères obligatoires techniques

*(Inclure les critères techniques obligatoires, s'il y a lieu)*

# Modèles et formulaires

## 1.1.2 Critères cotées par points (Inclure les critères cotées par points, s'il y a lieu)

## 1.2 Évaluation financière

### 1.2.1 (Inclure les critères d'évaluation financière)

## 2. Méthode de Sélection

### 2.1 (Inclure les critères de sélection. Exemples de clauses du guide des CCUA qui peuvent être modifiées pour les offres à commandes: A0031T, A0034T, A0035T, A0036T).

**Remarque à l'intention du responsable de l'offre à commandes :** Choisir l'une des clauses ci-après si les exigences de sécurité s'appliquent.

### 3. Exigences relatives à la sécurité

**Remarque à l'intention du responsable de l'offre à commandes :** Inclure et remplir la clause ci-après si l'offrant a jusqu'à l'émission de l'offre à commandes pour obtenir les attestations de sécurité nécessaires. Voir la procédure 6C.273 du Guide des approvisionnements.

#### 3.1 Les conditions suivantes doivent être respectées avant l'émission de l'offre à commandes :

- a) l'offrant doit détenir une \_\_\_\_\_ valable, délivrée par la Direction de la sécurité industrielle et internationale (DSICI) de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC);
- b) les employés proposés par l'offrant et qui doivent avoir accès à des renseignements ou à des biens \_\_\_\_\_ ou à des établissements de travail dont l'accès est réglementé doivent tous être titulaires d'une cote de sécurité pour le personnel au niveau exigé de \_\_\_\_\_, délivrée ou approuvée par la DSICI de TPSGC.

Le Canada ne retardera pas l'émission d'une offre à commandes pour permettre aux offrants d'obtenir les cotes de sécurité requises.

**OU**

**Remarque à l'intention du responsable de l'offre à commandes :** Inclure et remplir la clause ci-après si l'offrant doit détenir les cotes de sécurité nécessaires au moment de la soumission de l'offre. Voir la procédure 6C.273 du guide des approvisionnements.

#### 3.1 Au moment de la soumission de l'offre, les conditions suivantes doivent être respectées :

- a) L'offrant doit détenir une \_\_\_\_\_ valable, délivrée par la Direction de la sécurité industrielle et internationale (DSICI) de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC) ;
- b) les employés proposés par l'offrant et qui doivent avoir accès à des renseignements ou à des biens \_\_\_\_\_ ou à des établissements de travail dont l'accès est réglementé doivent tous être titulaires d'une cote de sécurité pour le personnel au niveau exigé de \_\_\_\_\_, délivrée ou approuvée par la DSICI de TPSGC.

**Remarque à l'intention du responsable de l'offre à commandes :** *S'il y a lieu*, utilisez l'une des clauses détaillées sous cet article avec la clause pertinente de la section III, Attestations exigées.

### 4. Attestations

**Remarque à l'intention du responsable de l'offre à commandes :** La clause intitulée « Attestations préalables à l'émission de l'offre à commandes » ci-après constitue une condition préalable à l'émission de l'offre à commandes, par opposition aux exigences obligatoires, pour les besoins de l'évaluation. On recommande d'appliquer ce principe afin de s'assurer que les offres ne seront pas rejetées pendant l'évaluation lorsque les attestations ne sont pas déposées. Si un offrant ne dépose pas les attestations à la date de clôture, le

## Modèles et formulaires

---

responsable de l'offre à commandes doit les demander avant l'émission de l'offre à commandes. Si l'offrant ne les dépose pas, son offre sera jugée irrecevable. Supprimer cette clause si elle ne s'applique pas.

### **4.1 Attestations préalables à l'émission de l'offre à commandes**

Pour que l'on tienne compte de son offre pour l'émission d'une offre à commandes, l'offrant qui dépose une offre recevable conformément aux exigences techniques et financières doit respecter les conditions suivantes :

**Remarque à l'intention du responsable de l'offre à commandes :** S'il y a lieu, inclure le texte complet de l'une des nouvelles clauses suivantes : Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi - 200 000 \$ ou plus (M4015T) OU Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi - plus de 25 000 \$ et moins de 200 000 \$ (M4016T). Ces nouvelles clauses ont été ajoutées pour être utilisées dans les DOC.

#### **4.1.1. Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi - Attestation**

**Remarque à l'intention du responsable de l'offre à commandes :** S'il y a lieu, inclure le texte complet de l'une des nouvelles clauses suivantes pour ce qui est des « Programmes de réduction des effectifs ». Ces nouvelles clauses ont été ajoutées pour être utilisées dans les DOC : M9103T ou M9104T ou M9106T. Utiliser de pair avec la nouvelle clause M9105C qui devra être utilisée dans la partie 5A. Offre à commandes.

#### **4.1.2 Programme de réduction des effectifs**

**Remarque à l'intention du responsable de l'offre à commandes :** Pour les marchés non assujettis à l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA) et à l'Accord sur les marchés publics de l'Organisation mondiale du commerce (AMP-OMC), conformément à la Politique sur le contenu canadien, inclure le texte complet de l'une des nouvelles clauses d'attestations suivantes : M4011T ou M4013T ou M4014T, dans toutes les demandes d'offre à commandes lancées en régime de concurrence, lorsque la compétition est limité exclusivement aux offres portant sur des produits et/ou des services d'origine canadienne et lorsque la clause d'attestation n'est pas obligatoire avec les offres. Ces nouvelles clauses ont été ajoutées pour être utilisées dans les DOC. Veuillez consulter les chapitres 4, 5 et 7 du Guide des approvisionnements. Utiliser de pair avec la clause K4000D, Définition du contenu canadien, et avec la nouvelle clause M4100C, Attestation du contenu canadien, *qui devra être ajoutée à la partie 5A. Offre à commandes.*

#### **4.1.3 Attestation du contenu canadien**

**Remarque à l'intention du responsable de l'offre à commandes :** S'il y a lieu, utiliser la clause pertinente du guide des CCUA.

#### **4.1.4 Attestation de prix ou de taux**

*OU*

**Remarque à l'intention du responsable de l'offre à commandes :** La clause intitulée « Attestations présentées avec l'offre » ci-après est utilisée lorsque des attestations doivent être présentées en même temps que l'offre à la date de clôture. Si l'offrant ne les dépose pas, son offre sera jugée irrecevable. Supprimer cette clause si elle ne s'applique pas.

### **X.1 Attestations présentées avec l'offre**

Pour que l'on tienne compte de son offre pour l'émission d'une offre à commandes, l'offrant qui dépose une offre recevable conformément aux exigences techniques et financières doit respecter les conditions suivantes :

**Remarque à l'intention du responsable de l'offre à commandes :** Pour les marchés non assujettis à l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA) et à l'Accord sur les marchés publics de l'Organisation mondiale du commerce (AMP-OMC), conformément à la Politique sur le contenu canadien, inclure le texte complet de l'une des nouvelles clauses d'attestations suivantes dans toutes les demandes d'offre à commandes lancées en régime de concurrence, lorsque la compétition est limité conditionnellement (M4002T OU M4005T OU M4006T) ou limité exclusivement (M4001T OU M4003T OU M4004T) aux offres lorsque les clauses relatives aux attestations stipulent qu'il est obligatoire de soumettre ces attestations avec les offres lorsque ces offres portent sur des produits et/ou des services d'origine canadienne. Ces nouvelles clauses ont été ajoutées pour être utilisées dans les DOC. Veuillez consulter les chapitres 4, 5 et 7 du guide des approvisionnements. Utiliser de pair avec la clause K4000D, Définition du contenu canadien, et avec la nouvelle clause M4100C, Attestation du contenu canadien, qui devra être ajoutée à la partie 5A. Offre à commandes.

## Modèles et formulaires

### X.1.1 Attestation du contenu canadien

#### PARTIE 5 - OFFRE À COMMANDES ET CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT

##### A. OFFRE À COMMANDES

**Remarque à l'intention du responsable de l'offre à commandes :** Choisir l'une des clauses ci-après.)

##### 1. Offre

1.1 L'offrant offre de remplir le besoin conformément à l'énoncé des travaux reproduit à l'annexe **X**.

**OU**

L'offrant offre de remplir le besoin conformément au besoin reproduit à l'annexe **X**.

**OU**

L'offrant offre d'exécuter les travaux conformément à l'énoncé des travaux reproduit à l'annexe **X**.

**Remarque à l'intention du responsable de l'offre à commandes:** Si le besoin ne comprend pas d'exigences relatives à la sécurité, supprimer cet article et changer la numérotation en conséquence.

##### 2. Exigences relatives à la sécurité

Ce besoin comporte des exigences relatives à la sécurité.

*(Inclure la clause pertinente fournie par la Direction de la sécurité industrielle canadienne et internationale [DSICI] et inclure la Liste de vérification des exigences relatives à la sécurité [LVERS] en annexe.)*

**Remarque à l'intention du responsable de l'offre à commandes :** Consulter l'article 03 du document 2005, Conditions générales - offres à commandes - biens ou services.

##### 3. Clauses et conditions uniformisées

Toutes les clauses et conditions identifiées dans l'offre à commandes et contrat(s) subséquent(s) par un titre, un numéro et une date sont reproduites dans le guide des Clauses et conditions uniformisées d'achat publié par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC).

Le guide est disponible sur le site Web de TPSGC : <http://sacc.tpsgc.gc.ca/sacc/index-f.jsp>.

##### 3.1 Conditions générales

2005 \_\_\_\_\_ (**insérer la date**), Conditions générales - offres à commandes - biens ou services, s'appliquent à la présente offre à commandes et en font partie intégrante.

**Remarque à l'intention du responsable de l'offre à commandes :** À moins d'une autorisation de l'équipe responsable de la gestion des biens et des services, utiliser la clause M7010C modifiée dans les offres à commandes pluriministérielles (principales) lorsque plus d'un ministère est indiqué comme utilisateur de l'offre à commandes. Le responsable de l'offre à commandes doit annexer une liste des données dont l'offrant doit rendre compte à l'offre à commandes. Le Bureau de gestion de la valeur, Secteur du renouvellement des approvisionnements, demande, à tout le moins, les éléments de données qui sont décrits dans le rapport sur le volume des transactions disponible à l'Index des offres à commandes (<http://soi.pwpsc.gc.ca>).

##### 3.2 Offres à commandes - établissement de rapports

L'offrant doit compiler et tenir à jour des données sur l'utilisation des biens, des services ou les deux fournis au gouvernement fédéral dans le cadre de contrats découlant de l'offre à commandes. Ces données doivent comprendre les achats commandés, y compris les achats payés à l'aide d'une carte d'achat du gouvernement du Canada. À chaque trimestre, l'offrant doit rassembler ces données et les soumettre au responsable de l'offre à commandes de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC). Les données doivent inclure les données indiquées à l'annexe « \_\_\_\_\_ ».

Les trimestres se répartissent comme suit :

Premier trimestre : du 1er avril au 30 juin;

Deuxième trimestre : du 1er juillet au 30 septembre;

## Modèles et formulaires

---

Troisième trimestre : du 1er octobre au 31 décembre;  
Quatrième trimestre : du 1er janvier au 31 mars.

L'offrant doit présenter son rapport trimestriel au plus tard le dernier vendredi du troisième mois civil du trimestre. Les biens, les services ou les deux fournis pendant la période suivant cette journée doivent être inclus dans le rapport du prochain trimestre. Les rapports électroniques doivent être remplis et remis au responsable de l'offre à commandes de TPSGC pas plus tard que 15 jours civils après la fin du trimestre.

Tous les champs de données du rapport doivent être remplis tel que demandé. Si certaines données ne sont pas disponibles, la raison doit en être indiquée dans le rapport. Si aucun service n'a été fourni pendant un mois donné, l'offrant doit soumettre un rapport portant la mention « NÉANT ».

Le fait de ne pas fournir les rapports trimestriels dûment remplis dans les délais prescrits pourrait entraîner la mise de côté de l'offre à commandes et l'application d'une mesure corrective du rendement d'un fournisseur.

### 4. Durée de l'offre à commandes

**Remarque à l'intention du responsable de l'offre à commandes :** La clause ci-après stipule que la commande subséquente doit être passée pendant la période de l'offre à commandes mais que les travaux visés par cette commande subséquente peuvent se poursuivre après l'échéance de l'offre à commandes. Dans les circonstances exceptionnelles où les services doivent être fournis avant la fin de la période précisée, utiliser la deuxième clause ci-après comme alternative.

#### 4.1 Période de l'offre à commandes

Des commandes subséquentes à cette offre à commandes pourront être passées du \_\_\_\_\_ au \_\_\_\_\_.

**OU**

Des commandes subséquentes à cette offre à commandes pourront être passées et les services être rendus du \_\_\_\_\_ au \_\_\_\_\_ inclusivement.

**Remarque à l'intention du responsable de l'offre à commandes :** S'il y a lieu, ajouter la clause modifiée M9014C, Prolongation de l'offre à commandes.

#### 4.2 Prolongation de l'offre à commandes

### 5. Responsables

#### 5.1 Responsable de l'offre à commandes

Le responsable de l'offre à commandes est :

\_\_\_\_\_ (*Nom du responsable de l'offre à commandes*)

\_\_\_\_\_ (*Titre*)

Travaux publics et Services gouvernementaux Canada

Direction générale des approvisionnements

\_\_\_\_\_ (*Identifier la direction*)

\_\_\_\_\_ (*Adresse*)

Téléphone : (\_\_\_\_) \_\_\_\_\_

Télécopieur : (\_\_\_\_) \_\_\_\_\_

Courriel : \_\_\_\_\_

Le responsable de l'offre à commandes est chargé de l'émission de l'offre à commandes et de son administration et de sa révision, s'il y a lieu. En tant qu'autorité contractante, il est responsable de toute question contractuelle liée aux commandes subséquentes à l'offre à commandes passées par tout utilisateur désigné.

**Remarque à l'intention du responsable de l'offre à commandes :** Choisir l'une des clauses ci-après, s'il y a lieu. La première clause est utilisée lorsque l'offre à commandes est limitée à un utilisateur désigné

## Modèles et formulaires

spécifique et cette clause sera complétée seulement à l'émission de l'offre à commandes. La deuxième clause est utilisée lorsqu'il y a plus d'un utilisateur désigné et le chargé de projet est identifié dans la commande subséquente à l'offre à commandes.

### 5.2 Chargé de projet

Le chargé de projet pour cette offre à commandes est :

\_\_\_\_\_ (Nom du chargé de projet)  
\_\_\_\_\_ (Titre)  
\_\_\_\_\_ (Organisation)  
\_\_\_\_\_ (Adresse)

Téléphone : (\_\_\_\_) \_\_\_\_\_

Télécopieur : (\_\_\_\_) \_\_\_\_\_

Courriel : \_\_\_\_\_

Le chargé de projet représente le ministère ou organisme pour lequel les travaux sont exécutés dans le cadre d'une commande subséquente à l'offre à commandes. Il est responsable de toutes les questions liées au contenu technique des travaux prévus dans le contrat subséquent.

**OU**

Le chargé de projet pour l'offre à commandes est identifié dans la commande subséquente à l'offre à commandes.

Le chargé de projet représente le ministère ou organisme pour lequel les travaux sont exécutés dans le cadre d'une commande subséquente à l'offre à commandes. Il est responsable de toutes les questions liées au contenu technique des travaux prévus dans le contrat subséquent.

### 5.3 Représentants de l'offrant

*(Remplir ou supprimer, s'il y a lieu.)*

**Remarque à l'intention du responsable de l'offre à commandes :** Choisir l'une des clauses, s'il y a lieu.

#### 6. Utilisateurs désignés

Les utilisateurs désignés autorisés à placer des commandes subséquentes à l'offre à commandes comprennent les ministères, organismes ou sociétés d'État fédéraux mentionnés dans les annexes I, I.1, II, III, IV et V de la *Loi sur la gestion des finances publiques*, L.R.C. (1985), ch. F-11.

**OU**

**Remarque à l'intention du responsable de l'offre à commandes :** Choisir la clause suggérée lorsque l'offre à commandes est limitée à un utilisateur spécifique. Pour plus d'un utilisateur, modifier en conséquence. L'utilisateur désigné autorisé à passer des commandes subséquentes à l'offre à commandes est : \_\_\_\_\_

**Remarque à l'intention du responsable de l'offre à commandes :** Une méthode de classement des offres à commandes multiples peut être incluse, s'il y a lieu. Consulter la procédure 5.180 du Guide des approvisionnements pour déterminer la méthode de classement appropriée pour votre besoin.

#### 7. Procédures pour les commandes

**Remarque à l'intention du responsable de l'offre à commandes :** Consulter la procédure 5.184 du Guide des approvisionnements, sur les formulaires à utiliser pour passer et/ou confirmer les commandes subséquentes à l'offre à commandes. Consulter l'article pour les commandes passées avec une carte de crédit du gouvernement du Canada, s'il y a lieu.

#### 8. Instrument de commande

Les travaux seront autorisés ou confirmés par \_\_\_\_\_ (**Choisir l'utilisateur désigné ou les utilisateurs désignés**) par l'entremise du formulaire \_\_\_\_\_ (*indiquer le numéro et le titre du formulaire à utiliser, p. ex. PWGSC-TPSGC 942, Commande subséquente à une offre à commandes, etc.*) ou un document électronique.

## Modèles et formulaires

**Remarque à l'intention du responsable de l'offre à commandes :** Insérer et remplir la clause ci-après, s'il y a lieu. Consulter les procédures 5.164 et 5.166 du Guide des approvisionnements portant sur les limites du Conseil du Trésor pour la passation des marchés.

### 9. Limite des commandes subséquentes

Les commandes individuelles subséquentes à la présente offre à commandes ne doivent pas dépasser \_\_\_\_\_\$ (taxe sur les produits et services ou taxe de vente harmonisée incluse).

**Remarque à l'intention du responsable de l'offre à commandes :** S'il y a lieu, inclure le texte intégral de la clause modifiée M4506C du guide des CCUA, lorsqu'il y a un besoin d'inclure une limitation des dépenses sur la valeur totale des commandes subséquentes à une offre. Consulter la procédure 5.170 du Guide des approvisionnements.

### 10. Limitation financière

**Remarque à l'intention du responsable de l'offre à commandes :** L'ordre de priorité des documents qui figure ci-après est conforme aux politiques actuelles et aux avis juridiques. Le responsable de l'offre à commandes doit modifier la liste en fonction des documents qui s'appliquent à chaque offre à commandes et dresser la liste des annexes par ordre de priorité, selon le cas.

### 11. Ordre de priorité des documents

En cas d'incompatibilité entre les documents énumérés dans la liste, c'est le libellé du document qui apparaît en premier sur la liste qui l'emporte sur celui de tout autre document qui figure par la suite sur ladite liste.

1. La commande subséquente à l'offre à commandes, incluant les annexes;
2. l'offre à commandes;
3. *(Le responsable de l'offre à commandes doit supprimer ce document s'il ne s'applique pas.)* Les conditions générales supplémentaires \_\_\_\_\_ *(Insérer le numéro et le titre);*
4. Les conditions générales \_\_\_\_\_ *(Insérer le numéro et le titre);*
5. Annexe « \_\_\_\_\_ », \_\_\_\_\_;
6. Annexe « \_\_\_\_\_ », \_\_\_\_\_;
7. L'offre de l'offrant \_\_\_\_\_ *(Insérer la date de l'offre),* telle que modifiée \_\_\_\_\_ *(Insérer la ou les date(s) de la ou des modification(s), s'il y a lieu).*

### 12. Attestations

#### 12.1 Conformité

Le respect des attestations fournies par l'offrant est une condition d'émission de l'offre à commandes et pourra faire l'objet d'une vérification par le Canada pendant toute la durée de l'offre à commandes et de tout contrat subséquent qui serait en vigueur au delà de la période de l'offre à commandes. En cas de manquement à toute déclaration de la part de l'offrant ou si on constate que les attestations qu'il a fournies avec son offre comprennent de fausses déclarations, faites sciemment ou non, le responsable de l'offre à commandes aura le droit de résilier tout contrat subséquent pour défaut et de mettre de côté l'offre à commandes.

**Remarque à l'intention du responsable de l'offre à commandes :** S'assurer à ce que la loi applicable choisie par l'offrant ou, si ce dernier n'a pas choisi de loi, que la loi mentionnée dans la demande d'offre à commandes soit indiquée dans l'espace réservée à cette fin. L'offrant, suivant les instructions, pourra proposer un changement aux lois applicables dans son offre. En ce qui concerne la version française de la clause, le mot « in » n'a pas été traduit puisqu'il n'y a pas de terme commun à toutes les provinces et territoire. Il faudra donc ajouter le mot « en » devant Alberta, Colombie-Britannique, Saskatchewan, Ontario et Nouvelle-Écosse, le mot « au » devant Manitoba, Québec, Nouveau-Brunswick et Yukon, le mot « à » devant Terre-Neuve et l'Île-du-Prince-Édouard et les mots « dans les » devant Territoires du Nord Ouest.

### 13. Lois applicables

L'offre à commandes et tout contrat découlant de l'offre à commandes doivent être interprétés et régis selon les lois en vigueur \_\_\_\_\_. *(Le responsable de l'offre à commandes doit indiquer la loi de la province ou du territoire précisée par l'offrant dans son offre.)*



## Modèles et formulaires

---

**Remarque à l'intention du responsable de l'offre à commandes :** S'il y a lieu, inclure le texte intégral des clauses de la section « 5-M » du guide des CCUA qui se terminent avec « C » dans cette partie en tant que clause autonome avec la numérotation appropriée.

14. (....)

### B. CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT

Les clauses et conditions suivantes s'appliquent et font partie intégrante de tout contrat résultant d'une commande subséquente à l'offre à commandes.

**Remarque à l'intention du responsable de l'offre à commandes :** Choisir l'une des clauses ci-après.

#### 1. Énoncé des travaux OU des besoins

L'entrepreneur doit exécuter les travaux décrits dans la commande.

**OU**

L'entrepreneur doit fournir les articles décrits dans la commande.

#### 2. Clauses et conditions uniformisées

**Remarque à l'intention du responsable de l'offre à commandes :** Inclure l'une des conditions générales ci-après dans le contrat subséquent.

##### 2.1 Conditions générales

2029 \_\_\_\_\_ (*insérer la date*) Conditions générales - biens ou services (faible valeur) s'appliquent au contrat et en font partie intégrante.

**OU**

2010 \_\_\_\_\_ (*insérer la date*) Conditions générales - biens ou services (complexité moyenne) s'appliquent au contrat et en font partie intégrante.

**OU**

9601 \_\_\_\_\_ (*insérer la date*) Conditions générales - formule détaillée, s'appliquent au contrat et en font partie intégrante.

**OU**

9676 \_\_\_\_\_ (*insérer la date*) Conditions générales - Services, s'appliquent au contrat et en font partie intégrante.

**OU**

9624 \_\_\_\_\_ (*insérer la date*) Conditions générales - Recherche et développement, s'appliquent au contrat et en font partie intégrante.

**Remarque à l'intention du responsable de l'offre à commandes :** Utiliser la clause suivante lorsque les paiements par carte de crédit sont acceptés par l'offrant.

L'article \_\_\_\_\_ (*insérer le numéro de l'article*), Intérêt sur les comptes en souffrance de \_\_\_\_\_ (*insérer le nom et la date des conditions générales qui s'appliquent*) ne s'applique pas aux paiements faits par carte de crédit au point de vente.

**Remarque à l'intention du responsable de l'offre à commandes :** S'il y a lieu, des clauses particulières du guide des CCUA qui ne sont pas déjà couvertes par les conditions générales et qui ne font pas partie de la section 5-M peuvent être ajoutées.

##### 2.2 Clauses du guide des CCUA

## Modèles et formulaires

**Remarque à l'intention du responsable de l'offre à commandes :** Choisir l'une des clauses ci-après.

### 3. Terme du contrat

#### 3.1 Date de livraison

La livraison doit se faire conformément à la commande.

**OU**

#### 3.1 Période du contrat

Les travaux doivent être exécutés conformément à la commande.

**Remarque à l'intention du responsable de l'offre à commandes :** Aucune clause de la section « 5-M » du guide des CCUA ne peut être ajoutée à la partie 5B - Clauses du contrat subséquent. Seules des clauses des sections autre que la section « 5-M » qui sont utilisées pour les contrats et dont le numéro se termine par un « C » ou « D » peuvent être ajoutées. Ajouter les clauses pertinentes du guide des CCUA ou les clauses approuvées liées à la base de paiement, à la limitation des dépenses, à la méthode de paiement, à la vérification et aux taxes qui ne sont pas couvertes par les conditions générales.

### 4. Paiement

#### 4.1 Base de paiement

(Compléter, tel qu'approprié)

**Remarque à l'intention du responsable de l'offre à commandes :** Aucune clause de la section « 5-M » du guide des CCUA ne peut être ajoutée à la partie 5B - Clauses du contrat subséquent. Seules les clauses des sections autre que la section « 5-M » qui sont utilisées pour les contrats et dont le numéro se termine par un « C » ou un « D » peuvent être ajoutées. S'il y a lieu, inclure le texte intégral de la clause C6001C, Limitation des dépenses, du guide des CCUA. Ou bien, incorporer par renvoi la clause C6000C du guide des CCUA, et changer la numérotation en conséquence.

#### 4.2 Limitation des dépenses

#### 4.3 Méthode de paiement

Le paiement pour les travaux réalisés est fait par le Canada après la livraison, l'inspection et l'acceptation des travaux, sur présentation de factures et d'autres pièces justificatives exigées par le Canada.

**Remarque à l'intention du responsable de l'offre à commandes :** Aucune clause de la section « 5-M » du guide des CCUA ne peut être ajoutée à la partie 5B - Clauses du contrat subséquent. Seules les clauses des sections autre que la section « 5-M » qui sont utilisées pour les contrats et dont le numéro se termine par un « C » ou un « D » peuvent être ajoutées. S'il y a lieu, incorporer par renvoi des clauses du guide des CCUA. Exemples: A9116C, A9117C, C0100D, C0101D, C2000D, C2605D, C2610D, C6000C, H1000D, H1001D, H3023C.

#### 4.4 Clauses du guide des CCUA

Inclure la cause suivante si la clause Paiement par carte de crédit est utilisée sous la Partie 3, Section II - offre financière. Consulter la section 6 de la Politique sur les cartes d'achat du Conseil du Trésor qui stipule « Les documents afférents aux achats effectués avec la carte d'achat doivent être conservés à des fins de vérification et pour faciliter le rapprochement et la vérification des comptes {par ex. : les commandes, les registres des opérations téléphoniques, les reçus de carte d'achat, les autres relevés ou reçus.} » )

#### 4.5 Paiement par carte de crédit (Le responsable de l'offre à commandes doit compléter une des clauses si l'offrant a accepté le paiement par carte de crédit { Visa, MasterCard } tel que spécifié par l'offrant sous la partie 3 de la DOC.)

(Utiliser cette clause lorsque seulement une carte de crédit est acceptée)

La carte de crédit suivante est acceptée : \_\_\_\_\_.

**OU**

(Utiliser cette clause lorsque plus qu'une carte de crédit est acceptée)

Les cartes de crédit suivantes sont acceptées : \_\_\_\_\_ et \_\_\_\_\_.

## Modèles et formulaires

---

**Remarque à l'intention du responsable de l'offre à commandes :** Choisir l'une des clauses ci-après relatives aux conditions générales applicables au besoin. Consulter les sections pertinentes des conditions générales « Présentation des factures », « Paiement et Intérêt sur les comptes en souffrance ». Utiliser les clauses applicables du guide des CCUA ou d'autres clauses approuvées liées aux instructions pour la facturation. Aucune clause de la section « 5-M » du guide des CCUA ne peut être ajoutée à la partie 5B - Clauses du contrat subséquent. Seules les clauses des sections autre que la section « 5-M » qui sont utilisés pour les contrats et dont le numéro se termine par un « C » ou un « D » peuvent être ajoutées. Les instructions pour la facturation couvrent également les demandes de paiement partiel et par conséquent, tout renvoi à des factures couvrent également les demandes de paiement partiel.

### 5. Instructions pour la facturation

L'entrepreneur doit présenter ses factures conformément aux renseignements prévus dans l'article 08, Présentation des factures, de 2010, Conditions générales - biens ou services (complexité moyenne).

#### **OU**

L'entrepreneur doit présenter ses factures conformément aux renseignements prévus dans l'article 05, Présentation des factures, de 2029, Conditions générales - biens ou services (faible valeur).

#### **OU**

L'entrepreneur doit présenter ses factures conformément aux renseignements prévus dans l'article 39, Présentation des factures, de 9601, Conditions générales - formule détaillée.

#### **OU**

L'entrepreneur doit présenter ses factures conformément aux renseignements prévus dans l'article 36, Présentation des factures, de 9676, Conditions générales - Services.

#### **OU**

L'entrepreneur doit présenter ses factures conformément aux renseignements prévus dans l'article 46, Présentation des factures, de 9624, Conditions générales - Recherche et développement.

**Remarque à l'intention du responsable de l'offre à commandes:** Aucune clause de la section « 5-M » du guide des CCUA ne peut être ajoutée à la partie 5B - Clauses du contrat subséquent. Inclure par renvoi les clauses de du guide des CCUA qui se terminent avec « C » ou « D » dans cette partie et qui ne portent sur aucun des articles existants. Exemples: A9131C, B1501C, B4030C, B4031C, B7500C, etc.

### 6. Clauses du guide des CCUA

**Remarque à l'intention du responsable de l'offre à commandes :** Aucune clause de la section « 5-M » du guide des CCUA ne peut être ajoutée à la partie 5B - Clauses du contrat subséquent. S'il y a lieu, inclure le texte intégral des clauses du guide des CCUA qui ne portent pas sur aucun des articles existants en tant que clause autonome avec la numérotation appropriée.

### 7. (...)

## Modèles et formulaires

---

**Annexe X**

**ÉNONCÉ DES TRAVAUX  
OU  
BESOINS**

*(à reproduire, s'il y a lieu)*

## Modèles et formulaires

---

Annexe X

**BASE DE PAIEMENT**

*(à reproduire, s'il y a lieu)*

## Modèles et formulaires

---

### Annexe X

#### LISTE DE VÉRIFICATION DES EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ

*(Insérer la LVERS, s'il y a lieu)*

## Modèles et formulaires

pourrait être insérée dans la description du besoin : « Ce marché est limité aux produits et services canadiens »;

- (vii) pour des raisons d'uniformité, l'autorité responsable de l'offre à commandes devrait employer la même formulation pour décrire le besoin dans l'avis de projet de marché (APM). On devrait mentionner dans l'APM si la politique relative au contenu canadien s'applique au marché.

### 2. Sommaire

**Remarque à l'intention du responsable de l'offre à commandes :** Inclure l'article ci-après, s'il y a lieu. Si le besoin ne comporte aucune exigence relative à la sécurité, supprimer cet article.

### 3. Exigences relatives à la sécurité

Ce besoin comporte des exigences relatives à la sécurité. Pour de plus amples renseignements, veuillez consulter la partie 4, Procédures d'évaluation, Méthode de sélection et Attestations; et la partie 5 - Offre à commandes et clauses du contrat subséquent.

**Remarque à l'intention du responsable de l'offre à commandes :** S'il y a lieu, utiliser cet article pour ajouter des définitions des principaux termes techniques. Ne pas définir les termes contenus dans les conditions générales. Si certains termes techniques apparaissent déjà dans l'énoncé des travaux, renvoyer à ce dernier au lieu de répéter l'information et de risquer de commettre des erreurs.

### X. Termes-clés

**Remarque à l'intention du responsable de l'offre à commandes :** S'il y a lieu, utiliser cet article quand le Canada a reçu l'aide d'entrepreneurs du secteur privé dans le cadre de la préparation d'une demande d'offres ou d'un énoncé des travaux. Voici des clauses qui pourraient être modifiées et utilisées : K2205D, K2210T. Au besoin, consulter les services juridiques pour déterminer quelle est la clause pertinente.

### X. Conflit d'intérêt

## PARTIE 2 - INSTRUCTIONS À L'INTENTION DES OFFRANTS

**Remarque à l'intention du responsable de l'offre à commandes :** Consulter l'article 02 du document 2006, Instructions uniformisées - demande d'offre à commandes - biens ou services.

### 1. Instructions, clauses et conditions uniformisées

Toutes les instructions, clauses et conditions identifiées dans la demande d'offre à commandes par un titre, un numéro et une date sont reproduites dans le guide des *Clauses et conditions uniformisées d'achat* publié par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC). Le guide est disponible sur le site Web de TPSGC : <http://sacc.tpsgc.gc.ca/sacc/index-f.jsp>.

Les offrants qui présentent une offre s'engagent à respecter les instructions, les clauses et les conditions de la DOC et acceptent les clauses et les conditions de l'offre à commandes et du contrat subséquent.

2006 \_\_\_\_\_ (*insérer la date*) - Instructions uniformisées - demande d'offre à commandes - biens ou services, sont incorporées par renvoi à la DOC et en font partie intégrante.

**Remarque à l'intention du responsable de l'offre à commandes :** *Il faut apporter la modification suivante au document 2006, Instructions uniformisées - demande d'offre à commandes - biens ou services, lorsque les offres doivent rester valables pendant plus de 60 jours. Le responsable de l'offre à commandes indiquera le nombre de jours pendant lesquels les offres doivent rester valides.*

Le paragraphe 3.4 du document 2006, Instructions uniformisées - demande d'offres à commandes - biens ou services, est modifiée comme suit :

Supprimer : soixante (60) jours  
Insérer : \_\_\_\_ ( \_\_\_\_ ) jours

## Modèles et formulaires

---

**Remarque à l'intention du responsable de l'offre à commandes :** Inclure par renvoi les clauses du guide des CCUA qui ne font pas partie des instructions uniformisées, s'il y a lieu. Des clauses de la section « 5-M » du guide des CCUA qui se terminent avec « T » peuvent être ajoutées dans cette partie. Cependant, s'il n'y a pas de clause dans cette section pour une exigence particulière, les clauses d'autres sections du guide des CCUA dont le numéro se termine par un « T » (p. ex. AXXXXT, etc.) doivent être révisées en vue d'être incorporées dans cette partie.

### 1.1 Clauses du guide des CCUA

**Remarque à l'intention du responsable de l'offre à commandes :** Consulter les articles 03 à 08 du document 2006, Instructions uniformisées - demande d'offres à commandes - biens ou services.

### 2. Présentation des offres

Les offres doivent être présentées au plus tard à la date, à l'heure et à l'endroit indiqués à la page 1 de la DOC.

**Remarque à l'intention du responsable de l'offre à commandes :** Inclure le paragraphe ci-après lorsque les offres transmises par télécopieur ne sont pas acceptables.

En raison du caractère de cette demande d'offre à commandes, la transmission des offres par télécopieur à l'intention de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada n'est pas jugée pratique et ne sera conséquemment pas acceptée.

**Remarque à l'intention du responsable de l'offre à commandes :** Inclure par renvoi les clauses du guide des CCUA portant sur les instructions et les exigences relatives à la présentation des offres qui ne font pas partie des instructions uniformisées, s'il y a lieu. Des clauses de la section « 5-M » du guide des CCUA qui se terminent avec « T » peuvent être ajoutées dans cette partie. Cependant, s'il n'y a pas de clause dans cette section pour une exigence particulière, les clauses d'autres sections du guide des CCUA dont le numéro se termine par un « T » (p. ex. AXXXXT, etc.) doivent être révisées en vue d'être incorporées dans cette partie.

### 2.1 Clauses du guide des CCUA

**Remarque à l'intention du responsable de l'offre à commandes :** Inclure le texte intégral des clauses de la section « 5-M » du guide des CCUA qui se terminent avec « T » dans cette partie, s'il y a lieu. Cependant, s'il n'y a pas de clause dans la section « 5-M » pour une exigence particulière, les clauses d'autres sections du guide des CCUA dont le numéro se termine par un « T » (p. ex. AXXXXT, etc.) doivent être révisées en vue d'être incorporées dans cette partie.

### 2.2...

**Remarque à l'intention du responsable de l'offre à commandes :** Consulter l'article 11 du document 2006, Instructions uniformisées - demande d'offres à commandes - biens ou services.

### 3. Demandes de renseignements - DOC

Toutes les demandes de renseignements doivent être présentées au responsable de l'offre à commandes au moins \_\_\_\_\_ (\_\_\_\_) (**inscrire le nombre de jours civils**) jours civils avant la date de clôture de la DOC. Pour ce qui est des demandes de renseignements reçues après ce délai, il est possible qu'on ne puisse pas y répondre avant la date de clôture de la DOC.

**Remarque à l'intention du responsable de l'offre à commandes :** Indiquer la loi de quelle province ou de quel territoire le Canada propose d'appliquer à l'offre à commandes et à tout contrat subséquent. L'offrant, suivant les instructions, pourra proposer un changement aux lois applicables dans son offre. En ce qui concerne la version française, le mot « in » n'a pas été traduit puisqu'il n'y a pas de terme commun à toutes les provinces et territoire. Il faudra donc ajouter le mot « en » devant Alberta, Colombie-Britannique, Saskatchewan, Ontario et Nouvelle-Écosse, le mot « au » devant Manitoba, Québec, Nouveau-Brunswick et Yukon, le mot « à » devant Terre-Neuve et l'Île-du-Prince-Édouard et les mots « dans les » devant Territoires du Nord Ouest.

### 4. Lois applicables

L'offre à commandes et tout contrat découlant de l'offre à commandes doivent être interprétés et régis selon les lois en vigueur \_\_\_\_\_. (*Le responsable de l'offre à commandes doit indiquer la loi de la province ou de quel territoire.*)



## Modèles et formulaires

---

À sa discrétion, l'offrant peut indiquer les lois applicables d'une province ou d'un territoire canadien de son choix, sans que la validité de son offre ne soit mise en question, en supprimant le nom de la province ou le territoire canadien précisé et en insérant le nom de la province ou le territoire canadien de son choix. Si aucun changement n'est indiqué, cela signifie que l'offrant accepte les lois applicables indiquées.

**Remarque à l'intention du responsable de l'offre à commandes :** Consulter les articles 03 à 08 du document 2006, Instructions uniformisées - demande d'offres à commandes - biens ou services.

### **PARTIE 3 - INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION DES OFFRES**

#### **1. Instructions pour la préparation des offres**

Les offrants doivent fournir les exemplaires de leur offre en sections distinctes, comme suit :

Section I : offre technique (\_\_\_\_ exemplaires)  
Section II : offre financière (\_\_\_\_ exemplaires)  
Section III : attestations exigées (\_\_\_\_ exemplaires)

Les prix doivent figurer dans l'offre financière seulement. Aucun prix ne doit être indiqué dans une autre section de l'offre.

On demande aux offrants de suivre le modèle de réponse et les instructions suivantes :

- a) utiliser du papier bond de 8,5 po x 11 po (216 mm x 279 mm);
- b) utiliser un système de numérotation correspondant à celui de la DOC.

#### **Section I : Offre technique**

Dans son offre technique, l'offrant doit démontrer qu'il comprend les exigences décrites dans la DOC et aussi démontrer comment il respectera les exigences des critères d'évaluation et de la méthode de sélection détaillées dans la partie 4, article 1.1, Évaluation Technique.

#### **Section II : Offre financière**

L'offrant doit présenter son offre financière en conformité avec l'annexe X, Base de paiement. Le montant total de la taxe sur les produits et les services (TPS) ou de la taxe sur la vente harmonisée (TVH), s'il y a lieu, doit être indiqué séparément.

**Remarque à l'intention du responsable de l'offre à commandes :** Inclure le texte intégral de cette clause lorsque l'on prévoit que les utilisateurs se serviront d'une carte d'achat du gouvernement du Canada (carte de crédit) pour le paiement des commandes subséquentes à l'offre à commandes au point de vente. Supprimer ci cela ne s'applique pas.

#### **Paiement par carte de crédit**

On demande à l'offrant de compléter ce qui suit :

- a) ( ) les cartes d'achat du gouvernement du Canada (cartes de crédit) seront acceptées pour le paiement des commandes subséquentes à l'offre à commandes.

Les cartes de crédit suivantes sont acceptées :

VISA \_\_\_\_\_  
MasterCard \_\_\_\_\_

**OU**

- b) ( ) les cartes d'achat du gouvernement du Canada (cartes de crédit) ne seront pas acceptées pour le paiement des commandes subséquentes à l'offre à commandes.

L'offrant n'est pas obligé d'accepter les paiements par carte de crédit.

L'acceptation du paiement par carte de crédit des commandes ne sera pas considérée comme un critère d'évaluation.

## Modèles et formulaires

---

**Remarque à l'intention du responsable de l'offre à commandes :** S'il y a lieu, inclure une des clauses ci-après, selon le cas. Utiliser les clauses de la section III ci-dessous en combinaison avec les «Attestations préalables à l'émission de l'offre à commandes » ou les « Attestations présentées avec l'offre » de la partie 4, article 4 - Attestations.

### Section III : Attestations exigées

#### Attestations préalables à l'émission de l'offre à commandes

Pour obtenir une offre à commandes, l'offrant doit fournir les attestations détaillées à la partie 4, sous « Attestations préalables à l'émission de l'offre à commandes ». Ces attestations devraient normalement accompagner son offre, mais peuvent être fournies par la suite. Le Canada pourra déclarer qu'une offre est irrecevable si les attestations ne sont pas fournies ou remplies sur demande. Si le Canada a l'intention de rejeter une offre conformément à ce paragraphe, le responsable de l'offre à commandes en informera l'offrant et lui donnera un délai afin de se conformer aux exigences. À défaut de donner suite à la demande du responsable de l'offre à commandes et de se conformer aux exigences dans les délais prévus, son offre sera jugée irrecevable.

Le Canada pourra vérifier l'authenticité des attestations faites par l'offrant pendant la durée de la période d'évaluation des offres (avant l'émission de l'offre à commandes) et après l'émission de l'offre à commandes. Le responsable de l'offre à commandes aura le droit de demander des renseignements supplémentaires pour s'assurer que l'offrant respecte les attestations avant l'émission de l'offre à commandes. L'offre sera déclarée irrecevable si on constate que l'offrant a fait de fausses déclarations, sciemment ou non. À défaut de respecter les attestations ou de donner suite à la demande de renseignements supplémentaires du responsable de l'offre à commandes, l'offre sera jugée irrecevable.

**OU**

#### Attestations présentées avec l'offre

L'offrant doit remplir et fournir, avec son offre, les attestations prévues à la partie 4, sous « Attestations présentées avec l'offre ».

Le Canada pourra vérifier l'authenticité des attestations faites par l'offrant pendant la durée de la période d'évaluation des offres (avant l'émission de l'offre à commandes) et après l'émission de l'offre à commandes. Le responsable de l'offre à commandes aura le droit de demander des renseignements supplémentaires pour s'assurer que l'offrant respecte les attestations avant l'émission de l'offre à commandes. L'offre sera déclarée irrecevable si on constate que l'offrant a fait de fausses déclarations, sciemment ou non. À défaut de respecter les attestations ou de donner suite à la demande de renseignements supplémentaires du responsable de l'offre à commandes, l'offre sera jugée irrecevable.

## PARTIE 4 - PROCÉDURES D'ÉVALUATION, MÉTHODE DE SÉLECTION ET ATTESTATIONS

### 1. Procédures d'évaluation

- a) Les offres reçues seront évaluées par rapport aux critères d'évaluation indiqués pour l'ensemble du besoin dans la demande d'offre à commandes. Les offres seront évaluées conformément aux critères d'évaluation et à la méthode de sélection précisés ci-après.

**Remarque à l'intention du responsable de l'offre à commandes :** Utiliser les paragraphes suivants, s'il y a lieu.

- b) Une équipe d'évaluation composée de représentants du Canada évaluera les offres.

**OU**

Une équipe d'évaluation composée de représentants du Canada et \_\_\_\_\_ (*inscrire le nom de l'entreprise ou du consultant*) évaluera les offres.

#### 1.1 Évaluation technique

##### 1.1.1 Critères obligatoires techniques

(*Inclure les critères techniques obligatoires, s'il y a lieu*)

## Modèles et formulaires

---

### 1.1.2 Critères cotées par points (Inclure les critères cotées par points, s'il y a lieu)

## 1.2 Évaluation financière

### 1.2.1 (Inclure les critères d'évaluation financière)

## 2. Méthode de Sélection

### 2.1 (Inclure les critères de sélection. Exemples de clauses du guide des CCUA qui peuvent être modifiées pour les offres à commandes: A0031T, A0034T, A0035T, A0036T).

**Remarque à l'intention du responsable de l'offre à commandes :** Choisir l'une des clauses ci-après si les exigences de sécurité s'appliquent.

### 3. Exigences relatives à la sécurité

**Remarque à l'intention du responsable de l'offre à commandes :** Inclure et remplir la clause ci-après si l'offrant a jusqu'à l'émission de l'offre à commandes pour obtenir les attestations de sécurité nécessaires. Voir la procédure 6C.273 du Guide des approvisionnements.

#### 3.1 Les conditions suivantes doivent être respectées avant l'émission de l'offre à commandes :

- a) l'offrant doit détenir une \_\_\_\_\_ valable, délivrée par la Direction de la sécurité industrielle et internationale (DSICI) de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC);
- b) les employés proposés par l'offrant et qui doivent avoir accès à des renseignements ou à des biens \_\_\_\_\_ ou à des établissements de travail dont l'accès est réglementé doivent tous être titulaires d'une cote de sécurité pour le personnel au niveau exigé de \_\_\_\_\_, délivrée ou approuvée par la DSICI de TPSGC.

Le Canada ne retardera pas l'émission d'une offre à commandes pour permettre aux offrants d'obtenir les cotes de sécurité requises.

**OU**

**Remarque à l'intention du responsable de l'offre à commandes :** Inclure et remplir la clause ci-après si l'offrant doit détenir les cotes de sécurité nécessaires au moment de la soumission de l'offre. Voir la procédure 6C.273 du guide des approvisionnements.

#### 3.1 Au moment de la soumission de l'offre, les conditions suivantes doivent être respectées :

- a) L'offrant doit détenir une \_\_\_\_\_ valable, délivrée par la Direction de la sécurité industrielle et internationale (DSICI) de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC) ;
- b) les employés proposés par l'offrant et qui doivent avoir accès à des renseignements ou à des biens \_\_\_\_\_ ou à des établissements de travail dont l'accès est réglementé doivent tous être titulaires d'une cote de sécurité pour le personnel au niveau exigé de \_\_\_\_\_, délivrée ou approuvée par la DSICI de TPSGC.

**Remarque à l'intention du responsable de l'offre à commandes :** S'il y a lieu, utilisez l'une des clauses détaillées sous cet article avec la clause pertinente de la section III, Attestations exigées.

### 4. Attestations

**Remarque à l'intention du responsable de l'offre à commandes :** La clause intitulée « Attestations préalables à l'émission de l'offre à commandes » ci-après constitue une condition préalable à l'émission de l'offre à commandes, par opposition aux exigences obligatoires, pour les besoins de l'évaluation. On recommande d'appliquer ce principe afin de s'assurer que les offres ne seront pas rejetées pendant l'évaluation lorsque les attestations ne sont pas déposées. Si un offrant ne dépose pas les attestations à la date de clôture, le

## Modèles et formulaires

---

responsable de l'offre à commandes doit les demander avant l'émission de l'offre à commandes. Si l'offrant ne les dépose pas, son offre sera jugée irrecevable. Supprimer cette clause si elle ne s'applique pas.

### **4.1 Attestations préalables à l'émission de l'offre à commandes**

Pour que l'on tienne compte de son offre pour l'émission d'une offre à commandes, l'offrant qui dépose une offre recevable conformément aux exigences techniques et financières doit respecter les conditions suivantes :

**Remarque à l'intention du responsable de l'offre à commandes :** S'il y a lieu, inclure le texte complet de l'une des nouvelles clauses suivantes : Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi - 200 000 \$ ou plus (M4015T) OU Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi - plus de 25 000 \$ et moins de 200 000 \$ (M4016T). Ces nouvelles clauses ont été ajoutées pour être utilisées dans les DOC.

#### **4.1.1. Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi - Attestation**

**Remarque à l'intention du responsable de l'offre à commandes :** S'il y a lieu, inclure le texte complet de l'une des nouvelles clauses suivantes pour ce qui est des « Programmes de réduction des effectifs ». Ces nouvelles clauses ont été ajoutées pour être utilisées dans les DOC : M9103T ou M9104T ou M9106T. Utiliser de pair avec la nouvelle clause M9105C qui devra être utilisée dans la partie 5A. Offre à commandes.

#### **4.1.2 Programme de réduction des effectifs**

**Remarque à l'intention du responsable de l'offre à commandes :** Pour les marchés non assujettis à l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA) et à l'Accord sur les marchés publics de l'Organisation mondiale du commerce (AMP-OMC), conformément à la Politique sur le contenu canadien, inclure le texte complet de l'une des nouvelles clauses d'attestations suivantes : M4011T ou M4013T ou M4014T, dans toutes les demandes d'offre à commandes lancées en régime de concurrence, lorsque la compétition est limité exclusivement aux offres portant sur des produits et/ou des services d'origine canadienne et lorsque la clause d'attestation n'est pas obligatoire avec les offres. Ces nouvelles clauses ont été ajoutées pour être utilisées dans les DOC. Veuillez consulter les chapitres 4, 5 et 7 du Guide des approvisionnements. Utiliser de pair avec la clause K4000D, Définition du contenu canadien, et avec la nouvelle clause M4100C, Attestation du contenu canadien, *qui devra être ajoutée à la partie 5A. Offre à commandes.*

#### **4.1.3 Attestation du contenu canadien**

**Remarque à l'intention du responsable de l'offre à commandes :** S'il y a lieu, utiliser la clause pertinente du guide des CCUA.

#### **4.1.4 Attestation de prix ou de taux**

*OU*

**Remarque à l'intention du responsable de l'offre à commandes :** La clause intitulée « Attestations présentées avec l'offre » ci-après est utilisée lorsque des attestations doivent être présentées en même temps que l'offre à la date de clôture. Si l'offrant ne les dépose pas, son offre sera jugée irrecevable. Supprimer cette clause si elle ne s'applique pas.

### **X.1 Attestations présentées avec l'offre**

Pour que l'on tienne compte de son offre pour l'émission d'une offre à commandes, l'offrant qui dépose une offre recevable conformément aux exigences techniques et financières doit respecter les conditions suivantes :

**Remarque à l'intention du responsable de l'offre à commandes :** Pour les marchés non assujettis à l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA) et à l'Accord sur les marchés publics de l'Organisation mondiale du commerce (AMP-OMC), conformément à la Politique sur le contenu canadien, inclure le texte complet de l'une des nouvelles clauses d'attestations suivantes dans toutes les demandes d'offre à commandes lancées en régime de concurrence, lorsque la compétition est limité conditionnellement (M4002T OU M4005T OU M4006T) ou limité exclusivement (M4001T OU M4003T OU M4004T) aux offres lorsque les clauses relatives aux attestations stipulent qu'il est obligatoire de soumettre ces attestations avec les offres lorsque ces offres portent sur des produits et/ou des services d'origine canadienne. Ces nouvelles clauses ont été ajoutées pour être utilisées dans les DOC. Veuillez consulter les chapitres 4, 5 et 7 du guide des approvisionnements. Utiliser de pair avec la clause K4000D, Définition du contenu canadien, et avec la nouvelle clause M4100C, Attestation du contenu canadien, qui devra être ajoutée à la partie 5A. Offre à commandes.

## Modèles et formulaires

### X.1.1 Attestation du contenu canadien

#### PARTIE 5 - OFFRE À COMMANDES ET CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT

##### A. OFFRE À COMMANDES

**Remarque à l'intention du responsable de l'offre à commandes :** Choisir l'une des clauses ci-après.)

##### 1. Offre

1.1 L'offrant offre de remplir le besoin conformément à l'énoncé des travaux reproduit à l'annexe **X**.

**OU**

L'offrant offre de remplir le besoin conformément au besoin reproduit à l'annexe **X**.

**OU**

L'offrant offre d'exécuter les travaux conformément à l'énoncé des travaux reproduit à l'annexe **X**.

**Remarque à l'intention du responsable de l'offre à commandes :** Si le besoin ne comprend pas d'exigences relatives à la sécurité, supprimer cet article et changer la numérotation en conséquence.

##### 2. Exigences relatives à la sécurité

Ce besoin comporte des exigences relatives à la sécurité.

*(Inclure la clause pertinente fournie par la Direction de la sécurité industrielle canadienne et internationale [DSICI] et inclure la Liste de vérification des exigences relatives à la sécurité [LVERS] en annexe.)*

**Remarque à l'intention du responsable de l'offre à commandes :** Consulter l'article 03 du document 2005, Conditions générales - offres à commandes - biens ou services.

##### 3. Clauses et conditions uniformisées

Toutes les clauses et conditions identifiées dans l'offre à commandes et contrat(s) subséquent(s) par un titre, un numéro et une date sont reproduites dans le guide des Clauses et conditions uniformisées d'achat publié par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC).

Le guide est disponible sur le site Web de TPSGC : <http://sacc.tpsgc.gc.ca/sacc/index-f.jsp>.

##### 3.1 Conditions générales

2005 \_\_\_\_\_ (**insérer la date**), Conditions générales - offres à commandes - biens ou services, s'appliquent à la présente offre à commandes et en font partie intégrante.

**Remarque à l'intention du responsable de l'offre à commandes :** À moins d'une autorisation de l'équipe responsable de la gestion des biens et des services, utiliser la clause M7010C modifiée dans les offres à commandes pluriministérielles (principales) lorsque plus d'un ministère est indiqué comme utilisateur de l'offre à commandes. Le responsable de l'offre à commandes doit annexer une liste des données dont l'offrant doit rendre compte à l'offre à commandes. Le Bureau de gestion de la valeur, Secteur du renouvellement des approvisionnements, demande, à tout le moins, les éléments de données qui sont décrits dans le rapport sur le volume des transactions disponible à l'Index des offres à commandes (<http://soi.pwgsc.gc.ca>).

##### 3.2 Offres à commandes - établissement de rapports

L'offrant doit compiler et tenir à jour des données sur l'utilisation des biens, des services ou les deux fournis au gouvernement fédéral dans le cadre de contrats découlant de l'offre à commandes. Ces données doivent comprendre les achats commandés, y compris les achats payés à l'aide d'une carte d'achat du gouvernement du Canada. À chaque trimestre, l'offrant doit rassembler ces données et les soumettre au responsable de l'offre à commandes de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC). Les données doivent inclure les données indiquées à l'annexe « \_\_\_\_\_ ».

Les trimestres se répartissent comme suit :

Premier trimestre : du 1er avril au 30 juin;

Deuxième trimestre : du 1er juillet au 30 septembre;

## Modèles et formulaires

---

Troisième trimestre : du 1er octobre au 31 décembre;  
Quatrième trimestre : du 1er janvier au 31 mars.

L'offrant doit présenter son rapport trimestriel au plus tard le dernier vendredi du troisième mois civil du trimestre. Les biens, les services ou les deux fournis pendant la période suivant cette journée doivent être inclus dans le rapport du prochain trimestre. Les rapports électroniques doivent être remplis et remis au responsable de l'offre à commandes de TPSGC pas plus tard que 15 jours civils après la fin du trimestre.

Tous les champs de données du rapport doivent être remplis tel que demandé. Si certaines données ne sont pas disponibles, la raison doit en être indiquée dans le rapport. Si aucun service n'a été fourni pendant un mois donné, l'offrant doit soumettre un rapport portant la mention « NÉANT ».

Le fait de ne pas fournir les rapports trimestriels dûment remplis dans les délais prescrits pourrait entraîner la mise de côté de l'offre à commandes et l'application d'une mesure corrective du rendement d'un fournisseur.

### 4. Durée de l'offre à commandes

**Remarque à l'intention du responsable de l'offre à commandes :** La clause ci-après stipule que la commande subséquente doit être passée pendant la période de l'offre à commandes mais que les travaux visés par cette commande subséquente peuvent se poursuivre après l'échéance de l'offre à commandes. Dans les circonstances exceptionnelles où les services doivent être fournis avant la fin de la période précisée, utiliser la deuxième clause ci-après comme alternative.

#### 4.1 Période de l'offre à commandes

Des commandes subséquentes à cette offre à commandes pourront être passées du \_\_\_\_\_ au \_\_\_\_\_.

**OU**

Des commandes subséquentes à cette offre à commandes pourront être passées et les services être rendus du \_\_\_\_\_ au \_\_\_\_\_ inclusivement.

**Remarque à l'intention du responsable de l'offre à commandes :** S'il y a lieu, ajouter la clause modifiée M9014C, Prolongation de l'offre à commandes.

#### 4.2 Prolongation de l'offre à commandes

### 5. Responsables

#### 5.1 Responsable de l'offre à commandes

Le responsable de l'offre à commandes est :

\_\_\_\_\_ (*Nom du responsable de l'offre à commandes*)

\_\_\_\_\_ (*Titre*)

Travaux publics et Services gouvernementaux Canada  
Direction générale des approvisionnements

\_\_\_\_\_ (*Identifier la direction*)

\_\_\_\_\_ (*Adresse*)

Téléphone : (\_\_\_\_) \_\_\_\_\_

Télocopieur : (\_\_\_\_) \_\_\_\_\_

Courriel : \_\_\_\_\_

Le responsable de l'offre à commandes est chargé de l'émission de l'offre à commandes et de son administration et de sa révision, s'il y a lieu. En tant qu'autorité contractante, il est responsable de toute question contractuelle liée aux commandes subséquentes à l'offre à commandes passées par tout utilisateur désigné.

**Remarque à l'intention du responsable de l'offre à commandes :** Choisir l'une des clauses ci-après, s'il y a lieu. La première clause est utilisée lorsque l'offre à commandes est limitée à un utilisateur désigné

## Modèles et formulaires

spécifique et cette clause sera complétée seulement à l'émission de l'offre à commandes. La deuxième clause est utilisée lorsqu'il y a plus d'un utilisateur désigné et le chargé de projet est identifié dans la commande subséquente à l'offre à commandes.

### 5.2 Chargé de projet

Le chargé de projet pour cette offre à commandes est :

\_\_\_\_\_ (Nom du chargé de projet)  
\_\_\_\_\_ (Titre)  
\_\_\_\_\_ (Organisation)  
\_\_\_\_\_ (Adresse)

Téléphone : (\_\_\_\_) \_\_\_\_\_

Télécopieur : (\_\_\_\_) \_\_\_\_\_

Courriel : \_\_\_\_\_

Le chargé de projet représente le ministère ou organisme pour lequel les travaux sont exécutés dans le cadre d'une commande subséquente à l'offre à commandes. Il est responsable de toutes les questions liées au contenu technique des travaux prévus dans le contrat subséquent.

**OU**

Le chargé de projet pour l'offre à commandes est identifié dans la commande subséquente à l'offre à commandes.

Le chargé de projet représente le ministère ou organisme pour lequel les travaux sont exécutés dans le cadre d'une commande subséquente à l'offre à commandes. Il est responsable de toutes les questions liées au contenu technique des travaux prévus dans le contrat subséquent.

### 5.3 Représentants de l'offrant

*(Remplir ou supprimer, s'il y a lieu.)*

**Remarque à l'intention du responsable de l'offre à commandes :** Choisir l'une des clauses, s'il y a lieu.

### 6. Utilisateurs désignés

Les utilisateurs désignés autorisés à placer des commandes subséquentes à l'offre à commandes comprennent les ministères, organismes ou sociétés d'État fédéraux mentionnés dans les annexes I, I.1, II, III, IV et V de la *Loi sur la gestion des finances publiques*, L.R.C. (1985), ch. F-11.

**OU**

**Remarque à l'intention du responsable de l'offre à commandes :** Choisir la clause suggérée lorsque l'offre à commandes est limitée à un utilisateur spécifique. Pour plus d'un utilisateur, modifier en conséquence. L'utilisateur désigné autorisé à passer des commandes subséquentes à l'offre à commandes est : \_\_\_\_\_

**Remarque à l'intention du responsable de l'offre à commandes :** Une méthode de classement des offres à commandes multiples peut être incluse, s'il y a lieu. Consulter la procédure 5.180 du Guide des approvisionnements pour déterminer la méthode de classement appropriée pour votre besoin.

### 7. Procédures pour les commandes

**Remarque à l'intention du responsable de l'offre à commandes :** Consulter la procédure 5.184 du Guide des approvisionnements, sur les formulaires à utiliser pour passer et/ou confirmer les commandes subséquentes à l'offre à commandes. Consulter l'article pour les commandes passées avec une carte de crédit du gouvernement du Canada, s'il y a lieu.

### 8. Instrument de commande

Les travaux seront autorisés ou confirmés par \_\_\_\_\_ (**Choisir l'utilisateur désigné ou les utilisateurs désignés**) par l'entremise du formulaire \_\_\_\_\_ (*indiquer le numéro et le titre du formulaire à utiliser, p. ex. PWGSC-TPSGC 942, Commande subséquente à une offre à commandes, etc.*) ou un document électronique.

## Modèles et formulaires

**Remarque à l'intention du responsable de l'offre à commandes :** Insérer et remplir la clause ci-après, s'il y a lieu. Consulter les procédures 5.164 et 5.166 du Guide des approvisionnements portant sur les limites du Conseil du Trésor pour la passation des marchés.

### 9. Limite des commandes subséquentes

Les commandes individuelles subséquentes à la présente offre à commandes ne doivent pas dépasser \_\_\_\_\_\$ (taxe sur les produits et services ou taxe de vente harmonisée incluse).

**Remarque à l'intention du responsable de l'offre à commandes :** S'il y a lieu, inclure le texte intégral de la clause modifiée M4506C du guide des CCUA, lorsqu'il y a un besoin d'inclure une limitation des dépenses sur la valeur totale des commandes subséquentes à une offre. Consulter la procédure 5.170 du Guide des approvisionnements.

### 10. Limitation financière

**Remarque à l'intention du responsable de l'offre à commandes :** L'ordre de priorité des documents qui figure ci-après est conforme aux politiques actuelles et aux avis juridiques. Le responsable de l'offre à commandes doit modifier la liste en fonction des documents qui s'appliquent à chaque offre à commandes et dresser la liste des annexes par ordre de priorité, selon le cas.

### 11. Ordre de priorité des documents

En cas d'incompatibilité entre les documents énumérés dans la liste, c'est le libellé du document qui apparaît en premier sur la liste qui l'emporte sur celui de tout autre document qui figure par la suite sur ladite liste.

1. La commande subséquente à l'offre à commandes, incluant les annexes;
2. l'offre à commandes;
3. *(Le responsable de l'offre à commandes doit supprimer ce document s'il ne s'applique pas.)* Les conditions générales supplémentaires \_\_\_\_\_ *(Insérer le numéro et le titre);*
4. Les conditions générales \_\_\_\_\_ *(Insérer le numéro et le titre);*
5. Annexe « \_\_\_\_\_ », \_\_\_\_\_;
6. Annexe « \_\_\_\_\_ », \_\_\_\_\_;
7. L'offre de l'offrant \_\_\_\_\_ *(Insérer la date de l'offre),* telle que modifiée \_\_\_\_\_ *(Insérer la ou les date(s) de la ou des modification(s), s'il y a lieu).*

### 12. Attestations

#### 12.1 Conformité

Le respect des attestations fournies par l'offrant est une condition d'émission de l'offre à commandes et pourra faire l'objet d'une vérification par le Canada pendant toute la durée de l'offre à commandes et de tout contrat subséquent qui serait en vigueur au delà de la période de l'offre à commandes. En cas de manquement à toute déclaration de la part de l'offrant ou si on constate que les attestations qu'il a fournies avec son offre comprennent de fausses déclarations, faites sciemment ou non, le responsable de l'offre à commandes aura le droit de résilier tout contrat subséquent pour défaut et de mettre de côté l'offre à commandes.

**Remarque à l'intention du responsable de l'offre à commandes :** S'assurer à ce que la loi applicable choisie par l'offrant ou, si ce dernier n'a pas choisi de loi, que la loi mentionnée dans la demande d'offre à commandes soit indiquée dans l'espace réservée à cette fin. L'offrant, suivant les instructions, pourra proposer un changement aux lois applicables dans son offre. En ce qui concerne la version française de la clause, le mot « in » n'a pas été traduit puisqu'il n'y a pas de terme commun à toutes les provinces et territoire. Il faudra donc ajouter le mot « en » devant Alberta, Colombie-Britannique, Saskatchewan, Ontario et Nouvelle-Écosse, le mot « au » devant Manitoba, Québec, Nouveau-Brunswick et Yukon, le mot « à » devant Terre-Neuve et l'Île-du-Prince-Édouard et les mots « dans les » devant Territoires du Nord Ouest.

### 13. Lois applicables

L'offre à commandes et tout contrat découlant de l'offre à commandes doivent être interprétés et régis selon les lois en vigueur \_\_\_\_\_. *(Le responsable de l'offre à commandes doit indiquer la loi de la province ou du territoire précisée par l'offrant dans son offre.)*



## Modèles et formulaires

---

**Remarque à l'intention du responsable de l'offre à commandes :** S'il y a lieu, inclure le texte intégral des clauses de la section « 5-M » du guide des CCUA qui se terminent avec « C » dans cette partie en tant que clause autonome avec la numérotation appropriée.

14. (....)

### B. CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT

Les clauses et conditions suivantes s'appliquent et font partie intégrante de tout contrat résultant d'une commande subséquente à l'offre à commandes.

**Remarque à l'intention du responsable de l'offre à commandes :** Choisir l'une des clauses ci-après.

#### 1. Énoncé des travaux OU des besoins

L'entrepreneur doit exécuter les travaux décrits dans la commande.

**OU**

L'entrepreneur doit fournir les articles décrits dans la commande.

#### 2. Clauses et conditions uniformisées

**Remarque à l'intention du responsable de l'offre à commandes :** Inclure l'une des conditions générales ci-après dans le contrat subséquent.

##### 2.1 Conditions générales

2029 \_\_\_\_\_ (*insérer la date*) Conditions générales - biens ou services (faible valeur) s'appliquent au contrat et en font partie intégrante.

**OU**

2010 \_\_\_\_\_ (*insérer la date*) Conditions générales - biens ou services (complexité moyenne) s'appliquent au contrat et en font partie intégrante.

**OU**

9601 \_\_\_\_\_ (*insérer la date*) Conditions générales - formule détaillée, s'appliquent au contrat et en font partie intégrante.

**OU**

9676 \_\_\_\_\_ (*insérer la date*) Conditions générales - Services, s'appliquent au contrat et en font partie intégrante.

**OU**

9624 \_\_\_\_\_ (*insérer la date*) Conditions générales - Recherche et développement, s'appliquent au contrat et en font partie intégrante.

**Remarque à l'intention du responsable de l'offre à commandes :** Utiliser la clause suivante lorsque les paiements par carte de crédit sont acceptés par l'offrant.

L'article \_\_\_\_\_ (*insérer le numéro de l'article*), Intérêt sur les comptes en souffrance de \_\_\_\_\_ (*insérer le nom et la date des conditions générales qui s'appliquent*) ne s'applique pas aux paiements faits par carte de crédit au point de vente.

**Remarque à l'intention du responsable de l'offre à commandes :** S'il y a lieu, des clauses particulières du guide des CCUA qui ne sont pas déjà couvertes par les conditions générales et qui ne font pas partie de la section 5-M peuvent être ajoutées.

##### 2.2 Clauses du guide des CCUA

## Modèles et formulaires

**Remarque à l'intention du responsable de l'offre à commandes :** Choisir l'une des clauses ci-après.

### 3. Terme du contrat

#### 3.1 Date de livraison

La livraison doit se faire conformément à la commande.

**OU**

#### 3.1 Période du contrat

Les travaux doivent être exécutés conformément à la commande.

**Remarque à l'intention du responsable de l'offre à commandes :** Aucune clause de la section « 5-M » du guide des CCUA ne peut être ajoutée à la partie 5B - Clauses du contrat subséquent. Seules des clauses des sections autre que la section « 5-M » qui sont utilisées pour les contrats et dont le numéro se termine par un « C » ou « D » peuvent être ajoutées. Ajouter les clauses pertinentes du guide des CCUA ou les clauses approuvées liées à la base de paiement, à la limitation des dépenses, à la méthode de paiement, à la vérification et aux taxes qui ne sont pas couvertes par les conditions générales.

### 4. Paiement

#### 4.1 Base de paiement

(Compléter, tel qu'approprié)

**Remarque à l'intention du responsable de l'offre à commandes :** Aucune clause de la section « 5-M » du guide des CCUA ne peut être ajoutée à la partie 5B - Clauses du contrat subséquent. Seules les clauses des sections autre que la section « 5-M » qui sont utilisées pour les contrats et dont le numéro se termine par un « C » ou un « D » peuvent être ajoutées. S'il y a lieu, inclure le texte intégral de la clause C6001C, Limitation des dépenses, du guide des CCUA. Ou bien, incorporer par renvoi la clause C6000C du guide des CCUA, et changer la numérotation en conséquence.

#### 4.2 Limitation des dépenses

#### 4.3 Méthode de paiement

Le paiement pour les travaux réalisés est fait par le Canada après la livraison, l'inspection et l'acceptation des travaux, sur présentation de factures et d'autres pièces justificatives exigées par le Canada.

**Remarque à l'intention du responsable de l'offre à commandes :** Aucune clause de la section « 5-M » du guide des CCUA ne peut être ajoutée à la partie 5B - Clauses du contrat subséquent. Seules les clauses des sections autre que la section « 5-M » qui sont utilisées pour les contrats et dont le numéro se termine par un « C » ou un « D » peuvent être ajoutées. S'il y a lieu, incorporer par renvoi des clauses du guide des CCUA. Exemples: A9116C, A9117C, C0100D, C0101D, C2000D, C2605D, C2610D, C6000C, H1000D, H1001D, H3023C.

#### 4.4 Clauses du guide des CCUA

Inclure la cause suivante si la clause Paiement par carte de crédit est utilisée sous la Partie 3, Section II - offre financière. Consulter la section 6 de la Politique sur les cartes d'achat du Conseil du Trésor qui stipule « Les documents afférents aux achats effectués avec la carte d'achat doivent être conservés à des fins de vérification et pour faciliter le rapprochement et la vérification des comptes {par ex. : les commandes, les registres des opérations téléphoniques, les reçus de carte d'achat, les autres relevés ou reçus.} » )

#### 4.5 Paiement par carte de crédit (Le responsable de l'offre à commandes doit compléter une des clauses si l'offrant a accepté le paiement par carte de crédit { Visa, MasterCard } tel que spécifié par l'offrant sous la partie 3 de la DOC.)

(Utiliser cette clause lorsque seulement une carte de crédit est acceptée)

La carte de crédit suivante est acceptée : \_\_\_\_\_.

**OU**

(Utiliser cette clause lorsque plus qu'une carte de crédit est acceptée)

Les cartes de crédit suivantes sont acceptées : \_\_\_\_\_ et \_\_\_\_\_.

## Modèles et formulaires

---

**Remarque à l'intention du responsable de l'offre à commandes :** Choisir l'une des clauses ci-après relatives aux conditions générales applicables au besoin. Consulter les sections pertinentes des conditions générales « Présentation des factures », « Paiement et Intérêt sur les comptes en souffrance ». Utiliser les clauses applicables du guide des CCUA ou d'autres clauses approuvées liées aux instructions pour la facturation. Aucune clause de la section « 5-M » du guide des CCUA ne peut être ajoutée à la partie 5B - Clauses du contrat subséquent. Seules les clauses des sections autre que la section « 5-M » qui sont utilisés pour les contrats et dont le numéro se termine par un « C » ou un « D » peuvent être ajoutées. Les instructions pour la facturation couvrent également les demandes de paiement partiel et par conséquent, tout renvoi à des factures couvrent également les demandes de paiement partiel.

### 5. Instructions pour la facturation

L'entrepreneur doit présenter ses factures conformément aux renseignements prévus dans l'article 08, Présentation des factures, de 2010, Conditions générales - biens ou services (complexité moyenne).

#### **OU**

L'entrepreneur doit présenter ses factures conformément aux renseignements prévus dans l'article 05, Présentation des factures, de 2029, Conditions générales - biens ou services (faible valeur).

#### **OU**

L'entrepreneur doit présenter ses factures conformément aux renseignements prévus dans l'article 39, Présentation des factures, de 9601, Conditions générales - formule détaillée.

#### **OU**

L'entrepreneur doit présenter ses factures conformément aux renseignements prévus dans l'article 36, Présentation des factures, de 9676, Conditions générales - Services.

#### **OU**

L'entrepreneur doit présenter ses factures conformément aux renseignements prévus dans l'article 46, Présentation des factures, de 9624, Conditions générales - Recherche et développement.

**Remarque à l'intention du responsable de l'offre à commandes:** Aucune clause de la section « 5-M » du guide des CCUA ne peut être ajoutée à la partie 5B - Clauses du contrat subséquent. Inclure par renvoi les clauses de du guide des CCUA qui se terminent avec « C » ou « D » dans cette partie et qui ne portent sur aucun des articles existants. Exemples: A9131C, B1501C, B4030C, B4031C, B7500C, etc.

### 6. Clauses du guide des CCUA

**Remarque à l'intention du responsable de l'offre à commandes :** Aucune clause de la section « 5-M » du guide des CCUA ne peut être ajoutée à la partie 5B - Clauses du contrat subséquent. S'il y a lieu, inclure le texte intégral des clauses du guide des CCUA qui ne portent pas sur aucun des articles existants en tant que clause autonome avec la numérotation appropriée.

### 7. (...)

## Modèles et formulaires

---

**Annexe X**

**ÉNONCÉ DES TRAVAUX  
OU  
BESOINS**

*(à reproduire, s'il y a lieu)*

## Modèles et formulaires

---

Annexe X

**BASE DE PAIEMENT**

*(à reproduire, s'il y a lieu)*

## Modèles et formulaires

---

### Annexe X

#### LISTE DE VÉRIFICATION DES EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ

*(Insérer la LVERS, s'il y a lieu)*

Les conditions générales décrivent les droits et les obligations du gouvernement et des entrepreneurs dans différents types de situations contractuelles. Ces conditions, auxquelles sont ajoutées certaines clauses et certains éléments supplémentaires propres à chaque besoin particulier, constituent la base de l'établissement des contrats.

Avant l'introduction du guide des *Clauses et conditions uniformisées d'achat*, la série des conditions générales était annexée aux demandes de soumission. Cette pratique a maintenant été remplacée par l'incorporation sous forme de renvois. Les conditions générales énumérées dans la clause uniformisée K0000D font alors partie intégrante du document d'achat en question.

Chaque groupe de conditions générales comporte un index, soit l'article 00, dans lequel sont énumérés les différents sujets traités, ce qui en facilite la consultation. De plus, chaque article porte une date d'entrée en vigueur qui lui est propre. Lorsque les conditions sont mises à jour et modifiées, on n'attribue une nouvelle date d'entrée en vigueur qu'aux articles visés et on modifie la date d'entrée en vigueur pour le groupe de conditions dans son ensemble de façon à ce que celle-ci corresponde à la date d'entrée en vigueur de la dernière révision. Ainsi, l'utilisateur est en mesure de constater rapidement que des modifications ont été apportées à l'un ou l'autre article du groupe de conditions.

La liste qui suit indique les séries de conditions générales utilisées à l'heure actuelle par le ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux, leur date de révision la plus récente ainsi que leur titre.





**1026A 00 (2005-12-16) Approvisionnements - prix ferme****Travaux publics et Services gouvernementaux Canada**

|    |                                                                                |
|----|--------------------------------------------------------------------------------|
| 01 | Interprétation                                                                 |
| 02 | Pouvoirs du Ministre                                                           |
| 03 | Cession de contrats et sous-traités                                            |
| 04 | Exécution de l'ouvrage                                                         |
| 05 | Devis, dessins, etc.                                                           |
| 06 | Inspection                                                                     |
| 07 | Acceptation et titre de propriété                                              |
| 08 | Garantie                                                                       |
| 09 | Fournitures de l'État                                                          |
| 10 | Conditions préalables à tout paiement                                          |
| 11 | Protection contre les réclamations                                             |
| 12 | Dévolution du titre de propriété lors des paiements partiels                   |
| 13 | Confirmation de titre                                                          |
| 14 | Soin des biens de la Couronne                                                  |
| 15 | Délais fixés, condition essentielle                                            |
| 16 | Sécurité et protection de l'ouvrage                                            |
| 17 | Droits de brevets et redevances                                                |
| 18 | Licences d'exploitation de brevets et utilisation de renseignements techniques |
| 19 | Suspension du travail et modification des devis                                |
| 20 | Emploi de main-d'oeuvre et de matériaux canadiens - <b>ANNULÉ</b>              |
| 21 | Inexécution du contrat                                                         |
| 22 | Aucun acte de corruption, etc.                                                 |
| 23 | Conditions de travail et règles d'hygiène                                      |
| 24 | Membres de la Chambre des communes                                             |
| 25 | Avis                                                                           |
| 26 | Résiliations                                                                   |
| 27 | Comptes                                                                        |
| 28 | Changes étrangers                                                              |
| 29 | Taxes et droits accrus                                                         |
| 30 | Certification - Honoraires conditionnels                                       |
| 31 | Intérêt sur les comptes en souffrance                                          |
| 32 | Conflits d'intérêts                                                            |

**1026A 01 (2004-12-10) Interprétation**

1. Sauf incompatibilité avec le contexte, l'expression

« *Canada* », « *Couronne* », « *Sa Majesté* », ou « *l'État* » désigne Sa Majesté la Reine du chef du Canada

« conditions générales supplémentaires » s'entend de toutes autres conditions générales faisant partie du contrat;

« contrat » comprend la convention, les présentes conditions générales ainsi que toutes conditions générales supplémentaires, devis, conditions de travail, annexes et autres documents mentionnés dans la convention comme constituant le contrat;

« convention » signifie la convention ou le contrat dont, dans chaque cas déterminé, les présentes conditions générales font partie;

« coût » signifie le coût déterminé suivant les Principes des coûts contractuels 1031-2 (révision en vigueur à la date du contrat), et toute modification y apportée ultérieurement;

« dans les présentes », « par les présentes », « des présentes », « en vertu des présentes », et autres expressions analogues employées dans un article quelconque visent l'ensemble du contrat et non pas le seul article dans lequel elles se trouvent;

« devis » signifie les devis, plans, dessins, formes et modèles, s'il en est, fournis par le Canada ou le Ministre à l'entrepreneur pour l'exécution du contrat;

« fournitures de l'État » signifie tous les matériaux, éléments, pièces, organes, pièces de matériel, devis, objets et choses fournis par le Canada ou en son nom à l'entrepreneur pour les fins de l'ouvrage;

« inspecteur » signifie la personne désignée sous ce titre dans le contrat, ainsi que toute personne exerçant les fonctions d'inspecteur pour le compte du Canada ou du Ministre sous le régime du contrat;

« invention » signifie toute réalisation, procédé, machine, fabrication ou composition de matières, ou tout perfectionnement de l'un des susdits présentant un caractère de nouveauté et d'utilité;

« matériel » comprend les machines, appareils, gabarits, outils, matrices, jauges, instruments et outillage de tout genre;

« Ministre » désigne le Ministre responsable de l'exécution du contrat, et comprend le sous-ministre, ainsi que tout sous-ministre suppléant, associé ou adjoint, et tout fonctionnaire ou représentant dûment autorisé par le ministre;

« ouvrage » signifie l'ensemble des travaux à effectuer, des matériaux, matières et objets à fournir et de tout ce qu'il faut faire pour que le contrat soit exécuté;

« ouvrage fini » signifie les approvisionnements de défense, les entreprises de défense ou tout autre ouvrage parachevés en conformité des termes du contrat;

« prix contractuel » signifie le montant spécifié dans le contrat comme étant la somme payable à l'entrepreneur pour l'ouvrage fini;

2. Aux fins du contrat, le singulier comprend le pluriel et le pluriel, le singulier.
3. En cas d'incompatibilité, les dispositions de la convention et les présentes conditions générales prévalent sur les devis, les dispositions du contrat et les conditions générales supplémentaires prévalent sur les présentes conditions générales.
4. Le contrat est un contrat de défense au sens de la *Loi sur la production de défense* et doit être lu et interprété en conséquence.

#### **1026A 02 (1999-12-13) Pouvoirs du Ministre**

Le Ministre est l'agent du Canada à toutes les fins du contrat. Les droits ou pouvoirs conférés au Canada ou au Ministre par la *Loi sur la production de défense* ou autrement ne peuvent aucunement être restreints par quelque stipulation ou l'absence de quelque stipulation dans le contrat. Tous les droits, recours ou pouvoirs et toute discrétion conférés au Ministre par le contrat ou autrement sont cumulatifs et non limitatifs.

#### **1026A 03 (2000-12-01) Cession de contrats et sous-traités**

1. L'entrepreneur ne peut céder le contrat ni sous-traiter quelque partie de l'ouvrage sans le consentement préalable par écrit du Ministre et toute cession ou sous-traité conclu sans ce consentement est nul et sans effet. Toutefois, sauf dispositions contraires du contrat ou autres instructions du Ministre, l'entrepreneur peut sous-traiter les parties de l'ouvrage qu'il est d'usage de sous-traiter dans l'exécution de contrats semblables. Aucune cession ni sous-traité ne peut, en quoi que ce soit, décharger l'entrepreneur de ses obligations aux termes du contrat, ni imposer au Canada ou au Ministre des obligations envers un cessionnaire ou un sous-traitant.
2. L'entrepreneur convient de lier dans chaque cession de contrat ou sous-traité, sauf exception consentie par le Ministre, le cessionnaire ou le sous-traitant par les termes des conditions générales, des Conditions générales supplémentaires, s'il en est, des conditions de travail et plans et devis, dans la mesure où les susdits s'appliquent à l'ouvrage.
3. Aucun acte ni aucune omission de la part de l'entrepreneur, avant ou après la passation du contrat, ne peut, sans le consentement du Canada, avoir pour effet de rendre quelque somme que le Canada ait tenu de verser en vertu du contrat payable à quelque personne, firme ou société autre que l'entrepreneur.
4. Sous réserve des dispositions précédentes du présent article, les avantages et les obligations découlant du contrat s'appliquent aux successeurs et ayant cause du Canada et de l'entrepreneur, respectivement.

**1026A 04 (1991-06-01) Exécution de l'ouvrage**

1. L'entrepreneur s'engage à exécuter l'ouvrage avec diligence et à le faire surveiller et inspecter efficacement pour qu'il soit de bonne qualité, fait avec des matériaux appropriés et selon les règles de l'art, ainsi qu'en tous points conforme aux devis, dessins, modèles ou échantillons, s'il en est, et à toutes autres exigences du contrat.
2. Aucun matériau ni élément ne peuvent être employés ou transformés et nul ouvrage fini ne peut être soumis pour acceptation ni livré à moins ou avant d'avoir reçu l'approbation du personnel d'inspection de l'entrepreneur et, chaque fois que la chose est possible, d'avoir été frappés d'un timbre d'approbation jugé satisfaisant par l'inspecteur. L'entrepreneur doit tenir des dossiers d'inspection appropriés et suffisants et les tenir en tout temps à la disposition de l'inspecteur qui peut en tirer des copies ou extraits.
3. Le Ministre et l'inspecteur ont accès en tout temps à l'ouvrage; ils ont aussi accès aux établissements ou locaux où quelque élément de l'ouvrage est exécuté et peuvent faire les inspections et essais de l'ouvrage ou de ses éléments, des matériaux et des travaux en cours que l'un ou l'autre peut juger à propos. L'entrepreneur doit fournir à ses propres frais toute l'aide, tous les moyens et tous les échantillons et pièces d'essai que le Ministre ou l'inspecteur peut raisonnablement demander pour les inspections et essais susmentionnés, et il doit expédier à ses propres frais lesdits échantillons et pièces d'essai à la personne ou à l'endroit indiqué par le Ministre ou l'inspecteur. Il devra fournir à ses propres frais au Ministre et à l'inspecteur les locaux demandés par ceux-ci aux fins desdites inspections ou desdits essais et pour l'exercice de tous autres pouvoirs à eux conférés par les présentes.
4. Sauf sur l'ordre du Ministre, l'entrepreneur ne doit ni interrompre ni suspendre l'exécution du travail en attendant le règlement ou la fin de tout différend découlant du contrat.

**1026A 05 (1999-12-13) Devis, dessins, etc.**

1. L'entrepreneur doit, sauf du consentement écrit du Ministre, employer aux seuls fins de l'ouvrage et à nulle autre, tous les devis, dessins, modèles, échantillons et autres éléments d'information qui lui sont fournis relativement au contrat, et ceux-ci demeurent la propriété du Canada et doivent être remis au Canada ou au Ministre sur demande.
2. Toute petite pièce ou toutes les petites pièces qui ne figurent pas dans les devis, dessins, modèles ou échantillons, mais qui sont quand même nécessaires à la bonne exécution de l'ouvrage, sont censées être comprises dans le prix contractuel, et, à moins que le Ministre n'y consente, pareille omission ne doit pas donner lieu à une majoration du prix contractuel.

**1026A 06 (1991-06-01) Inspection**

Tout ouvrage est sujet à l'inspection par l'inspecteur avant son acceptation. Si les matériaux ou l'exécution de l'ouvrage sont de mauvaise qualité ou d'autre façon non conformes aux exigences du contrat, l'inspecteur a la faculté de refuser l'ouvrage ou d'en exiger la rectification. Toute inspection effectuée par l'inspecteur à l'usine de l'entrepreneur ou à celle de l'un de ses sous-traitants ne dégage pas l'entrepreneur de sa responsabilité à l'égard des défauts ni de toute autre forme d'inexécution du contrat. L'entrepreneur convient d'accepter et de se conformer à l'interprétation que l'inspecteur attache aux devis.

**1026A 07 (2000-12-01) Acceptation et titre de propriété**

Sauf stipulation contraire du présent contrat, le titre de propriété de l'ouvrage ou de toute partie de l'ouvrage est dévolu au Canada sur livraison au destinataire et acceptation de l'ouvrage par le susdit. L'acceptation de l'ouvrage ou d'une partie de l'ouvrage par le destinataire est réputée une acceptation par le Canada.

**1026A 08 (2004-12-10) Garantie**

Nonobstant l'acceptation antérieure de l'ouvrage fini et sans restreindre la portée d'aucune autre clause du contrat ni de quelque condition, garantie ou stipulation implicitement ou explicitement prévue par la loi, l'entrepreneur doit, si le Ministre l'en requiert à un moment quelconque dans les douze mois qui suivent la date de la livraison :

- a) remplacer ou réparer à ses propres frais tout ouvrage fini (à l'exclusion des fournitures de l'État y incorporées) qui, par suite de quelque défaut ou inefficacité dans la fabrication, les matériaux ou le travail, est devenu défectueux ou ne répond pas aux exigences du contrat;

- b) livrer l'ouvrage fini exempt de toute défectuosité au lieu de livraison spécifié dans le contrat, sauf du consentement du Ministre;

toutefois, si de l'avis du Ministre il n'est pas opportun d'enlever ledit ouvrage fini et défectueux de l'endroit où il se trouve, l'entrepreneur le remplacera ou le réparera à l'endroit où il se trouve et il lui sera versé les frais réels ainsi occasionnés (y compris les frais de déplacement et de subsistance raisonnables) mais sans allocation du chef des frais généraux ou des profits, moins l'équivalent du montant que lui aurait coûté la réparation de l'ouvrage défectueux si elle avait eu lieu dans les ateliers de l'entrepreneur.

**1026A 09 (1999-12-13) Fournitures de l'État**

1. Tous les objets compris dans les fournitures de l'État doivent être employés par l'entrepreneur aux seuls fins du contrat et sont et demeurent en tout temps la propriété du Canada. Autant que possible, l'entrepreneur doit tenir des états fidèles de toutes les fournitures de l'État et les marquer comme la propriété du Canada.
2. Toutes les fournitures de l'État (sauf les objets installés ou incorporés dans l'ouvrage) doivent être remises au Canada, sur demande, dans l'état où elles étaient lors de leur livraison à l'entrepreneur. Toutefois, l'entrepreneur ne sera pas responsable des pertes ou dommages dus à l'usure ordinaire ou à des causes indépendantes de sa volonté.
3. Sauf les cas où les présentes prévoient expressément le contraire, tous les rebuts et déchets provenant de fournitures de l'État ou de matériaux, objets ou choses appartenant au Canada demeurent la propriété du Canada et ne peuvent être aliénés que selon les instructions du Ministre.

**1026A 10 (2004-12-10) Conditions préalables à tout paiement**

Aucun paiement ne peut être effectué à l'entrepreneur,

- a) avant que les factures, notes d'inspection et tous les autres documents prescrits à l'occasion par le Ministre ou l'inspecteur n'aient été présentés selon les stipulations du contrat ou les instructions du Ministre; et
- b) avant que l'entrepreneur, s'il en est requis, n'ait établi à la satisfaction du Ministre que les matériaux, les éléments, l'ouvrage en cours ou l'ouvrage fini qui font l'objet du paiement sont libres de toute réclamation, privilège, saisie, charge ou servitude.

**1026A 11 (2004-12-10) Protection contre les réclamations**

Sauf stipulation contraire du contrat, l'entrepreneur doit tenir le Canada et le Ministre indemnes et à couvert des réclamations, dommages-intérêts, pertes, frais ou dépenses pouvant, à un moment quelconque, résulter ou découler pour eux ou pour l'un deux,

- a) de blessures corporelles (y compris les blessures mortelles), de pertes de biens ou de dommages à la propriété de tiers qui peuvent avoir été causés ou subis, ou qui peuvent être présentés comme ayant été causés ou subis, en conséquence de l'exécution de l'ouvrage ou de l'un quelconque de ses éléments; et
- b) de privilèges, saisies, charges ou autres servitudes ou réclamations frappant ou visant quelque matériau, élément, ouvrage en cours ou ouvrage fini livré au Canada ou ayant fait l'objet d'un paiement de la part du Canada.

**1026A 12 (2000-12-01) Dévolution du titre de propriété lors des paiements partiels**

Lorsqu'un paiement est effectué à l'entrepreneur sous forme de paiement partiel, d'avance comptable ou autrement, en acquittement ou à l'égard de quelque matériau, élément, ouvrage en cours ou ouvrage fini, le titre auxdits biens ainsi payés passe et demeure au Canada, à moins qu'il ne lui soit déjà dévolu en vertu d'une disposition quelconque du contrat, et l'entrepreneur est responsable desdits biens selon les dispositions de l'article 14 des présentes, pourvu qu'il soit entendu et convenu qu'une telle dévolution de titre au Canada ne constitue pas une acceptation par le Canada desdits matériau, élément, ouvrage en cours ou ouvrage fini, ni ne dégage l'entrepreneur de son devoir d'exécuter l'ouvrage en conformité des exigences du contrat.

**1026A 13 (1999-12-13) Confirmation de titres**

Dans tous les cas où, aux termes des présentes, le titre de propriété d'éléments, matériaux, ouvrage en cours ou ouvrage fini est dévolu au Canada, l'entrepreneur doit souscrire les actes translatifs de propriété ou autres documents demandés par le Ministre.

**1026A 14 (1999-12-13) Soins des biens de la Couronne**

Sauf stipulation contraire du contrat, l'entrepreneur n'assure aucun des biens dont le titre est dévolu au Canada, y compris les machines, le matériel et l'outillage de production appartenant au Canada. Il doit prendre un soin raisonnable et convenable de tous les biens dont le titre est dévolu au Canada qui se trouvent dans ses établissements ou locaux ou à proximité de ceux-ci, ou qui sont autrement en sa possession ou sous son autorité, et il est responsable des pertes ou dommages imputables à sa négligence, mais non des pertes ou dommages dus à l'usure normale.

**1026A 15 (1991-06-01) Délais fixés, condition essentielle**

Les délais fixés sont de l'essence même du contrat. Toutefois, lorsque l'achèvement d'une partie quelconque de l'ouvrage est ou risque d'être retardé par un cas de force majeure ou par une autre cause qui, raisonnablement, échappe à la volonté de l'entrepreneur, le délai spécifié sera prolongé d'une période égale au retard ainsi causé, à condition qu'un avis soit promptement donné par écrit au Ministre de l'événement qui cause ou risque de causer le retard.

**1026A 16 (2000-12-01) Sécurité et protection de l'ouvrage**

1. L'entrepreneur doit garder secrète l'information que lui fournit directement ou indirectement le Canada relativement à l'ouvrage et celle qu'il met au point à l'occasion de l'exécution de cet ouvrage. Il ne doit divulguer cette information à un tiers qu'avec l'autorisation écrite du Ministre. L'entrepreneur peut cependant divulguer à un sous-traitant autorisé, conformément au présent contrat, l'information nécessaire à l'exécution du contrat de sous-traitance. Le présent article ne s'applique pas aux informations qui sont :
  - a) mises à la disposition du public par une autre source que l'entrepreneur;
  - b) communiquées à l'entrepreneur par une autre source que le Canada, sauf lorsque l'entrepreneur sait que cette source s'est engagée envers le Canada à ne pas divulguer l'information.
2. Lorsque le contrat, l'ouvrage ou une information mentionnée au paragraphe 1 font l'objet de la mention TRÈS SECRET, SECRET, CONFIDENTIEL ou PROTÉGÉ établie par le Canada, l'entrepreneur doit, en tout temps, prendre les mesures qui sont raisonnablement nécessaires pour assurer leur protection, notamment celles prévues par le Manuel de la sécurité industrielle du ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux et ses suppléments ainsi que par toute autre directive du Ministre.
3. Sans restreindre la généralité des paragraphes 1 et 2, lorsque le contrat, l'ouvrage ou une information mentionnée au paragraphe 1 font l'objet de la mention TRÈS SECRET, SECRET, CONFIDENTIEL ou PROTÉGÉ établie par le Canada, le Ministre aura le droit, à des fins de sécurité et à tout moment pendant la durée du contrat, d'inspecter les locaux de l'entrepreneur ou d'un sous-traitant, à tout échelon de la sous-traitance, et l'entrepreneur sera tenu de se conformer et de faire en sorte que tout sous-traitant se conforme aux directives écrites du Ministre relativement à tout ce qui fait l'objet d'une telle mention, notamment en exigeant que ses employés ou ceux d'un sous-traitant signent une déclaration concernant les vérifications de la fiabilité, les autorisations de sécurité et autres mesures.

**1026A 17 (2000-12-01) Droits de brevets et redevances**

1. Dans le présent article, l'expression « redevances » comprend des droits de licence et tous autres paiements analogues à des redevances, ainsi que les réclamations en dommages-intérêts, découlant de l'emploi ou de la contre façon par l'entrepreneur de tout brevet, dessin industriel déposé, ou droit d'auteur, dans l'exécution du contrat ou de quelque partie du contrat ou de la fourniture à l'entrepreneur de quelque service ou aide technique en rapport avec l'exécution du contrat ou d'une quelconque de ses parties.
2. Le Canada garantit l'entrepreneur contre toutes réclamations, actions ou poursuites en recouvrement de redevances à l'égard de toute chose dont elle lui aura fourni le modèle, le plan, le dessin ou le devis, mais cette garantie s'applique uniquement à l'objet du contrat.
3. Sauf les stipulations du paragraphe 2 du présent article, et sous réserve de ce qui suit, l'entrepreneur doit garantir le Canada contre toutes réclamations, actions ou poursuites en recouvrement de redevances en rapport avec l'exécution du contrat, ou en rapport avec l'emploi ou l'aliénation par ou pour le Canada d'articles et d'objets fournis en vertu des présentes.

4. L'entrepreneur doit immédiatement porter à la connaissance du Ministre toutes les redevances que l'entrepreneur ou ses sous-traitants sont ou peuvent être tenus de payer, ou se proposent de payer, du fait ou en raison de l'exécution du contrat, de même que le quantum de ces redevances et le nom des personnes à qui elles sont payables. Il doit aussi, à l'occasion, mettre sans tarder le Ministre au courant de toutes les réclamations et de toutes les ententes faites ou projetées ayant ou pouvant avoir pour effet d'accroître ou de modifier les montants payables par l'entrepreneur ou un de ses sous-traitants du chef de redevances.
5. Si le Ministre lui en donne l'ordre, l'entrepreneur doit, dans la mesure appropriée, s'abstenir de verser, et aviser ses sous-traitants de ne pas verser des redevances à l'égard de l'exécution du contrat, sauf du consentement écrit du Ministre et sous réserve des conditions imposées par celui-ci.
6. À compter du moment où le Ministre donne un tel ordre, le Canada doit garantir et protéger l'entrepreneur, pourvu qu'il se conforme aux stipulations qui précèdent, contre toutes réclamations, actions ou poursuites en recouvrement des redevances visées par l'ordre susdit.
7. Le prix contractuel doit être réduit des redevances qu'il comprend et auxquelles s'applique l'immunité prévue au paragraphe 6 du présent article.

**1026A 18 (2003-12-12) Licences d'exploitation de brevets et utilisation de renseignements techniques**

1. L'entrepreneur doit promptement porter à l'attention du Ministre, en lui en faisant connaître tous les détails, les inventions, méthodes ou procédés, brevetés ou non, conçus ou réalisés au cours de l'exécution de l'ouvrage; il s'engage aussi à accorder, et par les présentes il accorde, au Canada une licence non exclusive, irrévocable et libre de redevances l'autorisant à faire, faire faire et utiliser à des fins militaires dans le monde entier, ainsi qu'à vendre ou autrement aliéner, tout article ou objet comportant ou utilisant l'un quelconque ou la totalité des inventions, méthodes ou procédés susdits, de même qu'une licence semblable l'autorisant à employer ou à faire employer l'un quelconque de ces méthodes ou procédés.
2. Le Canada peut reproduire, employer et révéler de toutes manières pour les fins du gouvernement, y compris la remise à d'autres gouvernements pour le soutien de la défense réciproque du gouvernement canadien et de ces autres gouvernements, tout ou partie des renseignements techniques, y compris les rapports, dessins, bleus et autres données que l'entrepreneur est appelé à remettre aux termes du présent contrat.

**1026A 19 (1991-06-01) Suspension de travail et modification des devis**

Le Ministre peut en tout temps et à l'occasion ordonner la suspension de l'ensemble ou de quelque partie de l'ouvrage, et apporter des modifications, changements ou additions aux devis, modifier les méthodes d'expédition et d'emballage, changer la date ou le lieu de livraison, et l'entrepreneur doit se conformer à toutes les instructions du Ministre à cet égard. Si cette suspension, ces modifications, changements ou additions ont pour effet d'augmenter ou de diminuer le coût de l'ouvrage, le prix contractuel sera rectifié en conséquence, mais il est entendu qu'en aucun cas l'entrepreneur n'aura droit à une indemnité pour perte de bénéfices prévus, et que, de plus, aucun compte ne sera tenu des faibles augmentations ou diminutions du coût.

**1026A 20 (1992-04-01) Emploi de main-d'oeuvre et de matériaux canadiens**

ANNULÉ

**1026A 21 (2000-12-01) Inexécution de contrat**

1. Si l'entrepreneur n'exécute pas l'un quelconque des termes, conditions, engagements ou obligations figurant au contrat, ou s'il fait faillite ou devient insolvable, donne lieu à une ordonnance de séquestre, fait cession de ses biens à ses créanciers, est l'objet d'une ordonnance ou d'une résolution de liquidation, ou se réclame de quelque loi alors en vigueur applicable aux débiteurs faillis ou insolubles, le Ministre peut, en lui en donnant avis par écrit, résilier l'ensemble ou une partie quelconque du contrat.
2. Dès qu'un tel avis est donné, l'entrepreneur n'a plus aucun droit de se faire payer davantage, sauf comme le stipule plus loin le présent article 21, mais il demeure responsable envers le Canada de toute perte ou de tout dommage que le Canada pourrait subir comme résultat de l'inexécution ou de l'événement ayant donné lieu à l'avis susdit.
3. Nonobstant les dispositions du paragraphe 2 du présent article, l'entrepreneur n'est responsable d'aucun dommage ni perte si l'inexécution faisant l'objet de l'avis de résiliation résulte de causes

indépendantes de la volonté de l'entrepreneur, sans qu'il y ait eu manquement ou négligence de sa part. Sans les restreindre à l'énumération qui suit, ces causes comprennent les grèves, inondations, incendies, épidémies, cas de force majeure et actes d'ennemis de la Reine.

4. Dès qu'un contrat est résilié sous l'autorité du présent article, le Ministre peut requérir l'entrepreneur de remettre au Canada, de la manière et dans la mesure qu'il indique, tout ouvrage fini, non encore livré ni accepté au moment de la résiliation, de même que tous matériaux, éléments, ouvrage en cours ou outils expressément acquis ou produits par l'entrepreneur pour l'exécution du contrat. Se réservant le droit de déduire toute réclamation qu'elle pourrait avoir contre l'entrepreneur du fait du contrat ou de sa résiliation, le Canada paiera à l'entrepreneur ou portera à son crédit la valeur, déterminée conformément au prix contractuel, de tel ouvrage fini, livré conformément à l'ordre susdit et accepté par le Canada, et elle paiera ou remboursera à l'entrepreneur le coût juste et raisonnable des matériaux pour ce dernier, pièces ou ouvrage en cours d'exécution livrés au Canada en conformité de l'ordre susdit.
5. Si, après avoir donné l'avis de résiliation prévu au paragraphe 1 du présent article, le Ministre constate que l'inexécution du contrat est due à des causes indépendantes de la volonté de l'entrepreneur, un tel avis de résiliation est censé avoir été donné conformément à l'article 26 (Résiliation) des présentes conditions générales, qui, dès lors, régit les droits et les obligations des parties en cause.

**1026A 22 (1999-12-13) Aucun acte de corruption, etc.**

L'entrepreneur garantit qu'aucun pot-de-vin, don ou autre avantage n'a été payé, donné, promis ou offert à quelque fonctionnaire ou employé du Canada en raison ou en vue de l'adjudication du contrat à l'entrepreneur.

**1026A 23 (1991-06-01) Conditions de travail et règles d'hygiène**

L'entrepreneur doit observer toutes les conditions de travail ainsi que toutes les conditions et règles d'hygiène qui, à l'occasion, s'appliqueront à l'ouvrage.

**1026A 24 (1991-06-01) Membres de la Chambre des Communes**

Aucun membre de la Chambre des communes n'est admis à participer au contrat ni aux avantages en découlant.

**1026A 25 (1991-06-01) Avis**

Tout avis adressé à l'entrepreneur aux termes des présentes est censé être effectivement donné s'il est envoyé par lettre ou par télégramme, port ou frais d'envoi, selon le cas, acquittés, à l'entrepreneur à son adresse figurant au contrat ou, si aucune adresse n'y figure, à l'adresse indiquée dans les dossiers du Ministre, et tout avis ainsi donné est censé avoir été reçu par l'entrepreneur le jour où, selon les délais ordinaires de livraison, cette lettre ou ce télégramme aurait dû atteindre sa destination.

**1026A 26 (2004-05-14) Résiliations**

1. Nonobstant toute disposition du contrat, le Ministre peut, au moyen d'un avis (appelé quelquefois ci-après « avis de résiliation ») donné à l'entrepreneur, mettre fin au contrat à l'égard de l'ensemble ou de quelque partie ou parties de l'ouvrage restant à exécuter. Dès qu'un avis de résiliation est donné, l'entrepreneur doit cesser le travail (y compris la fabrication et l'acquisition de matériaux destinés à l'exécution du contrat) selon les termes de l'avis et dans la mesure y spécifiée. Le Ministre peut, en tout temps ou à l'occasion, donner un ou plusieurs autres avis de résiliation à l'égard de l'une quelconque ou de la totalité des parties de l'ouvrage non résiliée(s) par avis antérieur(s).
2. Lorsqu'un avis de résiliation est donné sous le régime du présent article et sous réserve des dispositions ci-après,
  - a) tout ouvrage fini soit avant la signification de l'avis soit subséquemment en conformité dudit avis, doit être payé sur la base du prix contractuel (sous réserve d'acceptation selon les dispositions du contrat);
  - b) à l'égard d'un ouvrage non achevé avant la signification de l'avis susdit, ni subséquemment en conformité dudit avis, l'entrepreneur a droit au remboursement de ce que lui a réellement coûté ledit ouvrage non fini, plus une somme représentant un bénéfice juste et raisonnable pour le travail accompli. Le coût doit être déterminé suivant les Principes des coûts contractuels 1031-2, sous réserve de toute modification que le Ministre peut juger opportun de lui apporter;

- c) sous réserve des dispositions de l'alinéa d) du présent paragraphe 2, l'entrepreneur a droit au remboursement de toutes dépenses en immobilisations expressément autorisées par les termes du contrat ou approuvées par le Ministre aux fins du contrat (et réellement faites ou engagées) dans la mesure où ces dépenses (moins la dépréciation à leur égard comptée dans la détermination du coût) ont été raisonnablement et régulièrement faites par lui pour l'exécution du contrat et qu'elles y sont dûment attribuables, et ne sont pas comprises dans les sommes payées ou à payer à l'entrepreneur à l'égard de l'ouvrage fini;
- d) si le contrat vise exclusivement des dépenses de capitaux à l'égard de matériel additionnel ou d'agrandissement d'usine, les alinéas a), b) et c) du présent paragraphe 2 ne s'appliquent pas, mais le Canada doit payer ou rembourser à l'entrepreneur le coût raisonnable et approprié pour lui (non déjà acquitté par le Canada) :
- (i) de tout matériel additionnel qui, avant la signification de l'avis de résiliation, aura été acheté, acquis ou fabriqué par l'entrepreneur, ou aura fait de sa part l'objet d'un contrat et à l'égard duquel il est tenu d'effectuer des paiements;
- (ii) de tout le matériel additionnel en voie de fabrication par l'entrepreneur à la date de signification dudit avis, ainsi que de tout le travail à l'égard de la construction de l'agrandissement d'usine jusqu'à la même date, y compris le coût des matériaux et des éléments pour lesquels l'entrepreneur a passé contrat en vue de ladite fabrication ou de ladite construction et à l'égard desquels il est tenu d'effectuer des paiements.
3. Il est entendu qu'aucun remboursement ne doit être effectué à l'égard d'ouvrage qui a été ou qui peut être, après inspection, rejeté comme ne se conformant pas aux prescriptions du contrat.
4. L'entrepreneur n'a aucun droit à se faire rembourser un montant qui, ajouté aux montants à lui payés ou dus en vertu du contrat, excédera le prix contractuel applicable à l'ouvrage ou à la partie spécifiée de l'ouvrage.
5. Nonobstant les dispositions des précédents paragraphes 1 à 4 inclusivement, les sommes, dont l'entrepreneur a droit au remboursement advenant un avis de résiliation donné en vertu du présent article 26, comprennent, sous réserve des dispositions ci-après, les frais à lui causés ou occasionnés par l'annulation à la suite de l'avis de résiliation d'obligations par lui contractées, le coût de préparation des comptes et des états visant le travail accompli à la date effective de la résiliation et les engagements pris par l'entrepreneur à l'égard des parties achevées de l'ouvrage, les salaires que, d'après les lois et règlements alors en vigueur, l'entrepreneur est tenu de payer aux employés dont les services ne sont plus requis en raison de ladite résiliation, les frais directs et accessoires d'établissement d'un inventaire des matériaux, éléments constitutants, ouvrage en cours, ouvrage fini, en main à la date effective de la résiliation et les autres frais et dépenses directs et accessoires imputables à la cessation totale ou partielle des opérations visées par le contrat. Toutefois, les paiements et remboursements prévus au présent paragraphe ne pourront être effectués que dans la mesure où il est établi à la satisfaction du Ministre que lesdits frais ont été effectivement supportés et que lesdites dépenses ont été réellement faites par l'entrepreneur, qu'ils sont raisonnables et dûment attribuables au fait qu'il a été mis fin à l'ouvrage ou à la partie de l'ouvrage visé par l'avis de résiliation.
6. En cas de désaccord au sujet du montant du remboursement auquel l'entrepreneur a droit, la question sera déferée à la Cour fédérale.
7. Dans la mesure du possible, l'entrepreneur doit passer ses commandes et adjuger ses sous-traités à des conditions qui lui permettent de les résilier en conformité de termes et conditions dont l'effet est analogue à celui des dispositions du présent article, et d'une façon générale, l'entrepreneur doit collaborer avec le Canada et le Ministre et faire en tout temps tout ce qui est raisonnablement en son pouvoir afin de réduire au minimum le montant des obligations du Canada prévues par le présent article.
8. Le titre de propriété des matériaux, éléments, usine, matériel et ouvrage en cours à l'égard desquels l'entrepreneur est remboursé conformément aux présentes, passe et est dévolu au Canada dès que ce remboursement est effectué, à moins qu'il ne le soit déjà en vertu d'autres dispositions du contrat et ces matériaux, éléments, usine, matériel et ouvrage en cours doivent être livrés à l'ordre du Ministre, mais les matériaux ainsi repris ne peuvent, en aucun cas, dépasser ce qui aurait été requis pour la complète exécution du contrat si aucun avis de résiliation n'avait été donné.
9. Si le Ministre acquiert la certitude que quelque mesure prise sous l'autorité du présent article a été une cause de difficultés exceptionnelles pour l'entrepreneur, le Ministre peut, à sa discrétion absolue,



accorder à l'entrepreneur l'allocation (qui ne peut cependant en aucun cas comprendre une somme ou une indemnité pour manque à gagner) qu'il juge appropriée.

10. L'entrepreneur ne peut prétendre à aucun dommage-intérêt, indemnité, compensation pour manque à gagner, allocation ou autre dédommagement, en raison ou en conséquence directe ou indirecte de quelque mesure prise ou avis donné par le Ministre en vertu ou en exécution des stipulations du présent article, sauf aux termes et dans la mesure expressément prévus dans ledit article.

**1026A 27 (1991-06-01) Comptes**

L'entrepreneur doit tenir des comptes et des registres appropriés de ce que lui coûte l'ouvrage, ainsi que de toutes les dépenses qu'il fait et des engagements qu'il contracte à l'égard de l'ouvrage et conserver les factures, reçus et pièces justificatives s'y rapportant. Ces comptes, registres, factures, reçus et pièces justificatives doivent être en tout temps disponibles pour examen et vérification de la part des représentants autorisés du Ministre (qui ont la faculté d'en tirer des copies et des extraits) et ce, pour une période de six ans à compter de la fin de l'année civile au cours de laquelle le contrat est résilié ou exécuté; l'entrepreneur doit également fournir toute l'aide nécessaire à ces examens et ces vérifications, et fournir au Ministre et à ses représentants autorisés tous les renseignements que ceux-ci peuvent à l'occasion lui demander relativement à ces comptes, registres, factures, reçus et pièces justificatives. Sauf du consentement du Ministre, l'entrepreneur ne doit détruire aucun desdits comptes, registres, factures, reçus et pièces justificatives avant l'expiration d'une période de six ans suivant la fin de l'année civile au cours de laquelle le contrat est résilié ou exécuté, mais doit les conserver et les tenir disponibles pour vérification et examen en tout temps pendant la période de conservation stipulée.

**1026A 28 (1991-06-01) Changes étrangers**

À moins de stipulations du contrat à l'effet contraire, ou du consentement du Ministre, l'entrepreneur n'a droit à aucun relèvement du prix contractuel en raison de fluctuations des changes étrangers.

**1026A 29 (1991-06-01) Taxes et droits accrus**

1. En cas de toute modification apportée à toute taxe imposée en vertu de la Loi sur l'accise, de la Loi sur la taxe d'accise, ou à tout droit imposé en vertu du Tarif des douanes après la date du contrat et se répercutant sur le coût de l'ouvrage pour l'entrepreneur, le prix contractuel sera rectifié de façon à tenir compte de l'augmentation ou de la baisse du coût pour l'entrepreneur.
2. Comme condition préalable au paiement, l'entrepreneur doit faire parvenir au Ministre un état certifié indiquant l'augmentation ou la diminution de ses frais d'exploitation directement attribuable à la modification de taxe ou d'impôt. Toute rectification de prix exécutée en conformité du présent article est sujette à vérification par l'État.
3. Aux fins du calcul de la rectification de prix dont il est question au paragraphe 2 du présent article et résultant d'une modification apportée aux taxes ou droits décrits au paragraphe 1 dudit article, lorsque de tels droits ou taxes sont modifiés après la date de la soumission ou de l'offre de prix de l'Entrepreneur mais que le ministre des Finances a donné avis public de la modification en cause avant la date de ladite soumission ou offre, la modification apportée aux taxes ou droits en cause sera, aux fins du présent article, réputée avoir été apportée avant la date de la présentation de ladite soumission ou offre de prix.

**1026A 30 (1994-06-06) Certification - Honoraires conditionnels**

1. L'entrepreneur atteste qu'il n'a pas versé ni convenu de verser, directement ou indirectement, et s'engage à ne pas verser, directement ni indirectement, des honoraires conditionnels en rapport à la négociation ou à l'obtention du présent contrat ou en rapport à toute demande ou démarche reliée au présent contrat, à aucune personne autre qu'un employé remplissant les fonctions habituelles liées à son poste.
2. Tous les comptes et dossiers concernant le versement d'honoraires ou de toute autre rémunération en rapport à l'obtention ou à la négociation du contrat ou en rapport à toute demande ou démarche reliée au contrat seront assujettis aux dispositions du contrat portant sur les comptes et la vérification.
3. Si l'entrepreneur fait une fausse déclaration aux termes de la présente section ou ne respecte pas les obligations précisées dans le présent document, le Ministre pourra soit résilier le contrat pour défaut d'exécution conformément aux dispositions pertinentes contenues dans le contrat, soit recouvrer, de l'entrepreneur, par une réduction du prix du contrat ou autrement, le montant total des honoraires conditionnels.

4. Les définitions suivantes s'appliquent à la présente section,
- « honoraires conditionnels » - Tout paiement, ou autre forme de rémunération, qui est subordonné au degré de succès ou calculé en fonction du degré de succès obtenu en rapport à l'obtention d'un marché gouvernemental, à la négociation d'une partie ou de la totalité des conditions de ce marché ou à toute demande ou démarche reliée au marché.
- « employé(e) » - Toute personne avec qui l'entrepreneur a une relation d'employeur à employé;
- « personne » - Comprend un particulier ou un groupe, une corporation, une société, une organisation et une association et, sans limiter la portée générale de ce qui précède, tout particulier qui est tenu de fournir au directeur une déclaration en vertu de l'article 5 de la *Loi sur l'enregistrement des lobbyistes*, L.R.C. (1985), ch. 44 (4<sup>e</sup> suppl.), et de toute modification qui pourrait lui être apportée de temps à autre.

**1026A 31 (2000-12-01) Intérêt sur les comptes en souffrance**

1. Les définitions suivantes s'appliquent au présent article :
- « date de paiement » : la date que porte le titre négociable tiré par le Receveur général du Canada et remis aux fins de payer une somme exigible;
- « en souffrance » : s'entend de la somme qui demeure impayée le lendemain du jour où elle est devenue exigible;
- « exigible » : s'entend de la somme due par le Canada et exigible par l'entrepreneur aux termes du contrat;
- « taux moyen » : la moyenne arithmétique simple du taux d'escompte en vigueur chaque jour, à 16 h, heure normale de l'est, pour le mois de calendrier immédiatement antérieur à la date de paiement, et « taux d'escompte » s'entend du taux d'intérêt fixé de temps en temps par la Banque du Canada qui représente le taux minimum auquel elle consent des avances à court terme aux membres de l'Association canadienne des paiements.
2. Sous réserve du contrat, le Canada verse à l'entrepreneur des intérêts simples, au taux moyen majoré de 3 p. 100 par année, sur toute somme en souffrance, à partir du premier jour où la somme est en souffrance jusqu'au jour qui précède la date de paiement. L'intérêt est payable sans avis de l'entrepreneur.
3. Le Canada ne verse pas d'intérêts en application du présent article lorsqu'il n'est pas responsable du retard à payer l'entrepreneur.
4. Le Canada ne verse pas d'intérêts sur les paiements anticipés qui sont en souffrance.

**1026A 32 (2005-12-16) Conflits d'intérêts**

L'entrepreneur convient qu'il s'agit d'une condition du contrat que toute personne qui ne se conforme pas aux dispositions du Code régissant la conduite des titulaires de charge publique en ce qui concerne les conflits d'intérêts et l'après-mandat, du Code de valeurs et d'éthique de la fonction publique, ou des Directives et ordonnances administratives de la Défense régissant les conflits d'intérêts et l'après-mandat, ne peut bénéficier directement du présent contrat.

**Travaux publics et Services gouvernementaux Canada**

- 01 Interprétation
- 02 Pouvoirs du Ministre
- 03 Cessions de contrats et sous-traités
- 04 Escomptes
- 05 Exécution de l'ouvrage
- 06 Devis, dessins, etc.
- 07 Inspection
- 08 Acceptation et titre de propriété
- 09 Garantie
- 10 Fournitures de l'État
- 11 Déchets et défauts
- 12 Soins des biens de la Couronne
- 13 Délais fixés, condition essentielle
- 14 Comptes
- 15 Sécurité et protection de l'ouvrage
- 16 Droits de brevets et redevances
- 17 Licences d'exploitation de brevets et utilisation de renseignements techniques
- 18 Emploi de main-d'œuvre et de matériaux canadiens - **ANNULÉ**
- 19 Conditions préalables à tout paiement
- 20 Protection contre les réclamations
- 21 Dévolution du titre de propriété lors des paiements partiels
- 22 Confirmation de titres
- 23 Suspension du travail et modification des devis
- 24 Inexécution du contrat
- 25 Résiliation
- 26 Avis
- 27 Aucun acte de corruption, etc.
- 28 Conditions de travail et règles d'hygiène
- 29 Membres de la Chambre des communes
- 30 Suppléments
- 31 Certification - Honoraires conditionnels
- 32 Intérêt sur les comptes en souffrance
- 33 Conflits d'intérêts

**1026B 01 (2004-12-10) Interprétation**

1. Sauf incompatibilité avec le contexte,

l'expression « Canada », « Couronne », « Sa Majesté », ou « l'État » désigne Sa Majesté la Reine du chef du Canada;

l'expression « convention » signifie la convention ou le contrat dont, dans chaque cas déterminé, les présentes conditions générales font partie;

l'expression « contrat » comprend la convention, les présentes conditions générales ainsi que toutes conditions générales supplémentaires, devis, conditions de travail, annexes et autres documents mentionnés dans la convention comme constituant le contrat;

l'expression « conditions générales supplémentaires » s'entend de toutes autres conditions générales faisant partie du contrat;

l'expression « coût » signifie le coût déterminé suivant les Principes des coûts contractuels 1031-2 (révision en vigueur à la date du contrat), et toute modification y apportée ultérieurement;

les expressions « dans les présentes », « par les présentes », « des présentes », « en vertu des présentes », et autres expressions analogues employées dans un article quelconque visent l'ensemble du contrat et non pas le seul article dans lequel elles se trouvent;

l'expression « devis » signifie les devis, plans, dessins, formes et modèles, s'il en est, fournis par le Canada ou le Ministre à l'entrepreneur pour l'exécution du contrat;

l'expression « fournitures de l'État » signifie tous les matériaux, éléments, pièces, organes, pièces de matériel, devis, objets et choses fournis par le Canada ou en son nom à l'entrepreneur pour les fins de l'ouvrage;

l'expression « inspecteur » signifie la personne désignée sous ce titre dans le contrat, ainsi que toute personne exerçant les fonctions d'inspecteur pour le compte du Canada ou du Ministre sous le régime du contrat;

l'expression « invention » signifie toute réalisation, procédé, machine, fabrication ou composition de matières, ou tout perfectionnement de l'un des susdits présentant un caractère de nouveauté et d'utilité;

l'expression « matériel » comprend les machines, appareils, gabarits, outils, matrices, jauges, instruments et outillage de tout genre;

l'expression « Ministre » désigne le Ministre responsable de l'exécution du contrat, et comprend le sous-ministre, ainsi que tout sous-ministre suppléant, associé ou adjoint, et tout fonctionnaire ou représentant dûment autorisé par le Ministre;

l'expression « ouvrage » signifie l'ensemble des travaux à effectuer, des matériaux, matières et objets à fournir et de tout ce qu'il faut faire pour que le contrat soit exécuté;

l'expression « ouvrage fini » signifie les approvisionnements de défense, les entreprises de défense ou tout autre ouvrage parachevés en conformité des termes du contrat;

l'expression « prix contractuel » signifie le montant spécifié dans le contrat comme étant la somme payable à l'entrepreneur pour l'ouvrage;

l'expression « sous-traitant » comprend toute personne, société ou corporation à qui l'entrepreneur a adjugé un contrat visant l'exécution d'une ou de plusieurs parties de l'ouvrage ainsi que toute personne, société ou corporation qui fournit à l'entrepreneur des matériaux nécessaires à l'exécution du contrat;

2. Aux fins du contrat, le singulier comprend le pluriel et le pluriel, le singulier.
3. En cas d'incompatibilité, les dispositions de la convention et les présentes conditions générales prévalent sur les devis; les dispositions de la convention et les conditions générales supplémentaires prévalent sur les présentes conditions générales.
4. Le contrat est un contrat de défense au sens de la *Loi sur la production de défense* et doit être lu et interprété en conséquence.

#### **1026B 02 (1999-12-13) Pouvoirs du Ministre**

Le Ministre est l'agent du Canada à toutes les fins du contrat. Les droits ou pouvoirs conférés au Canada ou au Ministre par la Loi sur la production de défense ou autrement ne peuvent aucunement être restreints par quelque stipulation ou l'absence de quelque stipulation dans le contrat. Tous les droits, recours ou pouvoirs et toute discrétion conférés au Ministre par le contrat ou autrement sont cumulatifs et non limitatifs.

#### **1026B 03 (2000-12-01) Cessions de contrats et sous-traités**

1. Avant de sous-traiter une partie quelconque de l'ouvrage ou des matériaux, l'entrepreneur doit aviser le Ministre, par écrit, des sous-traités projetés et lui fournir les détails que ce dernier peut exiger. L'entrepreneur ne peut céder le contrat ni sous-traiter quelque partie de l'ouvrage sans le consentement préalable par écrit du Ministre et toute cession ou tout sous-traité conclus sans ce consentement sont nuls et sans effet. Toutefois, sauf dispositions contraires du contrat ou autres instructions du Ministre, l'entrepreneur peut sous-traiter les parties de l'ouvrage qu'il est d'usage de sous-traiter dans l'exécution de contrats semblables. Aucune cession ni sous-traité ne peut, en quoi que ce soit, dégager l'entrepreneur de ses obligations aux termes du contrat, ni imposer au Canada ou au Ministre des obligations envers un cessionnaire ou un sous-traitant, sauf exception consentie par le Ministre.
2. L'entrepreneur convient de lier dans chaque cession de contrat ou sous-traité, sauf exception consentie par le Ministre, le cessionnaire ou le sous-traitant par les termes des conditions générales, des Conditions générales supplémentaires, s'il en est, des conditions de travail et plans et devis, dans la mesure où les susdits s'appliquent à l'ouvrage.

3. Aucun acte ni aucune omission de la part de l'entrepreneur, avant ou après la passation du contrat, ne peut, sans le consentement du Canada, avoir pour effet de rendre quelque somme que le Canada est tenu de verser en vertu du contrat payable à quelque personne, firme ou société autre que l'entrepreneur.
4. Le Ministre peut, sur demande, fournir à tout sous-traitant la preuve des montants portés par l'entrepreneur au compte du sous-traitant.
5. Sous réserve des dispositions précédentes, les avantages et les obligations du contrat s'appliquent aux successeurs et ayant cause du Canada et de l'entrepreneur, respectivement.

**1026B 04 (1991-06-01) Escomptes**

L'entrepreneur devra, chaque fois que la chose est possible, accepter tous les escomptes, rabais, remboursements de taxes et de droits, crédits, commissions et autres allocations qu'il déduira du coût brut du contrat pour établir le coût net réel des articles et matériaux de tous genres nécessaires à l'exécution du contrat. Si ces avantages sont perdus sans qu'il y ait faute ou négligence de la part de l'entrepreneur, ils ne sont pas à déduire du coût brut.

**1026B 05 (1991-06-01) Exécution de l'ouvrage**

1. L'entrepreneur s'engage à exécuter l'ouvrage avec diligence et à le faire surveiller et inspecter efficacement pour qu'il soit de bonne qualité, fait avec des matériaux appropriés et selon les règles de l'art, ainsi qu'en tous points conforme aux devis, dessins, modèles ou échantillons, s'il en est.
2. Aucun matériau ni élément ne peuvent être employés ou transformés et nul ouvrage fini ne peut être soumis pour acceptation ni livré à moins ou avant d'avoir reçu l'approbation du personnel d'inspection de l'entrepreneur et, chaque fois que la chose est possible, d'avoir été frappés d'un timbre d'approbation jugé satisfaisant par l'inspecteur. L'entrepreneur doit tenir des dossiers d'inspection appropriés et suffisants et les tenir en tout temps à la disposition de l'inspecteur qui peut en tirer des copies ou extraits.
3. Le Ministre et l'inspecteur ont accès en tout temps à l'ouvrage; ils ont aussi accès aux établissements ou locaux où quelque élément de l'ouvrage est exécuté et peuvent faire les inspections et essais de l'ouvrage ou de ses éléments, des matériaux et des travaux en cours que l'un ou l'autre peut juger à propos. L'entrepreneur doit fournir toute l'aide, tous les moyens et tous les échantillons et pièces d'essai que le Ministre ou l'inspecteur peut raisonnablement demander pour les inspections et essais susmentionnés, et il doit expédier à ses propres frais lesdits échantillons et pièces d'essai à la personne ou à l'endroit indiqué par le Ministre ou l'inspecteur. Il devra fournir au Ministre et à l'inspecteur les locaux demandés par ceux-ci aux fins desdites inspections ou desdits essais et pour l'exercice de tous autres pouvoirs à eux conférés par les présentes.
4. Sauf sur l'ordre du Ministre, l'entrepreneur ne doit ni interrompre ni suspendre l'exécution du travail en attendant le règlement ou la fin de tout différend découlant du contrat.

**1026B 06 (1999-12-13) Devis, dessins, etc.**

L'entrepreneur doit, sauf du consentement écrit du Ministre, employer aux seules fins de l'ouvrage et à nulle autre, tous les devis, dessins, modèles, échantillons et autres éléments d'information qui lui sont fournis relativement au contrat, et ceux-ci demeurent la propriété du Canada et doivent être remis au Canada ou au Ministre sur demande.

**1026B 07 (1991-06-01) Inspection**

Tout ouvrage est sujet à l'inspection par l'inspecteur avant son acceptation. Si les matériaux ou l'exécution de l'ouvrage sont de mauvaise qualité ou d'autre façon non conformes aux exigences du contrat, l'inspecteur a la faculté de refuser l'ouvrage ou d'en exiger la rectification. Toute inspection effectuée par l'inspecteur à l'usine de l'entrepreneur ou à celle de l'un de ses sous-traitants ne dégage pas l'entrepreneur de sa responsabilité à l'égard des défauts ni de toute autre forme d'inexécution du contrat. L'entrepreneur convient d'accepter et de se conformer à l'interprétation que l'inspecteur attache aux devis.

**1026B 08 (2000-12-01) Acceptation et titre de propriété**

Sauf stipulation contraire du présent contrat, le titre de propriété de l'ouvrage ou de toute partie de l'ouvrage est dévolu au Canada sur livraison au destinataire et acceptation de l'ouvrage par le susdit. L'acceptation de l'ouvrage ou d'une partie de l'ouvrage par le destinataire est réputée une acceptation par le Canada.

**1026B 09 (2004-12-10) Garantie**

Nonobstant l'acceptation antérieure de l'ouvrage fini et sans restreindre la portée d'aucune autre clause du contrat ni de quelque condition, garantie ou stipulation implicitement ou explicitement prévue par la loi, l'entrepreneur doit, si le Ministre l'en requiert à un moment quelconque dans les douze mois qui suivent la date de la livraison :

- a) remplacer ou réparer à ses propres frais tout ouvrage fini (à l'exclusion des fournitures de l'État y incorporées) qui, par suite de quelque défaut ou inefficacité dans la fabrication, les matériaux ou le travail, est devenu défectueux ou ne répond pas aux exigences du contrat;
- b) livrer l'ouvrage fini exempt de toute défectuosité au lieu de livraison spécifié dans le contrat, sauf du consentement du Ministre.

Toutefois, si de l'avis du Ministre il n'est pas opportun d'enlever ledit ouvrage fini et défectueux de l'endroit où il se trouve, l'entrepreneur le remplacera ou le réparera à l'endroit où il se trouve et il lui sera versé les frais réels ainsi occasionnés (y compris les frais de déplacement et de subsistance raisonnables) mais sans allocation du chef des frais généraux ou des profits, moins l'équivalent du montant que lui aurait coûté la réparation de l'ouvrage défectueux si elle avait eu lieu dans les ateliers de l'entrepreneur.

**1026B 10 (1999-12-13) Fournitures de l'État**

1. Tous les objets compris dans les fournitures de l'État doivent être employés par l'entrepreneur aux seuls fins du contrat et sont et demeurent en tout temps la propriété du Canada. Autant que possible, l'entrepreneur doit tenir des états fidèles de toutes les fournitures de l'État et les marquer comme la propriété du Canada.
2. Toutes les fournitures de l'État (sauf les objets installés ou incorporés dans l'ouvrage) doivent être remises au Canada, sur demande, dans l'état où elles étaient lors de leur livraison à l'entrepreneur. Toutefois, l'entrepreneur ne sera pas responsable des pertes ou dommages dus à l'usure ordinaire ou à des causes indépendantes de sa volonté.
3. Sauf les cas où les présentes prévoient expressément le contraire, tous les rebuts et déchets provenant de fournitures de l'État ou de matériaux, objets ou choses appartenant au Canada demeurent la propriété du Canada et ne peuvent être aliénés que selon les instructions du Ministre.

**1026B 11 (1991-06-01) Déchets et défectuosités**

L'entrepreneur doit accomplir le travail aussi économiquement que possible et prévenir les pertes et déchets. Si le Ministre estime que de par leur nature et leur valeur les déchets et rebuts, de même que les défectuosités, ne peuvent résulter que d'une mauvaise gestion de la part de l'entrepreneur, les prix des déchets et rebuts et les frais de redressement des défectuosités dans la mesure exigée par le Ministre, ne seront ni considérés comme partie du coût des travaux ni remboursés à l'entrepreneur.

**1026B 12 (1999-12-13) Soins des biens de la Couronne**

Sauf stipulation contraire du contrat, l'entrepreneur n'assure aucun des biens dont le titre est dévolu au Canada, y compris les machines, le matériel et l'outillage de production appartenant au Canada. Il doit prendre un soin raisonnable et convenable de tous les biens, dont le titre est dévolu au Canada, qui se trouvent dans ses établissements ou locaux ou à proximité de ceux-ci, ou qui sont autrement en sa possession ou sous son autorité, et il est responsable des pertes ou dommages imputables à sa négligence, mais non des pertes ou dommages dus à l'usure normale.

**1026B 13 (1991-06-01) Délais fixés, condition essentielle**

Les délais fixés sont de l'essence même du contrat. Toutefois, lorsque l'achèvement d'une partie quelconque de l'ouvrage est ou risque d'être retardé par un cas de force majeure ou par une autre cause qui, raisonnablement, échappe à la volonté de l'entrepreneur, le délai spécifié sera prolongé d'une période égale au retard ainsi causé, à condition qu'avis soit promptement donné par écrit au Ministre de l'événement qui cause ou risque de causer le retard.

**1026B 14 (1991-06-01) Comptes**

L'entrepreneur doit tenir des comptes et des registres appropriés de ce que lui coûte l'ouvrage, ainsi que de toutes les dépenses qu'il fait et des engagements qu'il contracte à l'égard de l'ouvrage et conserver les factures, reçus et pièces justificatives s'y rapportant. Ces comptes, registres, factures, reçus et pièces justificatives doivent être en tout temps disponibles pour examen et vérification de la part des représentants

autorisés du Ministre (qui ont la faculté d'en tirer des copies et des extraits) et ce, pour une période de six ans à compter de la fin de l'année civile au cours de laquelle le contrat est résilié ou exécuté; l'entrepreneur doit également fournir toute l'aide nécessaire à ces examens et vérifications, et fournir au Ministre et à ses représentants autorisés tous les renseignements que ceux-ci peuvent à l'occasion lui demander relativement à ces comptes, registres, factures, reçus et pièces justificatives. Sauf du consentement du Ministre, l'entrepreneur ne doit détruire aucun desdits comptes, registres, factures, reçus et pièces justificatives avant l'expiration d'une période de six ans suivant la fin de l'année civile au cours de laquelle le contrat est résilié ou exécuté, mais doit les conserver et les tenir disponibles pour vérification et examen en tout temps pendant la période de conservation stipulée.

**1026B 15 (2000-12-01) Sécurité et protection de l'ouvrage**

1. L'entrepreneur doit garder secrète l'information que lui fournit directement ou indirectement le Canada relativement à l'ouvrage et celle qu'il met au point à l'occasion de l'exécution de cet ouvrage. Il ne doit divulguer cette information à un tiers qu'avec l'autorisation écrite du Ministre. L'entrepreneur peut cependant divulguer à un sous-traitant autorisé, conformément au présent contrat, l'information nécessaire à l'exécution du contrat de sous-traitance. Le présent article ne s'applique pas aux informations qui sont :
  - a) mises à la disposition du public par une autre source que l'entrepreneur;
  - b) communiquées à l'entrepreneur par une autre source que le Canada, sauf lorsque l'entrepreneur sait que cette source s'est engagée envers le Canada à ne pas divulguer l'information.
2. Lorsque le contrat, l'ouvrage ou une information mentionnée au paragraphe 1 font l'objet de la mention TRÈS SECRET, SECRET, CONFIDENTIEL ou PROTÉGÉ établie par le Canada, l'entrepreneur doit, en tout temps, prendre les mesures qui sont raisonnablement nécessaires pour assurer leur protection, notamment celles prévues par le Manuel de la sécurité industrielle du ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux et ses suppléments ainsi que par toute autre directive du Ministre.
3. Sans restreindre la généralité des paragraphes 1 et 2, lorsque le contrat, l'ouvrage ou une information mentionnée au paragraphe 1) font l'objet de la mention TRÈS SECRET, SECRET, CONFIDENTIEL ou PROTÉGÉ établie par le Canada, le Ministre aura le droit, à des fins de sécurité et à tout moment pendant la durée du contrat, d'inspecter les locaux de l'entrepreneur ou d'un sous-traitant, à tout échelon de la sous-traitance, et l'entrepreneur sera tenu de se conformer et de faire en sorte que tout sous-traitant se conforme aux directives écrites du Ministre relativement à tout ce qui fait l'objet d'une telle mention, notamment en exigeant que ses employés ou ceux d'un sous-traitant signent une déclaration concernant les vérifications de la fiabilité, les autorisations de sécurité et autres mesures.

**1026B 16 (2000-12-01) Droits de brevets et redevances**

1. Dans le présent article, l'expression « redevances » comprend des droits de licence et tous les autres paiements analogues à des redevances, ainsi que les réclamations en dommages-intérêts, découlant de l'emploi ou de la contrefaçon par l'entrepreneur de tout brevet, dessin industriel déposé, ou droit de reproduction, dans l'exécution du contrat ou de quelque partie du contrat ou de la prestation à l'entrepreneur de quelque service ou aide technique en rapport avec l'exécution du contrat ou de l'une quelconque de ses parties.
2. Le Canada garantit l'entrepreneur contre toutes réclamations, actions ou poursuites en recouvrement de redevances à l'égard de toute chose dont elle lui aura fourni le modèle, le plan, le dessin ou le devis, mais cette garantie s'applique uniquement à l'objet du contrat.
3. Sauf les stipulations du paragraphe 2 du présent article, et sous réserve de ce qui suit, l'entrepreneur doit garantir le Canada contre toutes réclamations, actions ou poursuites en recouvrement de redevances en rapport avec l'exécution du contrat, ou en rapport avec l'emploi ou l'aliénation par ou pour le Canada d'articles et d'objets fournis en vertu des présentes.
4. L'entrepreneur doit immédiatement porter à la connaissance du Ministre toutes les redevances que l'entrepreneur ou ses sous-traitants sont ou peuvent être tenus de payer, ou se proposent de payer, du fait ou en raison de l'exécution du contrat, de même que le quantum de ces redevances et le nom des personnes à qui elles sont payables. Il doit aussi, à l'occasion, mettre sans tarder le Ministre au courant de toutes les réclamations et de toutes les ententes faites ou projetées ayant ou pouvant avoir pour effet d'accroître ou de modifier les montants payables par l'entrepreneur ou un de ses sous-traitants du chef de redevances.

5. Si le ministre lui en donne l'ordre, l'entrepreneur doit, dans la mesure appropriée, s'abstenir de verser, et aviser ses sous-traitants de ne pas verser des redevances à l'égard de l'exécution du contrat, sauf du consentement écrit du Ministre et sous réserve des conditions imposées par celui-ci.
6. A compter du moment où le Ministre donne un tel ordre, le Canada doit garantir et protéger l'entrepreneur, pourvu qu'il se conforme aux stipulations qui précèdent, contre toutes réclamations, actions ou poursuites en recouvrement des redevances visées par l'ordre susdit.

**1026B 17 (2000-12-01) Licences d'exploitation de brevets et utilisation de renseignements techniques**

1. L'entrepreneur doit, promptement, porter à l'attention du Ministre, en lui en faisant connaître tous les détails, les inventions, méthodes ou procédés, brevetés ou non, conçus ou réalisés au cours de l'exécution de l'ouvrage; il s'engage aussi à accorder, et par les présentes il accorde, au Canada une licence non exclusive, irrévocable et libre de redevances l'autorisant à faire, faire faire et utiliser à des fins militaires dans le monde entier, ainsi qu'à vendre ou autrement aliéner tout article ou objet comportant ou utilisant l'un quelconque ou la totalité des inventions, méthodes ou procédés susdits, de même qu'une licence semblable l'autorisant à employer ou à faire employer l'un quelconque de ces méthodes ou procédés.
2. Le Canada peut reproduire, employer et révéler de toutes manières pour les fins du gouvernement, y compris la remise à d'autres gouvernements pour le soutien de la défense réciproque du gouvernement canadien et de ces autres gouvernements, tout ou partie des renseignements techniques, y compris les rapports, dessins, bleus et autres données que l'entrepreneur est appelé à remettre aux termes du présent contrat.

**1026B 18 (1992-04-01) Emploi de main-d'oeuvre et de matériaux canadiens**  
ANNULÉ.

**1026B 19 (2004-12-10) Conditions préalables à tout paiement**

Aucun paiement ne peut être effectué à l'entrepreneur avant que

- a) les factures, notes d'inspection et tous autres documents prescrits à l'occasion par le Ministre ou l'inspecteur n'aient été présentés selon les stipulations du contrat ou les instructions du Ministre; et
- b) l'entrepreneur, s'il en est requis, n'ait établi à la satisfaction du Ministre que les matériaux, les éléments, l'ouvrage en cours ou l'ouvrage fini qui font l'objet du paiement sont tous libres de toute réclamation, privilège, saisie, charge ou servitude.

**1026B 20 (2004-12-10) Protection contre les réclamations**

Sauf stipulation contraire du contrat, l'entrepreneur doit tenir le Canada et le Ministre indemnes et à couvert des réclamations, dommages-intérêts, pertes, frais ou dépenses pouvant, à un moment quelconque, résulter ou découler pour eux ou pour l'un deux,

- a) de blessures corporelles (y compris les blessures mortelles), de pertes de biens ou de dommages à la propriété de tiers qui peuvent avoir été causés ou subis, ou qui peuvent être présentés comme ayant été causés ou subis, en conséquence de l'exécution de l'ouvrage ou de l'un quelconque de ses éléments; et
- b) de privilèges, saisies, charges ou autres servitudes ou réclamations frappant ou visant quelque matériau, élément, ouvrage en cours ou ouvrage fini livré au Canada ou ayant fait l'objet d'un paiement de la part du Canada.

**1026B 21 (2000-12-01) Dévolution de titre de propriété lors des paiements partiels**

Lorsqu'un paiement est effectué à l'entrepreneur sous forme de paiement partiel, d'avance comptable ou autrement, en acquittement ou à l'égard de quelque matériau, élément, ouvrage en cours ou ouvrage fini, le titre auxdits biens ainsi payés passe et demeure au Canada, à moins qu'il ne lui soit déjà dévolu en vertu d'une disposition quelconque du contrat, et l'entrepreneur est responsable desdits biens selon les dispositions de l'article 12 des présentes, pourvu qu'il soit entendu et convenu qu'une telle dévolution de titre au Canada ne constitue pas une acceptation par le Canada desdits matériau, élément, ouvrage en cours ou ouvrage fini, ni ne dégage l'entrepreneur de son devoir d'exécuter l'ouvrage en conformité des exigences du contrat.

**1026B 22 (1999-12-13) Confirmation de titres**



Dans tous les cas où, aux termes des présentes, le titre de propriété d'éléments, matériaux, ouvrage en cours ou ouvrage fini est dévolu au Canada, l'entrepreneur doit souscrire les actes translatifs de propriété ou autres documents demandés par le Ministre.

**1026B 23 (1991-06-01) Suspension de travail et modification des devis**

Le Ministre peut en tout temps et à l'occasion ordonner la suspension de l'ensemble ou de quelque partie de l'ouvrage, et apporter des modifications, changements ou additions aux devis, modifier les méthodes d'expédition et d'emballage, changer la date ou le lieu de livraison, et l'entrepreneur doit se conformer à toutes les instructions du Ministre à cet égard. Si cette suspension, ces modifications, changements ou additions ont pour effet d'augmenter ou de diminuer considérablement la portée de l'ouvrage, le Ministre peut rajuster le prix contractuel et sa décision visant le rajustement à effectuer est sans appel.

**1026B 24 (2000-12-01) Inexécution du contrat**

1. Si l'entrepreneur n'exécute pas l'un quelconque des termes, conditions, engagements ou obligations figurant au contrat, ou s'il fait faillite ou devient insolvable, donne lieu à une ordonnance de séquestre, fait cession de ses biens à ses créanciers, est l'objet d'une ordonnance ou d'une résolution de liquidation, ou se réclame de quelque loi alors en vigueur applicable aux débiteurs faillis ou insolubles, le Ministre peut, en lui en donnant avis par écrit, résilier l'ensemble ou une partie quelconque du contrat. Dans ce cas, l'entrepreneur n'a droit à aucun paiement ou partie de paiement à l'égard de tout ouvrage qu'il n'a pas achevé en conformité des termes du contrat lors de la signification dudit avis par écrit.
2. Si, après avoir donné l'avis de résiliation prévu au paragraphe 1 du présent article, le Ministre constate que l'inexécution du contrat est due à des causes indépendantes de la volonté de l'entrepreneur, un tel avis de résiliation est censé avoir été donné conformément à l'article 25 des présentes conditions générales, qui, dès lors, régit les droits et les obligations des parties en cause.
3. Dès qu'un contrat est résilié sous l'autorité du présent article, le Ministre peut requérir l'entrepreneur de remettre au Canada, de la manière et dans la mesure qu'il l'indique, tout ouvrage fini, non encore livré ni accepté au moment de la résiliation, de même que tous matériaux, éléments, ouvrage en cours ou outils expressément acquis ou produits par l'entrepreneur pour l'exécution du contrat. Le Canada versera à l'entrepreneur pour l'ouvrage fini, livré conformément à l'ordre susdit et accepté par le Canada, le coût pour l'entrepreneur dudit ouvrage fini plus le pro rata de toute rémunération fixée par ledit contrat, et elle paiera ou remboursera à l'entrepreneur le coût juste et raisonnable, pour ce dernier, des matériaux, éléments ou ouvrage en cours remis au Canada en conformité de l'ordre susdit.

**1026B 25 (2004-12-10) Résiliation**

1. Nonobstant toute disposition du contrat, le Ministre peut, au moyen d'un avis donné à l'entrepreneur, mettre fin au contrat à l'égard de l'ensemble ou de quelque partie ou parties de l'ouvrage restant à exécuter. Dès qu'un avis de résiliation est donné, l'entrepreneur doit cesser le travail (y compris la fabrication et l'acquisition de matériaux destinés à l'exécution du contrat) selon les termes de l'avis et dans la mesure y spécifiée, mais il doit poursuivre, à un rythme convenable, l'exécution de toute partie ou parties (s'il en est) de l'ouvrage devant être parachevée(s) aux termes dudit avis; il doit en outre poursuivre, à un rythme convenable jusqu'à toute date ou étape déterminée dans ledit avis, l'exécution de toute partie ou parties de l'ouvrage selon qu'il est prévu dans ledit avis. De plus, le ministre peut, en tout temps ou à l'occasion, donner un ou plusieurs autres avis à l'égard de l'une quelconque ou de la totalité des parties de l'ouvrage restant à exécuter après signification de tout ou tous avis antérieur(s).
2. Lorsqu'un avis est donné sous le régime du présent article et sous réserve des dispositions ci-après,
  - a) tout ouvrage achevé aux termes des présentes par l'entrepreneur avant la signification de l'avis, ou subséquemment en conformité dudit avis, doit être payé en conformité des présentes (sous réserve d'inspection et d'acceptation par le Canada);
  - b) à l'égard d'un ouvrage non terminé aux termes des présentes avant la signification de l'avis susdit, ni subséquemment en conformité dudit avis, le Canada versera à l'entrepreneur le montant que ledit ouvrage a coûté à ce dernier selon les dispositions des présentes plus une somme représentant un bénéfice juste et raisonnable pour le travail accompli;
  - c) sous réserve des dispositions de l'alinéa d) du présent paragraphe 2, l'entrepreneur a droit au remboursement de toutes dépenses en immobilisations expressément autorisées par les termes du contrat ou approuvées par le Ministre aux fins du contrat (et réellement faites ou

- engagées) dans la mesure où ces dépenses (moins la dépréciation à leur égard comptée dans la détermination du coût selon les dispositions du contrat) ont été raisonnablement et régulièrement faites par lui pour l'exécution du contrat et qu'elles y sont dûment attribuables;
- d) si le contrat vise exclusivement des dépenses de capitaux à l'égard de matériel additionnel ou d'agrandissements d'usine, les alinéas a), b) et c) du présent paragraphe 2 ne s'appliquent pas, mais le Canada doit payer ou rembourser à l'entrepreneur le coût raisonnable et approprié pour lui (non déjà acquitté par le Canada);
- (i) de tout le matériel additionnel qui, avant la signification de l'avis de résiliation, aura été acheté, acquis ou fabriqué par l'entrepreneur, ou aura fait de sa part l'objet d'un contrat et à l'égard duquel il est tenu d'effectuer des paiements;
  - (ii) de tout le matériel additionnel en voie de fabrication par l'entrepreneur à la date de signification dudit avis, ainsi que de tout le travail à l'égard de la construction de l'agrandissement d'usine jusqu'à la même date, y compris le coût des matériaux et des éléments pour lesquels l'entrepreneur a passé contrat en vue de ladite fabrication ou de ladite construction et à l'égard desquels il est tenu d'effectuer des paiements.
3. Nonobstant les dispositions des paragraphes 1 et 2, les sommes, dont l'entrepreneur a droit au remboursement advenant un avis de résiliation donné en vertu du présent article 25, comprennent, sous réserve des dispositions ci-après, les frais à lui causés ou occasionnés par l'annulation à la suite de l'avis de résiliation d'obligations par lui contractées, le coût de préparation des comptes et des états visant le travail accompli à la date effective de la résiliation et les engagements pris par l'entrepreneur à l'égard des parties achevées de l'ouvrage, les salaires que, d'après les lois et règlements alors en vigueur, l'entrepreneur est tenu de payer aux employés dont les services ne sont plus requis en raison de ladite résiliation, les frais directs et accessoires d'établissement d'un inventaire des matériaux, éléments constitutifs, ouvrage en cours, ouvrage fini, en main à la date effective de la résiliation et les autres frais et dépenses directs et accessoires imputables à la cessation totale ou partielle des opérations visées par le contrat. Toutefois, les paiements et remboursements prévus au présent paragraphe ne pourront être effectués que dans la mesure où il est établi à la satisfaction du Ministre que lesdits frais ont été effectivement supportés et que lesdites dépenses ont été réellement faites par l'entrepreneur, qu'ils sont raisonnables et dûment attribuables au fait qu'il a été mis fin à l'ouvrage ou à la partie de l'ouvrage visé par l'avis de résiliation.
4. À moins d'autorisation contraire du Ministre, l'entrepreneur doit passer ses commandes de matériaux et de pièces nécessaires à l'exécution du contrat et adjudger ses sous-traités à l'égard de tout ouvrage visé par les présentes à des conditions qui lui permettent de résilier tout contrat adjudgé par lui en conformité de termes et conditions identiques à ceux que prévoit le présent article au sujet de la résiliation du contrat par le Ministre et de la signification d'un ou des avis mentionnés plus haut et en conformité de termes et conditions identiques à ceux que prévoit le présent article au sujet des remboursements et bénéfices. Advenant la résiliation du contrat, aux termes des présentes, à l'égard de l'ensemble ou d'une partie quelconque de l'ouvrage, l'entrepreneur doit collaborer avec le Canada et le Ministre et faire en tout temps tout ce qui est raisonnablement en son pouvoir afin de réduire au minimum le montant des obligations du Canada prévues par le présent article.
5. En cas de désaccord au sujet du montant du remboursement auquel l'entrepreneur a droit, la question sera déferée à la Cour fédérale.
6. Dès que l'entrepreneur aura été remboursé conformément aux présentes, le titre de propriété des matériaux, éléments, usine, matériel et ouvrage en cours, à l'égard desquels ce remboursement est effectué, passera et sera dévolu au Canada (l'entrepreneur s'engageant par les présentes, comme garantie additionnelle, à signer et livrer tous les documents voulus) et ces matériaux, éléments, usine, matériel et ouvrage en cours doivent être livrés à l'ordre du Ministre, mais les matériaux ainsi repris ne peuvent en aucun cas dépasser ce qui aurait été requis pour la complète exécution du contrat si aucun avis de résiliation n'avait été donné aux termes des présentes.
7. Si l'entrepreneur peut prouver à la satisfaction du Ministre que quelque mesure prise par ce dernier sous l'autorité du présent article a été une cause de difficultés exceptionnelles pour l'entrepreneur, le Ministre peut à sa discrétion absolue, et nonobstant toute autre disposition du présent article, accorder à l'entrepreneur l'allocation (qui ne peut cependant en aucun cas comprendre une somme ou une indemnité pour manque à gagner) qu'il juge appropriée.
8. L'entrepreneur ne peut prétendre à aucuns dommages-intérêts, indemnité, compensation pour manque à gagner, allocation ou autre dédommagement, en raison ou en conséquence directe ou indirecte de quelque mesure prise ou avis donné par le Ministre en vertu ou en exécution des

stipulations du présent article, sauf aux termes et dans la mesure expressément prévus dans ledit article.

9. Le droit de résiliation et de signification d'avis prévu aux termes du présent article s'ajoute aux droits du Canada ou du Ministre et n'en remplace aucun.

**1026B 26 (1991-06-01) Avis**

Tout avis adressé à l'entrepreneur aux termes des présentes est censé être effectivement donné s'il est envoyé par lettre ou par télégramme, port ou frais d'envoi, selon le cas, acquittés, à l'entrepreneur à son adresse figurant au contrat ou, si aucune adresse n'y figure, à l'adresse indiquée dans les dossiers du Ministre, et tout avis ainsi donné est censé avoir été reçu par l'entrepreneur le jour où, selon les délais ordinaires de livraison, cette lettre ou ce télégramme aurait dû atteindre sa destination.

**1026B 27 (1999-12-13) Aucun acte de corruption, etc.**

L'entrepreneur garantit qu'aucun pot-de-vin, don ou autre avantage n'a été payé, donné, promis ou offert à quelque fonctionnaire ou employé du Canada en raison ou en vue de l'adjudication du contrat à l'entrepreneur.

**1026B 28 (1991-06-01) Conditions de travail et règles d'hygiène**

L'entrepreneur doit observer toutes les conditions de travail ainsi que toutes les conditions et règles d'hygiène qui, à l'occasion, s'appliqueront à l'ouvrage.

**1026B 29 (1991-06-01) Membres de la Chambres des communes**

Aucun membre de la Chambre des communes n'est admis à participer au contrat ni aux avantages en découlant.

**1026B 30 (1991-06-01) Suppléments**

Sauf stipulation contraire du contrat, aucun supplément ne peut être payé sans que le Ministre n'ait autorisé par écrit ledit supplément et son prix.

**1026B 31 (1994-06-06) Certification - Honoraires conditionnels**

1. L'entrepreneur atteste qu'il n'a pas versé ni convenu de verser, directement ou indirectement, et s'engage à ne pas verser, directement ni indirectement, des honoraires conditionnels en rapport à la négociation ou à l'obtention du présent contrat ou en rapport à toute demande ou démarche reliée au présent contrat, à aucune personne autre qu'un employé remplissant les fonctions habituelles liées à son poste.
2. Tous les comptes et dossiers concernant le versement d'honoraires ou de toute autre rémunération en rapport à l'obtention ou à la négociation du contrat ou en rapport à toute demande ou démarche reliée au contrat seront assujettis aux dispositions du contrat portant sur les comptes et la vérification.
3. Si l'entrepreneur fait une fausse déclaration aux termes du présent article ou ne respecte pas les obligations précisées dans le présent document, le Ministre pourra soit résilier le contrat pour défaut d'exécution conformément aux dispositions pertinentes contenues dans le contrat, soit recouvrer, de l'entrepreneur, par une réduction du prix du contrat ou autrement, le montant total des honoraires conditionnels.
4. Les définitions suivantes s'appliquent au présent article :

« honoraires conditionnels » - Tout paiement, ou autre forme de rémunération, qui est subordonné au degré de succès ou calculé en fonction du degré de succès obtenu en rapport à l'obtention d'un marché gouvernemental, à la négociation d'une partie ou de la totalité des conditions de ce marché ou à toute demande ou démarche reliée au marché.

« employé(e) » - Toute personne avec qui l'entrepreneur a une relation d'employeur à employé;

« personne » - Comprend un particulier ou un groupe, une corporation, une société, une organisation et une association et, sans limiter la portée générale de ce qui précède, tout particulier qui est tenu de fournir au directeur une déclaration en vertu de l'article 5 de la *Loi sur l'enregistrement des lobbyistes*, L.R.C. (1985), ch. 44 (4<sup>e</sup> suppl.), et de toute modification qui pourrait lui être apportée de temps à autre.

**1026B 32 (2000-12-01) Intérêt sur les comptes en souffrance**

1. Les définitions suivantes s'appliquent au présent article :
  - « date de paiement » : la date que porte le titre négociable tiré par le Receveur général du Canada et remis aux fins de payer une somme exigible;
  - « en souffrance » : s'entend de la somme qui demeure impayée le lendemain du jour où elle est devenue exigible;
  - « exigible » : s'entend de la somme due par le Canada et exigible par l'entrepreneur aux termes du contrat;
  - « taux moyen » : la moyenne arithmétique simple du taux d'escompte en vigueur chaque jour, à 16 h, heure normale de l'est, pour le mois de calendrier immédiatement antérieur à la date de paiement, et « taux d'escompte » s'entend du taux d'intérêt fixé de temps en temps par la Banque du Canada qui représente le taux minimum auquel elle consent des avances à court terme aux membres de l'Association canadienne des paiements.
2. Le Canada verse à l'entrepreneur des intérêts simples, au taux moyen majoré de 3 p. 100 par année, sur toute somme en souffrance, à partir du premier jour où la somme est en souffrance jusqu'au jour qui précède la date de paiement. L'intérêt est payable sans avis de l'entrepreneur.
3. Le Canada ne verse pas d'intérêts en application du présent article lorsqu'il n'est pas responsable du retard à payer l'entrepreneur.
4. Le Canada ne verse pas d'intérêts sur les paiements anticipés qui sont en souffrance.

**1026B 33 (2005-12-16) Conflits d'intérêts**

Toute personne qui ne se conforme pas aux dispositions du Code régissant la conduite des titulaires de charge publique en ce qui concerne les conflits d'intérêts et l'après-mandat, du Code de valeurs et d'éthique de la fonction publique, ou des Directives et ordonnances administratives de la Défense régissant les conflits d'intérêts et l'après-mandat, ne peut bénéficier directement du présent contrat.

**1031-2 00 (2004-12-10) Principes des coûts contractuels****Travaux publics et Services gouvernementaux Canada**

- 01 Principe général
- 02 Définition d'un coût raisonnable
- 03 Coûts directs
- 04 Coûts indirects
- 05 Répartition des coûts indirects
- 06 Crédits
- 07 Coûts inadmissibles

**1031-2 01 (1992-04-01) Principe général**

Le coût total du contrat doit représenter la somme des coûts directs et indirects applicables, qui sont ou qui seront raisonnablement et convenablement engagés ou répartis, pendant l'exécution du contrat, moins tous les crédits applicables. Ces coûts doivent être calculés conformément aux pratiques de comptabilité analytique de l'entrepreneur, approuvé par la Couronne et appliqué de façon uniforme pendant toute la période d'exécution du contrat.

**1031-2 02 (1991-06-01) Définition d'un coût raisonnable**

1. Un coût est considéré raisonnable si sa nature et son montant ne dépassent pas ce qu'une personne prudente, à la tête d'une entreprise concurrentielle, aurait jugé convenable d'engager en pareil cas.
2. Lorsqu'il s'agit de déterminer si un coût donné est raisonnable, il faut étudier les facteurs suivants :
  - a) si le coût est d'un type généralement admis comme normal et nécessaire dans le cadre de l'exploitation d'une entreprise ou de l'exécution du contrat;
  - b) les limitations et les exigences posées par des conditions telles que les pratiques commerciales généralement admises et reconnues, les négociations privilégiées, les législations fédérales, provinciales et municipales, ainsi que les conditions du contrat;
  - c) les mesures qui seraient prises par des gens d'affaires prudents compte tenu des circonstances et de leurs responsabilités à l'égard des propriétaires de l'entreprise, de leurs employés, de leurs clients, de l'État et du grand public;
  - d) les dérogations importantes aux pratiques établies de l'entrepreneur qui peuvent entraîner une augmentation injustifiée des coûts du contrat; et
  - e) les répercussions des spécifications, du calendrier de livraison et des exigences de qualité sur les coûts d'un contrat donné.

**1031-2 03 (2004-12-10) Coûts directs**

Il existe trois types de coûts directs :

- a) coûts directs des matériaux, c'est-à-dire le coût des matériaux qui peuvent être clairement identifiés et quantifiés par l'entrepreneur comme ayant été ou devant être utilisés, pour la réalisation du contrat, et ce, par l'application uniforme aux pratiques de comptabilité analytique tel qu'accepté par le Couronne.
  - (i) En plus des matériaux achetés uniquement en vue de l'exécution du Contrat et traités par l'entrepreneur, ou des matériaux obtenus de sous-traitants, ces coûts directs peuvent inclure tout autre matériaux provenant des stocks courants de l'entrepreneur.
  - (ii) Les matériaux achetés uniquement en vue de l'exécution du Contrat principal ou de contrats en sous-traitance doivent être imputés au contrat au coût net installé, chargé à l'entrepreneur, avant que les escomptes de caisse pour règlement rapide lui soient consentis.
  - (iii) Les matériaux provenant des stocks courants de l'entrepreneur doivent être imputés au contrat conformément à la méthode uniformément utilisée par l'entrepreneur pour établir le coût du matériel en stock.

- b) coûts directs de la main-d'oeuvre, c'est-à-dire la partie des salaires bruts versée pour le travail, qui peut être identifié et calculé de façon spécifique par l'entrepreneur comme ayant été ou devant être exécuté pour le contrat, et ce, par l'application uniforme aux pratiques de comptabilité analytique tel qu'accepté par la Couronne.
- c) autres coûts directs, c'est-à-dire tous les coûts applicables qui n'entrent pas dans les catégories des coûts directs des matériaux ou de la main-d'oeuvre, mais qui peuvent être clairement identifiés et calculés par l'entrepreneur comme ayant été ou devant être engagés pour l'exécution du contrat, et ce, par l'application uniforme aux pratiques de comptabilité analytique tel qu'accepté par la Couronne.

**1031-2 04 (1991-06-01) Coûts indirects**

1. Les coûts indirects (les frais généraux) sont ceux qui, quoique ayant été ou devant être engagés pendant la période de réalisation du contrat pour l'exploitation générale de l'entreprise, ne peuvent cependant pas être clairement identifiés ni évalués en relation directe avec la réalisation des contrats.
2. Ces coûts indirects peuvent inclure notamment :
  - a) les matériaux et fournitures indirects (\*);
  - b) la main-d'oeuvre indirecte;
  - c) les avantages sociaux (la contribution de l'employeur seulement);
  - d) les services publics, c'est-à-dire les services d'intérêt général tels que l'énergie, le chauffage, l'éclairage, et les frais d'exploitation et d'entretien des biens et des installations généraux;
  - e) les frais fixes ou périodiques, c'est-à-dire les dépenses périodiques telles que les impôts fonciers, les frais de location et les coûts raisonnables d'amortissement;
  - f) les frais administratifs et généraux, c'est-à-dire la rémunération des cadres et des employés, ainsi que des dépenses telles que les fournitures de bureau, l'affranchissement de courrier et les autres dépenses nécessaires à la gestion de l'entreprise;
  - g) visés par le contrat;
  - h) les dépenses générales de recherche et de développement dont l'imputation au contrat est jugée admissible par la Couronne.

(\*) Dans le cas des fournitures équivalentes de moindre valeur, des articles très utilisés dont les coûts correspondent à la définition des coûts directs, mais pour lesquels il n'est pas rentable de rendre compte des coûts de la façon prescrite pour les coûts directs, on peut considérer ceux-ci comme des coûts indirects aux fins du contrat.

**1031-2 05 (2004-12-10) Répartition des coûts indirects**

Les coûts indirects doivent être partagés entre des regroupements de coûts indirects en fonction des structures organisationnelles ou opérationnelles de l'entreprise, et ces regroupements doivent ensuite être répartis entre des contrats, suivant les deux principes suivants :

- a) es coûts compris dans un regroupement de coûts donné doivent avoir un lien de similarité avec tous les contrats entre lesquels le regroupement sera ultérieurement réparti; de plus, ils doivent être suffisamment semblables les uns aux autres pour que la répartition du coût total d'un regroupement donné ait sensiblement le même résultat que si chaque coût du regroupement avait été distribué séparément;
- b) la répartition de chaque regroupement de coûts indirects doit, dans la mesure du possible, refléter les liens de cause à effet entre les regroupements de coûts et les contrats entre lesquels ces coûts sont partagés.

**1031-2 06 (1991-06-01) Crédits**

La portion des revenus, des rabais, des allocations ou de tout autre crédit relatif aux coûts directs ou indirects qui s'appliquent au contrat, reçue par l'entrepreneur ou accumulée à son crédit doit être inscrite au crédit du contrat.

**1031-2 07 (2004-12-10) Coûts non admissibles**

En dépit qu'ils peuvent avoir été légitimement et raisonnablement engagés par l'entrepreneur dans le cadre de l'exécution du contrat, les coûts suivants sont considérés des coûts non imputables au contrat :

- a) les allocations pour les intérêts sur le capital investi, les obligations, les débetures, les emprunts bancaires ou autres, y compris les escomptes à l'émission d'obligations et les frais de crédit;
- b) les frais de services juridiques, comptables et les honoraires d'experts-conseils liés à une réorganisation financière, à l'émission de garanties et de capital-actions, à l'obtention de brevets et de permis ainsi qu'aux actions en réclamation intentées contre la Couronne;
- c) les pertes subies en raison de mauvais investissement, de mauvaises créances et les frais de recouvrement;
- d) les pertes subies sur d'autres contrats;
- e) les impôts sur le revenu, fédéral et provincial, les taxes ou surtaxes sur les profits excédentaires, ou les dépenses spéciales y afférentes;
- f) les fonds de prévoyance;
- g) les primes relatives aux assurances-vie des cadres ou des administrateurs, lorsque l'entrepreneur est le bénéficiaire de ces contrats d'assurance;
- h) l'amortissement d'une augmentation de la valeur des biens qui ne s'est pas matérialisée;
- i) la dépréciation des biens payés par la Couronne;
- j) les amendes et les dommages-intérêts;
- k) les coûts et l'amortissement des installations excédentaires;
- l) la rémunération et les primes déraisonnables versées aux cadres et aux employés;
- m) les frais d'élaboration et d'amélioration de produits qui n'ont pas été engagés relativement au produit visé par le contrat;
- n) les frais de publicité, sauf les frais raisonnables de publicité de nature professionnelle ou de prestige, versés pour les annonces placées dans des publications spécialisées, techniques ou professionnelles en vue de fournir de l'information à l'industrie ou à l'entreprise;
- o) les frais de divertissement;
- p) les dons, à l'exception de ceux aux organismes de charité enregistrés en vertu de la Loi de l'impôt sur le revenu;
- q) les cotisations et autres frais d'adhésion à un mouvement sauf aux associations professionnelles reconnues;
- r) les honoraires, extraordinaires ou anormaux, versés à des experts pour obtenir des conseils techniques, administratifs ou comptables, à moins qu'ils ne soient autorisés par l'autorité contractante.





**1034 00 (2005-12-16) Construction - prix fixé et prix unitaires****Travaux publics et Services gouvernementaux Canada**

- 01 Interprétation
- 02 Successeurs et ayants droit
- 03 Cession du contrat
- 04 Adjudications par l'entrepreneur à des sous-traitants
- 05 La description des travaux comprend tout
- 06 Nulle obligation implicite
- 07 Délais de rigueur
- 08 Indemnisation par l'entrepreneur
- 09 Indemnisation par le Canada
- 10 Aucun profit aux membres de la Chambre des communes
- 11 Avis, ordres, etc. à l'entrepreneur
- 12 Changements des conditions du sol - Négligence ou retard de la part du Canada
- 13 Matériaux, outillage et biens-fonds deviennent propriété du Canada
- 14 Matériaux, outillage et bien-fonds fournis par le Canada
- 15 Prolongement de délai
- 16 Travaux retirés des mains de l'entrepreneur
- 17 Effet du retrait des travaux des mains de l'entrepreneur
- 18 Suspension des travaux par le Ministre
- 19 Résiliation du contrat
- 20 Ce qui doit être fourni pour l'exécution des travaux
- 21 Obligations et réclamations exercées contre l'entrepreneur ou le sous-traitant
- 22 Exécution des travaux sous la direction de l'ingénieur
- 23 Déblaiement de l'emplacement
- 24 Surintendant de l'entrepreneur
- 25 Ouvriers inaptes
- 26 Aucun paiement supplémentaire pour augmentation de coût
- 27 Main-d'oeuvre et matériaux canadiens (ANNULE)
- 28 Sécurité et protection des travaux
- 29 Protection des travaux et des documents (REPLACÉ)
- 30 Cérémonies publiques
- 31 Assurance
- 32 Produit de l'assurance
- 33 Précautions contre dommages, contrefaçons, incendies, etc.
- 34 Interprétation du contrat par l'ingénieur
- 35 Rectification des déficiences
- 36 Refus d'acquiescement par l'entrepreneur
- 37 Protestations contre les décisions de l'ingénieur
- 38 L'ingénieur peut ordonner des travaux supplémentaires, des modifications, etc.
- 39 Coopération avec les autres entrepreneurs
- 40 Certificats de l'Ingénieur
- 41 Dépôt de garantie - Confiscation ou remboursement
- 42 Dépôt de garantie - Remboursement en totalité ou en partie
- 43 Permis municipaux
- 44 Établissement du coût - Tableau des prix unitaires
- 45 Établissement du coût - Négociations
- 46 Établissement du coût - À défaut de négociations
- 47 Établissement du coût - Expressions précisées
- 48 Écritures que doit tenir l'entrepreneur
- 49 Époque de paiement
- 50 Le Rapport sur l'état des travaux et le paiement y afférent ne lient pas le Canada
- 51 Intérêt sur les comptes en souffrance
- 52 Droit de compensation
- 53 Certification - Honoraires conditionnels
- 54 Conditions de travail et de santé
- 55 Conflits d'intérêts

**1034 01 (1999-12-13) Interprétation**

- 1. Dans le contrat, l'expression

« Canada », « Couronne », « Sa Majesté », ou « l'État » désigne Sa Majesté la Reine du chef du Canada;

« dans les présentes », « par les présentes », « des présentes », « en vertu des présentes » et les expressions semblables se rapportent à l'ensemble du contrat, et non pas à quelque subdivision ou partie dudit contrat;

« dépôt de garantie » signifie la garantie fournie par l'entrepreneur au Canada conformément au contrat;

« ingénieur » signifie la personne désignée comme tel par le Ministre et comprend toute personne qu'il a expressément autorisée à accomplir, pour lui, une fonction quelconque en vertu du contrat;

« matériaux » comprend tous matériaux, marchandises, articles et choses à fournir, en vertu du contrat, aux fins d'incorporation aux travaux;

« Ministre » comprend une personne agissant au nom dudit Ministre ou, si la charge est sans titulaire, une personne le suppléant en vertu d'un décret du Gouverneur général du Canada en conseil, ainsi que les personnes lui succédant dans la charge et son ou leur délégué légitimement nommé;

« outillage » comprend les animaux, outils, instruments, machines, véhicules, bâtiments, ouvrages, matériel, articles et choses nécessaires à l'exécution des travaux;

« sous-traitant » désigne une personne, maison ou corporation à qui l'entrepreneur, en conformité de l'article 4 de ces Conditions générales et du consentement de l'ingénieur, a adjudgé en seconde main la totalité ou une partie des travaux;

« surintendant » désigne l'employé de l'entrepreneur que celui-ci a désigné comme ayant la pleine et entière direction des opérations en chantier de l'entrepreneur aux fins de contrat; et

« travaux » comprend la totalité des ouvrages, matériaux, matières et choses que l'entrepreneur est tenu de faire, de fournir et d'exécuter en vertu du contrat.

2. Les notes marginales du contrat ne font pas partie du contrat, mais sont censées y avoir été insérées à seule fin d'en faciliter la consultation.
3. À moins que le contexte ne s'y oppose, toute mention dans le contrat d'un paragraphe ou alinéa est censée renvoyer à un paragraphe ou alinéa de l'article ou du paragraphe, suivant le cas, où se trouve la mention.
4. Si, dans l'interprétation du contrat, il survient des écarts ou des contradictions entre ce qui apparaît dans les plans et devis et dans ces Conditions générales, les Conditions générales l'emportent.
5. Si, dans l'interprétation des plans et devis,
  - a) il survient des écarts ou des contradictions entre les plans et les devis, les devis l'emportent;
  - b) il survient des écarts ou des contradictions entre les plans, les plans dessinés à l'échelle la plus grande l'emportent; et
  - c) il survient des écarts ou des contradictions entre les dimensions exprimées en chiffres et les dimensions à l'échelle, les dimensions exprimées en chiffres l'emportent.

#### **1034 02 (1991-06-01) Successeurs et ayants droit**

Les parties aux présentes de même que leurs exécuteurs testamentaires, administrateurs, successeurs et ayants droit profiteront des avantages et seront liés par les obligations découlant du contrat.

#### **1034 03 (1991-06-01) Cession du contrat**

Le contrat ne peut être cédé sans le consentement par écrit du Ministre.

#### **1034 04 (1991-06-01) Adjudications par l'entrepreneur à des sous-traitants**

1. L'entrepreneur ne peut adjuger la totalité ou une partie des travaux à un sous-traitant, sans le consentement écrit du Ministre.
2. Chaque adjudication faite par l'entrepreneur à un sous-traitant doit stipuler que le sous-traitant est tenu de se conformer à toutes les modalités et conditions du présent contrat qui peuvent raisonnablement être appliquées à son engagement.

**1034 05 (1991-06-01) La description des travaux comprend tout**

La description des travaux et des matériaux énoncée dans le contrat comprend non seulement le genre particulier de travaux et de matériaux mentionné, mais également tout le travail, tout l'outillage et tous les matériaux nécessaires à la parfaite exécution, à l'achèvement et à la livraison en état d'utilisation des travaux et matériaux.

**1034 06 (1999-12-13) Nulle obligation implicite**

Nulle obligation implicite de quelque genre que ce soit n'est assumée par ou en son nom, en raison de quelque disposition du contrat, les stipulations expressives ici contenues et conclues par étant et devant être les seules stipulations sur lesquelles tous droits contre devront être fondés; et, sans limiter la portée générale de ce qui précède, le contrat remplace toutes communications, négociations et ententes, écrites ou verbales, concernant les travaux qui auraient précédé la date du contrat.

**1034 07 (1991-06-01) Délais de rigueur**

Le temps est de l'essence même du contrat.

**1034 08 (1999-12-13) Indemnisation par l'entrepreneur**

1. Sauf dispositions de l'article 9 des Conditions générales, l'entrepreneur doit tenir indemne et à couvert de toutes réclamations, mises en demeure, pertes, frais, dommages, actions, poursuites ou procédures mettant en cause qui que ce soit et de quelque manière que ce soit, par suite, à cause ou à l'occasion de l'activité de l'entrepreneur, dans l'exécution des travaux faisant l'objet du contrat, ou d'une contrefaçon par l'entrepreneur, réelle ou alléguée, d'un brevet d'invention.
2. Aux fins du paragraphe 1, l'expression « activité » comprend un acte fait contrairement à la bonne règle, une omission de faire un acte et un retard à faire un acte.

**1034 09 (2000-12-01) Indemnisation par le Canada**

Le Canada doit tenir l'entrepreneur indemne et à couvert de toutes réclamations, mises en demeure, pertes, frais, dommages, actions, poursuites ou procédures découlant de son activité en vertu du contrat, directement attribuables à ce qui suit :

- a) le manque ou un vice, réel ou allégué, du titre de propriété sur l'emplacement des travaux; ou
- b) une contrefaçon, réelle ou alléguée, de tout brevet d'invention dans l'exécution de quoi que ce soit aux fins du contrat, dont le modèle, le plan ou le dessin a été fourni par le Canada à l'entrepreneur.

**1034 10 (1991-06-01) Aucun profit aux membres de la Chambre des communes**

Aucun membre de la Chambre des communes n'est admis à être partie au contrat, ni à participer à aucun des bénéfices ou profits qui en proviennent.

**1034 11 (1991-06-01) Avis, ordres, etc., à l'entrepreneur**

1. Aux fins de l'alinéa 16.1.a), et des articles 18 et 19 de ces Conditions générales, les avis doivent être donnés par écrit et
  - a) être remis à l'entrepreneur lui-même, ou, si l'entrepreneur est une corporation ou une société, à un fonctionnaire administratif ou exécutif supérieur de la corporation ou de la société; ou

- b) être envoyés par la poste à l'entrepreneur ou à son surintendant, à l'adresse mentionnée dans le contrat;
- et s'il se pose quelque question de savoir si une telle communication en a été faite à l'entrepreneur, l'avis est censé lui avoir été suffisamment communiqué;
- c) s'il a été remis, en conformité de l'alinéa a), le jour où il a été remis; et
- d) s'il a été envoyé par la poste, en conformité de l'alinéa b), le jour de sa réception par l'entrepreneur ou le sixième jour après son envoi par la poste, en retenant celle des deux dates qui est antérieure à l'autre.
2. Tout avis, ordre, directive, décision ou communication autre qu'un avis mentionné au paragraphe 1, qui peut être donné à l'entrepreneur en conformité du contrat, peut être donné n'importe comment, mais est censé avoir été suffisamment communiqué à l'entrepreneur s'il a été énoncé par écrit, si l'écrit
- a) a été remis à l'entrepreneur lui-même ou, si l'entrepreneur est une corporation ou une société, à un fonctionnaire administratif ou exécutif supérieur de la corporation ou de la société;
- b) a été remis au surintendant de l'entrepreneur;
- c) a été laissé au bureau de l'entrepreneur ou, s'il a plus d'un bureau, à l'un d'eux; ou
- d) a été envoyé par la poste à l'entrepreneur ou à son surintendant, à l'adresse mentionnée dans le contrat ou au dernier lieu connu d'affaires ou de résidence de l'entrepreneur.

**1034 12 (2000-12-01) Changements des conditions du sol - Négligence ou retard de la part du Canada**

1. Nul paiement ne sera fait par le Canada à l'entrepreneur en sus du paiement expressément promis par le contrat, en raison de quelque dépense supplémentaire engagée, ou de quelque perte ou dommage subi par l'entrepreneur, pour quelque raison que ce soit, y compris un malentendu de la part de l'entrepreneur quant à tout fait, que ce malentendu soit ou non attribuable directement ou indirectement au Canada ou à l'un quelconque des agents ou préposés du Canada (qu'il y ait eu ou non négligence ou fraude de la part des agents ou préposés du Canada) à moins que, de l'avis de l'ingénieur, la dépense supplémentaire, la perte ou le dommage ne soit directement attribuable
- a) à un écart considérable entre les renseignements sur les conditions du sol à l'emplacement des travaux, ou une hypothèse raisonnable fondée sur lesdits renseignements, consignés dans les plans et devis ou autres documents ou éléments d'information communiqués à l'entrepreneur par le Canada pour servir à l'établissement de sa soumission, et les conditions réelles du sol constatées par l'entrepreneur à l'emplacement des travaux dans l'exécution des travaux; ou
- b) à la négligence ou à un retard se produisant après la date du contrat, de la part du Canada, à fournir tous renseignements ou à faire tout acte que le contrat oblige expressément le Canada à faire, ou que les usages de l'industrie dicteraient à tout propriétaire afin de permettre à son entrepreneur d'exécuter un engagement semblable aux travaux exécutés en vertu du contrat pour le compte du Canada, auquel cas, si l'entrepreneur a donné à l'ingénieur avis par écrit de sa réclamation, avant l'expiration de trente jours depuis la constatation des conditions du sol donnant lieu à la réclamation ou depuis le jour auquel la négligence se produit ou le retard commence, suivant le cas, le Canada paiera à l'entrepreneur à l'égard de la dépense supplémentaire engagée ou de la perte ou du dommage subi en raison de cet écart, de cette négligence ou de ce retard, un montant égal au coût, calculé en conformité des articles 44 à 47 de ces Conditions générales, du surcroît nécessaire d'outillage, de travail et de matériaux.
2. Si, de l'avis de l'ingénieur, l'entrepreneur a réalisé une économie de dépenses parce que l'exécution des travaux par l'entrepreneur a été rendue moins difficile et moins coûteuse du fait que les conditions du sol effectivement constatées par l'entrepreneur à l'emplacement des travaux, dans l'exécution des travaux, sont considérablement différentes des conditions du sol indiquées dans les renseignements ou inférées d'une hypothèse raisonnable fondée sur lesdits renseignements, consignés dans les plans et devis ou autres documents ou éléments d'information communiqués à l'entrepreneur par le Canada pour servir à l'établissement de sa soumission, le montant énoncé au contrat doit être diminué d'un montant égal à l'économie que l'entrepreneur a réalisée.
3. L'alinéa 1.a) et le paragraphe 2 s'appliquent aux seuls arrangements à prix fixe.

4. Si des renseignements sur les conditions du sol à l'emplacement des travaux étaient consignés dans les plans et devis ou dans d'autres documents ou éléments d'information communiqués à l'entrepreneur par le Canada pour servir à l'établissement de sa soumission et si les conditions réelles du sol constatées par l'entrepreneur à l'emplacement des travaux, dans l'exécution des travaux, sont considérablement différentes desdits renseignements ou d'une hypothèse raisonnable fondée sur lesdits renseignements, de façon que les frais supportés par l'entrepreneur dans l'exécution des travaux sont directement et considérablement augmentés ou diminués en raison de cet écart, le Ministre et l'entrepreneur peuvent, d'un commun accord, modifier le Tableau de prix unitaires, de façon que le bénéfice d'une diminution considérable des frais accroisse au Canada et que le fardeau d'une augmentation considérable des frais ne soit pas supporté par l'entrepreneur.
5. Le paragraphe 4 s'applique aux seuls arrangements à prix unitaires.

**1034 13 (2000-12-01) Matériaux, outillage, et biens-fonds deviennent propriété du Canada**

1. Tous matériaux et outillage de même que l'intérêt de l'entrepreneur dans tous biens-fonds, permis, pouvoirs et privilèges acquis, utilisés ou fournis par l'entrepreneur aux fins des travaux deviennent, à compter de l'époque où ils ont été ainsi acquis, utilisés ou fournis, et sont la propriété du Canada, aux fins des travaux, et continuent d'être la propriété du Canada
  - a) dans le cas des matériaux, jusqu'à ce qu'ils aient été incorporés aux travaux ou jusqu'à ce que l'ingénieur se déclare convaincu qu'ils ne seront pas requis aux fins des travaux; et
  - b) dans le cas de l'outillage, des biens-fonds, des permis, des pouvoirs et des privilèges, jusqu'à ce que l'ingénieur se déclare convaincu que l'intérêt dévolu au Canada en l'espèce n'est plus requis aux fins des travaux.
2. Ni les matériaux ni l'outillage appartenant au Canada, en vertu du présent article, ne doivent, sans le consentement par écrit de l'ingénieur, être enlevés de l'emplacement des travaux, utilisés ou aliénés, sauf aux fins des travaux.
3. Le Canada n'est pas responsable des pertes ou des dommages concernant les matériaux et l'outillage appartenant au Canada, en vertu du présent article, et l'entrepreneur est responsable desdits dommages ou pertes, même si les matériaux ou l'outillage appartiennent au Canada.

**1034 14 (2000-12-01) Matériaux, outillage, et biens-fonds fournis par Canada**

1. L'entrepreneur est responsable envers le Canada des pertes ou dommages, attribuables ou non à des causes indépendantes de sa volonté, concernant les matériaux, l'outillage ou les biens-fonds que le Canada a fournis ou procurés à l'entrepreneur pour servir relativement aux travaux, sauf lorsqu'il s'agit de pertes ou dommages imputables et directement attribuables à l'usure raisonnable.
2. L'entrepreneur ne se servira des matériaux, de l'outillage ou des biens-fonds, auxquels le présent article s'applique, qu'aux fins d'exécuter le présent contrat.
3. Lorsque l'entrepreneur n'a pas compensé dans un délai raisonnable une perte ou un dommage dont il est responsable en vertu du présent article, après avoir été requis de le faire par l'ingénieur, celui-ci peut y pourvoir et l'entrepreneur est dès lors responsable envers le Canada des frais ainsi occasionnés et doit, sur mise en demeure, payer au Canada un montant égal auxdits frais.
4. L'entrepreneur doit tenir les écritures que l'ingénieur peut de temps à autre exiger en ce qui concerne les matériaux, l'outillage et les biens-fonds auxquels le présent article s'applique et doit, de temps à autre lorsque l'ingénieur l'exige, établir à la satisfaction de l'ingénieur que les matériaux, l'outillage et les biens-fonds sont à l'endroit et dans l'état où ils devraient être.
5. Le présent article s'applique aux matériaux, à l'outillage et aux biens-fonds que le Canada a fournis ou procurés à l'entrepreneur pour servir relativement aux travaux.

**1034 15 (2000-12-01) Prolongement de délai**

1. S'il est d'avis que l'intérêt public le commande, le Ministre peut, sur demande présentée par l'entrepreneur avant le jour fixé par le contrat pour l'achèvement des travaux ou avant toute nouvelle date d'achèvement fixée en vertu du présent paragraphe, prolonger le délai d'achèvement des travaux en fixant un nouveau jour pour l'achèvement des travaux.

2. Lorsque l'entrepreneur n'achève pas les travaux au plus tard le jour fixé par le contrat pour l'achèvement des travaux, mais achève les travaux par la suite, il doit payer au Canada
  - a) un montant égal à tous les traitements, salaires et frais de déplacement payés par le Canada aux personnes chargées de surveiller les travaux pendant la période de retard;
  - b) un montant égal à ce que vaudrait pour le Canada, pendant la période de retard, l'utilisation des travaux achevés; et
  - c) un montant égal à toutes les autres dépenses engagées et dommages subis par le Canada, pendant la période de retard, du fait que les travaux n'ont pas été achevés.
3. Aux fins du présent article
  - a) les travaux sont censés être achevés le jour où l'ingénieur délivre son Certificat provisoire d'achèvement; et
  - b) « période de retard » signifie la période commençant le jour fixé par le contrat pour l'achèvement des travaux et se terminant le jour précédant le jour de l'achèvement des travaux, à l'exclusion cependant de tout jour faisant partie d'une période de prolongement accordée en vertu du paragraphe 1, ou de l'avis du Ministre, des causes indépendantes de la volonté de l'entrepreneur ont retardé l'achèvement des travaux.
4. S'il est d'avis que l'intérêt public le commande, le Ministre peut renoncer au droit du Canada à la totalité ou à quelque partie d'un paiement exigible en conformité du paragraphe 2.

**1034 16 (2000-12-01) Travaux retirés des mains de l'entrepreneur**

1. Dans chacun des cas suivants, à savoir
  - a) lorsque l'entrepreneur a failli ou tardé à commencer ou exécuter avec diligence les travaux, en totalité ou en partie, à la satisfaction de l'ingénieur, et que le Ministre ou l'ingénieur en a donné avis à l'entrepreneur l'enjoignant par la même occasion de mettre fin à tel défaut ou retard, si ledit défaut ou retard se poursuit pendant six jours après communication dudit avis;
  - b) lorsque l'entrepreneur a failli à achever les travaux, en totalité ou en partie, dans le délai imparti à cet effet par le contrat;
  - c) lorsque l'entrepreneur est devenu insolvable;
  - d) lorsque l'entrepreneur a commis un acte de faillite;
  - e) lorsque l'entrepreneur a abandonné les travaux;
  - f) lorsque l'entrepreneur a fait cession du contrat sans le consentement requis; ou
  - g) lorsque l'entrepreneur a, de quelque autre façon, failli à observer ou accomplir l'une quelconque des dispositions du contrat,

le Ministre peut, sans autre autorisation, retirer la totalité ou quelque partie des travaux des mains de l'entrepreneur et recourir aux moyens qui lui sembleront appropriés pour achever les travaux.

2. Lorsque la totalité ou quelque partie des travaux a été retirée des mains de l'entrepreneur en vertu du paragraphe 1, l'entrepreneur n'aura droit, sauf dispositions du paragraphe 3, à aucun autre paiement, y compris les paiements alors dus et exigibles mais non effectués; l'obligation du Canada de faire des paiements, aux termes du contrat, cessera dès lors et l'entrepreneur sera tenu de payer et paiera au Canada, sur mise en demeure, un montant égal à la totalité des pertes et dommages que le Canada aura subi en raison du non-achèvement des travaux par l'entrepreneur.
3. Lorsque la totalité ou quelque partie des travaux a été retirée des mains de l'entrepreneur en vertu du paragraphe 1, et que l'achèvement en a été assuré plus tard par le Canada, l'ingénieur doit établir le montant, s'il en est, de la retenue et des demandes de paiement sur évaluation provisoire de l'entrepreneur, qui étaient impayées au moment où les travaux ont été retirés de ses mains, dont, selon l'ingénieur, le Canada n'a pas besoins aux fins du contrat et le Ministre doit, s'il est d'avis que le Canada n'en subira pas de préjudice financier, autoriser le paiement dudit montant à l'entrepreneur.

**1034 17 (2000-12-01) Effet du retrait des travaux des mains de l'entrepreneur**

1. Le retrait de la totalité ou d'une partie des mains de l'entrepreneur, en conformité de l'article 16 des Conditions générales, n'a pas pour effet de libérer l'entrepreneur d'une obligation quelconque en vertu du contrat ou que la loi lui impose, si ce n'est de l'obligation d'achever l'exécution matérielle de la partie des travaux ainsi retirée de ses mains.
2. Si la totalité ou quelque partie des travaux est retirée des mains de l'entrepreneur, en conformité de l'article 16, tous les matériaux et outillage ainsi que l'intérêt de l'entrepreneur dans tous biens-fonds, permis, pouvoirs et privilèges acquis, utilisés ou fournis par l'entrepreneur aux fins des travaux sont, nonobstant le paragraphe 1 de l'article 13 de ces Conditions générales, la propriété du Canada sans indemnisation de l'entrepreneur.
3. Si l'ingénieur certifie qu'un intérêt quelconque dans les biens du Canada, en vertu du paragraphe 2, n'est plus requis aux fins des travaux et que le Canada n'a pas avantage à retenir ledit intérêt, il deviendra la propriété de l'entrepreneur.

**1034 18 (1991-06-01) Suspension des travaux par le Ministre**

1. Le Ministre peut, lorsqu'il est d'avis que l'intérêt public le commande, sommer l'entrepreneur de suspendre l'exécution des travaux soit pour une durée déterminée, soit pour une durée indéterminée, en communiquant un avis à cet effet à l'entrepreneur.
2. En recevant l'avis de sommation du Ministre, en conformité du paragraphe 1, l'entrepreneur doit suspendre toutes les opérations sauf celles qui, de l'avis de l'ingénieur, sont nécessaires à la garde et à la préservation des travaux, des matériaux et de l'outillage.
3. Pendant la période de suspension, l'entrepreneur ne doit pas enlever de l'emplacement, sans le consentement de l'ingénieur, une partie quelconque des travaux, des matériaux et de l'outillage.
4. Si la période de suspension est égale ou inférieure à trente (30) jours, l'entrepreneur doit, dès l'expiration de la période de suspension, reprendre l'exécution des travaux et il a droit au paiement du coût, calculé en conformité des articles 44 à 47 des Conditions générales, de l'outillage, du travail et des matériaux nécessités par l'acquiescement à l'avis de suspension.
5. Si la période de suspension est supérieure à trente (30) jours et si, à l'expiration de la période de suspension, le Ministre et l'entrepreneur conviennent que l'exécution des travaux sera achevée par l'entrepreneur, l'entrepreneur doit reprendre les opérations et achever l'exécution des travaux en conformité de toutes modalités et conditions convenues entre le Ministre et l'entrepreneur.
6. Si, à l'expiration d'une période de suspension supérieure à trente (30) jours, le Ministre et l'entrepreneur ne conviennent pas que les travaux seront achevés par l'entrepreneur ou s'ils sont incapables de s'entendre sur les modalités et conditions moyennant lesquelles l'entrepreneur achèvera les travaux, l'avis de suspension est censé être un avis de résiliation en conformité de l'article 19.

**1034 19 (2000-12-01) Résiliation du contrat**

1. Le Ministre peut à toute époque, en donnant avis à cet effet, résilier le contrat.
2. Au reçu d'un avis en conformité du paragraphe 1, l'entrepreneur cessera toutes les opérations.
3. Si le contrat est résilié en conformité du paragraphe 1, le Canada paiera à l'entrepreneur un montant égal au moindre des deux montants suivants :
  - a) le coût, convenu entre l'entrepreneur et le Ministre, de tout travail, de tous matériaux et de tout outillage qu'aura fournis l'entrepreneur à la date de résiliation ou, si l'entrepreneur et le Ministre ne peuvent s'entendre, calculé conformément à la formule exposée à l'article 46 des Conditions générales, diminué des montants que le Canada aura déjà payés à l'entrepreneur et des montants dont l'entrepreneur est redevable au Canada; et
  - b) le montant, calculé conformément aux modalités de paiement, qui aurait été payable à l'entrepreneur s'il avait achevé les travaux.

4. Si le contrat est résilié en conformité du paragraphe 1, le Canada paiera à l'entrepreneur un montant égal au coût, convenu entre l'entrepreneur et le Ministre, de tout travail, de tous matériaux et de tout outillage qu'aura fournis l'entrepreneur à la date de résiliation, ou si l'entrepreneur et le Ministre ne peuvent s'entendre, calculé conformément à la formule exposée à l'article 46 des Conditions générales, diminué des montants que le Canada aura déjà payés à l'entrepreneur et des montants dont l'entrepreneur est redevable au Canada.
5. Le paragraphe 3 s'applique aux seuls arrangements à prix fixes et le paragraphe 4 s'applique aux seuls arrangements à prix unitaires.

**1034 20 (1991-06-01) Ce qui doit être fourni pour l'exécution des travaux**

L'entrepreneur fournira tout ce qui est nécessaire à l'exécution des travaux à l'exception de tout ce qui fait l'objet de dispositions expresses du contrat à l'effet contraire, et de l'emplacement des travaux si à l'achèvement ceux-ci doivent y demeurer fixés en permanence.

**1034 21 (2000-12-01) Obligations/réclamations exercées contre l'entrepreneur et le sous-traitant**

1. Aux fins d'acquitter les obligations légitimes de l'entrepreneur ou d'un sous-traitant ou de faire droit aux réclamations légitimes faites contre l'entrepreneur ou un sous-traitant en conséquence de l'exécution des travaux, le Canada peut payer tout montant qui est dû et payable à l'entrepreneur en conformité du contrat, ou qui est payable, en conformité de l'article 41 des Conditions générales, après appropriation ou négociation du dépôt de garantie, directement aux créanciers de l'entrepreneur ou du sous-traitant ou aux personnes qui font lesdites réclamations.
2. Un paiement effectué en conformité du paragraphe 1 acquitte, jusqu'à concurrence du paiement, tout montant dont le Canada est redevable à l'entrepreneur en vertu du contrat.
3. Dans la mesure où le permettent les circonstances des travaux exécutés pour le Canada, l'entrepreneur se conformera à toutes les lois en vigueur dans la province où les travaux sont exécutés quant aux délais de paiement, aux retenues obligatoires, ainsi qu'à la création et au respect du privilège de constructeur ou, si la province est la province de Québec, aux dispositions de la loi qui concernent les privilèges.
4. L'entrepreneur acquittera toutes ses obligations légitimes et fera droit à toutes les réclamations légitimes faites contre lui en conséquence de l'exécution des travaux, au moins aussi souvent que le contrat oblige le Canada à acquitter ses obligations envers l'entrepreneur.
5. Sur demande de l'ingénieur, l'entrepreneur fera une déclaration statutaire témoignant de l'existence et de l'état des obligations et réclamations mentionnées au paragraphe 4.

**1034 22 (1991-06-01) Exécution des travaux sous la direction de l'ingénieur**

L'entrepreneur permettra à l'ingénieur d'avoir accès aux travaux en tout temps au cours de l'exécution des travaux, communiquera à l'ingénieur des renseignements complets sur ce qui se fait pour exécuter les travaux et fournira à l'ingénieur toute l'assistance possible dans l'accomplissement de son devoir, de veiller à ce que les travaux soient exécutés en conformité du contrat, et dans l'accomplissement et l'exercice des fonctions et pouvoirs que le contrat lui impose ou confère expressément.

**1034 23 (1991-06-01) Déblaiement de l'emplacement**

À l'achèvement des travaux, l'entrepreneur déblaira et nettoiera les travaux et leur emplacement, à la satisfaction et en conformité des directives de l'ingénieur.

**1034 24 (1991-06-01) Surintendant de l'entrepreneur**

1. L'entrepreneur affectera à l'emplacement des travaux pendant les heures de travail, jusqu'à l'achèvement des travaux un surintendant compétent qui sera autorisé à recevoir, pour le compte de l'entrepreneur, les ordres, directives ou autres communications qui peuvent être donnés en vertu du contrat.



2. À la demande de l'ingénieur, l'entrepreneur retirera tout surintendant qui, de l'avis de l'ingénieur, est incompetent ou s'est conduit de façon malséante et remplacera le surintendant ainsi retiré par un autre surintendant comme celui dont il est question au paragraphe 1.

**1034 25 (1991-06-01) Ouvriers inaptes**

À la demande de l'ingénieur, l'entrepreneur retirera des travaux toute personne occupée aux travaux qui, de l'avis de l'ingénieur, est incompétente ou s'est conduite de façon malséante et l'entrepreneur ne permettra pas à une personne ainsi retirée de demeurer à l'emplacement des travaux.

**1034 26 (1991-06-01) Aucun paiement supplémentaire pour augmentation de coût**

1. Le montant à payer à l'entrepreneur en vertu du contrat ne sera ni augmenté ni diminué en raison d'une augmentation ou d'une diminution du coût des travaux résultant d'une augmentation ou d'une diminution du coût de l'outillage, de la main-d'oeuvre, des matériaux ou des salaires, énoncées ou prescrites dans les Conditions de travail.
2. Nonobstant l'article 12 et le paragraphe 1 du présent article, le montant stipulé dans le contrat sera rajusté en conformité du paragraphe 3 dans le cas de modification à l'une quelconque des taxes imposées en vertu de la *Loi sur l'accise*, la *Loi sur la taxe d'accise*, ou sur le *Tarif des douanes*,
- a) après la date à laquelle l'entrepreneur a remis sa soumission pour le contrat; et
- b) concernant les matériaux compris ou à inclure dans les travaux et influant sur le prix à payer par l'entrepreneur pour lesdits matériaux.
3. Au cas où il y aurait, après la date à laquelle l'entrepreneur a remis sa soumission pour le contrat, une modification à l'une quelconque des taxes énoncées au paragraphe 2 touchant les matériaux compris ou à inclure dans les travaux et influant sur le prix à payer par l'entrepreneur pour lesdits matériaux, le montant stipulé dans le contrat sera, selon le cas,
- a) augmenté, s'il y a eu augmentation du prix à payer par l'entrepreneur pour l'un quelconque desdits matériaux en vertu de cette modification, ou
- b) diminué, s'il y a eu diminution du prix à payer par l'entrepreneur pour l'un quelconque desdits matériaux en vertu de cette modification,
- d'un montant équivalent au montant établi après étude des dossiers pertinents de l'entrepreneur stipulés à l'article 48, représentant l'augmentation ou la diminution, selon le cas, du prix à payer par l'entrepreneur pour les matériaux concernés, laquelle est directement imputable à la modification de la taxe perçue pour ces matériaux.
4. Aux fins du calcul du redressement à effectuer au montant stipulé dans le contrat en vertu de toute modification intervenue dans l'une quelconque des taxes mentionnées au paragraphe 2, et lorsque pareille modification est intervenue après la date à laquelle l'entrepreneur a remis sa soumission mais que le ministre des Finances l'a officiellement annoncée avant la date de remise de la soumission, la taxe telle que modifiée sera réputée, aux fins du présent article, être intervenue avant la date de remise de la soumission.

**1034 27 (1992-04-01) Main-d'oeuvre et matériaux canadiens**  
ANNULÉ.**1034 28 (2000-12-01) Sécurité et protection des travaux**

1. L'entrepreneur doit garder secrète l'information que lui fournit directement ou indirectement le Canada relativement aux travaux et celle qu'il met au point à l'occasion de l'exécution de ceux-ci. Il ne doit divulguer cette information à un tiers qu'avec l'autorisation écrite du Ministre. L'entrepreneur peut cependant divulguer à un sous-traitant autorisé, conformément au présent contrat, l'information nécessaire à l'exécution du contrat de sous-traitance. Le présent article ne s'applique pas aux informations suivantes :
- a) celles qui sont mises à la disposition du public par une autre source que l'entrepreneur;

- b) celles qui sont communiquées à l'entrepreneur par une autre source que le Canada, sauf lorsque l'entrepreneur sait que cette source s'est engagée envers le Canada à ne pas divulguer l'information.
2. Lorsque le contrat, les travaux ou une information mentionnée au paragraphe 1 font l'objet de la mention TRÈS SECRET, SECRET, CONFIDENTIEL ou PROTÉGÉ établie par le Canada, l'entrepreneur doit, en tout temps, prendre les mesures qui sont raisonnablement nécessaires pour assurer leur protection, notamment celles prévues par le Manuel de la sécurité industrielle du ministère des travaux publics et des Services gouvernementaux et ses suppléments ainsi que par toute autre directive du Ministre.
3. Sans restreindre la généralité des paragraphes 1 et 2, lorsque le contrat, les travaux ou une information mentionnée au paragraphe 1 font l'objet de la mention TRÈS SECRET, SECRET, CONFIDENTIEL ou PROTÉGÉ établie par le Canada, le Ministre aura le droit, à des fins de sécurité et à tout moment pendant la durée du contrat, d'inspecter les locaux de l'entrepreneur ou d'un sous-traitant, à tout échelon de la sous-traitance, et l'entrepreneur sera tenu de se conformer et de faire en sorte que tout sous-traitant se conforme aux directives écrites du Ministre relativement à tout ce qui fait l'objet d'une telle mention, notamment en exigeant que ses employés ou ceux d'un sous-traitant signent une déclaration concernant les vérifications de la fiabilité, les autorisations de sécurité et autres mesures.
4. L'entrepreneur doit protéger les travaux et le contrat, les devis, les plans, les dessins et tout autre information que le Canada lui a fourni, et sera tenu responsable envers le Canada pour tout dommage ou toute perte, quelqu'en soit la cause.

**1034 29 (1992-04-01) Protection des travaux et des documents (REPLACÉ)**

Cet article a été remplacé par l'article 28 révisé.

**1034 30 (1991-06-01) Cérémonies publiques**

1. L'entrepreneur ne permettra pas de cérémonie publique relativement aux travaux, sans la permission du Ministre.
2. L'entrepreneur n'érigera ni ne permettra l'érection d'enseignes ou de publicité sur l'ouvrage, sans l'approbation de l'ingénieur.

**1034 31 (1999-12-13) Assurance**

1. L'entrepreneur tiendra en vigueur, à ses propres frais, les contrats d'assurance, en la forme et auprès des compagnies approuvées par le Ministre, du genre, pour les montants, pour les durées et renfermant les modalités, s'il en est, que prévoit le Bordereau d'assurance.
2. Tous les contrats d'assurance contre l'incendie tenus en vigueur par l'entrepreneur, en conformité du paragraphe 1, stipuleront que le produit en est payable au Canada.
3. L'entrepreneur déposera auprès de l'ingénieur l'original de tous les contrats d'assurance qu'il tient en vigueur, en conformité du paragraphe 1, et fournira à l'ingénieur, lorsque celui-ci l'exigera, la preuve que les polices en question sont en vigueur.
4. À la demande de l'entrepreneur, l'ingénieur peut renoncer à l'observation des paragraphes 2 et 3.

**1034 32 (2000-12-01) Produit de l'assurance**

1. Si la totalité ou une partie quelconque des travaux est perdue ou détruite et qu'il soit payé des deniers au Canada à l'égard de la perte ou du dommage, en vertu d'un contrat d'assurance contre l'incendie tenu en vigueur par l'entrepreneur en conformité de l'article 31 de ces Conditions générales, les deniers seront détenus par le Canada aux fins du contrat.
2. Le Ministre peut, au nom du Canada, choisir de conserver de façon absolue les deniers détenus en vertu du paragraphe 1, auquel cas les deniers appartiennent absolument au Canada et

- a) l'entrepreneur est redevable au Canada d'un montant égal au montant par lequel les deniers d'assurance payables sont inférieurs à la perte et aux dommages subis par le Canada, y compris les frais de déblaiement et de nettoyage de l'emplacement des travaux; et
  - b) une comptabilisation financière sera dressée entre le Canada et l'entrepreneur à l'égard de la partie des travaux qui a été perdue ou endommagée, pour laquelle le Canada a conservé des deniers de façon absolue, et la comptabilisation financière tiendra compte de tous les montants payés ou payables par le Canada, en vertu du contrat, ainsi que de tous les montants payés ou payables au Canada par l'entrepreneur, en vertu du contrat, et le Canada paiera à l'entrepreneur tout montant qui, d'après la comptabilisation financière, est payable par le Canada à l'entrepreneur en vertu du contrat et pareillement, l'entrepreneur paiera au Canada tout montant qui, d'après la comptabilisation financière, est payable par l'entrepreneur au Canada en vertu du contrat.
3. Lors du paiement prévu au paragraphe 2 par le Canada ou l'entrepreneur, suivant le cas, le Canada et l'entrepreneur sont libérés de tous droits et obligations en vertu du contrat à l'égard de la partie des travaux qui a été perdue ou endommagée, pour laquelle le Canada a conservé des deniers de façon absolue, comme si ladite partie des travaux avait été parachevée et exécutée par l'entrepreneur en conformité du contrat.
  4. S'il n'est pas exercé de choix en vertu du paragraphe 2, l'entrepreneur doit restaurer et remplacer la partie des travaux qui a été perdue ou endommagée, et les deniers doivent être versés par le Canada à l'entrepreneur en conformité et sous réserve des modalités régissant les deniers payables, en vertu du contrat, par le Canada à l'entrepreneur, sauf qu'aux fins des deniers « 100 p. 100 » est substitué à « 95 p. 100 » et « 90 p. 100 », au paragraphe 4 de l'article 49 de ces Conditions générales.

**1034 33 (1991-06-01) Précautions contre dommages, contrefaçons, incendies, etc.**

1. L'entrepreneur doit, à ses propres dépens, faire le nécessaire pour s'assurer
  - a) que nulle personne n'est blessée, nul bien endommagé et que nul droit, servitude ou privilège est enfreint en raison de l'activité de l'entrepreneur, en vertu du présent contrat;
  - b) que la circulation à pied ou autrement sur les chemins ou cours d'eau publics ou privés n'est indûment entravée, interrompue ou menacée par l'exécution des travaux ou l'existence de l'outillage;
  - c) que les dangers d'incendie sont éliminés et que tout incendie dans les travaux ou à l'entour est promptement maîtrisé;
  - d) que la santé des personnes occupées aux travaux n'est pas menacée;
  - e) qu'une surveillance médicale suffisante est exercée sur toutes les personnes occupées aux travaux;
  - f) que des mesures sanitaires suffisantes sont prises à l'égard des travaux; et
  - g) que tous les jalons, bouées et repères placés sur les travaux ou à l'entour par l'ingénieur ou sur son ordre sont protégés et ne sont enlevés, défigurés ni changés.
2. L'ingénieur peut ordonner à l'entrepreneur de faire les choses et de construire les ouvrages qui, de l'avis de l'ingénieur, sont raisonnables et nécessaires pour assurer l'observation du paragraphe 1 ou rectifier une infraction audit paragraphe.
3. L'entrepreneur se conformera, à ses propres dépens, à une directive de l'ingénieur émise en conformité du paragraphe 2.

**1034 34 (1991-06-01) Interprétation du contrat par l'ingénieur**

1. Toute question qui se pose, avant l'achèvement des travaux et la délivrance du Certificat définitif d'achèvement par l'ingénieur, de savoir si quelque chose a été fait comme l'exige le contrat, ou ce que l'entrepreneur est tenu de faire en vertu du contrat et plus particulièrement, sans limiter la portée générale de ce qui précède, toute question
  - a) concernant la signification de quoi que ce soit dans les plans et devis;

- b) concernant la signification à donner aux plans et devis en cas d'erreur, d'omission, d'obscurité ou de divergence de texte ou d'intention;
  - c) de savoir si la qualité ou la quantité de tous matériaux ou de toute façon est conforme aux exigences du contrat;
  - d) de savoir si l'outillage, les matériaux ou la main-d'oeuvre que fournit l'entrepreneur pour la réalisation des travaux ou l'exécution du contrat sont suffisants pour assurer la réalisation des travaux conformément au contrat et l'exécution du contrat conformément à ses modalités;
  - e) de savoir quelle quantité de tout genre de travail a été achevée par l'entrepreneur; ou
  - f) concernant le réglage et le programme des diverses phases de l'exécution des travaux, doit être décidée par l'ingénieur.
2. L'entrepreneur construira l'ouvrage en conformité des décisions et des directives rendues ou émises par l'ingénieur en vertu du présent article et de toutes décisions et directives ultérieures rendues ou émises par l'ingénieur.

**1034 35 (1991-06-01) Rectification des défauts**

1. Sans restreindre les garanties implicites ou explicites de la loi, l'entrepreneur, à ses propres dépens, rectifiera toute défectuosité et corrigera tout vice quelle qu'en soit la cause, qui se manifestera dans les travaux dans les douze mois qui suivent la date du Certificat définitif d'achèvement de l'ingénieur.
2. S'il se manifeste quelque défectuosité ou vice dans les travaux et que l'ingénieur soit d'avis qu'il s'agit d'une défectuosité ou d'un vice que l'entrepreneur est tenu de rectifier ou de corriger, soit en vertu du paragraphe 1, soit en raison d'une garantie implicite ou explicite de la loi, l'ingénieur peut enjoindre à l'entrepreneur de rectifier la défectuosité ou de corriger le vice, en donnant avis à l'entrepreneur de l'existence de la défectuosité ou du vice, et l'avis peut spécifier le délai dans lequel la défectuosité doit être rectifiée ou le vice corrigé.
3. L'entrepreneur rectifiera la défectuosité et corrigera le vice mentionné dans l'avis donné en conformité du paragraphe 1, dans le délai spécifié dans l'avis.

**1034 36 (2000-12-01) Refus d'acquiescement par l'entrepreneur**

1. Lorsque l'entrepreneur a négligé de se conformer à une décision ou directive rendue ou émise par l'ingénieur, en vertu des articles 23, 29, 33, 34 ou 35 de ces Conditions générales, l'ingénieur peut recourir aux méthodes qui lui semblent opportunes pour faire ce que l'entrepreneur a négligé de faire.
2. L'entrepreneur paiera au Canada, sur mise en demeure, tous les frais, dépenses et dommages engagés ou subis par le Canada, en raison du refus d'acquiescement de l'entrepreneur à une décision ou directive rendue ou émise par l'ingénieur en vertu des articles 23, 29, 33, 34 ou 35 de ces Conditions générales et en raison des mesures prises par l'ingénieur en conformité du paragraphe 1.

**1034 37 (2000-12-01) Protestations contre les décisions de l'ingénieur**

Si, dans les dix jours de la communication par l'ingénieur d'une décision ou directive rendue ou émise par l'ingénieur en vertu des articles 23, 29, 33, 34 ou 35 de ces Conditions générales, l'entrepreneur a donné à l'ingénieur et au Ministre avis par écrit de son acceptation sous réserve de la décision ou directive de l'ingénieur, le Canada paiera à l'entrepreneur, pour tout ce que l'entrepreneur, à cause de la décision ou de la directive de l'ingénieur, était obligé de faire en sus de ce que le contrat, correctement compris et interprété, aurait obligé l'entrepreneur de faire, le coût, calculé en conformité des articles 44 à 47 de ces Conditions générales, du travail, des matériaux et de l'outillage nécessités par la décision ou directive.

**1034 38 (2000-12-01) L'ingénieur peut ordonner des travaux supplémentaires, des modifications, etc.**

1. Avec l'approbation du Ministre, l'ingénieur peut, n'importe quand avant de délivrer son Certificat définitif d'achèvement et par écrit,

- a) ordonner des travaux ou matériaux en sus de ceux qui ont été prévus dans les plans et devis; et
- b) contremander ou modifier les dimensions, le caractère, la quantité, la qualité, la description, la situation ou la position de la totalité ou d'une partie des travaux ou matériaux prévus dans les plans et devis ou ordonnés en conformité de l'alinéa a);

et l'entrepreneur exécutera les travaux en conformité de ces ordres, contre mandements et modifications, comme s'ils avaient figuré dans les plans et devis et en avaient fait partie.

2. L'ingénieur doit décider si ce que l'entrepreneur a fait ou n'a pas fait en conformité d'un ordre, d'un contre mandement ou d'une modification de l'ingénieur, en conformité du paragraphe 1, a augmenté ou diminué le coût des travaux pour l'entrepreneur.
3. Si l'ingénieur décide, en vertu du paragraphe 2, que le coût a été augmenté, le Canada paiera à l'entrepreneur le coût, calculé en conformité des articles 44 à 47 de ces Conditions générales, du travail, des matériaux et de l'outillage supplémentaires ainsi nécessités.
4. Si l'ingénieur décide, en vertu du paragraphe 2, que le coût a été diminué, le Canada peut réduire le montant payable à l'entrepreneur, en vertu du contrat, d'un montant égal au coût, calculé en conformité des articles 44 à 47 de ces Conditions générales, du travail, des matériaux et de l'outillage ainsi nécessités.
5. Les paragraphes 2, 3 et 4 s'appliquent aux seuls arrangements à prix fixes.

**1034 39 (2000-12-01) Coopération avec les autres entrepreneurs**

1. Lorsque, de l'avis de l'ingénieur, il est nécessaire d'envoyer à l'emplacement des travaux des personnes contractantes ou des ouvriers, avec ou sans outillage et matériaux, l'entrepreneur doit, à la satisfaction de l'ingénieur, leur donner accès aux travaux et coopérer avec eux dans l'accomplissement de leurs fonctions et obligations.
2. Si l'envoi aux travaux d'une maison contractante ou d'ouvriers, en vertu du paragraphe 1, ne pouvait raisonnablement être prévu par l'entrepreneur au moment de la conclusion du contrat et si, de l'avis de l'ingénieur, l'entrepreneur a engagé des dépenses en se conformant au paragraphe 1, à l'égard de cette maison contractante ou de ces ouvriers, le Canada, si l'entrepreneur a donné à l'ingénieur et au Ministre un avis par écrit de sa réclamation avant l'expiration d'un délai de trente jours à compter de l'envoi aux travaux de la maison contractante ou des ouvriers en question, devra payer à l'entrepreneur le coût, calculé en conformité des articles 44 à 47 de ces Conditions générales, des matériaux, du travail et de l'outillage ainsi nécessités.

**1034 40 (2000-12-01) Certificats de l'ingénieur**

1. Le jour
  - a) où les travaux ont été achevés, et
  - b) où l'entrepreneur s'est conformé au contrat et à tous les ordres et directives données en conformité du contrat,à la satisfaction de l'ingénieur, celui-ci délivrera à l'entrepreneur un Certificat définitif d'achèvement.
2. Si l'ingénieur est convaincu que les travaux sont sensiblement achevés et qu'ils sont acceptables aux fins d'utilisation par le Canada, il peut, n'importe quand avant la délivrance d'un Certificat définitif d'achèvement, remettre à l'entrepreneur un certificat provisoire d'achèvement, y décrivant les parties des travaux qui n'ont pas été achevées à sa satisfaction et tout ce que l'entrepreneur doit faire, avant que puisse être délivré un Certificat définitif d'achèvement.
3. Avant la délivrance d'un Certificat définitif d'achèvement, l'ingénieur peut, outre les points énoncés dans le Certificat provisoire d'achèvement, exiger que l'entrepreneur rectifie toute autre partie des travaux qui n'a pas été achevée à sa satisfaction et s'occupe de tout ce qui doit être fait pour l'achèvement des travaux.
4. L'ingénieur doit mesurer les quantités de travail exécuté, de matériaux utilisés et d'outillage fourni par l'entrepreneur, dans l'exécution des travaux, et tenir des écritures de ses mesurages et doit, à la

demande de l'entrepreneur, les lui fournir et l'entrepreneur aidera l'ingénieur et coopérera avec lui dans l'établissement desdits mesurages et aura le droit de prendre connaissance des écritures de mesurage tenues par l'ingénieur.

5. Le jour où l'ingénieur délivre son Certificat définitif d'achèvement, en vertu du paragraphe 1, il doit délivrer un Certificat définitif de mesurage indiquant la quantité de travail exécuté, de matériaux fournis et d'outillage utilisé par l'entrepreneur dans l'exécution des travaux, et tous les mesurages y mentionnés lient le Canada et l'entrepreneur et établissent de façon péremptoire entre eux la quantité de tout travail exécuté, de tout outillage utilisé et de tous matériaux fournis par l'entrepreneur dans l'exécution des travaux.
6. Les paragraphes 4 et 5 s'appliquent aux seuls arrangements à prix unitaires.

**1034 41 (2000-12-01) Dépôt de garantie - Confiscation ou remboursement**

Si les travaux sont retirés des mains de l'entrepreneur, en conformité de l'article 16 des Conditions générales, ou si le contrat est résilié, en vertu de l'article 19 des Conditions générales, ou si l'entrepreneur a violé ou n'a pas rempli ses engagements en vertu du contrat, le Canada peut négocier le dépôt de garantie, dans le cas d'obligations, ou s'approprier le dépôt de garantie, dans le cas d'argent, et le montant réalisé par le Canada est censé être une dette payable par le Canada à l'entrepreneur, et le Canada a le droit de compensation et peut affecter en compensation de la dette toute somme ou montant que l'entrepreneur peut être tenu de payer au Canada, et le solde de la dette, s'il en est, une fois que le droit de compensation a été exercé, et si, de l'avis du Ministre, ledit solde n'est pas requis aux fins du contrat, doit être payé par le Canada à l'entrepreneur.

**1034 42 (2000-12-01) Dépôt de garantie - Remboursement en totalité ou en partie**

1. Au moment de la délivrance du Certificat provisoire d'achèvement de l'ingénieur, le Canada, pourvu que l'entrepreneur n'ait pas violé ou omis de remplir ses engagements en vertu du contrat, remboursera à l'entrepreneur la partie du dépôt de garantie qui, de l'avis du Ministre, n'est pas requise aux fins du contrat.
2. Si le dépôt de garantie a été déposé dans le Fonds du revenu consolidé du Canada, le Canada paiera à l'entrepreneur l'intérêt sur ledit dépôt, en conformité des Règlements sur les marchés de l'État.

**1034 43 (2000-12-01) Permis municipaux**

1. L'entrepreneur offrira à l'administration municipale, dans le mois qui suit la date du contrat, un montant égal à tous les droits et frais qui seraient payables à l'administration municipale à l'égard de permis de construire, si les travaux étaient exécutés pour une personne autre que le Canada.
2. Dans les dix jours qui suivront l'offre, l'entrepreneur notifiera au Ministre le montant de cette offre et lui fera savoir si elle a été acceptée ou non par l'administration municipale.
3. Si l'administration municipale n'a pas accepté l'offre, l'entrepreneur remettra le montant de l'offre au Ministre, dans le délai fixé au paragraphe 2.
4. Pour l'application du présent article, l'expression « administration municipale » signifie une administration qui aurait compétence pour autoriser la construction de l'ouvrage si le propriétaire n'en était pas le Canada.

**1034 44 (1991-06-01) Établissement du coût - Tableau des prix unitaires**

Chaque fois qu'il est nécessaire, aux fins des articles 12, 18, 37, 38 et 39 des Conditions générales, d'établir le coût du travail, de l'outillage et des matériaux, il faut se servir du Tableau des prix unitaires, c'est-à-dire que le coût doit être égal au produit de la multiplication de la quantité de tel travail, outillage ou matériaux, exprimée en fonction de l'unité énoncée au Tableau des prix unitaires à l'égard du travail, de l'outillage ou des matériaux en question, par le prix énoncé à l'égard de l'unité au Tableau des prix unitaires.

**1034 45 (1991-06-01) Établissement du coût - Négociations**

Si le mode d'établissement prévu à l'article 44 des Conditions générales ne peut être utilisé parce que le travail, l'outillage ou les matériaux en question ne figurent pas au Tableau des prix unitaires, le coût du travail, de

l'outillage ou des matériaux, aux fins des articles 12, 18, 37, 38 et 39 des Conditions générales, est le montant convenu de temps à autre entre l'entrepreneur et le Ministre.

**1034 46 (1991-06-01) Établissement du coût -À défaut de négociations**

1. Si le mode d'établissement prévu à l'article 44 des Conditions générales ne peut être utilisé, et si l'entrepreneur et le Ministre ne peuvent s'entendre, ainsi qu'il est prévu à l'article 45 des Conditions générales, le coût du travail, de l'outillage ou des matériaux, aux fins des articles 12, 18, 37, 38 et 39 des Conditions générales, est égal à l'ensemble des montants suivants :
  - a) tous montants justes et raisonnables effectivement dépensés ou légalement payables par l'entrepreneur à l'égard du travail, de l'outillage ou des matériaux relevant d'une des catégories de dépenses prévues au paragraphe 2 (représentant les frais directement attribuables à l'exécution des travaux et non les frais à l'égard desquels est versée l'indemnité prévue à l'alinéa b)) et
  - b) 10 p. 100 du total des dépenses de l'entrepreneur répondant aux exigences de l'alinéa a), représentant une indemnité à l'égard de toutes les autres dépenses de l'entrepreneur et des bénéficiaires et, sans limiter la portée générale de ce qui précède, représentant également une indemnité à l'égard des paiements et imputations se rapportant aux frais généraux, aux dépenses du siège social et aux frais généraux d'administration de l'entrepreneur, y compris les frais de financement et d'intérêt.
2. Les catégories de dépenses admissibles sont :
  - a) les paiements faits aux sous-traitants;
  - b) les traitements, salaires et frais de voyage versés aux employés de l'entrepreneur, alors qu'ils sont bel et bien occupés aux travaux, mais non les traitements, salaires et gratifications, frais de substance et de voyage des employés de l'entrepreneur occupés généralement au siège social, ou à un bureau général, de l'entrepreneur, à moins que lesdits employés ne soient occupés à l'emplacement des travaux avec l'approbation de l'ingénieur;
  - c) les paiements se rapportant aux matériaux nécessaires à l'exécution des travaux, ou nécessaires à l'exécution des travaux et consommés à cette fin;
  - d) les paiements se rapportant aux outils, sauf les outils habituellement fournis par les artisans, nécessaires à l'exécution des travaux et utilisés à cette fin;
  - e) les paiements se rapportant à la préparation, l'inspection, la livraison, l'installation et l'enlèvement de l'outillage et des matériaux nécessaires à l'exécution des travaux;
  - f) les paiements se rapportant à la location, l'érection, le maintien et l'enlèvement de bureaux temporaires, hangars et ouvrages semblables nécessaires à l'exécution des travaux et utilisés par l'entrepreneur à cette fin;
  - g) les cotisations exigibles en vertu d'un régime statutaire d'accidents du travail, d'assurance-chômage et de congés rémunérés;
  - h) les paiements se rapportant à la location d'outillage, les indemnités à l'égard de l'outillage nécessaire à l'exécution des travaux appartenant à l'entrepreneur, pourvu que lesdits paiements ou indemnités soient raisonnables ou aient été convenus entre l'entrepreneur et l'ingénieur; et
  - i) les paiements, effectués avec l'approbation de l'ingénieur, nécessaires à l'exécution des travaux.

**1034 47 (1991-06-01) Établissement du coût - Expressions précisées**

1. Aux fins des articles 45 et 46 de ces Conditions générales, l'expression « outillage » ne comprend pas les outils.
2. Aux fins des articles 44, 45 et 46 de ces Conditions générales, l'expression « Tableau des prix unitaires » signifie le tableau figurant au contrat.

**1034 48 (1991-06-01) Écritures que doit tenir l'entrepreneur**

1. L'entrepreneur doit tenir des écritures complètes concernant ses chiffres estimatifs et coût réel des travaux, les appels de soumissions, les prix cotés, les contrats, la correspondance, les factures, les reçus et les pièces justificatives s'y rapportant, les tenir à la disposition du Ministre ou des personnes qu'il délègue pour en faire la vérification et l'inspection, leur permettre d'en prendre des copies et d'en faire des extraits et leur fournir tous renseignements qu'ils peuvent, à l'occasion, exiger relativement à ces écritures.
2. Les écritures tenues par l'entrepreneur, en conformité du présent article, doivent être conservées intactes pendant une période de deux ans à compter de la date d'émission du Certificat définitif d'achèvement en vertu du paragraphe 1 de l'article 40 des Conditions générales, ou pendant toute autre période que pourrait fixer le Ministre.
3. L'entrepreneur doit obliger tous les sous-traitants, maisons, corporations et personnes que l'entrepreneur contrôle, directement ou indirectement, ou qui lui sont affiliés, de même que toutes les maisons, corporations et personnes qui contrôlent l'entrepreneur, directement ou indirectement, à se conformer aux paragraphes 1 et 2 comme s'ils étaient l'entrepreneur.

**1034 49 (2000-12-01) Époque de paiement**

1. Aux fins du présent article, « période de paiement » signifie tout intervalle s'il en est convenu entre l'entrepreneur et le Ministre.
2. À l'expiration d'une période de paiement, l'entrepreneur doit remettre à l'ingénieur une Demande de paiement sur évaluation provisoire, par écrit, et y décrire toute partie achevée des travaux et tous matériaux livrés à l'emplacement des travaux, mais non incorporés aux travaux, durant la période de paiement faisant l'objet de la Demande de paiement sur évaluation provisoire.
3. Dans les 14 jours qui suivent la réception par l'ingénieur de la Demande de paiement sur évaluation provisoire, l'ingénieur doit faire l'inspection de la partie des travaux et des matériaux qui y sont décrits et présenter un Rapport sur l'état des travaux, lequel peut prendre la forme d'un endossement apposé sur la Demande de paiement sur évaluation provisoire, indiquant la valeur de la partie des travaux et des matériaux décrits dans la Demande de paiement sur évaluation provisoire dont il est satisfait, dont l'achèvement ou la livraison, à son avis, a été faite en conformité du contrat et dont il n'a pas été tenu compte dans un autre Rapport sur l'état des travaux.
4. Trente (30) jours après l'expiration des quatorze (14) jours mentionnés au paragraphe 3, si l'entrepreneur a fait et remis à l'ingénieur une Déclaration statutaire attestant qu'à la date de la Demande de paiement sur évaluation provisoire précédente, le cas échéant, il s'est pleinement libéré de toutes ses obligations légitimes envers les sous-traitants, les ouvriers et les fournisseurs de matériaux à l'égard des travaux, une somme égale à 95 p. 100 de la valeur des travaux et des matériaux indiqués dans le Rapport sur l'état des travaux sera due et payable par le Canada à l'entrepreneur, mais lorsque celui-ci n'a pas fourni un Cautionnement du paiement de la main-d'oeuvre et des matériaux, le montant payable en vertu du présent paragraphe sera un montant égal à 90 p. 100 de la valeur des travaux et des matériaux indiqués dans le Rapport sur l'état des travaux.
5. À l'expiration de soixante (60) jours à compter de la date de délivrance d'un Certificat provisoire d'achèvement, en vertu du paragraphe 40.2 de ces Conditions générales, si l'entrepreneur a fait et remis à l'ingénieur une Déclaration statutaire attestant qu'il s'est pleinement libéré de toutes ses obligations légitimes envers les sous-traitants, les ouvriers et les fournisseurs de matériaux à l'égard des travaux, la somme payable aux termes du contrat, moins l'ensemble
  - a) de tous les paiements effectués en conformité du paragraphe 4;
  - b) d'un montant égal au double de ce que coûteront au Canada l'accomplissement des choses et l'achèvement des ouvrages décrits dans le Certificat provisoire d'achèvement qui, de l'avis de l'ingénieur, sont nécessités par des défauts et vices des travaux;et
  - c) d'un montant égal à ce que coûteront au Canada l'accomplissement des choses et l'achèvement des ouvrages décrits dans le Certificat provisoire d'achèvement, autres que les choses ou ouvrages auxquels s'applique l'alinéa b);sera due et payable par le Canada à l'entrepreneur.



6. À l'expiration de soixante (60) jours à compter de la date de délivrance d'un Certificat définitif d'achèvement en vertu du paragraphe 1 de l'article 40 des Conditions générales, si l'entrepreneur a fait et remis à l'ingénieur une Déclaration statutaire attestant qu'il s'est pleinement libéré de toutes ses obligations légitimes et qu'il a satisfait à toutes les réclamations légitimes formulées contre lui par suite de l'exécution des travaux, la somme payable en vertu du contrat, moins l'ensemble
- a) de tous les paiements effectués en conformité du paragraphe 4; et
  - b) de tous les paiements effectués en conformité du paragraphe 5;
- sera due et payable par le Canada à l'entrepreneur.

**1034 50 (2000-12-01) Le Rapport sur l'état des travaux et le paiement y afférent ne lient pas le Canada**

Ni un Rapport sur l'état des travaux, ni un paiement effectué par le Canada en conformité du contrat ne doivent être interprétés comme faisant preuve que les travaux et les matériaux sont, en totalité ou en partie, complets, satisfaisants ou conformes au contrat.

**1034 51 (2000-12-01) Intérêt sur les comptes en souffrance**

1. Les définitions suivantes s'appliquent au présent article :
- « date de paiement » : la date que porte le titre négociable tiré par le Receveur général du Canada et remis aux fins de payer une somme exigible;
- « en souffrance » : s'entend de la somme qui demeure impayée le lendemain du jour où elle est devenue exigible;
- « exigible » : s'entend de la somme due par le Canada et exigible par l'entrepreneur aux termes du contrat;
- « taux moyen » : la moyenne arithmétique simple du taux d'escompte en vigueur chaque jour, à 16 h, heure normale de l'est, pour le mois de calendrier immédiatement antérieur à la date de paiement, et « taux d'escompte » s'entend du taux d'intérêt fixé de temps en temps par la Banque du Canada qui représente le taux minimum auquel elle consent des avances à court terme aux membres de l'Association canadienne des paiements.
2. Sous réserve du contrat, le Canada verse à l'entrepreneur des intérêts simples, au taux moyen majoré de 3 p. 100 par année, sur toute somme en souffrance, à partir du premier jour où la somme est en souffrance jusqu'au jour qui précède la date de paiement. L'intérêt est payable sans avis de l'entrepreneur.
3. Le Canada ne verse pas d'intérêts en application du présent article lorsqu'il n'est pas responsable du retard à payer l'entrepreneur.
4. Le Canada ne verse pas d'intérêts sur les paiements anticipés qui sont en souffrance.

**1034 52 (2000-12-01) Droit de compensation**

1. Sans restreindre tout droit de compensation conféré explicitement ou implicitement par la loi, le Canada peut affecter en compensation de tout montant payable à l'entrepreneur en vertu du contrat, tout montant payable au Canada par l'entrepreneur en vertu du présent contrat ou de tout contrat en cours et, sans restreindre la portée générale des dispositions précédentes, le Canada peut, en effectuant un paiement en conformité de l'article 49 de ces Conditions générales déduire du montant payable tout montant qui est alors payable au Canada par l'entrepreneur en vertu du contrat ou qui, en vertu du droit de compensation, peut être retenu par le Canada.
2. Aux fins du présent article, l'expression « contrat en cours » signifie :
- a) un contrat entre le Canada et l'entrepreneur imposant à celui-ci l'obligation, dont il ne s'est pas libéré, d'exécuter ou de fournir du travail ou des matériaux; ou

- b) un contrat entre le Canada et l'entrepreneur à l'égard duquel le Canada a, depuis la date du présent contrat, exercé le droit de retirer les travaux faisant l'objet dudit contrat des mains de l'entrepreneur.

### BORDEREAU D'ASSURANCE VISANT LA CONSTRUCTION

Les présentes constituent le Bordereau d'assurance mentionné à l'article 31 de ces Conditions générales.

1. L'entrepreneur doit assurer et garder assurés contre l'incendie, y inclus les risques supplémentaires, pendant la durée de la construction, tous les bâtiments et ouvrages compris dans les travaux et tous les matériaux, outillage ou biens-fonds à pied d'oeuvre, que ces matériaux, outillage ou biens-fonds aient ou non été fournis à l'entrepreneur ou mis à sa disposition par le Canada, pour un montant au moins égal au prix du contrat, moins le coût des travaux d'excavation et des fondations en brique, en pierre ou en béton, des piliers ou autres supports au-dessous de la surface inférieure du plancher du plus bas sous-sol ou, lorsqu'il n'y a pas de sous-sol, au-dessous de la surface du terrain. Sauf instructions contraires de la part du Ministre, l'entrepreneur doit garder cette assurance en vigueur jusqu'à la délivrance du Certificat définitif d'achèvement de l'ingénieur.
2. Nonobstant les dispositions qui précèdent, l'entrepreneur ne doit pas, sauf instructions contraires de la part du Ministre, assurer contre l'incendie, y inclus les risques supplémentaires, les bâtiments et ouvrages appartenant à la Couronne qui, en vertu du présent contrat, sont l'objet de travaux de réparation, d'agrandissement, d'amélioration, d'entretien ou de rénovation, mais il peut à sa discrétion et pour sa propre protection assurer contre les pertes ou les dommages par l'incendie les travaux qu'il est à effectuer à l'égard desdits bâtiments et ouvrages appartenant à la Couronne.
3. L'entrepreneur doit assurer et garder assurées contre les dommages directs seulement les chaudières et les machines et ladite assurance doit comprendre les services d'inspection; toutefois l'assurance visant les chaudières et les machines ne doit pas, sauf instructions contraires de la part du Ministre, viser les bâtiments et les ouvrages appartenant à la Couronne qui, en vertu du présent contrat, sont l'objet de travaux de réparation, d'agrandissement, d'amélioration, d'entretien ou de rénovation.
4. Sauf instructions contraires de la part du Ministre, une assurance de responsabilité doit être obtenue pour les montants minimums indiqués ci-dessous. Si le Ministre ordonne que les limites soient augmentées ou réduites, le prix du contrat sera modifié en conséquence. Chaque police doit stipuler que, si Sa Majesté subit une perte du chef d'un risque contre lequel l'entrepreneur est assuré dans des circonstances donnant à Sa Majesté le droit d'intenter des poursuites contre l'entrepreneur, la police d'assurance protégera Sa Majesté de la même façon qu'elle protège tout autre réclamant :
  - a) Assurance générale responsabilité civile envers des tiers, jusqu'à concurrence de 100 000 \$ en cas de décès d'une personne ou de blessures à une personne par suite d'un seul accident, de 200 000 \$ en cas de décès de plus d'une personne ou de blessures à plus d'une personne par suite d'un seul accident et de 100 000 \$ en cas de dommages à la propriété par suite d'un seul accident.
  - b) Assurance de responsabilité civile du chef de véhicules automobiles ou autres jusqu'à concurrence de 100 000 \$ en cas de décès d'une personne ou de blessures à une personne par suite d'un seul accident, de 200 000 \$ en cas de décès de plus d'une personne ou de blessures à plus d'une personne par suite d'un seul accident, et de 25 000 \$ en cas de dommages à la propriété par suite d'un seul accident.
  - c) Assurance contre les accidents du travail ou assurance de la responsabilité patronale selon les exigences de la loi de la province ou du territoire où les travaux sont effectués.
5. Les polices visant l'assurance susmentionnée doivent être établies à la fois au nom de l'entrepreneur et au nom de Sa Majesté la Reine du chef du Canada selon leurs intérêts respectifs pouvant être en cause et, conformément aux dispositions du paragraphe 2 de l'article 31 de ces Conditions générales, tous les contrats d'assurance contre l'incendie doivent stipuler que le produit en est payable à Sa Majesté.

### 1034 53 (1994-06-06) Certification - Honoraires conditionnels

1. L'entrepreneur atteste qu'il n'a pas versé ni convenu de verser, directement ou indirectement, et s'engage à ne pas verser, directement ni indirectement, des honoraires conditionnels en rapport à la négociation ou à l'obtention du présent contrat ou en rapport à toute demande ou démarche reliée au présent contrat, à aucune personne autre qu'un employé remplissant les fonctions habituelles liées à son poste.

2. Tous les comptes et dossiers concernant le versement d'honoraires ou de toute autre rémunération en rapport à l'obtention ou à la négociation du contrat ou en rapport à toute demande ou démarche reliée au contrat seront assujettis aux dispositions du contrat portant sur les comptes et la vérification.
3. Si l'entrepreneur fait une fausse déclaration aux termes de la présente section ou ne respecte pas les obligations précisées dans le présent document, le Ministre pourra soit résilier le contrat pour défaut d'exécution conformément aux dispositions pertinentes contenues dans le contrat, soit recouvrer, de l'entrepreneur, par une réduction du prix du contrat ou autrement, le montant total des honoraires conditionnels.
4. Les définitions suivantes s'appliquent à la présente section :
  - « honoraires conditionnels » - tout paiement, ou autre forme de rémunération, qui est subordonné au degré de succès ou calculé en fonction du degré de succès obtenu en rapport à l'obtention d'un marché gouvernemental, à la négociation d'une partie ou de la totalité des conditions de ce marché ou à toute demande ou démarche reliée au marché.
  - « employé(e) » - toute personne avec qui l'entrepreneur a une relation d'employeur à employé;
  - « personne » - comprend un particulier ou un groupe, une corporation, une société, une organisation et une association et, sans limiter la portée générale de ce qui précède, tout particulier qui est tenu de fournir au directeur une déclaration en vertu de l'article 5 de la *Loi sur l'enregistrement des lobbyistes*, L.R.C. (1985), ch. 44 (4<sup>e</sup> suppl.), et de toute modification qui pourrait lui être apportée de temps à autre.

**1034 54 (2000-12-01) Conditions de travail et de santé**

1. Dans le présent article, l'expression « entité publique » s'entend de tout corps municipal, provincial ou fédéral autorisé à appliquer les dispositions législatives relatives aux conditions de travail et de santé visant l'exécution des travaux ou une partie de ceux-ci.
2. L'entrepreneur se conforme aux dispositions législatives relatives aux conditions de travail et de santé visant l'exécution des travaux ou une partie de ceux-ci et il doit également exiger que tout ses sous-traitant les observe lorsqu'il y a lieu.
3. Lorsqu'un représentant autorisé d'une entité publique demande des renseignements concernant les travaux ou souhaite les inspecter, l'entrepreneur avise immédiatement l'ingénieur.
4. La preuve de la conformité de l'entrepreneur ou ses sous-traitants aux dispositions législatives applicables à l'exécution des travaux ou une partie de ceux-ci doit être fournie par l'entrepreneur à l'ingénieur au moment où celui-ci le demande raisonnablement.

**1034 55 (2005-12-16) Conflits d'intérêts**

L'entrepreneur convient qu'il s'agit d'une condition du contrat que toute personne qui ne se conforme pas aux dispositions du Code régissant la conduite des titulaires de charge publique en ce qui concerne les conflits d'intérêts et l'après-mandat, du Code de valeurs et d'éthique de la fonction publique, ou des Directives et ordonnances administratives de la Défense régissant les conflits d'intérêts et l'après-mandat, ne peut bénéficier directement du présent contrat.



**2005 00 (2006-08-15) Conditions générales - offres à commandes - biens ou services****Travaux publics et Services gouvernementaux Canada**

- 01 Interprétation
- 02 Généralités
- 03 Conditions et clauses uniformisées
- 04 Offre
- 05 Commandes subséquentes
- 06 Annulation
- 07 Révision
- 08 Divulgateion de renseignements

**2005 01 (2006-08-15) Interprétation**

Dans l'offre à commandes, à moins que le contexte n'indique un sens différent :

« commande » désigne une commande passée par un utilisateur désigné dûment autorisé à passer une commande subséquente à une offre à commandes particulière. La transmission à l'offrant d'une commande subséquente à une offre à commandes constitue l'acceptation de l'offre de celui-ci et forme un contrat entre Sa Majesté la Reine du chef du Canada et l'offrant pour les biens, services ou les deux décrits dans la commande;

« Canada », « Couronne », « Sa Majesté » ou « l'État » désigne Sa Majesté la Reine du chef du Canada telle que représentée par le ministre des Travaux publics et Services gouvernementaux et toute autre personne dûment autorisée à agir au nom de ce ministre.

« utilisateur désigné » désigne une personne physique ou morale dont le nom est indiqué dans l'offre à commandes et autorisée par le responsable de l'offre à commandes à passer des commandes subséquentes à l'offre à commandes;

« offrant » désigne la personne ou l'entité dont le nom figure sur la page de signature de l'offre à commandes et qui offre de fournir au Canada des biens, des services, ou les deux, dans le cadre d'une offre à commandes;

« offre à commandes » désigne l'offre écrite de l'offrant, ces conditions générales, toutes les conditions et les clauses incorporées par renvoi et tout autre document précisé ou incorporé par renvoi comme faisant partie de l'offre à commandes;

« responsable de l'offre à commandes » désigne la personne désignée comme telle dans l'offre à commandes, ou par un avis à l'offrant, pour agir à titre de représentant du Canada pour la gestion de l'offre à commandes. Le responsable de l'offre à commandes émettra un document appelé « Autorisation de passer des commandes subséquentes à une offre à commandes » (APCSOC) pour autoriser les utilisateurs désignés à passer des commandes subséquentes à l'offre à commandes et pour aviser l'offrant que l'autorisation de passer une commande subséquente à l'offre à commandes a été donnée aux utilisateurs désignés.

**2005 02 (2006-08-15) Généralités**

L'offrant reconnaît qu'une offre à commandes n'est pas un contrat et que l'émission d'une offre à commandes et d'une autorisation de passer une commande subséquente n'oblige ni n'engage le Canada à acheter les biens, services, ou les deux énumérés dans l'offre à commandes ou à établir un contrat à cet effet. L'offrant comprend et convient que le Canada a le droit d'acheter les biens, services ou les deux précisés dans l'offre à commandes au moyen de tout autre contrat, offre à commandes ou méthode d'approvisionnement.

**2005 03 (2006-08-15) Clauses et conditions uniformisées**

Conformément à la *Loi sur le ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux, L.C., 1996*, ch. 16, les clauses et conditions identifiées par un titre, un numéro et une date, sont incorporées par renvoi dans l'offre à commandes et font partie intégrante de tout contrat résultant de l'offre à commandes comme si elles y étaient formellement reproduites.

**2005 04 (2006-08-15) Offre**

1. L'offrant propose de fournir et de livrer au Canada les biens, services ou les deux décrits dans l'offre à commandes selon les prix établis dans l'offre à commandes au fur et à mesure que l'utilisateur désigné pourrait demander ces biens, services ou les deux conformément aux dispositions du paragraphe 2 ci-après.

2. L'offrant comprend et convient:
- a) qu'une commande subséquente à une offre à commandes ne constituera un contrat que pour les biens, services ou les deux qui ont été commandés, pourvu que la commande soit faite conformément aux dispositions de l'offre à commandes;
  - b) que la responsabilité du Canada est limitée à celle qui découle des commandes subséquentes à l'offre à commandes passées pendant la période précisée dans l'offre à commandes;
  - c) que le Canada peut exiger, à son entière discrétion, que l'achat des biens, services ou les deux se fasse, en totalité ou en partie, par des moyens électroniques. Le Canada donnera un avis d'au moins trois (3) mois à l'offrant avant d'imposer une telle exigence;
  - d) que l'offre à commandes ne peut être cédée ou transférée en tout ou en partie;
  - e) que l'offre à commandes peut être mise de côté par le Canada en tout temps.

**2005 05 (2006-08-15) Commandes subséquentes**

Si applicable, les utilisateurs désignés utiliseront le formulaire spécifié dans l'offre à commandes pour commander les biens, les services ou les deux. Les biens, les services ou les deux peuvent également être commandés en utilisant d'autres méthodes comme le téléphone, le télécopieur ou les moyens électroniques. À l'exception des commandes subséquentes à l'offre à commandes payé avec une carte d'achat du gouvernement du Canada (carte de crédit) au point de vente, les commandes faites par téléphone devront être confirmées par écrit en utilisant le document spécifié dans l'offre à commandes.

Les commandes subséquentes à une offre à commandes payées par la carte d'achat du gouvernement du Canada (carte de crédit) au point de vente devront bénéficier des mêmes prix et termes et conditions que toute autre commande.

**2005 06 (2006-08-15) Retrait**

Si l'offrant désire retirer son offre à commandes une fois que l'autorisation de passer des commandes subséquentes à une offre à commandes a été donnée, il devra aviser le responsable de l'offre à commandes au moyen d'un préavis écrit d'au moins trente (30) jours, à moins d'indication contraire dans l'offre à commandes. La période de trente (30) jours débutera à la date de réception du préavis par le responsable de l'offre à commandes, et le retrait sera en vigueur à compter de la date d'expiration de cette période. L'offrant doit exécuter toutes les commandes passées avant la date d'expiration de cette période.

**2005 07 (2006-08-15) Révision**

La période de l'offre à commandes peut uniquement être prolongée, ou son utilisation augmentée, par le responsable de l'offre à commandes au moyen d'une révision à l'offre à commandes faite par écrit.

**2005 08 (2006-08-15) Divulgarion de renseignements**

L'offrant accepte que ses prix ou ses taux contenus dans l'offre à commandes soient divulgués par le Canada et convient qu'il n'aura aucun droit de réclamation contre le Canada, l'utilisateur désigné, leurs employés, agents ou préposés en ce qui a trait à ladite divulgation.

**2010 00 (2006-06-16) Conditions générales - biens ou services (complexité moyenne)****Remarques :**

Utiliser les conditions générales suivantes pour les besoins de complexité moyenne, concurrentiels ou non concurrentiels, pour des biens ou services.

**Travaux publics et Services gouvernementaux Canada**

- 01 Interprétation
- 02 Clauses et conditions uniformisées
- 03 Situation juridique de l'entrepreneur
- 04 Exécution des travaux
- 05 Contrats de sous-traitance
- 06 Retard justifiable
- 07 Inspection, acceptation et garantie
- 08 Présentation des factures
- 09 Taxes
- 10 Frais de transport
- 11 Documentation d'envoi
- 12 Paiement
- 13 Intérêt sur les comptes en souffrance
- 14 Vérification
- 15 Respect du droit applicable
- 16 Rigueur dans les délais
- 17 Droit de propriété
- 18 Confidentialité
- 19 Droits d'auteur
- 20 Biens de l'État
- 21 Modification
- 22 Cession
- 23 Manquement de la part de l'entrepreneur
- 24 Résiliation pour raisons de commodité
- 25 Conflits d'intérêts
- 26 Honoraires conditionnels
- 27 Sanctions internationales
- 28 Exhaustivité de la convention

**2010 01 (2005-06-10) Interprétation**

Dans le contrat, à moins que le contexte n'indique un sens différent :

« biens de l'État » désigne tout ce qui est fourni à l'entrepreneur par ou pour le Canada, aux fins de l'exécution du contrat et tout ce que l'entrepreneur acquiert, d'une manière ou d'une autre, relativement aux travaux, dont le coût est acquitté par le Canada en vertu du contrat ;

« Canada » « Couronne », « Sa Majesté » ou « État » désigne sa Majesté la Reine du chef du Canada ;

« contrat » désigne la convention écrite liant les parties, les présentes conditions générales, toutes les conditions et clauses intégrées par renvoi, et tout autre document que l'un ou l'autre de ces documents intègre au contrat par renvoi, compte tenu des modifications apportées avec l'accord des parties ;

« contrat de sous-traitance » : comprend le contrat accordé par un sous-traitant, à tout échelon de la sous-traitance, pour l'exécution d'une partie des travaux ;

« coût » désigne le coût établi conformément aux Principes des coûts contractuels 1031-2, en vigueur à la date de la demande de soumissions ;

« droits moraux » a le même sens que dans la *Loi sur le droit d'auteur*, L.R.C. 1985, ch. C-42 ;

« l'entrepreneur » désigne la personne physique ou morale dont le nom figure à la page de signature de la convention écrite et qui est chargée de fournir au Canada des biens ou des services stipulés au contrat ;

« Ministre » désigne le ministre des Travaux publics et des Services gouvernementaux et tout mandataire dûment autorisé ;

« partie » désigne le Canada ou l'entrepreneur, ou encore, tout autre signataire du contrat ; « parties » l'ensemble de ceux-ci ;

« prix contractuel » désigne la somme payable à l'entrepreneur en vertu du contrat, pour l'exécution des travaux ;

« travaux » désigne les activités, services, biens, équipements, articles et objets que l'entrepreneur doit exécuter, livrer ou fournir conformément aux modalités du contrat.

**2010 02 (2006-06-16) Clauses et conditions uniformisées**

Conformément à la *Loi sur le ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux*, L.C., 1996, ch. 16, les clauses et les conditions identifiées par un titre, un numéro et une date sont incorporées par renvoi dans le contrat et en font partie intégrante comme si elles y étaient formellement reproduites.

**2010 03 (2005-06-10) Situation juridique de l'entrepreneur**

L'entrepreneur est retenu à titre d'entrepreneur indépendant à la seule fin d'exécuter les travaux. Ni l'entrepreneur ni ses employés ne constituent des employés, des préposés ou des mandataires du Canada. L'entrepreneur est tenu d'effectuer toutes les déductions et tous les versements exigés par la loi relativement à ses employés.

**2010 04 (2006-06-16) Exécution des travaux**

1. L'entrepreneur déclare et atteste ce qui suit :
  - a) il a la compétence pour exécuter les travaux; et
  - b) il a les qualifications requises, incluant la connaissance et l'habileté, pour exécuter les travaux.
2. L'entrepreneur :
  - a) doit fournir tout ce qui est nécessaire à l'exécution des travaux;
  - b) exécute les travaux de manière diligente et efficace; et
  - c) exécute les travaux conformément à des normes de qualité à la satisfaction du Canada et en respectant parfaitement les exigences du contrat.

**2010 05 (2005-06-10) Contrats de sous-traitance**

1. L'entrepreneur peut confier en sous-traitance la fourniture des biens ou des services uniformisés qu'il sous-traite normalement. Dans tous les autres cas, il doit obtenir l'accord préalable écrit du Ministre. Ce dernier peut exiger que l'entrepreneur lui fournisse les détails qu'il juge nécessaires du contrat de sous-traitance proposé.
2. La sous-traitance n'a pas pour effet de dégager l'entrepreneur de ses obligations en vertu du contrat, ni d'imposer, au Canada ou au Ministre, des responsabilités envers un sous-traitant.
3. Dans tous les contrats de sous-traitance, l'entrepreneur s'engage à obliger les sous-traitants à respecter les mêmes clauses et conditions que celles auxquelles il est soumis en vertu du contrat, à moins que le Ministre demande ou consente à ce qu'il en soit autrement.

**2010 06 (2005-06-10) Retard justifiable**

1. Le retard de l'entrepreneur à s'acquitter de l'une ou l'autre des obligations que lui confère le contrat causé par un événement :
  - a) hors du contrôle raisonnable de l'entrepreneur;
  - b) ne pouvant raisonnablement être prévu;
  - c) ne pouvant raisonnablement être empêché par des moyens que pouvait raisonnablement utiliser l'entrepreneur; et
  - d) survenu en l'absence de toute faute ou négligence de la part de l'entrepreneur;



- constitue un « retard justifiable » à la condition que l'entrepreneur informe le Ministre de la manifestation du retard ou de la probabilité du retard dès qu'il en prend connaissance. L'entrepreneur doit de plus informer le Ministre, dans les quinze (15) jours ouvrables, de tous les faits ou circonstances ayant entraîné le délai et fournir au Ministre un plan de redressement clair indiquant en détail les mesures que l'entrepreneur entend prendre afin de minimiser l'impact de l'événement causant le délai.
2. Toute date, notamment celle de la livraison, qui est directement touchée par un retard justifiable est reportée d'une durée raisonnable n'excédant pas celle du retard justifiable.
  3. Dès l'expiration d'une période de trente (30) jours de retard justifiable, le Ministre peut à son gré, résilier le contrat, auquel cas les parties conviennent de renoncer à toute réclamation pour dommages-intérêts, coûts, profits anticipés ou autres pertes découlant de la résiliation ou de l'événement ayant donné lieu au retard justifiable. L'entrepreneur s'engage à rembourser immédiatement au Canada la portion de toute avance non liquidée à la date de la résiliation.
  4. Le Canada n'est pas responsable des frais, quels qu'ils soient, engagés par l'entrepreneur ou l'un de ses sous-traitants ou mandataires par suite d'un retard justifiable, sauf lorsque celui-ci est imputable à l'omission du Canada de s'acquitter d'une de ses obligations aux termes du contrat.
  5. Si le contrat est résilié en vertu de la présente section, le Ministre pourra obliger l'entrepreneur à livrer au Canada, selon les modalités et dans les mesures prescrites par le Ministre, toutes les parties achevées des travaux qui n'auront pas été livrées ni acceptées avant la résiliation, de même que l'ensemble des matériaux, des pièces, des installations, des biens d'équipement ou des travaux en cours que l'entrepreneur aura acquis ou produits expressément dans l'exécution du contrat. Le Canada remboursera à l'entrepreneur la valeur, calculée en fonction du prix du contrat, dont la quote-part du bénéfice ou des honoraires de l'entrepreneur inclus dans le prix du contrat, de l'ensemble des éléments achevés des travaux et du coût de l'entrepreneur que le Ministre juge raisonnable en ce qui concerne l'ensemble des matériaux, des pièces, des installations, des biens d'équipement ou des travaux en cours livrés au Canada et acceptés par ce dernier. Le total des sommes versées par le Canada conformément au contrat jusqu'à sa résiliation et les sommes payables conformément au présent paragraphe ne doivent en aucun cas dépasser le montant du prix contractuel.

**2010 07 (2005-06-10) Inspection, acceptation et garantie**

Les travaux sont soumis à l'inspection et à l'acceptation par le Canada. Même si les travaux sont acceptés auparavant et sans restreindre la portée de toutes les conditions ou garanties imposées en vertu des lois, l'entrepreneur doit, à la demande du Ministre, remplacer ou corriger, à son gré et à ses frais, tous les travaux défectueux ou qui ne respectent pas les exigences du contrat, le cas échéant. Pour les biens, le délai de garantie sera de douze (12) mois après la livraison et l'acceptation de travaux ou après la durée de la période de garantie standard de l'entrepreneur ou du fabricant si elle est plus étendue. Tous les ouvrages remplacés, réparés ou corrigés conformément à la présente section sont soumis à l'ensemble des dispositions de ce contrat, dans la même mesure que les travaux exécutés à l'origine.

Le Canada paie les frais d'expédition de tout ou partie des travaux retournés aux locaux de l'entrepreneur pour leur remplacement, réparation ou rectification. L'entrepreneur paie les frais d'expédition des travaux en cause, une fois remplacés, réparés ou rectifiés, au lieu de livraison précisé dans le contrat ou à un autre endroit désigné par le Canada. Cependant, lorsque le Ministre est d'avis qu'il n'est pas opportun de déplacer les travaux, l'entrepreneur procède aux réparations ou aux rectifications nécessaires là où les travaux se trouvent et il est remboursé pour ses frais de déplacement et de subsistance.

**2010 08 (2005-06-10) Présentation des factures**

Les factures doivent être soumises au nom de l'entrepreneur. Elles doivent contenir le nom et l'adresse du ministère client, les numéros d'articles ou de référence, les produits livrables ou la description des travaux, le numéro du contrat, le numéro de référence du client, le numéro d'entreprise - approvisionnement et le ou les codes financiers, le cas échéant. Le mode d'expédition avec la date, le numéro de cas et de pièce ou de référence, le nom des articles et leur quantité, l'unité de distribution, le prix unitaire et les frais supplémentaires seront indiqués dans les factures s'il y a lieu. Les tarifs de main d'oeuvre horaires fixes, le niveau d'effort et le montant facturé (excluant la taxe sur les produits et services {TPS} ou la taxe de vente harmonisée {TVH}) devront être indiqués dans les factures, le cas échéant.

La TPS, la TVH ou toutes autres taxes, dans la mesure où elles s'appliquent, seront précisées dans toutes les factures. Tous les biens ou les services détaxés, exonérés ou auxquels la TPS ou la TVH ne s'appliquent pas doivent être identifiés comme tel sur toutes les factures. L'entrepreneur doit soumettre des factures pour chaque livraison ou expédition; ces factures doivent s'appliquer à un seul contrat. Chaque facture doit indiquer si elle porte sur une livraison partielle ou finale.

**2010 09 (2005-06-10) Taxes**

1. Taxes municipales  
Les taxes municipales ne s'appliquent pas.
2. Taxes provinciales
  - a) Sauf pour les exceptions légiférées, les ministères et organismes fédéraux ne doivent pas payer la taxe de vente ad valorem imposée par la province dans laquelle les biens ou les services taxables sont livrés. Cette exonération a été accordée aux ministères et organismes fédéraux en vertu de l'une des autorisations suivantes :
    - (i) numéros de permis d'exonération de taxe de vente provinciale (TVP), pour les provinces suivantes :

|                       |              |
|-----------------------|--------------|
| Ile-du-Prince-Édouard | OP-10000-250 |
| Ontario               | 11708174G    |
| Manitoba              | 390-516-0    |
| Colombie-Britannique  | R005521      |
    - (ii) Pour le Québec, la Saskatchewan, le Territoire du Yukon, les Territoires du Nord-Ouest et le Nunavut, une certification d'exonération qui certifie que les biens ou services achetés ne sont pas assujettis aux taxes de vente et aux taxes à la consommation provinciales et territoriales parce qu'ils sont achetés par le gouvernement fédéral avec des fonds publics pour utilisation par le gouvernement fédéral.
  - b) Actuellement, il n'y a aucune TVP en Alberta, dans le Territoire du Yukon, dans les Territoires du Nord-Ouest et au Nunavut. Cependant, si la TVP était instaurée dans les Territoires du Nord-Ouest, au Nunavut ou dans le Territoire du Yukon, le numéro du certificat d'exonération de la taxe de vente devrait être inscrit sur la facture.
  - c) Les ministères fédéraux doivent payer la TVH dans les provinces participantes. Ces provinces sont Terre-Neuve et Labrador, la Nouvelle-Écosse et le Nouveau-Brunswick.
  - d) L'entrepreneur n'est pas dispensé de l'obligation de payer la TVP en vertu des numéros de permis d'exonération ci-dessus ou de la certification d'exonération. L'entrepreneur doit payer la TVP sur les biens ou les services taxables consommés ou utilisés dans le cadre de l'exécution du contrat (conformément à la législation provinciale appropriée), y compris les matériaux incorporés dans des biens immobiliers.
3. Modifications aux taxes et droits  
En cas de modification apportée à une taxe imposée en vertu de la *Loi sur l'accise*, L.R.C. 1985, ch. E-14, ou de la *Loi sur la taxe d'accise*, L.R.C. 1985, ch. E-15, ou à tout droit imposé en vertu du Tarif des douanes ou à toute autre taxe fédérale ou provinciale de vente, d'accise ou autre droit, taxe, frais ou impôt après la date de la soumission et qui modifie le coût des travaux pour l'entrepreneur, le prix contractuel sera rectifié de façon à tenir compte de l'augmentation ou de la baisse du coût pour l'entrepreneur.
4. Taxe sur les produits et services ou la taxe de vente harmonisée  
La taxe sur les produits et services (TPS) ou la taxe de vente harmonisée (TVH), dans la mesure où elle s'applique, est comprise dans le coût estimatif total indiqué à la page 1 du contrat. La TPS ou la TVH n'est pas comprise dans le prix contractuel, mais elle sera payée par le Canada conformément aux dispositions de la clause sur la présentation de factures ci-dessus. L'entrepreneur s'engage à verser à l'Agence du revenu du Canada toutes les sommes acquittées ou exigibles au titre de la TPS et de la TVH.

**2010 10 (2005-06-10) Frais de transport**

Si, aux termes du présent contrat, les frais de transport sont payables par le Canada et que l'entrepreneur est chargé de prendre les dispositions nécessaires pour le transport, les envois doivent être effectués par le moyen de transport le plus direct et le plus économique, selon les méthodes normales d'expédition. Ces frais doivent figurer séparément sur la facture. La politique du gouvernement fédéral voulant qu'il assume ses propres risques exclut le paiement de frais d'assurances ou d'évaluation pour le transport au-delà du point de transfert du droit de propriété sur les biens au gouvernement fédéral (c'est-à-dire le point FAB ou Incoterms). Lorsque l'entrepreneur est en mesure d'accroître la responsabilité du transporteur sans frais supplémentaires, il doit avoir recours à cette responsabilité accrue pour l'envoi.

**2010 11 (2005-06-10) Documentation d'envoi**

Pour l'expédition des biens, le connaissance de transport doit accompagner l'original de la facture, sauf s'il s'agit d'expéditions « payables sur livraison » (lorsque autorisé), auquel cas il doit accompagner la marchandise. En outre, un bordereau d'expédition doit accompagner chaque envoi et indiquer clairement le nom des articles, la quantité d'articles, les numéros de pièce ou de référence, la description des fournisseurs et les numéros de référence du contrat, incluant le numéro de référence du client (NRC) et le numéro d'entreprise - approvisionnement (NEA). Si les biens ont été inspectés à l'usine de l'entrepreneur, un certificat d'inspection signé doit être annexé au bordereau d'expédition normalement inclus dans l'enveloppe prévue à cette fin.

**2010 12 (2005-06-10) Paiement**

Le paiement pour les travaux réalisés est fait par le Canada après la livraison, l'inspection et l'acceptation des travaux, sur présentation de factures et d'autres pièces justificatives exigées par le Canada.

**2010 13 (2005-06-10) Intérêt sur les comptes en souffrance**

1. Les définitions suivantes s'appliquent au présent article :

« taux moyen » : la moyenne arithmétique simple du taux d'escompte en vigueur chaque jour, à 16 h, heure normale de l'est, pour le mois de calendrier immédiatement antérieur à la date de paiement;

« taux d'escompte » s'entend du taux d'intérêt fixé de temps en temps par la Banque du Canada qui représente le taux minimum auquel elle consent des avances à court terme aux membres de l'Association canadienne des paiements;

« date de paiement » : la date que porte le titre négociable tiré par le Receveur général du Canada et remis aux fins de payer une somme exigible en vertu du contrat;

« en souffrance » : s'entend de la somme qui demeure impayée le lendemain du jour où elle est devenue exigible conformément aux conditions du contrat.

2. Le Canada verse à l'entrepreneur des intérêts simples, au taux moyen majoré de trois pour cent (3 %) par année, sur toute somme en souffrance, à partir du premier jour où la somme est en souffrance jusqu'au jour qui précède la date de paiement. L'intérêt est payable sans avis de l'entrepreneur.

3. Le Canada ne verse pas d'intérêts en application du présent article lorsqu'il n'est pas responsable du retard à payer l'entrepreneur. Le Canada ne verse pas d'intérêts sur les paiements anticipés qui sont en souffrance.

**2010 14 (2005-06-10) Vérification**

1. L'entrepreneur tient des comptes et des registres appropriés de ce que lui coûte les travaux ainsi que des dépenses qu'il engage et de ses engagements à l'égard de ceux-ci, et il conserve les factures, les récépissés et les pièces justificatives qui s'y rattachent. Il conserve ces comptes, registres, factures, récépissés et pièces justificatives 6 ans après le dernier paiement effectué aux termes du contrat ou jusqu'au règlement des litiges ou réclamations en cours, selon la plus tardive des deux dates, à moins d'obtenir préalablement une autorisation écrite contraire du Ministre.

2. Pendant la période mentionnée au paragraphe 1, tous les comptes et registres de même que les factures, récépissés et pièces justificatives sont toujours mis à la disposition des représentants du Ministre, lesquels peuvent en tirer des copies ou des extraits, ou en faire la vérification, l'inspection et l'examen. L'entrepreneur met à disposition les installations nécessaires à l'occasion de telles vérifications et inspections et fournit les renseignements que les représentants du Ministre lui demandent à l'occasion relativement à ces comptes, registres, factures, récépissés et pièces justificatives.

**2010 15 (2005-06-10) Respect du droit applicable**

L'entrepreneur doit se conformer à toutes les dispositions législatives applicables à la réalisation des travaux.

**2010 16 (2005-06-10) Rigueur des délais**

Les travaux doivent être réalisés conformément aux délais prévus au contrat.

**2010 17 (2005-06-10) Droit de propriété**

1. Sauf disposition contraire du contrat et sous réserve du paragraphe 2, le droit de propriété sur tout ou en partie des travaux est transmis au Canada dès leur livraison et leur acceptation par ou pour le Canada.
2. Lorsqu'un paiement est effectué à l'entrepreneur à l'égard de matériaux, de pièces, de travaux en cours ou de travaux achevés, notamment au moyen d'acomptes ou d'avances à justifier ou autrement, le droit de propriété s'y rattachant est transmis au Canada au moment du paiement. L'attribution d'un droit de propriété en vertu du présent paragraphe n'entraîne pas l'acceptation par le Canada des matériaux, pièces, travaux en cours ou travaux achevés ni ne relève l'entrepreneur de son obligation d'exécuter les travaux conformément au contrat.
3. Malgré la cession du droit de propriété visé dans la présente section et sous réserve de dispositions contraires du contrat, le risque de perte ou d'endommagement de tout ou partie des matériaux, pièces, travaux en cours ou travaux achevés incombe à l'entrepreneur jusqu'à la livraison au Canada conformément au contrat.
4. Lorsque le droit de propriété sur tout ou partie des matériaux, pièces, travaux en cours ou travaux achevés est transmis au Canada, l'entrepreneur établit, à la demande et selon les exigences du Ministre, que ce droit de propriété est libre et quitte de tout privilège, réclamation, charge, sûreté ou servitude et il signe les actes de transfert s'y rapportant et les autres documents nécessaires pour parfaire le titre qu'exige le Ministre.

**2010 18 (2005-06-10) Confidentialité**

1. L'entrepreneur garde secrets les renseignements fournis par ou pour le Canada relativement aux travaux, ainsi que tous les renseignements conçus, élaborés ou produits par l'entrepreneur dans le cadre des travaux. Les renseignements fournis à l'entrepreneur par ou pour le Canada ne doivent être utilisés qu'aux seules fins du contrat et ces renseignements demeurent la propriété du Canada.
2. Sous réserve de la *Loi sur l'accès à l'information*, L.R.C. 1985, ch. A-1, et sous réserve des droits du Canada selon le contrat de communiquer ou de divulguer, le Canada ne pourra communiquer ou divulguer en dehors du gouvernement du Canada aucune information livrée au Canada en vertu du contrat et qui sont la propriété de l'entrepreneur ou un sous-traitant.
3. Les obligations des parties prévues au présent article ne s'étendent pas aux renseignements suivants:
  - a) ceux mis à la disposition du public par une autre source que l'autre partie;
  - b) ceux communiqués à une partie par une autre source que l'autre partie, sauf lorsque la partie sait que la source s'est engagée envers le Canada à ne pas les communiquer;
  - c) ceux produits par une partie sans utiliser les renseignements de l'autre partie.

**2010 19 (2005-06-10) Droits d'auteur**

1. Tout ce qui est créé ou conçu par l'entrepreneur aux fins d'exécution des travaux prévus au contrat et qui est protégé par des droits d'auteur appartient au Canada. L'entrepreneur appose le symbole des droits d'auteur et indique l'un ou l'autre des avis suivants, selon le cas :
  - © SA MAJESTÉ LA REINE DU CHEF DU CANADA (année)
  - ou
  - © HER MAJESTY THE QUEEN IN RIGHT OF CANADA (year)
2. Sur demande du Ministre, l'entrepreneur devra fournir au Canada, à la fin du contrat ou à tout autre moment déterminé par le Ministre, une renonciation définitive écrite aux droits moraux, de forme acceptable au Ministre, de la part de chaque auteur qui a contribué aux travaux. Dans les cas où l'entrepreneur est l'auteur, l'entrepreneur renonce définitivement à ses droits moraux.

**2010 20 (2005-06-10) Biens de l'État**

L'entrepreneur doit prendre un soin adéquat des biens de l'État qui se trouvent en sa possession ou dont il a le contrôle. S'il ne s'acquitte pas de cette obligation, il est responsable des pertes ou dommages relatifs à ces biens, sauf de l'usure normale du matériel.

**2010 21 (2005-06-10) Modification**

Nulla modification du contrat ne produira ses effets, à moins d'être intégrée dans le contrat à l'aide d'une modification écrite signée par les représentants autorisés du Ministre et de l'entrepreneur.

**2010 22 (2005-06-10) Cession**

1. L'entrepreneur ne peut céder tout ou partie du contrat sans avoir préalablement obtenu le consentement écrit du Ministre, et toute prétendue cession effectuée sans avoir obtenu ce consentement est nulle et sans effet.
2. La cession du contrat ne relève pas l'entrepreneur de ses obligations aux termes du contrat ni ne confère d'obligations au Canada ou au Ministre, sauf consentement écrit à l'effet contraire du Ministre.

**2010 23 (2005-06-10) Manquement de la part de l'entrepreneur**

1. Lorsque l'entrepreneur manque à une de ses obligations prévues au contrat, le Ministre peut, moyennant un avis écrit à l'entrepreneur, résilier tout ou partie du contrat soit sans délai soit à l'expiration du délai imparti dans l'avis pour remédier au manquement lorsque l'entrepreneur n'a pas, dans le délai imparti, remédié au manquement selon les exigences du Ministre.
2. Lorsque l'entrepreneur fait faillite ou devient insolvable, qu'il cède ses biens au profit de ses créanciers, qu'il se prévaut des dispositions d'une loi sur les débiteurs en faillite ou insolvable, qu'un séquestre est désigné aux termes d'un titre de créance ou qu'une ordonnance de séquestre est prononcée à son égard ou encore, qu'une ordonnance est rendue ou qu'une résolution est adoptée en vue de la liquidation de son entreprise, le Ministre peut, moyennant un avis à l'entrepreneur, résilier sans délai tout ou partie du contrat pour manquement.
3. Une fois donnée l'avis prévu aux paragraphes 1 ou 2, l'entrepreneur n'a droit à aucun autre paiement, mais il demeure redevable envers le Canada des sommes, y compris les paiements d'étape, versées par le Canada ainsi que des pertes et des dommages subis par celui-ci en raison du manquement, y compris l'accroissement du coût, pour le Canada, de l'exécution des travaux par un tiers.
4. Dès la résiliation du contrat conformément au présent article, le Ministre peut exiger de l'entrepreneur qu'il remette au Canada, de la manière et dans la mesure qu'il précise, toute partie des travaux achevés et qui n'a pas été livrée et acceptée avant la résiliation, ainsi que tous matériaux, pièces, matériel, équipement et travaux en cours que l'entrepreneur a acquis ou produit spécialement aux fins d'exécuter le contrat.
5. Moyennant la déduction de toute créance du Canada envers l'entrepreneur découlant du contrat ou de la résiliation, le Canada paie à l'entrepreneur la valeur, calculée à partir du prix contractuel, y compris la quote-part du profit ou de la rémunération de l'entrepreneur compris dans le prix contractuel, des parties des travaux qui ont été achevées et livrées au Canada suivant une directive visée au paragraphe 4 et que le Canada a acceptées, et il verse à l'entrepreneur l'équivalent du coût, pour l'entrepreneur, que le Ministre juge raisonnable à l'égard des tous matériaux, pièces, matériel, équipement ou travaux en cours livrés au Canada suivant une directive visée au paragraphe 4 et que le Canada a acceptés.

**2010 24 (2005-06-10) Résiliation au gré du Ministre**

1. Le Ministre peut, à tout moment avant l'achèvement des travaux, moyennant un avis à cet effet à l'entrepreneur, résilier le contrat en ce qui a trait à tout ou partie des travaux non achevés. Une fois l'avis de résiliation donné, l'entrepreneur cesse d'exécuter les travaux selon les modalités précisées dans l'avis, mais il poursuit l'exécution des travaux qui ne sont pas touchés par l'avis de résiliation.
2. Lorsqu'un avis de résiliation est donné en application du paragraphe 1, l'entrepreneur a le droit d'être payé par le Canada, s'il ne l'a pas déjà été dans la limite des coûts qu'il a raisonnablement et dûment engagés aux fins d'exécuter le contrat,
  - a) compte tenu du prix contractuel, tous les travaux achevés qui ont été inspectés et acceptés conformément au contrat, qu'ils aient été achevés avant l'avis de résiliation ou après celui-ci conformément aux directives contenues dans l'avis de résiliation;
  - b) le coût, pour l'entrepreneur, majoré d'un profit juste et raisonnable, des travaux visés par l'avis de résiliation avant leur achèvement, calculé conformément aux dispositions du contrat et des Principes des frais contractuels 1031-2;
  - c) les frais directement et accessoirement liés à la cessation de tout ou partie des travaux, à l'exclusion du coût des indemnités de départ et des dommages-intérêts versés aux employés

dont les services ne sont plus requis en raison de la résiliation, et sauf les salaires que l'entrepreneur est légalement tenu de leur verser et les indemnités de départ et dommages-intérêts raisonnables versés aux employés embauchés pour exécuter le contrat et dont l'embauche est expressément requise par le contrat ou approuvée par écrit par le Ministre aux fins de l'exécution du contrat.

3. Le Ministre peut réduire le montant du paiement effectué à l'égard de certaines parties des travaux dans les limites où il ressort d'une inspection que les exigences du contrat ne sont pas respectées.
4. Les sommes auxquelles l'entrepreneur a droit aux termes des paragraphes 2. a) et b), et les sommes versées ou dues à l'entrepreneur suivant d'autres dispositions du contrat, ne doivent pas dépasser, au total, le prix contractuel ou la partie de celui-ci qui correspond à la partie des travaux que vise la résiliation.
5. Sauf dans la mesure prévue au présent article, les mesures prises et les avis de résiliation donnés par le Ministre en vertu du présent article ne confèrent aucun recours à l'entrepreneur, ni directement ni indirectement, notamment en ce qui a trait à l'obtention de dommages-intérêts ou d'une indemnité sur le fondement, par exemple, d'un manque à gagner.

**2010 25 (2006-06-16) Conflits d'intérêts**

Toute personne qui ne se conforme pas aux dispositions du Code régissant la conduite des titulaires de charge publique en ce qui concerne les conflits d'intérêts et l'après-mandat ou du Code de valeurs et d'éthique de la fonction publique, ne peut bénéficier du présent contrat.

**2010 26 (2006-06-16) Honoraires conditionnels**

L'entrepreneur atteste qu'il n'a pas versé ni convenu de verser, directement ou indirectement, et s'engage à ne pas verser, directement ou indirectement, des honoraires conditionnels en rapport avec la soumission, la négociation ou l'obtention du présent contrat à toute personne autre qu'un employé de l'entrepreneur remplissant les fonctions habituelles liées à son poste. Dans le présent paragraphe, « honoraires conditionnels » signifie tout paiement ou autre forme de rémunération qui est subordonné au degré de succès ou calculé en fonction du degré de succès obtenu en rapport à la soumission, à la négociation ou à l'obtention du contrat et « personne » comprend tout particulier qui est tenu de fournir au directeur une déclaration en vertu de l'article 5 de la *Loi concernant l'enregistrement des lobbyistes*, L.R.C. 1985, ch.44 (4e suppl.).

**2010 27 (2006-06-16) Sanctions internationales**

1. Les personnes au Canada et les Canadiens et les Canadiennes à l'étranger sont liées par les sanctions économiques imposées par le Canada. En conséquence, le gouvernement du Canada ne peut accepter la livraison d'aucun bien ou service provenant, directement ou indirectement, d'un ou plusieurs pays ou personnes assujettis aux sanctions économiques.

Les détails relatifs aux sanctions actuellement en vigueur peuvent être vus à l'adresse suivante : <http://www.dfait-maeci.gc.ca/trade/sanctions-fr.asp>.

2. L'entrepreneur ne doit pas fournir au gouvernement canadien un bien ou un service assujetti aux sanctions économiques.
3. En vertu de la loi, l'entrepreneur doit se conformer aux modifications apportées au règlement imposé pendant la durée du contrat. Si, dans le cadre de l'exécution du contrat, l'entrepreneur est dans l'impossibilité d'exécuter le contrat parce qu'on a imposé des sanctions à un pays ou à une personne ou qu'on a ajouté des biens ou des services à la liste des biens ou des services sanctionnés, l'entrepreneur pourra invoquer la force majeure. L'entrepreneur devra informer le Canada immédiatement de la situation, et les procédures établies pour la force majeure s'appliqueront alors.

**2010 28 (2006-06-16) Exhaustivité de la convention**

Le contrat représente la totalité et la seule entente intervenue entre les parties.

**2029 00 (2006-06-16) Conditions générales - biens ou services (faible valeur)****Remarques :**

Utiliser les conditions générales suivantes pour les besoins de faible valeur concurrentiels ou non concurrentiels pour des biens ou services.

**Travaux publics et Services gouvernementaux Canada**

- 01 Interprétation
- 02 Clauses et conditions uniformisées
- 03 Situation juridique de l'entrepreneur
- 04 Inspection, acceptation et garantie
- 05 Présentation des factures
- 06 Taxes
- 07 Frais de transport
- 08 Documentation d'envoi
- 09 Paiement et intérêt sur les comptes en souffrance
- 10 Vérification
- 11 Respect du droit applicable
- 12 Rigueur des délais
- 13 Droit de propriété
- 14 Biens de l'État
- 15 Cession et modification
- 16 Manquement de la part de l'entrepreneur
- 17 Résiliation pour raisons de commodité
- 18 Conflits d'intérêts
- 19 Honoraires conditionnels
- 20 Sanctions internationales
- 21 Exhaustivité de la convention

**2029 01 (2006-06-16) Interprétation**

Dans le contrat, à moins que le contexte n'indique un sens différent :

« biens de l'État » désigne tout ce qui est fourni à l'entrepreneur par ou pour le Canada, aux fins de l'exécution du contrat et tout ce que l'entrepreneur acquiert, d'une manière ou d'une autre, relativement aux travaux, dont le coût est acquitté par le Canada en vertu du contrat;

« Canada » « Couronne », « Sa Majesté » ou « État » désigne sa Majesté la Reine du chef du Canada;

« contrat » désigne la convention écrite liant les parties, les présentes conditions générales, toutes les conditions et clauses intégrées par renvoi, et tout autre document que l'un ou l'autre de ces documents intègre au contrat par renvoi, compte tenu des modifications apportées avec l'accord des parties;

« l'entrepreneur » désigne la personne physique ou morale dont le nom figure à la page de signature de la convention écrite et qui est chargée de fournir au Canada des biens ou des services stipulés au contrat;

« Ministre » désigne le ministre des Travaux publics et des Services gouvernementaux et tout mandataire dûment autorisé;

« travaux » désigne les activités, services, biens, équipements, articles et objets que l'entrepreneur doit exécuter, livrer ou fournir conformément aux modalités du contrat.

**2029 02 (2006-06-16) Clauses et conditions uniformisées**

Conformément à la *Loi sur le ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux*, L.C., 1996, ch. 16, les clauses et les conditions identifiées dans le contrat par un titre, un numéro et une date sont incorporées par renvoi dans le contrat et en font partie intégrante comme si elles y étaient formellement reproduites.

**2029 03 (2005-06-10) Situation juridique de l'entrepreneur**

L'entrepreneur est retenu à titre d'entrepreneur indépendant à la seule fin d'exécuter les travaux. Ni l'entrepreneur ni ses employés ne constituent des employés, des préposés ou des mandataires du Canada. L'entrepreneur est tenu d'effectuer toutes les déductions et tous les versements exigés par la loi relativement à ses employés.

**2029 04 (2005-06-10) Inspection, acceptation et garantie**

L'entrepreneur doit exécuter les travaux avec efficacité, conformément à des normes de qualité à la satisfaction du Canada et en respectant parfaitement l'ensemble des exigences du contrat.

Les travaux sont soumis à l'inspection et l'acceptation par le Canada. Même si les travaux sont acceptés auparavant et sans restreindre la portée de toutes les conditions ou garanties imposées en vertu des lois, l'entrepreneur doit, à la demande du ministre, remplacer, réparer ou corriger, à son gré et à ses frais, tous les travaux défectueux ou qui ne respectent pas les exigences du contrat, le cas échéant. Pour les biens, le délai de garantie sera de douze (12) mois après la livraison et l'acceptation des travaux ou la durée de la période de garantie standard de l'entrepreneur ou du fabricant, si elle est plus étendue. Tous les travaux remplacés, réparés ou corrigés conformément à la présente section sont soumis à l'ensemble des dispositions de ce contrat, dans la même mesure que les travaux exécutés à l'origine.

Le Canada paie les frais d'expédition de tout ou partie des travaux retournés aux locaux de l'entrepreneur pour leur remplacement, réparation ou rectification. L'entrepreneur paie les frais d'expédition des travaux en cause, une fois remplacés, réparés ou rectifiés, au lieu de livraison précisé dans le contrat ou à un autre endroit désigné par le Canada. Cependant, lorsque le Ministre est d'avis qu'il n'est pas opportun de déplacer les travaux, l'entrepreneur procède aux réparations ou aux rectifications nécessaires là où les travaux se trouvent et il est remboursé pour ses frais de déplacement et de subsistance.

**2029 05 (2005-06-10) Présentation des factures**

Les factures doivent être soumises au nom de l'entrepreneur. Elles doivent contenir le nom et l'adresse du ministère client, les numéros d'articles ou de référence, les produits livrables ou la description des travaux, le numéro du contrat, le numéro de référence du client, le numéro d'entreprise - approvisionnement et le ou les codes financiers, le cas échéant. Le mode d'expédition, ainsi que la date, le numéro de cas et de pièce ou de référence, le nom des articles et leur quantité, l'unité de distribution, le prix unitaire et les frais supplémentaires seront indiqués dans les factures, s'il y a lieu. Les tarifs de main d'oeuvre horaires fixes, le niveau d'effort et le montant facturé (excluant la taxe sur les produits et services {TPS} ou la taxe de vente harmonisée {TVH}) devront être indiqués dans les factures, le cas échéant.

La TPS, la TVH ou toutes autres taxes, dans la mesure où elles s'appliquent, seront précisées dans toutes les factures. Tous les biens ou les services détaxés, exonérés ou auxquels la TPS ou la TVH ne s'appliquent pas doivent être identifiés comme tel sur toutes les factures. L'entrepreneur doit soumettre des factures pour chaque livraison ou expédition ; ces factures doivent s'appliquer à un seul contrat. Chaque facture doit indiquer si elle porte sur une livraison partielle ou finale.

**2029 06 (2005-06-10) Taxes**

1. Taxes municipales  
Les taxes municipales ne s'appliquent pas.
2. Taxes provinciales
  - a) Sauf pour les exceptions légiférées, les ministères et organismes fédéraux ne doivent pas payer la taxe de vente ad valorem imposée par la province dans laquelle les biens ou les services taxables sont livrés. Cette exonération a été accordée aux ministères et organismes fédéraux en vertu de l'une des autorisations suivantes :
    - (i) Numéros de permis d'exonération de taxe de vente provinciale (TVP), pour les provinces suivantes :

|                       |              |
|-----------------------|--------------|
| Île-du-Prince-Édouard | OP-10000-250 |
| Ontario               | 11708174G    |
| Manitoba              | 390-516-0    |
| Colombie-Britannique  | R005521      |
    - (ii) Pour le Québec, la Saskatchewan, le Territoire du Yukon, les Territoires du Nord-Ouest et le Nunavut, une certification d'exonération qui certifie que les biens ou services achetés ne sont pas assujettis aux taxes de vente et aux taxes à la consommation provinciales et territoriales parce qu'ils sont achetés par le gouvernement fédéral avec des fonds publics pour utilisation par le gouvernement fédéral.
  - b) Actuellement, il n'y a aucune TVP en Alberta, dans le Territoire du Yukon, dans les Territoires du Nord-Ouest et au Nunavut. Cependant, si la TVP était instaurée dans les Territoires du



- Nord-Ouest, au Nunavut ou dans le Territoire du Yukon, le numéro du certificat d'exonération de la taxe de vente devrait être inscrit sur la facture.
- c) Les ministères fédéraux doivent payer la taxe de vente harmonisée (TVH) dans les provinces participantes. Ces provinces sont Terre-Neuve et Labrador, la Nouvelle-Écosse et le Nouveau-Brunswick.
- d) L'entrepreneur n'est pas dispensé de l'obligation de payer la TVP en vertu des numéros de permis d'exonération ci-dessus ou de la certification d'exonération. L'entrepreneur doit payer la TVP sur les biens ou les services taxables consommés ou utilisés dans le cadre de l'exécution du contrat (conformément à la législation provinciale appropriée), y compris les matériaux incorporés dans des biens immobiliers.
3. **Modifications aux taxes et droits**  
En cas de modification apportée à une taxe imposée en vertu de la *Loi sur l'accise*, L.R.C. 1985, ch. E-14, ou de la *Loi sur la taxe d'accise*, L.R.C. 1985, ch. E-15, ou à tout droit imposé en vertu du Tarif des douanes ou à toute autre taxe fédérale ou provinciale de vente, d'accise ou autre droit, taxe, frais ou impôt après la date de la soumission et qui modifie le coût des travaux pour l'entrepreneur, le prix contractuel sera rectifié de façon à tenir compte de l'augmentation ou de la baisse du coût pour l'entrepreneur.
4. **Taxe sur les produits et services ou la taxe de vente harmonisée**  
La taxe sur les produits et services (TPS) ou la taxe de vente harmonisée (TVH), dans la mesure où elle s'applique, est comprise dans le coût total estimatif à la page 1 du contrat. La TPS ou la TVH n'est pas comprise dans le prix contractuel, mais elle sera payée par Canada conformément aux dispositions de la clause sur la présentation de factures ci-dessus. L'entrepreneur s'engage à verser à l'Agence du revenu du Canada toutes les sommes acquittées ou exigibles au titre de la TPS et de la TVH.

**2029 07 (2005-06-10) Frais de transport**

Si, aux termes du présent contrat, les frais de transport sont payables par le Canada et que l'entrepreneur est chargé de prendre les dispositions nécessaires pour le transport, les envois doivent être effectués par le moyen de transport le plus direct et le plus économique, selon les méthodes normales d'expédition. Ces frais doivent figurer séparément sur la facture. La politique du gouvernement fédéral voulant qu'il assume ses propres risques exclut le paiement de frais d'assurances ou d'évaluation pour le transport au-delà du point de transfert du droit de propriété sur les biens au gouvernement fédéral (c'est-à-dire le point FAB ou Incoterm). Lorsque l'entrepreneur est en mesure d'accroître la responsabilité du transporteur sans frais supplémentaires, il doit avoir recours à cette responsabilité accrue pour l'envoi.

**2029 08 (2005-06-10) Documentation d'envoi**

Pour l'expédition des biens, le connaissement de transport doit accompagner l'original de la facture, sauf s'il s'agit d'expéditions « payables sur livraison » (lorsque autorisé), auquel cas il doit accompagner la marchandise. En outre, un bordereau d'expédition doit accompagner chaque envoi et indiquer clairement le nom des articles, la quantité d'articles, les numéros de pièce ou de référence, la description des fournisseurs et les numéros de référence du contrat, incluant le numéro de référence du client (NRC) et le numéro d'entreprise - approvisionnement (NEA). Si les biens ont été inspectés à l'usine de l'entrepreneur, un certificat d'inspection signé doit être annexé au bordereau d'expédition normalement inclus dans l'enveloppe prévue à cette fin.

**2029 09 (2005-06-10) Paiement et intérêt sur les comptes en souffrance**

1. Le paiement pour les travaux réalisés est fait par le Canada après la livraison, l'inspection et l'acceptation des travaux, sur présentation de factures et d'autres pièces justificatives exigées par le Canada.
2. Les définitions suivantes s'appliquent au présent article :
  - « taux moyen » : la moyenne arithmétique simple du taux d'escompte en vigueur chaque jour, à 16 h, heure normale de l'est, pour le mois de calendrier immédiatement antérieur à la date de paiement;
  - « taux d'escompte » s'entend du taux d'intérêt fixé de temps en temps par la Banque du Canada qui représente le taux minimum auquel elle consent des avances à court terme aux membres de l'Association canadienne des paiements;
  - « date de paiement » : la date que porte le titre négociable tiré par le Receveur général du Canada et remis aux fins de payer une somme exigible en vertu du contrat;

« en souffrance » : s'entend de la somme qui demeure impayée le lendemain du jour où elle est devenue exigible conformément aux conditions du contrat.

3. Le Canada verse à l'entrepreneur des intérêts simples, au taux moyen majoré de trois pour cent (3 %) par année, sur toute somme en souffrance, à partir du premier jour où la somme est en souffrance jusqu'au jour qui précède la date de paiement. L'intérêt est payable sans avis de l'entrepreneur.
4. Le Canada ne verse pas d'intérêts en application du présent article lorsqu'il n'est pas responsable du retard à payer l'entrepreneur. Le Canada ne verse pas d'intérêts sur les paiements anticipés qui sont en souffrance.

**2029 10 (2005-06-10) Vérification**

Les sommes réclamées par l'entrepreneur dans le cadre du contrat peuvent faire l'objet d'une vérification par le Canada, avant ou après le versement du paiement à l'entrepreneur. L'entrepreneur doit tenir des comptes et registres appropriés de ce que lui coûte les travaux et conserver tous les documents reliés à ces coûts pour une période de 6 ans après le dernier paiement effectué aux termes du contrat.

**2029 11 (2005-06-10) Respect du droit applicable**

L'entrepreneur doit se conformer à toutes les dispositions législatives applicables à la réalisation des travaux.

**2029 12 (2005-06-10) Rigueur des délais**

Les travaux doivent être réalisés conformément aux délais prévus au contrat.

**2029 13 (2005-06-10) Droit de propriété**

Sauf disposition contraire au contrat, le droit de propriété sur les travaux (dont le droit d'auteur, s'il y a lieu) appartient au Canada dès leur livraison et acceptation par le Canada et le risque de perte ou endommagement incombe à l'entrepreneur jusqu'à la livraison des travaux au Canada.

**2029 14 (2005-06-10) Biens de l'État**

L'entrepreneur doit prendre un soin adéquat des biens de l'État qui se trouvent en sa possession ou dont il a le contrôle. S'il ne s'acquitte pas de cette obligation, il est responsable des pertes ou dommages relatifs à ces biens, sauf de l'usure normale du matériel.

**2029 15 (2005-06-10) Cession et modification**

La cession ou la modification du contrat, en tout ou en partie, ne peut être effectuée sans le consentement préalable écrit des parties.

**2029 16 (2005-06-10) Manquement de la part de l'entrepreneur**

Lorsque l'entrepreneur manque à l'une de ses obligations prévues au contrat ou qu'il fait faillite, devient insolvable ou est mis sous séquestre, le Ministre peut, moyennant un préavis écrit à l'entrepreneur, résilier intégralement ou partiellement le contrat. Lorsqu'un tel avis est donné, l'entrepreneur n'aura droit à aucun autre paiement et il demeurera redevable envers le Canada de toutes les pertes et de tous les dommages subis par celui-ci en raison du manquement, y compris l'accroissement du coût, pour le Canada, du recours à une autre source pour l'exécution des travaux.

**2029 17 (2005-06-10) Résiliation pour raisons de commodité**

Le Ministre peut, à tout moment avant l'achèvement des travaux, moyennant un avis écrit à l'entrepreneur, résilier la totalité ou une portion du contrat. Dans un tel cas, l'entrepreneur sera payé pour tous les travaux livrés et acceptés mais non payés conformément au prix du contrat. L'entrepreneur aura droit au remboursement des frais réels qu'il a engagés de façon raisonnable et légitime et qui sont directement liés à la résiliation, mais la somme remboursée ne doit en aucun cas excéder le prix du contrat. L'entrepreneur ne pourra pas réclamer de dommages intérêts, d'indemnisation, de manque à gagner, ni d'autres frais, sauf dans les cas prévus dans la présente section.

**2029 18 (2006-06-16) Conflits d'intérêts**

Toute personne qui ne se conforme pas aux dispositions du Code régissant la conduite des titulaires de charge publique en ce qui concerne les conflits d'intérêts et l'après-mandat ou du Code de valeurs et d'éthique de la fonction publique, ne peut bénéficier du présent contrat.

**2029 19 (2006-06-16) Honoraires conditionnels**

L'entrepreneur atteste qu'il n'a pas versé ni convenu de verser, directement ou indirectement, et s'engage à ne pas verser, directement ou indirectement, des honoraires conditionnels en rapport avec la soumission, la négociation ou l'obtention du présent contrat à toute personne autre qu'un employé de l'entrepreneur remplissant les fonctions habituelles liées à son poste. Dans le présent paragraphe, « honoraires conditionnels » signifie tout paiement ou autre forme de rémunération qui est subordonné au degré de succès ou calculé en fonction du degré de succès obtenu en rapport à la soumission, à la négociation ou à l'obtention du contrat et « personne » comprend tout particulier qui est tenu de fournir au directeur une déclaration en vertu de l'article 5 de la *Loi concernant l'enregistrement des lobbyistes*, L.R.C. (1985), ch.44 (4e suppl.).

**2029 20 (2006-06-16) Sanctions internationales**

1. Les personnes au Canada et les Canadiens et les Canadiennes à l'étranger sont liées par les sanctions économiques imposées par le Canada. En conséquence, le gouvernement du Canada ne peut accepter la livraison d'aucun bien ou service provenant, directement ou indirectement, d'un ou plusieurs pays ou personnes assujettis aux sanctions économiques.

Les détails relatifs aux sanctions actuellement en vigueur peuvent être vus à l'adresse suivante : <http://www.dfait-maeci.gc.ca/trade/sanctions-fr.asp>.

2. L'entrepreneur ne doit pas fournir au gouvernement canadien un bien ou un service assujetti aux sanctions économiques.
3. En vertu de la loi, l'entrepreneur doit se conformer aux modifications apportées au règlement imposé pendant la durée du contrat. Si, dans le cadre de l'exécution du contrat, l'entrepreneur est dans l'impossibilité d'exécuter le contrat parce qu'on a imposé des sanctions à un pays ou à une personne ou qu'on a ajouté des biens ou des services à la liste des biens ou des services sanctionnés, l'entrepreneur pourra invoquer la force majeure. L'entrepreneur devra informer le Canada immédiatement de la situation, et les procédures établies pour la force majeure s'appliqueront alors.

**2029 21 (2006-06-16) Exhaustivité de la convention**

Le contrat représente la totalité et la seule entente intervenue entre les parties.



---

**9601 00 (2006-08-15) Conditions générales - formule détaillée****Travaux publics et Services gouvernementaux Canada**

|    |                                             |
|----|---------------------------------------------|
| 01 | Interprétation                              |
| 02 | Pouvoirs du Ministre                        |
| 03 | Situation juridique de l'entrepreneur       |
| 04 | Modifications et renonciations              |
| 05 | Exécution des travaux                       |
| 06 | Respect du droit applicable                 |
| 07 | Devis                                       |
| 08 | Sous-traitance                              |
| 09 | Remplacement des employés de l'entrepreneur |
| 10 | Cession                                     |
| 11 | Rigueur des délais                          |
| 12 | Retard justifiable                          |
| 13 | Sécurité et protection des travaux          |
| 14 | Païement                                    |
| 15 | Intérêt sur les comptes en souffrance       |
| 16 | Modification des taxes et des droits        |
| 17 | Escomptes, pertes et gaspillage             |
| 18 | Inspection des travaux                      |
| 19 | Droit de propriété                          |
| 20 | Garantie                                    |
| 21 | Biens de l'État                             |
| 22 | Protection contre les réclamations de tiers |
| 23 | Redevances et violations                    |
| 24 | Droits d'auteur                             |
| 25 | Suspension des travaux                      |
| 26 | Manquement de la part de l'entrepreneur     |
| 27 | Résiliation au gré du Ministre              |
| 28 | Comptes et vérification                     |
| 29 | Avis                                        |
| 30 | Membres de la Chambre des communes          |
| 31 | Conflits d'intérêts                         |
| 32 | Pots-de-vin                                 |
| 33 | Prorogation                                 |
| 34 | Dissociabilité                              |
| 35 | Successeurs et ayants-droits                |
| 36 | Exhaustivité de la convention               |
| 37 | Certification - Honoraires conditionnels    |
| 38 | Taxes                                       |
| 39 | Présentation des factures                   |
| 40 | Documentation d'envoi                       |
| 41 | Condition du matériel                       |
| 42 | Frais de transport                          |
| 43 | Biens expédiés au Canada                    |

**9601 01 (2004-05-14) Interprétation**

1. À moins que le contexte n'indique un sens différent, les définitions qui suivent s'appliquent au présent contrat :

« autorité contractante » : le représentant du Ministre quant à la gestion du contrat désigné comme tel dans le contrat, ou dans un avis à l'entrepreneur;

« biens de l'État » : les matériaux, pièces, composants, devis, équipement, logiciels, articles et objets fournis à l'entrepreneur par ou pour le Canada, aux fins de l'exécution du contrat et tout ce que l'entrepreneur acquiert, d'une manière ou d'une autre, relativement aux travaux, dont le coût est acquitté par le Canada en vertu du contrat, y compris les fournitures de l'État au sens de la *Loi sur la production de défense*, L.R. 1985, ch. D-1 ainsi que le matériel fourni par le gouvernement;

« Canada » « Couronne », « Sa Majesté » ou « État » : désigne sa Majesté la Reine du chef du Canada;

« contrat » : la convention écrite liant les parties, les présentes conditions générales, les conditions générales supplémentaires stipulées dans la convention écrite et tout autre texte que l'un ou l'autre de ces documents intègre au contrat par renvoi, compte tenu des modifications apportées avec l'accord des parties;

« contrat de sous-traitance » : comprend le contrat accordé par un sous-traitant, à tout échelon de la sous-traitance, pour l'exécution d'une partie des travaux, ainsi qu'un achat visé à l'alinéa 8.2.a) à tout échelon de la sous-traitance, les termes et expressions dérivés étant interprétés en conséquence;

« coût » : le coût établi conformément aux Principes des coûts contractuels 1031-2, en vigueur à la date de l'invitation à soumissionner;

« devis » : la description fonctionnelle ou technique des travaux indiquée ou mentionnée au contrat, y compris les dessins, les échantillons et les modèles ainsi que, sauf incompatibilité avec tout élément ou mention du contrat, la description indiquée ou mentionnée dans une brochure, un document relatif au produit ou tout autre document fourni par l'entrepreneur relativement à tout ou partie des travaux;

« droits moraux » : a le même sens que dans la *Loi sur le droit d'auteur*, L.R. 1985, ch. C-42;

« l'entrepreneur » : la personne physique ou morale dont le nom figure à la page de signature de la convention écrite et qui est chargée de fournir au Canada des biens ou des services stipulés au contrat;

« Ministre » : le ministre des Travaux publics et des Services gouvernementaux et tout mandataire dûment autorisé;

« partie » : le Canada ou l'entrepreneur, ou encore, tout autre signataire du contrat; « parties » l'ensemble de ceux-ci;

« prix contractuel » : la somme payable à l'entrepreneur en vertu du contrat, pour l'exécution des travaux;

« responsable de l'inspection » : la personne désignée comme tel dans le contrat ou dans un avis à l'entrepreneur et agissant en tant que représentant du Ministre responsable du ministère ou de l'organisme pour lequel les travaux sont exécutés, en ce qui concerne les questions liées à l'inspection des travaux et aux fins de l'article 18, comprend le responsable de l'assurance de la qualité si le contrat en fait mention;

« responsable technique » : la personne désignée comme tel dans le contrat ou dans un avis à l'entrepreneur et agissant en tant que représentant du Ministre responsable du ministère ou de l'organisme pour lequel les travaux sont exécutés, en ce qui concerne les questions liées aux aspects techniques des travaux;

« travaux » : les activités, services, matériaux, équipements, logiciels, articles et objets que l'entrepreneur doit livrer ou fournir conformément aux modalités du contrat.

2. Les intitulés apparaissant dans les présentes conditions générales n'y figurent qu'à titre de repère ou d'information et n'ont pas d'incidence sur leur interprétation.
3. Si le contrat est un contrat de défense au sens de la *Loi sur la production de défense*, L.R. 1985, ch. D-1, il est régi par cette loi.
4. Aux fins du contrat, le singulier comprend le pluriel, le pluriel comprend le singulier, et le masculin comprend le féminin.

#### **9601 02 (1994-01-04) Pouvoirs du Ministre**

Les droits, recours et pouvoirs, y compris le pouvoir discrétionnaire, conférés au Canada ou au Ministre par le contrat ou par la loi sont cumulatifs et non mutuellement exclusifs.

#### **9601 03 (2004-05-14) Situation juridique de l'entrepreneur**

1. L'entrepreneur est retenu à titre d'entrepreneur indépendant à la seule fin d'exécuter les travaux. Ni l'entrepreneur ni ses employés ne constituent des employés, des préposés ou des mandataires du Canada. L'entrepreneur est tenu d'effectuer toutes les déductions et tous les versements exigés par la loi relativement à ses employés, notamment aux fins des régimes de pension du Canada ou du

Québec, de l'assurance-chômage, de l'indemnisation des accidents du travail et de l'impôt sur le revenu.

2. Sans apporter de limitations aux conditions du contrat, et plus particulièrement à l'article 22 des présentes conditions générales, il est entendu et convenu que, sauf si imputables au Canada, ce dernier ne sera pas tenu responsable de pertes, de réclamations, de dommages ou de dépenses se rapportant à des blessures, à des affections, à des maladies, à des incapacités ou à la mort de l'entrepreneur, d'un employé, agent ou représentant de l'entrepreneur, causées effectivement ou prétendument par suite de l'exécution du contrat. L'entrepreneur convient de protéger et de tenir à couvert le Canada à tous égards et de ne pas faire de réclamations ni d'intenter d'action contre ce dernier par rapport aux éventualités précitées.

**9601 04 (1994-01-04) Modifications et renoncations**

1. Les modifications apportées à la conception, aux travaux ou au contrat ne lient les parties que si elles sont intégrées au contrat au moyen d'un document écrit à cet effet ou d'une modification technique portant la signature des représentants autorisés du Ministre et de l'entrepreneur.
2. Bien que l'entrepreneur puisse discuter avec le responsable technique de modifications éventuelles à l'étendue des travaux, le Canada n'en supporte le coût que lorsqu'elles sont intégrées au contrat conformément au paragraphe 1.
3. Une renonciation n'est valable, ne lie les parties et ne modifie leurs droits que lorsqu'elle est faite par écrit par l'autorité contractante, dans le cas d'une renonciation du Canada et par le représentant autorisé de l'entrepreneur, dans le cas d'une renonciation de l'entrepreneur.
4. Le fait qu'une partie renonce à exercer les recours que lui confère l'inexécution de l'une ou l'autre des conditions du contrat ne l'empêche pas d'obtenir la sanction de celle-ci à l'occasion d'une inexécution subséquente, et n'est pas réputé constituer une renonciation à l'exercice du recours que confère toute inexécution subséquente.

**9601 05 (2004-12-10) Exécution des travaux**

1. L'entrepreneur déclare et atteste ce qui suit :
  - a) il est qualifié pour exécuter les travaux;
  - b) il a les qualités requises, incluant la connaissance, l'habileté et l'expérience, pour exécuter les travaux, et l'aptitude à les utiliser efficacement à cette fin.
2. L'entrepreneur fournit tout ce qui est nécessaire à l'exécution des travaux, y compris les ressources, les installations, la main-d'oeuvre et la surveillance, la gestion, les services, l'équipement, les matériaux, les dessins, les données et l'aide techniques, les services d'ingénierie, les procédures d'inspection et d'assurance de la qualité et la planification requise pour l'exécution des travaux, sauf les biens de l'État prévus au contrat.
3. L'entrepreneur :
  - a) exécute les travaux de manière diligente et efficace;
  - b) au minimum, applique les normes d'assurance de la qualité et effectue les inspections et les contrôles appliqués ou effectués habituellement dans l'exécution de travaux similaires afin de rencontrer le degré de qualité exigé en vertu du contrat;
  - c) s'assure que les travaux :
    - (i) sont de bonne qualité et sont exécutés à l'aide de matériaux appropriés et selon les règles de l'art;
    - (ii) sont en tous points conformes au devis;
    - (iii) satisfont aux exigences du contrat.
4. L'entrepreneur ne suspend pas l'exécution de tout ou partie des travaux en attente du règlement d'un litige qui découle du contrat et qui oppose les parties, sauf lorsque le Ministre ordonne la suspension de tout ou partie des travaux en vertu de l'article 25.

5. L'entrepreneur remet les rapports sur l'exécution des travaux mentionnés au contrat ainsi que tout autre rapport qu'exige raisonnablement le Ministre ou le responsable technique.
6. L'entrepreneur est entièrement responsable de l'exécution des travaux, et le Canada ne peut être tenu responsable des effets négatifs ou des coûts supplémentaires découlant du fait que l'entrepreneur a suivi ses conseils, que ceux-ci aient été sollicités ou non par l'entrepreneur, à moins que les conseils n'aient été fournis à l'entrepreneur par écrit par l'autorité contractante et n'aient été accompagnés d'une déclaration dégageant expressément l'entrepreneur de toute responsabilité quant aux effets négatifs ou aux coûts supplémentaires pouvant découler de ces conseils.

**9601 06 (1994-01-04) Respect du droit applicable**

L'entrepreneur se conforme aux dispositions législatives applicables à l'exécution de tout ou partie des travaux, y compris, mais sans s'y restreindre, ce qui a trait aux conditions sanitaires et de travail et à la protection de l'environnement, et il exige de tous ses sous-traitants qu'ils s'y conforment également. Sur demande raisonnable de l'autorité contractante, l'entrepreneur fournit une preuve de conformité aux dispositions législatives applicables.

**9601 07 (2001-05-25) Devis**

1. Lorsque le contrat prévoit que le devis fourni par l'entrepreneur est soumis à l'approbation du Ministre ou du responsable technique, cette approbation n'a pas pour effet de relever l'entrepreneur de son obligation d'achever les travaux et de satisfaire à toutes les exigences du contrat. Le Ministre ne peut refuser son approbation sans motif raisonnable.
2. L'entrepreneur convient d'accepter l'interprétation que donne au devis le responsable de l'inspection ou l'autorité d'assurance de la qualité et d'être lié par cette interprétation dans la mesure où elle n'est pas incompatible avec une disposition du contrat.

**9601 08 (1994-01-04) Sous-traitance**

1. Sauf disposition contraire du contrat, l'entrepreneur obtient au préalable le consentement écrit du Ministre avant de sous-traiter ou de permettre la sous-traitance de tout ou partie des travaux, à tout échelon de la sous-traitance. Le Ministre ne peut refuser son consentement sans motif raisonnable.
2. Nonobstant le paragraphe 1, l'entrepreneur peut, sans consentement du Ministre :
  - a) acheter des produits courants offerts dans le commerce, y compris des logiciels, ainsi que des articles et des matériaux qu'offrent habituellement les fabricants dans le cours normal de leurs affaires;
  - b) conclure des contrats de sous-traitance pour l'obtention de services accessoires conformément aux usages qui ont cours à cet égard pour l'exécution des travaux;
  - c) outre les achats et les services mentionnés aux alinéas a) et b), sous-traiter toute partie des travaux à un ou plusieurs sous-traitants jusqu'à concurrence d'une valeur n'excédant pas dans l'ensemble 40 p. 100 du prix contractuel;
  - d) permettre à ses sous-traitants à tout échelon d'effectuer des achats ou de sous-traiter comme le prévoient les alinéas a), b) et c).

L'entrepreneur ne peut conclure sans consentement un contrat de sous-traitance visé aux alinéas b), c) ou d), à quelque palier que ce soit, si le sous-traitant acquiert, par suite de l'exécution des travaux, les droits de propriété intellectuelle.

3. Lorsqu'il conclut un contrat de sous-traitance qui n'est pas visé à l'alinéa 2.a), l'entrepreneur fait en sorte, à moins que le Ministre ne donne un consentement écrit à l'effet contraire, que le sous-traitant soit lié par des conditions qui sont compatibles avec celles du contrat et qui, de l'avis du Ministre, ne sont pas moins avantageuses pour le Canada que celles du contrat. Le risque associé à tout écart par rapport aux conditions du contrat, notamment en ce qui concerne le droit de résilier le contrat, est supporté entièrement par l'entrepreneur.
4. L'entrepreneur n'est pas tenu d'obtenir le consentement du Ministre à l'égard des contrats de sous-traitance expressément autorisés dans le contrat.



5. Le consentement donné à la conclusion d'un contrat de sous-traitance ne libère pas l'entrepreneur de ses obligations aux termes du contrat et n'a pas pour effet d'engager la responsabilité du Canada ou du Ministre envers un sous-traitant.

**9601 09 (1994-01-04) Remplacement des employés de l'entrepreneur**

1. Lorsque le contrat précise l'identité des personnes qui doivent exécuter les travaux, l'entrepreneur est tenu de fournir les services de ces personnes, sauf s'il n'est pas en mesure de le faire pour des motifs indépendants de sa volonté.
2. S'il n'est pas en mesure de fournir les services d'une personne identifiée au contrat, l'entrepreneur est tenu de fournir les services d'un remplaçant dont les qualités et l'expérience sont similaires. Dès que possible, l'entrepreneur avise le Ministre :
- a) du motif du remplacement de la personne identifiée au contrat;
  - b) du nom du remplaçant proposé ainsi que de ses qualités et de son expérience;
  - c) de la preuve que cette personne possède l'autorisation de sécurité exigée et accordée par le Canada, le cas échéant.
3. Le Ministre peut ordonner qu'un remplaçant cesse d'exécuter les travaux, et l'entrepreneur est alors tenu de se conformer sans délai à cet ordre et de retenir les services d'un autre remplaçant conformément au paragraphe 2.
4. Le fait que le Ministre n'ordonne pas qu'un remplaçant cesse d'exécuter les travaux n'a pas pour effet de relever l'entrepreneur de son obligation de satisfaire aux exigences du contrat.

**9601 10 (1994-01-04) Cession**

1. L'entrepreneur ne peut céder tout ou partie du contrat sans avoir préalablement obtenu le consentement écrit du Ministre, et toute prétendue cession effectuée sans avoir obtenu ce consentement est nulle et sans effet.
2. La cession du contrat ne relève pas l'entrepreneur de ses obligations aux termes du contrat ni ne confère d'obligations au Canada ou au Ministre, sauf consentement écrit à l'effet contraire du Ministre.

**9601 11 (1994-01-04) Rigueur des délais**

Les délais impartis dans le contrat sont de rigueur.

**9601 12 (1994-01-04) Retard justifiable**

1. Constitue un retard justifiable, sous réserve des paragraphes 2, 3 et 4 et à la condition que l'entrepreneur invoque le présent article au moyen d'un avis conforme au paragraphe 4, le retard de l'entrepreneur à s'acquitter de l'une ou l'autre des obligations que lui confère le contrat causé par un événement
- a) hors du contrôle raisonnable de l'entrepreneur,
  - b) ne pouvant raisonnablement être prévu,
  - c) ne pouvant raisonnablement être empêché par des moyens que pouvait raisonnablement utiliser l'entrepreneur, et
  - d) survenu en l'absence de toute faute ou négligence de la part de l'entrepreneur.
2. Le retard de l'entrepreneur à s'acquitter de l'une ou l'autre de ses obligations en vertu du contrat, qui est imputable au retard d'un sous-traitant, peut constituer un retard justifiable à l'égard de l'entrepreneur, mais uniquement lorsque le retard du sous-traitant rencontre les critères du présent article à l'égard du retard justifiable de l'entrepreneur et dans la mesure où l'entrepreneur n'a pas contribué au retard du sous-traitant.
3. Nonobstant les dispositions du paragraphe 1, tout délai causé par le manque de ressources financières de l'entrepreneur ou par un motif de résiliation prévu au paragraphe 26.2, ou tout délai de l'entrepreneur de s'acquitter d'une obligation de fournir un cautionnement, une garantie, une lettre de

- crédit, ou tout autre garantie reliée à l'exécution du contrat ou au paiement de sommes d'argent, ne constitue pas un retard justifiable.
4. Un retard justifiable ne peut être invoqué par l'entrepreneur que :
    - a) s'il a fait de son mieux pour minimiser le retard et rattraper le temps perdu;
    - b) s'il informe le Ministre de la survenance du retard ou de son éventualité dès qu'il en est mis au courant;
    - c) si, dans les quinze (15) jours ouvrables qui suivent le moment où il est mis au courant de la survenance du retard ou de son éventualité, il informe le Ministre de tous les faits et circonstances en cause et il soumet à l'approbation du Ministre (celle-ci ne peut être refusée sans motif raisonnable) un plan de redressement intelligible donnant le détail des étapes qu'il se propose de suivre afin de minimiser les conséquences de l'événement qui a causé le retard; le plan prévoit d'autres sources de matériaux et de main-d'oeuvre lorsque l'événement à l'origine du retard met en cause la fourniture de ceux-ci;
    - d) s'il met en oeuvre le plan de redressement approuvé par le Ministre.
  5. Toute date, notamment celle de la livraison, qui est directement touchée par un retard justifiable est reportée d'une durée raisonnable n'excédant pas celle du retard justifiable. Les parties modifient le contrat en bonne et due forme pour tenir compte des échéances ainsi reportées.
  6. Par dérogation au paragraphe 5, dès l'expiration d'une période de trente (30) jours de retard justifiable, le Ministre peut en tout temps et à son gré, résilier le contrat, auquel cas les parties conviennent de renoncer à toute réclamation pour dommages-intérêts, coûts, profits anticipés ou autres pertes découlant de la résiliation ou de l'événement ayant donné lieu au retard justifiable; dans ce cas l'entrepreneur s'engage à rembourser immédiatement au Canada la portion de toute avance non liquidée à la date de la résiliation. Les paragraphes 26.4, 5 et 6 s'appliquent en cas de résiliation aux termes du présent paragraphe.
  7. Le Canada n'est pas responsable des frais, quels qu'ils soient, engagés par l'entrepreneur ou l'un de ses sous-traitants ou mandataires par suite d'un retard justifiable, sauf lorsque celui-ci est imputable à l'omission du Canada de s'acquitter d'une de ses obligations aux termes du contrat.

**9601 13 (2001-05-25) Sécurité et protection des travaux**

1. L'entrepreneur garde secrets les renseignements fournis par ou pour le Canada relativement aux travaux, y compris les renseignements confidentiels ou les renseignements protégés par des droits de propriété intellectuelle dont sont titulaires des tiers, ainsi que ceux qu'il conçoit, génère ou produit à l'occasion de l'exécution des travaux lorsque le droit d'auteur ou tout autre droit de propriété intellectuelle sur ceux-ci (sauf une licence) est dévolu au Canada en vertu du contrat. L'entrepreneur ne les communique à un tiers qu'avec l'autorisation écrite du Ministre. L'entrepreneur peut cependant communiquer à un sous-traitant autorisé conformément à l'article 08 les renseignements nécessaires à l'exécution du contrat de sous-traitance, à la condition que le sous-traitant s'engage à ne les utiliser qu'aux seules fins du contrat de sous-traitance. Les renseignements fournis à l'entrepreneur par ou pour le Canada ne doivent être utilisés qu'aux seules fins du contrat et ces renseignements demeurent la propriété du Canada ou du tiers, selon le cas. Sauf disposition contraire expresse dans le présent contrat, l'entrepreneur remet, à l'exécution des travaux prévus au contrat ou à la résiliation du présent contrat ou à tout autre moment antérieur à la demande du Ministre, tous ces renseignements ainsi que toute copie, ébauche, document de travail et note dans lesquels figurent ces renseignements.
2. Sous réserve de la *Loi sur l'accès à l'information*, L.R. 1985, ch. A-1, et sous réserve des droits du Canada selon le contrat de communiquer ou de divulguer, le Canada ne pourra communiquer ou divulguer en dehors du gouvernement du Canada aucune information livrée au Canada en vertu du contrat et dont sont titulaires l'entrepreneur ou un sous-traitant.
3. Les obligations des parties prévues au présent article ne s'étendent pas aux renseignements suivants :
  - a) ceux mis à la disposition du public par une autre source que le l'autre partie;
  - b) ceux communiqués à une partie par une autre source que l'autre partie, sauf lorsque la partie sait que la source s'est engagée envers le Canada à ne pas les communiquer;
  - c) ceux produits par une partie sans utiliser les renseignements de l'autre partie.

4. Si c'est matériellement possible, l'entrepreneur indique ou marque les renseignements protégés par des droits de propriété intellectuelle qui ont été communiqués au Canada en application du contrat comme étant la « propriété de (nom de l'entrepreneur), utilisations permises au gouvernement au sens du contrat n° (inscrire le numéro du contrat de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada [TPSGC]) ». Le Canada n'est pas responsable de l'utilisation ou de la divulgation non autorisée des renseignements qui auraient pu être ainsi indiqués ou marqués mais qui ne l'ont pas été.
5. Lorsque le contrat, les travaux ou un renseignement mentionné au paragraphe 1 font l'objet de la mention TRÈS SECRET, SECRET, CONFIDENTIEL, ou PROTÉGÉ établie par le Canada, l'entrepreneur prend les mesures qui sont raisonnablement nécessaires pour les sauvegarder, notamment celles que prévoient le *Manuel de la sécurité industrielle* de TPSGC et ses suppléments ainsi que les autres directives du Ministre.
6. Sans restreindre la généralité des paragraphes 1 et 2, lorsque le contrat, les travaux ou un renseignement visé au paragraphe 1 font l'objet de la mention TRÈS SECRET, SECRET, CONFIDENTIEL, ou PROTÉGÉ établie par le Canada, le Ministre peut à des fins de sécurité, inspecter les locaux de l'entrepreneur ou d'un sous-traitant à tout échelon de la sous-traitance. Cette inspection peut être faite à tout moment pendant la durée du contrat et l'entrepreneur est tenu de se conformer et de faire en sorte que tout sous-traitant se conforme aux directives écrites du Ministre relativement à tout ce qui fait l'objet d'une telle mention, notamment en exigeant que ses employés ou ceux d'un sous-traitant signent une déclaration concernant les vérifications de fiabilité, les autorisations sécuritaires et autres mesures.
7. Après la date d'entrée en vigueur du contrat, toute modification proposée quant aux exigences de sécurité qui aurait pour effet d'accroître substantiellement le coût supporté par l'entrepreneur requiert la modification du contrat conformément à l'article 04.

**9601 14 (1994-01-04) Paiement**

1. Nonobstant toute autre disposition du contrat, le paiement à l'entrepreneur n'est versé que lorsque les conditions suivantes sont remplies:
  - a) une facture, des notes d'inspection, des attestations et tout autre document exigé par le contrat ont été remis conformément aux dispositions du contrat et aux directives du Ministre;
  - b) tous ces documents ont été vérifiés par le Ministre;
  - c) en ce qui concerne toute partie des travaux pour laquelle le paiement est exigé, l'entrepreneur a établi à la demande et selon les exigences du Ministre qu'elle était libre et quitte de tout privilège, créance, saisie, sûreté ou charge;
  - d) en ce qui concerne le paiement de travaux exécutés, ceux-ci ont été inspectés par le Canada et jugés conformes aux dispositions du contrat, y compris le devis.
2. Dans les quinze (15) jours suivant la réception d'une facture, le Ministre donne à l'entrepreneur un avis concernant toute lacune relevée dans la facture ou insuffisance de pièces qui l'accompagnent et, le cas échéant, le paiement du montant exigé dans la facture est différé jusqu'à ce que l'entrepreneur corrige la lacune selon les exigences du Ministre.
3. Lorsque survient un retard visé à l'article 12, le Ministre peut, à son gré, retenir la totalité ou une partie de la somme due à l'entrepreneur jusqu'à ce qu'un plan de redressement auquel il a donné son approbation ait été mis en oeuvre conformément à cet article. L'article 15 ne s'applique pas aux sommes retenues en application du présent paragraphe.

**9601 15 (2000-12-01) Intérêt sur les comptes en souffrance**

1. Les définitions suivantes s'appliquent au présent article :

« date de paiement » : la date que porte le titre négociable tiré par le Receveur général du Canada et remis aux fins de payer une somme exigible;

« en souffrance » : s'entend de la somme qui demeure impayée le lendemain du jour où elle est devenue exigible;

« exigible » : s'entend de la somme due par le Canada et exigible par l'entrepreneur aux termes du contrat;

« taux moyen » : la moyenne arithmétique simple du taux d'escompte en vigueur chaque jour, à 16 h, heure normale de l'est, pour le mois de calendrier immédiatement antérieur à la date de paiement, et « taux d'escompte » s'entend du taux d'intérêt fixé de temps en temps par la Banque du Canada qui représente le taux minimum auquel elle consent des avances à court terme aux membres de l'Association canadienne des paiements.

2. Sous réserve du contrat, le Canada verse à l'entrepreneur des intérêts simples, au taux moyen majoré de 3 p. 100 par année, sur toute somme en souffrance, à partir du premier jour où la somme est en souffrance jusqu'au jour qui précède la date de paiement. L'intérêt est payable sans avis de l'entrepreneur.
3. Le Canada ne verse pas d'intérêts en application du présent article lorsqu'il n'est pas responsable du retard à payer l'entrepreneur.
4. Le Canada ne verse pas d'intérêts sur les paiements anticipés qui sont en souffrance.

**9601 16 (1994-01-04) Modification des taxes et des droits**

1. Aux fins du présent article, « soumission » comprend une proposition, une soumission ou une offre présentée par l'entrepreneur en réponse à une demande du Ministre.
2. Sous réserve du paragraphe 3, advenant, sur ou après présentation de la soumission, une modification (y compris l'imposition ou la suppression) d'une taxe, d'un droit, notamment de douane, et de frais similaires perçus en application des lois sur la taxe de vente ou d'accise du gouvernement du Canada, ayant une incidence sur le coût des travaux supporté par l'entrepreneur, le prix contractuel est rajusté pour tenir compte de l'augmentation ou de la diminution de ce coût.
3. Le prix contractuel ne sera pas rajusté à la hausse en vertu du paragraphe 2 si un avis public de la modification a été donné avant la présentation de la soumission avec suffisamment de détails pour calculer l'incidence de la modification sur le coût des travaux supporté par l'entrepreneur.
4. L'entrepreneur fait parvenir au Ministre une attestation faisant état de l'augmentation ou de la diminution du coût des travaux découlant directement de la modification d'une taxe, d'un droit ou d'un autre frais perçu. Le Ministre peut, au moyen d'une vérification, s'assurer de l'exactitude de l'augmentation ou de la diminution du coût avant ou après le rajustement du prix contractuel.
5. Nonobstant les paragraphes 2 à 4, aucun rajustement du prix contractuel pour tout ou partie des travaux n'intervient par suite d'une modification visée au présent article qui se produit après la date de livraison stipulée au contrat à l'égard de ces travaux.

**9601 17 (1994-01-04) Escomptes, pertes et gaspillage**

1. Le présent article ne s'applique au contrat ou à une partie de celui-ci que lorsqu'une base de paiement à frais remboursables y est prévue.
2. Dans la mesure du possible, l'entrepreneur se prévaut des escomptes, rabais, remboursements de taxes et de droits, crédits et autres réductions qui s'offrent à lui dans l'exécution des travaux. Pour calculer le coût des articles, matériaux et services dont le paiement incombe au Canada, sont déduits du coût brut les escomptes, rabais, remboursements de taxes et de droits, crédits et réductions dont l'entrepreneur ne s'est pas prévalu sauf lorsque l'omission n'est pas imputable à sa faute ou à sa négligence.
3. L'entrepreneur exécute les travaux aussi économiquement que possible et évite les pertes et le gaspillage. Lorsque, de l'avis du Ministre, les pertes et le gaspillage de matériaux découlent de la mauvaise gestion de l'entrepreneur, le coût des matériaux perdus et gaspillés n'est pas considéré, dans la mesure que détermine le Ministre, comme faisant partie du coût des travaux, et l'entrepreneur n'est pas remboursé à leur égard.

**9601 18 (1994-01-04) Inspection des travaux**

1. Avant leur acceptation par le Canada, les travaux et chacune des parties de ceux-ci sont sujets à l'inspection que le responsable technique ou le responsable de l'inspection juge opportune, conformément aux dispositions applicables du contrat, s'il en est. L'autorité contractante et le responsable technique ou le responsable de l'inspection, ou leurs représentants, a toujours accès aux travaux pendant les heures ouvrables, là où quelque partie de ceux-ci est exécutée; ils peuvent procéder aux vérifications et aux essais relatifs aux travaux qu'ils jugent à propos. Advenant que tout ou partie des travaux ne soient pas conformes aux exigences du contrat, le responsable technique ou

le responsable de l'inspection, le cas échéant, peut refuser les travaux en indiquant ses motifs à l'entrepreneur et exiger leur modification ou leur remplacement aux frais de ce dernier.

2. L'entrepreneur fournit l'aide et les moyens, ainsi que les pièces d'essai, les échantillons et la documentation qu'exige raisonnablement le responsable technique ou le responsable de l'inspection pour procéder à l'inspection, et il fait parvenir ces pièces d'essai et échantillons aux personnes ou aux endroits que désigne le responsable technique, le responsable de l'inspection, ou l'autorité contractante. Le fait que le responsable technique, le responsable de l'inspection ou l'autorité contractante ait procédé à l'inspection ne relève pas l'entrepreneur de l'obligation de se conformer aux exigences du contrat.
3. Les travaux, en tout ou en partie, ne sont soumis à l'acceptation ou ne sont livrés qu'une fois inspectés et approuvés par l'entrepreneur et, si possible, revêtus d'un sceau d'approbation que le responsable technique ou le responsable de l'inspection juge satisfaisant. L'entrepreneur tient un registre des inspections à la fois précis et complet qu'il présente, sur demande, au responsable technique ou au responsable de l'inspection, qui peut en tirer des copies et des extraits pendant l'exécution du contrat et pendant toute période subséquente que stipule le contrat.

**9601 19 (1994-01-04) Droit de propriété**

1. Sauf disposition contraire du contrat, notamment les dispositions sur la propriété intellectuelle, et sous réserve du paragraphe 2, le droit de propriété sur tout ou partie des travaux est transmis au Canada dès leur livraison et leur acceptation par ou au nom du Canada.
2. Sauf disposition contraire du contrat sur la propriété intellectuelle, lorsqu'un paiement est effectué à l'entrepreneur à l'égard de matériaux, de pièces, de travaux en cours ou de travaux exécutés, notamment au moyen d'acomptes ou d'avances à justifier, le droit de propriété y afférent est transmis au Canada, à moins qu'il ne soit déjà ainsi transmis aux termes d'une autre disposition du contrat.
3. Malgré toute transmission du droit de propriété mentionnée au présent article et sous réserve des dispositions contraires du contrat, le risque de perte ou d'endommagement de tout ou partie des matériaux, pièces, travaux en cours ou travaux exécutés incombe à l'entrepreneur jusqu'à la livraison au Canada en accord avec le contrat. L'entrepreneur est responsable de la perte ou de l'endommagement de toute partie des travaux qui est causé par lui ou un sous-traitant après telle livraison.
4. L'attribution d'un droit de propriété visée au paragraphe 2 n'emporte pas l'acceptation par le Canada des matériaux, pièces, travaux en cours ou travaux exécutés ni ne relève l'entrepreneur de son obligation d'exécuter les travaux conformément au contrat.
5. Lorsque le droit de propriété sur tout ou partie des matériaux, pièces, travaux en cours ou travaux exécutés est transmis au Canada, l'entrepreneur établit, à la demande et selon les exigences du Ministre, que ce droit de propriété est libre et quitte de tout privilège, réclamation, charge, sûreté ou servitude et il signe les actes de transfert s'y rapportant et les autres documents nécessaires pour parfaire le titre qu'exige le Ministre.
6. Lorsque le contrat est un contrat de défense au sens de la *Loi sur la production de défense*, L.R. 1985, ch. D-1, le droit de propriété sur les travaux ou sur des matériaux, pièces, travaux en cours ou travaux exécutés est transmis au Canada libre et quitte de tout privilège, réclamation, charge, sûreté ou servitude, et le Ministre peut à tout moment le transférer ou l'aliéner, notamment par vente, en totalité ou en partie, conformément à l'article 20 de cette loi.

**9601 20 (2001-05-25) Garantie**

1. Malgré l'inspection et l'acceptation des travaux par le Canada ou au nom de celui-ci et sans limite à l'application des autres dispositions du contrat ou des conditions, garanties ou dispositions, tacites ou prévues par la loi, l'entrepreneur garantit, pour une période de douze (12) mois à compter de la livraison ou, lorsque l'acceptation a lieu à une date ultérieure, à compter de l'acceptation, ou pour la période que prévoit expressément la convention écrite intervenue entre les parties, que les travaux sont exempts de toute défectuosité liée à la conception, aux matériaux et à la qualité de l'exécution et qu'ils sont conformes aux exigences du contrat. Toutefois, en ce qui concerne les biens de l'État qui ne sont pas fournis par l'entrepreneur, la garantie de l'entrepreneur ne vise que leur intégration adéquate aux travaux.
2. Lorsque, pendant la période de garantie visée aux paragraphes 1 et 5, le Ministre constate la défectuosité ou la non-conformité de quelque partie des travaux, l'entrepreneur, sur demande du

Ministre à cet effet, répare, remplace ou rectifie, à ses frais et à son choix, la portion des travaux jugée défectueuse ou non conforme aux exigences du contrat.

3. Les travaux jugés défectueux ou non conformes sont retournés à l'entrepreneur en vue de leur remplacement, de leur réparation ou de leur rectification. Cependant, lorsque le Ministre est d'avis qu'il n'est pas opportun de déplacer les travaux, l'entrepreneur procède aux réparations ou aux rectifications nécessaires là où les travaux se trouvent et il est remboursé des frais justes et raisonnables (incluant une indemnité de déplacement et de subsistance) engagés pour ce faire, à l'exclusion de tout profit, déduction faite du coût correspondant à la rectification de la défectuosité ou de la non-conformité dans les locaux de l'entrepreneur.
4. Le Canada paie les frais d'expédition de tout ou partie des travaux aux locaux de l'entrepreneur conformément au paragraphe 3, et l'entrepreneur paie les frais d'expédition des travaux en cause, une fois remplacés ou rectifiés, au lieu de livraison précisé dans le contrat, ou les frais moindres requis pour expédier les travaux en cause à un autre endroit désigné par le responsable technique.
5. La durée de la garantie prévue au paragraphe 1 est prolongée de la période au cours de laquelle les travaux sont inutilisables en raison d'une défectuosité ou d'une non-conformité visée au présent article, déduction faite de la durée du retard du Canada à informer l'entrepreneur de l'existence de la défectuosité ou de la non-conformité ou à expédier les travaux en cause aux locaux de l'entrepreneur. Lorsqu'il retourne les travaux en cause au Canada, l'entrepreneur informe par écrit le Ministre de la durée de la garantie non encore expirée, incluant une telle prolongation.
6. La garantie prévue au paragraphe 1 s'applique à toute partie des travaux qui est réparée, remplacée ou par ailleurs rectifiée conformément au paragraphe 2, pendant la plus étendue des deux périodes suivantes :
  - a) la période de la garantie non encore expirée aux termes du paragraphe 5;
  - b) quatre-vingt-dix (90) jours ou toute autre période stipulée dans la convention écrite intervenue entre les parties.

Les dispositions des paragraphes 2 à 6 du présent article s'appliquent, compte tenu des modifications mineures que le contexte peut exiger, à toute partie des travaux qui, pendant cette période, est jugée défectueuse ou non conforme au contrat.

**9601 21 (2004-12-10) Biens de l'État**

1. Sauf disposition contraire du contrat, l'entrepreneur utilise les biens de l'État aux seules fins de l'exécution du contrat et ils demeurent la propriété du Canada. Il en tient également un registre comptable adéquat et, si possible, il y appose une marque indiquant qu'il s'agit de biens appartenant au Canada.
2. L'entrepreneur assure, de manière raisonnable et adéquate, la protection des biens de l'État qui se trouvent dans ses locaux ou à proximité de ceux-ci, ou dont il a la possession ou le contrôle. S'il ne s'acquitte pas de cette obligation, il est responsable de toute perte ou de tout dommage qui en résulte, sauf si ceux-ci sont causés par l'usure normale.
3. Les biens de l'État qui ne sont pas intégrés aux travaux sont retournés au Canada sur demande, sauf disposition expresse à l'effet contraire du contrat.
4. Les débris des biens de l'État demeurent la propriété du Canada et l'entrepreneur ne peut en disposer que conformément aux directives du Ministre, sauf disposition à l'effet contraire du contrat.
5. Dès lors que le contrat est exécuté et sur demande de l'autorité contractante, l'entrepreneur fournit tant à celle-ci qu'au responsable technique l'inventaire des biens de l'État se rapportant au contrat.

**9601 22 (1994-01-04) Protection contre les réclamations de tiers**

1. L'entrepreneur indemnise le Canada et le Ministre, ainsi que leurs préposés et mandataires, et les dégage de toute responsabilité, à l'égard de tous dommages-intérêts ou frais subis par eux collectivement ou individuellement, et de toute action, réclamation, poursuite ou autre procédure dirigée contre eux collectivement ou individuellement, à tout moment, en raison :
  - a) de préjudice corporel (incluant le préjudice entraînant le décès) ou de la perte ou l'endommagement du bien d'autrui qui peuvent résulter, ou dont on allègue qu'ils résultent de l'exécution des travaux ou d'une partie de ceux-ci, étant entendu que le Canada et le Ministre

ne peuvent se prévaloir de la protection du présent article lorsque le préjudice, la perte ou l'endommagement est causé par le Canada;

- b) de tout privilège, réclamation, charge, sûreté ou servitude visant des matériaux, des pièces, des travaux en cours ou des travaux exécutés fournis au Canada ou à l'égard desquels celui-ci a effectué un paiement.
2. Le Ministre informe l'entrepreneur de toute réclamation, action, poursuite ou procédure visée au paragraphe 1 et, lorsque le procureur général du Canada lui en fait la demande, l'entrepreneur, à ses frais, prend part à la contestation de la réclamation, de l'action, de la poursuite ou de la procédure et aux négociations visant à les régler, ou dirige cette contestation ou ces négociations, mais il n'indemnise le Canada du paiement effectué dans le cadre d'un règlement que s'il a consenti à celui-ci.

**9601 23 (1994-01-04) Redevances et violations**

1. Aux fins du présent article, « redevances » comprend les éléments suivants :
- a) les droits de licence et autres versements apparentés aux redevances, ainsi que les actions en dommages-intérêts, liés à l'utilisation ou à la violation d'un brevet, d'un dessin industriel déposé, d'une marque de commerce, d'une oeuvre protégée par le droit d'auteur, d'un secret industriel ou d'un autre droit de propriété intellectuelle;
  - b) les frais engagés en raison de l'exercice, par quiconque, de droits moraux.
2. Sous réserve du paragraphe 4, l'entrepreneur indemnise le Canada et le Ministre, ainsi que leurs préposés et mandataires, et les dégage de toute responsabilité, à l'égard de toute action, réclamation, poursuite ou autre procédure en vue du paiement de redevances, fondée ou dont on allègue qu'elle est fondée sur l'exécution du contrat ou sur l'utilisation ou l'aliénation, par le Canada, de toute chose fournie par l'entrepreneur aux termes du contrat.
3. Le Canada indemnise l'entrepreneur ainsi que ses préposés et mandataires, et les dégage de toute responsabilité, à l'égard de toute réclamation, action, poursuite ou autre procédure visant le paiement de redevances, dont l'entrepreneur a informé sans délai le Ministre et qui résulte, ou dont on allègue qu'elle résulte, de ce qui suit :
- a) soit l'utilisation, par l'entrepreneur, dans l'exécution du contrat, de matériel ou d'un devis et d'autres renseignements, qu'il n'a pas conçus et qui lui ont été fournis par le Canada ou au nom de ce dernier;
  - b) soit le fait que l'entrepreneur se soit conformé à des dessins d'exécution dont il n'était pas l'auteur, qui lui ont été fournis par le Canada ou au nom de ce dernier et qui prévoient la modification des travaux.

Le Canada n'indemnise ni ne dégage l'entrepreneur de toute responsabilité à l'égard du paiement effectué dans le cadre d'un règlement que s'il a consenti à celui-ci.

4. Le Ministre informe l'entrepreneur de toute réclamation, action, poursuite ou procédure visée au paragraphe 2 et, lorsque le procureur général du Canada lui en fait la demande, l'entrepreneur, à ses frais, prend part à la contestation de la réclamation, de l'action, de la poursuite ou de la procédure et aux négociations visant à le régler, ou dirige cette contestation ou ces négociations, mais il n'est tenu d'indemniser ni de dégager le Canada de toute responsabilité à l'égard du paiement effectué dans le cadre d'un règlement que s'il a consenti à celui-ci.
5. L'entrepreneur informe le Ministre du montant des redevances que lui, ou un des sous-traitants, est ou pourrait être tenu de payer, ou propose de payer, relativement à l'exécution du contrat, ainsi que du fondement de ces redevances et de l'identité des personnes auxquelles elles sont dues. Il informe sans délai le Ministre des réclamations qui pourraient occasionner d'autres paiements de redevances par l'entrepreneur ou l'un ou l'autre des sous-traitants.
6. En accord avec les directives du Ministre en ce sens, l'entrepreneur ne paie pas et enjoint ses sous-traitants de ne pas payer de redevances relativement à l'exécution du contrat.
7. Lorsque les directives visées au paragraphe 6 sont données, et sous réserve de l'observation de celles-ci par l'entrepreneur, le Canada l'indemnise ainsi que ses sous-traitants de toute réclamation, action, poursuite ou procédure relative au paiement des redevances visées par les directives.

8 L'entrepreneur n'a droit à aucun paiement à l'égard des redevances comprises dans le prix contractuel et auxquelles s'applique l'indemnisation prévue au paragraphe 7.

**9601 24 (2001-05-25) Droits d'auteur**

1. Aux fins du présent article,

« matériel » s'entend de tout ce qui est créé ou conçu par l'entrepreneur aux fins d'exécution des travaux prévus au contrat et qui est protégé par des droits d'auteur, mais exclu les programmes informatiques et la documentation relative au logiciel.

2. Le Canada est le titulaire du droit d'auteur sur le matériel. L'entrepreneur appose sur le matériel le symbole des droits d'auteur et indique l'un ou l'autre des avis suivants, selon le cas :

© SA MAJESTÉ LA REINE DU CHEF DU CANADA (année)

ou

© HER MAJESTY THE QUEEN IN RIGHT OF CANADA (year)

3. L'entrepreneur doit promptement signaler et divulguer pleinement au Ministre tout matériel créé ou conçu dans l'exécution du contrat à la fin des travaux ou à tout autre moment fixé par le Ministre ou prévu au contrat.

4. Dans tous les cas où le droit d'auteur sur le matériel est dévolu au Canada en vertu du contrat, l'entrepreneur doit exécuter tout document d'attestation ou document relatif au titre de propriété ou au droit d'auteur, tel qu'exigé par le Ministre.

5. L'entrepreneur ne doit pas utiliser, copier, divulguer ou publier quelque matériel que ce soit, sauf si cela est nécessaire à l'exécution des travaux prévus au contrat.

6. Sur demande du Ministre, l'entrepreneur devra fournir au Canada, à l'exécution des travaux ou à tout autre moment déterminé par le Ministre, une renonciation définitive écrite aux droits moraux, de forme acceptable au Ministre, de la part de chaque auteur qui a contribué au matériel.

7. Dans les cas où l'entrepreneur est l'auteur du matériel, l'entrepreneur renonce définitivement par les présentes, à ses droits moraux relativement au matériel.

**9601 25 (1994-01-04) Suspension des travaux**

1. Le Ministre peut à tout moment, au moyen d'un avis écrit, ordonner à l'entrepreneur de suspendre tout ou partie des travaux visés par le contrat et ce, pour une période d'au plus de cent quatre-vingt (180) jours. L'entrepreneur se conforme sans délai à l'ordre de suspension de manière à minimiser les frais liés à la suspension. Pendant la durée visée par l'ordre de suspension, l'entrepreneur ne peut enlever tout ou partie des travaux des lieux où ils se trouvent sans avoir préalablement obtenu le consentement écrit de l'autorité contractante. A tout moment précédant l'expiration de la période de cent quatre-vingt (180) jours, le Ministre peut annuler l'ordre ou mettre fin au contrat, en totalité ou en partie, en application de l'article 26 ou le résilier en vertu de l'article 27.

2. Lorsqu'un ordre est donné en vertu du paragraphe 1, l'entrepreneur a le droit d'être défrayé des coûts supplémentaires par suite de la suspension des travaux, majorés d'un profit juste et raisonnable, à moins que le Ministre ne résilie le contrat à cause d'un manquement de la part de l'entrepreneur ou que celui-ci ne renonce au contrat.

3. En cas d'annulation d'un ordre de suspension donné en vertu du paragraphe 1,

a) l'entrepreneur reprend dès que possible les travaux conformément au contrat;

b) lorsque la suspension a empêché l'entrepreneur de respecter une date de livraison stipulée dans le contrat, la date d'exécution de la partie du contrat touchée par la suspension est reportée du nombre de jours équivalant à la période de suspension ainsi que du nombre de jours que le Ministre estime nécessaire à l'entrepreneur, après consultation avec celui-ci, pour reprendre les travaux, le cas échéant;

c) sous réserve de l'article 04, les justes redressements sont apportés, au besoin, aux conditions du contrat qui sont touchées.



**9601 26 (1994-01-04) Manquement de la part de l'entrepreneur**

1. Lorsque l'entrepreneur manque à une de ses obligations prévues au contrat, le Ministre peut, moyennant un avis écrit à l'entrepreneur, résilier tout ou partie du contrat soit sans délai soit à l'expiration du délai imparti dans l'avis pour remédier au manquement lorsque l'entrepreneur n'a pas, dans le délai imparti, remédié au manquement selon les exigences du Ministre.
2. Lorsque l'entrepreneur fait faillite ou devient insolvable, qu'il cède ses biens au profit de ses créanciers, qu'il se prévaut des dispositions d'une loi sur les débiteurs en faillite ou insolvable, qu'un séquestre est désigné aux termes d'un titre de créance ou qu'une ordonnance de séquestre est prononcée à son égard ou encore, qu'une ordonnance est rendue ou qu'une résolution est adoptée en vue de la liquidation de son entreprise, le Ministre peut, dans la mesure où le permet la législation canadienne et moyennant un avis à l'entrepreneur, résilier sans délai tout ou partie du contrat pour manquement.
3. Une fois donnée l'avis prévu aux paragraphes 1 ou 2, l'entrepreneur n'a droit à aucun autre paiement que ceux prévus au présent article, mais il demeure redevable envers le Canada des sommes, y compris les paiements d'étape, versées par le Canada ainsi que des pertes et des dommages subis par celui-ci en raison du manquement ou de l'événement sur lequel l'avis était fondé, y compris l'accroissement du coût, pour le Canada, de l'exécution des travaux par un tiers. L'entrepreneur s'engage à rembourser immédiatement au Canada la portion de toute avance non liquidée à la date de la résiliation. Le présent article n'a pas d'incidence sur l'obligation légale du Canada de minimiser les dommages.
4. Dès la résiliation du contrat conformément au présent article, le Ministre peut exiger de l'entrepreneur qu'il remette au Canada, de la manière et dans la mesure qu'il précise, toute partie des travaux exécutés et qui n'a pas été livrée et acceptée avant la résiliation, ainsi que tous matériaux, pièces, bâtiments, équipement et travaux en cours que l'entrepreneur a acquis ou produit spécialement aux fins d'exécuter le contrat.
5. Moyennant la déduction de toute créance du Canada envers l'entrepreneur découlant du contrat ou de la résiliation, le Canada paie à l'entrepreneur ou porte à son crédit la valeur, calculée à partir du prix contractuel, y compris la quote-part du profit ou de la rémunération de l'entrepreneur compris dans le prix contractuel, des parties des travaux qui ont été achevées et livrées au Canada suivant une directive visée au paragraphe 4 et que le Canada a acceptées, et il verse à l'entrepreneur ou porte à son crédit l'équivalent du coût, pour l'entrepreneur, que le Ministre juge raisonnable à l'égard de tous matériaux, pièces, bâtiments, équipement ou travaux en cours livrés au Canada suivant une directive visée au paragraphe 4 et que le Canada a acceptés. Cependant, les sommes versées par le Canada en application du contrat, jusqu'à la résiliation, et les sommes payables en application du présent paragraphe ne doivent jamais dépasser, au total, le montant du prix contractuel.
6. Le titre de propriété afférent à tous matériaux, pièces, bâtiments, équipement, travaux en cours et travaux exécutés à l'égard desquels un paiement est effectué à l'entrepreneur est transmis au Canada au moment où le paiement est effectué, à moins qu'il ne soit déjà ainsi transmis aux termes d'une autre disposition du contrat. Ces matériaux, pièces, bâtiments, équipement, travaux en cours et travaux exécutés sont livrés au Ministre, selon ses directives, mais le Canada n'accepte et ne paie que pour ceux qui étaient nécessaires à l'exécution des travaux.
7. Lorsque, après l'envoi de l'avis visé au paragraphe 1, le Ministre estime qu'il n'y a pas de motif pour résilier le contrat selon le présent article, l'avis est réputé constituer un avis de résiliation au sens du paragraphe 27.1.

**9601 27 (2004-12-10) Résiliation au gré du Ministre**

1. Nonobstant toute autre disposition du contrat, le Ministre peut, à tout moment avant l'exécution des travaux, moyennant un avis à cet effet à l'entrepreneur (appelé au présent article, à l'occasion, un « avis de résiliation »), résilier le contrat en ce qui a trait à tout ou partie des travaux non exécutés. Une fois l'avis de résiliation donné, l'entrepreneur cesse d'exécuter les travaux (y compris la fabrication et l'obtention de matériaux pour l'exécution du contrat) selon les modalités précisées dans l'avis, mais il poursuit l'exécution des travaux qui ne sont pas touchés par l'avis de résiliation. Le Ministre peut toujours donner un ou plusieurs autres avis de résiliation relativement aux parties des travaux non visées par l'avis de résiliation précédent.
2. Lorsqu'un avis de résiliation est donné en application du paragraphe 1, l'entrepreneur a le droit d'être payé par le Canada, s'il ne l'a pas déjà été (y compris la portion de toute avance non liquidée), dans la limite des frais qu'il a raisonnablement et dûment engagés aux fins d'exécuter le contrat, pour ce qui suit :

- a) compte tenu du prix contractuel, tous les travaux exécutés qui ont été inspectés et acceptés conformément au contrat, qu'ils aient été exécutés avant l'avis de résiliation ou après celui-ci conformément aux directives contenues dans l'avis de résiliation;
  - b) le coût, pour l'entrepreneur, majoré d'un profit juste et raisonnable, des travaux visés par l'avis de résiliation avant leur exécution, calculé conformément aux dispositions du contrat et des Principes des coûts contractuels 1031-2;
  - c) les dépenses en immobilisations effectivement engagées, et qui étaient expressément autorisées dans le contrat ou approuvées par écrit par le Ministre aux fins du contrat, déduction faite de l'amortissement déjà pris en considération pour déterminer le coût, dans la mesure où une quote-part des dépenses en immobilisations est attribuable à l'exécution du contrat;
  - d) lorsque le contrat vise uniquement à engager des dépenses en immobilisations à l'égard d'équipement ou de bâtiment supplémentaire, au lieu des montants qui figurent aux alinéas a) à c) inclusivement, le coût raisonnable et approprié, pour l'entrepreneur, de ce qui suit :
    - (i) l'équipement supplémentaire qui, avant la remise de l'avis de résiliation, a été acheté, acquis ou fabriqué par l'entrepreneur ou qui a fait l'objet de la conclusion d'un contrat aux termes duquel l'entrepreneur est tenu d'effectuer un paiement;
    - (ii) l'équipement supplémentaire en voie de fabrication par l'entrepreneur à la date de l'avis de résiliation et les travaux reliés à la construction de bâtiments supplémentaires effectués jusqu'alors, y compris le coût des matériaux et des pièces pour lesquels l'entrepreneur a conclu un contrat à cette fin et aux termes duquel il est tenu d'effectuer un paiement;
  - e) les frais directement et accessoirement liés à la cessation de tout ou partie des travaux, y compris le coût d'annulation des obligations contractées par l'entrepreneur relativement aux travaux visés par la résiliation, les coûts directement et accessoirement engagés pour dresser l'inventaire des matériaux, composants, travaux en cours et travaux exécutés, non livrés, qui sont liés au contrat, à la date de la résiliation, et les frais engagés pour l'établissement des comptes et états requis à l'égard des travaux exécutés à la date effective de la résiliation et à l'égard des obligations contractées par l'entrepreneur relativement aux travaux visés par la résiliation, à l'exclusion du coût des indemnités de départ et des dommages-intérêts versés aux employés dont les services ne sont plus requis en raison de la résiliation, sauf les salaires que l'entrepreneur est légalement tenu de leur verser et les indemnités de départ et dommages-intérêts raisonnables versés aux employés embauchés pour exécuter le contrat et dont l'embauche est expressément requise par le contrat ou approuvée par écrit par le Ministre aux fins de l'exécution du contrat.
3. Aux fins des alinéas 2.c) et d), « dépenses en immobilisations » comprend la conclusion de baux visant des immeubles et de l'équipement.
  4. Le Ministre peut réduire le montant du paiement effectué à l'égard de certaines parties des travaux dans les limites où il ressort d'une inspection que les exigences du contrat ne sont pas respectées.
  5. Par dérogation au paragraphe 2, les sommes auxquelles l'entrepreneur a droit aux termes des alinéas 2.a) à d) inclusivement, et les sommes versées ou dues à l'entrepreneur suivant d'autres dispositions du contrat, ne doivent pas dépasser, au total, le prix contractuel ou la partie de celui-ci qui correspond à la partie des travaux que vise la résiliation, non plus que la quote-part du prix proposé par l'entrepreneur pour la totalité des travaux pouvant raisonnablement être attribuée à la partie des travaux exécutés à la date d'entrée en vigueur de la résiliation.
  6. Lorsqu'il s'approvisionne en matériaux et en pièces aux fins de l'exécution du contrat et qu'il sous-traite quelque partie des travaux, l'entrepreneur, sauf autorisation contraire du Ministre, passe des commandes et conclut des contrats de sous-traitance à des conditions qui lui permettent de les résilier, à des conditions et selon les modalités similaires à celles prévues au présent article et, de manière générale, l'entrepreneur collabore avec le Ministre et fait tout ce qui est raisonnablement en son pouvoir pour minimiser les obligations financières du Canada en cas de résiliation selon le présent article.
  7. Le droit de propriété sur les matériaux, pièces, bâtiments, équipement, travaux en cours et travaux exécutés à l'égard desquels un paiement est effectué à l'entrepreneur est, dès ce paiement, transmis au Canada, à moins qu'il ne soit déjà ainsi transmis par une autre disposition du contrat. Ces matériaux, pièces, bâtiments, équipement, travaux en cours et travaux exécutés sont livrés au

Ministre, selon ses directives, mais le Canada n'accepte et ne paie que les matériaux, les pièces, les bâtiments, l'équipement et les travaux en cours qui étaient requis pour l'exécution des travaux.

8. Sauf dans la mesure prévue au présent article, les mesures prises et les avis de résiliation donnés par le Ministre en vertu du présent article ne confèrent aucun recours à l'entrepreneur, ni directement ni indirectement, notamment en ce qui a trait à l'obtention de dommages-intérêts ou d'une indemnité sur le fondement, par exemple, d'un manque à gagner.

**9601 28 (1994-01-04) Comptes et vérification**

1. L'entrepreneur tient des comptes et des registres appropriés de ce que lui coûte les travaux ainsi que des dépenses qu'il engage et de ses engagements à l'égard de ceux-ci, et il conserve les factures, les récépissés et les pièces justificatives qui s'y rattachent. Il conserve ces comptes, registres, factures, récépissés et pièces justificatives six (6) ans après le dernier paiement effectué aux termes du contrat ou jusqu'au règlement des litiges ou réclamations en cours, selon la plus tardive des deux dates, à moins d'obtenir préalablement une autorisation écrite contraire du Ministre.
2. Pendant la période mentionnée au paragraphe 1, tous les comptes et registres de même que les factures, récépissés et pièces justificatives sont toujours mis à la disposition des représentants du Ministre, lesquels peuvent en tirer des copies ou des extraits, ou en faire la vérification, l'inspection et l'examen. L'entrepreneur met à disposition les installations nécessaires à l'occasion de telles vérifications et inspections et fournit les renseignements que les représentants du Ministre lui demandent à l'occasion relativement à ces comptes, registres, factures, récépissés et pièces justificatives.

**9601 29 (1994-01-04) Avis**

Tout avis est donné par écrit et est signifié personnellement ou par messenger, par courrier recommandé, par télécopieur ou par tout autre moyen électronique qui imprime l'avis, à l'adresse de la partie qui en est le destinataire, selon le contrat ou à la dernière adresse figurant à un avis conforme au présent article envoyé à l'expéditeur. L'avis prend effet le jour de sa réception à cette adresse.

**9601 30 (1994-01-04) Membres de la Chambre des communes**

Les membres de la Chambre des communes ne peuvent participer au contrat ni en tirer avantage.

**9601 31 (2005-12-16) Conflits d'intérêts**

L'entrepreneur convient qu'il s'agit d'une condition du contrat que toute personne qui ne se conforme pas aux dispositions du Code régissant la conduite des titulaires de charge publique en ce qui concerne les conflits d'intérêts et l'après-mandat, du Code de valeurs et d'éthique de la fonction publique, ou des Directives et ordonnances administratives de la Défense régissant les conflits d'intérêts et l'après-mandat, ne peut bénéficier directement du présent contrat.

**9601 32 (1994-06-01) Pots-de-vin**

L'entrepreneur déclare et atteste qu'aucun pot-de-vin, présent, bénéfice ou autre avantage n'a été ni ne sera consenti, promis ou offert, directement ou indirectement, à un représentant ou à un employé du Canada ni à un membre de sa famille, en vue d'exercer une influence sur la conclusion ou la gestion du contrat.

**9601 33 (1994-01-04) Prorogation**

Les obligations de l'entrepreneur concernant le secret, les déclarations et garanties stipulées dans le contrat et les dispositions sur le devis, la garantie, les biens de l'État, la protection contre les réclamations de tiers, les redevances et les violations, les droits de propriété intellectuelle, les comptes et la vérification demeurent applicables malgré l'expiration du contrat ou sa résiliation pour manquement, au gré du Ministre ou en application du paragraphe 12.6 ou par consentement mutuel, tout comme les autres dispositions du contrat dont il est raisonnable de présumer, en raison de la nature des droits et des obligations qui y sont conférés, que les parties avaient l'intention de les proroger.

**9601 34 (1994-01-04) Dissociabilité**

Toute disposition du contrat qu'un tribunal compétent juge invalide, illégale ou non susceptible d'exécution est dissociée du contrat, et les autres dispositions du contrat demeurent en vigueur et applicables.

**9601 35 (1994-01-04) Successeurs et ayants-droits**

Le contrat s'applique au bénéfice des successeurs et ayants-droits autorisés du Canada et de l'entrepreneur, et il lie ces derniers.

**9601 36 (1994-01-04) Exhaustivité de la convention**

Le contrat fait état de la totalité de la seule entente intervenue entre les parties relativement à l'objet du contrat et remplace toute négociation, communication ou autre entente antérieure, écrite ou verbale, s'y rapportant, à moins qu'elle ne soit intégrée par renvoi au contrat. Seuls les engagements, conditions, déclarations et modalités qui figurent au contrat lient les parties.

**9601 37 (1994-06-06) Certification - Honoraires conditionnels**

1. L'entrepreneur atteste qu'il n'a pas versé ni convenu de verser, directement ou indirectement, et s'engage à ne pas verser, directement ni indirectement, des honoraires conditionnels en rapport à la négociation ou à l'obtention du présent contrat ou en rapport à toute demande ou démarche reliée au présent contrat, à aucune personne autre qu'un employé remplissant les fonctions habituelles liées à son poste.
2. Tous les comptes et dossiers concernant le versement d'honoraires ou de toute autre rémunération en rapport à l'obtention ou à la négociation du contrat ou en rapport à toute demande ou démarche reliée au contrat seront assujettis aux dispositions du contrat portant sur les comptes et la vérification.
3. Si l'entrepreneur fait une fausse déclaration aux termes de la présente section ou ne respecte pas les obligations précisées dans le présent document, le Ministre pourra soit résilier le contrat pour défaut d'exécution conformément aux dispositions pertinentes contenues dans le contrat, soit recouvrer, de l'entrepreneur, par une réduction du prix du contrat ou autrement, le montant total des honoraires conditionnels.
4. Les définitions suivantes s'appliquent au présent article :

« honoraires conditionnels » - Tout paiement, ou autre forme de rémunération, qui est subordonné au degré de succès ou calculé en fonction du degré de succès obtenu en rapport à l'obtention d'un marché gouvernemental, à la négociation d'une partie ou de la totalité des conditions de ce marché ou à toute demande ou démarche reliée au marché.

« employé(e) » - Toute personne avec qui l'entrepreneur a une relation d'employeur à employé;

« personne » - Comprend un particulier ou un groupe, une corporation, une société, une organisation et une association et, sans limiter la portée générale de ce qui précède, tout particulier qui est tenu de fournir au directeur une déclaration en vertu de l'article 5 de la *Loi sur l'enregistrement des lobbyistes*, L.R. 1985, ch. 44 (4<sup>e</sup> suppl.), et de toute modification qui pourrait lui être apportée de temps à autre.

**9601 38 (2006-08-15) Taxes**

1. Taxes municipales  
Les taxes municipales ne s'appliquent pas.
2. Taxes provinciales
  - a) Sauf pour les exceptions légiférées, les ministères et organismes fédéraux ne doivent pas payer la taxe de vente ad valorem imposée par la province dans laquelle les biens ou les services taxables sont livrés. Cette exonération a été accordée aux ministères et organismes fédéraux en vertu de l'une des autorisations suivantes :
    - (i) numéros de permis d'exonération de taxe de vente provinciale (TVP), pour les provinces suivantes :

|                       |              |
|-----------------------|--------------|
| Ile-du-Prince-Édouard | OP-10000-250 |
| Ontario               | 11708174G    |
| Manitoba              | 390-516-0    |
| Colombie-Britannique  | R005521      |
    - (ii) Pour le Québec, la Saskatchewan, le Territoire du Yukon, les Territoires du Nord-Ouest et le Nunavut, une certification d'exonération qui certifie que les biens ou services achetés ne sont pas assujettis aux taxes de vente et aux taxes à la consommation provinciales et territoriales parce qu'ils sont achetés par le

gouvernement fédéral avec des fonds publics pour utilisation par le gouvernement fédéral.

- b) Actuellement, il n'y aucune TVP en Alberta, dans le Territoire du Yukon, dans les Territoires du Nord-Ouest et au Nunavut. Cependant, si la TVP était instaurée dans les Territoires du Nord-Ouest, au Nunavut ou dans le Territoire du Yukon, le numéro du certificat d'exonération de la taxe de vente devrait être inscrit sur la facture.
- c) Les ministères fédéraux doivent payer la TVH dans les provinces participantes. Ces provinces sont Terre-Neuve et Labrador, la Nouvelle-Écosse et le Nouveau-Brunswick.
- d) L'entrepreneur n'est pas dispensé de l'obligation de payer la TVP en vertu des numéros de permis d'exonération ci-dessus ou de la certification d'exonération. L'entrepreneur doit payer la TVP sur les biens ou les services taxables consommés ou utilisés dans le cadre de l'exécution du contrat (conformément à la législation provinciale appropriée), y compris les matériaux incorporés dans des biens immobiliers.

### 3. Modifications aux taxes et droits

En cas de modification apportée à une taxe imposée en vertu de la *Loi sur l'accise*, L.R.C. 1985, ch. E-14, ou de la *Loi sur la taxe d'accise*, L.R.C. 1985, ch. E-15, ou à tout droit imposé en vertu du Tarif des douanes ou à toute autre taxe fédérale ou provinciale de vente, d'accise ou autre droit, taxe, frais ou impôt après la date de la soumission et qui modifie le coût des travaux pour l'entrepreneur, le prix contractuel sera rectifié de façon à tenir compte de l'augmentation ou de la baisse du coût pour l'entrepreneur.

### 4. Taxe sur les produits et services ou la taxe de vente harmonisée

La taxe sur les produits et services (TPS) ou la taxe de vente harmonisée (TVH), dans la mesure où elle s'applique, est comprise dans le coût estimatif total indiqué à la page 1 du contrat. La TPS ou la TVH n'est pas comprise dans le prix contractuel, mais elle sera payée par le Canada conformément aux dispositions de la clause sur la présentation de factures ci-dessus. L'entrepreneur s'engage à verser à l'Agence du revenu du Canada toutes les sommes acquittées ou exigibles au titre de la TPS et de la TVH.

#### **9601 39 (2006-08-15) Présentation des factures**

Les factures doivent être soumises au nom de l'entrepreneur. Elles doivent contenir le nom et l'adresse du ministère client, les numéros d'articles ou de référence, les produits livrables ou la description des travaux, le numéro du contrat, le numéro de référence du client, le numéro d'entreprise - approvisionnement et le ou les codes financiers, le cas échéant. Le mode d'expédition avec la date, le numéro de cas et de pièce ou de référence, le nom des articles et leur quantité, l'unité de distribution, le prix unitaire et les frais supplémentaires seront indiqués dans les factures s'il y a lieu. Les tarifs de main d'oeuvre horaires fixes, le niveau d'effort et le montant facturé (excluant la taxe sur les produits et services {TPS} ou la taxe de vente harmonisée {TVH}) devront être indiqués dans les factures, le cas échéant.

La TPS, la TVH ou toutes autres taxes, dans la mesure où elles s'appliquent, seront précisées dans toutes les factures. Tous les biens ou les services détaxés, exonérés ou auxquels la TPS ou la TVH ne s'appliquent pas doivent être identifiés comme tel sur toutes les factures. L'entrepreneur doit soumettre des factures pour chaque livraison ou expédition; ces factures doivent s'appliquer à un seul contrat. Chaque facture doit indiquer si elle porte sur une livraison partielle ou finale.

#### **9601 40 (2006-08-15) Documentation d'envoi**

Pour l'expédition des biens, le connaissement de transport doit accompagner l'original de la facture, sauf s'il s'agit d'expéditions «payables sur livraison» (lorsque autorisé), auquel cas il doit accompagner la marchandise. En outre, un bordereau d'expédition doit accompagner chaque envoi et indiquer clairement le nom des articles, la quantité d'articles, les numéros de pièce ou de référence, la description des fournisseurs et les numéros de référence du contrat, incluant le numéro de référence du client (NRC) et le numéro d'entreprise - approvisionnement (NEA). Si les biens ont été inspectés à l'usine de l'entrepreneur, un certificat d'inspection signé doit être annexé au bordereau d'expédition normalement inclus dans l'enveloppe prévue à cette fin.

#### **9601 41 (2006-08-15) Condition du matériel**

Sauf disposition contraire du contrat, le matériel fourni doit être neuf et conforme à la plus récente version du dessin, de la spécification et (ou) du numéro de pièce pertinent, en vigueur à la date de clôture de la demande de soumissions.

#### **9601 42 (2006-08-15) Frais de transport**

Si, aux termes du présent contrat, les frais de transport sont payables par le Canada et que l'entrepreneur est chargé de prendre les dispositions nécessaires pour le transport, les envois doivent être effectués par le moyen de transport le plus direct et le plus économique, selon les méthodes normales d'expédition. Ces frais doivent figurer séparément sur la facture. La politique du gouvernement fédéral voulant qu'il assume ses propres risques exclut le paiement de frais d'assurances ou d'évaluation pour le transport au-delà du point de transfert du droit de propriété sur les biens au gouvernement fédéral (c'est-à-dire le point FAB ou Incoterms). Lorsque l'entrepreneur est en mesure d'accroître la responsabilité du transporteur sans frais supplémentaires, il doit avoir recours à cette responsabilité accrue pour l'envoi.

**9601 43 (2006-08-15) Biens expédiés au Canada**

Les biens expédiés au Canada en provenance d'un autre pays doivent, à moins d'indication contraire, être acheminés, en douane, au point de livraison.

**Travaux publics et Services gouvernementaux Canada**

- 01 Interprétation
- 02 Pouvoirs du Ministre
- 03 Situation juridique de l'entrepreneur
- 04 Modifications et renonciations
- 05 Exécution des travaux
- 06 Respect du droit applicable
- 07 Sous-traitance
- 08 Remplacement des employés de l'entrepreneur
- 09 Cession
- 10 Rigueur des délais
- 11 Retard justifiable
- 12 Sécurité et protection des travaux
- 13 Paiement
- 14 Intérêt sur les comptes en souffrance
- 15 Modification des taxes et des droits
- 16 Inspection des travaux
- 17 Droit de propriété
- 18 Garantie
- 19 Biens de l'État
- 20 Protection contre les réclamations de tiers
- 21 Redevances et violations
- 22 Divulgence des renseignements originaux
- 23 L'entrepreneur détient les droits de propriété intellectuelle sur les renseignements originaux
- 24 Licence concernant les droits de propriété intellectuelle sur les renseignements originaux
- 25 Licence concernant les droits de propriété intellectuelle sur les renseignements de base
- 26 Droit d'accorder une licence
- 27 Transfert des droits de propriété intellectuelle sur les renseignements originaux
- 28 Vente, cession, transfert ou octroi de licence concernant les droits de propriété intellectuelle sur les renseignements originaux
- 29 Accès à l'information; exception aux droits de l'entrepreneur
- 30 Renonciation aux droits moraux
- 31 Suspension des travaux
- 32 Manquement de la part de l'entrepreneur
- 33 Résiliation au gré du Ministre
- 34 Comptes et vérification
- 35 Avis
- 36 Membres de la Chambre des communes
- 37 Conflits d'intérêts
- 38 Pots-de-vin
- 39 Prorogation
- 40 Dissociabilité
- 41 Successeurs et ayants-droits
- 42 Exhaustivité de la convention
- 43 Certification - Honoraires conditionnels
- 44 Devis
- 45 Taxes
- 46 Présentation des factures
- 47 Documentation d'envoi
- 48 Condition du matériel
- 49 Frais de transport
- 50 Biens expédiés au Canada

**9624 01 (2005-06-10) Interprétation**

1. A moins que le contexte n'indique un sens différent, les définitions qui suivent s'appliquent au présent contrat :

« autorité contractante » : le représentant du Ministre quant à la gestion du contrat désigné comme tel dans le contrat, ou dans un avis à l'entrepreneur;

« biens livrables » : les renseignements techniques ou les objets, notamment les équipements ou les prototypes, élaborés en application du contrat, que l'entrepreneur est expressément tenu de livrer en exécution de ses obligations aux termes du contrat;

« biens de l'État » : les matériaux, pièces, composants, devis, équipement, logiciels, articles et objets fournis à l'entrepreneur par ou pour le Canada, aux fins de l'exécution du contrat et tout ce que l'entrepreneur acquiert, d'une manière ou d'une autre, relativement aux travaux, dont le coût est acquitté par le Canada en vertu du contrat, y compris les fournitures de l'État au sens de la *Loi sur la production de défense*, L.R. 1985, ch. D-1 ainsi que le matériel fourni par le gouvernement;

« Canada » « Couronne », « Sa Majesté » ou « État » : désigne sa Majesté la Reine du chef du Canada;

« contrat » : la convention écrite liant les parties, les présentes conditions générales, les conditions générales supplémentaires stipulées dans la convention écrite et tout autre texte que l'un ou l'autre de ces documents intègre au contrat par renvoi, compte tenu des modifications apportées avec l'accord des parties;

« contrat de sous-traitance » : comprend le contrat cédé par un sous-traitant, à tout échelon de la sous-traitance, pour l'exécution d'une partie des travaux, ainsi qu'un achat visé à l'alinéa 2.a) de l'article 07 à tout échelon de la sous-traitance, les termes et expressions dérivés étant interprétés en conséquence;

« coût » : le coût établi conformément aux Principes des coûts contractuels 1031-2, en vigueur à la date de la demande de soumission;

« devis » : la description fonctionnelle ou technique des travaux indiquée ou mentionnée au contrat, y compris les dessins, les échantillons et les modèles ainsi que, sauf incompatibilité avec tout élément ou mention du contrat, la description indiquée ou mentionnée dans une brochure, un document relatif au produit ou tout autre document fourni par l'entrepreneur relativement à tout ou partie des travaux;

« droit de propriété intellectuelle » : tout droit de propriété intellectuelle reconnu par la loi et par les règles de droit, notamment tout droit de propriété intellectuelle protégé par la loi (par exemple, les lois qui régissent les brevets, les droits d'auteur, les dessins industriels, les topographies de circuits intégrés ou les droits d'obtentions végétales) ou découlant d'une protection de l'information en tant que secret industriel ou renseignement confidentiel;

« droits moraux » : s'entend au sens de cette expression employée dans la *Loi sur le droit d'auteur*, L.R. 1985, ch. C-42;

« l'entrepreneur » : la personne physique ou morale dont le nom figure à la page de signature de la convention écrite et qui est chargée de fournir au Canada des biens ou des services stipulés au contrat;

« exploitation commerciale en concurrence avec l'entrepreneur » : ne comprend pas une exploitation par le Canada ou par tout entrepreneur lorsque le bien ou le service résultant de cette exploitation est destiné à être utilisé ultimement par le Canada, et ne comprend pas non plus la diffusion ou la distribution par le Canada à d'autres gouvernements ou à quiconque, au prix coûtant ou à un prix inférieur au prix coûtant, de tout bien ou service livré aux termes du contrat ou produit par suite d'une telle exploitation;

« invention » : toute réalisation, tout procédé, toute machine, fabrication ou composition de matières, ainsi que tout perfectionnement de l'un d'eux, présentant le caractère de la nouveauté et de l'utilité, brevetable ou non;

« logiciel » : tout programme informatique, en code source ou en code objet (incluant les micrologiciels), toute documentation des programmes informatiques enregistrée sous quelque forme ou sur quelque support que ce soit, et toute base de données informatisées, et comprend les modifications apportées à tous ces éléments;

« micrologiciel » : tout programme informatique entreposé dans des circuits intégrés, la mémoire fixe et tout autre moyen semblable;

« Ministre » : le ministre des Travaux publics et des Services gouvernementaux et tout mandataire dûment autorisé;



« partie » : le Canada ou l'entrepreneur, ou encore, tout autre signataire du contrat; « parties » l'ensemble de ceux-ci;

« prix contractuel » : la somme payable à l'entrepreneur en vertu du contrat, pour l'exécution des travaux;

« renseignements de base » : les renseignements techniques autres que les renseignements originaux, qui sont la propriété de l'entrepreneur, de ses sous-traitants ou de tout autre fournisseur de l'entrepreneur, ou qui sont tenus secrets par eux;

« renseignements originaux » : les inventions conçues, développées ou mises en application pour la première fois dans le cadre des travaux effectués aux termes du contrat, de même que tous les renseignements techniques conçus, élaborés ou produits dans le cadre des travaux effectués en vertu du contrat;

« renseignements techniques » : l'information de nature technique, scientifique ou artistique relative aux travaux, présentée oralement ou consignée sous une forme ou une autre ou par quelque moyen que ce soit, protégée ou non par des droits d'auteur, y compris mais sans s'y restreindre les inventions, les concepts, les méthodes, les procédés, les techniques, le savoir-faire, les modèles, les prototypes, les maquettes, les échantillons, les schémas, les données provenant d'expériences ou d'essais, les rapports, les dessins, les plans, les spécifications, les photographies, les données colligées, les manuels et autres documents et les logiciels. Les renseignements techniques ne comprennent pas les données qui concernent l'administration du contrat par le Canada ou par l'entrepreneur, par exemple l'information financière interne ou l'information de gestion interne, à moins qu'elle ne constitue un bien livrable en vertu du contrat;

« responsable de l'inspection » : la personne désignée comme tel dans le contrat ou dans un avis à l'entrepreneur et agissant en tant que représentant du Ministre responsable du ministère ou de l'organisme pour lequel les travaux sont exécutés, en ce qui concerne les questions liées à l'inspection des travaux et aux fins de l'article 16, comprend le responsable de l'assurance de la qualité si le contrat en fait mention;

« responsable technique » : la personne désignée comme tel dans le contrat ou dans un avis à l'entrepreneur et agissant en tant que représentant du Ministre responsable du ministère ou de l'organisme pour lequel les travaux sont exécutés, en ce qui concerne les questions liées au contenu scientifique et technologique ou aux aspects techniques des travaux;

« travaux » : les activités, services, matériaux, équipements, logiciels, articles et objets que l'entrepreneur doit livrer ou fournir conformément aux modalités du contrat.

2. Les intitulés apparaissant dans les présentes conditions générales n'y figurent qu'à titre de repère ou d'information et n'ont pas d'incidence sur leur interprétation.
3. Si le contrat est un contrat de défense au sens de la *Loi sur la production de défense*, L.R. 1985, ch. D-1, il est régi par cette loi.
4. Aux fins du contrat, le singulier comprend le pluriel, le pluriel comprend le singulier, et le masculin comprend le féminin.

#### **9624 02 (1994-01-04) Pouvoirs du Ministre**

Les droits, recours et pouvoirs, y compris le pouvoir discrétionnaire, conférés au Canada ou au Ministre par le contrat ou par la loi sont cumulatifs et non mutuellement exclusifs.

#### **9624 03 (2004-05-14) Situation juridique de l'entrepreneur**

1. L'entrepreneur est retenu à titre d'entrepreneur indépendant à la seule fin d'exécuter les travaux. Ni l'entrepreneur ni ses employés ne constituent des employés, des préposés ou des mandataires du Canada. L'entrepreneur est tenu d'effectuer toutes les déductions et tous les versements exigés par la loi relativement à ses employés, notamment aux fins des régimes de pension du Canada ou du Québec, de l'assurance-chômage, de l'indemnisation des accidents du travail et de l'impôt sur le revenu.
2. Sans apporter de limitations aux conditions du contrat, et plus particulièrement à l'article 20 des présentes conditions générales, il est entendu et convenu que, sauf si imputables au Canada, ce dernier ne sera pas tenu responsable de pertes, de réclamations, de dommages ou de dépenses se rapportant à des blessures, à des affections, à des maladies, à des incapacités ou à la mort de

l'entrepreneur, d'un employé, agent ou représentant de l'entrepreneur, causées effectivement ou prétendument par suite de l'exécution du contrat. L'entrepreneur convient de protéger et de tenir à couvert le Canada à tous égards et de ne pas faire de réclamations ni d'intenter d'action contre ce dernier par rapport aux éventualités précitées.

**9624 04 (1994-01-04) Modifications et renoncations**

1. Les modifications apportées à la conception, aux travaux ou au contrat ne lient les parties que si elles sont intégrées au contrat au moyen d'un document écrit à cet effet ou d'une modification technique portant la signature des représentants autorisés du Ministre et de l'entrepreneur.
2. Bien que l'entrepreneur puisse discuter avec le responsable technique de modifications éventuelles à l'étendue des travaux, le Canada n'en supporte le coût que lorsqu'elles sont intégrées au contrat conformément au paragraphe 1.
3. Une renonciation n'est valable, ne lie les parties et ne modifie leurs droits que lorsqu'elle est faite par écrit par l'autorité contractante, dans le cas d'une renonciation du Canada et par le représentant autorisé de l'entrepreneur, dans le cas d'une renonciation de l'entrepreneur.
4. Le fait qu'une partie renonce à exercer les recours que lui confère l'inexécution de l'une ou l'autre des conditions du contrat ne l'empêche pas d'obtenir la sanction de celle-ci à l'occasion d'une inexécution subséquente, et n'est pas réputé constituer une renonciation à l'exercice du recours que confère toute inexécution subséquente.

**9624 05 (2004-12-10) Exécution des travaux**

1. L'entrepreneur déclare et atteste ce qui suit :
  - a) il est qualifié pour exécuter les travaux;
  - b) il a les qualités requises, incluant les connaissances, l'habileté et l'expérience pour exécuter les travaux, et l'aptitude à les utiliser efficacement à cette fin.
2. L'entrepreneur fournit tout ce qui est nécessaire à l'exécution des travaux, y compris les ressources, les installations, la main-d'oeuvre et la surveillance, la gestion, les services, l'équipement, les matériaux, les dessins, les données et l'aide techniques, les services d'ingénierie, les procédures d'inspection et d'assurance de la qualité et la planification requise pour l'exécution des travaux, sauf les biens de l'État prévus au contrat.
3. L'entrepreneur :
  - a) exécute les travaux de manière diligente et efficace;
  - b) au minimum, applique les normes d'assurance de la qualité et effectue les inspections et les contrôles appliqués ou effectués habituellement dans l'exécution de travaux similaires afin de rencontrer le degré de qualité exigé en vertu du contrat;
  - c) s'assure que les travaux :
    - (i) sont de bonne qualité et sont exécutés à l'aide de matériaux appropriés et selon les règles de l'art;
    - (ii) sont en tous points conformes à l'énoncé des travaux;
    - (iii) satisfont aux exigences du contrat.
4. Malgré l'acceptation des biens livrables en totalité ou en partie, l'entrepreneur garantit que leur qualité est telle qu'elle justifie clairement de l'exécution des travaux par lui en conformité avec l'engagement mentionné au paragraphe 3.
5. L'entrepreneur se conforme à l'interprétation raisonnable des exigences du contrat donnée par le responsable technique, dans la mesure où elle est compatible avec les autres parties du contrat.
6. L'entrepreneur ne suspend pas l'exécution de tout ou partie des travaux en attente du règlement d'un litige qui découle du contrat et qui oppose les parties, sauf lorsque le Ministre ordonne la suspension de tout ou partie des travaux en application de l'article 31.

7. L'entrepreneur remet les rapports sur l'exécution des travaux mentionnés au contrat ainsi que tout autre rapport qu'exige raisonnablement le Ministre ou le responsable technique.
8. L'entrepreneur est entièrement responsable de l'exécution des travaux, et le Canada ne peut être tenu responsable des effets négatifs ou des coûts supplémentaires découlant du fait que l'entrepreneur a suivi ses conseils, que ceux-ci aient été sollicités ou non par l'entrepreneur, à moins que les conseils n'aient été fournis à l'entrepreneur par écrit par l'autorité contractante et n'aient été accompagnés d'une déclaration dégageant expressément l'entrepreneur de toute responsabilité quant aux effets négatifs ou aux coûts supplémentaires pouvant découler de ces conseils.

**9624 06 (1994-01-04) Respect du droit applicable**

L'entrepreneur se conforme aux dispositions législatives applicables à l'exécution de tout ou partie des travaux, y compris, mais sans s'y restreindre, ce qui a trait aux conditions sanitaires et de travail et à la protection de l'environnement, et il exige de tous ses sous-traitants qu'ils s'y conforment également. Sur demande raisonnable de l'autorité contractante, l'entrepreneur fournit une preuve de conformité aux dispositions législatives applicables.

**9624 07 (2004-12-10) Sous-traitance**

1. Sauf disposition contraire du contrat, l'entrepreneur obtient au préalable le consentement écrit du Ministre avant de sous-traiter ou de permettre la sous-traitance de tout ou partie des travaux, à tout échelon de la sous-traitance.
2. Nonobstant le paragraphe 1, l'entrepreneur peut, sans consentement du Ministre :
  - a) acheter des produits courants offerts dans le commerce, y compris des logiciels, ainsi que des articles et des matériaux qu'offrent habituellement les fabricants dans le cours normal de leurs affaires;
  - b) accorder des contrats de sous-traitance visant toute partie des travaux à un ou plusieurs sous-traitants, jusqu'à concurrence d'une valeur totale égale à :
    - (i) 50 p. 100 de leur valeur pour les contrats de 100 000 \$ ou moins,
    - (ii) 50 000 \$, plus 10 p. 100 de la valeur du contrat qui est supérieure à 100 000 \$, jusqu'à concurrence d'une valeur de 100 000 \$, pour les contrats de plus de 100 000 \$.
  - c) permettre à ses sous-traitants à tout échelon d'effectuer des achats ou de sous-traiter comme le prévoient les alinéas a) et b).

L'entrepreneur ne peut conclure sans consentement un contrat de sous-traitance visé aux alinéas b) ou c), à quelque échelon que ce soit, si le sous-traitant acquiert, par suite de l'exécution des travaux, les droits de propriété intellectuelle.

3. Lorsqu'il conclut un contrat de sous-traitance qui n'est pas visé à l'alinéa 2.a), l'entrepreneur fait en sorte, à moins que le Ministre ne donne un consentement écrit à l'effet contraire, que le sous-traitant soit lié par des conditions qui sont compatibles avec celles du contrat et qui, de l'avis du Ministre, ne sont pas moins avantageuses pour le Canada que celles du contrat. Le risque associé à tout écart par rapport aux conditions du contrat, notamment en ce qui concerne le droit de résilier le contrat, est supporté entièrement par l'entrepreneur.
4. L'entrepreneur n'est pas tenu d'obtenir le consentement du Ministre à l'égard des contrats de sous-traitance expressément autorisés dans le contrat.
5. Le consentement donné à la conclusion d'un contrat de sous-traitance ne libère pas l'entrepreneur de ses obligations aux termes du contrat et n'a pas pour effet d'engager la responsabilité du Canada ou du Ministre envers un sous-traitant.
6. Si le consentement est requis, l'entrepreneur remet à l'autorité contractante une copie dûment remplie du formulaire exigé par le Ministre ainsi qu'une copie du contrat de sous-traitance proposé et fournit les renseignements supplémentaires exigés par l'autorité contractante.

**9624 08 (1994-01-04) Remplacement des employés de l'entrepreneur**

1. Lorsque le contrat précise l'identité des personnes qui doivent exécuter les travaux, l'entrepreneur est tenu de fournir les services de ces personnes, sauf s'il n'est pas en mesure de le faire pour des motifs indépendants de sa volonté.
2. S'il n'est pas en mesure de fournir les services d'une personne identifiée au contrat, l'entrepreneur est tenu de fournir les services d'un remplaçant dont les qualités et l'expérience sont similaires.
3. Au moins trente (30) jours, si possible, avant la date du début d'exécution des travaux par un remplaçant, l'entrepreneur avise par écrit le responsable technique avec copie à l'autorité contractante :
  - a) du motif du remplacement de la personne identifiée au contrat;
  - b) du nom du remplaçant proposé ainsi que de ses qualités et de son expérience;
  - c) de la preuve que cette personne possède l'autorisation de sécurité exigée et accordée par le Canada, le cas échéant.
4. Sur réception de l'avis au responsable technique, le Canada dispose alors de vingt (20) jours pour vérifier les qualités du remplaçant aux fins de l'accepter. Ne pas aviser l'entrepreneur dans ce délai vaut acceptation de la proposition.
5. L'entrepreneur ne permet jamais l'exécution des travaux par des remplaçants non autorisés; l'acceptation du remplaçant par le responsable technique et l'autorité contractante ne relève pas l'entrepreneur de l'obligation de satisfaire aux exigences du contrat.
6. Le Ministre peut ordonner qu'un remplaçant cesse d'exécuter les travaux, et l'entrepreneur est alors tenu de se conformer sans délai à cet ordre et de retenir les services d'un autre remplaçant conformément au paragraphe 2 et aux alinéas 3.b) et c).
7. Le fait que le Ministre n'ordonne pas qu'un remplaçant cesse d'exécuter les travaux n'a pas pour effet de relever l'entrepreneur de son obligation de satisfaire aux exigences du contrat.

**9624 09 (1994-01-04) Cession**

1. L'entrepreneur ne peut céder tout ou partie du contrat sans avoir préalablement obtenu le consentement écrit du Ministre, et toute prétendue cession effectuée sans avoir obtenu ce consentement est nulle et sans effet.
2. La cession du contrat ne relève pas l'entrepreneur de ses obligations aux termes du contrat ni ne confère d'obligations au Canada ou au Ministre, sauf consentement écrit à l'effet contraire du Ministre.

**9624 10 (1994-01-04) Rigueur des délais**

Les délais impartis dans le contrat sont de rigueur.

**9624 11 (2001-05-25) Retard justifiable**

1. Constitue un retard justifiable, sous réserve des paragraphes 2, 3 et 4 et à la condition que l'entrepreneur invoque le présent article au moyen d'un avis conforme au paragraphe 4, le retard de l'entrepreneur à s'acquitter de l'une ou l'autre des obligations que lui confère le contrat causé par un événement :
  - a) hors du contrôle raisonnable de l'entrepreneur,
  - b) ne pouvant raisonnablement être prévu,
  - c) ne pouvant raisonnablement être empêché par des moyens que pouvait raisonnablement utiliser l'entrepreneur, et
  - d) survenu en l'absence de toute faute ou négligence de la part de l'entrepreneur.
2. Le retard de l'entrepreneur à s'acquitter de l'une ou l'autre de ses obligations en vertu du contrat, qui est imputable au retard d'un sous-traitant, peut constituer un retard justifiable à l'égard de l'entrepreneur, mais uniquement lorsque le retard du sous-traitant rencontre les critères du présent article à l'égard du retard justifiable de l'entrepreneur et dans la mesure où l'entrepreneur n'a pas contribué au retard du sous-traitant.

3. Nonobstant les dispositions du paragraphe 1, tout délai causé par le manque de ressources financières de l'entrepreneur ou par un motif de résiliation prévu au paragraphe 32.2, ou tout délai de l'entrepreneur de s'acquitter d'une obligation de fournir un cautionnement, une garantie, une lettre de crédit, ou toute autre garantie reliée à l'exécution du contrat ou au paiement de sommes d'argent, ne constitue pas un retard justifiable.
4. Un retard justifiable ne peut être invoqué par l'entrepreneur que :
  - a) s'il a fait de son mieux pour minimiser le retard et rattraper le temps perdu;
  - b) s'il informe le Ministre de la survenance du retard ou de son éventualité dès qu'il en est mis au courant;
  - c) si, dans les quinze (15) jours ouvrables qui suivent le moment où il est mis au courant de la survenance du retard ou de son éventualité, il informe le Ministre de tous les faits et circonstances en cause et il soumet à l'approbation du Ministre (celle-ci ne peut être refusée sans motif raisonnable) un plan de redressement intelligible donnant le détail des étapes qu'il se propose de suivre afin de minimiser les conséquences de l'événement qui a causé le retard; le plan prévoit d'autres sources de matériaux et de main-d'oeuvre lorsque l'événement à l'origine du retard met en cause la fourniture de ceux-ci;
  - d) s'il met en oeuvre le plan de redressement approuvé par le Ministre.
5. Toute date, notamment celle de la livraison, qui est directement touchée par un retard justifiable est reportée d'une durée raisonnable n'excédant pas celle du retard justifiable. Les parties modifient le contrat en bonne et due forme pour tenir compte des échéances ainsi reportées.
6. Nonobstant le paragraphe 5, dès l'expiration d'une période de trente (30) jours de retard justifiable, le Ministre peut en tout temps et à son gré, résilier le contrat, auquel cas les parties conviennent de renoncer à toute réclamation pour dommages-intérêts, coûts, profits anticipés ou autres pertes découlant de la résiliation ou de l'événement ayant donné lieu au retard justifiable; dans ce cas, l'entrepreneur s'engage à rembourser immédiatement au Canada la portion de toute avance non liquidée à la date de la résiliation. Les paragraphes 32.4, 5 et 6s'appliquent en cas de résiliation aux termes du présent paragraphe.
7. Le Canada n'est pas responsable des frais, quels qu'ils soient, engagés par l'entrepreneur ou l'un de ses sous-traitants ou mandataires par suite d'un retard justifiable, sauf lorsque celui-ci est imputable à l'omission du Canada de s'acquitter d'une de ses obligations aux termes du contrat.

**9624 12 (2001-05-25) Sécurité et protection des travaux**

1. L'entrepreneur garde secrets les renseignements fournis par ou pour le Canada relativement aux travaux, y compris les renseignements confidentiels ou les renseignements protégés par des droits de propriété intellectuelle dont sont titulaires des tiers, ainsi que ceux qu'il conçoit, génère ou produit à l'occasion de l'exécution des travaux lorsque le droit d'auteur ou tout autre droit de propriété intellectuelle sur ceux-ci (sauf une licence) est dévolu au Canada en vertu du contrat. L'entrepreneur ne les communique à un tiers qu'avec l'autorisation écrite du Ministre. L'entrepreneur peut cependant communiquer à un sous-traitant autorisé conformément à l'article 07 les renseignements nécessaires à l'exécution du contrat de sous-traitance, à la condition que le sous-traitant s'engage à ne les utiliser qu'aux seules fins du contrat de sous-traitance. Les renseignements fournis à l'entrepreneur par ou pour le Canada ne doivent être utilisés qu'aux seules fins du contrat et ces renseignements demeurent la propriété du Canada ou du tiers, selon le cas. Sauf disposition contraire expresse dans le présent contrat, l'entrepreneur remet, à l'exécution des travaux prévus au contrat ou à la résiliation du présent contrat ou à tout autre moment antérieur à la demande du Ministre, tous ces renseignements ainsi que toute copie, ébauche, document de travail et note dans lesquels figurent ces renseignements.
2. Sous réserve de la *Loi sur l'accès à l'information*, L.R. 1985, ch. A-1, et sous réserve des droits du Canada selon le contrat de communiquer ou de divulguer, le Canada ne pourra communiquer ou divulguer en dehors du gouvernement du Canada aucune information livrée au Canada en vertu du contrat et dont sont titulaires l'entrepreneur ou un sous-traitant.
3. Les obligations des parties prévues au présent article ne s'étendent pas aux renseignements suivants :
  - a) ceux mis à la disposition du public par une autre source que l'autre partie;

- b) ceux communiqués à une partie par une autre source que l'autre partie, sauf lorsque la partie sait que la source s'est engagée envers l'autre partie à ne pas les communiquer;
  - c) ceux produits par une partie sans utiliser les renseignements de l'autre partie.
4. Si c'est matériellement possible, l'entrepreneur indique ou marque les renseignements protégés par des droits de propriété intellectuelle qui ont été communiqués au Canada en application du contrat comme étant la « propriété de (nom de l'entrepreneur), utilisations permises au gouvernement au sens du contrat n° (inscrire le numéro du contrat de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada TPSGC) ». Le Canada n'est pas responsable de l'utilisation ou de la divulgation non autorisée des renseignements qui auraient pu être ainsi indiqués ou marqués mais qui ne l'ont pas été.
5. Lorsque le contrat, les travaux ou un renseignement mentionné au paragraphe 1 font l'objet de la mention TRÈS SECRET, SECRET, CONFIDENTIEL ou PROTÉGÉ établie par le Canada, l'entrepreneur prend les mesures qui sont raisonnablement nécessaires pour les sauvegarder, notamment celles que prévoient le *Manuel de la sécurité industrielle* de TPSGC et ses suppléments ainsi que les autres directives du Ministre.
6. Sans restreindre la généralité des paragraphes 1 et 2, lorsque le contrat, les travaux ou un renseignement visé au paragraphe 1 font l'objet de la mention TRÈS SECRET, SECRET, CONFIDENTIEL ou PROTÉGÉ établie par le Canada, le Ministre peut, à des fins de sécurité, inspecter les locaux de l'entrepreneur ou d'un sous-traitant à tout échelon de la sous-traitance. Cette inspection peut être faite à tout moment pendant la durée du contrat et l'entrepreneur est tenu de se conformer et de faire en sorte que tout sous-traitant se conforme aux directives écrites du Ministre relativement à tout ce qui fait l'objet d'une telle mention, notamment en exigeant que ses employés ou ceux d'un sous-traitant signent une déclaration concernant les vérifications de fiabilité, les autorisations sécuritaires et autres mesures.
7. Après la date d'entrée en vigueur du contrat, toute modification proposée quant aux exigences de sécurité qui aurait pour effet d'accroître substantiellement le coût supporté par l'entrepreneur requiert la modification du contrat conformément à l'article 04.

**9624 13 (1994-01-04) Paiement**

1. Nonobstant toute autre disposition du contrat, le paiement à l'entrepreneur n'est versé que lorsque les conditions suivantes sont remplies :
- a) une facture, des notes d'inspection, des attestations et tout autre document exigé par le contrat ont été remis conformément aux dispositions du contrat et aux directives du Ministre;
  - b) tous ces documents ont été vérifiés par le Ministre;
  - c) en ce qui concerne toute partie des travaux pour laquelle le paiement est exigé, l'entrepreneur a établi à la demande et selon les exigences du Ministre qu'elle était libre et quitte de tout privilège, créance, saisie, sûreté ou charge;
  - d) en ce qui concerne le paiement de travaux exécutés, ceux-ci ont été inspectés par le Canada et jugés conformes aux dispositions du contrat.
2. Dans les quinze (15) jours suivant la réception d'une facture, le Ministre donne à l'entrepreneur un avis concernant toute lacune relevée dans la facture ou insuffisance de pièces qui l'accompagnent et, le cas échéant, le paiement du montant exigé dans la facture est différé jusqu'à ce que l'entrepreneur corrige la lacune selon les exigences du Ministre.
3. Lorsque survient un retard visé à l'article 11, le Ministre peut, à son gré, retenir la totalité ou une partie de la somme due à l'entrepreneur jusqu'à ce qu'un plan de redressement auquel il a donné son approbation ait été mis en oeuvre conformément à cet article. L'article 14 ne s'applique pas aux sommes retenues en application du présent paragraphe.

**9624 14 (2000-12-01) Intérêt sur les comptes en souffrance**

1. Les définitions suivantes s'appliquent au présent article :
- « date de paiement » : la date que porte le titre négociable tiré par le Receveur général du Canada et remis aux fins de payer une somme exigible;

« en souffrance » : s'entend de la somme qui demeure impayée le lendemain du jour où elle est devenue exigible;

« exigible » : s'entend de la somme due par le Canada et exigible par l'entrepreneur aux termes du contrat;

« taux moyen » : la moyenne arithmétique simple du taux d'escompte en vigueur chaque jour, à 16 h, heure normale de l'est, pour le mois de calendrier immédiatement antérieur à la date de paiement, et « taux d'escompte » s'entend du taux d'intérêt fixé de temps en temps par la Banque du Canada qui représente le taux minimum auquel elle consent des avances à court terme aux membres de l'Association canadienne des paiements.

2. Sous réserve du contrat, le Canada verse à l'entrepreneur des intérêts simples, au taux moyen majoré de 3 p. 100 par année, sur toute somme en souffrance, à partir du premier jour où la somme est en souffrance jusqu'au jour qui précède la date de paiement. L'intérêt est payable sans avis de l'entrepreneur.
3. Le Canada ne verse pas d'intérêts en application du présent article lorsqu'il n'est pas responsable du retard à payer l'entrepreneur.
4. Le Canada ne verse pas d'intérêts sur les paiements anticipés qui sont en souffrance.

**9624 15 (1994-01-04) Modification des taxes et des droits**

1. Aux fins du présent article, « soumission » comprend une proposition, une soumission ou une offre présentée par l'entrepreneur en réponse à une demande du Ministre.
2. Sous réserve du paragraphe 3, advenant, sur ou après présentation de la soumission, une modification (y compris l'imposition ou la suppression) d'une taxe, d'un droit, notamment de douane, et de frais similaires perçus en application des lois sur la taxe de vente ou d'accise du gouvernement du Canada, ayant une incidence sur le coût des travaux supporté par l'entrepreneur, le prix contractuel est rajusté pour tenir compte de l'augmentation ou de la diminution de ce coût.
3. Le prix contractuel ne sera pas rajusté à la hausse en vertu du paragraphe 2 si un avis public de la modification a été donné avant la présentation de la soumission avec suffisamment de détails pour calculer l'incidence de la modification sur le coût des travaux supporté par l'entrepreneur.
4. L'entrepreneur fait parvenir au Ministre une attestation faisant état de l'augmentation ou de la diminution du coût des travaux découlant directement de la modification d'une taxe, d'un droit ou d'un autre frais perçu. Le Ministre peut, au moyen d'une vérification, s'assurer de l'exactitude de l'augmentation ou de la diminution du coût avant ou après le rajustement du prix contractuel.
5. Nonobstant les paragraphes 2 à 4, aucun rajustement du prix contractuel pour tout ou partie des travaux n'intervient par suite d'une modification visée au présent article qui se produit après la date de livraison stipulée au contrat à l'égard de ces travaux.

**9624 16 (1994-01-04) Inspection des travaux**

1. Avant leur acceptation par le Canada, les travaux et chacune des parties de ceux-ci sont sujets à l'inspection que le responsable technique ou le responsable de l'inspection juge opportune, conformément aux dispositions applicables du contrat, s'il en est. L'autorité contractante et le responsable technique ou le responsable de l'inspection, ou leurs représentants ont toujours accès aux travaux pendant les heures ouvrables, là où quelque partie de ceux-ci est exécutée; ils peuvent procéder aux vérifications et aux essais relatifs aux travaux qu'ils jugent à propos. Advenant que tout ou partie des travaux ne soient pas conformes aux exigences du contrat, le responsable technique ou le responsable de l'inspection, le cas échéant, peut refuser les travaux en indiquant ses motifs à l'entrepreneur et exiger leur modification ou leur remplacement aux frais de ce dernier.
2. Avant de soumettre les travaux exigés aux termes du contrat à tout test, essai ou vérification d'importance, l'entrepreneur avise l'autorité contractante et le responsable technique ou le responsable de l'inspection, du moment et de l'endroit précis où ils seront effectués.
3. L'entrepreneur fournit l'aide et les moyens, ainsi que les pièces d'essai, les échantillons et la documentation qu'exige raisonnablement le responsable technique ou le responsable de l'inspection pour procéder à l'inspection, et il fait parvenir ces pièces d'essai et échantillons aux personnes ou aux endroits que désigne le responsable technique, le responsable de l'inspection ou l'autorité

contractante. Le fait que le responsable technique ou le responsable de l'inspection ait procédé à l'inspection ne relève pas l'entrepreneur de l'obligation de se conformer aux exigences du contrat.

**9624 17 (1994-01-04) Droit de propriété**

1. Sauf disposition contraire du contrat, notamment les dispositions sur la propriété intellectuelle, et sous réserve du paragraphe 2, le droit de propriété sur tout ou partie des travaux est transmis au Canada dès leur livraison et leur acceptation par ou au nom du Canada.
2. Sauf disposition contraire du contrat sur la propriété intellectuelle, lorsqu'un paiement est effectué à l'entrepreneur à l'égard de matériaux, de travaux en cours ou de travaux exécutés, notamment au moyen d'acomptes ou d'avances à justifier, le droit de propriété y afférent est transmis au Canada, à moins qu'il ne soit déjà ainsi transmis aux termes d'une autre disposition du contrat.
3. Malgré toute transmission du droit de propriété mentionnée au présent article et sous réserve des dispositions contraires du contrat, le risque de perte ou d'endommagement de tout ou partie des matériaux, pièces, travaux en cours ou travaux exécutés incombe à l'entrepreneur jusqu'à la livraison au Canada en accord avec le contrat. L'entrepreneur est responsable de la perte ou de l'endommagement de toute partie des travaux qui est causé par lui ou un sous-traitant après telle livraison.
4. L'attribution d'un droit de propriété visée au paragraphe 2 n'emporte pas l'acceptation par le Canada des matériaux, pièces, travaux en cours ou travaux exécutés ni ne relève l'entrepreneur de son obligation d'exécuter les travaux conformément au contrat.
5. Lorsque le droit de propriété sur tout ou partie des matériaux, pièces, travaux en cours ou travaux exécutés est transmis au Canada, l'entrepreneur établit, à la demande et selon les exigences du Ministre, que ce droit de propriété est libre et quitte de tout privilège, réclamation, charge, sûreté ou servitude et il signe les actes de transfert s'y rapportant et les autres documents nécessaires pour parfaire le titre qu'exige le Ministre.
6. Lorsque le contrat est un contrat de défense au sens de la *Loi sur la production de défense*, L.R. 1985, ch. D-1, le droit de propriété sur les travaux ou sur des matériaux, pièces, travaux en cours ou travaux exécutés est transmis au Canada libre et quitte de tout privilège, réclamation, charge, sûreté ou servitude, et le Ministre peut à tout moment le transférer ou l'aliéner, notamment par vente, en totalité ou en partie, conformément à l'article 20 de cette loi.

**9624 18 (2001-05-25) Garantie**

1. Aux fins du présent article, « équipement » comprend tout matériau, prototype, machinerie, dispositif, système, appareil, outil, matrice ou instrument ainsi que tout équipement de quelque type qu'il soit devant être livré en vertu du contrat.
2. Malgré l'inspection et l'acceptation des travaux par le Canada ou au nom de celui-ci et sans limite à l'application des autres dispositions du contrat ou des conditions, garanties ou dispositions, tacites ou prévues par la loi, l'entrepreneur garantit, pour une période de douze (12) mois à compter de la livraison ou, lorsque l'acceptation a lieu à une date ultérieure, à compter de l'acceptation, ou pour la période que prévoit expressément la convention écrite intervenue entre les parties, que l'équipement est exempt de toute défectuosité liée à la conception, aux matériaux et à la qualité de l'exécution et qu'il est conforme aux exigences du contrat. Toutefois, en ce qui concerne les biens de l'État qui ne sont pas fournis par l'entrepreneur, la garantie de l'entrepreneur ne vise que leur intégration adéquate aux travaux.
3. Lorsque, pendant la période de garantie visée aux paragraphes 2 et 6, le Ministre constate la défectuosité ou la non-conformité de l'équipement ou d'une partie de celui-ci, l'entrepreneur, sur demande du Ministre à cet effet, répare, remplace ou rectifie, à ses frais et à son choix, l'équipement ou la partie de celui-ci jugé défectueux ou non conforme aux exigences du contrat.
4. L'équipement jugé défectueux ou non conforme est retourné à l'entrepreneur en vue de son remplacement, de sa réparation ou de sa rectification. Cependant, lorsque le Ministre est d'avis qu'il n'est pas opportun de déplacer l'équipement, l'entrepreneur procède aux réparations ou aux rectifications nécessaires là où l'équipement se trouve et il est remboursé des frais justes et raisonnables (incluant une indemnité de déplacement et de subsistance) engagés pour ce faire, à l'exclusion de tout profit, déduction faite du coût correspondant à la rectification de la défectuosité ou de la non-conformité dans les locaux de l'entrepreneur.



5. Le Canada paie les frais d'expédition de tout ou partie de l'équipement aux locaux de l'entrepreneur conformément au paragraphe 4, et l'entrepreneur paie les frais d'expédition de l'équipement en cause, une fois remplacé ou rectifié, au lieu de livraison précisé dans le contrat, ou les frais moindres requis pour expédier l'équipement en cause à un autre endroit désigné par le responsable technique.
6. La durée de la garantie prévue au paragraphe 2 est prolongée de la période au cours de laquelle l'équipement est inutilisable en raison d'une défectuosité ou d'une non-conformité visée au présent article, déduction faite de la durée du retard du Canada à informer l'entrepreneur de l'existence de la défectuosité ou de la non-conformité ou à expédier l'équipement ou une partie de celui-ci aux locaux de l'entrepreneur. Lorsqu'il retourne l'équipement en cause au Canada, l'entrepreneur informe par écrit le Ministre de la durée de la garantie non encore expirée, incluant une telle prolongation.
7. La garantie prévue au paragraphe 2 s'applique à toute partie de l'équipement qui est réparée, remplacée ou par ailleurs rectifiée conformément au paragraphe 3, pendant la plus étendue des deux périodes suivantes :
  - a) la période de la garantie non encore expirée aux termes du paragraphe 6;
  - b) quatre-vingt-dix (90) jours ou toute autre période stipulée dans la convention écrite intervenue entre les parties.

Les dispositions des paragraphes 3 à 6 du présent article s'appliquent, compte tenu des modifications mineures que le contexte peut exiger, à toute partie de l'équipement qui, pendant cette période, est jugée défectueuse ou non conforme au contrat.

**9624 19 (2004-12-10) Biens de l'État**

1. Sauf disposition contraire du contrat, l'entrepreneur utilise les biens de l'État aux seules fins de l'exécution du contrat et ils demeurent la propriété du Canada. Il en tient également un registre comptable adéquat et, si possible, il y appose une marque indiquant qu'il s'agit de biens appartenant au Canada.
2. L'entrepreneur assure, de manière raisonnable et adéquate, la protection des biens de l'État qui se trouvent dans ses locaux ou à proximité de ceux-ci, ou dont il a la possession ou le contrôle. S'il ne s'acquitte pas de cette obligation, il est responsable de toute perte ou de tout dommage qui en résulte, sauf si ceux-ci sont causés par l'usure normale.
3. Les biens de l'État qui ne sont pas intégrés aux travaux sont retournés au Canada sur demande, sauf disposition expresse à l'effet contraire du contrat.
4. Les débris des biens de l'État demeurent la propriété du Canada et l'entrepreneur ne peut en disposer que conformément aux directives du Ministre, sauf disposition à l'effet contraire du contrat.
5. Dès lors que le contrat est exécuté et sur demande de l'autorité contractante, l'entrepreneur fournit tant à celle-ci qu'au responsable technique l'inventaire des biens de l'État se rapportant au contrat.

**9624 20 (1994-01-04) Protection contre les réclamations de tiers**

1. L'entrepreneur indemnise le Canada et le Ministre, ainsi que leurs préposés et mandataires, et les dégage de toute responsabilité, à l'égard de tous dommages-intérêts ou frais subis par eux collectivement ou individuellement, et de toute action, réclamation, poursuite ou autre procédure dirigée contre eux collectivement ou individuellement, à tout moment, en raison :
  - a) de préjudice corporel (incluant le préjudice entraînant le décès) ou de la perte ou l'endommagement du bien d'autrui qui peuvent résulter, ou dont on allègue qu'ils résultent de l'exécution des travaux ou d'une partie de ceux-ci, étant entendu que le Canada et le Ministre ne peuvent se prévaloir de la protection du présent article lorsque le préjudice, la perte ou l'endommagement est causé par le Canada;
  - b) de tout privilège, réclamation, charge, sûreté ou servitude visant des matériaux, des pièces, des travaux en cours ou des travaux exécutés fournis au Canada ou à l'égard desquels celui-ci a effectué un paiement.
2. Le Ministre informe l'entrepreneur de toute réclamation, action, poursuite ou procédure visée au paragraphe 1 et, lorsque le procureur général du Canada lui en fait la demande, l'entrepreneur, à ses frais, prend part à la contestation de la réclamation, de l'action, de la poursuite ou de la procédure et aux négociations visant à les régler, ou dirige cette contestation ou ces négociations, mais il

n'indemnise le Canada du paiement effectué dans le cadre d'un règlement que s'il a consenti à celui-ci.

**9624 21 (2005-06-10) Redevances et violations**

1. Aux fins du présent article, « redevances » comprend les éléments suivants :
  - a) les droits de licence et autres versements apparentés aux redevances, ainsi que les actions en dommages-intérêts, liés à l'utilisation ou à la violation d'un brevet, d'un dessin industriel déposé, d'une marque de commerce, d'une oeuvre protégée par le droit d'auteur, d'un secret industriel ou d'un autre droit de propriété intellectuelle;
  - b) les frais engagés en raison de l'exercice, par quiconque, de droits moraux.
2. Sous réserve du paragraphe 4, l'entrepreneur indemnise le Canada et le Ministre, ainsi que leurs préposés et mandataires, et les dégage de toute responsabilité, à l'égard de toute action, réclamation, poursuite ou autre procédure en vue du paiement de redevances, fondée ou dont on allègue qu'elle est fondée sur l'exécution du contrat ou sur l'utilisation ou l'aliénation, par le Canada, de toute chose fournie par l'entrepreneur aux termes du contrat.
3. Le Canada indemnise l'entrepreneur ainsi que ses préposés et mandataires, et les dégage de toute responsabilité, à l'égard de toute réclamation, action, poursuite ou autre procédure visant le paiement de redevances, dont l'entrepreneur a informé sans délai le Ministre et qui résulte, ou dont on allègue qu'elle résulte, de ce qui suit :
  - a) soit l'utilisation, par l'entrepreneur, dans l'exécution du contrat, de matériel, d'un devis ou d'autres renseignements, qu'il n'a pas conçus et qui lui ont été fournis par le Canada ou au nom de ce dernier;
  - b) soit le fait que l'entrepreneur se soit conformé à des dessins d'exécution dont il n'était pas l'auteur, qui lui ont été fournis par le Canada ou au nom de ce dernier et qui prévoient la modification des travaux.

Le Canada n'indemnise ni ne dégage l'entrepreneur de toute responsabilité à l'égard du paiement effectué dans le cadre d'un règlement que s'il a consenti à celui-ci.

4. Le Ministre informe l'entrepreneur de toute réclamation, action, poursuite ou procédure visée au paragraphe 2 et, lorsque le procureur général du Canada lui en fait la demande, l'entrepreneur, à ses frais, prend part à la contestation de la réclamation, de l'action, de la poursuite ou de la procédure et aux négociations visant à le régler, ou dirige cette contestation ou ces négociations, mais il n'est tenu d'indemniser ni de dégage le Canada de toute responsabilité à l'égard du paiement effectué dans le cadre d'un règlement que s'il a consenti à celui-ci.
5. L'entrepreneur informe le Ministre du montant des redevances que lui, ou un des sous-traitants, est ou pourrait être tenu de payer, ou propose de payer, relativement à l'exécution du contrat, ainsi que du fondement de ces redevances et de l'identité des personnes auxquelles elles sont dues. Il informe sans délai le Ministre des réclamations qui pourraient occasionner d'autres paiements de redevances par l'entrepreneur ou l'un ou l'autre des sous-traitants.
6. En accord avec les directives du Ministre en ce sens, l'entrepreneur ne paie pas et enjoint ses sous-traitants de ne pas payer de redevances relativement à l'exécution du contrat.
7. Lorsque les directives visées au paragraphe 6 sont données, et sous réserve de l'observation de celles-ci par l'entrepreneur, le Canada l'indemnise ainsi que ses sous-traitants de toute réclamation, action, poursuite ou procédure relative au paiement des redevances visées par les directives.
8. L'entrepreneur n'a droit à aucun paiement à l'égard des redevances comprises dans le prix contractuel et auxquelles s'applique l'indemnisation prévue au paragraphe 7.

**9624 22 (2001-05-25) Divulgence des renseignements originaux**

1. L'entrepreneur signale promptement et divulgue pleinement au Ministre les renseignements originaux susceptibles de constituer des inventions, en outre, il lui signale et divulgue pleinement tous les autres renseignements originaux, au plus tard à la date de la fin des travaux ou plus tôt conformément aux exigences du Ministre ou du contrat.

2. L'entrepreneur indique, lors de chaque divulgation en vertu du présent article, le nom de tous les sous-traitants à quelque échelon qu'ils soient, le cas échéant, à qui des droits de propriété intellectuelle à l'égard des renseignements originaux sont ou seront dévolus.
3. Avant et après le paiement final à l'entrepreneur, le Ministre peut examiner tous les dossiers de l'entrepreneur et les données à l'appui que le Ministre juge raisonnablement pertinents pour permettre l'identification des renseignements originaux.

**9624 23 (2001-05-25) L'entrepreneur détient les droits de propriété intellectuelle sur les renseignements originaux**

1. Sous réserve du paragraphe 3 et de l'article 27, et sans préjudice des droits de propriété intellectuelle, ou des intérêts s'y rapportant, qui sont nés avant le contrat ou qui concernent l'information ou les données fournies par le Canada aux fins du contrat, tous les droits de propriété intellectuelle sur les renseignements originaux seront, dès leur naissance, dévolus à l'entrepreneur et lui appartiendront.
2. Bien que l'entrepreneur détienne les droits de propriété intellectuelle sur les renseignements originaux relatifs à tout prototype, tout modèle ou tout système ou tout équipement fabriqué ou modifié sur mesure livré en vertu du contrat avec les manuels s'y rapportant et les autres documents et outils d'exploitation et de maintenance, le Canada possède des droits illimités de propriété sur ces biens livrables, y compris le droit de les mettre à la disposition du public pour son usage contre rémunération ou autrement, et, sauf dans le cas de logiciels qui ne sont pas nécessaires pour le fonctionnement du prototype, du modèle ou du système ou de l'équipement, le droit de les vendre.
3.
  - a) Si les travaux visés par le contrat comportent l'élaboration d'une base de données ou autre compilation de renseignements utilisant l'information ou des données fournies par le Canada ou des renseignements personnels mentionnés à l'alinéa b), alors les droits de propriété intellectuelle, qui sont dévolus en vertu du paragraphe 1, se limitent aux droits de propriété intellectuelle sur les renseignements originaux qui peuvent faire l'objet d'une exploitation sans l'utilisation de l'information ou des données fournies par le Canada ou desdits renseignements personnels. Si les renseignements originaux relatifs à une base de données ou à une autre compilation ne peuvent être exploités sans l'utilisation de tels renseignements, données ou renseignements personnels, alors les droits de propriété intellectuelle sur cette base de données ou compilation sont dévolus au Canada. L'entrepreneur convient de n'utiliser ou de ne divulguer ces renseignements, données ou renseignements personnels que pour l'exécution des travaux visés par le contrat, et convient de ne procéder à aucun retrait de ces renseignements, données ou renseignements personnels, à l'exception de leur remise au Canada. L'entrepreneur doit se conformer aux conditions générales du contrat en ce qui concerne l'obligation de garder secret ces renseignements, données ou renseignements personnels. Dès l'achèvement ou la résiliation du contrat ou dès que le Ministre l'exige, l'entrepreneur doit remettre au Canada, à moins de stipulation contraire expresse dans le contrat, ces renseignements, données ou renseignements personnels ainsi que toute copie, ébauche, document de travail et note qui les contiennent.
  - b) Nonobstant le paragraphe 1, si les travaux visés par le contrat comportent la collecte de renseignements personnels au sens de la *Loi sur la protection des renseignements personnels*, (L.R. 1985, ch. P-21), alors tous les droits de propriété intellectuelle et le droit de propriété sur ces renseignements personnels sont, dès la collecte de ceux-ci par l'entrepreneur, dévolus au Canada, et l'entrepreneur n'a aucun droit ou intérêt sur ceux-ci.

**9624 24 (2001-05-25) Licence concernant les droits de propriété intellectuelle sur les renseignements originaux**

1. En contrepartie de la contribution du Canada dans les frais de développement des renseignements originaux, l'entrepreneur accorde par les présentes au Canada une licence non exclusive, perpétuelle, irrévocable, mondiale, intégralement payée et libre de redevances, qui autorise le Canada à exercer tous les droits de propriété intellectuelle sur les renseignements originaux qui sont ou seront dévolus à l'entrepreneur en vertu de l'article 23, à toute fin publique, sauf à des fins d'exploitation commerciale en concurrence avec l'entrepreneur. Cette licence accordée au Canada ayant pour objet les droits de propriété intellectuelle sur les renseignements originaux comprend aussi le droit de divulguer les renseignements originaux à d'autres gouvernements, pour les fins d'information uniquement. Les droits de propriété intellectuelle découlant de toute modification, amélioration, développement ou traduction des renseignements originaux qui sera effectuée par ou pour le Canada dans l'exercice de cette licence seront dévolus au Canada ou à toute personne désignée par le Canada.
2. L'entrepreneur reconnaît que le Canada peut vouloir adjudger des contrats pour l'une quelconque des fins prévues par le paragraphe 1 et que telles adjudications pourraient résulter d'un processus

- compétitif. L'entrepreneur convient que la licence du Canada concernant les droits de propriété intellectuelle sur les renseignements originaux qui sont ou seront dévolus à l'entrepreneur en vertu de l'article 23 comprend le droit de divulguer les renseignements originaux aux soumissionnaires intéressés par tels contrats, et le droit d'autoriser, par sous-licence ou autrement, tout entrepreneur retenu par le Canada à utiliser ces renseignements, uniquement pour permettre l'exécution du contrat. Le Canada exigera des soumissionnaires ou de l'entrepreneur qu'ils n'utilisent pas ni ne divulguent un quelconque renseignement original, sauf dans la mesure nécessaire pour soumissionner le contrat ou pour l'exécuter.
3. Sans que soit restreinte la généralité des paragraphes 1 et 2, il est entendu que le droit du Canada de modifier, d'améliorer, de traduire, de reproduire ou de développer davantage tout renseignement original aux termes des paragraphes 1 et 2 :
- a) s'applique aux renseignements originaux qui consistent en logiciels, nonobstant toute modalité ou condition contraire jointe par l'entrepreneur à un bien livrable, y compris le texte apparaissant sur une licence emballée sous film plastique et accompagnant un bien livrable;
  - b) comprend le droit de reproduire et d'utiliser les renseignements originaux qui consistent en logiciels, ou en une forme modifiée ou améliorée ou traduite ou plus développée de logiciels, sur tout système informatique que le Canada loue, exploite ou dont il est propriétaire à travers le monde.
4. Nonobstant les paragraphes 1, 2 et 3, lorsque les renseignements originaux découlent uniquement de la correction, par l'entrepreneur, d'erreurs apparaissant dans des renseignements de base qui consistent en logiciels, ou résultent uniquement de modifications mineures apportées par l'entrepreneur à tels logiciels, alors la licence mentionnée dans les paragraphes 1, 2 et 3 ne s'appliquera pas à ces renseignements originaux et, sauf entente contraire, la licence qui s'applique à ces renseignements de base s'appliquera à ces renseignements originaux.
5. Lorsque les droits de propriété intellectuelle sur des renseignements originaux appartiennent ou appartiendront à un sous-traitant de quelque échelon que ce soit, l'entrepreneur soit obtiendra de ce sous-traitant une licence permettant la conformité avec les paragraphes 1, 2 et 3, soit demandera au sous-traitant d'accorder directement au Canada les mêmes droits, en signant la formule fournie à cette fin par le Ministre, auquel cas l'entrepreneur remettra cette formule au Ministre, dûment remplie et signée par le sous-traitant, au plus tard à la date de la divulgation au Canada de ces renseignements originaux.
6. Si l'entrepreneur souhaite faire usage de renseignements appartenant au Canada, qui ont été fournis dans le cadre du contrat, pour l'exploitation commerciale ou le développement complémentaire d'une partie quelconque des renseignements originaux, alors l'entrepreneur peut présenter au ministre responsable du ministère ou organisme pour lequel les travaux sont ou ont été exécutés une demande écrite en vue d'être autorisé à exercer les droits nécessaires de propriété intellectuelle sur ces renseignements dont le Canada est propriétaire. L'entrepreneur expliquera à ce ministre les raisons pour lesquelles une telle licence est requise. Ledit ministre répondra par écrit à la demande dans un délai raisonnable. Si la demande est refusée, la réponse indiquera les motifs du refus. Si le Ministre accepte d'accorder une telle licence, la licence sera accordée selon des modalités que négocieront l'entrepreneur et le ministre. Il est entendu que ces modalités peuvent prévoir le paiement d'une indemnité au Canada.
7. L'entrepreneur peut demander au ministre responsable du ministère ou organisme pour lequel les travaux sont ou ont été exécutés une licence l'autorisant à exploiter commercialement une traduction des renseignements originaux qui est effectuée par ou pour le Canada, sous réserve des mêmes restrictions et obligations que celles qui s'appliquent en vertu du contrat à l'exploitation commerciale des renseignements originaux qui ont été traduits. Toute licence de cette nature sera accordée selon des modalités qui seront négociées entre l'entrepreneur et ce ministre. Il est entendu que ces modalités peuvent prévoir le paiement d'une indemnité au Canada.

**9624 25 (2001-12-10) Licence concernant les droits de propriété intellectuelle sur les renseignements de base**

1. Sans restreindre la portée de toute licence ou de tout autre droit que le Canada pourrait autrement détenir sur les renseignements de base, l'entrepreneur accorde par les présentes au Canada une licence non exclusive, perpétuelle, irrévocable, mondiale, intégralement payée et libre de redevances, qui autorise le Canada à exercer, parmi les droits de propriété intellectuelle sur les renseignements de base intégrés dans les travaux ou nécessaires pour l'exécution des travaux, ceux qui sont nécessaires pour que le Canada puisse exercer sa licence concernant les droits de propriété intellectuelle sur les renseignements originaux. L'entrepreneur s'engage, sous réserve du paragraphe 4, à mettre

- promptement à la disposition du Canada, pour l'une quelconque de ces fins, tout renseignement de base de cette nature (y compris, dans le cas de logiciels, le code source).
2. L'entrepreneur reconnaît que le Canada peut vouloir adjudger des contrats pour une fin prévue par le paragraphe 1 et que telles adjudications pourraient résulter d'un processus compétitif. L'entrepreneur convient que la licence du Canada se rapportant aux droits de propriété intellectuelle sur les renseignements de base comprend le droit de divulguer les renseignements de base aux soumissionnaires intéressés par tels contrats et le droit d'autoriser, par sous-licence ou autrement, tout entrepreneur engagé par le Canada à utiliser ces renseignements, uniquement pour permettre l'exécution du contrat. Le Canada exigera des soumissionnaires et de l'entrepreneur qu'ils n'utilisent pas ni ne divulguent un quelconque renseignement de base, sauf dans la mesure nécessaire pour soumissionner le contrat ou l'exécuter.
  3. Lorsque les droits de propriété intellectuelle sur les renseignements de base appartiennent à un sous-traitant de quelque échelon que ce soit, l'entrepreneur soit obtiendra de ce sous-traitant une licence permettant la conformité avec les paragraphes 1 et 2, soit demandera au sous-traitant d'accorder directement au Canada les mêmes droits, en signant la formule fournie à cette fin par le Ministre, auquel cas l'entrepreneur remettra cette formule au Ministre, dûment remplie et signée par le sous-traitant, au plus tard à la date de la divulgation au Canada de ces renseignements de base.
  4. Nonobstant le paragraphe 1, la licence mentionnée dans ces paragraphes ne s'appliquera pas à un logiciel faisant l'objet de conditions de licence détaillées qui sont énoncées ailleurs dans le contrat. De plus, dans le cas d'un logiciel normalisé dans le commerce, l'obligation de l'entrepreneur de mettre promptement le code source à la disposition du Canada pour une fin décrite au paragraphe 1, ne s'applique qu'à tout code source qui est sous le contrôle de l'entrepreneur ou d'un sous-traitant, ou qui peut être obtenu par l'un d'eux. L'entrepreneur devra alors, à la demande du Canada, mettre le code source à la disposition du Canada dans un délai raisonnable et à d'autres conditions commerciales raisonnables.

**9624 26 (2001-12-10) Droit d'accorder une licence**

L'entrepreneur déclare et garantit qu'il a, ou l'entrepreneur doit obtenir sans délai, le droit d'accorder au Canada la licence qui autorise le Canada à exercer les droits de propriété intellectuelle sur les renseignements originaux et les renseignements de base selon ce que requiert le contrat.

**9624 27 (2001-05-25) Transfert des droits de propriété intellectuelle sur les renseignements originaux**

1. Avant d'avoir terminé les travaux et divulgué la totalité des renseignements originaux en conformité avec l'article 22, l'entrepreneur, sans avoir obtenu au préalable l'autorisation écrite du Ministre, ne vend, ne cède ni ne transfère par ailleurs le titre concernant les droits de propriété intellectuelle sur tout renseignement original, ni ne accorde une licence à leur égard ni n'en permet par ailleurs l'utilisation par quiconque.
2. Si le Canada met fin au contrat, en totalité ou en partie, pour manquement, ou si l'entrepreneur ne divulgue pas les renseignements originaux en conformité avec l'article 22, le Ministre peut, par avis écrit donné dans les quatre-vingt-dix (90) jours de la date de résiliation du contrat ou du jour où le Canada prend connaissance du manquement de l'entrepreneur à son obligation de divulguer, selon le cas, exiger que l'entrepreneur lui cède tous les droits de propriété intellectuelle afférents à la totalité des renseignements originaux ou, s'il s'agit d'un avis fondé sur son manquement à son obligation de divulguer, tous les droits de propriété intellectuelle afférents à l'ensemble des renseignements originaux non divulgués. Dans les deux cas, les droits à céder comprennent les droits de propriété intellectuelle sur les renseignements originaux détenus ou devant être détenus par un sous-traitant de quelque échelon que ce soit. Advenant la vente ou la cession des droits de propriété intellectuelle sur les renseignements originaux à une partie autre qu'un sous-traitant de quelque échelon que ce soit, l'entrepreneur n'est pas tenu de céder au Canada le droit de propriété en conformité avec le présent article, mais lui paie sur demande un montant égal à la contrepartie que la vente ou la cession de ces droits de propriété intellectuelle sur les renseignements originaux a rapporté à l'entrepreneur ou, s'il s'agit d'une vente ou d'une cession conclue entre personnes ayant un lien de dépendance, à la juste valeur marchande de ces droits de propriété intellectuelle sur les renseignements originaux, incluant dans chaque instance la valeur de redevances futures ou de droits de licence.
3. Advenant la délivrance par le Ministre d'un avis en vertu du paragraphe 2, l'entrepreneur signe, à ses frais et promptement, les actes de cession ou les autres documents relatifs aux droits de propriété intellectuelle exigés par le ministre responsable du ministère ou de l'organisme pour lequel les travaux sont exécutés; l'entrepreneur fournit à ce ministre, aux frais du Canada, toute l'aide raisonnable dans

la préparation et l'acheminement de toute demande d'enregistrement de droits de propriété intellectuelle dans toute juridiction, y compris l'aide de l'inventeur s'il s'agit d'inventions.

**9624 28 (2001-05-25) Vente, cession, transfert ou octroi de licence concernant les droits de propriété intellectuelle sur les renseignements originaux**

1. Lorsque les droits de propriété intellectuelle sur les renseignements originaux font l'objet d'une vente, d'une cession, d'un transfert de propriété par l'entrepreneur, ou de l'octroi d'une licence, sauf la vente ou l'octroi d'une licence relativement à l'utilisation finale d'un produit découlant des renseignements originaux, l'entrepreneur impose à l'autre partie toutes ses obligations envers le Canada à l'égard des droits de propriété intellectuelle sur les renseignements originaux prévus à ce contrat de même que les restrictions sur l'utilisation et la disposition des droits de propriété intellectuelle sur les renseignements originaux, (et, le cas échéant, les renseignements originaux), y compris l'obligation d'imposer les mêmes obligations et restrictions à tout bénéficiaire de transfert, cessionnaire ou détenteur de licence subséquents.
2. L'entrepreneur fait part sans délai au Canada du nom et de l'adresse de tout bénéficiaire d'un transfert, cessionnaire ou détenteur de licence mentionnés au paragraphe 1, ainsi que de tout autre renseignement pertinent les concernant et il s'assure qu'une telle partie est tenue d'en faire autant en ce qui a trait au bénéficiaire d'un transfert, au cessionnaire ou au détenteur de licence subséquents.
3. L'entrepreneur ne perçoit ni ne permet à quiconque de percevoir des droits, notamment une redevance ou autre droit, du Canada quant à des droits de propriété intellectuelle sur les renseignements originaux aux fins d'exécution d'un contrat ou d'une autre entente avec le Canada. Si le contrat ou l'entente porte sur un produit découlant de ces renseignements originaux, de leur modification ou de leur perfectionnement, l'entrepreneur accorde un crédit raisonnable au Canada sur le prix commercial du produit afin de tenir compte de l'apport financier du Canada au développement du produit; s'il s'agit d'un produit qui appartient au bénéficiaire d'un transfert, au cessionnaire des renseignements originaux ou au détenteur de licence, l'entrepreneur s'assure que cette partie est tenue d'en faire autant.

**9624 29 (2001-05-25) Accès à l'information; exception aux droits de l'entrepreneur**

1. Sous réserve des dispositions de la *Loi sur l'accès à l'information*, L.R. 1985, ch. A-1, et des droits du Canada, en vertu du présent contrat, de communiquer ou de divulguer, le Canada ne pourra communiquer ou divulguer en dehors du Gouvernement du Canada une information qui a été donnée au Canada en vertu du contrat et qui constitue une information confidentielle ou un secret industriel de l'entrepreneur ou d'un sous-traitant.
2. Nonobstant le paragraphe 1, les présentes conditions n'ont pas pour effet de limiter le droit du Canada d'exercer les droits de propriété intellectuelle sur des renseignements originaux ou sur des renseignements de base, ou de divulguer des renseignements originaux ou des renseignements de base, dans la mesure où ces renseignements :
  - a) font partie ou viennent à faire partie du domaine public, ou dans la mesure où l'entrepreneur ne bénéficie pas ou cesse de bénéficier d'une protection conférée à cette information par des droits de propriété intellectuelle, en vertu des dispositions législatives ou des règles de droit (mais autrement qu'en vertu des modalités du contrat), pour toute raison, notamment parce que le Canada a utilisé ou divulgué des biens livrables selon le contrat à une fin quelconque qui n'est pas expressément exclue par le contrat;
  - b) est ou devient connue du Canada d'une source autre que l'entrepreneur, sauf d'une source dont le Canada sait qu'elle est tenue envers l'entrepreneur de ne pas divulguer l'information;
  - c) est développée indépendamment par ou pour le Canada;
  - d) est divulguée par l'effet d'une exigence législative ou par l'effet d'une ordonnance rendue par une cour de justice ou un autre tribunal compétent.

**9624 30 (2001-05-25) Renonciation aux droits moraux**

1. L'entrepreneur fournira au Canada, soit à l'exécution des travaux soit à telle autre date que pourra indiquer le Ministre, une renonciation écrite permanente aux droits moraux, dans une forme acceptable pour le Ministre, de la part de chaque auteur qui contribue aux renseignements originaux qui font l'objet d'une protection par droit d'auteur et qui doivent être livrés au Canada en vertu des modalités du contrat.

2. Si l'entrepreneur est un auteur des renseignements originaux dont il est question au paragraphe 1, il renonce par les présentes en permanence à ses droits moraux sur ces renseignements originaux.

**9624 31 (2001-05-25) Suspension des travaux**

1. Le Ministre peut à tout moment, au moyen d'un avis écrit, ordonner à l'entrepreneur de suspendre tout ou partie des travaux visés par le contrat et ce, pour une période d'au plus cent quatre-vingt (180) jours. L'entrepreneur se conforme sans délai à l'ordre de suspension de manière à minimiser les frais liés à la suspension. Pendant la durée visée par l'ordre de suspension, l'entrepreneur ne peut enlever tout ou partie des travaux des lieux où ils se trouvent sans avoir préalablement obtenu le consentement écrit de l'autorité contractante. A tout moment précédant l'expiration de la période de cent quatre-vingt (180) jours, le Ministre peut annuler l'ordre ou mettre fin au contrat, en totalité ou en partie, en application de l'article 32 ou le résilier en vertu de l'article 33.
2. Lorsqu'un ordre est donné en vertu du paragraphe 1, l'entrepreneur a le droit d'être défrayé des coûts supplémentaires par suite de la suspension des travaux, majorés d'un profit juste et raisonnable, à moins que le Ministre ne résilie le contrat à cause d'un manquement de la part de l'entrepreneur ou que celui-ci ne renonce au contrat.
3. En cas d'annulation d'un ordre de suspension donné en vertu du paragraphe 1,
- l'entrepreneur reprend dès que possible les travaux conformément au contrat;
  - lorsque la suspension a empêché l'entrepreneur de respecter une date de livraison stipulée dans le contrat, la date d'exécution de la partie du contrat touchée par la suspension est reportée du nombre de jours équivalant à la période de suspension ainsi que du nombre de jours que le Ministre estime nécessaire à l'entrepreneur, après consultation avec celui-ci, pour reprendre les travaux, le cas échéant;
  - sous réserve de l'article 04, les justes redressements sont apportés, au besoin, aux conditions du contrat qui sont touchées.

**9624 32 (2001-05-25) Manquement de la part de l'entrepreneur**

1. Lorsque l'entrepreneur manque à une de ses obligations prévues au contrat, le Ministre peut, moyennant un avis écrit à l'entrepreneur, résilier tout ou partie du contrat soit sans délai soit à l'expiration du délai imparti dans l'avis pour remédier au manquement lorsque l'entrepreneur n'a pas, dans le délai imparti, remédié au manquement selon les exigences du Ministre.
2. Lorsque l'entrepreneur fait faillite ou devient insolvable, qu'il cède ses biens au profit de ses créanciers, qu'il se prévaut des dispositions d'une loi sur les débiteurs en faillite ou insolvable, qu'un séquestre est désigné aux termes d'un titre de créance ou qu'une ordonnance de séquestre est prononcée à son égard ou encore, qu'une ordonnance est rendue ou qu'une résolution est adoptée en vue de la liquidation de son entreprise, le Ministre peut, dans la mesure où le permet la législation canadienne, moyennant un avis à l'entrepreneur, résilier sans délai tout ou partie du contrat pour manquement.
3. Une fois donnée l'avis prévu aux paragraphes 1 ou 2, l'entrepreneur n'a droit à aucun autre paiement que ceux prévus au présent article, mais il demeure redevable envers le Canada des sommes, y compris les paiements d'étape, versées par le Canada ainsi que des pertes et des dommages subis par celui-ci en raison du manquement ou de l'événement sur lequel l'avis était fondé, y compris l'accroissement du coût, pour le Canada, de l'exécution des travaux par un tiers. L'entrepreneur s'engage à rembourser immédiatement au Canada la portion de toute avance non liquidée à la date de la résiliation. Le présent article n'a pas d'incidence sur l'obligation légale du Canada de minimiser les dommages.
4. Dès la résiliation du contrat conformément au présent article, le Ministre peut exiger de l'entrepreneur qu'il remette au Canada, de la manière et dans la mesure qu'il précise, toute partie des travaux exécutés et qui n'a pas été livrée et acceptée avant la résiliation, ainsi que tous matériaux, pièces, équipement et travaux en cours que l'entrepreneur a acquis ou produit spécialement aux fins d'exécuter le contrat.
5. Moyennant la déduction de toute créance du Canada envers l'entrepreneur découlant du contrat ou de la résiliation, le Canada paie à l'entrepreneur ou porte à son crédit la valeur, calculée à partir du prix contractuel, y compris la quote-part du profit ou de la rémunération de l'entrepreneur compris dans le prix contractuel, des parties des travaux qui ont été achevées et livrées au Canada suivant une directive visée au paragraphe 4 et que le Canada a acceptées, et il verse à l'entrepreneur ou porte à

son crédit l'équivalent du coût, pour l'entrepreneur, que le Ministre juge raisonnable à l'égard des tous matériaux, pièces, équipement ou travaux en cours livrés au Canada suivant une directive visée au paragraphe 4 et que le Canada a acceptés. Cependant, les sommes versées par le Canada en application du contrat, jusqu'à la résiliation, et les sommes payables en application du présent paragraphe ne doivent jamais dépasser, au total, le montant du prix contractuel.

6. Le titre de propriété afférent à tous matériaux, pièces, équipement, travaux en cours et travaux exécutés à l'égard desquels un paiement est effectué à l'entrepreneur est transmis au Canada au moment où le paiement est effectué, à moins qu'il ne soit déjà ainsi transmis aux termes d'une autre disposition du contrat. Ces matériaux, pièces, équipement, travaux en cours et travaux exécutés sont livrés au Ministre, selon ses directives, mais le Canada n'accepte et ne paie que pour ceux qui étaient nécessaires à l'exécution des travaux.
7. Lorsque, après l'envoi de l'avis visé au paragraphe 1, le Ministre estime qu'il n'y a pas de motif pour résilier le contrat selon le présent article, l'avis est réputé constituer un avis de résiliation au sens du paragraphe 33.1.

**9624 33 (2004-05-14) Résiliation au gré du Ministre**

1. Nonobstant toute autre disposition du contrat, le Ministre peut, à tout moment avant l'exécution des travaux, moyennant un avis à cet effet à l'entrepreneur (appelé au présent article, à l'occasion, un « avis de résiliation »), résilier le contrat en ce qui a trait à tout ou partie des travaux non exécutés. Une fois l'avis de résiliation donné, l'entrepreneur cesse d'exécuter les travaux (y compris la fabrication et l'obtention de matériaux pour l'exécution du contrat) selon les modalités précisées dans l'avis, mais il poursuit l'exécution des travaux qui ne sont pas touchés par l'avis de résiliation. Le Ministre peut toujours donner un ou plusieurs autres avis de résiliation relativement aux parties des travaux non visées par l'avis de résiliation précédent.
2. Lorsqu'un avis de résiliation est donné en application du paragraphe 1, l'entrepreneur a le droit d'être payé par le Canada, s'il ne l'a pas déjà été (y compris la portion de toute avance non liquidée), dans la limite des frais qu'il a raisonnablement et dûment engagés aux fins d'exécuter le contrat, pour ce qui suit :
  - a) compte tenu du prix contractuel, tous les travaux exécutés qui ont été inspectés et acceptés conformément au contrat, qu'ils aient été exécutés avant l'avis de résiliation ou après celui-ci conformément aux directives contenues dans l'avis de résiliation;
  - b) le coût, pour l'entrepreneur, majoré d'un profit juste et raisonnable, des travaux visés par l'avis de résiliation avant leur exécution, calculé conformément aux dispositions du contrat et des Principes des coûts contractuels 1031-2;
  - c) les dépenses en immobilisations effectivement engagées, et qui étaient expressément autorisées dans le contrat ou approuvées par écrit par le Ministre aux fins du contrat, déduction faite de l'amortissement déjà pris en considération pour déterminer le coût, dans la mesure où une quote-part des dépenses en immobilisations est attribuable à l'exécution du contrat;
  - d) les frais directement et accessoirement liés à la cessation de tout ou partie des travaux, y compris le coût d'annulation des obligations contractées par l'entrepreneur relativement aux travaux visés par la résiliation, les coûts directement et accessoirement engagés pour dresser l'inventaire des matériaux, composants, travaux en cours et travaux exécutés, non livrés, qui sont liés au contrat, à la date de la résiliation, et les frais engagés pour l'établissement des comptes et états requis à l'égard des travaux exécutés à la date effective de la résiliation et à l'égard des obligations contractées par l'entrepreneur relativement aux travaux visés par la résiliation, à l'exclusion du coût des indemnités de départ et des dommages-intérêts versés aux employés dont les services ne sont plus requis en raison de la résiliation, sauf les salaires que l'entrepreneur est légalement tenu de leur verser et les indemnités de départ et dommages-intérêts raisonnables versés aux employés embauchés pour exécuter le contrat et dont l'embauche est expressément requise par le contrat ou approuvée par écrit par le Ministre aux fins de l'exécution du contrat.
3. Aux fins de l'alinéa 2.c), « dépenses en immobilisations » comprend la conclusion de baux visant des immeubles et de l'équipement.
4. Le Ministre peut réduire le montant du paiement effectué à l'égard de certaines parties des travaux dans les limites où il ressort d'une inspection que les exigences du contrat ne sont pas respectées.



5. Nonobstant le paragraphe 2, les sommes auxquelles l'entrepreneur a droit aux termes des alinéas 2.a) à c) inclusivement, et les sommes versées ou dues à l'entrepreneur suivant d'autres dispositions du contrat, ne doivent pas dépasser, au total, le prix contractuel ou la partie de celui-ci qui correspond à la partie des travaux que vise la résiliation, non plus que la quote-part du prix proposé par l'entrepreneur pour la totalité des travaux pouvant raisonnablement être attribuée à la partie des travaux exécutés à la date d'entrée en vigueur de la résiliation.
6. Lorsqu'il s'approvisionne en matériaux et en pièces aux fins de l'exécution du contrat et qu'il sous-traite quelque partie des travaux, l'entrepreneur, sauf autorisation contraire du Ministre, passe des commandes et conclut des contrats de sous-traitance à des conditions qui lui permettent de les résilier à des conditions et selon les modalités similaires à celles prévues au présent article et, de manière générale, l'entrepreneur collabore avec le Ministre et fait tout ce qui est raisonnablement en son pouvoir pour minimiser les obligations financières du Canada en cas de résiliation selon le présent article.
7. Le droit de propriété sur les matériaux, pièces, équipement, travaux en cours et travaux exécutés à l'égard desquels un paiement est effectué à l'entrepreneur est, dès ce paiement, transmis au Canada, à moins qu'il ne soit déjà ainsi transmis par une autre disposition du contrat. Ces matériaux, pièces, équipement, travaux en cours et travaux exécutés sont livrés au Ministre, selon ses directives, mais le Canada n'accepte et ne paie que les matériaux, les pièces, l'équipement et les travaux en cours qui étaient requis pour l'exécution des travaux.
8. Sauf dans la mesure prévue au présent article, les mesures prises et les avis de résiliation donnés par le Ministre en vertu du présent article ne confèrent aucun recours à l'entrepreneur, ni directement ni indirectement, notamment en ce qui a trait à l'obtention de dommages-intérêts ou d'une indemnité sur le fondement, par exemple, d'un manque à gagner.

**9624 34 (2001-05-25) Comptes et vérification**

1. L'entrepreneur tient des comptes et des registres appropriés de ce que lui coûte les travaux ainsi que des dépenses qu'il engage et de ses engagements à l'égard de ceux-ci, et il conserve les factures, les récépissés et les pièces justificatives qui s'y rattachent. Il conserve ces comptes, registres, factures, récépissés et pièces justificatives six (6) ans après le dernier paiement effectué aux termes du contrat ou jusqu'au règlement des litiges ou réclamations en cours, selon la plus tardive des deux dates, à moins d'obtenir préalablement une autorisation écrite contraire du Ministre.
2. Pendant la période mentionnée au paragraphe 1, tous les comptes et registres de même que les factures, récépissés et pièces justificatives sont toujours mis à la disposition des représentants du Ministre, lesquels peuvent en tirer des copies ou des extraits, ou en faire la vérification, l'inspection et l'examen. L'entrepreneur met à disposition les installations nécessaires à l'occasion de telles vérifications et inspections et fournit les renseignements que les représentants du Ministre lui demandent à l'occasion relativement à ces comptes, registres, factures, récépissés et pièces justificatives.

**9624 35 (2001-05-25) Avis**

Tout avis est donné par écrit et est signifié personnellement ou par messenger, par courrier recommandé, par télécopieur ou par tout autre moyen électronique qui imprime l'avis, à l'adresse de la partie qui en est le destinataire, selon le contrat ou à la dernière adresse figurant à un avis conforme au présent article envoyé à l'expéditeur. L'avis prend effet le jour de sa réception à cette adresse.

**9624 36 (2001-05-25) Membres de la Chambre des communes**

Les membres de la Chambre des communes ne peuvent participer au contrat ni en tirer avantage.

**9624 37 (2005-12-16) Conflits d'intérêts**

L'entrepreneur convient qu'il s'agit d'une condition du contrat que toute personne qui ne se conforme pas aux dispositions du Code régissant la conduite des titulaires de charge publique en ce qui concerne les conflits d'intérêts et l'après-mandat, du Code de valeurs et d'éthique de la fonction publique, ou des Directives et ordonnances administratives de la Défense régissant les conflits d'intérêts et l'après-mandat, ne peut bénéficier directement du présent contrat.

**9624 38 (2001-05-25) Pots-de-vin**

L'entrepreneur déclare et atteste qu'aucun pot-de-vin, présent, bénéfice ou autre avantage n'a été ni ne sera consenti, promis ou offert, directement ou indirectement, à un représentant ou à un employé du Canada ni à un membre de sa famille, en vue d'exercer une influence sur la conclusion ou la gestion du contrat.

**9624 39 (2001-05-25) Prorogation**

Les obligations de l'entrepreneur concernant le secret, les déclarations et les garanties stipulées dans le contrat et les dispositions sur la garantie, les biens de l'État, la protection contre les réclamations de tiers, les redevances et les violations, les droits de propriété intellectuelle, les comptes et la vérification demeurent applicables malgré l'expiration du contrat ou sa résiliation pour manquement, au gré du Ministre ou en application du paragraphe 11.6 ou par consentement mutuel, tout comme les autres dispositions du contrat dont il est raisonnable de présumer, en raison de la nature des droits et des obligations qui y sont conférés, que les parties avaient l'intention de les proroger.

**9624 40 (2001-05-25) Dissociabilité**

Toute disposition du contrat qu'un tribunal compétent juge invalide, illégale ou non susceptible d'exécution est dissociée du contrat, et les autres dispositions du contrat demeurent en vigueur et applicables.

**9624 41 (2001-05-25) Successeurs et ayants-droits**

Le contrat s'applique au bénéfice des successeurs et ayants-droits autorisés du Canada et de l'entrepreneur, et il lie ces derniers.

**9624 42 (2001-05-25) Exhaustivité de la convention**

Le contrat fait état de la totalité de la seule entente intervenue entre les parties relativement à l'objet du contrat et remplace toute négociation, communication ou autre entente antérieure, écrite ou verbale, s'y rapportant, à moins qu'elle ne soit intégrée par renvoi au contrat. Seuls les engagements, conditions, déclarations et modalités qui figurent au contrat lient les parties.

**9624 43 (2001-05-25) Certification - Honoraires conditionnels**

1. L'entrepreneur atteste qu'il n'a pas versé ni convenu de verser, directement ou indirectement, et s'engage à ne pas verser, directement ni indirectement, des honoraires conditionnels en rapport à la négociation ou à l'obtention du présent contrat ou en rapport à toute demande ou démarche reliée au présent contrat, à aucune personne autre qu'un employé remplissant les fonctions habituelles liées à son poste.
2. Tous les comptes et dossiers concernant le versement d'honoraires ou de toute autre rémunération en rapport à l'obtention ou à la négociation du contrat ou en rapport à toute demande ou démarche reliée au contrat seront assujettis aux dispositions du contrat portant sur les comptes et la vérification.
3. Si l'entrepreneur fait une fausse déclaration aux termes de la présente section ou ne respecte pas les obligations précisées dans le présent document, le Ministre pourra soit résilier le contrat pour défaut d'exécution conformément aux dispositions pertinentes contenues dans le contrat, soit recouvrer, de l'entrepreneur, par une réduction du prix du contrat ou autrement, le montant total des honoraires conditionnels.
4. Les définitions suivantes s'appliquent au présent article :

« honoraires conditionnels » - Tout paiement, ou autre forme de rémunération, qui est subordonné au degré de succès ou calculé en fonction du degré de succès obtenu en rapport à l'obtention d'un marché gouvernemental, à la négociation d'une partie ou de la totalité des conditions de ce marché ou à toute demande ou démarche reliée au marché.

« employé(e) » - Toute personne avec qui l'entrepreneur a une relation d'employeur à employé;

« personne » - Comprend un particulier ou un groupe, une corporation, une société, une organisation et une association et, sans limiter la portée générale de ce qui précède, tout particulier qui est tenu de fournir au directeur une déclaration en vertu de l'article 5 de la *Loi sur l'enregistrement des lobbyistes*, L.R. 1985, ch. 44 (4<sup>e</sup> suppl.), et de toute modification qui pourrait lui être apportée de temps à autre.

**9624 44 (2001-05-25) Devis**

1. Lorsque le contrat prévoit que le devis fourni par l'entrepreneur est soumis à l'approbation du Ministre ou du responsable technique, cette approbation n'a pas pour effet de relever l'entrepreneur de son

obligation d'achever les travaux et de satisfaire à toutes les exigences du contrat. Le Ministre ne peut refuser son approbation sans motif raisonnable.

2. L'entrepreneur convient d'accepter l'interprétation que donne au devis le responsable de l'inspection ou l'autorité d'assurance de la qualité et d'être lié par cette interprétation dans la mesure où elle n'est pas incompatible avec une disposition du contrat.

**9624 45 (2006-08-15) Taxes**

1. Taxes municipales  
Les taxes municipales ne s'appliquent pas.
2. Taxes provinciales
  - a) Sauf pour les exceptions légiférées, les ministères et organismes fédéraux ne doivent pas payer la taxe de vente ad valorem imposée par la province dans laquelle les biens ou les services taxables sont livrés. Cette exonération a été accordée aux ministères et organismes fédéraux en vertu de l'une des autorisations suivantes :
    - (i) numéros de permis d'exonération de taxe de vente provinciale (TVP), pour les provinces suivantes :

|                       |              |
|-----------------------|--------------|
| Ile-du-Prince-Édouard | OP-10000-250 |
| Ontario               | 11708174G    |
| Manitoba              | 390-516-0    |
| Colombie-Britannique  | R005521      |
    - (ii) Pour le Québec, la Saskatchewan, le Territoire du Yukon, les Territoires du Nord-Ouest et le Nunavut, une certification d'exonération qui certifie que les biens ou services achetés ne sont pas assujettis aux taxes de vente et aux taxes à la consommation provinciales et territoriales parce qu'ils sont achetés par le gouvernement fédéral avec des fonds publics pour utilisation par le gouvernement fédéral.
  - b) Actuellement, il n'y a aucune TVP en Alberta, dans le Territoire du Yukon, dans les Territoires du Nord-Ouest et au Nunavut. Cependant, si la TVP était instaurée dans les Territoires du Nord-Ouest, au Nunavut ou dans le Territoire du Yukon, le numéro du certificat d'exonération de la taxe de vente devrait être inscrit sur la facture.
  - c) Les ministères fédéraux doivent payer la TVH dans les provinces participantes. Ces provinces sont Terre-Neuve et Labrador, la Nouvelle-Écosse et le Nouveau-Brunswick.
  - d) L'entrepreneur n'est pas dispensé de l'obligation de payer la TVP en vertu des numéros de permis d'exonération ci-dessus ou de la certification d'exonération. L'entrepreneur doit payer la TVP sur les biens ou les services taxables consommés ou utilisés dans le cadre de l'exécution du contrat (conformément à la législation provinciale appropriée), y compris les matériaux incorporés dans des biens immobiliers.

**3. Modifications aux taxes et droits**

En cas de modification apportée à une taxe imposée en vertu de la *Loi sur l'accise*, L.R.C. 1985, ch. E-14, ou de la *Loi sur la taxe d'accise*, L.R.C. 1985, ch. E-15, ou à tout droit imposé en vertu du Tarif des douanes ou à toute autre taxe fédérale ou provinciale de vente, d'accise ou autre droit, taxe, frais ou impôt après la date de la soumission et qui modifie le coût des travaux pour l'entrepreneur, le prix contractuel sera rectifié de façon à tenir compte de l'augmentation ou de la baisse du coût pour l'entrepreneur.

**4. Taxe sur les produits et services ou la taxe de vente harmonisée**

La taxe sur les produits et services (TPS) ou la taxe de vente harmonisée (TVH), dans la mesure où elle s'applique, est comprise dans le coût estimatif total indiqué à la page 1 du contrat. La TPS ou la TVH n'est pas comprise dans le prix contractuel, mais elle sera payée par le Canada conformément aux dispositions de la clause sur la présentation de factures ci-dessus. L'entrepreneur s'engage à verser à l'Agence du revenu du Canada toutes les sommes acquittées ou exigibles au titre de la TPS et de la TVH.

**9624 46 (2006-08-15) Présentation des factures**

Les factures doivent être soumises au nom de l'entrepreneur. Elles doivent contenir le nom et l'adresse du ministère client, les numéros d'articles ou de référence, les produits livrables ou la description des travaux, le numéro du contrat, le numéro de référence du client, le numéro d'entreprise - approvisionnement et le ou les codes financiers, le cas échéant. Le mode d'expédition avec la date, le numéro de cas et de pièce ou de référence, le nom des articles et leur quantité, l'unité de distribution, le prix unitaire et les frais supplémentaires seront indiqués dans les factures s'il y a lieu. Les tarifs de main d'oeuvre horaires fixes, le niveau d'effort et le montant facturé (excluant la taxe sur les produits et services {TPS} ou la taxe de vente harmonisée {TVH}) devront être indiqués dans les factures, le cas échéant.

La TPS, la TVH ou toutes autres taxes, dans la mesure où elles s'appliquent, seront précisées dans toutes les factures. Tous les biens ou les services détaxés, exonérés ou auxquels la TPS ou la TVH ne s'appliquent pas doivent être identifiés comme tel sur toutes les factures. L'entrepreneur doit soumettre des factures pour chaque livraison ou expédition; ces factures doivent s'appliquer à un seul contrat. Chaque facture doit indiquer si elle porte sur une livraison partielle ou finale.

**9624 47 (2006-08-15) Documentation d'envoi**

Pour l'expédition des biens, le connaissance de transport doit accompagner l'original de la facture, sauf s'il s'agit d'expéditions « payables sur livraison » (lorsque autorisé), auquel cas il doit accompagner la marchandise. En outre, un bordereau d'expédition doit accompagner chaque envoi et indiquer clairement le nom des articles, la quantité d'articles, les numéros de pièce ou de référence, la description des fournisseurs et les numéros de référence du contrat, incluant le numéro de référence du client (NRC) et le numéro d'entreprise - approvisionnement (NEA). Si les biens ont été inspectés à l'usine de l'entrepreneur, un certificat d'inspection signé doit être annexé au bordereau d'expédition normalement inclus dans l'enveloppe prévue à cette fin.

**9624 48 (2006-08-15) Condition du matériel**

Sauf disposition contraire du contrat, le matériel fourni doit être neuf et conforme à la plus récente version du dessin, de la spécification et (ou) du numéro de pièce pertinent, en vigueur à la date de clôture de la demande de soumissions.

**9624 49 (2006-08-15) Frais de transport**

Si, aux termes du présent contrat, les frais de transport sont payables par le Canada et que l'entrepreneur est chargé de prendre les dispositions nécessaires pour le transport, les envois doivent être effectués par le moyen de transport le plus direct et le plus économique, selon les méthodes normales d'expédition. Ces frais doivent figurer séparément sur la facture. La politique du gouvernement fédéral voulant qu'il assume ses propres risques exclut le paiement de frais d'assurances ou d'évaluation pour le transport au-delà du point de transfert du droit de propriété sur les biens au gouvernement fédéral (c'est-à-dire le point FAB ou Incoterms). Lorsque l'entrepreneur est en mesure d'accroître la responsabilité du transporteur sans frais supplémentaires, il doit avoir recours à cette responsabilité accrue pour l'envoi.

**9624 50 (2006-08-15) Biens expédiés au Canada**

Les biens expédiés au Canada en provenance d'un autre pays doivent, à moins d'indication contraire, être acheminés, en douane, au point de livraison.

## Travaux publics et Services gouvernementaux Canada

|    |                                             |
|----|---------------------------------------------|
| 01 | Interprétation                              |
| 02 | Pouvoirs du Ministre                        |
| 03 | Situation juridique de l'entrepreneur       |
| 04 | Modifications et renonciations              |
| 05 | Exécution des travaux                       |
| 06 | Respect du droit applicable                 |
| 07 | Sous-traitance                              |
| 08 | Remplacement des employés de l'entrepreneur |
| 09 | Cession                                     |
| 10 | Rigueur des délais                          |
| 11 | Retard justifiable                          |
| 12 | Sécurité et protection des travaux          |
| 13 | Paiement                                    |
| 14 | Intérêt sur les comptes en souffrance       |
| 15 | Modification des taxes et des droits        |
| 16 | Inspection des travaux                      |
| 17 | Droit de propriété                          |
| 18 | Biens de l'État                             |
| 19 | Protection contre les réclamations de tiers |
| 20 | Redevances et violations                    |
| 21 | Droits d'auteur                             |
| 22 | Suspension des travaux                      |
| 23 | Manquement de la part de l'entrepreneur     |
| 24 | Résiliation au gré du Ministre              |
| 25 | Comptes et vérification                     |
| 26 | Avis                                        |
| 27 | Membres de la Chambre des communes          |
| 28 | Conflits d'intérêts                         |
| 29 | Pots-de-vin                                 |
| 30 | Prorogation                                 |
| 31 | Dissociabilité                              |
| 32 | Successeurs et ayants-droits                |
| 33 | Exhaustivité de la convention               |
| 34 | Certification - Honoraires conditionnels    |
| 35 | Taxes                                       |
| 36 | Présentation des factures                   |

## 9676 01 (2004-05-14) Interprétation

1. À moins que le contexte n'indique un sens différent, les définitions qui suivent s'appliquent au présent contrat;

« autorité contractante » : le représentant du Ministre quant à la gestion du contrat désigné comme tel dans le contrat, ou dans un avis à l'entrepreneur;

« biens de l'État » : les matériaux, pièces, composants, devis, équipement, logiciels, articles et objets fournis à l'entrepreneur par ou pour le Canada, aux fins de l'exécution du contrat et tout ce que l'entrepreneur acquiert, d'une manière ou d'une autre, relativement aux travaux, dont le coût est acquitté par le Canada en vertu du contrat, y compris les fournitures de l'État au sens de la *Loi sur la production de défense*, L.R.C. 1985, ch. D-1 ainsi que le matériel fourni par le gouvernement;

« Canada » « Couronne », « Sa Majesté » ou « l'État » : sa Majesté la Reine du chef du Canada;

« contrat » : la convention écrite liant les parties, les présentes conditions générales, les conditions générales supplémentaires stipulées dans la convention écrite et tout autre texte que l'un ou l'autre de ces documents intègre au contrat par renvoi, compte tenu des modifications apportées avec l'accord des parties;

« contrat de sous-traitance » : comprend le contrat cédé par un sous-traitant, à tout échelon de la sous-traitance, pour l'exécution d'une partie des travaux, les termes et expressions dérivés étant interprétés en conséquence;

« coût » : le coût établi conformément aux Principes des coûts contractuels 1031-2, en vigueur à la date de l'invitation à soumissionner;

« devis » : la description fonctionnelle ou technique des travaux indiquée ou mentionnée au contrat, y compris les dessins, les échantillons et les modèles ainsi que, sauf incompatibilité avec tout élément ou mention du contrat, la description indiquée ou mentionnée dans une brochure, un document relatif au produit ou tout autre document fourni par l'entrepreneur relativement à tout ou partie des travaux;

« droits moraux » : s'entend au sens de cette expression employée dans la *Loi sur le droit d'auteur*, L.R.C. (1985), ch. C-42;

« l'entrepreneur » : la personne physique ou morale dont le nom figure à la page de signature de la convention écrite et qui est chargée de fournir au Canada des biens ou des services stipulés au contrat;

« Ministre » : le ministre des Travaux publics et des Services gouvernementaux et tout mandataire dûment autorisé;

« partie » : le Canada ou l'entrepreneur, ou encore, tout autre signataire du contrat; « parties » l'ensemble de ceux-ci;

« prix contractuel » : la somme payable à l'entrepreneur en vertu du contrat, pour l'exécution des travaux;

« responsable technique » : la personne désignée comme tel dans le contrat ou dans un avis à l'entrepreneur et agissant en tant que représentant du Ministre responsable du ministère ou de l'organisme pour lequel les travaux sont exécutés, en ce qui concerne les questions liées aux aspects techniques des travaux, comprend le chargé de projet;

« responsable de l'inspection » : la personne désignée comme tel dans le contrat ou dans un avis à l'entrepreneur et agissant en tant que représentant du Ministre responsable du ministère ou de l'organisme pour lequel les travaux sont exécutés, en ce qui concerne les questions liées à l'inspection des travaux et aux fins de l'article 16, comprend le responsable de l'assurance de la qualité si le contrat en fait mention;

« travaux » : les activités, services, matériaux, équipements, logiciels, articles et objets que l'entrepreneur doit livrer ou fournir conformément aux modalités du contrat.

2. Les intitulés apparaissant dans les présentes conditions générales n'y figurent qu'à titre de repère ou d'information et n'ont pas d'incidence sur leur interprétation.
3. Si le contrat est un contrat de défense au sens de la *Loi sur la production de défense*, L.R.C. 1985, ch. D-1, il est régi par cette Loi.
4. Aux fins du contrat, le singulier comprend le pluriel, le pluriel comprend le singulier, et le masculin comprend le féminin.

#### **9676 02 (1994-01-04) Pouvoirs du Ministre**

Les droits, recours et pouvoirs, y compris le pouvoir discrétionnaire, conférés au Canada ou au Ministre par le contrat ou par la loi sont cumulatifs et non mutuellement exclusifs.

#### **9676 03 (2004-05-14) Situation juridique de l'entrepreneur**

1. L'entrepreneur est retenu à titre d'entrepreneur indépendant à la seule fin d'exécuter les travaux. Ni l'entrepreneur ni ses employés ne constituent des employés, des préposés ou des mandataires du Canada. L'entrepreneur est tenu d'effectuer toutes les déductions et tous les versements exigés par la loi relativement à ses employés, notamment aux fins des régimes de pension du Canada ou du Québec, de l'assurance-chômage, de l'indemnisation des accidents du travail et de l'impôt sur le revenu.
2. Sans apporter de limitations aux clauses et conditions du contrat, et plus particulièrement à l'article 19 des présentes conditions générales, il est entendu et convenu que, sauf si imputables au Canada, ce dernier ne sera pas tenu responsable de pertes, de réclamations, de dommages ou de dépenses se rapportant à des blessures, à des affections, à des maladies, à des incapacités ou à la mort de l'entrepreneur, d'un employé, agent ou représentant de l'entrepreneur, causées effectivement ou prétendument par suite de l'exécution du contrat. L'entrepreneur convient de protéger et de tenir à

couvert le Canada à tous égards et de ne pas faire de réclamations ni d'intenter d'action contre ce dernier par rapport aux éventualités précitées.

**9676 04 (1994-01-04) Modifications et renoncations**

1. Les modifications apportées à la conception, aux travaux ou au contrat ne lient les parties que si elles sont intégrées au contrat au moyen d'un document écrit à cet effet ou d'une modification technique portant la signature des représentants autorisés du Ministre et de l'entrepreneur.
2. Bien que l'entrepreneur puisse discuter avec le responsable technique de modifications éventuelles à l'étendue des travaux, le Canada n'en supporte le coût que lorsqu'elles sont intégrées au contrat conformément au paragraphe 1.
3. Une renonciation n'est valable, ne lie les parties et ne modifie leurs droits que lorsqu'elle est faite par écrit par l'autorité contractante, dans le cas d'une renonciation du Canada et par le représentant autorisé de l'entrepreneur, dans le cas d'une renonciation de l'entrepreneur.
4. Le fait qu'une partie renonce à exercer les recours que lui confère l'inexécution de l'une ou l'autre des conditions du contrat ne l'empêche pas d'obtenir la sanction de celle-ci à l'occasion d'une inexécution subséquente, et n'est pas réputé constituer une renonciation à l'exercice du recours que confère toute inexécution subséquente.

**9676 05 (2001-05-25) Exécution des travaux**

1. L'entrepreneur déclare et atteste ce qui suit :
  - a) il est qualifié pour exécuter les travaux;
  - b) il a les qualités requises, incluant la connaissance, l'habileté et l'expérience, pour exécuter les travaux, et l'aptitude à les utiliser efficacement à cette fin.
2. L'entrepreneur fournit tout ce qui est nécessaire à l'exécution des travaux, y compris les ressources, les installations, la main-d'oeuvre et la surveillance, la gestion, les services, l'équipement, les matériaux, les dessins, les données et l'aide techniques, les services d'ingénierie, les procédures d'inspection et d'assurance de la qualité et la planification requise pour l'exécution des travaux, sauf les biens de l'État prévus au contrat.
3. L'entrepreneur :
  - a) exécute les travaux de manière diligente et efficace;
  - b) sélectionne et engage un nombre suffisant de personnel dûment qualifiés pour l'exécution des travaux, applique des procédures efficaces et efficaces de contrôle de la qualité et d'inspection des travaux et fournit notamment à ses employés les services administratifs nécessaires à l'exécution satisfaisante des travaux;
  - c) exécute les travaux conformément aux normes de qualité jugées acceptables par le Ministre et en pleine conformité avec les devis et les exigences du contrat;
  - d) surveille la réalisation des travaux de façon efficiente et efficace en vue de s'assurer que la qualité de leur exécution est conforme à celle énoncée dans le contrat.
4. L'exécution des travaux n'est pas confiée à des personnes qui, de l'avis du Ministre ou du responsable technique, sont incompetentes ou ne sont pas conduites convenablement.
5. L'entrepreneur garantit que tous les services rendus en vertu de ce contrat sont, au moment de l'acceptation, libres de vices d'exécution et qu'ils satisfont aux exigences du présent contrat. Si l'entrepreneur doit modifier ou remplacer les travaux ou une partie de ceux-ci, il le fait à ses frais; les travaux modifiés ou remplacés par l'entrepreneur conformément au présent paragraphe sont assujettis à toutes les dispositions du présent contrat dans la même mesure que les travaux initialement exécutés.
6. L'entrepreneur se conforme à l'interprétation raisonnables des exigences du contrat qu'en donne le responsable technique en autant qu'elle soit compatible avec les autres parties du contrat.

7. L'entrepreneur ne suspend pas l'exécution de tout ou partie des travaux en attente du règlement d'un litige qui découle du contrat et qui oppose les parties, sauf lorsque le Ministre ordonne la suspension de tout ou partie des travaux en vertu de l'article 22.
8. L'entrepreneur remet les rapports sur l'exécution des travaux mentionnés au contrat ainsi que tout autre rapport qu'exige raisonnablement le Ministre ou le responsable technique.
9. L'entrepreneur est entièrement responsable de l'exécution des travaux, et le Canada ne peut être tenu responsable des effets négatifs ou des coûts supplémentaires découlant du fait que l'entrepreneur a suivi ses conseils, que ceux-ci aient été sollicités ou non par l'entrepreneur, à moins que les conseils n'aient été fournis à l'entrepreneur par écrit par l'autorité contractante et n'aient été accompagnés d'une déclaration dégageant expressément l'entrepreneur de toute responsabilité quant aux effets négatifs ou aux coûts supplémentaires pouvant découler de ces conseils.

**9676 06 (1994-01-04) Respect du droit applicable**

L'entrepreneur se conforme aux dispositions législatives applicables à l'exécution de tout ou partie des travaux, y compris, mais sans s'y restreindre, ce qui a trait aux conditions sanitaires et de travail et à la protection de l'environnement, et il exige de tous ses sous-traitants qu'ils s'y conforment également. Sur demande raisonnable de l'autorité contractante, l'entrepreneur fournit une preuve de conformité aux dispositions législatives applicables.

**9676 07 (1994-01-04) Sous-traitance**

1. Sauf disposition contraire du contrat, l'entrepreneur obtient au préalable le consentement écrit du Ministre avant de sous-traiter ou de permettre la sous-traitance de tout ou partie des travaux, à tout échelon de la sous-traitance.
2. Par dérogation au paragraphe 1, l'entrepreneur peut, sans consentement du Ministre, sous-traiter telles parties des travaux qu'il est habituel de sous-traiter dans l'exécution de contrats analogues.
3. Lorsqu'il conclut un contrat de sous-traitance, l'entrepreneur fait en sorte, à moins que le Ministre ne donne un consentement écrit à l'effet contraire, que le sous-traitant soit lié par des conditions qui sont compatibles avec celles du contrat et qui, de l'avis du Ministre, ne sont pas moins avantageuses pour le Canada que celles du contrat. Le risque associé à tout écart par rapport aux conditions du contrat, notamment en ce qui concerne le droit de résilier le contrat, est supporté entièrement par l'entrepreneur.
4. L'entrepreneur n'est pas tenu d'obtenir le consentement du Ministre à l'égard des contrats de sous-traitance expressément autorisés dans le contrat.
5. Le consentement donné à la conclusion d'un contrat de sous-traitance ne libère pas l'entrepreneur de ses obligations aux termes du contrat et n'a pas pour effet d'engager la responsabilité du Canada ou du Ministre envers un sous-traitant.

**9676 08 (1994-01-04) Remplacement des employés de l'entrepreneur**

1. Lorsque le contrat précise l'identité des personnes qui doivent exécuter les travaux, l'entrepreneur est tenu de fournir les services de ces personnes, sauf s'il n'est pas en mesure de le faire pour des motifs indépendants de sa volonté.
2. S'il n'est pas en mesure de fournir les services de toute personne identifiée au contrat, l'entrepreneur est tenu de fournir les services d'un remplaçant qui possède sensiblement les mêmes compétences et connaissances.
3. Avant de remplacer toute personne identifiée au contrat, l'entrepreneur avise par écrit le Ministre :
  - a) du motif du remplacement de la personne identifiée au contrat;
  - b) du nom du remplaçant proposé ainsi que de ses qualités et de son expérience;
  - c) de la preuve que cette personne possède l'autorisation de sécurité exigée et accordée par le Canada, le cas échéant.
4. L'entrepreneur ne permet jamais l'exécution des travaux par des remplaçants non autorisés; l'acceptation d'un remplaçant par le responsable technique ou l'autorité contractante ne relève pas l'entrepreneur de l'obligation de satisfaire aux exigences du contrat.



5. Le Ministre peut ordonner qu'un remplaçant cesse d'exécuter les travaux, et l'entrepreneur est alors tenu de se conformer sans délai à cet ordre et de retenir les services d'un autre remplaçant conformément au paragraphe 2 et aux alinéas 3.b) et c).
6. Le fait que le Ministre n'ordonne pas qu'un remplaçant cesse d'exécuter les travaux n'a pas pour effet de relever l'entrepreneur de son obligation de satisfaire aux exigences du contrat.

**9676 09 (1994-01-04) Cession**

1. L'entrepreneur ne peut céder tout ou partie du contrat sans avoir préalablement obtenu le consentement écrit du Ministre, et toute prétendue cession effectuée sans avoir obtenu ce consentement est nulle et sans effet.
2. La cession du contrat ne relève pas l'entrepreneur de ses obligations aux termes du contrat ni ne confère d'obligations au Canada ou au Ministre, sauf consentement écrit à l'effet contraire du Ministre.

**9676 10 (1994-01-04) Rigueur des délais**

Les délais impartis dans le contrat sont de rigueur.

**9676 11 (1994-01-04) Retard justifiable**

1. Constitue un retard justifiable, sous réserve des paragraphes 2, 3 et 4 et à la condition que l'entrepreneur invoque le présent article au moyen d'un avis conforme au paragraphe 4, le retard de l'entrepreneur à s'acquitter de l'une ou l'autre des obligations que lui confère le contrat causé par un événement :
  - a) hors du contrôle raisonnable de l'entrepreneur,
  - b) ne pouvant raisonnablement être prévu,
  - c) ne pouvant raisonnablement être empêché par des moyens que pouvait raisonnablement utiliser l'entrepreneur, et
  - d) survenu en l'absence de toute faute ou négligence de la part de l'entrepreneur.
2. Le retard de l'entrepreneur à s'acquitter de l'une ou l'autre de ses obligations en vertu du contrat, qui est imputable au retard d'un sous-traitant, peut constituer un retard justifiable à l'égard de l'entrepreneur, mais uniquement lorsque le retard du sous-traitant rencontre les critères du présent article à l'égard du retard justifiable de l'entrepreneur et dans la mesure où l'entrepreneur n'a pas contribué au retard du sous-traitant.
3. Nonobstant les dispositions du paragraphe 1, tout délai causé par le manque de ressources financières de l'entrepreneur ou par un motif de résiliation prévu au paragraphe 2 de l'article 23, ou tout délai de l'entrepreneur de s'acquitter d'une obligation de fournir un cautionnement, une garantie, une lettre de crédit, ou toute autre garantie reliée à l'exécution du contrat ou au paiement de sommes d'argent, ne constitue pas un retard justifiable.
4. Un retard justifiable ne peut être invoqué par l'entrepreneur que :
  - a) s'il a fait de son mieux pour minimiser le retard et rattraper le temps perdu;
  - b) s'il informe le Ministre de la survenance du retard ou de son éventualité dès qu'il en est mis au courant;
  - c) si, dans les quinze (15) jours ouvrables qui suivent le moment où il est mis au courant de la survenance du retard ou de son éventualité, il informe le Ministre de tous les faits et circonstances en cause et il soumet à l'approbation du Ministre (celle-ci ne peut être refusée sans motif raisonnable) un plan de redressement intelligible donnant le détail des étapes qu'il se propose de suivre afin de minimiser les conséquences de l'événement qui a causé le retard; le plan prévoit d'autres sources de matériaux et de main-d'oeuvre lorsque l'événement à l'origine du retard met en cause la fourniture de ceux-ci;
  - d) s'il met en oeuvre le plan de redressement approuvé par le Ministre.

5. Toute date, notamment celle de la livraison, qui est directement touchée par un retard justifiable est reportée d'une durée raisonnable n'excédant pas celle du retard justifiable. Les parties modifient le contrat en bonne et due forme pour tenir compte des échéances ainsi reportées.
6. Par dérogation au paragraphe 5, dès l'expiration d'une période de trente (30) jours de retard justifiable, le Ministre peut en tout temps et à son gré, résilier le contrat, auquel cas les parties conviennent de renoncer à toute réclamation pour dommages-intérêts, coûts, profits anticipés ou autres pertes découlant de la résiliation ou de l'événement ayant donné lieu au retard justifiable; dans ce cas l'entrepreneur s'engage à rembourser immédiatement au Canada la portion de toute avance non liquidée à la date de la résiliation. Les paragraphes 4, 5 et 6 de l'article 23 s'appliquent en cas de résiliation aux termes du présent paragraphe.
7. Le Canada n'est pas responsable des frais, quels qu'ils soient, engagés par l'entrepreneur ou l'un de ses sous-traitants ou mandataires par suite d'un retard justifiable, sauf lorsque celui-ci est imputable à l'omission du Canada de s'acquitter d'une de ses obligations aux termes du contrat.

**9676 12 (2001-05-25) Sécurité et protection des travaux**

1. L'entrepreneur garde secrets les renseignements fournis par ou pour le Canada relativement aux travaux, y compris les renseignements confidentiels ou les renseignements protégés par des droits de propriété intellectuelle dont sont titulaires des tiers, ainsi que ceux qu'il conçoit, génère ou produit à l'occasion de l'exécution des travaux lorsque le droit d'auteur ou tout autre droit de propriété intellectuelle sur ceux-ci (sauf une licence) est dévolu au Canada en vertu du contrat. L'entrepreneur ne les communique à un tiers qu'avec l'autorisation écrite du Ministre. L'entrepreneur peut cependant communiquer à un sous-traitant autorisé conformément à l'article 07 les renseignements nécessaires à l'exécution du contrat de sous-traitance, à la condition que le sous-traitant s'engage à ne les utiliser qu'aux seules fins du contrat de sous-traitance. Les renseignements fournis à l'entrepreneur par ou pour le Canada ne doivent être utilisés qu'aux seules fins du contrat et ces renseignements demeurent la propriété du Canada ou du tiers, selon le cas. Sauf disposition contraire expresse dans le présent contrat, l'entrepreneur remet, à l'achèvement des travaux prévus au contrat ou à la résiliation du présent contrat ou à tout autre moment antérieur à la demande du Ministre, tous ces renseignements ainsi que toute copie, ébauche, document de travail et note dans lesquels figurent ces renseignements.
2. Sous réserve de la *Loi sur l'accès à l'information*, L.R.C. (1985), ch. A-1, et sous réserve des droits du Canada selon le contrat de communiquer ou de divulguer, le Canada ne pourra communiquer ou divulguer en dehors du gouvernement du Canada aucune information livrée au Canada en vertu du contrat et dont sont titulaires l'entrepreneur ou un sous-traitant.
3. Les obligations des parties prévues au présent article ne s'étendent pas aux renseignements suivants :
  - a) ceux mis à la disposition du public par une autre source que l'autre partie;
  - b) ceux communiqués à une partie par une autre source que l'autre partie, sauf lorsque la partie sait que la source s'est engagée envers l'autre partie à ne pas les communiquer;
  - c) ceux produits par une partie sans utiliser les renseignements de l'autre partie.
4. Si c'est matériellement possible, l'entrepreneur indique ou marque les renseignements protégés par des droits de propriété intellectuelle qui ont été communiqués au Canada en vertu du contrat comme étant la «propriété de (nom de l'entrepreneur), utilisations permises au gouvernement au sens du contrat n° (inscrire le numéro du contrat du ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux [MTPSG])». Le Canada n'est pas responsable de l'utilisation ou de la divulgation non autorisée des renseignements qui auraient pu être ainsi indiqués ou marqués mais qui ne l'ont pas été.
5. Lorsque le contrat, les travaux ou un renseignement mentionné au paragraphe 1 font l'objet de la mention TRÈS SECRET, SECRET, CONFIDENTIEL, ou PROTÉGÉ établie par le Canada, l'entrepreneur prend les mesures qui sont raisonnablement nécessaires pour les sauvegarder, notamment celles que prévoient le Manuel de la sécurité industrielle du MTPSG et ses suppléments ainsi que les autres directives du Ministre.
6. Sans restreindre la généralité des paragraphes 1 et 2, lorsque le contrat, les travaux ou un renseignement visé au paragraphe 1 font l'objet de la mention TRÈS SECRET, SECRET, CONFIDENTIEL, ou PROTÉGÉ établie par le Canada, le Ministre peut à des fins de sécurité, inspecter les locaux de l'entrepreneur ou d'un sous-traitant à tout échelon de la sous-traitance. Cette

inspection peut être faite à tout moment pendant la durée du contrat et l'entrepreneur est tenu de se conformer et de faire en sorte que tout sous-traitant se conforme aux directives écrites du Ministre relativement à tout ce qui fait l'objet d'une telle mention, notamment en exigeant que ses employés ou ceux d'un sous-traitant signent une déclaration concernant les vérifications de fiabilité, les autorisations sécuritaires et autres mesures.

7. Après la date d'entrée en vigueur du contrat, toute modification proposée quant aux exigences de sécurité qui aurait pour effet d'accroître substantiellement le coût supporté par l'entrepreneur requiert la modification du contrat conformément à l'article 04.

**9676 13 (1994-01-04) Paiement**

1. Par dérogation à toute autre disposition du contrat, le paiement à l'entrepreneur n'est versé que lorsque les conditions suivantes sont remplies :
  - a) une facture, des notes d'inspection, des attestations et tout autre document exigé par le contrat ont été remis conformément aux dispositions du contrat et aux directives du Ministre;
  - b) tous ces documents ont été vérifiés par le Ministre;
  - c) en ce qui concerne toute partie des travaux pour laquelle le paiement est exigé, l'entrepreneur a établi à la demande et selon les exigences du Ministre qu'elle était libre et quitte de tout privilège, créance, saisie, sûreté ou charge;
  - d) en ce qui concerne le paiement de travaux achevés, ceux-ci ont été inspectés par le Canada et jugés conformes aux dispositions du contrat, incluant les devis.
2. Dans les quinze (15) jours suivant la réception d'une facture, le Ministre donne à l'entrepreneur un avis concernant toute lacune relevée dans la facture ou insuffisance de pièces qui l'accompagnent et, le cas échéant, le paiement du montant exigé dans la facture est différé jusqu'à ce que l'entrepreneur corrige la lacune selon les exigences du Ministre.
3. Lorsque survient un retard visé à l'article 11, le Ministre peut, à son gré, retenir la totalité ou une partie de la somme due à l'entrepreneur jusqu'à ce qu'un plan de redressement auquel il a donné son approbation ait été mis en oeuvre conformément à cet article. L'article 14 ne s'applique pas aux sommes retenues en vertu du présent paragraphe.

**9676 14 (2000-12-01) Intérêt sur les comptes en souffrance**

1. Les définitions suivantes s'appliquent au présent article :

« date de paiement » : la date que porte le titre négociable tiré par le Receveur général du Canada et remis aux fins de payer une somme exigible;

« en souffrance » : s'entend de la somme qui demeure impayée le lendemain du jour où elle est devenue exigible;

« exigible » : s'entend de la somme due par le Canada et exigible par l'entrepreneur aux termes du contrat;

« taux moyen » : la moyenne arithmétique simple du taux d'escompte en vigueur chaque jour, à 16 h, heure normale de l'est, pour le mois de calendrier immédiatement antérieur à la date de paiement, et « taux d'escompte » s'entend du taux d'intérêt fixé de temps en temps par la Banque du Canada qui représente le taux minimum auquel elle consent des avances à court terme aux membres de l'Association canadienne des paiements.
2. Sous réserve du contrat, le Canada verse à l'entrepreneur des intérêts simples, au taux moyen majoré de 3 p. 100 par année, sur toute somme en souffrance, à partir du premier jour où la somme est en souffrance jusqu'au jour qui précède la date de paiement. L'intérêt est payable sans avis de l'entrepreneur.
3. Le Canada ne verse pas d'intérêts en vertu du présent article lorsqu'il n'est pas responsable du retard à payer l'entrepreneur.
4. Le Canada ne verse pas d'intérêts sur les paiements anticipés qui sont en souffrance.

**9676 15 (1994-01-04) Modification des taxes et des droits**

1. Aux fins du présent article, «soumission» comprend une proposition, une soumission ou une offre présentée par l'entrepreneur en réponse à une demande du Ministre.
2. Sous réserve du paragraphe 3, advenant, sur ou après présentation de la soumission, une modification (y compris l'imposition ou la suppression) d'une taxe, d'un droit, notamment de douane, et de frais similaires perçus en vertu des lois sur la taxe de vente ou d'accise du Gouvernement du Canada, ayant une incidence sur le coût des travaux supporté par l'entrepreneur, le prix contractuel est rajusté pour tenir compte de l'augmentation ou de la diminution de ce coût.
3. Le prix contractuel ne sera pas rajusté à la hausse en vertu du paragraphe 2 si un avis public de la modification a été donné avant la présentation de la soumission avec suffisamment de détails pour calculer l'incidence de la modification sur le coût des travaux supporté par l'entrepreneur.
4. L'entrepreneur fait parvenir au Ministre une attestation faisant état de l'augmentation ou de la diminution du coût des travaux découlant directement de la modification d'une taxe, d'un droit ou d'un autre frais perçu. Le Ministre peut, au moyen d'une vérification, s'assurer de l'exactitude de l'augmentation ou de la diminution du coût avant ou après le rajustement du prix contractuel.
5. Par dérogation aux paragraphes 2 à 4, aucun rajustement du prix contractuel pour tout ou partie des travaux n'intervient par suite d'une modification visée au présent article qui se produit après la date de livraison stipulée au contrat à l'égard de ces travaux.

**9676 16 (1994-01-04) Inspection des travaux**

Avant leur acceptation par le Canada, les travaux et chacune des parties de ceux-ci sont sujets à l'inspection que le responsable technique ou le responsable de l'inspection juge opportune, conformément aux dispositions applicables du contrat, s'il en est. L'autorité contractante et le responsable technique ou le responsable de l'inspection ou leurs représentants ont toujours accès aux travaux pendant les heures ouvrables, là où quelque partie de ceux-ci est exécutée; ils peuvent procéder aux vérifications et aux essais relatifs aux travaux qu'ils jugent à propos. Advenant que tout ou partie des travaux ne soient pas conformes aux exigences du contrat, le responsable technique ou le responsable de l'inspection peut refuser les travaux en indiquant ses motifs à l'entrepreneur et exiger leur modification ou leur remplacement aux frais de ce dernier. Le fait que le responsable technique ou le responsable de l'inspection ait procédé à l'inspection ne relève pas l'entrepreneur de l'obligation de se conformer aux exigences du contrat.

**9676 17 (1994-01-04) Droit de propriété**

1. Sauf disposition contraire du contrat et sous réserve du paragraphe 2, le droit de propriété sur tout ou partie des travaux est transmis au Canada dès leur livraison et leur acceptation par ou pour le compte du Canada.
2. Lorsqu'un paiement est effectué à l'entrepreneur à l'égard de la totalité ou d'une partie des travaux, notamment au moyen d'acomptes ou d'avances à justifier, le droit de propriété afférent aux travaux ainsi payés est transmis au Canada, à moins qu'il ne soit déjà ainsi transmis aux termes d'une autre disposition du contrat.
3. Malgré toute transmission du droit de propriété mentionnée au présent article et sous réserve des dispositions contraires du contrat, le risque de perte ou d'endommagement de tout ou partie des travaux incombe à l'entrepreneur jusqu'à la livraison au Canada en accord avec le contrat.
4. L'attribution d'un droit de propriété visée au paragraphe 2 ne constitue pas une acceptation par le Canada des travaux ni ne dégage l'entrepreneur de son obligation d'exécuter les travaux conformément au contrat.
5. Lorsque le contrat est un contrat de défense au sens de la *Loi sur la production de défense*, L.R.C. 1985, ch. D-1, le droit de propriété sur les travaux ou sur des matériaux, pièces, travaux en cours ou travaux achevés est transmis au Canada libre et quitte de tout privilège, réclamation, charge ou servitude, et le Ministre peut à tout moment le transférer ou l'aliéner, notamment par vente, en totalité ou en partie, conformément à l'article 20 de cette loi.

**9676 18 (2004-12-10) Biens de l'État**

1. Sauf disposition contraire du contrat, l'entrepreneur utilise les biens de l'État aux seules fins de l'exécution du contrat et ils demeurent la propriété du Canada. Il en tient également un registre comptable adéquat et, si possible, il y appose une marque indiquant qu'il s'agit de biens appartenant au Canada.

2. L'entrepreneur assure, de manière raisonnable et adéquate, la protection des biens de l'État qui se trouvent dans ses locaux ou à proximité de ceux-ci, ou dont il a la possession ou le contrôle. S'il ne s'acquitte pas de cette obligation, il est responsable de toute perte ou de tout dommage qui en résulte, sauf si ceux-ci sont causés par l'usure normale.
3. Les biens de l'État qui ne sont pas intégrés aux travaux sont retournés au Canada sur demande, sauf disposition expresse à l'effet contraire du contrat.
4. Dès lors que le contrat est exécuté et sur demande de l'autorité contractante, l'entrepreneur fournit tant à celle-ci qu'au responsable technique l'inventaire des biens de l'État se rapportant au contrat.

**9676 19 (1994-01-04) Protection contre les réclamations de tiers**

1. L'entrepreneur indemnise le Canada et le Ministre, ainsi que leurs préposés et mandataires, et les dégage de toute responsabilité, à l'égard de tous dommages-intérêts ou frais subis par eux collectivement ou individuellement, et de toute action, réclamation, poursuite ou autre procédure dirigée contre eux collectivement ou individuellement, à tout moment, en raison :
  - a) de préjudice corporel (incluant le préjudice entraînant le décès) ou de la perte ou l'endommagement du bien d'autrui qui peuvent résulter, ou dont on allègue qu'ils résultent de l'exécution des travaux ou d'une partie de ceux-ci, étant entendu que le Canada et le Ministre ne peuvent se prévaloir de la protection du présent article lorsque le préjudice, la perte ou l'endommagement est causé par le Canada;
  - b) de tout privilège, saisie, sûreté ou autre charge ou créance visant des matériaux, des pièces, des travaux en cours ou des travaux achevés fournis au Canada ou à l'égard desquels celui-ci a effectué un paiement.
2. Le Ministre informe l'entrepreneur de toute réclamation, action, poursuite ou procédure visée au paragraphe 1 et, lorsque le procureur général du Canada lui en fait la demande, l'entrepreneur, à ses frais, prend part à la contestation de la réclamation, de l'action, de la poursuite ou de la procédure et aux négociations visant à les régler, ou dirige cette contestation ou ces négociations, mais il n'indemnise le Canada du paiement effectué dans le cadre d'un règlement que s'il a consenti à celui-ci.

**9676 20 (1994-01-04) Redevances et violations**

1. Aux fins du présent article, « redevances » comprend les éléments suivants :
  - a) les droits de licence et autres versements apparentés aux redevances, ainsi que les actions en dommages-intérêts, liés à l'utilisation ou à la violation d'un brevet, d'un dessin industriel déposé, d'une marque de commerce, d'une oeuvre protégée par le droit d'auteur, d'un secret industriel ou d'un autre droit de propriété intellectuelle;
  - b) les frais engagés en raison de l'exercice, par quiconque, de droits moraux.
2. Sous réserve du paragraphe 4, l'entrepreneur indemnise le Canada et le Ministre, ainsi que leurs préposés et mandataires, et les dégage de toute responsabilité, à l'égard de toute action, réclamation, poursuite ou autre procédure en vue du paiement de redevances, fondée ou dont on allègue qu'elle est fondée sur l'exécution du contrat ou sur l'utilisation ou l'aliénation, par le Canada, de toute chose fournie par l'entrepreneur aux termes du contrat.
3. Le Canada indemnise l'entrepreneur ainsi que ses préposés et mandataires, et les dégage de toute responsabilité, à l'égard de toute réclamation, action, poursuite ou autre procédure visant le paiement de redevances, dont l'entrepreneur a informé sans délai le Ministre et qui résulte, ou dont on allègue qu'elle résulte, de l'utilisation, par l'entrepreneur, dans l'exécution du contrat, de matériel ou d'un devis et d'autres renseignements, qu'il n'a pas conçus et qui lui ont été fournis par le Canada ou pour le compte de ce dernier. Le Canada n'indemnise ni ne dégage l'entrepreneur de toute responsabilité à l'égard du paiement effectué dans le cadre d'un règlement que s'il a consenti à celui-ci.
4. Le Ministre informe l'entrepreneur de toute réclamation, action, poursuite ou procédure visée au paragraphe 2 et, lorsque le procureur général du Canada lui en fait la demande, l'entrepreneur, à ses frais, prend part à la contestation de la réclamation, de l'action, de la poursuite ou de la procédure et aux négociations visant à les régler, ou dirige cette contestation ou ces négociations, mais il n'est tenu d'indemniser ni de dégage le Canada de toute responsabilité à l'égard du paiement effectué dans le cadre d'un règlement que s'il a consenti à celui-ci.

5. L'entrepreneur informe le Ministre du montant des redevances que lui, ou un des sous-traitants, est ou pourrait être tenu de payer, ou propose de payer, relativement à l'exécution du contrat, ainsi que du fondement de ces redevances et de l'identité des personnes auxquelles elles sont dues. Il informe sans délai le Ministre des réclamations qui pourraient occasionner d'autres paiements de redevances par l'entrepreneur ou l'un ou l'autre des sous-traitants.
6. En accord avec les directives du Ministre en ce sens, l'entrepreneur ne paie pas et enjoint ses sous-traitants de ne pas payer de redevances relativement à l'exécution du contrat.
7. Lorsque les directives visées au paragraphe 6 sont données, et sous réserve de l'observation de celles-ci par l'entrepreneur, le Canada l'indemnise ainsi que ses sous-traitants de toute réclamation, action, poursuite ou procédure relative au paiement des redevances visées par les directives.
8. L'entrepreneur n'a droit à aucun paiement à l'égard des redevances comprises dans le prix contractuel et auxquelles s'applique l'indemnisation prévue au paragraphe 7.

**9676 21 (2001-05-25) Droits d'auteur**

1. Aux fins du présent article, « matériel » s'entend de tout ce qui est créé ou conçu par l'entrepreneur aux fins d'exécution des travaux prévus au contrat et qui est protégé par des droits d'auteur, mais exclu les programmes informatiques et la documentation relative au logiciel.
2. Le Canada est le titulaire du droit d'auteur sur le matériel. L'entrepreneur appose sur le matériel le symbole des droits d'auteur et indique l'un ou l'autre des avis suivants, selon le cas :
  - © SA MAJESTÉ LA REINE DU CHEF DU CANADA (année)
  - ou
  - © HER MAJESTY THE QUEEN IN RIGHT OF CANADA (year)
3. L'entrepreneur doit promptement signaler et divulguer pleinement au Ministre tout matériel créé ou conçu dans l'exécution du contrat à la fin des travaux ou à tout autre moment fixé par le Ministre ou prévu au contrat.
4. Dans tous les cas où le droit d'auteur sur le matériel est dévolu au Canada en vertu du contrat, l'entrepreneur doit exécuter tout document d'attestation ou document relatif au titre de propriété ou au droit d'auteur, tel qu'exigé par le Ministre.
5. L'entrepreneur ne doit pas utiliser, copier, divulguer ou publier quelque matériel que ce soit, sauf si cela est nécessaire à l'exécution des travaux prévus au contrat.
6. Sur demande du Ministre, l'entrepreneur devra fournir au Canada, à la fin du contrat ou à tout autre moment déterminé par le Ministre, une renonciation définitive écrite aux droits moraux, de forme acceptable au Ministre, de la part de chaque auteur qui a contribué au matériel.
7. Dans les cas où l'entrepreneur est l'auteur du matériel, l'entrepreneur renonce définitivement par les présentes, à ses droits moraux relativement au matériel.

**9676 22 (1994-01-04) Suspension des travaux**

1. Le Ministre peut à tout moment, au moyen d'un avis écrit, ordonner à l'entrepreneur de suspendre tout ou partie des travaux visés par le contrat et ce, pour une période d'au plus cent quatre-vingt (180) jours. L'entrepreneur se conforme sans délai à l'ordre de suspension de manière à minimiser les frais liés à la suspension. Pendant la durée visée par l'ordre de suspension, l'entrepreneur ne peut enlever tout ou partie des travaux des lieux où ils se trouvent sans avoir préalablement obtenu le consentement écrit de l'autorité contractante. A tout moment précédant l'expiration de la période de cent quatre-vingt (180) jours, le Ministre peut annuler l'ordre ou mettre fin au contrat, en totalité ou en partie, en vertu de l'article 23 ou le résilier en vertu de l'article 24.
2. Lorsqu'un ordre est donné en vertu du paragraphe 1, l'entrepreneur a le droit d'être défrayé des coûts supplémentaires par suite de la suspension des travaux, majorés d'un profit juste et raisonnable, à moins que le Ministre ne résilie le contrat à cause d'un manquement de la part de l'entrepreneur ou que celui-ci ne renonce au contrat.
3. En cas d'annulation d'un ordre de suspension donné en vertu du paragraphe 1,

- a) l'entrepreneur reprend dès que possible les travaux conformément au contrat;
- b) lorsque la suspension a empêché l'entrepreneur de respecter une date de livraison stipulée dans le contrat, la date d'exécution de la partie du contrat touchée par la suspension est reportée du nombre de jours équivalant à la période de suspension ainsi que du nombre de jours que le Ministre estime nécessaire à l'entrepreneur, après consultation avec celui-ci, pour reprendre les travaux, le cas échéant;
- c) sous réserve de l'article 04, les justes redressements sont apportés, au besoin, aux conditions du contrat qui sont touchées.

**9676 23 (1994-01-04) Manquement de la part de l'entrepreneur**

1. Lorsque l'entrepreneur manque à une de ses obligations prévues au contrat, le Ministre peut, moyennant un avis écrit à l'entrepreneur, résilier tout ou partie du contrat soit sans délai soit à l'expiration du délai imparti dans l'avis pour remédier au manquement lorsque l'entrepreneur n'a pas, dans le délai imparti, remédié au manquement selon les exigences du Ministre.
2. Lorsque l'entrepreneur fait faillite ou devient insolvable, qu'il cède ses biens au profit de ses créanciers, qu'il se prévaut des dispositions d'une loi sur les débiteurs en faillite ou insolvable, qu'un séquestre est désigné aux termes d'un titre de créance ou qu'une ordonnance de séquestre est prononcée à son égard ou encore, qu'une ordonnance est rendue ou qu'une résolution est adoptée en vue de la liquidation de son entreprise, le Ministre peut, dans la mesure où le permet la législation canadienne et moyennant un avis à l'entrepreneur, résilier sans délai tout ou partie du contrat pour manquement.
3. Une fois donné l'avis prévu aux paragraphes 1 ou 2, l'entrepreneur n'a droit à aucun autre paiement que ceux prévus au présent article, mais il demeure redevable envers le Canada des sommes, y compris les paiements d'étape, versées par le Canada ainsi que des pertes et des dommages subis par celui-ci en raison du manquement ou de l'événement sur lequel l'avis était fondé, y compris l'accroissement du coût, pour le Canada, de l'exécution des travaux par un tiers. L'entrepreneur s'engage à rembourser immédiatement au Canada la portion de toute avance non liquidée à la date de la résiliation. Le présent article n'a pas d'incidence sur l'obligation légale du Canada de minimiser les dommages.
4. Dès la résiliation du contrat conformément au présent article, le Ministre peut exiger de l'entrepreneur qu'il remette au Canada, de la manière et dans la mesure qu'il précise, toute partie des travaux achevés et qui n'a pas été livrée et acceptée avant la résiliation, ainsi que le matériel, l'équipement ou les travaux en cours que l'entrepreneur a acquis ou produit spécialement aux fins d'exécuter le contrat.
5. Moyennant la déduction de toute créance du Canada envers l'entrepreneur découlant du contrat ou de la résiliation, le Canada paie à l'entrepreneur ou porte à son crédit la valeur, calculée à partir du prix contractuel, y compris la quote-part du profit ou de la rémunération de l'entrepreneur compris dans le prix contractuel, des parties des travaux qui ont été achevées et livrées au Canada suivant une directive visée au paragraphe 4 et que le Canada a acceptées, et il verse à l'entrepreneur ou porte à son crédit l'équivalent du coût, pour l'entrepreneur, que le Ministre juge raisonnable à l'égard de l'ensemble du matériel, de l'équipement ou des travaux en cours livrés au Canada suivant une directive visée au paragraphe 4 et que le Canada a acceptés. Cependant, les sommes versées par le Canada en vertu du contrat, jusqu'à la résiliation, et les sommes payables en vertu du présent paragraphe ne doivent jamais dépasser, au total, le montant du prix contractuel.
6. Le titre de propriété afférent à l'ensemble du matériel, de l'équipement, des travaux en cours et des travaux achevés à l'égard desquels un paiement est effectué à l'entrepreneur est transmis au Canada au moment où le paiement est effectué, à moins qu'il ne soit déjà ainsi transmis aux termes d'une autre disposition du contrat. Ce matériel, cet équipement, ces travaux en cours et ces travaux achevés sont livrés au Ministre, selon ses directives, mais le Canada n'accepte et ne paie que pour ceux qui étaient nécessaires à l'exécution des travaux.
7. Lorsque, après l'envoi de l'avis visé au paragraphe 1, le Ministre estime qu'il n'y a pas de motif pour résilier le contrat selon le présent article, l'avis est réputé constituer un avis de résiliation au sens du paragraphe 1 de l'article 24.

**9676 24 (2004-05-14) Résiliation au gré du Ministre**

1. Par dérogation à toute autre disposition du contrat, le Ministre peut, à tout moment avant l'achèvement des travaux, moyennant un avis à cet effet à l'entrepreneur (appelé au présent article, à l'occasion, un «avis de résiliation»), résilier le contrat en ce qui a trait à tout ou partie des travaux non achevés. Une

fois l'avis de résiliation donné, l'entrepreneur cesse d'exécuter les travaux selon les modalités précisées dans l'avis, mais il poursuit l'exécution des travaux qui ne sont pas touchés par l'avis de résiliation. Le Ministre peut toujours donner un ou plusieurs autres avis de résiliation relativement aux parties des travaux non visées par l'avis de résiliation précédent.

2. Lorsqu'un avis de résiliation est donné en vertu du paragraphe 1, l'entrepreneur a le droit d'être payé par le Canada, s'il ne l'a pas déjà été (y compris par la portion de toute avance non liquidée), dans la limite des frais qu'il a raisonnablement et dûment engagés aux fins d'exécuter le contrat, pour ce qui suit :
  - a) compte tenu du prix contractuel, tous les travaux achevés qui ont été inspectés et acceptés conformément au contrat, qu'ils aient été achevés avant l'avis de résiliation ou après celui-ci conformément aux directives contenues dans l'avis de résiliation;
  - b) le coût, pour l'entrepreneur, majoré d'un profit juste et raisonnable, des travaux visés par l'avis de résiliation avant leur achèvement, calculé conformément aux dispositions du contrat et des Principes des coûts contractuels 1031-2;
  - c) les dépenses en immobilisations effectivement engagées, et qui étaient expressément autorisées dans le contrat ou approuvées par écrit par le Ministre aux fins du contrat, déduction faite de l'amortissement déjà pris en considération pour déterminer le coût, dans la mesure où une quote-part des dépenses en immobilisations est attribuable à l'exécution du contrat;
  - d) les frais directement et accessoirement liés à la cessation de tout ou partie des travaux, y compris le coût d'annulation des obligations contractées par l'entrepreneur relativement aux travaux visés par la résiliation, les coûts directement et accessoirement engagés pour dresser l'inventaire des matériaux, composants, travaux en cours et travaux achevés, non livrés, qui sont liés au contrat, à la date de la résiliation, et les frais engagés pour l'établissement des comptes et états requis à l'égard des travaux exécutés à la date effective de la résiliation et à l'égard des obligations contractées par l'entrepreneur relativement aux travaux visés par la résiliation, à l'exclusion du coût des indemnités de départ et des dommages-intérêts versés aux employés dont les services ne sont plus requis en raison de la résiliation, sauf les salaires que l'entrepreneur est légalement tenu de leur verser et les indemnités de départ et dommages-intérêts raisonnables versés aux employés embauchés pour exécuter le contrat et dont l'embauche est expressément requise par le contrat ou approuvée par écrit par le Ministre aux fins de l'exécution du contrat.
3. Aux fins de l'alinéa 2.c), «dépenses en immobilisations» comprend la conclusion de baux visant des immeubles et de l'équipement.
4. Le Ministre peut réduire le montant du paiement effectué à l'égard de certaines parties des travaux dans les limites où il ressort d'une inspection que les exigences du contrat ne sont pas respectées.
5. Par dérogation au paragraphe 2, les sommes auxquelles l'entrepreneur a droit aux termes des alinéas 2.a) à c) inclusivement, et les sommes versées ou dues à l'entrepreneur suivant d'autres dispositions du contrat, ne doivent pas dépasser, au total, le prix contractuel ou la partie de celui-ci qui correspond à la partie des travaux que vise la résiliation, non plus que la quote-part du prix proposé par l'entrepreneur pour la totalité des travaux pouvant raisonnablement être attribuée à la partie des travaux exécutés à la date effective de la résiliation.
6. Lorsqu'il s'approvisionne en matériaux et en pièces aux fins de l'exécution du contrat et qu'il sous-traite quelque partie des travaux, l'entrepreneur, sauf autorisation contraire du Ministre, passe des commandes et conclut des contrats de sous-traitance à des conditions qui lui permettent de les résilier à des conditions et selon les modalités similaires à celles prévues au présent article et, de manière générale, l'entrepreneur collabore avec le Ministre et fait tout ce qui est raisonnablement en son pouvoir pour minimiser les obligations financières du Canada en cas de résiliation selon le présent article.
7. Le droit de propriété sur le matériel, l'équipement, les travaux en cours et les travaux achevés à l'égard desquels un paiement est effectué à l'entrepreneur est, dès ce paiement, transmis au Canada, à moins qu'il ne soit déjà ainsi transmis par une autre disposition du contrat. Ce matériel, cet équipement, ces travaux en cours et ces travaux achevés sont livrés au Ministre, selon ses directives, mais le Canada n'accepte et ne paie que le matériel, l'équipement et les travaux en cours qui étaient requis pour l'exécution des travaux.



8. Sauf dans la mesure prévue au présent article, les mesures prises et les avis de résiliation donnés par le Ministre en vertu du présent article ne confèrent aucun recours à l'entrepreneur, ni directement ni indirectement, notamment en ce qui a trait à l'obtention de dommages-intérêts ou d'une indemnité sur le fondement, par exemple, d'un manque à gagner.

**9676 25 (1994-01-04) Comptes et vérification**

1. L'entrepreneur tient des comptes et des registres appropriés de ce que lui coûte les travaux ainsi que des dépenses qu'il engage et de ses engagements à l'égard de ceux-ci, et il conserve les factures, les récépissés et les pièces justificatives qui s'y rattachent. Il conserve ces comptes, registres, factures, récépissés et pièces justificatives six (6) ans après le dernier paiement effectué aux termes du contrat ou jusqu'au règlement des litiges ou réclamations en cours, selon la plus tardive des deux dates, à moins d'obtenir préalablement une autorisation écrite contraire du Ministre.
2. Pendant la période mentionnée au paragraphe 1, tous les comptes et registres de même que les factures, récépissés et pièces justificatives sont toujours mis à la disposition des représentants du Ministre, lesquels peuvent en tirer des copies ou des extraits, ou en faire la vérification, l'inspection et l'examen. L'entrepreneur met à disposition les installations nécessaires à l'occasion de telles vérifications et inspections et fournit les renseignements que les représentants du Ministre lui demandent à l'occasion relativement à ces comptes, registres, factures, récépissés et pièces justificatives.

**9676 26 (1994-01-04) Avis**

Tout avis est donné par écrit et est signifié personnellement ou par messenger, par courrier recommandé, par télécopieur ou par tout autre moyen électronique qui imprime l'avis, à l'adresse de la partie qui en est le destinataire, selon le contrat ou à la dernière adresse figurant à un avis conforme au présent article envoyé à l'expéditeur. L'avis prend effet le jour de sa réception à cette adresse.

**9676 27 (1994-01-04) Membres de la Chambre des communes**

Les membres de la Chambre des communes ne peuvent participer au contrat ni en tirer avantage.

**9676 28 (2005-12-16) Conflits d'intérêts**

L'entrepreneur convient qu'il s'agit d'une condition du contrat que toute personne qui ne se conforme pas aux dispositions du Code régissant la conduite des titulaires de charge publique en ce qui concerne les conflits d'intérêts et l'après-mandat, du Code de valeurs et d'éthique de la fonction publique, ou des Directives et ordonnances administratives de la Défense régissant les conflits d'intérêts et l'après-mandat, ne peut bénéficier directement du présent contrat.

**9676 29 (1994-06-01) Pots-de-vin**

L'entrepreneur déclare ce qui suit aucun pot-de-vin, présent, bénéfice ou autre avantage n'a été ni ne sera consenti, promis ou offert, directement ou indirectement, à un représentant ou à un employé du Canada ni à un membre de sa famille, en vue d'exercer une influence sur la conclusion ou la gestion du contrat.

**9676 30 (1994-01-04) Prorogation**

Les obligations de l'entrepreneur concernant le secret, les déclarations et les garanties stipulées dans le contrat et les dispositions sur les biens de l'État, la protection contre les réclamations de tiers, les redevances et les violations, les droits de propriété intellectuelle, les comptes et la vérification demeurent applicables malgré l'expiration du contrat ou sa résiliation pour manquement, au gré du Ministre ou en vertu de l'alinéa 6 de l'article 11 ou par consentement mutuel, tout comme les autres dispositions du contrat dont il est raisonnable de présumer, en raison de la nature des droits et des obligations qui y sont conférés, que les parties avaient l'intention de les proroger.

**9676 31 (1994-01-04) Dissociabilité**

Toute disposition du contrat qu'un tribunal compétent juge invalide, illégale ou non susceptible d'exécution est dissociée du contrat, et les autres dispositions du contrat demeurent en vigueur et applicables.

**9676 32 (1994-01-04) Successeurs et ayants-droits**

Le contrat s'applique au bénéficiaire des successeurs et ayants-droits autorisés du Canada et de l'entrepreneur, et il lie ces derniers.

**9676 33 (1994-01-04) Exhaustivité de la convention**

Le contrat fait état de la totalité de la seule entente intervenue entre les parties relativement à l'objet du contrat et remplace toute négociation, communication ou autre entente antérieure, écrite ou verbale, s'y rapportant, à moins qu'elle ne soit intégrée par renvoi au contrat. Seuls les engagements, conditions, déclarations et modalités qui figurent au contrat lient les parties.

**9676 34 (1994-06-06) Certification - Honoraires conditionnels**

1. L'entrepreneur atteste qu'il n'a pas versé ni convenu de verser, directement ou indirectement, et s'engage à ne pas verser, directement ni indirectement, des honoraires conditionnels en rapport à la négociation ou à l'obtention du présent contrat ou en rapport à toute demande ou démarche reliée au présent contrat, à aucune personne autre qu'un employé remplissant les fonctions habituelles liées à son poste.
2. Tous les comptes et dossiers concernant le versement d'honoraires ou de toute autre rémunération en rapport à l'obtention ou à la négociation du contrat ou en rapport à toute demande ou démarche reliée au contrat seront assujettis aux dispositions du contrat portant sur les comptes et la vérification.
3. Si l'entrepreneur fait une fausse déclaration aux termes de la présente section ou ne respecte pas les obligations précisées dans le présent document, le Ministre pourra soit résilier le contrat pour défaut d'exécution conformément aux dispositions pertinentes contenues dans le contrat, soit recouvrer, de l'entrepreneur, par une réduction du prix du contrat ou autrement, le montant total des honoraires conditionnels.
4. Les définitions suivantes s'appliquent à la présente section :

« honoraires conditionnels » - Tout paiement, ou autre forme de rémunération, qui est subordonné au degré de succès ou calculé en fonction du degré de succès obtenu en rapport à l'obtention d'un marché gouvernemental, à la négociation d'une partie ou de la totalité des conditions de ce marché ou à toute demande ou démarche reliée au marché.

« employé(e) » - Toute personne avec qui l'entrepreneur a une relation d'employeur à employé;

« personne » - Comprend un particulier ou un groupe, une corporation, une société, une organisation et une association et, sans limiter la portée générale de ce qui précède, tout particulier qui est tenu de fournir au directeur une déclaration en vertu de l'article 5 de la *Loi sur l'enregistrement des lobbyistes*, L.R.C. (1985), ch. 44 (4<sup>e</sup> suppl.), et de toute modification qui pourrait lui être apportée de temps à autre.

**9676 35 (2006-08-15) Taxes**

1. Taxes municipales  
Les taxes municipales ne s'appliquent pas.
2. Taxes provinciales
  - a) Sauf pour les exceptions légiférées, les ministères et organismes fédéraux ne doivent pas payer la taxe de vente ad valorem imposée par la province dans laquelle les biens ou les services taxables sont livrés. Cette exonération a été accordée aux ministères et organismes fédéraux en vertu de l'une des autorisations suivantes :
    - (i) numéros de permis d'exonération de taxe de vente provinciale (TVP), pour les provinces suivantes :

|                       |              |
|-----------------------|--------------|
| Ile-du-Prince-Édouard | OP-10000-250 |
| Ontario               | 11708174G    |
| Manitoba              | 390-516-0    |
| Colombie-Britannique  | R005521      |
    - (ii) Pour le Québec, la Saskatchewan, le Territoire du Yukon, les Territoires du Nord-Ouest et le Nunavut, une certification d'exonération qui certifie que les biens ou services achetés ne sont pas assujettis aux taxes de vente et aux taxes à la consommation provinciales et territoriales parce qu'ils sont achetés par le gouvernement fédéral avec des fonds publics pour par le gouvernement fédéral.

- b) Actuellement, il n'y a aucune TVP en Alberta, dans le Territoire du Yukon, dans les Territoires du Nord-Ouest et au Nunavut. Cependant, si la TVP était instaurée dans les Territoires du Nord-Ouest, au Nunavut ou dans le Territoire du Yukon, le numéro du certificat d'exonération de la taxe de vente devrait être inscrit sur la facture.
- c) Les ministères fédéraux doivent payer la TVH dans les provinces participantes. Ces provinces sont Terre-Neuve et Labrador, la Nouvelle-Écosse et le Nouveau-Brunswick.
- d) L'entrepreneur n'est pas dispensé de l'obligation de payer la TVP en vertu des numéros de permis d'exonération ci-dessus ou de la certification d'exonération. L'entrepreneur doit payer la TVP sur les biens ou les services taxables consommés ou utilisés dans le cadre de l'exécution du contrat (conformément à la législation provinciale appropriée), y compris les matériaux incorporés dans des biens immobiliers.

### 3. Modifications aux taxes et droits

En cas de modification apportée à une taxe imposée en vertu de la *Loi sur l'accise*, L.R.C. 1985, ch. E-14, ou de la *Loi sur la taxe d'accise*, L.R.C. 1985, ch. E-15, ou à tout droit imposé en vertu du Tarif des douanes ou à toute autre taxe fédérale ou provinciale de vente, d'accise ou autre droit, taxe, frais ou impôt après la date de la soumission et qui modifie le coût des travaux pour l'entrepreneur, le prix contractuel sera rectifié de façon à tenir compte de l'augmentation ou de la baisse du coût pour l'entrepreneur.

### 4. Taxe sur les produits et services ou la taxe de vente harmonisée

La taxe sur les produits et services (TPS) ou la taxe de vente harmonisée (TVH), dans la mesure où elle s'applique, est comprise dans le coût estimatif total indiqué à la page 1 du contrat. La TPS ou la TVH n'est pas comprise dans le prix contractuel, mais elle sera payée par le Canada conformément aux dispositions de la clause sur la présentation de factures ci-dessus. L'entrepreneur s'engage à verser à l'Agence du revenu du Canada toutes les sommes acquittées ou exigibles au titre de la TPS et de la TVH.

### **9676 36 (2006-08-15) Présentation des factures**

Les factures doivent être soumises au nom de l'entrepreneur. Elles doivent contenir le nom et l'adresse du ministère client, les numéros d'articles ou de référence, les produits livrables ou la description des travaux, le numéro du contrat, le numéro de référence du client, le numéro d'entreprise - approvisionnement et le ou les codes financiers, le cas échéant. Le mode d'expédition avec la date, le numéro de cas et de pièce ou de référence, le nom des articles et leur quantité, l'unité de distribution, le prix unitaire et les frais supplémentaires seront indiqués dans les factures s'il y a lieu. Les tarifs de main d'oeuvre horaires fixes, le niveau d'effort et le montant facturé (excluant la taxe sur les produits et services {TPS} ou la taxe de vente harmonisée {TVH}) devront être indiqués dans les factures, le cas échéant.

La TPS, la TVH ou toutes autres taxes, dans la mesure où elles s'appliquent, seront précisées dans toutes les factures. Tous les biens ou les services détaxés, exonérés ou auxquels la TPS ou la TVH ne s'appliquent pas doivent être identifiés comme tel sur toutes les factures. L'entrepreneur doit soumettre des factures pour chaque livraison ou expédition; ces factures doivent s'appliquer à un seul contrat. Chaque facture doit indiquer si elle porte sur une livraison partielle ou finale.



## Travaux publics et Services gouvernementaux Canada

- 01 Interprétation
- 02 Pouvoirs de la Corporation
- 03 Cession et sous-traitance
- 04 Exécution des travaux
- 05 L'inspecteur est le juge définitif des travaux
- 06 Réfection des travaux rejetés
- 07 Réception et livraison
- 08 Garantie
- 09 Fournitures de l'État
- 10 Rebuts, etc.
- 11 Soins à apporter aux biens de la Couronne; assurance
- 12 L'importance des délais; prolongations
- 13 Comptes
- 14 Discrétion et protection des travaux
- 15 Réclamations et redevances de brevets
- 16 Main-d'oeuvre et matériaux canadiens - **ANNULÉ**
- 17 Conditions préalables à tout paiement
- 18 Protection contre les créances
- 19 Dévolution du titre de propriété lors des paiements partiels
- 20 Confirmation de titres
- 21 Suspension du travail et modification des devis
- 22 Non-exécution du contrat
- 23 Aucun acte de corruption, etc.
- 24 Conditions de travail et règles d'hygiène
- 25 Membres de la Chambre des communes
- 26 Avis
- 27 Arbitrage
- 28 Résiliation
- 29 Devises étrangères
- 30 Certification - Honoraires conditionnels
- 31 Intérêt sur les comptes en souffrance

## CCC50 01 (2000-05-12) Interprétation

1. Sauf si le contexte s'y oppose,
  - « ci-inclus », « par les présentes », « de ce contrat », « ci-dessous » et autres expressions semblables, s'appliquent à l'ensemble du contrat;
  - « conditions générales supplémentaires » signifie toutes autres conditions générales faisant partie du contrat;
  - « contrat » désigne et comprend la convention, les présentes conditions générales et toutes autres conditions générales supplémentaires, devis, conditions de travail, annexes et autres documents (s'il en est) dont il est question dans la convention comme faisant partie du contrat;
  - « convention » signifie la convention particulière ou le contrat dont, dans tous les cas précis, les présentes conditions générales font partie;
  - « Corporation » signifie la Corporation commerciale canadienne;
  - « devis » signifie le devis, les plans, les dessins, les modèles et (ou) les maquettes (s'il en est) dont il est question dans la convention et (ou) qui sont fournis par l'entrepreneur pour l'exécution du contrat;
  - « fournitures de l'État » signifie tous les matériaux, pièces, éléments, équipements, devis, articles et choses qui peuvent être fournis à l'entrepreneur par ou au nom de Sa Majesté, aux fins des travaux;
  - « inspecteur » signifie la personne (s'il en est) désignée comme telle dans la convention ou dans les conditions générales supplémentaires (s'il en est) et (ou) toute personne qui pour le moment agit au nom de Sa Majesté ou de la Corporation comme étant l'inspecteur en vertu du contrat;
  - « matériel » comprend la machinerie, les appareils, les gabarits, les outils, les matrices, les calibres, les instruments et l'équipement de toute sorte;
  - « prix contractuel » signifie le montant, indiqué dans la convention, qui est payable à l'entrepreneur pour les travaux, peu importe si le contrat comporte un prix stipulé ou s'il est en régie intéressée;
  - « sociétés connexes » signifie toute société ou Corporation qui, directement ou indirectement, contrôle l'entrepreneur ou est contrôlée par l'entrepreneur ou affiliée à lui, et comprend toute personne qui, directement ou indirectement, contrôle l'entrepreneur ou toute société ou Corporation;
  - « travaux » signifie les travaux exécutés ou que l'entrepreneur est tenu d'exécuter afin de satisfaire au contrat et, où le contexte ne s'y oppose pas, comprend les services, les travaux finis, les travaux en voie d'exécution et toutes les pièces, tous les matériaux, éléments, articles et choses utilisés ou qu'on se propose d'utiliser, ou requis pour exécuter le contrat;
  - « travaux finis » signifie les approvisionnements et (ou) les services et (ou) les projets et (ou) les travaux qui font l'objet du contrat, lorsqu'ils sont achevés en conformité du contrat.

Le singulier comprend le pluriel et vice versa.
2. En cas d'incompatibilité, les dispositions de la convention et (ou) des présentes conditions générales l'emportent sur le devis (s'il en est), et les dispositions de la convention et des conditions générales supplémentaires (s'il en est) l'emportent sur les présentes conditions générales.

## CCC50 02 (1991-06-01) Pouvoirs de la Corporation

La Corporation est l'agent de Sa Majesté à toutes les fins du contrat.

## CCC50 03 (2000-05-12) Cession et sous-traitance

1. L'entrepreneur ne peut céder ou accorder le contrat ou une partie quelconque du contrat en sous-traitance, sans au préalable avoir obtenu le consentement par écrit de la Corporation, et toute cession ou toute sous-traitance accordée sans ce consentement est sans effet; il est entendu (sauf disposition contraire de la Corporation ou du contrat) que l'entrepreneur peut accorder en sous-traitance les parties des travaux qui sont ordinairement accordées en sous-traitance en pareil cas. L'entrepreneur, sans tarder, doit fournir à la Corporation tous les détails de toutes les sous-traitances. Nulle cession ou sous-traitance ne soustrait l'entrepreneur à l'une quelconque de ses

obligations prévues dans le contrat, ni n'impose à Sa Majesté ou à la Corporation une responsabilité quelconque à l'endroit d'un cessionnaire ou sous-traitant.

2. Sous réserve de ce qui précède, le contrat prend effet à l'avantage des successeurs et ayants droit de Sa Majesté et de l'entrepreneur, respectivement, et est obligatoire pour eux.

**CCC50 04 (1991-06-01) Exécution des travaux**

1. L'entrepreneur doit exécuter les travaux avec diligence et les surveiller et les inspecter efficacement; il est chargé de voir à ce que les travaux soient de bonne qualité, d'une bonne façon et exécutés avec de bons matériaux, conformément aux exigences du contrat.
2. La nature et l'esprit du contrat sont d'assurer que les travaux énumérés aux présentes soient complètement achevés dans tous les détails aux fins prescrites; et l'entrepreneur convient de fournir tout ce qui est nécessaire à ces fins, nonobstant toute omission dans les dessins ou les devis.
3. L'entrepreneur doit s'adresser à la Corporation pour obtenir toute explication dont il peut avoir besoin au sujet du sens et de l'intention d'une clause quelconque des devis et du contrat, et il est tenu responsable de toute erreur ou perte résultant de sa négligence à obtenir ces renseignements.
4. Les dessins et les devis sont censés se compléter l'un l'autre, de sorte que si des choses qui figurent sur les dessins ne sont pas mentionnées dans les devis, ou vice versa, ces choses seront fournies et construites comme si elles étaient spécifiquement indiquées dans les deux. Si l'on découvre des écarts dans les dessins ou s'il y a conflit entre les dessins et les devis, ces écarts sont portés à l'attention de la Corporation avant que les travaux ne soient exécutés. Les cotes sur les dessins l'emportent.
5. Les matériaux utilisés doivent être conformes aux devis, qu'ils figurent ou non sur les dessins de la Corporation ou de l'entrepreneur.
6. Le fait que la Corporation approuve les dessins de l'entrepreneur n'enlève pas à ce dernier la charge d'y apporter les corrections voulues, ni la responsabilité des conséquences que peuvent avoir les erreurs ou omissions.
7. Nul matériau ni pièce ne peut être utilisé ou transformé et nul travail fini ne peut être soumis à l'agrément de la Corporation ni livré à moins ou avant que le personnel d'inspection de l'entrepreneur ne les ait approuvés, et là où c'est possible, les travaux doivent porter un timbre d'approbation conforme aux exigences de l'inspecteur. L'entrepreneur doit conserver des dossiers d'inspection convenables et satisfaisants auxquels l'inspecteur peut avoir accès en tout temps pour les examiner, en faire des copies et en tirer des extraits.
8. La Corporation et l'inspecteur ont accès aux travaux en tout temps et peuvent faire les essais qu'ils jugent opportuns. L'entrepreneur doit fournir toute l'aide et toutes les installations, pièces d'essai et échantillons dont la Corporation ou l'inspecteur peut avoir besoin pour réaliser ces essais.
9. L'entrepreneur ne peut arrêter ni suspendre les travaux en attendant le règlement ou la solution (par arbitrage ou autrement) de tout différend touchant le contrat.

**CCC50 05 (1991-06-01) L'inspecteur est le juge définitif des travaux**

L'inspecteur est le juge définitif des travaux, de leur qualité et de leur façon. L'inspecteur a tous les pouvoirs de rejeter ou de refuser d'accepter tout travail fini, toute pièce ou tout matériau ou encore tout travail en voie d'exécution qu'il considère ne pas être conforme aux exigences du contrat. De plus, l'inspecteur est le seul juge pour ce qui est de la signification des devis, le cas échéant.

**CCC50 06 (1991-06-01) Réfection des travaux rejetés**

L'entrepreneur doit refaire, sans tarder, à ses propres frais, tout travail que l'inspecteur a refusé de recevoir ou, si la Corporation le préfère, rembourser immédiatement tous les montants qui lui ont été préalablement versés à l'égard des travaux rejetés ou non acceptés.

**CCC50 07 (1991-06-01) Réception et livraison**

La réception définitive par l'inspecteur de tout travail fini est censée signifier que le travail a été livré à Sa Majesté et qu'il a été accepté par Elle. Cette réception est en outre une condition suspensive de la livraison. Il est entendu que si la convention prévoit un endroit ou une façon particulière de faire la livraison, ladite livraison

n'est pas complète tant qu'elle n'est pas faite aux termes de la convention. À la livraison, le titre des travaux livrés est cédé à Sa Majesté, s'il ne lui est pas encore dévolu. Le droit de l'inspecteur de refuser d'accepter un travail quelconque n'est pas touché par l'inspection, l'approbation ou la réception préalable d'une pièce, d'un matériau ou d'un travail quelconque en voie d'exécution ou fini.

**CCC50 08 (1991-06-01) Garantie**

Sans limiter la portée des autres conditions du contrat ou de toute garantie stipulée ou découlant de la loi, l'entrepreneur, à ses propres frais, doit remplacer tout article, pièce ou matériau compris dans le travail (toutes fournitures de l'État non comprises) qui, à un moment quelconque des dix-huit (18) mois qui suivent la livraison, devient défectueux par suite d'une erreur ou d'un défaut de fabrication ou de façon ou de l'emploi de mauvais matériaux.

**CCC50 09 (1991-06-01) Fournitures de l'État**

1. Tous les articles fournis par l'État doivent être utilisés par l'entrepreneur uniquement aux fins du contrat et sont toujours et restent la propriété de Sa Majesté et, chaque fois que la chose est possible, l'entrepreneur marque ces articles de façon à indiquer qu'ils appartiennent à Sa Majesté.
2. Tout article fourni par l'État, trouvé endommagé ou défectueux, doit être remplacé par Sa Majesté, lorsque l'inspecteur certifie par écrit à la Corporation que les dommages ou défauts ne sont pas attribuables à l'entrepreneur ni à sa négligence. Si l'inspecteur certifie que plus de 5 p. 100 des articles fournis par l'État, du même genre et type, sont endommagés ou défectueux (autrement que par la faute ou la négligence de l'entrepreneur), Sa Majesté doit dédommager l'entrepreneur pour toute perte subie par lui et directement attribuable à la proportion des articles endommagés ou défectueux dépassant 5 p. 100.
3. Tous les articles fournis par l'État (sauf ceux qui sont installés en permanence ou qui font partie intégrante des travaux) doivent être, sur demande, remis à la Corporation dans le même état qu'ils étaient lorsqu'ils ont été fournis à l'entrepreneur; l'entrepreneur n'est pas tenu responsable des pertes ou dommages résultant de l'usure ordinaire ou de causes auxquelles, raisonnablement, il ne peut rien.

**CCC50 10 (1991-06-01) Rebuts, etc.**

Tous les rebuts ou déchets provenant d'articles fournis par l'État, ou de tous autres matériaux, articles ou choses, qui appartiennent à Sa Majesté, sauf indication contraire des présentes, restent la propriété de Sa Majesté et doivent être utilisés conformément aux indications de la Corporation.

**CCC50 11 (1991-06-01) Soins à apporter aux biens de la Couronne; assurance**

1. L'entrepreneur doit prendre un soin raisonnable et convenable de tous les biens appartenant à Sa Majesté qui, de temps à autre, lui sont confiés et il est responsable de toute perte ou de tout dommage à ces biens résultant de sa négligence, non compris les pertes ou dommages causés par le feu ou par l'usure ordinaire.
2. Sauf stipulation contraire du contrat, l'entrepreneur ne peut prendre d'assurance sur les biens appartenant à Sa Majesté; au cas où le contrat est forfaitaire, le présent paragraphe 2 n'empêche pas l'entrepreneur de faire assurer des biens dont le titre est dévolu à Sa Majesté aux termes de l'article 19 des présentes conditions générales.

**CCC50 12 (1991-06-01) L'importance des délais; prolongations**

Le temps est censé être de l'essence du contrat; il est entendu que le temps requis pour achever un travail qui a été ou qui sera vraisemblablement retardé pour des raisons de force majeure ou pour d'autres causes auxquelles l'entrepreneur ne peut vraisemblablement rien, peut être prolongé d'une période égale à la durée du retard ainsi causé pourvu qu'un avis par écrit soit donné à la Corporation, de l'événement ayant causé ou étant susceptible de causer un tel retard.

**CCC50 13 (1991-06-01) Comptes**

L'entrepreneur doit tenir des comptes et des registres détaillés et appropriés de ce que lui coûte les travaux et conserver les factures, reçus et pièces justificatives s'y rapportant. Si une partie quelconque des travaux est exécutée par une société associée au Canada, l'entrepreneur doit faire en sorte que cette société associée tienne aussi des comptes et des registres semblables et conserve les factures, reçus et pièces justificatives à l'égard du coût des travaux qu'elle a exécutés. Tous ces comptes, registres, factures, reçus et pièces justificatives doivent être disponibles en tout temps aux fins d'examen et de vérification de la part des représentants autorisés de la Corporation (qui ont la faculté d'en tirer des copies et des extraits) et ce, pour une



période de six (6) ans à compter de la fin de l'année civile au cours de laquelle le contrat est résilié ou exécuté. L'entrepreneur doit fournir toute l'aide nécessaire à ces vérifications et examens, et fournir à la Corporation et à ses représentants autorisés tous les renseignements dont ceux-ci peuvent avoir besoin à l'occasion relativement à ces comptes, registres, factures, reçus et pièces justificatives.

**CCC50 14 (1991-06-01) Discretion et protection des travaux**

1. Le contrat, le devis et tous les renseignements donnés, utilisés ou révélés à l'égard des travaux sont confidentiels. L'entrepreneur ne peut les utiliser à d'autre fin que le contrat sans l'autorisation écrite de la Corporation et, en tout temps, il doit prendre ou faire prendre toutes les mesures nécessaires à la protection des travaux et des articles fournis par l'État, s'il en est, contre l'espionnage, le sabotage et le feu.
2. Le contrat, les devis et les renseignements susmentionnés peuvent être classés selon les précautions à prendre pour leur sauvegarde. S'ils sont ainsi classés,
  - a) les mesures que l'entrepreneur doit prendre pour leur sauvegarde comprennent celles qui sont mentionnées dans toutes instructions émises à cet égard par ou au nom de la Corporation;
  - b) à la demande de la Corporation, l'entrepreneur doit se dispenser des services, à l'égard des travaux, de toute personne employée ou engagée pour les travaux; et
  - c) l'entrepreneur doit permettre à la Corporation en tout temps, par l'entremise d'un organisme jugé convenable, de prendre et de maintenir sur les lieux ou près des lieux où les travaux ou une partie de ceux-ci sont exécutés, des précautions ou autres mesures de protection qui, de l'avis de la Corporation, sont souhaitables.

**CCC50 15 (1991-06-01) Réclamations et redevances de brevet**

1. L'entrepreneur doit indemniser la Corporation contre toute réclamation, poursuite, action et procédure pour toute contrefaçon ou prétendue contrefaçon de brevet, fondée sur l'utilisation d'une invention protégée par un tel brevet dans l'exécution du contrat, et pour les redevances ou autres paiements qui peuvent être payables à l'égard de tel brevet.
2. Sur l'avis de la Corporation qu'une réclamation, action, poursuite ou procédure a été faite ou intentée, l'entrepreneur, sauf si la Corporation lui donne des directives contraires, doit mener, à ses propres frais, toutes les négociations en vue du règlement de ces différends.

**CCC50 16 (1992-04-01) Main-d'oeuvre et matériaux canadiens**

ANNULÉ.

**CCC50 17 (1991-06-01) Conditions préalables à tout paiement**

Aucun paiement ne peut être fait à l'entrepreneur avant que : a) les factures, les notes d'inspection et tous autres documents prescrits de temps à autre par la Corporation ou l'inspecteur ne soient préparés, signés et présentés en conformité des termes du contrat ou selon les instructions données de temps à autre par la Corporation; et b) l'entrepreneur n'établisse à la satisfaction de la Corporation (s'il y a lieu) que tous les matériaux, pièces, travaux en voie d'exécution et (ou) achevés à l'égard desquels le paiement est fait, sont exempts de toute créance, privilège, saisie, charge ou servitude.

**CCC50 18 (1991-06-01) Protection contre les créances**

L'entrepreneur doit tenir Sa Majesté et la Corporation indemnes de toute créance, dommage, perte, coût et dépense pouvant, à un moment quelconque, résulter ou découler pour eux ou pour l'un d'eux : a) de blessures corporelles (y compris les blessures mortelles), de pertes de biens ou de dommages à la propriété de tiers qui peuvent avoir été causés ou subis, ou qui peuvent être présentés comme ayant été causés ou subis, en conséquence de l'exécution des travaux ou de l'un quelconque de ses éléments; et (ou) b) de privilèges, saisies, charges ou autres servitudes ou créances frappant ou visant quelque matériau, élément, ouvrage en cours ou travail fini livré à Sa Majesté ou ayant fait l'objet d'un paiement de la part de Sa Majesté ou de la Corporation.

**CCC50 19 (1991-06-01) Dévolution du titre de propriété lors de paiements partiels**

Lorsqu'un paiement est effectué à l'entrepreneur sous forme de paiement partiel, d'avance à justifier ou autrement en acquittement ou à l'égard de quelque matériau, élément ou ouvrage en cours, le titre auxdits

biens ainsi payés passe et demeure à Sa Majesté, avant et après l'achèvement des travaux, à moins qu'il ne lui soit déjà dévolu en vertu d'une disposition quelconque du contrat, mais l'entrepreneur en reste responsable jusqu'à la livraison du travail fini.

**CCC50 20 (1991-06-01) Confirmation de titres**

Dans tous les cas où, aux termes des présentes, le titre de propriété d'éléments, ouvrages en cours et (ou) travaux finis est dévolu à Sa Majesté, l'entrepreneur doit souscrire les actes translatifs de propriété ou autres documents demandés par la Corporation.

**CCC50 21 (1991-06-01) Suspension du travail et modification des devis**

La Corporation peut en tout temps et à l'occasion ordonner la suspension de l'ensemble ou de quelque partie du travail et (ou) apporter des modifications, changements ou additions aux devis. L'entrepreneur doit se conformer à toutes les instructions de la Corporation à cet égard. Si pareille suspension, modification, changement ou addition a pour effet d'augmenter ou de diminuer le coût des travaux, le prix contractuel sera rajusté en conséquence, et l'entrepreneur n'a droit à aucune indemnité à l'égard de la perte de tout bénéfice prévu (sauf que, dans le cas d'un changement qui a pour effet de mettre au rancart une partie importante de l'ouvrage ainsi exécutée par l'entrepreneur, celui-ci a droit au paiement d'un montant représentant un profit juste et raisonnable à l'égard de l'ouvrage ainsi mis au rancart) et, sauf si le contrat est en régie intéressée, il n'est pas tenu compte des augmentations ou diminutions peu importantes.

**CCC50 22 (1991-06-01) Non-exécution du contrat**

1. Si l'entrepreneur n'exécute pas dans un délai de quinze (15) jours l'un ou l'autre des termes du contrat, à la suite d'événements ou de faits dont il est responsable ou auxquels il peut quelque chose, ou si l'entrepreneur fait faillite ou devient insolvable ou donne lieu à une ordonnance de mise sous séquestre ou fait cession de ses biens à ses créanciers ou est l'objet d'une ordonnance ou d'une résolution de liquidation ou se réclame de quelque loi en vigueur applicable aux débiteurs faillis ou insolubles, la Corporation peut, si elle le désire, en donnant un avis écrit à l'entrepreneur,
  - a) résilier le contrat comme s'il s'agissait de travaux non achevés; ou
  - b) enlever les travaux à l'entrepreneur et employer les moyens qu'elle jugera opportuns pour achever l'ouvrage en tout ou en partie.
2. Dès qu'un tel avis est donné, l'entrepreneur ne peut réclamer aucun autre paiement, sous réserve des dispositions suivantes du présent article 22, mais il demeure responsable de toute perte ou de tout dommage que Sa Majesté pourrait subir par suite de la non-exécution du contrat ou de l'événement ayant donné lieu à l'avis susdit.
3. Si la Corporation se charge des travaux
  - a) l'outillage, le matériel, les matériaux, articles et droits dont dispose l'entrepreneur pour les fins des travaux peuvent être utilisés par la Corporation ou ses représentants autorisés comme les aurait utilisés et exercés l'entrepreneur; et
  - b) sauf si le contrat est en régie intéressée, à l'achèvement des travaux ou de toute partie des travaux que la Corporation juge opportun d'achever, l'entrepreneur a droit à un crédit, fondé sur le prix contractuel, à l'égard de la partie des travaux ainsi achevés par la Corporation, et le montant auquel l'entrepreneur a droit sert à défrayer le coût, pour Sa Majesté, de l'achèvement desdits travaux et toute perte ou dommage à laquelle ou auquel l'entrepreneur est exposé, comme il est indiqué plus haut, et tout excédent ou insuffisance est payé par Sa Majesté à l'entrepreneur ou par l'entrepreneur à Sa Majesté, selon le cas.

**CCC50 23 (1994-06-01) Aucun acte de corruption, etc.**

L'entrepreneur garantit qu'aucun pot-de-vin, don ou autre avantage n'a été payé, promis ou offert à quelque fonctionnaire ou employé de Sa Majesté en raison ou en vue de l'adjudication du contrat à l'entrepreneur.

**CCC50 24 (1991-06-01) Conditions de travail et règles d'hygiène**

L'entrepreneur doit observer toutes les conditions de travail ainsi que toutes les conditions et règles d'hygiène qui, à l'occasion, s'appliqueront aux travaux.

**CCC50 25 (1991-06-01) Membres de la Chambre des communes**

Aucun membre de la Chambre des communes n'est admis à participer au contrat ni aux avantages en découlant.

**CCC50 26 (1991-06-01) Avis**

Tout avis donné à l'entrepreneur en vertu des présentes est effectivement donné s'il est envoyé à l'entrepreneur par lettre ou par télégramme port payé d'avance ou affranchissement payé d'avance, selon le cas, à l'adresse de l'entrepreneur mentionnée dans la convention ou, si aucune adresse n'y est mentionnée, à son adresse indiquée dans les dossiers de la Corporation. Tout avis ainsi donné est censé avoir été reçu par l'entrepreneur au moment où cette lettre ou ce télégramme est éventuellement parvenu à destination.

**CCC50 27 (1998-02-16) Arbitrage**

En cas de différend entre les parties à l'égard d'un fait résultant du contrat (sauf en ce qui concerne les détails pour lesquels la décision de la Corporation ou de l'inspecteur ou de toute autre personne est définitive ou toute chose à l'égard de laquelle une autre façon de règlement est expressément mentionnée dans les présentes), le sujet du différend doit être porté à la connaissance d'un seul arbitre ou, si les parties ne peuvent s'entendre sur le choix d'un seul arbitre, de deux arbitres dont un sera choisi par la Corporation et l'autre par l'entrepreneur. Au cas où les deux arbitres ainsi choisis ne peuvent s'entendre, ils doivent en choisir un troisième, et la décision de deux des arbitres vaudra. Au cas où les deux arbitres ainsi choisis ne peuvent s'entendre sur le choix du troisième arbitre, celui-ci sera nommé par la Cour fédérale à la suite d'un renvoi à ladite Cour. Une partie qui n'a pas nommé d'arbitre après que l'autre partie en a nommé un, doit s'exécuter dans les cinq (5) jours qui suivent le jour où elle a été avisée par écrit par telle autre partie, et en cas de non-exécution, l'arbitre de l'autre partie peut agir comme seul arbitre, et sa décision est irrévocable. Si l'arbitre de l'une ou l'autre des parties ne prend pas en considération les questions qui font l'objet du différend dans les cinq (5) jours qui suivent le jour où il en a été avisé par écrit par l'arbitre de l'autre partie, l'arbitre de cette autre partie, si un troisième arbitre n'a pas été nommé, peut agir comme seul arbitre, et sa décision est irrévocable; et si un troisième arbitre a été nommé, les deux autres arbitres peuvent immédiatement remplacer l'arbitre qui n'a pas agi, et la décision de deux des trois arbitres vaudra. L'attribution des frais d'arbitrage est laissée à la discrétion des arbitres; cependant, aucune partie ne doit payer plus que ses propres frais et les frais du troisième arbitre.

**CCC50 28 (2004-12-10) Résiliation**

1. Nonobstant toute disposition du contrat, la Corporation peut au moyen d'un avis (appelé quelquefois ci-après « avis de résiliation ») donné à l'entrepreneur, mettre fin au contrat (exception faite des dispositions du présent article et de l'article 13 des présentes conditions générales) à l'égard de l'ensemble ou de quelque partie ou parties des travaux restant à exécuter. Dès qu'un avis de résiliation est donné, l'entrepreneur doit cesser le travail (y compris la fabrication et l'acquisition de matériaux destinés à l'exécution du contrat) selon les termes de l'avis et dans la mesure y spécifiée. La Corporation peut, en tout temps ou à l'occasion, donner un ou plusieurs autres avis de résiliation à l'égard de l'une quelconque ou de la totalité des parties du travail non résiliée(s) par avis antérieur(s).
2. Lorsqu'un avis de résiliation est donné sous le régime du présent article et sous réserve des dispositions ci-après,
  - a) tout travail fini soit avant la signification de l'avis soit subséquemment en conformité dudit avis, doit être payé sur la base du prix contractuel (sous réserve d'acceptation selon les dispositions du contrat);
  - b) à l'égard d'un travail non achevé avant la signification de l'avis susdit, ni subséquemment en conformité dudit avis, l'entrepreneur a droit au remboursement de ce que lui a réellement coûté ledit travail non fini, plus une somme représentant un bénéfice juste et raisonnable pour le travail accompli. Le coût doit être déterminé suivant les Principes des coûts contractuels 1031-2, sous réserve de toute modification que la Corporation peut juger opportun de lui apporter;
  - c) sous réserve des dispositions de l'alinéa d) du présent paragraphe 2, l'entrepreneur a droit au remboursement de toutes dépenses en immobilisations expressément autorisées par les termes du contrat ou approuvées par la Corporation aux fins du contrat (et réellement faites ou engagées) dans la mesure où ces dépenses (moins la dépréciation à leur égard comptée dans la détermination du coût) ont été raisonnablement et régulièrement faites par lui pour l'exécution du contrat et qu'elles y sont dûment attribuables, et ne sont pas comprises dans les sommes payées ou à payer à l'entrepreneur à l'égard des travaux finis;
  - d) si le contrat vise exclusivement des dépenses de capitaux à l'égard de matériel additionnel ou d'agrandissements d'usine, les alinéas a) à c) du présent paragraphe 2 ne s'appliquent pas,

mais Sa Majesté doit payer ou rembourser à l'entrepreneur le coût raisonnable et approprié pour lui (non déjà acquitté par Sa Majesté),

- (i) de tout le matériel additionnel qui, avant la signification de l'avis de résiliation, aura été acheté, acquis ou fabriqué par l'entrepreneur, ou aura fait de sa part l'objet d'un contrat et à l'égard duquel il est tenu d'effectuer des paiements; et
  - (ii) de tout le matériel additionnel en voie de fabrication par l'entrepreneur à la date de signification dudit avis, ainsi que de tout le travail à l'égard de la construction de l'agrandissement d'usine jusqu'à la même date, y compris le coût des matériaux et des éléments pour lesquels l'entrepreneur a passé contrat en vue de ladite fabrication ou de ladite construction et à l'égard desquels il est tenu d'effectuer des paiements.
3. Il est entendu qu'aucun remboursement ne doit être effectué à l'égard d'un travail qui a été ou qui peut être, après inspection, rejeté comme ne se conformant pas aux prescriptions du contrat.
4. L'entrepreneur n'a aucun droit à se faire rembourser un montant qui, ajouté aux montants à lui payés ou dus en vertu du contrat, excédera le prix contractuel applicable au travail ou à la partie spécifiée du travail.
5. Nonobstant les dispositions des paragraphes précédents 1 à 4 inclusivement, les sommes dont l'entrepreneur a droit au remboursement advenant un avis de résiliation donné en vertu du présent article 28, comprennent, sous réserve des dispositions ci-après, les frais à lui causés ou occasionnés par l'annulation à la suite de l'avis de résiliation d'obligations par lui contractées, le coût de préparation des comptes et des états visant le travail accompli à la date effective de la résiliation et les engagements pris par l'entrepreneur à l'égard des parties achevées du travail, les salaires que, d'après les lois et règlements alors en vigueur, l'entrepreneur est tenu de payer aux employés dont les services ne sont plus requis en raison de ladite résiliation, les frais directs et accessoires d'établissement d'un inventaire des matériaux, éléments constitutants, ouvrages en cours, travaux finis, en main à la date effective de la résiliation et les autres frais et dépenses directs et accessoires imputables à la cessation totale ou partielle des opérations visées par le contrat. Toutefois, les paiements et remboursements prévus au présent paragraphe ne pourront être effectués que dans la mesure où il est établi à la satisfaction de la Corporation que lesdits frais ont été effectivement supportés et que lesdites dépenses ont été réellement faites par l'entrepreneur, qu'ils sont raisonnables et dûment attribuables au fait qu'il a été mis fin au travail ou à la partie du travail visé par l'avis de résiliation.
6. En cas de désaccord au sujet du montant du remboursement auquel l'entrepreneur a droit, la question sera déferée à la Cour fédérale.
7. Dans la mesure du possible, l'entrepreneur doit passer ses commandes et adjudger ses sous-traitances à des conditions qui lui permettent de les résilier en conformité de termes et conditions dont l'effet est analogue à celui des dispositions du présent article, et d'une façon générale, l'entrepreneur doit collaborer avec Sa Majesté et la Corporation et faire en tout temps tout ce qui est raisonnablement en son pouvoir afin de réduire au minimum le montant des obligations de Sa Majesté prévues par le présent article.
8. Le titre de propriété des matériaux, éléments, usine, matériel et ouvrage en cours à l'égard desquels l'entrepreneur est remboursé conformément aux présentes, passe et est dévolu à Sa Majesté dès que ce remboursement est effectué, à moins qu'il ne le soit déjà en vertu d'autres dispositions du contrat et ces matériaux, éléments, usine, matériel et ouvrage en cours doivent être livrés à l'ordre de la Corporation, mais les matériaux ainsi repris ne peuvent, en aucun cas, dépasser ce qui aurait été requis pour la complète exécution du contrat si aucun avis de résiliation n'avait été donné.
9. Si la Corporation acquiert la certitude que quelque mesure prise sous l'autorité du présent article a été une cause de difficultés exceptionnelles pour l'entrepreneur, la Corporation peut, à sa discrétion absolue, accorder à l'entrepreneur l'allocation (qui ne peut cependant en aucun cas comprendre une somme ou une indemnité pour manque à gagner) qu'elle juge appropriée.
10. L'entrepreneur ne peut prétendre à des dommages-intérêts, indemnité, compensation pour manque à gagner, allocation ou autre dédommagement, en raison ou en conséquence directe ou indirecte de quelque mesure prise ou avis donné par la Corporation en vertu ou en exécution des stipulations du présent article, sauf aux termes et dans la mesure expressément prévus dans cet article.

Sauf stipulation contraire dans le contrat ou en accord avec la Corporation, l'entrepreneur ne peut prétendre à une augmentation du prix contractuel par suite de fluctuations de la cote des changes.

**CCC50 30 (1994-06-06) Certification - Honoraires conditionnels**

1. L'entrepreneur atteste qu'il n'a pas versé ni convenu de verser, directement ou indirectement, et s'engage à ne pas verser, directement ni indirectement, des honoraires conditionnels en rapport à la négociation ou à l'obtention du présent contrat ou en rapport à toute demande ou démarche reliée au présent contrat, à aucune personne autre qu'un employé remplissant les fonctions habituelles liées à son poste.
2. Tous les comptes et dossiers concernant le versement d'honoraires ou de toute autre rémunération en rapport à l'obtention ou à la négociation du contrat ou en rapport à toute demande ou démarche reliée au contrat seront assujettis aux dispositions du contrat portant sur les comptes et la vérification.
3. Si l'entrepreneur fait une fausse déclaration aux termes du présent article ou ne respecte pas les obligations précisées dans le présent document, le Ministre pourra soit résilier le contrat pour défaut d'exécution conformément aux dispositions pertinentes contenues dans le contrat, soit recouvrer, de l'entrepreneur, par une réduction du prix du contrat ou autrement, le montant total des honoraires conditionnels.
4. Les définitions suivantes s'appliquent au présent article :

« honoraires conditionnels » - Tout paiement, ou autre forme de rémunération, qui est subordonné au degré de succès ou calculé en fonction du degré de succès obtenu en rapport à l'obtention d'un marché gouvernemental, à la négociation d'une partie ou de la totalité des conditions de ce marché ou à toute demande ou démarche reliée au marché.

« employé(e) » - Toute personne avec qui l'entrepreneur a une relation d'employeur à employé;

« personne » - Comprend un particulier ou un groupe, une corporation, une société, une organisation et une association et, sans limiter la portée générale de ce qui précède, tout particulier qui est tenu de fournir au directeur une déclaration en vertu de l'article 5 de la Loi concernant l'enregistrement des lobbyistes, L.R.C. (1985), ch. 44 (4<sup>e</sup> suppl.), et de toute modification qui pourrait lui être apportée de temps à autre.

**CCC50 31 (2000-12-01) Intérêt sur les comptes en souffrance**

1. Les définitions suivantes s'appliquent au présent article :

« date de paiement » : la date que porte le titre négociable tiré par le Receveur général du Canada et remis aux fins de payer une somme exigible;

« en souffrance » : s'entend de la somme qui demeure impayée le lendemain du jour où elle est devenue exigible;

« exigible » : s'entend de la somme due par le Canada et exigible par l'entrepreneur aux termes du contrat;

« taux moyen » : la moyenne arithmétique simple du taux d'escompte en vigueur chaque jour, à 16 h, heure normale de l'est, pour le mois de calendrier immédiatement antérieur à la date de paiement, et « taux d'escompte » s'entend du taux d'intérêt fixé de temps en temps par la Banque du Canada qui représente le taux minimum auquel elle consent des avances à court terme aux membres de l'Association canadienne des paiements.
2. Le Canada verse à l'entrepreneur des intérêts simples, au taux moyen majoré de 3 p. 100 par année, sur toute somme en souffrance, à partir du premier jour où la somme est en souffrance jusqu'au jour qui précède la date de paiement. L'intérêt est payable sans avis de l'entrepreneur.
3. Le Canada ne verse pas d'intérêts en application du présent article lorsqu'il n'est pas responsable du retard à payer l'entrepreneur.
4. Le Canada ne verse pas d'intérêts sur les paiements anticipés qui sont en souffrance.



**Travaux publics et Services gouvernementaux Canada**

|    |                                             |
|----|---------------------------------------------|
| 01 | Interprétation                              |
| 02 | Pouvoirs du Ministre                        |
| 03 | Situation juridique de l'entrepreneur       |
| 04 | Modifications                               |
| 05 | Exécution des travaux                       |
| 06 | Inspection des travaux                      |
| 07 | Respect du droit applicable                 |
| 08 | Sous-traitance                              |
| 09 | Remplacement des employés                   |
| 10 | Cession                                     |
| 11 | Rigueur des délais                          |
| 12 | Sécurité et protection des travaux          |
| 13 | Paiement                                    |
| 14 | Modalités de paiement                       |
| 15 | Intérêt sur les comptes en souffrance       |
| 16 | Droit de propriété                          |
| 17 | Biens de l'État                             |
| 18 | Codes non autorisés                         |
| 19 | Protection contre les réclamations de tiers |
| 20 | Redevances et violations                    |
| 21 | Droits d'auteur                             |
| 22 | Suspension des travaux                      |
| 23 | Manquement de la part de l'entrepreneur     |
| 24 | Résiliation au gré du Ministre              |
| 25 | Comptes et vérification                     |
| 26 | Avis                                        |
| 27 | Membres de la Chambre des communes          |
| 28 | Conflits d'intérêts                         |
| 29 | Corruption et conflits d'intérêts           |
| 30 | Honoraires conditionnels                    |
| 31 | Prorogation                                 |
| 32 | Dissociabilité                              |
| 33 | Successeurs et ayants-droits                |
| 34 | Exhaustivité de la convention               |

**TRA-95 01 (1998-02-16) Interprétation**

1. À moins que le contexte n'indique un sens différent, les définitions qui suivent s'appliquent au présent contrat;
  - « autorité contractante » : le représentant du Ministre quant à la gestion du contrat désigné comme tel dans le contrat, ou dans un avis à l'entrepreneur;
  - « biens de l'État » : les matériaux, pièces, composants, devis, équipement, logiciels, documentation, articles et objets fournis à l'entrepreneur par le Canada ou en son nom, aux fins de l'exécution du contrat et tout ce que l'entrepreneur acquiert, d'une manière ou d'une autre, relativement aux travaux, dont le coût est acquitté par le Canada en vertu du contrat.
  - « Canada », « Couronne », « Sa Majesté » ou « l'État » : Sa Majesté la Reine du chef du Canada;
  - « contrat » : la convention écrite liant les parties, les présentes conditions générales, les conditions générales supplémentaires stipulées dans la convention écrite et tout autre texte que l'un ou l'autre de ces documents intègre au contrat par renvoi, compte tenu des modifications apportées avec l'accord des parties;
  - « contrat de sous-traitance » : comprend le contrat accordé par un sous-traitant, à tout échelon de la sous-traitance, pour l'exécution d'une partie des travaux, ainsi qu'un achat visé au paragraphe 08.1 à tout échelon de la sous-traitance, les termes et expressions dérivés étant interprétés en conséquence;
  - « droits moraux » : s'entend au sens de cette expression employée dans la *Loi sur le droit d'auteur*, L.R.C. (1985), ch. C-42;

« entrepreneur » : la personne physique ou morale dont le nom figure à la page de signature de la convention écrite et qui est chargée de fournir au Canada les services stipulés au contrat;

« Ministre » : le ministre des Travaux publics et des Services gouvernementaux et tout mandataire dûment autorisé;

« partie » : le Canada ou l'entrepreneur, ou encore, tout autre signataire du contrat; « parties » l'ensemble de ceux-ci;

« prix contractuel » : la somme payable à l'entrepreneur en vertu du contrat, pour l'exécution des travaux;

« responsable du projet » : la personne désignée comme tel dans le contrat ou dans un avis à l'entrepreneur et agissant en tant que représentant du ministre responsable du ministère ou de l'organisme pour lequel les travaux sont exécutés;

« travaux » : les activités, services, documents, logiciels, articles et objets que l'entrepreneur doit livrer ou fournir conformément aux modalités du contrat.

2. Les intitulés apparaissant dans les présentes conditions générales n'y figurent qu'à titre de repère ou d'information et n'ont pas d'incidence sur leur interprétation.
3. Aux fins du contrat, le singulier comprend le pluriel, le pluriel comprend le singulier, et le masculin comprend le féminin.

**TRA-95 02 (1995-12-15) Pouvoirs du Ministre**

Les droits, recours et pouvoirs, y compris le pouvoir discrétionnaire, conférés au Canada ou au Ministre par le contrat ou par la loi sont cumulatifs et non mutuellement exclusifs.

**TRA-95 03 (2004-05-14) Situation juridique de l'entrepreneur**

1. L'entrepreneur est retenu à titre d'entrepreneur indépendant à la seule fin d'exécuter les travaux. Ni l'entrepreneur ni ses employés ne constituent des employés, des préposés ou des mandataires du Canada. L'entrepreneur est tenu d'effectuer toutes les déductions et tous les versements exigés par la loi relativement à ses employés, notamment aux fins des régimes de pension du Canada ou du Québec, de l'assurance-chômage, de l'indemnisation des accidents du travail et de l'impôt sur le revenu.
2. Sans apporter de limitations aux clauses et conditions du contrat, et plus particulièrement à l'article 19 des présentes conditions générales, il est entendu et convenu que, sauf si imputables au Canada, ce dernier ne sera pas tenu responsable de pertes, de réclamations, de dommages ou de dépenses se rapportant à des blessures, à des affections, à des maladies, à des incapacités ou à la mort de l'entrepreneur, d'un employé, agent ou représentant de l'entrepreneur, causées effectivement ou prétendument par suite de l'exécution du contrat. L'entrepreneur convient de protéger et de tenir à couvert le Canada à tous égards et de ne pas faire de réclamations ni d'intenter d'action contre ce dernier par rapport aux éventualités précitées.

**TRA-95 04 (1995-12-15) Modifications**

Les modifications apportées aux travaux ou au contrat ne lient les parties que si elles sont intégrées au contrat au moyen d'un document écrit à cet effet portant la signature des représentants autorisés du Ministre et de l'entrepreneur.

**TRA-95 05 (2000-12-01) Exécution des travaux**

1. L'entrepreneur déclare et atteste ce qui suit :
  - a) il est qualifié pour exécuter les travaux;
  - b) il a les qualités requises, incluant la connaissance, l'habileté et l'expérience, pour exécuter les travaux, et l'aptitude à les utiliser efficacement à cette fin.
2. L'entrepreneur fournit tout ce qui est nécessaire à l'exécution des travaux, y compris les ressources, les installations, la main-d'oeuvre et la surveillance, la gestion, les services, l'équipement, les procédures d'inspection et d'assurance de la qualité et la planification requise pour l'exécution des travaux, sauf les biens de l'État prévus au contrat.



3. L'entrepreneur s'assure de la sécurité des travailleurs et de l'exécution diligente et efficace des travaux conformément aux pratiques reconnues dans l'industrie et aux dispositions législatives relatives à la santé et à la sécurité des travailleurs.
4. L'exécution des travaux n'est pas confiée à des personnes qui, de l'avis du Ministre ou du responsable du contrat, sont incompetentes ou ne se sont pas conduites convenablement.
5. L'entrepreneur garantit que tous les services rendus en vertu de ce contrat sont, au moment de l'acceptation, conformes aux exigences du présent contrat. Si l'entrepreneur doit modifier ou remplacer les travaux ou une partie de ceux-ci, il le fait à ses frais; les travaux modifiés ou remplacés par l'entrepreneur conformément au présent paragraphe sont assujettis à toutes les dispositions du présent contrat dans la même mesure que les travaux initialement exécutés.
6. L'entrepreneur ne suspend pas l'exécution de tout ou partie des travaux en attente du règlement d'un litige qui découle du contrat et qui oppose les parties, sauf lorsque le Ministre ordonne la suspension de tout ou partie des travaux en application de l'article 22.
7. L'entrepreneur doit assumer la prise en charge et la livraison des travaux. Sauf exception, la prise en charge et la livraison des travaux doit s'effectuer durant les heures normales de travail.
8. Les travaux doivent être présentés sur le support magnétique et le logiciel convenus en suivant la disposition et en respectant le format du texte original et, à moins d'indication contraire au contrat, ne doivent pas comporter d'en-tête, de publicité ou quelque information que ce soit pouvant identifier l'entrepreneur. Aucune correction manuscrite ne sera acceptée.
9. Toutes les traductions françaises doivent comporter l'accentuation française complète sur le support magnétique et le logiciel convenus. L'entrepreneur doit normalement reproduire les tableaux (chiffres compris), sauf sur indication contraire. Les comptes de mots comprennent les chiffres et ceux-ci doivent être reproduits.
10. La disposition sur disquette doit être exécutée dans les règles de l'art, de sorte que les disquettes puissent être utilisées sans avoir à subir quelque manipulation (formattage) que ce soit. La disposition originale doit être respectée à tous les égards. L'entrepreneur doit fournir les disquettes.

**TRA-95 06 (1995-12-15) Inspection des travaux**

Avant leur acceptation par le Canada, les travaux et chacune des parties de ceux-ci sont sujets à l'inspection que l'autorité contractante juge opportune, conformément aux dispositions applicables du contrat, s'il en est. L'autorité contractante ou son représentant a toujours accès aux travaux pendant les heures ouvrables, là où quelque partie de ceux-ci est exécutée. Advenant que tout ou partie des travaux ne soient pas conformes aux exigences du contrat, l'autorité contractante peut refuser les travaux en indiquant ses motifs à l'entrepreneur et exiger leur modification ou leur remplacement aux frais de ce dernier. Le fait que l'autorité contractante ait procédé à l'inspection ne relève pas l'entrepreneur de l'obligation de se conformer aux exigences du contrat.

**TRA-95 07 (2001-05-25) Respect du droit applicable**

L'entrepreneur se conforme aux dispositions législatives applicables à l'exécution de tout ou partie des travaux, y compris, mais sans s'y restreindre, ce qui a trait aux conditions sanitaires et de travail et à la protection de l'environnement, et il exige de tous ses sous-traitants qu'ils s'y conforment également. Sur demande raisonnable de l'autorité contractante, l'entrepreneur fournit une preuve de conformité aux dispositions législatives applicables.

**TRA-95 08 (1995-12-15) Sous-traitance**

1. Sauf disposition contraire du contrat, l'entrepreneur peut confier à des sous-traitants la fourniture de services qu'il confie habituellement à des sous-traitants dans l'exécution de contrats analogues.
2. Lorsqu'il conclut un contrat de sous-traitance, l'entrepreneur fait en sorte, à moins que le Ministre ne donne un consentement écrit à l'effet contraire, que le sous-traitant soit lié par des conditions qui sont compatibles avec celles du contrat et qui, de l'avis du Ministre, ne sont pas moins avantageuses pour le Canada que celles du contrat. Le risque associé à tout écart par rapport aux conditions du contrat, notamment en ce qui concerne le droit de résilier le contrat, est supporté entièrement par l'entrepreneur.
3. Aucune sous-traitance ne soustrait l'entrepreneur à l'une ou l'autre de ses obligations en vertu du contrat, ni n'a pour effet de rendre le Canada ou le Ministre responsable envers un sous-traitant.

**TRA-95 09 (1995-12-15) Remplacement des employés**

1. Lorsque le contrat précise l'identité des personnes qui doivent exécuter les travaux, l'entrepreneur est tenu de fournir les services de ces personnes, sauf s'il n'est pas en mesure de le faire pour des motifs indépendants de sa volonté.
2. S'il n'est pas en mesure de fournir les services de toute personne identifiée au contrat, l'entrepreneur est tenu de fournir les services d'un remplaçant qui possède les mêmes compétences et connaissances.
3. Avant de remplacer toute personne identifiée au contrat, l'entrepreneur avise par écrit le Ministre :
  - a) du motif du remplacement de la personne identifiée au contrat;
  - b) du nom du remplaçant proposé ainsi que de ses qualités et de son expérience;
  - c) de la preuve que cette personne possède l'autorisation de sécurité exigée et accordée par le Canada, le cas échéant.
4. L'entrepreneur ne permet jamais l'exécution des travaux par des remplaçants non autorisés; l'acceptation d'un remplaçant par l'autorité contractante ne relève pas l'entrepreneur de l'obligation de satisfaire aux exigences du contrat.
5. Le Ministre peut ordonner qu'un remplaçant cesse d'exécuter les travaux, et l'entrepreneur est alors tenu de se conformer sans délai à cet ordre et de retenir les services d'un autre remplaçant conformément au paragraphe 2 et aux alinéas 3. b) et c).

**TRA-95 10 (1995-12-15) Cession**

1. L'entrepreneur ne peut céder tout ou partie du contrat sans avoir préalablement obtenu le consentement écrit du Ministre, et toute prétendue cession effectuée sans avoir obtenu ce consentement est nulle et sans effet.
2. La cession du contrat ne relève pas l'entrepreneur de ses obligations aux termes du contrat ni ne confère d'obligations au Canada ou au Ministre, sauf consentement écrit à l'effet contraire du Ministre.

**TRA-95 11 (1995-12-15) Rigueur des délais**

1. Les délais impartis dans le contrat sont de rigueur.
2. Lorsque l'exécution des travaux ou d'une partie des travaux est retardée ou susceptible d'être retardée par un événement :
  - a) hors du contrôle raisonnable de l'entrepreneur,
  - b) ne pouvant raisonnablement être prévu,
  - c) ne pouvant raisonnablement être empêché par des moyens que pouvait raisonnablement utiliser l'entrepreneur, et
  - d) survenu en l'absence de toute faute ou négligence de la part de l'entrepreneur,le Ministre peut prolonger le délai d'exécution des travaux d'une période égale à la durée du retard causé, à la condition que l'entrepreneur l'ait informé sans tarder de l'événement qui cause ou est susceptible de causer ce retard.

**TRA-95 12 (2000-05-12) Sécurité et protection des travaux**

1. Pendant toute la période d'exécution du contrat, l'entrepreneur doit détenir une attestation sécuritaire valide émise par la Division de la sécurité industrielle canadienne et internationale (DSICI) au niveau exigé par le Canada pour l'exécution en tout ou en partie des travaux. Les documents classifiés ne doivent être remis qu'aux personnes qui possèdent l'attestation sécuritaire appropriée et l'entrepreneur doit s'assurer que tout employé désigné pour exécuter des travaux ou qui a accès aux travaux détient, pendant toute la période d'exécution, une attestation sécuritaire valide émise par la DSICI au niveau approprié à la classification des travaux.

2. Avant de pouvoir recevoir des documents classifiés et pendant toute la période d'exécution du contrat, l'entrepreneur doit détenir pour ses installations une autorisation valide de sécurité au niveau approprié émise par la DSICI et, à moins d'autorisation écrite à cet effet du responsable de projet, l'entrepreneur ne retirera pas de documents classifiés du lieu d'exécution autorisé des travaux et s'assurera que son personnel connaît et se conforme à cette exigence.
3. L'entrepreneur doit estampiller la classification de sécurité appropriée aux travaux produits par l'entrepreneur en vertu du contrat et ne doit ni conserver ou reproduire les documents classifiés et leur traduction ni en divulguer le contenu. A la fin des travaux, tous les documents classifiés fournis par le Canada ou produits par l'entrepreneur en vertu du contrat ainsi que tous les brouillons, ébauches, documents de travail, notes de recherche doivent être retournés au responsable de projet. Tous ces documents doivent être remis en personne ou envoyés par messenger dans une double enveloppe, l'enveloppe intérieure marquée au niveau de sécurité approprié et l'enveloppe extérieure portant uniquement les adresses du destinataire et de l'expéditeur.
4. Les présentes clauses doivent faire partie de tous les contrats de sous-traitance nécessitant l'accès à des documents classifiés.

**TRA-95 13 (2000-05-12) Paiement**

1. Pour tout paiement demandé, l'entrepreneur doit soumettre une facture à l'autorité contractante. La facture doit comprendre les renseignements suivants : nom et adresse de l'entrepreneur, numéro du contrat, numéro(s) de la (des) demande(s) de services, le numéro de référence du client, volume des prestations exécutées (mots/heures), tarif, montant total demandé et montant de la taxe sur les produits et services (TPS) ou la taxe de vente harmonisée (TVH) s'il y a lieu.
2. La TPS et la TVH est exclue du prix contractuel pour les travaux. Dans la mesure applicable, la TPS ou la TVH, s'il y a lieu, sera intégrée à toutes les factures et demandes de paiement et sera acquittée par le Canada. L'entrepreneur accepte de remettre à l'Agence des douanes et du revenu du Canada tout montant que l'entrepreneur reçoit du Canada, à titre de TPS ou de TVH, en vertu du contrat.
3. Par dérogation à toute autre disposition du contrat, le paiement à l'entrepreneur n'est versé que lorsque les conditions suivantes sont remplies :
  - a) une facture, des notes d'inspection, des attestations et tout autre document exigé par le contrat ont été remis conformément aux dispositions du contrat et aux directives du Ministre;
  - b) tous ces documents ont été vérifiés par le Ministre;
  - c) en ce qui concerne toute partie des travaux pour laquelle le paiement est exigé, l'entrepreneur a établi à la demande et selon les exigences du Ministre qu'elle était libre et quitte de tout privilège, créance, saisie, sûreté ou charge;
  - d) en ce qui concerne le paiement de travaux achevés, ceux-ci ont été inspectés par le Canada et jugés conformes aux dispositions du contrat.
4. Dans les quinze (15) jours suivant la réception d'une facture, le Ministre donne à l'entrepreneur un avis concernant toute lacune relevée dans la facture ou insuffisance de pièces qui l'accompagnent et, le cas échéant, le paiement du montant exigé dans la facture est différé jusqu'à ce que l'entrepreneur corrige la lacune selon les exigences du Ministre.
5. Le montant demandé par l'entrepreneur en vertu du contrat peut faire l'objet d'une vérification par le Canada avant ou après le versement à l'entrepreneur de la somme réclamée par l'entrepreneur. Tout paiement effectué avant la vérification ne doit être considéré que comme un paiement provisoire et doit être modifié en fonction des résultats de la vérification en question. Le cas échéant, le trop-perçu doit être immédiatement remboursé au Canada par l'entrepreneur.

**TRA-95 14 (2004-12-10) Modalités de paiement**

Le Canada paiera pour les travaux accomplis : a) soit dans les trente (30) jours suivant la date à laquelle les travaux ou les éléments complétés dans les cas de paiements par tranche ont été livrés à l'endroit désigné dans le contrat, ou b) soit dans les trente (30) jours suivant la date à laquelle une facture et les documents à l'appui ont été reçus conformément aux conditions du contrat; le délai le plus long étant retenu.

**TRA-95 15 (2000-12-01) Intérêt sur les comptes en souffrance**

1. Les définitions suivantes s'appliquent au présent article :

« date de paiement » : la date que porte le titre négociable tiré par le Receveur général du Canada et remis aux fins de payer une somme exigible;

« en souffrance » : s'entend de la somme qui demeure impayée le lendemain du jour où elle est devenue exigible;

« exigible » : s'entend de la somme due par le Canada et exigible par l'entrepreneur aux termes du contrat;

« taux moyen » : la moyenne arithmétique simple du taux d'escompte en vigueur chaque jour, à 16 h, heure normale de l'est, pour le mois de calendrier immédiatement antérieur à la date de paiement, et « taux d'escompte » s'entend du taux d'intérêt fixé de temps en temps par la Banque du Canada qui représente le taux minimum auquel elle consent des avances à court terme aux membres de l'Association canadienne des paiements.

2. Sous réserve du contrat, le Canada verse à l'entrepreneur des intérêts simples, au taux moyen majoré de 3 p. 100 par année, sur toute somme en souffrance, à partir du premier jour où la somme est en souffrance jusqu'au jour qui précède la date de paiement. L'intérêt est payable sans avis de l'entrepreneur.
3. Le Canada ne verse pas d'intérêts en application du présent article lorsqu'il n'est pas responsable du retard à payer l'entrepreneur.
4. Le Canada ne verse pas d'intérêts sur les paiements anticipés qui sont en souffrance.

**TRA-95 16 (1995-12-15) Droit de propriété**

1. Sauf disposition contraire du contrat et sous réserve du paragraphe 2, le droit de propriété sur tout ou partie des travaux est transmis au Canada dès leur livraison et leur acceptation par ou pour le compte du Canada.
2. Lorsqu'un paiement est effectué à l'entrepreneur à l'égard de la totalité ou d'une partie des travaux, notamment au moyen d'acomptes ou d'avances à justifier, le droit de propriété afférent aux travaux ainsi payés est transmis au Canada, à moins qu'il ne soit déjà ainsi transmis aux termes d'une autre disposition du contrat.
3. Malgré toute transmission du droit de propriété mentionnée au présent article et sous réserve des dispositions contraires du contrat, le risque de perte ou d'endommagement de tout ou partie des travaux incombe à l'entrepreneur jusqu'à la livraison au Canada en accord avec le contrat.
4. L'attribution d'un droit de propriété visée au paragraphe 2 n'emporte pas l'acceptation par le Canada des travaux ni ne relève l'entrepreneur de son obligation d'exécuter les travaux conformément au contrat.

**TRA-95 17 (2004-12-10) Biens de l'État**

1. Sauf disposition contraire du contrat, l'entrepreneur utilise les biens de l'État aux seules fins de l'exécution du contrat et ils demeurent la propriété du Canada.
2. L'entrepreneur assure, de manière raisonnable et adéquate, la protection des biens de l'État qui se trouvent dans ses locaux ou à proximité de ceux-ci, ou dont il a la possession ou le contrôle. S'il ne s'acquitte pas de cette obligation, il est responsable de toute perte ou de tout dommage qui en résulte, sauf si ceux-ci sont causés par l'usure normale.
3. Les biens de l'État qui ne sont pas intégrés aux travaux sont retournés au Canada, sauf disposition expresse à l'effet contraire du contrat.
4. Dès lors que le contrat est exécuté et sur demande de l'autorité contractante, l'entrepreneur fournit tant à celle-ci qu'au responsable du projet l'inventaire des biens de l'État se rapportant au contrat.

**TRA-95 18 (1995-12-15) Codes non autorisés**

1. L'entrepreneur garantit que les disquettes fournies au Canada en vertu du contrat ne comporteront aucun virus ou code non autorisé, que ce soit ou non par sa faute ou suite à sa négligence.

2. Sans limiter l'application de l'article 19, dans le cas où le Canada subirait des dommages en raison de la présence de virus ou codes non autorisés, l'entrepreneur devra rembourser tous les frais engagés par le Canada en vue de remettre ses systèmes dans leur état initial.

**TRA-95 19 (1995-12-15) Protection contre les réclamations de tiers**

1. L'entrepreneur indemnise le Canada et le Ministre, ainsi que leurs préposés et mandataires, et les dégage de toute responsabilité, à l'égard de tous dommages-intérêts ou frais subis par eux collectivement ou individuellement, et de toute action, réclamation, poursuite ou autre procédure dirigée contre eux collectivement ou individuellement, à tout moment, en raison :
  - a) de préjudice corporel (incluant le préjudice entraînant le décès) ou de la perte ou l'endommagement du bien d'autrui qui peuvent résulter, ou dont on allègue qu'ils résultent de l'exécution des travaux ou d'une partie de ceux-ci, étant entendu que le Canada et le Ministre ne peuvent se prévaloir de la protection du présent article lorsque le préjudice, la perte ou l'endommagement est causé par le Canada;
  - b) de tout privilège, saisie, sûreté ou autre charge ou créance visant des travaux en cours ou des travaux achevés fournis au Canada ou à l'égard desquels celui-ci a effectué un paiement.
2. Le Ministre informe l'entrepreneur de toute réclamation, action, poursuite ou procédure visée au paragraphe 1 et, lorsque le procureur général du Canada lui en fait la demande, l'entrepreneur, à ses frais, prend part à la contestation de la réclamation, de l'action, de la poursuite ou de la procédure et aux négociations visant à les régler, ou dirige cette contestation ou ces négociations, mais il n'indemnise le Canada du paiement effectué dans le cadre d'un règlement que s'il a consenti à celui-ci.

**TRA-95 20 (1995-12-15) Redevances et violations**

1. Aux fins du présent article, « redevances » comprend les éléments suivants :
  - a) les droits et autres versements apparentés aux redevances, ainsi que les actions en dommages-intérêts, liés à l'utilisation ou à la violation d'un brevet, d'un dessin industriel déposé, d'une marque de commerce, d'une oeuvre protégée par le droit d'auteur, d'un secret industriel ou d'un autre droit de propriété intellectuelle;
  - b) les frais engagés en raison de l'exercice, par quiconque, de droits moraux.
2. L'entrepreneur indemnise le Canada et le Ministre, ainsi que leurs préposés et mandataires, et les dégage de toute responsabilité, à l'égard de toute action, réclamation, poursuite ou autre procédure en vue du paiement de redevances, fondée ou dont on allègue qu'elle est fondée sur l'exécution du contrat ou sur l'utilisation ou l'aliénation, par le Canada, de toute chose fournie par l'entrepreneur aux termes du contrat.
3. Le Canada indemnise l'entrepreneur ainsi que ses préposés et mandataires, et les dégage de toute responsabilité, à l'égard de toute réclamation, action, poursuite ou autre procédure visant le paiement de redevances, dont l'entrepreneur a informé sans délai le Ministre et qui résulte, ou dont on allègue qu'elle résulte, de l'utilisation, par l'entrepreneur, dans l'exécution du contrat, de matériel ou d'autres renseignements, qu'il n'a pas conçus et qui lui ont été fournis par le Canada ou pour le compte de ce dernier. Le Canada n'indemnise ni ne dégage l'entrepreneur de toute responsabilité à l'égard du paiement effectué dans le cadre d'un règlement que s'il a consenti à celui-ci.
4. Le Ministre informe l'entrepreneur de toute réclamation, action, poursuite ou procédure visée au paragraphe 2 et, lorsque le procureur général du Canada lui en fait la demande, l'entrepreneur, à ses frais, prend part à la contestation de la réclamation, de l'action, de la poursuite ou de la procédure et aux négociations visant à le régler, ou dirige cette contestation ou ces négociations, mais il n'est tenu d'indemniser ni de dégage le Canada de toute responsabilité à l'égard du paiement effectué dans le cadre d'un règlement que s'il a consenti à celui-ci.

**TRA-95 21 (1995-12-15) Droits d'auteur**

1. Le Canada est le titulaire du droit d'auteur sur les travaux.
2. Les ébauches, versions préliminaires, documents techniques et autres documents de recherche linguistique ou terminologies élaborés pour exécuter les prestations faisant l'objet du contrat appartiennent tous au Canada. L'entrepreneur ne doit ni les divulguer ni les utiliser autrement que dans l'exécution des services faisant l'objet du contrat. L'entrepreneur ne peut, sauf dans la mesure

où l'exécution du contrat l'exige, divulguer ou publier aucun renseignement portant sur les choses mentionnées dans le présent article.

3. Sur demande du Ministre, l'entrepreneur devra fournir au Canada, à la fin du contrat ou à tout autre moment déterminé par le Ministre, une renonciation définitive écrite aux droits moraux, de forme acceptable au Ministre, de la part de chaque auteur qui a contribué aux travaux.
4. Dans les cas où l'entrepreneur est l'auteur des travaux, l'entrepreneur renonce définitivement par les présentes, à ses droits moraux relativement aux travaux.

**TRA-95 22 (1995-12-15) Suspension des travaux**

1. Le Ministre peut à tout moment, au moyen d'un avis écrit, ordonner à l'entrepreneur de suspendre tout ou partie des travaux visés par le contrat. L'entrepreneur se conforme sans délai à l'ordre de suspension de manière à minimiser les frais liés à la suspension. À tout moment durant la période de suspension des travaux, le Ministre peut annuler l'ordre ou mettre fin au contrat, en totalité ou en partie, en application de l'article 23 ou le résilier en vertu de l'article 24.
2. Lorsqu'un ordre est donné en vertu du paragraphe 1, l'entrepreneur a le droit d'être défrayé des coûts supplémentaires par suite de la suspension des travaux, majorés d'un profit juste et raisonnable, à moins que le Ministre ne résilie le contrat à cause d'un manquement de la part de l'entrepreneur ou que celui-ci ne renonce au contrat.
3. En cas d'annulation d'un ordre de suspension donné en vertu du paragraphe 1,
  - a) l'entrepreneur reprend dès que possible les travaux conformément au contrat;
  - b) lorsque la suspension a empêché l'entrepreneur de respecter une date de livraison stipulée dans le contrat, la date d'exécution de la partie du contrat touchée par la suspension est reportée du nombre de jours équivalant à la période de suspension ainsi que du nombre de jours que le Ministre estime nécessaire à l'entrepreneur, après consultation avec celui-ci, pour reprendre les travaux, le cas échéant;
  - c) sous réserve de l'article 04, les justes redressements sont apportés, au besoin, aux conditions du contrat qui sont touchées.

**TRA-95 23 (1995-12-15) Manquement de la part de l'entrepreneur**

1. Lorsque l'entrepreneur manque à une de ses obligations prévues au contrat, le Ministre peut, moyennant un avis écrit à l'entrepreneur, résilier tout ou partie du contrat soit sans délai soit à l'expiration du délai imparti dans l'avis pour remédier au manquement lorsque l'entrepreneur n'a pas, dans le délai imparti, remédié au manquement selon les exigences du Ministre.
2. Lorsque l'entrepreneur fait faillite ou devient insolvable, qu'il cède ses biens au profit de ses créanciers, qu'il se prévaut des dispositions d'une loi sur les débiteurs en faillite ou insolvable, qu'un séquestre est désigné aux termes d'un titre de créance ou qu'une ordonnance de séquestre est prononcée à son égard ou encore, qu'une ordonnance est rendue ou qu'une résolution est adoptée en vue de la liquidation de son entreprise, le Ministre peut, dans la mesure où le permet la législation canadienne et moyennant un avis à l'entrepreneur, résilier sans délai tout ou partie du contrat pour manquement.
3. Une fois donné l'avis prévu aux paragraphes 1 ou 2, l'entrepreneur n'a droit à aucun autre paiement que ceux prévus au présent article, mais il demeure redevable envers le Canada des sommes, y compris les paiements d'étape, versées par le Canada ainsi que des pertes et des dommages subis par celui-ci en raison du manquement ou de l'événement sur lequel l'avis était fondé, y compris l'accroissement du coût, pour le Canada, de l'exécution des travaux par un tiers ou en faisant appel à ses ressources internes. L'entrepreneur s'engage à rembourser immédiatement au Canada la portion de toute avance non liquidée à la date de la résiliation. Le présent article n'a pas d'incidence sur l'obligation légale du Canada de minimiser les dommages.
4. Dès la résiliation du contrat conformément au présent article, le Ministre peut exiger de l'entrepreneur qu'il remette au Canada, de la manière et dans la mesure qu'il précise, toute partie des travaux achevés et qui n'a pas été livrée et acceptée avant la résiliation, ainsi que le matériel ou les travaux en cours que l'entrepreneur produit spécialement aux fins d'exécuter le contrat.
5. Moyennant la déduction de toute créance du Canada envers l'entrepreneur découlant du contrat ou de la résiliation, le Canada paie à l'entrepreneur ou porte à son crédit la valeur, calculée à partir du prix

contractuel, y compris la quote-part du profit ou de la rémunération de l'entrepreneur compris dans le prix contractuel, des parties des travaux qui ont été achevées et livrées au Canada suivant une directive visée au paragraphe 4 et que le Canada a acceptées, et il verse à l'entrepreneur ou porte à son crédit l'équivalent du coût, pour l'entrepreneur, que le Ministre juge raisonnable à l'égard de l'ensemble du matériel ou des travaux en cours livrés au Canada suivant une directive visée au paragraphe 4 et que le Canada a acceptés. Cependant, les sommes versées par le Canada en application du contrat, jusqu'à la résiliation, et les sommes payables en application du présent paragraphe ne doivent jamais dépasser, au total, le montant du prix contractuel.

6. Le titre de propriété afférent à l'ensemble du matériel, des travaux en cours et des travaux achevés à l'égard desquels un paiement est effectué à l'entrepreneur est transmis au Canada au moment où le paiement est effectué, à moins qu'il ne soit déjà ainsi transmis aux termes d'une autre disposition du contrat. Ce matériel, ces travaux en cours et ces travaux achevés sont livrés au Ministre, selon ses directives, mais le Canada n'accepte et ne paie que pour ceux qui étaient nécessaires à l'exécution des travaux.
7. Lorsque, après l'envoi de l'avis visé au paragraphe 1, le Ministre estime qu'il n'y a pas de motif pour résilier le contrat selon le présent article, l'avis est réputé constituer un avis de résiliation au sens du paragraphe 24.1.

**TRA-95 24 (1995-12-15) Résiliation au gré du Ministre**

1. Par dérogation à toute autre disposition du contrat, le Ministre peut, à tout moment avant l'achèvement des travaux, moyennant un avis à cet effet à l'entrepreneur (appelé au présent article, à l'occasion, un « avis de résiliation »), résilier le contrat en ce qui a trait à tout ou partie des travaux non achevés. Une fois l'avis de résiliation donné, l'entrepreneur cesse d'exécuter les travaux selon les modalités précisées dans l'avis, mais il poursuit l'exécution des travaux qui ne sont pas touchés par l'avis de résiliation. Le Ministre peut toujours donner un ou plusieurs autres avis de résiliation relativement aux parties des travaux non visées par l'avis de résiliation précédent.
2. Lorsqu'un avis de résiliation est donné en application du paragraphe 1, l'entrepreneur a le droit d'être payé par le Canada, s'il ne l'a pas déjà été (y compris la portion de toute avance non liquidée), dans la limite des frais qu'il a raisonnablement et dûment engagés aux fins d'exécuter le contrat, pour ce qui suit :
  - a) compte tenu du prix contractuel, tous les travaux achevés qui ont été inspectés et acceptés conformément au contrat, qu'ils aient été achevés avant l'avis de résiliation ou après celui-ci conformément aux directives contenues dans l'avis de résiliation;
  - b) le coût, pour l'entrepreneur, majoré d'un profit juste et raisonnable, des travaux visés par l'avis de résiliation avant leur achèvement, calculé conformément aux dispositions du contrat;
  - c) les frais directement et accessoirement liés à la cessation de tout ou partie des travaux, y compris le coût d'annulation des obligations contractées par l'entrepreneur relativement aux travaux visés par la résiliation, à l'exclusion du coût des indemnités de départ et des dommages-intérêts versés aux employés dont les services ne sont plus requis en raison de la résiliation, sauf les salaires que l'entrepreneur est légalement tenu de leur verser et les indemnités de départ et dommages-intérêts raisonnables versés aux employés embauchés pour exécuter le contrat et dont l'embauche est expressément requise par le contrat ou approuvée par écrit par le Ministre aux fins de l'exécution du contrat.
3. Le Ministre peut réduire le montant du paiement effectué à l'égard de certaines parties des travaux dans les limites où il ressort d'une inspection que les exigences du contrat ne sont pas respectées.
4. Par dérogation au paragraphe 2, les sommes auxquelles l'entrepreneur a droit aux termes des alinéas 2. a) et b), et les sommes versées ou dues à l'entrepreneur suivant d'autres dispositions du contrat, ne doivent pas dépasser, au total, le prix contractuel ou la partie de celui-ci qui correspond à la partie des travaux que vise la résiliation, non plus que la quote-part du prix proposé par l'entrepreneur pour la totalité des travaux pouvant raisonnablement être attribuée à la partie des travaux exécutés à la date effective de la résiliation.
5. Lorsqu'il sous-traite quelque partie des travaux, l'entrepreneur, sauf autorisation contraire du Ministre, conclut des contrats de sous-traitance à des conditions qui lui permettent de les résilier à des conditions et selon les modalités similaires à celles prévues au présent article et, de manière générale, l'entrepreneur collabore avec le Ministre et fait tout ce qui est raisonnablement en son pouvoir pour minimiser les obligations financières du Canada en cas de résiliation selon le présent article.

6. Le droit de propriété sur l'équipement, les travaux en cours et les travaux achevés à l'égard desquels un paiement est effectué à l'entrepreneur est, dès ce paiement, transmis au Canada, à moins qu'il ne soit déjà ainsi transmis par une autre disposition du contrat. Ces travaux en cours et ces travaux achevés sont livrés au Ministre, selon ses directives, mais le Canada n'accepte et ne paie que les travaux en cours qui étaient requis pour l'exécution des travaux.
7. Sauf dans la mesure prévue au présent article, les mesures prises et les avis de résiliation donnés par le Ministre en vertu du présent article ne confèrent aucun recours à l'entrepreneur, ni directement ni indirectement, notamment en ce qui a trait à l'obtention de dommages-intérêts ou d'une indemnité sur le fondement, par exemple, d'un manque à gagner.

**TRA-95 25 (1995-12-15) Comptes et vérification**

1. L'entrepreneur tient des comptes et des registres appropriés de ce que lui coûtent les travaux ainsi que des dépenses qu'il engage et de ses engagements à l'égard de ceux-ci, et il conserve les factures, les récépissés et les pièces justificatives qui s'y rattachent. Il conserve ces comptes, registres, factures, récépissés et pièces justificatives six (6) ans après le dernier paiement effectué aux termes du contrat ou jusqu'au règlement des litiges ou réclamations en cours, selon la plus tardive des deux dates, à moins d'obtenir préalablement une autorisation écrite contraire du Ministre.
2. Pendant la période mentionnée au paragraphe 1, tous les comptes et registres de même que les factures, récépissés et pièces justificatives sont toujours mis à la disposition des représentants du Ministre, lesquels peuvent en tirer des copies ou des extraits, ou en faire la vérification, l'inspection et l'examen. L'entrepreneur met à disposition les installations nécessaires à l'occasion de telles vérifications et inspections et fournit les renseignements que les représentants du Ministre lui demandent à l'occasion relativement à ces comptes, registres, factures, récépissés et pièces justificatives.

**TRA-95 26 (1995-12-15) Avis**

Tout avis est donné par écrit et est signifié personnellement ou par messenger, par courrier recommandé, par télécopieur ou par tout autre moyen électronique qui imprime l'avis, à l'adresse de la partie qui en est le destinataire, selon le contrat ou à la dernière adresse figurant sur un avis conforme au présent article envoyé à l'expéditeur. L'avis prend effet le jour de sa réception à cette adresse.

**TRA-95 27 (1995-12-15) Membres de la Chambre des communes**

Les membres de la Chambre des communes ne peuvent participer au contrat ni en tirer avantage.

**TRA-95 28 (2005-12-16) Conflits d'intérêts**

1. L'entrepreneur convient qu'il s'agit d'une condition du contrat que toute personne qui ne se conforme pas aux dispositions du Code régissant la conduite des titulaires de charge publique en ce qui concerne les conflits d'intérêts et l'après-mandat, du Code de valeurs et d'éthique de la fonction publique, des Directives et ordonnances administratives de la Défense régissant les conflits d'intérêts et l'après-mandat, ne peut bénéficier directement du présent contrat.
2. Aucun employé du gouvernement du Canada n'est admis à être partie au contrat, ni à en tirer un bénéfice quelconque à moins d'y avoir été autorisé par écrit par le ministre de qui l'employé relève.

**TRA-95 29 (1995-12-15) Corruption et conflits d'intérêts**

1. L'entrepreneur déclare qu'il n'a dans les affaires d'aucun tiers d'intérêt pécuniaire susceptible d'affecter son objectivité dans l'exécution des services faisant l'objet du contrat.
2. L'entrepreneur déclare et atteste qu'aucun pot-de-vin, présent, bénéfice ou autre avantage n'a été ni ne sera consenti, promis ou offert, directement ou indirectement, à un représentant ou à un employé du Canada ni à aucun membre de sa famille, en vue d'exercer une influence sur la conclusion ou la gestion du contrat.

**TRA-95 30 (1995-12-15) Honoraires conditionnels**

1. L'entrepreneur atteste qu'il n'a pas versé ni convenu de verser, directement ou indirectement, et s'engage à ne pas verser, directement ou indirectement, des honoraires conditionnels en rapport à la négociation ou à l'obtention du contrat ou en rapport à toute demande ou démarche reliée au présent contrat, à aucune personne autre qu'un employé remplissant les fonctions habituelles liées à son poste.



2. Tous les comptes et dossiers concernant le versement d'honoraires ou de toute autre rémunération en rapport à l'obtention ou à la négociation du contrat ou en rapport à toute demande ou démarche reliée au contrat seront assujettis aux dispositions du contrat portant sur les comptes et la vérification.
3. Si l'entrepreneur fait une fausse déclaration aux termes du présent article ou ne respecte pas les conditions précisées dans le présent document, le Ministre pourra soit résilier le contrat pour défaut d'exécution conformément aux dispositions pertinentes contenues dans le contrat, soit recouvrer, de l'entrepreneur, par une réduction du prix ou autrement, le montant total des honoraires conditionnels.
4. Les définitions suivante s'appliquent au présent article :
  - « honoraires conditionnels » : Tout paiement, ou autre forme de rémunération, qui est subordonné au degré de succès ou calculé en fonction du degré de succès obtenu en rapport à l'obtention d'un marché gouvernemental, à la négociation d'une partie ou de la totalité des conditions de ce marché ou à toute demande ou démarche reliée au marché.
  - « employé(e) » : Toute personne avec qui le fournisseur a une relation d'employeur à employé.
  - « personne » : Comprend un particulier ou un groupe, une corporation, une société, une organisation et une association et, sans limiter la portée générale de ce qui précède, tout particulier qui est tenu de fournir au directeur une déclaration en vertu de l'article 5 de la *Loi sur l'enregistrement des lobbyistes*, L.R. 1985, ch. 44 (4<sup>e</sup> suppl.) et de toute modification qui pourrait lui être apportée de temps à autre.

### **TRA-95 31 (1995-12-15) Prorogation**

Les obligations de l'entrepreneur concernant le secret, les déclarations et les garanties stipulées dans le contrat et les dispositions sur les biens de l'État, la protection contre les réclamations de tiers, les redevances et les violations, les droits de propriété intellectuelle, les comptes et la vérification demeurent applicables malgré l'expiration du contrat ou sa résiliation pour manquement, au gré du Ministre ou par consentement mutuel, tout comme les autres dispositions du contrat dont il est raisonnable de présumer, en raison de la nature des droits et des obligations qui y sont conférés, que les parties avaient l'intention de les proroger.

### **TRA-95 32 (1995-12-15) Dissociabilité**

Toute disposition du contrat qu'un tribunal compétent juge invalide, illégale ou non susceptible d'exécution est dissociée du contrat, et les autres dispositions du contrat demeurent en vigueur et applicables.

### **TRA-95 33 (1995-12-15) Successeurs et ayants-droits**

Le contrat s'applique au bénéfice des successeurs et ayants-droits autorisés du Canada et de l'entrepreneur, et il lie ces derniers.

### **TRA-95 34 (1995-12-15) Exhaustivité de la convention**

Le contrat fait état de la totalité de la seule entente intervenue entre les parties relativement à l'objet du contrat et remplace toute négociation, communication ou autre entente antérieure, écrite ou verbale, s'y rapportant, à moins qu'elle ne soit intégrée par renvoi au contrat. Seuls les engagements, conditions, déclarations qui figurent au contrat lient les parties.

## CCC50 01 (2000-05-12) Interprétation

1. Sauf si le contexte s'y oppose,
  - « ci-inclus », « par les présentes », « de ce contrat », « ci-dessous » et autres expressions semblables, s'appliquent à l'ensemble du contrat;
  - « conditions générales supplémentaires » signifie toutes autres conditions générales faisant partie du contrat;
  - « contrat » désigne et comprend la convention, les présentes conditions générales et toutes autres conditions générales supplémentaires, devis, conditions de travail, annexes et autres documents (s'il en est) dont il est question dans la convention comme faisant partie du contrat;
  - « convention » signifie la convention particulière ou le contrat dont, dans tous les cas précis, les présentes conditions générales font partie;
  - « Corporation » signifie la Corporation commerciale canadienne;
  - « devis » signifie le devis, les plans, les dessins, les modèles et (ou) les maquettes (s'il en est) dont il est question dans la convention et (ou) qui sont fournis par l'entrepreneur pour l'exécution du contrat;
  - « fournitures de l'État » signifie tous les matériaux, pièces, éléments, équipements, devis, articles et choses qui peuvent être fournis à l'entrepreneur par ou au nom de Sa Majesté, aux fins des travaux;
  - « inspecteur » signifie la personne (s'il en est) désignée comme telle dans la convention ou dans les conditions générales supplémentaires (s'il en est) et (ou) toute personne qui pour le moment agit au nom de Sa Majesté ou de la Corporation comme étant l'inspecteur en vertu du contrat;
  - « matériel » comprend la machinerie, les appareils, les gabarits, les outils, les matrices, les calibres, les instruments et l'équipement de toute sorte;
  - « prix contractuel » signifie le montant, indiqué dans la convention, qui est payable à l'entrepreneur pour les travaux, peu importe si le contrat comporte un prix stipulé ou s'il est en régie intéressée;
  - « sociétés connexes » signifie toute société ou Corporation qui, directement ou indirectement, contrôle l'entrepreneur ou est contrôlée par l'entrepreneur ou affiliée à lui, et comprend toute personne qui, directement ou indirectement, contrôle l'entrepreneur ou toute société ou Corporation;
  - « travaux » signifie les travaux exécutés ou que l'entrepreneur est tenu d'exécuter afin de satisfaire au contrat et, où le contexte ne s'y oppose pas, comprend les services, les travaux finis, les travaux en voie d'exécution et toutes les pièces, tous les matériaux, éléments, articles et choses utilisés ou qu'on se propose d'utiliser, ou requis pour exécuter le contrat;
  - « travaux finis » signifie les approvisionnements et (ou) les services et (ou) les projets et (ou) les travaux qui font l'objet du contrat, lorsqu'ils sont achevés en conformité du contrat.

Le singulier comprend le pluriel et vice versa.
2. En cas d'incompatibilité, les dispositions de la convention et (ou) des présentes conditions générales l'emportent sur le devis (s'il en est), et les dispositions de la convention et des conditions générales supplémentaires (s'il en est) l'emportent sur les présentes conditions générales.

## CCC50 02 (1991-06-01) Pouvoirs de la Corporation

La Corporation est l'agent de Sa Majesté à toutes les fins du contrat.

## CCC50 03 (2000-05-12) Cession et sous-traitance

1. L'entrepreneur ne peut céder ou accorder le contrat ou une partie quelconque du contrat en sous-traitance, sans au préalable avoir obtenu le consentement par écrit de la Corporation, et toute cession ou toute sous-traitance accordée sans ce consentement est sans effet; il est entendu (sauf disposition contraire de la Corporation ou du contrat) que l'entrepreneur peut accorder en sous-traitance les parties des travaux qui sont ordinairement accordées en sous-traitance en pareil cas. L'entrepreneur, sans tarder, doit fournir à la Corporation tous les détails de toutes les sous-traitances. Nulle cession ou sous-traitance ne soustrait l'entrepreneur à l'une quelconque de ses

obligations prévues dans le contrat, ni n'impose à Sa Majesté ou à la Corporation une responsabilité quelconque à l'endroit d'un cessionnaire ou sous-traitant.

2. Sous réserve de ce qui précède, le contrat prend effet à l'avantage des successeurs et ayants droit de Sa Majesté et de l'entrepreneur, respectivement, et est obligatoire pour eux.

**CCC50 04 (1991-06-01) Exécution des travaux**

1. L'entrepreneur doit exécuter les travaux avec diligence et les surveiller et les inspecter efficacement; il est chargé de voir à ce que les travaux soient de bonne qualité, d'une bonne façon et exécutés avec de bons matériaux, conformément aux exigences du contrat.
2. La nature et l'esprit du contrat sont d'assurer que les travaux énumérés aux présentes soient complètement achevés dans tous les détails aux fins prescrites; et l'entrepreneur convient de fournir tout ce qui est nécessaire à ces fins, nonobstant toute omission dans les dessins ou les devis.
3. L'entrepreneur doit s'adresser à la Corporation pour obtenir toute explication dont il peut avoir besoin au sujet du sens et de l'intention d'une clause quelconque des devis et du contrat, et il est tenu responsable de toute erreur ou perte résultant de sa négligence à obtenir ces renseignements.
4. Les dessins et les devis sont censés se compléter l'un l'autre, de sorte que si des choses qui figurent sur les dessins ne sont pas mentionnées dans les devis, ou vice versa, ces choses seront fournies et construites comme si elles étaient spécifiquement indiquées dans les deux. Si l'on découvre des écarts dans les dessins ou s'il y a conflit entre les dessins et les devis, ces écarts sont portés à l'attention de la Corporation avant que les travaux ne soient exécutés. Les cotes sur les dessins l'emportent.
5. Les matériaux utilisés doivent être conformes aux devis, qu'ils figurent ou non sur les dessins de la Corporation ou de l'entrepreneur.
6. Le fait que la Corporation approuve les dessins de l'entrepreneur n'enlève pas à ce dernier la charge d'y apporter les corrections voulues, ni la responsabilité des conséquences que peuvent avoir les erreurs ou omissions.
7. Nul matériau ni pièce ne peut être utilisé ou transformé et nul travail fini ne peut être soumis à l'agrément de la Corporation ni livré à moins ou avant que le personnel d'inspection de l'entrepreneur ne les ait approuvés, et là où c'est possible, les travaux doivent porter un timbre d'approbation conforme aux exigences de l'inspecteur. L'entrepreneur doit conserver des dossiers d'inspection convenables et satisfaisants auxquels l'inspecteur peut avoir accès en tout temps pour les examiner, en faire des copies et en tirer des extraits.
8. La Corporation et l'inspecteur ont accès aux travaux en tout temps et peuvent faire les essais qu'ils jugent opportuns. L'entrepreneur doit fournir toute l'aide et toutes les installations, pièces d'essai et échantillons dont la Corporation ou l'inspecteur peut avoir besoin pour réaliser ces essais.
9. L'entrepreneur ne peut arrêter ni suspendre les travaux en attendant le règlement ou la solution (par arbitrage ou autrement) de tout différend touchant le contrat.

**CCC50 05 (1991-06-01) L'inspecteur est le juge définitif des travaux**

L'inspecteur est le juge définitif des travaux, de leur qualité et de leur façon. L'inspecteur a tous les pouvoirs de rejeter ou de refuser d'accepter tout travail fini, toute pièce ou tout matériau ou encore tout travail en voie d'exécution qu'il considère ne pas être conforme aux exigences du contrat. De plus, l'inspecteur est le seul juge pour ce qui est de la signification des devis, le cas échéant.

**CCC50 06 (1991-06-01) Réfection des travaux rejetés**

L'entrepreneur doit refaire, sans tarder, à ses propres frais, tout travail que l'inspecteur a refusé de recevoir ou, si la Corporation le préfère, rembourser immédiatement tous les montants qui lui ont été préalablement versés à l'égard des travaux rejetés ou non acceptés.

**CCC50 07 (1991-06-01) Réception et livraison**

La réception définitive par l'inspecteur de tout travail fini est censée signifier que le travail a été livré à Sa Majesté et qu'il a été accepté par Elle. Cette réception est en outre une condition suspensive de la livraison. Il est entendu que si la convention prévoit un endroit ou une façon particulière de faire la livraison, ladite livraison

n'est pas complète tant qu'elle n'est pas faite aux termes de la convention. À la livraison, le titre des travaux livrés est cédé à Sa Majesté, s'il ne lui est pas encore dévolu. Le droit de l'inspecteur de refuser d'accepter un travail quelconque n'est pas touché par l'inspection, l'approbation ou la réception préalable d'une pièce, d'un matériau ou d'un travail quelconque en voie d'exécution ou fini.

**CCC50 08 (1991-06-01) Garantie**

Sans limiter la portée des autres conditions du contrat ou de toute garantie stipulée ou découlant de la loi, l'entrepreneur, à ses propres frais, doit remplacer tout article, pièce ou matériau compris dans le travail (toutes fournitures de l'État non comprises) qui, à un moment quelconque des dix-huit (18) mois qui suivent la livraison, devient défectueux par suite d'une erreur ou d'un défaut de fabrication ou de façon ou de l'emploi de mauvais matériaux.

**CCC50 09 (1991-06-01) Fournitures de l'État**

1. Tous les articles fournis par l'État doivent être utilisés par l'entrepreneur uniquement aux fins du contrat et sont toujours et restent la propriété de Sa Majesté et, chaque fois que la chose est possible, l'entrepreneur marque ces articles de façon à indiquer qu'ils appartiennent à Sa Majesté.
2. Tout article fourni par l'État, trouvé endommagé ou défectueux, doit être remplacé par Sa Majesté, lorsque l'inspecteur certifie par écrit à la Corporation que les dommages ou défauts ne sont pas attribuables à l'entrepreneur ni à sa négligence. Si l'inspecteur certifie que plus de 5 p. 100 des articles fournis par l'État, du même genre et type, sont endommagés ou défectueux (autrement que par la faute ou la négligence de l'entrepreneur), Sa Majesté doit dédommager l'entrepreneur pour toute perte subie par lui et directement attribuable à la proportion des articles endommagés ou défectueux dépassant 5 p. 100.
3. Tous les articles fournis par l'État (sauf ceux qui sont installés en permanence ou qui font partie intégrante des travaux) doivent être, sur demande, remis à la Corporation dans le même état qu'ils étaient lorsqu'ils ont été fournis à l'entrepreneur; l'entrepreneur n'est pas tenu responsable des pertes ou dommages résultant de l'usure ordinaire ou de causes auxquelles, raisonnablement, il ne peut rien.

**CCC50 10 (1991-06-01) Rebuts, etc.**

Tous les rebuts ou déchets provenant d'articles fournis par l'État, ou de tous autres matériaux, articles ou choses, qui appartiennent à Sa Majesté, sauf indication contraire des présentes, restent la propriété de Sa Majesté et doivent être utilisés conformément aux indications de la Corporation.

**CCC50 11 (1991-06-01) Soins à apporter aux biens de la Couronne; assurance**

1. L'entrepreneur doit prendre un soin raisonnable et convenable de tous les biens appartenant à Sa Majesté qui, de temps à autre, lui sont confiés et il est responsable de toute perte ou de tout dommage à ces biens résultant de sa négligence, non compris les pertes ou dommages causés par le feu ou par l'usure ordinaire.
2. Sauf stipulation contraire du contrat, l'entrepreneur ne peut prendre d'assurance sur les biens appartenant à Sa Majesté; au cas où le contrat est forfaitaire, le présent paragraphe 2 n'empêche pas l'entrepreneur de faire assurer des biens dont le titre est dévolu à Sa Majesté aux termes de l'article 19 des présentes conditions générales.

**CCC50 12 (1991-06-01) L'importance des délais; prolongations**

Le temps est censé être de l'essence du contrat; il est entendu que le temps requis pour achever un travail qui a été ou qui sera vraisemblablement retardé pour des raisons de force majeure ou pour d'autres causes auxquelles l'entrepreneur ne peut vraisemblablement rien, peut être prolongé d'une période égale à la durée du retard ainsi causé pourvu qu'un avis par écrit soit donné à la Corporation, de l'événement ayant causé ou étant susceptible de causer un tel retard.

**CCC50 13 (1991-06-01) Comptes**

L'entrepreneur doit tenir des comptes et des registres détaillés et appropriés de ce que lui coûte les travaux et conserver les factures, reçus et pièces justificatives s'y rapportant. Si une partie quelconque des travaux est exécutée par une société associée au Canada, l'entrepreneur doit faire en sorte que cette société associée tienne aussi des comptes et des registres semblables et conserve les factures, reçus et pièces justificatives à l'égard du coût des travaux qu'elle a exécutés. Tous ces comptes, registres, factures, reçus et pièces justificatives doivent être disponibles en tout temps aux fins d'examen et de vérification de la part des représentants autorisés de la Corporation (qui ont la faculté d'en tirer des copies et des extraits) et ce, pour une

période de six (6) ans à compter de la fin de l'année civile au cours de laquelle le contrat est résilié ou exécuté. L'entrepreneur doit fournir toute l'aide nécessaire à ces vérifications et examens, et fournir à la Corporation et à ses représentants autorisés tous les renseignements dont ceux-ci peuvent avoir besoin à l'occasion relativement à ces comptes, registres, factures, reçus et pièces justificatives.

**CCC50 14 (1991-06-01) Discretion et protection des travaux**

1. Le contrat, le devis et tous les renseignements donnés, utilisés ou révélés à l'égard des travaux sont confidentiels. L'entrepreneur ne peut les utiliser à d'autre fin que le contrat sans l'autorisation écrite de la Corporation et, en tout temps, il doit prendre ou faire prendre toutes les mesures nécessaires à la protection des travaux et des articles fournis par l'État, s'il en est, contre l'espionnage, le sabotage et le feu.
2. Le contrat, les devis et les renseignements susmentionnés peuvent être classés selon les précautions à prendre pour leur sauvegarde. S'ils sont ainsi classés,
  - a) les mesures que l'entrepreneur doit prendre pour leur sauvegarde comprennent celles qui sont mentionnées dans toutes instructions émises à cet égard par ou au nom de la Corporation;
  - b) à la demande de la Corporation, l'entrepreneur doit se dispenser des services, à l'égard des travaux, de toute personne employée ou engagée pour les travaux; et
  - c) l'entrepreneur doit permettre à la Corporation en tout temps, par l'entremise d'un organisme jugé convenable, de prendre et de maintenir sur les lieux ou près des lieux où les travaux ou une partie de ceux-ci sont exécutés, des précautions ou autres mesures de protection qui, de l'avis de la Corporation, sont souhaitables.

**CCC50 15 (1991-06-01) Réclamations et redevances de brevet**

1. L'entrepreneur doit indemniser la Corporation contre toute réclamation, poursuite, action et procédure pour toute contrefaçon ou prétendue contrefaçon de brevet, fondée sur l'utilisation d'une invention protégée par un tel brevet dans l'exécution du contrat, et pour les redevances ou autres paiements qui peuvent être payables à l'égard de tel brevet.
2. Sur l'avis de la Corporation qu'une réclamation, action, poursuite ou procédure a été faite ou intentée, l'entrepreneur, sauf si la Corporation lui donne des directives contraires, doit mener, à ses propres frais, toutes les négociations en vue du règlement de ces différends.

**CCC50 16 (1992-04-01) Main-d'oeuvre et matériaux canadiens**

ANNULÉ.

**CCC50 17 (1991-06-01) Conditions préalables à tout paiement**

Aucun paiement ne peut être fait à l'entrepreneur avant que : a) les factures, les notes d'inspection et tous autres documents prescrits de temps à autre par la Corporation ou l'inspecteur ne soient préparés, signés et présentés en conformité des termes du contrat ou selon les instructions données de temps à autre par la Corporation; et b) l'entrepreneur n'établisse à la satisfaction de la Corporation (s'il y a lieu) que tous les matériaux, pièces, travaux en voie d'exécution et (ou) achevés à l'égard desquels le paiement est fait, sont exempts de toute créance, privilège, saisie, charge ou servitude.

**CCC50 18 (1991-06-01) Protection contre les créances**

L'entrepreneur doit tenir Sa Majesté et la Corporation indemnes de toute créance, dommage, perte, coût et dépense pouvant, à un moment quelconque, résulter ou découler pour eux ou pour l'un d'eux : a) de blessures corporelles (y compris les blessures mortelles), de pertes de biens ou de dommages à la propriété de tiers qui peuvent avoir été causés ou subis, ou qui peuvent être présentés comme ayant été causés ou subis, en conséquence de l'exécution des travaux ou de l'un quelconque de ses éléments; et (ou) b) de privilèges, saisies, charges ou autres servitudes ou créances frappant ou visant quelque matériau, élément, ouvrage en cours ou travail fini livré à Sa Majesté ou ayant fait l'objet d'un paiement de la part de Sa Majesté ou de la Corporation.

**CCC50 19 (1991-06-01) Dévolution du titre de propriété lors de paiements partiels**

Lorsqu'un paiement est effectué à l'entrepreneur sous forme de paiement partiel, d'avance à justifier ou autrement en acquittement ou à l'égard de quelque matériau, élément ou ouvrage en cours, le titre auxdits

biens ainsi payés passe et demeure à Sa Majesté, avant et après l'achèvement des travaux, à moins qu'il ne lui soit déjà dévolu en vertu d'une disposition quelconque du contrat, mais l'entrepreneur en reste responsable jusqu'à la livraison du travail fini.

**CCC50 20 (1991-06-01) Confirmation de titres**

Dans tous les cas où, aux termes des présentes, le titre de propriété d'éléments, ouvrages en cours et (ou) travaux finis est dévolu à Sa Majesté, l'entrepreneur doit souscrire les actes translatifs de propriété ou autres documents demandés par la Corporation.

**CCC50 21 (1991-06-01) Suspension du travail et modification des devis**

La Corporation peut en tout temps et à l'occasion ordonner la suspension de l'ensemble ou de quelque partie du travail et (ou) apporter des modifications, changements ou additions aux devis. L'entrepreneur doit se conformer à toutes les instructions de la Corporation à cet égard. Si pareille suspension, modification, changement ou addition a pour effet d'augmenter ou de diminuer le coût des travaux, le prix contractuel sera rajusté en conséquence, et l'entrepreneur n'a droit à aucune indemnité à l'égard de la perte de tout bénéfice prévu (sauf que, dans le cas d'un changement qui a pour effet de mettre au rancart une partie importante de l'ouvrage ainsi exécutée par l'entrepreneur, celui-ci a droit au paiement d'un montant représentant un profit juste et raisonnable à l'égard de l'ouvrage ainsi mis au rancart) et, sauf si le contrat est en régie intéressée, il n'est pas tenu compte des augmentations ou diminutions peu importantes.

**CCC50 22 (1991-06-01) Non-exécution du contrat**

1. Si l'entrepreneur n'exécute pas dans un délai de quinze (15) jours l'un ou l'autre des termes du contrat, à la suite d'événements ou de faits dont il est responsable ou auxquels il peut quelque chose, ou si l'entrepreneur fait faillite ou devient insolvable ou donne lieu à une ordonnance de mise sous séquestre ou fait cession de ses biens à ses créanciers ou est l'objet d'une ordonnance ou d'une résolution de liquidation ou se réclame de quelque loi en vigueur applicable aux débiteurs faillis ou insolubles, la Corporation peut, si elle le désire, en donnant un avis écrit à l'entrepreneur,
  - a) résilier le contrat comme s'il s'agissait de travaux non achevés; ou
  - b) enlever les travaux à l'entrepreneur et employer les moyens qu'elle jugera opportuns pour achever l'ouvrage en tout ou en partie.
2. Dès qu'un tel avis est donné, l'entrepreneur ne peut réclamer aucun autre paiement, sous réserve des dispositions suivantes du présent article 22, mais il demeure responsable de toute perte ou de tout dommage que Sa Majesté pourrait subir par suite de la non-exécution du contrat ou de l'événement ayant donné lieu à l'avis susdit.
3. Si la Corporation se charge des travaux
  - a) l'outillage, le matériel, les matériaux, articles et droits dont dispose l'entrepreneur pour les fins des travaux peuvent être utilisés par la Corporation ou ses représentants autorisés comme les aurait utilisés et exercés l'entrepreneur; et
  - b) sauf si le contrat est en régie intéressée, à l'achèvement des travaux ou de toute partie des travaux que la Corporation juge opportun d'achever, l'entrepreneur a droit à un crédit, fondé sur le prix contractuel, à l'égard de la partie des travaux ainsi achevés par la Corporation, et le montant auquel l'entrepreneur a droit sert à défrayer le coût, pour Sa Majesté, de l'achèvement desdits travaux et toute perte ou dommage à laquelle ou auquel l'entrepreneur est exposé, comme il est indiqué plus haut, et tout excédent ou insuffisance est payé par Sa Majesté à l'entrepreneur ou par l'entrepreneur à Sa Majesté, selon le cas.

**CCC50 23 (1994-06-01) Aucun acte de corruption, etc.**

L'entrepreneur garantit qu'aucun pot-de-vin, don ou autre avantage n'a été payé, promis ou offert à quelque fonctionnaire ou employé de Sa Majesté en raison ou en vue de l'adjudication du contrat à l'entrepreneur.

**CCC50 24 (1991-06-01) Conditions de travail et règles d'hygiène**

L'entrepreneur doit observer toutes les conditions de travail ainsi que toutes les conditions et règles d'hygiène qui, à l'occasion, s'appliqueront aux travaux.

**CCC50 25 (1991-06-01) Membres de la Chambre des communes**

Aucun membre de la Chambre des communes n'est admis à participer au contrat ni aux avantages en découlant.

**CCC50 26 (1991-06-01) Avis**

Tout avis donné à l'entrepreneur en vertu des présentes est effectivement donné s'il est envoyé à l'entrepreneur par lettre ou par télégramme port payé d'avance ou affranchissement payé d'avance, selon le cas, à l'adresse de l'entrepreneur mentionnée dans la convention ou, si aucune adresse n'y est mentionnée, à son adresse indiquée dans les dossiers de la Corporation. Tout avis ainsi donné est censé avoir été reçu par l'entrepreneur au moment où cette lettre ou ce télégramme est éventuellement parvenu à destination.

**CCC50 27 (1998-02-16) Arbitrage**

En cas de différend entre les parties à l'égard d'un fait résultant du contrat (sauf en ce qui concerne les détails pour lesquels la décision de la Corporation ou de l'inspecteur ou de toute autre personne est définitive ou toute chose à l'égard de laquelle une autre façon de règlement est expressément mentionnée dans les présentes), le sujet du différend doit être porté à la connaissance d'un seul arbitre ou, si les parties ne peuvent s'entendre sur le choix d'un seul arbitre, de deux arbitres dont un sera choisi par la Corporation et l'autre par l'entrepreneur. Au cas où les deux arbitres ainsi choisis ne peuvent s'entendre, ils doivent en choisir un troisième, et la décision de deux des arbitres vaudra. Au cas où les deux arbitres ainsi choisis ne peuvent s'entendre sur le choix du troisième arbitre, celui-ci sera nommé par la Cour fédérale à la suite d'un renvoi à ladite Cour. Une partie qui n'a pas nommé d'arbitre après que l'autre partie en a nommé un, doit s'exécuter dans les cinq (5) jours qui suivent le jour où elle a été avisée par écrit par telle autre partie, et en cas de non-exécution, l'arbitre de l'autre partie peut agir comme seul arbitre, et sa décision est irrévocable. Si l'arbitre de l'une ou l'autre des parties ne prend pas en considération les questions qui font l'objet du différend dans les cinq (5) jours qui suivent le jour où il en a été avisé par écrit par l'arbitre de l'autre partie, l'arbitre de cette autre partie, si un troisième arbitre n'a pas été nommé, peut agir comme seul arbitre, et sa décision est irrévocable; et si un troisième arbitre a été nommé, les deux autres arbitres peuvent immédiatement remplacer l'arbitre qui n'a pas agi, et la décision de deux des trois arbitres vaudra. L'attribution des frais d'arbitrage est laissée à la discrétion des arbitres; cependant, aucune partie ne doit payer plus que ses propres frais et les frais du troisième arbitre.

**CCC50 28 (2004-12-10) Résiliation**

1. Nonobstant toute disposition du contrat, la Corporation peut au moyen d'un avis (appelé quelquefois ci-après « avis de résiliation ») donné à l'entrepreneur, mettre fin au contrat (exception faite des dispositions du présent article et de l'article 13 des présentes conditions générales) à l'égard de l'ensemble ou de quelque partie ou parties des travaux restant à exécuter. Dès qu'un avis de résiliation est donné, l'entrepreneur doit cesser le travail (y compris la fabrication et l'acquisition de matériaux destinés à l'exécution du contrat) selon les termes de l'avis et dans la mesure y spécifiée. La Corporation peut, en tout temps ou à l'occasion, donner un ou plusieurs autres avis de résiliation à l'égard de l'une quelconque ou de la totalité des parties du travail non résiliée(s) par avis antérieur(s).
2. Lorsqu'un avis de résiliation est donné sous le régime du présent article et sous réserve des dispositions ci-après,
  - a) tout travail fini soit avant la signification de l'avis soit subséquemment en conformité dudit avis, doit être payé sur la base du prix contractuel (sous réserve d'acceptation selon les dispositions du contrat);
  - b) à l'égard d'un travail non achevé avant la signification de l'avis susdit, ni subséquemment en conformité dudit avis, l'entrepreneur a droit au remboursement de ce que lui a réellement coûté ledit travail non fini, plus une somme représentant un bénéfice juste et raisonnable pour le travail accompli. Le coût doit être déterminé suivant les Principes des coûts contractuels 1031-2, sous réserve de toute modification que la Corporation peut juger opportun de lui apporter;
  - c) sous réserve des dispositions de l'alinéa d) du présent paragraphe 2, l'entrepreneur a droit au remboursement de toutes dépenses en immobilisations expressément autorisées par les termes du contrat ou approuvées par la Corporation aux fins du contrat (et réellement faites ou engagées) dans la mesure où ces dépenses (moins la dépréciation à leur égard comptée dans la détermination du coût) ont été raisonnablement et régulièrement faites par lui pour l'exécution du contrat et qu'elles y sont dûment attribuables, et ne sont pas comprises dans les sommes payées ou à payer à l'entrepreneur à l'égard des travaux finis;
  - d) si le contrat vise exclusivement des dépenses de capitaux à l'égard de matériel additionnel ou d'agrandissements d'usine, les alinéas a) à c) du présent paragraphe 2 ne s'appliquent pas,

mais Sa Majesté doit payer ou rembourser à l'entrepreneur le coût raisonnable et approprié pour lui (non déjà acquitté par Sa Majesté),

- (i) de tout le matériel additionnel qui, avant la signification de l'avis de résiliation, aura été acheté, acquis ou fabriqué par l'entrepreneur, ou aura fait de sa part l'objet d'un contrat et à l'égard duquel il est tenu d'effectuer des paiements; et
  - (ii) de tout le matériel additionnel en voie de fabrication par l'entrepreneur à la date de signification dudit avis, ainsi que de tout le travail à l'égard de la construction de l'agrandissement d'usine jusqu'à la même date, y compris le coût des matériaux et des éléments pour lesquels l'entrepreneur a passé contrat en vue de ladite fabrication ou de ladite construction et à l'égard desquels il est tenu d'effectuer des paiements.
3. Il est entendu qu'aucun remboursement ne doit être effectué à l'égard d'un travail qui a été ou qui peut être, après inspection, rejeté comme ne se conformant pas aux prescriptions du contrat.
4. L'entrepreneur n'a aucun droit à se faire rembourser un montant qui, ajouté aux montants à lui payés ou dus en vertu du contrat, excédera le prix contractuel applicable au travail ou à la partie spécifiée du travail.
5. Nonobstant les dispositions des paragraphes précédents 1 à 4 inclusivement, les sommes dont l'entrepreneur a droit au remboursement advenant un avis de résiliation donné en vertu du présent article 28, comprennent, sous réserve des dispositions ci-après, les frais à lui causés ou occasionnés par l'annulation à la suite de l'avis de résiliation d'obligations par lui contractées, le coût de préparation des comptes et des états visant le travail accompli à la date effective de la résiliation et les engagements pris par l'entrepreneur à l'égard des parties achevées du travail, les salaires que, d'après les lois et règlements alors en vigueur, l'entrepreneur est tenu de payer aux employés dont les services ne sont plus requis en raison de ladite résiliation, les frais directs et accessoires d'établissement d'un inventaire des matériaux, éléments constitutants, ouvrages en cours, travaux finis, en main à la date effective de la résiliation et les autres frais et dépenses directs et accessoires imputables à la cessation totale ou partielle des opérations visées par le contrat. Toutefois, les paiements et remboursements prévus au présent paragraphe ne pourront être effectués que dans la mesure où il est établi à la satisfaction de la Corporation que lesdits frais ont été effectivement supportés et que lesdites dépenses ont été réellement faites par l'entrepreneur, qu'ils sont raisonnables et dûment attribuables au fait qu'il a été mis fin au travail ou à la partie du travail visé par l'avis de résiliation.
6. En cas de désaccord au sujet du montant du remboursement auquel l'entrepreneur a droit, la question sera déferée à la Cour fédérale.
7. Dans la mesure du possible, l'entrepreneur doit passer ses commandes et adjudger ses sous-traitances à des conditions qui lui permettent de les résilier en conformité de termes et conditions dont l'effet est analogue à celui des dispositions du présent article, et d'une façon générale, l'entrepreneur doit collaborer avec Sa Majesté et la Corporation et faire en tout temps tout ce qui est raisonnablement en son pouvoir afin de réduire au minimum le montant des obligations de Sa Majesté prévues par le présent article.
8. Le titre de propriété des matériaux, éléments, usine, matériel et ouvrage en cours à l'égard desquels l'entrepreneur est remboursé conformément aux présentes, passe et est dévolu à Sa Majesté dès que ce remboursement est effectué, à moins qu'il ne le soit déjà en vertu d'autres dispositions du contrat et ces matériaux, éléments, usine, matériel et ouvrage en cours doivent être livrés à l'ordre de la Corporation, mais les matériaux ainsi repris ne peuvent, en aucun cas, dépasser ce qui aurait été requis pour la complète exécution du contrat si aucun avis de résiliation n'avait été donné.
9. Si la Corporation acquiert la certitude que quelque mesure prise sous l'autorité du présent article a été une cause de difficultés exceptionnelles pour l'entrepreneur, la Corporation peut, à sa discrétion absolue, accorder à l'entrepreneur l'allocation (qui ne peut cependant en aucun cas comprendre une somme ou une indemnité pour manque à gagner) qu'elle juge appropriée.
10. L'entrepreneur ne peut prétendre à des dommages-intérêts, indemnité, compensation pour manque à gagner, allocation ou autre dédommagement, en raison ou en conséquence directe ou indirecte de quelque mesure prise ou avis donné par la Corporation en vertu ou en exécution des stipulations du présent article, sauf aux termes et dans la mesure expressément prévus dans cet article.



Sauf stipulation contraire dans le contrat ou en accord avec la Corporation, l'entrepreneur ne peut prétendre à une augmentation du prix contractuel par suite de fluctuations de la cote des changes.

**CCC50 30 (1994-06-06) Certification - Honoraires conditionnels**

1. L'entrepreneur atteste qu'il n'a pas versé ni convenu de verser, directement ou indirectement, et s'engage à ne pas verser, directement ni indirectement, des honoraires conditionnels en rapport à la négociation ou à l'obtention du présent contrat ou en rapport à toute demande ou démarche reliée au présent contrat, à aucune personne autre qu'un employé remplissant les fonctions habituelles liées à son poste.
2. Tous les comptes et dossiers concernant le versement d'honoraires ou de toute autre rémunération en rapport à l'obtention ou à la négociation du contrat ou en rapport à toute demande ou démarche reliée au contrat seront assujettis aux dispositions du contrat portant sur les comptes et la vérification.
3. Si l'entrepreneur fait une fausse déclaration aux termes du présent article ou ne respecte pas les obligations précisées dans le présent document, le Ministre pourra soit résilier le contrat pour défaut d'exécution conformément aux dispositions pertinentes contenues dans le contrat, soit recouvrer, de l'entrepreneur, par une réduction du prix du contrat ou autrement, le montant total des honoraires conditionnels.
4. Les définitions suivantes s'appliquent au présent article :

« honoraires conditionnels » - Tout paiement, ou autre forme de rémunération, qui est subordonné au degré de succès ou calculé en fonction du degré de succès obtenu en rapport à l'obtention d'un marché gouvernemental, à la négociation d'une partie ou de la totalité des conditions de ce marché ou à toute demande ou démarche reliée au marché.

« employé(e) » - Toute personne avec qui l'entrepreneur a une relation d'employeur à employé;

« personne » - Comprend un particulier ou un groupe, une corporation, une société, une organisation et une association et, sans limiter la portée générale de ce qui précède, tout particulier qui est tenu de fournir au directeur une déclaration en vertu de l'article 5 de la Loi concernant l'enregistrement des lobbyistes, L.R.C. (1985), ch. 44 (4<sup>e</sup> suppl.), et de toute modification qui pourrait lui être apportée de temps à autre.

**CCC50 31 (2000-12-01) Intérêt sur les comptes en souffrance**

1. Les définitions suivantes s'appliquent au présent article :

« date de paiement » : la date que porte le titre négociable tiré par le Receveur général du Canada et remis aux fins de payer une somme exigible;

« en souffrance » : s'entend de la somme qui demeure impayée le lendemain du jour où elle est devenue exigible;

« exigible » : s'entend de la somme due par le Canada et exigible par l'entrepreneur aux termes du contrat;

« taux moyen » : la moyenne arithmétique simple du taux d'escompte en vigueur chaque jour, à 16 h, heure normale de l'est, pour le mois de calendrier immédiatement antérieur à la date de paiement, et « taux d'escompte » s'entend du taux d'intérêt fixé de temps en temps par la Banque du Canada qui représente le taux minimum auquel elle consent des avances à court terme aux membres de l'Association canadienne des paiements.
2. Le Canada verse à l'entrepreneur des intérêts simples, au taux moyen majoré de 3 p. 100 par année, sur toute somme en souffrance, à partir du premier jour où la somme est en souffrance jusqu'au jour qui précède la date de paiement. L'intérêt est payable sans avis de l'entrepreneur.
3. Le Canada ne verse pas d'intérêts en application du présent article lorsqu'il n'est pas responsable du retard à payer l'entrepreneur.
4. Le Canada ne verse pas d'intérêts sur les paiements anticipés qui sont en souffrance.



**Travaux publics et Services gouvernementaux Canada**

|    |                                             |
|----|---------------------------------------------|
| 01 | Interprétation                              |
| 02 | Pouvoirs du Ministre                        |
| 03 | Situation juridique de l'entrepreneur       |
| 04 | Modifications                               |
| 05 | Exécution des travaux                       |
| 06 | Inspection des travaux                      |
| 07 | Respect du droit applicable                 |
| 08 | Sous-traitance                              |
| 09 | Remplacement des employés                   |
| 10 | Cession                                     |
| 11 | Rigueur des délais                          |
| 12 | Sécurité et protection des travaux          |
| 13 | Paiement                                    |
| 14 | Modalités de paiement                       |
| 15 | Intérêt sur les comptes en souffrance       |
| 16 | Droit de propriété                          |
| 17 | Biens de l'État                             |
| 18 | Codes non autorisés                         |
| 19 | Protection contre les réclamations de tiers |
| 20 | Redevances et violations                    |
| 21 | Droits d'auteur                             |
| 22 | Suspension des travaux                      |
| 23 | Manquement de la part de l'entrepreneur     |
| 24 | Résiliation au gré du Ministre              |
| 25 | Comptes et vérification                     |
| 26 | Avis                                        |
| 27 | Membres de la Chambre des communes          |
| 28 | Conflits d'intérêts                         |
| 29 | Corruption et conflits d'intérêts           |
| 30 | Honoraires conditionnels                    |
| 31 | Prorogation                                 |
| 32 | Dissociabilité                              |
| 33 | Successeurs et ayants-droits                |
| 34 | Exhaustivité de la convention               |

**TRA-95 01 (1998-02-16) Interprétation**

1. À moins que le contexte n'indique un sens différent, les définitions qui suivent s'appliquent au présent contrat;
  - « autorité contractante » : le représentant du Ministre quant à la gestion du contrat désigné comme tel dans le contrat, ou dans un avis à l'entrepreneur;
  - « biens de l'État » : les matériaux, pièces, composants, devis, équipement, logiciels, documentation, articles et objets fournis à l'entrepreneur par le Canada ou en son nom, aux fins de l'exécution du contrat et tout ce que l'entrepreneur acquiert, d'une manière ou d'une autre, relativement aux travaux, dont le coût est acquitté par le Canada en vertu du contrat.
  - « Canada », « Couronne », « Sa Majesté » ou « l'État » : Sa Majesté la Reine du chef du Canada;
  - « contrat » : la convention écrite liant les parties, les présentes conditions générales, les conditions générales supplémentaires stipulées dans la convention écrite et tout autre texte que l'un ou l'autre de ces documents intègre au contrat par renvoi, compte tenu des modifications apportées avec l'accord des parties;
  - « contrat de sous-traitance » : comprend le contrat accordé par un sous-traitant, à tout échelon de la sous-traitance, pour l'exécution d'une partie des travaux, ainsi qu'un achat visé au paragraphe 08.1 à tout échelon de la sous-traitance, les termes et expressions dérivés étant interprétés en conséquence;
  - « droits moraux » : s'entend au sens de cette expression employée dans la *Loi sur le droit d'auteur*, L.R.C. (1985), ch. C-42;

« entrepreneur » : la personne physique ou morale dont le nom figure à la page de signature de la convention écrite et qui est chargée de fournir au Canada les services stipulés au contrat;

« Ministre » : le ministre des Travaux publics et des Services gouvernementaux et tout mandataire dûment autorisé;

« partie » : le Canada ou l'entrepreneur, ou encore, tout autre signataire du contrat; « parties » l'ensemble de ceux-ci;

« prix contractuel » : la somme payable à l'entrepreneur en vertu du contrat, pour l'exécution des travaux;

« responsable du projet » : la personne désignée comme tel dans le contrat ou dans un avis à l'entrepreneur et agissant en tant que représentant du ministre responsable du ministère ou de l'organisme pour lequel les travaux sont exécutés;

« travaux » : les activités, services, documents, logiciels, articles et objets que l'entrepreneur doit livrer ou fournir conformément aux modalités du contrat.

2. Les intitulés apparaissant dans les présentes conditions générales n'y figurent qu'à titre de repère ou d'information et n'ont pas d'incidence sur leur interprétation.
3. Aux fins du contrat, le singulier comprend le pluriel, le pluriel comprend le singulier, et le masculin comprend le féminin.

**TRA-95 02 (1995-12-15) Pouvoirs du Ministre**

Les droits, recours et pouvoirs, y compris le pouvoir discrétionnaire, conférés au Canada ou au Ministre par le contrat ou par la loi sont cumulatifs et non mutuellement exclusifs.

**TRA-95 03 (2004-05-14) Situation juridique de l'entrepreneur**

1. L'entrepreneur est retenu à titre d'entrepreneur indépendant à la seule fin d'exécuter les travaux. Ni l'entrepreneur ni ses employés ne constituent des employés, des préposés ou des mandataires du Canada. L'entrepreneur est tenu d'effectuer toutes les déductions et tous les versements exigés par la loi relativement à ses employés, notamment aux fins des régimes de pension du Canada ou du Québec, de l'assurance-chômage, de l'indemnisation des accidents du travail et de l'impôt sur le revenu.
2. Sans apporter de limitations aux clauses et conditions du contrat, et plus particulièrement à l'article 19 des présentes conditions générales, il est entendu et convenu que, sauf si imputables au Canada, ce dernier ne sera pas tenu responsable de pertes, de réclamations, de dommages ou de dépenses se rapportant à des blessures, à des affections, à des maladies, à des incapacités ou à la mort de l'entrepreneur, d'un employé, agent ou représentant de l'entrepreneur, causées effectivement ou prétendument par suite de l'exécution du contrat. L'entrepreneur convient de protéger et de tenir à couvert le Canada à tous égards et de ne pas faire de réclamations ni d'intenter d'action contre ce dernier par rapport aux éventualités précitées.

**TRA-95 04 (1995-12-15) Modifications**

Les modifications apportées aux travaux ou au contrat ne lient les parties que si elles sont intégrées au contrat au moyen d'un document écrit à cet effet portant la signature des représentants autorisés du Ministre et de l'entrepreneur.

**TRA-95 05 (2000-12-01) Exécution des travaux**

1. L'entrepreneur déclare et atteste ce qui suit :
  - a) il est qualifié pour exécuter les travaux;
  - b) il a les qualités requises, incluant la connaissance, l'habileté et l'expérience, pour exécuter les travaux, et l'aptitude à les utiliser efficacement à cette fin.
2. L'entrepreneur fournit tout ce qui est nécessaire à l'exécution des travaux, y compris les ressources, les installations, la main-d'oeuvre et la surveillance, la gestion, les services, l'équipement, les procédures d'inspection et d'assurance de la qualité et la planification requise pour l'exécution des travaux, sauf les biens de l'État prévus au contrat.

3. L'entrepreneur s'assure de la sécurité des travailleurs et de l'exécution diligente et efficace des travaux conformément aux pratiques reconnues dans l'industrie et aux dispositions législatives relatives à la santé et à la sécurité des travailleurs.
4. L'exécution des travaux n'est pas confiée à des personnes qui, de l'avis du Ministre ou du responsable du contrat, sont incompetentes ou ne se sont pas conduites convenablement.
5. L'entrepreneur garantit que tous les services rendus en vertu de ce contrat sont, au moment de l'acceptation, conformes aux exigences du présent contrat. Si l'entrepreneur doit modifier ou remplacer les travaux ou une partie de ceux-ci, il le fait à ses frais; les travaux modifiés ou remplacés par l'entrepreneur conformément au présent paragraphe sont assujettis à toutes les dispositions du présent contrat dans la même mesure que les travaux initialement exécutés.
6. L'entrepreneur ne suspend pas l'exécution de tout ou partie des travaux en attente du règlement d'un litige qui découle du contrat et qui oppose les parties, sauf lorsque le Ministre ordonne la suspension de tout ou partie des travaux en application de l'article 22.
7. L'entrepreneur doit assumer la prise en charge et la livraison des travaux. Sauf exception, la prise en charge et la livraison des travaux doit s'effectuer durant les heures normales de travail.
8. Les travaux doivent être présentés sur le support magnétique et le logiciel convenus en suivant la disposition et en respectant le format du texte original et, à moins d'indication contraire au contrat, ne doivent pas comporter d'en-tête, de publicité ou quelque information que ce soit pouvant identifier l'entrepreneur. Aucune correction manuscrite ne sera acceptée.
9. Toutes les traductions françaises doivent comporter l'accentuation française complète sur le support magnétique et le logiciel convenus. L'entrepreneur doit normalement reproduire les tableaux (chiffres compris), sauf sur indication contraire. Les comptes de mots comprennent les chiffres et ceux-ci doivent être reproduits.
10. La disposition sur disquette doit être exécutée dans les règles de l'art, de sorte que les disquettes puissent être utilisées sans avoir à subir quelque manipulation (formattage) que ce soit. La disposition originale doit être respectée à tous les égards. L'entrepreneur doit fournir les disquettes.

**TRA-95 06 (1995-12-15) Inspection des travaux**

Avant leur acceptation par le Canada, les travaux et chacune des parties de ceux-ci sont sujets à l'inspection que l'autorité contractante juge opportune, conformément aux dispositions applicables du contrat, s'il en est. L'autorité contractante ou son représentant a toujours accès aux travaux pendant les heures ouvrables, là où quelque partie de ceux-ci est exécutée. Advenant que tout ou partie des travaux ne soient pas conformes aux exigences du contrat, l'autorité contractante peut refuser les travaux en indiquant ses motifs à l'entrepreneur et exiger leur modification ou leur remplacement aux frais de ce dernier. Le fait que l'autorité contractante ait procédé à l'inspection ne relève pas l'entrepreneur de l'obligation de se conformer aux exigences du contrat.

**TRA-95 07 (2001-05-25) Respect du droit applicable**

L'entrepreneur se conforme aux dispositions législatives applicables à l'exécution de tout ou partie des travaux, y compris, mais sans s'y restreindre, ce qui a trait aux conditions sanitaires et de travail et à la protection de l'environnement, et il exige de tous ses sous-traitants qu'ils s'y conforment également. Sur demande raisonnable de l'autorité contractante, l'entrepreneur fournit une preuve de conformité aux dispositions législatives applicables.

**TRA-95 08 (1995-12-15) Sous-traitance**

1. Sauf disposition contraire du contrat, l'entrepreneur peut confier à des sous-traitants la fourniture de services qu'il confie habituellement à des sous-traitants dans l'exécution de contrats analogues.
2. Lorsqu'il conclut un contrat de sous-traitance, l'entrepreneur fait en sorte, à moins que le Ministre ne donne un consentement écrit à l'effet contraire, que le sous-traitant soit lié par des conditions qui sont compatibles avec celles du contrat et qui, de l'avis du Ministre, ne sont pas moins avantageuses pour le Canada que celles du contrat. Le risque associé à tout écart par rapport aux conditions du contrat, notamment en ce qui concerne le droit de résilier le contrat, est supporté entièrement par l'entrepreneur.
3. Aucune sous-traitance ne soustrait l'entrepreneur à l'une ou l'autre de ses obligations en vertu du contrat, ni n'a pour effet de rendre le Canada ou le Ministre responsable envers un sous-traitant.

**TRA-95 09 (1995-12-15) Remplacement des employés**

1. Lorsque le contrat précise l'identité des personnes qui doivent exécuter les travaux, l'entrepreneur est tenu de fournir les services de ces personnes, sauf s'il n'est pas en mesure de le faire pour des motifs indépendants de sa volonté.
2. S'il n'est pas en mesure de fournir les services de toute personne identifiée au contrat, l'entrepreneur est tenu de fournir les services d'un remplaçant qui possède les mêmes compétences et connaissances.
3. Avant de remplacer toute personne identifiée au contrat, l'entrepreneur avise par écrit le Ministre :
  - a) du motif du remplacement de la personne identifiée au contrat;
  - b) du nom du remplaçant proposé ainsi que de ses qualités et de son expérience;
  - c) de la preuve que cette personne possède l'autorisation de sécurité exigée et accordée par le Canada, le cas échéant.
4. L'entrepreneur ne permet jamais l'exécution des travaux par des remplaçants non autorisés; l'acceptation d'un remplaçant par l'autorité contractante ne relève pas l'entrepreneur de l'obligation de satisfaire aux exigences du contrat.
5. Le Ministre peut ordonner qu'un remplaçant cesse d'exécuter les travaux, et l'entrepreneur est alors tenu de se conformer sans délai à cet ordre et de retenir les services d'un autre remplaçant conformément au paragraphe 2 et aux alinéas 3. b) et c).

**TRA-95 10 (1995-12-15) Cession**

1. L'entrepreneur ne peut céder tout ou partie du contrat sans avoir préalablement obtenu le consentement écrit du Ministre, et toute prétendue cession effectuée sans avoir obtenu ce consentement est nulle et sans effet.
2. La cession du contrat ne relève pas l'entrepreneur de ses obligations aux termes du contrat ni ne confère d'obligations au Canada ou au Ministre, sauf consentement écrit à l'effet contraire du Ministre.

**TRA-95 11 (1995-12-15) Rigueur des délais**

1. Les délais impartis dans le contrat sont de rigueur.
2. Lorsque l'exécution des travaux ou d'une partie des travaux est retardée ou susceptible d'être retardée par un événement :
  - a) hors du contrôle raisonnable de l'entrepreneur,
  - b) ne pouvant raisonnablement être prévu,
  - c) ne pouvant raisonnablement être empêché par des moyens que pouvait raisonnablement utiliser l'entrepreneur, et
  - d) survenu en l'absence de toute faute ou négligence de la part de l'entrepreneur,le Ministre peut prolonger le délai d'exécution des travaux d'une période égale à la durée du retard causé, à la condition que l'entrepreneur l'ait informé sans tarder de l'événement qui cause ou est susceptible de causer ce retard.

**TRA-95 12 (2000-05-12) Sécurité et protection des travaux**

1. Pendant toute la période d'exécution du contrat, l'entrepreneur doit détenir une attestation sécuritaire valide émise par la Division de la sécurité industrielle canadienne et internationale (DSICI) au niveau exigé par le Canada pour l'exécution en tout ou en partie des travaux. Les documents classifiés ne doivent être remis qu'aux personnes qui possèdent l'attestation sécuritaire appropriée et l'entrepreneur doit s'assurer que tout employé désigné pour exécuter des travaux ou qui a accès aux travaux détient, pendant toute la période d'exécution, une attestation sécuritaire valide émise par la DSICI au niveau approprié à la classification des travaux.

2. Avant de pouvoir recevoir des documents classifiés et pendant toute la période d'exécution du contrat, l'entrepreneur doit détenir pour ses installations une autorisation valide de sécurité au niveau approprié émise par la DSICI et, à moins d'autorisation écrite à cet effet du responsable de projet, l'entrepreneur ne retirera pas de documents classifiés du lieu d'exécution autorisé des travaux et s'assurera que son personnel connaît et se conforme à cette exigence.
3. L'entrepreneur doit estampiller la classification de sécurité appropriée aux travaux produits par l'entrepreneur en vertu du contrat et ne doit ni conserver ou reproduire les documents classifiés et leur traduction ni en divulguer le contenu. A la fin des travaux, tous les documents classifiés fournis par le Canada ou produits par l'entrepreneur en vertu du contrat ainsi que tous les brouillons, ébauches, documents de travail, notes de recherche doivent être retournés au responsable de projet. Tous ces documents doivent être remis en personne ou envoyés par messenger dans une double enveloppe, l'enveloppe intérieure marquée au niveau de sécurité approprié et l'enveloppe extérieure portant uniquement les adresses du destinataire et de l'expéditeur.
4. Les présentes clauses doivent faire partie de tous les contrats de sous-traitance nécessitant l'accès à des documents classifiés.

**TRA-95 13 (2000-05-12) Paiement**

1. Pour tout paiement demandé, l'entrepreneur doit soumettre une facture à l'autorité contractante. La facture doit comprendre les renseignements suivants : nom et adresse de l'entrepreneur, numéro du contrat, numéro(s) de la (des) demande(s) de services, le numéro de référence du client, volume des prestations exécutées (mots/heures), tarif, montant total demandé et montant de la taxe sur les produits et services (TPS) ou la taxe de vente harmonisée (TVH) s'il y a lieu.
2. La TPS et la TVH est exclue du prix contractuel pour les travaux. Dans la mesure applicable, la TPS ou la TVH, s'il y a lieu, sera intégrée à toutes les factures et demandes de paiement et sera acquittée par le Canada. L'entrepreneur accepte de remettre à l'Agence des douanes et du revenu du Canada tout montant que l'entrepreneur reçoit du Canada, à titre de TPS ou de TVH, en vertu du contrat.
3. Par dérogation à toute autre disposition du contrat, le paiement à l'entrepreneur n'est versé que lorsque les conditions suivantes sont remplies :
  - a) une facture, des notes d'inspection, des attestations et tout autre document exigé par le contrat ont été remis conformément aux dispositions du contrat et aux directives du Ministre;
  - b) tous ces documents ont été vérifiés par le Ministre;
  - c) en ce qui concerne toute partie des travaux pour laquelle le paiement est exigé, l'entrepreneur a établi à la demande et selon les exigences du Ministre qu'elle était libre et quitte de tout privilège, créance, saisie, sûreté ou charge;
  - d) en ce qui concerne le paiement de travaux achevés, ceux-ci ont été inspectés par le Canada et jugés conformes aux dispositions du contrat.
4. Dans les quinze (15) jours suivant la réception d'une facture, le Ministre donne à l'entrepreneur un avis concernant toute lacune relevée dans la facture ou insuffisance de pièces qui l'accompagnent et, le cas échéant, le paiement du montant exigé dans la facture est différé jusqu'à ce que l'entrepreneur corrige la lacune selon les exigences du Ministre.
5. Le montant demandé par l'entrepreneur en vertu du contrat peut faire l'objet d'une vérification par le Canada avant ou après le versement à l'entrepreneur de la somme réclamée par l'entrepreneur. Tout paiement effectué avant la vérification ne doit être considéré que comme un paiement provisoire et doit être modifié en fonction des résultats de la vérification en question. Le cas échéant, le trop-perçu doit être immédiatement remboursé au Canada par l'entrepreneur.

**TRA-95 14 (2004-12-10) Modalités de paiement**

Le Canada paiera pour les travaux accomplis : a) soit dans les trente (30) jours suivant la date à laquelle les travaux ou les éléments complétés dans les cas de paiements par tranche ont été livrés à l'endroit désigné dans le contrat, ou b) soit dans les trente (30) jours suivant la date à laquelle une facture et les documents à l'appui ont été reçus conformément aux conditions du contrat; le délai le plus long étant retenu.

**TRA-95 15 (2000-12-01) Intérêt sur les comptes en souffrance**

1. Les définitions suivantes s'appliquent au présent article :

« date de paiement » : la date que porte le titre négociable tiré par le Receveur général du Canada et remis aux fins de payer une somme exigible;

« en souffrance » : s'entend de la somme qui demeure impayée le lendemain du jour où elle est devenue exigible;

« exigible » : s'entend de la somme due par le Canada et exigible par l'entrepreneur aux termes du contrat;

« taux moyen » : la moyenne arithmétique simple du taux d'escompte en vigueur chaque jour, à 16 h, heure normale de l'est, pour le mois de calendrier immédiatement antérieur à la date de paiement, et « taux d'escompte » s'entend du taux d'intérêt fixé de temps en temps par la Banque du Canada qui représente le taux minimum auquel elle consent des avances à court terme aux membres de l'Association canadienne des paiements.

2. Sous réserve du contrat, le Canada verse à l'entrepreneur des intérêts simples, au taux moyen majoré de 3 p. 100 par année, sur toute somme en souffrance, à partir du premier jour où la somme est en souffrance jusqu'au jour qui précède la date de paiement. L'intérêt est payable sans avis de l'entrepreneur.
3. Le Canada ne verse pas d'intérêts en application du présent article lorsqu'il n'est pas responsable du retard à payer l'entrepreneur.
4. Le Canada ne verse pas d'intérêts sur les paiements anticipés qui sont en souffrance.

**TRA-95 16 (1995-12-15) Droit de propriété**

1. Sauf disposition contraire du contrat et sous réserve du paragraphe 2, le droit de propriété sur tout ou partie des travaux est transmis au Canada dès leur livraison et leur acceptation par ou pour le compte du Canada.
2. Lorsqu'un paiement est effectué à l'entrepreneur à l'égard de la totalité ou d'une partie des travaux, notamment au moyen d'acomptes ou d'avances à justifier, le droit de propriété afférent aux travaux ainsi payés est transmis au Canada, à moins qu'il ne soit déjà ainsi transmis aux termes d'une autre disposition du contrat.
3. Malgré toute transmission du droit de propriété mentionnée au présent article et sous réserve des dispositions contraires du contrat, le risque de perte ou d'endommagement de tout ou partie des travaux incombe à l'entrepreneur jusqu'à la livraison au Canada en accord avec le contrat.
4. L'attribution d'un droit de propriété visée au paragraphe 2 n'emporte pas l'acceptation par le Canada des travaux ni ne relève l'entrepreneur de son obligation d'exécuter les travaux conformément au contrat.

**TRA-95 17 (2004-12-10) Biens de l'État**

1. Sauf disposition contraire du contrat, l'entrepreneur utilise les biens de l'État aux seules fins de l'exécution du contrat et ils demeurent la propriété du Canada.
2. L'entrepreneur assure, de manière raisonnable et adéquate, la protection des biens de l'État qui se trouvent dans ses locaux ou à proximité de ceux-ci, ou dont il a la possession ou le contrôle. S'il ne s'acquitte pas de cette obligation, il est responsable de toute perte ou de tout dommage qui en résulte, sauf si ceux-ci sont causés par l'usure normale.
3. Les biens de l'État qui ne sont pas intégrés aux travaux sont retournés au Canada, sauf disposition expresse à l'effet contraire du contrat.
4. Dès lors que le contrat est exécuté et sur demande de l'autorité contractante, l'entrepreneur fournit tant à celle-ci qu'au responsable du projet l'inventaire des biens de l'État se rapportant au contrat.

**TRA-95 18 (1995-12-15) Codes non autorisés**

1. L'entrepreneur garantit que les disquettes fournies au Canada en vertu du contrat ne comporteront aucun virus ou code non autorisé, que ce soit ou non par sa faute ou suite à sa négligence.



2. Sans limiter l'application de l'article 19, dans le cas où le Canada subirait des dommages en raison de la présence de virus ou codes non autorisés, l'entrepreneur devra rembourser tous les frais engagés par le Canada en vue de remettre ses systèmes dans leur état initial.

**TRA-95 19 (1995-12-15) Protection contre les réclamations de tiers**

1. L'entrepreneur indemnise le Canada et le Ministre, ainsi que leurs préposés et mandataires, et les dégage de toute responsabilité, à l'égard de tous dommages-intérêts ou frais subis par eux collectivement ou individuellement, et de toute action, réclamation, poursuite ou autre procédure dirigée contre eux collectivement ou individuellement, à tout moment, en raison :
  - a) de préjudice corporel (incluant le préjudice entraînant le décès) ou de la perte ou l'endommagement du bien d'autrui qui peuvent résulter, ou dont on allègue qu'ils résultent de l'exécution des travaux ou d'une partie de ceux-ci, étant entendu que le Canada et le Ministre ne peuvent se prévaloir de la protection du présent article lorsque le préjudice, la perte ou l'endommagement est causé par le Canada;
  - b) de tout privilège, saisie, sûreté ou autre charge ou créance visant des travaux en cours ou des travaux achevés fournis au Canada ou à l'égard desquels celui-ci a effectué un paiement.
2. Le Ministre informe l'entrepreneur de toute réclamation, action, poursuite ou procédure visée au paragraphe 1 et, lorsque le procureur général du Canada lui en fait la demande, l'entrepreneur, à ses frais, prend part à la contestation de la réclamation, de l'action, de la poursuite ou de la procédure et aux négociations visant à les régler, ou dirige cette contestation ou ces négociations, mais il n'indemnise le Canada du paiement effectué dans le cadre d'un règlement que s'il a consenti à celui-ci.

**TRA-95 20 (1995-12-15) Redevances et violations**

1. Aux fins du présent article, « redevances » comprend les éléments suivants :
  - a) les droits et autres versements apparentés aux redevances, ainsi que les actions en dommages-intérêts, liés à l'utilisation ou à la violation d'un brevet, d'un dessin industriel déposé, d'une marque de commerce, d'une oeuvre protégée par le droit d'auteur, d'un secret industriel ou d'un autre droit de propriété intellectuelle;
  - b) les frais engagés en raison de l'exercice, par quiconque, de droits moraux.
2. L'entrepreneur indemnise le Canada et le Ministre, ainsi que leurs préposés et mandataires, et les dégage de toute responsabilité, à l'égard de toute action, réclamation, poursuite ou autre procédure en vue du paiement de redevances, fondée ou dont on allègue qu'elle est fondée sur l'exécution du contrat ou sur l'utilisation ou l'aliénation, par le Canada, de toute chose fournie par l'entrepreneur aux termes du contrat.
3. Le Canada indemnise l'entrepreneur ainsi que ses préposés et mandataires, et les dégage de toute responsabilité, à l'égard de toute réclamation, action, poursuite ou autre procédure visant le paiement de redevances, dont l'entrepreneur a informé sans délai le Ministre et qui résulte, ou dont on allègue qu'elle résulte, de l'utilisation, par l'entrepreneur, dans l'exécution du contrat, de matériel ou d'autres renseignements, qu'il n'a pas conçus et qui lui ont été fournis par le Canada ou pour le compte de ce dernier. Le Canada n'indemnise ni ne dégage l'entrepreneur de toute responsabilité à l'égard du paiement effectué dans le cadre d'un règlement que s'il a consenti à celui-ci.
4. Le Ministre informe l'entrepreneur de toute réclamation, action, poursuite ou procédure visée au paragraphe 2 et, lorsque le procureur général du Canada lui en fait la demande, l'entrepreneur, à ses frais, prend part à la contestation de la réclamation, de l'action, de la poursuite ou de la procédure et aux négociations visant à le régler, ou dirige cette contestation ou ces négociations, mais il n'est tenu d'indemniser ni de dégage le Canada de toute responsabilité à l'égard du paiement effectué dans le cadre d'un règlement que s'il a consenti à celui-ci.

**TRA-95 21 (1995-12-15) Droits d'auteur**

1. Le Canada est le titulaire du droit d'auteur sur les travaux.
2. Les ébauches, versions préliminaires, documents techniques et autres documents de recherche linguistique ou terminologies élaborés pour exécuter les prestations faisant l'objet du contrat appartiennent tous au Canada. L'entrepreneur ne doit ni les divulguer ni les utiliser autrement que dans l'exécution des services faisant l'objet du contrat. L'entrepreneur ne peut, sauf dans la mesure

où l'exécution du contrat l'exige, divulguer ou publier aucun renseignement portant sur les choses mentionnées dans le présent article.

3. Sur demande du Ministre, l'entrepreneur devra fournir au Canada, à la fin du contrat ou à tout autre moment déterminé par le Ministre, une renonciation définitive écrite aux droits moraux, de forme acceptable au Ministre, de la part de chaque auteur qui a contribué aux travaux.
4. Dans les cas où l'entrepreneur est l'auteur des travaux, l'entrepreneur renonce définitivement par les présentes, à ses droits moraux relativement aux travaux.

**TRA-95 22 (1995-12-15) Suspension des travaux**

1. Le Ministre peut à tout moment, au moyen d'un avis écrit, ordonner à l'entrepreneur de suspendre tout ou partie des travaux visés par le contrat. L'entrepreneur se conforme sans délai à l'ordre de suspension de manière à minimiser les frais liés à la suspension. À tout moment durant la période de suspension des travaux, le Ministre peut annuler l'ordre ou mettre fin au contrat, en totalité ou en partie, en application de l'article 23 ou le résilier en vertu de l'article 24.
2. Lorsqu'un ordre est donné en vertu du paragraphe 1, l'entrepreneur a le droit d'être défrayé des coûts supplémentaires par suite de la suspension des travaux, majorés d'un profit juste et raisonnable, à moins que le Ministre ne résilie le contrat à cause d'un manquement de la part de l'entrepreneur ou que celui-ci ne renonce au contrat.
3. En cas d'annulation d'un ordre de suspension donné en vertu du paragraphe 1,
  - a) l'entrepreneur reprend dès que possible les travaux conformément au contrat;
  - b) lorsque la suspension a empêché l'entrepreneur de respecter une date de livraison stipulée dans le contrat, la date d'exécution de la partie du contrat touchée par la suspension est reportée du nombre de jours équivalant à la période de suspension ainsi que du nombre de jours que le Ministre estime nécessaire à l'entrepreneur, après consultation avec celui-ci, pour reprendre les travaux, le cas échéant;
  - c) sous réserve de l'article 04, les justes redressements sont apportés, au besoin, aux conditions du contrat qui sont touchées.

**TRA-95 23 (1995-12-15) Manquement de la part de l'entrepreneur**

1. Lorsque l'entrepreneur manque à une de ses obligations prévues au contrat, le Ministre peut, moyennant un avis écrit à l'entrepreneur, résilier tout ou partie du contrat soit sans délai soit à l'expiration du délai imparti dans l'avis pour remédier au manquement lorsque l'entrepreneur n'a pas, dans le délai imparti, remédié au manquement selon les exigences du Ministre.
2. Lorsque l'entrepreneur fait faillite ou devient insolvable, qu'il cède ses biens au profit de ses créanciers, qu'il se prévaut des dispositions d'une loi sur les débiteurs en faillite ou insolvable, qu'un séquestre est désigné aux termes d'un titre de créance ou qu'une ordonnance de séquestre est prononcée à son égard ou encore, qu'une ordonnance est rendue ou qu'une résolution est adoptée en vue de la liquidation de son entreprise, le Ministre peut, dans la mesure où le permet la législation canadienne et moyennant un avis à l'entrepreneur, résilier sans délai tout ou partie du contrat pour manquement.
3. Une fois donné l'avis prévu aux paragraphes 1 ou 2, l'entrepreneur n'a droit à aucun autre paiement que ceux prévus au présent article, mais il demeure redevable envers le Canada des sommes, y compris les paiements d'étape, versées par le Canada ainsi que des pertes et des dommages subis par celui-ci en raison du manquement ou de l'événement sur lequel l'avis était fondé, y compris l'accroissement du coût, pour le Canada, de l'exécution des travaux par un tiers ou en faisant appel à ses ressources internes. L'entrepreneur s'engage à rembourser immédiatement au Canada la portion de toute avance non liquidée à la date de la résiliation. Le présent article n'a pas d'incidence sur l'obligation légale du Canada de minimiser les dommages.
4. Dès la résiliation du contrat conformément au présent article, le Ministre peut exiger de l'entrepreneur qu'il remette au Canada, de la manière et dans la mesure qu'il précise, toute partie des travaux achevés et qui n'a pas été livrée et acceptée avant la résiliation, ainsi que le matériel ou les travaux en cours que l'entrepreneur produit spécialement aux fins d'exécuter le contrat.
5. Moyennant la déduction de toute créance du Canada envers l'entrepreneur découlant du contrat ou de la résiliation, le Canada paie à l'entrepreneur ou porte à son crédit la valeur, calculée à partir du prix

contractuel, y compris la quote-part du profit ou de la rémunération de l'entrepreneur compris dans le prix contractuel, des parties des travaux qui ont été achevées et livrées au Canada suivant une directive visée au paragraphe 4 et que le Canada a acceptées, et il verse à l'entrepreneur ou porte à son crédit l'équivalent du coût, pour l'entrepreneur, que le Ministre juge raisonnable à l'égard de l'ensemble du matériel ou des travaux en cours livrés au Canada suivant une directive visée au paragraphe 4 et que le Canada a acceptés. Cependant, les sommes versées par le Canada en application du contrat, jusqu'à la résiliation, et les sommes payables en application du présent paragraphe ne doivent jamais dépasser, au total, le montant du prix contractuel.

6. Le titre de propriété afférent à l'ensemble du matériel, des travaux en cours et des travaux achevés à l'égard desquels un paiement est effectué à l'entrepreneur est transmis au Canada au moment où le paiement est effectué, à moins qu'il ne soit déjà ainsi transmis aux termes d'une autre disposition du contrat. Ce matériel, ces travaux en cours et ces travaux achevés sont livrés au Ministre, selon ses directives, mais le Canada n'accepte et ne paie que pour ceux qui étaient nécessaires à l'exécution des travaux.
7. Lorsque, après l'envoi de l'avis visé au paragraphe 1, le Ministre estime qu'il n'y a pas de motif pour résilier le contrat selon le présent article, l'avis est réputé constituer un avis de résiliation au sens du paragraphe 24.1.

**TRA-95 24 (1995-12-15) Résiliation au gré du Ministre**

1. Par dérogation à toute autre disposition du contrat, le Ministre peut, à tout moment avant l'achèvement des travaux, moyennant un avis à cet effet à l'entrepreneur (appelé au présent article, à l'occasion, un « avis de résiliation »), résilier le contrat en ce qui a trait à tout ou partie des travaux non achevés. Une fois l'avis de résiliation donné, l'entrepreneur cesse d'exécuter les travaux selon les modalités précisées dans l'avis, mais il poursuit l'exécution des travaux qui ne sont pas touchés par l'avis de résiliation. Le Ministre peut toujours donner un ou plusieurs autres avis de résiliation relativement aux parties des travaux non visées par l'avis de résiliation précédent.
2. Lorsqu'un avis de résiliation est donné en application du paragraphe 1, l'entrepreneur a le droit d'être payé par le Canada, s'il ne l'a pas déjà été (y compris la portion de toute avance non liquidée), dans la limite des frais qu'il a raisonnablement et dûment engagés aux fins d'exécuter le contrat, pour ce qui suit :
  - a) compte tenu du prix contractuel, tous les travaux achevés qui ont été inspectés et acceptés conformément au contrat, qu'ils aient été achevés avant l'avis de résiliation ou après celui-ci conformément aux directives contenues dans l'avis de résiliation;
  - b) le coût, pour l'entrepreneur, majoré d'un profit juste et raisonnable, des travaux visés par l'avis de résiliation avant leur achèvement, calculé conformément aux dispositions du contrat;
  - c) les frais directement et accessoirement liés à la cessation de tout ou partie des travaux, y compris le coût d'annulation des obligations contractées par l'entrepreneur relativement aux travaux visés par la résiliation, à l'exclusion du coût des indemnités de départ et des dommages-intérêts versés aux employés dont les services ne sont plus requis en raison de la résiliation, sauf les salaires que l'entrepreneur est légalement tenu de leur verser et les indemnités de départ et dommages-intérêts raisonnables versés aux employés embauchés pour exécuter le contrat et dont l'embauche est expressément requise par le contrat ou approuvée par écrit par le Ministre aux fins de l'exécution du contrat.
3. Le Ministre peut réduire le montant du paiement effectué à l'égard de certaines parties des travaux dans les limites où il ressort d'une inspection que les exigences du contrat ne sont pas respectées.
4. Par dérogation au paragraphe 2, les sommes auxquelles l'entrepreneur a droit aux termes des alinéas 2. a) et b), et les sommes versées ou dues à l'entrepreneur suivant d'autres dispositions du contrat, ne doivent pas dépasser, au total, le prix contractuel ou la partie de celui-ci qui correspond à la partie des travaux que vise la résiliation, non plus que la quote-part du prix proposé par l'entrepreneur pour la totalité des travaux pouvant raisonnablement être attribuée à la partie des travaux exécutés à la date effective de la résiliation.
5. Lorsqu'il sous-traite quelque partie des travaux, l'entrepreneur, sauf autorisation contraire du Ministre, conclut des contrats de sous-traitance à des conditions qui lui permettent de les résilier à des conditions et selon les modalités similaires à celles prévues au présent article et, de manière générale, l'entrepreneur collabore avec le Ministre et fait tout ce qui est raisonnablement en son pouvoir pour minimiser les obligations financières du Canada en cas de résiliation selon le présent article.

6. Le droit de propriété sur l'équipement, les travaux en cours et les travaux achevés à l'égard desquels un paiement est effectué à l'entrepreneur est, dès ce paiement, transmis au Canada, à moins qu'il ne soit déjà ainsi transmis par une autre disposition du contrat. Ces travaux en cours et ces travaux achevés sont livrés au Ministre, selon ses directives, mais le Canada n'accepte et ne paie que les travaux en cours qui étaient requis pour l'exécution des travaux.
7. Sauf dans la mesure prévue au présent article, les mesures prises et les avis de résiliation donnés par le Ministre en vertu du présent article ne confèrent aucun recours à l'entrepreneur, ni directement ni indirectement, notamment en ce qui a trait à l'obtention de dommages-intérêts ou d'une indemnité sur le fondement, par exemple, d'un manque à gagner.

**TRA-95 25 (1995-12-15) Comptes et vérification**

1. L'entrepreneur tient des comptes et des registres appropriés de ce que lui coûtent les travaux ainsi que des dépenses qu'il engage et de ses engagements à l'égard de ceux-ci, et il conserve les factures, les récépissés et les pièces justificatives qui s'y rattachent. Il conserve ces comptes, registres, factures, récépissés et pièces justificatives six (6) ans après le dernier paiement effectué aux termes du contrat ou jusqu'au règlement des litiges ou réclamations en cours, selon la plus tardive des deux dates, à moins d'obtenir préalablement une autorisation écrite contraire du Ministre.
2. Pendant la période mentionnée au paragraphe 1, tous les comptes et registres de même que les factures, récépissés et pièces justificatives sont toujours mis à la disposition des représentants du Ministre, lesquels peuvent en tirer des copies ou des extraits, ou en faire la vérification, l'inspection et l'examen. L'entrepreneur met à disposition les installations nécessaires à l'occasion de telles vérifications et inspections et fournit les renseignements que les représentants du Ministre lui demandent à l'occasion relativement à ces comptes, registres, factures, récépissés et pièces justificatives.

**TRA-95 26 (1995-12-15) Avis**

Tout avis est donné par écrit et est signifié personnellement ou par messenger, par courrier recommandé, par télécopieur ou par tout autre moyen électronique qui imprime l'avis, à l'adresse de la partie qui en est le destinataire, selon le contrat ou à la dernière adresse figurant sur un avis conforme au présent article envoyé à l'expéditeur. L'avis prend effet le jour de sa réception à cette adresse.

**TRA-95 27 (1995-12-15) Membres de la Chambre des communes**

Les membres de la Chambre des communes ne peuvent participer au contrat ni en tirer avantage.

**TRA-95 28 (2005-12-16) Conflits d'intérêts**

1. L'entrepreneur convient qu'il s'agit d'une condition du contrat que toute personne qui ne se conforme pas aux dispositions du Code régissant la conduite des titulaires de charge publique en ce qui concerne les conflits d'intérêts et l'après-mandat, du Code de valeurs et d'éthique de la fonction publique, des Directives et ordonnances administratives de la Défense régissant les conflits d'intérêts et l'après-mandat, ne peut bénéficier directement du présent contrat.
2. Aucun employé du gouvernement du Canada n'est admis à être partie au contrat, ni à en tirer un bénéfice quelconque à moins d'y avoir été autorisé par écrit par le ministre de qui l'employé relève.

**TRA-95 29 (1995-12-15) Corruption et conflits d'intérêts**

1. L'entrepreneur déclare qu'il n'a dans les affaires d'aucun tiers d'intérêt pécuniaire susceptible d'affecter son objectivité dans l'exécution des services faisant l'objet du contrat.
2. L'entrepreneur déclare et atteste qu'aucun pot-de-vin, présent, bénéfice ou autre avantage n'a été ni ne sera consenti, promis ou offert, directement ou indirectement, à un représentant ou à un employé du Canada ni à aucun membre de sa famille, en vue d'exercer une influence sur la conclusion ou la gestion du contrat.

**TRA-95 30 (1995-12-15) Honoraires conditionnels**

1. L'entrepreneur atteste qu'il n'a pas versé ni convenu de verser, directement ou indirectement, et s'engage à ne pas verser, directement ou indirectement, des honoraires conditionnels en rapport à la négociation ou à l'obtention du contrat ou en rapport à toute demande ou démarche reliée au présent contrat, à aucune personne autre qu'un employé remplissant les fonctions habituelles liées à son poste.

2. Tous les comptes et dossiers concernant le versement d'honoraires ou de toute autre rémunération en rapport à l'obtention ou à la négociation du contrat ou en rapport à toute demande ou démarche reliée au contrat seront assujettis aux dispositions du contrat portant sur les comptes et la vérification.
3. Si l'entrepreneur fait une fausse déclaration aux termes du présent article ou ne respecte pas les conditions précisées dans le présent document, le Ministre pourra soit résilier le contrat pour défaut d'exécution conformément aux dispositions pertinentes contenues dans le contrat, soit recouvrer, de l'entrepreneur, par une réduction du prix ou autrement, le montant total des honoraires conditionnels.
4. Les définitions suivante s'appliquent au présent article :
  - « honoraires conditionnels » : Tout paiement, ou autre forme de rémunération, qui est subordonné au degré de succès ou calculé en fonction du degré de succès obtenu en rapport à l'obtention d'un marché gouvernemental, à la négociation d'une partie ou de la totalité des conditions de ce marché ou à toute demande ou démarche reliée au marché.
  - « employé(e) » : Toute personne avec qui le fournisseur a une relation d'employeur à employé.
  - « personne » : Comprend un particulier ou un groupe, une corporation, une société, une organisation et une association et, sans limiter la portée générale de ce qui précède, tout particulier qui est tenu de fournir au directeur une déclaration en vertu de l'article 5 de la *Loi sur l'enregistrement des lobbyistes*, L.R. 1985, ch. 44 (4<sup>e</sup> suppl.) et de toute modification qui pourrait lui être apportée de temps à autre.

### **TRA-95 31 (1995-12-15) Prorogation**

Les obligations de l'entrepreneur concernant le secret, les déclarations et les garanties stipulées dans le contrat et les dispositions sur les biens de l'État, la protection contre les réclamations de tiers, les redevances et les violations, les droits de propriété intellectuelle, les comptes et la vérification demeurent applicables malgré l'expiration du contrat ou sa résiliation pour manquement, au gré du Ministre ou par consentement mutuel, tout comme les autres dispositions du contrat dont il est raisonnable de présumer, en raison de la nature des droits et des obligations qui y sont conférés, que les parties avaient l'intention de les proroger.

### **TRA-95 32 (1995-12-15) Dissociabilité**

Toute disposition du contrat qu'un tribunal compétent juge invalide, illégale ou non susceptible d'exécution est dissociée du contrat, et les autres dispositions du contrat demeurent en vigueur et applicables.

### **TRA-95 33 (1995-12-15) Successeurs et ayants-droits**

Le contrat s'applique au bénéfice des successeurs et ayants-droits autorisés du Canada et de l'entrepreneur, et il lie ces derniers.

### **TRA-95 34 (1995-12-15) Exhaustivité de la convention**

Le contrat fait état de la totalité de la seule entente intervenue entre les parties relativement à l'objet du contrat et remplace toute négociation, communication ou autre entente antérieure, écrite ou verbale, s'y rapportant, à moins qu'elle ne soit intégrée par renvoi au contrat. Seuls les engagements, conditions, déclarations qui figurent au contrat lient les parties.

Les conditions générales supplémentaires sont utilisées de concert avec l'un des groupes de conditions générales de la Section 3. Elles ont pour objet de détailler et de clarifier certains aspects particuliers d'un domaine déterminé. Par exemple, comme son nom l'indique, la condition générale supplémentaire 1028 - Construction de navire - prix ferme, traite de la construction de navires.

Avant l'introduction du guide des Clauses et conditions uniformisées d'achat, des groupes de conditions générales supplémentaires étaient annexés à chaque demande de soumission. Cette pratique a maintenant été remplacée par l'incorporation sous forme de renvois. Les conditions générales supplémentaires énumérées dans la clause uniformisée K0000D font alors partie intégrante du document d'achat en question.

Chaque groupe de conditions comporte un index, soit l'article 00, dans lequel sont énumérés les différents sujets traités, ce qui en facilite la consultation. De plus, chaque article porte une date d'entrée en vigueur qui lui est propre. Lorsque les conditions sont mises à jour et modifiées, on n'attribue une nouvelle date d'entrée en vigueur qu'aux articles visés et on modifie la date d'entrée en vigueur pour le groupe de conditions dans son ensemble de façon à ce que celle-ci corresponde à la date d'entrée en vigueur de la dernière révision. Ainsi, l'utilisateur est en mesure de constater rapidement que des modifications ont été apportées à l'un ou l'autre article du groupe de conditions.

La liste qui suit indique les conditions générales supplémentaires utilisées à l'heure actuelle par le ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux, leur date de révision la plus récente ainsi que leur titre.



---

1028 00 (2004-12-10) Construction de navires - prix ferme

## Travaux publics et Services gouvernementaux Canada

- 01 Définitions
- 02 Exécution des travaux
- 03 L'inspecteur juge en dernier ressort des travaux, des matériaux, etc.
- 04 Réfection des travaux de qualité inférieure
- 05 Dessins
- 06 Modifications de la conception
- 07 Conditions de travail
- 08 Locaux
- 09 Soins du navire durant la construction
- 10 Droits de quai et de bassin
- 11 Charges incidentes
- 12 Garantie
- 13 Cérémonie publique
- 14 Assurances
- 15 Modification des conditions générales 1026A



## 1028 01 (2004-12-10) Interprétation

1. À moins que le contexte n'indique un sens différent, les définitions qui suivent s'appliquent au présent contrat:  
  
« Canada », « Couronne », « Sa Majesté » ou « l'État » : signifie sa Majesté la Reine du chef du Canada;  
  
les « conditions générales » : désigne les conditions générales 1026A qui font partie du contrat;  
  
les « conditions générales supplémentaires » : désigne les présentes conditions générales supplémentaires;  
  
« faire des modifications, des changements ou des rajouts au devis » : employée à l'article 19 des conditions générales 1026A comprendra les « modifications de la conception » définies aux présentes et s'y appliquera.  
  
« inspecteur » : désigne la personne responsable de l'inspection désignée dans le contrat pour exercer les fonctions d'inspection;  
  
« modification de la conception » : désigne tout changement à un dessin, au devis, ou aux énoncés des besoins qui ont été approuvés. Les travaux nécessaires pour supprimer les « malfaçons » ou pour rectifier les erreurs commises par l'entrepreneur ne sont pas des « modifications de la conception », au sens donné dans cet article;  
  
« navires » : désigne les bateaux ou navires que devra construire l'entrepreneur en vertu du contrat et comprend l'ensemble des coques, moteurs, chaudières, machinerie, auxiliaires, matériel, garnitures et équipement; aux endroits où le contexte ne s'y oppose pas, le mot « travaux » utilisé dans le contrat comprend les navires tels qu'ils sont définis aux présentes;
2. Les présentes conditions générales supplémentaires doivent être interprétées de concert avec les conditions générales, pourvu que, dans l'éventualité d'incompatibilité entre les dispositions des conditions générales et les présentes conditions générales supplémentaires, ces dernières prévalent.
3. Lorsque l'inspecteur n'est pas spécifiquement mentionné dans le contrat, le ministre peut agir, à l'égard de tout contrat, entente, condition ou question en vertu du contrat, par l'entremise de l'inspecteur ou des autres agents qu'il peut désigner de temps à autre, et l'inspecteur ou tout autre agent désigné pourra déléguer par écrit ou par courriel l'un quelconque des pouvoirs contenus dans le contrat.

## 1028 02 (2004-12-10) Exécution des travaux

1. **Main-d'oeuvre canadienne**  
  
L'entrepreneur n'emploiera que de la main-d'oeuvre canadienne pourvu qu'elle soit disponible et compte tenu d'une bonne économie et de l'exécution rapide du contrat. Une proportion raisonnable de la main-d'oeuvre employée sera constituée de personnes qui ont été démobilisées ou licenciées honorablement du Service actif des Forces canadiennes, lorsque de telles personnes sont disponibles et aptes à bien exécuter les travaux.
2. **Matériaux**  
  
L'entrepreneur, par les présentes, garantit, déclare et convient qu'il se procurera tous les matériaux, pièces, éléments et équipement requis pour l'exécution du contrat, auprès des fournisseurs mentionnés dans sa soumission ou d'autres fournisseurs autorisés par le Ministre.
3. **Contrôle de l'exécution**  
  
L'entrepreneur peut, à tout moment, s'adresser au Ministre pour obtenir des conseils ou des directives sur des questions relatives au contrat.  
  
L'entrepreneur soumettra à l'examen de l'inspecteur et (ou) du Ministre tous les contrats proposés, y compris ceux qui seront réalisés par des commandes d'achat, si on lui demande de le faire.  
  
L'entrepreneur permettra à tout moment à l'inspecteur d'examiner toute étude, tout dessin, modèle ou devis, réalisé ou en cours de réalisation, par lui ou pour son compte, en rapport avec le contrat.

Toutes les directives et instructions données de temps à autre par l'inspecteur et (ou) le Ministre à l'égard des relevés et des rapports relatifs à l'exécution, à l'avancement et au coût des travaux, seront exécutées par l'entrepreneur.

**1028 03 (1991-06-01) L'inspecteur juge en dernier ressort des travaux matériaux, etc.,**

Si une partie quelconque du devis prévoit une méthode de construction ou la fourniture et (ou) l'utilisation de matériaux, d'équipement ou de pièces qui ne sont pas précisés dans le détail, l'entrepreneur a le droit de faire un choix, pourvu que la construction ainsi exécutée et que les matériaux, l'équipement et les pièces ainsi fournis et (ou) utilisés soient conformes aux règles de l'art qui prévalent normalement dans la construction maritime pour le genre et la catégorie de navires prévus par le contrat et pourvu que les dessins, devis et autres exigences du contrat soient entièrement respectés. L'inspecteur jugera en dernier ressort de la qualité, quantité et convenance de l'exécution des travaux, des pièces, matériaux, installations, machines, appareils, outils et équipement utilisés aux fins des travaux, ainsi que du sens ou de l'interprétation du devis, et sa décision à l'égard de tout ou d'une partie de ce qui précède sera définitive et liera l'entrepreneur. Celui-ci se soumettra sans délai et entièrement à tous les ordres, directives ou instructions donnés à tout moment par l'inspecteur en ce qui a trait aux travaux, à leur exécution ou à leur avancement, ou aux pièces, matériaux, installations, appareils, machines, outils ou équipement utilisés aux fins des travaux.

**1028 04 (2004-12-10) Réfection des travaux de qualité inférieure**

L'inspecteur peut rejeter ou refuser de réceptionner ou d'approuver toute partie des matériaux ou des travaux si, de son avis, ceux-ci ou l'exécution de tout travail, les pièces ou les matériaux utilisés dans leur fabrication ou production, ne sont pas conformes aux dispositions du contrat. L'entrepreneur, immédiatement et à ses propres frais, remplacera ou refera, à la satisfaction de l'inspecteur, toute partie des matériaux ou des travaux qui aura été rejetée par l'inspecteur. Le Canada ne sera nullement tenu responsable des travaux effectués, des matériaux ou des pièces livrés, ou assemblés par l'entrepreneur, à moins que ceux-ci n'aient été approuvés par l'inspecteur, comme en fera foi son certificat donné par écrit.

**1028 05 (2004-12-10) Dessins**

1. Tous les dessins, tirages de dessins et maquettes, préparés par l'entrepreneur en vertu du contrat ou fournis à l'entrepreneur par le Canada, n'appartiendront qu'au Canada, qui pourra les utiliser comme bon lui semblera.
2. L'approbation des dessins, expresse ou tacite, ne soustraira pas l'entrepreneur à sa responsabilité, en vertu du contrat, qui est de livrer un navire qui, du point de vue du fonctionnement, satisfasse aux exigences du devis.
3. Lorsqu'il y a lieu d'apporter des modifications aux dessins avant leur approbation, l'entrepreneur sera censé avoir accepté ces modifications et avoir reconnu qu'elles ne constituent pas un changement apporté au devis et qu'elles ne nuiront pas au fonctionnement du navire, sauf si l'entrepreneur avise le Ministre, par écrit, dans les quatorze (14) jours suivant la réception de l'avis de modification, qu'il considère que cette modification constitue un changement au devis ou que le fonctionnement du navire en sera amoindri. Si l'entrepreneur ne retire pas un tel avis, il sera censé être soustrait à toute responsabilité si le fonctionnement du navire n'est pas conforme à la garantie, pourvu qu'il soit démontré que ce défaut est la conséquence directe de cette modification.
4. Les dispositions du paragraphe précédent s'appliqueront aux modifications de la conception, *mutatis mutandis*.

**1028 06 (2004-12-10) Modifications de la conception**

1. Avant l'achat de matériaux ou le commencement des travaux par l'entrepreneur, les parties aux présentes vérifieront tout rajustement du prix contractuel fait en vertu de l'article 19 des conditions générales 1026A, et en conviendront.
2. Si l'entrepreneur se propose de réclamer un rajustement du prix contractuel en vertu de l'article 19 précité, il doit aviser le Ministre de son intention de le faire, dans les trente (30) jours qui suivront la date où il a été informé qu'un changement en vertu de l'article 19 a été fait. Si l'entrepreneur ne donne pas un tel avis dans la période prescrite, il sera convenu que cela constitue une renonciation à tout droit au rajustement contractuel résultant d'un tel changement.

**1028 07 (1991-06-01) Conditions de travail**

Les dispositions de travail applicables établies par le décret du Conseil C.P. 1954-2029 du 22 décembre 1954 et toutes ses modifications s'appliquent et font partie du contrat.

**1028 08 (2004-12-10) Locaux**

**1. Personnel**

L'entrepreneur doit mettre à la disposition de l'inspecteur, des autres surveillants ou employés au service du Canada, les locaux et l'équipement de bureau, le téléphone et les installations sanitaires, que peut, à l'occasion et raisonnablement demander l'inspecteur ou le Ministre, au chantier naval de l'entrepreneur.

**2. Entreposage et manutention**

L'entrepreneur fournira des entrepôts appropriés pour tous les approvisionnements du gouvernement qui seront fournis à l'égard du contrat pour toute durée que le Ministre ordonnera. L'entrepreneur sera responsable du soin, de la manutention, de l'embarquement, du chargement, du déplacement et des autres tâches comparables à l'égard des approvisionnements sous sa garde ou celle de l'inspecteur comme celui-ci et le Ministre ordonneront de temps à autre.

**1028 09 (2004-12-10) Soin du navire durant la construction**

1. Toutes les parties du navire, y compris, sans que cette liste soit limitative, la structure, la peinture, les machines, les auxiliaires, les instruments et les appareils, seront maintenues en bon état durant toute la période de construction. Des mesures seront prises pour tenir l'usure au minimum, pour empêcher les dommages causés par la construction et pour prévenir la corrosion ou autre détérioration, particulièrement dans le cas des pièces non peintes, polies et mobiles. Toute la tuyauterie d'eau, tous les échangeurs de chaleur, les boîtes à soupape et l'équipement seront drainés, curés et nettoyés, sauf durant les essais. Par temps froid, les précautions nécessaires seront prises.
2. L'entrepreneur est chargé du soin de toutes les machines et du matériel, qu'ils soient fournis par lui-même ou par le Canada. Le matériel de communication électrique, électronique et intérieur sera en permanence protégé contre la poussière, l'humidité et autres substances étrangères et ne sera pas soumis à des changements soudains de température.
3. L'entrepreneur s'assurera que la forme conçue du navire est maintenue durant toute la construction et qu'il ne se produit pas dans les matériaux de déformation qui pourrait causer des contraintes intérieures.

**1028 10 (1991-06-01) Droits de quai et de bassin**

Jusqu'à l'achèvement du contrat, l'entrepreneur prendra à sa charge et paiera tous les droits de quai et de bassin et les frais de touage, des voies courantes, de la lumière électrique et du chauffage de l'eau pour les essais et le remplissage des réservoirs et tous les autres frais, honoraires, dépenses et débours qui accompagnent la construction, le lancement et la livraison du navire. Si, à n'importe quel moment après le lancement et avant la réception définitive dudit navire, il survient des imprévus qui rendent souhaitable, de l'avis de l'inspecteur, de faire placer le navire dans le bassin pour un examen, l'entrepreneur y placera le navire à ses propres risques et à ses frais.

**1028 11 (2004-12-10) Charges incidentes**

Au cas où une imposition, des taxes ou des droits, ou d'autres levées ou frais, quels qu'ils soient, resteraient impayés après la réception définitive du navire par le Ministre, et si le Canada s'est conformé à toutes les dispositions imposées au Canada par le contrat, l'entrepreneur remboursera le Canada dans les trente (30) jours suivants pour ces impositions, taxes, droits, levées ou frais qui auront été payés par le Canada.

**1028 12 (2004-12-10) Garantie**

L'entrepreneur garantira la coque, les machines de propulsion et les auxiliaires, accessoires et le matériel de toute sorte pour une période entière de douze (12) mois après la livraison du navire et sa réception par le Canada, à l'exclusion de plus d'un (1) mois à la fois où le navire ne fonctionnera pas parce qu'il sera en réparation, contre tous défauts de conception, de matériaux et de façon, et il convient que toute partie du navire qui sera trouvée défectueuse ou qui montrera des signes de faiblesse ou d'usure extraordinaire, au cours d'une telle période, par suite d'une mauvaise conception, de mauvais matériaux et d'une mauvaise façon, sera réparée ou enlevée et remplacée, et tous ces défauts seront rectifiés aux seuls frais de l'entrepreneur. Le Ministre donnera immédiatement à l'entrepreneur un avis par écrit au sujet de la découverte de tels défauts, faiblesse ou usure extraordinaire et l'entrepreneur s'engage à livrer les pièces nécessaires pour

rectifier et compléter les pièces défectueuses au chantier de l'entrepreneur à \_\_\_\_\_, mais si le navire n'est pas amené au chantier de l'entrepreneur pour les réparations ou le remplacement des pièces défectueuses et si les réparations ou le remplacement sont faits ailleurs, l'entrepreneur paiera au Canada les sommes équivalentes aux frais de la fourniture des pièces nécessaires et des réparations au chantier de l'entrepreneur. Celui-ci ne sera pas tenu responsable de l'usure ordinaire ni de la casse et des défauts résultant de la négligence de toute personne employée à bord du navire durant la période de garantie, sauf s'il s'agit de la négligence du représentant de l'entrepreneur, s'il en est. L'entrepreneur ne sera pas tenu responsable ni tenu sous obligation pour les dommages et les retards qui résulteront pour le navire ou sa cargaison.

**1028 13 (1991-06-01) Cérémonie publique**

Sauf stipulation contraire dans le contrat, l'entrepreneur n'aura droit à aucune augmentation du prix contractuel à l'égard de toute cérémonie publique. L'entrepreneur ne permettra aucune cérémonie publique en rapport avec les travaux, sans d'abord obtenir la permission écrite du Ministre.

**1028 14 (2004-12-10) Assurances**

1. Nonobstant toutes autres dispositions contenues dans les présentes, l'entrepreneur sera tenu responsable de toute perte ou de tout dommage aux travaux ou à toute partie des travaux jusqu'à la livraison du navire et sa réception définitive conformément aux dispositions des présentes. Si ces pertes ou dommages surviennent avant la livraison et la réception définitive, l'entrepreneur (sauf instructions contraires du Ministre ou de l'inspecteur et sous réserve des conditions imposées par le Ministre ou l'inspecteur) à ses propres frais et sans réclamer de remboursement réparera, restaurera et (ou) remplacera immédiatement les travaux ou la partie des travaux ainsi perdus ou endommagés.
2. L'entrepreneur tiendra le Canada indemne et à couvert de toute réclamation, de tous dommages, pertes, frais et dépenses que le Canada pourrait subir, de temps à autre, par suite de toute blessure subie ou prétendue subie par des personnes (y compris les blessures causant le décès) ou de tout dommage aux biens causé ou prétendu causé par suite de l'exécution du présent contrat ou de toute partie du contrat, que ce soit par l'entrepreneur ou par tout sous-traitant ou cessionnaire de l'entrepreneur.
3. L'entrepreneur conclura un contrat d'assurance établi aux deux noms de l'entrepreneur et du Canada, selon leurs intérêts respectifs, sous la forme régulière d'une police des risques des constructeurs de navires pour assurer une indemnité entière au Canada à l'égard de toute perte ou tout dommage au navire ou à d'autres matériaux appartenant au Canada et devant être installés dans le navire sous la garde de l'entrepreneur, ou de toute réclamation ou dépense du Canada, comme il est mentionné plus haut, et pour lesquelles l'entrepreneur assume la responsabilité, et les primes et le coût de cette assurance seront incorporés au prix d'achat et en feront partie.

**1028 15 (2004-12-10) Modification des conditions générales 1026A**

Les conditions générales 1026A incorporées aux présentes sont modifiées par la suppression de l'article 14.



---

1029 00 (2004-12-10) Réparation des navires

## Travaux publics et Services gouvernementaux Canada

- 01 Interprétation
- 02 L'entrepreneur doit fournir les installations, etc.
- 03 Qualité et exécution des travaux
- 04 L'inspecteur juge en dernier ressort des travaux, des matériaux, etc.
- 05 Réfection des travaux de qualité inférieure
- 06 Les pièces enlevées, etc., demeurent la propriété du Canada
- 07 Droits de quai et de bassin et charges incidentes
- 08 Navire armé
- 09 Navire désarmé
- 10 Assurance
- 11 Cérémonie publique
- 12 Dépôt de garantie

**1029 01 (2004-12-10) Interprétation**

1. À moins que le contexte n'indique un sens différent, les définitions qui suivent s'appliquent au présent contrat :  
« Canada ». « Couronne », « Sa Majesté », « l'État » : signifie sa Majesté la Reine du chef du Canada;  
  
l'expression « les conditions générales » désigne les conditions générales 1026A qui font partie du contrat;  
  
l'expression « conditions générales supplémentaires » désigne les conditions générales supplémentaires;  
  
le mot « navire » désigne le bateau ou navire que l'entrepreneur doit réparer, équiper, transformer ou traiter de toute autre manière, en vertu du contrat, et comprend l'ensemble coque, moteurs, chaudières, machines, auxiliaires, fournitures, matériel, garnitures et équipement.
2. Les présentes conditions générales supplémentaires doivent être interprétées de concert avec les conditions générales, pourvu que, dans l'éventualité d'incompatibilité entre les dispositions des conditions générales et les présentes conditions générales supplémentaires, ces dernières prévalent.

**1029 02 (1991-06-01) L'entrepreneur doit fournir les installations, etc.**

Sauf stipulation contraire dans les présentes, l'entrepreneur doit fournir, à ses propres frais, la main-d'oeuvre, les services de surveillance, les machines, le matériel, les appareils, les outils, les accessoires, les matériaux, les articles et les biens nécessaires à la bonne exécution et à l'achèvement des travaux.

**1029 03 (1991-06-01) Qualité et exécution des travaux**

Tous les matériaux et pièces employés aux fins des travaux doivent être de la qualité précisée au devis et convenir aux fins particulières pour lesquelles ils sont employés et ils doivent être utilisés le plus possible selon les règles de l'art et uniquement de la façon approuvée par l'inspecteur.

**1029 04 (1991-06-01) L'inspecteur juge en dernier ressort des travaux, des matériaux, etc.**

Si une partie quelconque du devis prévoit une méthode de construction ou la fourniture et (ou) l'utilisation de matériaux, d'équipement ou de pièces qui ne sont pas précisés dans le détail, l'entrepreneur a le droit de faire un choix, pourvu que la construction ainsi exécutée et que les matériaux, l'équipement et les pièces ainsi fournis et (ou) utilisés soient conformes aux règles de l'art qui prévalent normalement dans la construction maritime pour le genre et la catégorie de navires prévus par le contrat et pourvu que le devis et autres exigences du contrat soient entièrement respectés. Sous réserve de ce qui précède, l'inspecteur jugera en dernier ressort de la qualité, quantité et convenance de l'exécution des travaux, des pièces, matériaux, installations, machines, appareils, outils et équipement utilisés aux fins des travaux, ainsi que du sens ou de l'interprétation du devis, et sa décision à l'égard de tout ou d'une partie de ce qui précède sera définitive et liera l'entrepreneur. Celui-ci se soumettra sans délai et entièrement à tous les ordres, directives ou instructions donnés à tout moment par l'inspecteur en ce qui a trait aux travaux, à leur exécution ou à leur avancement, ou aux pièces, matériaux, installations, appareils, machines, outils ou équipement utilisés aux fins des travaux.

**1029 05 (1991-06-01) Réfection des travaux de qualité inférieure**

L'inspecteur peut mettre l'entrepreneur en demeure de refaire, à ses propres frais, une partie quelconque des travaux, si, de son avis, leur exécution n'est pas conforme aux dispositions du contrat; si l'entrepreneur ne s'exécute pas dans un délai raisonnable, que peut fixer une telle mise en demeure ou tout autre avis subséquent, l'inspecteur peut alors faire refaire ou remplacer de tels travaux par tout moyen qu'il juge opportun et l'entrepreneur doit en supporter les frais.

**1029 06 (2004-12-10) Les pièces enlevées, etc., demeurent la propriété du Canada**

Les pièces, matériel, matériaux ou accessoires, quels qu'ils soient, enlevés d'un navire de façon permanente lors de l'exécution des travaux, demeurent la propriété du Canada et il en est disposé selon l'ordre du Ministre.

**1029 07 (2004-12-10) Droits de quai et de bassin et charges incidentes**

1. Tant que l'exécution des travaux n'est pas terminée, l'entrepreneur est responsable de tous droits, charges, dépenses et débours inhérents ou incidents à l'exécution des travaux, y compris les droits de quai, de remorquage, de bassin, d'installation, d'éclairage électrique et de conduites d'eau aux fins d'essai et du plein des bassins.

2. En cas des impôts, taxes ou droits, ou autres impositions et charges, de quelque nature que ce soit, demeurés impayés après l'acceptation formelle des travaux par le Ministre et l'exécution de toutes les dispositions du contrat par le Canada, l'entrepreneur doit rembourser au Canada, dans les trente (30) jours, les impôts, taxes, droits, impositions et charges payés par le Canada.

**1029 08 (2004-12-10) Navire armé**

Si le navire doit demeurer armé pendant l'exécution des travaux, alors,

- a) les travaux doivent être effectués sur le navire, à un poste où il accoste à l'occasion; toutefois, toutes les dispositions en vue de l'exécution rapide des travaux doivent être prises pour que le navire accoste à un endroit de nature à faciliter à l'entrepreneur, l'exécution, sur le navire, des travaux requis;
- b) l'entrepreneur n'est pas chargé ni responsable du soin et de la protection du navire, mais est tenu responsable de toute perte ou tout dommage ou toute blessure corporelle (subie par des personnes autres que celles à son emploi) imputables à une négligence, erreur ou omission de sa part ou de la part de ses administrateurs, serviteurs, agents ou employés au cours de l'exécution des travaux. Dans le cas de telle perte ou de tel dommage, touchant le navire ou les travaux, l'entrepreneur doit sans délai, sauf prescription contraire du Ministre ou de l'inspecteur et sous réserve des conditions imposées par le Ministre ou l'inspecteur, à ses propres frais, réparer, restaurer et (ou) remplacer le navire et (ou) les travaux ainsi perdu ou détruit. L'entrepreneur doit tenir le Canada et le Ministre indemnes et à couvert des pertes, dommages-intérêts, frais et dépenses résultant de toute demande d'indemnité relative à telle perte, de tels dommages-intérêts ou de telle blessure corporelle causés ainsi qu'il a été spécifié plus haut.

**1029 09 (2004-12-10) Navire désarmé**

Si le navire est désarmé pendant l'exécution des travaux, alors,

- a) à moins que le Ministre n'ait antérieurement approuvé la mise au sol du navire, celui-ci doit être amarré de façon à ne pas toucher le sol, à marée haute ou à marée basse;
- b) l'entrepreneur doit assumer la charge et la responsabilité entière du soin et de la protection suffisante du navire à compter du moment où il en prend livraison et jusqu'à ce que la remise dudit navire soit acceptée par la personne ou les personnes désignées par le Ministre pour ce faire;
- c) des copies de toutes les listes d'accessoires et dispositifs de rechange seront remises à l'entrepreneur, qui doit les vérifier conjointement avec l'inspecteur puis accuser réception des articles y figurant; une fois les travaux achevés, l'entrepreneur, s'il peut rendre compte de tels articles à la satisfaction de l'inspecteur, est dégagé de toute responsabilité à l'égard desdits articles;
- d) l'entrepreneur doit assurer l'entreposage du matériel et des accessoires, articles ou biens, temporairement enlevés du navire pendant les travaux ou fournis par le Canada pour l'arrimage ou l'ajustage à bord du navire, et les maintenir en bon état, lubrifiés, peints et protégés des intempéries; il doit les remettre au Canada dans l'état où ils étaient au moment où ils ont été enlevés du navire ou lui ont été fournis. L'entrepreneur doit en outre entreposer en lieu sûr la ou les pièces enlevées de façon définitive du navire, jusqu'à ce qu'il en soit disposé tel que précité;
- e) l'entrepreneur doit prendre les précautions usuelles voulues au maintien en bon état de conservation les machines, matériel, accessoires, fournitures ou biens laissés dans le navire et que les éléments pourraient endommager;
- f) si les travaux à exécuter en vertu des présentes nécessitent l'enlèvement de fournitures et qu'aucun lieu sûr d'entreposage n'est disponible à bord du navire, l'entrepreneur doit fournir la main-d'oeuvre devant procéder à l'enlèvement et à l'entreposage de ces fournitures en lieu sûr. L'entrepreneur doit fournir un récépissé de telle fournitures. Il s'engage à entreposer avec soin et prudence lesdites fournitures et à ne pas les mêler à des biens de nature semblable;
- g) l'entrepreneur est responsable des pertes ou dommages touchant l'ensemble ou une partie du navire ou des travaux et de toute blessure corporelle (subie par des personnes autres que celles à son emploi) imputables à une négligence, erreur ou omission de sa part ou de la part de ses administrateurs, serviteurs, agents ou employés, survenus entre le moment où il prend possession du navire et celui de sa livraison et de l'acceptation des travaux conformément aux dispositions des présentes. Si de telles pertes ou de tels dommages se produisent avant la livraison et l'acceptation finale, l'entrepreneur doit sans délai (sauf prescription contraire du Ministre ou de l'inspecteur et sous réserve des conditions imposées par le Ministre ou l'inspecteur), à ses propres frais, réparer, restaurer et (ou) remplacer le navire et (ou) les travaux ayant subi de telles pertes ou de tels



dommages. Ni le Canada, ni le Ministre ne peuvent, à quelque égard, être tenus responsables des pertes ou dommages concernant ou pouvant concerner le navire et (ou) les travaux, ou une partie ou des parties de ceux-ci (avant la livraison, conformément aux dispositions des présentes), ou des blessures, y compris les blessures mortelles, subies par une ou des personnes, ou de tous autres dommages ou préjudices, quels qu'ils soient, attribuables ou ayant quelque rapport au navire, ou attribuables de quelque façon aux travaux, et l'entrepreneur doit tenir le Canada et le Ministre indemnes et à couvert des pertes, frais, dommages-intérêts et dépenses résultant de toute demande d'indemnité relative à de telles pertes, de tels dommages-intérêts ou de telles blessures.

**1029 10 (2004-12-10) Assurance**

L'entrepreneur garantit qu'il est couvert par l'assurance de responsabilité des constructeurs de navires et (ou) des réparateurs de navires pour le montant spécifié au contrat et s'engage, par les présentes, à maintenir en vigueur ladite assurance pendant l'exécution du contrat; il convient de plus que, en cas de toute perte ou de tout accident, couverts par ladite assurance, subis par le navire ou les travaux, ou s'y rapportant, cette assurance entrera en jeu pour protéger les intérêts manifestes du Canada.

**1029 11 (1991-06-01) Cérémonie publique**

L'entrepreneur ne doit autoriser aucune cérémonie publique en rapport avec les travaux sans d'abord obtenir la permission écrite du Ministre.

**1029 12 (2004-12-10) Dépôt de garantie**

1. Le dépôt (s'il en est) mentionné au contrat doit être gardé par le Canada à titre de garantie de l'exécution convenable et complète des travaux et du respect par l'entrepreneur de toutes les obligations et dispositions que prévoit le contrat. À moins que le dépôt ne soit confisqué par le Canada conformément aux dispositions des présentes, le Canada doit remettre à l'entrepreneur tous revenus et recettes réalisés sur ledit dépôt (attendu que le Canada ne sera tenu en aucun cas d'investir des sommes portant intérêt ou autres) et, dans le cas de coupons d'intérêts ou coupons de dividendes payables au porteur, le Canada doit les remettre à l'entrepreneur à l'échéance. Si l'entrepreneur faillit à l'exécution de l'une ou l'autre des clauses du contrat, le dépôt doit être (réservation faite de tous les autres droits et recours dévolus au Canada) confisqué et retenu par le Canada à titre de dommages-intérêts déterminés et non en tant que sanction; par contre, si l'entrepreneur a dûment exécuté, observé et réalisé toutes les obligations et clauses du contrat, le dépôt doit lui être remis.
2. Nonobstant ce qui précède, le Ministre peut, à sa discrétion, autoriser la remise du dépôt à l'entrepreneur en tout temps avant que celui-ci n'ait rempli toutes les obligations du contrat. En un tel cas, la remise du dépôt se fait sous réserve de tous les droits et recours dévolus au Canada en vertu du contrat.

**1033 00 (2004-12-10) Construction de navires - remboursement des coûts****Travaux publics et Services gouvernementaux Canada**

- 01 Interprétation
- 02 Main-d'oeuvre
- 03 Surveillance et conduite des travaux
- 04 L'inspecteur juge en dernier ressort des travaux, des matériaux, etc.
- 05 Réfection des travaux de qualité inférieure
- 06 Exécution économique et gaspillage
- 07 Fourniture du matériel
- 08 Escomptes, etc.
- 09 Arrêt des travaux et modifications du devis
- 10 Certificats requis
- 11 Garantie
- 12 Dévolution du droit de propriété au Canada
- 13 Risques de perte ou de dommages et assurance
- 14 Modifications aux conditions générales 1026B
- 15 Locaux pour l'inspecteur
- 16 Lancement
- 17 Cérémonies publiques
- 18 Mouillage d'un navire
- 19 Mise en cale sèche d'un navire
- 20 Mise en service d'un navire
- 21 Entreposage des matériaux, pièces, etc.
- 22 Dessins
- 23 Essais d'un navire

**1033 01 (2004-12-10) Interprétation**

1. À moins que le contexte n'indique un sens différent, les définitions qui suivent s'appliquent au présent contrat :
  - « Canada », « Couronne », « Sa Majesté », « l'État » : signifie sa Majesté la Reine du chef du Canada;
  - « conditions générales » désignent les conditions générales 1026B qui font partie du contrat;
  - « conditions générales supplémentaires » désignent ces conditions générales supplémentaires;
  - « inspecteur » désigne le représentant nommé par le ministère client pour effectuer l'inspection;
  - « navire », au singulier et au pluriel, désigne le ou les bateaux ou navires que devra construire l'entrepreneur en vertu du contrat et comprend l'ensemble des coques, moteurs, chaudières, machines, composants, accessoires, équipement et appareils. Lorsque le contexte le permet, le mot « les travaux » utilisé dans le contrat comprend le ou les navires tels qu'ils sont définis aux présentes.
2. Les présentes conditions générales supplémentaires doivent être interprétées de concert avec les conditions générales, pourvu que, dans l'éventualité d'incompatibilité entre les dispositions des conditions générales et les présentes conditions générales supplémentaires, ces dernières prévalent, et pourvu que, dans l'éventualité d'incompatibilité entre les présentes conditions générales supplémentaires et la convention, ces dernières prévalent.

**1033 02 (2004-12-10) Main-d'oeuvre**

L'entrepreneur doit entreprendre une étude spéciale de la formation à donner à ses propres ouvriers et employés en vue de l'exécution du contrat et faire des efforts particuliers en ce sens; il ne doit embaucher ni employer aucun ouvrier ou employé, spécialisé ou non, embauché ou employé dans tout autre chantier naval en vertu d'un contrat semblable conclu avec le Canada pour la construction de navires.

**1033 03 (2004-12-10) Surveillance et conduite des travaux**

1. Le cas échéant et dans la mesure requise par le Ministre ou l'inspecteur, l'entrepreneur doit
  - a) consulter le Ministre et l'inspecteur pour toute question relative à l'exécution du contrat;

- b) autoriser l'examen, par le Ministre et l'inspecteur, de tous les contrats conclus ou à conclure par l'entrepreneur et de tous les plans et spécifications établis ou en voie d'établissement par l'entrepreneur ou pour ce dernier relativement à l'exécution du contrat; et
  - c) procurer au Ministre et à l'inspecteur
    - (i) des exemplaires de tous les contrats, devis et dessins requis pour compléter leurs dossiers sur l'exécution du contrat; et
    - (ii) les renseignements et les données (y compris des doubles des commandes, rapports périodiques et graphiques d'acheminement) relatifs aux travaux et à leur avancement, requis à l'occasion par le Ministre ou l'inspecteur.
2. Toutes les directives et instructions données à l'occasion par le Ministre ou l'inspecteur à l'égard des travaux, de leur exécution ou de leur avancement, de la comptabilité et de la communication des coûts et (ou) à l'égard de la passation de contrats ou de la prise d'engagements aux fins des travaux doivent être promptement et entièrement respectées par l'entrepreneur.

**1033 04 (2004-12-10) L'inspecteur juge en dernier ressort des travaux, des matériaux, etc.**

Si une partie quelconque du devis ou des dessins prévoit une méthode de construction ou la fourniture et (ou) l'utilisation de matériaux, d'équipement ou de pièces sans en donner le détail, l'entrepreneur a, sous réserve de l'approbation de l'inspecteur, de faire un choix pourvu que la construction ainsi exécutée et que les matériaux, équipement et pièces ainsi fournis et (ou) utilisés soient conformes aux règles de l'art qui prévalent normalement dans la construction maritime pour le genre et la catégorie de navires prévus par le contrat et pourvu que le devis, dessins et autres exigences du contrat soient entièrement respectés. L'inspecteur jugera en dernier ressort de la qualité, quantité et convenance de l'exécution des travaux, des pièces, matériaux, installations, machines, appareils, outils et équipement utilisés aux fins des travaux, ainsi que du sens ou de l'interprétation du devis et des dessins, et sa décision à l'égard de tout ou d'une partie de ce qui précède sera définitive et liera l'entrepreneur. Celui-ci se soumettra sans délai et entièrement à tous les ordres, directives ou instructions donnés à tout moment par l'inspecteur en ce qui a trait aux travaux, à leur exécution ou à leur avancement, ou aux pièces, matériaux, installations, appareils, machines, outils ou équipement utilisés aux fins des travaux.

**1033 05 (2004-12-10) Réfection des travaux de qualité inférieure**

L'inspecteur peut rejeter ou refuser d'accepter ou d'approuver toute partie des matériaux ou des travaux si, de son avis, ceux-ci ou l'exécution de tout travail, les pièces ou les matériaux utilisés dans leur fabrication ou production, ne sont pas conformes aux dispositions du contrat. Le Canada ne saurait être tenu responsable des travaux réalisés, des matériaux ou des pièces livrés ou assemblés par l'entrepreneur en vertu des présentes, tant et aussi longtemps que ceux-ci n'auront pas été approuvés par l'inspecteur, comme en fera foi son certificat donné par écrit. L'entrepreneur, immédiatement et à ses propres frais, doit remplacer ou refaire, à la satisfaction de l'inspecteur, toute partie des matériaux ou des travaux qui aura été rejetée par l'inspecteur.

**1033 06 (2004-12-10) Exécution économique et gaspillage**

1. L'entrepreneur doit s'efforcer pour lancer, achever et équiper les navires de la façon la plus économique possible et éviter le gaspillage; il doit exercer en tout temps à l'égard des travaux stipulés dans le contrat, y compris l'achat et la tenue des stocks des matériaux et fournitures y afférents, ainsi qu'à l'égard des travaux stipulés dans le contrat, le même soin, la même compétence et la même surveillance que s'il construisait les navires pour son propre compte.
2. L'entrepreneur doit éviter que les matériaux ne soient endommagés tant que, pour chacun des navires concernés, le Canada n'a pas accepté sans réserve le coût de la modification ou du remplacement des matériaux ou des travaux rejetés et celui des rectifications à apporter aux organes ou aux navires achevés; le prix de toutes les réparations y afférentes occasionnées lors des tests ou des essais s'y rapportant doit être inclus dans le coût des travaux stipulé dans le contrat et l'entrepreneur est remboursé à cet égard en vertu et conformément aux stipulations du contrat, à moins que, de l'avis du Ministre, le caractère et la valeur globale de ces tests et essais ne révèlent une mauvaise gestion flagrante, une conduite délibérée ou un manque de bonne foi de la part de l'entrepreneur.

**1033 07 (2004-12-10) Fourniture de matériel**

Le Canada se réserve le droit de fournir le matériel ou les pièces, de même que les outils, machines et équipement supplémentaires requis en vue de l'exécution du contrat et de payer aux transporteurs privés ou publics tous les frais de transport de l'équipement, des matériaux et des pièces.

**1033 08 (2004-12-10) Escomptes, etc.**

L'entrepreneur doit déduire, dans la mesure du possible, tous les escomptes de caisse et d'usage, les rabais, les crédits, la valeur des matériaux de récupération, les drawbacks de droits de douane, les commissions et autres indemnités. Lors du calcul du prix net réel des articles et matériaux de tout genre requis en vue de l'exécution du contrat, il faut déduire du prix brut tous les escomptes de caisse et d'usage, les rabais, crédits, valeur des matériaux de récupération, drawbacks de droits de douane, commissions et autres indemnités susmentionnées. Lorsque ces avantages sont perdus sans qu'il y ait eu défaut ou négligence de la part de l'entrepreneur ou parce qu'il y a eu défaut de la part du Canada, ils ne sont pas déduits du prix brut.

**1033 09 (2004-12-10) Arrêt des travaux et modifications du devis**

Le Ministre peut, en tout temps et à l'occasion, ordonner l'arrêt de l'ensemble ou d'une partie des travaux et peut, à l'occasion, apporter des modifications ou des ajouts au devis; l'entrepreneur doit respecter toutes les directives et instructions données par le Ministre à l'égard de ce qui précède. De son côté, l'entrepreneur peut, avec l'autorisation écrite du Ministre, apporter semblables modifications ou ajouts au devis. Au cas où pareils arrêts, modifications ou ajouts entraîneraient une augmentation ou une diminution importante du volume de travail, le Ministre peut rajuster les honoraires de l'entrepreneur et sa décision, à cet égard, est définitive.

**1033 10 (1991-06-01) Certificats requis**

Il incombe à l'entrepreneur, si le Ministre l'en requiert, de faire classer les navires, d'obtenir et de remettre à l'inspecteur tous les certificats requis prouvant que ceux-ci sont conformes à la classification approuvée de la société et (ou) aux exigences gouvernementales et de fournir tous les documents requis en vue de l'obtention de l'enregistrement en vertu de la *Loi sur la marine marchande du Canada* et (ou) de toute autre loi pertinente. Les certificats exigés en vertu du contrat doivent être remis à l'inspecteur avant que l'entrepreneur ne reçoive le paiement libératoire pour chacun des navires.

**1033 11 (2004-12-10) Garantie**

Nonobstant toute autre disposition du contrat, l'entrepreneur garantit que les matériaux et la fabrication des navires définis dans les présentes seront de première qualité et entièrement conformes au devis, que ladite garantie sera encore en vigueur dans les douze (12) mois qui suivent la livraison jusqu'au moment où le Ministre aura accepté les navires concernés, ou pendant tout autre période stipulée dans le contrat. Cette garantie doit couvrir tous les défauts de matériaux ou de fabrication et comprendre l'engagement que toutes les pièces des navires (à l'exception de celles fournies par le gouvernement) s'avérant défectueuses ou présentant des signes de faiblesse ou d'usage excessive au cours de cette période (par suite de défauts dans les matériaux ou la fabrication) seront réparées ou, au gré de l'entrepreneur, qu'une ou plusieurs pièces seront gratuitement fournies au Canada par l'entrepreneur au chantier naval de celui-ci, ou que le Canada pourra faire réparer ou remplacer telles pièces défectueuses et que l'entrepreneur payera au Canada le coût de la réparation d'une ou de plusieurs pièces, FOB le chantier naval de l'entrepreneur, pour autant que le Canada fasse savoir à l'entrepreneur que la ou les pièces sont défectueuses et à quel endroit se trouve actuellement le navire, et ce dans les soixante (60) jours qui suivent la découverte de ces défauts.

**1033 12 (2004-12-10) Dévolution du droit de propriété au Canada**

Les navires et tous les matériaux et biens acquis ou destinés aux travaux, aux alentours ou à proximité des lieux où toute partie des travaux se poursuit, doivent rester en tout temps la propriété du Canada (et, dans la mesure requise par l'inspecteur, doivent être marqués et identifiés par une déclaration à cet effet) et ne doivent pas être enlevés de ces lieux sans l'autorisation écrite du Ministre ou de l'inspecteur; toutefois, tous les matériaux et biens gardés par l'entrepreneur dans ses stocks habituels et destinés au commerce général sont laissés au risque de l'entrepreneur, jusqu'à ce qu'il ait procédé à leur enlèvement en vue des travaux à réaliser en vertu du contrat.

**1033 13 (2004-12-10) Risques de perte ou de dommages et assurance**

1. Nonobstant toute autre disposition contenue dans l'article 12 des présentes conditions générales supplémentaires et (ou) toute autre disposition du contrat, l'entrepreneur doit supporter et est exposé à tous les risques de perte ou de dommages de quelque nature que ce soit (exception faite des pertes ou dommages dont le risque est supporté par le Canada tel que prévu au paragraphe 13.3 et sous réserve des dispositions de l'article 06 des présentes conditions générales supplémentaires) concernant l'ensemble ou une partie des travaux jusqu'à la livraison et la réception des navires, conformément aux présentes dispositions. Au cas où ces pertes ou dommages surviendraient avant lesdites livraison et réception, l'entrepreneur devra procéder immédiatement (sauf prescription contraire du Ministre ou de l'inspecteur et sous réserve des conditions que ceux-ci peuvent imposer), à ses propres frais et sans en demander le remboursement, à la réparation, à la remise en état et (ou) au remplacement de l'ensemble ou de la partie des travaux ainsi perdus ou endommagés.

2. L'entrepreneur doit garantir le Canada et le Ministre contre toutes réclamations, dommages, pertes, coûts et frais (à l'exception des réclamations, dommages, coûts, frais et risques assumés par le Canada tel que prévu au paragraphe 13.3 que le Canada et (ou) le Ministre seraient en tout temps à supporter par suite de toute blessure subie ou prétendue subie par des personnes (y compris celles entraînant la mort) ou de tout dommage aux biens causé ou prétendu causé ou subi par suite de l'exécution du présent contrat ou de toute partie du contrat, que ce soit par l'entrepreneur ou par tout sous-traitant ou cessionnaire de l'entrepreneur.
3. L'entrepreneur (si ce n'est dans la mesure, s'il en est, spécifiquement requise ou permise par l'accord), sauf instruction contraire du Ministre, ne doit effectuer ni engager aucune dépense pour l'assurance relative aux travaux. Le Canada assume par les présentes le même risque de perte, de dommages ou de responsabilité relativement aux travaux (sauf dans la mesure, s'il en est, dans laquelle l'entrepreneur est pour le moment requis ou autorisé à prendre une assurance en vertu du présent contrat) que celui qui aurait été assumé par les assureurs si les travaux avaient été assurés pendant toute la durée du contrat pour leur valeur totale, par le truchement d'une formule régulière de police contre les risques de la construction navale faisant partie du contrat mais à l'exclusion des clauses « collision » et « protection et indemnité ».
4. L'entrepreneur doit notifier promptement le Ministre de toute mesure, réclamation ou demande à l'égard desquelles l'entrepreneur peut avoir droit à une indemnisation du Canada en vertu du paragraphe 13.3 et fournir au Ministre les originaux et les copies conformes de toutes les poursuites et de tous les documents reçus par l'entrepreneur par rapport à telle action, réclamation ou demande et, s'il en est par ailleurs requis par le Ministre, doit autoriser les représentants du Ministre à régler, diriger ou prendre en mains la défense de pareille action, réclamation ou demande et, en l'absence de telle demande, l'entrepreneur doit poursuivre cette défense avec diligence.
5. Le Canada peut, directement ou par subrogation, bénéficier de tous les droits et recours de l'entrepreneur et (ou) de tout sous-traitant à l'égard de tiers pour toute perte ou dommage dont le risque est assumé par le Canada en vertu des présentes, et l'entrepreneur et (ou) lesdits sous-traitants, aux frais du Canada, doivent faire, autoriser ou permettre de faire tout ce qui doit être fait ou que le Ministre peut ordonner ou demander en vue de bénéficier de ces droits et recours.
6. Si les travaux sont, en tout ou en partie, perdus ou endommagés pour quelque motif que ce soit et que le Canada en assume le risque en vertu des présentes, l'entrepreneur doit alors, si le Ministre l'en requiert, avec toute la rapidité possible et des matériaux de fabrication équivalente, le réparer, le reconstruire ou le remplacer de sorte que lesdits travaux soient dans le même état, à tous égards, qu'ils étaient avant la perte ou le dommage, et l'entrepreneur se verra payer ou rembourser le coût net de telle réparation, reconstruction ou remplacement (calculé et déterminé conformément aux Principes des coûts contractuels 1031-2, faisant partie du contrat) tel que prévu par les présentes relativement au coût des travaux et, au cas où de tel dommage ou perte se serait produit sans qu'il y eut négligence de la part de l'entrepreneur ou à son insu, le Canada devra payer à l'entrepreneur, en plus dudit coût, un bénéfice ou un droit d'un montant que le Ministre jugera raisonnable, en égard à toutes les circonstances.
7. Le mot « travaux » et tout autre mot s'y rapportant, ou un mot tel qu'« importation », apparaissant dans le présent article, est réputé comprendre les fournitures de l'État et tout autre bien que possède le Canada et qui, aux fins du contrat, sont en la possession de l'entrepreneur ou sous son contrôle.

**1033 14 (2004-12-10) Modifications aux conditions générales**

Aux fins du présent contrat, les mots « pendant une période de trente (30) jours » sont ajoutés par les présentes à la suite des mots « n'exécute pas », à la première ligne du paragraphe 24.1 des conditions générales 1026B.

**1033 15 (2004-12-10) Locaux pour l'inspecteur**

L'entrepreneur doit mettre à la disposition de l'inspecteur, des autres surveillants ou employés au service du Canada les locaux et l'équipement de bureau, le téléphone et les installations sanitaires que peut, à l'occasion, et raisonnablement demander l'inspecteur ou le Ministre au chantier naval de l'entrepreneur. Si l'inspecteur le demande, ce personnel peut inclure le personnel de la compagnie qui se trouve près des navires au cours des dernières phases d'achèvement.

**1033 16 (2004-12-10) Lancement**

1. L'entrepreneur doit veiller à ce que les navires soient lancés en sécurité. Les calculs de lancement doivent pouvoir être examinés par l'inspecteur et doivent également être soumis par l'entrepreneur, par l'intermédiaire de l'inspecteur, au ministère client, dans les circonstances suivantes :

- a) si l'entrepreneur n'a pas précédemment construit et lancé un navire de la même classe à son chantier naval; ou
  - b) si l'entrepreneur est tenu, par le ministère client, de soumettre lesdits calculs.
2. La remise des calculs de lancement à l'inspecteur ou au ministère client et leur approbation par l'inspecteur ou le ministère client ne sauraient impliquer que le Canada approuve l'exactitude de ces calculs.

**1033 17 (1991-06-01) Cérémonies publiques**

L'entrepreneur ne doit autoriser aucune cérémonie publique en rapport avec les travaux sans obtenir au préalable la permission écrite du Ministre. Les cérémonies autorisées par le Ministre doivent être conduites par l'entrepreneur, conformément aux instructions du Ministre et (ou) de l'inspecteur.

**1033 18 (1991-06-01) Mouillage d'un navire**

Après le lancement ou la mise à flot du navire sortant du dock, celui-ci, pendant qu'il est équipé de ses machines ou en voie d'achèvement, doit être convenablement placé à quai par l'entrepreneur de manière à ne jamais toucher le fond, à moins que l'entrepreneur n'ait préalablement obtenu de l'inspecteur l'autorisation de se servir d'un quai spécial où le navire peut toucher le fond. Aucun quai ne sera considéré convenable à moins que l'approbation préalable dudit quai, en égard à la taille du navire, n'ait été reçue de l'inspecteur.

**1033 19 (1991-06-01) Mise en cale sèche d'un navire**

Outre la mise en cale sèche d'un navire par l'entrepreneur en vue de son achèvement, de tests et d'essais, le navire pourra être mis en cale sèche pour enquête, au gré du Ministre ou de l'inspecteur.

**1033 20 (2004-12-10) Mise en service d'un navire**

Le Canada peut mettre le navire en service avant ou pendant les essais et ne sera pas réputée, pour autant, l'avoir accepté.

**1033 21 (1991-06-01) Entreposage des matériaux, pièces, etc.**

1. L'entrepreneur doit fournir les locaux appropriés pour l'entreposage de tous les matériaux, pièces et équipement, quel qu'en soit le fournisseur pendant la durée prescrite par le Ministre.
2. Sans limiter la responsabilité de l'entrepreneur stipulée dans le contrat en ce qui a trait au soin des matériaux, pièces et équipement dont il a la garde ou le contrôle, l'entrepreneur doit veiller à l'entretien, au soin, aux petites réparations, à la calibration, à l'ajustement, à la manutention, à l'embarquement, au chargement, aux soins après chargement et aux fonctions connexes concernant les matériaux, les pièces et l'équipement sous la garde et le contrôle de l'entrepreneur ou de l'inspecteur, tel qu'exigés à l'occasion par le Ministre ou l'inspecteur.

**1033 22 (2004-12-10) Dessins**

Tous les dessins et tirages de dessins préparés par l'entrepreneur en vertu du contrat ou fournis à l'entrepreneur par le Canada, n'appartiendront qu'au Canada qui pourra les utiliser comme bon lui semblera.

**1033 23 (2004-12-10) Essais d'un navire**

1. Avant d'être livré, chaque navire doit subir les essais requis dans les spécifications. La livraison d'un navire ne sera pas terminée tant que ces essais n'auront pas été effectués à la satisfaction de l'inspecteur et conformément aux instructions données par écrit à l'entrepreneur par le Ministre ou par l'inspecteur.
2. L'entrepreneur est préposé à la garde du navire, y compris les machines et installations électriques, et doit fournir le personnel de navigation et les préposés au fonctionnement des machines et des installations électriques en tout temps au cours des essais et jusqu'à ce que le navire soit accepté par le Canada.
3. Au cours des essais en mer, le navire doit être placé sous le commandement d'un capitaine employé par l'entrepreneur et reconnu par le ministère client.
4. Le navire ne prendra pas la mer en vue des essais sans l'autorisation écrite de l'inspecteur.

5. Le ministère client peut placer à bord du navire, au cours de la période des essais, un nombre raisonnable de ses officiers et marins, y compris du personnel civil, qui, quelles que soient leurs fonctions, pourront accéder à n'importe quelle partie du navire. Le ministère client désignera un de ces membres du personnel (qui peut être ou non l'inspecteur) en qualité de représentant du ministère client, et l'entrepreneur nommera un des employés à titre de représentant principal. Tout le personnel du ministère client doit observer la façon dont l'entrepreneur effectue les essais et, en cas de danger pour le navire et ses machines ou équipement, ou de danger à la vie ou à la propriété, doit en rendre compte au représentant principal de l'entrepreneur et au représentant du ministère client. L'entrepreneur doit respecter toutes les instructions données par le représentant du ministère client au représentant principal de l'entrepreneur à l'égard des mesures de sécurité visant à contrecarrer pareil danger.

**1036 00 (2004-12-10) Recherche et développement****Travaux publics et Services gouvernementaux Canada**

- 01 Interprétation
- 02 Exécution des travaux
- 03 Propriété des études, rapports, biens, etc.
- 04 Propriété des inventions
- 05 Directeurs, employés, agents et sous-traitants
- 06 Brevets et redevances

**1036 01 (2004-12-10) Interprétation**

1. À moins que le contexte n'indique un sens différent, les définitions qui suivent s'appliquent au présent contrat,  
  
« Canada », « Couronne », « Sa Majesté », « l'État » : signifie sa Majesté la Reine du chef du Canada;  
  
l'expression « conditions générales », signifie les conditions générales 1026A faisant partie du contrat;  
  
l'expression « les travaux » comprend les enquêtes techniques, essais, études, rapports techniques, dessins, plans, devis, modèles, prototypes, gabarits et échantillons obtenus, fabriqués ou préparés pour les fins du contrat;  
  
l'expression « responsable du projet » représente la ou les personnes (le cas échéant) désignées comme telles par l'entente ou toute personne autorisée momentanément à agir au nom du Canada ou du Ministre à titre de responsable du projet en vertu du contrat.
2. Les présentes conditions générales supplémentaires doivent être interprétées de concert avec les conditions générales, pourvu que, dans l'éventualité d'incompatibilité entre les dispositions des conditions générales et les présentes conditions générales supplémentaires, ces dernières prévalent.

**1036 02 (1991-06-01) Exécution des travaux**

L'entrepreneur doit exécuter les travaux de manière à satisfaire le responsable du projet et se conformer à toutes les instructions et directives que peut lui donner, de temps à autre, le Ministre ou le responsable du projet relativement aux travaux, l'exécution des travaux ou leur progrès.

**1036 03 (2004-12-10) Propriété des études, rapports, biens, etc.**

Les études, rapports techniques, photographies, dessins, plans, devis, modèles, prototypes, gabarits et échantillons produits par l'entrepreneur au cours des travaux sont tous dévolus au Canada et demeurent sa propriété. Tous les autres biens produits ou acquis par l'entrepreneur d'une façon quelconque relativement aux travaux et dont le coût est acquitté par le Canada lui sont dévolus et demeurent la propriété du Canada. L'entrepreneur doit en rendre un compte exact au Ministre conformément aux instructions qu'il en recevra.

**1036 04 (2004-12-10) Propriété des inventions**

Sauf indication contraire dans le contrat, tous renseignements, inventions, méthodes et procédés de caractère technique conçus ou mis au point, ou réellement mis en pratique pour la première fois lors de l'exécution du contrat, sont la propriété du Canada, à qui l'entrepreneur doit en faire immédiatement par écrit la révélation intégrale. L'entrepreneur n'y a d'autre titre que celui que le Canada peut lui accorder, et il ne peut faire la demande d'un brevet à leur égard sans le consentement écrit du Canada. L'entrepreneur ne peut, sans le consentement écrit du Canada, divulguer ou employer lesdits renseignements, inventions, méthodes et procédés de caractère technique que lors de l'exécution des travaux, et ne peut notamment vendre, sauf au Canada, de produits ou objets où sont incorporés de tels renseignements, inventions, méthodes, et procédés de caractère technique, ni concéder de licence pour la fabrication desdits produits ou objets sans le consentement écrit du Canada.

**1036 05 (2004-12-10) Directeurs, employés, agents et sous-traitants**

L'entrepreneur doit prendre toutes mesures et précautions raisonnables pour que ses directeurs, employés, agents et sous-traitants soient tenus de respecter les dispositions des présentes conditions générales supplémentaires. Sans restreindre le caractère général de ce qui précède, les entrepreneurs doivent inscrire dans tout sous-traité relevant du présent contrat des clauses semblables aux présentes conditions générales



supplémentaires, clauses formulées en des termes qui ne soient pas moins favorables au Canada que ceux desdites conditions générales supplémentaires. L'entrepreneur doit donner suite à ces documents et accomplir tout autre acte prescrit par le Ministre en vue de répondre à l'objet du présent article.

**1036 06 (2004-12-10) Brevets et redevances**

1. L'entrepreneur doit immédiatement porter à la connaissance du Ministre toute redevance que l'entrepreneur ou n'importe lequel des sous-traitants sont ou peuvent être tenus de payer, ou se proposent de payer, du fait ou en raison de l'exécution du contrat, de même que le quantum de ces redevances et le nom des personnes à qui elles sont payables. Il doit aussi, à l'occasion, mettre sans tarder le Ministre au courant de toute réclamation et de toute entente faites ou projetées ayant ou pouvant avoir pour effet d'accroître ou de modifier les montants payables par l'entrepreneur ou un de ses sous-traitants en matière de redevances.
2. L'entrepreneur doit s'abstenir de verser, et doit aviser ses sous-traitants de ne pas verser des redevances à l'égard de l'exécution du contrat, sauf du consentement écrit du Ministre et sous réserve des conditions imposées par celui-ci.
3. Pourvu que l'entrepreneur se conforme aux dispositions qui précèdent, le Canada doit garantir et protéger l'entrepreneur contre toute réclamation, action ou poursuite en recouvrement de telles redevances dans le cas où le Ministre s'abstient d'accorder un tel consentement.

**9601-1 00 (2005-06-10) Achat ou location de matériel****Remarques :**

Utiliser en conjonction avec les conditions générales 9601 pour l'achat ou la location de matériel. Si un logiciel doit être livré dans le cadre du contrat, y compris tout logiciel nécessaire au fonctionnement du matériel, les conditions générales supplémentaires 9601-3 et 9601-4 devront également faire partie du contrat. D'autres conditions générales supplémentaires devraient également être ajoutées le cas échéant.

**Travaux publics et Services gouvernementaux Canada****Partie I - Conditions communes applicables à la location et à l'achat**

- 01 Définitions
- 02 Préparation de l'emplacement
- 03 Transport et installation
- 04 Attestation relative à l'appareillage électrique
- 05 Documentation relative au matériel
- 06 Test du niveau de disponibilité
- 07 Acceptation
- 08 Garantie

**Partie II - Conditions supplémentaires : achat**

- 09 Droit de propriété sur le matériel acheté
- 10 Micrologiciel

**Partie III - Conditions supplémentaires : Location**

- 11 Droit de propriété sur le matériel loué
- 12 Période de location
- 13 Résiliation au gré du Ministre
- 14 Risque de perte
- 15 Modifications apportées au matériel
- 16 Déplacement du matériel
- 17 Désinstallation et retrait du matériel
- 18 Jouissance paisible
- 19 Droit de retenir les paiements de location

**Partie I - Conditions communes applicables à la location et à l'achat****9601-1 01 (2005-06-10) Définitions**

1. A moins que le contexte n'indique un sens différent, les définitions qui suivent s'appliquent au présent contrat :
  - « clé en main » désigne que le matériel a été livré, installé et raccordé, qu'il a subi avec succès les tests de diagnostic habituels de l'entrepreneur, qu'il a été examiné par le responsable de l'inspection et qu'il est prêt à passer le test du niveau de disponibilité du Canada et les tests supplémentaires exigés selon le contrat.
  - « conditions générales » désignent les conditions générales 9601 qui font partie du contrat;
  - « documentation relative au matériel » désigne l'ensemble des manuels, livrets, guides d'utilisation et autres documents écrits en langage courant que l'entrepreneur doit fournir au Canada en vertu du contrat et qui sont destinés à être utilisés avec le matériel, que cette documentation soit fournie sous forme imprimée ou sur bande magnétique, sur disquette ou sur un autre support d'information;
  - « matériel » désigne la totalité de l'équipement, des matériaux, des articles et des objets que l'entrepreneur fournit au Canada en vertu du contrat, y compris le micrologiciel décrit à l'article 10, sauf les logiciels et les services qui sont exclus;
  - « test du niveau de disponibilité » s'entend du critère d'un minimum de trente (30) jours établi aux paragraphes 5 et 6 de l'article 06 ou, si les parties ont convenu d'un autre critère, du test du niveau de disponibilité de trente (30) jours établi ou mentionné ailleurs dans le contrat;

2. Les mots et expressions définis dans les conditions générales et utilisés dans les présentes conditions générales supplémentaires ont le sens qui leur est donné dans les conditions générales.
3. Dans l'éventualité d'incompatibilité entre les conditions générales et les présentes conditions générales supplémentaires, les dispositions pertinentes des présentes conditions générales supplémentaires prévalent.
4. La Partie I des présentes conditions générales supplémentaires s'applique à la relation entre les parties en ce qui a trait à l'achat ou à la location de matériel.
5. La Partie II des présentes conditions générales supplémentaires s'applique uniquement à la relation entre les parties en cas d'achat de matériel.
6. La Partie III des présentes conditions générales supplémentaires s'applique uniquement aux liens entre les parties en cas de location de matériel.
7. Les articles intitulés « Droit de propriété » et « Garantie » qui figurent dans les conditions générales ne s'appliquent pas au matériel. Les dispositions relatives au droit de propriété et à la garantie mentionnées aux présentes conditions générales supplémentaires s'appliquent au lieu de ces articles.

### **9601-1 02 (1992-12-01) Préparation de l'emplacement**

1. Sauf disposition contraire du contrat, le Canada prépare à ses frais l'emplacement où le matériel sera installé conformément aux spécifications relatives à la préparation de l'emplacement qui sont fournies par l'entrepreneur.
2. Si les spécifications relatives à l'emplacement ne sont pas incluses dans le contrat, et si aucune date n'est précisée dans le contrat concernant la livraison de ces spécifications au Canada, l'entrepreneur doit livrer ces spécifications au Canada soit immédiatement après l'exécution du contrat soit, si la livraison du matériel doit se faire plus de trente (30) jours après l'exécution du contrat, à n'importe quel moment avant le trentième jour précédant la date précisée dans le contrat pour la prestation du matériel. A moins que les parties n'en conviennent autrement par écrit, le Canada termine la préparation des lieux avant la date convenue de livraison du matériel.
3. Le Canada avise l'entrepreneur lorsque l'emplacement est prêt. L'entrepreneur examine ensuite les lieux sans délai et informe l'autorité contractante et le responsable technique des résultats de l'examen. L'examen de l'entrepreneur ne libère pas le Canada de son obligation de rencontrer les exigences liées aux spécifications de l'emplacement.
4. L'entrepreneur est le seul responsable des frais supplémentaires que le Canada engage à la suite des modifications devant être apportées à un emplacement préparé conformément aux spécifications indiquées par l'entrepreneur lorsque les modifications sont attribuables au fait que les spécifications sont erronées ou incomplètes.
5. Si le Canada ne prépare pas l'emplacement conformément aux spécifications relatives à la préparation de l'emplacement dans les délais prescrits dans le contrat et que ce retard est imputable à des raisons autres qu'un acte du Canada comme souverain, qu'un cas de force majeure ou tout autre événement qui échappe à la volonté du Canada, l'entrepreneur a alors droit au paiement des frais supplémentaires qu'il a directement, raisonnablement et dûment engagés en raison du retard.
6. L'entrepreneur garantit que, si l'emplacement est préparé et maintenu conformément aux spécifications relatives à la préparation de l'emplacement, le matériel pourra fonctionner selon les spécifications dans l'environnement en question.

### **9601-1 03 (1992-12-01) Transport et installation**

1. L'entrepreneur s'occupe du transport, du montage et du factage nécessaires dans le cadre de la livraison du matériel à l'emplacement de l'installation qui est indiqué au contrat. Sauf disposition à l'effet contraire du contrat, le prix contractuel comprend tous les frais de transport, de montage et de factage.
2. Si l'entrepreneur doit installer le matériel conformément au contrat, l'entrepreneur se charge également de ce qui suit sans frais supplémentaires pour le Canada :
  - a) fournir toutes les ressources nécessaires au déplacement et à l'installation, y compris des grues, si nécessaire;

- b) déballer, assembler, intégrer et raccorder le matériel à l'emplacement de l'installation;
- c) raccorder le matériel à la source d'alimentation prescrite et, lorsqu'il y a lieu, aux sorties d'eau et, fournir le câblage et les canalisations nécessaires à cette fin.

**9601-1 04 (2004-12-10) Attestation relative à l'appareillage électrique**

L'entrepreneur s'assure que, avant la livraison à l'emplacement de l'installation, l'appareillage électrique à fournir conformément au contrat ait été approuvé selon l'une ou l'autre des méthodes suivantes :

- a) par un organisme accrédité par le Conseil canadien des normes conformément aux exigences de la Partie I du Code canadien de l'électricité; ou
- b) par une inspection spécialement effectuée par un organisme approuvé par le Chef - Inspecteur d'appareils électriques de la province, le territoire ou la ville où l'appareillage électrique doit être installé et exploité.

**9601-1 05 (1992-12-01) Documentation relative au matériel**

1. Sauf disposition contraire du contrat, l'entrepreneur fournit au Canada la même documentation relative au matériel qu'il fournit aux autres acheteurs de matériel similaire et y inclut toutes les modifications, révisions et corrections qui y ont été apportées jusqu'à la date de livraison du matériel.
2. Nonobstant le paragraphe 1, l'entrepreneur déclare que la documentation relative au matériel qui est livrée au Canada en même temps que le matériel renferme suffisamment de renseignements pour permettre au Canada d'exploiter, de tester et d'utiliser toutes les fonctions du matériel. Si l'entrepreneur est tenu de fournir de la documentation concernant l'entretien selon le contrat, la documentation relative au matériel doit être également suffisamment détaillée pour permettre au Canada, ou à un tiers autorisé agissant au nom de celui-ci, d'entretenir et de réparer le matériel de façon appropriée et de le tester à cette fin.
3. Sauf disposition à l'effet contraire du contrat, l'entrepreneur remet au Canada la documentation relative au matériel au plus tard à la date de livraison du matériel spécifié au contrat.

**9601-1 06 (1992-12-01) Test du niveau de disponibilité**

1. Les définitions qui suivent s'appliquent au présent article :

« période d'utilisation » : la période, calculée en heures et en minutes complètes, au cours de laquelle le Canada a l'intention d'utiliser le matériel. Sauf indication à l'effet contraire dans le contrat, la période d'utilisation signifie la période allant de 8 h à 17 h, heure locale de l'emplacement de l'installation, du lundi au vendredi inclusivement, y compris les jours fériés que le Canada observe à cet emplacement.

« période d'utilisation opérationnelle » : la période, calculée en heures et en minutes complètes, au cours de laquelle le matériel fonctionne conformément au devis pendant la période d'utilisation, y compris tous les intervalles entre le début et l'arrêt de fonctionnement du matériel au cours de la période d'utilisation qui ne constituent pas un temps de panne;

« temps de panne » : la période, calculée en heures et minutes complètes, au cours de laquelle le matériel ne peut être utilisé pendant la période d'utilisation en raison d'un problème de fonctionnement. Le temps de panne débute lorsque le Canada avise l'entrepreneur que le matériel ne peut être utilisé et prend fin lorsque le problème de fonctionnement a été corrigé et que l'entrepreneur avise le Canada du fait que le matériel est disponible à des fins d'utilisation;

2. Si l'entrepreneur doit installer le matériel conformément au contrat, l'entrepreneur avise alors le responsable technique lorsque le matériel est prêt à être utilisé. Le responsable technique entreprend le test du niveau de disponibilité dans les dix (10) jours suivant la réception de l'avis ou de la date de disponibilité précisée dans le contrat si cette date est ultérieure.
3. Lorsque l'installation du matériel incombe au Canada et que celui-ci a l'intention de lui faire passer le test du niveau de disponibilité, le Canada installe le matériel dans les dix (10) jours suivant son arrivée au Canada ou après la date de livraison indiquée au contrat si cette date est ultérieure et entreprend immédiatement le test du niveau de disponibilité.
4. En plus des autres droits dont il dispose en vertu du contrat, le Canada a accès au matériel et peut en faire un usage opérationnel illimité une fois que l'entrepreneur l'a avisé qu'il est prêt à être utilisé ou, si l'installation relève du Canada, une fois que celui-ci en a reçu livraison et l'a installé. Cependant,

jusqu'à ce que le matériel soit accepté, l'entrepreneur a priorité en ce qui a trait à l'accès au matériel pour entretenir celui-ci et pour rencontrer les exigences du contrat.

5. Le matériel doit atteindre un niveau de disponibilité d'au moins 95 p. 100, ou le niveau précisé dans le contrat, pendant trente (30) jours civils consécutifs. Toute la période d'utilisation opérationnelle est comprise dans la détermination du niveau de disponibilité qui est calculé comme suit :

période d'utilisation  
opérationnelle  
\_\_\_\_\_ X 100 %

période d'utilisation  
opérationnelle + temps de panne

6. L'entrepreneur doit s'assurer que le niveau de disponibilité de trente (30) jours au niveau minimum mentionné au paragraphe 5 est obtenu dans les quatre-vingt-dix (90) jours civils qui suivent immédiatement la première journée complète après que le responsable technique a entrepris le test du niveau de disponibilité en application des paragraphes 2 ou 3.
7. Sous réserve du paragraphe 8, si le Canada n'effectue pas le test du niveau de disponibilité pendant la ou les périodes de temps au cours desquelles il est censé le faire aux termes du contrat, ces périodes, aux fins du calcul du niveau de disponibilité du matériel, sont alors réputées représenter des périodes d'utilisation opérationnelle non interrompue.
8. Si le Canada est incapable d'entreprendre ou de poursuivre le test du niveau de disponibilité en raison d'un acte qu'il fait comme souverain ou d'un cas de force majeure, il peut suspendre temporairement le test en question pendant une période de soixante (60) jours au maximum. En pareil cas, les délais pour tester mentionnés au présent article ou au contrat sont reportés selon le nombre de jours civils de la suspension.

**9601-1 07 (1992-12-01) Acceptation**

1. Le Canada avise l'entrepreneur que le matériel est accepté lorsque toutes les conditions suivantes sont réunies :
- a) l'entrepreneur a exécuté tous les travaux conformément aux conditions du contrat, sauf les travaux visés par la garantie et les autres travaux qui, selon le contrat, doivent être entrepris après le début de la période de garantie définie au paragraphe 8.1;
  - b) le matériel a réussi tous les essais d'acceptation décrits ou mentionnés dans le contrat;
  - c) le matériel a atteint le niveau de disponibilité minimum d'après le test prévu, si ce test est effectué.
2. Jusqu'au moment où il remet l'avis visé au paragraphe 1, le Canada se réserve le droit de refuser le matériel au complet, incluant la ou les parties déjà inspectées et reçues par lui-même ou en son nom.

**9601-1 08 (1992-12-01) Garantie**

1. Dans le présent article, à moins d'indication contraire dans le contrat, la « période de garantie » est une période de douze (12) mois à partir de l'une ou l'autre des dates suivantes :
- a) lorsqu'un test du niveau de disponibilité est effectué, le premier jour de la période de trente (30) jours au cours de laquelle le matériel a atteint le niveau de disponibilité minimum selon le test en question;
  - b) lorsque le Canada ne fait pas de test du niveau de disponibilité, la date à laquelle l'entrepreneur a terminé la totalité des travaux conformément aux dispositions du contrat, sauf les travaux visés par la garantie et les autres travaux qui, selon le contrat, doivent être exécutés après le début de la période de garantie.
2. Nonobstant l'inspection et l'acceptation des travaux par le Canada ou pour son compte et sans restreindre la portée des autres dispositions du contrat ou conditions, garantie ou dispositions imposées expressément ou implicitement par la loi, l'entrepreneur garantit que, pendant la période de garantie, le matériel :
- a) est dépourvu de tout vice de matériaux et d'exécution;

- b) est conforme aux exigences du contrat, y compris les devis et les exigences en vigueur quant au niveau de disponibilité minimum;
  - c) est dépourvu de tout défaut de conception l'empêchant de se conformer aux exigences du contrat.
3. En cas de vice ou de non-conformité d'un élément du matériel au cours de la période de garantie, à la demande du Canada, l'entrepreneur répare ou remplace le plus tôt possible, à son choix et à ses frais, l'élément du matériel jugé défectueux et non conforme aux exigences du contrat.
4. Le matériel ou l'élément du matériel jugé défectueux ou non conforme peut être retourné à l'atelier de réparation de l'entrepreneur pour y être remplacé, réparé ou remis en état; cependant, si le Canada est d'avis qu'il ne convient pas de déplacer le matériel, l'entrepreneur effectue les réparations et autres travaux nécessaires à l'emplacement du Canada et, sauf disposition contraire du contrat, reçoit à cette fin un montant correspondant aux frais justes et raisonnables engagés (incluant une indemnité de déplacement et de subsistance), mais aucun montant à titre de profit, moins une somme égale au coût lié à la correction du vice ou du problème de conformité à l'atelier de réparation de l'entrepreneur.
5. Sauf disposition contraire du contrat, le Canada paie les frais de transport liés à la réexpédition du matériel ou de tout élément de celui-ci à l'atelier de réparation de l'entrepreneur conformément au paragraphe 4 et celui-ci paie les frais de transport liés à l'envoi du matériel de rechange ou au retour du matériel ou de l'élément du matériel réparé au lieu de livraison indiqué au contrat, ou les frais moindres requis pour transporter le matériel ou l'élément concerné à l'endroit indiqué par l'autorité technique.
6. Les garanties énoncées au paragraphe 2 ne s'appliquent pas à un problème de conformité d'un élément du matériel qui est causé par l'un ou l'autre des faits suivants :
- a) la négligence du Canada;
  - b) le fait que le système d'électricité, de climatisation ou de contrôle de l'humidité ne fonctionne pas conformément aux spécifications relatives à la préparation de l'emplacement;
  - c) la non-utilisation du matériel par le Canada selon les devis;
  - d) une modification apportée au matériel par une personne autre que l'entrepreneur ou un sous-traitant ou une personne approuvée par l'un d'eux;
  - e) l'utilisation par le Canada de produits ou matériaux consommables qui sont fournis par une personne autre que l'entrepreneur ou un sous-traitant et qui ne sont pas conformes au devis;
  - f) l'ajout au matériel d'éléments qui n'ont pas été conçus pour être utilisés avec celui-ci par l'entrepreneur ou un sous-traitant ou qui n'ont pas été approuvés à cette fin.
7. Lorsque l'entrepreneur doit effectuer un remplacement, une réparation ou une remise en état nécessaire à l'emplacement du Canada, le Canada accorde à l'entrepreneur un accès raisonnable au matériel. Lorsque des télédiagnostics sont prévus au contrat, le Canada fournit un modem et des lignes commutées connexes que l'entrepreneur peut utiliser aux fins du diagnostic. L'accès, que ce soit à distance ou sur place, est assujéti en tout temps à l'autorisation préalable du responsable technique et aux exigences du Canada en matière de sécurité.
8. Les garanties énoncées au paragraphe 2 s'appliquent, pendant le reste de la période de garantie, à tout élément du matériel réparé, remplacé ou remis en état conformément au paragraphe 3. Toutes les dispositions des paragraphes 3 à 7 inclusivement et le présent paragraphe s'appliquent, compte tenu des changements qui s'imposent, à tout élément du matériel jugé défectueux ou non conforme au contrat pendant cette période.

**Partie II - Conditions supplémentaires : Achat****9601-1 09 (1992-12-01) Droit de propriété sur le matériel acheté**

1. Sauf disposition contraire du contrat et sous réserve du paragraphe 2, le droit de propriété sur les travaux ou sur toute partie de ceux-ci est transmis au Canada dès leur livraison et leur acceptation par le Canada ou en son nom.
2. Lorsqu'un paiement est versé à l'entrepreneur à l'égard de matériaux, de pièces, de travaux en cours ou de travaux achevés, notamment au moyen de paiements progressifs, d'acomptes ou d'avances à

justifier, le droit de propriété afférent à ces matériaux, pièces, travaux en cours et travaux achevés est transmis au Canada, à moins que ce droit ne soit déjà ainsi transmis aux termes d'une autre disposition du contrat.

3. Nonobstant toute transmission du droit de propriété dont fait mention le présent article et sous réserve des dispositions contraire du contrat, le risque de destruction ou d'endommagement des matériaux, pièces, travaux en cours ou travaux achevés, ou d'une partie de ceux-ci, incombe à l'entrepreneur jusqu'à la livraison au Canada conformément aux clauses du contrat. L'entrepreneur est responsable de la perte ou de l'endommagement d'un élément des travaux qui est causé par lui ou un sous-traitant après la livraison.
4. L'attribution d'un droit de propriété visée au paragraphe 2 n'emporte pas l'acceptation par le Canada des matériaux, pièces, travaux en cours ou travaux achevés ni ne relève l'entrepreneur de son obligation d'exécuter les travaux conformément au contrat.
5. Lorsque le droit de propriété des matériaux, pièces, travaux en cours ou travaux achevés est transmis au Canada, l'entrepreneur établit, à la demande et selon les exigences du Ministre, que ce droit de propriété est libre et quitte de tout privilège, créance, saisie, sûreté ou charge et il signe les actes de transfert s'y rapportant et les autres documents nécessaires pour donner effet au titre qu'exige le Ministre.
6. Lorsque le contrat est un contrat de défense au sens de la *Loi sur la production de défense*, L.R.C. 1985, ch. D-1, le droit de propriété sur les travaux ou sur des matériaux, pièces, travaux en cours ou travaux achevés est transmis au Canada libre et quitte de tout privilège, réclamation, charge ou servitude, et le Ministre peut à tout moment le transférer ou l'aliéner, notamment par vente, en totalité ou en partie, conformément à l'article 20 de cette Loi.

**9601-1 10 (1995-03-31) Micrologiciel**

1. Nonobstant l'article 09 et le paragraphe 11.2, le droit de propriété relatif aux programmes informatiques stockés sur des circuits intégrés, de la mémoire morte ou d'autres dispositifs semblables du matériel n'est pas transféré au Canada, mais celui-ci a une licence perpétuelle, non exclusive, irrévocable et exempte de redevances qui lui permet d'utiliser ces programmes avec le matériel.
2. Le Canada peut transférer la licence mentionnée au paragraphe 1 à un tiers qui se porte acquéreur du matériel lorsque le Canada vend ou aliène le matériel.

**Partie III - Conditions supplémentaires : Location****9601-1 11 (1992-12-01) Droit de propriété sur le matériel loué**

1. L'entrepreneur demeure en tout temps propriétaire du matériel, sauf si le Canada exerce son option relative à l'achat du matériel conformément aux dispositions du contrat ou qu'il achète le matériel selon une entente distincte.
2. Si le contrat renferme une option d'achat à l'égard du matériel ou d'un élément de celui-ci, sauf disposition contraire du contrat, le droit de propriété relatif à ce matériel ou à cet élément et les risques de perte ou d'endommagement s'y rapportant sont transmis au Canada à la date de l'exercice de l'option et les paragraphes 9.5 et 9.6 et l'article 10 s'appliquent.

**9601-1 12 (1992-12-01) Période de location**

1. La période de location du matériel débute le premier jour de la période de garantie définie au paragraphe 8.1 et se termine à son expiration conformément au contrat, sauf s'il y a résiliation anticipée selon le contrat.
2. Si la date d'entrée en vigueur du contrat de location ne coïncide pas avec le premier jour d'un mois civil, les frais relatifs au premier et au dernier mois du contrat de location correspondent à une partie des frais mensuels prescrits, calculé par multiplication du nombre de jours du mois au cours desquels le contrat de location est en vigueur par 1/30 des frais mensuels prescrits.

**9601-1 13 (1992-12-01) Résiliation au gré du Ministre**

1. L'article des conditions générales intitulé « Résiliation au gré du Ministre » ne s'applique pas à la location du matériel et est remplacé par la présente disposition.

2. Nonobstant toute disposition contraire du contrat, le Ministre peut résilier le contrat de location à l'égard du matériel ou de tout élément de celui-ci en tout temps pendant la période de location en donnant à l'entrepreneur un préavis de soixante (60) jours.
3. Lorsqu'un avis de résiliation est donné en application du paragraphe 2, l'entrepreneur a le droit d'être remboursé par le Canada, s'il ne l'a pas déjà été, des frais suivants :
  - a) les frais de location mensuels qui se rapportent au matériel ou à l'élément visé par la résiliation et qui ont été engagés jusqu'à la date de la résiliation, calculés sur une base proportionnelle jusqu'à cette date conformément au paragraphe 12.2;
  - b) les frais de résiliation du contrat de location, s'il y a lieu, qui sont prescrits au contrat.
4. Nonobstant toute disposition à l'effet contraire du paragraphe 3, le total des montants auxquels l'entrepreneur a droit selon les alinéas 3.a) et b) ainsi que les montants qui lui ont déjà été versés pour la location du matériel ne peut dépasser le total du prix contractuel à l'égard de la location du matériel ou, en cas de résiliation partielle, la partie du prix contractuel applicable à la location visée par la résiliation.
5. L'entrepreneur ne peut réclamer de montant à titre de dommages-intérêts, d'indemnité, de perte de profit, d'allocation ou autrement en raison, directement ou indirectement, d'une mesure adoptée ou d'un avis de résiliation donné par le Ministre selon les dispositions du présent article, à moins que celui-ci ne le prévoie expressément.

**9601-1 14 (1992-12-01) Risque de perte**

1. L'entrepreneur accepte d'assumer les risques de perte ou d'endommagement du matériel au cours des périodes de transport et d'installation et pendant toute la période au cours de laquelle le Canada en a la possession, sauf lorsque la perte ou l'endommagement est causé par la négligence du Canada ou d'une personne agissant en son nom.
2. Si le matériel est perdu ou endommagé, et que cette perte ou cet endommagement est causé par l'entrepreneur ou par quelqu'un agissant en son nom, le Canada n'est pas tenu de payer les montants de la location pendant la période nécessaire pour que l'entrepreneur répare ou remplace le matériel et, au choix du Canada, le bail est prolongé pendant une période de temps égale à la durée des travaux de réparation ou de remplacement du matériel par l'entrepreneur.
3. Si le matériel est perdu ou endommagé, et que cette perte ou cet endommagement n'est causé ni par l'entrepreneur, ni par le Canada, ni par une personne agissant au nom de l'une ou l'autre de ces parties, l'entrepreneur doit, dans les meilleurs délais possibles, réparer ou remplacer le matériel à son choix et à ses frais. Dans ce cas, la période de location et la responsabilité du Canada à l'égard du paiement de la location ne sont pas touchées.

**9601-1 15 (1992-12-01) Modifications apportées au matériel**

Le Canada ne peut modifier le matériel sans l'approbation écrite préalable de l'entrepreneur et celui-ci ne peut refuser son consentement sans motif valable.

**9601-1 16 (1992-12-01) Déplacement du matériel**

Le Canada ne peut déplacer le matériel d'un endroit à un autre sans le consentement écrit de l'entrepreneur et celui-ci ne peut refuser son consentement sans motif valable.

**9601-1 17 (1992-12-01) Désinstallation et retrait du matériel**

L'entrepreneur désinstalle et enlève le matériel le plus tôt possible après l'expiration ou la résiliation du contrat de location. L'entrepreneur fournit toutes les ressources nécessaires à cette fin, y compris les grues, et s'occupe du transport, du montage et du factage nécessaires pour ramener le matériel à l'établissement de l'entrepreneur. Sauf indication contraire du contrat, le prix contractuel comprend tous les frais liés à cette désinstallation, à ce retrait et à ce retour.

**9601-1 18 (2004-12-10) Jouissance paisible**

L'entrepreneur déclare et garantit ce qui suit :

- a) il est pleinement autorisé à louer le matériel au Canada;



- b) pendant la période de location du matériel, si le Canada n'est pas en défaut relativement à l'exécution des obligations découlant du contrat, il peut utiliser le matériel de façon illimitée sans entrave de la part de l'entrepreneur, sauf lorsque celui-ci effectue des travaux d'entretien conformément aux dispositions du contrat, et sans entrave de la part de toute autre personne jouissant d'un droit légitime qu'elle revendique au nom ou par l'entremise de l'entrepreneur.

**9601-1 19 (1992-12-01) Droit de retenir les paiements de location**

1. Si l'entrepreneur omet de se conformer à l'une ou l'autre de ses obligations du contrat, le Canada peut, en plus des autres droits dont il dispose, dont celui de résilier le contrat en cas de défaut, retenir les paiements de location du matériel jusqu'à ce que le défaut soit corrigé.
2. Le Canada peut exercer le droit prévu au paragraphe 1 en donnant à l'entrepreneur un avis provenant de l'autorité contractante et dans lequel le défaut est décrit. Le Canada peut déduire les montants retenus conformément à cet avis des montants que l'entrepreneur lui doit à titre de dommages-intérêts découlant du défaut.

**Travaux publics et Services gouvernementaux Canada**

01 Interprétation

**Partie I - Élaboration de la conception détaillée**

02 Champ d'application de la partie I  
03 Spécifications fonctionnelles  
04 Spécifications de la conception détaillée  
05 Période d'examen  
06 Garantie relative à la conception

**Partie II - Mise en place des logiciels personnalisés**

07 Champ d'application de la partie II  
08 Codage et essais avant installation  
09 Nouveau code source  
10 Logiciel existant  
11 Code résultant et documentation relative à l'utilisateur  
12 Conversion des fichiers de données  
13 Essais d'acceptation  
14 Garantie

**Partie III - Titre de propriété et risque de perte**

15 Titre de propriété relatif aux supports d'information  
16 Risque de perte  
17 Titre de propriété relatif aux logiciels élaborés

**9601-2 01 (2004-12-10) Interprétation**

1. À moins que le contexte n'indique un sens différent, les définitions qui suivent s'appliquent au contrat :
  - « conditions générales » sont les conditions générales 9601 ou 9624, selon celles qui figurent au contrat;
  - « Canada », « Couronne », « Sa Majesté », « l'État » : signifie sa Majesté la Reine du chef du Canada;
  - « logiciels personnalisés » désignent les programmes informatiques, des bases de données et de la documentation que le Canada souhaite développer ou faire développer, soit à titre de logiciel nouveau ou quasi nouveau, soit par adaptation d'un logiciel existant, selon les dispositions du contrat;
  - « spécifications fonctionnelles » désignent la description fonctionnelle des logiciels personnalisés, exposée ou mentionnée dans le contrat, qui précise les principales fonctions que les logiciels personnalisés sont censés remplir, ainsi que des caractéristiques et capacités de base qu'ils doivent posséder;
  - « spécifications de la conception détaillée » désignent les spécifications applicables à la conception technique détaillée des logiciels personnalisés.
2. Les mots et expressions définis dans les conditions générales et utilisés dans les présentes conditions générales supplémentaires auront le sens qui leur est donné dans les conditions générales.
3. Dans l'éventualité d'incompatibilité entre les conditions générales et les présentes conditions générales supplémentaires, les dispositions pertinentes des présentes conditions générales supplémentaires prévalent.
4. Les articles intitulés « Droit de propriété » et « Garantie » qui figurent dans les conditions générales ne s'appliquent pas aux logiciels personnalisés ou au support d'information mentionnés à l'article 15. Les dispositions relatives au Droit de propriété et à la Garantie mentionnées aux présentes conditions générales supplémentaires s'appliquent.

**Partie I - Élaboration de la conception détaillée**

### 9601-2 02 (1994-01-04) Champ d'application de la partie I

La présente partie est applicable si le contrat exige que l'entrepreneur crée les logiciels personnalisés ou perfectionne une conception technique existante à leur égard.

### 9601-2 03 (1994-01-04) Spécifications fonctionnelles

Si les spécifications fonctionnelles doivent être perfectionnées par l'entrepreneur dans le cadre du contrat et si par la suite elles sont acceptées par le Canada, elles seront alors réputées faire partie du contrat par renvoi et auront préséance sur les spécifications fonctionnelles initialement incluses dans le contrat.

### 9601-2 04 (1994-01-04) Spécifications de la conception détaillée

1. L'entrepreneur élaborera les spécifications de la conception détaillée de logiciels personnalisés conformément aux spécifications fonctionnelles et à toutes les autres exigences du contrat.
2. Nonobstant toutes les autres dispositions contenues dans l'article 05, les procédures d'inspection exposées dans cet article s'appliqueront seulement en l'absence de toute autre procédure détaillée du contrat, pour que le Canada examine les spécifications de la conception détaillée élaborées par l'entrepreneur.

### 9601-2 05 (1994-01-04) Période d'examen

1. Dans le présent article, à moins d'indication contraire dans le contrat, la « période d'examen » s'étend sur cinq (5) jours ouvrables à partir de la date à laquelle les spécifications de la conception détaillée devront être remises au Canada en vertu du contrat, ou à partir de la date réelle de présentation de ces spécifications par l'entrepreneur selon la plus tardive des deux dates.
2. La période d'examen pourra être prolongée par le Canada de cinq (5) jours ouvrables supplémentaires au moyen d'un avis donné à l'entrepreneur par l'autorité technique, pendant la période d'examen.
3. Pendant la période d'examen, le Canada inspectera les spécifications relatives à la conception détaillée présentées par l'entrepreneur et, dans un délai de deux (2) jours ouvrables suivant la fin de la période d'examen, communiquera à l'entrepreneur les résultats favorables ou défavorables de l'inspection des spécifications de la conception détaillée.
4. Si les spécifications de la conception détaillée présentées par l'entrepreneur ne sont pas conformes aux spécifications fonctionnelles, ou ne rencontrent pas de quelque manière que ce soit les exigences du contrat, le Canada devra préparer une description écrite des déficiences et l'envoyer sans délais à l'entrepreneur dans les deux (2) jours ouvrables suivant la fin de la période d'examen.
5. Dès la réception de la description des déficiences établie par le Canada et mentionnée au paragraphe 4, l'entrepreneur devra modifier les spécifications de la conception détaillée pour corriger les déficiences et il devra soumettre promptement les travaux corrigés au Canada pour inspection.
6. Pendant une deuxième période d'examen, le Canada inspectera les travaux corrigés qui lui seront remis en vertu du paragraphe 5, et les paragraphes 3 et 4 s'appliqueront à cette inspection.
7. Nonobstant toutes les autres dispositions du présent article, l'entrepreneur devra s'assurer que les spécifications de la conception détaillée élaborées par l'entrepreneur obtiennent des résultats favorables au moment de l'inspection par le Canada, et ce dans les trente (30) jours suivant la date à laquelle les spécifications devaient initialement être présentées par l'entrepreneur au Canada conformément aux dispositions du contrat.

### 9601-2 06 (1994-01-04) Garantie relative à la conception

1. Nonobstant l'inspection des spécifications de la conception détaillée par le Canada, l'entrepreneur garantit que celles-ci découleront des spécifications fonctionnelles et de toutes les autres exigences du contrat et y seront conformes.
2. Si la partie II des présentes Conditions générales supplémentaires s'applique, la garantie exposée au paragraphe 1 expirera à la même date que la période de garantie mentionnée à l'article 14. Si la partie II ne s'applique pas, la garantie exposée au paragraphe 1 expirera dès l'acceptation des travaux par le Canada.

## Partie II - Mise en place des logiciels personnalisés

**9601-2 07 (1994-01-04) Champ d'application de la partie II**

La présente partie est applicable si le contrat exige que l'entrepreneur élabore les logiciels personnalisés d'après les spécifications de la conception détaillée et les spécifications fonctionnelles.

**9601-2 08 (1994-01-04) Codage et essais avant installation**

1. En élaborant les logiciels personnalisés, l'entrepreneur exécutera toute la programmation détaillée et tout le codage requis conformément aux spécifications de la conception détaillée et, au besoin, révisera ces dernières pour s'assurer qu'elles découlent des spécifications fonctionnelles et de toutes les autres exigences du contrat, et qu'elles y sont conformes.
2. L'entrepreneur effectuera les essais avant installation afin de vérifier si les logiciels personnalisés fonctionnent conformément aux spécifications fonctionnelles et à toutes les autres exigences du contrat. Il informera l'autorité technique de tous ces essais et, à la demande de celle-ci, lui donnera la possibilité d'assister à ces essais et de prendre copie de tous les relevés et résultats intermédiaires et finals.

**9601-2 09 (1994-01-04) Nouveau code source**

1. Dans le présent article, l'expression « nouveau code source » désigne la totalité du code source établi pour les logiciels personnalisés et rédigé par l'entrepreneur ou par tout sous-traitant dans le cadre des travaux visés par le contrat.
2. L'entrepreneur devra livrer le nouveau code source au Canada aux moments prévus dans le contrat ou, si aucun autre moment n'est stipulé, dans les trente (30) jours suivant l'acceptation des logiciels personnalisés par le Canada.
3. Le nouveau code source fourni par l'entrepreneur devra contenir une description complète du fonctionnement du logiciel élaboré suffisamment en détail pour permettre à un programmeur, expérimenté dans le(s) langage(s) de programmation utilisé(s) pour la rédaction du code source, de modifier tous les aspects de ce logiciel sans l'aide de l'entrepreneur.

**9601-2 10 (2004-12-10) Logiciel existant**

1. Dans le présent article, un « logiciel existant » est un logiciel qui n'est pas élaboré dans le cadre des travaux visés par le contrat et qui appartient à l'entrepreneur ou à l'un ou l'autre de ses sous-traitants ou à d'autres fournisseurs.
2. L'entrepreneur ne pourra élaborer les logiciels personnalisés en modifiant un logiciel existant ou en intégrant un logiciel existant quelconque dans les logiciels personnalisés, sans le consentement préalable écrit de l'autorité contractante.
3. Nonobstant le paragraphe 2, l'entrepreneur ne sera pas tenu de demander le consentement de l'autorité contractante en ce qui concerne tout logiciel existant dont l'utilisation sera expressément autorisée dans le contrat.
4. Si le logiciel existant fait partie des logiciels personnalisés et si aucune autre clause du contrat n'exige que l'entrepreneur livre le code source de ce logiciel au Canada ou qu'il place ce code source en fiducie au bénéfice du Canada, l'entrepreneur devra, à ses propres choix et frais:
  - (a) livrer le code source de ce logiciel au Canada dans les trente (30) jours suivant l'acceptation par le Canada des logiciels personnalisés,
  - (b) ou livrer ce code source dans le délai mentionné à l'alinéa (a), à un dépositaire légal approuvé par le Ministre pour qu'il soit conservé en fiducie en vue d'être remis au Canada dès que se produira l'un ou l'autre des événements suivants :
    - (i) le Canada résilie pour inexécution le contrat ou tout accord subséquent de soutien ou d'élaboration relatif aux logiciels personnalisés;
    - (ii) l'entrepreneur ou son fournisseur est en défaut d'exécuter ses obligations en vertu de l'accord de fiducie, relativement au code source;
    - (iii) l'entrepreneur ou son fournisseur met fin à ses activités commerciales normales ou cesse de fournir des services de soutien ou d'élaboration relativement aux logiciels personnalisés raisonnablement accessibles pour le Canada;

- (iv) l'entrepreneur ou son fournisseur fait faillite ou devient insolvable, effectue une cession de biens au bénéfice de créanciers ou bénéficie de tout statut relatif à la faillite ou aux débiteurs insolvable;
  - (v) un séquestre est nommé pour l'entrepreneur ou pour son fournisseur en vertu d'un titre de créance, ou une ordonnance de mise sous séquestre est émise contre l'entrepreneur ou son fournisseur;
  - (vi) une ordonnance est effectuée ou une résolution est votée en vue de mettre fin aux activités commerciales de l'entrepreneur ou de son fournisseur.
5. Le code source livré par l'entrepreneur au Canada ou à tout dépositaire légal relativement à tout logiciel existant faisant partie des logiciels personnalisés, contiendra une description complète du fonctionnement de ce logiciel existant suffisamment détaillée pour permettre à un programmeur expérimenté dans les langages de programmation servant à rédiger le code source de modifier tous les aspects de ce logiciel sans l'aide de l'entrepreneur. Si le code source applicable au logiciel existant doit être livré à un dépositaire légal, l'entrepreneur devra s'assurer que le code source qui est en la possession du dépositaire légal est mis à jour de temps à autre pour correspondre à la plus récente version du code résultant que possède le Canada.
6. À moins de disposition contraire dans le contrat, ou dans tout accord de fiducie signé par le Canada, les droits de celui-ci d'utiliser, de copier, de modifier ou de révéler tout logiciel existant fourni en vertu du contrat, et tout code source pour ce logiciel, seront identiques à ceux exposés dans les conditions générales supplémentaires 9601-4.
7. Sans limiter la généralité de l'article intitulé « Sous-traitance » qui figure dans les conditions générales, l'entrepreneur devra imposer à ses sous-traitants et autres fournisseurs les obligations envers le Canada imposées en vertu du présent article et devra s'assurer que l'on exécute ces obligations.

**9601-2 11 (1994-01-04) Code résultant et documentation relative à l'utilisateur**

1. Sans limiter aucune des autres obligations de l'entrepreneur en vertu du contrat, y compris celle qui a trait à la fourniture d'un code source, l'entrepreneur devra fournir tous les programmes élaborés ou modifiés au Canada sous forme de codes résultants exécutables.
2. Les manuels de fonctionnement, les manuels techniques et les autres documents relatifs aux utilisateurs fournis par l'entrepreneur au Canada et devant être utilisés avec les logiciels personnalisés, devront décrire le fonctionnement de ces derniers suffisamment en détail pour permettre à des employés dûment formés du Canada d'utiliser toutes les fonctions et caractéristiques des logiciels personnalisés et ce, sans l'aide de l'entrepreneur.

**9601-2 12 (1994-01-04) Conversion des fichiers de données**

Suivant les dispositions du contrat, l'entrepreneur devra convertir les fichiers de données lisibles par machine du Canada, tels qu'ils existent dans tout le système informatique utilisé pour répondre en totalité ou en partie aux besoins fonctionnels courants du Canada et ce, en des fichiers de données compatibles avec les logiciels personnalisés. Le Canada est responsable de l'exactitude et de l'intégralité des fichiers de données livrés à l'entrepreneur, lequel a la responsabilité de l'exactitude et de l'intégralité des fichiers de données résultants, de même que de leur compatibilité avec les logiciels personnalisés.

**9601-2 13 (1994-01-04) Essais d'acceptation**

1. Nonobstant toutes les autres dispositions du présent article, les procédures d'acceptation exposées aux paragraphes 2 à 5 inclusivement s'appliqueront seulement en l'absence de toutes autres procédures détaillées d'acceptation applicables aux logiciels personnalisés exposées ou mentionnées dans le contrat.
2. Le Canada devra préparer et fournir à l'entrepreneur des données sur les essais d'acceptation avant la date stipulée dans le contrat pour le début des essais préalables à l'installation des logiciels personnalisés. Le Canada consultera l'entrepreneur en ce qui concerne la préparation de ces données et l'entrepreneur devra contribuer à cette préparation dans la mesure indiquée dans le contrat. Ces données devront être utilisées par le Canada et par l'entrepreneur pour déterminer si les logiciels personnalisés, lorsqu'ils sont exécutés sur le matériel et son système d'exploitation, fonctionnent conformément aux spécifications fonctionnelles et à toutes les autres exigences du contrat. À moins d'ententes contraires, les données d'essai devront être fournies selon la présentation et sur le support d'information requis pour une entrée directe dans le système informatique, conformément à la définition figurant dans les spécifications de la conception détaillée.

3. Après la réception des données sur les essais d'acceptation mentionnées au paragraphe 2 et avant la date stipulée dans le contrat pour le début des essais d'acceptation des logiciels personnalisés (la « date de début des essais »), l'entrepreneur devra fournir un « plan d'essai d'acceptation » au Canada pour qu'il soit examiné et approuvé par celui-ci. Le plan d'essai d'acceptation comprendra une description d'une série de tâches et de vérifications basées sur les données des essais d'acceptation et ce, suffisamment en détail pour permettre au Canada et à l'entrepreneur de déterminer si les logiciels personnalisés fonctionnent conformément aux spécifications fonctionnelles et à toutes les autres exigences du contrat.
4. Au moment de la date de début des essais, les essais d'acceptation relatifs aux logiciels personnalisés débiteront en se fondant sur le plan d'essai d'acceptation approuvé et mentionné au paragraphe 3. Les essais d'acceptation devront être exécutés au cours d'une période stipulée à ce sujet dans le contrat ou si aucune autre période d'essai d'acceptation n'est stipulée, dans les quarante (40) jours suivant la date de début des essais. Si les logiciels personnalisés produisent de bons résultats aux essais d'acceptation et si l'entrepreneur a exécuté tous les autres travaux visés par le contrat conformément aux conditions de celui-ci, l'autorité technique devra promptement faire savoir à l'entrepreneur que les logiciels personnalisés sont acceptés.
5. Si les logiciels personnalisés obtiennent des résultats défavorables aux essais d'acceptation mentionnés au paragraphe 4, le Canada devra préparer une description écrite des lacunes et livrer celle-ci à l'entrepreneur dans les dix (10) jours suivant la fin de la période des essais d'acceptation mentionnée dans ce paragraphe. Dès la réception de cette description, l'entrepreneur devra modifier les logiciels personnalisés pour corriger les lacunes, et ce dans les dix (10) jours suivant la réception. Tous les essais d'acceptation liés aux logiciels personnalisés devront alors être répétés gratuitement pour le Canada et l'entrepreneur devra s'assurer que les logiciels personnalisés produisent des résultats favorables au moment du second ensemble d'essais d'acceptation, au cours de la période pertinente.
6. Nonobstant toutes les autres dispositions contenues dans le présent article, si le Canada ne peut commencer ni continuer les essais d'acceptation relatifs aux logiciels personnalisés à cause d'une intervention motivée par la souveraineté du Canada ou en cas de force majeure, les essais d'acceptation pourront être temporairement suspendus pour une période ne dépassant pas soixante (60) jours. Les délais pour les essais prévus dans le présent article ou ailleurs dans le contrat seront alors prolongés en fonction du nombre de jours civils de la suspension. Si le retard dépasse soixante (60) jours, les parties feront par la suite leur possible pour négocier une modification mutuellement acceptable au contrat.

**9601-2 14 (1994-01-04) Garantie**

1. Aux fins du présent article, à moins d'indication contraire dans le contrat, la « période de garantie » correspondra à une période de quatre-vingt-dix (90) jours à partir de la date de parachèvement des travaux par l'entrepreneur et d'acceptation de la totalité des travaux par le Canada, à la seule exception des travaux de garantie.
2. Nonobstant l'inspection et l'acceptation des travaux par le Canada et sans restreindre la portée des autres dispositions du contrat ou conditions, garanties ou dispositions imposées expressément ou implicitement par la loi, l'entrepreneur s'engage à ce que, pendant la période de garantie, les logiciels personnalisés fonctionnent conformément aux spécifications fonctionnelles et à toutes les autres exigences du contrat relatives au système informatique où ils auront été installés en vertu du contrat.
3. Pendant la période de garantie, l'entrepreneur fournira le plus tôt possible sans frais supplémentaires pour le Canada, des corrections aux logiciels personnalisés lorsque le Canada lui aura signifié par écrit des défauts de fonctionnement par rapport aux spécifications fonctionnelles et à toutes les autres exigences du contrat. Dans ce cas, le Canada accordera à l'entrepreneur un accès raisonnable au système informatique où résident les logiciels personnalisés et lui fournira les renseignements que celui-ci pourra raisonnablement demander, comme un échantillon des sorties et d'autres données, pour permettre à l'entrepreneur de corriger dans les meilleurs délais les erreurs ayant causé la défaillance.
4. Bien que l'entrepreneur soit tenu de faire tout ce qui est raisonnablement possible pour apporter des corrections permanentes relativement à toutes les erreurs des logiciels, le Canada reconnaît que certaines erreurs ne pourront peut-être pas être corrigées de façon définitive par l'entrepreneur dans le cadre de la garantie stipulée dans le présent article. Dans ce cas, l'entrepreneur fournira des corrections ou des solutions de contournement pour corriger provisoirement les erreurs dans tous les cas où celles-ci ne pourront l'être définitivement. Au minimum, ces corrections ou solutions de contournement feront en sorte que les logiciels personnalisés répondent aux critères de fonctionnement et de rendement établis dans les spécifications fonctionnelles.

5. L'entrepreneur ne sera pas tenu de corriger les erreurs des logiciels personnalisés qui résulteront de modifications apportées à la totalité ou à une partie de ces logiciels, à moins que les modifications n'aient été apportées par l'entrepreneur lui-même ou par une personne ayant agi en son nom.

**Partie III - Titre de propriété et risque de pertes****9601-2 15 (1994-01-04) Titre de propriété relatif aux supports d'information**

1. Aux fins du présent article, la notion de « support d'information » n'inclut pas l'information stockée sur ce support.
2. La totalité des documents, bandes magnétiques et autres supports matériels contenant les logiciels personnalisés ou une partie de ceux-ci, ou contenant des spécifications, conceptions, prototype ou quelques autres informations fournis et faisant partie des travaux, deviendra la propriété du Canada au moment de la livraison, de l'acceptation par le Canada ou suite à un paiement fait à l'entrepreneur pour le support ou l'information stockée sur ce support selon un mode de paiement partiel, par avance à justifier ou tout autre mode de paiement. Il est convenu que le transfert du titre de propriété au Canada ne constitue aucunement l'acceptation par le Canada du support d'information ou de l'information stockée sur ce support et ne libérera pas l'entrepreneur de ses obligations d'exécuter le travail en conformité avec les exigences du contrat.

**9601-2 16 (1994-01-04) Risque de perte**

1. Le risque de perte ou d'endommagement des supports d'information mentionnés à l'article 15 ou de l'information stockée sur ce support, sera transféré au Canada à compter de la livraison dudit support selon les termes du contrat à condition que si l'entrepreneur a gardé une copie de l'information stockée sur le support, celui-ci doit à la demande du Ministre, remplacer le support d'information perdu ou endommagé et ce sans frais supplémentaires pour le Canada sauf pour ce qui est des coûts raisonnablement encourus pour le remplacement en totalité ou en partie, de ces logiciels ou supports.
2. Nonobstant le paragraphe 1, l'entrepreneur demeurera responsable, après la livraison, de toute perte ou de tout dommage au support d'information et à l'information stockée sur ce support causé par sa propre faute ou celle de ses sous-traitants.

**9601-2 17 (1994-01-04) Titre de propriété relatif aux logiciels élaborés**

1. Aux fins du présent article, l'expression « logiciel élaboré » comprend les codes résultants, les codes sources, la documentation, les bases de données, spécifications, conceptions, prototypes et les autres renseignements pertinents conçus, élaborés ou développés dans le cadre des travaux visés par le contrat.
2. Le titre de propriété du logiciel élaboré sera dévolu soit au Canada, soit à l'entrepreneur selon le cas, conformément aux dispositions relatives aux droits de la propriété intellectuelle du contrat. Si le titre est dévolu à l'entrepreneur, celui-ci accordera au Canada la licence relative au logiciel élaboré, exposé ou mentionné dans ces dispositions.
3. Les dispositions du présent article ne devront pas être interprétées comme limitant d'une façon quelconque les dispositions relatives aux droits de la propriété intellectuelle.

## 9601-3 00 (2005-06-10) Intégration du système

### Travaux publics et Services gouvernementaux Canada

- 01 Interprétation
- 02 Responsabilité de l'ensemble du système
- 03 Essai et acceptation du système
- 04 Biens de l'État
- 05 Période de garantie du système
- 06 Obligations relatives à la location du système

## 9601-3 01 (2005-06-10) Interprétation

1. A moins que le contexte n'indique un sens différent, les définitions qui suivent s'appliquent au présent contrat :
  - « clé en main », en relation avec le système, désigne que le système a été livré, intégré, installé et raccordé et a réussi les tests de diagnostic d'usage de l'entrepreneur et les formalités d'inspection du responsable de l'inspection et se trouve prêt à être soumis aux tests du niveau de disponibilité du matériel ainsi qu'à tous les autres essais d'acceptation stipulés dans le contrat;
  - « Canada », « Couronne », « Sa Majesté », « l'État » désigne sa Majesté la Reine du chef du Canada;
  - « conditions générales » : désignent les conditions générales 9601 qui font partie du contrat;
  - « système » désigne un regroupement intégré de matériel, de logiciels sous licence, de logiciels personnalisés, le cas échéant, et de biens du gouvernement, s'il y a lieu, selon la définition du système que donne le contrat. Si le contrat vise l'acquisition par le Canada de plus d'un système, le mot « système », utilisé dans le contrat, désigne alors tous les systèmes.
2. Les mots et expressions définis dans les conditions générales et utilisés dans les présentes conditions générales supplémentaires ont le sens qui leur est donné dans les conditions générales.
3. Les mots et expressions définis dans tout autre jeu de conditions générales supplémentaires faisant partie du contrat et utilisés dans les présentes conditions générales supplémentaires ont le sens qui leur est donné dans ces conditions générales supplémentaires.
4. Dans l'éventualité d'incompatibilité entre les conditions générales et les présentes conditions générales supplémentaires, les dispositions pertinentes des présentes conditions générales supplémentaires prévalent.
5. Dans l'éventualité d'incompatibilité entre les présentes conditions générales supplémentaires et tout autre série de conditions générales supplémentaires faisant partie du contrat, les dispositions pertinentes des présentes conditions générales supplémentaires prévalent.
6. Les articles intitulés « Droit de propriété » et « Garantie » qui figurent dans les conditions générales ne s'appliquent pas au système. Les dispositions relatives au droit de propriété et à la garantie mentionnées aux présentes conditions générales supplémentaires s'appliquent au lieu de ces articles.
7. Les renvois faits dans les présentes conditions générales supplémentaires à d'autres séries de conditions générales supplémentaires ou à des articles qui y sont contenus, de même que l'utilisation dans les présentes conditions générales supplémentaires de mots ou expressions définis dans les autres séries de conditions générales supplémentaires, ne peuvent être interprétés comme ayant pour effet d'intégrer ces autres séries de conditions générales supplémentaires au présent contrat. Les autres séries de conditions générales supplémentaires ne font pas partie du contrat à moins qu'ils ne soient intégrés à celui-ci par des dispositions expresses contenues ailleurs dans le contrat.

## 9601-3 02 (1995-03-31) Responsabilité de l'ensemble du système

1. Sauf en ce qui a trait aux biens de l'État expressément désignés dans le contrat, l'entrepreneur est entièrement responsable de la prestation du système dans son ensemble.
2. Si l'entrepreneur est tenu d'installer le système aux termes du contrat, il doit alors :



- a) intégrer et rendre compatibles les éléments du système afin de permettre au système dans son ensemble de satisfaire au devis pertinent;
  - b) fournir et installer toutes les interfaces et les éléments modifiés nécessaires pour satisfaire aux exigences stipulées à l'alinéa a);
  - c) mettre au point un système clé en main.
3. Les parties conviennent que, en cas de contradiction entre le devis, les critères de performance précisés pour le système l'emportent sur les critères de performance applicables à tout sous-système composant et, partant, à tout sous-système d'échelon moins élevé dans la hiérarchie.

**9601-3 03 (2004-12-10) Essai et acceptation du système**

1. Si le Canada juge opportun de soumettre les éléments matériels du système à des tests du niveau de disponibilité, la période des essais d'acceptation, aux fins de l'article 10 des conditions générales supplémentaires 9601-4 et de l'article 13 des conditions générales supplémentaires 9601-2, pour les logiciels personnalisés et pour toute composante des logiciels personnalisés du système, correspond alors à la période précisée dans le contrat pour les tests du niveau de disponibilité des éléments matériels du système.
2. L'article 07 des conditions générales supplémentaires 9601-1 s'applique au système dans son ensemble et, à cette fin, cet article est modifié par suppression du mot « matériel » à tous les endroits où il apparaît dans l'article, sauf à l'alinéa 7.1 c), pour être remplacé par le mot « système ».
3. L'article 10 des conditions générales supplémentaires 9601-4 est amendé en supprimant le paragraphe 2 de cet article.

**9601-3 04 (1995-03-31) Biens de l'État**

1. Si l'entrepreneur doit intégrer au système des éléments fournis par l'État, il a alors la responsabilité de cette intégration ainsi que du bon fonctionnement du système dans son ensemble, mais non pas, en application des dispositions du contrat relatives aux essais de réception et du paragraphe 2, de la non-conformité du système aux critères de performance ou aux autres exigences des spécifications causée par un défaut des biens de l'État fournis à un entrepreneur par le Canada ou en son nom, ou par la non-conformité des biens de l'État à rencontrer ses spécifications.
2. Pendant la période de garantie précisée à l'article 05, l'entrepreneur, à la demande expresse du Canada, corrige dans les meilleurs délais toute défaillance du système par rapport aux spécifications qui est causée par une mauvaise intégration au système de tout bien de l'État fournis à un entrepreneur par le Canada ou en son nom. Cette dernière disposition demeure en vigueur même après l'inspection et l'acceptation des travaux par le Canada ou en son nom et ne limite en aucune façon les autres obligations de l'entrepreneur à l'égard de la garantie que prévoit le contrat.

**9601-3 05 (2004-12-10) Période de garantie du système**

Nonobstant l'article 13 des conditions générales supplémentaires 9601-4 et l'article 14 des conditions générales supplémentaires 9601-2, la période de garantie applicable aux logiciels sous licence et aux composantes des logiciels personnalisés du système correspond à la période de douze (12) mois décrite au paragraphe 8.1 des conditions générales supplémentaires 9601-1.

**9601-3 06 (2004-12-10) Obligations relatives à la location du système**

Si les éléments matériels du système sont loués par le Canada aux termes du contrat, les articles 12, 13, 14 et 19 des conditions générales supplémentaires 9601-1 s'appliquent alors également aux composantes des logiciels sous licence et aux composantes des logiciels personnalisés du système et, à cette fin, ces articles sont modifiés par suppression du mot « matériel », à chaque endroit où il apparaît dans ces articles, qui est remplacé par le mot « système ».

**9601-4 00 (2005-06-10) Logiciels sous licence****Travaux publics et Services gouvernementaux Canada**

|    |                                                            |
|----|------------------------------------------------------------|
| 01 | Interprétation                                             |
| 02 | Octroi d'une licence                                       |
| 03 | Licence d'ordinateur personnel                             |
| 04 | Licence restreignant l'utilisation à un ordinateur désigné |
| 05 | Licence spécifique à un emplacement ou à une entreprise    |
| 06 | Documentation sous licence                                 |
| 07 | Avis de droit d'auteur                                     |
| 08 | Support d'information                                      |
| 09 | Durée de la licence                                        |
| 10 | Essais d'acceptation                                       |
| 11 | Obligations de non-divulgaration                           |
| 12 | Droit d'accorder une licence                               |
| 13 | Garantie                                                   |
| 14 | Disponibilité du code source                               |
| 15 | Droit de modification                                      |
| 16 | Risque de perte                                            |
| 17 | Destruction lors de la résiliation                         |

**9601-4 01 (2005-06-10) Interprétation**

1. A moins que le contexte n'indique un sens différent, les définitions qui suivent s'appliquent au présent contrat :
  - « conditions générales » désignent les conditions générales 9601 qui font partie du contrat;
  - « Canada », « Couronne », « Sa Majesté », « l'État » désigne sa Majesté la Reine du chef du Canada;
  - « documentation sous licence » désigne l'ensemble des manuels, livrets, guides d'utilisation et autres documents écrits en langage courant que l'entrepreneur doit fournir au Canada conformément au contrat et qui sont destinés à être utilisés avec les programmes sous licence, que cette documentation soit fournie sous forme imprimée ou sur un support d'information;
  - « logiciels sous licence » désignent l'ensemble des programmes sous licence et de la documentation visée par la licence;
  - « programmes sous licence » désignent l'ensemble des programmes informatiques sous forme de code objet que l'entrepreneur doit fournir au Canada conformément au contrat, sauf les programmes informatiques que l'entrepreneur doit concevoir selon le contrat et qui sont régis par les conditions générales supplémentaires 9601-2;
  - « support d'information » désigne le matériel sur lequel les programmes sous licence sont stockés pour être remis au Canada, comme les bandes magnétiques ou autres, les disques magnétiques et les disques optiques;
  - « utilisateur » désigne le ministre responsable du ministère ou de l'organisme pour lequel les travaux sont exécutés ou, en cas de transfert prévu au paragraphe 2.2, le ministre auquel le logiciel sous licence est transféré; aux fins de la présente définition, le mot « ministre » comprend tout employé, agent ou entrepreneur dûment autorisé à agir en son nom.
2. Les mots et expressions définis dans les conditions générales et utilisés dans les présentes conditions générales supplémentaires ont le sens qui leur est donné dans les conditions générales.
3. Dans l'éventualité d'incompatibilité entre les conditions générales et les présentes conditions générales supplémentaires, les dispositions pertinentes des présentes conditions générales supplémentaires prévalent.
4. Les articles intitulées « Droit de propriété » et « Garantie », qui figurent dans les conditions générales, ne s'appliquent pas au logiciel sous licence et au support d'information. Les dispositions relatives au droit de propriété et à la garantie mentionnées aux présentes conditions générales supplémentaires s'appliquent au lieu de ces articles.

5. Si les conditions générales 9601 font partie du contrat, les paragraphes 23.5 à 23.8 inclusivement desdites conditions ne s'appliquent qu'aux redevances exigibles à l'égard des logiciels sous licence, dans le cas où le contrat constitue un contrat de défense au sens de la *Loi sur la production de défense*, L.R.C. 1985, ch. D-1.

**9601-4 02 (1992-12-01) Octroi d'une licence**

1. L'entrepreneur accorde par les présentes au Canada une licence non exclusive l'autorisant à utiliser et à reproduire le logiciel sous licence conformément aux conditions du contrat.
2. L'utilisateur est la seule entité autorisée à utiliser et à reproduire le logiciel sous licence au nom du Canada. Si le ministère ou l'organisme dont l'utilisateur est responsable est réorganisé, absorbé par un autre ministère ou organisme du gouvernement ou démantelé en entier, le Ministre pourra, par remise d'un avis à l'entrepreneur, désigner un autre ministre comme utilisateur aux fins du contrat.
3. Le Canada reconnaît que du logiciel sous licence est la propriété de l'entrepreneur ou de son ayant-droit.

**9601-4 03 (1992-12-01) Licence d'ordinateur personnel**

1. Dans le présent article, l'expression « logiciel d'OP » désigne un logiciel sous licence créé pour utilisation sur un ordinateur personnel.
2. Les paragraphes 3 et 4 s'appliquent à tout logiciel d'OP fourni en exécution du contrat sauf les logiciels d'OP assujettis à l'article 05.
3. L'utilisateur ne peut utiliser un exemplaire sous licence d'un logiciel d'OP que pour un seul ordinateur personnel, dont le type est précisé dans le contrat ou, si le contrat ne donne pas de précisions à cet égard, dans la documentation visée par la licence applicable au logiciel d'OP. L'utilisateur peut transférer cet exemplaire d'un ordinateur personnel à un autre, sans prévenir l'entrepreneur en conséquence, à condition que cet exemplaire ne soit utilisé que dans un ordinateur personnel à la fois.
4. L'utilisateur peut faire des copies du logiciel d'OP sous forme lisible à la machine ou sur support imprimé, mais à des fins de sauvegarde uniquement, dans le cadre de l'utilisation de chacun des exemplaires sous licence dans un seul ordinateur personnel.

**9601-4 04 (1995-03-31) Licence restreignant l'utilisation à un ordinateur désigné**

1. Le présent article s'applique aux logiciels sous licence conçus pour utilisation dans des ordinateurs autres que les ordinateurs personnels définis à l'article 03 mais ne s'applique pas aux logiciels sous licence visés par l'article 05.
2. Sous réserve des autres dispositions du présent article, et sauf stipulations contraires au contrat, le Canada n'est autorisé à utiliser les logiciels sous licence que dans le ou les systèmes informatiques où les programmes sous licence ont été installés au départ (chacun de ces systèmes est appelé ci-après « système informatique désigné »).
3. Si le système informatique désigné inclut des terminaux à distance, l'utilisateur a toute liberté d'accès et d'utilisation concomitants pour les programmes sous licence, à partir de ces terminaux, sous réserve des restrictions énoncées au contrat quant à l'utilisation.
4. L'utilisateur peut transférer temporairement les logiciels sous licence à du matériel de secours, si le système informatique désigné ne fonctionne pas ou que les installations du Canada sont inaccessibles. Si la durée d'un transfert doit dépasser un total cumulatif de soixante (60) jours civils au cours d'une période de quatre-vingt-dix (90) jours, le responsable technique donnera à l'entrepreneur un avis du transfert.
5. Le Canada peut, sur avis communiqué par l'autorité contractante à l'entrepreneur, désigner un autre système informatique en remplacement du système dans lequel le logiciel sous licence est utilisé.
6. Si le Canada désire transférer le logiciel sous licence à une nouvelle version ou mise à jour du système informatique désigné ou de son système d'exploitation et que ce transfert nécessite l'utilisation d'une version différente du logiciel sous licence pour que celui-ci continue de respecter les critères fonctionnels et les critères de rendement énoncés au devis, l'entrepreneur fournira la version appropriée au Canada, si elle est disponible, selon des conditions semblables à celles qui sont énoncées au contrat, moyennant un prix ne pouvant dépasser le plus bas prix que l'entrepreneur exige de tout autre client pour cette version, y compris ses clients de premier ordre.

7. L'utilisateur a le droit de reproduire les programmes sous licence sous forme imprimée ou sous forme lisible par la machine, à des fins de sauvegarde seulement, aux fins de l'utilisation du logiciel sous licence dans le système informatique désigné.

**9601-4 05 (1992-12-01) Licence spécifique à un emplacement ou à une entreprise**

1. Le présent article s'applique au logiciel sous licence qui, d'après le contrat, est assujéti à une licence spécifique à un emplacement ou à une entreprise.
2. Sous réserve du paragraphe 3, l'utilisateur peut utiliser le logiciel sous licence visé au paragraphe 1 sur tous les systèmes informatiques qui lui appartiennent, qu'il loue ou exploite à la date du contrat ou en tout temps par la suite à l'endroit ou aux endroits désignés dans le contrat.
3. L'utilisateur n'est autorisé à utiliser les programmes sous licence que pour le type de système informatique précisé dans le contrat ou, si le contrat ne donne pas de précisions à cet égard, dans la documentation visée par la licence applicable aux programmes sous licence.
4. Sauf restriction énoncée explicitement au contrat quant au nombre de copies autorisées des programmes sous licence, le Canada a le droit de reproduire les programmes sous licence, sans restriction, pour les utiliser dans les systèmes informatiques qui se trouvent à l'emplacement désigné au contrat.

**9601-4 06 (1992-12-01) Documentation sous licence**

1. Sauf disposition à l'effet contraire dans les articles 03, 04 et 05, le Canada ne peut reproduire la documentation visée par la licence sans le consentement écrit préalable de l'entrepreneur.
2. L'entrepreneur déclare et garantit que la documentation visée par la licence est suffisamment détaillée pour permettre à un utilisateur expérimenté d'installer, d'utiliser et de tester toutes les caractéristiques des programmes sous licence. Si le code source des programmes sous licence doit être fourni au Canada selon le contrat, l'entrepreneur déclare et garantit que le code ainsi fourni est suffisamment détaillé pour permettre à un programmeur qui connaît bien le langage de programmation dans lequel le code source est écrit de modifier les programmes sous licence.

**9601-4 07 (1992-12-01) Avis de droit d'auteur**

Si le logiciel sous licence comporte un avis de droit d'auteur ou d'autres avis du droit de propriété, le Canada reproduira ces avis sur toutes les copies du logiciel sous licence.

**9601-4 08 (1992-12-01) Support d'information**

1. L'entrepreneur déclare et garanti que le support d'information est compatible avec le système informatique sur lequel les programmes sous licence doivent être installés.
2. L'entrepreneur déclare et garanti que le support d'information qu'il fournit est libre de tout virus informatique.
3. Le Canada devient propriétaire du support d'information dès la livraison et l'acceptation de celui-ci par le Canada ou pour son compte. Aux fins du présent paragraphe, l'expression « support d'information » ne comprend pas le logiciel sous licence stocké sur le support d'information.

**9601-4 09 (1992-12-01) Durée de la licence**

1. Sauf disposition à l'effet contraire du contrat, la licence du Canada à l'égard du logiciel sous licence est perpétuelle, sous réserve uniquement des dispositions du contrat concernant la résiliation.
2. Si le Canada viole ses obligations relatives aux logiciels sous licence, et que cette violation se poursuit pendant trente (30) jours suivant l'acceptation par l'autorité contractante d'un avis écrit dans lequel l'entrepreneur précise la nature de la violation, celui-ci pourra résilier la licence du Canada à l'égard du logiciel sous licence en remettant à l'autorité contractante un avis écrit en ce sens.

**9601-4 10 (1995-03-31) Essais d'acceptation**

1. Après l'installation des programmes sous licence conformément aux conditions du contrat, le responsable technique effectue les essais d'acceptation mentionnés ou décrits au contrat pour déterminer si le logiciel sous licence et le support d'information sont conformes aux exigences du contrat, y compris le devis. Si aucun de ces tests n'est prévu au contrat, les parties pourront

s'entendre sur les essais d'acceptation qui seront faits; cependant, si les parties ne s'entendent pas ou ne peuvent s'entendre, l'autorité technique fera les essais d'acceptation qu'il jugera raisonnablement nécessaires pour vérifier si les exigences du contrat sont respectées. Sauf disposition à l'effet contraire du contrat, les essais d'acceptation sont faits à l'établissement du Canada.

2. Sauf dispositions du contrat, les essais d'acceptation mentionnés au paragraphe 1, seront effectués sur une période de quarante (40) jours de la date de l'installation du logiciel sous licence à l'emplacement désigné par le Canada. Si le logiciel sous licence et le support d'information réussissent les essais, l'autorité technique avisera l'entrepreneur que le logiciel sous licence et le support d'information sont acceptés.
3. Nonobstant toutes autres dispositions du présent article, si le Canada est dans l'incapacité de commencer ou de continuer les essais d'acceptation du logiciel sous licence à cause d'un acte du Canada comme souverain ou d'un événement de force majeure, les essais d'acceptation peuvent être temporairement suspendu pour une période ne dépassant pas soixante (60) jours. Le temps limite pour les essais décrits dans le présent article ou dans le contrat, selon le cas, peut être prolongé par le nombre de jours civils de la suspension. Si le retard dépasse soixante (60) jours, les parties feront par la suite leur possible pour négocier une modification mutuellement acceptable au contrat.

**9601-4 11 (2004-12-10) Obligations de non-divulgation**

1. Le Canada reconnaît que le logiciel sous licence renferme des renseignements que l'entrepreneur juge exclusifs et confidentiels. Sous réserve de la *Loi sur l'accès à l'information*, L.R.C. 1985, ch. A-1, et du droit du Canada selon le contrat de communiquer ces renseignements à ses entrepreneurs et à ses mandataires qui exécutent les travaux de l'utilisateur, le Canada ne communiquera pas ces renseignements à une personne ou entité de l'extérieur du gouvernement du Canada sans le consentement écrit préalable de l'entrepreneur.
2. L'obligation qui précède ne s'applique pas aux renseignements suivants :
  - a) les renseignements pouvant être publiquement obtenus d'une source autre que le Canada;
  - b) les renseignements que le Canada obtient ou a obtenus d'une source autre que l'entrepreneur, sauf s'il s'agit d'une source qui est tenue, d'après ce que sait le Canada, de ne pas divulguer les renseignements;
  - c) les renseignements que le Canada conçoit sans utiliser les renseignements de l'entrepreneur ou du tiers de qui il a obtenu sa licence.

**9601-4 12 (1992-12-01) Droit d'accorder une licence**

1. L'entrepreneur déclare et garantit qu'il a le droit d'accorder une licence à l'égard du logiciel sous licence et qu'il est pleinement autorisé à accorder au Canada les droits octroyés selon le contrat. L'entrepreneur garantit également que tous les consentements nécessaires à cet octroi, le cas échéant, ont été obtenus.
2. À moins qu'elles ne soient déjà expressément intégrées au contrat, les conditions que comporte le logiciel sous licence ou qui y sont jointes, le cas échéant, ne font pas partie de la licence du Canada et ne touchent aucunement les droits des parties. Ni le Canada ni aucun utilisateur final ne sont tenus de conclure une autre entente de licence à l'égard du logiciel sous licence ou d'une partie de celui-ci après la date d'entrée en vigueur du contrat.

**9601-4 13 (1992-12-01) Garantie**

1. Dans le présent article, à moins d'indication contraire dans le contrat, les mots « période de garantie » désignent une période de quatre-vingt-dix (90) jours suivant la date à laquelle l'entrepreneur a terminé la totalité des travaux conformément aux conditions du contrat, sauf les travaux couverts par la garantie et les autres travaux qui, selon le contrat, doivent être exécutés après le début de la période de garantie.
2. L'entrepreneur garantit que, au cours de la période de garantie, les programmes sous licence fonctionneront conformément au devis sur le ou les systèmes informatiques sur lesquels ils sont installés. Si les programmes sous licence ne respectent pas la garantie précitée au cours de la période de garantie, l'entrepreneur corrigera le plus tôt possible à ses frais, à la demande du Canada, les erreurs ou vices de programmation et apportera au logiciel sous licence les ajouts et modifications qui seront nécessaires pour maintenir les programmes sous licence en état de fonctionnement.

conformément au devis. Bien que l'entrepreneur soit tenu de faire tout ce qui est raisonnablement possible pour apporter des corrections permanentes pour toutes les erreurs du logiciel, le Canada reconnaît que certaines erreurs ne pourront peut-être pas être corrigées de façon définitive par l'entrepreneur dans le cadre de la garantie stipulée dans le présent article. Dans ce cas, l'entrepreneur fournira des retouches ou dérivations pour corriger provisoirement les erreurs dans tous les cas où celles-ci ne pourront être corrigées définitivement. Au minimum, ces retouches ou dérivations feront en sorte que les logiciels personnalisés répondent aux critères de fonctionnement et de rendement établis dans le devis.

3. L'entrepreneur garantit que, au cours de la période de garantie, la documentation visée par la licence ne comportera aucun vice de matériaux et sera conforme aux exigences du contrat. Si le Canada découvre une erreur ou un problème de non-conformité dans une partie de la documentation visée par la licence au cours de la période de garantie, l'entrepreneur corrigera à ses frais, le plus tôt possible suivant une demande du Canada en ce sens, la partie de la documentation visée par la licence jugée erronée ou non conforme aux exigences du contrat.
4. L'entrepreneur garantit que, au cours de la période de garantie, le support d'information ne comportera aucun vice de matériaux ou de fabrication et sera conforme aux exigences du contrat. Le Canada pourra retourner à l'entrepreneur un support d'information non conforme ou défectueux pendant la période de garantie, en y joignant un avis concernant le problème ou le vice, et l'entrepreneur remplacera sans délai ce support par un support corrigé sans frais supplémentaires pour le Canada.
5. Si l'entrepreneur doit fournir des services de soutien à l'égard du logiciel sous licence pendant la période de garantie, les clauses concernant le soutien ne pourront être interprétées de façon à modifier les dispositions du présent article concernant la garantie.
6. Les garanties énoncées au présent article demeurent en vigueur après l'examen et l'acceptation des travaux au nom du Canada et ne restreignent pas la portée des autres clauses du contrat ou des conditions, dispositions ou garanties découlant implicitement ou explicitement de la loi.

**9601-4 14 (1992-12-01) Disponibilité du code source**

1. Le présent article s'applique si le contrat n'exige pas par ailleurs de l'entrepreneur qu'il fournisse au Canada le code source à l'égard du logiciel sous licence.
2. Si l'entrepreneur et le Canada n'ont pas conclu d'entente de mise en main tierce distincte du code source avec un dépositaire légal au plus tard à la date d'entrée en vigueur du contrat, l'entrepreneur prendra pour le Canada, sans frais supplémentaires, les dispositions de mise en main tierce qu'il prend habituellement pour ses clients et remettra au Canada, dans les trente (30) jours suivant la date de signature du contrat, une copie de l'entente qu'il aura conclue avec son dépositaire légal et qui renferme un énoncé des conditions selon lesquelles ledit dépositaire est autorisé à divulguer le code source au Canada.

**9601-4 15 (1992-12-01) Droit de modification**

Si le code source relatif aux programmes sous licence est fourni au Canada selon les conditions du contrat, ce code fait partie du « logiciel sous licence » aux fins du contrat et le Canada a le droit, s'il le désire, de copier de façon indépendante et de modifier le logiciel sous licence pour son propre usage, par l'entremise de ses propres employés ou d'entrepreneurs indépendants, pourvu que ces entrepreneurs conviennent de ne pas divulguer ou distribuer une partie du logiciel sous licence à une autre personne ou entité ou de violer d'une autre façon les droits du propriétaire du logiciel sous licence. Le Canada est le propriétaire de ces modifications, mais n'obtient aucun droit de propriété sur le logiciel sous licence, toute partie du logiciel sous licence qui comporte ces modifications demeurant assujettie aux modalités de la licence du Canada. L'entrepreneur ne peut intégrer ces modifications dans son logiciel pour les distribuer à des tiers, sauf si le Canada lui a accordé les droits de distribution nécessaires conformément à une entente de licence écrite. Les dispositions du présent article ne sauraient empêcher l'entrepreneur ou le tiers dont il a obtenu une licence de concevoir des modifications de façon indépendante.

**9601-4 16 (1992-12-01) Risque de perte**

1. Le risque de perte ou d'endommagement des logiciels sous licence ou des supports d'information, en totalité ou en partie, est assumé par le Canada à compter de la livraison au Canada de tout ou partie de ces logiciels sous licence ou supports d'information.
2. Par dérogation au paragraphe 1, l'entrepreneur demeure responsable, après la livraison au Canada, de toute perte ou de tout dommage causé aux logiciels sous licence par son propre fait ou celui de ses sous-traitants.

**9601-4 17 (1992-12-01) Destruction lors de la résiliation**

En cas de résiliation ou d'expiration de la licence du Canada, celui-ci devra, à la demande écrite de l'entrepreneur, lui retourner toutes les copies du logiciel sous licence ou lui déclarer par écrit que toutes les copies du logiciel sous licence ont été détruites, sauf une copie, que le Canada pourra conserver à des fins d'archivage seulement.

**Travaux publics et Services gouvernementaux Canada**

|    |                                        |
|----|----------------------------------------|
| 01 | Interprétation                         |
| 02 | Services de correction d'erreurs       |
| 03 | Mises à jour                           |
| 04 | Support d'information                  |
| 05 | Nouvelles versions                     |
| 06 | Service de ligne directe               |
| 07 | Frais de soutien et services sur place |
| 08 | Responsabilités du Canada              |
| 09 | Services exclus                        |
| 10 | Résiliation au gré du Ministre         |

**9601-5 01 (2005-06-10) Interprétation**

1. A moins que le contexte n'indique un sens différent, les définitions qui suivent s'appliquent au présent contrat :
  - « conditions générales » désigne les conditions générales 9601 qui font partie du contrat;
  - « Canada », « Couronne », « Sa Majesté », « l'État » : signifie sa Majesté la Reine du chef du Canada;
  - « erreur de logiciel » désigne instructions ou énoncés dont l'intégration ou la non-intégration dans les programmes sous licence empêche ceux-ci de fonctionner conformément au devis;
  - « mises à jour » s'entend selon le sens qui est attribué à cette expression à l'article 03 (Mises à jour).
  - « période de soutien du logiciel » désigne la période prévue au contrat au cours de laquelle l'entrepreneur est tenu de fournir le soutien à l'égard du logiciel sous licence conformément aux dispositions du contrat;
2. Les mots et expressions définis dans les conditions générales et utilisés dans les présentes conditions générales supplémentaires ont le sens qui leur est donné dans les conditions générales.
3. Dans l'éventualité d'incompatibilité entre les conditions générales et les présentes conditions générales supplémentaires, les dispositions pertinentes des présentes conditions générales supplémentaires prévalent.
4. Si les conditions générales supplémentaires 9601-4 font partie du contrat, les mots et expressions qui y sont définis et qui sont utilisés dans les présentes conditions générales supplémentaires ont le sens qui leur est donné dans les conditions générales supplémentaires en question.
5. Si les conditions générales supplémentaires 9601-4 ne font pas partie du contrat, les définitions suivantes s'appliquent au présent contrat :
  - « documentation sous licence » désigne l'ensemble des manuels, livrets, guides d'utilisation et autres documents écrits en langage courant que l'entrepreneur a fournis au Canada et qui sont destinés à être utilisés avec les programmes sous licence, que cette documentation soit fournie sous forme imprimée, sur bande magnétique, sur disque ou sur un autre support d'information;
  - « logiciels sous licence » désignent l'ensemble des programmes sous licence et de la documentation visée par la licence.
  - « programmes sous licence » désignent l'ensemble des programmes informatiques sous forme de code objet à l'égard desquels l'entrepreneur doit fournir des services de soutien conformément au contrat, sauf les programmes informatiques, le cas échéant, que l'entrepreneur a conçus pour le Canada et qui sont régis par les conditions générales supplémentaires 9601-2;
6. Les articles intitulés « Droit de propriété » et « Garantie » qui figurent dans les conditions générales ne s'appliquent pas au logiciel sous licence et au support d'information. Les dispositions relatives au droit de propriété, à la garantie et au support d'information mentionnées aux présentes Conditions générales supplémentaires, et aux conditions générales supplémentaires 9601-4 si celles-ci font partie du contrat, s'appliquent au lieu de ces sections.



**9601-5 02 (1992-12-01) Services de correction d'erreurs**

1. Le Canada peut signaler à l'entrepreneur, pendant la période de soutien du logiciel, toute défaillance qui empêche les programmes sous licence de fonctionner conformément au devis, que ce soit par écrit, par téléphone ou par un autre moyen de télécommunications. Sur réception d'un avis de défaillance du Canada, l'entrepreneur emploie les moyens raisonnables pour remettre au Canada, dans les délais prescrits aux paragraphes 2 et 3, une correction permanente de l'erreur de logiciel qui a causé la défaillance ou, au gré de l'entrepreneur, une retouche ou une dérivation autour de l'erreur de logiciel à titre de correction temporaire. Cette retouche ou dérivation permettra à tout le moins aux programmes sous licence de respecter les critères fonctionnels et les critères de rendement énoncés au devis. Même si l'entrepreneur est tenu d'employer des moyens raisonnables pour fournir des corrections permanentes à l'égard de toutes les erreurs de logiciel, le Canada reconnaît que l'entrepreneur ne peut corriger en permanence certaines erreurs de logiciel selon le contrat. Toutes les corrections apportées aux erreurs de logiciel, qu'elles soient temporaires ou permanentes, font partie du logiciel sous licence et sont assujetties aux modalités de la licence du Canada se rapportant au logiciel sous licence.
2. L'entrepreneur répond à un avis d'erreur de logiciel en fonction du degré d'importance de l'erreur selon les indications du paragraphe 3. Le Canada détermine le degré d'importance de l'erreur de façon raisonnable et communique à l'entrepreneur son évaluation à ce sujet d'après les définitions suivantes :
  - Degré 1 : défaillance d'un programme sous licence qui empêche l'utilisateur d'employer ledit programme, ce qui a des répercussions importantes pour ses objectifs;
  - Degré 2 : défaillance d'un programme sous licence qui en restreint considérablement l'exploitation par l'utilisateur;
  - Degré 3 : défaillance touchant certaines fonctions d'un programme sous licence qui ne sont pas critiques pour l'ensemble des opérations de l'utilisateur;
  - Degré 4 : défaillance qui a été contournée ou corrigée temporairement et ne touche pas les opérations de l'utilisateur.
3. L'entrepreneur fait de son mieux pour corriger les erreurs de logiciel dans les délais suivants :
  - Degré 1 : dans les 24 heures de l'avis donné par le Canada;
  - Degré 2 : dans les 72 heures de l'avis donné par le Canada;
  - Degré 3 : dans les 14 jours de l'avis donné par le Canada;
  - Degré 4 : dans les 120 jours de l'avis donné par le Canada.
4. Si le Canada signale une erreur de logiciel à l'entrepreneur, le Canada fournira à l'entrepreneur l'accès raisonnable au système informatique sur lequel se trouve le programme sous licence ainsi que les données raisonnables que l'entrepreneur demande, dont des exemples de résultats et d'autres renseignements de diagnostic, afin de permettre à l'entrepreneur de corriger rapidement l'erreur de logiciel.

**9601-5 03 (1992-12-01) Mises à jour**

Pendant la période de soutien du logiciel, l'entrepreneur fournit au Canada, sans frais supplémentaires, tous les ajouts, améliorations et autres modifications relatifs au logiciel sous licence (ci-après appelés collectivement les « mises à jour ») que l'entrepreneur ou le tiers dont il a obtenu sa licence a décidé de fournir à ses autres clients faisant l'objet de services de soutien, y compris ses clients de premier ordre, sans frais supplémentaires. Toutes les mises à jour font partie du logiciel sous licence et sont assujetties aux modalités de la licence du Canada se rapportant au logiciel sous licence.

**9601-5 04 (1992-12-01) Support d'information**

1. L'entrepreneur fournit au Canada toutes les corrections d'erreurs de logiciel et mises à jour sur un support d'information qui est exempt de vices et de virus informatique et qui est compatible avec le système informatique sur lequel les programmes sous licence sont installés.
2. Le Canada devient propriétaire du support d'information qui lui est fourni dans le cadre de l'exécution des services de soutien du logiciel dès la livraison et la réception dudit support par le Canada ou pour

son compte. Aux fins du présent paragraphe, l'expression « support d'information » ne comprend pas les logiciels sous licence stockés sur le support d'information.

**9601-5 05 (1992-12-01) Nouvelles versions**

Pendant la période de soutien du logiciel, l'entrepreneur informe le Canada de toutes les nouvelles versions du logiciel sous licence et les met à la disposition du Canada au moyen d'ententes de licence distinctes. Aux fins du présent article, le mot « versions » désigne les modifications ou améliorations apportées au logiciel sous licence ou les modules nouveaux ou supplémentaires qui fonctionnent avec le logiciel sous licence, lesquels modules, améliorations ou modifications constituent la génération suivante du logiciel sous licence que l'entrepreneur ou le tiers dont il a obtenu sa licence a décidé de mettre à la disposition de ses clients uniquement en contrepartie de frais supplémentaires. L'entrepreneur met à la disposition du Canada les nouvelles versions au même moment qu'il le fait pour ses autres clients et selon des modalités semblables à celles qui sont énoncées dans la licence du Canada se rapportant au logiciel sous licence.

**9601-5 06 (1992-12-01) Service de ligne directe**

Lorsque des services de ligne directe sont prévus au contrat, l'entrepreneur fournit au Canada l'accès à distance à son personnel pour aider le Canada à répondre aux questions concernant le logiciel sous licence pendant les heures précisées au contrat, le cas échéant, ou de 8 h à 17 h, heure locale de l'emplacement où sont installés les programmes sous licence, du lundi au vendredi, sauf les jours fériés que le Canada observe à cet emplacement. L'accès du Canada au personnel de l'entrepreneur comprend l'accès par téléphone et l'accès au moyen du service de courrier électronique de l'entrepreneur, lorsque celui-ci le met à la disposition du Canada; cependant, le Canada est redevable de tous les frais qu'il engage lors de l'utilisation du téléphone et des appareils terminaux. Dans un avis écrit envoyé à l'entrepreneur, le Canada indique le nom du ou des représentants de l'utilisateur qui sont les seules personnes autorisées à avoir accès à la ligne directe au nom du Canada. Le Canada peut modifier cette nomination en envoyant un autre avis à ce sujet à l'entrepreneur.

**9601-5 07 (1992-12-01) Frais de soutien et services sur place**

Sauf disposition explicite à l'effet contraire du contrat, les frais de soutien mensuels ou annuels indiqués au contrat comprennent tous les frais liés aux services de soutien du logiciel qui sont décrits au contrat, sauf les services de correction sur place des erreurs de logiciel. L'entrepreneur fournit les services sur place, à la demande du responsable technique, selon les taux de main-d'oeuvre horaires ou quotidiens précisés au contrat. Les frais raisonnables de déplacement et de subsistance que l'entrepreneur engage pour fournir des services sur place et que du responsable technique approuve à l'avance sont remboursés à l'entrepreneur conformément aux normes énoncées au contrat, le cas échéant, ou aux normes applicables du Conseil du Trésor. Tous ces frais préapprouvés sont facturés au Canada comme frais distincts et peuvent inclure un montant raisonnable à titre de frais généraux, mais ne doivent comporter aucun montant à titre de profit.

**9601-5 08 (1992-12-01) Responsabilités du Canada**

1. Sauf disposition contraire du contrat, le Canada maintient, pendant la période de soutien du logiciel, un modem et une ligne téléphonique commutée connexe destinés à être utilisés dans le cadre de la prestation des services de soutien du logiciel. Le Canada est responsable de l'installation, de l'entretien et de l'utilisation de ce matériel et est redevable des frais de téléphone s'y rapportant. L'entrepreneur peut utiliser le modem et la ligne téléphonique lors de la prestation des services de soutien du logiciel.
2. Sauf disposition contraire du contrat, le Canada est tenu d'installer toutes les corrections des erreurs de logiciel et les mises à jour.
3. Le Canada ne peut modifier le logiciel sous licence pendant la période de soutien du logiciel sans avoir préalablement obtenu le consentement de l'entrepreneur, qui ne peut le refuser sans motif valable.
4. Le Canada doit protéger les données contre les pertes par l'adoption de mesures de sauvegarde.

**9601-5 09 (2004-12-10) Services exclus**

L'entrepreneur n'est pas tenu de corriger une défaillance des programmes sous licence, par rapport au devis, si cette défaillance est causée par les facteurs suivants :

- a) le Canada utilise le logiciel sous licence d'une façon qui n'est pas conforme à la licence qu'il a obtenue;

- b) la demande de services se rapporte à une utilisation du matériel et des logiciels par une personne autre que l'entrepreneur ou un sous-traitant et cette utilisation n'est pas conforme au devis;
- c) des modifications non approuvées par l'entrepreneur ou le sous-traitant ont été apportées aux logiciels sous licence.

**9601-5 10 (1992-12-01) Résiliation au gré du Ministre**

1. L'article des conditions générales intitulé « Résiliation au gré du Ministre » ne s'applique pas aux services de soutien des logiciels sous licence et est remplacé par le présent article.
2. Malgré toute disposition du contrat, le Ministre peut, en tout temps pendant la période de soutien des logiciels, résilier le contrat en ce qui a trait à tout ou partie des services de soutien des logiciels en donnant à l'entrepreneur un préavis de trente (30) jours (parfois appelé ci-après « avis de résiliation »). Sur réception d'un avis de résiliation, l'entrepreneur met fin aux travaux visés par l'avis, selon les dispositions précisées, mais continue à assurer la prestation de la ou des parties des services de soutien des logiciels qui ne sont pas touchées par l'avis de résiliation. Le Ministre peut, quand et aussi souvent qu'il le juge opportun, communiquer un ou plusieurs avis de résiliation supplémentaires concernant la totalité ou une partie des services de soutien des logiciels non résiliés par un avis de résiliation antérieur.
3. Si un avis de résiliation est donné conformément au paragraphe 2, l'entrepreneur aura le droit de recevoir, en fonction du prix contractuel, des frais à l'égard de tous les services de soutien des logiciels visés par l'avis et fournis jusqu'à la date de résiliation, mais seulement dans la mesure où les frais auront été dûment et raisonnablement engagés pour fournir les services en question et pourvu que l'entrepreneur n'ait pas déjà reçu le paiement de ces frais du Canada. Si la date de résiliation ne coïncide pas avec le dernier jour d'un mois civil (dans le cas des frais de soutien mensuels) ou avec le dernier jour de l'année de soutien (dans le cas des frais de soutien annuels), les frais relatifs au mois ou à l'année au cours duquel la résiliation survient correspondront à une partie des frais mensuels ou annuels prescrits qui sera calculée en multipliant le nombre de jours écoulés pendant le mois ou l'année jusqu'à la date de résiliation par 1/30 ou 1/365 des frais mensuels ou annuels prescrits, selon le cas. Si l'entrepreneur a été payé à l'avance, il remboursera au Canada la partie non liquidée des frais de soutien mensuels ou annuels prescrits sur demande écrite en ce sens de l'autorité contractante. La partie non liquidée des frais de soutien est calculée à l'aide de la formule mentionnée au présent paragraphe.
4. Sauf disposition explicite à l'effet contraire du présent article, l'entrepreneur ne peut réclamer aucun montant à titre de dommages-intérêts, d'indemnité, de perte de profits, d'allocation ou autrement à la suite d'une mesure prise ou d'un avis de résiliation donné par le Ministre conformément au présent article.

**9601-6 00 (2004-12-10) L'entrepreneur détient les droits de propriété intellectuelle sur les renseignements originaux****Travaux publics et Services gouvernementaux Canada**

- 01 Interprétation
- 02 Divulgence des renseignements originaux
- 03 L'entrepreneur détient les droits de propriété intellectuelle sur les renseignements originaux
- 04 Licence concernant les droits de propriété intellectuelle sur les renseignements originaux
- 05 Licence concernant les droits de propriété intellectuelle sur les renseignements de base
- 06 Droit d'accorder une licence
- 07 Transfert des droits de propriété intellectuelle sur les renseignements originaux
- 08 Vente, cession, transfert ou octroi de licence concernant les droits de propriété intellectuelle sur les renseignements originaux
- 09 Accès à l'information; exception aux droits de l'entrepreneur
- 10 Renonciation aux droits moraux

**9601-6 01 (2004-12-10) Interprétation**

1. À moins que le contexte n'indique un sens différent, les définitions qui suivent s'appliquent au présent contrat,
  - « conditions générales » désignent les conditions générales 9601;
  - « Canada », « Couronne », « Sa Majesté », « l'État » désigne sa Majesté la Reine du chef du Canada;
  - « droit de propriété intellectuelle » désigne tout droit de propriété intellectuelle reconnu par la loi et par les règles de droit, notamment tout droit de propriété intellectuelle protégé par la loi (par exemple, les lois qui régissent les brevets, les droits d'auteur, les dessins industriels, les topographies de circuits intégrés ou les droits d'obtentions végétales) ou découlant d'une protection de l'information en tant que secret industriel ou renseignement confidentiel;
  - « exploitation commerciale en concurrence avec l'entrepreneur » ne comprend pas une exploitation par le Canada ou par tout entrepreneur lorsque le bien ou le service résultant de cette exploitation est destiné à être utilisé ultimement par le Canada, et ne comprend pas non plus la diffusion ou la distribution par le Canada à d'autres gouvernements ou à quiconque, au prix coûtant ou à un prix inférieur au prix coûtant, de tout bien ou service livré aux termes du contrat ou produit par suite d'une telle exploitation;
  - « invention » désigne toute réalisation, tout procédé, toute machine, fabrication ou composition de matières, ainsi que tout perfectionnement de l'un d'eux, présentant le caractère de la nouveauté et de l'utilité, brevetable ou non;
  - « logiciel » désigne tout programme informatique, en code source ou en code objet (incluant les micrologiciels), toute documentation des programmes informatiques enregistrée sous quelque forme ou sur quelque support que ce soit, et toute base de données informatisées, et comprend les modifications apportées à tous ces éléments;
  - « micrologiciel » désigne tout programme informatique entreposé dans des circuits intégrés, la mémoire fixe et tout autre moyen semblable;
  - « renseignements de base » désignent les renseignements techniques autres que les renseignements originaux, qui sont la propriété de l'entrepreneur, de ses sous-traitants ou de tout autre fournisseur de l'entrepreneur, ou qui sont tenus secrets par eux;
  - « renseignements originaux » désignent les inventions conçues, développées ou mises en application pour la première fois dans le cadre des travaux effectués aux termes du contrat, de même que tous les renseignements techniques conçus, élaborés ou produits dans le cadre des travaux effectués en vertu du contrat;
  - « renseignements techniques » désignent l'information de nature technique, scientifique ou artistique relative aux travaux, présentée oralement ou consignée sous une forme ou une autre ou par quelque moyen que ce soit, protégée ou non par des droits d'auteur, y compris mais sans s'y restreindre les inventions, les concepts, les méthodes, les procédés, les techniques, le savoir-faire, les modèles, les prototypes, les maquettes, les échantillons, les schémas, les données provenant d'expériences ou d'essais, les rapports, les dessins, les plans, les spécifications, les photographies, les données

colligées, les manuels et autres documents et les logiciels. Les renseignements techniques ne comprennent pas les données qui concernent l'administration du contrat par le Canada ou par l'entrepreneur, par exemple l'information financière interne ou l'information de gestion interne, à moins qu'elle ne constitue un bien livrable en vertu du contrat.

2. Les termes et expressions définis dans les conditions générales et utilisés dans les présentes conditions générales supplémentaires ont le sens qui leur a été attribué dans les conditions générales.
3. Dans l'éventualité d'incompatibilité entre les conditions générales et les présentes conditions générales supplémentaires, les dispositions pertinentes des présentes conditions générales supplémentaires prévalent.
4. Les conditions générales sont modifiées par la suppression de la totalité de l'article intitulé « Droits d'auteur ».

**9601-6 02 (2001-05-25) Divulgence des renseignements originaux**

1. L'entrepreneur signale promptement et divulgue pleinement au Ministre les renseignements originaux susceptibles de constituer des inventions, en outre, il lui signale et divulgue pleinement tous les autres renseignements originaux, au plus tard à la date de la fin des travaux ou plus tôt conformément aux exigences du Ministre ou du contrat.
2. L'entrepreneur indique, lors de chaque divulgation en vertu du présent article, le nom de tous les sous-traitants à quelque échelon qu'ils soient, le cas échéant, à qui des droits de propriété intellectuelle à l'égard des renseignements originaux sont ou seront dévolus.
3. Avant et après le paiement final à l'entrepreneur, le Ministre peut examiner tous les dossiers de l'entrepreneur et les données à l'appui que le Ministre juge raisonnablement pertinents pour permettre l'identification des renseignements originaux.

**9601-6 03 (2001-05-25) L'entrepreneur détient les droits de propriété intellectuelle sur les renseignements originaux**

1. Sous réserve du paragraphe 3 et de l'article 07, et sans préjudice des droits de propriété intellectuelle, ou des intérêts s'y rapportant, qui sont nés avant le contrat ou qui concernent l'information ou les données fournies par le Canada aux fins du contrat, tous les droits de propriété intellectuelle sur les renseignements originaux seront, dès leur naissance, dévolus à l'entrepreneur et lui appartiendront.
2. Bien que le propriétaire détienne les droits de propriété intellectuelle sur les renseignements originaux relatifs à tout prototype, tout modèle ou tout système ou tout équipement fabriqué ou modifié sur mesure livré en vertu du contrat avec les manuels s'y rapportant et les autres documents et outils d'exploitation et de maintenance, le Canada possède des droits illimités de propriété sur ces biens livrables, y compris le droit de les mettre à la disposition du public pour son usage contre rémunération ou autrement, et, sauf dans le cas de logiciels qui ne sont pas nécessaires pour le fonctionnement du prototype, du modèle ou du système ou de l'équipement, le droit de les vendre.
3. a) Si les travaux visés par le contrat comportent l'élaboration d'une base de données ou autre compilation de renseignements utilisant l'information ou des données fournies par le Canada ou des renseignements personnels mentionnés à l'alinéa b), alors les droits de propriété intellectuelle, qui sont dévolus en application du paragraphe 1, se limitent aux droits de propriété intellectuelle sur les renseignements originaux qui peuvent faire l'objet d'une exploitation sans l'utilisation de l'information ou des données fournies par le Canada ou desdits renseignements personnels. Si les renseignements originaux relatifs à une base de données ou à une autre compilation ne peuvent être exploités sans l'utilisation de tels renseignements, données ou renseignements personnels, alors les droits de propriété intellectuelle sur cette base de données ou compilation sont dévolus au Canada. L'entrepreneur convient de n'utiliser ou de ne divulguer ces informations, données ou renseignements personnels que pour l'achèvement des travaux visés par le contrat, et convient de ne procéder à aucun retrait de ces informations, données ou renseignements personnels, à l'exception de leur remise au Canada. L'entrepreneur doit se conformer aux Conditions générales du contrat en ce qui concerne l'obligation de garder secret ces informations, données ou renseignements personnels. Dès l'achèvement ou la résiliation du contrat ou dès que le Ministre l'exige, l'entrepreneur doit remettre au Canada, à moins de stipulation contraire expresse dans le contrat, ces informations, données ou renseignements personnels ainsi que toute copie, ébauche, document de travail et note qui les contiennent.

- b) Nonobstant le paragraphe 1, si les travaux visés par le contrat comportent la collecte de renseignements personnels au sens de la *Loi sur la protection des renseignements personnels*, (L.R.C. (1985), ch. P-21), alors tous les droits de propriété intellectuelle et le droit de propriété sur ces renseignements personnels sont, dès la collecte de ceux-ci par l'entrepreneur, dévolus au Canada, et l'entrepreneur n'a aucun droit ou intérêt sur ceux-ci.

**9601-6 04 (2001-05-25) Licence concernant les droits de propriété intellectuelle sur les renseignements originaux**

1. En contrepartie de la contribution du Canada dans les frais de développement des renseignements originaux, l'entrepreneur concède par les présentes au Canada une licence non exclusive, perpétuelle, irrévocable, mondiale, intégralement payée et libre de redevances, qui autorise le Canada à exercer tous les droits de propriété intellectuelle sur les renseignements originaux qui sont ou seront dévolus à l'entrepreneur en vertu de l'article 03, à toute fin publique, sauf à des fins d'exploitation commerciale en concurrence avec l'entrepreneur. La licence accordée au Canada ayant pour objet les droits de propriété intellectuelle sur les renseignements originaux comprend aussi le droit de divulguer les renseignements originaux à d'autres gouvernements, pour les fins d'information uniquement. Les droits de propriété intellectuelle découlant de toute modification, amélioration, développement ou traduction des renseignements originaux qui sera effectuée par ou pour le Canada dans l'exercice de cette licence seront dévolus au Canada ou à toute personne désignée par le Canada.
2. L'entrepreneur reconnaît que le Canada peut vouloir adjudger des contrats pour l'une quelconque des fins prévues par le paragraphe 1 et que telles adjudications pourraient résulter d'un processus compétitif. L'entrepreneur convient que la licence du Canada concernant les droits de propriété intellectuelle sur les renseignements originaux qui sont ou seront dévolus à l'entrepreneur en vertu de l'article 03 comprend le droit de divulguer les renseignements originaux aux soumissionnaires intéressés par tels contrats, et le droit d'autoriser, par sous-licence ou autrement, tout entrepreneur retenu par le Canada à utiliser ces renseignements, uniquement pour permettre l'exécution du contrat. Le Canada exigera des soumissionnaires ou de l'entrepreneur qu'ils n'utilisent pas ni ne divulguent un quelconque renseignement original, sauf dans la mesure nécessaire pour soumissionner le contrat ou pour l'exécuter.
3. Sans que soit restreinte la généralité des paragraphes 1 et 2, il est entendu que le droit du Canada de modifier, d'améliorer, de traduire, de reproduire ou de développer davantage tout renseignement original aux termes des paragraphes 1 et 2 :
  - a) s'applique aux renseignements originaux qui consistent en logiciels, nonobstant toute modalité ou condition contraire jointe par l'entrepreneur à un bien livrable, y compris le texte apparaissant sur une licence emballée sous film plastique et accompagnant un bien livrable;
  - b) comprend le droit de reproduire et d'utiliser les renseignements originaux qui consistent en logiciels, ou en une forme modifiée ou améliorée ou traduite ou plus développée de logiciels, sur tout système informatique que le Canada loue, exploite ou dont il est propriétaire à travers le monde.
4. Nonobstant les paragraphes 1, 2 et 3, lorsque les renseignements originaux découlent uniquement de la correction, par l'entrepreneur, d'erreurs apparaissant dans des renseignements de base qui consistent en logiciels, ou résultent uniquement de modifications mineures apportées par l'entrepreneur à tels logiciels, alors la licence mentionnée dans les paragraphes 1, 2 et 3 ne s'appliquera pas à ces renseignements originaux et, sauf entente contraire, la licence qui s'applique à ces renseignements de base s'appliquera à ces renseignements originaux.
5. Lorsque les droits de propriété intellectuelle sur des renseignements originaux appartiennent ou appartiendront à un sous-traitant de quelque échelon que ce soit, l'entrepreneur soit obtiendra de ce sous-traitant une licence permettant la conformité avec les paragraphes 1, 2 et 3, soit demandera au sous-traitant d'accorder directement au Canada les mêmes droits, en signant la formule fournie à cette fin par le Ministre, auquel cas l'entrepreneur remettra cette formule au Ministre, dûment remplie et signée par le sous-traitant, au plus tard à la date de la divulgation au Canada de ces renseignements originaux.
6. Si l'entrepreneur souhaite faire usage de renseignements appartenant au Canada, qui ont été fournis dans le cadre du contrat, pour l'exploitation commerciale ou le développement complémentaire d'une partie quelconque des renseignements originaux, alors l'entrepreneur peut présenter au ministre responsable du ministère ou organisme pour lequel les travaux sont ou ont été exécutés une demande écrite en vue d'être autorisé à exercer les droits nécessaires de propriété intellectuelle sur ces renseignements dont le Canada est propriétaire. L'entrepreneur expliquera à ce ministre les raisons pour lesquelles une telle licence est requise. Ledit ministre répondra par écrit à la demande dans un

délai raisonnable. Si la demande est refusée, la réponse indiquera les motifs du refus. Si le ministre accepte d'accorder une telle licence, la licence sera accordée selon des modalités que négocieront l'entrepreneur et le ministre. Il est entendu que ces modalités peuvent prévoir le paiement d'une indemnité au Canada.

7. L'entrepreneur peut demander au ministre responsable du ministère ou organisme pour lequel les travaux sont ou ont été exécutés une licence l'autorisant à exploiter commercialement une traduction des renseignements originaux qui est effectuée par ou pour le Canada, sous réserve des mêmes restrictions et obligations que celles qui s'appliquent en vertu du contrat à l'exploitation commerciale des renseignements originaux qui ont été traduits. Toute licence de cette nature sera accordée selon des modalités qui seront négociées entre l'entrepreneur et ce ministre. Il est entendu que ces modalités peuvent prévoir le paiement d'une indemnité au Canada.

**9601-6 05 (2001-12-10) Licence concernant les droits de propriété intellectuelle sur les renseignements de base**

1. Sans restreindre la portée de toute licence ou de tout autre droit que le Canada pourrait autrement détenir sur les renseignements de base, en ce qui a trait à toute partie des travaux conçue sur mesure ou fabriquée sur mesure, l'entrepreneur accorde par les présentes au Canada une licence non exclusive, perpétuelle, irrévocable, mondiale, intégralement payée et libre de redevances, qui autorise le Canada à exercer, parmi les droits de propriété intellectuelle sur tout renseignement de base intégré dans les travaux ou nécessaire pour l'exécution des travaux, ceux qui peuvent être requis pour les fins suivantes :
  - a) l'utilisation, le fonctionnement, l'entretien, la réparation ou la réfection de toute partie des travaux conçue sur mesure ou fabriquée sur mesure;
  - b) la fabrication de pièces de rechange destinées à l'entretien, à la réparation ou à la réfection, par le Canada, de toute partie des travaux conçue sur mesure ou fabriquée sur mesure, si ces pièces ne peuvent être obtenues à des conditions commerciales raisonnables pour permettre l'entretien, la réparation ou la réfection en temps opportun;
  - c) la divulgation de l'information à tout autre entrepreneur engagé par le Canada (ou à toute personne qui soumissionne un tel contrat) en vue de son utilisation uniquement pour une fin énoncée aux alinéas a) ou b), mais lorsque l'alinéa b) s'applique, seulement si l'entrepreneur ne peut pas ou ne veut pas fournir les pièces de rechange aux conditions commerciales raisonnables et à l'intérieur de délais de livraison raisonnables.

L'entrepreneur s'engage à mettre promptement à la disposition du Canada, pour l'une quelconque de ces fins, tout renseignement de base de cette nature (y compris, dans le cas de logiciels, le code source).

2. Nonobstant le paragraphe 1, la licence mentionnée dans ces paragraphes ne s'appliquera pas à un logiciel faisant l'objet de conditions de licence détaillées qui sont énoncées ailleurs dans le contrat. De plus, dans le cas d'un logiciel normalisé dans le commerce, l'obligation de l'entrepreneur de mettre promptement le code source à la disposition du Canada pour une fin décrite au paragraphe 1, ne s'applique qu'à tout code source qui est sous le contrôle de l'entrepreneur ou d'un sous-traitant, ou qui peut être obtenu par l'un d'eux. L'entrepreneur devra alors, à la demande du Canada, mettre le code source à la disposition du Canada dans un délai raisonnable et à d'autres conditions commerciales raisonnables.
3. Le Canada peut vouloir adjudger des contrats à des tiers-entrepreneurs en vertu du paragraphe 1 et de telles adjudications pourraient résulter d'un processus compétitif. L'entrepreneur convient que la licence du Canada se rapportant aux droits de propriété intellectuelle sur les renseignements de base comprend le droit de divulguer les renseignements de base aux soumissionnaires intéressés par tels contrats et le droit d'autoriser, par sous-licence ou autrement, tout entrepreneur engagé par le Canada à utiliser ces renseignements, uniquement pour permettre l'exécution du contrat. Le Canada exigera des soumissionnaires et de l'entrepreneur qu'ils n'utilisent pas ni ne divulguent un quelconque renseignement de base, sauf dans la mesure nécessaire pour soumissionner le contrat ou l'exécuter.
4. Lorsque les droits de propriété intellectuelle sur les renseignements de base appartiennent à un sous-traitant de quelque échelon que ce soit, l'entrepreneur soit obtiendra de ce sous-traitant une licence permettant la conformité avec le paragraphe 1, soit demandera au sous-traitant d'accorder directement au Canada les mêmes droits, en signant la formule fournie à cette fin par le Ministre, auquel cas l'entrepreneur remettra cette formule au Ministre, dûment remplie et signée par le sous-traitant, au plus tard à la date de la divulgation au Canada de ces renseignements de base.

**9601-6 06 (2001-12-10) Droit d'accorder une licence**

L'entrepreneur déclare et garantit qu'il a, ou l'entrepreneur doit obtenir sans délai, le droit d'accorder au Canada la licence qui autorise le Canada à exercer les droits de propriété intellectuelle sur les renseignements originaux et les renseignements de base selon ce que requiert le contrat.

**9601-6 07 (2001-05-25) Transfert des droits de propriété intellectuelle sur les renseignements originaux**

1. Avant d'avoir terminé les travaux et divulgué la totalité des renseignements originaux en conformité avec l'article 02, l'entrepreneur, sans avoir obtenu au préalable l'autorisation écrite du Ministre, ne vend, ne cède ni ne transfère par ailleurs le titre concernant les droits de propriété intellectuelle sur tout renseignement original, ni ne concède une licence à leur égard ni n'en permet par ailleurs l'utilisation par quiconque.
2. Si le Canada met fin au contrat, en totalité ou en partie, pour manquement, ou si l'entrepreneur ne divulgue pas les renseignements originaux en conformité avec l'article 02, le Ministre peut, par avis écrit donné dans les 90 jours de la date de résiliation du contrat ou du jour où le Canada prend connaissance du manquement de l'entrepreneur à son obligation de divulguer, selon le cas, exiger que l'entrepreneur lui cède tous les droits de propriété intellectuelle afférents à la totalité des renseignements originaux ou, s'il s'agit d'un avis fondé sur son manquement à son obligation de divulguer, tous les droits de propriété intellectuelle afférents à l'ensemble des renseignements originaux non divulgués. Dans les deux cas, les droits à céder comprennent les droits de propriété intellectuelle sur les renseignements originaux détenus ou devant être détenus par un sous-traitant de quelque échelon que ce soit. Advenant la vente ou la cession des droits de propriété intellectuelle sur les renseignements originaux à une partie autre qu'un sous-traitant de quelque échelon que ce soit, l'entrepreneur n'est pas tenu de céder au Canada le droit de propriété en conformité avec le présent article, mais lui paie sur demande un montant égal à la contrepartie que la vente ou la cession de ces droits de propriété intellectuelle sur les renseignements originaux a rapporté à l'entrepreneur ou, s'il s'agit d'une vente ou d'une cession conclue entre personnes ayant un lien de dépendance, à la juste valeur marchande de ces droits de propriété intellectuelle sur les renseignements originaux, incluant la valeur de redevances futures ou de droits de licence.
3. Advenant la délivrance par le Ministre d'un avis en vertu du paragraphe 2, l'entrepreneur signe, à ses frais et promptement, les actes de cession ou les autres documents relatifs aux droits de propriété intellectuelle exigés par le ministre responsable du ministère ou de l'organisme pour lequel les travaux sont exécutés; l'entrepreneur fournit à ce ministre, aux frais du Canada, toute l'aide raisonnable dans la préparation et l'acheminement de toute demande d'enregistrement de droits de propriété intellectuelle dans toute juridiction, y compris l'aide de l'inventeur s'il s'agit d'inventions.

**9601-6 08 (2001-05-25) Vente, cession, transfert ou octroi de licence concernant les droits de propriété intellectuelle sur les renseignements originaux**

1. Lorsque les droits de propriété intellectuelle sur les renseignements originaux font l'objet d'une vente, d'une cession, d'un transfert de propriété par l'entrepreneur, ou de l'octroi d'une licence, sauf la vente ou l'octroi d'une licence relativement à l'utilisation finale d'un produit découlant des renseignements originaux, l'entrepreneur impose à l'autre partie toutes ses obligations envers le Canada à l'égard des droits de propriété intellectuelle sur les renseignements originaux prévus à ce contrat de même que les restrictions sur l'utilisation et la disposition des droits de propriété intellectuelle sur les renseignements originaux, (et, le cas échéant, les renseignements originaux), y compris l'obligation d'imposer les mêmes obligations et restrictions à tout bénéficiaire de transfert, cessionnaire ou détenteur de licence subséquents.
2. L'entrepreneur fait part sans délai au Canada du nom et de l'adresse de tout bénéficiaire d'un transfert, cessionnaire ou détenteur de licence mentionnés au paragraphe 1, ainsi que de tout autre renseignement pertinent les concernant et il s'assure qu'une telle partie est tenue d'en faire autant en ce qui a trait au bénéficiaire d'un transfert, au cessionnaire ou au détenteur de licence subséquents.
3. L'entrepreneur ne perçoit ni ne permet à quiconque de percevoir des droits, notamment une redevance ou autre droit, du Canada quant à des droits de propriété intellectuelle sur les renseignements originaux aux fins d'exécution d'un contrat ou d'une autre entente avec le Canada. Si le contrat ou l'entente porte sur un produit découlant de ces renseignements originaux, de leur modification ou de leur perfectionnement, l'entrepreneur accorde un crédit raisonnable au Canada sur le prix commercial du produit afin de tenir compte de l'apport financier du Canada au développement du produit; s'il s'agit d'un produit qui appartient au bénéficiaire d'un transfert, au cessionnaire des renseignements originaux ou au détenteur de licence, l'entrepreneur s'assure que cette partie est tenue d'en faire autant.



**9601-6 09 (2001-05-25) Accès à l'information; exception aux droits de l'entrepreneur**

1. Sous réserve de la *Loi sur l'accès à l'information*, L.R.C. (1985), ch. A-1, et sous réserve des droits du Canada selon le contrat de communiquer ou de divulguer, le Canada ne pourra communiquer ou divulguer en dehors du gouvernement du Canada aucune information livrée au Canada en vertu du contrat et qui constitue une information confidentielle ou un secret industriel de l'entrepreneur ou d'un sous-traitant.
2. Nonobstant le paragraphe 1, les présentes modalités n'ont pas pour effet de limiter le droit du Canada d'exercer les droits de propriété intellectuelle sur des renseignements originaux ou sur des renseignements de base, ou de divulguer des renseignements originaux ou des renseignements de base, dans la mesure où ces renseignements :
  - a) font partie ou viennent à faire partie du domaine public, ou dans la mesure où l'entrepreneur ne bénéficie pas ou cesse de bénéficier d'une protection conférée à cette information par des droits de propriété intellectuelle, en vertu des dispositions législatives ou des règles de droit (mais autrement qu'en vertu des modalités du contrat), pour toute raison, notamment parce que le Canada a utilisé ou divulgué des biens livrables selon le contrat à une fin quelconque qui n'est pas expressément exclue par le contrat;
  - b) est ou devient connue du Canada d'une source autre que l'entrepreneur, sauf d'une source dont le Canada sait qu'elle est tenue envers l'entrepreneur de ne pas divulguer l'information;
  - c) est développée indépendamment par ou pour le Canada;
  - d) est divulguée par l'effet d'une exigence législative ou par l'effet d'une ordonnance rendue par une cour de justice ou un autre tribunal compétent.

**9601-6 10 (2001-05-25) Renonciation aux droits moraux**

1. L'entrepreneur obtiendra une renonciation écrite permanente aux droits moraux (expression définie dans la *Loi sur le droit d'auteur*, L.R.C. 1985, ch. C-42), dans une forme acceptable pour le Ministre, de la part de chaque auteur qui contribue aux renseignements originaux qui font l'objet d'une protection par droit d'auteur et qui doivent être livrés au Canada en vertu des modalités du contrat. À la demande du Ministre, (soit à l'achèvement des travaux, soit à telle autre date que pourra indiquer le Ministre), l'entrepreneur fournira au Ministre une ou les renonciation(s) écrite(s) permanente(s) aux droits moraux.
2. Si l'entrepreneur est un auteur des renseignements originaux dont il est question au paragraphe 1, il renonce par les présentes en permanence à ses droits moraux sur ces renseignements originaux.

**9601-7 00 (2004-12-10) Le Canada détient les droits de propriété intellectuelle sur les renseignements originaux**

**Travaux publics et Services gouvernementaux Canada**

- 01 Interprétation
- 02 Divulgence des renseignements originaux
- 03 Le Canada détient les droits de propriété intellectuelle sur les renseignements originaux
- 04 Licence concernant les droits de propriété intellectuelle sur les renseignements de base
- 05 Droit d'accorder une licence
- 06 Accès à l'information; exception aux droits de l'entrepreneur
- 07 Renonciation aux droits moraux

**9601-7 01 (2004-12-10) Interprétation**

1. Les définitions qui suivent s'appliquent au présent contrat.

« conditions générales » : les Conditions générales, formule détaillée 9601;

« droit de propriété intellectuelle » : tout droit de propriété intellectuelle reconnu par la loi et par les règles de droit, notamment tout droit de propriété intellectuelle protégé par la loi (par exemple, les lois qui régissent les brevets, les droits d'auteur, les dessins industriels, les topographies de circuits intégrés ou les droits d'obtentions végétales) ou découlant d'une protection de l'information en tant que secret industriel ou renseignement confidentiel;

« invention » : toute réalisation, tout procédé, toute machine, fabrication ou composition de matières, ainsi que tout perfectionnement de l'un d'eux, présentant le caractère de la nouveauté et de l'utilité, brevetable ou non;

« logiciel » : tout programme informatique, en code source ou en code objet (incluant les microprogrammes), toute documentation des programmes informatiques enregistrée sous quelque forme ou sur quelque support que ce soit, et toute base de données informatisées, et comprend les modifications apportées à tous ces éléments;

« microprogramme » : tout programme informatique entreposé dans des circuits intégrés, la mémoire fixe et tout autre moyen semblable;

« renseignements de base » : les renseignements techniques autres que les renseignements originaux, qui sont la propriété de l'entrepreneur, de ses sous-traitants ou de tout autre fournisseur de l'entrepreneur, ou qui sont tenus secrets par eux;

« renseignements originaux » : les inventions conçues, développées ou mises en application pour la première fois dans le cadre des travaux effectués aux termes du contrat, de même que tous les renseignements techniques conçus, élaborés ou produits dans le cadre des travaux effectués en vertu du contrat.;

« renseignements techniques » : l'information de nature technique, scientifique ou artistique relative aux travaux, présentée oralement ou consignée sous une forme ou une autre ou par quelque moyen que ce soit, protégée ou non par des droits d'auteur, y compris mais sans s'y restreindre les inventions, les concepts, les méthodes, les procédés, les techniques, le savoir-faire, les modèles, les prototypes, les maquettes, les échantillons, les schémas, les données provenant d'expériences ou d'essais, les rapports, les dessins, les plans, les spécifications, les photographies, les données colligées, les manuels et autres documents et les logiciels. Les renseignements techniques ne comprennent pas les données qui concernent l'administration du contrat par le Canada ou par l'entrepreneur, par exemple l'information financière interne ou l'information de gestion interne, à moins qu'elle ne constitue un bien livrable en vertu du contrat.

2. Les termes et expressions définis dans les conditions générales et utilisés dans les présentes conditions générales supplémentaires ont le sens qui leur a été attribué dans les conditions générales.
3. En cas de divergence entre les conditions générales et les présentes conditions générales supplémentaires, les dispositions applicables des présentes conditions générales supplémentaires s'appliquent.

4. Les conditions générales sont modifiées par la suppression de la totalité de l'article intitulé « Droits d'auteur ».

### **9601-7 02 (2001-05-25) Divulgence des renseignements originaux**

1. L'entrepreneur signale promptement et divulgue pleinement au Ministre les renseignements originaux susceptibles de constituer des inventions, en outre, il lui signale et divulgue pleinement tous les autres renseignements originaux, au plus tard à la date de la fin des travaux ou plus tôt conformément aux exigences du Ministre ou du contrat.
2. Avant et après le paiement final à l'entrepreneur, le Ministre peut examiner tous les dossiers de l'entrepreneur et les données à l'appui que le Ministre juge raisonnablement pertinents pour permettre l'identification des renseignements originaux.

### **9601-7 03 (2001-05-25) Le Canada détient les droits de propriété intellectuelle sur les renseignements originaux**

1. Sans préjudice des droits de propriété intellectuelle, ou des intérêts dans de tels droits, qui sont nés avant le contrat, tous les droits de propriété intellectuelle sur les renseignements originaux seront, dès leur naissance, dévolus au Canada et lui appartiendront. L'entrepreneur n'aura aucun droit à de tels droits de propriété intellectuelle sur les renseignements originaux, sauf le droit qui pourra lui être conféré par écrit par le Canada.
2. L'entrepreneur intégrera dans tout renseignement original qui fait l'objet d'un droit d'auteur, quelle que soit la forme dans lequel il est consigné ou le support sur lequel il est consigné, l'un ou l'autre du symbole de droit d'auteur et de l'avis de droit d'auteur suivant :

© SA MAJESTÉ LA REINE DU CHEF DU CANADA (année)

ou

© HER MAJESTY THE QUEEN IN RIGHT OF CANADA (year)

3. a) Il est entendu que si les travaux visés par le contrat comportent l'élaboration d'une base de données ou autre compilation de renseignements utilisant l'information ou des données fournies par le Canada ou des renseignements personnels mentionnés à l'alinéa b), alors l'entrepreneur convient de n'utiliser ou de ne divulguer ces informations, données ou renseignements personnels que pour l'achèvement des travaux visés par le contrat, et convient de ne procéder à aucun retrait de ces informations, données ou renseignements personnels, à l'exception de leur remise au Canada. L'entrepreneur doit se conformer aux Conditions générales du contrat en ce qui concerne l'obligation de garder secret ces informations, données ou renseignements personnels. Dès l'achèvement ou la résiliation du contrat ou dès que le Ministre l'exige, l'entrepreneur doit remettre au Canada, à moins de stipulation contraire expresse dans le contrat, ces informations, données ou renseignements personnels ainsi que toute copie, ébauche, document de travail et note qui les contiennent.
- b) Sans que soit restreinte la généralité de l'alinéa 3. a), il est entendu que si les travaux visés par le contrat comportent la collecte de renseignements personnels au sens de la *Loi sur la protection des renseignements personnels*, (L.R.C. (1985), ch. P-21), alors tous les droits de propriété intellectuelle sur ces renseignements personnels et le droit de propriété sur ces renseignements personnels sont, dès la collecte de ceux-ci par l'entrepreneur, dévolus au Canada, et l'entrepreneur n'a aucun droit ou intérêt sur ceux-ci.
4. L'entrepreneur signe les actes de cession ou les autres documents se rapportant aux droits de propriété intellectuelle sur les renseignements originaux que le ministre responsable du ministère ou organisme pour lequel les travaux sont exécutés ou ont été exécutés pourra exiger; l'entrepreneur fournit à ce ministre, aux frais du Canada, toute l'aide raisonnable dans la préparation et l'acheminement de toute demande d'enregistrement de droits de propriété intellectuelle, dans toute juridiction, y compris l'aide de l'inventeur s'il s'agit d'inventions.

### **9601-7 04 (2001-12-10) Licence concernant les droits de propriété intellectuelle sur les renseignements de base**

1. Sans restreindre la portée de toute licence ou de tout autre droit que le Canada pourrait autrement détenir sur les renseignements de base, en ce qui a trait à toute partie des travaux conçue sur mesure ou fabriquée sur mesure, l'entrepreneur accorde par les présentes au Canada une licence non exclusive, perpétuelle, irrévocable, mondiale, intégralement payée et libre de redevances, qui autorise

le Canada à exercer, parmi les droits de propriété intellectuelle sur tout renseignement de base intégré dans les travaux ou nécessaire pour l'exécution des travaux, ceux qui peuvent être requis pour les fins suivantes :

- a) l'utilisation, le fonctionnement, l'entretien, la réparation ou la réfection de toute partie des travaux conçue sur mesure ou fabriquée sur mesure;
- b) la fabrication de pièces de rechange destinées à l'entretien, à la réparation ou à la réfection, par le Canada, de toute partie des travaux conçues sur mesure ou fabriquées sur mesure, si ces pièces ne peuvent être obtenues à des conditions commerciales raisonnables pour permettre l'entretien, la réparation ou la réfection en temps opportun;
- c) la divulgation de l'information à tout autre entrepreneur engagé par le Canada (ou à toute personne qui soumissionne un tel contrat) en vue de son utilisation uniquement pour une fin énoncée aux alinéas a) ou b), mais lorsque l'alinéa b) s'applique, seulement si l'entrepreneur ne peut pas ou ne veut pas fournir les pièces de rechange aux conditions commerciales raisonnables et à l'intérieur de délais de livraison raisonnables.

L'entrepreneur s'engage à mettre promptement à la disposition du Canada, pour l'une quelconque de ces fins, tout renseignement de base de cette nature (y compris, dans le cas de logiciels, le code source).

2. Nonobstant le paragraphe 1, la licence mentionnée dans ces paragraphes ne s'appliquera pas à un logiciel faisant l'objet de conditions de licence détaillées qui sont énoncées ailleurs dans le contrat. De plus, dans le cas d'un logiciel normalisé dans le commerce, l'obligation de l'entrepreneur de mettre promptement le code source à la disposition du Canada pour une fin décrite au paragraphe 1, ne s'applique qu'à tout code source qui est sous le contrôle de l'entrepreneur ou d'un sous-traitant, ou qui peut être obtenu par l'un d'eux. L'entrepreneur devra alors, à la demande du Canada, mettre le code source à la disposition du Canada dans un délai raisonnable et à d'autres conditions commerciales raisonnables.
3. Le Canada peut vouloir adjudger des contrats à des tiers-entrepreneurs en vertu du paragraphe 1 et de telles adjudications pourraient résulter d'un processus compétitif. L'entrepreneur convient que la licence du Canada se rapportant aux droits de propriété intellectuelle sur les renseignements de base comprend le droit de divulguer les renseignements de base aux soumissionnaires intéressés par tels contrats et le droit d'autoriser, par sous-licence ou autrement, tout entrepreneur engagé par le Canada à utiliser ces renseignements, uniquement pour permettre l'exécution du contrat. Le Canada exigera des soumissionnaires et de l'entrepreneur qu'ils n'utilisent pas ni ne divulguent un quelconque renseignement de base, sauf dans la mesure nécessaire pour soumissionner le contrat ou l'exécuter.
4. Lorsque les droits de propriété intellectuelle sur les renseignements de base appartiennent à un sous-traitant de quelque échelon que ce soit, l'entrepreneur soit obtiendra de ce sous-traitant une licence permettant la conformité avec le paragraphe 1, soit demandera au sous-traitant d'accorder directement au Canada les mêmes droits, en signant la formule fournie à cette fin par le Ministre, auquel cas l'entrepreneur remettra cette formule au Ministre, dûment remplie et signée par le sous-traitant, au plus tard à la date de la divulgation au Canada de ces renseignements de base.

#### **9601-7 05 (2001-12-10) Droit d'accorder une licence**

L'entrepreneur déclare et garantit qu'il a, ou l'entrepreneur doit obtenir sans délai, le droit d'accorder au Canada la licence qui autorise le Canada à exercer les droits de propriété intellectuelle sur les renseignements de base selon ce que requiert le contrat.

#### **9601-7 06 (2001-05-25) Accès à l'information; exception aux droits de l'entrepreneur**

1. Sous réserve de la *Loi sur l'accès à l'information*, L.R.C. (1985), ch. A-1, et sous réserve des droits du Canada selon le contrat, de communiquer ou de divulguer, le Canada ne pourra communiquer ou divulguer en dehors du gouvernement du Canada aucune information livrée au Canada en vertu du contrat et qui constitue une information confidentielle ou un secret industriel de l'entrepreneur ou d'un sous-traitant.
2. Les présentes modalités n'ont pas pour effet de limiter le droit du Canada d'exercer les droits de propriété intellectuelle sur des renseignements de base, ou de divulguer des renseignements de base, dans la mesure où ces renseignements :
  - a) font partie ou viennent à faire partie du domaine public, ou dans la mesure où l'entrepreneur ne bénéficie pas ou cesse de bénéficier d'une protection conférée à cette information par des

droits de propriété intellectuelle, en vertu des dispositions législatives ou des règles de droit (mais autrement qu'en vertu des modalités du contrat), pour toute raison, notamment parce que le Canada a utilisé ou divulgué des biens livrables selon le contrat à une fin quelconque qui n'est pas expressément exclue par le contrat;

- b) est ou devient connue du Canada d'une source autre que l'entrepreneur, sauf d'une source dont le Canada sait qu'elle est tenue envers l'entrepreneur de ne pas divulguer l'information;
- c) est développée indépendamment par ou pour le Canada;
- d) est divulguée par l'effet d'une exigence législative ou par l'effet d'une ordonnance rendue par une cour de justice ou un autre tribunal compétent.

**9601-7 07 (2001-05-25) Renonciation aux droits moraux**

1. L'entrepreneur fournira au Canada, soit à l'achèvement des travaux soit à telle autre date que pourra indiquer le Ministre, une renonciation écrite permanente aux droits moraux (expression définie dans la *Loi sur le droit d'auteur*, L.R.C. 1985, ch. C-42), dans une forme acceptable pour le Ministre, de la part de chaque auteur qui contribue aux renseignements originaux qui font l'objet d'une protection par droit d'auteur et qui doivent être livrés au Canada en vertu des modalités du contrat.
2. Si l'entrepreneur est un auteur des renseignements originaux dont il est question au paragraphe 1, il renonce par les présentes en permanence à ses droits moraux sur ces renseignements originaux.

## Travaux publics et Services gouvernementaux Canada

- 01 Interprétation
- 02 Clause générale de justes salaires
- 03 Durée des travaux
- 04 Affichage des conditions de travail
- 05 L'entrepreneur s'engage à tenir des dossiers pour fins d'inspection
- 06 Exigences du ministère avant le versement des sommes dues à l'entrepreneur
- 07 Paiement des salaires par l'autorité contractante si l'entrepreneur omet de le faire
- 08 Conditions imposées à un sous-traitant
- 09 Non-discrimination dans l'embauchage et l'emploi de main-d'oeuvre

**LAB-180 01 (2004-12-10) Interprétation**

1. Dans ces conditions
  - « Loi » désigne la *Loi sur les justes salaires et les heures de travail*;
  - « Règlement » désigne le *Règlement sur les justes salaires et les heures de travail* établi en application de la Loi;
  - « contrat » désigne le contrat auquel sont annexées les présentes conditions de travail;
  - « autorité contractante » désigne le ministère ou la société d'État avec lequel le contrat a été passé;
  - « entrepreneur » désigne la personne qui a passé le contrat avec l'autorité contractante;
  - « directeur régional » le responsable d'un bureau régional du ministère des Ressources humaines et du Développement des compétences (RHDC) ou son représentant désigné;
  - « inspecteur » s'entend au sens de la partie III du *Code canadien du travail*;
  - « Ministre » désigne le ministre du Travail du Canada;
  - « personnes » désigne les travailleurs employés par l'entrepreneur, le sous-traitant ou toute autre personne exécutant ou s'engageant par contrat à exécuter la totalité ou une partie quelconque des travaux prévus dans le contrat;

**LAB-180 02 (2004-12-10) Clause générale de justes salaires**

1. Toutes les personnes employées par l'entrepreneur, le sous-traitant ou toute autre personne exécutant ou s'engageant par contrat à exécuter la totalité ou une partie quelconque des travaux prévus dans le contrat seront payées :
  - a) des justes salaires tant que dureront les travaux, c'est-à-dire les salaires généralement reconnus comme salaires courants pour les travailleurs qualifiés dans la région où les travaux sont exécutés, selon la nature ou la catégorie des travaux auquel ces travailleurs sont respectivement affectés; et
  - b) dans tous les cas, pas moins que les taux horaires minima fixés par le Programme du travail du RHDC dans les échelles de justes salaires qui deviennent partie de ce contrat en tant qu'Annexe A de ces Conditions de travail; et
  - c) pour les contrats concernant les travaux effectués dans la province de Québec, pas moins que les taux de salaires qui sont établis par cette province pour les fins du « Décret de la construction » du Québec.
2. Lorsqu'il n'y a aucun taux prévu dans l'échelle des taux de salaires à l'égard de travaux d'une nature ou d'une catégorie données, l'entrepreneur verse à l'employé un taux de salaire qui n'est pas inférieur à celui établi pour des travaux de nature ou de catégorie équivalente.
3. Lorsque pendant la durée du contrat, l'entrepreneur reçoit de l'autorité contractante un avis de modification à l'échelle de salaires, l'entrepreneur rémunère les employés touchés par cette modification à des taux qui ne sont pas inférieurs aux taux modifiés à compter de la journée qui suit la réception par lui, de l'avis.

**LAB-180 03 (2000-05-12) Durée des travaux**

1. Les heures de travail quotidiennes et hebdomadaires des personnes employées à l'exécution du contrat, notamment les heures au-delà desquelles une personne doit être rétribuée selon le tarif pour heures supplémentaires, soit au moins le juste salaire majoré de 50 p. 100, sont celles fixées et éventuellement modifiées par la législation de la province dans laquelle les travaux sont effectués.
2. Les heures de travail quotidiennes ou hebdomadaires mentionnées à l'alinéa 1. peuvent être dépassées conformément à la législation provinciale applicable.

**LAB-180 04 (2000-05-12) Affichage des conditions de travail**

Pour l'information et la protection de toutes les personnes, l'entrepreneur convient d'afficher et de tenir affichés, bien à la vue, à l'endroit où les travaux prévus dans le contrat sont exécutés, ou dans les locaux occupés ou fréquentés par les personnes employées à l'exécution desdits travaux, un exemplaire des présentes conditions de travail, un exemplaire de l'échelle de justes salaires applicable et toutes modifications subséquentes.

**LAB-180 05 (2000-05-12) L'entrepreneur tient des dossiers pour fins d'inspection**

1. L'entrepreneur convient de tenir les registres et dossiers où sont consignés le nom, l'adresse et la catégorie d'emploi et des travaux de tous les travailleurs employés à des travaux exécutés en vertu du contrat, de même que le taux de salaire, le salaire payé et la durée journalière des travaux pour chacun de ces travailleurs.
2. L'entrepreneur convient également à faire en sorte que ses registres, ses dossiers et ses locaux soient accessibles en tout temps opportun, pour fins d'inspection par un inspecteur.
3. L'entrepreneur convient en outre de fournir, sur demande, à l'inspecteur et à l'autorité contractante tous les autres renseignements requis pour permettre de constater qu'on a satisfait aux exigences de la Loi, des règlements et du contrat en ce qui concerne les salaires, la durée des travaux et les autres conditions de travail.

**LAB-180 06 (2000-05-12) Exigences du ministère avant le versement des sommes dues à l'entrepreneur**

1. L'entrepreneur convient qu'il n'aura droit au paiement d'aucune somme qui autrement devrait lui être versée en vertu du contrat tant qu'il n'aura pas déposé auprès de l'autorité contractante, à l'appui de sa réclamation de paiement, une déclaration sous serment indiquant:
  - a) qu'il a tenu les registres et dossiers requis par les présents règlements,
  - b) qu'il n'y a pas d'arrérages de salaires à l'égard des travaux exécutés en vertu du contrat, et
  - c) qu'à sa connaissance, toutes les conditions du contrat exigées par la Loi et les règlements ont été observées.
2. L'entrepreneur convient en outre que lorsqu'il n'a pas versé un juste salaire à une personne employée en vertu du contrat, l'autorité contractante sera autorisée à retenir de toute somme autrement payable à l'entrepreneur en vertu du contrat la somme requise pour assurer le paiement de justes salaires à tous les employés jusqu'à ce qu'ils aient touché leur juste salaire.

**LAB-180 07 (2000-05-12) Paiement des salaires par l'autorité contractante si l'entrepreneur omet de le faire**

1. L'entrepreneur convient qu'à défaut du paiement par ce dernier d'un juste salaire à un travailleur, l'entrepreneur devra verser au Ministre le montant qu'il a omis de payer.
2. L'entrepreneur convient que s'il omet de se conformer au paragraphe 1., l'autorité contractante paiera au Receveur général, à même les sommes autrement payables à l'entrepreneur, le montant qu'il a omis de payer.

**LAB-180 08 (2000-05-12) Conditions imposées à un sous-traitant**

L'entrepreneur et le sous-traitant conviennent, dans l'adjudication à un sous-traitant de toute partie des travaux prévus par le contrat, d'insérer dans le sous-contrat les conditions relatives aux justes salaires, à la durée des travaux et autres conditions des travaux indiquées dans le contrat ainsi que les obligations énoncées à l'article 4. L'entrepreneur convient en outre qu'il sera responsable du respect de ces conditions si elles ne sont pas respectées par le sous-traitant.

**LAB-180 09 (2000-05-12) Non-discrimination dans l'embauchage et l'emploi de main-d'oeuvre**

1. L'entrepreneur convient que dans l'embauchage et l'emploi des travailleurs aux fins de l'exécution de tout travaux en vertu du contrat, l'entrepreneur ne refusera pas d'employer une personne ou d'exercer de quelque façon que ce soit des distinctions injustes à l'endroit d'une personne en raison
  - a) de la race, de l'origine nationale ou ethnique, de la couleur, de la religion, de l'âge, du sexe, de l'orientation sexuelle, de l'état matrimonial, de la situation de famille, de l'état de personne graciée ou d'une déficience de la personne;



- b) de la race, de l'origine nationale ou ethnique, de la couleur, de la religion, de l'âge, du sexe, de l'orientation sexuelle, de l'état matrimonial, de la situation de famille, de l'état de personne graciée ou d'une déficience de toute personne ayant un lien avec elle;
- c) du fait que cette personne a porté plainte ou a fourni des renseignements ou parce qu'une plainte a été portée ou des renseignements ont été fournis en son nom relativement à toute prétendue omission de la part de l'entrepreneur de se conformer aux sous-alinéas a) ou b).

LAB-180B 00 (2004-12-10) Conditions de travail

---

## Travaux publics et Services gouvernementaux Canada

(Aux fins des contrats pour la fabrication et la fourniture d'articles et de choses)

- 01 Dispositions relatives aux justes salaires et aux heures de travail
- 02 Les dispositions sur les justes salaires seront affichées
- 03 Les livres, etc., de l'entrepreneur seront ouverts à l'inspection
- 04 Les chantiers et les travaux seront ouverts à l'inspection
- 05 Sous-traitance
- 06 Les ouvriers devront être des habitants du Canada
- 07 Conditions requises pour paiement à l'entrepreneur
- 08 Pouvoir de payer les salaires, à défaut de paiement par l'entrepreneur
- 09 Disposition de non-discrimination

**LAB-180B 01 (1991-06-01) Dispositions relatives aux justes salaires et aux heures de travail**

1. Tous les ouvriers, manoeuvres ou autres personnes occupés à l'exécution des travaux faisant l'objet du présent contrat, seront payés de temps à autre, pendant la durée du contrat, les salaires généralement acceptés comme courants relativement à des ouvriers compétents dans la région où les travaux sont exécutés, pour la nature ou la classe d'ouvrage dans laquelle ils sont respectivement employés, et s'il n'existe pas de taux courants, un taux juste et raisonnable. Dans aucun cas le salaire de la catégorie ou des catégories particulières de travailleurs intéressés ne doit être inférieur à celui prévu par la loi ou les règlements de la province où s'exécutent les travaux.
2. Les heures de travail sont celles fixées par la coutume du métier dans la région où s'exécutent les travaux ou, en l'absence de coutume dans la région en ce qui concerne les heures de travail, des heures justes et raisonnables, sauf pour la protection de la vie ou de biens ou pour une cause valable établie à la satisfaction du ministre du Travail.
3. S'il existe des circonstances spéciales qui, de l'avis du ministre du Travail, rendent la chose opportune, il peut décider quels sont les taux de salaires courants ou justes et raisonnables pour le travail supplémentaire et quelle est la classification appropriée de tout ouvrage pour les fins des salaires et des heures. Sur réception de l'avis d'une décision du ministre du Travail en vertu des présentes, l'entrepreneur devra immédiatement rajuster les salaires et les heures ainsi que la classification de l'ouvrage de façon à donner effet à cette décision. Tout différend relatif au salaire courant ou juste et raisonnable, aux heures de travail fixées par la coutume du métier ou aux heures justes et raisonnables ou aux taux de rémunération pour surtemps, sera réglé par le ministre du Travail, dont la décision sera définitive. Toute somme autrement payable à l'entrepreneur peut aussi être retenue jusqu'à exécution de la décision du ministre du Travail.

Les expressions « salaires courants » et « heures de travail fixées par la coutume du métier », dans le paragraphe qui précède, signifient respectivement les taux de salaires réguliers et les heures de travail, soit reconnus par conventions signées entre patrons et ouvriers dans la région d'où provient nécessairement la main-d'oeuvre requise, soit existant réellement, bien qu'ils ne soient pas nécessairement reconnus par conventions signées.

**LAB-180B 02 (1991-06-01) Les dispositions sur les justes salaires seront affichées**

L'entrepreneur devra afficher et tenir affichée dans un endroit en vue, dans le local où le contrat est exécuté, occupé, ou fréquenté par les ouvriers, la clause ci-dessus relative aux justes salaires pour la protection des ouvriers employés.

**LAB-180B 03 (1991-06-01) Les livres, etc., de l'entrepreneur seront ouverts à l'inspection**

L'entrepreneur devra tenir des livres et registres appropriés indiquant le nom, l'âge, le métier et l'adresse de tous les ouvriers à son emploi ainsi que le salaire payé à chaque ouvrier et le temps de travail fait par ce dernier, et les livres et documents contenant ces inscriptions seront accessibles pour inspection par l'Officier des justes salaires en tout temps où il semblera au ministre du Travail à propos de les faire inspecter.

**LAB-180B 04 (1991-06-01) Les chantiers et les travaux seront ouverts à l'inspection**

Les chantiers de l'entrepreneur et les travaux en voie d'exécution aux termes du présent contrat seront ouverts à l'inspection, en tout temps raisonnable, de tout officier autorisé à cette fin par le ministre du Travail et ces chantiers devront être tenus par l'entrepreneur dans un bon état hygiénique.

**LAB-180B 05 (1991-06-01) Sous-traitance**

Afin d'éviter les abus qui pourraient résulter de la passation de contrats de sous-traitance, il est entendu que les contrats de sous-traitance sont interdits, à moins que l'approbation du ministre n'ait été obtenue; les sous-traitants seront tenus dans tous les cas de se conformer aux conditions du contrat principal, et l'entrepreneur principal sera tenu responsable de la stricte observation de toutes les conditions du contrat par le sous-traitant. Le contrat, ni aucune partie de ce dernier, ne pourront être transférés sans la permission écrite du ministre; aucune partie des travaux à exécuter ne devra être faite au domicile des ouvriers ni, sauf disposition spéciale de quelque autorité législative, par des personnes détenues dans des institutions pénales.

**LAB-180B 06 (1991-06-01) Les ouvriers devront être des habitants du Canada**

Tous les ouvriers employés aux travaux compris dans ledit contrat et à exécuter en vertu de ce dernier devront être des résidents du Canada, à moins que le ministre ne soit d'avis qu'il n'y a pas de main-d'oeuvre

canadienne disponible ou qu'il n'existe d'autres circonstances spéciales par suite desquelles il serait contraire à l'intérêt public de mettre la présente disposition en vigueur.

**LAB-180B 07 (1991-06-01) Conditions requises pour paiement à l'entrepreneur**

L'entrepreneur n'aura droit au paiement d'aucune somme qui autrement serait payable aux termes du contrat pour des travaux faits dans l'exécution du contrat, à moins d'avoir remis au ministre, à l'appui de sa demande de paiement, un état attesté par une déclaration statutaire, indiquant

- a) les taux de salaires et les heures de travail des diverses classes d'ouvriers employés dans l'exécution du contrat;
- b) si des salaires dus pour ce travail sont encore impayés;
- c) que toutes les conditions ouvrières du contrat ont été observées ou, dans le cas d'un avis du ministre du Travail relativement à une réclamation de salaire, avant que cette réclamation ait été réglée. L'entrepreneur devra aussi fournir au ministre, de temps à autre, les renseignements supplémentaires et les preuves que le ministre pourra juger nécessaires pour le convaincre que les conditions insérées au contrat en vue d'assurer le paiement des justes salaires ont été observées et que les ouvriers employés comme susdit dans les parties des travaux pour lesquelles le paiement est demandé ont reçu le plein montant de leur salaire.

**LAB-180B 08 (1991-06-01) Pouvoir de payer les salaires, à défaut de paiement par l'entrepreneur**

À défaut du paiement de toute somme due en salaire à un ouvrier employé auxdits travaux et si une demande de ce salaire est déposée au bureau du ministre et qu'il soit produit une preuve de cette réclamation à la satisfaction du ministre, ce dernier pourra payer cette réclamation à même les sommes en tout temps payables par Sa Majesté en vertu dudit contrat, et les sommes ainsi payées seront réputées des paiements faits à l'entrepreneur.

**LAB-180B 09 (1991-06-01) Disposition de non-discrimination**

1. Dans l'embauchage et l'emploi de main-d'oeuvre pour l'exécution du présent contrat, l'entrepreneur ne refusera pas d'employer une personne et ne fera aucune distinction injuste à son égard à cause
  - a) de la race, de l'origine nationale, de la couleur, de la religion, de l'âge, du sexe ou de l'état civil de ladite personne,
  - b) de la race, de l'origine nationale, de la couleur, de la religion, de l'âge, du sexe ou de l'état civil de quiconque a un rapport ou une association avec ladite personne, ou
  - c) d'une plainte portée ou de renseignements fournis par ladite personne ou à son égard au sujet d'une présumée infraction, de la part de l'entrepreneur, aux dispositions de l'alinéa a) ou b).
2. En cas de doute, en tout temps, sur la question de savoir si l'entrepreneur a négligé de se conformer aux dispositions de la présente clause, le ministre ou le sous-ministre du Travail, ou toute autre personne désignée par le ministre du Travail à cette fin, tranchera la question, sous réserve du paragraphe 5, et la décision sera sans appel aux fins du présent contrat.
3. L'entrepreneur devra tenir ses livres et dossiers à la disposition du ministre ou du sous-ministre du Travail, ou de toute autre personne chargée par le ministre ou le sous-ministre du Travail d'enquêter sur toute plainte de manquement aux dispositions de la présente clause ou de faire d'autres enquêtes sur l'observation par l'entrepreneur des dispositions de ladite clause, et devra fournir tous les autres renseignements supplémentaires qu'il exigera aux fins de l'enquête.
4. Défaut de la part de l'entrepreneur d'observer une disposition quelconque de la présente clause constituera un manquement grave au contrat.
5. Si l'entrepreneur n'est pas satisfait d'une décision rendue en vertu du paragraphe 2 de la présente clause, il peut, dans un délai de trente (30) jours à compter de la date de la décision, demander au ministre du Travail de porter la question devant un juge, et sur ce, le ministre du Travail portera la question devant un juge d'une cour supérieure, d'une cour de comté ou de district, dont la décision sera sans appel aux fins du présent contrat.

---

## **Section 5**

### **Clauses uniformisées d'achat**

---



# Clauses uniformisées d'achat

---

## TABLE DES MATIÈRES

**NOTA :** Les détenteurs remarquerons que des «REMARQUES» ont été fournies pour plusieurs clauses. Ces Remarques servent de référence rapide pour les agents des achats en ce qui a trait à l'usage recommandé de certaines clauses. Suite à un examen d'un besoin spécifique et des circonstances qui l'entourent, l'agent des achats déterminera l'usage d'une clause particulière dans un document de soumission ou dans un document contractuel.

Sous-section :

### A. INSTRUCTIONS AUX SOUMISSIONNAIRES/ENTREPRENEURS

|            |                                              |
|------------|----------------------------------------------|
| A0000      | Incorporation par renvoi                     |
| A0001-0999 | Examen des soumissions/critères d'évaluation |
| A1000-1999 | Autorités                                    |
| A2000-2999 | Emploi de résidents non permanents           |
| A7000-7999 | Entretien/services                           |
| A8000-8999 | Baux/location                                |
| A9000-9999 | Autres                                       |

### B. DÉFINITIONS DES BESOINS

|            |                                           |
|------------|-------------------------------------------|
| B0001-0999 | Échantillons                              |
| B1000-1999 | Matériel                                  |
| B2000-2999 | Produits homologués, approuvés, certifiés |
| B3000-3999 | Succédanés équivalents                    |
| B4000-4999 | Dessins et spécifications                 |
| B5000-5999 | Modifications par rapport au modèle       |
| B6000-6999 | Soin des fournitures de l'État            |
| B7000-7999 | Quantité                                  |
| B9000-9999 | Autres                                    |

### C. PRIX

|            |                                                     |
|------------|-----------------------------------------------------|
| C0001-0499 | Prix ferme                                          |
| C0500-0999 | Taux fixes basés sur le temps                       |
| C1000-1499 | Prix plafond                                        |
| C2000-2999 | Taxes et droits                                     |
| C3000-3999 | Taux de change et échelle mobile pour les matériaux |
| C4000-5999 | Coûts de transport                                  |
| C6000-6999 | Limitation des dépenses                             |
| C9000-9999 | Autres                                              |

## Clauses uniformisées d'achat

---

### D. LIVRAISON, INSPECTION ET ACCEPTATION

|            |                                |
|------------|--------------------------------|
| D0001-0999 | Exigences quant à la livraison |
| D1000-3999 | Préparation pour la livraison  |
| D4000-4999 | Expédition et FOB              |
| D5000-5999 | Inspection et acceptation      |
| D6000-6999 | Instructions d'expédition      |
| D9000-9999 | Autres                         |

### E. GARANTIE FINANCIÈRE

|            |                                            |
|------------|--------------------------------------------|
| E0001-0999 | Dépôts de garantie/cautionnements          |
| E5000-5999 | Cautionnements d'exécution                 |
| E8000-8099 | Cautionnements, main-d'oeuvre et matériaux |
| E9000-9999 | Autres                                     |

### F. SÉCURITÉ INDUSTRIELLE

|            |                          |
|------------|--------------------------|
| F0001-0999 | Fiabilité de base        |
| F1000-1999 | Fiabilité approfondie    |
| F2000-2999 | Autorisation sécuritaire |
| F9000-9999 | Autres                   |

### G. ASSURANCES

|            |                                  |
|------------|----------------------------------|
| G0001-1999 | Responsabilité de l'entrepreneur |
| G2000-2999 | Responsabilité civile            |
| G3000-3999 | Biens de l'État                  |
| G4000-4999 | Affrètement d'aéronefs           |
| G5000-5999 | Navires                          |
| G6000-6999 | Véhicules                        |

### H. MODALITÉS DE PAIEMENT

|            |                                        |
|------------|----------------------------------------|
| H0001-0999 | Intérêts sur les comptes en souffrance |
| H1000-2999 | Modalités de paiement                  |
| H3000-4999 | Acomptes                               |
| H5000-6999 | Paiements anticipés                    |
| H9000-9999 | Autres                                 |

### I. SERA DÉTERMINÉ ULTÉRIEUREMENT



## Clauses uniformisées d'achat

---

### J. RÉSILIATION

|            |                                       |
|------------|---------------------------------------|
| J0001-0999 | Résiliation pour raisons de commodité |
| J1000-1999 | Résiliation pour inexécution          |
| J2000-2499 | Résiliation par consentement mutuel   |
| J3000-3999 | Retrait                               |
| J9000-9999 | Autres                                |

### K. CONDITIONS GÉNÉRALES - MODIFICATIONS

|            |                                     |
|------------|-------------------------------------|
| K0000      | Incorporation par renvoi            |
| K0001-0999 | Exceptions aux conditions générales |
| K1000-1999 | Déclaration des biens admissibles   |
| K2000-2099 | Équité en matière d'emploi          |
| K2100-2199 | Sanctions internationales           |
| K2200-2299 | Conflit d'intérêt                   |
| K3000-3999 | Propriété intellectuelle            |
| K4000-4999 | Contenu canadien                    |
| K9000-9999 | Autres                              |

### L. OUTILLAGE DE PRODUCTION ET ÉQUIPEMENT D'ESSAI

|            |                             |
|------------|-----------------------------|
| L0001-0999 | Outillage de production     |
| L5000-5999 | Équipement spécial d'essais |
| L9000-9999 | Autres                      |

### M. OFFRES A COMMANDES

|            |                                                    |
|------------|----------------------------------------------------|
| M0000      | Incorporation par renvoi                           |
| M0001-1999 | Instructions aux soumissionnaires et entrepreneurs |
| M2000-2999 | Définition des besoins                             |
| M3000-4999 | Prix                                               |
| M5000-6999 | Livraison et inspection                            |
| M7000-7999 | Rapports                                           |
| M8000-8999 | Conditions générales                               |
| M9000-9999 | Autres                                             |

### N. LIMITATION DE LA RESPONSABILITÉ

N0000  
N0001-

### O. SERA DÉTERMINÉ ULTÉRIEUREMENT

## Clauses uniformisées d'achat

---

**P. IMPRIMERIE**

|            |                                                             |
|------------|-------------------------------------------------------------|
| P0000-0999 | Instructions aux soumissionnaires                           |
| P1000-1999 | Définitions des besoins                                     |
| P2000-2999 | Prix                                                        |
| P3000-3999 | Livraison, inspection, acceptation, emballage et étiquetage |
| P4000-4999 | Conditions générales - modifications                        |
| P5000-5999 | Modalités de paiement                                       |
| P9000-9999 | Autres                                                      |

**Q. SERA DÉTERMINÉ ULTÉRIEUREMENT**

**R. ATTRIBUTION DES MARCHÉS IMMOBILIERS**

|            |                                                 |
|------------|-------------------------------------------------|
| R0000-0199 | Instructions générales                          |
| R0200-0299 | Conditions générales                            |
| R0300-0399 | Conditions générales supplémentaires            |
| R0400-0499 | Instructions aux soumissionnaires/entrepreneurs |
| R1000-1999 | Définition des besoins                          |
| R2000-2999 | Prix/Modalités de paiement                      |
| R4000-4999 | Déclaration statutaire                          |

**S-V. SERA DÉTERMINÉ ULTÉRIEUREMENT**

**W. MARCHÉS RÉSERVÉS - REVENDICATIONS TERRITORIALES GLOBALES**

|            |                                                                                                                                                                                                                 |
|------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| W0000-0009 | Exigences de livraison                                                                                                                                                                                          |
| W0010-0019 | Convention de la Baie James et du Nord québécois                                                                                                                                                                |
| W0020-0029 | Convention définitive des Inuvialuit                                                                                                                                                                            |
| W0030-0039 | Entente sur la revendication territoriale globale des Gwich'in                                                                                                                                                  |
| W0040-0049 | Entente sur les revendications territoriales globales des Inuit du Nunavut                                                                                                                                      |
| W0050-0119 | Accord-cadre définitif du Conseil des Indiens du Yukon                                                                                                                                                          |
| W0120-0129 | Entente sur la revendication territoriale globale des Dénés et des Métis du Sahtu                                                                                                                               |
| W0130-0139 | Convention pour l'établissement d'un parc national sur l'île Banks                                                                                                                                              |
| W0140-0149 | Accord de cogestion du parc national Tuktut Nogait                                                                                                                                                              |
| W0150-0159 | Accord de coopération entre l'« Inuvialuit Regional Corporation » et le ministère de la Défense nationale concernant l'exploitation et la maintenance du Système d'alerte du Nord                               |
| W0160-0169 | Accord de coopération entre l'« Inuvialuit Regional Corporation » et le ministère de la Défense nationale concernant le réaménagement et le nettoyage des sites DEW dans la région de peuplement des Inuvialuit |

**X. RÉSERVÉE POUR LES CLAUSES LOCALES DE L'EIA (ne sont pas publiées dans le Guide des CCUA)**

## Clauses uniformisées d'achat

---

### Y. PROGRAMME DE SUBVENTIONS DE L'ACDI

|            |                                   |
|------------|-----------------------------------|
| Y0001-0999 | Permis d'exportation              |
| Y1000-1999 | Drawback des droits de douane     |
| Y2000-2999 | Frais de port                     |
| Y3000-3999 | Conditionnement et étiquetage     |
| Y4000-4999 | Expédition et documentation       |
| Y5000-5999 | Taxe sur les produits et services |
| Y9000-9999 | Autres                            |

### Z. CORPORATION COMMERCIALE CANADIENNE - Gouvernement des É.-U.

|            |                                                      |
|------------|------------------------------------------------------|
| Z0001-0199 | Transports                                           |
| Z0200-0399 | Administration des contrats                          |
| Z0400-0599 | Conservation, conditionnement, emballage et marquage |
| Z0600-0799 | Inspection et acceptation                            |
| Z0800-0999 | Propriété du gouvernement des É.-U.                  |
| Z1000-1999 | Facturation et documentation                         |
| Z1200-1399 | Taxe sur les produits et services                    |
| Z1400-1599 | Changements contractuels                             |
| Z1600-1799 | Litiges                                              |
| Z1800-1999 | Inexécution                                          |
| Z2000-2199 | Indemnité pour les brevets d'invention               |
| Z2200-2399 | Droits de douane                                     |
| Z2400-2599 | Variation dans la quantité                           |
| Z2600-2799 | Dispositions spéciales                               |
| Z2800-2999 | Prix                                                 |
| Z3000-3199 | Priorités                                            |
| Z3200-3399 | Rapports de production                               |
| Z3400-3599 | Dispositions supplémentaires                         |
| Z4000-4999 | Autres                                               |

---

## **Section 5**

### **A - Instructions aux soumissionnaires / entrepreneurs**

---



## A - Instructions aux soumissionnaires / entrepreneurs

---

**Remarques : LE TEXTE DE CETTE CLAUSE DOIT FIGURER EN ENTIER DANS LES DOCUMENTS D'ACHAT.** Utiliser la clause suivante dans les contrats en conjonction avec les clauses A0000T et K0000D. Pour les offres à commandes, utiliser la clause M0000C.

Ne pas utiliser pour les achats de faible valeur et les marchés de complexité moyenne pour lesquels les modèles en langage clair sont utilisés en conjonction avec les conditions générales 2010 ou 2029.

### **A0000C (16/12/05) Clauses et conditions uniformisées**

Toutes les clauses et conditions identifiées dans le contrat par un titre, un numéro et une date sont reproduites dans le guide des *Clauses et conditions uniformisées d'achat* publié par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC). Le guide est disponible sur le site Web de TPSGC : <http://sacc.tpsgc.gc.ca/sacc/index-f.jsp>.

Conformément à la *Loi sur le ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux*, L.C., 1996, ch. 16, les clauses et les conditions identifiées dans le contrat par un titre, un numéro et une date, et les Conditions contenues dans la partie B des instructions et conditions uniformisées \_\_\_\_ (\_\_\_\_) (**Insérer le numéro et la date**) sont incorporées par renvoi au contrat et en font partie intégrante comme si elles étaient formellement reproduites dans le contrat.

---

### **A0000C (12/12/03) Instructions et conditions uniformisées**

A partir du 16/12/05, cette clause est remplacée par A0000C.

---

### **A0000D (01/12/92) Instructions et conditions types**

A partir du 29/10/93, cette clause est remplacée par A0000T.

---

**Remarques : LE TEXTE DE CETTE CLAUSE DOIT FIGURER EN ENTIER DANS LES DOCUMENTS D'ACHAT.** Utiliser la clause suivante dans les demandes de soumissions en conjonction avec les clauses A0000C et K0000D. Pour les offres à commandes, utiliser la clause M0000T.

Ne pas utiliser pour les besoins de faible valeur et de complexité moyenne lorsqu'on utilise les modèles en langage clair 2T-LDV1 et 2T-MED1 et les instructions uniformisées 2003.

### **A0000T (16/06/06) Instructions, clauses et conditions uniformisées**

Toutes les instructions, clauses et conditions identifiées dans la demande de soumissions par un titre, un numéro et une date sont reproduites dans le guide des *Clauses et conditions uniformisées d'achat* publié par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC). Le guide est disponible sur le site Web de TPSGC: <http://sacc.tpsgc.gc.ca/sacc/index-f.jsp>.

Les soumissionnaires qui présentent une soumission s'engagent à respecter les instructions, les clauses et les conditions de cette demande de soumissions et acceptent les clauses et les conditions du contrat subséquent.

## A - Instructions aux soumissionnaires / entrepreneurs

---

---

Conformément à la *Loi sur le ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux*, L.C., 1996, ch. 16, les instructions, les clauses et les conditions identifiées dans la demande de soumissions et le contrat subséquent par un titre, un numéro et une date sont incorporées par renvoi à la demande de soumissions et au contrat subséquent et en font partie intégrante comme si elles étaient formellement reproduites dans la demande de soumissions et le contrat subséquent.

Les instructions et conditions uniformisées \_\_\_\_\_ ( \_\_\_\_\_ ) (*insérer le numéro et la date*) sont incorporées par renvoi à la demande de soumissions et en font partie intégrante.

---

---

**A0000T (16/12/05) Instructions, clauses et conditions uniformisées**

A partir du 16/06/06, cette clause est remplacée par A0000T.

---

---

**A0001T (01/12/92) Examen des installations**

A partir du 31/03/95, cette clause est remplacée par A0020T.

---

---

**A0002C (01/06/91) Frais à recouvrer - matériel de défense**

Cette clause est annulée à partir du 29/10/93.

---

---

**A0002T (01/06/91) Frais à recouvrer - matériel de défense**

Cette clause est annulée à partir du 29/10/93.

---

---

**A0003T (01/06/91) Evaluation et pondération, critère d'**

Cette clause est annulée à partir du 31/03/95.

---

---

## **A - Instructions aux soumissionnaires / entrepreneurs**

---

---

**A0004T (01/05/93) GATT - Avis aux fournisseurs**

A partir du 29/10/93, cette clause est remplacée par A0048T.

---

---

**A0005T (14/05/04) Critères d'évaluation - Biens**

Cette clause est annulée à partir du 16/12/05.

---

---

**A0005T (12/05/00) Critères d'évaluation - Biens**

A partir du 14/05/04, cette clause est remplacée par A0005T.

---

---

**A0006T (01/12/00) Demande de proposition**

Cette clause est annulée à partir du 13/12/02.

---

---

**A0006T (29/10/93) Demande de proposition**

A partir du 01/12/00, cette clause est remplacée par A0006T.

---

---

**A0007T (01/04/92) ALE - avis aux fournisseurs**

A partir du 29/10/93, cette clause est remplacée par A0048T.

---

---



## A - Instructions aux soumissionnaires / entrepreneurs

---

**A0008T (01/04/92) GATT - avis aux fournisseurs**

A partir du 01/05/93, cette clause est remplacée par A0004T.

---

---

**A0009T (01/06/91) Instructions aux fournisseurs**

Cette clause est annulée à partir du 01/12/92.

---

---

**A0010T (01/06/91) Instructions au fournisseur**

A partir du 29/10/93, cette clause est remplacée par A0048T.

---

---

**Remarques : LE TEXTE DE CETTE CLAUSE DOIT FIGURER EN ENTIER DANS LES DOCUMENTS D'ACHAT.** Les agents de négociation des contrats peuvent inclure cette clause dans le contrat. Utiliser si nécessaire lorsqu'un calendrier de projet n'a pas été demandé ailleurs dans le contrat. Utiliser la clause en conjonction avec A0011T.

**A0011C (16/06/06) Calendrier de projet**

1. L'entrepreneur doit fournir un calendrier de projet détaillé sous la forme d'un \_\_\_\_\_ (inscrire : « diagramme en réseau », « diagramme de Gantt » ou « diagramme à barres détaillée ») à l'autorité contractante et au responsable \_\_\_\_\_ (inscrire : « technique », « du projet » ou « de l'inspection ») \_\_\_\_\_ ( ) semaines après l'attribution du marché. Ce calendrier doit mettre en évidence les échéances précises des étapes énumérées ci-dessous et de tous les éléments mentionnés à l'annexe \_\_\_\_\_.
2. Le calendrier de l'entrepreneur doit comprendre les dates d'échéances prévues pour chacune des étapes importantes suivantes:
  - a) \_\_\_\_\_ ;
  - b) \_\_\_\_\_ ;
  - c) \_\_\_\_\_ ;
  - d) \_\_\_\_\_ ;
  - e) \_\_\_\_\_ ;
  - f) \_\_\_\_\_ ;
  - g) \_\_\_\_\_ .

(Paragraphe optionnel : Les agents de négociation des contrats peuvent inclure le paragraphe suivant, mais doivent savoir que toute mise à jour du calendrier de l'entrepreneur constituerait une modification du contrat.)

3. Le calendrier doit être mis à jour régulièrement et être disponible dans les bureaux de l'entrepreneur pour que les représentants du Canada puissent l'examiner afin d'évaluer l'avancement des travaux.
- 
-

## A - Instructions aux soumissionnaires / entrepreneurs

---

**Remarques : LE TEXTE DE CETTE CLAUSE DOIT FIGURER EN ENTIER DANS LES DOCUMENTS D'ACHAT.** Les agents de négociation des contrats peuvent inclure cette clause dans la demande de soumissions. Utiliser si nécessaire lorsqu'un calendrier de projet n'a pas été demandé ailleurs dans la demande de soumissions. Utiliser la clause en conjonction avec A0011C.

### A0011T (16/06/06) Calendrier de projet

1. Dans sa soumission technique, le soumissionnaire doit proposer son calendrier de projet préliminaire sous la forme d'un \_\_\_\_\_ (inscrire : « diagramme en réseau », « diagramme de Gantt » ou « diagramme à barres détaillé »). Le calendrier de projet doit comprendre la structure de répartition des travaux du soumissionnaire, la programmation des principales activités et étapes et tout point pouvant nuire à l'achèvement des travaux.
  2. Le calendrier du soumissionnaire doit également comprendre une date d'échéance prévue pour chacune des étapes importantes suivantes :
    - a) \_\_\_\_\_ ;
    - b) \_\_\_\_\_ ;
    - c) \_\_\_\_\_ ;
    - d) \_\_\_\_\_ ;
    - e) \_\_\_\_\_ ;
    - f) \_\_\_\_\_ ;
    - g) \_\_\_\_\_ .
- 
- 

### A0011T (13/12/02) Calendrier de travail

A partir du 16/06/06, cette clause est remplacée par A0011T.

---

---

**Remarques : LE TEXTE DE CETTE CLAUSE DOIT FIGURER EN ENTIER DANS LES DOCUMENTS D'ACHAT.** Utiliser la clause suivante dans les demandes de soumissions en régime de concurrence.

Ne pas utiliser pour les besoins de faible valeur et de complexité moyenne lorsque les modèles en langage clair 2T-LDV1 et 2T-MED1 et les instructions uniformisées 2003 sont utilisés.

### A0012T (15/08/06) Communications en période de soumission

Afin d'assurer l'intégrité du processus d'appel à la concurrence, toutes les demandes de renseignements et autre communication ayant trait à la demande de soumissions doivent être adressées uniquement à l'autorité contractante dont le nom est indiqué dans la demande de soumissions. Le défaut de se conformer, pour cette raison uniquement, pourrait entraîner le rejet de la soumission.

Toutes les demandes de renseignements doivent être présentées par écrit à l'autorité contractante au moins \_\_\_\_\_ jours civils avant la date de clôture des soumissions. Pour ce qui est des demandes de renseignements reçues après ce délai, il est possible qu'on ne puisse pas y répondre avant la date de clôture des soumissions.

Afin d'assurer l'uniformité et la qualité de l'information fournie aux soumissionnaires, les demandes de renseignements importantes reçues, ainsi que les réponses à ces demandes, seront fournies simultanément à tous les soumissionnaires qui auront reçu la demande de soumissions, sans que le nom de l'auteur des demandes de renseignements soit mentionné.

---

---

## A - Instructions aux soumissionnaires / entrepreneurs

---

---

**A0012T (16/12/05) Communications - en période d'invitation**

A partir du 16/08/06, cette clause est remplacée par A0012T.

---

---

**A0013T (01/06/91) Invitation à présenter des propositions**

A partir du 29/10/93, cette clause est remplacée par A0006T.

---

---

**A0014T (01/06/91) Travaux imprévus et prix d'évaluation**

A partir du 01/12/92, cette clause est remplacée par C0417T.

---

---

**A0015T (15/12/95) Evaluation des soumissions**

Cette clause est annulée à partir du 30/05/03.

---

---

**A0015T (31/03/95) Evaluation des soumissions**

A partir du 15/12/95, cette clause est remplacée par A0015T.

---

---

**A0016T (01/06/91) Notes au soumissionnaire**

Cette clause est annulée à partir du 29/10/93.

---

---

**Remarques : LE TEXTE DE CETTE CLAUSE DOIT FIGURER EN ENTIER DANS LES DOCUMENTS D'ACHAT.** Les agents de négociation des contrats doivent insérer l'endroit, l'heure et la date du dépouillement public des soumissions.

## A - Instructions aux soumissionnaires / entrepreneurs

---

**A0017T (16/12/05) Dépouillement public des soumissions**

Un dépouillement public des soumissions aura lieu à \_\_\_\_\_ (*Insérer l'endroit*), à \_\_\_\_\_ (*Insérer l'heure et le fuseau horaire*), le \_\_\_\_\_ (*Insérer la date*).

---

---

**A0017T (29/10/93) Dépouillement public**

A partir du 16/12/05, cette clause est remplacée par A0017T.

---

---

**A0018T (24/05/02) Moteurs - spécifications**

Cette clause est annulée à partir du 16/12/05.

---

---

**A0018T (29/10/93) Moteurs - spécifications**

---

---

**A0019T (31/01/92) Evaluation**

Cette clause est annulée à partir du 29/10/93.

---

---

**Remarques :** Utiliser cette clause toutes les fois que le Canada peut avoir besoin d'obtenir des renseignements supplémentaires ou d'effectuer une visite des installations pour s'assurer que le soumissionnaire possède les capacités nécessaires pour répondre aux exigences de la demande de soumissions.

**A0020T (16/06/06) Déroulement de l'évaluation**

Lorsque le Canada évalue les soumissions, il peut, sans toutefois y être obligé, effectuer ce qui suit :

- a) demander des précisions ou vérifier l'exactitude de certains renseignements ou de tous les renseignements fournis par les soumissionnaires relatifs à la demande de soumissions;
- b) communiquer avec l'une ou toutes les personnes citées en référence pour vérifier et attester l'exactitude des renseignements fournis par les soumissionnaires;

## A - Instructions aux soumissionnaires / entrepreneurs

---

- c) demander, avant l'attribution d'un contrat, des renseignements précis sur la situation juridique des soumissionnaires;
- d) examiner les installations, les capacités techniques, administratives et financières des soumissionnaires pour déterminer s'ils sont en mesure de répondre aux exigences énoncées dans la demande de soumissions;
- e) corriger toute erreur dans le calcul des prix totaux des soumissions en utilisant les prix unitaires et toute erreur de quantités indiquées dans les soumissions en fonction des quantités précisées dans la demande de soumissions;
- f) vérifier tous les renseignements fournis par les soumissionnaires en faisant des recherches indépendantes, en utilisant des ressources du gouvernement ou en communiquant avec des tiers;
- g) interviewer, aux propres frais des soumissionnaires, tout soumissionnaire et/ou une ou des personnes qu'ils proposent pour répondre aux exigences de la demande de soumissions.

L'autorité contractante établira le nombre de jours dont disposeront les soumissionnaires pour se conformer à toute demande concernant tout item ci-haut mentionné. Le défaut de répondre à la demande pourra avoir pour conséquence que la soumission soit jugée non-recevable.

---

---

### **A0020T (16/12/05) Déroulement de l'évaluation**

A partir du 16/06/06, cette clause est remplacée par A0020T.

---

---

### **A0021T (01/08/92) Demandes de renseignements**

A partir du 29/10/93, cette clause est remplacée par A0012T.

---

---

### **A0022T (01/08/92) Demandes de renseignements**

A partir du 01/12/92, cette clause est remplacée par M0006T.

---

---

### **A0023T (15/06/98) Présentation de la proposition**

Cette clause est annulée à partir du 16/12/05.

---

## **A - Instructions aux soumissionnaires / entrepreneurs**

---

---

**A0023T (31/03/95) Présentation de la proposition**

A partir du 15/06/98, cette clause est remplacée par A0023T.

---

---

**A0024D (01/08/92) Présentation de l'offre**

A partir du 01/12/92, cette clause est remplacée par M0007T.

---

---

**A0025C (31/01/92) Principes de sélection**

Cette clause est annulée à partir du 29/10/93.

---

---

**A0026D (01/08/92) Principes de sélection**

A partir du 01/12/92, cette clause est remplacée par M0008T.

---

---

**A0027D (29/10/93) Format et contenu de la proposition**

A partir du 16/12/05, cette clause est remplacée par A0055T.

---

---

**A0028D (31/01/92) Préparation de la proposition**

Cette clause est annulée à partir du 29/10/93.

---

---

## A - Instructions aux soumissionnaires / entrepreneurs

---

**A0029T (29/10/93) Evaluation des propositions**

Cette clause est annulée à partir du 16/12/05.

---

---

**A0029T (01/08/92) Evaluation des propositions**

A partir du 29/10/93, cette clause est remplacée par A0029T.

---

---

**A0030T (31/01/92) Méthode de sélection**

A partir du 31/03/95, cette clause est remplacée par A0034T.

---

---

**Remarques : LE TEXTE DE CETTE CLAUSE DOIT FIGURER EN ENTIER DANS LES DOCUMENTS D'ACHAT.** Utiliser la clause suivante lorsque la sélection de l'entrepreneur est fondée sur la soumission recevable la plus basse répondant aux exigences obligatoires seulement.

**A0031T (16/12/05) Méthode de sélection - exigences obligatoires seulement**

Pour être jugée recevable, une soumission doit satisfaire à toutes les exigences obligatoires de la demande de soumissions. Les soumissions ne répondant pas à toutes les exigences obligatoires seront éliminées. La soumission recevable la plus basse sera recommandée pour attribution d'un contrat..

---

---

**A0031T (31/03/95) Méthode de sélection**

A partir du 16/12/05, cette clause est remplacée par A0031T.

---

---

**A0032T (31/01/92) Méthode de sélection**

A partir du 31/03/95, cette clause est remplacée par A0035T.

---

---

## A - Instructions aux soumissionnaires / entrepreneurs

---

**A0033T (31/01/92) Méthode de sélection**

A partir du 31/03/95, cette clause est remplacée par A0036T.

---

**Remarques : LE TEXTE DE CETTE CLAUSE DOIT FIGURER EN ENTIER DANS LES DOCUMENTS D'ACHAT.** Utiliser la clause suivante en conjonction avec les critères d'évaluation obligatoires et les critères cotés, lorsque la sélection se fera en fonction de la soumission recevable la plus basse.

Ne pas utiliser pour les besoins de faible valeur lorsqu'on utilise le modèle en langage clair 2T-LDV1 et les instructions uniformisées 2003.

Les agents de négociation des contrats doivent choisir l'une des trois (3) options du paragraphe b), inscrire les renseignements appropriés, selon le cas, et supprimer les paragraphes superflus :

Choisissez la première option du paragraphe b), lorsque les soumissionnaires doivent obtenir un pourcentage minimal de points et que ce pourcentage est précisé dans la clause.

Choisissez la deuxième option du paragraphe b), lorsque les soumissionnaires doivent obtenir la cotation numérique minimale pouvant être accordée et que cette cotation numérique est précisée dans la clause.

Choisissez la troisième option du paragraphe b), lorsque les soumissionnaires doivent obtenir une cotation numérique minimale et que cette cotation numérique n'est pas précisée dans la clause, mais plutôt dans une autre section de la demande de soumissions.

**A0034T (16/06/06) Méthode de sélection - cotation numérique minimale**

1. Pour être jugée recevable, une soumission doit :

- a) satisfaire à toutes les exigences obligatoires énoncées dans la demande de soumissions; et
- b) obtenir au moins \_\_\_\_\_ (**inscrire le pourcentage minimal de points**) p. 100 des points pour les critères précisés dans la demande de soumissions, et qui sont cotés. L'échelle de cotation compte \_\_\_\_\_ (**inscrire le total des points pouvant être accordés**) points.

**OU**

- b) obtenir au moins \_\_\_\_\_ (**inscrire la cotation numérique minimale exigée**) points pour les critères précisés dans la demande de soumissions, et qui sont cotés. L'échelle de cotation compte \_\_\_\_\_ (**inscrire le total des points pouvant être accordés**) points.

**OU**

- b) obtenir la cotation numérique minimale pour les critères précisés dans la demande de soumissions, et qui sont cotés.

2. Les soumissions ne répondant pas aux exigences de a) ou b) précitées seront éliminées. La soumission recevable la plus basse sera recommandée pour attribution d'un contrat.

---



## A - Instructions aux soumissionnaires / entrepreneurs

---

**A0034T (31/03/95) Méthode de sélection**

A partir du 16/06/06, cette clause est remplacée par A0034T.

---

**Remarques : LE TEXTE DE CETTE CLAUSE DOIT FIGURER EN ENTIER DANS LES DOCUMENTS D'ACHAT.** Utiliser la clause suivante en conjonction avec les critères d'évaluation obligatoires et les critères cotés, lorsque la sélection se fera en fonction du coût par point le plus bas.

Ne pas utiliser pour les besoins de faible valeur lorsqu'on utilise le modèle en langage clair 2T-LDV1 et les instructions uniformisées 2003.

Les agents de négociation des contrats doivent choisir l'une des trois (3) options du paragraphe b), inscrire les renseignements appropriés, selon le cas, et supprimer les paragraphes superflus:

Choisissez la première option du paragraphe b), lorsque les soumissionnaires doivent obtenir un pourcentage minimal de points et que ce pourcentage est précisé dans la clause.

Choisissez la deuxième option du paragraphe b), lorsque les soumissionnaires doivent obtenir la cotation numérique minimale pouvant être accordée et que cette cotation est précisée dans la clause.

Choisissez la troisième option du paragraphe b), lorsque les soumissionnaires doivent obtenir une cote numérique minimale et que cette cotation numérique n'est pas précisée dans la clause, mais plutôt dans une autre section de la demande de soumissions.

**A0035T (16/06/06) Méthode de sélection - le plus bas coût par point**

1. Pour être jugée recevable, une soumission doit :

- a) satisfaire à toutes les exigences obligatoires énoncées dans la demande de soumissions; et
- b) obtenir au moins \_\_\_\_\_ (*inscrire le pourcentage minimal de points*) p. 100 des points pour les critères précisés dans la demande de soumissions, et qui sont cotés. L'échelle de cotation compte \_\_\_\_\_ (*inscrire le total des points pouvant être accordés*) points.

**OU**

- b) obtenir au moins \_\_\_\_\_ (*inscrire la cotation numérique minimale exigée*) points pour les critères précisés dans la demande de soumissions, et qui sont cotés. L'échelle de cotation compte \_\_\_\_\_ (*inscrire le total des points pouvant être accordés*) points.

**OU**

- b) obtenir la cotation numérique minimale pour les critères précisés dans la demande de soumissions, et qui sont cotés.

2. Les soumissions ne répondant pas aux exigences de a) ou b) précitées seront éliminées. La soumission recevable ayant obtenu le plus de points ou celle offrant le prix le plus bas ne sera pas nécessairement acceptée. La soumission recevable ayant le plus bas coût par point sera recommandée pour attribution d'un contrat.

---

## A - Instructions aux soumissionnaires / entrepreneurs

---

**A0035T (31/03/95) Méthode de sélection**

A partir du 16/06/06, cette clause est remplacée par A0035T.

---

---

**Remarques : LE TEXTE DE CETTE CLAUSE DOIT FIGURER EN ENTIER DANS LES DOCUMENTS**

**D'ACHAT.** Utiliser la clause suivante en conjonction avec les critères d'évaluation obligatoires et le critères cotés, lorsque la sélection se fera en fonction la cotation numérique la plus élevée dans les limites du budget. Cette clause doit être utilisée en conjonction avec la clause A0210T, ou une autre clause qui indique aux soumissionnaires éventuels le financement maximal disponible.

Ne pas utiliser pour les besoins de faible valeur lorsqu'on utilise le modèle en langage clair 2T-LDV1 et les instructions uniformisées 2003.

Les agents de négociation des contrats doivent choisir l'une des trois (3) options du paragraphe b), inscrire les renseignements appropriés, selon le cas, et supprimer les paragraphes superflus:

Choisissez la première option du paragraphe b), lorsque les soumissionnaires doivent obtenir un pourcentage minimal de points et que ce pourcentage est précisé dans la clause.

Choisissez la deuxième option du paragraphe b), lorsque les soumissionnaires doivent obtenir la cotation numérique minimale pouvant être accordée et que cette cotation numérique est précisée dans la clause.

Choisissez la troisième option du paragraphe b), lorsque les soumissionnaires doivent obtenir une cotation numérique minimale et que cette cotation numérique n'est pas précisée dans la clause, mais plutôt dans une autre section de la demande de soumissions.

**A0036T (16/06/06) Méthode de sélection - cotation numérique la plus élevée dans les limites du budget**

1. Pour être jugée recevable, une soumission doit:

- a) satisfaire à toutes les exigences obligatoires énoncées dans la demande de soumissions; et
- b) obtenir au moins \_\_\_\_\_ (*inscrire le pourcentage minimal de points*) p. 100 des points pour les critères précisés dans la demande de soumissions, et qui sont cotés. L'échelle de cotation compte \_\_\_\_\_ (*inscrire le total des points pouvant être accordés*) points.

**OU**

- b) obtenir au moins \_\_\_\_\_ (*inscrire la cotation numérique minimale exigée*) points pour les critères précisés dans la demande de soumissions, et qui sont cotés. L'échelle de cotation compte \_\_\_\_\_ (*inscrire le total des points pouvant être accordés*) points.

**OU**

- b) obtenir la cotation numérique minimale pour les critères précisés dans la demande de soumissions, et qui sont cotés.

2. Les soumissions ne répondant pas aux exigences de a) ou b) précitées seront éliminées. La soumission recevable ayant obtenu le plus grand nombre de points sera recommandée pour attribution d'un contrat, pourvu que le prix estimatif total n'excède pas le budget disponible pour ce besoin.

---

---

## A - Instructions aux soumissionnaires / entrepreneurs

---

---

### A0036T (31/03/95) Méthode de sélection

A partir du 16/06/06, cette clause est remplacée par A0036T.

---

---

### A0037T (13/12/99) Instructions aux proposants

A partir du 12/05/00, cette clause est remplacée par A0012T.

---

---

**Remarques :** Utiliser la clause suivante dans les contrats portant sur le transport aérien nolisé de biens et de passagers.

On rappelle aux agents de négociation des contrats que le terme « utilisateur identifié » doit être défini dans l'offre à commandes pour que l'identité des utilisateurs soit clairement établie.

### A0038C (16/06/06) Transport aérien

1. L'entrepreneur doit se conformer aux dispositions de la *Loi sur les transports au Canada*, L.C. (1996), ch. 10, de la *Loi sur l'aéronautique*, L.R.C. (1985), ch. A-2, et du *Règlement de l'aviation canadien* (DORS/96-433), ainsi qu'aux règlements, aux directives, aux arrêtés et aux règles émis en vertu de ces lois et applicables aux services à effectuer dans le contrat. En particulier, l'entrepreneur doit être titulaire d'un permis d'exploitation aérienne valable délivré par Transports Canada et d'un permis valable délivré par l'Office des transports du Canada.
  2. Le pilote commandant de bord de l'appareil doit recevoir et exécuter les instructions du représentant de l'utilisateur identifié en ce qui a trait à l'établissement de l'horaire et à l'usage de l'appareil, compte tenu toutefois de l'état de vol de l'appareil et des conditions atmosphériques.
  3. Quand, pour des raisons de sécurité ou autres, l'entrepreneur ou le pilote commandant de bord suspend temporairement un vol ou une partie dudit service, l'utilisateur identifié aura le droit de demander un rapport écrit justifiant ces mesures.
  4. L'appareil, qui assurera le service requis dans le contrat, devra être muni d'un équipement radio en état de marche pouvant émettre et capter des signaux radioélectrique sur les fréquences utilisées au point de départ, en vol et à destination ainsi que d'un émetteur de localisation d'urgence.
- 
- 

### A0038T (13/12/02) Transport aérien

A partir du 16/06/06, cette clause est remplacée par A0038C.

---

---

## **A - Instructions aux soumissionnaires / entrepreneurs**

---

---

**A0039T (01/08/92) La méthode de sélection du transporteur**

A partir du 29/10/93, cette clause est remplacée par A0031T.

---

---

**A0040T (01/08/92) La méthode de sélection du transporteur**

A partir du 01/12/92, cette clause est remplacée par M0009T.

---

---

**A0041T (01/08/92) Proposition technique**

Cette clause est annulée à partir du 31/03/95.

---

---

**A0041T (31/01/92) Proposition technique**

A partir du 01/08/92, cette clause est remplacée par A0041T.

---

---

**A0042T (01/08/92) Proposition technique**

A partir du 01/12/92, cette clause est remplacée par M0010T.

---

---

**A0043T (29/10/93) Evaluation des installations**

A partir du 16/06/06, cette clause est remplacée par A0020T.

---

---

## **A - Instructions aux soumissionnaires / entrepreneurs**

---

**A0044T (31/01/92) Evaluation des installations**

A partir du 01/12/92, cette clause est remplacée par M0011T.

---

---

**A0045D (31/01/92) Frais de présentation de l'offre**

A partir du 01/12/92, cette clause est remplacée par M0012T.

---

---

**A0046D (13/12/02) Arrêtés, règles et directives**

A partir du 16/06/06, cette clause est remplacée par A0038C.

---

---

**A0046T (31/01/92) Arrêtés, règles et directives**

A partir du 29/10/93, cette clause est remplacée par A0046D.

---

---

**A0047D (31/01/92) Remarques aux entrepreneurs**

Cette clause est annulée à partir du 29/10/93.

---

---

**A0048T (01/05/96) Avis aux soumissionnaires**

Cette clause est annulée à partir du 03/02/97.

---

---

**A0048T (01/06/94) Avis aux soumissionnaires - GATT/ALENA**

A partir du 01/05/96, cette clause est remplacée par A0048T.

## A - Instructions aux soumissionnaires / entrepreneurs

---

---

**A0049D (31/03/95) Frais à recouvrer - matériel de défense**

Cette clause est annulée à partir du 15/12/95.

---

---

**Remarques : LE TEXTE DE CETTE CLAUSE DOIT FIGURER EN ENTIER DANS LES DOCUMENTS D'ACHAT.** Les agents de négociation des contrats peuvent utiliser la clause suivante dans les demandes de soumissions lancées par l'administration centrale de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada, lorsque les soumissions doivent être transmises au Module de réception des soumissions.

Ne pas utiliser pour les besoins de faible valeur et de complexité moyenne lorsqu'on utilise les modèles en langage clair 2T-LDV1 et 2T-MED1 et les instructions uniformisées 2003.

Les agents de négociation des contrats doivent également s'assurer que l'adresse du Module de réception des soumissions, qui figure à la page 1 de la demande de soumissions, est exacte.

**A0050T (16/06/06) Module de réception des soumissions (administration centrale)**

Les soumissions doivent être transmises d'ici la date et l'heure précisées à la page 1 de la demande de soumissions, à l'adresse suivante :

Ministère des Travaux publics et Services gouvernementaux Canada  
Module de réception des soumissions  
Portage III, OA1  
11, rue Laurier  
Gatineau (Québec) K1A 0S5

N° de télécopieur : (819) 997-9776

**(REMARQUE À L'INTENTION DE L'AGENT DE NÉGOCIATION DES CONTRATS :** Si les soumissions transmises par télécopieur ne sont pas acceptées, supprimer le numéro de télécopieur et inclure la phrase ci-après.)

Les soumissions transmises par télécopieur ne seront pas acceptées.

---

---

**A0050T (10/12/04) Réception des soumissions/adresse de retour (AC)**

A partir du 16/06/05, cette clause est remplacée par A0050T.

---

---

**Remarques : LE TEXTE DE CETTE CLAUSE DOIT FIGURER EN ENTIER DANS LES DOCUMENTS D'ACHAT.** Les agents de négociation des contrats peuvent utiliser la clause suivante dans les demandes de soumissions émises par les bureaux régionaux de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada, ou lorsque les soumissions doivent être transmises directement à l'agent de négociation des contrats.

Ne pas utiliser pour les besoins de faible valeur et de complexité moyenne lorsqu'on utilise les modèles en langage clair 2T-LDV1 et 2T-MED1 et les instructions uniformisées 2003.

## A - Instructions aux soumissionnaires / entrepreneurs

---

Les agents de négociation des contrats doivent s'assurer que l'adresse du Module de réception des soumissions, qui figure à la page 1 de la demande de soumissions, est exacte.

### **A0051T (16/06/06) Adresse de réception des soumissions**

Les soumissions doivent être transmises d'ici la date, l'heure et l'endroit précisés à la page 1 de la demande de soumissions.

*(REMARQUE À L'INTENTION DE L'AGENT DE NÉGOCIATION DES CONTRATS: inclure la phrase suivante, selon le cas).*

Les soumissions transmises par télécopieur ne seront pas acceptées.

---

---

### **A0051T (23/11/98) Réception des soumissions/adresse**

A partir du 16/06/06, cette clause est remplacée par A0051T.

---

---

**Remarques : LE TEXTE DE CETTE CLAUSE DOIT FIGURER EN ENTIER DANS LES DOCUMENTS D'ACHAT.** Utiliser la clause suivante dans les demandes de soumissions, sauf dans les cas décrits ci-dessous.

Ne pas utiliser pour les achats de faible valeur et les marchés de complexité moyenne pour lesquels les modèles en langage clair sont utilisés en conjonction avec les instructions uniformisées 2003.

### **A0052T (16/12/05) Coût des soumissions**

Aucun paiement ne sera versé pour des coûts encourus pour la préparation et la présentation d'une soumission en réponse à la demande de soumissions. Le soumissionnaire sera seul responsable des coûts encourus dans la préparation et la présentation d'une soumission, ainsi que des coûts encourus par lui pour l'évaluation de sa soumission.

---

---

### **A0052T (15/12/95) Frais de présentation de l'offre**

A partir du 16/12/05, cette clause est remplacée par A0052T.

---

---

**Remarques :** On demande au soumissionnaire d'utiliser, dans sa proposition, un système de numérotation correspondant à celui de la demande de propositions (DP) et de l'énoncé des travaux. La soumission doit inclure dans sa proposition toutes les références au matériel descriptif, aux guides techniques et aux brochures.

### **A0053T (16/06/06) Documents à l'appui**

Le Canada évaluera la soumission uniquement d'après la documentation qui accompagnera cette soumission. Le Canada ne tiendra pas compte lors de l'évaluation de la soumission des renvois à de l'information supplémentaire qui n'accompagne pas la soumission comme les adresses de sites Web où

## A - Instructions aux soumissionnaires / entrepreneurs

---

l'on peut trouver de plus amples renseignements ou les manuels ou les brochures techniques qui n'accompagnent pas la soumission.

---

### **A0053T (01/05/96) Présentation, système de numérotation**

A partir du 16/06/06, cette clause est remplacée par A0053T.

---

**Remarques :** Utiliser la clause suivante dans les soumissions où le format précisé s'applique.

Ne pas utiliser pour les besoins de complexité moyenne lorsqu'on utilise le modèle en langage clair 2T-MED1 et les instructions uniformisées 2003.

### **A0054T (16/06/06) Présentation et système de numérotation des soumissions**

Nous demandons aux soumissionnaires de suivre le format et les instructions de présentation décrits ci-après :

- a) utiliser du papier de 8,5 po x 11 po (216 mm x 279 mm);
  - b) utiliser un système de numérotation correspondant à celui de la demande de soumissions et de l'énoncé des travaux.
- 

### **A0054T (21/06/99) Présentation des propositions**

A partir du 16/06/06, cette clause est remplacée par A0054T.

---

**Remarques : LE TEXTE DE CETTE CLAUSE DOIT FIGURER EN ENTIER DANS LES DOCUMENTS D'ACHAT.** Utiliser la clause suivante dans les demandes de soumissions exigeant que toutes les soumissions comprennent des parties distinctes. En règle générale, les parties comportent une soumission technique, une soumission financière et des attestations, mais elles peuvent aussi comprendre une soumission de gestion ou d'autres parties. Les agents de négociation des contrats doivent indiquer le nombre d'exemplaires exigés et le nombre de parties distinctes requises dans les espaces prévus à cet effet.

Les agents de négociation des contrats peuvent supprimer le terme « soumission de gestion » et ajouter d'autres parties, s'il y a lieu.

Ne pas utiliser cette clause pour les besoins de complexité moyenne lorsqu'on utilise le modèle en langage clair 2T-MED1.

### **A0055T (16/06/06) Soumission - nombre d'exemplaires**

1. Les soumissionnaires doivent fournir \_\_\_\_\_ exemplaires de leur soumission en \_\_\_\_\_ parties distinctes, comme suit :
  - a) soumission technique;
  - b) soumission financière;



## A - Instructions aux soumissionnaires / entrepreneurs

---

---

- c) soumission de gestion;
- d) attestations; et
- e) \_\_\_\_\_.

2. Les prix doivent figurer dans la soumission financière seulement. Aucun prix ne doit être indiqué dans une autre partie de la soumission.
- 
- 

**A0055T (01/05/96) Proposition**

A partir du 16/06/06, cette clause est remplacée par A0055T.

---

---

**A0056T (01/05/96) Evaluation de la proposition technique**

Cette clause est annulée à partir du 16/06/06.

---

---

**A0057T (01/05/96) Proposition techniques**

Cette clause est annulée à partir du 16/06/06.

---

---

**A0058T (01/05/96) Proposition financière**

Cette clause est annulée à partir du 16/06/06.

---

---

**A0059T (01/12/00) Proposition financière**

Cette clause est annulée à partir du 16/06/06.

---

---

**A0059T (01/05/96) Proposition financière**

A partir du 01/12/00, cette clause est remplacée par A0059T.

---

---

## A - Instructions aux soumissionnaires / entrepreneurs

---

---

**A0060T (01/05/96) Proposition financière - Coûts**

A partir du 16/06/06, cette clause est remplacée par A0055T.

---

---

**A0061T (01/05/96) Procédures d'évaluation des propositions**

Cette clause est annulée à partir du 16/06/06.

---

---

**A0062T (01/05/96) Procédures d'évaluation des propositions**

Cette clause est annulée à partir du 16/06/06.

---

---

**A0063T (14/05/04) Procédures d'évaluation des propositions**

Cette clause est annulée à partir du 16/06/06.

---

---

**A0063T (01/05/96) Procédures d'évaluation des propositions**

A partir du 14/05/04, cette clause est remplacée par A0063T.

---

---

**A0064T (15/09/97) Evaluation des coûts proposés**

Cette clause est annulée à partir du 16/06/06.

---

---

## A - Instructions aux soumissionnaires / entrepreneurs

---

---

**A0064T (01/05/96) Evaluation des coûts proposés**

A partir du 15/09/97, cette clause est remplacée par A0064T.

---

---

**A0065T (15/09/97) Evaluation des coûts proposés**

Cette clause est annulée à partir du 16/06/06.

---

---

**A0065T (01/05/96) Evaluation des coûts proposés**

A partir du 15/09/97, cette clause est remplacée par A0065T.

---

---

**Remarques : LE TEXTE DE CETTE CLAUSE DOIT FIGURER EN ENTIER DANS LES DOCUMENTS D'ACHAT.** Les agents de négociation des contrats peuvent inclure cette clause dans la section de la demande de soumissions portant sur la préparation des soumissions financières.

**A0066T (16/06/06) Etablissement du prix - tous les articles**

Les soumissionnaires doivent proposer des prix ou des taux fermes pour tous les articles énumérés dans l'(les) annexe(s) « \_\_\_\_ ».

---

---

**A0066T (01/05/96) Etablissement du prix des articles**

A partir du 16/06/06, cette clause est remplacée par A0066T.

---

---

**Remarques : LE TEXTE DE CETTE CLAUSE DOIT FIGURER EN ENTIER DANS LES DOCUMENTS D'ACHAT.** Les agents de négociation des contrats peuvent inclure cette clause dans la section des demandes de soumissions portant sur la préparation des soumissions financières.

**A0067T (16/06/06) Etablissement du prix - groupes d'articles**

Les soumissionnaires peuvent proposer des prix pour un seul groupe d'articles ou pour plusieurs groupes d'articles indiqués ci-après. Ils doivent toutefois proposer des prix ou des taux pour tous les articles faisant partie des groupes pour lesquels ils proposent des prix ou des taux. Les groupes d'articles sont les suivants :

## A - Instructions aux soumissionnaires / entrepreneurs

---

- a) Groupe A : Tous les articles énumérés à l'annexe « \_\_\_\_\_ »
  - b) Groupe B : Tous les articles énumérés à l'annexe « \_\_\_\_\_ »
  - c) Groupe C : Tous les articles énumérés à l'annexe « \_\_\_\_\_ »
  - d) Groupe D : Tous les articles énumérés à l'annexe « \_\_\_\_\_ ».
- 
- 

### **A0067T (01/05/96) Etablissement du prix des articles**

A partir du 16/06/06, cette clause est remplacée par A0067T.

---

---

### **A0200T (31/03/95) Critères d'évaluation**

Cette clause est annulée à partir du 16/06/06.

---

---

### **A0205T (31/03/95) Soumissions - présentation**

A partir du 16/06/06, cette clause est remplacée par A0055T.

---

---

**Remarques : LE TEXTE DE CETTE CLAUSE DOIT FIGURER EN ENTIER DANS LES DOCUMENTS D'ACHAT.** Utiliser la clause suivante en tant que critère d'évaluation financière obligatoire lorsque la soumission ne doit pas dépasser le financement maximal disponible pour un besoin précis. Utiliser cette clause en conjonction avec A0036T.

### **A0210T (16/12/05) Financement maximal**

Le financement maximal disponible pour le contrat qui découlera de la demande de soumissions est de \_\_\_\_\_ \$ (taxe sur les produits et services ou la taxe de vente harmonisée en sus, s'il y a lieu). Toute soumission dont la valeur est supérieure à cette somme sera jugée non recevable. Le fait de divulguer le financement maximal disponible n'engage aucunement le Canada à payer cette somme.

---

---

### **A0210T (15/09/97) Financement maximal**

A partir du 16/12/05, cette clause est remplacée par A0210T.

---

---

## A - Instructions aux soumissionnaires / entrepreneurs

---

**Remarques : LE TEXTE DE CETTE CLAUSE DOIT FIGURER EN ENTIER DANS LES DOCUMENTS D'ACHAT.** Utiliser la clause suivante lorsque l'évaluation financière de la soumission sera faite conformément au processus décrit ci-dessous.

**A0220T (16/12/05) Evaluation du prix**

Le prix de la soumission sera évalué en dollars canadiens, excluant la taxe sur les produits et services ou la taxe de vente harmonisée, FOB destination pour les biens, incluant la taxe d'accise et les droits de douane canadiens.

---

**A0220T (15/09/97) Evaluation du prix**

A partir du 16/12/05, cette clause est remplacée par A0220T.

---

**Remarques : LE TEXTE DE CETTE CLAUSE DOIT FIGURER EN ENTIER DANS LES DOCUMENTS D'ACHAT.** Utiliser cette clause lorsque les soumissions canadiennes et étrangères peuvent être reçues et utiliser de concert avec la clause C2000D.

**A0221T (15/09/97) Evaluation du prix**

1.
    - a) Pour les soumissionnaires établis au Canada, les prix doivent être fermes et INCLURE, le cas échéant, les taxes d'accise et les droits de douanes canadiens. La taxe sur les produits et services (TPS) ou la taxe de vente harmonisée (TVH) s'il y a lieu sera EXCLUE.
    - b) Pour les soumissionnaires établis à l'extérieur du Canada, les prix doivent être fermes et EXCLURE la taxe d'accise, la TPS ou la TVH s'il y a lieu et les droits de douanes canadiens. LA TAXE D'ACCISE ET LES DROITS DE DOUANES CANADIENS PAYABLES PAR LE DESTINATAIRE SERONT AJOUTÉS, À DES FINS D'ÉVALUATION SEULEMENT, AUX PRIX PRÉSENTÉS PAR LES SOUMISSIONNAIRES ÉTABLIS À L'EXTÉRIEUR DU CANADA.
  2. Bien que le Canada se réserve le droit d'attribuer le ou les contrats selon une formule FOB usine ou FOB destination, les soumissionnaires sont invités à fournir des prix FOB leur usine ou le point d'expédition et FOB destination(s) tel qu'il est indiqué dans la présente. Les propositions seront évaluées selon la formule FOB destination.
- 

**A0221T (01/05/96) Evaluation du prix**

A partir du 15/09/97, cette clause est remplacée par A0221T.

---

## A - Instructions aux soumissionnaires / entrepreneurs

---

**A0230T (31/03/95) Evaluation - Paiements multiples**

Cette clause est annulée à partir du 16/06/06.

---

**Remarques : LE TEXTE DE CETTE CLAUSE DOIT FIGURER EN ENTIER DANS LES DOCUMENTS D'ACHAT.** Les agents de négociation des contrats devront utiliser le plus récent tableau de l'est ou de l'ouest du Canada approuvé par le directeur de la Direction des systèmes maritimes pour préparer la liste des chantiers navals, où les travaux pourraient potentiellement être exécutés, tel que requis au paragraphe 3 de cette clause. Les agents de négociation des contrats doivent inclure, à partir du tableau, les frais applicables de transfert des navires pour chaque chantier naval figurant sur la liste, en tenant compte de l'emplacement du port d'attache du navire et des travaux de radoub avec ou sans équipage. Lorsque le tableau ne mentionne aucun port d'attache spécifique pour le navire ou le nom de chantiers navals où les travaux pourraient potentiellement être exécutés, les agents de négociation des contrats doivent communiquer avec le directeur de la Direction des systèmes maritimes, téléphone (819) 956-0684, pour obtenir les données nécessaires.

Les agents de négociation des contrats doivent inscrire le nombre de jours civils à l'alinéa 2.b) de cette clause.

**A0240T (10/12/04) Frais de transfert du navire**

1. Le prix d'évaluation doit inclure les frais de transfert du navire du port d'attache jusqu'aux chantiers navals où les travaux seront exécutés, et son retour au port d'attache, conformément à ce qui suit :
2. a) Le soumissionnaire doit inscrire ci-dessous l'emplacement des chantiers navals où il propose d'exécuter les travaux ainsi que les frais applicables de transfert du navire, à partir de la liste fournie au paragraphe 3 de cette clause.

**À remplir par le soumissionnaire :**

Chantiers navals : \_\_\_\_\_  
Frais applicables de transfert du navire : \_\_\_\_\_

- b) Si l'emplacement des chantiers navals où le soumissionnaire a l'intention d'exécuter les travaux n'apparaît pas sur la liste fournie au paragraphe 3 de cette clause, le soumissionnaire devra alors en aviser, par écrit, l'autorité contractante dans les \_\_\_\_\_ jours (**l'agent de négociation des contrats doit inscrire le nombre de jours civils et supprimer cet énoncé**) précédents la date de clôture des soumissions, de l'emplacement proposé pour l'exécution des travaux. L'autorité contractante accusera réception, par écrit, dans les \_\_\_\_\_ jours (**l'agent de négociation des contrats doit inscrire le nombre de jours civils et supprimer cet énoncé**) précédents la date de clôture des soumissions, au soumissionnaire de l'emplacement des chantiers navals et confirmera les frais applicables de transfert du navire.

Toute proposition spécifiant un emplacement pour l'exécution des travaux qui ne figure pas sur la liste au paragraphe 3 de cette clause et pour laquelle un avis par écrit n'a pas été reçu par l'autorité contractante dans les \_\_\_\_\_ jours (**l'agent de négociation des contrats doit inscrire le nombre de jours civils et supprimer cet énoncé**) précédents la date de clôture des soumissions, sera considérée irrecevable.

3. Liste des chantiers navals et des frais applicables de transfert du navire :

Navire : \_\_\_\_\_  
Port d'attache : \_\_\_\_\_

**Remarque 1 :** Dans le cas des navires transportés avec un équipage du gouvernement, les frais de transfert incluent les frais du carburant à la vitesse de transit du navire la plus

## A - Instructions aux soumissionnaires / entrepreneurs

---

économique et pour les travaux de radoub sans équipage seulement, ainsi que les frais de transport de l'équipage responsable de la livraison, basés sur le port d'attache du navire et des chantiers navals. Les frais de transport de l'équipage n'incluent pas les frais pour les membres de l'équipage de livraison qui demeurent aux chantiers navals afin d'exécuter les tâches du projet reliées au transfert du navire.

**Remarque 2 :** Dans le cas des navires de transport sans équipage par remorquage commercial, par chemin de fer, par route ou tout autre moyen de transport convenable, les frais de transfert doivent :

- (i) faire partie de la proposition du prix du soumissionnaire lorsque le soumissionnaire est responsable du transfert; ou
- (ii) être identifiés comme des frais applicables de transfert du navire, selon la liste ci-dessous, lorsque le Canada est responsable du transfert.

*(Les agents de négociation des contrats doivent établir la liste des chantiers navals où les travaux pourraient potentiellement être exécutés et indiquer les frais applicables de transfert du navire, basés sur le plus récent tableau approuvé par la Direction des systèmes maritimes et supprimer cet énoncé.)*

| Chantiers navals | Frais applicables de transfert du navire |
|------------------|------------------------------------------|
|------------------|------------------------------------------|

|       |       |
|-------|-------|
| _____ | _____ |
| _____ | _____ |
| _____ | _____ |
| _____ | _____ |

---

---

**A0240T (15/09/97) Frais de transfert du navire**

A partir du 10/12/04, cette clause est remplacée par A0240T.

---

---

**A0250T (31/03/95) Méthode d'évaluation**

Cette clause est annulée à partir du 16/12/05.

---

---

**A0260T (31/03/95) Méthode d'évaluation**

A partir du 16/12/05, cette clause est remplacée par A0031T.

## A - Instructions aux soumissionnaires / entrepreneurs

---

---

**A0265T (31/03/95) Méthode de sélection**

A partir du 16/06/06, cette clause est remplacée par A0034T.

---

---

**A0270T (31/03/95) Méthode de sélection**

A partir du 16/06/06, cette clause est remplacée par A0035T.

---

---

**A0275T (31/03/95) Méthode de sélection**

A partir du 16/06/06, cette clause est remplacée par A0036T.

---

---

**Remarques : LE TEXTE DE CETTE CLAUSE DOIT FIGURER EN ENTIER DANS LES DOCUMENTS D'ACHAT.** Utiliser la clause suivante lorsque les soumissionnaires doivent fournir des documents particuliers avec leur soumission (*p. ex., preuve d'assurance, lettre de crédit, liste de sous-traitants*). Utiliser cette clause en conjonction avec la clause A0031T, A0034T, A0035T ou A0036T. Insérer la clause dans la section portant sur les exigences obligatoires des critères d'évaluation, dans la demande de soumissions.

Lorsque le modèle de complexité moyenne 2T-MED1 est utilisé, insérer la clause dans l'Annexe X - Critères d'évaluation et Base de sélection, qui figure dans la Partie 1 (*Critères d'évaluation*), article 1 (*Exigences obligatoires*).

**A0280T (16/06/06) Documents exigés aux fins d'évaluation des soumissions**

Le soumissionnaire doit fournir les documents suivants avec sa soumission :

1. \_\_\_\_\_
  2. \_\_\_\_\_
  3. \_\_\_\_\_
- 
- 

**A0280T (10/12/04) Documents exigés au fins d'évaluation des soumissions**

A partir du 16/06/06, cette clause est remplacée par A0280T.

---

---



## A - Instructions aux soumissionnaires / entrepreneurs

---

**Remarques : LE TEXTE DE CETTE CLAUSE DOIT FIGURER EN ENTIER DANS LES DOCUMENTS D'ACHAT.** Utiliser la clause suivante pour les besoins qui nécessitent un délai d'exécution rapide entre la date de clôture de la soumission et l'adjudication du contrat. Utiliser en conjonction avec la clause A9093D.

**A0285T (10/12/04) Indemnisation des accidents du travail - lettre d'attestation de régularité**

Il est obligatoire que le compte du soumissionnaire auprès de la Commission des accidents du travail provinciale concernée soit en règle.

Aux fins de respecter cette exigence obligatoire, le soumissionnaire doit présenter, au plus tard à la date de clôture des soumissions, un certificat ou une lettre d'attestation de régularité délivré par la Commission des accidents du travail concernée.

Le défaut de fournir ce document rendra la soumission irrecevable.

---

**Remarques : LE TEXTE DE CETTE CLAUSE DOIT FIGURER EN ENTIER DANS LES DOCUMENTS D'ACHAT.**

**A0290D (10/12/01) Déchets dangereux - navires**

1. Il est entendu que le Canada a fourni suffisamment de renseignements concernant l'emplacement et la quantité approximative de déchets dangereux tels que l'amiante, le plomb, les BPC, la silice ou d'autres produits dangereux ou substances toxiques.
  2. Le prix comprend tous les coûts associés à l'enlèvement, à la manutention, à l'entreposage, à l'élimination ou au travail effectué à proximité de produits dangereux tels que l'amiante, le plomb, les BPC, la silice et les autres produits dangereux ou substances toxiques se trouvant à bord d'un navire. Le prix comprend aussi les coûts liés à l'obligation de se conformer aux lois et aux règlements qui s'appliquent à l'enlèvement, à la manutention, à l'élimination ou à l'entreposage de déchets dangereux ou de substances toxiques.
  3. La date de clôture concernant les travaux tient compte du fait que l'enlèvement, la manutention, l'entreposage, l'élimination ou le travail à proximité de produits dangereux tels que l'amiante, le plomb, les BPC et la silice ou d'autres produits dangereux ou substances toxiques pourraient être visés par la nécessité de se conformer aux lois ou aux règlements qui s'appliquent à l'enlèvement, à la manutention, à l'élimination ou à l'entreposage de produits dangereux ou de substances toxiques. Ce dernier aspect ne constituera pas un retard excusable.
- 

**Remarques : LE TEXTE DE CETTE CLAUSE DOIT FIGURER EN ENTIER DANS LES DOCUMENTS D'ACHAT.** Utiliser la clause suivante dans les demandes de soumissions portant sur les pièces de rechange d'avion militaire, de même que sur les pièces standard et commerciales.

**A0300T (10/06/05) Pièces de rechange d'avion militaire - condition at attestation des articles finaux à livrer**

Les catégories suivantes ne s'appliquent pas aux pièces standard et commerciales. Les pièces standard sont constituées des pièces matérielles communes et des matières premières qui ne sont pas nécessairement conçues pour les avions, qui sont produites selon les spécifications industrielles ou gouvernementales reconnues, et qui sont offertes sans limite d'exclusivité (par exemple, les pièces matérielles de la *Society of Automotive Engineers* (SAE), de la *National Aerospace Standard* (NAS), de l'*Army-Navy Aeronautical Standard* (AN) et de la *Military Standard* (MS)). Les pièces commerciales sont constituées de pièces non aéronautiques communes produites selon les spécifications industrielles

## A - Instructions aux soumissionnaires / entrepreneurs

reconnues et offertes sur le marché commercial. Les pièces standard et commerciales à fournir doivent être neuves.

### 1. Catégorie 1 - État neuf

Les articles finaux à livrer qui doivent être fabriqués ou qui ont été fabriqués, mais qui n'ont pas encore servi, et qui seront fournis par :

- a) le propriétaire des droits de conception ou de fabrication des articles;
- b) le fabricant autorisé ou l'agent ou le distributeur du propriétaire des droits de conception ou de fabrication des articles;
- c) les distributeurs approuvés par Transports Canada (TC) ou accrédités par *l'Aviation Supplier's Association*, dans le cas des pièces pouvant être utilisées dans des aéronefs certifiés de type civil;
- d) les organismes de maintenance des aéronefs approuvés ou accrédités par TC, par l'autorité de navigabilité technique du ministère de la Défense nationale - Forces canadiennes (MDN/FC) ou par des ateliers de réparation certifiés par la *Federal Aviation Administration (FAA)*.

### 2. Catégorie 2 - Nouveau matériel excédentaire

Articles finaux à livrer, inutilisés et fournis par une entité distincte de celles qui sont énumérées dans la catégorie 1, et la documentation de la traçabilité complète jusqu'au propriétaire des droits de conception ou de fabrication des articles, jusqu'au fabricant autorisé ou jusqu'à l'agent ou distributeur.

### 3. Catégorie 3 - Autre état

Tout état ne correspondant pas aux catégories 1 ou 2 pour les articles finaux à livrer. Si le soumissionnaire offre des articles finaux à livrer correspondant à la catégorie 3, il doit déposer la description détaillée de l'état de l'article et tous les documents de traçabilité disponibles. Les propositions portant sur les pièces appartenant à cette catégorie doivent être acceptées par l'autorité technique du MDN.

#### Grille des articles finaux à livrer

Les soumissionnaires doivent indiquer le COF ou le code CAGE de l'entreprise industrielle, dans la catégorie correspondante de la grille. Si par exemple un soumissionnaire propose des articles de la catégorie 1, il devrait indiquer le COF de cette catégorie, conformément à l'exemple ci-après. Servez-vous d'annexes au besoin pour compléter la description prévue dans la catégorie 3.

| Article | Catégorie 3               |                                              |            |
|---------|---------------------------|----------------------------------------------|------------|
|         | Catégorie 1<br>État neuf  | Catégorie 2<br>Nouveau matériel excédentaire | Autre état |
| EXEMPLE | COF : ABC12<br>Nom: TPSGC | _____                                        | _____      |
| 1       | _____                     | _____                                        | _____      |
| 2       | _____                     | _____                                        | _____      |
| 3       | _____                     | _____                                        | _____      |

#### Exigences pour la certification de la navigabilité

Les exigences pour la certification de la navigabilité ne s'appliquent pas à la fourniture des pièces standard et commerciales. Ces pièces doivent être accompagnées d'un bordereau d'emballage indiquant le nom et l'adresse du fournisseur, le numéro de nomenclature de l'OTAN, la norme de fabrication (SAE, NAS, AN ou MS, par exemple) et/ou les numéros de pièces et de modèles du fabricant, le cas échéant, la quantité, la désignation du lot ou le numéro de lot, s'il y a lieu, ainsi que la date de fabrication ou la durée de conservation, dans les cas pertinents.

## A - Instructions aux soumissionnaires / entrepreneurs

---

Le soumissionnaire retenu doit déposer, avec chacun des articles fournis dans le cadre du contrat, un certificat de conformité ou des copies certifiées conformes conformément aux modalités précisées ci-après :

1. Les pièces de rechange d'avion propres au domaine militaire dans les catégories 1 et 2 doivent être accompagnées d'un certificat de conformité du fabricant original de l'équipement ou de son fabricant agréé, certificat qui doit comprendre les renseignements suivants :
  - a) la désignation formelle de l'article selon le type, la catégorie, le style, la qualité, le modèle, le numéro de pièce, la description, la nomenclature et/ou le numéro de série, selon le cas;
  - b) l'attestation suivante ou une déclaration comparable, signée par un inspecteur autorisé et libellé comme suit :

*« J'atteste que le produit aéronautique décrit dans la présente est conforme aux données de conception pertinentes et qu'il est apte à fonctionner en toute sécurité. »;*
  - c) l'identité du signataire autorisé et de l'organisme.
2. Les pièces des catégories 1 et 2 qui peuvent être utilisées dans des aéronefs certifiés de type civil doivent être accompagnées d'un certificat de conformité, à savoir :
  - a) le formulaire 24-0078 de TCAC (Bon de sortie autorisée), signé par un inspecteur autorisé de TC dans les deux (2) années précédant la date de l'attribution du contrat;
  - b) le formulaire 8130-3 de la FAA (*Airworthiness Approval Tag*), ou le formulaire 8130-4 de la FAA (*Export Certificate of Airworthiness*), signé par un inspecteur autorisé de la FAA dans les deux (2) années précédant la date de l'attribution du contrat;
  - c) le formulaire *Joint Aviation Authorities* (JAA) Form One (*Authorized Release Certificate*), signé par un inspecteur autorisé de la JAA dans les deux années précédant la date de l'attribution du contrat;
  - d) le formulaire *European Aviation Safety Agency* (EASA) Form One (*Authorized Release Certificate*), signé par un inspecteur autorisé de l'EASA dans les deux (2) années précédant la date de l'attribution du contrat; ou
  - e) le certificat de conformité du FOE ou d'un fabricant agréé du FOE, comportant :
    - (i) la désignation formelle de l'article selon le type, la catégorie, le style, la qualité, le modèle, le numéro de pièce, la description, la nomenclature et/ou le numéro de série, selon le cas;
    - (ii) l'attestation suivante ou une déclaration comparable, signée par un inspecteur autorisé et libellé comme suit :

*« J'atteste que le produit aéronautique décrit dans la présente est conforme aux données de conception pertinentes et qu'il est apte à fonctionner en toute sécurité. »;*
    - (iii) l'identité du signataire autorisé et de l'organisme.
3. Les soumissionnaires doivent préciser les documents visés qui accompagneront chaque article à fournir pour donner suite à cette demande de propositions.

## A - Instructions aux soumissionnaires / entrepreneurs

---

**A0300T (10/12/04) Pièces de rechange d'avion militaire - condition at attestation des articles finaux à livrer**

A partir du 10/06/05, cette clause est remplacée par A0300T.

---

**Remarques : LE TEXTE DE CETTE CLAUSE DOIT FIGURER EN ENTIER DANS LES DOCUMENTS D'ACHAT.** Utiliser la clause suivante dans les demandes de soumissions portant sur les pièces de rechange d'avion militaire. On ne doit pas l'utiliser dans les demandes de soumissions précisant que des pièces de rechange portant un numéro particulier sont obligatoires.

**A0301T (10/12/04) Pièces de rechange d'avion militaire - substituts et traçabilité**

1. Les numéros de pièces et les codes OTAN des fabricants (COF) ou les codes *Commercial And Government Entity* (CAGE) indiqués dans les présentes sont les seuls, à la connaissance du MDN, qui répondent aux exigences en matière de forme, d'ajustage et de fonction pour la conception du type d'aéronef approuvée par le fabricant original de l'équipement (FOE) sur lequel les pièces seront posées. Si un soumissionnaire propose d'autres numéros de pièces ou codes OTAN des fabricants ou d'autres codes CAGE et que sa proposition est à l'étude pour attribution du contrat, il devra fournir, dans les trois (3) jours ouvrables après qu'on lui en aura fait la demande, l'information technique (c'est-à-dire les dessins, les spécifications, les rapports techniques et/ou les rapports d'essai) nécessaire pour montrer clairement que les pièces proposées possèdent des caractéristiques de forme, d'ajustage et de fonction équivalentes à celles des numéros de pièces et codes OTAN des fabricants ou des codes CAGE indiqués dans les présentes. L'information technique nécessaire peut également être déposée avec la soumission.
2. À défaut de fournir l'information exigée, avec la soumission ou dans les trois (3) jours ouvrables suivant la date de la demande, la soumission sera jugée non conforme pour ce qui est des pièces pour lesquelles cette information a été demandée.
3. Si les pièces ne sont pas fabriquées par le FOE de l'avion, elles doivent l'être par un de ses fournisseurs autorisés ou par le fabricant original des pièces retenues par le FOE de l'avion (ou par l'entreprise qui lui succède, ou encore par une entreprise agréée par ce fabricant).
4. Le Canada se réserve le droit de s'assurer, auprès du FOE de l'avion, que le fabricant des pièces proposées est effectivement autorisé, par ce FOE, à les produire ou à les fournir au FOE.
5. Si le soumissionnaire propose de fournir les pièces équivalentes qui ne correspondent pas aux COF, aux codes CAGE ou aux numéros de pièces précisés dans les présentes, il doit remplir intégralement un « Avis de substitution » et le déposer avec sa soumission, conformément aux modalités précisées dans l'Annexe A de la demande de soumissions.
6. On doit pouvoir examiner les registres du fabricant constituant la preuve d'origine, et le soumissionnaire retenu doit conserver les registres et les mettre à jour pendant trois (3) ans suivant la livraison des dernières pièces en vertu du contrat. Ces registres doivent comprendre :
  - a) des renseignements suffisants pour permettre de repérer les pièces selon le type, la classe, le style, la catégorie (dont le numéro de série ou de lot), le numéro de modèle, l'origine, ainsi que la date et le lieu de fabrication, selon le cas;
  - b) le nom et la description (ou une autre désignation claire), ainsi que le numéro de la spécification, du dessin, du processus et des exigences relatives à l'inspection, selon le cas;
  - c) des registres pour l'ensemble des inspections et des essais effectués, y compris ceux qui ont été exécutés au nom du fabricant ou du soumissionnaire retenu;
  - d) des copies de tous les certificats de conformité ou d'application délivrés par le fabricant;

## A - Instructions aux soumissionnaires / entrepreneurs

---

- e) toutes les autres données techniques pertinentes.

### ANNEXE A

#### AVIS DE SUBSTITUTION

Le soumissionnaire qui propose de fournir des pièces de substitution, notamment des pièces portant des numéros de pièces, des COF ou des codes CAGE différents ou produites par un autre fabricant doit remplir la présente section.

1. Numéro de pièce : \_\_\_\_\_
2. Données techniques originales (désignées ci-après)
  - a) Numéro de l'article \_\_\_\_\_
  - b) COF ou code CAGE \_\_\_\_\_
  - c) Autres codes \_\_\_\_\_  
\_\_\_\_\_  
\_\_\_\_\_
3. Changements proposés
  - a) Numéro de l'article \_\_\_\_\_
  - b) COF ou code CAGE \_\_\_\_\_
  - c) Autres codes \_\_\_\_\_  
\_\_\_\_\_  
\_\_\_\_\_
4. Motif du changement/données justificatives  
\_\_\_\_\_  
\_\_\_\_\_

---

**A1001C (01/06/91) Agent de négociation des contrats**

A partir du 29/10/93, cette clause est remplacée par A1024C.

---

**A1002C (01/06/91) Agent de négociation des contrats**

Cette clause est annulée à partir du 15/09/97.

## **A - Instructions aux soumissionnaires / entrepreneurs**

---

---

**A1003C (01/06/91) Délégué scientifique**

A partir du 31/03/95, cette clause est remplacée par A1029C.

---

---

**A1004C (15/09/97) Agent de liaison technique**

Cette clause est annulée à partir du 16/06/06.

---

---

**A1004C (29/10/93) Agent de liaison technique**

A partir du 15/09/97, cette clause est remplacée par A1004C.

---

---

**A1005D (31/03/95) Responsable des lieux**

Cette clause est annulée à partir du 16/06/06.

---

---

**A1005D (01/06/91) Administration de l'établissement**

A partir du 31/03/95, cette clause est remplacée par A1005D.

---

---

**A1006C (01/06/91) Autorisations**

A partir du 01/12/92, cette clause est remplacée par M0013C.

---

---

## A - Instructions aux soumissionnaires / entrepreneurs

---

**A1007C (01/06/91) Autorisations**

A partir du 01/12/92, cette clause est remplacée par M0014C.

---

---

**A1008T (01/06/91) Inspection de l'emplacement**

A partir du 01/12/92, cette clause est remplacée par A9038T.

---

---

**Remarques :** Utiliser la clause suivante lorsque des représentants autorisés du Canada devront avoir accès aux lieux d'exécution des travaux ou aux installations de l'entrepreneur pendant la période du contrat. Utiliser cette clause avec les conditions générales 2010 ou 2029 uniquement, et non pas avec les conditions 9601, 9624 et 9676, étant donné que l'accès aux établissements est déjà traité dans les dispositions relatives à l'inspection.

**A1009C (16/06/06) Accès aux lieux d'exécution des travaux**

Les représentants autorisés du Canada doivent avoir accès, en tout temps pendant les heures de travail, à tout établissement où toute partie des travaux est réalisée, afin d'effectuer les vérifications et les essais relatifs aux travaux qu'ils jugent à propos.

---

---

**A1009D (29/10/93) Etablissement de l'entrepreneur**

A partir du 16/06/06, cette clause est remplacée par A1009C.

---

---

**A1010D (01/06/91) Aéroglisseur - responsable technique**

Cette clause est annulée à partir du 01/12/92.

---

---

**A1011T (01/06/91) Communication**

A partir du 29/10/93, cette clause est remplacée par A0012T.

---

---

## A - Instructions aux soumissionnaires / entrepreneurs

---

---

**A1012D (01/08/92) Autorités**

A partir du 31/03/95, cette clause est remplacée par A1022D.

---

---

**A1013D (01/08/92) Renseignements**

A partir du 29/10/93, cette clause est remplacée par A0012T.

---

---

**A1014D (31/03/95) Autorités (AAQSG)**

Cette clause est annulée à partir du 15/09/97.

---

---

**A1014D (29/10/93) Autorités (AAQSG)**

A partir du 31/03/95, cette clause est remplacée par A1014D.

---

---

**A1014T (01/08/92) Autorités**

A partir du 29/10/93, cette clause est remplacée par A1014D.

---

---

**A1021D (01/08/92) Autorité administrative**

A partir du 01/12/92, cette clause est remplacée par M0015D.

---

---

**Remarques : LE TEXTE DE CETTE CLAUSE DOIT FIGURER EN ENTIER DANS LES DOCUMENTS D'ACHAT.** La clause suivante doit être utilisée lorsque le terme « chargé de projet » figurera dans le contrat (à la demande du ministère client). Si l'on prévoit plutôt utiliser le terme « responsable technique », voir la clause A1030C. En outre, si l'on doit inclure les termes « chargé de projet » et « responsable



## A - Instructions aux soumissionnaires / entrepreneurs

---

technique » dans le contrat, les agents de négociation des contrats doivent revoir les responsabilités des personnes qui occuperont ces postes pour tenir compte de leurs rôles respectifs.

Ne pas utiliser pour les besoins de faible valeur et de complexité moyenne lorsqu'on utilise les modèles en langage clair 2T-LDV1 et 2T-MED1, étant donné que le texte ci-après figure déjà dans ces modèles.

### **A1022C (16/06/06) Chargé de projet**

Le chargé de projet pour ce contrat est:

Nom: \_\_\_\_\_  
Titre: \_\_\_\_\_  
Organisation : \_\_\_\_\_  
Adresse: \_\_\_\_\_

Téléphone: ( ) \_\_\_\_ - \_\_\_\_  
Télécopieur: ( ) \_\_\_\_ - \_\_\_\_  
Courriel: \_\_\_\_\_

Le chargé de projet représente le ministère ou organisme pour lequel les travaux sont exécutés dans le cadre du contrat. Il est responsable de toutes les questions liées au contenu technique des travaux prévus dans le contrat. On peut discuter des questions techniques avec le chargé de projet; cependant, celui-ci ne peut pas autoriser les changements à apporter à l'énoncé des travaux. Ces changements peuvent être effectués uniquement au moyen d'une modification au contrat émise par l'autorité contractante.

---

---

### **A1022D (31/03/95) Agent de projet**

A partir du 16/06/06, cette clause est remplacée par A1022C.

---

---

### **Remarques : LE TEXTE DE CETTE CLAUSE DOIT FIGURER EN ENTIER DANS LES DOCUMENTS D'ACHAT.** Utiliser la clause suivante dans tous les contrats.

Ne pas utiliser pour les besoins de faible valeur et de complexité moyenne lorsqu'on utilise les modèles en langage clair 2T-LDV1 et 2T-MED1.

### **A1024C (16/06/06) Autorité contractante**

L'autorité contractante pour le contrat est:

Nom: \_\_\_\_\_  
Titre: \_\_\_\_\_  
Travaux publics et Services gouvernementaux Canada  
Direction générale des approvisionnements  
Direction \_\_\_\_\_  
Adresse: \_\_\_\_\_

Téléphone: ( ) \_\_\_\_ - \_\_\_\_  
Télécopieur: ( ) \_\_\_\_ - \_\_\_\_  
Courriel: \_\_\_\_\_

L'autorité contractante est responsable de la gestion du contrat et toute modification doit être autorisée, par écrit, par l'autorité contractante. L'entrepreneur ne doit pas effectuer de travaux dépassant la portée du contrat ou des travaux qui n'y sont pas prévus suite à des demandes ou instructions verbales ou écrites de toute personne autre que l'autorité contractante.

---

## A - Instructions aux soumissionnaires / entrepreneurs

---

---

**A1024C (29/10/93) Autorité contractante**

A partir du 16/06/06, cette clause est remplacée par A1024C.

---

---

**A1026C (31/01/92) Fondé de pouvoir**

A partir du 31/03/95, cette clause est remplacée par A1022D.

---

---

**A1027C (01/08/92) Fondé de pouvoir**

A partir du 29/10/93, cette clause est remplacée par A1024C.

---

---

**A1028D (31/01/92) Demande de renseignements**

A partir du 29/10/93, cette clause est remplacée par A0012T.

---

---

**A1029C (31/03/95) Autorité technique**

A partir du 15/09/97, cette clause est remplacée par A1030C.

---

---

**Remarques : LE TEXTE DE CETTE CLAUSE DOIT FIGURER EN ENTIER DANS LES DOCUMENTS D'ACHAT.** La clause suivante doit être utilisée lorsque le terme « responsable technique » figurera dans le contrat (à la demande du ministère client). Si l'on prévoit plutôt utiliser le terme « chargé de projet », voir la clause A1022C. En outre, si l'on doit inclure les termes « responsable technique » et « chargé de projet » dans le contrat, les agents de négociation des contrats doivent revoir les responsabilités des personnes qui occuperont ces postes pour tenir compte de leurs rôles respectifs.

En ce qui concerne les besoins de faible valeur et de complexité moyenne, lorsqu'on utilise les modèles en langage clair 2T-LDV1 et 2T-MED1, insérer cette clause, selon le cas, à la section « Autorités responsables » du contrat.

## A - Instructions aux soumissionnaires / entrepreneurs

---

### A1030C (16/06/06) Responsable technique

Le responsable technique pour ce contrat est :

Nom: \_\_\_\_\_  
Titre: \_\_\_\_\_  
Organisation: \_\_\_\_\_  
Adresse: \_\_\_\_\_  
Téléphone: ( ) \_\_\_\_\_ - \_\_\_\_\_  
Télécopieur: ( ) \_\_\_\_\_ - \_\_\_\_\_  
Courriel: \_\_\_\_\_

Le responsable technique représente le ministère ou organisme pour lequel les travaux sont exécutés dans le cadre du contrat. Il est responsable de toutes les questions liées au contenu technique des travaux prévus dans le contrat. On peut discuter des questions techniques avec le responsable technique; cependant, celui-ci ne peut pas autoriser les changements à apporter à l'énoncé des travaux. Ces changements peuvent être effectués uniquement au moyen d'une modification au contrat émise par l'autorité contractante.

---

---

### A1030C (15/12/95) Responsable technique

A partir du 16/06/06, cette clause est remplacée par A1030C.

---

---

**Remarques :** Utiliser la clause suivante si la description des services à rendre peut donner l'impression ou laisser supposer qu'un partenariat pourrait être établi entre l'entrepreneur et le Canada. Toutefois, les agents de négociation des contrats ne doivent pas compter uniquement sur cette clause et doivent toujours s'assurer que les mots « partenaire » et « partenariat » n'apparaissent nulle part dans le contrat.

### A1035C (16/06/06) Aucun partenariat

Aucune clause du contrat ne doit établir ou être interprétée comme établissant un partenariat entre les parties et l'entrepreneur ne doit pas se faire passer pour un représentant du gouvernement du Canada, lorsqu'il traite avec une tierce partie.

---

---

### A1035D (13/12/99) Aucun partenariat

A partir du 16/06/06, cette clause est remplacée par A1035C.

---

---

**Remarques :** Utiliser la clause suivante dans les contrats de biens et de services conclus avec un entrepreneur canadien, lorsque l'entrepreneur pourrait devoir embaucher des ressortissants étrangers (c.-à-d. des non-Canadiens ou des résidents non permanents) pour travailler au Canada.

## A - Instructions aux soumissionnaires / entrepreneurs

---

### **A2000C (16/06/06) Ressortissants étrangers (entrepreneur canadien)**

L'entrepreneur doit se conformer aux exigences canadiennes en matière d'immigration relatives aux ressortissants étrangers qui doivent séjourner temporairement au Canada pour exécuter le contrat. Si l'entrepreneur souhaite embaucher un ressortissant étranger pour travailler au Canada, pour exécuter le contrat, il devrait communiquer immédiatement avec le bureau régional de Service Canada le plus près, pour obtenir des renseignements sur les exigences de Citoyenneté et Immigration Canada en ce qui concerne la délivrance d'un permis de travail temporaire à un ressortissant étranger. L'entrepreneur doit acquitter tous les frais occasionnés par suite de la non-conformité aux exigences en matière d'immigration.

---

---

### **A2000D (10/06/05) Résident non permanent (entrepreneur canadien)**

A partir du 16/06/06, cette clause est remplacée par A2000C.

---

---

**Remarques :** Utiliser la clause suivante dans les contrats de biens et de services conclus avec un entrepreneur étranger, lorsque l'entrepreneur pourrait devoir embaucher des ressortissants étrangers (c.-à-d. des non-Canadiens ou des résidents non permanents) pour travailler au Canada.

### **A2001C (16/06/06) Ressortissants étrangers (entrepreneur étranger)**

L'entrepreneur doit se conformer aux exigences canadiennes en matière d'immigration relatives aux ressortissants étrangers qui doivent séjourner temporairement au Canada pour exécuter le contrat. Si l'entrepreneur souhaite embaucher un ressortissant étranger pour travailler au Canada, pour exécuter le contrat, il devrait communiquer immédiatement avec l'ambassade, le consulat ou le haut-commissariat du Canada le plus rapproché dans son pays, pour obtenir des instructions et de l'information sur les exigences de Citoyenneté et Immigration Canada et tous les documents nécessaires. L'entrepreneur doit s'assurer que les ressortissants étrangers reçoivent tous les documents, instructions et autorisations nécessaires avant d'exécuter des travaux dans le cadre du contrat au Canada. L'entrepreneur doit acquitter tous les frais occasionnés par suite de la non-conformité aux exigences en matière d'immigration.

---

---

### **A2001D (10/06/05) Résident non permanent (entrepreneur étranger)**

A partir du 16/06/06, cette clause est remplacée par A2001C.

---

---

### **A2100C (29/10/93) Etudiants diplômés et non diplômés**

Cette clause est annulée à partir du 16/06/06.

---

---

## A - Instructions aux soumissionnaires / entrepreneurs

---

### **A2100C (01/06/91) Etudiants diplômés et non diplômés**

A partir du 29/10/93, cette clause est remplacée par A2100C.

---

**Remarques :** Utiliser la clause suivante dans les demandes de soumissions portant sur des services, lorsque des individus bien précis seront proposés pour l'exécution des travaux. Utiliser en conjonction avec A3015C.

Lorsque le modèle pour les marchés de complexité moyenne 2T-MED1 est utilisé, insérer cette clause s'il y a lieu, sous l'annexe X - Attestations préalables à l'attribution du contrat, et supprimer la dernière phrase du troisième paragraphe « Si le soumissionnaire ne répond pas à cette demande, sa soumission pourrait être rejetée sans autre considération. »

### **A3005T (16/06/06) Statut et disponibilité du personnel**

Le soumissionnaire atteste que, s'il obtient le contrat découlant de cette demande de soumissions, les personnes préposées dans sa soumission seront disponibles pour commencer les travaux, tel qu'exigé par les représentants du Canada, à la date précisée dans la demande de soumissions ou convenue avec ces derniers.

Si le soumissionnaire a proposé, pour exécuter les travaux, une personne dont il n'est pas l'employeur, il atteste que cette personne lui a remis une autorisation écrite lui permettant d'offrir ses services pour l'exécution des travaux requis et de présenter son curriculum vitae au Canada.

Pendant l'évaluation de la soumission, le soumissionnaire doit, à la demande de l'autorité contractante, fournir une copie de l'autorisation écrite soumise par la personne proposée ainsi que donner la confirmation de sa disponibilité. Si le soumissionnaire ne répond pas à cette demande, sa soumission pourrait être rejetée sans autre considération.

---

**Remarques :** Utiliser la clause suivante dans les demandes de soumissions lorsque les études et l'expérience sont des critères qui seront évalués. Utiliser en conjonction avec A3015C.

Lorsque le modèle de complexité moyenne 2T-MED1 est utilisé, insérer cette clause s'il y a lieu, dans l'annexe X - Attestations préalables à l'attribution du contrat.

### **A3010T (16/06/06) Études et expérience**

Le soumissionnaire atteste qu'il a vérifié tous les renseignements fournis dans les curriculum vitae et les documents à l'appui présentés avec sa soumission, plus particulièrement les renseignements relatifs aux études, aux réalisations, à l'expérience et aux antécédents professionnels, et que ceux-ci sont exacts. En outre, le soumissionnaire garantit que les personnes qu'il a préposées sont en mesure d'exécuter de façon satisfaisante les travaux prévus dans le contrat.

---

**Remarques :** Utiliser la clause suivante dans les contrats lorsque la demande de soumissions comprend des attestations.

Ne pas utiliser la clause suivante lorsque le modèle de complexité moyenne 2T-MED1 est utilisé, car celle-ci est déjà incluse dans le modèle.

## A - Instructions aux soumissionnaires / entrepreneurs

---

### **A3015C (16/06/06) Attestations**

Le respect des attestations fournies par l'entrepreneur avec sa soumission est une condition du contrat et pourra faire l'objet d'une vérification par le Canada pendant toute la durée du contrat. En cas de manquement à toute déclaration de la part de l'entrepreneur ou si on constate que les attestations qu'il a fournies avec sa soumission comprennent de fausses déclarations, faites sciemment ou non, le ministre aura le droit de résilier le contrat pour manquement conformément aux dispositions du contrat en la matière.

---

---

**Remarques :** Utiliser la clause suivante lorsque la demande de soumissions comprendra des attestations.

Ne pas utiliser la clause suivante lorsque le modèle de complexité moyenne 2T-MED1 est utilisé, car celle-ci est déjà incluse dans le modèle.

### **A3015T (16/06/06) Attestations**

Le Canada pourra vérifier l'authenticité des attestations fournies par le soumissionnaire pendant la durée de la période d'évaluation des soumissions (avant l'attribution d'un contrat) et après l'attribution du contrat. L'autorité contractante aura le droit de demander des renseignements supplémentaires pour s'assurer que le soumissionnaire respecte les attestations avant l'attribution d'un contrat. La soumission sera déclarée irrecevable si on constate que le soumissionnaire a fait de fausses déclarations, sciemment ou non. A défaut de respecter les attestations ou de donner suite à la demande de renseignements supplémentaires de l'autorité contractante, sa soumission sera jugée irrecevable.

---

---

### **A7000T (01/06/91) Logiciel, entretien et améliorations**

Cette clause est annulée à partir du 29/10/93.

---

---

### **A7001D (01/06/91) Principale période d'entretien**

A partir du 31/03/95, cette clause est remplacée par A7008D.

---

---

### **A7002D (01/06/91) Services d'entretien**

A partir du 31/03/95, cette clause est remplacée par A7008D.

---

---

## A - Instructions aux soumissionnaires / entrepreneurs

---

**A7003D (01/06/91) Services d'entretien**

A partir du 31/03/95, cette clause est remplacée par A7008D.

---

---

**A7004D (01/06/91) Services d'entretien**

A partir du 31/03/95, cette clause est remplacée par A7008D.

---

---

**A7005D (01/06/91) Disponibilité de l'équipement/recours**

Cette clause est annulée à partir du 16/06/06.

---

---

**A7006D (01/12/92) Entretien - services**

A partir du 31/03/95, cette clause est remplacée par A7008D.

---

---

**A7007D (29/10/93) Cylindres, entretien - responsabilité**

Cette clause est annulée à partir du 16/06/06.

---

---

**A7008D (31/03/95) Services d'entretien**

Cette clause est annulée à partir du 16/06/06.

---

---

**Remarques : LE TEXTE DE CETTE CLAUSE DOIT FIGURER EN ENTIER DANS LES DOCUMENTS D'ACHAT.** À moins d'une autorisation de l'équipe responsable de la gestion des biens et des services responsable, utiliser la clause suivante dans les arrangements en matière d'approvisionnement lorsque plus d'un ministère est indiqué comme utilisateur de l'arrangement en matière d'approvisionnement. Le responsable de l'arrangement en matière d'approvisionnement doit annexer une liste des données dont le fournisseur doit rendre compte à l'arrangement en matière d'approvisionnement. Le Bureau de gestion de la valeur, Secteur du renouvellement des approvisionnements, demande, à tout le moins, les éléments de

## A - Instructions aux soumissionnaires / entrepreneurs

---

données qui sont décrits dans le rapport sur le volume des transactions disponible à l'Index des offres à commandes (<http://soi.pwgsc.gc.ca>).

### **A7010C (15/08/06) Arrangement en matière d'approvisionnement - établissement de rapports**

Le fournisseur doit compiler et tenir à jour des données sur l'utilisation des biens ou des services fournis au gouvernement fédéral dans le cadre de contrats découlant de l'arrangement en matière d'approvisionnement. Ces données doivent comprendre les achats commandés, y compris les achats payés à l'aide d'une carte d'achat du gouvernement du Canada. À chaque trimestre, le fournisseur doit rassembler ces données et les soumettre au responsable de l'arrangement en matière d'approvisionnement de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC). Les données doivent inclure les données indiquées à l'annexe « \_\_\_\_\_ ».

Les trimestres se répartissent comme suit :

Premier trimestre : du 1er avril au 30 juin;  
Deuxième trimestre : du 1er juillet au 30 septembre;  
Troisième trimestre : du 1er octobre au 31 décembre;  
Quatrième trimestre : du 1er janvier au 31 mars.

Le fournisseur doit présenter son rapport trimestriel au plus tard le dernier vendredi du troisième mois civil du trimestre. Les biens ou les services fournis pendant la période suivant cette journée doivent être inclus dans le rapport du prochain trimestre. Les rapports électroniques doivent être remplis et remis au responsable de l'arrangement en matière d'approvisionnement de TPSGC au plus tard 15 jours civils après la fin du trimestre.

Tous les champs de données du rapport doivent être remplis tel que demandé. Si certaines données ne sont pas disponibles, le fournisseur doit en indiquer la raison. Si aucun service n'a été fourni pendant un mois donné, le fournisseur doit soumettre un rapport portant la mention « NÉANT ».

Le fait de ne pas fournir les rapports trimestriels dûment remplis dans les délais prescrits pourrait entraîner le retrait du Canada de l'arrangement en matière d'approvisionnement, le retrait du fournisseur de la liste de fournisseurs ainsi que l'application d'une mesure corrective du rendement du fournisseur.

---

### **A7010D (01/06/91) Service à rendre**

Cette clause est annulée à partir du 29/10/93.

---

### **A7011D (01/06/91) Meubles - réparation et refinissage**

Cette clause est annulée à partir du 16/06/06.

---

**Remarques : LE TEXTE DE CETTE CLAUSE DOIT FIGURER EN ENTIER DANS LES DOCUMENTS D'ACHAT.** Les agents de négociation des contrats doivent inscrire la période pendant laquelle les services seront requis.



## A - Instructions aux soumissionnaires / entrepreneurs

---

### **A7012D (29/10/93) Garantie/service de réparation**

L'entrepreneur assurera des services complets d'entretien et de réparation, y compris un stock adéquat de pièces de rechange pour le matériel mentionné aux présentes, pendant \_\_\_\_\_, par l'entremise du représentant suivant :

Nom : \_\_\_\_\_  
Adresse : \_\_\_\_\_.

---

---

### **A7012T (01/06/91) Garantie/service de réparation**

A partir du 29/10/93, cette clause est remplacée par A7012D.

---

---

**Remarques : LE TEXTE DE CETTE CLAUSE DOIT FIGURER EN ENTIER DANS LES DOCUMENTS D'ACHAT.** Utiliser cette clause dans tout document de demande de services ou de fourniture et d'installation, ainsi que dans les demandes de soumission et documents contractuels comprenant des marchandises contrôlées.

### **A7013D (13/12/02) Autorisations**

Il incombe à l'entrepreneur d'obtenir et de garder à jour tous les permis, licences ou certificats d'approbation requis pour exécuter les travaux en vertu des lois fédérales, provinciales ou municipales pertinentes. Tous les frais imposés en vertu de ces lois et règlements seront à la charge de l'entrepreneur. L'entrepreneur fournira sur demande au gouvernement du Canada une copie des permis, licences ou certificats susmentionnés.

---

---

### **A7013D (01/12/00) Autorisations**

A partir du 13/12/02, cette clause est remplacée par A7013D.

---

---

### **A7014D (01/06/91) Pertinence des services**

Cette clause est annulée à partir du 29/10/93.

---

---

## A - Instructions aux soumissionnaires / entrepreneurs

---

---

### **A7015D (01/06/91) Compétences professionnelles**

Cette clause est annulée à partir du 29/10/93.

---

---

### **A7016D (01/06/91) Personnel**

Cette clause est annulée à partir du 29/10/93.

---

---

**Remarques :** Utiliser la clause suivante dans les contrats contenant les conditions générales 2010 et 2029 lorsque les personnes identifiées au contrat exécuteront les travaux. Cette clause ne doit pas être utilisée avec les conditions générales 9601, 9624 et 9676 étant donné que ces conditions contiennent déjà une disposition de cette nature.

### **A7017C (16/06/06) Remplacement des personnes identifiées**

1. Lorsque le contrat précise l'identité des personnes qui doivent exécuter les travaux, l'entrepreneur doit fournir les services de ces personnes, sauf s'il n'est pas en mesure de le faire pour des motifs indépendants de sa volonté.
  2. S'il n'est pas en mesure de fournir les services d'une personne identifiée au contrat, l'entrepreneur doit fournir les services d'un remplaçant dont les qualités et l'expérience sont similaires. L'entrepreneur doit aviser le Ministre le plus tôt possible :
    - a) du motif du remplacement de la personne identifiée au contrat;
    - b) du nom du remplaçant proposé ainsi que de ses qualités et de son expérience;
    - c) de la preuve que cette personne possède l'autorisation de sécurité exigée et accordée par le Canada, le cas échéant.
  3. Le Ministre peut ordonner qu'un remplaçant cesse d'exécuter les travaux, et l'entrepreneur doit alors se conformer sans délai à cet ordre et fournir les services d'un autre remplaçant conformément au paragraphe (2).
  4. Le fait que le Ministre n'ordonne pas qu'un remplaçant cesse d'exécuter les travaux n'a pas pour effet de relever l'entrepreneur de son obligation de satisfaire aux exigences du contrat.
- 
- 

### **A7017D (31/03/95) Employé donné, Remplacement d'un**

A partir du 16/06/06, cette clause est remplacée par A7017C.

---

---

## A - Instructions aux soumissionnaires / entrepreneurs

---

---

**A7018D (01/06/91) Personnel donné et remplacement**

A partir du 31/03/95, cette clause est remplacée par A7017D.

---

---

**A7019T (01/06/91) Soumission/proposition**

Cette clause est annulée à partir du 29/10/93.

---

---

**A7020D (01/06/91) Licence - détention**

A partir du 31/03/95, cette clause est remplacée par A7013D.

---

---

**A7022D (01/08/92) Services a fournir**

A partir du 01/12/92, cette clause est remplacée par M0016D.

---

---

**A7023D (31/01/92) Conférence des soumissionnaires**

A partir du 01/12/92, cette clause est remplacée par M0017T.

---

---

**Remarques :** Utiliser la clause suivante dans les contrats pour la prestation de services de gardes, lorsque les ordres de postes sont fournis par le Canada.

**A7025C (16/06/06) Ordres de poste**

Les ordres de poste seront transmis à l'entrepreneur par des représentants autorisés du Canada. L'entrepreneur doit s'assurer que le personnel de sécurité se conforme aux ordres de poste ainsi qu'aux directives orales ou écrites des représentants autorisés du Canada.

---

---

## A - Instructions aux soumissionnaires / entrepreneurs

---

---

**A7025D (29/10/93) Ordres de poste**

A partir du 16/06/06, cette clause est remplacée par A7025C.

---

---

**A7026D (31/01/92) Orders de poste**

A partir du 01/12/92, cette clause est remplacée par M0018D.

---

---

**A7028D (31/01/92) EMR - employé(s)**

Cette clause est annulée à partir du 01/12/00.

---

---

**A7030T (01/05/96) Disponibilité et statut du personnel**

A partir du 16/06/06, cette clause est remplacée par A3005T.

---

---

**Remarques :** L'agent de négociation des contrats peut utiliser cette clause si l'on souhaite connaître les éventuels contrats de sous-traitance avant l'attribution du contrat.

**A7035T (16/06/06) Liste des sous-traitants proposés**

Lorsque la soumission comprend le recours à des sous-traitants pour l'exécution des travaux, le soumissionnaire s'engage, à la demande de l'autorité contractante, à fournir une liste de tous les sous-traitants, y compris une description des articles à acheter, une description des travaux à exécuter et l'emplacement où ces travaux seront exécutés. La liste ne devrait pas comprendre l'achat d'articles et de logiciels du commerce, et des articles et du matériel standard fabriqués habituellement par les fabricants dans le cours normal de leurs affaires ou la fourniture des services connexes qui peuvent habituellement faire l'objet de sous-traitance dans le cadre de l'exécution des travaux.

---

---

**A7035T (10/12/04) Liste des sous-traitants**

A partir du 16/06/06, cette clause est remplacée par A7035T.

---

---

## **A - Instructions aux soumissionnaires / entrepreneurs**

---

---

**A8000T (01/06/91) Option d'achat**

Cette clause est annulée à partir du 31/03/95.

---

---

**A8001D (01/06/91) Formation**

Cette clause est annulée à partir du 31/03/95.

---

---

**A8002D (01/06/91) Terminologie technique**

Cette clause est annulée à partir du 29/10/93.

---

---

**A8003D (01/06/91) Copies inutilisables**

Cette clause est annulée à partir du 31/03/95.

---

---

**A8004D (01/06/91) Factures, instructions relatives aux**

Cette clause est annulée à partir du 31/03/95.

---

---

**A8005D (01/06/91) Fournitures**

Cette clause est annulée à partir du 31/03/95.

---

---

## A - Instructions aux soumissionnaires / entrepreneurs

---

**A8006D (01/06/91) Coût base sur le cycle de vie**

Cette clause est annulée à partir du 29/10/93.

---

---

**A8007D (01/06/91) Remise consentie, achat de matériel loué**

Cette clause est annulée à partir du 31/03/95.

---

---

**A8008D (01/06/91) Facturation des fournitures**

Cette clause est annulée à partir du 31/03/95.

---

---

**A8009D (01/06/91) Location annuels - frais**

Cette clause est annulée à partir du 29/10/93.

---

---

**Remarques : LE TEXTE DE CETTE CLAUSE DOIT FIGURER EN ENTIER DANS LES DOCUMENTS D'ACHAT.** Utiliser la clause suivante dans les demandes de soumission et les contrats en conjonction avec les conditions générales 2029 et 9601. Il s'agit d'une clause de style généralement incluse dans les contrats de location. Le texte de cette clause se prête bien à un emploi dans les offres à commandes.

**A8010D (10/06/05) Bailleur/preneur - responsabilités**

Sauf indication contraire dans le présent document, les conditions suivantes s'appliquent :

1. L'entrepreneur sera responsable de :
  - a) la livraison à la destination précisée dans le contrat;
  - b) la reprise du véhicule à la date d'expiration ou de résiliation du contrat;
  - c) la cueillette et la remise du véhicule aux fins de travaux d'entretien;
  - d) l'immatriculation, les permis ou exemptions;
  - e) l'entretien complet découlant de l'usure normale;
  - f) le remplacement et la réparation des pneus;
  - g) l'installation de pneus d'hiver, sur demande;

## A - Instructions aux soumissionnaires / entrepreneurs

---

- h) la fourniture d'un autre véhicule immatriculé de même type et de mêmes dimensions en remplacement d'un véhicule particulier lorsque des réparations doivent être effectuées sur celui-ci et que ces réparations prendront plus de vingt-quatre (24) heures. Il sera tenu compte du temps où le véhicule sera en réparation pour le calcul des frais mensuels;
  - i) l'installation de cloisons entre le compartiment de marchandises et le compartiment logeant le conducteur ou le passager dans tous les véhicules de transport de marchandises;
  - j) tous les services de garantie, c'est-à-dire le remplacement de pièces habituellement fournies aux termes de la garantie du fabricant ainsi que la main-d'oeuvre nécessaire au remplacement de ces pièces. La période de garantie ne doit en aucun cas être inférieure à douze (12) mois. Il doit être possible d'obtenir le service de garantie décrit précédemment auprès de tout concessionnaire de la marque du véhicule loué au Canada.
2. Il incombera au consignataire de :
- a) faire le plein d'essence;
  - b) de faire les changements d'huile;
  - c) faire laver les véhicules;
  - d) de remettre à l'entrepreneur toutes les pièces de véhicule remplacées, notamment les pneus endommagés ou usés.
3. Généralités :
- a) Les instructions pour les réparations seront remises au consignataire au moment de l'acceptation du véhicule. Toute autorisation d'entreprendre des réparations doit être obtenue de l'entrepreneur. Le coût des remplacements effectués sera porté au crédit du compte du consignataire par l'entrepreneur au moment où ce dernier reçoit la facture acquittée émise pour un tel remplacement.
  - b) Seules les clauses et conditions énoncées dans le présent document s'appliquent.

---

**A8010D (10/12/04) Bailleur/preneur - responsabilités**

A partir du 10/06/05, cette clause est remplacée par A8010D.

---

**A8011D (01/06/91) Location, conditions de**

A partir du 31/03/95, cette clause est remplacée par A8010D.

---

**Remarques : LE TEXTE DE CETTE CLAUSE DOIT FIGURER EN ENTIER DANS LES DOCUMENTS D'ACHAT.** Les agents de négociation des contrats peuvent utiliser la clause suivante dans les contrats portant sur la location d'équipement, lorsque l'entrepreneur accorde une option d'achat.

## A - Instructions aux soumissionnaires / entrepreneurs

---

A8012C      (16/06/06)      Option d'achat



## A - Instructions aux soumissionnaires / entrepreneurs

---

L'entrepreneur accorde au Canada l'option d'acheter une partie ou l'ensemble du matériel loué à n'importe quel moment pendant la période de location. Dans un tel cas, un montant équivalant à \_\_\_\_\_ p.100 des frais de location versés sera déduit au moment de l'achat, jusqu'à un maximum de \_\_\_\_\_ p.100 du prix d'achat unitaire indiqué ci-dessous pour l'article applicable.

Le Canada peut exercer cette option à n'importe quel moment en envoyant un avis écrit à l'entrepreneur au moins \_\_\_\_\_ jours civils avant la date d'échéance du contrat. Cette option ne pourra être exercée que par l'autorité contractante et sera confirmée, pour des raisons administratives seulement, par une modification au contrat.

Prix d'achat unitaire: article \_\_\_\_\_ \$

---

---

### **A8012D (29/10/93) Option d'achat**

A partir du 16/06/06, cette clause est remplacée par A8012C.

---

---

### **A8013D (01/06/91) Photocopieur, location de**

Cette clause est annulée à partir du 31/03/95.

---

---

### **A8014D (01/06/91) Option de prolongation de 90 jours**

A partir du 29/10/93, cette clause est remplacée par A9009C.

---

---

### **A8015D (01/06/91) Rapports périodiques**

Cette clause est annulée à partir du 29/10/93.

---

---

### **A8016D (01/06/91) Prises de courant et raccords**

Cette clause est annulée à partir du 29/10/93.

---

---

## A - Instructions aux soumissionnaires / entrepreneurs

---

---

**A8017D (01/06/91) Autorisation d'effectuer le travail**

Cette clause est annulée à partir du 29/10/93.

---

---

**A8018D (31/01/92) Lieu de l'exécution des travaux**

A partir du 29/10/93, cette clause est remplacée par A1009D.

---

---

**A8019D (31/01/92) Instructions concernant la facturation**

A partir du 31/03/95, cette clause est remplacée par H3018D.

---

---

**A8500D (01/06/91) Affrètement - période**

Cette clause est annulée à partir du 29/10/93.

---

---

**Remarques : LE TEXTE DE CETTE CLAUSE DOIT FIGURER EN ENTIER DANS LES DOCUMENTS D'ACHAT.**

**A8501D (01/06/91) Navire affrété**

1. Le navire devra être conforme aux exigences indiquées dans les spécifications ci-jointes. Le soumissionnaire devra donner les détails suivants relativement à son navire :
  - a) nom du navire \_\_\_\_\_;
  - b) numéro officiel \_\_\_\_\_;
  - c) longueur, largeur, jaugeage \_\_\_\_\_;
  - d) nom du capitaine du navire pendant la période d'affrètement \_\_\_\_\_;
2. Le navire devra satisfaire aux exigences suivantes :
  - a) Il doit bien tenir la mer, le moteur doit être en bon état de fonctionnement, et tous les mécanismes et l'équipement doivent être réparés.
  - b) Le propriétaire accepte de réparer convenablement et aussi souvent que nécessaire le bateau, les moteurs, les mécanismes et l'équipement, pendant la période indiquée dans la présente, et accepte de payer pour tous les travaux nécessaires de réparation, de renouvellement et d'entretien.
3. Le propriétaire accepte aussi :

## A - Instructions aux soumissionnaires / entrepreneurs

---

- a) d'indemniser Sa Majesté et de le tenir exempt de toute réclamation pour cause de perte ou de dommage à ce navire ou à tout autre navire, ainsi qu'aux moteurs, mécanismes ou équipement de celui-ci, découlant du présent affrètement, ainsi que pour des blessures personnelles ou des avaries subies par les biens de toutes les personnes à bord de ce navire, exception faite de toutes les autres blessures et avaries qui pourront frapper les fonctionnaires ou agents de Sa Majesté ou leurs biens;
- b) que si le navire est hors service ou n'est pas en état de marche, ou s'il est désarmé sans le consentement du représentant de Sa Majesté, alors cette dernière ne sera pas tenue responsable du paiement relatif à l'engagement du navire pendant cette période, et si cette période dépasse une semaine, Sa Majesté pourra résilier immédiatement l'affrètement;
- c) que si l'un ou l'autre mécanisme ou équipement nécessaire au fonctionnement efficace du navire aux fins du présent affrètement n'est pas en bon état de fonctionnement pendant une durée quelconque, alors le paiement relatif à l'engagement cessera pendant le temps ainsi perdu, et si, au cours du voyage, la vitesse devait être réduite à la suite d'une défectuosité ou d'une panne de toute partie de la coque, des machines ou de l'équipement, le temps perdu sera déduit de l'engagement. Sa Majesté sera la seule juge des capacités du navire;
- d) que l'opération sera exécutée par les représentants dûment autorisés de Sa Majesté, nommés par l'autorité d'emplacement de service;
- e) que des gilets de sauvetage seront facilement accessibles à tout moment pour les personnes à bord;
- f) que l'usage et la possession de drogues illégales ou d'alcool sont prohibés, et que si l'on découvrait qu'un membre de l'équipage était sous l'influence de ces produits pendant l'exercice de ses fonctions, l'accord d'affrètement serait résilié;
- g) que si ledit bateau ne pouvait fonctionner en toute sécurité dans le secteur d'inspection à cause des conditions maritimes ou atmosphériques, alors, selon une entente entre le représentant du propriétaire et celui de l'affréteur, l'affrètement pour la journée serait résilié et un versement au prorata serait versé à l'entrepreneur pour la période visée par l'inspection, conformément aux conditions du présent contrat;
- h) que si les détails fournis par le propriétaire et exposés dans le présent accord et dans l'« offre d'affrètement » aux fins de location sont incorrects ou prêtent à confusion, l'affréteur pourra, à sa discrétion, déclarer la présente entente nulle et non avenue, et qu'il sera donc exonéré de toute responsabilité relative à cet accord ou au navire en question.

---

**A8999C (01/05/96) Etudes et expérience**

A partir du 16/06/06, cette clause est remplacée par A3015C.

---

**A8999T (01/05/96) Etudes et expérience - Attestation**

A partir du 16/06/06, cette clause est remplacée par A3010T.

## A - Instructions aux soumissionnaires / entrepreneurs

---

---

**Remarques : LE TEXTE DE CETTE CLAUSE DOIT FIGURER EN ENTIER DANS LES DOCUMENTS D'ACHAT.** Avant d'utiliser la clause suivante, il faut avoir obtenu l'approbation préalable du Conseil du Trésor.

**A9000C (01/06/94) Munitions, manipulation des**

1. Sauf en cas d'urgence, les munitions ne doivent pas être transportées, manipulées ou entreposées près des établissements de l'entrepreneur par les fonctionnaires, agents ou employés du Canada ou par les fonctionnaires, agents ou employés de l'entrepreneur pendant que le navire est ancré ou situé près des établissements de l'entrepreneur.
2. Si le fonctionnaire du Canada chargé des munitions estime qu'un cas d'urgence existe nécessitant soit le transport, l'entreposage ou la manipulation des munitions hors du navire ou à proximité des établissements de l'entrepreneur, alors le Canada doit indemniser l'entrepreneur pour tout dommage subi par l'entrepreneur qui résulte
  - a) des blessures (y compris les blessures pouvant entraîner la mort) de personnes, et
  - b) de la perte ou des dommages à la propriété de tierce partie ou de l'entrepreneurqui résulte de l'explosion ou de la détonation desdites munitions en cours de transport, de manipulation ou d'entreposage et que ces dommages soient ou non directs ou indirects et que ces blessures, pertes ou avaries résultent ou non d'une erreur de jugement ou d'une négligence de n'importe quelle personne.

---

---

**A9001T (31/03/95) Etudes/expérience - attestation**

A partir du 16/06/06, cette clause est remplacée par A3010T.

---

---

**A9002C (01/06/91) Titre du contrat**

A partir du 29/10/93, cette clause est remplacée par A9002D.

---

---

**A9002D (29/10/93) Titre du contrat**

Cette clause est annulée à partir du 16/06/06.

## A - Instructions aux soumissionnaires / entrepreneurs

---

---

**A9002D (31/01/92) Titre du contrat**

A partir du 29/10/93, cette clause est remplacée par A9002D.

---

---

**A9003C (01/06/91) Titre du contrat**

A partir du 29/10/93, cette clause est remplacée par A9002D.

---

---

**A9004C (01/06/91) Chercheur principal**

A partir du 29/10/93, cette clause est remplacée par A9002D.

---

---

**Remarques : LE TEXTE DE CETTE CLAUSE DOIT FIGURER EN ENTIER DANS LES DOCUMENTS D'ACHAT.** Utiliser la clause suivante dans les contrats pour lesquels l'avis original d'attribution du contrat a été transmis par téléphone ou par un moyen de transmission électronique, p. ex. un achat par téléphone, une lettre d'intention ou une lettre d'autorisation, sans les clauses et les conditions.

**A9005C (16/06/06) Confirmation de l'attribution du contrat**

Ce document confirme l'avis d'attribution de contrat transmis par \_\_\_\_\_ (*Insérer « courriel », « télécopieur » ou « téléphone », selon le cas*) en date du \_\_\_\_\_. Il ne doit pas y avoir dédoublement des travaux décrits dans l'avis envoyé.

---

---

**A9005C (30/05/03) Confirmation de l'attribution du contrat**

A partir du 16/06/06, cette clause est remplacée par A9005C.

---

---

**Remarques :** Utiliser la clause suivante dans les contrats lorsque le client a confirmé que le contrat sera un contrat de défense au sens de la *Loi sur la production de défense*. Pour les offres à commandes, voir la clause M0022D.

**A9006C (16/06/06) Contrat de défense**

Le contrat est un contrat de défense au sens de la *Loi sur la production de défense*, L.R.C. 1985, ch. D-1, et est régi par cette loi.

## A - Instructions aux soumissionnaires / entrepreneurs

---

---

**A9006C** (01/06/91) **Contrat de défense**

A partir du 01/05/96, cette clause est remplacée par A9006D.

---

---

**A9006D** (10/06/05) **Contrat de défense**

A partir du 16/06/06, cette clause est remplacée par A9006C.

---

---

**A9007C** (01/06/91) **Obligations et droits antérieurs**

Cette clause est annulée à partir du 31/03/95.

---

---

**A9008C** (01/06/91) **Période du contrat**

A partir du 29/10/93, cette clause est remplacée par D0025D.

---

---

**Remarques : LE TEXTE DE CETTE CLAUSE DOIT FIGURER EN ENTIER DANS LES DOCUMENTS D'ACHAT.** Utiliser la clause suivante dans les contrats lorsque le ministère client demande que l'option de prolonger le contrat soit prévu dans le contrat.

Ne pas utiliser pour les besoins de complexité moyenne lorsqu'on utilise le modèle en langage clair 2T-MED1 et les instructions uniformisées 2003.

**A9009C** (16/06/06) **Option de prolongation du contrat**

L'entrepreneur accorde au Canada l'option irrévocable de prolonger la durée du contrat pour au plus \_\_\_\_\_ période(s) supplémentaire(s) de \_\_\_\_\_ année(s) chacune, selon les mêmes modalités et conditions. Il est entendu avec l'entrepreneur que pendant la durée prolongée du contrat, il sera payé conformément aux dispositions applicables prévues à la Base de paiement.

Le Canada peut exercer cette option à n'importe quel moment, en envoyant un avis écrit à l'entrepreneur au moins \_\_\_\_\_ jours civils avant la date d'échéance du contrat. Cette option ne pourra être exercée que par l'autorité contractante et sera confirmée, pour des raisons administratives seulement, par une modification au contrat.

---

---

## **A - Instructions aux soumissionnaires / entrepreneurs**

---

---

**A9009C**      (01/07/91)      **Option de prolongation du contrat**

A partir du 31/03/95, cette clause est remplacée par A9009D.

---

---

**A9009D**      (15/12/95)      **Option de prolongation du contrat**

A partir du 16/06/06, cette clause est remplacée par A9009C.

---

---

**A9010C**      (31/03/95)      **Entente intégrale**

Cette clause est annulée à partir du 14/05/04.

---

---

**A9010C**      (01/06/91)      **Convention**

A partir du 31/03/95, cette clause est remplacée par A9010C.

---

---

**A9011C**      (01/06/91)      **Avenant**

Cette clause est annulée à partir du 29/10/93.

---

---

**A9012C**      (01/06/91)      **Sous-traitance**

Cette clause est annulée à partir du 04/01/94.

---

---

## A - Instructions aux soumissionnaires / entrepreneurs

---

**A9013C (09/08/91) Remplacement du personnel**

A partir du 31/03/95, cette clause est remplacée par A7017D.

---

---

**Remarques : LE TEXTE DE CETTE CLAUSE DOIT FIGURER EN ENTIER DANS LES DOCUMENTS D'ACHAT.** Utiliser la clause suivante dans les contrats lorsque l'entrepreneur doit fournir les services de personnes possédant des compétences et de l'expérience particulières pour la réalisation des travaux, conformément aux exigences du ministère client.

**A9014C (16/06/06) Personne(s) identifiée(s)**

L'entrepreneur doit fournir les services des personnes suivantes pour la réalisation des travaux indiqués dans le contrat : \_\_\_\_\_ (*insérer le nom des personnes*).

---

---

**A9014C (01/06/91) Remplacement du personnel**

A partir du 29/10/93, cette clause est remplacée par A9014D.

---

---

**A9014D (29/10/93) Compétences exigées**

A partir du 16/06/06, cette clause est remplacée par A9014C.

---

---

**Remarques :** Utiliser la clause suivante dans tous les contrats impliquant le soin et l'utilisation des animaux d'expérimentation dans l'exécution des travaux.

**A9015C (16/06/06) Animaux d'expérimentation**

Dans le cadre d'un contrat comportant des activités liées au soin et à l'utilisation d'animaux d'expérimentation, tous les travaux doivent être exécutés conformément aux programmes du Conseil canadien de protection des animaux (CCPA). Seuls les établissements détenant un certificat « Bonnes pratiques animales - BPA<sup>MD</sup> » du CCPA pourront réaliser ce genre de travaux. Le site Web suivant comprend de plus amples renseignements sur le CCPA : <http://www.ccac.ca>.

---

---

**A9015C (30/05/03) Animaux d'expérimentation**

A partir du 16/06/06, cette clause est remplacée par A9015C.

---

---



## A - Instructions aux soumissionnaires / entrepreneurs

---

---

**A9015D (31/01/92) Taux pour la période d'option**

A partir du 01/12/92, cette clause est remplacée par M0019T.

---

---

**Remarques :** Utiliser la clause suivante dans tous les contrats portant sur des travaux qui seront exécutés dans des établissements du gouvernement et dans le cadre desquels l'entrepreneur doit éliminer des déchets dangereux qui pourraient être enlevés du site ou se trouver à découvert sur le site.

S'il n'existe aucune exigence en ce sens dans le contrat, supprimer les mots « aux exigences du contrat et ».

**A9016C (16/06/06) Elimination de déchets dangereux**

L'entrepreneur doit éliminer tous les déchets dangereux enlevés ou laissés à découvert durant l'exécution des travaux, conformément aux exigences du contrat et à toute loi applicable.

---

---

**A9016C (01/06/91) Déchets dangereux, dispositions des**

A partir du 31/03/95, cette clause est remplacée par A9016D.

---

---

**A9016D (31/03/95) Elimination de déchets dangereux**

A partir du 16/06/06, cette clause est remplacée par A9016C.

---

---

**A9017C (01/06/91) Navire - état**

A partir du 29/10/93, cette clause est remplacée par A9017D.

---

---

**Remarques :** LE TEXTE DE CETTE CLAUSE DOIT FIGURER EN ENTIER DANS LES DOCUMENTS D'ACHAT. Utiliser la clause suivante dans les contrats lorsque l'entrepreneur doit affréter un navire afin d'exécuter les travaux.

**A9017D (29/10/93) Etat du navire**

L'entrepreneur garantit que le navire fourni à l'État est en bon état mécanique, qu'il est tout à fait en état de prendre la mer, qu'il est équipé de matériel de sauvetage facilement accessible, qu'il sera doté d'un équipage adéquat et qu'il est conforme à la *Loi sur la marine marchande du Canada*.

## A - Instructions aux soumissionnaires / entrepreneurs

---

---

---

---

**A9018C (01/06/91) Situation juridique de l'entrepreneur**

Cette clause est annulée à partir du 29/10/93.

---

---

**A9019T (01/06/91) Convention collective valide**

Cette clause est annulée à partir du 31/03/95.

---

---

**Remarques :** Utiliser la clause suivante dans les contrats portant sur la fourniture de gaz, lorsque l'entrepreneur est responsable de la livraison du gaz dans des cylindres et du raccordement des cylindres à l'équipement existant appartenant au Canada.

**A9020C (16/06/06) Raccordement des cylindres**

L'entrepreneur devra se charger du raccordement des cylindres à l'équipement existant appartenant au Canada.

---

---

**A9020D (29/10/93) Cylindres, raccordement des**

A partir du 16/06/06, cette clause est remplacée par A9020C.

---

---

**A9020T (01/06/91) Cylindres, raccordement des**

A partir du 29/10/93, cette clause est remplacée par A9020D.

---

---

**A9021D (01/06/91) Période du contrat**

A partir du 29/10/93, cette clause est remplacée par D0025D.

---

---

## A - Instructions aux soumissionnaires / entrepreneurs

---

**Remarques : LE TEXTE DE CETTE CLAUSE DOIT FIGURER EN ENTIER DANS LES DOCUMENTS D'ACHAT.** Utiliser la clause suivante dans les contrats de services. Utiliser en conjonction avec la clause A9009C si le contrat contient des périodes d'option.

Ne pas utiliser pour les besoins de complexité moyenne lorsqu'on utilise le modèle en langage clair 2T-MED1 et les instructions uniformisées 2003.

Les agents de négociation des contrats doivent choisir l'une des deux options ci-dessous, y remplir les espaces en blanc appropriés et supprimer l'option non utilisée. Il faut choisir la seconde option lorsque la date de début du contrat ne correspond pas à la date d'adjudication du contrat.

**A9022C (16/06/06) Durée du contrat**

La durée du contrat est à partir de la date du contrat jusqu'au \_\_\_\_\_ inclusivement.

**OU**

La durée du contrat est du \_\_\_\_\_ au \_\_\_\_\_ inclusivement.

---

---

**A9022T (29/10/93) Durée du contrat**

A partir du 16/06/06, cette clause est remplacée par A9022C.

---

---

**A9023D (01/06/91) Exécution**

A partir du 29/10/93, cette clause est remplacée par D0025D.

---

---

**A9024D (01/06/91) Liste des noms**

A partir du 31/03/95, cette clause est remplacée par A9014D.

---

---

**A9025D (01/06/91) Véhicules**

Cette clause est annulée à partir du 29/10/93.

---

---

## **A - Instructions aux soumissionnaires / entrepreneurs**

---

---

**A9026D (01/06/91) Entretien - services**

A partir du 01/12/92, cette clause est remplacée par A7006D.

---

---

**A9027T (01/06/91) Instructions aux soumissionnaires**

Cette clause est annulée à partir du 29/10/93.

---

---

**A9028D (01/06/91) Cylindres, entretien - responsabilité**

A partir du 29/10/93, cette clause est remplacée par A7007D.

---

---

**A9029D (01/06/91) Lois applicables**

A partir du 29/10/93, cette clause est remplacée par A9070D.

---

---

**A9030D (01/06/91) Services insatisfaisants**

Cette clause est annulée à partir du 29/10/93.

---

---

**A9031D (01/06/91) Commission des accidents du travail**

Cette clause est annulée à partir du 29/10/93.

---

---

## A - Instructions aux soumissionnaires / entrepreneurs

---

**A9032D (01/06/91) Classification du fournisseur**

A partir du 01/12/92, cette clause est remplacée par M0020C.

---

---

**Remarques :** Utiliser la clause suivante dans les demandes de soumissions lorsque la capacité financière du soumissionnaire fait partie des critères d'évaluation.

**A9033T (16/06/06) États financiers**

Afin de s'assurer qu'un soumissionnaire a la capacité financière requise pour exécuter le contrat, l'autorité contractante pourra demander à ce dernier de fournir des renseignements financiers à jour au cours de la période d'évaluation de la soumission. L'information financière devant être fournie sur demande pourra comprendre, notamment, les plus récents états financiers vérifiés du soumissionnaire ou les plus récents états financiers certifiés par un agent financier principal du soumissionnaire. Les renseignements fournis seront pris en considération dans l'évaluation de la soumission et le processus de sélection. Si une soumission est jugée non recevable du fait qu'un soumissionnaire n'a pas la capacité financière pour exécuter le contrat, ce dernier recevra un avis écrit de la part de l'autorité contractante.

Si un soumissionnaire fournit au Canada, à titre confidentiel, les informations demandées et l'informe de la confidentialité des documents divulgués, le Canada doit traiter ces documents de façon confidentielle, conformément à la *Loi sur l'accès à l'information*, L.R. 1985, ch. A-1.

---

---

**A9033T (31/03/95) Etats financiers**

A partir du 16/06/06, cette clause est remplacée par A9033T.

---

---

**A9034T (01/06/91) Charte opérationnelle récente**

Cette clause est annulée à partir du 29/10/93.

---

---

**A9035D (01/06/91) Loi en vigueur**

A partir du 29/10/93, cette clause est remplacée par A9070D.

---

---

## A - Instructions aux soumissionnaires / entrepreneurs

---

**A9036D (01/06/91) Employés temporaires - classification**

Cette clause est annulée à partir du 29/10/93.

---

---

**A9037D (01/06/91) Employés temporaires - classification**

Cette clause est annulée à partir du 29/10/93.

---

---

**A9038D (01/06/91) Protection de la propriété**

A partir du 29/10/93, cette clause est remplacée par A9062D.

---

---

### **Remarques : LE TEXTE DE CETTE CLAUSE DOIT FIGURER EN ENTIER DANS LES DOCUMENTS**

**D'ACHAT.** Utiliser la clause suivante lorsqu'il est avantageux, mais non obligatoire, pour les soumissionnaires de visiter les lieux où les travaux seront exécutés, pour bien saisir la nature des travaux et l'état des lieux. Dans le cas de demandes ayant trait au domaine de la marine, le mot « navire » peut être ajouté dans le titre.

La visite demeure facultative; toutefois l'agent de négociation des contrats choisira l'une des deux options préposées. Dans la première option, on demande aux soumissionnaires de communiquer avec l'agent de négociation des contrats uniquement pour confirmer leur participation, mais on ne devrait pas, s'ils ne le font pas, les empêcher de visiter les lieux. D'après la deuxième option, les soumissionnaires qui ne communiquent pas l'agent de négociation des contrats pour fournir le nom des participants à la visite se verront refuser l'accès au site (pour des raisons de sécurité notamment). Dans les deux cas, les soumissionnaires pourront présenter une soumission, même s'ils ne participent pas à la visite des lieux ou s'ils n'envoient pas de représentant.

**A9038T (16/06/06) Visite facultative des lieux**

Il est recommandé que le soumissionnaire ou un représentant de ce dernier visite les lieux d'exécution des travaux. Des dispositions ont été prises pour la visite des lieux d'exécution des travaux, qui aura lieu le \_\_\_\_ (date), à \_\_\_\_ (heure et endroit). Les soumissionnaires sont priés de communiquer avec l'autorité contractante \_\_\_\_ jour(s) avant la visite prévue, pour confirmer leur présence et fournir le nom des personnes qui assisteront à la visite. On pourrait demander aux soumissionnaires de signer une feuille de présence. Aucun autre rendez-vous ne sera accordé aux soumissionnaires qui ne participeront pas à la visite ou qui n'envoieront pas de représentant. Les soumissionnaires qui ne participeront pas à la visite pourront tout de même présenter une soumission. Toute précision ou tout changement apporté à la demande de soumissions à la suite de la visite des lieux sera inclus dans la demande de soumissions, sous la forme d'une modification.

OU

Il est recommandé que le soumissionnaire ou un représentant de ce dernier visite les lieux d'exécution des travaux. Des dispositions ont été prises pour la visite des lieux d'exécution des travaux, qui aura lieu le \_\_\_\_ (date), à \_\_\_\_ (heure et endroit). Les soumissionnaires doivent communiquer avec l'autorité contractante au plus tard \_\_\_\_ jour(s) avant la visite prévue, pour confirmer leur présence et fournir le nom des personnes qui assisteront à la visite. Les soumissionnaires qui ne confirmeront pas leur participation et qui ne fourniront pas le nom des personnes qui participeront à la visite se verront refuser

## A - Instructions aux soumissionnaires / entrepreneurs

---

l'accès au site. On demandera aux soumissionnaires de signer une feuille de présence. Aucun autre rendez-vous ne sera accordé aux soumissionnaires qui ne participeront pas à la visite ou qui n'enverront pas de représentant. Les soumissionnaires qui ne participeront pas à la visite pourront tout de même présenter une soumission. Toute précision ou tout changement à la demande de soumissions à la suite de la visite des lieux sera inclus dans la demande de soumissions, sous la forme d'une modification.

---

---

### **A9038T (14/05/04) Visite des lieux (facultative)**

A partir du 16/06/06, cette clause est remplacée par A9038T.

---

---

### **A9039T (01/06/91) Visite de l'emplacement**

A partir du 31/03/95, cette clause est remplacée par A9040T.

---

---

**Remarques : LE TEXTE DE CETTE CLAUSE DOIT FIGURER EN ENTIER DANS LES DOCUMENTS D'ACHAT.** Utiliser la clause suivante lorsqu'une visite des lieux d'exécution des travaux est nécessaire pendant la période de la demande de soumissions pour bien saisir la nature des travaux et l'état des lieux. Dans le cas de demandes ayant trait au domaine de la marine, le mot « navire » peut être ajouté dans le titre.

### **A9040T (16/06/06) Visite obligatoire des lieux**

Il est obligatoire que le soumissionnaire ou un représentant de ce dernier visite les lieux d'exécution des travaux. Des dispositions ont été prises pour la visite des lieux d'exécution des travaux, qui aura lieu le \_\_\_\_\_ (date), à \_\_\_\_\_ (heure et endroit). Les soumissionnaires doivent communiquer avec l'autorité contractante au plus tard \_\_\_\_\_ jour(s) avant la visite prévue pour confirmer leur présence et fournir le nom des personnes qui assisteront à la visite. Les soumissionnaires devront signer une formule de présence. Les soumissionnaires devraient confirmer dans leur soumission qu'ils ont assisté à la visite. Aucun autre rendez-vous ne sera accordé aux soumissionnaires qui ne participeront pas à la visite ou qui n'enverront pas de représentant, et leur soumission sera jugée irrecevable. Toute précision ou tout changement apporté à la demande de soumissions à la suite de la visite des lieux sera inclus dans la demande de soumissions, sous la forme d'une modification.

---

---

### **A9040T (31/03/95) Visite obligatoire des installations**

A partir du 16/06/06, cette clause est remplacée par A9040T.

---

---

## A - Instructions aux soumissionnaires / entrepreneurs

---

**Remarques : LE TEXTE DE CETTE CLAUSE DOIT FIGURER EN ENTIER DANS LES DOCUMENTS D'ACHAT.** Utiliser une des clauses suivantes dans les contrats de biens quand l'entrepreneur devra procéder à l'enlèvement des déchets et des débris des lieux.

**A9041C (16/06/06) Récupération**

*(Les agents de négociation des contrats doivent utiliser la clause suivante si l'article 21 des conditions générales 9601 ou l'article 19 des conditions générales 9624 fait partie du contrat.)*

Malgré l'article \_\_\_\_\_ des conditions générales \_\_\_\_\_, tous les déchets et les débris deviendront la propriété de l'entrepreneur qui devra procéder à leur enlèvement des lieux.

*(Les agents de négociation des contrats doivent plutôt utiliser la clause suivante si des conditions générales autres que les conditions générales 9601 ou 9624 font partie du contrat.)*

Tous les déchets et les débris deviendront la propriété de l'entrepreneur qui devra procéder à leur enlèvement des lieux.

---

**A9041D (29/10/93) Récupération**

A partir du 16/06/06, cette clause est remplacée par A9041C.

---

**A9042T (01/06/91) Soumissions par télex**

Cette clause est annulée à partir du 29/10/93.

---

**Remarques : LE TEXTE DE CETTE CLAUSE DOIT FIGURER EN ENTIER DANS LES DOCUMENTS D'ACHAT.** Utiliser la clause suivante lors de la réémission d'une demande de soumissions. Les agents de négociation des contrats doivent inscrire le numéro, la date et l'heure et la date de clôture de la demande de soumissions qui doit être remplacée.

**A9043T (16/06/06) Réémission d'une demande de soumission**

La présente annule et remplace la demande de soumissions numéro \_\_\_\_\_, datée du \_\_\_\_\_, dont la date de clôture était le \_\_\_\_\_ (*insérer la date de clôture*), à \_\_\_\_\_ (*inscrire l'heure de clôture*).

---

**A9043T (29/10/93) Invitation à soumissionner republiée**

A partir du 16/06/06, cette clause est remplacée par A9043T.

---



## A - Instructions aux soumissionnaires / entrepreneurs

---

---

### **A9043T (01/06/91) Modification de la date de clouter**

Cette clause est annulée à partir du 29/10/93.

---

---

**Remarques : LE TEXTE DE CETTE CLAUSE DOIT FIGURER EN ENTIER DANS LES DOCUMENTS D'ACHAT.** Utiliser la clause suivante dans les demandes de soumissions en régime concurrentiel qui ne sont pas visées par les annonces publiques, lorsque les besoins ne portent pas de cote de sécurité et que l'on a recours à une liste pour inviter les fournisseurs. Les agents de négociation des contrats doivent joindre en annexe la liste des fournisseurs qui ont été invités à présenter une soumission.

### **A9044T (16/06/06) Liste de fournisseurs**

La liste des fournisseurs invités à présenter une soumission dans le cadre de la présente demande de soumissions figure à l'Annexe « \_\_\_\_\_ ». Cette liste ne sera pas mise à jour si des soumissionnaires supplémentaires demandent des copies de la demande de soumissions.

---

---

### **A9044T (01/05/96) Liste de fournisseurs - divulgation**

A partir du 16/06/06, cette clause est remplacée par A9044T.

---

---

### **A9045C (01/06/91) Confirmation**

A partir du 01/12/92, cette clause est remplacée par A9005C.

---

---

### **A9046T (01/06/91) Emploi des mots appel d'offre et offre**

Cette clause est annulée à partir du 16/06/06.

---

---

### **A9047D (29/10/93) Titre de propriété**

Cette clause est annulée à partir du 16/06/06.

---

---

## A - Instructions aux soumissionnaires / entrepreneurs

---

---

**A9047D** (01/12/92) **Titre de propriété**

A partir du 29/10/93, cette clause est remplacée par A9047D.

---

---

**A9048D** (01/06/91) **Représentant technique**

Cette clause est annulée à partir du 29/10/93.

---

---

**Remarques** : Utiliser la clause suivante dans tous les contrats portant sur l'achat de véhicules.

**A9049C** (16/06/06) **Sécurité des véhicules**

Tous les véhicules fournis dans le cadre du contrat doivent être conformes aux dispositions de la *Loi sur la sécurité des véhicules automobiles*, L.C., 1993, ch. 16, et aux règlements pertinents en vigueur à leur date de fabrication.

---

---

**A9049D** (31/03/95) **Véhicules**

A partir du 16/06/06, cette clause est remplacée par A9049C.

---

---

**A9050D** (31/03/95) **Publications commerciales**

Cette clause est annulée à partir du 16/06/06.

---

---

**A9050D** (01/06/91) **Publications commerciales**

A partir du 31/03/95, cette clause est remplacée par A9050D.

---

---

## A - Instructions aux soumissionnaires / entrepreneurs

---

**Remarques : LE TEXTE DE CETTE CLAUSE DOIT FIGURER EN ENTIER DANS LES DOCUMENTS D'ACHAT.** Utiliser la clause suivante dans les contrats portant sur l'achat d'équipement lorsque le Canada demande des droits pour la traduction des publications existantes.

Lorsque l'entrepreneur fournira des documents expressément rédigés dans le cadre des travaux faisant l'objet du contrat, il faut utiliser l'une des conditions générales suivantes : 2010, 9601, 9624 ou 9676. Conformément à ces conditions générales, le Canada détient les droits de traduction des documents rédigés par l'entrepreneur dans le cadre du contrat étant donné qu'il détient les droits d'auteur des travaux. Dans le cas où des publications rédigées dans le cadre des travaux et des publications existantes doivent être fournies par l'entrepreneur, cette clause doit être utilisée de concert avec les conditions générales pertinentes.

### **A9051C (16/06/06) Publications techniques existantes - traduction**

L'entrepreneur accorde au Canada une licence non-exclusive, perpétuelle, irrévocable et libre de redevance pour la traduction et la reproduction en tout ou en partie, pour l'usage exclusif du gouvernement, des publications techniques fournies avec l'équipement livré dans le cadre du contrat. Les droits d'auteur des traductions effectuées par le Canada ou par des entrepreneurs indépendants engagés par le Canada appartiendront au Canada.

**(REMARQUE À L'INTENTION DE L'AGENT DE NÉGOCIATION DES CONTRATS :** Supprimer ce qui suit pour les marchés qui ne sont pas pour le ministère de la Défense nationale.)

En plus des exemplaires qui doivent être livrés avec l'équipement, \_\_\_\_\_ exemplaires de chaque publication doivent être envoyés à l'adresse suivante :

Ministère de la Défense nationale  
Édifice du Mgén George Pearkes  
Ottawa, Canada  
K1A 0K2

À l'attention de : \_\_\_\_\_.

=====

### **A9051D (31/03/95) Publications techniques - traduction**

A partir du 16/06/06, cette clause est remplacée par A9051C.

=====

### **A9052D (01/06/91) Garantie**

Cette clause est annulée à partir du 15/12/95.

=====

**Remarques :** L'agent de négociation des contrats peut utiliser cette clause dans les contrats d'achat de camions de poids moyen et de poids lourd, d'autobus et de remorques lorsque le ministère client demande un échange de véhicule.

## A - Instructions aux soumissionnaires / entrepreneurs

---

A9053C (16/06/06) Échange de véhicule

## **A - Instructions aux soumissionnaires / entrepreneurs**

---

---

Le véhicule usagé à échanger sera retenu par le Canada jusqu'à son échange pour le nouveau véhicule. Aucun ajustement ne sera fait à la valeur de reprise pour compenser la dépréciation liée à l'usure normale du véhicule entre le moment où il a été évalué et celui où le véhicule usagé est échangé. Dès qu'il prend possession du véhicule usagé, l'entrepreneur doit signaler, par écrit, à l'autorité contractante, tout changement important dans l'état du véhicule usagé.

---

---

**A9053D (15/09/97) Reprise, Valeur de**

A partir du 16/06/06, cette clause est remplacée par A9053C.

---

---

**A9054D (01/06/91) Navire, examen du**

A partir du 29/10/93, cette clause est remplacée par A9054T.

---

---

**A9054T (29/10/93) Navire, examen du**

A partir du 31/03/95, cette clause est remplacée par A9038T.

---

---

**Remarques : LE TEXTE DE CETTE CLAUSE DOIT FIGURER EN ENTIER DANS LES DOCUMENTS D'ACHAT.**

**A9055D (10/12/04) Rebuts et déchets**

Nonobstant les dispositions des conditions générales 1026A, les rebuts et les déchets autres que le matériel dont on doit rendre compte, découlant du contrat, reviendront à l'entrepreneur comme faisant partie du prix contractuel.

---

---

**A9055D (01/06/91) Rebuts et déchets**

A partir du 10/12/04, cette clause est remplacée par A9055D.

---

---

## A - Instructions aux soumissionnaires / entrepreneurs

---

Remarques : LE TEXTE DE CETTE CLAUSE DOIT FIGURER EN ENTIER DANS LES DOCUMENTS D'ACHAT.

**A9056T (01/06/91) Sécurité, mesure pour le carburant - MDN**

Avec son offre, le soumissionnaire devra fournir des détails de ses mesures standard de sécurité pour l'approvisionnement en carburant et le débarquement du carburant des navires du ministère de la Défense nationale (MDN), ainsi que le nom de la personne responsable de cette activité.

---

**A9057T (01/06/91) Soumissions télégraphiques**

Cette clause est annulée à partir du 29/10/93.

---

**A9058T (01/06/91) Soumissions - présentation**

Cette clause est annulée à partir du 29/10/93.

---

Remarques : LE TEXTE DE CETTE CLAUSE DOIT FIGURER EN ENTIER DANS LES DOCUMENTS D'ACHAT.

**A9059D (12/05/00) Juridictions sur le chantier maritime**

Lorsqu'un entrepreneur exécute des travaux au chantier naval de la BFC Esquimalt, et que ces travaux sont normalement effectués par des employés du Groupe de réparation des navires, ils devront normalement se dérouler conformément aux méthodes, aux pratiques et à la distribution des tâches en vigueur dans ce chantier maritime, compte tenu des limitations des juridictions professionnelles des groupes (Victoria) affiliés au Conseil des métiers et du travail des chantiers maritimes du gouvernement fédéral.

S'il faut obtenir un permis de travail, cette tâche incombera à l'entrepreneur ou au sous-traitant. En pareil cas, le permis de travail sera de dix dollars (10\$) par ouvrier et par semaine, et il ne sera payé que si les ouvriers de l'entrepreneur ou du sous-traitant n'appartiennent pas aux mêmes syndicats affiliés au Conseil des métiers et du travail des chantiers maritimes du gouvernement fédéral (Victoria).

---

**A9059D (01/06/91) Juridictions sur le chantier maritime**

A partir du 12/05/00, cette clause est remplacée par A9059D.

---

## A - Instructions aux soumissionnaires / entrepreneurs

---

**Remarques : LE TEXTE DE CETTE CLAUSE DOIT FIGURER EN ENTIER DANS LES DOCUMENTS D'ACHAT.** Utiliser la clause suivante lorsque des représentants du Canada devront travailler dans des locaux fournis par l'entrepreneur. Les agents de négociation des contrats doivent préciser le nombre de personnes pour qui il faudra fournir des locaux, le genre de matériel nécessaire, etc.

**A9060C (16/06/06) Locaux à fournir par l'entrepreneur**

Pour la période du contrat, l'entrepreneur devra fournir les locaux meublés suivants aux représentants autorisés du Canada : \_\_\_\_\_.

=====

**A9060D (03/02/97) Locaux à bureaux**

A partir du 16/06/06, cette clause est remplacée par A9060C.

=====

**A9061D (01/06/91) Sous-traitance - MDN**

Cette clause est annulée à partir du 29/10/93.

=====

**Remarques :** Les agents de négociation des contrats peuvent choisir l'une des clauses figurant ci-dessous lorsque l'entrepreneur exécute les travaux dans des emplacements appartenant au gouvernement. Choisir la première clause uniquement lorsque les travaux sont exécutés dans les emplacements des Forces canadiennes à travers le Canada. Choisir la deuxième clause lorsque les travaux sont exécutés dans d'autres emplacements appartenant au gouvernement.

**A9062C (16/06/06) Emplacement - règlements**

**Clause 1**

L'entrepreneur doit se conformer à tous les ordres permanents ou autres règles, instructions et directives en vigueur à l'emplacement où les travaux sont exécutés.

**Clause 2**

L'entrepreneur doit se conformer à toutes les règles, instructions et directives en vigueur à l'emplacement où les travaux sont exécutés.

=====

**A9062D (29/10/93) Emplacement - règlements**

A partir du 16/06/06, cette clause est remplacée par A9062C.

=====

## A - Instructions aux soumissionnaires / entrepreneurs

---

---

**A9063D (01/06/91) Aéroglesseur - garantie**

Cette clause est annulée à partir du 01/12/92.

---

---

**A9064D (01/06/91) Garantie - MDN**

A partir du 01/12/92, cette clause est remplacée par K0027D.

---

---

**Remarques :** Utiliser la clause suivante dans les contrats pour lesquels les travaux se déroulent sur des lieux de travail du gouvernement.

**A9065C (16/06/06) Insigne d'identité**

Toute personne assignée à l'exécution de travaux sur des lieux de travail du gouvernement doit porter, à un endroit visible, l'insigne d'identité qui lui a été remise par le Canada.

Lorsqu'une personne doit porter un casque de sécurité, l'entrepreneur, à la demande de l'autorité contractante, doit peindre le numéro apparaissant sur l'insigne d'identité à l'avant du casque de sécurité.

---

---

**A9065D (01/06/91) Sécurité et identification du personnel**

A partir du 16/06/06, cette clause est remplacée par A9065C.

---

---

**Remarques :** **LE TEXTE DE CETTE CLAUSE DOIT FIGURER EN ENTIER DANS LES DOCUMENTS D'ACHAT.** Utiliser la clause suivante dans tous les contrats de remise en état de navires et dans les contrats de réparation et de révision de navires ou de systèmes de navires où il est stipulé que les travaux doivent être effectués dans les installations de l'entrepreneur plutôt que dans celles du ministère client.

**A9066D (29/10/93) Navire - accès du Canada**

Le Canada se réserve le droit de faire exécuter par son personnel des travaux limités à l'égard de l'équipement situé à bord du navire. Ces travaux seront effectués à des moments mutuellement acceptables pour le Canada et l'entrepreneur.

---

---



## A - Instructions aux soumissionnaires / entrepreneurs

---

**A9066D (01/06/91) Navire - accès de la Couronne**

A partir du 29/10/93, cette clause est remplacée par A9066D.

---

---

**A9067D (31/03/95) Garantie**

Cette clause est annulée à partir du 16/06/06.

---

---

**A9069T (01/06/91) Réception des soumissions/adresse**

Cette clause est annulée à partir du 29/10/93.

---

---

**Remarques : LE TEXTE DE CETTE CLAUSE DOIT FIGURER EN ENTIER DANS LES DOCUMENTS D'ACHAT.** Utiliser la clause suivante dans les contrats. L'agent de négociation des contrats doit s'assurer que la loi applicable choisie par le soumissionnaire ou, si ce dernier n'a pas choisi de loi, que la loi mentionnée dans la demande de soumissions soit indiquée dans l'espace réservé à cette fin. Le soumissionnaire, suivant les instructions, pourra proposer un changement aux lois applicables dans sa soumission.

Ne pas utiliser pour les besoins de faible valeur et de complexité moyenne lorsqu'un des modèles en langage clair 2T-LDV1 ou 2T-MED1 est utilisé.

**Nota :** En ce qui concerne la version française de la clause, le mot « in » n'a pas été traduit puisqu'il n'y a pas de terme commun à toutes les provinces et territoire. Il faudra donc ajouter le mot « en » devant Alberta, Colombie-Britannique, Saskatchewan, Ontario et Nouvelle-Écosse, le mot « au » devant Manitoba, Québec, Nouveau-Brunswick et Yukon, le mot « à » devant Terre-Neuve et l'Île-du-Prince-Édouard et les mots « dans les » devant Territoires du Nord Ouest.

**A9070C (15/08/06) Lois applicables**

Le contrat doit être interprété et régi selon les lois en vigueur \_\_\_\_\_ et les relations entre les parties seront déterminées par ces lois.

---

---

**A9070C (16/06/06) Lois applicables**

A partir du 15/08/06, cette clause est remplacée par A9070C.

---

---

## A - Instructions aux soumissionnaires / entrepreneurs

---

### **A9070D (01/06/91) Lois applicables**

A partir du 15/12/95, cette clause est remplacée par A9070C, A9070T.

---

**Remarques : LE TEXTE DE CETTE CLAUSE DOIT FIGURER EN ENTIER DANS LES DOCUMENTS D'ACHAT.** Utiliser la clause suivante dans les demandes de soumissions. Indiquer la loi de quelle province ou de quel territoire le Canada propose d'appliquer au contrat subséquent. Le soumissionnaire, suivant les instructions, peut proposer un changement aux lois applicables dans sa soumission.

Ne pas utiliser pour les besoins de faible valeur et de complexité moyenne lorsque les modèles en langage clair 2T-LDV1 et 2T-MED1 sont utilisés.

**Nota :** En ce qui concerne la version française de la clause, le mot « in » n'a pas été traduit puisqu'il n'y a pas de terme commun à toutes les provinces et territoire. Il faudra donc ajouter le mot « en » devant Alberta, Colombie-Britannique, Saskatchewan, Ontario et Nouvelle-Écosse, le mot « au » devant Manitoba, Québec, Nouveau-Brunswick et Yukon, le mot « à » devant Terre-Neuve et l'Île-du-Prince-Édouard et les mots « dans les » devant Territoires du Nord Ouest.

### **A9070T (15/08/06) Lois applicables**

1. Tout contrat subséquent sera interprété et régi selon les lois en vigueur \_\_\_\_\_ et les relations entre les parties seront déterminées par ces lois.
  2. À sa discrétion, le soumissionnaire peut indiquer les lois applicables d'une province ou d'un territoire canadien de son choix, sans que la validité de sa soumission ne soit mise en question, en supprimant le nom de la province ou le territoire canadien précisé et en insérant le nom de la province ou le territoire canadien de son choix. Si aucun changement n'est indiqué, cela signifie que le soumissionnaire accepte les lois applicables indiquées.
- 

### **A9070T (16/06/06) Lois applicables**

A partir du 16/08/06, cette clause est remplacée par A9070T.

---

### **A9071D (31/01/92) Période du contrat**

A partir du 29/10/93, cette clause est remplacée par D0025D.

---

## A - Instructions aux soumissionnaires / entrepreneurs

---

**A9072D (01/08/92) Période du contrat proposé**

A partir du 29/10/93, cette clause est remplacée par D0025D.

---

---

**A9073D (31/01/92) Période du contrat**

A partir du 29/10/93, cette clause est remplacée par D0025D.

---

---

**A9074D (31/01/92) Période du contrat proposé**

A partir du 29/10/93, cette clause est remplacée par D0025D.

---

---

**A9075D (31/01/92) Période du contrat**

A partir du 29/10/93, cette clause est remplacée par D0025D.

---

---

**A9077C (01/12/92) Période du contrat**

A partir du 31/03/95, cette clause est remplacée par A9009D.

---

---

**A9078C (31/01/92) Période du contrat proposé**

A partir du 31/03/95, cette clause est remplacée par A9009D.

---

---

**A9079C (31/01/92) Période du contrat proposé**

A partir du 31/03/95, cette clause est remplacée par A9009D.

## A - Instructions aux soumissionnaires / entrepreneurs

---

---

**A9080C** (01/08/92) **Durée du contrat proposé**

A partir du 29/10/93, cette clause est remplacée par D0025D.

---

---

**A9081C** (31/01/92) **Politique anti-tabac**

Cette clause est annulée à partir du 25/05/01.

---

---

**A9082C** (31/01/92) **Remplacement du personnel**

A partir du 31/03/95, cette clause est remplacée par A7017D.

---

---

**Remarques : LE TEXTE DE CETTE CLAUSE DOIT FIGURER EN ENTIER DANS LES DOCUMENTS D'ACHAT.** Utiliser la clause suivante lorsqu'une conférence des soumissionnaires doit avoir lieu.

**A9083T** (16/06/06) **Conférence des soumissionnaires**

Une conférence des soumissionnaires aura lieu à \_\_\_\_\_ (*insérer l'adresse*), le \_\_\_\_\_ (*insérer la date*). Elle débutera à \_\_\_\_\_ (*insérer l'heure*) et se tiendra \_\_\_\_\_ (*insérer le nom/numéro de la salle*). Dans le cadre de la conférence, on examinera la portée du besoin précisé dans la demande de soumissions et on répondra aux questions qui seront posées. Il est recommandé que les soumissionnaires qui ont l'intention de déposer une soumission assistent à la conférence ou y envoient un représentant.

Les soumissionnaires sont priés de communiquer avec l'autorité contractante avant la conférence pour confirmer leur présence. Ils devraient fournir à l'autorité contractante, par écrit, une liste des personnes qui assisteront à la conférence et des questions qu'ils souhaitent y voir abordées, au moins \_\_\_\_\_ jours ouvrables avant la conférence.

Toute précision ou tout changement apporté à la demande de soumissions à la suite de la conférence des soumissionnaires sera inclus dans la demande de soumissions, sous la forme d'une modification. Les soumissionnaires qui ne participeront pas à la conférence pourront tout de même présenter une soumission.

---

---

**A9083T** (14/05/04) **Conférence des soumissionnaires**

A partir du 16/06/06, cette clause est remplacée par A9083T.

---

---

## **A - Instructions aux soumissionnaires / entrepreneurs**

---

---

**A9084C (01/08/92) Prolongation de l'affrètement**

Cette clause est annulée à partir du 29/10/93.

---

---

**A9084C (31/01/92) Prolongation de l'affrètement**

A partir du 01/08/92, cette clause est remplacée par A9084C.

---

---

**A9085C (31/01/92) Sous-traitance**

Cette clause est annulée à partir du 01/08/92.

---

---

**A9085T (01/08/92) Propositions par télex/facsimilé**

Cette clause est annulée à partir du 29/10/93.

---

---

**A9085T (31/01/92) Propositions par telex/facsimilé**

A partir du 01/08/92, cette clause est remplacée par A9085T.

---

---

**A9086T (01/08/92) Propositions par télex/facsimilé**

Cette clause est annulée à partir du 29/10/93.

---

---

## A - Instructions aux soumissionnaires / entrepreneurs

---

**A9086T (31/01/92) Propositions par télex/facsimilé**

A partir du 01/08/92, cette clause est remplacée par A9086T.

---

---

**A9087D (31/01/92) Réunions**

Cette clause est annulée à partir du 29/10/93.

---

---

**A9088D (29/10/93) Normes de sécurité et codes du travail**

Cette clause est annulée à partir du 16/06/06.

---

---

**A9088D (31/01/92) Normes de sécurité et codes du travail**

A partir du 29/10/93, cette clause est remplacée par A9088D.

---

---

**Remarques : LE TEXTE DE CETTE CLAUSE DOIT FIGURER EN ENTIER DANS LES DOCUMENTS D'ACHAT.** Utiliser la clause suivante dans les contrats lorsque le formulaire PWGSC-TPSGC 1137-1, Demande d'autorisation de sous-traiter, est exigé.

**A9089C (16/06/06) Autorisation de sous-traiter**

Lorsque, en vertu des conditions générales s'appliquant au contrat, le consentement du Ministre est requis pour sous-traiter une partie des travaux, l'entrepreneur doit remplir le formulaire PWGSC-TPSGC 1137-1 intitulé « Demande d'autorisation de sous-traiter » et le soumettre à l'autorité contractante.

---

---

**A9089C (13/12/02) Autorisation de sous-traiter**

A partir du 16/06/06, cette clause est remplacée par A9089C.

---

---

## A - Instructions aux soumissionnaires / entrepreneurs

---

---

**A9090C (16/02/98) Droits et obligations prioritaires**

Cette clause est annulée à partir du 10/06/05.

---

---

**A9091T (01/06/91) Forme des soumissions**

Cette clause est annulée à partir du 29/10/93.

---

---

**A9092C (31/03/95) Travaux pré-contractuels autorisés**

Cette clause est annulée à partir du 15/09/97.

---

---

**A9092D (31/01/92) Limites de la région-capitale nationale**

A partir du 01/12/92, cette clause est remplacée par M0021D.

---

---

**A9093D (25/05/01) Indemnisation des accidents du travail**

Cette clause est annulée à partir du 16/06/06.

---

---

**A9093D (01/12/00) Indemnisation des accidents du travail**

A partir du 25/05/01, cette clause est remplacée par A9093D.

---

---

**Remarques :** Utiliser la clause suivante lorsqu'un entrepreneur proposé a entrepris les travaux, à ses risques, sans l'autorisation d'un représentant du gouvernement, avant l'approbation du contrat, mais ne les a pas terminés. En utilisant cette clause, on s'assure que les travaux exécutés avant la date du contrat seront couverts par le contrat.

## A - Instructions aux soumissionnaires / entrepreneurs

---

Si les travaux sont terminés, l'agent de négociation des contrats doit dans ce cas demander au conseiller juridique de préparer une confirmation de commande.

Le deuxième paragraphe doit être supprimé si le ministère client ne désire pas conserver les droits de propriété intellectuelle.

Utiliser cette clause en conjonction avec la clause C0210C.

### **A9094C (16/06/06) Travaux précontractuels non autorisés**

1. Les parties reconnaissent que l'entrepreneur, afin de respecter ses obligations prévues au contrat, a commencé les travaux requis en vertu du contrat avant la date d'entrée en vigueur de ce dernier (travaux précontractuels), et qu'il a engagé des coûts pour l'exécution de ces travaux. Les coûts engagés par l'entrepreneur pour l'exécution des travaux précontractuels, qui auraient été traités comme des coûts raisonnablement et correctement engagés s'ils avaient été engagés après la date d'entrée en vigueur du contrat, lui seront payés conformément à la base de paiement du contrat sous réserve de l'acceptation des travaux précontractuels par le Canada. L'entrepreneur convient que sur paiement de ces coûts par le Canada à l'entrepreneur, le Canada sera dégagé et libéré de façon définitive de toute action, réclamation, poursuite ou exigence relative aux travaux précontractuels.
2. Les parties confirment que le droit d'auteur relatif aux travaux précontractuels appartient au Canada et que tous les droits de propriété intellectuelle touchant toute l'information de nature scientifique, technique ou artistique relative aux travaux, sous quelque forme ou sur quelque support que ce soit, conçue, élaborée ou produite par l'entrepreneur dans l'exécution des travaux précontractuels appartiennent au Canada.

---

### **A9094C (10/06/05) Travaux précontractuels non autorisés**

A partir du 16/06/06, cette clause est remplacée par A9094C.

---

### **A9095C (31/03/95) Travaux pré-contractuels, serv. continus**

Cette clause est annulée à partir du 15/09/97.

---

**Remarques :** Utiliser la clause suivante dans les demandes de soumissions.

Ne pas utiliser pour les besoins de faible valeur et de complexité moyenne lorsqu'on utilise les modèles en langage clair 2T-LDV1 et 2T-MED1 et les instructions uniformisées 2003.

### **A9096T (16/06/06) Signature de la soumission**

Le Canada exige que la soumission soit signée par le soumissionnaire ou par un représentant autorisé à cet effet. Si une soumission est déposée par un consortium, elle doit indiquer clairement qu'il s'agit d'un consortium et elle doit être signée par tous les membres de ce consortium ou être accompagnée d'une déclaration précisant que le signataire représente tous les membres du consortium.



## A - Instructions aux soumissionnaires / entrepreneurs

---

---

### **A9096T (01/05/96) Validité de la soumission**

A partir du 16/06/06, cette clause est remplacée par A9096T.

---

---

**Remarques : LE TEXTE DE CETTE CLAUSE DOIT FIGURER EN ENTIER DANS LES DOCUMENTS D'ACHAT.**

### **A9097T (01/05/96) Attestation de conformité**

1. Le soumissionnaire doit fournir une attestation indiquant clairement qu'il respecte tous les articles, clauses et conditions contenus dans la section « \_\_\_\_ » du présent document et dans l'énoncé des travaux, ou mentionnés dans la présente demande de propositions.
  2. Veuillez fournir, pour chaque clause, une des deux réponses suivantes :
    - a) CONFORME - volonté de respecter ou d'accepter la clause ou les conditions sous tous rapports; aucune autre explication n'est requise; OU
    - b) NON CONFORME - le soumissionnaire doit indiquer spécifiquement tous les points auxquels il ne se conformera pas ou préciser les conditions qu'il propose en remplacement des conditions spécifiées.
  3. Les termes tels que «conforme à l'esprit», «entendu» ou d'autres termes du même genre sont inadmissibles et leur utilisation entraînera le rejet de la proposition.
- 
- 

### **A9098T (01/05/96) Etudes / expérience - Attestation**

A partir du 16/06/06, cette clause est remplacée par A3010T.

---

---

### **A9099T (01/05/96) Information pour fins d'évaluation**

A partir du 16/06/06, cette clause est remplacée par A9101T.

---

---

**Remarques : LE TEXTE DE CETTE CLAUSE DOIT FIGURER EN ENTIER DANS LES DOCUMENTS D'ACHAT.** Utiliser la clause suivante dans toutes les invitations à soumissionner en régime de concurrence.

### **A9100T (01/12/00) Rendement du fournisseur**

1. Le Canada peut rejeter une soumission dans l'un ou l'autre des cas suivants :

## A - Instructions aux soumissionnaires / entrepreneurs

---

- a) le soumissionnaire ou l'un de ses employés ou sous-traitants visé dans la soumission a été reconnu coupable en vertu de l'article 121 (« *Fraudes envers le gouvernement* » et « *Entrepreneur qui souscrit à une caisse électorale* »), 124 (« *Achat ou vente d'une charge* ») ou 418 (« *Vente d'approvisionnements défectueux à Sa Majesté* ») du Code criminel;
  - b) le soumissionnaire est assujéti à une mesure corrective du rendement du fournisseur, en vertu de la Politique sur le rendement du fournisseur, ce qui le rend inadmissible pour déposer une soumission dans le cadre des travaux;
  - c) l'employé ou un sous-traitant visé dans la soumission est soumis à une mesure corrective du rendement du fournisseur, en vertu de la Politique sur le rendement du fournisseur, ce qui le rendrait inadmissible pour participer aux travaux ou à la tranche des travaux que l'employé ou le sous-traitant doit exécuter;
  - d) dans le cadre de transactions actuelles ou antérieures avec le gouvernement du Canada :
    - (1) le soumissionnaire déclare faillite ou ne peut, pour quelque motif que ce soit, exercer ses activités pour une durée prolongée;
    - (2) des preuves de fraude, de corruption ou de fausse déclaration ou des preuves confirmant l'incapacité de respecter des lois protégeant les personnes contre toute forme de discrimination ont été déposées à la satisfaction du Canada à l'égard du soumissionnaire, de l'un quelconque de ses employés ou d'un sous-traitant visé dans sa soumission;
    - (3) le Canada a exercé ses recours contractuels de suspension ou de résiliation pour inexécution à l'égard d'un marché attribué au soumissionnaire, à l'un quelconque de ses employés ou à un sous-traitant visé dans sa soumission;
    - (4) le Canada détermine que le rendement du soumissionnaire dans le cadre d'autres marchés, notamment l'efficacité et la qualité des travaux, ainsi que la mesure dans laquelle le soumissionnaire a respecté les clauses et les conditions contractuelles dans l'exécution des travaux, est suffisamment médiocre pour qu'on le considère incapable de répondre au besoin faisant l'objet de la soumission.
2. Dans le cas où le Canada a l'intention de rejeter une soumission conformément à l'alinéa 1 pour des motifs distincts de ceux exposés à l'alinéa 1b), l'autorité contractante le fait savoir au soumissionnaire et lui donne un délai de dix (10) jours pour faire valoir son point de vue, avant de rendre une décision définitive sur le rejet de la soumission.

---

**A9100T (12/05/00) Rendement du fournisseur**

A partir du 01/12/00, cette clause est remplacée par A9100T.

---

**Remarques : LE TEXTE DE CETTE CLAUSE DOIT FIGURER EN ENTIER DANS LES DOCUMENTS D'ACHAT.** Utiliser la clause suivante lorsque le Canada doit indiquer qui participera à l'évaluation des soumissions.

Utiliser la clause 1 lorsque des employés du gouvernement fédéral uniquement participeront à l'évaluation des soumissions. Utiliser la clause 2 lorsqu'une tierce partie participera également à l'évaluation, étant donné qu'il est nécessaire de divulguer le nom des participants tiers à tous les soumissionnaires en raison des obligations du Canada en matière de confidentialité.

## A - Instructions aux soumissionnaires / entrepreneurs

---

**A9101T** (16/06/06) Équipe d'évaluation

**Clause 1**

Une équipe d'évaluation composée de représentants du Canada évaluera les soumissions.

**OU**

**Clause 2**

Une équipe d'évaluation composée de représentants du Canada et \_\_\_\_\_ (*inscrire le nom de l'entreprise ou du consultant*) évalueront les soumissions.

---

---

**A9101T** (01/05/96) Equipe d'évaluation

A partir du 16/06/06, cette clause est remplacée par A9101T.

---

---

**A9102T** (01/05/96) Proposition technique

Cette clause est annulée à partir du 16/06/06.

---

---

**Remarques : LE TEXTE DE CETTE CLAUSE DOIT FIGURER EN ENTIER DANS LES DOCUMENTS**

**D'ACHAT.** Utiliser la clause suivante pour toutes les invitations à soumissionner concurrentielles où il est possible que l'entrepreneur éventuel soit un ancien fonctionnaire qui a reçu une somme forfaitaire. (Voir la procédure 6D.482 du Guide des approvisionnements). Cette clause doit être utilisée de concert avec les clauses A9105C et A9106T.

**A9103T** (01/12/00) Programmes de réduction des effectifs

1. En raison des divers programmes de réaménagement des effectifs entrepris récemment par le gouvernement, les soumissionnaires doivent fournir des renseignements concernant leur statut d'ancien fonctionnaire ayant reçu un paiement forfaitaire ou recevant une pension, ou les deux, conformément au Programme de prime de départ anticipé (PDA), du Programme d'encouragement à la retraite anticipée (PERA), du Programme de réduction des forces, du Programme de transition dans la carrière pour les cadres de direction, ou de tout autre programme semblable mis en oeuvre par le Conseil du Trésor. Par conséquent, les soumissionnaires doivent fournir les renseignements suivants :
  - a) date et montant du paiement forfaitaire;
  - b) conditions du versement du montant forfaitaire (y compris la date de cessation d'emploi);
  - c) taux de traitement à partir duquel le montant forfaitaire a été calculé;
  - d) si le soumissionnaire avait droit ou non à l'exemption de 5 000 \$ prévue.
2. Lorsqu'un contrat est attribué à un ancien fonctionnaire pendant la période visée par le versement d'un paiement forfaitaire, les honoraires du contrat doivent être réduits d'un montant correspondant au nombre de semaines restant de la période du versement du montant forfaitaire à partir du début du contrat.

## A - Instructions aux soumissionnaires / entrepreneurs

---

3. Cette réduction est toutefois assujettie à une exemption de 5 000 \$ (taxe sur les produits et services ou la taxe de vente harmonisée incluse, s'il y a lieu) applicable à un ou à plusieurs contrats pendant la période visée par le versement du montant forfaitaire.
4. Aux fins de la présente demande de soumission, sont considérés comme anciens fonctionnaires :
  - a) une personne;
  - b) une personne morale;
  - c) un partenariat constitué d'anciens fonctionnaires;
  - d) une entreprise personnelle ou une entité dans laquelle la personne visée détient d'importants intérêts.
5. Les renseignements doivent être annexés à la soumission et être fournis à la date limite de présentation des soumissions ou avant cette date. Dans l'éventualité où le soumissionnaire ne se conformerait pas à cette condition, sa soumission sera considérée comme non recevable.

---

### A9103T (15/09/97) Programmes de réduction des effectifs

A partir du 01/12/00, cette clause est remplacée par A9103T.

---

**Remarques : LE TEXTE DE CETTE CLAUSE DOIT FIGURER EN ENTIER DANS LES DOCUMENTS D'ACHAT.** Utiliser la clause suivante pour toutes les invitations à soumissionner non concurrentielles où il est possible que l'entrepreneur éventuel soit un ancien fonctionnaire qui a reçu une somme forfaitaire. (Voir la procédure 6D.482 du *Guide des approvisionnements*). Cette clause doit être utilisée de concert avec les clauses A9105C et A9106T.

### A9104T (01/12/00) Programmes de réduction des effectifs

1. En raison des divers programmes de réaménagement des effectifs entrepris récemment par le gouvernement, les soumissionnaires doivent fournir des renseignements concernant leur statut d'ancien fonctionnaire ayant reçu un paiement forfaitaire ou recevant une pension, ou les deux, conformément au Programme de prime de départ anticipé (PDA), du Programme d'encouragement à la retraite anticipée (PERA), du Programme de réduction des forces, du Programme de transition dans la carrière pour les cadres de direction, ou de tout autre programme semblable mis en oeuvre par le Conseil du Trésor. Par conséquent, les soumissionnaires doivent fournir les renseignements suivants :
  - a) date et montant du paiement forfaitaire;
  - b) conditions du versement du montant forfaitaire (y compris la date de cessation d'emploi);
  - c) taux de traitement à partir duquel le montant forfaitaire a été calculé;
  - d) si le soumissionnaire avait droit ou non à l'exemption de 5 000 \$ prévue.
2. Lorsqu'un contrat est attribué à un ancien fonctionnaire pendant la période visée par le versement d'un paiement forfaitaire, les honoraires du contrat doivent être réduits d'un montant correspondant au nombre de semaines restant de la période du versement du montant forfaitaire à partir du début du contrat.
3. Cette réduction est toutefois assujettie à une exemption de 5 000 \$ (taxe sur les produits et services ou la taxe de vente harmonisée incluse, s'il y a lieu) applicable à un ou à plusieurs contrats pendant la période visée par le versement du montant forfaitaire.
4. Aux fins de la présente demande de soumission, sont considérés comme anciens fonctionnaires :
  - a) une personne;
  - b) une personne morale;

## A - Instructions aux soumissionnaires / entrepreneurs

---

- c) un partenariat constitué d'anciens fonctionnaires;
  - d) une entreprise personnelle ou une entité dans laquelle la personne visée détient d'importants intérêts.
5. De plus, à l'expiration de la période de versement d'un montant forfaitaire, les anciens fonctionnaires qui reçoivent une pension seront également assujettis à une réduction des honoraires contractuels conformément à la Politique et lignes directrices sur les activités des employés après la cessation d'emploi.
6. Les renseignements doivent être annexés à la soumission et être fournis à la date limite de présentation des soumissions ou avant cette date. Dans l'éventualité où le soumissionnaire ne se conformerait pas à cette condition, sa soumission sera considérée comme non recevable.
- 

### **A9104T (15/09/97) Programmes de réduction des effectifs**

A partir du 01/12/00, cette clause est remplacée par A9104T.

---

**Remarques : LE TEXTE DE CETTE CLAUSE DOIT FIGURER EN ENTIER DANS LES DOCUMENTS D'ACHAT.** Utiliser cette clause dans les contrats où les clauses A9103T ou A9104T ainsi que A9106T ont été utilisées.

### **A9105C (15/12/95) Programmes de réduction des effectifs**

1. Les énoncés suivants sont reconnus comme conditions du présent contrat :
- a) l'entrepreneur a déclaré à l'autorité contractante s'il avait reçu un paiement forfaitaire en vertu d'un programme de réduction des effectifs, notamment la Directive sur le réaménagement des effectifs, le Programme de prime de départ anticipé, le Programme d'encouragement à la retraite anticipée ou le Programme de transition dans la carrière pour les cadres de direction, qui a été mis en oeuvre dans le but de réduire la taille de la fonction publique;
  - b) l'entrepreneur a informé l'autorité contractante des conditions du programme de réduction des effectifs en vertu duquel il a reçu un paiement forfaitaire, et il a également informé l'autorité contractante de sa date de cessation d'emploi, du montant du paiement forfaitaire qui lui a été versé, ainsi que du taux de traitement à partir duquel le montant forfaitaire a été calculé; et
  - c) l'entrepreneur a informé l'autorité contractante de toute exemption concernant la réduction des honoraires d'un contrat à laquelle l'entrepreneur a eu droit en vertu de l'ordre du Programme de prime de départ anticipé ou du paragraphe 4 de l'avis de politique 1995-8, daté du 28 juillet 1995.
2. L'entrepreneur affirme que les renseignements qui accompagnent sa soumission sont exacts et complets. L'entrepreneur reconnaît que le Ministre s'est fondé sur cette affirmation pour conclure le présent contrat. Cette affirmation peut être vérifiée au gré du Ministre par quelque moyen raisonnable que ce soit.
3. L'entrepreneur reconnaît que dans l'éventualité de la violation d'un tel engagement, le Ministre aura le droit de rescinder le contrat.
4. Aucun élément de la présente clause ne doit être interprété de façon à limiter de quelque façon que ce soit les autres droits ou recours dont le Canada ou le Ministre peuvent se prévaloir en vertu du présent contrat.

## A - Instructions aux soumissionnaires / entrepreneurs

---

---

**Remarques : LE TEXTE DE CETTE CLAUSE DOIT FIGURER EN ENTIER DANS LES DOCUMENTS D'ACHAT.** Utiliser la clause suivante soit avec la clause A9103T ou soit avec A9104T.

### A9106T (23/11/98) Programme de réduction des effectifs - détails

- Conformément aux exigences de la clause \_\_\_\_ (indiquer A9103T ou A9104T), les soumissionnaires doivent fournir de l'information sur leur statut d'ancien fonctionnaire ayant perçu un paiement forfaitaire ou recevant une pension, ou les deux, dans le cadre du Programme de prime de départ anticipé (PPDA) ou du Programme d'encouragement à la retraite anticipée (PERA), du Programme de réduction des forces, du Programme de transition dans la carrière pour les cadres de direction et de tout autre programme similaire qui est ou qui sera mis en oeuvre par le Conseil du Trésor.
- Tous les soumissionnaires doivent indiquer leur statut en cochant la ligne appropriée et en apposant leur signature au bas de l'attestation. Cette information doit également être incluse dans les soumissions qui sont assujetties au(x) programme(s) de réduction des effectifs. Tout défaut d'indiquer son statut sera considérée comme ne rencontrant pas cette exigence et la soumission sera jugée non recevable.

( ) La présente soumission (n'est pas) assujettie à un programme de réduction des effectifs.

( ) La présente soumission (est) assujettie à un programme de réduction des effectifs.

Nom de l'entrepreneur : \_\_\_\_

Modalités de l'incitatif versé sous forme de paiement forfaitaire - copie jointe : \_\_\_\_

Date de cessation d'emploi dans la fonction publique : \_\_\_\_

Montant du paiement forfaitaire : \_\_\_\_ \$

Taux de rémunération qui a servi au calcul du paiement forfaitaire : \_\_\_\_ \$ par semaine

Période correspondant au paiement forfaitaire : \_\_\_\_

Date de début : \_\_\_\_ Date d'achèvement : \_\_\_\_ Nbre de semaines : \_\_\_\_

Autres contrats assujettis aux conditions de programme(s) de réduction des effectifs :

| Numéro du contrat | Valeur du contrat<br>(Honoraires) |
|-------------------|-----------------------------------|
| ____              | ____ \$                           |
| ____              | ____ \$                           |
| ____              | ____ \$                           |
|                   | Total : ____ \$                   |

(Signature)

(Date)

---

---

## A - Instructions aux soumissionnaires / entrepreneurs

---

**A9106T (16/02/98) Programme de réduction des effectifs - détails**

A partir du 23/11/98, cette clause est remplacée par A9106T.

---

**A9107T (10/06/05) Emploi civil de personnel militaire**

Cette clause est annulée à partir du 16/06/06.

---

**A9107T (30/05/03) Emploi civil - personnel militaire**

A partir du 10/06/05, cette clause est remplacée par A9107T.

---

**Remarques :** Utiliser la clause suivante dans toutes les demandes de soumissions.

Ne pas utiliser cette clause avec les instructions uniformisées 2003.

**A9109T (16/06/06) Numéro d'entreprise - approvisionnement**

Les fournisseurs canadiens doivent avoir un numéro d'entreprise - approvisionnement (NEA) avant de se voir attribuer un contrat. Les fournisseurs peuvent s'inscrire pour obtenir un NEA du système Données d'inscription des fournisseurs en se rendant sur le site Web d'Accès entreprises Canada (<http://contractscanada.gc.ca>).

Pour s'inscrire autrement que par Internet, les fournisseurs peuvent communiquer avec la LigneInfo d'Accès entreprises Canada au 1-800-811-1148 afin d'obtenir le numéro de téléphone de l'agent d'inscription des fournisseurs le plus près.

---

**A9109T (10/06/05) Numéro d'entreprise - approvisionnement**

A partir du 16/06/06, cette clause est remplacée par A9109T.

---

**Remarques : LE TEXTE DE CETTE CLAUSE DOIT FIGURER EN ENTIER DANS LES DOCUMENTS D'ACHAT.** Utiliser la clause suivante lorsque le marché est réservé en vertu de la Politique sur les marchés réservés dans le cadre des ententes sur les revendications territoriales. S'assurer qu'on indique dans la clause l'accord commercial pertinent.

## A - Instructions aux soumissionnaires / entrepreneurs

---

**A9110T (16/12/05) Marchés réservés dans le cadre des revendications territoriales**

Ce marché est réservé en vertu de \_\_\_\_\_ [*Insérer l'accord ou les accords pertinent(s)*] :

*l'article 1.(d) de l'annexe 1001.2b de l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA);*

*l'article 1.(d) de l'appendice 1 de l'Accord sur les marchés publics de l'Organisation mondiale du commerce (AMP-OMC); et (ou)*

*l'article 1802 de l'Accord sur le commerce intérieur (ACI).*

---

---

**A9110T (10/06/05) Marchés réservés dans le cadre des revendications territoriales**

A partir du 16/12/05, cette clause est remplacée par A9110T.

---

---

**A9115D (30/05/03) T1204 Paiements contractuels de services du gouvernement**

Cette clause est annulée à partir du 10/12/04.

---

---

**A9115D (13/12/02) T1204 Paiement contractuels de service du gouvernement**

A partir du 30/05/03, cette clause est remplacée par A9115D.

---

---

**Remarques : LE TEXTE DE CETTE CLAUSE DOIT FIGURER EN ENTIER DANS LES DOCUMENTS**

**D'ACHAT.** Utiliser la clause suivante pour les achats de services pertinents (tels que services de transport et télécommunications; services de publicité; services professionnels et spéciaux; et services de réparation et d'entretien) ainsi que pour les achats composés à la fois de biens et de services si l'élément « service » est d'un montant de 500 \$ ou plus dans l'année civile, lorsque le ministère client désire recevoir l'information directement de l'entrepreneur après l'adjudication du contrat. Ceci inclut les contrats ou les offres à commandes attribués à des Canadiens qui effectuent des travaux pour le gouvernement à l'étranger. L'agent de négociation des contrats doit insérer le nom de la personne à contacter ainsi que l'adresse fournis par le ministère client.

**A9116C (16/06/06) T1204 - Information à transmettre par l'entrepreneur**

1. Conformément à l'alinéa 221 (1)(d) de la *Loi de l'impôt sur le revenu*, L.R.C. (1985), chap. 1, (5<sup>e</sup> suppl.), les ministères et organismes sont tenus de déclarer à l'aide de feuillets T1204, Paiements contractuels de services du gouvernement, les paiements versés aux entrepreneurs en vertu de contrats de services pertinents (*y compris les contrats comprenant à la fois des biens et des services*).



## A - Instructions aux soumissionnaires / entrepreneurs

---

2. Afin de permettre aux ministères et organismes de se conformer à cette exigence, l'entrepreneur doit fournir l'information suivante, dans les \_\_\_\_\_ jours civils suivant la date d'adjudication du contrat :
- a) le nom légal de l'entrepreneur, c.-à-d. le nom associé au numéro d'entreprise ou au numéro d'assurance sociale (NAS), ainsi que l'adresse et le code postal;
  - b) le statut de l'entrepreneur, c.-à-d. particulier, entreprise à propriétaire unique, société commerciale ou société de personnes;
  - c) le numéro d'entreprise de l'entrepreneur, s'il s'agit d'une société commerciale ou d'une société de personnes ou le NAS, s'il s'agit d'un particulier ou d'une entreprise à propriétaire unique. Si l'entrepreneur est une société de personnes qui n'a pas de numéro d'entreprise, l'associé ayant signé le contrat doit fournir son NAS;
  - d) si l'entité est une coentreprise, le numéro d'entreprise de tous les entrepreneurs faisant partie de celle-ci, ou leur NAS s'ils n'ont pas de numéro d'entreprise.
3. L'information devrait être expédiée à la personne et à l'adresse indiquées ci-dessous. Lorsque l'information requise comprend un NAS, celle-ci doit être expédiée dans une enveloppe portant l'inscription « PROTÉGÉE ».

Nom de la personne : \_\_\_\_\_

Adresse : \_\_\_\_\_

---

---

### A9116D (10/06/05) T1204 - information à transmettre par l'entrepreneur

A partir du 16/06/06, cette clause est remplacée par A9116C.

---

---

**Remarques :** Utiliser la clause suivante pour les achats de services pertinents (tels que services de transport et télécommunications; services de publicité; services professionnels et spéciaux; et services de réparation et d'entretien) ainsi que pour les achats composés à la fois de biens et de services si l'élément « service » est d'un montant de 500 \$ ou plus dans l'année civile, lorsque le ministère client désire recevoir l'information directement de l'entrepreneur après l'adjudication du contrat. Ceci inclut les contrats ou les offres à commandes attribués à des Canadiens qui effectuent des travaux pour le gouvernement à l'étranger.

### A9117C (16/06/06) T1204 - demande directe du ministère client

1. Conformément à l'alinéa 221 (1)(d) de la *Loi de l'impôt sur le revenu*, L.R.C. (1985), chap. 1, (5<sup>e</sup> suppl.), les ministères et organismes sont tenus de déclarer à l'aide de feuillets T1204, Paiements contractuels de services du gouvernement, les paiements versés aux entrepreneurs en vertu de contrats de services pertinents (y compris les contrats comprenant à la fois des biens et des services).
  2. Afin de permettre aux ministères et organismes de se conformer à cette exigence, à la demande du Canada, l'entrepreneur doit fournir son numéro d'entreprise ou son numéro d'assurance sociale, selon le cas. *(Les demandes peuvent être faites par lettre d'appel générale aux entrepreneurs, par écrit ou par téléphone.)*
- 
-

## A - Instructions aux soumissionnaires / entrepreneurs

---

**A9117D (10/12/04) T1204 - demande directe du ministère client**

A partir du 16/06/06, cette clause est remplacée par A9117C.

---

**Remarques : LE TEXTE DE CETTE CLAUSE DOIT FIGURER EN ENTIER DANS LES DOCUMENTS D'ACHAT.** Utiliser la clause suivante lorsqu'un entrepreneur proposé a entrepris les travaux avec l'autorisation d'un représentant du gouvernement, avant l'approbation du contrat, mais ne les a pas terminés. En utilisant cette clause, on s'assure que les travaux exécutés avant la date du contrat seront couverts par le contrat.

Si les travaux sont terminés, l'agent de négociation des contrats doit dans ce cas demander au conseiller juridique de préparer une confirmation de commande.

Le deuxième paragraphe doit être supprimé si le client ne désire pas conserver les droits de propriété intellectuelle.

Utiliser cette clause en conjonction avec la clause C0210C.

**A9120C (16/06/06) Travaux précontractuels autorisés**

Les parties reconnaissent que l'entrepreneur a commencé, à partir du \_\_\_\_\_ avec le consentement du \_\_\_\_\_, (*insérer le nom du ministère client*) et sans contrat écrit, à exécuter les travaux requis en vertu du contrat (travaux précontractuels) et qu'il a engagé des coûts pour l'exécution de ces travaux. Les coûts engagés par l'entrepreneur pour l'exécution des travaux précontractuels, qui auraient été traités comme des coûts raisonnablement et correctement engagés s'ils avaient été engagés après la date d'entrée en vigueur du contrat, lui seront payés conformément à la base de paiement du contrat sous réserve de l'acceptation des travaux précontractuels par le Canada. L'entrepreneur convient que sur paiement de ces coûts par le Canada à l'entrepreneur, le Canada sera dégagé et libéré de façon définitive de toute action, réclamation, poursuite ou exigence relative aux travaux précontractuels.

Les parties confirment que le droit d'auteur relatif aux travaux précontractuels appartient au Canada et que tous les droits de propriété intellectuelle touchant toute l'information de nature scientifique, technique ou artistique relative aux travaux, sous quelque forme ou sur quelque support que ce soit, conçue, élaborée ou produite par l'entrepreneur dans l'exécution des travaux précontractuels appartiennent au Canada.

---

**A9120C (10/06/05) Travaux précontractuels autorisés**

A partir du 16/06/06, cette clause est remplacée par A9120C.

---

**Remarques : LE TEXTE DE CETTE CLAUSE DOIT FIGURER EN ENTIER DANS LES DOCUMENTS D'ACHAT.** La discrétion est laissée à l'agent de négociation des contrats, mais il est recommandé d'utiliser la présente clause lorsque la durée des travaux n'excède pas quatre (4) mois. En général, cette clause est utilisée, sans en exclure d'autres, dans les demandes de soumission maritimes.

## A - Instructions aux soumissionnaires / entrepreneurs

---

A9125T      (10/06/05)      Convention collective valide

## A - Instructions aux soumissionnaires / entrepreneurs

---

Lorsque le soumissionnaire est lié par une convention collective ou par un autre instrument adéquat à ses travailleurs syndiqués, ladite convention collective ou ledit instrument doit être valide pour la durée de la période proposée de tout contrat subséquent. La preuve documentaire de ladite convention collective ou dudit instrument doit être fournie au plus tard à la clôture des soumissions.

---

### **A9125T (10/12/04) Convention collective valide**

A partir du 10/06/05, cette clause est remplacée par A9125T.

---

### **A9130D (24/05/02) Marchandises contrôlées - accès**

A partir du 12/12/03, cette clause est remplacée par A9130T.

---

**Remarques : LE TEXTE DE CETTE CLAUSE DOIT FIGURER EN ENTIER DANS LES DOCUMENTS D'ACHAT.** Utiliser la clause suivante dans les documents d'invitation à soumissionner dans lequel il est question de produire des marchandises contrôlées ou d'y avoir accès.

### **A9130T (10/12/04) Marchandises contrôlées**

1. Étant donné que le contrat subséquent nécessitera la production de marchandises contrôlées ou l'accès à des marchandises contrôlées qui sont visées par la *Loi sur la production de défense*, les soumissionnaires sont avisés par la présente que, au Canada, seules les personnes inscrites, exemptées ou exclues en vertu du Programme des marchandises contrôlées (PMC) sont légalement autorisées à examiner, à posséder ou à transférer des marchandises contrôlées. On trouvera des précisions sur la façon de s'inscrire au PMC à l'adresse <http://www.cgp.gc.ca>, et l'inscription se fait comme suit :
  - a) Lorsque le document d'invitation à soumissionner comporte des informations relatives aux marchandises contrôlées ou à de la technologie connexe, le soumissionnaire doit être inscrit ou exempté ou exclu en vertu du PMC avant de pouvoir recevoir le document en question. Les demandes visant à obtenir des dossiers de documents techniques ou des spécifications liés aux marchandises contrôlées doivent être adressées par écrit à l'autorité contractante désignée dans la présente et doivent comprendre le numéro d'inscription au PMC ou une preuve écrite de l'exemption ou de l'exclusion du soumissionnaire et de toute autre personne à laquelle celui-ci donnera accès aux marchandises contrôlées.
  - b) Lorsque le document d'invitation à soumissionner ne comporte aucune information relative aux marchandises contrôlées ou à de la technologie connexe, mais que le contrat subséquent nécessite la production de marchandises contrôlées ou l'accès à des marchandises contrôlées, l'entrepreneur éventuel et tout sous-traitant qui produiront des marchandises contrôlées ou qui y auront accès doivent être inscrits, exemptés ou exclus en vertu du PMC avant d'examiner, de posséder ou de transférer des marchandises contrôlées.
  - c) Lorsque l'entrepreneur et tout sous-traitant proposés pour l'examen, la possession ou le transfert de marchandises contrôlées ne sont pas inscrits, exemptés ou exclus en vertu du PMC au moment de l'adjudication du contrat, l'entrepreneur et tout sous-traitant devront, dans les sept (7) jours ouvrables suivant la réception d'un avis écrit

## A - Instructions aux soumissionnaires / entrepreneurs

---

d'adjudication du contrat, soumettre la ou les demandes d'inscription ou d'exemption requises au PMC. Aucun examen, possession ou transfert de marchandises contrôlées ne devra être effectué avant que l'entrepreneur ait prouvé, à la satisfaction de l'autorité contractante, que l'entrepreneur et tout sous-traitant sont inscrits, exemptés ou exclus en vertu du PMC.

Si l'entrepreneur ne prouve pas, à la satisfaction de l'autorité contractante, que l'entrepreneur et tout sous-traitant sont inscrits, exemptés ou exclus en vertu du PMC dans les trente (30) jours suivant la réception d'un avis écrit d'adjudication du contrat, il sera en défaut d'exécution du contrat, sauf si le Canada est responsable de cette situation à cause d'un retard dans le traitement de la demande.

2. Les soumissionnaires sont avisés que tous les renseignements figurant sur le formulaire de demande d'inscription (ou d'exemption) seront vérifiés et que les erreurs ou les inexactitudes pourront causer d'importants retards et/ou entraîner le refus de l'inscription ou de l'exemption.

---

**A9130T (14/05/04) Marchandises contrôlées**

A partir du 10/12/04, cette clause est remplacée par A9130T.

---

**Remarques : LE TEXTE DE CETTE CLAUSE DOIT FIGURER EN ENTIER DANS LES DOCUMENTS D'ACHAT.** Utiliser la clause suivante dans les contrats dans lequel il est question de produire des marchandises contrôlées ou d'y avoir accès.

**A9131C (10/12/04) Marchandises contrôlées**

1. Étant donné que le présent contrat nécessite la production de marchandises contrôlées ou l'accès à des marchandises contrôlées qui sont visées par la *Loi sur la production de défense*, l'entrepreneur et tout sous-traitant sont avisés par la présente que, au Canada, seules les personnes inscrites, exemptées ou exclues en vertu du Programme des marchandises contrôlées (PMC) sont légalement autorisées à examiner, à posséder ou à transférer des marchandises contrôlées. On trouvera des précisions sur la façon de s'inscrire au PMC à l'adresse : <http://www.pmc.gc.ca>.
2. Lorsque l'entrepreneur et tout sous-traitant proposés pour l'examen, la possession ou le transfert de marchandises contrôlées ne sont pas inscrits, exemptés ou exclus en vertu du PMC au moment de l'adjudication du contrat, l'entrepreneur et tout sous-traitant devront, dans les sept (7) jours ouvrables suivant la réception d'un avis écrit d'adjudication du contrat, soumettre la ou les demandes d'inscription ou d'exemption requises au PMC. Aucun examen, possession ou transfert de marchandises contrôlées ne devra être effectué avant que l'entrepreneur ait prouvé, à la satisfaction de l'autorité contractante, que l'entrepreneur et tout sous-traitant sont inscrits, exemptés ou exclus en vertu du PMC.  
  
Si l'entrepreneur ne prouve pas, à la satisfaction de l'autorité contractante, que l'entrepreneur et tout sous-traitant sont inscrits, exemptés ou exclus en vertu du PMC dans les trente (30) jours suivant la réception d'un avis écrit d'adjudication du contrat, il sera en défaut d'exécution du contrat, sauf si le Canada est responsable de cette situation à cause d'un retard dans le traitement de la demande.
3. L'entrepreneur et tout sous-traitant doivent maintenir en vigueur leur inscription, leur exemption ou leur exclusion relative au PMC pendant la durée du contrat et, dans tous les cas, aussi longtemps qu'ils examineront, posséderont ou transféreront des marchandises contrôlées.

## A - Instructions aux soumissionnaires / entrepreneurs

---

---

### A9131C (12/12/03) Marchandises contrôlées

A partir du 10/12/04, cette clause est remplacée par A9131C.

---

---

### A9131D (24/05/02) Marchandises contrôlées - production

A partir du 12/12/03, cette clause est remplacée par A9131C.

---

---

**Remarques : LE TEXTE DE CETTE CLAUSE DOIT FIGURER EN ENTIER DANS LES DOCUMENTS D'ACHAT.** Utiliser la clause suivante dans les contrats. L'ordre de priorité des documents qui figure ci-dessous est conforme aux politiques actuelles et aux avis juridiques. Les agents de négociation des contrats doivent modifier la liste en fonction des documents qui s'appliquent à chaque contrat et dresser la liste des annexes par ordre de priorité, selon le cas.

Utiliser la clause M4025C pour les offres à commandes.

Ne pas utiliser pour les besoins de faible valeur et de complexité moyenne lorsqu'on utilise les modèles en langage clair 2T-LDV1 et 2T-MED1 parce que ce texte est déjà inclus dans les modèles.

### A9140C (16/06/06) Ordre de priorité des documents

En cas d'incompatibilité entre les textes énumérés dans la liste, c'est le libellé du document qui apparaît en premier sur la liste qui l'emporte sur celui de tout autre document qui figure par la suite sur ladite liste.

1. Les articles de la convention;
  2. *(L'agent de négociation des contrats doit supprimer ce document s'il ne s'applique pas.)* Les conditions générales supplémentaires \_\_\_\_\_ *(insérer le numéro et le titre)*;
  3. Les conditions générales \_\_\_\_\_ *(insérer le numéro et le titre)*;
  4. Annexe « \_\_\_\_ » - \_\_\_\_\_;
  5. Annexe « \_\_\_\_ » - \_\_\_\_\_;
  6. La soumission de l'entrepreneur \_\_\_\_\_ *(insérer la date de la soumission)*, telle que modifiée \_\_\_\_\_ *(insérer la ou les date(s) de la ou des modification(s) s'il y a lieu)*.
- 
-

---

## **Section 5**

### **B - Définitions des besoins**

---





## B - Définitions des besoins

---

---

**B0001T** (01/06/91) **Echantillon sous scellés**

Cette clause est annulée à partir du 16/06/06.

---

---

**B0002D** (01/06/91) **Echantillon sous scellés**

Cette clause est annulée à partir du 16/06/06.

---

---

**B0003D** (01/06/91) **Livraison des échantillons**

Cette clause est annulée à partir du 31/03/95.

---

---

**B0004D** (30/10/96) **Échantillons d'essai**

Cette clause est annulée à partir du 16/06/06.

---

---

**B0005D** (30/10/96) **Installations d'essai du MDN, usade des**

Cette clause est annulée à partir du 16/06/06.

---

---

**Remarques :** Utiliser la clause suivante dans les contrats lorsque les instructions uniformisées 2003 et les conditions générales 2010 ou 2029 s'appliquent à un besoin et que ce besoin doit être conforme à la version la plus récente du dessin, de la spécification et du numéro de pièce.

Ne pas utiliser cette clause en conjonction avec les instructions et conditions uniformisées 9403 ou 9403-6.

**B1000C** (16/06/06) **Matériel**

Le matériel fourni doit être neuf et conforme à la plus récente version du dessin, de la spécification et/ou du numéro de pièce applicable, en vigueur à la date de clôture de la demande de soumissions.

---

---

## B - Définitions des besoins

---

---

**B1000D** (15/12/95) **Matériel**

A partir du 16/06/06, cette clause est remplacée par B1000C.

---

---

**B1001D** (01/06/91) **Aéroglesseur - matériel**

Cette clause est annulée à partir du 01/12/92.

---

---

**B1002D** (01/06/91) **Aéroglesseur - pièces de rechange**

Cette clause est annulée à partir du 01/12/92.

---

---

**B1003D** (01/06/91) **Etanchement - matériel**

Cette clause est annulée à partir du 15/12/95.

---

---

**B1004D** (15/12/95) **Etanchement - aéronef**

S'il y lieu, ce matériel doit être étanché en conformité avec la plus récente version de l'ITFC C-05-010-012/AM-000, Étanchement et marquage des accessoires et composants hydrauliques d'avions.

---

---

**B1004D** (01/06/91) **Etanchement - aéronef**

A partir du 15/12/95, cette clause est remplacée par B1004D.

---

---

## B - Définitions des besoins

---

---

**B1005D** (01/06/91) Vis à tête encastrée (phillips)

Cette clause est annulée à partir du 31/03/95.

---

---

**Remarques : LE TEXTE DE CETTE CLAUSE DOIT FIGURER EN ENTIER DANS LES DOCUMENTS D'ACHAT.**

**B1006T** (25/05/01) Matériel fourni

1. Le matériel doit être neuf, faisant partie de la production courante, fourni par le fabricant principal ou son agent accrédité, et conforme aux versions en vigueur des plans, des spécifications ou des descriptions de numéro de pièce qui s'y appliquent, selon le cas.

**OU**

2. Si le matériel n'est pas neuf, faisant partie de la production courante, ou qu'il provient d'une source autre que le fabricant principal ou son agent accrédité, il doit ne jamais avoir servi et être à l'état neuf; un fournisseur approuvé doit en avoir autorisé l'expédition; les dernières modifications approuvées doivent y avoir été incorporées et il doit être accompagné des documents d'autorisation d'expédition appropriés.
3. Les soumissionnaires doivent indiquer dans leur soumission s'ils offrent la clause 1 ou 2 ci-dessus.

SPÉCIFIER \_\_\_\_\_

4. Les soumissionnaires qui offrent la clause 2 ci-dessus doivent fournir les renseignements suivants avec leur soumission :
    - a) le nom du fabricant;
    - b) la date de fabrication; et
    - c) si l'article contient un élastomère: la date de vulcanisation.
- 
- 

**B1006T** (31/03/95) Matériel fourni

A partir du 25/05/01, cette clause est remplacée par B1006T.

---

---

**B1200D** (16/02/98) Entreposage - durée utile

1. Tout matériel ayant une durée utile doit porter :
    - a) la date de fabrication;
    - b) le numéro de pièce du fabricant;
    - c) le numéro de spécification;
    - d) la date d'expiration de la durée utile.
- 
-

## B - Définitions des besoins

---

---

---

---

**B1200D (15/12/95) Entreposage - durée utile**

A partir du 16/02/98, cette clause est remplacée par B1200D.

---

---

**B1201D (15/12/95) Durée de stockage/date de vulcanisation**

Il faut indiquer la date de fabrication sur les paquets contenant des articles qui ont une durée limite de stockage. Lorsque l'article contient de l'élastomère, il doit porter la date de vulcanisation en plus de la date de fabrication ou de remise en état. Les marques doivent être placées conformément aux instructions d'identification de la norme de marquage D-LM-008-002/SF-001, qui est en vigueur.

---

---

**B1201D (01/06/91) Date de vulcanisation (caoutchouc)**

A partir du 15/12/95, cette clause est remplacée par B1201D.

---

---

**B1202D (15/12/95) Contrôle de la durée utile (élastomère)**

Le contrôle de la durée utile d'élastomère se détériorant avec le temps, comme le décrit la norme des Forces canadiennes D-05-001-001/SF-000, doit être appliqué à tous les aéronefs, aux composants et accessoires d'aéronefs, ainsi qu'aux produits élastomères lorsque ceux-ci sont en contact avec du carburant, du liquide hydraulique, de l'huile, de l'alcool ou de l'oxygène, ou lorsqu'ils font partie intégrante de systèmes pneumatiques, de systèmes de refroidissement ou de tout autre type de système utilisant du liquide ou du gaz.

---

---

**B1202D (31/03/95) Limites de durée utile (caoutchouc)**

A partir du 15/12/95, cette clause est remplacée par B1202D.

---

---

**B1203D (15/12/95) Durée limite de stockage**

Pas plus de 25 p. 100 de la durée limite de stockage recommandée par le fabricant ne doit être écoulée à la date de la livraison.

## B - Définitions des besoins

---

---

**B1203D** (01/06/91) **Durée limite de stockage**

A partir du 15/12/95, cette clause est remplacée par B1203D.

---

---

**B1400D** (01/06/91) **Limites de durée utile**

Cette clause est annulée à partir du 15/12/95.

---

---

**B1500D** (15/12/95) **Loi sur les P.A.P.**

Cette clause est annulée à partir du 16/06/06.

---

---

**B1500D** (01/06/91) **Loi sur les P.A.P.**

A partir du 15/12/95, cette clause est remplacée par B1500D.

---

---

**Remarques :** Utiliser la clause suivante lorsque de l'appareillage électrique acheté pour être utilisé au Canada devrait être certifié par un organisme de certification.

**B1501C** (16/06/06) **Appareillage électrique**

Tout appareillage électrique fourni dans le cadre du contrat doit être, avant la livraison, certifié ou approuvé aux fins d'utilisation selon les exigences du Code canadien de l'électricité, Partie 1, par un organisme accrédité par le Conseil canadien des normes.

---

---

**B1501D** (12/12/03) **Appareillage électrique**

A partir du 16/06/06, cette clause est remplacée par B1501C.

---

---

## B - Définitions des besoins

---

---

**B1502D (01/06/91) Attestation**

Cette clause est annulée à partir du 31/03/95.

---

---

**B1503D (31/03/95) Installation**

Cette clause est annulée à partir du 16/06/06.

---

---

**B1503D (01/06/91) Installation**

A partir du 31/03/95, cette clause est remplacée par B1503D.

---

---

**B1504D (16/02/98) Charge des accumulateurs**

Cette clause est annulée à partir du 16/06/06.

---

---

**B1504D (01/06/91) Charge des accumulateurs**

A partir du 16/02/98, cette clause est remplacée par B1504D.

---

---

**Remarques :** Utiliser la clause suivante dans les contrats pour lesquels l'entrepreneur doit effectuer le transport de matières dangereuses. Les responsabilités des fournisseurs relatives au transport des matières dangereuses sont décrites dans la *Loi sur les produits dangereux*, le Règlement sur les produits contrôlés et la législation fédérale et provinciale en matière de santé et sécurité au travail.

**B1505C (16/06/06) Transport des matières dangereuses**

L'entrepreneur doit étiqueter et expédier les produits visés par la *Loi sur les produits dangereux*, L.R.C. (1985), chap. H-3 et les règlements conformément à ladite loi et aux règlements, et être accompagnés des fiches signalétiques exigées, remplies en anglais ou en français. Les étiquettes doivent identifier clairement la nature des matières dangereuses et les fiches signalétiques doivent expliquer quels sont les dangers en question.

---

---

## B - Définitions des besoins

---

---

**B1505D (15/12/95) Règlements du SIMDUT**

A partir du 16/06/06, cette clause est remplacée par B1505C.

---

---

**B1600D (15/12/95) Echange de pièces**

Cette clause est annulée à partir du 16/06/06.

---

---

**B1600D (01/06/91) Echange de pièces**

A partir du 15/12/95, cette clause est remplacée par B1600D.

---

---

**Remarques : LE TEXTE DE CETTE CLAUSE DOIT FIGURER EN ENTIER DANS LES DOCUMENTS D'ACHAT.** Si la clause suivante est utilisée, veuillez fournir les données manquantes.

**B2000D (01/06/91) Produits homologues**

On doit fournir le matériel identifié dans la liste canadienne ou américaine des produits homologués, sous le numéro d'homologation qui porte la référence \_\_\_\_\_. Le matériel doit être conforme à toutes les conditions exposées dans le certificat d'homologation ou dans la lettre de recommandation délivrée pour ce matériel.

---

---

**Remarques : LE TEXTE DE CETTE CLAUSE DOIT FIGURER EN ENTIER DANS LES DOCUMENTS D'ACHAT.**

**B2001D (01/06/91) Produits approuvés**

\_\_\_\_\_ sont des produits approuvés. Seuls les produits inscrits sur la Liste des produits approuvés seront considérés ou acceptés.

---

---

**B2002D (03/02/97) Etablissements approuvés**

Cette clause est annulée à partir du 01/12/00.

---

---

## B - Définitions des besoins

---

---

### **B2002D (01/06/91) Etablissements approuvés**

A partir du 03/02/97, cette clause est remplacée par B2002D.

---

---

### **B2003D (01/06/91) Etablissements approuvés**

Cette clause est annulée à partir du 15/12/95.

---

---

**Remarques :** Utiliser la clause suivante dans les contrats lorsque les agents de négociation des contrats doivent acheter du bois de construction de dimensions courantes ou des matériaux de construction pouvant inclure l'achat de bois de construction de dimensions courantes.

Les estampilles de classification sont sous réglementation provinciale et elles sont apposées à la scierie afin d'indiquer clairement la classe et l'essence du bois à fournir.

### **B2004C (16/06/06) Bois - estampillage de la classe**

Tout le bois fourni doit être estampillé de façon à indiquer la classe et l'essence du bois, ainsi que le nom de l'agence qui est autorisée par le Conseil d'accréditation de la Commission canadienne de normalisation du bois à effectuer la classification du bois au Canada.

---

---

### **B2004D (15/12/95) Marquage de la catégorie**

A partir du 16/06/06, cette clause est remplacée par B2004C.

---

---

### **B2005D (16/02/98) Poisson - estampillage de la qualité**

1. Le poisson devra avoir été préparé et emballé dans un établissement approuvé par le ministère des Pêches et des Océans conformément aux règlements et à la *Loi sur l'inspection du poisson* et devra porter les mentions suivantes :
    - a) Le poisson frais devra porter la mention « Préparé sous la surveillance du gouvernement » ou « Inspection officielle -Canada » à l'intérieur d'un dessin au trait d'une feuille d'érable sur les enveloppes, les encartages, les contenants ou les caisses.
    - b) Le poisson congelé devra porter la mention « Inspection officielle -Canada » à l'intérieur d'un dessin au trait d'une feuille d'érable sur les enveloppes, ou les contenants, ou sur le poisson entier quand la chose peut se faire.
- 
-



## B - Définitions des besoins

---

---

**B2005D (01/06/91) Poisson - estampillage de la qualité**

A partir du 16/02/98, cette clause est remplacée par B2005D.

---

---

**B2006D (01/06/91) Aéroglisseur - cert. de navigabilité**

Cette clause est annulée à partir du 01/12/92.

---

---

**Remarques :** Utiliser la clause suivante lorsque la marque, le modèle et/ou le numéro de pièce d'un fabricant sont utilisés dans la description de l'article et que des produits de remplacement seront pris en considération. Avant de publier la demande de soumissions, l'agent de négociation des contrats devrait communiquer avec le client pour discuter de la possibilité d'utiliser des produits équivalents et des critères de rendement obligatoires relatifs à l'article spécifié qui doivent être inclus dans la demande de soumissions afin d'assurer une évaluation adéquate de l'équivalence du produit de remplacement.

**Note:** Les agents de négociation des contrats doivent s'assurer que toutes les mentions de la marque, du modèle et/ou du numéro de pièce d'un fabricant figurant dans la demande de soumissions sont suivies des mots « ou l'équivalent ».

**B3000T (16/06/06) Produits équivalents**

1. Les produits dont la forme, l'ajustage, la fonction et la qualité sont équivalents aux articles spécifiés dans la demande de soumissions seront pris en considération si le soumissionnaire :
  - a) indique la marque, le modèle et/ou le numéro de pièce du produit de remplacement;
  - b) déclare que le produit de remplacement est entièrement interchangeable avec l'article indiqué;
  - c) fournit les caractéristiques complètes et les imprimés descriptifs pour chaque produit de remplacement;
  - d) présente une déclaration de conformité comprenant des caractéristiques techniques qui montrent que le produit de remplacement répond à tous les critères de rendement obligatoires précisés dans la demande de soumissions, et;
  - e) indique clairement les parties des caractéristiques et des imprimés descriptifs qui confirment que le produit de remplacement est conforme aux critères de rendement obligatoires.
2. Les produits offerts comme équivalents sur les plans de la forme, de l'ajustage, de la fonction et de la qualité ne seront pas pris en considération si :
  - a) la soumission ne fournit pas toute l'information requise pour permettre à l'autorité contractante de pleinement évaluer l'équivalence de chaque produit de remplacement, ou;
  - b) le produit de remplacement ne répond pas aux critères de rendement obligatoires précisés dans la demande de soumissions visant l'article en question ou ne les dépasse pas.
3. Lorsque le Canada évalue une soumission, il peut, sans toutefois y être obligé, demander aux soumissionnaires qui offrent un produit de remplacement de démontrer, à leurs propres frais, que le produit de remplacement est équivalent à l'article indiqué dans la demande de soumissions.

## B - Définitions des besoins

---

---

**B3000T** (13/12/02) **Produits de remplacement**

A partir du 16/06/06, cette clause est remplacée par B3000T.

---

---

**B3001T** (01/06/91) **Permutabilité**

A partir du 15/12/95, cette clause est remplacée par B3000T.

---

---

**B3002T** (15/12/95) **Efficacité du produit**

A partir du 16/06/06, cette clause est remplacée par B3000T.

---

---

**B3003D** (15/12/95) **Qualités - viande**

Dans tous les cas où la catégorie stipulée n'est pas disponible, une catégorie supérieure doit être fournie.

---

---

**B3003D** (01/06/91) **Qualités - viande**

A partir du 15/12/95, cette clause est remplacée par B3003D.

---

---

**B3004T** (16/02/98) **Produits de remplacement**

A partir du 21/06/99, cette clause est remplacée par B3000T.

---

---

## B - Définitions des besoins

---

**B4000T (01/06/91) Dessins et spécifications**

Cette clause est annulée à partir du 16/06/06.

---

**B4001T (01/06/91) Fournitures - certification**

A partir du 15/12/95, cette clause est remplacée par B4024T.

---

**B4002T (15/12/95) Données techniques**

Cette clause est annulée à partir du 16/06/06.

---

**B4002T (01/06/91) Données techniques du MDN**

A partir du 15/12/95, cette clause est remplacée par B4002T.

---

**Remarques : LE TEXTE DE CETTE CLAUSE DOIT FIGURER EN ENTIER DANS LES DOCUMENTS D'ACHAT.** Utiliser la clause suivante lorsque la demande de soumissions contient des références aux normes de l'Office des normes générales du Canada (ONGC). Les agents de négociation des contrats doivent remplir les espaces en blanc avec le(s) nom(s) de la(des) norme(s) disponible(s) auprès de l'ONGC.

**B4003T (16/06/06) Office des normes générales du Canada - normes**

Un exemplaire de la \_\_\_\_\_, dont il est question dans la demande de soumissions, est disponible et peut être acheté auprès du :

Centre des ventes de l'Office des normes générales du Canada  
Place du Portage III, 6B1  
11, rue Laurier  
Gatineau (Québec)

Téléphone: (819) 956-0425 ou 1-800-665-CGSB (Canada seulement)  
Télécopieur : (819) 956-5644  
Courriel : [ncr.cgsb-ongc@tpsgc.gc.ca](mailto:ncr.cgsb-ongc@tpsgc.gc.ca)

Site Web de l'ONGC: <http://www.tpsgc.gc.ca/cgsb/home/index-f.html>.

---

## B - Définitions des besoins

---

---

**B4003T** (10/12/04) **Spécifications de l'ONGC**

A partir du 16/06/06, cette clause est remplacée par B4003T.

---

---

**B4004C** (16/02/98) **Approbation**

Cette clause est annulée à partir du 16/06/06.

---

---

**B4004C** (01/06/91) **Approbation**

A partir du 16/02/98, cette clause est remplacée par B4004C.

---

---

**B4005C** (01/06/91) **Données d'essais - évaluation**

Cette clause est annulée à partir du 16/06/06.

---

---

**B4006D** (15/12/95) **Produit, emploi du (avant l'approbation)**

Cette clause est annulée à partir du 21/06/99.

---

---

**B4006D** (01/06/91) **Produit, emploi du (avant l'approbation)**

A partir du 15/12/95, cette clause est remplacée par B4006D.

---

---

**Remarques : LE TEXTE DE CETTE CLAUSE DOIT FIGURER EN ENTIER DANS LES DOCUMENTS D'ACHAT.** Les agents de négociation des contrats doivent choisir l'une des clauses suivantes et supprimer celles qui n'ont pas été utilisées. Par ailleurs, utiliser la clause B4008C quand le contrat réfère à un besoin.

## B - Définitions des besoins

---

Choisir la première clause lorsque l'énoncé des travaux fourni par le ministère client constitue la seule source de spécifications pour les travaux à exécuter.

Choisir la seconde clause lorsque l'énoncé des travaux fourni par le ministère client constitue la principale source de spécifications et que le contrat doit également se rapporter à la soumission technique de l'entrepreneur. Si cela ne s'applique pas, supprimer le libellé « intitulé \_\_\_\_\_, ».

Choisir la troisième clause lorsque l'énoncé des travaux fourni par le ministère client constitue la principale source de spécifications et que le contrat doit également se rapporter aux parties technique et de gestion de la soumission de l'entrepreneur. Si cela ne s'applique pas, supprimer le libellé « intitulé \_\_\_\_\_, ».

### **B4007C (16/06/06) Énoncé des travaux**

#### **Clause 1**

L'entrepreneur doit exécuter les travaux conformément à l'énoncé des travaux qui se trouve à l'annexe « \_\_\_\_\_ ».

#### **OU Clause 2**

L'entrepreneur doit exécuter les travaux conformément à l'énoncé des travaux qui se trouve à l'annexe « \_\_\_\_\_ » et à la soumission technique de l'entrepreneur intitulée \_\_\_\_\_, en date du \_\_\_\_\_.

#### **OU Clause 3**

L'entrepreneur doit exécuter les travaux conformément à l'énoncé des travaux qui se trouve à l'annexe « \_\_\_\_\_ », et aux parties technique et de gestion de la soumission de l'entrepreneur intitulée \_\_\_\_\_, en date du \_\_\_\_\_.

---

### **B4007C (01/06/91) Énoncé de travail**

A partir du 16/06/06, cette clause est remplacée par B4007C.

---

**Remarques : LE TEXTE DE CETTE CLAUSE DOIT FIGURER EN ENTIER DANS LES DOCUMENTS D'ACHAT.** Utiliser la clause suivante lorsque le contrat éventuel qui fait partie de la demande de soumissions contient une des clauses B4007C pour incorporer un énoncé des travaux dans le contrat. Par ailleurs, utiliser la clause B4008T lorsque le contrat éventuel fait référence à un besoin.

### **B4007T (16/06/06) Énoncé des travaux**

Les travaux à exécuter sont décrits en détail à l'article \_\_\_\_\_ des clauses du contrat éventuel. (*L'agent de négociation des contrats doit insérer le numéro de l'article qui fait référence à la clause B4007C.*)

---

**Remarques : LE TEXTE DE CETTE CLAUSE DOIT FIGURER EN ENTIER DANS LES DOCUMENTS D'ACHAT.** Les agents de négociation des contrats doivent choisir l'une des clauses suivantes et supprimer les autres. Par ailleurs, ils doivent utiliser la clause B4007C lorsque le contrat éventuel réfère à l'énoncé des travaux.

Choisir la première clause quand la liste des articles est fournie en annexe.

## B - Définitions des besoins

---

Choisir la deuxième clause quand la liste des articles est générée par l'Environnement automatisé de l'acheteur, sous « Détails de l'article », à la deuxième page du contrat.

Choisir la troisième clause quand le besoin décrit par le ministère client constitue la seule description du besoin.

Choisir la quatrième clause quand le besoin décrit par le ministère client constitue la principale source de spécifications et que le contrat doit également renvoyer à la soumission technique de l'entrepreneur. Si cela ne s'applique pas, supprimer l'énoncé « intitulée \_\_\_\_ ».

Choisir la cinquième clause quand le besoin décrit par le ministère client constitue la principale source de spécifications et que le contrat doit également renvoyer aux parties technique et de gestion de la soumission de l'entrepreneur. Si cela ne s'applique pas, supprimer l'énoncé « intitulée \_\_\_\_\_ ».

**B4008C (16/06/06) Besoin**

### Clause 1

L'entrepreneur doit fournir les articles décrits à l'annexe « \_\_\_\_ », Besoin.

### OU Clause 2

L'entrepreneur doit fournir les articles décrits sous « Détails de l'article ».

### OU Clause 3

L'entrepreneur doit fournir \_\_\_\_\_ (*reproduire la description pertinente du besoin*), conformément au besoin décrit à l'annexe « \_\_\_\_ ».

### OU Clause 4

L'entrepreneur doit fournir \_\_\_\_\_ (*reproduire la description pertinente du besoin*), conformément au besoin décrit à l'annexe « \_\_\_\_ » et à sa soumission technique intitulée \_\_\_\_\_, en date du \_\_\_\_\_.

### OU Clause 5

L'entrepreneur doit fournir \_\_\_\_\_ (*reproduire la description pertinente du besoin*), conformément au besoin décrit à l'annexe « \_\_\_\_ » et aux parties technique et de gestion de la soumission de l'entrepreneur intitulée \_\_\_\_\_, en date du \_\_\_\_\_.

---

---

**B4008C (31/01/92) Enoncé de travail**

A partir du 16/06/06, cette clause est remplacée par B4008C.

---

---

**Remarques : LE TEXTE DE CETTE CLAUSE DOIT FIGURER EN ENTIER DANS LES DOCUMENTS D'ACHAT.** Utiliser la clause suivante lorsque le contrat éventuel qui fait partie de la demande de soumissions contient une des clauses B4008C pour incorporer un besoin ou une liste d'articles livrables. Par ailleurs, utiliser la clause B4007T lorsque le contrat éventuel fait référence à un énoncé des travaux.

Choisir la première clause quand la liste des articles est générée par l'Environnement automatisé de l'acheteur, sous « Détails de l'article », à la deuxième page de la demande de soumissions.

Choisir la deuxième clause quand le besoin est décrit dans les clauses du contrat éventuel faisant partie de la demande de soumissions.

## B - Définitions des besoins

---

**B4008T** (16/06/06) **Besoin**

**Clause 1**

Le besoin est décrit en détail sous « Détails de l'article ».

**OU Clause 2**

Le besoin est décrit en détail à l'article \_\_\_\_\_ des clauses du contrat éventuel. (*L'agent de négociation des contrats doit insérer le numéro de l'article qui fait référence à la clause B4008C.*)

---

---

**B4009C** (31/01/92) **Enoncé de travail**

Cette clause est annulée à partir du 16/06/06.

---

---

**B4009C** (01/06/91) **Enoncé de travail**

A partir du 31/01/92, cette clause est remplacée par B4009C.

---

---

**B4010C** (16/02/98) **Besoin**

A partir du 25/05/01, cette clause est remplacée par B4010D.

---

---

**Remarques : LE TEXTE DE CETTE CLAUSE DOIT FIGURER EN ENTIER DANS LES DOCUMENTS D'ACHAT.**

**B4010D** (25/05/01) **Besoin**

1. Exécuter le travail (réparation et carénage) relatif à et pour (*Insérer le nom du navire*), conformément aux éléments suivants :
    - a) liste de spécifications d'entretien et de réparation, numéro \_\_\_\_\_, datée du \_\_\_\_\_;
    - b) spécifications supplémentaires, modifications et précisions présentées à l'occasion de la réunion des soumissionnaires et consignées dans le compte rendu de cette dernière;
    - c) réponses écrites aux questions formulées par les soumissionnaires pendant la durée de la période de soumission.
- 
-

## B - Définitions des besoins

---

**Remarques : LE TEXTE DE CETTE CLAUSE DOIT FIGURER EN ENTIER DANS LES DOCUMENTS D'ACHAT.** Lorsque l'on utilise cette clause pour des besoins en Ontario, ajouter «au Règlement 250-94 de l'Ontario»; pour les besoins à combler dans le reste du Canada, ajouter «à la norme nationale du Canada CAN 1-B149.2-M95, de l'Association canadienne du gaz».

**B4011T (15/12/95) Essais, responsabilité relative aux**

Le soumissionnaire devra mettre à l'essai et modifier légalement les marques des cylindres et des réservoirs, à des intervalles de cinq ans, à partir de la date de fabrication, conformément à(au) \_\_\_\_\_.

---

**B4011T (01/06/91) Essais, responsabilité relative aux**

A partir du 15/12/95, cette clause est remplacée par B4011T.

---

**B4012D (01/06/91) Préservatif**

Tous les roulements à billes ou à rouleaux exposés doivent avoir été traités avec un préservatif conforme à la norme 31-GP-3M (MIL-C-16173) Gr 2 ou MIL-C-11796B.

Tous les scellés et les roulements protégés doivent être de production courante. Sont acceptés comme l'étant les roulements à billes ou à rouleaux fabriqués un an ou moins avant leur livraison au MDN.

---

**B4013D (15/12/95) Résistance au feu - exigences**

Cette clause est annulée à partir du 16/06/06.

---

**B4013D (01/06/91) Résistance au feu - exigences**

A partir du 15/12/95, cette clause est remplacée par B4013D.

---

**Remarques : LE TEXTE DE CETTE CLAUSE DOIT FIGURER EN ENTIER DANS LES DOCUMENTS D'ACHAT.** Lorsqu'ils remplissent les espaces en blanc, les agents de négociation des contrats doivent préciser s'il s'agit de jours civils ou de jours ouvrables.



## B - Définitions des besoins

---

B4014D (01/06/91) Epreuves

## B - Définitions des besoins

---

---

Les épreuves devront être soumises dans les \_\_\_\_ jours à partir de la réception de la copie et devront être renvoyées conformément à la date de livraison, dans les \_\_\_\_ jours.

---

---

**B4015D (01/06/91) Epreuves**

Cette clause est annulée à partir du 15/12/95.

---

---

**B4016D (30/10/96) Dessins et spécifications**

Cette clause est annulée à partir du 16/06/06.

---

---

**B4017D (30/10/96) Dessins at spécifications**

Cette clause est annulée à partir du 16/06/06.

---

---

**B4018C (15/12/95) Spécifications**

L'entrepreneur garantit que le matériel spécifié dans le présent contrat peut exécuter toutes les fonctions décrites dans sa documentation publicitaire et technique et qu'il est entièrement conforme aux spécifications décrites dans ladite documentation.

---

---

**B4018C (01/06/91) Spécifications**

A partir du 15/12/95, cette clause est remplacée par B4018C.

---

---

**Remarques :** Utiliser la clause suivante lorsque le contrat fait référence aux spécifications ou aux normes militaires des États-Unis.

**B4019C (16/06/06) Spécifications et normes militaires des États-Unis**

L'entrepreneur a la responsabilité de se procurer des exemplaires de toutes les spécifications et normes militaires des États-Unis qui peuvent s'appliquer au besoin. On peut obtenir ces documents

## B - Définitions des besoins

---

---

commerciallement, ou en s'adressant directement au département de la Défense des États-Unis, Philadelphie, téléphone: (215) 697-2179 / 2667; télécopieur: (215) 697-1462.

---

---

**B4019D**      **(30/10/96)**      **Spéc. et normes militaires - É.U.**

A partir du 16/06/06, cette clause est remplacée par B4019C.

---

---

**B4020D**      **(01/06/91)**      **Impression - qualité**

Cette clause est annulée à partir du 31/03/95.

---

---

**B4021D**      **(15/12/95)**      **Garantie civile**

Cette clause est annulée à partir du 21/06/99.

---

---

**B4021D**      **(01/06/91)**      **Garantie civile**

A partir du 15/12/95, cette clause est remplacée par B4021D.

---

---

**B4022D**      **(01/06/91)**      **Documentation**

A partir du 15/12/95, cette clause est remplacée par B4025D.

---

---

**B4023D**      **(01/06/91)**      **Aéroglesseur - niveau de travail**

Cette clause est annulée à partir du 01/12/92.

---

---

## B - Définitions des besoins

---

---

**Remarques :** Utiliser la clause suivante dans les demandes de soumissions lorsqu'une marque, un modèle ou un numéro de pièce du fabricant est indiqué dans la description d'un article et qu'aucun produit de remplacement ne sera considéré. Utiliser la clause B3000T lorsqu'un produit de remplacement sera considéré.

Ne pas utiliser cette clause dans les demandes de soumissions assujetties à l'Accord de libre-échange nord-américain ou à l'Accord sur les marchés publics de l'Organisation mondiale du commerce.

**B4024T (15/08/06) Aucun produit de remplacement**

Les soumissionnaires doivent fournir les produits qui sont conformes à la description, à la marque, au modèle et/ou au numéro de pièce indiqués dans la description des articles de la demande de soumissions. Les soumissionnaires sont prévenus que les produits de remplacement ne seront pas pris en considération.

---

---

**B4024T (16/06/06) Aucun produit de remplacement**

A partir du 15/08/06, cette clause est remplacée par B4024T.

---

---

**B4025D (10/12/04) Ordre de priorité des documents**

A partir du 16/06/06, cette clause est remplacée par A9140C.

---

---

**B4026D (31/01/92) Ordre de priorité des documents**

A partir du 01/12/92, cette clause est remplacée par M2016D.

---

---

**B4027D (01/08/92) Services d'affrètement aérien**

Cette clause est annulée à partir du 15/12/95.

---

---

**B4027D (31/01/92) Services d'affrètement aérien**

A partir du 01/08/92, cette clause est remplacée par B4027D.

## B - Définitions des besoins

---

---

**Remarques :** Utiliser la clause suivante dans les contrats d'affrètement d'aéronefs à voilure fixe.

Le terme « utilisateur identifié » doit être défini dans le contrat.

### **B4030C (16/06/06) Équipage d'aéronef à voilure fixe**

Le pilote commandant de bord doit avoir piloté un aéronef à voilure fixe durant au moins 1 000 heures, y compris 500 heures en tant que pilote commandant de bord du type spécifié, et 250 heures dans des régions semblables à celles où auront lieu les opérations précisées dans le contrat. Lorsque l'utilisateur identifié le demande, l'entrepreneur doit fournir des documents prouvant cette expérience.

Si, à quelque moment que ce soit au cours des opérations, l'utilisateur identifié croit que l'un ou l'autre des membres de l'équipage de l'aéronef ou de l'équipe d'entretien ne donne pas satisfaction pour des raisons de sécurité ou autres, l'utilisateur identifié peut informer l'entrepreneur par écrit que l'équipage de l'aéronef, l'équipe d'entretien ou les deux doivent être remplacés. L'utilisateur identifié doit informer immédiatement l'autorité contractante du problème relatif à l'équipage ou à l'équipe, ou aux deux. Dès réception d'un tel avis, l'entrepreneur doit immédiatement retirer et remplacer l'équipage ou l'équipe mentionné dans l'avis. L'entrepreneur doit informer l'autorité contractante des mesures correctives apportées. L'aéronef en question doit être considéré comme hors de service jusqu'à ce qu'un équipage ou une équipe satisfaisant reprenne les opérations.

---

---

### **B4030D (31/03/95) Équipage d'aéronef à voilure fixe**

A partir du 16/06/06, cette clause est remplacée par B4030C.

---

---

**Remarques :** Utiliser la clause suivante dans les contrats d'affrètement d'aéronef à voilure tournante.

Le terme « utilisateur Identifié » doit être défini dans le contrat.

### **B4031C (16/06/06) Équipage d'aéronef à voilure tournante**

Le pilote commandant de bord doit avoir piloté un aéronef à voilure tournante durant au moins 1 000 heures, y compris 500 heures en tant que pilote commandant de bord du type spécifié, et 250 heures dans des régions semblables à celles où auront lieu les opérations précisées dans le contrat. Lorsque l'utilisateur identifié le demande, l'entrepreneur doit fournir des documents prouvant cette expérience.

Si, à quelque moment que ce soit au cours des opérations, l'utilisateur identifié croit que l'un ou l'autre des membres de l'équipage de l'aéronef ou de l'équipe d'entretien ne donne pas satisfaction pour des raisons de sécurité ou autres, l'utilisateur identifié peut informer l'entrepreneur par écrit que l'équipage de l'aéronef, l'équipe d'entretien ou les deux, doivent être remplacés. L'utilisateur identifié doit immédiatement informer l'autorité contractante du problème relatif à l'équipage ou à l'équipe. Dès réception d'un tel avis, l'entrepreneur doit immédiatement retirer et remplacer l'équipage ou l'équipe mentionné dans l'avis. L'entrepreneur doit informer l'autorité contractante des mesures correctives apportées. L'aéronef en question doit être considéré comme hors de service jusqu'à ce qu'un équipage ou une équipe satisfaisant reprenne les opérations.

---

---

## B - Définitions des besoins

---

---

**B4031D (31/03/95) Équipage d'aéronef à voilure tournante**

A partir du 16/06/06, cette clause est remplacée par B4031C.

---

---

**Remarques :** Utiliser la clause suivante dans les contrats relatifs à la prestation de services de transport aérien.

**B4032C (16/06/06) Exposé sur la sécurité**

Le pilote commandant de bord de l'aéronef doit s'assurer que tous les passagers reçoivent un exposé sur la sécurité avant le décollage, conformément à l'article 602.89, Partie VI, Règles générales d'utilisation et de vol des aéronefs du Règlement de l'aviation canadien (2005-2).

---

---

**B4032D (30/10/96) Mesures de sécurité - Mise au courant des**

A partir du 16/06/06, cette clause est remplacée par B4032C.

---

---

**Remarques :** Utiliser la clause suivante dans les contrats pour l'approvisionnement de munitions pour le ministère de la Défense nationale.

**B4033C (16/06/06) Fiches de munitions**

L'entrepreneur doit :

- a) préparer les fiches de munitions conformément à l'annexe A ou à la norme MIL-STD-1168B;
  - b) envoyer les fiches de munitions aux destinataires identifiés dans le contrat et à l'autorité technique; et
  - c) annoter les données de contenu de stabilisateur de combustible sur les fiches de munitions, dans la case 16 - Remarques.
- 
- 

**B4033D (30/10/96) Fiches de données sur les munitions**

A partir du 16/06/06, cette clause est remplacée par B4033C.

---

---

## B - Définitions des besoins

---

---

**Remarques :** Utiliser la clause suivante dans les contrats lorsqu'un essai de recette des lots est demandé par le ministère de la Défense nationale.

**B4034C (16/06/06) Essais de recette des lots**

L'entrepreneur doit transmettre un exemplaire des résultats des essais de recette des lots au responsable technique.

---

---

**B4034D (30/10/96) Données d'expérimentation**

A partir du 16/06/06, cette clause est remplacée par B4034C.

---

---

**B4035D (30/10/96) Conteneurs d'expédition ou spécialisés**

Outre les procédures d'emballage précisées dans la présente, lorsqu'on expédie des biens réparés ou remis en état, l'entrepreneur doit se servir des conteneurs fournis par le Canada, s'il y a lieu. Au besoin et dans les cas pertinents, il faut réparer les conteneurs. Toutes les marques non pertinentes doivent être effacées en utilisant une peinture de masquage convenable et toutes les étiquettes libres ou décollées doivent être enlevées avant l'application des nouvelles étiquettes.

L'entrepreneur doit surveiller les articles nécessitant un emballage spécial ou une manutention particulière et doit recommander les méthodes pertinentes au responsable de la demande d'achat.

---

---

**B4037D (30/10/96) Proposition : modification tech. aérop.**

Les méthodes énoncées dans la Proposition de modification technique aérospatiale (PMTA) ITFC C-05-002-001/AG000 (numéro le plus récent) s'appliqueront aux propositions de modification technique.

---

---

**B4039D (30/10/96) Équilibrage des pneus d'aéronef**

Tous les pneus à équilibrer en vertu de la présente devront l'être à l'aide de pastilles d'équilibrage seulement.

---

---

## B - Définitions des besoins

---

**Remarques :** Utiliser la clause suivante pour définir la méthode de désignation de l'année de fabrication des pneus.

### **B4040D (30/10/96) Code de l'année de fabrication des pneus**

1. Tous les pneus doivent porter l'année de leur fabrication, qui sera indiquée en faisant appel à l'une des méthodes suivantes.

- a) Les pneus doivent être codés au moyen d'une bande de circonférence de ruban de 3/4 de po à 1 po de largeur, faisant le tour complet du pneu et centrée approximativement sur la bande de roulement. Les autres numéros devront être inversés pour pouvoir être lisibles sur la courbure des pneus. La couleur à reproduire est indiquée dans le tableau ci-après :

| <b>ANNÉE DE FABRICATION</b> | <b>COULEUR DE LA BANDE</b> |
|-----------------------------|----------------------------|
| 1995                        | Jaune                      |
| 1996                        | Magenta                    |
| 1997                        | Rouge                      |
| 1998                        | Gris argent                |
| 1999                        | Vert                       |
| 2000                        | Bleu                       |
| 2001                        | Orange                     |
| 2002                        | Jaune                      |

- b) Les pneus doivent être codés à l'aide d'une bande de circonférence de ruban blanc de 3/4 de po de largeur, faisant le tour complet du pneu et centrée approximativement sur la bande de roulement, l'année de fabrication étant indiquée en chiffres noirs de 1/2 po de hauteur, répétés à des intervalles de 12 po. Les autres numéros doivent être inversés pour pouvoir être lisibles sur la courbure des pneus.

---

### **B4041D (30/10/96) Matériaux radioactifs**

Cette clause est annulée à partir du 16/06/06.

---

### **B4042D (30/10/96) Plaques signalétiques**

1. Dans les cas où des plaques signalétiques s'avèrent nécessaires, l'entrepreneur doit prendre les dispositions relatives à leur conception et à leur fabrication conformément au numéro le plus récent de la spécification D-02-002-001/SG-001 des Forces canadiennes. Ces plaques doivent être apposées sur les articles livrables complets, avant leur livraison.
2. Les plaques signalétiques concernant le programme F-18 de la marine des États-Unis doivent être fabriquées conformément au numéro le plus récent de la norme MIL-STD-130; toutefois, la mention «U.S.» doit être effacée et le numéro du contrat, précédé de la mention «CANADA», doit être précisé dans le bloc réservé à ce numéro.
3. Avant le début de la production, l'entrepreneur doit soumettre les dessins des plaques signalétiques, pour approbation, au :

Quartier général de la Défense nationale  
Immeuble Mgén George R. Pearkes  
101, Promenade du Colonel By  
Ottawa (ON) K1A 0K2



## B - Définitions des besoins

---

À l'attention du DCAI 5-4-5

---

**Remarques :** Utiliser cette clause pour obtenir la nomenclature de l'équipement de conception militaire et, lorsque le gestionnaire du cycle de vie du matériel (GCVM) en fait la demande, de l'équipement commercial.

**B4043D (30/10/96) Nomenclature militaire**

1. L'entrepreneur doit préparer les données de nomenclature (ou confirmer les données existantes) conformément au numéro le plus récent des spécifications suivantes des Forces canadiennes :
  - a) pour l'équipement électronique : D-01-000-200/SF-001 (CA) ou MIL-STD-196D (É.-U.)
  - b) pour l'équipement aéronautique : D-01-000-200/SF-002 (CA) ou MIL-STD-875A (É.-U.)
  - c) pour l'équipement photographique : D-01-000-200/SF-003 (CA) ou MIL-STD-155 (É.-U.)
2. L'entrepreneur doit soumettre ces données de nomenclature au :

Quartier général de la Défense nationale  
Immeuble Mgén George R. Pearkes  
101, Promenade du Colonel By  
Ottawa (ON) K1A 0K2

À l'attention du DCAI 5-4-5

au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours avant la livraison des articles livrables complets auxquels les données se rapportent.

---

**Remarques :** Utiliser cette clause pour définir les conditions d'emballage et de marquage des provisions alimentaires.

**B4044D (30/10/96) Année d'emballage et marquage**

Tous les emballages de produits alimentaires ne doivent comprendre que la récolte de la saison en cours du pays d'origine. Le mois et l'année de l'emballage doivent figurer à une extrémité de chaque caisse, en lettres de un demi-pouce à un pouce de hauteur.

---

**B4045D (30/10/96) Expédition de conteneurs**

Cette clause est annulée à partir du 12/12/03.

---

## B - Définitions des besoins

---

**B4046D (30/10/96) Numéro de lot**

Cette clause est annulée à partir du 16/06/06.

---

**Remarques :** Utiliser la clause suivante dans les applications aérospatiales lorsqu'il faut apposer des repères sur les ensembles de tuyaux flexibles.

**B4047D (30/10/96) Repères : tuyaux flexibles d'aéronef**

Une bande signalétique doit être apposée en permanence, par soudage, sur tous les ensembles de tuyaux souples en caoutchouc et sur tous les ensembles de tuyaux en téflon pour les applications aérospatiales à pression moyenne et forte.

---

**B4048D (30/10/96) Essai et approbation, premiers articles**

Cette clause est annulée à partir du 16/06/06.

---

**Remarques : LE TEXTE DE CETTE CLAUSE DOIT FIGURER EN ENTIER DANS LES DOCUMENTS D'ACHAT.** Utiliser cette clause pour indiquer qu'il faut déposer une liste des éléments dont le délai d'exécution est long pour l'acquisition des nouveaux biens d'équipement. Dans la variable <<1>>, insérer le mot «soumission» à l'étape de l'invitation et le mot «contrat» à l'étape du contrat.

**B4049D (13/12/02) Liste des éléments à long délai de livraison**

1. L'entrepreneur doit, dans le délai de \_\_\_\_ jours de la date d'entrée en vigueur du contrat, fournir à l'autorité contractante et au ministère de la Défense nationale, à l'adresse indiquée ci-dessous, une liste des éléments à long délai de livraison (LELDL), préparée conformément au numéro le plus récent de la spécification D-01-100-214/SF-000 des Forces canadiennes. Les frais de préparation de la LEIDL peuvent être compris dans le prix de la <<1>> \_\_\_\_\_. Cette liste doit comprendre tous les éléments dont le délai d'exécution pour l'opération d'achat (à compter de la passation de la commande jusqu'à la livraison) est supérieur à \_\_\_\_ mois. Les détails particuliers des données à fournir dans la LEIDL sont énumérés dans la Fiche de sélection des documents d'approvisionnement, jointe à l'annexe \_\_\_\_\_.
2. L'entrepreneur doit également fournir, conformément au numéro le plus récent de la spécification D-01-100-214/SF-000 des Forces canadiennes, la Documentation technique supplémentaire sur l'approvisionnement (DTSA) pour la codification et le catalogage des éléments énumérés dans la LEIDL.
3. Si l'entrepreneur a des questions en ce qui concerne la préparation, la présentation ou le contenu de la documentation d'approvisionnement, il doit les adresser au :

Quartier général de la Défense nationale  
Immeuble Mgén George R. Pearkes  
101, Promenade du Colonel By  
Ottawa (ON) K1A 0K2

## B - Définitions des besoins

---

À l'attention de :            Directeur, Services d'information technique et de codification

---

**B4049D            (24/05/02)            Liste des éléments à long délai de livraison**

A partir du 13/12/02, cette clause est remplacée par B4049D.

---

**Remarques : LE TEXTE DE CETTE CLAUSE DOIT FIGURER EN ENTIER DANS LES DOCUMENTS D'ACHAT.** Utiliser cette clause pour indiquer qu'il faut fournir la Liste provisoire des pièces de rechange pour l'acquisition de nouveaux biens d'équipement. Dans la variable << 1 >>, insérer la mention «soumission» à l'étape de l'invitation et la mention «contrat» à l'étape du contrat.

**B4050D            (13/12/02)            Liste provisoire des pièces de rechange**

1. L'entrepreneur doit, dans le délai de \_\_\_\_ jours de la date d'entrée en vigueur du contrat, fournir à l'autorité contractante et au MDN, à l'adresse indiquée ci-après, une Liste provisoire des pièces de rechange (LPPR), préparée conformément au numéro le plus récent de la spécification D-01-100-214/SF000 des Forces canadiennes. Les frais de préparation de la LPPR peuvent être compris dans le prix de la << 1 >> et la LPPR doit comprendre \_\_\_\_ le nombre approximatif d'éléments qui y figurent. La LPPR doit préciser les pièces de rechange qui doivent être livrées avant les biens ou en même temps, en ce qui concerne les articles auxquels elle se rapporte, pour que ces biens puissent être mis en service dès le premier jour de la livraison, jusqu'à la réception des pièces provenant de l'État détaillé d'approvisionnement et de la Liste des pièces de rechange recommandées (LPRR). Les détails précis des données à fournir sont énumérés dans la fiche de sélection des documents d'approvisionnement, jointe à l'annexe \_\_\_\_.
2. L'entrepreneur doit également fournir, avec la LPPR, conformément au numéro le plus récent de la spécification D-01-100-214/SF-000 des Forces canadiennes, la Documentation technique d'approvisionnement supplémentaire (DTAS) pour la codification et le catalogage des éléments énumérés dans la LPPR.
3. Si l'entrepreneur a des questions au sujet de la préparation, de la présentation ou du contenu de la documentation d'approvisionnement, il doit les adresser au :

Quartier général de la Défense nationale  
Immeuble Mgén George R. Pearkes  
101, Promenade du Colonel By  
Ottawa (ON) K1A 0K2

À l'attention de :            Directeur, Services d'information technique et de codification

---

**B4050D            (24/05/02)            Liste provisoire des pièces de rechange**

A partir du 13/12/02, cette clause est remplacée par B4050D.

---

## B - Définitions des besoins

---

**Remarques : LE TEXTE DE CETTE CLAUSE DOIT FIGURER EN ENTIER DANS LES DOCUMENTS D'ACHAT.** Utiliser cette clause pour définir les exigences relatives à l'État détaillé d'approvisionnement pour l'acquisition des nouveaux biens d'équipement. Dans la variable <<1>>, insérer le mot «soumission» à l'étape de l'invitation à soumissionner et le mot «contrat» à l'étape du contrat.

### **B4051D (13/12/02) État détaillé d'approvisionnement**

1. L'entrepreneur doit, dans le délai de \_\_\_\_ jours de la date d'entrée en vigueur du contrat, fournir à l'autorité contractante et au MDN, à l'adresse indiquée ci-après, un État détaillé d'approvisionnement (EDA), préparé conformément au numéro le plus récent de la spécification D-01-100-214/SF0-000 des Forces canadiennes. Les frais de préparation de la l'EDA peuvent être compris dans le prix de <<1>> \_\_\_\_\_. Les détails précis des données à fournir sont énumérés dans la Fiche de sélection des documents d'approvisionnement jointe à l'annexe \_\_\_\_.
2. L'entrepreneur doit également fournir, avec l'EDA, conformément au numéro le plus récent de la spécification D-01-100-214/SF-000 des Forces canadiennes, la Documentation technique d'approvisionnement supplémentaire (DTAS) pour la vérification de la configuration et la codification et le catalogage de tous les éléments énumérés dans l'EDA.
3. Si l'entrepreneur a des questions en ce qui concerne la préparation, la présentation ou le contenu des documents d'approvisionnement, il doit les adresser au :

Quartier général de la Défense nationale  
Immeuble Mgén George R. Pearkes  
101, Promenade du Colonel By  
Ottawa (ON) K1A 0K2

À l'attention de : Directeur, Services d'information technique et de codification

---

### **B4051D (24/05/02) État détaillé d'approvisionnement**

A partir du 13/12/02, cette clause est remplacée par B4051D.

---

**Remarques : LE TEXTE DE CETTE CLAUSE DOIT FIGURER EN ENTIER DANS LES DOCUMENTS D'ACHAT.** Utiliser cette clause pour indiquer qu'il est nécessaire de fournir une Liste des pièces de rechange recommandées pour l'acquisition des nouveaux biens d'équipement. Dans la variable <<1>>, insérer la mention «soumission» à l'étape de l'invitation à soumissionner et la mention «contrat» à l'étape du contrat.

### **B4052D (13/12/02) Liste de pièces de rechange recommandées**

1. L'entrepreneur doit fournir à l'autorité contractante et au MDN, à l'adresse indiquée ci-après, dans le délai de \_\_\_\_ jours de la date d'entrée en vigueur du contrat, une Liste des pièces de rechange recommandées (LPRR), préparée conformément au numéro le plus récent de la spécification D-01-100-214/SF-000 des Forces canadiennes. Les frais de préparation de la LPRR peuvent être compris dans le prix de la <<1>> \_\_\_\_\_. Les détails précis des données à fournir sont énumérés dans la Fiche de sélection des documents d'approvisionnement, jointe à l'annexe \_\_\_\_.
2. L'entrepreneur doit également fournir, conformément au numéro le plus récent de la spécification D-01-100-214/SF-000 des Forces canadiennes, la Documentation technique d'approvisionnement supplémentaire (DTAS) pour la codification et le catalogage de tous les éléments énumérés dans la LPRR.

## B - Définitions des besoins

---

3. Si l'entrepreneur a des questions au sujet de la préparation, de la présentation ou du contenu de la documentation d'approvisionnement, il doit les adresser au :

Quartier général de la Défense nationale  
Immeuble Mgén George R. Pearkes  
101, Promenade du Colonel By  
Ottawa (ON) K1A 0K2

À l'attention de : Directeur, Services d'information technique et de codification

---

---

**B4052D (24/05/02) Liste de pièces de rechange recommandées**

A partir du 13/12/02, cette clause est remplacée par B4052D.

---

---

**Remarques : LE TEXTE DE CETTE CLAUSE DOIT FIGURER EN ENTIER DANS LES DOCUMENTS D'ACHAT.** Utiliser cette clause pour indiquer qu'il faut tenir une Conférence d'orientation d'approvisionnement initial (COAI) pour l'acquisition des nouveaux biens d'équipement.

**B4053D (30/10/96) Conférence-orientation d'approv. initial**

1. Sous réserve de l'alinéa 2., l'entrepreneur doit prévoir et tenir une Conférence d'orientation d'approvisionnement initial (COAI) pour préciser les exigences de la documentation d'approvisionnement initial indiquées dans le contrat. Cette conférence, dont l'entrepreneur doit établir le procès-verbal officiel, doit avoir lieu dans les établissements de ce dernier, le plus tôt possible après la date d'entrée en vigueur du contrat. Le Canada n'aura pas à supporter de frais pour la COAI.
  2. L'entrepreneur doit se mettre en rapport avec \_\_\_\_ au numéro de téléphone ( ) \_\_\_\_ - \_\_\_\_ aussitôt après la date d'entrée en vigueur du contrat, afin :
    - a) de savoir si une Conférence d'orientation est nécessaire dans ce cas en particulier;
    - b) de confirmer les dispositions à prendre, si on juge que la conférence est nécessaire.
  3. En principe, un ou deux délégué du ministère de la Défense nationale représenteront le Canada à la COAI, qui ne devrait normalement pas durer plus qu'une journée.
- 
- 

**Remarques : LE TEXTE DE CETTE CLAUSE DOIT FIGURER EN ENTIER DANS LES DOCUMENTS D'ACHAT.** Utiliser cette clause pour indiquer qu'il est nécessaire de tenir une Conférence d'approvisionnement initial (CAI) pour l'acquisition de nouveaux biens d'équipement. Dans la variable <<1>> de l'alinéa 1, insérer le nombre de jours. Dans la variable <<2>>, insérer le nom de la personne à contacter. Dans la variable <<3>>, insérer la mention «soumission» à l'étape de l'invitation à soumissionner et la mention «contrat» à l'étape du contrat.

**B4054D (30/10/96) Conférence d'approvisionnement initial**

1. L'entrepreneur doit, dans le délai de <<1>> journée de la date d'entrée en vigueur du contrat, se mettre en rapport avec <<2>> par téléphone au ( ) \_\_\_\_ - \_\_\_\_ pour prendre des dispositions
- 
-

## B - Définitions des besoins

---

afin d'organiser une Conférence d'approvisionnement initial (CAI), qui aura lieu dans ses établissements. Le prix par jour de la CAI sera inclus dans le prix de <<3>>.

2. La CAI vise à :
  - a) permettre au Canada de vérifier que l'État détaillé d'approvisionnement (ÉDA) tient compte de la configuration la plus récente et complète de l'équipement acheté, en la comparant aux dessins d'assemblage complets, si un ÉDA fait partie du contrat;
  - b) choisir les pièces de rechange nécessaires pour mettre en service les articles livrables complets au cours de la période initiale de mise en service, si un ÉDA ne fait pas partie du contrat.
3. L'entrepreneur doit avoir à sa disposition :
  - a) une salle de conférence convenable;
  - b) une assistance technique et de soutien des produits;
  - c) l'équipement nécessaire à un examen matériel, dans toute la mesure du possible;
  - d) des données sur l'ingénierie, la fiabilité et la maintenabilité;
  - e) des données sur les modifications, le cas échéant;
  - f) les Documents techniques d'approvisionnement supplémentaire (DTAS) tels que définis dans le numéro le plus récent de la spécification D-01-100-214/SF-000 des Forces canadiennes.
4. Normalement, cinq représentants des secteurs technique et logistique seront délégués par le Canada à cette conférence.
5. Il pourrait quand même s'avérer nécessaire que l'entrepreneur fournisse des précisions ou une aide logistique et technique et soit obligé de déposer des DTAS si on décide ultérieurement qu'une conférence d'approvisionnement n'est pas nécessaire.

---

**Remarques : LE TEXTE DE CETTE CLAUSE DOIT FIGURER EN ENTIER DANS LES DOCUMENTS D'ACHAT.** Utiliser cette clause pour indiquer qu'il faut fournir des Avis de changement de matériel (ACM) pour l'acquisition des nouveaux biens d'équipement. Dans la variable <<1>>, insérer la mention «soumission» à l'étape de l'invitation à soumissionner et la mention «contrat» à l'étape du contrat.

### **B4055D (30/10/96) Avis de changement de matériel**

1. Si on apporte des changements à l'information reproduite dans l'État détaillé d'approvisionnement (ÉDA), l'entrepreneur doit préparer et soumettre des Avis de changement de matériel (ACM), conformément au numéro le plus récent de la spécification D-01-100-215/SF-000 des Forces canadiennes. Le prix par ACM doit être inclus dans le prix de <<1>>.
2. L'entrepreneur doit également fournir, conformément au numéro le plus récent de la spécification D-01-100-215/SF-000 des Forces canadiennes, les Documents techniques d'approvisionnement supplémentaire (DTAS) pour la codification et le catalogage de chacun des nouveaux éléments énumérés dans un ACM.
3. Si l'entrepreneur a des questions au sujet de la préparation, de la présentation ou du contenu d'un ACM, il doit les adresser au :

Quartier général de la Défense nationale  
Immeuble Mgén George R. Pearkes  
101, Promenade du Colonel By  
Ottawa (ON) K1A 0K2

## B - Définitions des besoins

---

À l'attention du DCAI \_\_\_\_\_

Téléphone : (613) \_\_\_\_ - \_\_\_\_\_

---

---

**Remarques : LE TEXTE DE CETTE CLAUSE DOIT FIGURER EN ENTIER DANS LES DOCUMENTS D'ACHAT.** Utiliser cette clause lorsqu'il faut réviser les contrats portant sur les biens nécessitant des pièces de rechange pour lesquelles il faut déposer les documents d'approvisionnement initial existants.

### **B4056D (30/10/96) Révision de l'état détaillé d'approv.**

1. L'entrepreneur doit modifier l'État détaillé d'approvisionnement (ÉDA), fourni sur un support électronique et conforme au numéro le plus récent de la spécification D-01-100-214/SF-000 des Forces canadiennes, pour tenir compte de tous les changements apportés à la conception.
2. Si l'entrepreneur a des questions au sujet des documents d'approvisionnement et de leur livraison, il doit les adresser au :

Quartier général de la Défense nationale  
Immeuble Mgén George R. Pearkes  
101, Promenade du Colonel By  
Ottawa (ON) K1A 0K2

À l'attention du DCAI \_\_\_\_\_

Téléphone : (613) \_\_\_\_ - \_\_\_\_\_

---

---

### **B4057D (30/10/96) Publications Bilingues**

1. L'entrepreneur doit fournir et étiqueter clairement toutes les publications techniques nécessaires à la description, au fonctionnement, à l'installation, à l'entretien et à la réparation des articles livrables complets.
2. L'entrepreneur doit fournir, dans le cadre de sa proposition :
  - a) la liste recommandée des publications à approuver par le responsable technique;
  - b) une indication de prix pour toutes ces publications, en fonction des options 1 à 4 ci-après. La structure de prix doit être détaillée de façon à indiquer clairement la différence de prix entre les diverses options et les coûts attribuables directement à la publication dans la deuxième langue officielle. Les soumissionnaires doivent aussi préciser les délais nécessaires pour la réalisation de chacune des options suivantes.

#### **Option 1 : Manuels récents**

Toutes les publications produites en français et en anglais, dans lesquelles le texte est disposé côte à côte, doivent respecter intégralement les **numéros les plus récents** des documents C-01-100-100/AG-002 et C-01-100-100/AG-003.

#### **Option 2 : Manuels existants**

Toutes les publications fournies à titre de manuels normalisés commerciaux existants ou appartenant à des gouvernements étrangers, en français et en anglais et dont le texte est disposé côte à côte, doivent respecter les exigences du numéro le plus récent du document C-01-100-100/AG-005, à la condition que l'option 1 s'applique dans les cas où les publications commerciales existantes ne sont pas disponibles.

## B - Définitions des besoins

---

### Option 3 : Autres supports de présentation

Toutes les publications fournies dans un support économique, en français et en anglais, doivent respecter les exigences du numéro le plus récent du document C-01-100-100/AG-005. Cette option doit être approuvée par écrit par le responsable technique avant l'attribution du marché.

### Option 4 : Droits de traduction et de reproduction

Toutes les publications fournies sur support commercial unilingue existant doivent respecter les exigences du numéro le plus récent du document C-01-100-100/AG-005, à la condition de donner au Canada le droit de les traduire et les reproduire, pour pouvoir les utiliser au gouvernement, en ce qui concerne la totalité ou toute partie des publications fournies dans le cadre du contrat.

#### Publications unilingues

1. L'entrepreneur doit fournir et étiqueter clairement toutes les publications techniques nécessaires à la description, au fonctionnement, à l'installation, à l'entretien et à la réparation des articles livrables complets.
2. L'entrepreneur doit fournir, dans le cadre de sa proposition :
  - a) la liste recommandée des publications à approuver par le responsable technique;
  - b) une soumission de prix pour les publications en fonction des options 5 et 6 ci-après;
  - c) les délais nécessaires à la réalisation de chacune de ces options.

### Option 5 : Manuels récents

Toutes les publications doivent être produites conformément au numéro le plus récent des documents C-01-100-100/AG-002 et C-01-100-100/AG-003.

### Option 6 : Manuels existants

Toutes les publications fournies à titre de manuels normalisés commerciaux existants ou appartenant à des gouvernements étrangers doivent être conformes au numéro le plus récent du document C-01-100-100/AG-005, à la condition que dans les cas où des publications commerciales existantes ne sont pas disponibles, l'option 5 s'applique.

---

### **B4058D (30/10/96) Publications, spécifications et normes**

1. Les publications constituant des articles livrables complets doivent être produites conformément aux spécifications suivantes :
  - a) **Présentation**

Le numéro le plus récent du document C-01-100-100/AG-002 - Préparation des manuscrits techniques par les entrepreneurs.

Le numéro le plus récent du document C-01-100-100/AG-003 - Production de documents reproductibles pour les publications techniques du ministère de la Défense nationale.

Le numéro le plus récent du document C-01-100-100/AG-005 - Acceptation des publications commerciales et de gouvernements étrangers à titre de publications adoptées.
  - b) **Approvisionnement**

Le numéro le plus récent du document D-01-000-100/SF-000 - Spécification pour l'achat de services d'édition et d'ouvrages publiés.



## B - Définitions des besoins

---

c) **Emballage**

Le numéro le plus récent du document D-LM-008-022/SG-000 - Normes d'emballage de la documentation.

d) **Politique et procédures**

Le numéro le plus récent du document A-AD-100-100/AG-000 - Politique d'édition et procédures d'administration de la Défense nationale.

e) **Contenu technique**

Le contenu technique doit respecter les exigences du numéro le plus récent des spécifications suivantes :

D-01-100-200/SF-000 - Rédaction des fiches techniques de matériel;  
D-01-100-202/SF-000 - Rédaction des descriptions de l'équipement;  
D-01-100-203/SF-000 - Rédaction des notices de fonctionnement;  
D-01-100-204/SF-000 - Rédaction des notices d'entretien préventif;  
D-01-100-205/SF-000 - Rédaction des notices d'entretien correctif;  
D-01-100-207/SF-000 - Rédaction des listes de désignation des pièces.

f) **Assurance de la qualité**

L'entrepreneur doit respecter le Programme d'assurance de la qualité précisé dans le numéro le plus récent des documents C-01-100-100/AG-002 et C-01-100-100/AG-003.

2. Le responsable technique peut prescrire d'autres spécifications en ce qui concerne toute publication à livrer en particulier.
- 

**Remarques :** Utiliser cette clause pour la fourniture de documents à l'entrepreneur.

**B4059D (30/10/96) Documents tech. fournis par le gov.**

1. Si l'entrepreneur a besoin de dessins et de publications ou d'autres documents techniques du gouvernement, il doit se les procurer en s'adressant au Bureau régional d'assurance de la qualité des Forces canadiennes le plus proche.
  2. À la fin du contrat, l'entrepreneur doit remettre au responsable technique la liste de toutes les Instructions techniques des Forces canadiennes (ITFC) appartenant au ministère de la Défense nationale et les documents de production sur microformulaires, accompagnés d'une demande d'instructions en ce qui concerne l'affectation de ces documents.
- 

**Remarques :** Utiliser la clause suivante lorsque les numéros de nomenclature de l'OTAN ne sont pas disponibles au moment où la demande d'achat originale est envoyée à Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.

**B4060C (16/06/06) Exigences relatives au catalogage**

À moins d'obtenir la permission de l'autorité contractante, l'entrepreneur ne doit pas autoriser l'expédition d'articles qui ne portent pas de numéro de nomenclature de l'OTAN (NNO). Si aucun NNO n'a été fourni, l'entrepreneur doit en demander un à l'autorité contractante soixante (60) jours avant la date d'expédition prévue. Cette demande doit comprendre la documentation technique requise pour permettre le catalogage et l'affectation du NNO.

---

## B - Définitions des besoins

---

---

**B4060D (30/10/96) Exigence relative au catalogage**

A partir du 16/06/06, cette clause est remplacée par B4060C.

---

---

**Remarques : LE TEXTE DE CETTE CLAUSE DOIT FIGURER EN ENTIER DANS LES DOCUMENTS D'ACHAT.** Utiliser cette clause pour les demandes d'acquisitions d'immobilisations, dans les demandes de soumissions et contrats, lorsque des marchandises contrôlées doivent être achetées ou réparées.

**B4061D (10/12/04) Fiche de données techniques**

L'entrepreneur doit fournir au responsable technique une fiche de données techniques, une description technique ou une spécification technique, qui doit comprendre les caractéristiques physiques et de rendement ainsi qu'une description fonctionnelle des articles finaux à livrer et, le cas échéant, la liste complète des accessoires et des éléments périphériques nécessaires pour compléter l'article final à livrer. Dans le cas des articles finaux à livrer achetés par l'entrepreneur auprès d'un sous-traitant ou d'un fournisseur, l'entrepreneur doit fournir le nom du fabricant et les numéros de pièce, avec les documents nécessaires.

L'entrepreneur doit également identifier toutes les marchandises contrôlées, tel qu'il est défini dans l'Annexe de la *Loi sur la production de défense*. (Voir les clauses A9130T et A9131C du guide des *Clauses et conditions uniformisées d'achat*.) Toutes les données doivent être déposées au moins soixante (60) jours avant la date de livraison prévue au calendrier des articles finaux.

---

---

**B4061D (13/12/02) Fiche de données techniques**

A partir du 10/12/04, cette clause est remplacée par B4061D.

---

---

**B4062D (30/10/96) Nomenclature et plaques signalétiques**

A partir du 01/12/00, cette clause est remplacée par B4042D, B4043D.

---

---

**Remarques : LE TEXTE DE CETTE CLAUSE DOIT FIGURER EN ENTIER DANS LES DOCUMENTS D'ACHAT.**

**B4066D (30/10/96) Bulletins d'entretien**

L'entrepreneur doit livrer au responsable technique \_\_\_ exemplaires des bulletins d'entretien produits et portant sur les modifications, les améliorations ou les mesures spéciales d'entretien à apporter aux articles livrables complets achetés par le Canada. Ce service doit continuer d'être offert pendant une durée de \_\_\_ années après la livraison des biens.

## B - Définitions des besoins

---

---

**Remarques : LE TEXTE DE CETTE CLAUSE DOIT FIGURER EN ENTIER DANS LES DOCUMENTS D'ACHAT.**

**B4068D (30/10/96) Période d'examen au gouvernement**

1. L'entrepreneur doit fournir à l'autorité contractante un calendrier de production et de livraison des publications à livrer, pour assurer la disponibilité des publications parallèlement à la livraison des biens auxquels elles se rapportent. Le calendrier de l'entrepreneur doit tenir compte du délai dont le Canada a besoin pour effectuer des examens et accuser réception des publications ou faire des observations à ce sujet.
2. **Étapes**  
Les étapes suivantes pour l'examen des jalons de production doivent servir à répondre aux besoins de la planification initiale :
  - a) Approbation des manuscrits anglais
  - b) Vérification de l'exactitude de la traduction (VET) du manuscrit français
  - c) Pages prêtes à photographier (documents à reproduire)
  - d) Exemplaire imprimé
  - e) Consignation des manuels approuvés.
3. **Quantités**  
Après l'approbation du certificat de conformité, \_\_\_\_\_ exemplaires des publications à livrer seront livrés aux consignataires indiqués dans la présente.

---

---

**B4069D (30/10/96) Repères : Durée utile du matériel**

A partir du 15/04/04, cette clause est remplacée par D2015D.

---

---

**B4070D (30/10/96) Statut**

Cette clause est annulée à partir du 16/06/06.

---

---

**Remarques :** L'agent de négociation des contrats révisera la clause pour préciser le standard applicable, à savoir la norme W47.1 ou la norme W47.2.

**B4075D (25/05/01) Certification relative au soudage**

Aux fins de conformité à la norme W47.1 - Certification des compagnies de soudage par fusion des structures en acier ou à la norme W47.2 - Certification des compagnies de soudage par fusion de l'aluminium, de l'Association canadienne de normalisation (CSA), le soudage ne doit être effectué que par

## B - Définitions des besoins

---

un entrepreneur approuvé par le Bureau canadien du soudage (BCS). Sur demande, la procédure de soudage approuvée par le BCS doit être remise au responsable de l'inspection.

---

**B5000C (15/12/95) Modification par rapport au modèle**

Cette clause est annulée à partir du 13/12/99.

---

**B5000C (01/06/91) Modification par rapport au modèle**

A partir du 15/12/95, cette clause est remplacée par B5000C.

---

**Remarques : LE TEXTE DE CETTE CLAUSE DOIT FIGURER EN ENTIER DANS LES DOCUMENTS D'ACHAT.** Utiliser la clause suivante lorsque le Canada est responsable d'autoriser les modifications ou les écarts par rapport au modèle.

**B5001C (16/12/05) Modification/Écart - Modèle**

Les modifications/écarts par rapport au modèle spécifié dans le contrat doivent être approuvés à l'avance de la façon décrite ci-après :

- a) l'entrepreneur doit remplir la partie 1 du formulaire PWGSC-TPSGC 9038, Modification/écart par rapport au modèle, (<http://www.tpsgc.gc.ca/approvisionnements/text/forms/forms-f.html>) et en transmettre \_\_\_\_\_ copies à :
- Nom du responsable du design : \_\_\_\_\_  
Adresse : \_\_\_\_\_ .
- et une copie à :
- Nom de l'autorité contractante : \_\_\_\_\_  
Adresse : \_\_\_\_\_ .
- b) lorsque le responsable du design aura donné son approbation, \_\_\_\_\_ copies du formulaire PWGSC-TPSGC 9038 doivent être transmises à l'autorité contractante pour qu'elle autorise officiellement la mesure et l'incorpore dans le contrat.
- 

**B5001C (13/12/02) Modification/Écart - Modèle**

A partir du 16/12/05, cette clause est remplacée par B5001C.

---

## B - Définitions des besoins

---

---

**B5002C (15/12/95) Succédané ou Écart - autorisation**

A partir du 16/06/06, cette clause est remplacée par A1024C.

---

---

**B5003D (16/02/98) Corrections d'auteur**

Cette clause est annulée à partir du 16/06/06.

---

---

**B5003D (01/06/91) Corrections d'auteur**

A partir du 16/02/98, cette clause est remplacée par B5003D.

---

---

**Remarques : LE TEXTE DE CETTE CLAUSE DOIT FIGURER EN ENTIER DANS LES DOCUMENTS D'ACHAT.**

**B5006D (15/09/97) Modifications techniques**

1. En cas de modifications techniques ou de travaux additionnels, les coûts en seront négociés en vertu de la procédure de modification technique. Même s'il n'y a aucun changement dans les coûts, il faudra remplir la formule de modification technique pour fournir une référence officielle relative au changement dans les spécifications.
  2. Si le propriétaire juge souhaitable d'apporter des changements raisonnables quelconques à l'accord ou aux détails pendant la durée des travaux, pourvu que ces changements soient commandés avant le début de la partie déterminée des travaux à laquelle ils s'appliqueraient et qu'ils n'entraînent aucuns frais supplémentaires pour l'entrepreneur, ils seront mis en oeuvre sans invalider le contrat.
  3. Les coûts des modifications techniques seront négociés comme suit :
    - a) main-d'oeuvre à un tarif d'imputation horaire ferme de \_\_\_\_\_ \$ par heure-personne;
    - b) matériel au prix de revient réel, plus une marge bénéficiaire de \_\_\_\_\_ p. 100;
    - c) taxe sur les produits et services ou la taxe de vente harmonisée devant figurer à titre d'élément séparé.
- 
- 

**B5006D (01/06/91) Modifications techniques**

A partir du 15/09/97, cette clause est remplacée par B5006D.

## B - Définitions des besoins

---

---

**Remarques :** Utiliser cette clause dans les contrats de construction, de réparation ou de carénage de navires et dans les contrats de construction générale ou dans tout autre contrat qui pourrait être modifié afin d'apporter des changements aux données techniques ou d'inclure des travaux supplémentaires.

### **B5007D (30/05/03) Modifications techniques ou travaux supplémentaires**

En cas de modifications techniques, de travaux supplémentaires ou de nouveaux travaux à être inclus dans le contrat, la procédure suivante devra être suivie :

#### **Modifications techniques, travaux supplémentaires ou nouveaux travaux demandés par le responsable technique**

1. Le responsable technique devra informer l'autorité contractante du changement, en donnant suffisamment de détails.
2. L'autorité contractante enverra ces renseignements à l'entrepreneur et lui demandera de présenter des estimations pour les travaux selon un prix ferme, lorsqu'il est possible de le faire (avec augmentation ou diminution).
3. L'entrepreneur devra présenter à l'autorité contractante une estimation accompagnée de tous les détails nécessaires au moyen :
  - a) du formulaire PWGSC-TPSGC 1686, Soumission pour modification du plan ou travail supplémentaire;
  - b) du formulaire PWGSC-TPSGC 1379, Travaux imprévus ou nouveaux travaux; ou
  - c) de tout autre formulaire demandé par l'autorité contractante.
4. L'autorité contractante fera une évaluation et négociera avec l'entrepreneur au besoin et, après la conclusion d'un accord, autorisera les travaux et modifiera le contrat en conséquence.

#### **Modifications techniques, travaux supplémentaires ou nouveaux travaux demandés par l'entrepreneur**

1. L'entrepreneur présentera à l'autorité contractante sa proposition accompagnée de tous les détails nécessaires, y compris les spécifications et les dessins s'il y a lieu, ainsi que les raisons de la proposition, de même que le coût estimatif (avec augmentation ou diminution) des travaux, et demandera l'approbation requise.
2. L'autorité contractante présentera la proposition au responsable technique, pour examen et approbation.
  - a) Si la proposition est approuvée, l'autorité contractante négociera avec l'entrepreneur, fixera les prix, autorisera les travaux et modifiera le contrat.
  - b) Si la proposition est rejetée, l'autorité contractante en informera l'entrepreneur.
  - c) Si la proposition est approuvée avec des modifications, les procédures exposées à la rubrique « *Modifications techniques... demandés par le responsable technique* » seront suivies.

#### **Approbatons**

L'entrepreneur ne pourra pas apporter de modifications techniques, réaliser des travaux supplémentaires ou des nouveaux travaux avant d'avoir obtenu l'approbation écrite de l'autorité contractante. Tout travail pris en charge sans l'approbation écrite de l'autorité contractante sera considéré comme étant hors de la portée des travaux prévus dans le contrat et aucun versement supplémentaire ne sera versé pour ces travaux.

#### **Approbatons locales**

1. Les modifications techniques mineures et peu coûteuses, et notamment celles qui exigent des décisions urgentes seront traitées par le représentant sur place de l'autorité contractante CHAQUE FOIS QUE CELA SERA POSSIBLE.

## B - Définitions des besoins

---

2. Le représentant sur place de l'autorité contractante négociera avec l'entrepreneur un prix ferme pour les travaux et discutera de ce prix avec le responsable technique; après entente, il approuvera les travaux et autorisera l'entrepreneur à les commencer.
3. Le contrat sera modifié.
4. On fournira des formulaires pour y inscrire les renseignements ci-dessus et l'on fixera pour les travaux des valeurs maximales individuelles et cumulatives en dollars.

---

---

**B5007D (13/12/02) Modifications techniques ou travaux supplémentaires**

A partir du 30/05/03, cette clause est remplacée par B5007D.

---

---

**Remarques :** Utiliser la clause suivante dans les contrats pour remise en état et entretien des aéronefs relatifs aux stocks obtenus par approvisionnement contrôlé.

**B6000C (15/12/95) Contrôle des stocks d'approvisionnement**

Avant d'acheter une pièce de rechange quelconque jugée nécessaire pour l'exécution du présent contrat, une liste de ces pièces de rechange sera soumise à l'autorité contractante. Cette dernière fera parvenir la liste de pièces de rechange au responsable technique pour examen afin de déterminer si des stocks existants de ces pièces, appartenant au Canada et pouvant être utilisées comme fournitures de l'État pour l'exécution du présent contrat, sont disponibles. Après étude de la liste, l'autorité contractante fera connaître par écrit à l'entrepreneur les pièces de rechange, s'il y a lieu, qui seront fournies par l'État aux fins du présent contrat; sous réserve que la présente clause ne soit pas interprétée comme l'approbation par le Canada de l'évaluation par l'entrepreneur des pièces de rechange requises pour l'exécution du travail; et sous réserve aussi que la présente clause ne soit interprétée comme changeant ou modifiant toutes autres dispositions du présent contrat ou relevant l'entrepreneur d'une de ses responsabilités dans l'exécution du contrat ou imposant un nouvel engagement au Canada.

L'entrepreneur doit garder les pièces de rechange qu'il a achetées ou acquises séparément du matériel fourni par celui-ci et il doit soumettre à l'autorité contractante un état de ses acquisitions, de ses stocks, de la manutention et de l'emploi de ces pièces de rechange tel que le Canada pourra l'exiger. L'entrepreneur doit aussi permettre à l'autorité contractante ou au responsable technique de surveiller ses méthodes d'approvisionnement, de vérifier les stocks et les méthodes de comptabilité, d'emmagasiner, de manutention, de protection et d'emploi des pièces de rechange.

---

---

**B6000C (01/06/91) Contrôle des stocks d'approvisionnement**

A partir du 15/12/95, cette clause est remplacée par B6000C.

## B - Définitions des besoins

---

---

**B6001D** (01/06/91) Conception - propriété du Canada

A partir du 15/12/95, cette clause est remplacée par K3006D.

---

---

**Remarques : LE TEXTE DE CETTE CLAUSE DOIT FIGURER EN ENTIER DANS LES DOCUMENTS D'ACHAT.**

**B6002D** (16/02/98) Cylindres du gouvernement, entretien des

**1. OPÉRATION 1 :**

Épreuve hydrostatique incluant lavage, séchage et vérification de la soupape. \$ \_\_\_\_\_ par cylindre.

**2. OPÉRATION 2 :**

Lavage, séchage et vérification de la soupape seulement. \$ \_\_\_\_\_ par cylindre.

**3. OPÉRATION 3 :**

Peinture et marquage. \$ \_\_\_\_\_ par cylindre.

**4. OPÉRATION 4 :**

a) Remplacer les soupapes : \_\_\_\_\_ \$ par cylindre.

b) Réparation des soupapes: \_\_\_\_\_ \$ par cylindre.

---

---

**B6002D** (01/06/91) Cylindres du gouvernement, entretien des

A partir du 16/02/98, cette clause est remplacée par B6002D.

---

---

**B6003D** (01/06/91) Composants des travaux

Cette clause est annulée à partir du 15/12/95.

---

---

**B6004D** (10/06/05) Dommages aux ou perte des biens de la Couronne

Cette clause est annulée à partir du 16/06/06.

---

---



## B - Définitions des besoins

---

---

**B6004D (10/12/04) Dommage aux ou perte des biens de la Couronne**

A partir du 10/06/05, cette clause est remplacée par B6004D.

---

---

**B6005D (31/01/92) Propriété du produit**

Cette clause est annulée à partir du 16/06/06.

---

---

**Remarques :** Utiliser la clause suivante dans les contrats portant sur des logiciels sous licence.

**B6010C (01/12/00) Logiciels sous licence - transfert**

Les licences obtenues aux termes du présent contrat peuvent être librement transférées par le détenteur aux ministères, sociétés ou organismes du gouvernement du Canada décrits dans les annexes I, I.1, II ou III de la *Loi sur la gestion des finances publiques*, ou à toute autre entité au nom duquel le ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux est autorisé à agir en vertu de l'article 8 de la *Loi sur le ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux*, aux conditions énoncées dans la présente, à condition que le détenteur informe l'entrepreneur du transfert ainsi que du lieu où se trouve le logiciel, dans les trente (30) jours suivant le dit transfert.

---

---

**B6010C (03/02/97) Logiciels sous licence - transfert**

A partir du 01/12/00, cette clause est remplacée par B6010C.

---

---

**Remarques :** Utiliser cette clause dans toutes les exigences relatives à la réparation d'un navire militaire sans équipage lorsqu'il s'agit de travaux de radoub.

**B6100D (25/05/01) Stabilité**

L'entrepreneur est l'unique responsable de la stabilité et de l'assiette du navire durant la période où le navire se trouve dans les installations de l'entrepreneur, y compris l'arrimage et le désarrimage. À cette fin, durant la période où le navire est en cale sèche, l'entrepreneur consigne les renseignements relatifs au changement de poids ayant une incidence sur la stabilité du navire. Lors de la remise du navire, le ministère de la Défense nationale fournit à l'entrepreneur les renseignements pertinents concernant l'état du navire, notamment les courbes de stabilité, les courbes hydrostatiques, l'état des réservoirs et la localisation du centre de gravité.

---

---

## B - Définitions des besoins

---

**Remarques :** La clause suivante est utilisée, s'il y a lieu, par le Secteur des systèmes aérospatiaux, maritimes et électroniques.

**B6300C (16/02/98) Manquants, fournitures du Canada**

L'entrepreneur se conformera aux directives d'approvisionnement des Forces canadiennes qui seront données par l'Agence des services techniques concernant l'appel, le traitement, le classement et la tenue à jour des dossiers relatifs aux fournitures nécessaires à l'exécution du contrat et appartenant au Canada. Les avis de manquants seront fournis en deux (2) exemplaires sur la formule CF 152 à l'autorité contractante mentionné à la page 1, qui déterminera si le ou les manquants sont normaux, compte tenu du volume des fournitures que l'entrepreneur a manutentionner. Chaque avis sera justifié par une lettre indiquant le motif des manquants ainsi que le pourcentage de la quantité manquante par rapport à la quantité totale acquise pour chaque article. L'entrepreneur doit être tenu responsable de tous manquants qui dépasseront le pourcentage normal.

---

**B6300C (01/06/91) Manquants, fournitures du Canada**

A partir du 16/02/98, cette clause est remplacée par B6300C.

---

**Remarques : LE TEXTE DE CETTE CLAUSE DOIT FIGURER EN ENTIER DANS LES DOCUMENTS D'ACHAT.** Utiliser la clause suivante dans les contrats applicables au Fonds renouvelable de la production de défense, lorsqu'il est prévu que l'entrepreneur doit disposer de matériel ou d'équipement fourni par l'État.

**B6700C (15/12/95) Fournitures de l'État**

Les fournitures de l'État décrites dans le présent contrat seront fournies à l'entrepreneur afin d'être incorporées aux biens qui doivent être produits ou livrés.

L'entrepreneur doit entreposer et mettre à part ces fournitures de l'État, à titre de propriété du Canada, en attendant de les incorporer aux biens à livrer.

Les fournitures de l'État qui doivent provenir directement des stocks du Canada seront mises à la disposition de l'entrepreneur, sous réserve de la disponibilité de ces dernières dans les stocks du Canada.

Toutes les autres pièces, etc., qui ne sont pas mentionnées ci-dessus de façon explicite, doivent être fournies par l'entrepreneur.

---

**B6700C (01/06/91) Fournitures de l'État**

A partir du 15/12/95, cette clause est remplacée par B6700C.

---

## B - Définitions des besoins

---

---

**B6701C (30/10/96) Matériel fourni par le gouvernement**

Cette clause est annulée à partir du 16/06/06.

---

---

**Remarques :** Utiliser la clause suivante lorsque l'entrepreneur doit acheter du matériel et (ou) des matériaux non consommables pour réaliser l'ouvrage et que le coût de ces articles doit être facturé dans le cadre du contrat.

**B6800C (15/12/95) Matériel et matériaux non consommables**

L'entrepreneur devra prendre un soin raisonnable et approprié de tout matériel et matériaux non consommables dont le coût est assumé dans le cadre du présent contrat pendant qu'ils seront en sa possession.

Lors de la présentation du rapport final, l'entrepreneur devra fournir au responsable technique une liste détaillée de l'ensemble de ce matériel et de ces matériaux, et demander des instructions relativement à leur disposition. Une copie de la liste devra aussi être envoyée à l'autorité contractante.

---

---

**B6800C (01/06/91) Matériel et matériaux non consommables**

A partir du 15/12/95, cette clause est remplacée par B6800C.

---

---

**B6801C (01/06/91) Chantier - règlements**

A partir du 31/03/95, cette clause est remplacée par A9062D.

---

---

**B6802C (16/02/98) Facilités et biens du gouvernement**

Le fournisseur comprend et convient que les employés de services temporaires ne doivent pas utiliser les facilités et biens du gouvernement pour besoins personnels.

---

---

## B - Définitions des besoins

---

**B6802C** (01/06/91) **Facilités et biens du gouvernement**

A partir du 16/02/98, cette clause est remplacée par B6802C.

---

---

**B6803D** (01/06/91) **Locaux**

Cette clause est annulée à partir du 16/06/06.

---

---

**B6804D** (01/06/91) **Partie composantes de l'ouvrage**

Cette clause est annulée à partir du 15/12/95.

---

---

**B6805D** (15/12/95) **Prêts d'équipement**

Cette clause est annulée à partir du 16/06/06.

---

---

**B6805D** (01/06/91) **Prêts d'équipement**

A partir du 15/12/95, cette clause est remplacée par B6805D.

---

---

**Remarques :** La clause suivante ne doit être utilisée qu'avec la ou les clauses appropriées décrites à la sous-section «5-F» du Guide des clauses et conditions uniformisées d'achat.

**B6806C** (16/02/98) **Lieu de l'exécution des travaux**

Normalement, les travaux s'effectueront dans les locaux de l'entrepreneur. Cependant, on fera le nécessaire pour que le personnel de l'entrepreneur puisse avoir accès, au besoin, à des renseignements ou à des biens de nature délicate (désignés ou classifiés). Les employés de l'entrepreneur qui doivent avoir accès à des renseignements ou à des biens de nature délicate doivent détenir une autorisation valide de sécurité dont le niveau correspond aux exigences du contrat. Le responsable du projet fournira les installations nécessaires. Le soutien technique et administratif, les fournitures et le matériel nécessaires à l'accomplissement des tâches devront être fournis par l'entrepreneur.

---

---

## B - Définitions des besoins

---

---

**B6806C** (15/12/95) **Lieu de l'exécution des travaux**

A partir du 16/02/98, cette clause est remplacée par B6806C.

---

---

**B6807C** (01/08/92) **Lieu de l'exécution des travaux**

A partir du 15/12/95, cette clause est remplacée par B6806C.

---

---

**B6808C** (31/01/92) **Lieu de l'exécution des travaux**

Cette clause est annulée à partir du 15/12/95.

---

---

**B6808T** (31/01/92) **Lieu de l'exécution des travaux**

Cette clause est annulée à partir du 01/08/92.

---

---

**B6809C** (31/01/92) **Lieu de l'exécution des travaux**

A partir du 01/12/92, cette clause est remplacée par M2017C.

---

---

**B6811C** (15/12/95) **Biens de la Couronne**

A partir du 16/06/06, cette clause est remplacée par B6800C.

---

---

## B - Définitions des besoins

---

**B6812D** (16/02/98) **Blanchissage**

Cette clause est annulée à partir du 16/06/06.

---

---

**B6812D** (15/12/95) **Blanchissage**

A partir du 16/02/98, cette clause est remplacée par B6812D.

---

---

**B6813D** (15/12/95) **Vêtement/Serviette-Location/blanchissage**

Cette clause est annulée à partir du 16/06/06.

---

---

**Remarques** : Utiliser cette clause de concert avec la clause B7005D.

**B7000D** (16/02/98) **Refus absolu**

1. Si elles sont généralisées, les conditions suivantes se traduiront par le refus absolu d'échantillons :
    - a) plis/marques de calandrage;
    - b) nuances bord à bord;
    - c) déchirures, trous ou marques à plus de 12 mm à partir de l'arête extérieure de la lisière;
    - d) mauvaise pénétration du colorant et (ou) aspect barré;
    - e) tissu faible ou délicat;
    - f) défauts de la chaîne ou de la trame.
- 
- 

**B7000D** (01/05/96) **Refus absolu**

A partir du 16/02/98, cette clause est remplacée par B7000D.

---

---

**Remarques** : Utiliser cette clause de concert avec la clause B7005D.

**B7001D** (16/02/98) **Refus absolu**

1. Si elles sont généralisées, les conditions suivantes se traduiront par le refus absolu d'échantillons :

## B - Définitions des besoins

---

- a) mauvaise pénétration du colorant et (ou) aspect barré;
  - b) tissu faible ou délicat;
  - c) défauts de la chaîne ou de la trame.
- 

### **B7001D (01/05/96) Refus absolu**

A partir du 16/02/98, cette clause est remplacée par B7001D.

---

**Remarques : LE TEXTE DE CETTE CLAUSE DOIT FIGURER EN ENTIER DANS LES DOCUMENTS D'ACHAT.**

### **B7002T (15/09/97) Usage du matériel fourni par l'État**

1. Le matériel fourni par l'État (MFÉ) doit être utilisé à la fabrication de l'article (des articles) détaillé(s) aux présentes. Le soumissionnaire doit indiquer la quantité requise pour chaque unité de chaque article. L'utilisation du matériel doit être calculée de façon précise puisque toute demande additionnelle à celle qui figure ci-dessous doit être achetée du Canada au prix indiqué dans la présente. L'utilisation du MFÉ est une partie composante du prix de soumission et contribuera dans l'évaluation des soumissions. Votre soumission sera considérée non recevable si l'utilisation du MFÉ n'est pas indiquée pour chaque article.
2. Le Canada fournira gratuitement le MFÉ à l'entrepreneur, tel que stipulé dans la soumission de l'entrepreneur, incluant tout frais de transport, à : \_\_\_\_\_.

Matériel fourni par l'État :

- a) Description;
- b) Largeur minimale;
- c) Article;
- d) Quantité par unité
- e) Prix par unité \*.

\_\_\_\_\_ m/ch.

\*La taxe sur les produits et services en sus ou la taxe de vente harmonisée en sus.

---

### **B7002T (01/05/96) Usage du matériel fourni par l'État**

A partir du 15/09/97, cette clause est remplacée par B7002T.

---

### **B7003D (16/02/98) Matériel fourni par le gouvernement**

1. Le matériel fourni par le gouvernement (MFG) appartient au gouvernement du Canada. L'entrepreneur doit tenir des registres convenables quant à l'utilisation de tout le MFG.

## B - Définitions des besoins

---

2. Le MFG décrit dans la présente doit servir à la fabrication de l'article, ou des articles, du contrat. Seule la quantité indiquée dans la présente sera fournie gratuitement par le Canada.
3. S'il faut plus de MFG pour exécuter le contrat, il sera acheté du Canada au prix unitaire indiqué dans la présente, la taxe sur les produits et services et la taxe de vente harmonisée en sus. Le matériel supplémentaire doit être payé au moyen d'un chèque visé payable au Receveur général du Canada qui doit être envoyé, accompagné de la demande de matériel supplémentaire, à l'autorité contractante à l'adresse indiquée à la page 1. Le matériel sera expédié à l'entrepreneur contre remboursement des frais de transports.
4. Lorsque des échantillons de présérie sont exigés dans le contrat, l'entrepreneur convient qu'aucun MFG, à l'exception du matériel requis pour les échantillons de présérie, ne doit être coupé, utilisé ou traité avant qu'un représentant technique du gouvernement n'approuve un échantillon de présérie et ne fournisse un avis officiel d'acceptation. L'entrepreneur est responsable des dommages résultant de la coupe de MFG avant l'acceptation de l'échantillon de présérie.
5. L'entrepreneur doit remplacer ou remettre à neuf, à ses frais, toute marchandise qui n'est pas conforme aux exigences contractuelles à la suite d'une coupe, d'une fabrication ou d'un travail insatisfaisants.
6. En cas de problèmes avec le MFG, l'entrepreneur avisera immédiatement l'autorité contractante en décrivant le problème avec précision. Si l'entrepreneur prend des mesures sans avoir demandé conseil à l'autorité contractante, tous les coûts et les pertes de MFG seront au frais de l'entrepreneur.
7. Il incombera à l'entrepreneur de rembourser le Canada la valeur de MFG s'appliquant à une quantité quelconque non livrée d'après les conditions du contrat. Le montant sera calculé au prix unitaire et selon l'utilisation indiquée dans la présente.
8. Après l'exécution de la quantité contractuelle, s'il reste un excès de MFG dépassant une valeur totale de 250 \$, l'entrepreneur devra soit :
  - a) retourner le matériel à l'expéditeur avec frais de transport payés par le Canada. Il sera nécessaire de communiquer avec l'autorité contractante afin de prendre les arrangements appropriés; OU
  - b) faire une demande de sur-production de la quantité contractuelle. L'approbation de l'autorité contractante ainsi qu'une modification de contrat est requise.
9. Le Canada n'est pas obligé de payer pour des travaux exécutés sur du MFG qui est endommagé ou perdu pendant qu'il est en possession de l'entrepreneur.
10. L'entrepreneur ne doit pas se départir du MFG ni des articles de rebut sans l'autorisation écrite de l'autorité contractante. Si le contrat n'est pas exécuté de façon satisfaisante, les frais de renvoi du MFG devront être la responsabilité de l'entrepreneur.
11. Bien qu'un bilan final du MFG ne soit pas requis automatiquement pour chaque contrat, le Canada se réserve le droit d'exiger un bilan final du MFG à n'importe quel temps durant l'année suivant l'exécution du contrat.

---

**B7003D (01/05/96) Matériel fourni par l'État**

A partir du 16/02/98, cette clause est remplacée par B7003D.

---



## B - Définitions des besoins

---

**Remarques : LE TEXTE DE CETTE CLAUSE DOIT FIGURER EN ENTIER DANS LES DOCUMENTS D'ACHAT.**

**B7004D (16/02/98) Décatissage - Tissus de laine ou mixtes**

1. Tous les tissus de laine, ou tissus mixtes de laine fournis par le Canada doivent être décatissés avant d'être coupés. Les frais de décatissage et les pertes dues au rétrécissement devront être inclus dans le(s) prix soumissionné(s).
2. Le Canada fournira gratuitement le matériel fourni par le gouvernement à l'entrepreneur, y compris le transport à l'adresse du décatisseur indiqué dans la présente. L'entrepreneur sera responsable des frais de transport du décatisseur jusqu'à son usine.

Nom du décatisseur : \_\_\_\_\_

Adresse : \_\_\_\_\_.

---

---

**B7004D (01/05/96) Décatissage - Tissus de laine ou mixtes**

A partir du 16/02/98, cette clause est remplacée par B7004D.

---

---

**Remarques : LE TEXTE DE CETTE CLAUSE DOIT FIGURER EN ENTIER DANS LES DOCUMENTS D'ACHAT.**

**B7005D (01/05/96) Évaluation des défauts dans le tissu**

1. Le matériel qui fait l'objet du présent contrat ne doit pas comporter d'imperfections ou de défauts susceptibles d'altérer son aspect ou son utilité lorsque examiné conformément aux conditions jugées satisfaisantes par le représentant de l'assurance de la qualité.
  2. Toutes les fois qu'un vice (imperfection ou défaut) se présente sur deux (2) décimètres linéaires (ne s'applique pas aux tissus étroits d'une largeur inférieure à 15 cm), il doit être indiqué à la lisière droite de l'endroit du tissu au moyen d'une cordelette teintée.
  3. On procédera à des déductions par rapport à la longueur brute de l'échantillon pour chaque défaut ou joint de deux (2) décimètres linéaires. En outre, on notera la longueur brute, la longueur nette et le nombre de joints sur l'étiquette fixée à chacun des échantillons. Le paiement sera effectué en fonction de la longueur nette.
  4. Tout tissu ayant plus de \_\_\_\_\_ défauts par 100 mètres \*\*\* carrés ou linéaires \*\*\* devra être refusé.
- 
- 

**B7007D (30/05/03) Outillage**

**Outillage**

1. L'outillage décrit aux présentes sera nécessaire à l'exécution du contrat.
  2. Le coût de la réparation de l'outillage endommagé à cause d'un mauvais maniement sera imputé à l'entrepreneur. L'affûtage ou de légères encoches ne constitueront pas une mauvaise manutention.
- 
-

## B - Définitions des besoins

---

3. Dès l'exécution du contrat, tout l'outillage appartenant au Canada et visé par la convention de prêt devra être intégralement inspecté par l'entrepreneur, lequel en vérifiera l'état et la quantité; et tous les articles inutilisables découverts devront être ramenés à un état utilisable. Les articles irrécupérables seront déclarés à Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC).

L'entrepreneur remplira la formule CF 1280 pour confirmer que cela a été fait, et il dressera une liste de tous les composants perdus ou irrécupérables.

Le ministère de la Défense nationale (MDN) (Détachement des services techniques des Forces canadiennes) vérifiera les mesures prises, et TPSGC autorisera l'émission de l'outillage pour qu'il soit rendu au MDN ou utilisé pour le prochain contrat.

### Retour de l'outillage

1. Les articles devront être emballés conformément aux meilleures normes commerciales afin qu'ils arrivent intacts à destination. L'extérieur de chaque boîte renvoyée aux dépôts d'approvisionnement des Forces canadiennes portera les mentions suivantes :
- a) description;
  - b) numéro de nomenclature de l'OTAN;
  - c) taille;
  - d) quantité.
2. Les articles non identifiés ou non emballés conformément à la présente clause seront renvoyés à l'entrepreneur, lequel devra assumer les frais d'expédition de retour et les frais connexes de main-d'oeuvre.
3. Les frais d'expédition de l'outillage au MDN seront acquittés par le Canada, pourvu qu'ils aient été approuvés par l'autorité contractante de TPSGC avant l'envoi. L'expédition se fera FOB destination de livraison.
4. Toutes les conditions du formulaire PWGSC-TPSGC 7118-1, Convention de prêt, et celles de l'article 21 (Biens de l'État) des conditions générales 9601, Conditions générales - Formule détaillée, feront partie du contrat.

---

### **B7007D (03/02/97) Outillage**

A partir du 30/05/03, cette clause est remplacée par B7007D.

---

**Remarques : LE TEXTE DE CETTE CLAUSE DOIT FIGURER EN ENTIER DANS LES DOCUMENTS D'ACHAT.**

### **B7008D (01/05/96) Production des modèles réglementaires**

L'entrepreneur devra produire les articles destinés à servir de modèles réglementaires en un lot de production spécial, après que les échantillons de présérie (si applicable) aient été acceptés, mais avant que la production commence. Ces articles doivent être conformes à toutes les exigences techniques pertinentes.

Les modèles non-acceptables comme modèles réglementaires seront retournés à l'entrepreneur lui indiquant les raisons pour leur non-conformité et devront être remplacés.

L'entrepreneur devra faire parvenir les modèles réglementaires, accompagnés d'un formulaire CF 1280 dûment signé, si applicable, à :

Nom : \_\_\_\_\_

## B - Définitions des besoins

---

Adresse : \_\_\_\_\_

---

---

### **B7009D (10/12/04) Outillage pour insignes de métal**

1. L'outillage requis pour compléter les travaux du contrat (énuméré ci-dessous) sera fourni FOB destination par le ministère de la Défense Nationale (MDN). Les emporte-pièces ne seront pas fournis.
2. On prévoit que l'outillage sera disponible quinze (15) jours suivant l'adjudication du contrat. L'entrepreneur ne pourra toutefois pas soumettre de réclamation pour tout retard éventuel de livraison du matériel. Le droit à l'outillage appartient au Canada, incluant tout remplacement.
3. Nonobstant les stipulations de l'article 21 des conditions générales 9601, l'entrepreneur est responsable du soin, de l'entretien et/ou du remplacement de l'outillage en sa possession, à ses frais, si l'outillage est endommagé par négligence ou par mauvais usage. L'outillage détenu par l'entrepreneur sera dans une condition utilisable dès l'achèvement du contrat. L'entrepreneur ne sera pas tenu responsable pour la perte ou le dommage causé par le feu.
4. À la fin du travail contractuel, l'entrepreneur devra procéder à une inspection complète de l'outillage du MDN appartenant au Canada, pour s'assurer qu'il est en bon état et qu'il n'en manque aucune pièce. Les pièces défectueuses devront être remises en état, avant d'être retournées. Celles qui ne sont pas réparables devront être rapportées à l'autorité contractante de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada. Le formulaire CF 1280 sera préparé par l'entrepreneur pour confirmer l'outillage étant retourné et énumérant les pièces non-réparables ou perdues. Le représentant d'assurance de qualité du MDN devra vérifier l'action prise par l'entrepreneur et autoriser l'envoi de l'outillage au Centre d'essais techniques de la qualité (CETQ) de la ville de Québec, pour l'inspection et l'entreposage.
5.
  - a) À la fin du travail contractuel, l'outillage devra immédiatement être retourné (port payé) au :  
  
Centre d'essais techniques de la qualité  
Laboratoire de métrologie mécanique  
57A, rue St-Louis  
Québec (Québec) G1R 3Z2
  - b) L'extérieur de chaque boîte retournée au CETQ devra indiquer :
    - la description;
    - le numéro de trousse; et
    - la quantité.
  - c) Les articles qui ne sont pas emballés tel que requis et/ou sont par la suite déterminés non-utilisables, seront retournés à l'entrepreneur. Celui-ci sera responsable des frais de transport pour le retour ainsi que pour le coût de remettre l'outillage en bon état.

---

---

### **B7009D (16/02/98) Outillage pour insignes de métal**

A partir du 10/12/04, cette clause est remplacée par B7009D.

---

---

## B - Définitions des besoins

---

### **B7010D (01/05/96) Étiquetage**

NOTA 1 : Cette clause constitue une déviation à la spécification concernant les instructions du marquage et d'étiquetage d'entretien.

1. Les étiquettes devront être clairement marquées en conformité avec ce qui suit :
  - a) Marquage : Une étiquette doit être placée à l'endroit précisé dans les données techniques. L'étiquette et le marquage doivent être conformes à l'instruction D-80-001-055/SF-001. Les marquages, dont les caractères doivent être au moins 1/8 po (3.2 mm) de hauteur mais ne pas dépasser une hauteur de 1/4 po (6.3 mm) doivent fournir les renseignements suivants :
    - (1) le numéro du contrat;
    - (2) le numéro de nomenclature de l'OTAN (numéro qui sera indiqué sur le contrat pour l'article ou la taille);
    - (3) l'indication de la taille (voir l'échelle de mesure); et
    - (4) la date du début de la production (mois et année).

Exemple : W8463-2-BDOW/01-PC  
8415-21-909-7043  
6732  
12 1992

NOTA 2 : S'il est impossible de marquer les articles de la façon décrite ci-haut, le numéro de nomenclature de l'OTAN doit être gravé ou inscrit de façon indélébile dans la mesure du possible.

- b) Étiquetage d'entretien : D'après les données techniques en utilisant les symboles d'entretien établis conformément à la norme CAN/CGSB-86.1 et tel que spécifié à la description de l'article dans la présente.

---

**Remarques : LE TEXTE DE CETTE CLAUSE DOIT FIGURER EN ENTIER DANS LES DOCUMENTS D'ACHAT.**

### **B7011D (30/05/03) Échantillon**

**Choisir le paragraphe approprié :**

**Tissu disponible du gouvernement :**

Dans les sept (7) jours civils qui suivront la date de l'adjudication du contrat, l'entrepreneur devra acheter suffisamment de tissu de la Gendarmerie royale du Canada pour confectionner un (des) échantillon(s) de présérie qu'il fera approuver avant de commencer la production.

**Échantillons de présérie :**

Dans les \_\_\_\_ jours civils qui suivront l'avis d'adjudication du contrat \*\*\* et la réception du matériel fourni par le gouvernement\*\*\* et de l'outillage\*\*\*, l'entrepreneur devra soumettre à l'acceptation du responsable technique \*\*\* un ou deux\*\*\* échantillon(s) de présérie ainsi que l'échantillon sous scellé, s'il y a lieu.

**Échantillons de production :**

1. On doit prélever du premier cycle de fabrication un échantillon de fabrication d'une longueur de deux (2) mètres, pleine largeur, et le faire parvenir au responsable technique, accompagné de l'échantillon sous scellé, en vue de son acceptation dans les \_\_\_\_ jours civils suivant l'avis d'adjudication du contrat.

## B - Définitions des besoins

---

2. Si le (les) premier(s) échantillon(s) est/sont rejeté(s), un (des) deuxième(s) échantillon(s) doit/doivent être présenté(s) dans les \_\_\_\_ jours civils suivant la demande.
3. L'entrepreneur doit effectuer toutes les inspections et tous les essais requis afin de vérifier s'ils sont conformes aux exigences techniques indiquées dans le contrat.
4. L'(les) échantillon(s) requis ainsi qu'une copie des rapports d'inspection et d'essai doivent être envoyés au responsable technique, les coûts de transport payés d'avance et sans frais pour le Canada.
5. Le responsable technique doit aviser l'entrepreneur, par écrit, de l'acceptation conditionnelle, de l'acceptation ou du rejet de ou des échantillons. L'avis d'acceptation conditionnelle ou d'acceptation ne dégage pas l'entrepreneur de sa responsabilité de respecter toutes les exigences du cahier des charges et des autres conditions du contrat.
6. L'entrepreneur ne doit pas entreprendre ou continuer la production des articles décrits dans le contrat et, s'il y a lieu, ne doit pas faire de livraison en réponse à une commande (formulaire PWGSC-TPSGC 942, Commande subséquente à une offre à commande), avant d'avoir reçu du responsable technique un avis indiquant que l'(les) échantillon(s) est (sont) acceptable(s). La fabrication du reste des articles prévus au contrat avant, l'acceptation de l'(des) échantillon(s), se fera au risque de l'entrepreneur.
7. Lorsque le responsable technique rejette le(s) deuxième(s) échantillon(s) présenté(s) par l'entrepreneur parce qu'il(s) ne répond(ent) pas aux exigences contractuelles, le Ministre est en droit de résilier le contrat pour le manque de la part de l'entrepreneur, en vertu de l'article 26, «Manquement de la part de l'entrepreneur», des conditions générales 9601, Conditions générales - Formule détaillée.
8. L'entrepreneur doit communiquer avec le responsable technique pour obtenir des instructions avant de répondre à cette demande. L'(les) échantillon(s) ne sera(ont) peut-être pas requis si l'entrepreneur est actuellement en production. L'entrepreneur doit faire sa demande d'exemption de fourniture d'échantillons par écrit. La décision relative à l'exemption de fourniture d'échantillons est à la discrétion du responsable technique et doit être rendue par écrit.

---

**B7011D (01/05/96) Échantillon**

A partir du 30/05/03, cette clause est remplacée par B7011D.

---

**B7020D (25/05/01) Matériel**

Cette clause est annulée à partir du 16/06/06.

---

**Remarques :** Utiliser la clause suivante lorsqu'on doit aviser l'entrepreneur des conséquences de la livraison de marchandises en quantité supérieure à celle indiquée dans le contrat.

## B - Définitions des besoins

---

**B7500C**      (16/06/06)      Marchandises excédentaires

## B - Définitions des besoins

---

---

La quantité de marchandise que l'entrepreneur doit livrer est spécifiée dans le contrat. L'entrepreneur demeure responsable des marchandises excédentaires livrées, peu importe si ces marchandises ont été livrées volontairement ou suite à une erreur de la part de l'entrepreneur. Le Canada ne paiera pas l'entrepreneur pour la livraison de marchandises excédentaires, et il ne retournera pas lesdites marchandises à l'entrepreneur, sauf si ce dernier accepte de payer tous les coûts liés à leur retour, y compris, sans toutefois s'y limiter, les coûts administratifs, d'expédition et de manutention. Le Canada se réserve le droit de déduire ces coûts de toute facture présentée par l'entrepreneur.

---

---

**B7500D (16/02/98) Quantité spécifiée**

A partir du 16/06/06, cette clause est remplacée par B7500C.

---

---

**Remarques : LE TEXTE DE CETTE CLAUSE DOIT FIGURER EN ENTIER DANS LES DOCUMENTS D'ACHAT.**

**B7800D (16/02/98) Quantité - minimum/maximum**

Une livraison minimum de \_\_\_\_ p. 100 ou maximum de \_\_\_\_ p. 100 de la quantité totale est acceptable pour répondre à ce besoin.

---

---

**B7800D (15/12/95) Quantité - minimum/maximum**

A partir du 16/02/98, cette clause est remplacée par B7800D.

---

---

**B7801D (01/06/91) Quantité - minimum (95 p.100)**

A partir du 15/12/95, cette clause est remplacée par B7800D.

---

---

**B7802D (16/02/98) Quantité - garantie (85 p.100)**

1. Pourvu que le Canada garantisse d'accepter 85 p. 100 des quantités maximums spécifiées, l'entrepreneur s'engage à :
    - a) être prêt à fournir, au cours de la période spécifiée, les 15 p. 100 restants, et
    - b) donner au Canada une option irrévocable d'acheter les 15 p. 100 restants en tout temps au cours de la période spécifiée aux prix indiqués aux présentes.
- 
-

## B - Définitions des besoins

---

---

**B7802D** (01/06/91) **Quantité - garantie (85 p.100)**

A partir du 16/02/98, cette clause est remplacée par B7802D.

---

---

**B7803D** (01/06/91) **Quantité - approximation**

A partir du 15/12/95, cette clause est remplacée par P1001D.

---

---

**B7804D** (01/06/91) **Surcharge**

A partir du 15/12/95, cette clause est remplacée par P1027D, P1028D.

---

---

**B7805D** (01/06/91) **Excédents**

A partir du 15/12/95, cette clause est remplacée par P1027D, P1028D.

---

---

**B7806D** (01/06/91) **Excédents en déficit**

A partir du 15/12/95, cette clause est remplacée par P1030D.

---

---

**B7807D** (01/06/91) **Emballages commerciaux - soumissions**

Cette clause est annulée à partir du 16/06/06.

---

---

**Remarques :** Cette clause est utilisée pour offrir le Catalogue du matériel du gouvernement canadien (CMGC) sur CD-ROM en tant que renseignements fournis par l'État et assurer la protection des données en conséquence. Utiliser la clause suivante pour indiquer, à l'entrepreneur, les modalités concernant la distribution du CMGC sur CD-ROM. L'agent de négociation des contrats doit s'assurer que l'adresse du représentant de l'assurance de la qualité de la Défense nationale est clairement indiquée dans le contrat.



## B - Définitions des besoins

---

**B8041D (24/05/02) Catalogue de matériel (CMGC) sur CD-ROM**

1. Sur demande écrite, le ministère de la Défense nationale fournira au représentant de l'assurance de la qualité de la Défense nationale (RAQDN), tel qu'indiqué dans le contrat, un exemplaire du Catalogue du matériel du gouvernement canadien (CMGC) sur CD-ROM, publication A-LM-137-COM/LX-001. Le CMGC sur CD-ROM comporte des données à droits limités de certains fabricants ou pays de l'OTAN. Il s'agit de renseignements exclusifs de ces personnes. En conséquence, tel que prévu dans l'Accord de standardisation de l'OTAN (STANAG) 4438, l'entrepreneur sera demandé de signer un accord de non-divulgence et protéger les données conformément aux conditions du ledit Accord.
2. Les dispositions concernant le CMGC seront coordonnées par l'entremise du RAQDN.

---

**B8041D (13/12/99) Catalogue de matériel (CMGC) sur CD-ROM**

A partir du 24/05/02, cette clause est remplacée par B8041D.

---

**B8044D (30/05/03) Équipes mobiles de réparation**

Les équipes mobiles de réparation (ÉMR) de l'entrepreneur doivent respecter les procédures énoncées dans l'Instruction technique des Forces canadiennes ITFC C-02-005-011/AM-000, intitulée Équipes mobiles de réparation dotées du personnel de l'entrepreneur. Toutes les questions relatives à l'exécution des travaux sur les lieux doivent être adressées à l'agent compétent des services techniques de la base (ou à son fondé de pouvoirs), qui surveillera le déroulement des travaux et signifiera qu'ils ont été achevés à sa satisfaction et qu'ils sont acceptés, au moment voulu, en signant une copie des appendices «C» et «D» de l'ITFC mentionnée ci-dessus. À la fin des travaux, l'entrepreneur devra fournir à l'autorité contractante une répartition des coûts par catégorie, y compris les heures-personnes par corps de métier, les dépenses de voyage, les frais de séjour, et ainsi de suite. Tout doit être compris dans les coûts, qui doivent correspondre au montant réel dont on demande le paiement.

---

**B8044D (16/02/98) Equipes mobiles de réparation**

A partir du 30/05/03, cette clause est remplacée par B8044D.

---

**B9000D (01/06/91) Besoins**

Cette clause est annulée à partir du 15/12/95.

## B - Définitions des besoins

---

---

**B9001D** (01/06/91) **Langues officielles**

Cette clause est annulée à partir du 15/12/95.

---

---

**B9001T** (01/08/92) **Introduction**

Cette clause est annulée à partir du 15/12/95.

---

---

**B9001T** (31/01/92) **Introduction**

A partir du 01/08/92, cette clause est remplacée par B9001T.

---

---

**B9002D** (01/06/91) **Compétences des mécaniciens**

Cette clause est annulée à partir du 16/06/06.

---

---

**B9003D** (01/06/91) **Récupération de l'information**

Cette clause est annulée à partir du 15/12/95.

---

---

**Remarques : LE TEXTE DE CETTE CLAUSE DOIT FIGURER EN ENTIER DANS LES DOCUMENTS D'ACHAT.**

**B9004D** (16/02/98) **Matériel**

1. L'entrepreneur est en mesure de fournir le matériel suivant pour l'exécution des travaux :

| DESCRIPTION | QUANTITÉ |
|-------------|----------|
| a) _____    | _____    |
| b) _____    | _____    |

## B - Définitions des besoins

---

---

c) \_\_\_\_\_

---

---

**B9004D (15/12/95) Matériel**

A partir du 16/02/98, cette clause est remplacée par B9004D.

---

---

**B9005D (01/06/91) Gaz, pression de**

Cette clause est annulée à partir du 15/12/95.

---

---

**B9006D (01/06/91) Installations carénage - certification**

A partir du 15/12/95, cette clause est remplacée par B9006T.

---

---

**B9006T (15/12/95) Installations de carénage - certification**

1. Les soumissionnaires devront inclure avec leur soumission une attestation courante et valide de la capacité et de l'état des installations de carénage qui serviront pour les travaux. Cette attestation sera fournie par un expert-conseil reconnu ou une société de classification réputée, à la suite d'une inspection des installations de carénage.
2. Bien qu'une installation de carénage puisse avoir une capacité totale supérieure à celle du navire à radouber, la distribution de poids du navire peut entraîner une surcharge pour les blocs. En outre, bien que les dimensions physiques d'une installation de carénage puissent porter à croire qu'elle pourrait accueillir un navire déterminé, d'autres limitations comme l'espace des rails sur des bers roulants, des jetées en béton ou des contreforts adjacents au bassin, pourraient en fait empêcher l'installation d'être considérée comme un emplacement possible de carénage. En outre, le soumissionnaire devra démontrer à la satisfaction du Canada que la capacité certifiée de son installation de carénage est appropriée au chargement prévu, conformément aux plans connexes de carénage et à d'autres documents.

---

---

**B9007D (15/12/95) Travaux en cours**

Le représentant de l'assurance de la qualité du ministère de la Défense nationale (MDN), en collaboration avec l'entrepreneur, établira une liste des travaux en cours à la fin du radoub. Cette liste formera les annexes au document officiel d'acceptation, c'est-à-dire le Rapport d'inspection, CF1148.

## B - Définitions des besoins

---

---

---

---

**B9007D (01/06/91) Travaux en cours**

A partir du 15/12/95, cette clause est remplacée par B9007D.

---

---

**B9008T (01/06/91) Aéroglisseur - besoin**

Cette clause est annulée à partir du 01/12/92.

---

---

**B9009D (15/12/95) Collecte de données**

Pour permettre au ministère de la Défense nationale (MDN) d'établir des données relatives à la disponibilité et à l'emplacement des pièces de rechange requises pour le radoub des navires auxiliaires, l'entrepreneur devra fournir au représentant de l'assurance de la qualité du MDN une copie de toutes les commandes d'achat relatives aux pièces de rechange employées pour les travaux et stipulées dans la liste des spécifications des travaux de radoub, ainsi que pour les travaux imprévus. Les renseignements sur le coût des pièces de rechange ne sont pas requis en pareil cas.

---

---

**B9009D (01/06/91) Collecte de données**

A partir du 15/12/95, cette clause est remplacée par B9009D.

---

---

**B9010D (01/06/91) Exigences**

A partir du 16/06/06, cette clause est remplacée par B4008C.

---

---

**Remarques : LE TEXTE DE CETTE CLAUSE DOIT FIGURER EN ENTIER DANS LES DOCUMENTS D'ACHAT.** L'agent de négociation des contrats doit établir une liste du matériel convenu à la clause B9011T.

## B - Définitions des besoins

---

### **B9011C (16/02/98) Matériel requis**

1. L'entrepreneur devra fournir le matériel suivant pour l'exécution des travaux :

| <b>DESCRIPTION</b> | <b>QUANTITÉ</b> |
|--------------------|-----------------|
| a) _____           | _____           |
| b) _____           | _____           |
| c) _____           | _____           |

---

---

### **B9011C (15/12/95) Matériel requis**

A partir du 16/02/98, cette clause est remplacée par B9011C.

---

---

**Remarques : LE TEXTE DE CETTE CLAUSE DOIT FIGURER EN ENTIER DANS LES DOCUMENTS D'ACHAT.**

### **B9011T (16/02/98) Matériel requis**

1. Le matériel suivant doit être disponible pour l'exécution des travaux :

| <b>DESCRIPTION</b> | <b>QUANTITÉ</b> |
|--------------------|-----------------|
| a) _____           | _____           |
| b) _____           | _____           |
| c) _____           | _____           |

2. Le soumissionnaire peut proposer du matériel ou des quantités différents de ceux qui précèdent pourvu que le matériel ou les quantités proposés permettent d'obtenir le même rendement que le matériel indiqué.

---

---

### **B9011T (15/12/95) Matériel requis**

A partir du 16/02/98, cette clause est remplacée par B9011T.

---

---

### **B9013T (01/08/92) Services à fournir**

Cette clause est annulée à partir du 15/12/95.

## B - Définitions des besoins

---

---

**B9017T (01/08/92) Période de prestation des services**

A partir du 31/03/95, cette clause est remplacée par A9009D.

---

---

**B9020T (01/08/92) Visites et conférence des soumissionnaires**

Cette clause est annulée à partir du 31/03/95.

---

---

**B9021D (01/08/92) Conditions d'assurance**

A partir du 01/12/92, cette clause est remplacée par G6000D.

---

---

**B9022D (01/08/92) Conditions d'assurance**

A partir du 01/12/92, cette clause est remplacée par M2018D.

---

---

**Remarques : LE TEXTE DE CETTE CLAUSE DOIT FIGURER EN ENTIER DANS LES DOCUMENTS D'ACHAT.** Utilisez la clause suivante pour les services d'entretien sur place du matériel informatique.

**B9023C (01/05/96) Exigence**

1. L'entrepreneur doit assurer les services d'entretien préventif et de réparation sur place du matériel informatique appartenant au Canada, indiqué dans les appendices « \_\_\_\_ » du présent document, pendant la principale période d'entretien (PPE);
  2. L'entrepreneur doit, au besoin, assurer les services d'entretien préventif et de réparation sur place, en dehors de la PPE, comme expliqué à l'appendice « \_\_\_\_ » du présent document.
  3. Les services sont décrits en détail à l'appendice « \_\_\_\_ » joint au présent document.
- 
-

## B - Définitions des besoins

---

**B9024C** (01/05/96) Exigence facultative

A partir du 30/10/96, cette clause est remplacée par B9024D.

---

**Remarques : LE TEXTE DE CETTE CLAUSE DOIT FIGURER EN ENTIER DANS LES DOCUMENTS D'ACHAT.**

**B9024D** (30/10/96) Exigence facultative

1. L'entrepreneur, par la présente, accorde au Canada et celui-ci conserve une option irrévocable qu'il peut exercer en tout temps pendant la durée du contrat afin d'obtenir, en tout ou en partie, les services optionnels décrits dans l'énoncé des travaux et de demander à l'entrepreneur de continuer à assurer les services décrits dans le présent document, conformément aux conditions contenues ou mentionnées dans ledit document, au prix de lot ferme spécifié dans la base de paiement.
  2. Si le Canada décide d'exercer cette option, l'autorité contractante doit fournir à l'entrepreneur, par écrit, un avis d'au moins « \_\_\_\_ » jours ouvrables.
  3. Seule l'autorité contractante peut exercer l'option, laquelle sera exercée au moyen d'une modification de contrat officielle.
- 

**Remarques : LE TEXTE DE CETTE CLAUSE DOIT FIGURER EN ENTIER DANS LES DOCUMENTS D'ACHAT.** Utilisez la clause suivante pour l'entretien sur place, au besoin, de l'équipement appartenant au Canada.

**B9025C** (01/05/96) Exigence

1. L'entrepreneur doit assurer l'entretien sur place et les services connexes, en ce qui concerne l'équipement appartenant au Canada et les éléments se trouvant aux \_\_\_\_ installations indiquées à l'appendice « \_\_\_\_ ». Les travaux doivent être effectués AU BESOIN, conformément à l'énoncé des travaux figurant à l'appendice « \_\_\_\_ ».
  2. Le présent contrat n'oblige ni le Canada, ni le coordonnateur de l'entretien à autoriser ou à commander les services spécifiés, en tout ou en partie, ni à dépenser le coût total estimé, ou une partie du coût. Les responsabilités du Canada, en vertu de ce contrat, sont limitées aux responsabilités découlant des demandes de travaux faites par le coordonnateur de l'entretien en vertu du contrat, pendant la période spécifiée dans le présent document.
- 

**B9026D** (01/05/96) Modifications à la liste de matériel

Cette clause est annulée à partir du 16/06/06.

---

## B - Définitions des besoins

---

---

**B9027D (01/05/96) Pièces de rechange**

Cette clause est annulée à partir du 16/06/06.

---

---

**B9028D (01/05/96) Accès aux installations du Canada**

1. Pendant la durée du contrat, il peut être nécessaire, pour l'exécution des travaux, d'avoir accès aux installations, au matériel, à la documentation et au personnel du Canada ci-après décrits :
    - a) locaux du client;
    - b) systèmes informatiques du client (réseau de micro-ordinateurs);
    - c) documentation;
    - d) personnel, aux fins de consultation;
    - e) locaux et espaces pour bureaux, téléphones, guides et terminaux.
  2. Les installations, le matériel, la documentation et le personnel du Canada ne sont pas automatiquement à la disposition de l'entrepreneur. Celui-ci est tenu d'indiquer le plus rapidement possible qu'il doit avoir accès aux installations, au matériel, à la documentation et au personnel mentionnés.
  3. Sous réserve de l'approbation du responsable de projet, des dispositions peuvent être prises pour que l'entrepreneur ait accès aux installations, au matériel, à la documentation et au personnel dont il a besoin, à la convenance du client.
- 
- 

**B9029D (21/06/99) Dispositions administratives**

Cette clause est annulée à partir du 10/12/04.

---

---

**B9035D (10/12/01) Réunions d'avancement**

Les réunions d'avancement, présidées par l'autorité contractante, auront lieu aux installations de l'entrepreneur et seront organisées par l'autorité contractante de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada, au besoin. L'entrepreneur sera représenté à ces réunions, à tout le moins, par l'administrateur de contrats et le gestionnaire de projet.

---

---



---

## **Section 5**

**C - Prix**

---



## C - Prix

---

---

**Remarques : LE TEXTE DE CETTE CLAUSE DOIT FIGURER EN ENTIER DANS LES DOCUMENTS D'ACHAT.** Utiliser l'attestation suivante dans tous les contrats à prix ferme non concurrentiels, pour des produits et services d'une valeur de 50 000 \$ ou plus, accordés à des fournisseurs étrangers.

**C0001T (14/05/04) Attestation des prix - fournisseurs étrangers**

Le soumissionnaire atteste que le prix indiqué n'est pas supérieur au plus bas prix demandé à tout autre client, y compris au meilleur client du soumissionnaire, pour une qualité et une quantité semblables de produits ou services.

---

---

**C0001T (01/06/91) Prix - attestation**

A partir du 14/05/04, cette clause est remplacée par C0001T.

---

---

**Remarques : LE TEXTE DE CETTE CLAUSE DOIT FIGURER EN ENTIER DANS LES DOCUMENTS D'ACHAT.** Utiliser l'attestation suivante dans tous les contrats à prix ferme non concurrentiels, pour des produits et services commerciaux, autres que les produits pétroliers, d'une valeur de 50 000 \$ ou plus, accordés à des fournisseurs canadiens autres que les agents et les détaillants.

**C0002T (14/05/04) Attestation des prix - fournisseurs canadiens (autres que les agents et détaillants)**

Le soumissionnaire atteste que le prix indiqué n'est pas supérieur au plus bas prix demandé à tout autre client, y compris à son meilleur client, pour une qualité et une quantité semblables de produits ou services, que ce prix ne comprend aucun élément de bénéfice sur la vente qui soit supérieur à celui que le soumissionnaire réalise normalement sur la vente de produits ou services de qualité et de quantité semblables et que ce prix ne comprend aucune disposition prévoyant des remises à des vendeurs.

---

---

**C0002T (01/06/91) Prix - attestation**

A partir du 14/05/04, cette clause est remplacée par C0002T.

---

---

**Remarques : LE TEXTE DE CETTE CLAUSE DOIT FIGURER EN ENTIER DANS LES DOCUMENTS D'ACHAT.** Utiliser l'attestation suivante dans tous les contrats à prix ferme non concurrentiels, pour des produits et services non commerciaux d'une valeur de 50 000 \$ ou plus, accordés à des fournisseurs canadiens.

## C - Prix

---

**C0003T (14/05/04) Attestation des prix - fournisseurs canadiens**

Le soumissionnaire atteste que le prix indiqué est établi d'après le prix de revient calculé conformément aux Principes des coûts contractuels 1031-2, et que le prix en question comporte un profit estimatif de \_\_\_\_\_ \$.

---

---

**C0003T (01/06/91) Prix - attestation**

A partir du 14/05/04, cette clause est remplacée par C0003T.

---

---

**Remarques : LE TEXTE DE CETTE CLAUSE DOIT FIGURER EN ENTIER DANS LES DOCUMENTS D'ACHAT.** Utiliser l'attestation suivante dans tous les contrats à prix ferme non concurrentiels, pour des produits et services commerciaux d'une valeur de 50 000 \$ ou plus, accordés à des agents et des détaillants canadiens, y compris les filiales de fabricants étrangers.

**C0004T (14/05/04) Attestation des prix - agents et détaillants canadiens**

Le soumissionnaire atteste que le prix indiqué n'est pas supérieur au plus bas prix demandé à tout autre client, y compris au meilleur client du soumissionnaire, pour une qualité et une quantité semblables de produits ou services, que ce prix ne comprend aucun élément de bénéfice sur la vente qui soit supérieure à celui que le soumissionnaire réalise normalement sur la vente de produits ou services de qualité et de quantité semblables.

---

---

**C0004T (01/06/91) Prix - attestation**

A partir du 14/05/04, cette clause est remplacée par C0004T.

---

---

**C0005T (01/06/91) Prix - attestation**

A partir du 31/03/95, cette clause est remplacée par C0003T.

---

---

**Remarques : LE TEXTE DE CETTE CLAUSE DOIT FIGURER EN ENTIER DANS LES DOCUMENTS D'ACHAT.** Utiliser l'attestation suivante dans tous les contrats à prix ferme non concurrentiels, pour des produits pétroliers d'une valeur de 50 000 \$ ou plus.

## C - Prix

---

**C0006T (14/05/04) Attestation des prix - produits pétroliers**

Le soumissionnaire atteste que le prix indiqué n'est pas supérieur au plus bas prix demandé à tout autre client, y compris au meilleur client du soumissionnaire, pour une qualité et une quantité semblables de produits, livrés au même moment, au même lieu et par des méthodes de livraison semblables. Le soumissionnaire atteste également que son profit n'est pas supérieur à celui réalisé normalement sur la vente de produits de qualité et de quantité semblables, livrés au même moment, au même lieu et par des méthodes de livraison semblables et que ce profit ne comprend aucune disposition prévoyant des remises à des vendeurs.

---

**C0006T (01/06/91) Prix - attestation**

A partir du 14/05/04, cette clause est remplacée par C0006T.

---

**C0007T (01/06/91) Attestation de prix**

A partir du 01/05/96, cette clause est remplacée par C0008T.

---

**Remarques : LE TEXTE DE CETTE CLAUSE DOIT FIGURER EN ENTIER DANS LES DOCUMENTS D'ACHAT.**

**C0008T (14/05/04) Soutien des prix**

Pour soutenir les prix proposés, le soumissionnaire doit fournir :

- a) une copie courante de sa liste de prix applicable, ou
  - b) une copie d'une facture payée pour des articles semblables (qualité et quantité semblables) vendus à d'autres clients, ou
  - c) une copie remplie du formulaire Analyse de prix, PWGSC-TPSGC 1116-1 (version anglaise est également disponible - PWGSC-TPSGC 1116).
- 

**C0008T (30/05/03) Prix - corroboration**

A partir du 14/05/04, cette clause est remplacée par C0008T.

---

## C - Prix

---

---

**C0009T (24/05/02) Seule soumission reçue - support des prix**

1. Si votre soumission est la seule reçue, vous devez, en vertu des Règlements sur les marchés de l'État, présenter avec votre proposition un document de soutien des prix contenant au moins l'un des renseignements suivants :
    - a) la liste de prix la plus récente, indiquant l'escompte, en pourcentage, offert au ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux;
    - b) les factures payées pour des articles semblables (même qualité et quantité) vendus à d'autres clients;
    - c) une ventilation des prix indiquant, s'il y a lieu, le coût de la main-d'oeuvre directe, des matières directes, des articles achetés, les frais généraux des services techniques et des installations, les frais généraux globaux et administratifs, les coûts de transport, les bénéfices, etc.
- 
- 

**C0009T (25/05/01) Seule soumission reçue - support des prix**

A partir du 24/05/02, cette clause est remplacée par C0009T.

---

---

**Remarques : LE TEXTE DE CETTE CLAUSE DOIT FIGURER EN ENTIER DANS LES DOCUMENTS D'ACHAT.** Utiliser l'attestation suivante dans tous les contrats à prix ferme non concurrentiels, d'une valeur de 50 000 \$ ou plus, accordés à des universités, établissements affiliés et collèges canadiens. (Pour de plus amples informations, veuillez consulter les procédures 10.090 à 10.098 du *Guide des approvisionnements*.)

**C0012T (16/12/05) Attestation des prix - universités et collèges canadiens**

Le soumissionnaire atteste que le prix indiqué est fondé sur les coûts calculés conformément aux procédures concernant les prix établis dans la section intitulée « Contrats de recherche et de développement passés avec les universités et les collèges » du *Guide des approvisionnements*, de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC).

Le guide est disponible sur le site Web de TPSGC à l'adresse suivante :  
<http://www.tpsgc.gc.ca/approvisionnement/text/sm/sm-f.html>.

---

---

**C0012T (14/05/04) Attestation des prix - universités et collèges canadiens**

A partir du 16/12/05, cette clause est remplacée par C0012T.

---

---

## C - Prix

---

**Remarques :** Utiliser la clause suivante pour les achats non concurrentiels de produits et services commerciaux, dont la valeur est de plus de 50 000 \$, lorsque la clause d'attestation de prix C0002T, C0004T ou C0006T est utilisée.

**C0100D (13/12/99) Vérification discrétionnaire**

L'attestation de l'entrepreneur à l'effet que le prix/taux indiqué n'est pas supérieur au plus bas prix/taux demandé, y compris au meilleur client de l'entrepreneur, pour des produits ou services de qualité et de quantité semblables, peut être vérifiée par le service de vérification du gouvernement, à la discrétion du Ministre, avant ou après que l'entrepreneur n'ait été payé conformément aux conditions du contrat. Si ladite vérification prouve que l'attestation est erronée, il est entendu que l'entrepreneur doit rembourser au Canada le trop-payé par rapport au plus bas prix.

---

**C0100D (01/06/91) Vérification discrétionnaire**

A partir du 13/12/99, cette clause est remplacée par C0100D.

---

**Remarques :** Utiliser la clause suivante pour les achats non-concurrentiels de produits et services non commerciaux dont la valeur est de plus de 50 000 \$, lorsque la clause d'attestation de prix C0003T est utilisée.

**C0101D (12/05/00) Vérification discrétionnaire**

Le profit estimatif compris dans l'attestation de prix ou de taux fournie par l'entrepreneur peut être vérifié par le service de vérification du gouvernement, à la discrétion du Canada, avant ou après que l'entrepreneur n'ait été payé conformément aux conditions du présent contrat. Ladite vérification a pour but de déterminer si le profit réel réalisé à la suite d'un seul contrat, s'il en existe un seul, ou si le profit global réel réalisé par l'entrepreneur à la suite d'un ensemble de contrats négociés à prix ferme et à taux fixes basés sur le temps, et accordés pendant une période précise et choisie, est juste et raisonnable par rapport au profit estimatif indiqué dans une ou des attestations de prix ou de taux antérieurs. Si ladite vérification prouve que le profit réel n'est pas juste ni raisonnable, tel que défini ci-dessus, il est entendu que l'entrepreneur doit rembourser au Canada le trop-payé par rapport à un profit juste et raisonnable.

---

**C0101D (01/05/96) Vérification discrétionnaire**

A partir du 12/05/00, cette clause est remplacée par C0101D.

---

## C - Prix

---

### C0102C (12/05/00) Vérification discrétionnaire

A partir du 14/04/04, cette clause est remplacée par C0102D.

---

**Remarques : LE TEXTE DE CETTE CLAUSE DOIT FIGURER EN ENTIER DANS LES DOCUMENTS D'ACHAT.** Utiliser la clause suivante dans tous les contrats à prix ferme non concurrentiels, d'une valeur de 50 000 \$ ou plus, accordés à des universités, institutions affiliées et collèges canadiens, lorsqu'une attestation des prix a été obtenue. (Pour de plus amples informations, veuillez consulter les procédures 10.090 à 10.098 du *Guide des approvisionnements*.)

### C0102D (16/12/05) Vérification discrétionnaire

1. Nonobstant la clause relative aux Comptes et vérification, article \_\_\_\_\_ des conditions générales \_\_\_\_\_ (**Insérer le numéro et le titre en entier**), l'attestation de l'entrepreneur à l'effet que le prix offert est fondé sur les coûts calculés conformément aux procédures du *Guide des approvisionnements* de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC) traitant sur l'établissement des prix des « Contrats de recherche et de développement passés avec les universités et les collèges » pourra faire l'objet d'une vérification.
  2. Une telle vérification viserait à déterminer que le montant total chargé par l'entrepreneur, sur un seul contrat dans le cas où il n'en existe qu'un, ou sur une série de contrats négociés à prix ferme, était conforme aux procédures ci-haut mentionnées.
  3. Tout paiement effectué avant la fin de la vérification sera considéré uniquement comme paiement provisoire et devra faire l'objet d'un rajustement dans la mesure requise pour tenir compte des résultats de cette vérification. Tout paiement en trop devra être remboursé au Canada dans le plus bref délai.
  4. Le guide est disponible sur le site Web de TPSGC à l'adresse suivante : <http://www.tpsgc.gc.ca/approvisionnements/text/sm/sm-f.html>.
- 

### C0102D (10/12/04) Vérification discrétionnaire

A partir du 16/12/05, cette clause est remplacée par C0102D.

---

**Remarques : LE TEXTE DE CETTE CLAUSE DOIT FIGURER EN ENTIER DANS LES DOCUMENTS D'ACHAT.** Utiliser la clause suivante pour établir les conditions de la base de paiement des contrats à frais remboursables avec prime d'encouragement.

### C0200D (10/12/04) Base de paiement - prime d'encouragement

L'entrepreneur sera remboursé pour les coûts qu'il a raisonnablement et correctement engagés dans l'exécution des travaux, établis conformément aux Principes des coûts contractuels 1031-2 à la suite d'une vérification par le gouvernement, plus un tarif fixe de \_\_\_\_\_ \$, plus, s'il y a lieu, une prime égale à \_\_\_\_\_ p. 100 de la différence entre le prix estimatif de \_\_\_\_\_ \$ et les coûts vérifiés, pour autant que ceux-ci soient inférieurs au coût indicatif, sous réserve que le profit total, c'est-à-dire le tarif fixe et la prime, ne dépasse pas \_\_\_\_\_ \$. Les résultats et les conclusions de la vérification effectuée par le gouvernement seront déterminants.



## C - Prix

---

---

---

---

**C0200D (01/05/96) Base de paiement**

A partir du 10/12/04, cette clause est remplacée par C0200D.

---

---

**Remarques :** Utiliser la clause suivante pour établir les conditions de la base de paiement des contrats à frais remboursables mais sans tarif.

**C0201D (10/12/04) Base de paiement - sans tarif**

L'entrepreneur sera remboursé pour les coûts qu'il a raisonnablement et correctement engagés dans l'exécution des travaux, établis conformément aux Principes des coûts contractuels 1031-2 à la suite d'une vérification par le gouvernement. Les résultats et les conclusions de la vérification effectuée par le gouvernement seront déterminants.

---

---

**C0201D (01/05/96) Base de paiement**

A partir du 10/12/04, cette clause est remplacée par C0201D.

---

---

**Remarques :** LE TEXTE DE CETTE CLAUSE DOIT FIGURER EN ENTIER DANS LES DOCUMENTS D'ACHAT. Utiliser la clause suivante dans les contrats à frais remboursables avec tarif fixe.

**C0202D (10/12/04) Base de paiement - tarif fixe**

L'entrepreneur sera remboursé pour les coûts qu'il a raisonnablement et correctement engagés dans l'exécution des travaux, établis conformément aux Principes des coûts contractuels 1031-2 à la suite d'une vérification par le gouvernement, plus un tarif fixe de \_\_\_\_\_ \$. Les résultats et les conclusions de la vérification effectuée par le gouvernement seront déterminants.

---

---

**C0202D (01/05/96) Base de paiement**

A partir du 10/12/04, cette clause est remplacée par C0202D.

---

---

## C - Prix

---

---

**Remarques : LE TEXTE DE CETTE CLAUSE DOIT FIGURER EN ENTIER DANS LES DOCUMENTS D'ACHAT.** Utiliser la clause suivante pour établir les conditions de la base de paiement des contrats à frais remboursables avec tarif fixe et chiffres repères.

**C0203D (10/12/04) Base de paiement - tarif fixe et chiffre repère**

L'entrepreneur sera remboursé pour les coûts qu'il a raisonnablement et correctement engagés dans l'exécution des travaux, établis conformément aux Principes des coûts contractuels 1031-2 à la suite d'une vérification par le gouvernement, plus un tarif fixe de \_\_\_\_\_ \$, sous réserve que dans le cas où les coûts engagés sont inférieurs à \_\_\_\_\_ \$ ou supérieurs à \_\_\_\_\_ \$, le tarif sera renégocié. Les résultats et les conclusions de la vérification effectuée par le gouvernement seront déterminants.

---

---

**C0203D (01/05/96) Base de paiement**

A partir du 10/12/04, cette clause est remplacée par C0203D.

---

---

**C0204D (01/05/96) Base de paiement**

Cette clause est annulée à partir du 10/12/04.

---

---

**C0204D (01/06/91) Base de paiement**

A partir du 01/05/96, cette clause est remplacée par C0204D.

---

---

**Remarques :** Utiliser la clause suivante pour établir les conditions de la base de paiement des contrats à frais remboursables dont le tarif est fondé sur les coûts réels.

**C0205D (10/12/04) Base de paiement - coûts réels**

L'entrepreneur sera remboursé pour les coûts qu'il a raisonnablement et correctement engagés dans l'exécution des travaux, établis conformément aux Principes des coûts contractuels 1031-2 à la suite d'une vérification par le gouvernement, plus un profit établi en conformité avec la politique de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada sur les profits. Les résultats et les conclusions de la vérification effectuée par le gouvernement seront déterminants.

---

---

## C - Prix

---

---

**C0205D (03/02/97) Base de paiement**

A partir du 10/12/04, cette clause est remplacée par C0205D.

---

---

**Remarques : LE TEXTE DE CETTE CLAUSE DOIT FIGURER EN ENTIER DANS LES DOCUMENTS D'ACHAT.** Utiliser la clause suivante dans les contrats de type « Limitation des dépenses » qui comprennent une base de paiement en annexe.

**C0206C (15/06/98) Base de paiement - limitation**

L'entrepreneur sera remboursé pour les coûts qu'il a raisonnablement et correctement engagés dans l'exécution des travaux, plus un bénéfice ferme, conformément à l'annexe « \_\_\_\_ » jointe aux présentes et qui fait partie intégrante du présent contrat.

---

---

**C0206C (01/04/92) Base de paiement - limitation**

A partir du 15/06/98, cette clause est remplacée par C0206C.

---

---

**Remarques : LE TEXTE DE CETTE CLAUSE DOIT FIGURER EN ENTIER DANS LES DOCUMENTS D'ACHAT.** Utiliser cette clause dans les contrats à prix ferme, toujours de concert avec la clause C2215D.

**C0207C (10/12/04) Base de paiement - prix ferme**

1. À condition de remplir de façon satisfaisante toutes ses obligations en vertu du contrat, l'entrepreneur se verra payer un prix ferme de \_\_\_\_ \$, taxe sur les produits et services ou taxe de vente harmonisée en sus, s'il y a lieu.
  2. Aucune augmentation de la responsabilité totale du Canada ou du prix des travaux découlant de tout changement aux dessins, ou de toute modification ou interprétation des spécifications, ne sera autorisée ou versée à l'entrepreneur, à moins que ces changements aux dessins, modifications ou interprétations n'aient été approuvés, par écrit, par l'autorité contractante avant d'être intégrés aux travaux.
- 
- 

**C0207C (30/05/03) Base de paiement - prix ferme**

A partir du 10/12/04, cette clause est remplacée par C0207C.

---

---

## C - Prix

---

**C0208C (01/06/91) Aéroglesseur - base de paiement**

Cette clause est annulée à partir du 01/12/92.

---

**Remarques : LE TEXTE DE CETTE CLAUSE DOIT FIGURER EN ENTIER DANS LES DOCUMENTS D'ACHAT.**

**C0209D (15/09/97) Principe de paiement proposé**

1. La base de paiement doit être proposée dans une partie distincte de la proposition et doit inclure les éléments suivants :

**Honoraires :**

Taux \_\_\_\_\_ (journalier/horaire) fermes tout compris, la taxe sur les produits et services (TPS) en sus ou la taxe de vente harmonisée (TVH) en sus, s'il y a lieu, FOB au point de destination, comme suit :

Catégorie de personnel. taux fermes \$ \_\_\_\_\_

Coût total prévu \$ \_\_\_\_\_, ou  
Prix total plafond \$ \_\_\_\_\_.

**Honoraires :**

Taux \_\_\_\_\_ (journalier/horaire) fermes tout compris, TPS en sus ou TVH en sus, s'il y a lieu, FOB au point de destination, comme suit :

Description personnel, taux fermes \$ \_\_\_\_\_

Coût total prévu \$ \_\_\_\_\_, ou  
Prix total plafond \$ \_\_\_\_\_.

Prix unitaire ferme tout compris, TPS en sus ou TVH en sus, s'il y a lieu, FOB au point de destination, de \$ \_\_\_\_\_.

Coût total prévu \$ \_\_\_\_\_.

Prix globale ferme, tout compris, TPS en sus ou TVH en sus, s'il y a lieu, FOB au point de destination de \$ \_\_\_\_\_.

Coût total prévu \$ \_\_\_\_\_, ou  
Coût plafond \$ \_\_\_\_\_, ou  
Prix ferme total \$ \_\_\_\_\_.

2. Les taux journaliers indiqués ci-dessus sont basés sur une journée de travail de 7.5 heures. Pour les travaux d'une durée supérieure ou inférieure à une journée de travail, le taux journalier indiqué sera ajusté au prorata du temps effectivement travaillé.
-

## C - Prix

---

**C0209D (01/08/92) Principe de paiement proposé**

A partir du 15/09/97, cette clause est remplacée par C0209D.

---

---

**Remarques : LE TEXTE DE CETTE CLAUSE DOIT FIGURER EN ENTIER DANS LES DOCUMENTS D'ACHAT.** Utiliser cette clause de concert avec la clause A9094C. La clause, qui devrait faire état du prix demandé pour la période pré-contractuelle et du délai d'exécution à partir de la date d'entrée en vigueur du contrat jusqu'à la date à laquelle les travaux seront complétés, devrait être inscrite sous la Base de paiement (B de P). La valeur totale représentée par les points 1. et 2. ci-dessous devrait être indiquée dans la clause intitulée «Limite des dépenses».

**C0210C (12/05/00) Travaux pré-contractuels, B de P suppl.**

1. Au titre des services rendus pour la période commençant le \_\_\_\_\_ (date du début des travaux) et se terminant le \_\_\_\_\_ (date du dernier jour avant l'entrée en vigueur du contrat), la somme de \_\_\_\_\_ \$ (taxe sur les produits et services en sus ou taxe de vente harmonisée en sus) sera versée à l'entrepreneur.
  2. Pour la période commençant le \_\_\_\_\_ (date d'entrée en vigueur du contrat) et se terminant à la fin du contrat, l'entrepreneur sera payé conformément aux conditions énoncées dans la Base de paiement.
- 
- 

**C0210C (15/09/97) Travaux pré-contractuels, B de P suppl.**

A partir du 12/05/00, cette clause est remplacée par C0210C.

---

---

**Remarques : LE TEXTE DE CETTE CLAUSE DOIT FIGURER EN ENTIER DANS LES DOCUMENTS D'ACHAT.** Utilisez la clause suivante pour les services d'entretien, lorsque les taux mensuels et horaires fermes font partie du contrat.

**C0211C (15/09/97) Base de paiement**

1. L'entrepreneur sera payé, rétroactivement, à un taux mensuel ferme, pour les services d'entretien préventif et de réparation (y compris les pièces, la main-d'oeuvre, les frais de déplacement et de subsistance) assurés pendant la principale période d'entretien (PPE), comme indiqué à l'appendice « \_\_\_\_\_ », FOB destination, droits de douane inclus et la taxe sur les produits et services (TPS) en sus ou la taxe de vente harmonisée (TVH) en sus, s'il y a lieu.
  2. L'entrepreneur sera payé à un taux horaire global ferme pour les services d'entretien effectués en dehors de la PPE, pour les articles énumérés à l'appendice « \_\_\_\_\_ », FOB destination, droits de douane inclus et TPS en sus ou TVH en sus, s'il y a lieu, de  
\_\_\_\_\_ \$ l'heure la première année;  
\_\_\_\_\_ \$ l'heure pour l'année optionnelle.
- 
-

## C - Prix

---

### **C0211C (01/05/96) Base de paiement**

A partir du 15/09/97, cette clause est remplacée par C0211C.

---

**Remarques : LE TEXTE DE CETTE CLAUSE DOIT FIGURER EN ENTIER DANS LES DOCUMENTS D'ACHAT.** Utiliser la clause suivante pour les services d'entretien sur place, lorsque des taux horaires sont proposés - coûts remboursables.

### **C0212C (10/12/04) Base de paiement - taux horaires**

Pour les services d'entretien sur place et les services connexes relatifs à l'équipement énuméré à l'appendice « \_\_\_\_\_ », assurés pendant la principale période d'entretien (PPE) et en dehors de la PPE, selon la définition du contrat, l'entrepreneur sera payé pour les frais de main-d'oeuvre, de matériel (s'il y a lieu) et de déplacement et de subsistance (s'il y a lieu), comme suit :

Pour la période de douze (12) mois commençant le \_\_\_\_\_ :

#### **Main d'oeuvre**

L'entrepreneur sera payé pour les heures réellement travaillées, aux taux horaires fermes indiqués à l'appendice « \_\_\_\_\_ ». Il obtiendra un montant minimum pour la première demi-heure, calculé à partir de l'heure d'arrivée du technicien de l'entrepreneur sur place. Tout le temps imputable additionnel dépassant la première demi-heure doit être arrondi au quart d'heure près.

#### **Matériel et pièces de rechange**

Le matériel et les pièces de rechange seront fournis selon le prix de liste indiqué à l'appendice « \_\_\_\_\_ », moins un rabais de \_\_\_\_\_ p. 100. Tous les prix des pièces et du matériel sont FOB destination, droits de douane inclus, s'il y a lieu. (La taxe sur les produits et services ou la taxe de vente harmonisée, selon le cas, est en sus.)

#### **Frais de déplacement et de subsistance**

Il n'y aura pas de temps de déplacement ou de frais de déplacement et de subsistance à payer pour les services effectués dans un rayon de \_\_\_\_\_ kilomètres du centre de services désigné indiqué à l'appendice « \_\_\_\_\_ ».

Pour les services effectués en dehors d'un rayon de \_\_\_\_\_ kilomètres du centre de services désigné, l'entrepreneur sera payé pour le temps de déplacement réel, conformément aux taux horaires spécifiés à l'appendice « \_\_\_\_\_ ».

De plus, les frais de déplacement et de subsistance raisonnables et appropriés du personnel qui exécute directement les travaux, préalablement autorisés par le coordonnateur de l'entretien, seront remboursés au prix coûtant, sans aucune indemnité supplémentaire pour les frais généraux ou la marge bénéficiaire, conformément aux indemnités relatives à l'utilisation d'un véhicule privé, aux repas et faux frais qui sont précisées aux appendices B, C et D de la Directive du Conseil du Trésor sur les voyages (<http://www.tbs-sct.gc.ca/hr-rh/gtla-vgcl/>), et selon les autres dispositions de la Directive qui se rapportent aux « voyageurs » plutôt que celles qui se rapportent aux « employés ».

Coût estimatif : \_\_\_\_\_.

Tous les paiements sont assujettis à une vérification par le gouvernement.

#### **Services sur appel (délai d'attente)**

L'entrepreneur sera payé pour les heures réelles de service sur appel (délai d'attente) au taux horaire ferme de \_\_\_\_\_ \$.

## C - Prix

---

Coût estimé pour les articles : \_\_\_\_ : \_\_\_\_ \$.

---

---

**C0212C (12/12/03) Base de paiement - taux horaires**

A partir du 10/12/04, cette clause est remplacée par C0212C.

---

---

**Remarques : LE TEXTE DE CETTE CLAUSE DOIT FIGURER EN ENTIER DANS LES DOCUMENTS D'ACHAT.** Utiliser la clause suivante pour les services à prix ferme.

**C0213C (10/12/04) Base de paiement - prix ferme**

L'entrepreneur sera payé au prix de lot ferme de \_\_\_\_ \$ pour les travaux et les services effectués conformément au présent contrat.

### Frais de déplacement et de subsistance

On paiera à l'entrepreneur les frais autorisés de déplacement et de subsistance, raisonnables et convenables, engagés dans l'exécution des travaux, au prix coûtant, sans aucune indemnité supplémentaire pour les frais généraux ou la marge bénéficiaire, conformément aux indemnités relatives à l'utilisation d'un véhicule privé, aux repas et aux faux frais qui sont précisées aux appendices B, C et D de la Directive du Conseil du Trésor sur les voyages (<http://www.tbs-sct.gc.ca/hr-rh/gtla-vgcl/>), et selon les autres dispositions de la Directive qui se rapportent aux « voyageurs » plutôt que celles qui se rapportent aux « employés ».

Coût estimatif : \_\_\_\_.

Tous les paiements sont assujettis à une vérification par le gouvernement.

Tout déplacement doit être approuvé au préalable par le \_\_\_\_\_ (*Insérer le nom de l'autorité applicable*).

La taxe sur les produits et services ou la taxe de vente harmonisée, selon le cas, estimée à \_\_\_\_ \$ s'ajoute au coût estimatif indiqué dans le présent document et elle doit être payée conformément aux dispositions de la clause « \_\_\_\_ ».

Sous réserve de l'option relative aux services additionnels exercée conformément à la clause « \_\_\_\_ » du présent document, l'entrepreneur sera payé au prix de lot ferme de \_\_\_\_ \$ pour effectuer tous les travaux et services requis en raison de la prolongation du contrat.

### Non-financé

Tous les produits livrables sont FOB destination et les droits de douane canadiens sont inclus, s'il y a lieu.

---

---

**C0213C (12/12/03) Base de paiement - prix ferme**

A partir du 10/12/04, cette clause est remplacée par C0213C.

## C - Prix

**Remarques : LE TEXTE DE CETTE CLAUSE DOIT FIGURER EN ENTIER DANS LES DOCUMENTS D'ACHAT.** Utiliser la clause suivante pour les contrats de services, lorsque des taux quotidiens fermes sont proposés - coûts remboursables.

**C0214C (10/12/04) Base de paiement - taux quotidiens fermes**

L'entrepreneur sera payé aux taux quotidiens fermes suivants, pour les travaux et les services effectués conformément au présent contrat.

| Catégorie | Taux quotidien ferme |
|-----------|----------------------|
| _____     | _____ \$             |
| _____     | _____ \$             |

Prix total estimé : \_\_\_\_\_ \$

Sous réserve de l'option contractuelle de prolonger la durée du contrat, l'entrepreneur sera payé aux taux quotidiens fermes suivants pour effectuer tous les travaux et les services requis en raison de la prolongation du contrat.

| Catégorie | Taux quotidien ferme |
|-----------|----------------------|
| _____     | _____ \$             |
| _____     | _____ \$             |

**Non-financé**

La taxe sur les produits et services ou la taxe de vente harmonisée, selon le cas, estimée à \_\_\_\_\_ \$ s'ajoute au prix total estimé indiqué dans le présent document et elle doit être payée conformément aux dispositions de la clause « \_\_\_\_\_ ».

Tous les produits livrables sont FOB destination et les droits de douane canadiens sont inclus, s'il y a lieu.

### Définition du calcul proportionnel pour une journée

Une journée correspond à 7,5 heures, excluant les pauses repas. Les paiements sont effectués pour les journées travaillées; il n'y a pas de dispositions concernant les congés annuels, les congés fériés et les congés de maladie. Les heures travaillées qui représentent plus ou moins une journée seront calculées au prorata, pour indiquer les heures réellement travaillées, conformément à la formule suivante :

Heures travaillées :  
 $7,5 \times \text{taux de rémunération quotidien}$

### Note au bureau payeur

Le montant en dollars canadiens a été calculé d'après le taux de change, selon lequel \_\_\_\_\_ \$CAN équivaut à 1 \$US. Le paiement doit être versé en devises américaines et le montant requis en dollars canadiens sera rajusté pour correspondre au taux de change en vigueur lorsque les devises étrangères requises sont achetées.

### Frais de déplacement et de subsistance

On paiera à l'entrepreneur les frais autorisés de déplacement et de subsistance, raisonnables et convenables, engagés dans l'exécution des travaux, au prix coûtant, sans aucune indemnité supplémentaire pour les frais généraux ou la marge bénéficiaire, conformément aux indemnités relatives à l'utilisation d'un véhicule privé, aux repas et aux faux frais qui sont précisées aux appendices B, C et D de la Directive du Conseil du Trésor (<http://www.tbs-sct.gc.ca/hr-rh/gtla-vgcl/>), et selon les autres dispositions de la Directive qui se rapportent aux « voyageurs » plutôt que celles qui se rapportent aux « employés ».

Coût estimatif : \_\_\_\_\_.

Tous les paiements sont assujettis à une vérification par le gouvernement.



## C - Prix

---

Tout déplacement doit être approuvé au préalable par le \_\_\_\_\_ (*Insérer le nom de l'autorité applicable*).

---

---

### **C0214C (12/12/03) Base de paiement - taux quotidiens fermes**

A partir du 10/12/04, cette clause est remplacée par C0214C.

---

---

**Remarques :** Utiliser cette clause dans toute demande de propositions adressée à un fournisseur unique/exclusif et qui comporte de toute évidence une méthode de paiement fondée sur le remboursement des frais, ou dans tout contrat dont la base de paiement comporte un élément de remboursement des frais, **sauf** pour les besoins en matière d'imprimerie prévoyant qu'une aide sera accordée aux entrepreneurs pour l'achat du matériel.

Pour les besoins d'imprimerie, utiliser la clause C0301D.

### **C0300D (30/05/03) État des coûts**

1. Une fois le contrat exécuté, également chaque année dans le cas des contrats s'étalant sur plus d'un exercice financier de l'entrepreneur, celui-ci doit remplir le formulaire PWGSC-TPSGC 7953-1, État des coûts des entrepreneurs (*version anglaise est également disponible - PWGSC-TPSGC 7953*), en trois (3) exemplaires et le présenter à l'autorité contractante désignée dans le contrat. Le formulaire doit contenir chacun des éléments de frais à rembourser aux termes de la formule figurant à la clause base de paiement; cet état des coûts doit être signé et certifié comme exact par deux (2) agents de l'entrepreneur, y compris l'agent principal des finances (à moins que le contrat ne comporte une clause écrite à l'effet du contraire), et doit contenir une ventilation des éléments de frais pertinents énumérés ci-dessous :
  - a) matériaux directs;
  - b) frais de manutention du matériel;
  - c) main-d'oeuvre productive directe;
  - d) frais généraux des ministères ou services;
  - e) ingénieurs;
  - f) frais généraux d'ingénierie;
  - g) frais directs;
  - h) frais généraux et d'administration;
  - i) autres coûts contractuels;
  - j) bénéfices;
  - k) redevances;
  - l) expédition de marchandises;
  - m) taxe sur les produits et services et/ou taxe de vente harmonisée, s'il y a lieu.
2. L'entrepreneur doit aussi acheminer en même temps, pour chaque élément de frais, une seule copie d'une pièce justificative appropriée. L'entrepreneur doit conserver dans ses bureaux et dans

## C - Prix

---

un endroit facile d'accès la documentation plus détaillée exigée aux termes de l'alinéa « C » de la rubrique « Généralités » du formulaire PWGSC-TPSGC 7953-1, de façon à permettre qu'une vérification approfondie puisse être ensuite effectuée par le Canada, au besoin.

---

### **C0300D (15/06/98) États des coûts**

A partir du 30/05/03, cette clause est remplacée par C0300D.

---

**Remarques :** Utiliser la clause suivante seulement pour les besoins en matière d'imprimerie. Cette clause doit être utilisée pour les situations suivantes :

- a) toute demande de propositions adressée à un fournisseur unique ou exclusif et qui comporte de toute évidence une méthode de paiement reposant sur le remboursement des frais;
- b) tout contrat dont la base de paiement comporte un élément de remboursement des frais.

### **C0301D (01/05/96) États des coûts**

1. Une fois le contrat exécuté, l'entrepreneur doit préparer un état des coûts et le présenter à l'autorité contractante désignée dans le contrat. Cet état des coûts doit être signé et certifié comme exact par l'agent principal des finances de l'entrepreneur et doit contenir une ventilation des éléments de frais suivants, selon le cas :
    - a) matériaux;
    - b) contrats de sous-traitance;
    - c) frais de préparation;
    - d) frais d'impression;
    - e) frais de reliure;
    - f) profit;
    - g) frais de livraison.
  2. Des pièces justificatives doivent exister pour chaque élément de frais et elles doivent être suffisamment détaillées pour permettre par la suite la tenue d'une vérification approfondie par le Canada, au besoin.
- 

### **C0301D (01/06/91) États des coûts**

A partir du 01/05/96, cette clause est remplacée par C0301D.

---

### **C0302D (01/06/91) Factures**

Cette clause est annulée à partir du 30/10/96.

## C - Prix

---

---

**Remarques :** Utiliser la clause suivante si on a l'intention de jumeler les dispositions relatives à la vérification et à l'état des coûts dans des contrats comportant une « Limitation des dépenses » et un « Prix plafond » attribués à des universités, institutions affiliées et collèges canadiens.

### **C0303C (10/12/04) Vérification et état des coûts**

1. Le montant réclamé en vertu des conditions du contrat, calculé conformément à la base de paiement, pourra faire l'objet d'une vérification par le gouvernement.
2. Tout paiement effectué avant la fin de la vérification sera considéré uniquement comme un paiement provisoire et devra faire l'objet d'un rajustement dans la mesure requise pour tenir compte des résultats de cette vérification. Tout paiement en trop devra être remboursé au Canada dans le plus bref délai.
3. À l'achèvement des obligations de l'entrepreneur en vertu du présent contrat, l'entrepreneur devra, sur demande, préparer et présenter un état des coûts à l'autorité contractante désigné dans le présent contrat. L'état des coûts devra être signé et certifié par l'agent financier supérieur de l'entrepreneur et renfermer une ventilation des éléments de coût applicables, par exemple :
  - a) main-d'oeuvre directe;
  - b) matières directes;
  - c) coûts directs;
  - d) contrats de sous-traitance.
4. Pour chaque élément de coût, des renseignements justificatifs devront être fournis avec suffisamment de détails pour permettre l'exécution d'une vérification en profondeur.

---

---

### **C0303C (01/05/96) Vérification et état des coûts**

A partir du 10/12/04, cette clause est remplacée par C0303C.

---

---

**Remarques :** Utiliser la clause suivante dans les contrats lorsque la base de paiement doit être fondée sur les coûts établis conformément aux Principes des coûts contractuels 1031-2.

### **C0304C (10/12/04) État des coûts**

1. À l'achèvement des obligations de l'entrepreneur en vertu du présent contrat, l'entrepreneur devra préparer et présenter un état des coûts à l'autorité contractante désigné dans le présent contrat. L'état des coûts devra prendre la forme d'un énoncé des coûts engagés par l'entrepreneur, selon la base de paiement, pour les travaux exécutés conformément aux conditions du présent contrat.
2. L'état des coûts devra être signé et certifié par l'agent financier supérieur de l'entrepreneur et renfermer une ventilation de tous les éléments de coût applicables, par exemple :
  - a) matières directes;
  - b) frais d'administration;
  - c) main-d'oeuvre directe et frais administratifs;
  - d) coûts directs;
  - e) profit;
  - f) contrats de sous-traitance;
  - g) coûts indirects;

## C - Prix

---

- h) taxe sur les produits et services et/ou la taxe de vente harmonisée, s'il y a lieu;
  - i) frais de livraison.
3. Pour chaque élément de coût, des renseignements justificatifs devront être fournis avec suffisamment de détails pour permettre l'exécution d'une vérification en profondeur.
- 
- 

**C0304C (15/06/98) Etat des coûts**

A partir du 10/12/04, cette clause est remplacée par C0304C.

---

---

**Remarques :** Utiliser la clause suivante dans les contrats lorsque la base de paiement diffère de celle spécifiée aux Principes des coûts contractuels 1031-2, et qu'elle comprend une « limitation des dépenses » ou un « prix plafond ».

**C0305C (10/12/04) État des coûts**

1. À l'achèvement des obligations de l'entrepreneur en vertu du présent contrat, l'entrepreneur devra préparer et soumettre un état des coûts à l'autorité contractante désignée dans le présent contrat. L'état des coûts devra prendre la forme d'un énoncé des coûts engagés par l'entrepreneur, selon la base de paiement, pour les travaux exécutés conformément aux conditions du présent contrat.
  2. L'état des coûts devra être signé et certifié par l'agent financier supérieur de l'entrepreneur et renfermer une ventilation de tous les éléments de coût.
  3. Pour chaque élément de coût, des renseignements justificatifs devront être fournis avec suffisamment de détails pour permettre l'exécution d'une vérification en profondeur.
- 
- 

**C0305C (01/05/96) Etat des coûts**

A partir du 10/12/04, cette clause est remplacée par C0305C.

---

---

**C0306C (31/01/92) Frais de présentation des propositions**

A partir du 01/05/96, cette clause est remplacée par C0306T.

---

---

## C - Prix

---

### **C0306T (13/12/02) Frais de présentation et d'avant-contrat**

Les coûts engagés en vue de préparer et de présenter une proposition en réponse à la présente demande de propositions ne seront pas remboursés.

Les coûts engagés avant la réception d'un contrat signé ou d'une autorisation écrite signée par l'autorité contractante ne pourront être imputés au contrat qui serait ultérieurement signé.

---

### **C0306T (01/05/96) Frais de présentation et d'avant-contrat**

A partir du 13/12/02, cette clause est remplacée par C0306T.

---

**Remarques :** Utilisez la clause suivante dans les contrats ayant trait à des services de réparation et de révision.

### **C0307D (15/09/97) Etat des coûts**

1. Sur demande de l'autorité contractante ou de l'organisme de vérification désigné par l'autorité contractante, l'entrepreneur préparera et présentera, à l'autorité contractante ou à l'organisme de vérification, selon le cas, un état des coûts, une fois le contrat exécuté, ou chaque année dans le cas des contrats s'étalant sur plus d'un exercice financier de l'entrepreneur. L'état des coûts devra prendre la forme d'un énoncé des coûts engagés par l'entrepreneur, regroupés selon la base de paiement, pour le travail réalisé conformément aux conditions du contrat.
  2. L'état des coûts devra être signé et certifié par l'agent financier supérieur de l'entrepreneur et renfermer une ventilation de tous les éléments de coûts applicables, par exemple :
    - a) matières directes
    - b) main-d'oeuvre directe;
    - c) frais directs;
    - d) frais généraux;
    - e) contrats de sous-traitance;
    - f) frais d'administration;
    - g) taxe sur les produits et services;
    - h) taxe de vente harmonisée;
    - i) redevances;
    - j) frais de transport;
    - k) bénéfice.
  3. Pour chaque élément de coût, des renseignements justificatifs devront être fournis avec suffisamment de détails pour permettre l'exécution d'une vérification en profondeur.
-

## C - Prix

---

### **C0307D (01/06/94) Etat des coûts**

A partir du 15/09/97, cette clause est remplacée par C0307D.

---

---

### **C0400D (01/06/91) Base d'établissement des prix**

Cette clause est annulée à partir du 01/05/96.

---

---

**Remarques : LE TEXTE DE CETTE CLAUSE DOIT FIGURER EN ENTIER DANS LES DOCUMENTS D'ACHAT.**

### **C0401D (01/06/91) Prix - établissement**

Prix conformes à vos catalogues généraux, saisonniers et d'articles en vente et (ou) au prix courant publié, moins un escompte de \_\_\_\_ p. 100.

En plus des prix établis ci-dessus, des avantages spéciaux seront offerts, le cas échéant, à l'occasion de la fin d'année ou de productions excédentaires, de soldes, de ventes spéciales, etc., pourvu que le coût soit inférieur aux prix convenus ci-dessus.

Des escomptes spéciaux supplémentaires sont accordés pour les commandes communiquées bien à l'avance - \_\_\_\_ p. 100.

---

---

**Remarques : LE TEXTE DE CETTE CLAUSE DOIT FIGURER EN ENTIER DANS LES DOCUMENTS D'ACHAT.**

### **C0402D (01/06/91) Prix - établissement**

1. Épreuve hydrostatique, emballage, préparation en vue de l'hiver et rechargement : prix unitaires fermes, taxe de vente comprise, pour chaque opération et pour chaque article indiqué dans l'annexe \_\_\_\_.
2. Réparation, révision, modification et démantèlement - prix comme suit :
  - a) Main-d'oeuvre : directe ou productive \_\_\_\_ \$ de l'heure, supportant les travaux exclusivement.
  - b) Établissement des prix :
    - (i) matériel et pièces de rechange (à l'exception des pièces fournies gratuitement) au prix de revient effectif plus une majoration de \_\_\_\_ p. 100 excluant la taxe de vente. La taxe de vente sera inscrite comme article distinct; ou
    - (ii) les matériaux et les pièces de rechange (à l'exception des pièces fournies gratuitement) seront conformes au prix de détail suggéré par le fabricant et inscrits dans la dernière modification ou publication de sa liste de prix, moins un escompte de \_\_\_\_ p. 100.
  - c) Estimation : lorsqu'une estimation est présentée et acceptée par \_\_\_\_, les prix des travaux complétés et des services rendus ne devront pas dépasser 110 p. 100 de ces estimations.

## C - Prix

---

---

**Remarques : LE TEXTE DE CETTE CLAUSE DOIT FIGURER EN ENTIER DANS LES DOCUMENTS D'ACHAT.**

**C0403D (01/06/91) Prix - établissement**

Le prix à payer sera le tarif minimum per diem établi par l'association professionnelle dans la province de \_\_\_\_\_ plus le coût réel de toutes les dépenses faites de bon droit dans l'exécution du présent contrat, y compris les frais justes et raisonnables de déplacements et de subsistance s'il y a lieu.

---

---

**C0404D (01/06/91) Prix - établissement**

Cette clause est annulée à partir du 01/05/96.

---

---

**Remarques : LE TEXTE DE CETTE CLAUSE DOIT FIGURER EN ENTIER DANS LES DOCUMENTS D'ACHAT.**

**C0405D (01/06/91) Prix - établissement**

Les prix ne doivent être soumis que pour les articles en regard desquels une quantité est déterminée dans la colonne "G", ramassage et livraison \_\_\_\_\_. Ne pas établir de prix d'après le poids.

---

---

**C0406D (01/06/91) Prix - établissement**

Cette clause est annulée à partir du 01/05/96.

---

---

**Remarques : LE TEXTE DE CETTE CLAUSE DOIT FIGURER EN ENTIER DANS LES DOCUMENTS D'ACHAT.**

**C0407D (01/06/91) Prix - établissement**

1. On vous paiera un prix de base de \_\_\_\_\_ \$ par mètre carré de route, entrée, trottoir et stationnement, etc., pour l'enlèvement de la neige, pour un total de \_\_\_\_\_ mètres carrés équivalent à la totalité de la surface représentée sur le graphique. Ce prix de base ne s'appliquera qu'à des chutes de neige maximales de 200 centimètres. Si la totalité des chutes de neige ne dépasse pas 200 centimètres vous recevrez le montant total de \_\_\_\_\_ \$ pour les premiers deux cents centimètres.
2. **PRIME ADDITIONNELLE** : Si la totalité des chutes de neige dépasse 200 centimètres, vous recevrez une prime additionnelle de \_\_\_\_\_ \$ par cent mètres carrés de superficie pour chaque 2.5 centimètres de neige supplémentaires qu'il faudra enlever. Les chutes de neige sont calculées à 2.5 centimètres près.

Pour la fourniture de l'épandage de sable, sel, calcium ou gravier ou d'un mélange de ces derniers, un prix à la tonne sera spécifié.

## C - Prix

---

3. **MODE DE PAIEMENT** : On vous paiera le prix de base mentionné en 1. ci-dessus en quatre versements. Les trois premiers se feront le dernier jour de décembre, janvier et février. Le quatrième et dernier paiement aura lieu dès que possible après le 30 avril à condition que vous ne fassiez l'objet d'aucune réclamation.
- 
- 

**Remarques : LE TEXTE DE CETTE CLAUSE DOIT FIGURER EN ENTIER DANS LES DOCUMENTS D'ACHAT.**

**C0408D (01/06/91) Prix - établissement**

1. L'entrepreneur recevra des avances d'un montant égal à \_\_\_\_\_ \$. Le paiement se fera en cinq versements égaux de \_\_\_\_\_ \$ chacun, de la fin de décembre à avril inclusivement. Si l'entrepreneur ne remplit pas ses engagements (tel que spécifié sous le titre « Inexécution du contrat »), il sera tenu de payer les amendes suivantes :

- a) réponse à l'appel : \_\_\_\_\_ \$ par demi-heure de retard;
- b) enlèvement de la neige tel que spécifié : \_\_\_\_\_ \$ par heure de retard.

**NOTA :** Les amendes pour inexécution du contrat seront déduites des avances.

2. Après le premier appel ou après le 15 janvier au plus tard, l'entrepreneur sera payé pour le déblaiement, l'enlèvement et l'élimination de la neige tel que spécifié, au prix de \_\_\_\_\_ \$ par centimètre de neige tombée tel que déterminé par le Service de l'environnement atmosphérique, \_\_\_\_\_ du ministère de l'Environnement.
- 
- 

**C0409D (01/06/91) Prix - établissement**

Cette clause est annulée à partir du 01/05/96.

---

---

**C0410D (01/06/91) Prix - établissement**

Cette clause est annulée à partir du 01/05/96.

---

---

**C0411D (01/06/91) Frais pour corrections**

Deux (2) p. 100 pour les corrections d'auteur sera accepté et sera payé au prix unitaire apparaissant dans ce document.

---

---



## C - Prix

---

**C0412D (01/06/91) Prix pour évaluation**

A partir du 01/05/96, cette clause est remplacée par C0412T.

---

---

**Remarques : LE TEXTE DE CETTE CLAUSE DOIT FIGURER EN ENTIER DANS LES DOCUMENTS D'ACHAT.**

**C0412T (15/09/97) Prix pour évaluation**

**1. Travaux**

- a) Pour les travaux stipulés à \_\_\_\_\_, un prix ferme de : \_\_\_\_\_ \$
- b) Taxe sur les produits et services (TPS) à 7 p. 100 de a) : \_\_\_\_\_ \$
- c) Taxe de vente harmonisée (TVH) à 15 p. 100 de a) : \_\_\_\_\_
- d) Prix total pour les travaux, TPS ou TVH incluse s'il y a lieu : \_\_\_\_\_ \$

**2. Travaux imprévus**

- a) Main-d'oeuvre : nombre estimatif d'heures-personnes au tarif d'imputation ferme pour la main-d'oeuvre, y compris les frais généraux et les bénéfices : \_\_\_\_\_ \$ heures-personnes X \_\_\_\_\_ \$ l'heure : \_\_\_\_\_ \$
- b) TPS à 7 p. 100 de a) : \_\_\_\_\_ \$
- c) TVH à 15 p. 100 de a) : \_\_\_\_\_
- d) Total pour les travaux imprévus, TPS ou TVH incluse s'il y a lieu : \_\_\_\_\_ \$

**3. Prix d'évaluation, TPS ou TVH incluse s'il y a lieu (1. plus 2.) : \_\_\_\_\_ \$.**

---

---

**C0412T (01/05/96) Prix pour évaluation**

A partir du 15/09/97, cette clause est remplacée par C0412T.

---

---

**Remarques : LE TEXTE DE CETTE CLAUSE DOIT FIGURER EN ENTIER DANS LES DOCUMENTS D'ACHAT.**

**C0413D (15/09/97) Prix - établissement - marchandises**

Fourniture des marchandises indiquées ci-dessus, PRIX FERME : \_\_\_\_\_ \$;

Frais de transport de marchandises, PRIX FERME : \_\_\_\_\_ \$;

PRIX FERME TOTAL : \_\_\_\_\_ \$;

Taxe sur les produits et services en sus ou la taxe de vente harmonisée en sus s'il y a lieu.

---

---

## C - Prix

---

### **C0413D (01/06/91) Prix - établissement - marchandises**

A partir du 15/09/97, cette clause est remplacée par C0413D.

---

### **C0414D (16/02/98) Radoub, réparation, carnage - coûts**

1. Ventilation du prix :

Sur demande, le prix de tous les travaux imprévus sera ventilé selon les activités individuelles précises, en fonction des domaines professionnels, des heures-personnes, du matériel, des contrats de sous-traitance et des services.

2. Prix établis au prorata :

Les heures et les prix correspondant aux travaux imprévus devront se baser sur des renseignements historiques comparables, applicables à des travaux similaires effectués dans les mêmes installations, ou seront déterminés grâce à la répartition au prorata des coûts indiqués pour les travaux dans le contrat, lorsqu'ils seront exécutés dans des secteurs semblables du navire.

3. Services :

Les services de navire comme l'eau, la vapeur, l'électricité, etc., nécessaires à l'entretien du navire pendant la durée des travaux, feront l'objet d'un seul prix global pour tous les services; ce prix demeurera ferme pendant la période du contrat et ne pourra augmenter que si la période du contrat est prolongée avec l'approbation du ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux, pour cause d'accroissement des travaux ou pour toute raison qui sera stipulée à ce moment-là.

4. Carénage et désarrimage :

Le prix prévu pour les travaux englobera tous les coûts relatifs à la mise en cale sèche, à la mise à quai, à la sécurité, à la mise sur berceaux et (ou) au déplacement du navire dans les installations de l'entrepreneur.

À moins de spécifications contraires, le navire sera livré aux installations de l'entrepreneur le long de celles-ci, ou à un point de transfert sûr, mutuellement convenu à flot et droit, et l'entrepreneur fera de même à l'achèvement des travaux. Les coûts des services nécessaires pour amarrer le navire le long des installations et pour larguer les amarres devront être inclus dans le prix prévu pour les travaux.

5. Service de supervision :

Nous convenons que les services (y compris les représentants des fabricants, les ingénieurs, etc.) qui sont requis pour exécuter les travaux prévus, seront inclus dans le prix initial. Ils ne constitueront pas des frais supplémentaires sauf lorsque des travaux imprévus exigeant ces services s'ajouteront à la commande initiale.

6. Enlèvements :

Les enlèvements nécessaires pour exécuter les travaux incomberont à l'Entrepreneur, qu'ils soient ou non indiqués dans les spécifications, sauf les enlèvements non évidents lorsqu'on examine le navire ou les dessins. Il devra aussi assurer l'entreposage sûr des éléments enlevés, et leur réinstallation à l'achèvement des travaux. Il devra assumer le renouvellement des éléments endommagés pendant l'enlèvement.

7. Mise à l'abri, installation des échafaudages, manutention et transport :

## C - Prix

---

Le prix des travaux englobe le coût de toutes les activités de mise à l'abri, d'installation d'échafaudage, y compris les rampes, de manutention par grue ou transport, en vue d'exécuter les travaux indiqués. Le coût de toutes les modifications d'installations nécessaires pour se conformer aux règlements applicables de sécurité sera imputé au compte de l'entrepreneur.

---

**C0414D (01/06/91) Radoub, réparation, carnage - coûts**

A partir du 16/02/98, cette clause est remplacée par C0414D.

---

**C0415D (01/06/91) Navire nolisé - prix**

Cette clause est annulée à partir du 01/05/96.

---

**Remarques : LE TEXTE DE CETTE CLAUSE DOIT FIGURER EN ENTIER DANS LES DOCUMENTS D'ACHAT.** Utiliser cette clause pour les contrats à prix ferme visant à couvrir la base de paiement des travaux imprévus (durant des projets de carénage, de réparation mobile, de réparation et révision ainsi que de conversion et mise à niveau de matériel) lorsque l'intention est de négocier un prix ferme pour de tels travaux imprévus avant qu'ils soient autorisés.

**C0416D (15/09/97) Prix contractuel**

1. En contrepartie de l'exécution par l'entrepreneur de ses obligations conformément au présent contrat, le Canada lui paiera ce qui suit :
    - a) pour les travaux stipulés dans \_\_\_\_\_, un PRIX FERME total de \_\_\_\_\_ \$;
    - b) plus la taxe sur les produits et services (TPS) ou la taxe de vente harmonisée (TVH), s'il y a lieu;
    - c) le prix des travaux imprévus doit être négocié avec l'autorité contractante ou son représentant autorisé, un prix ferme doit être établi avant d'autoriser les travaux. Le prix ferme des travaux imprévus sera fondé sur :
      - (1) le tarif d'imputation horaire ferme de \_\_\_\_\_ \$ l'heure pour la main-d'oeuvre;
      - (2) le coût estimatif du matériel, plus une marge bénéficiaire de 10 p. 100;
      - (3) la TPS ou la TVH, s'il y a lieu sur c) (1) et (2) ci-dessus.
-

## C - Prix

---

### **C0416D (01/05/96) Prix contractuel**

A partir du 15/09/97, cette clause est remplacée par C0416D.

---

---

### **C0417T (01/12/92) Travaux imprévus et prix d'évaluation**

Dans tout contrat de radoub, de réparation ou de carénage de navire, des travaux imprévus s'imposeront après que le navire et son équipement auront été ouverts et inspectés. Étant donné que ces travaux sont inévitables, il faudra tenir compte de leur coût en évaluant les soumissions. On le fait en incluant, dans le prix ferme des travaux initiaux, le montant correspondant au nombre le plus probable d'heures-personnes additionnelles (et (ou) à la quantité de matériel supplémentaire) et en appliquant à celui-ci un tarif concurrentiel d'imputation en dollars.

Le total global est appelé "prix d'évaluation" et s'applique aux soumissions. Il n'y a aucun montant minimal ou maximal pour les travaux imprévus, pas plus qu'il n'y a de garantie relative à ces travaux, mais il s'agit plutôt d'une estimation la plus probable des travaux, basée sur l'expérience historique.

---

---

**Remarques : LE TEXTE DE CETTE CLAUSE DOIT FIGURER EN ENTIER DANS LES DOCUMENTS D'ACHAT.** Utiliser la clause suivante lorsque l'évaluation est faite d'après le prix le plus bas pour les quantités totales prévues.

### **C0418D (31/03/95) Nettoyage à sec/ignifugation de rideaux**

Tous les prix comprennent l'enlèvement et la réinstallation de rideaux.

#### **1. Nettoyage à sec de rideaux doublés :**

prix : \_\_\_\_\_ \$ le pied carré  
quantité prévue : \_\_\_\_\_ pieds carrés

#### **2. Nettoyage à sec de rideaux non doublés :**

prix : \_\_\_\_\_ \$ le pied carré  
quantité prévue : \_\_\_\_\_ pieds carrés

#### **3. Nettoyage à sec et ignifugation de rideaux doublés :**

prix : \_\_\_\_\_ \$ le pied carré  
quantité prévue : \_\_\_\_\_ pieds carrés

#### **4. Nettoyage à sec et ignifugation de rideaux non doublés :**

prix : \_\_\_\_\_ \$ le pied carré  
quantité prévue : \_\_\_\_\_ pieds carrés

Le traitement des rideaux doit être effectué avec soin de façon à ne pas abîmer la couleur ni les accessoires. Le rétrécissement ne doit pas dépasser deux (2) p. 100.

Les rideaux doivent être placés sur des cintres.

**Pour les réparations mineures :** (brûlures de cigarettes, coutures défaites, etc.)

**Prix :**

1. Main-d'oeuvre directe ou productive affectée exclusivement au travail : \_\_\_\_\_ \$ l'heure.

## C - Prix

---

2. Matériel et pièces de remplacement (sauf celles qui viennent avec les rideaux) au prix de revient réel (comprenant les frais de facturation, de transport, de douane et de courtage), plus une majoration de \_\_\_\_ p. 100, taxe de vente non comprise. La taxe de vente doit être indiquée séparément.
- 
- 

**Remarques : LE TEXTE DE CETTE CLAUSE DOIT FIGURER EN ENTIER DANS LES DOCUMENTS D'ACHAT.** Utiliser cette clause pour les contrats à prix ferme visant à couvrir la base de paiement des travaux imprévus (durant des projets de carénage, de réparation mobile, de réparation et révision ainsi que de conversion et mise à niveau de matériel) lorsque l'intention est de payer pour lesdits travaux imprévus selon une base des coûts majorés après qu'ils aient été approuvés et que les travaux aient été achevés.

### **C0419D (15/09/97) Prix contractuel - Travaux imprévus**

1. En contrepartie de l'exécution par l'entrepreneur de ses obligations conformément au présent contrat, le Canada lui paiera ce qui suit :
- a) pour les travaux stipulés dans \_\_\_\_\_, un PRIX FERME total de : \_\_\_\_\_ \$;
  - b) plus la taxe sur les produits et services (TPS) ou la taxe de vente harmonisée (TVH), s'il y a lieu;
  - c) après que les travaux imprévus aient été approuvés par l'autorité contracte ou son représentant autorisé et qu'ils aient été achevés, le prix desdits travaux imprévus sera déterminé et payé en se fondant sur :
    - (1) le tarif d'imputation horaire ferme de \_\_\_\_\_ \$ l'heure pour la main-d'oeuvre;
    - (2) le prix de revient effectif ferme du matériel, plus une marge bénéficiaire de 10 p. 100;
    - (3) la TPS ou la TVH, s'il y a lieu sur c) (1) et (2) ci-dessus.
- 
- 

### **C0419D (01/05/96) Prix contractuel - Travaux imprévus**

A partir du 15/09/97, cette clause est remplacée par C0419D.

---

---

### **C0430T (25/05/01) Fiches de renseignements concernant l'établissement des prix**

En plus de remplir dûment sa soumission, le soumissionnaire doit y joindre une (1) copie des fiches de renseignements concernant l'établissement des prix. Un prix unitaire, qui correspond au coût total de la main d'oeuvre, des frais généraux, du matériel et du profit, doit être établi pour chaque lot de travaux ou de services dans le devis.

---

---

## C - Prix

---

**Remarques : LE TEXTE DE CETTE CLAUSE DOIT FIGURER EN ENTIER DANS LES DOCUMENTS D'ACHAT.** Utiliser cette clause de concert avec la clause C0417T. L'agent de négociation des contrats doit compléter le paragraphe 1.b) : le nombre d'heures-personnes à utiliser pour l'évaluation des travaux imprévus; et le paragraphe 1.c) : le coût matériel à utiliser pour l'évaluation des travaux imprévus. Le soumissionnaire remplira les autres sections.

### **C0435T (10/12/01) Calcul du prix de l'évaluation**

1. Pour les besoins de l'évaluation, le prix sera calculé de la façon suivante :
  - a) Le prix des travaux prévus dans la demande : \_\_\_\_\_ \$ (*inscrire le prix indiqué dans la proposition*)
  - b) Coûts de main-d'œuvre imprévus : \_\_\_\_\_ heures-personnes, à \_\_\_\_\_ \$ (*inscrire le prix indiqué dans la proposition*) de l'heure : \_\_\_\_\_ \$;
  - c) Coûts matériels imprévus \_\_\_\_\_ \$, à \_\_\_\_\_ (*inscrire la majoration indiquée dans la proposition*) pourcentage de la majoration : \_\_\_\_\_ \$;
  - d) Coûts de transfert des navires : \_\_\_\_\_ \$;
  - e) Coûts liés à la garantie financière du contrat : \_\_\_\_\_ \$ (*inscrire le montant indiqué dans la proposition*)

**ÉVALUATION DU PRIX TOTAL DE LA PROPOSITION** (taxes non comprises)

\_\_\_\_\_ \$

2. Le prix de tout contrat subséquent devra inclure uniquement les montants indiqués aux paragraphes 1. a) et 1. e), ainsi que la taxe sur les produits et services ou la taxe de vente harmonisée.

---

### **C0500C (01/06/91) Heures supplémentaires - taux fixes**

A partir du 30/10/96, cette clause est remplacée par C0500D.

---

**Remarques :** Utiliser la clause suivante dans les contrats à taux horaire fixe renfermant des dispositions sur les heures supplémentaires prévues. Pour de plus amples renseignements, consulter la procédure 11.027 du *Guide des approvisionnements*.

### **C0500D (30/10/96) Heures supplémentaires - taux fixes**

Il est interdit de faire des heures supplémentaires dans le cadre d'une offre à commandes ou d'un contrat sans une autorisation préalable écrite d'un représentant autorisé du Canada. Toute demande de paiement au(x) taux indiqué(s) dans l'offre à commandes ou dans le contrat doit être accompagnée d'une copie de l'autorisation de faire des heures supplémentaires et d'un rapport renfermant tous les détails exigés par le Canada relativement aux heures supplémentaires effectuées conformément à l'autorisation écrite.

## C - Prix

---

### **C0501C (01/06/91) Heures supplémentaires - autres**

A partir du 30/10/96, cette clause est remplacée par C0501D.

---

**Remarques : LE TEXTE DE CETTE CLAUSE DOIT FIGURER EN ENTIER DANS LES DOCUMENTS D'ACHAT.** Utiliser la clause suivante dans les contrats à prix plafonds et à coûts remboursables, avec dispositions pour les heures supplémentaires imprévues. Il faudra se référer à une analyse de prix pour déterminer les frais généraux applicables.

### **C0501D (30/10/96) Heures supplémentaires - autres**

Les heures de travail supplémentaires ne sont pas autorisées pour l'offre à commandes/contrat, à moins d'autorisation préalable par écrit de l'autorité \_\_\_\_\_. Cette autorisation écrite sera la condition préalable au paiement du coût effectif, à l'exclusion des frais généraux sur la prime pour les heures supplémentaires, plus le coefficient d'imputation des frais généraux de \_\_\_\_\_ p. 100 pour heures supplémentaires. L'entrepreneur devra soumettre à l'autorité \_\_\_\_\_ un rapport à l'égard des heures de travail supplémentaires conformément à l'autorisation comprenant les détails que le Canada pourrait exiger.

---

### **C0502C (01/06/91) Heures supplémentaires**

A partir du 12/12/03, cette clause est remplacée par C0502D.

---

**Remarques : LE TEXTE DE CETTE CLAUSE DOIT FIGURER EN ENTIER DANS LES DOCUMENTS D'ACHAT.** Cette clause est habituellement utilisée pour les besoins maritimes.

### **C0502D (12/12/03) Heures supplémentaires**

1. L'entrepreneur ne devra pas faire d'heures supplémentaires dans le cadre de ce contrat à moins d'y être autorisé d'avance et par écrit par le représentant autorisé du Canada. Toutes les demandes de paiement selon les tarifs précisés dans le contrat doivent être accompagnées d'un exemplaire de l'autorisation d'heures supplémentaires et d'un rapport faisant état des détails exigés par le Canada en ce qui a trait aux heures supplémentaires effectuées conformément à cette autorisation.
2. Si des heures supplémentaires sont autorisées, on paiera l'entrepreneur selon les prix ou les taux précisés dans le contrat plus les primes suivantes :  
taux et demi : \_\_\_\_\_ \$ l'heure, ou  
taux double : \_\_\_\_\_ \$ l'heure.
3. Les primes précisées ci-dessus seront calculées en prenant le taux horaire moyen des frais de main-d'oeuvre directe, plus un bénéfice de 7 1/2 pour cent sur la prime de main- d'oeuvre et les avantages sociaux. Ce tarif demeurera ferme pendant la durée du contrat, y compris toutes les modifications, et est sujet à une vérification si le Canada le juge nécessaire.

## C - Prix

---

---

**Remarques :** Utiliser la clause suivante pour des achats non concurrentiels de services commerciaux, évalués à plus de 50 000 \$, effectués auprès de fournisseurs canadiens.

**C0600T (01/06/91) Taux - attestation**

Le soumissionnaire atteste par les présentes que les taux indiqués ne sont pas supérieurs au plus bas taux demandé à tout autre client, y compris au meilleur client du soumissionnaire, pour une qualité et une quantité semblables de services, que ces taux ne comprennent aucune marge de profit sur la vente qui soit supérieure à celle que le soumissionnaire réalise normalement pour des services de qualité et de quantité semblables et qu'ils ne comprennent aucune disposition prévoyant des remises aux vendeurs.

---

---

**Remarques : LE TEXTE DE CETTE CLAUSE DOIT FIGURER EN ENTIER DANS LES DOCUMENTS D'ACHAT.** Utiliser la clause suivante pour des achats non concurrentiels de services non commerciaux, évalués à plus de 50 000 \$, effectués auprès de fournisseurs canadiens.

**C0601T (10/12/04) Attestation des taux**

Le soumissionnaire atteste par les présentes que les taux indiqués sont calculés conformément aux Principes des coûts contractuels 1031-2, et comprend une marge de profit de \_\_\_\_ p. 100.

---

---

**C0601T (01/06/91) Taux - attestation**

A partir du 10/12/04, cette clause est remplacée par C0601T.

---

---

**C0602T (01/06/91) Main-d'oeuvre - tarif**

Cette clause est annulée à partir du 30/10/96.

---

---

**C0603D (01/08/92) Prix proposés**

Cette clause est annulée à partir du 31/03/95.

---

---



## C - Prix

---

---

**C0603D (31/01/92) Prix proposés**

A partir du 01/08/92, cette clause est remplacée par C0603D.

---

---

**C0700C (01/06/91) Temps et prix contractuel - contrôle**

A partir du 30/10/96, cette clause est remplacée par C0700D.

---

---

**Remarques :** Utiliser la clause suivante dans les contrats concurrentiels à taux horaire fixe portant sur l'achat de services et de matériaux. Les taux horaires fixes peuvent aussi comprendre un montant proportionnel pour les matériaux accessoires. Indiquer le titre du fonctionnaire désigné qui effectuera la vérification ou le bureau dont il fait partie.

**C0700D (30/10/96) Vérif. du temps et du prix contractuel**

Le temps facturé et le prix contractuel des matériaux accessoires utilisés peuvent être vérifiés par un représentant autorisé du Canada avant ou après que l'entrepreneur ait été payé. Si la vérification est effectuée après que l'entrepreneur a été payé, ce dernier s'engage à rembourser sur-le-champ le Canada tout montant reçu en trop.

---

---

**C0701C (01/06/91) Contrôle du temps**

A partir du 30/10/96, cette clause est remplacée par C0701D.

---

---

**Remarques :** Utilisez la clause suivante pour vérifier l'exactitude du temps imputé et pour l'approuver, tant dans les contrats concurrentiels que non concurrentiels à taux fixes basés sur le temps.

**C0701D (30/10/96) Contrôle du temps**

Des représentants du Canada pourront vérifier le temps imputé et l'exactitude du système d'enregistrement du temps de l'entrepreneur, avant ou après le versement du paiement à ce dernier en vertu des modalités du présent contrat. Dans le cas où l'on effectue la vérification après le paiement, l'entrepreneur s'engage à rembourser le trop-payé, dès que le Canada lui en fera la demande.

---

---

## C - Prix

---

**C0702D (01/06/91) Présentation**

A partir du 30/10/96, cette clause est remplacée par C0708D.

---

---

**Remarques : LE TEXTE DE CETTE CLAUSE DOIT FIGURER EN ENTIER DANS LES DOCUMENTS D'ACHAT.** Utiliser la clause suivante avec la clause appropriée de déplacement et de subsistance.

**C0703T (30/10/96) Frais, services d'ingénieurs**

Les prix indiqués ne comprennent pas les services de l'ingénieur de l'entrepreneur liés à la supervision de l'installation du matériel ou au réglage nécessaire après l'installation de ce matériel par d'autres. Au besoin, l'entrepreneur fournira ces services au taux normal de \_\_\_\_\_ \$ par ingénieur et par jour, plus les frais de déplacement et de subsistance raisonnablement et convenablement engagés pour l'exécution de ce travail, si ces services doivent être rendus à l'extérieur de l'usine.

---

---

**C0703T (01/06/91) Frais, services d'ingénieurs**

A partir du 30/10/96, cette clause est remplacée par C0703T.

---

---

**Remarques : LE TEXTE DE CETTE CLAUSE DOIT FIGURER EN ENTIER DANS LES DOCUMENTS D'ACHAT.** La clause suivante est utilisée pour les besoins de la marine. Inscrire l'information requise après le numéro de la clause. Cette clause doit être combinée à la clause appropriée sur les frais de déplacement et de subsistance.

**C0704C (30/10/96) Frais, services sur le terrain**

Les services de représentants sur le terrain pour l'installation des machines à bord des navires ainsi que leur présence au dock et pendant les essais en mer seront assurés par l'entrepreneur moyennant un tarif journalier de \_\_\_\_\_ \$ par personne, plus les frais de déplacement et de subsistance jugés raisonnables.

---

---

**C0704C (01/06/91) Frais, services sur le terrain**

A partir du 30/10/96, cette clause est remplacée par C0704C.

---

---

**Remarques :** Utiliser la clause suivante dans les contrats comportant une « limitation des dépenses » et un « prix plafond » attribués à des entrepreneurs autres que des universités, institutions affiliées et collègues canadiens lorsque le système d'enregistrement du temps, les heures facturées, les coûts directs et l'attestation des prix de l'entrepreneur peuvent faire l'objet d'une vérification discrétionnaire.

## C - Prix

---

### **C0705C (10/12/04) Vérification discrétionnaire**

1. Les éléments qui suivent font l'objet d'une vérification par le gouvernement avant ou après le paiement :
  - a) Le montant réclamé en vertu des conditions du contrat, calculé conformément à la base de paiement, ainsi que le temps facturé et les salaires versés pour les frais de main-d'oeuvre. Ces frais sont fondés sur les salaires en vigueur, multipliés par un multiplicateur ferme négocié.
  - b) La précision du système d'enregistrement du temps de l'entrepreneur.
  - c) Le profit estimatif compris dans tout élément de prix ferme, taux horaire ferme, taux ferme de frais généraux ou multiplicateur salarial ferme, pour lequel l'entrepreneur a fourni une attestation appropriée. Ladite vérification a pour but de déterminer si le profit réel réalisé à la suite d'un seul contrat, s'il en existe un seul, ou si le profit global réel réalisé par l'entrepreneur à la suite d'un ensemble de contrats négociés renfermant un ou plusieurs des prix, taux basés sur le temps ou multiplicateurs précités, et accordés pendant une période précise et choisie, est juste et raisonnable par rapport au profit estimatif indiqué dans une ou des attestations de prix ou de taux antérieurs.
  - d) Tout élément de prix ferme, taux horaire ferme, taux ferme de frais généraux ou multiplicateur salarial ferme pour lequel l'entrepreneur a fourni une attestation indiquant que cet élément s'applique au « client le plus favorisé ». Une telle vérification viserait à déterminer si l'entrepreneur a appliqué à quiconque, y compris le client le plus favorisé de l'entrepreneur, des prix, taux ou multiplicateurs moins élevés pour des biens ou services de qualité et quantité comparables.
2. Tout paiement effectué avant la fin de la vérification sera considéré uniquement comme paiement provisoire et devra faire l'objet d'un rajustement dans la mesure requise pour tenir compte des résultats de cette vérification. Tout paiement en trop devra être remboursé au Canada dans le plus bref délai.

---

---

### **C0705C (15/06/98) Vérification**

A partir du 10/12/04, cette clause est remplacée par C0705C.

---

---

### **C0706D (01/06/91) Rapports**

Cette clause est annulée à partir du 30/10/96.

---

---

### **C0707D (01/08/92) Heures de services estimatives**

A partir du 01/12/92, cette clause est remplacée par M3011D.

## C - Prix

---

**Remarques : LE TEXTE DE CETTE CLAUSE DOIT FIGURER EN ENTIER DANS LES DOCUMENTS D'ACHAT.** La clause suivante est obligatoire dans les contrats/offres à commandes/arrangements en matière d'approvisionnement du Secteur des systèmes aérospatiaux, maritimes et électroniques qui ont une composante à taux fixes basés sur le temps et lorsqu'il incombe au ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux de contrôler le temps facturé.

**C0708D (16/02/98) Présentation**

L'entrepreneur doit préparer et remettre à l'autorité contractante en même temps que la dernière facture, un relevé détaillé du temps réel affecté à l'exécution \_\_\_\_\_ (du contrat, de l'offre à commandes ou de l'arrangement en matière d'approvisionnement). Ce relevé doit être signé et attesté par l'agent financier de l'entrepreneur.

---

**C0708D (30/06/95) Présentation**

A partir du 16/02/98, cette clause est remplacée par C0708D.

---

**Remarques : LE TEXTE DE CETTE CLAUSE DOIT FIGURER EN ENTIER DANS LES DOCUMENTS D'ACHAT.** La clause suivante est obligatoire dans les contrats/offres à commandes/arrangements en matière d'approvisionnement du Secteur des systèmes aérospatiaux, maritimes et électroniques qui ont une composante à taux fixes basés sur le temps et lorsque le client est chargé de faire la vérification du temps facturé.

**C0709D (30/06/95) Client - vérification du temps**

La vérification de l'acceptabilité du temps facturé par l'entrepreneur est la responsabilité du(des) \_\_\_\_\_ (Ministère ou usagés identifiés dans ce document) qui (s'assura/s'assureront) que le temps facturé par l'entrepreneur est acceptable compte tenu des travaux exécutés.

---

**C0900D (01/06/91) Base de paiement**

Taux mensuels fermes pour location et taux fermes par nombre spécifié de copies pour entretien (incluant toutes les pièces, la main-d'oeuvre, l'entretien préventif et l'entretien correctif), payables chaque mois arriéré. Droits de douane inclus si applicables.

---

**C0901D (01/06/91) Location - taux fixe mensuel**

Les prix doivent être soumis de façon uniforme, c'est-à-dire un taux de location mensuel fixe (ne comprenant pas le coût des copies) et un coût fixe par copie (taux du compteur), pour chaque modèle offert, en se basant sur un volume mensuel moyen.

---

## C - Prix

---

Remarques : LE TEXTE DE CETTE CLAUSE DOIT FIGURER EN ENTIER DANS LES DOCUMENTS D'ACHAT.

**C0902D (15/09/97) Travaux imprévus**

L'entrepreneur sera rémunéré comme suit pour les travaux imprévus autorisés par le Ministre :

« Nombre d'heures (à négocier) X \_\_\_\_\_ \$, montant correspondant à votre tarif d'imputation horaire ferme pour la main-d'oeuvre, y compris les frais généraux et les bénéfices, plus le prix de revient réel des matériaux, auquel sera ajoutée une marge bénéficiaire de 10 p. 100, ainsi que la taxe sur les produits et services ou la taxe de vente harmonisée, s'il y a lieu, calculée à \_\_\_\_\_ p. 100 du coût total du matériel et de la main-d'oeuvre. Le tarif d'imputation horaire ferme et la marge bénéficiaire sur le matériel demeureront ferme pour la durée du contrat et toutes autres modifications s'y rattachant. »

---

**C0902D (01/06/91) Travaux imprévus**

A partir du 15/09/97, cette clause est remplacée par C0902D.

---

**C0903D (01/06/91) Travaux imprévus, autorisation des**

A partir du 15/09/97, cette clause est remplacée par B5007D.

---

Remarques : LE TEXTE DE CETTE CLAUSE DOIT FIGURER EN ENTIER DANS LES DOCUMENTS D'ACHAT.

**C0904D (30/05/03) Avenant**

1. Pour intégrer les travaux imprévus conformément au formulaire PWGSC-TPSGC 1379, Travaux imprévus ou nouveaux travaux, numéros de série \_\_\_\_\_ à \_\_\_\_\_ (plus \_\_\_\_\_ \$).
2. Pour créditer l'annulation dans les travaux autorisés par le formulaire PWGSC-TPSGC 1379, Travaux imprévus ou nouveaux travaux, numéros de série \_\_\_\_\_ à \_\_\_\_\_ (moins \_\_\_\_\_ \$).

PRIX CONTRACTUEL TOTAL : \_\_\_\_\_ \$

Travaux imprévus autorisés : \_\_\_\_\_ \$

Moins crédits : \_\_\_\_\_ \$

PRIX CONTRACTUEL TOTAL RÉVISÉ (taxe sur les produits et services ou la taxe de vente harmonisée en sus s'il y a lieu) : \_\_\_\_\_ \$

3. Livraison et achèvement des travaux : \_\_\_\_\_ (*Insérer la nouvelle date*).
-

## C - Prix

---

---

**C0904D (15/09/97) Avenant**

A partir du 30/05/03, cette clause est remplacée par C0904D.

---

---

**C0906D (01/06/91) Aéroglisseur - établissement des prix**

Cette clause est annulée à partir du 01/12/92.

---

---

**C1000C (01/06/91) Prix à negocier**

Cette clause est annulée à partir du 30/10/96.

---

---

**C1001C (01/06/91) Prix à negocier, paiement partiel**

Cette clause est annulée à partir du 30/10/96.

---

---

**C1002C (01/06/91) Prix à negocier - autre**

Cette clause est annulée à partir du 30/10/96.

---

---

**C1003C (01/06/91) Prix**

Cette clause est annulée à partir du 30/10/96.

---

---

**Remarques : LE TEXTE DE CETTE CLAUSE DOIT FIGURER EN ENTIER DANS LES DOCUMENTS D'ACHAT.** Utiliser la clause suivante dans les contrats à prix plafond lorsque la base de paiement comprend une vérification des coûts conforme aux Principes des coûts contractuels 1031-2.

## C - Prix

---

### C1200C (10/06/05) Base de paiement - prix plafond

L'entrepreneur sera remboursé pour les coûts qu'il a raisonnablement et correctement engagés dans l'exécution des travaux, établis conformément aux Principes des coûts contractuels 1031-2 à la suite d'une vérification par le gouvernement, plus (*insérer, selon le cas : « un tarif fixe de \_\_\_\_\_ \$ » ou « un profit de \_\_\_\_\_ p. 100 »*) des coûts vérifiés, jusqu'à un prix plafond de \_\_\_\_\_ \$. Les résultats et les conclusions de la vérification effectuée par le gouvernement seront déterminants.

Le prix plafond est sujet à un ajustement à la baisse afin de ne pas dépasser le coût réel, plus le \_\_\_\_\_ (*insérer, selon le cas : « tarif fixe » ou « profit »*) précisé. Après vérification, le prix devra faire l'objet d'un rajustement dans la mesure requise pour tenir compte des résultats de cette vérification. Tout paiement en trop devra être remboursé au Canada dans le plus bref délai.

Aucune augmentation de la responsabilité totale du Canada ou du prix des travaux découlant de tout changement aux dessins, ou de toute modification ou interprétation des spécifications ne sera autorisée ou versée à l'entrepreneur, à moins que ces changements aux dessins, modifications ou interprétations n'aient été approuvés, par écrit, par l'autorité contractante avant d'être intégrés aux travaux.

---

### C1200C (10/12/04) Base de paiement - prix plafond

A partir du 10/06/05, cette clause est remplacée par C1200C.

---

**Remarques : LE TEXTE DE CETTE CLAUSE DOIT FIGURER EN ENTIER DANS LES DOCUMENTS D'ACHAT.** Utiliser la clause suivante dans les contrats dont la base de paiement comprend un ou plusieurs articles assujettis à un prix plafond, et que la base de paiement pour ces articles comprend une vérification des coûts conforme aux Principes des coûts contractuels 1031-2.

### C1201C (10/12/04) Base de paiement - article(s) à prix plafond

Le ou les prix plafonds précisés dans la base de paiement sont sujets à des ajustements à la baisse afin de ne pas dépasser le coût réel, établi conformément aux Principes des coûts contractuels 1031-2 à la suite d'une vérification par le gouvernement \_\_\_\_\_ (*insérer, s'il y a lieu, « plus un profit de \_\_\_\_\_ p. 100 des coûts réels »*). Après vérification, le ou les prix devront faire l'objet d'un rajustement dans la mesure requise pour tenir compte des résultats de cette vérification. Tout paiement en trop devra être remboursé au Canada dans le plus bref délai.

L'entrepreneur déclarera séparément ses coûts pour chaque article pour lequel un prix plafond a été établi de façon à ce que le coût de chacun de ces articles puisse être déterminé.

---

### C1201C (30/10/96) Prix plafond - article/groupe d'articles

A partir du 10/12/04, cette clause est remplacée par C1201C.

---

## C - Prix

---

**C1202C** (14/05/04) **Prix plafond**

Cette clause est annulée à partir du 10/12/04.

---

**C1202C** (15/06/98) **Prix plafond**

A partir du 14/05/04, cette clause est remplacée par C1202C.

---

**Remarques : LE TEXTE DE CETTE CLAUSE DOIT FIGURER EN ENTIER DANS LES DOCUMENTS D'ACHAT.** Utiliser la clause suivante dans les contrats lorsque l'entrepreneur est autorisé à facturer ses coûts réels conformément aux Principes des coûts contractuels 1031-2, sous réserve d'une vérification obligatoire.

Cependant, ne pas utiliser cette clause dans les situations où le prix doit être négocié.

**C1203C** (10/12/04) **Base de paiement**

Sous réserve des dispositions du présent contrat, l'entrepreneur sera remboursé pour les coûts qu'il a raisonnablement et correctement engagés dans l'exécution des travaux, établis conformément aux Principes des coûts contractuels 1031-2 à la suite d'une vérification par le gouvernement, plus un profit de \_\_\_\_ p. 100 des coûts vérifiés. Les résultats et les conclusions de la vérification effectuée par le gouvernement seront déterminants.

---

**C1203C** (30/10/96) **Base de paiement**

A partir du 10/12/04, cette clause est remplacée par C1203C.

---

**C1204C** (01/06/91) **Prix (plafond)**

A partir du 30/10/96, cette clause est remplacée par C1202C.

---

**Remarques : LE TEXTE DE CETTE CLAUSE DOIT FIGURER EN ENTIER DANS LES DOCUMENTS D'ACHAT.** Utiliser la clause suivante dans les contrats à prix plafond comprenant l'une des bases de paiement ci-dessous :

a) taux fixes basés sur le temps ou tarif unitaire;



## C - Prix

---

- b) main-d'oeuvre d'après les coûts salariaux ou d'après un salaire annuel multiplié par un multiplicateur ferme;
- c) a) et/ou b) ci-dessus plus éléments à coût remboursable (et éléments à prix ferme et/ou honoraires fermes, le cas échéant);
- d) taux provisoires avec intention de négocier ultérieurement une base de paiement conforme à a), b) ou c) ci-dessus.

Cette clause ne **doit pas être** utilisée lorsque la base de paiement comprend une vérification des coûts conforme aux Principes des coûts contractuels 1031-2. (Voir la clause C1200C.)

### **C1205C (10/06/05) Base de paiement - prix plafond**

L'entrepreneur sera remboursé pour les coûts qu'il a raisonnablement et correctement engagés dans l'exécution des travaux, jusqu'à un prix plafond de \_\_\_\_\_ \$, \_\_\_\_\_ *(insérer, selon le cas, « établi conformément à ce qui suit : » ou « établi conformément à l'annexe \_\_\_\_\_ jointe aux présentes et qui fait partie intégrante du présent contrat »)*.

Ce prix plafond est sujet à un ajustement à la baisse afin de ne pas dépasser les coûts réels engagés à juste titre dans l'exécution des travaux, calculés conformément à la base de paiement.

Aucune augmentation de la responsabilité totale du Canada ou du prix des travaux découlant de tout changement aux dessins, ou de toute modification ou interprétation des spécifications ne sera autorisée ou versée à l'entrepreneur, à moins que ces changements aux dessins, modifications ou interprétations n'aient été approuvés, par écrit, par l'autorité contractante avant d'être intégrés aux travaux.

---

### **C1205C (10/12/04) Base de paiement - prix plafond**

A partir du 10/06/05, cette clause est remplacée par C1205C.

---

**Remarques :** Utiliser la clause suivante lorsque des soumissions étrangères peuvent être reçues et avec la clause A0221T.

### **C2000D (16/02/98) Taxes - fournisseurs étrangers**

Sauf indication contraire précisée dans le contrat, le prix indiqué dans la présente ne comprend aucune taxe fédérale d'accise, taxe locale ou d'état, de vente ou d'utilisation, aucune autre taxe de nature semblable, ni autre taxe canadienne, quelle qu'elle soit. Ce prix comprend toutefois toutes les autres taxes. Si les travaux sont normalement assujettis à la taxe fédérale d'accise, le Canada fournira à l'entrepreneur, sur demande, un certificat d'exemption de ladite taxe fédérale d'accise sous la forme prescrite par les règlements fédéraux. Le Canada s'engage à fournir à l'entrepreneur les preuves d'exportation qui peuvent, à l'occasion, être demandées par le fisc. Si le Canada omettait de le faire, et qu'en conséquence l'entrepreneur soit contraint de payer une telle taxe fédérale d'accise, le Canada remboursera le montant, pourvu toutefois que l'entrepreneur prenne par la suite toutes les mesures nécessaires pour recouvrer un tel paiement, et qu'il rembourse au Canada tout montant ainsi recouvré.

## C - Prix

---

---

**C2000D (31/03/95) Taxes - Fournisseurs des États-Unis**

A partir du 16/02/98, cette clause est remplacée par C2000D.

---

---

**C2000T (01/06/91) Taxes aux É.-U.**

A partir du 31/03/95, cette clause est remplacée par C2000D.

---

---

**Remarques :** Utiliser la clause suivante si C2901T a été utilisée.

**C2001C (14/05/04) Certificat de drawback**

Nous certifions que le présent contrat a été passé puisque l'entrepreneur a exclu du prix contractuel tous les droits de douane et taxes qui ont été payés ou devraient être payés sur les biens importés utilisés pour fabriquer les marchandises que l'entrepreneur a accepté de fournir. En conséquence, nous autorisons, par la présente, l'entrepreneur à demander un drawback de droits de douane applicables aux termes du règlement établi par l'Agence des services frontaliers du Canada, lorsque les produits fabriqués auront été exportés (ou fournis au Canada à la satisfaction du Ministre).

---

---

**C2001C (12/05/00) Drawback - certificat**

A partir du 14/05/04, cette clause est remplacée par C2001C.

---

---

**Remarques :** Utiliser la clause suivante dans des contrats conclus avec des fournisseurs situés en Californie lorsque le Canada ne devient propriétaire du produit qu'à la livraison. Cette clause doit être utilisée conjointement avec les clauses D4003C et K9010C.

**C2002C (29/10/93) Divulcation de taxes étrangères**

L'entrepreneur doit informer rapidement l'autorité contractante de tous les droits de douane ainsi que de toutes les taxes de vente, de consommation, d'utilisation, d'accise, sur les biens personnels ou autres qu'il entend payer ou ne pas payer et il devra suivre toutes les instructions que l'autorité contractante pourra lui donner en ce qui concerne le paiement ou le non-paiement desdites taxes.

---

---

## C - Prix

---

---

**C2200C (01/06/91) Taxe sur les produits et services**

Cette clause est annulée à partir du 31/03/95.

---

---

**C2201C (01/06/91) Taxe sur les produits et services**

Cette clause est annulée à partir du 31/03/95.

---

---

**C2202D (01/06/91) Taxe**

A partir du 15/12/95, cette clause est remplacée par C2210D.

---

---

**C2204C (01/06/91) Taxe sur les produits et services**

A partir du 15/09/97, cette clause est remplacée par C2215D.

---

---

**C2204T (01/06/91) Taxe sur les produits et services**

A partir du 15/09/97, cette clause est remplacée par C2215D.

---

---

**C2205C (31/01/92) Taxe sur les produits et services**

Cette clause est annulée à partir du 31/03/95.

---

---

## C - Prix

---

**C2206T (31/01/92) Taxe sur les produits et services**

A partir du 01/12/92, cette clause est remplacée par M3008T.

---

---

**C2207D (31/01/92) Taxe sur les produits et services**

A partir du 01/12/92, cette clause est remplacée par M3009D.

---

---

**C2208D (14/05/04) Taxe sur le transport aérien**

Lorsqu'il s'agit d'un affrètement aérien où le poids maximal autorisé au décollage, sur roues, est de plus de 18 000 lbs, il incombe au transporteur de percevoir la taxe sur le transport aérien pour tous les passagers et de la verser à l'Agence du revenu du Canada.

---

---

**C2208D (12/05/00) Taxe sur le transport aérien**

A partir du 14/05/04, cette clause est remplacée par C2208D.

---

---

**C2209D (01/08/92) TPS**

A partir du 01/12/92, cette clause est remplacée par M3012D.

---

---

**C2210D (15/12/95) Taxes sure les produits et services (TPS)**

A partir du 15/09/97, cette clause est remplacée par C2215D.

---

---

**Remarques :** Les agents de négociation des contrats considéreront que la « taxe sur les produits et services » est remplacée par la « taxe de vente harmonisée » dans les cas où les marchés sont attribués en Nouvelle-Écosse, au Nouveau-Brunswick ou à Terre-Neuve et au Labrador.

## C - Prix

---

**C2215D (14/05/04) Taxe sur les produits et services / Taxe de vente harmonisée**

Dans le présent contrat, sauf indication contraire, tous les prix et toutes les sommes excluent la taxe sur les produits et services (TPS) ou la taxe de vente harmonisée (TVH), le cas échéant. La TPS ou la TVH, s'il y a lieu, vient s'ajouter au prix indiqué dans le présent contrat et sera acquittée par le Canada.

La TPS ou la TVH estimative est comprise dans le coût estimatif total. Dans la mesure où elle s'applique, la TPS ou la TVH sera précisée dans toutes les factures et demandes d'acompte et sera indiquée distinctement sur ces factures et dans ces demandes. Tous les biens ou les services détaxés, exonérés ou auxquels la TPS ou la TVH ne s'appliquent pas doivent être précisés à ce titre sur toutes les factures. L'entrepreneur s'engage à verser à l'Agence du revenu du Canada toutes les sommes acquittées ou exigibles au titre de la TPS et de la TVH.

---

**C2215D (12/05/00) TPS/TVH**

A partir du 15/04/04, cette clause est remplacée par C2215D.

---

**C2500C (01/08/92) Taxe de vente provinciale**

Cette clause est annulée à partir du 12/05/00.

---

**C2500C (01/06/91) Taxe de vente provinciale**

---

**C2501D (01/06/91) Taxes - tabac**

A partir du 01/12/92, cette clause est remplacée par M3014D.

---

**C2502D (01/06/91) Taxe de vente**

A partir du 30/10/96, cette clause est remplacée par C2500C.

---

## C - Prix

---

---

**C2503D (01/06/91) Taxe de vente**

Cette clause est annulée à partir du 30/10/96.

---

---

**C2504D (01/06/91) Taxe de vente**

Cette clause est annulée à partir du 30/10/96.

---

---

**C2505D (01/06/91) Gaz pétrolier liquéfié**

Les taux de taxes provinciales sur le propane ou le butane, lorsqu'il n'est pas utilisé comme carburant de moteur, ne sont pas applicables et devraient être supprimés des prix susmentionnés.

---

---

**Remarques : LE TEXTE DE CETTE CLAUSE DOIT FIGURER EN ENTIER DANS LES DOCUMENTS D'ACHAT.** Utiliser la clause suivante dans les contrats attribués en régime de concurrence, pour l'équipement d'aéronefs ou d'appareils aéroportés d'aéronef, selon les principes distincts des modalités FCA franco transporteur (... lieu convenu) des Incoterms 2000 (la clause D4001C peut s'appliquer).

**C2600C (10/12/04) Droits de douane - aéronef**

Les articles \_\_\_\_\_, tels que spécifiés par le ministère de la Défense nationale, doivent servir à équiper des aéronefs ou des appareils aéroportés d'aéronef. Les droits de douane du Canada pour ces articles ne sont pas compris dans le prix contractuel. Si imputable, les droits de douane sont en sus et seront acquittés par l'entrepreneur qui sera remboursé du montant des droits de douane payés ainsi que de la taxe de vente payée à l'importation, sur présentation d'une facture et des documents de douane à l'appui.

---

---

**C2600C (12/12/03) Droits de douane - aéronef**

A partir du 10/12/04, cette clause est remplacée par C2600C.

---

---

**Remarques : LE TEXTE DE CETTE CLAUSE DOIT FIGURER EN ENTIER DANS LES DOCUMENTS D'ACHAT.** Utiliser la clause suivante dans les demandes de soumission, pour l'équipement d'aéronefs ou d'appareils aéroportés d'aéronef, selon les principes distincts des modalités FCA franco transporteur (... lieu convenu) des Incoterms 2000 (la clause D4001C peut s'appliquer).

## C - Prix

---

### **C2600T (10/12/04) Droits de douane - aéronef**

Les articles \_\_\_\_\_, tels que spécifiés par le ministère de la Défense nationale, doivent servir à équiper des aéronefs ou des appareils aéroportés d'aéronef; par conséquent, les prix proposés ne comprennent pas les droits de douane.

---

---

### **C2600T (12/12/03) Droits de douane - aéronef**

---

---

### **C2601C (01/05/93) Droits de douane - défense**

A partir du 29/10/93, cette clause est remplacée par C2601D.

---

---

**Remarques :** Utiliser la clause suivante dans les demandes de soumission et les contrats d'approvisionnements de défense lorsque l'entrepreneur est l'importateur et que la valeur du contrat dépassera 250 000 \$CAN.

### **C2601D (14/05/04) Droits de douane - l'entrepreneur est l'importateur**

1. Les marchandises fournies aux termes du contrat étant des approvisionnements de défense, une remise des droits de douane sur les importations au Canada peut être accordée en vertu du numéro tarifaire 9982.00.00, des annexes du Tarif des douanes.
  2. La remise des droits de douane payables peut être accordée selon le numéro tarifaire 9982.00.00 lorsque la valeur totale du marché des approvisionnements de défense est de 250 000 \$CAN ou plus. Cette valeur comprend la valeur à l'importation des produits plus le droit qui serait applicable en l'absence du Tarif des douanes.
  3. C'est à l'entrepreneur qu'incombe la responsabilité de veiller à la remise des droits de douane à l'importation ou au paiement de ces mêmes droits et de demander un remboursement à l'Agence des services frontaliers du Canada. Il lui incombe aussi de demander à Travaux publics et Services gouvernementaux Canada, en temps opportun, l'attestation exigée aux termes du Tarif des douanes.
- 
- 

### **C2601D (12/12/03) Droits de douane - l'entrepreneur est l'importateur**

A partir du 14/05/04, cette clause est remplacée par C2601D.

---

---

## C - Prix

---

**Remarques :** Utiliser la clause suivante dans les documents d'achat lorsque le Conseil national de recherches du Canada demande l'exemption de droits de douane pour des biens importés en vertu du *Tarif des douanes*.

**C2602D (21/06/99) Droits de douanes - CNR**

Les biens décrits dans les présentes constituent des appareils, des ustensiles, des instruments et des pièces pour ceux-ci, autres que la verrerie, et sont destinés directement à la recherche par le Conseil national de recherches du Canada. Ils sont donc exempts des droits de douane. (Numéro tarifaire 9988.00 et décision sur les douanes n° 153418, datée du 15 septembre 1998).

---

**C2602D (01/06/91) Droits de douanes - CNR**

A partir du 21/06/99, cette clause est remplacée par C2602D.

---

**Remarques : LE TEXTE DE CETTE CLAUSE DOIT FIGURER EN ENTIER DANS LES DOCUMENTS D'ACHAT.** Utiliser la clause suivante dans les documents d'achat lorsque le client, qui n'est pas le Conseil national de recherches, demande l'exemption de droits de douanes pour des biens importés en vertu du code d'annexe 1760. Les biens doivent être destinés à l'enseignement, à la recherche ou à d'autres usages précis. Indiquer l'utilisation finale et le numéro d'autorisation du client.

**C2603D (30/10/96) Droits de douane**

Les biens décrits dans les présentes appartiennent à la catégorie ou au type énuméré dans le *Tarif des douanes*, Appendice II, code d'annexe 1760, et sont par conséquent exemptés des droits de douane. Les biens sont destinés à servir directement dans \_\_\_\_\_ par \_\_\_\_\_ (n° d'autorisation \_\_\_\_\_). L'entrepreneur certifie que les prix indiqués dans les présentes ne comprennent aucun montant au titre des droits de douane.

---

**C2603D (01/06/91) Droits de douane**

A partir du 30/10/96, cette clause est remplacée par C2603D.

---

**Remarques :** Utiliser la clause suivante dans les demandes de soumissions ou les contrats pour les services d'un non-résident lorsqu'il est prévu qu'un non-résident doit importer des outils, du matériel ou des pièces de rechange afin de fournir des services au Canada.

**C2604D (15/09/97) Droits de douane, taxes d'accise et TPS**

L'entrepreneur est responsable du dédouanement de tout outil, matériel ou pièce de rechange importé au Canada par ses propres employés ou par ceux d'un sous-traitant aux fins d'exécution du présent contrat



## C - Prix

---

---

et doit payer les droits de douane, les taxes d'accise et la taxe sur les produits et services ou la taxe de vente harmonisée fixés par les agents de douane.

---

---

**C2604D (30/10/96) Droits de douane, taxes d'accise et TPS**

A partir du 15/09/97, cette clause est remplacée par C2604D.

---

---

**Remarques :** Utiliser la clause suivante pour transiger directement avec des fournisseurs étrangers qui ne sont pas responsables des importations au Canada.

**C2605D (30/10/96) Droits de douane, taxe de vente - Canada**

Les droits de douane et les taxes de vente du Canada, lorsqu'ils s'appliquent, sont en sus du prix contractuel et à la charge du consignataire.

---

---

**C2605D (01/06/91) Droits de douane, TPS et taxes d'accise**

A partir du 30/01/96, cette clause est remplacée par C2605D.

---

---

**Remarques :** LE TEXTE DE CETTE CLAUSE DOIT FIGURER EN ENTIER DANS LES DOCUMENTS D'ACHAT.

**C2606D (01/06/91) Exemption droits de douane/taxe d'accise**

Les droits de douane et les taxes d'accise du Canada ne s'appliquent pas à ces articles. La catégorie dont ils font partie est exemptée de ces taxes en vertu du numéro tarifaire \_\_\_\_ du *Tarif des douanes*.

---

---

**Remarques :** LE TEXTE DE CETTE CLAUSE DOIT FIGURER EN ENTIER DANS LES DOCUMENTS D'ACHAT.

**C2607D (30/10/96) Exemption de douane, certificat**

Les certificats d'exemption des droits d'importation en vertu du numéro tarifaire \_\_\_\_ du *Tarif des douanes* devront être obtenus de \_\_\_\_\_. La demande devra être faite par écrit, porter la référence du contrat et fournir tous les détails sur le matériel et les quantités prévues.

---

---

## C - Prix

---

### **C2607D (01/06/91) Exemption de douane, certificat**

A partir du 30/10/96, cette clause est remplacée par C2607D.

---

**Remarques :** Utiliser la clause suivante dans les contrats et demandes de soumissions lorsque le ministère de la Défense nationale est l'importateur (les clauses D0035D ou D0038D peuvent s'appliquer).

### **C2608D (16/12/05) Documentation des douanes canadiennes**

#### **Généralités**

1. L'entrepreneur fournira deux (2) exemplaires de la facture des douanes canadiennes ou deux (2) exemplaires de la facture commerciale portant la mention « Pour les douanes seulement » pour tous les envois lorsque le ministère de la Défense nationale (MDN) est l'importateur.
2. En ce qui concerne les envois provenant des États-Unis ou du Mexique et qui sont d'origine américaine, mexicaine ou canadienne comme il est défini dans l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA), il faut en prouver l'origine. Cette preuve doit prendre la forme d'un certificat d'origine de l'ALENA pour les envois valant plus de 1 600 \$CAN ou d'une simple déclaration sur la facture pour les envois valant moins de 1 600 \$CAN. Dans les deux cas, le document doit porter une signature originale et renvoyer au numéro de contrat.

**NOTA :** Ce certificat n'est pas requis pour un envoi, quelle qu'en soit la valeur, lorsque la valeur totale du contrat dépasse 250 000 \$CAN.

3. Il est interdit de faire appel à un courtier en douane privé pour dédouaner la marchandise expédiée aux termes d'un contrat, à moins d'avoir obtenu préalablement l'autorisation du Directeur - Opérations de la chaîne d'approvisionnement / des douanes au Quartier général de la Défense nationale, téléphone : (613) 995-0834, télécopieur : (613) 992-9921.

#### **Documents à remplir**

4. Voici les renseignements qui doivent figurer sur la facture des douanes canadiennes ou la facture commerciale :
  - a) une description complète du matériel expédié, y compris le numéro tarifaire à l'exportation applicable, le code harmonisé ou, aux États-Unis, le numéro de l'Annexe B (« Schedule B Number »);
  - b) la valeur et les conditions de vente de chaque article (p. ex. vente, prêt, garantie, Incoterms 2000), y compris la valeur des réparations, les réparations aux termes d'une garantie et/ou les coûts de remplacement;
  - c) tous les numéros de contrat et les codes financiers doivent apparaître (utiliser la case 3 de la facture des douanes canadiennes);
  - d) le pays d'où proviennent les biens;
  - e) dans le cas où un certificat d'origine de l'ALENA a été produit, il faut confirmer à la case « Description » de la facture des douanes canadiennes ou de la facture commerciale qu'il a été rempli et annexé à la facture.

#### **Distribution des documents**

5. L'entrepreneur doit joindre les documents ci-après au contenant n° 1 de tous les envois (dans une enveloppe étanche), en indiquant « Documentation des douanes canadiennes » :

## C - Prix

---

- a) un (1) exemplaire de la facture des douanes canadiennes ou un (1) exemplaire de la facture commerciale, selon le cas;
  - b) un (1) exemplaire du certificat d'origine de l'ALENA (s'il y a lieu).
6. Il faudra joindre le deuxième exemplaire de chacun des formulaires susmentionnés aux documents d'expédition.
7. Lorsque le MDN commencera les envois conformément à la clause D0035D, il faudra fournir une copie des documents de douane à la personne-ressource pertinente, dont le nom figure à l'alinéa a) de la clause D0035D.
- 
- 

### **C2608D (10/12/04) Documentation des douanes canadiennes**

A partir du 16/12/05, cette clause est remplacée par C2608D.

---

---

### **C2609C (01/06/91) Documents de douane**

A partir du 01/05/96, cette clause est remplacée par C2608D.

---

---

**Remarques :** Utiliser la clause suivante dans les contrats et demandes de soumission pour les approvisionnements de défense lorsque le ministère de la Défense nationale est l'importateur, et que la valeur du contrat dépassera 250 000 \$CAN. Les agents de négociation des contrats devraient demander des prix avec les droits de douane indiqués séparément (les clauses D0035D ou D0038D peuvent s'appliquer).

### **C2610D (10/12/04) Droits de douane - défense**

1. Les marchandises fournies aux termes du contrat étant des approvisionnements de défense, une remise des droits de douane sur les importations au Canada peut être accordée en vertu du numéro tarifaire 9982.00.00, des annexes du Tarif des douanes.
  2. La remise des droits de douane payables peut être accordée selon le numéro tarifaire 9982.00.00 lorsque la valeur totale du contrat des approvisionnements de défense est de 250 000 \$CAN ou plus. Cette valeur comprend la valeur à l'importation des produits plus le droit qui serait applicable en l'absence du Tarif des douanes.
  3. C'est au ministère de la Défense nationale qu'incombe la responsabilité de veiller à la remise des droits de douane à l'importation ou au paiement de ces mêmes droits et de demander un remboursement à l'Agence des services frontaliers du Canada. Il lui incombe aussi de demander à Travaux publics et Services gouvernementaux Canada, en temps opportun, l'attestation exigée aux termes du Tarif des douanes.
- 
-

## C - Prix

---

---

### **C2610D (14/05/04) Droits de douane - défense**

A partir du 10/12/04, cette clause est remplacée par C2610D.

---

---

**Remarques :** Utiliser la clause suivante pour les contrats de la défense canadienne accordés directement à des entrepreneurs américains, pour des biens directement utilisés aux fins d'activités de défense.

**NOTA :** Un plafond d'acquisition de 25 000 \$US a été introduit aux règles du DPAS (Système américain régissant les priorités et les attributions en matière de défense). Il y est mentionné que pour les contrats en-dessous de cette valeur « l'utilisation d'une cote de priorité est optionnelle, pourvu que la livraison des articles requis puisse être effectuée dans des délais raisonnables sans l'utilisation d'une telle cote. »

Pour plus d'information, se référer à la procédure 6B.196 du *Guide des approvisionnements*.

### **C2800C (10/12/01) Cote de priorité**

Comme le Canada conduit des activités dans le cadre du Système américain régissant les priorités et les attributions en matière de défense, le présent contrat de défense peut porter une cote de priorité. L'agent des attributions centralisées et des priorités de défense de Travaux publics et des Services gouvernementaux Canada devra informer l'entrepreneur quant à la cote de priorité pertinente dans les soixante (60) jours suivant la signature du présent contrat.

---

---

### **C2800C (30/10/96) Cote de priorité**

A partir du 10/12/01, cette clause est remplacée par C2800C.

---

---

**Remarques :** Utiliser la clause suivante pour les contrats canadiens de défense accordés à des entrepreneurs canadiens pour la fourniture de biens directement utilisés aux fins d'activités de défense canadiennes.

**Remarque :** Un plafond d'acquisition de 25 000 \$US a été introduit aux règles du DPAS (Système américain régissant les priorités et les attributions en matière de défense). Il y est mentionné que pour les contrats en-dessous de cette valeur « l'utilisation d'une cote de priorité est optionnelle, pourvu que la livraison des articles requis puisse être effectuée dans des délais raisonnables sans l'utilisation d'une telle cote. »

Pour plus d'information, se référer à la procédure 6B.196 du *Guide des approvisionnements*.

### **C2801C (10/12/04) Cote de priorité - entrepreneur canadien**

1. Comme le présent contrat vise la satisfaction d'un besoin canadien en matière de défense, il peut porter une « cote de priorité des États-Unis », ce qui facilitera l'importation de matériel et de services des États-Unis qui pourraient être nécessaires à l'exécution des travaux. L'entrepreneur devra donc :

## C - Prix

---

- a) faire parvenir une demande à la Section des services d'attribution et des priorités de défense de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC), Gatineau (Québec) K1A 0S5, au cas où du matériel ou des services nécessaires à l'exécution des travaux devraient être importés des États-Unis;
  - b) inclure la présente clause dans les contrats de sous-traitance accordés à des fournisseurs canadiens et y indiquer le numéro de contrat de TPSGC.
2. À défaut de prendre les mesures ci-dessus, l'entrepreneur pourrait compromettre les engagements qu'il aura pris en matière de livraison. Par conséquent, l'entrepreneur assume l'entière responsabilité de tout bris de contrat résultant d'une telle négligence.
- 
- 

**C2801C (10/12/01) Cote de priorité, entrepreneur canadien**

A partir du 10/12/04, cette clause est remplacée par C2801C.

---

---

**C2900C (01/06/91) Impôt de 15 P. 100 retenu**

A partir du 15/12/95, cette clause est remplacée par C2900D.

---

---

**Remarques :** Utiliser la clause suivante pour les marchés de services conclus avec des entrepreneurs non-résidents lorsque les services sont exécutés au Canada. (Se référer à la procédure 6D.430 du *Guide des approvisionnements*).

**C2900D (01/12/00) Retenue d'impôt de 15 p. 100**

L'entrepreneur convient que, en vertu des dispositions de la *Loi de l'impôt sur le revenu*, le Canada est habilité à retenir 15 p. 100 du prix à payer à l'entrepreneur, si celui-ci est un entrepreneur non-résident, tel que défini dans la loi susmentionnée. Ce montant sera conservé dans un compte pour tout impôt à payer exigible par le Canada.

---

---

**C2900D (03/02/97) Retenue d'impôt de 15 p. 100**

A partir du 01/12/00, cette clause est remplacée par C2900D.

---

---

## C - Prix

---

---

**Remarques :** Utiliser la clause suivante dans les demandes de soumissions lorsque les produits sont destinés à l'exportation. Utiliser la clause C2001C dans le contrat.

**C2901T (14/05/04) Taxes et droits de douane, modifications**

Comme ces produits sont destinés à l'exportation, le soumissionnaire atteste que le prix indiqué dans les présentes ne comprend aucun montant représentant les taxes ou les droits de douane remboursables payés au moment de l'importation des matières, pièces et composants qui sont incorporés à ces produits.

Le Canada fournira un certificat de drawback qui autorisera l'entrepreneur à demander un drawback des droits de douane à l'Agence du revenu du Canada.

---

---

**C2901T (12/05/00) Taxes et droits de douane, modifications**

A partir du 14/05/04, cette clause est remplacée par C2901T.

---

---

**C2902C (15/06/98) Droits/taux d'imposition - modifications**

Cette clause est annulée à partir du 14/05/04.

---

---

**C2902C (01/06/91) Droits/taux d'imposition - modifications**

A partir du 15/06/98, cette clause est remplacée par C2902C.

---

---

**C3000T (01/06/91) Taux de change - fluctuations**

Cette clause est annulée à partir du 01/08/92.

---

---

**C3001T (01/06/91) Taux de change - ajustement**

Cette clause est annulée à partir du 01/08/92.

---

---

## C - Prix

---

---

**C3002C (01/06/91) Fluctuations du taux de change**

Cette clause est annulée à partir du 01/08/92.

---

---

**C3003C (01/06/91) Taux de change - fluctuations**

Cette clause est annulée à partir du 01/08/92.

---

---

**C3004C (01/06/91) Taux de change - fluctuations**

Cette clause est annulée à partir du 01/08/92.

---

---

**C3005C (01/06/91) Taux de change - fluctuations**

Cette clause est annulée à partir du 01/08/92.

---

---

**C3006D (01/06/91) Taux de change - fluctuations**

Cette clause est annulée à partir du 01/08/92.

---

---

**C3007C (01/06/91) Taux de change**

Cette clause est annulée à partir du 01/08/92.

---

---

## C - Prix

---

**Remarques :** Utiliser la clause suivante dans les demandes de soumissions lorsque les fluctuations du taux de change ou les paiements en monnaie étrangère peuvent poser un problème, par exemple : le prix de la soumission va probablement comprendre un montant important en monnaie étrangère, les soumissions des fournisseurs étrangers sont reçues en monnaie étrangère ou la volatilité des taux de change peut représenter un sérieux obstacle à la concurrence. On ne doit pas utiliser cette clause dans les contrats à frais remboursables.

### **C3010T (16/12/05) Fluctuation du taux de change**

1. Sauf indication contraire, les soumissions doivent être établies en dollars canadiens.
2. Le soumissionnaire peut demander au Canada d'assumer le risque de fluctuation du taux de change. Il doit en faire explicitement la demande au moment de présenter sa soumission.
3. Le montant en monnaie étrangère est la composante du prix qui varie directement en fonction des fluctuations du taux de change. Il peut comprendre le prix net FOB à l'usine du fabricant étranger, les coûts liés aux droits, à la taxe d'accise, à la taxe sur les produits et services ou à la taxe de vente harmonisée applicables, les droits d'entrée, les frais de transport ou de livraison payables en devises étrangères, ainsi que tous les autres frais incombant à l'importateur enregistré, si les produits proviennent de l'étranger et doivent être payés en devises étrangères.
4. Le montant, en devises étrangères, de la partie du prix négocié ou de la soumission exprimée en monnaie étrangère **doit être indiqué dans la soumission et, dans tous les cas, doit être précisé avant l'attribution du contrat.** On peut utiliser, à cette fin, le formulaire PWGSC-TPSGC 9411, Demande de rajustement du taux de change (<http://www.tpsgc.gc.ca/approvisionnements/text/forms/forms-f.html>). Si des paiements d'étape sont envisagés, alors on recommande d'indiquer sur le formulaire PWGSC-TPSGC 9411, le montant en monnaie étrangère pour chacune des étapes.
5. Toutes les soumissions sont évaluées en dollars canadiens. Par conséquent, aux fins de l'évaluation, le taux de la Banque du Canada en vigueur à la date limite de présentation des soumissions ou toute autre date indiquée dans la demande de soumissions, sera utilisé comme facteur de conversion initial de la devise en cause. (L'autorité contractante de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada doit remplir la colonne 3 du formulaire PWGSC-TPSGC 9411.)
6. Aux fins de la présente disposition sur le rajustement du taux de change, les taux proposés par les soumissionnaires ne seront pas acceptés.
7. S'il y a deux (2) soumissions identiques, et à condition que la soumission retenue soit toujours considérée comme la solution la plus avantageuse pour le Canada, on choisira le soumissionnaire qui assume la totalité ou une partie des risques liés au rajustement du taux de change, plutôt que celui qui n'assume pas ces risques. De même, on choisira le soumissionnaire qui assume tous les risques de préférence à celui qui n'en assume qu'une partie.
8. Le Canada versera les montants découlant des rajustements du taux de change en monnaie canadienne, en se fondant sur le taux en vigueur à la date du paiement effectué par le gouvernement sur l'une ou l'autre des clauses suivantes : C3015C; C3020C; C3025C ou ; C3030C.

---

---

### **C3010T (13/12/02) Fluctuation du taux de change**

A partir du 16/12/05, cette clause est remplacée par C3010T.

---

---



## C - Prix

---

**Remarques** : Utiliser la clause suivante lorsque la fluctuation du taux de change n'est pas prise en considération. Les agents de négociation des contrats doivent se servir de cette clause uniquement lorsque la clause C3010T, Fluctuation du taux de change, n'est pas utilisée.

**Nota** : Pour de plus amples renseignements, consulter la procédure 6C.313, Fluctuations des taux de change, dans le *Guide des approvisionnements*.

### **C3011T (01/12/00) Fluctuation du taux de change**

Le présent projet de marché ne prévoit aucune protection relative à la fluctuation du taux de change. Aucune demande de protection contre la fluctuation du taux de change ne sera prise en considération. Toute soumission incluant une disposition en ce sens sera jugée irrecevable.

---

### **C3011T (01/05/96) Fluctuation du taux de change**

A partir du 01/12/00, cette clause est remplacée par C3011T.

---

**Remarques** : Utiliser la clause suivante dans les contrats à prix ferme comportant une disposition relative aux fluctuations du taux de change, lorsque la méthode de paiement prévoit un paiement dans les 30 jours et la livraison FOB à un endroit situé au Canada.

### **C3015C (16/12/05) Taux de change/Paiement sur livraison**

1. Le prix en dollars canadiens comprend le montant en monnaie étrangère pour les biens ou les services provenant de l'extérieur du Canada, tels qu'ils sont précisés sur le formulaire PWGSC-TPSGC 9411, Demande de rajustement du taux de change (<http://www.tpsgc.gc.ca/approvisionnement/text/forms/forms-f.html>), qui est joint à la présente et fait partie du présent contrat.
  2. Le prix peut faire l'objet d'un rajustement fondé sur le taux de change en vigueur et appliqué par l'Agence des services frontaliers du Canada (ASFC) à la date d'importation, mais seulement pour le montant en monnaie étrangère indiqué sur le formulaire PWGSC-TPSGC 9411.
  3. Aucun rajustement de prix résultant directement de l'application des dispositions de la présente clause ne sera effectué si les augmentations ou les diminutions du taux de change sont de l'ordre de plus ou moins 2 % du(des) taux de change mentionné(s) ci-dessus, ou équivalent à plus ou moins 100 \$ du montant total cumulatif demandé en guise de rajustement du taux de change en vertu du contrat.
  4. Sur chaque facture présentée dans le cadre du contrat, l'entrepreneur doit indiquer, de façon distincte, le montant découlant du rajustement du taux de change (à la hausse, à la baisse ou stable). En outre, il devra joindre à la facture une copie du formulaire E29B, Permis d'admission temporaire, de l'ASFC, pour les produits importés.
  5. Le Ministre pourra vérifier toute révision de coûts et prix en vertu de la présente clause.
-

## C - Prix

---

### **C3015C (14/05/04) Taux de change/Paiement sur livraison**

A partir du 16/12/05, cette clause est remplacée par C3015C.

---

**Remarques :** Utiliser la clause suivante dans les contrats à prix ferme sujets à un rajustement du taux de change, si l'on prévoit effectuer des paiements d'étape et si les biens et services provenant d'une source d'approvisionnement étrangère sont payables FOB à l'usine étrangère au moment de la livraison ou de la prestation. On recommande d'indiquer sur le formulaire PWGSC-TPSGC 9411, Demande de rajustement du taux de change, le montant en monnaie étrangère pour chacune des étapes et chacun des paiements.

### **C3020C (16/12/05) Taux de change/Paiements d'étape**

1. Le prix en dollars canadiens comprend le montant en monnaie étrangère pour les biens et les services provenant de l'extérieur du Canada, tels qu'ils sont précisés sur le formulaire PWGSC-TPSGC 9411, Demande de rajustement du taux de change, (<http://www.tpsgc.gc.ca/approvisionnements/text/forms/forms-f.html>) qui est joint à la présente et fait partie du présent contrat. Si une ou plusieurs étapes comporte(nt) un montant en monnaie étrangère qui devient payable au terme de l'étape, il faut remplir pour chacune de ces étapes un formulaire PWGSC-TPSGC 9411 distinct et le joindre à la facture.
  2. Si une étape comporte l'importation de biens au Canada, le taux de change utilisé pour calculer le rajustement sera celui appliqué par l'Agence des services frontaliers du Canada (ASFC) à la date de l'importation. Dans le cas d'une étape qui ne comporte pas l'importation de biens, mais qui comprend un montant en monnaie étrangère, le taux de change utilisé pour calculer le rajustement sera le taux de change de la Banque du Canada en vigueur à midi, à la date à laquelle le paiement d'étape devient exigible.
  3. Aucun rajustement de prix résultant directement de l'application des dispositions de la présente clause ne sera effectué si les augmentations ou les diminutions du taux de change sont de l'ordre de plus ou moins 2 % du(des) taux de change mentionné(s) ci-dessus, ou équivalent à plus ou moins 100 \$ du montant total cumulatif demandé en guise de rajustement du taux de change en vertu du contrat.
  4. Sur chaque facture (ou formulaire de réclamation d'étape) présentée dans le cadre du contrat, l'entrepreneur doit indiquer, de façon distincte, le montant découlant du rajustement du taux de change (à la hausse, à la baisse ou stable). Si des biens sont livrés, il doit joindre à la facture (ou au formulaire de demande de paiement d'étape) une copie du formulaire E29B, Permis d'admission temporaire, de l'ASFC. Si les biens n'ont pas été importés, l'entrepreneur doit prouver, à la satisfaction du Ministre, que le montant demandé doit être payé en devises étrangères par l'entrepreneur.
  5. Le Ministre pourra vérifier toute révision de coûts et prix en vertu de la présente clause.
- 

### **C3020C (14/05/04) Taux de change/Paiements d'étape**

A partir du 16/12/05, cette clause est remplacée par C3020C.

---

## C - Prix

---

**Remarques :** Utiliser la clause suivante dans les contrats dont la base de paiement utilisée pour le rajustement du taux de change est fondée sur les « **frais réellement engagés** ». Le paiement peut se faire selon l'un des modes suivants : paiement sur livraison, paiement d'étape ou demande et versement d'acompte. Une condition essentielle à cette clause est que l'entrepreneur doit fournir une preuve de paiement lorsqu'il présente au Canada une demande de rajustement du taux de change.

---

**C3025C (01/12/92) Taux de change/Frais réels**

1. Le prix doit être rajusté à la hausse ou à la baisse en fonction des frais réellement engagés, calculés selon le taux réel obtenu par l'entrepreneur au moment du versement de la somme due au sous-traitant ou au fournisseur étranger pour le produit en question.
2. Sur chaque facture (ou formule de demande d'acompte) présentée dans le cadre du contrat, l'entrepreneur doit indiquer, de façon distincte, le montant des devises étrangères ou le montant découlant du rajustement du taux de change (taux à la hausse, à la baisse ou stable). Il doit aussi fournir la preuve qu'il a payé les articles inclus dans le montant facturé.
3. Le Ministre pourra vérifier toute révision de coûts en vertu de la présente clause.

---

**C3025C (01/08/92) Frais réellement engagés**

A partir du 01/12/92, cette clause est remplacée par C3025C.

---

**Remarques :** Utiliser la clause suivante dans les contrats à prix ferme sujets à des fluctuations du taux de change, lorsque la modalité de paiement prévoit des paiements partiels correspondant aux « **frais engagés** » seulement et si un montant en monnaie étrangère a été payé par l'entrepreneur.

---

**C3030C (16/12/05) Taux de change/réclamation de paiement partiel**

1. Le prix en dollars canadiens comprend le montant en monnaie étrangère pour les biens ou les services provenant de l'extérieur du Canada, tels qu'ils sont indiqués sur le formulaire PWGSC-TPSGC 9411, Demande de rajustement du taux de change, (<http://www.tpsgc.gc.ca/approvisionnements/text/forms/forms-f.html>) qui est joint à la présente et qui fait partie intégrante du présent contrat.
2. Le prix doit être rajusté à la hausse ou à la baisse en fonction des frais réellement engagés, calculés selon le taux réel obtenu par l'entrepreneur au moment du versement de la somme due au sous-traitant ou au fournisseur étranger pour le bien en question.
3. Sur chaque formulaire de réclamation de paiement partiel présenté dans le cadre du contrat, l'entrepreneur doit indiquer, de façon distincte, le montant des devises étrangères ou le montant découlant du rajustement du taux de change (taux à la hausse, à la baisse ou stable). Il doit aussi fournir la preuve qu'il a payé le sous-traitant ou le fournisseur pour les biens inclus dans le montant réclamé.
4. Le Ministre pourra vérifier toute révision de coûts en vertu de la présente clause.

## C - Prix

---

**C3030C (13/12/02) Taux de change/Demande d'acompte**

A partir du 16/12/05, cette clause est remplacée par C3030C.

---

**C3500C (01/06/91) Echelle mobile, main-d'oeuvre, matériaux**

Cette clause est annulée à partir du 30/10/96.

---

**Remarques : LE TEXTE DE CETTE CLAUSE DOIT FIGURER EN ENTIER DANS LES DOCUMENTS D'ACHAT.**

**C3501D (01/06/91) Ajustements des prix**

1. Les prix nets indiqués dans la présente pourront faire l'objet d'une majoration ou d'une diminution, selon les changements survenus après le \_\_\_\_\_, dans les coûts des éléments suivants :
    - a) Les changements attribuables aux augmentations des produits découlant directement d'une augmentation de prix imposée par le producteur de pétrole à la source du produit. Toutes les augmentations devront être justifiées par une copie de l'avis d'augmentation envoyé au fournisseur par le producteur de pétrole.
    - b) L'imposition d'innovations ou de changements relatifs aux prélèvements, aux tarifs ou aux droits de quelque nature que ce soit, applicables à tout produit autorisé, ordonné ou convenu après le \_\_\_\_\_ par le gouvernement du Canada ou tout gouvernement provincial, ou par tout organisme gouvernemental de réglementation.
- 

**C3502D (01/05/96) Echelle mobile pour les fabricants**

1. Le prix du papier stipulé dans ce contrat est susceptible de fluctuation, selon les modalités suivantes, dans l'éventualité où la liste de prix publiée par l'entrepreneur varie entre la date d'adjudication de ce contrat et la date de la première livraison.
  2. Dans l'éventualité où l'entrepreneur prévoirait une telle fluctuation, il devra fournir à l'autorité contractante un avis écrit à cet effet accompagné d'une copie de sa proposition de tarifs publics, au moins vingt (20) jours avant la première livraison.
  3. Le Canada a pleins pouvoirs d'accepter ou de refuser le changement de prix proposé. Un refus implique que ce contrat est automatiquement annulé «ab initio» (rétroactivement, comme s'il n'avait jamais existé), sans frais ni responsabilité pour aucune des parties. Le Canada rendra sa décision par écrit et la fera parvenir à l'entrepreneur dans les dix (10) jours suivant la réception de l'avis de ce dernier concernant la fluctuation des prix, peu importe qu'une partie ou la totalité du papier ait déjà été livrée. En cas de refus, et si une partie du papier a été livrée, toute quantité non utilisée sera retournée à l'entrepreneur, aux frais du Canada et toute quantité utilisée sera payée selon le nouveau tarif publié.
  4. L'acceptation de la fluctuation de prix sera authentifiée par une modification au contrat. Jusqu'à ce qu'une telle modification soit rendue publique, les prix ne doivent pas être facturés à un taux différent de celui mentionné au contrat.
-

## C - Prix

---

---

---

---

**C3503D (01/05/96) Echelle mobile pour les distributeurs**

1. Sous réserve des dispositions suivantes, une portion du prix est susceptible d'augmenter ou de diminuer, en fonction des fluctuations dans les prix du papier, entre la date à laquelle l'entrepreneur a présenté sa soumission et la date de première livraison du papier.
2. Dans l'éventualité d'une variation du coût du papier, l'entrepreneur fera parvenir, dans les dix (10) jours de la date de première livraison du papier, un avis d'augmentation ou de diminution du prix du papier utilisé pour ce contrat. L'avis devra montrer la fluctuation du prix du papier, tel que publié par au moins trois (3) fabricants canadiens de papier.
3. Le Canada a pleins pouvoirs d'accepter ou refuser le changement de prix proposé. Un refus signifie que ce contrat est automatiquement annulé «ab initio» (rétroactivement, comme s'il n'avait jamais existé), sans frais ni responsabilité pour aucune des parties. Le Canada rendra sa décision par écrit et la fera parvenir à l'entrepreneur dans les dix (10) jours suivant la réception de l'avis de ce dernier concernant la fluctuation des prix, peu importe qu'une partie ou la totalité du papier ait déjà été livrée. Toute quantité non utilisée sera retournée à l'entrepreneur, aux frais du Canada, et toute quantité utilisée sera payée selon le nouveau tarif publié.
4. L'acceptation de la fluctuation de prix sera authentifiée par une modification au contrat. Jusqu'à ce qu'une telle modification soit rendue publique, les prix ne doivent pas être facturés à un taux différent de celui mentionné au contrat.

---

---

**Remarques :** Utiliser la clause suivante lors des achats de métaux où les prix ne sont pas fermes à cause de la fluctuation des prix de base.

**C3600C (01/06/91) Echelle mobile, métaux**

Les prix spécifiés ont été calculés d'après les prix de base du jour plus des suppléments et ils sont sujets à révision pour les adapter aux prix de base en cours au moment des livraisons prévues au présent contrat; étant entendu toutefois que l'entrepreneur ne peut facturer à d'autres prix que ceux spécifiés aussi longtemps qu'une révision des prix proposés n'a pas été approuvée par le Ministre et tant que le présent contrat n'aura été modifié en conséquence.

---

---

**C3601D (01/06/91) Echelle mobile**

Les prix pourront être changés pour tenir compte des prix de gros minimums fixés pour le lait par la législation provinciale.

---

---

**C3602D (01/06/91) Echelle mobile**

Le prix indiqué aux présentes devra être modifié afin de tenir compte de toute augmentation ou diminution des prix de soutien du beurre décidée par la Commission canadienne du lait après la date de clôture de la soumission.

## C - Prix

---

### C3603D (30/10/96) Echelle mobile

Advenant une augmentation ou une diminution d'un prix suite à une activité réglementaire de la Commission canadienne du blé ou de la Commission ontarienne de commercialisation, la présente entente sera révisée de façon à refléter le coût exact de la modification à la date ou aux dates respectives de livraison. Le fournisseur ne doit pas envoyer de facture indiquant des prix autres que ceux qui sont indiqués dans la présente entente, à moins que la révision des prix proposée ne soit approuvée par l'autorité contractante et que la présente entente ne soit modifiée en conséquence.

---

### C3603D (01/06/91) Echelle mobile

A partir du 30/10/96, cette clause est remplacée par C3603D.

---

### C3900T (01/06/91) Prix, avis de changement

A partir du 01/12/92, cette clause est remplacée par M3010T.

---

**Remarques : LE TEXTE DE CETTE CLAUSE DOIT FIGURER EN ENTIER DANS LES DOCUMENTS D'ACHAT.** Utiliser la clause suivante dans les contrats lorsque les frais de déplacement et de subsistance ainsi que les profits, déterminés conformément à la politique ministérielle sur la marge bénéficiaire, doivent être directement imputés au contrat. Consulter l'annexe 10.1.4, Communiqué d'interprétation des coûts-Numéro 04, Frais de déplacement, du *Guide des approvisionnements*.

Lorsque nécessaire les clauses qui utilisent les frais de subsistance recouverts selon un taux quotidien ou une méthode d'établissement de prix ferme doivent être modifiées en conséquence.

### C4000C (10/12/04) Frais de déplacement et de subsistance

1. L'entrepreneur sera remboursé pour les frais autorisés de déplacement et de subsistance raisonnablement et correctement engagés par le personnel participant directement à l'exécution des travaux, au prix coûtant, calculés conformément aux Principes des coûts contractuels 1031-2.

De plus, les indemnités suivantes seront versées aux taux indiqués : **(supprimer ou remplir les blancs s'il y a lieu)** :

Frais administratifs généraux : \_\_\_\_\_ p. 100.

Profit sur les frais de déplacement et de subsistance ainsi que les frais administratifs généraux : \_\_\_\_\_ p. 100

2. Tous les paiements peuvent faire l'objet d'une vérification du gouvernement.
-

## C - Prix

---

---

### **C4000C (30/10/96) Frais de déplacement et de subsistance**

A partir du 10/12/04, cette clause est remplacée par C4000C.

---

---

**Remarques :** Utiliser la clause suivante dans les contrats lorsque les frais de déplacement et de subsistance au prix coûtant (sans aucune indemnité supplémentaire pour les frais généraux ou les profits) doivent être directement imputés au contrat. Consulter l'annexe 10.1.4, Communiqué d'interprétation des coûts - Numéro 04, Frais de déplacement, du *Guide des approvisionnements*.

Lorsque nécessaire les clauses qui utilisent les frais de subsistance recouverts selon un taux quotidien ou une méthode d'établissement de prix ferme sont modifiées en conséquence.

### **C4001C (10/12/04) Frais de déplacement et de subsistance**

L'entrepreneur sera remboursé pour les frais autorisés de déplacement et de subsistance raisonnablement et correctement engagés par le personnel participant directement à l'exécution des travaux, au prix coûtant, calculés conformément aux Principes des coûts contractuels 1031-2, sans aucune indemnité supplémentaire pour les frais généraux ou les profits. Tous les paiements peuvent faire l'objet d'une vérification du gouvernement.

---

---

### **C4001C (30/10/96) Frais de déplacement et de subsistance**

A partir du 10/12/04, cette clause est remplacée par C4001C.

---

---

**Remarques : LE TEXTE DE CETTE CLAUSE DOIT FIGURER EN ENTIER DANS LES DOCUMENTS D'ACHAT.** Utilisez la clause suivante dans les contrats lorsqu'un programme précis de déplacement et de subsistance n'est pas inclus dans l'énoncé des travaux.

### **C4002C (30/10/96) Frais de déplacement et de subsistance**

Tous les déplacements à l'extérieur d'un rayon de \_\_\_\_ kilomètres de la région immédiate doivent d'abord être approuvés par le responsable technique désigné aux présentes.

---

---

### **C4002C (01/06/91) Déplacement et subsistance**

A partir du 30/10/96, cette clause est remplacée par C4002C.

---

---

## C - Prix

---

---

### **C4003D (01/06/91) Frais de déplacement et de subsistance**

Cette clause est annulée à partir du 30/10/96.

---

---

**Remarques :** Utiliser la clause suivante dans les contrats du ministère de la Défense nationale de type détachement mobile de réparation et d'entretien, lorsque des services de transport et de logement sont à la disposition de l'entrepreneur. Voir l'annexe 10.1.4 dans le *Guide des approvisionnements*, COMMUNIQUÉ D'INTERPRÉTATION DES COÛTS - Numéro 04, Frais de déplacement.

### **C4004C (30/10/96) Frais de déplacement et de subsistance**

Lorsque le personnel de l'entrepreneur désire utiliser les services de transport, de mess et de logement appartenant au Canada au cours de l'exécution des travaux, le commandant de la base militaire renseignera, sur demande, l'entrepreneur sur la possibilité d'utiliser ces services ou installations. Tous les frais engagés par l'entrepreneur pour l'utilisation de ces services ou installations, plus tous les faux-frais engagés, seront payables en vertu du présent contrat ainsi que des indemnités pour les frais généraux d'administration et la marge bénéficiaire, aux taux spécifiés dans le contrat.

---

---

### **C4004C (01/06/91) Déplacement et subsistance - frais**

A partir du 30/10/96, cette clause est remplacée par C4004C.

---

---

**Remarques : LE TEXTE DE CETTE CLAUSE DOIT FIGURER EN ENTIER DANS LES DOCUMENTS D'ACHAT.** Utiliser la clause suivante dans les contrats lorsque la directive du Conseil du Trésor sur les voyages sera utilisée et que des frais généraux ou un profit s'appliquant aux frais de voyage ne seront pas admis.

### **C4005C (10/12/04) Frais de déplacement et de subsistance**

L'entrepreneur sera remboursé les frais autorisés de déplacement et de subsistance raisonnablement et convenablement engagés dans l'exécution des travaux, au prix coûtant, sans aucune indemnité supplémentaire pour les frais généraux ou la marge bénéficiaire, conformément aux indemnités relatives à l'utilisation d'un véhicule privé, aux repas et aux faux frais qui sont précisées aux appendices B, C et D de la Directive du Conseil du Trésor sur les voyages (<http://www.tbs-sct.gc.ca/hr-rh/gtla-vqcl/>), et selon les autres dispositions de la Directive qui se rapportent aux « voyageurs » plutôt que celles qui se rapportent aux « employés ».

Coût estimatif : \_\_\_\_\_.

Tous les paiements sont assujettis à une vérification par le gouvernement.

Tout déplacement doit être approuvé au préalable par le \_\_\_\_\_ (*Insérer le nom de l'autorité applicable*).

---

---



## C - Prix

---

---

**C4005C**      (12/12/03)      Frais de déplacement et de subsistance

---

---

**C4007C**      (31/01/92)      Frais direct

Cette clause est annulée à partir du 30/10/96.

---

---

**C4008D**      (31/01/92)      Frais direct

Cette clause est annulée à partir du 30/10/96.

---

---

**C4009C**      (31/01/92)      Frais directs

Cette clause est annulée à partir du 30/10/96.

---

---

**C5000D**      (01/06/91)      Conteneur - coût

A partir du 30/10/96, cette clause est remplacée par C5002D.

---

---

**Remarques : LE TEXTE DE CETTE CLAUSE DOIT FIGURER EN ENTIER DANS LES DOCUMENTS D'ACHAT.** Utiliser la clause suivante pour les achats de fils métalliques et de câbles lorsque des dévidoirs et des lattis sont requis.

**C5001D**      (30/10/96)      Dévidoirs et lattis - coût

1. Un dépôt doit être payé pour les dévidoirs et les lattis lorsque le matériel a été payé. Ces dépôts sont :  

|             |          |                      |
|-------------|----------|----------------------|
| Dévidoirs : | _____ \$ | Types/Grandeur _____ |
| Lattis :    | _____ \$ | Types/Grandeur _____ |
2. Le dépôt est remboursable au complet pour les dévidoirs et les lattis renvoyés en bon état à l'usine, port payé d'avance, dans les douze (12) mois qui suivent la date d'envoi.

## C - Prix

---

3. Pour chaque mois dépassant la période de douze (12) mois, jusqu'au 22<sup>e</sup> inclusivement, une retenue de 5 p. 100 par mois sera faite sur le montant du dépôt, à condition que le dévidoir ou le lattis soit renvoyé en bon état à l'usine, port payé d'avance.
  4. Après le 22<sup>e</sup> mois, une remise de 50 p. 100 du dépôt sera accordée pour un dévidoir ou un lattis retourné en bon état, port payé d'avance.
- 
- 

### **C5001D (01/06/91) Dévidoirs et lattis - coût**

A partir du 30/10/96, cette clause est remplacée par C5001D.

---

---

**Remarques : LE TEXTE DE CETTE CLAUSE DOIT FIGURER EN ENTIER DANS LES DOCUMENTS D'ACHAT.**

### **C5002D (01/06/91) Conteneurs, frais pour**

Des frais additionnels de \_\_\_\_\_ \$ seront exigés pour les \_\_\_\_\_. Un crédit du plein montant devra être accordé pour chaque \_\_\_\_\_ retourné port payé en bon état à : \_\_\_\_\_.

---

---

**Remarques : LE TEXTE DE CETTE CLAUSE DOIT FIGURER EN ENTIER DANS LES DOCUMENTS D'ACHAT.**

### **C5003D (30/10/96) Fûts, frais pour**

Pour les fûts (205 litres), un montant supplémentaire de \_\_\_\_\_ \$ sera perçu pour ceux qui sont légers et de \_\_\_\_\_ \$ pour ceux qui sont lourds. Un crédit du plein montant est accordé pour chaque fût renvoyé en bon état, port payé d'avance à : \_\_\_\_\_.

---

---

### **C5003D (01/06/91) Conteneurs, frais pour**

A partir du 30/10/96, cette clause est remplacée par C5003D.

---

---

### **C5100D (01/06/91) Transports**

Cette clause est annulée à partir du 30/10/96.

---

---

## C - Prix

---

---

**Remarques : LE TEXTE DE CETTE CLAUSE DOIT FIGURER EN ENTIER DANS LES DOCUMENTS D'ACHAT.**

**C5101D (30/10/96) Bouteilles, frais pour**

Les bouteilles appartenant à l'entrepreneur sont prêtées, gratuitement, pour une période de trente (30) jours. Par la suite, des frais de \_\_\_\_\_ \$ par bouteille par jour seront exigés. Les bouteilles doivent être retournées à l'entrepôt de l'entrepreneur le plus près, tous frais de transport payés.

---

---

**C5101D (01/06/91) Frais de surestaries**

A partir du 30/10/96, cette clause est remplacée par C5101D.

---

---

**Remarques : LE TEXTE DE CETTE CLAUSE DOIT FIGURER EN ENTIER DANS LES DOCUMENTS D'ACHAT.**

**C5102D (01/06/91) Cylindres, perte de**

1. Dans le cas de perte ou de dommage irréparable à un cylindre, sa valeur devra être établie comme suit :
    - a) cylindres de 6 mètres cubes (200 pieds cubes) et PLUS : \_\_\_\_\_ \$ le cylindre.
    - b) cylindres de MOINS de 6 mètres cubes (200 pieds cubes) et de PLUS 2,77 mètres cubes (100 pieds cubes) : \_\_\_\_\_ \$ le cylindre.
    - c) cylindres de MOINS de 2,77 mètres cubes (100 pieds cubes) : \_\_\_\_\_ \$ le cylindre.
- 
- 

**C5103D (30/10/96) Frais de surestarie**

L'entrepreneur devra payer tous les frais de surestarie attribuables à ses activités ou à ses omissions; ces frais ne pourront être imputés au Canada.

---

---

**C5103D (01/06/91) Frais de surestarie**

A partir du 30/10/96, cette clause est remplacée par C5103D.

---

---

## C - Prix

---

**Remarques : LE TEXTE DE CETTE CLAUSE DOIT FIGURER EN ENTIER DANS LES DOCUMENTS D'ACHAT.** Ne pas utiliser la clause suivante pour les contrats du ministère de la Défense nationale comportant des modalités FCA franco transporteur (... lieu convenu) des Incoterms 2000.

Utiliser la clause suivante si la clause C5200T a été utilisée et si les instructions d'expédition qui ont été fournies par la Direction de la gestion des transports étaient différentes de celles proposées et inscrites par l'entrepreneur (les clauses D4000C ou D4001C peuvent s'appliquer).

---

---

**C5200C (10/12/04) Frais de transport**

La marchandise doit être expédiée payée d'avance via \_\_\_\_\_ y compris tous les frais de livraison à \_\_\_\_\_. Les frais de transport, payés d'avance, doivent être inscrits séparément sur la facture, avec, à l'appui, une copie certifiée de la facture de transport acquittée.

---

---

**C5200C (12/12/03) Frais de transport**

A partir du 10/12/04, cette clause est remplacée par C5200C.

**Remarques :** Ne pas utiliser la clause suivante pour les demandes de soumission du ministère de la Défense nationale.

Utiliser la clause suivante lorsque les frais de transport doivent être soumis à la Direction de la gestion des transports (DGT) du Secteur des programmes nationaux, pour analyse. Pour savoir quand ces frais doivent être soumis à la DGT, et pour prendre connaissance de la liste des exceptions, consulter la procédure 6E.621 du *Guide des approvisionnements*; pour de plus amples renseignements sur les dispositions obligatoires relatives à l'information sur les frais de transport, consulter la procédure 7D.409 (les clauses D4000C ou D4001C peuvent s'appliquer).

---

---

**C5200T (10/12/04) Frais de transport - information**

Le soumissionnaire fournira l'information suivante sur les frais de transport qui pourraient être engagés soit par le Canada ou l'entrepreneur lors de la livraison des unités à destination :

- a) poids à l'expédition, par unité;
- b) nombre d'articles par unité;
- c) cubage par unité;
- d) catégorie de marchandise;
- e) lieu d'expédition;
- f) nom du transporteur ferroviaire, si l'expédition est par chemin de fer;
- g) mode d'expédition recommandé et coût afférent.

---

---

**C5200T (12/12/03) Frais de transport - information**

A partir du 10/12/04, cette clause est remplacée par C5200T.

## C - Prix

---

---

**Remarques :** Ne pas utiliser la clause suivante pour les contrats du ministère de la Défense nationale comportant des modalités FCA franco transporteur (... lieu convenu) des Incoterms 2000.

Utiliser la clause suivante lorsque l'entrepreneur doit payer d'avance les frais de transport et que la clause C5200C n'est pas utilisée. (La clause D4000C peut s'appliquer.)

**C5201C (10/12/04) Frais de transport payés d'avance**

Les frais de transport doivent être payés d'avance par l'entrepreneur et doivent être inscrits séparément sur la facture, avec, à l'appui, une copie certifiée de la facture de transport acquittée.

---

---

**C5201C (12/12/03) Frais de transport payée d'avance**

A partir du 10/12/04, cette clause est remplacée par C5201C.

---

---

**C5202D (01/06/91) Transport, frais de**

Cette clause est annulée à partir du 30/10/96.

---

---

**Remarques :** Utiliser la clause suivante dans les documents contractuels lorsque les travaux comprennent des services de transport.

**C5205C (13/12/02) Taux de transport**

1. L'entrepreneur accepte de payer à ses sous-traitants, pour tous les services de transport requis dans le cadre de ce contrat, les taux minimums ou maximums de transport établis par le gouvernement provincial ou territorial compétent dans le secteur géographique où se dérouleront les travaux, la majorité des travaux ou l'élément le plus considérable des travaux. L'entrepreneur accepte de faire l'objet d'une vérification par l'autorité provinciale ou territoriale compétente.
  2. Si une telle vérification révèle que l'entrepreneur ne respecte pas cette exigence, il est convenu que le gouvernement pourra imposer des sanctions à l'entrepreneur.
- 
- 

**C5205C (12/05/00) Taux de transport**

A partir du 13/12/02, cette clause est remplacée par C5205C.

---

---

## C - Prix

---

**Remarques :** Utiliser la clause suivante dans les documents de demande de soumission lorsque les travaux comprennent des services de transport ou qu'une échelle des justes salaires fédérale est comprise dans le contrat, ou les deux.

### **C5205T (13/12/02) Taux de transport et(ou) échelle des justes salaires**

1. Les soumissionnaires doivent respecter la Politique en matière de taux de transport ainsi que le Règlement sur les justes salaires et les heures de travail du gouvernement fédéral lorsque le contrat subséquent comprendra des services de transport par camion ou une échelle des justes salaires fédérale.
2. Le soumissionnaire atteste qu'il respectera la Politique en matière de taux de transport et l'échelle des justes salaires, qui exigent qu'il soit payé directement aux entrepreneurs principaux ou, par l'entremise de ceux-ci, à leurs sous-traitants et à leurs employés, dans le cadre de contrats passés avec le gouvernement fédéral,
  - a) les taux de transport minimums ou maximums fixés par le gouvernement provincial ou territorial compétent dans le secteur géographique où se dérouleront les travaux, la majorité des travaux ou l'élément le plus considérable des travaux, ou
  - b) les taux précisés dans l'échelle des justes salaires adoptée ou établie par le gouvernement fédéral pour le secteur géographique où se dérouleront les travaux, la majorité des travaux ou l'élément la plus considérable des travaux, ou
  - c) les deux.

---

### **C5205T (12/05/00) Taux de transport**

A partir du 13/12/02, cette clause est remplacée par C5205T.

---

**Remarques : LE TEXTE DE CETTE CLAUSE DOIT FIGURER EN ENTIER DANS LES DOCUMENTS D'ACHAT.** Utiliser la clause suivante dans les documents contractuels lorsque les travaux comprennent une échelle des justes salaires.

### **C5210C (13/12/02) Échelle des justes salaires**

1. En présentant sa soumission, l'entrepreneur accepte de payer ses employés conformément à l'échelle des justes salaires fédérale qui est comprise dans le contrat, s'il y a lieu. Il devra respecter l'échelle établie par le gouvernement fédéral dans le secteur géographique où se dérouleront les travaux, la majorité des travaux ou l'élément le plus considérable des travaux. L'entrepreneur accepte également de faire l'objet d'une vérification par le gouvernement fédéral.
2. Par suite de cette vérification, si le gouvernement découvre que l'entrepreneur ne respecte pas l'échelle, il est convenu que le gouvernement pourra imposer des sanctions à l'entrepreneur.

## C - Prix

---

**Remarques :** Utiliser cette clause dans tous les contrats pour lesquels il est nécessaire d'empêcher que l'entrepreneur puisse apporter des modifications ou exécuter des travaux additionnels sans l'approbation préalable de l'agent de négociation des contrats.

Cette clause n'est pas nécessaire lorsque C0207C est utilisée.

### **C6000C (14/05/04) Responsabilités en cas de changements**

Aucune augmentation de la responsabilité totale du Canada ou du prix des travaux découlant de tout changement aux dessins, ou de toute modification ou interprétation des spécifications, ne sera autorisée ou versée à l'entrepreneur, à moins que ces changements aux dessins, modifications ou interprétations n'aient été approuvés, par écrit, par l'autorité contractante avant d'être intégrés aux travaux.

---

### **C6000C (30/05/03) Dépenses, limitation des - prix ferme**

A partir du 14/05/04, cette clause est remplacée par C6000C.

---

**Remarques : LE TEXTE DE CETTE CLAUSE DOIT FIGURER EN ENTIER DANS LES DOCUMENTS D'ACHAT.** Utiliser cette clause dans tous les contrats, sauf les contrats à prix ferme pour lesquels il est nécessaire d'empêcher que l'entrepreneur puisse apporter des modifications ou exécuter des travaux additionnels sans l'approbation préalable de l'agent de négociation des contrats.

### **C6001C (10/06/05) Limitation des dépenses**

1. La responsabilité totale du Canada envers l'entrepreneur, en vertu du présent contrat, ne doit pas dépasser la somme de \_\_\_\_\_ \$, la taxe sur les produits et services ou la taxe de vente harmonisée en sus, s'il y a lieu.
2. Aucune augmentation de la responsabilité totale du Canada ou du prix des travaux découlant de tout changement aux dessins, ou de toute modification ou interprétation des spécifications, ne sera autorisée ou versée à l'entrepreneur, à moins que ces changements aux dessins, modifications ou interprétations n'aient été approuvés, par écrit, par l'autorité contractante avant d'être intégrés aux travaux. L'entrepreneur n'est pas tenu d'exécuter des travaux ou d'assurer des services qui entraîneraient une augmentation de la responsabilité totale du Canada à moins que l'augmentation n'ait été autorisée par l'autorité contractante. Cependant, l'entrepreneur doit informer, par écrit, l'autorité contractante :
  - a) lorsque 75 p. 100 de la somme est engagée, ou
  - b) quatre (4) mois avant la date d'expiration du contrat, ou
  - c) dès qu'il juge que le prix des travaux ou des services dépassera le montant prévu, selon la première de ces conditions à se présenter.
3. Lorsqu'il informe l'autorité contractante que le montant prévu n'est pas suffisant, l'entrepreneur doit lui fournir par écrit une estimation des fonds additionnels requis. La présentation de cette information par l'entrepreneur n'augmente pas automatiquement la responsabilité du Canada à son égard.

## C - Prix

---

---

---

---

**C6001C (10/12/04) Limitation des dépenses**

A partir du 10/06/05, cette clause est remplacée par C6001C.

---

---

**C6002C (01/06/91) Dépenses, limitation - taux fixe (temps)**

A partir du 03/02/97, cette clause est remplacée par C6000C.

---

---

**C6003C (01/06/91) Dépenses, limit. - frais remboursable**

A partir du 03/02/97, cette clause est remplacée par C6001C.

---

---

**C6004C (01/06/91) Dépenses, limit. - frais remboursables**

A partir du 03/02/97, cette clause est remplacée par C6000C.

---

---

**C6005C (01/06/91) Limitation des dépenses**

A partir du 03/02/97, cette clause est remplacée par C6001C.

---

---

**C6006C (01/06/91) Limitation financier**

Cette clause est annulée à partir du 03/02/97.

---

---



## C - Prix

---

---

**C6007C (01/08/92) Limitation des dépenses**

A partir du 03/02/97, cette clause est remplacée par C6001C.

---

---

**C6008C (01/08/92) Limitation des dépenses**

A partir du 01/12/92, cette clause est remplacée par M3013D.

---

---

**C7000C (01/06/91) Contenu canadien**

A partir du 01/08/92, cette clause est remplacée par C7000C.

---

---

**C7000T (01/06/91) Contenu canadien**

Cette clause est annulée à partir du 01/08/92.

---

---

**C7001D (01/06/91) Contenu canadien**

Cette clause est annulée à partir du 01/08/92.

---

---

**Remarques :** Utiliser la clause suivante pour plus d'un article ou groupe d'articles.

**C9000T (01/06/91) Prix**

Le soumissionnaire est prié de soumettre le prix individuel de chaque article et(ou) destination en acceptant la condition que si un contrat est adjugé à la suite de la présente soumission, on se basera sur le prix le plus bas par article et(ou) destination ou sur le prix global le plus bas.

---

---

## C - Prix

---

---

**C9001C (01/06/91) Certification des factures**

Cette clause est annulée à partir du 03/02/97.

---

---

**Remarques : LE TEXTE DE CETTE CLAUSE DOIT FIGURER EN ENTIER DANS LES DOCUMENTS D'ACHAT.** Utiliser la clause suivante dans les modifications lorsque le prix total du contrat a été établi.

**C9003C (03/02/97) Etablissement définitif des coûts**

Les travaux qui ont fait l'objet du présent contrat sont achevés conformément aux conditions du contrat. Les parties concernées conviennent que le prix total de tous les travaux relatifs à ce contrat s'élève à \_\_\_\_\_ \$.

---

---

**C9003C (01/06/91) Etablissement définitif des coûts**

A partir du 03/02/97, cette clause est remplacée par C9003C.

---

---

**C9004C (01/06/91) Vérification**

Cette clause est annulée à partir du 30/10/96.

---

---

**C9006C (01/08/92) Transporteur, coûts/taux**

A partir du 03/02/97, cette clause est remplacée par C9006T.

---

---

**C9006T (03/02/97) Coûts et taux**

1. Les soumissionnaires doivent indiquer tous les coûts et taux relatifs au présent besoin. Les coûts et taux omis dans la soumission ne seront pas pris en considération.
2. L'Office national des transports exige que les soumissionnaires proposent des prix selon leur tarif déposé à leurs locaux commerciaux, donc chaque soumissionnaire est responsable de s'assurer que son tarif est conforme aux conditions énoncées dans la présente.

## C - Prix

---

---

---

---

## **Section 5**

### **D - Livraison, inspection et acceptation**

---



## D - Livraison, inspection et acceptation

---

**Remarques : LE TEXTE DE CETTE CLAUSE DOIT FIGURER EN ENTIER DANS LES DOCUMENTS D'ACHAT.** Lorsque cette clause est utilisée, « jours » peut être remplacé par « semaines » ou « mois », s'il y a lieu, et « par semaine » peut être remplacé par « par jour » ou « par mois », s'il y a lieu.

**D0001D (15/09/97) Livraison - par étape**

La première livraison sera faite dans les \_\_\_\_ jours qui suivront la date du contrat. La quantité livrée sera \_\_\_\_\_. Le reste sera livré au rythme de \_\_\_\_\_ par semaine, jusqu'à pleine exécution du contrat.

---

**D0001D (01/06/91) Livraison - par étape**

A partir du 15/09/97, cette clause est remplacée par D0001D.

---

**Remarques : LE TEXTE DE CETTE CLAUSE DOIT FIGURER EN ENTIER DANS LES DOCUMENTS D'ACHAT.**

**D0002T (10/12/04) Livraison**

Bien que la livraison soit demandée pour le \_\_\_\_\_, la meilleure date de livraison qui peut être offerte est le \_\_\_\_\_.

**Remarque :** La date de livraison sera une condition essentielle dans tout contrat subséquent. Se référer à l'article 11 des conditions générales 9601.

---

**D0002T (12/05/00) Livraison**

A partir du 10/12/04, cette clause est remplacée par D0002T.

---

**Remarques : LE TEXTE DE CETTE CLAUSE DOIT FIGURER EN ENTIER DANS LES DOCUMENTS D'ACHAT.** Utiliser la clause suivante lorsque des échantillons doivent être fournis. Le mot « jours » peut être remplacé par « semaines » ou « mois », s'il y a lieu, et « par semaine » peut être remplacé par « par jour » ou « par mois », s'il y a lieu.

**D0003D (16/02/98) Livraison, par étape - Inspection**

La première livraison sera faite dans les \_\_\_\_ jours à partir de la date à laquelle les échantillons ont été acceptés lors de l'inspection. La quantité livrée sera \_\_\_\_\_. Le reste sera livré au rythme de \_\_\_\_\_ par semaine, jusqu'à pleine exécution du contrat.

## D - Livraison, inspection et acceptation

---

---

**D0003D** (15/09/97) **Livraison, par étape - Inspection**

A partir du 16/02/98, cette clause est remplacée par D0003D.

---

---

**D0004T** (01/06/91) **Livraison - meilleurs délais**

Cette clause est annulée à partir du 15/09/97.

---

---

**Remarques : LE TEXTE DE CETTE CLAUSE DOIT FIGURER EN ENTIER DANS LES DOCUMENTS D'ACHAT.** Lorsque la clause suivante est utilisée, « jours » peut être remplacé par « semaines » ou « mois », s'il y a lieu.

**D0005D** (15/09/97) **Livraison**

L'entrepreneur devra avoir terminé la livraison dans les \_\_\_\_ jours qui suivront la date du contrat.

---

---

**D0005D** (01/06/91) **Livraison**

A partir du 15/09/97, cette clause est remplacée par D0005D.

---

---

**Remarques : LE TEXTE DE CETTE CLAUSE DOIT FIGURER EN ENTIER DANS LES DOCUMENTS D'ACHAT.** Utiliser cette clause lorsque la date de livraison déterminée constitue une exigence obligatoire.

**D0006D** (15/09/97) **Livraison - date obligatoire**

L'entrepreneur devra expédier tout le matériel avant le \_\_\_\_.

---

---

**D0006D** (01/06/91) **Livraison**

A partir du 15/09/97, cette clause est remplacée par D0006D.

## D - Livraison, inspection et acceptation

---

---

**Remarques : LE TEXTE DE CETTE CLAUSE DOIT FIGURER EN ENTIER DANS LES DOCUMENTS D'ACHAT.** L'agent de négociation doit remplir les blancs avec l'information ci-dessous :

- (1) - numéro(s) de l'article;
- (2) - numéro de la CETFC;
- (3) - date de la CETFC.

**D0007D (14/05/04) Préparation en vue de la livraison**

La préparation en vue de la livraison pour l'article(s) \_\_\_\_ (1) \_\_\_\_ doit être conforme aux instructions de la Commande d'emballage pour le transport - Forces canadiennes - CETFC - \_\_\_\_ (2) \_\_\_\_, en date du \_\_\_\_ (3) \_\_\_\_.

---

---

**D0007D (12/05/00) Préparation en vue de la livraison**

A partir du 14/05/04, cette clause est remplacée par D0007D.

---

---

**Remarques : LE TEXTE DE CETTE CLAUSE DOIT FIGURER EN ENTIER DANS LES DOCUMENTS D'ACHAT.** Utiliser la clause suivante lorsque les produits doivent être livrés le ou avant une date précise.

**D0008C (01/12/00) Livraison**

Tous les produits livrables doivent être reçus par le responsable technique le ou avant le \_\_\_\_.

---

---

**D0008C (15/06/98) Livraison**

A partir du 01/12/00, cette clause est remplacée par D0008C.

---

---

**Remarques : LE TEXTE DE CETTE CLAUSE DOIT FIGURER EN ENTIER DANS LES DOCUMENTS D'ACHAT.** Cette clause ne devrait pas être utilisée dans les contrats de la Défense nationale.

**D0009D (15/12/95) Livraison**

Les marchandises devront être prêtes pour l'inspection dans un délai de \_\_\_\_ jours à compter de la date du contrat et l'expédition devra en être faite \_\_\_\_ jours après la date d'approbation par le responsable de l'inspection.

---

---



## **D - Livraison, inspection et acceptation**

---

---

**D0009D (01/06/91) Livraison**

A partir du 15/12/95, cette clause est remplacée par D0009D.

---

---

**D0010D (01/06/91) Livraison**

A partir du 01/08/92, cette clause est remplacée par D0010T.

---

---

**D0010T (01/12/92) Livraison**

A partir du 15/09/97, cette clause est remplacée par D0006D.

---

---

**D0011T (01/06/91) Livraison**

Cette clause est annulée à partir du 15/09/97.

---

---

**D0012T (01/06/91) Livraison**

Cette clause est annulée à partir du 15/09/97.

---

---

**D0013D (01/06/91) Livraison**

A partir du 15/09/97, cette clause est remplacée par M5002D.

---

---

**D0014D (21/06/99) Produits frais, réfrigérés ou congelés, Livraison de**

Les produits frais, réfrigérés ou congelés doivent être livrés conformément aux normes de l'Agence canadienne d'inspection des aliments. Ces normes prescrivent que les produits congelés doivent être

## D - Livraison, inspection et acceptation

---

maintenus à une température de -18 °C ou à une température plus basse, et que les produits frais, réfrigérés ou conservés doivent être maintenus à une température entre 4 °C et 1 °C jusqu'à leur livraison. Tous les produits congelés, frais, réfrigérés ou conservés doivent être livrés dans des véhicules réfrigérés et ils ne doivent porter aucun signe de détérioration. Les produits congelés ne doivent pas avoir été congelés plus de 90 jours depuis la date de leur transformation.

---

### **D0014D (01/06/91) Viande, livraison de la**

A partir du 21/06/99, cette clause est remplacée par D0014D.

---

### **D0015T (01/06/91) Livraison**

A partir du 15/09/97, cette clause est remplacée par D0006D.

---

### **D0016D (01/06/91) Méthode de commande**

Cette clause est annulée à partir du 01/06/97.

---

### **D0017D (01/06/91) Méthode de commande**

Cette clause est annulée à partir du 15/09/97.

---

**Remarques :** Utiliser la clause suivante lorsque le déchargement doit être effectué sans l'aide du Canada.

### **D0018D (15/06/98) Livraison et déchargement**

1. Les camions de livraison doivent être munis d'un dispositif permettant d'effectuer le déchargement dans les endroits dépourvus d'installation de déchargement hydraulique, fixe ou autre.
2. Au moment des livraisons, il doit y avoir un nombre d'employés suffisant pour décharger tous les types de véhicules sans l'aide des employés du gouvernement fédéral.
3. À certains endroits, les camions de livraison doivent être déchargés lorsqu'ils sont stationnés en bordure du trottoir. Lorsque le matériel est déposé sur le trottoir, il doit être placé à proximité de

## **D - Livraison, inspection et acceptation**

---

l'entrée désignée pour que le personnel de l'endroit puisse le transporter facilement à l'aide de l'équipement de manutention mécanique.

---

---

**D0018D (01/06/91) Livraison aux succursales**

A partir du 15/06/98, cette clause est remplacée par D0018D.

---

---

**D0019D (10/12/04) Conduite des camions**

Compte tenu des problèmes que l'on pourra éprouver si l'on conduit des camions dont la hauteur excède 3,66 m x 15,24 cm (12 pi x 6 po) à l'étage inférieur de l'Imprimerie, à Gatineau (Québec), il est obligatoire que les livraisons se fassent dans des véhicules dont la hauteur n'excède pas 3,66 m x 15,24 cm (12 pi x 6 po) lorsqu'ils sont vides.

---

---

**D0019D (01/06/91) Camions, conduite des**

A partir du 10/12/04, cette clause est remplacée par D0019D.

---

---

**D0020D (15/06/98) Responsabilité de la livraison - entrepreneur**

Le matériel loué devra être livré au destinataire et repris de celui-ci sans qu'aucun frais ne soit exigé du Canada.

---

---

**D0020D (01/06/91) Livraison**

A partir du 15/06/98, cette clause est remplacée par D0020D.

---

---

**D0021D (30/05/03) Responsabilité de la livraison - Canada**

Le destinataire devra prendre livraison du matériel et le retourner aux frais du Canada.

## D - Livraison, inspection et acceptation

---

---

### **D0021D (15/06/98) Responsabilité de la livraison - Canada**

A partir du 30/05/03, cette clause est remplacée par D0021D.

---

---

### **D0022D (01/06/91) Camions avec compteurs**

1. Les camions de livraison doivent être équipés de compteurs qui peuvent émettre des bordereaux imprimés.
  2. L'Entrepreneur doit fournir un bordereau imprimé de compteur pour chaque livraison de produits pétroliers.
  3. Ces compteurs doivent indiquer les quantités en litres.
- 
- 

### **D0023D (01/06/91) Navire - livraison**

Cette clause est annulée à partir du 16/02/98.

---

---

**Remarques : LE TEXTE DE CETTE CLAUSE DOIT FIGURER EN ENTIER DANS LES DOCUMENTS D'ACHAT.**

### **D0024D (15/09/97) Dommages-intérêts**

Si l'entrepreneur omet de livrer les marchandises ou d'exécuter les services dans le délai spécifié dans le contrat, l'entrepreneur s'engage à payer au Canada à titre de dommages-intérêts fixés en argent la somme de \_\_\_\_ \$ pour chaque jour civil de retard jusqu'à concurrence de \_\_\_\_ jours au maximum, le montant total des dommages-intérêts ne devant pas dépasser \_\_\_\_ p. 100 du prix contractuel. Les parties conviennent que le montant précité est leur meilleure estimation de la perte encourue par le Canada si la situation précitée se produit, qu'il n'a pas pour but d'imposer une sanction et qu'il ne doit pas être interprété en ce sens.

Le Canada est autorisé en tout temps à retenir, recouvrer ou déduire tout montant de dommages-intérêts dû et impayé aux termes du présent article et de défalquer ces montants de toute somme due à l'entrepreneur par le Canada.

Rien dans le présent article ne doit être interprété comme limitant les droits et recours dont le Canada ou le Ministre peuvent par ailleurs se prévaloir aux termes du contrat.

---

---

## D - Livraison, inspection et acceptation

---

---

**D0024D (29/10/93) Dommages-intérêts**

A partir du 15/09/97, cette clause est remplacée par D0024D.

---

---

**Remarques : LE TEXTE DE CETTE CLAUSE DOIT FIGURER EN ENTIER DANS LES DOCUMENTS D'ACHAT.**

**D0025D (15/09/97) Période des travaux**

Les travaux doivent être réalisés durant la période du \_\_\_\_ au \_\_\_\_.

---

---

**D0025D (29/10/93) Période du contrat**

A partir du 15/09/97, cette clause est remplacée par D0025D.

---

---

**Remarques : LE TEXTE DE CETTE CLAUSE DOIT FIGURER EN ENTIER DANS LES DOCUMENTS D'ACHAT.**

**D0030D (10/12/04) Représentants du fournisseur**

Nom et numéro de téléphone de la personne avec qui communiquer :

**Renseignements généraux**

Nom : \_\_\_\_\_

N° de téléphone : \_\_\_\_\_

N° de télécopieur : \_\_\_\_\_

Courriel : \_\_\_\_\_

**Suivi de la livraison :**

Nom : \_\_\_\_\_

N° de téléphone : \_\_\_\_\_

N° de télécopieur : \_\_\_\_\_

Courriel : \_\_\_\_\_

---

---

## D - Livraison, inspection et acceptation

---

**D0030D (25/05/01) Représentants du fournisseur**

A partir du 10/12/04, cette clause est remplacée par D0030D.

---

**Remarques : LE TEXTE DE CETTE CLAUSE DOIT FIGURER EN ENTIER DANS LES DOCUMENTS D'ACHAT.** Utiliser la clause suivante dans les contrats attribués à des fournisseurs uniques par le ministère de la Défense nationale (MDN) et dans tous les contrats de service de réparation et de révision lorsque le transport ne fait pas partie de l'offre déposée en régime de concurrence et que le MDN est responsable de l'expédition (les clauses C2608D et C2610D peuvent s'appliquer).

Cette clause ne s'applique pas aux contrats de ventes militaires étrangères des États-Unis. (Voir la clause D0038D.)

**D0035D (16/12/05) Expédition à l'étranger - MDN - livraison au point d'origine**

Pour les contrats attribués au nom du ministère de la Défense nationale, la livraison doit s'effectuer FCA franco transporteur \_\_\_\_\_ (*Insérer le nom du lieu convenu, à savoir l'installation de l'entrepreneur*) selon les Incoterms 2000; par la suite, l'expédition à partir du point de livraison jusqu'au destinataire constituera la responsabilité du Canada. (*Choisir une seule des options d'expédition en a) et supprimer les autres.*)

a) Au moins dix (10) jours ouvrables avant que les biens soient prêts à être expédiés ou le plus tôt possible par la suite, l'entrepreneur doit envoyer un avis par écrit ou, dans les cas d'urgence, communiquer par téléphone ou confirmer par écrit le message par télécopieur comme suit :

(i) pour les contrats attribués au **Royaume Uni** et en **Irlande**

Unité de soutien des Forces canadiennes (Europe) \* (USFC[E])  
A L'ATTENTION DE : Adjudant responsable des mouvements  
USFC(E) Daws Hill  
RAF Daws Hill  
C.P. 5051  
High Wycombe, UK  
Buckinghamshire HP11 1UY England

Téléphone : 011 44 1494 795668,  
011 44 1494 795669,  
011 44 1494 795670  
Télécopieur : 011 44 1494 795784  
Courriel : [DawsHillMovement@forces.gc.ca](mailto:DawsHillMovement@forces.gc.ca)  
Site Web : [http://www.cfsue.de/DawsHill/Welcome\\_f.htm](http://www.cfsue.de/DawsHill/Welcome_f.htm)

\* Pour tous les envois du Royaume-Uni et d'Irlande, l'entrepreneur devra envoyer un avis par écrit en remplissant le formulaire « *Shipping Advice and Export Certificate* » que l'on peut obtenir en envoyant un courriel à l'adresse [DawsHillMovement@forces.gc.ca](mailto:DawsHillMovement@forces.gc.ca). Ce formulaire figurera plus tard dans le site Web suivant : [http://www.cfsue.de/DawsHill/Welcome\\_f.htm](http://www.cfsue.de/DawsHill/Welcome_f.htm).

(ii) Pour les contrats attribués sur le **continent européen**, y compris les **pays scandinaves**

Secteur de l'Europe de la Logistique intégrée  
À L'ATTENTION DE : l'Unité de soutien des Forces canadiennes (Europe) \* (USFC[E])  
Selfkant Kaserne  
Quimperle Str 100  
D-52511 Geilenkirchen, Germany

Téléphone : +49-(0)-2451-910625  
Télécopieur : +49-(0)-2451-910626  
Courriel : [CFSUEMovement@forces.gc.ca](mailto:CFSUEMovement@forces.gc.ca)

## D - Livraison, inspection et acceptation

---

- (iii) Pour les contrats attribués aux **États-Unis (sauf les VME)** et **partout ailleurs** (à l'exception des pays précisés ci-dessus et au Canada)

Quartier général de la Logistique intégrée  
À L'ATTENTION DU : Directeur - Opérations de la chaîne d'approvisionnement (DOCA)  
des Forces canadiennes  
4900, rue Yonge  
Toronto (Ontario)  
Canada M2M 6B7

Téléphone : DOCA aide vocale : (416) 635-4405, postes 6077 / 6103 / 6104 / 6111 / 6112

Superviseur : 1-877-447-7701 (sans frais), poste 6101

Télécopieur : (416) 635-2757 / 2758 ou 1-877-877-7409 (sans frais)

Courriel : **QA Toronto@forces.gc.ca**

- b) L'entrepreneur doit fournir les renseignements suivants :

- (i) le numéro du contrat et le code financier;
- (ii) l'adresse du destinataire;
- (iii) la description de chaque article, dont le numéro de l'article, la quantité, le numéro de nomenclature de l'OTAN, le numéro tarifaire harmonisé/à l'exportation, le numéro de pièce et le numéro de série (s'il y a lieu);

**NOTA :** Aux États-Unis, le tarif à l'exportation est généralement appelé « Schedule B », lequel figure à l'adresse <http://www.customs.ustreas.gov/xp/cgov/export> et/ou à l'adresse <http://www.census.gov/foreign-trade/schedules/b/index.html>.

- (iv) le nombre de pièces ou de caisses;
- (v) le poids et les dimensions réels, dont le poids brut et le volume cubique total;
- (vi) la valeur totale;
- (vii) les détails complets et les certificats signés pour les matières dangereuses, conformément aux exigences du Code maritime international des marchandises dangereuses, du Règlement de l'Association du transport aérien international ou du Règlement sur le transport des marchandises dangereuses du Canada pertinent.

L'entrepreneur doit déclarer distinctement tous les éléments de plus de 2,74 m (108 po) de longueur sur 2,23 m (88 po) de largeur sur 1,37 m (54 po) de hauteur et/ou dont le poids est égal ou supérieur à 2268 kg (5 000 lb).

- c) Après avoir reçu ces éléments d'information, le Canada fournira les instructions pertinentes pour l'expédition, qui pourront notamment obliger l'entrepreneur à apposer des étiquettes particulières pour l'adresse du destinataire, à inscrire sur chaque élément un numéro de contrôle pour le transport, de même qu'à fournir des documents pour les douanes.
- d) L'entrepreneur ne doit en aucun cas expédier des biens avant d'avoir reçu les instructions pour l'expédition.
- e) Si l'entrepreneur livre les biens à un endroit et à une date qui ne sont pas conformes aux instructions fournies pour la livraison ou qu'il ne respecte pas les instructions de livraison raisonnables données par le Canada, l'entrepreneur devra rembourser à ce dernier tous les suppléments de frais et de coûts engagés à ce titre.
- f) Si le Canada accuse des retards qui ont pour effet de reporter la livraison des biens, la propriété et le risque relatifs à ces biens seront transférés au Canada à la fin du délai de trente (30) jours suivant la date à laquelle le Canada ou son mandataire transitaire désigné pour la livraison aura reçu une demande d'expédition remplie en bonne et due forme, ou trente (30) jours suivant la date de livraison précisée dans le contrat, le délai le plus long étant retenu.

## D - Livraison, inspection et acceptation

---

- g) En ce qui concerne tous les envois du Royaume-Uni et d'Irlande, les articles de plus de 600 livres sterling (GPB) exportés du Royaume-Uni devront être dédouanés correctement à l'aide des nouveaux systèmes d'exportation « Her Majesty's Customs & Excise (HMCE) New Export Systems (NES) ». L'entrepreneur doit respecter les exigences de « HMCE » en s'enregistrant auprès de cette organisation ou en ayant un transitaire qui procède à l'entrée des envois au pays. Une copie imprimée de la section « *Export Declaration* » dans les « *NES* », indiquant clairement le numéro « *Declaration Unique Consignment Reference Number* », doit être fournie par l'entrepreneur et jointe à l'envoi. Il incombe à l'entrepreneur de s'assurer que cette procédure est exécutée pour tous les fournisseurs, que les envois comprennent des achats initiaux ou des articles exportés de réparation et de révision. Dans les cas où cette procédure n'est PAS suivie de façon intégrale et convenable, « HMCE » a donné l'ordre à l'USFC(E) de ne pas procéder aux préparatifs liés à l'expédition de l'envoi sans avoir obtenu toute la documentation requise.
- 
- 

**D0035D (10/06/05) Expédition à l'étranger - MDN - livraison au point d'origine**

A partir du 16/12/05, cette clause est remplacée par D0035D.

---

---

**Remarques : LE TEXTE DE CETTE CLAUSE DOIT FIGURER EN ENTIER DANS LES DOCUMENTS D'ACHAT.** Utiliser la clause suivante pour des biens provenant des États-Unis ou du Canada et à livrer à l'étranger.

**D0036D (16/12/05) Livraison à l'étranger**

1. Pour les biens à exporter à l'étranger, on doit respecter les modalités suivantes :

- a) l'expédition se fera FOB à l'usine de l'entrepreneur, par un moyen de transport public. Au moins dix (10) jours avant que les biens soient prêts à être expédiés, l'entrepreneur doit envoyer un avis par écrit ou, dans les cas d'urgence, communiquer par téléphone ou confirmer par écrit le message par télécopieur, au :

Directeur - Opérations de la chaîne d'approvisionnement / des douanes  
Quartier général de la Défense nationale  
Immeuble Mgén George R. Pearkes  
101, Promenade du Colonel By  
Ottawa (ON) K1A 0K2

Téléphone : (613) 995-0834 ou  
Télécopieur : (613) 992-9921

pour lui faire connaître les détails suivants :

- (i) la désignation du contrat;  
(ii) le nom du destinataire;  
(iii) le nombre de pièces;  
(iv) la description;  
(v) les dimensions et le poids, y compris le volume cubique;
- b) l'entrepreneur doit déclarer toutes les pièces de plus de 8 pi ou dont le poids est égal ou supérieur à 500 lb;
- c) l'entrepreneur doit fournir des détails complets sur les matières dangereuses conformément aux exigences d'expédition de l'Organisation maritime internationale, ou au *Règlement de l'Association du transport aérien international*, ou encore au *Règlement sur le transport par mer des marchandises dangereuses* du Canada.



## D - Livraison, inspection et acceptation

---

2. Dès réception de cette information, le Canada fournira des instructions pour l'expédition. On pourrait demander à l'entrepreneur d'acquitter d'avance tous les frais d'expédition jusqu'au port de chargement pour l'exportation ou jusqu'au point de destination, auquel cas les frais déjà acquittés seront indiqués distinctement dans la facture de l'entrepreneur et devront être justifiés par le manifeste du transporteur. On ne devra pas expédier de biens avant d'avoir reçu les instructions pour l'expédition.
- 
- 

### D0036D (12/12/03) Livraison à l'étranger

A partir du 16/12/05, cette clause est remplacée par D0036D.

---

---

**Remarques : LE TEXTE DE CETTE CLAUSE DOIT FIGURER EN ENTIER DANS LES DOCUMENTS D'ACHAT.** Utiliser la clause suivante dans les contrats attribués au Canada à des fournisseurs uniques par le ministère de la Défense nationale (MDN) et dans tous les contrats de réparation et de révision de ce ministère lorsque le transport ne fait pas partie de l'offre déposée en régime de concurrence, et que le MDN est responsable de l'expédition.

### D0037D (16/12/05) Expédition au Canada - MDN - livraison au point d'origine

Pour les contrats attribués au nom du ministère de la Défense nationale (MDN) au Canada, la livraison doit s'effectuer FCA franco transporteur \_\_\_\_\_ (*Insérer le nom du lieu convenu, à savoir l'installation de l'entrepreneur*) selon les Incoterms 2000; par la suite, l'expédition à partir du point de livraison jusqu'au destinataire constituera la responsabilité du Canada.

#### a) Instructions pour l'expédition

Pour ce contrat, la livraison doit s'effectuer FCA franco transporteur \_\_\_\_\_ (*Insérer le nom du lieu convenu, à savoir l'installation de l'entrepreneur*) selon les Incoterms 2000. L'entrepreneur devra charger le matériel dans les véhicules de l'entreprise de transport désignés par le MDN.

- b) **Pour le ramassage du matériel** : avant l'expédition du matériel, l'entrepreneur devra communiquer avec le responsable suivant par téléphone ou par télécopieur, pour organiser la livraison :

#### Pour les entrepreneurs canadiens

Quartier général de la Logistique intégrée  
À l'attention du : Directeur - Opérations de la chaîne d'approvisionnement (DOCA)des Forces  
canadiennes  
4900, rue Yonge  
Toronto (Ontario)  
Canada M2M 6B7

Téléphone : DOCA aide vocale : (416) 635-4405, postes 6077 / 6103 / 6104 / 6111 / 6112  
Superviseur : 1-877-447-7701 (sans frais), poste 6101

Télécopieur : (416) 635-2757 / 2758 ou 1-877-877-7409 (sans frais)

- c) L'entrepreneur ne doit en aucun cas expédier des biens avant d'avoir reçu les instructions pour l'expédition.
- d) Si l'entrepreneur livre les biens à un endroit et à une date qui ne sont pas conformes aux instructions fournies pour la livraison ou qu'il ne respecte pas les instructions de livraison raisonnables données par le Canada, l'entrepreneur devra rembourser à ce dernier tous les suppléments de frais et de coûts engagés à ce titre.
-

## D - Livraison, inspection et acceptation

---

- e) Si le Canada accuse des retards qui ont pour effet de reporter la livraison des biens, la propriété et le risque relatifs à ces biens seront transférés au Canada à la fin du délai de trente (30) jours suivant la date à laquelle le Canada ou son mandataire transitaire désigné pour la livraison aura reçu une demande d'expédition remplie en bonne et due forme, ou trente (30) jours suivant la date de livraison précisée dans le contrat, le délai le plus long étant retenu.
- 

**D0037D (10/12/04) Expédition au Canada - MDN - livraison au point d'origine**

A partir du 16/12/05, cette clause est remplacée par D0037D.

---

**Remarques : LE TEXTE DE CETTE CLAUSE DOIT FIGURER EN ENTIER DANS LES DOCUMENTS D'ACHAT.** Utiliser la clause suivante pour les contrats de vente militaire étrangère aux États-Unis dans le cadre desquels le ministère de la Défense nationale est responsable de l'expédition (les clauses C2608D et C2610D peuvent s'appliquer).

**D0038D (10/12/04) Expédition - MDN - ventes militaires étrangères**

Il appartient au Canada de sélectionner l'entreprise de transport pour l'expédition du matériel fourni dans le cadre de cette vente militaire étrangère. Pour connaître les instructions sur les modalités à respecter par le Canada dans la sélection des entreprises de transport, on peut consulter le *Military Assistance Program Address Directory* du Department of Defense des États-Unis (US DoD 4000-25-8-M), sous l'indicateur des instructions spéciales pour le Canada (SII). On ne doit pas expédier de matériel tant qu'on n'a pas respecté les instructions correspondant à l'indicateur SII.

---

**D0038D (12/12/03) Expédition - ventes militaires étrangères - MDN**

A partir du 10/12/04, cette clause est remplacée par D0038D.

---

**D2000D (01/06/91) Marquage**

Le nom et numéro de pièce du fabricant doivent, si possible, être clairement imprimés ou gravés sur chaque article afin d'en permettre l'identification formelle.

---

**D2001D (01/06/91) Etiquetage**

Le numéro du fabricant et le numéro de spécification doivent, s'il y a lieu, figurer sur chaque article, et être imprimés soit sur le conteneur soit sur une étiquette adhésive d'excellence commerciale apposée sur le conteneur.

---

## D - Livraison, inspection et acceptation

---

### D2003D (01/06/91) Propriétaire - identification

Les pièces identifiant le propriétaire, nommément le ministère destinataire, devront accompagner le véhicule au moment de la livraison.

---

### D2004D (01/06/91) Etiquetage

Chaque boîte, carton, paquet, etc., devra être étiqueté de manière à afficher en lettres moulées, à une extrémité, les renseignements suivants : quantité (de feuilles, livres/blocs, jeux, formules ou enveloppes), dimensions, titre, numéro de formule, numéro de demande, et au besoin, le numéro de série du contenu.

---

### D2005D (01/06/91) Conditionnement et étiquetage

Ces opérations devront s'effectuer conformément aux Instructions d'emballage et d'étiquetage de juin 1982, qui sont déjà en votre possession.

---

**Remarques :** Utiliser cette clause conjointement avec la clause B4003T.

### D2006D (13/12/02) Etiquetage

1. **EMBALLAGE DE BASE** - norme commerciale
  2. **EMBALLAGE EN VRAC :**
    - a) numéro de nomenclature (code de produit);
    - b) description d'article;
    - c) unité de distribution;
    - d) quantité;
    - e) numéro de lot ou numéro du contrat;
    - f) nom et adresse du destinataire;
    - g) nom et adresse du fournisseur.
  3. En outre, le marquage et la préparation en vue d'une expédition doivent être conforme à la norme 43-GP-103P, Emballage du papier d'impression et de bureau, de l'Office des normes générales du Canada.
  4. L'omission de se conformer à la règle ci-dessus entraînera le renvoi de la marchandise pour qu'elle soit remballée et (ou) remaniée aux frais de l'entrepreneur.
- 

### D2006D (15/09/97) Etiquetage

A partir du 13/12/02, cette clause est remplacée par D2006D.

## D - Livraison, inspection et acceptation

---

---

### **D2007D (01/06/91) Conditionnement, marquage et préparation**

CONDITIONNEMENT, MARQUAGE ET PRÉPARATION POUR L'EXPÉDITION :

Conditionnement - normes commerciales

Étiquetage

- Lot de base : normes commerciales

- Lot en vrac : numéro de stock (code de produit) :

Description de l'article;  
Unité de distribution;  
Quantité;  
Numéro de lot; ou  
Numéro de contrat;  
Nom et adresse du destinataire;  
Nom et adresse du fournisseur.

---

---

### **D2008D (15/09/97) Marquage - matériel réparé**

Après réparation, le matériel doit porter la marque de propriété du ministère de la Défense nationale et le numéro de nomenclature de l'OTAN. Ces marques doivent être placées de façon à ne nuire en rien au fonctionnement ou à l'emploi du matériel.

---

---

### **D2008D (01/06/91) Marquage - matériel réparé**

A partir du 15/09/97, cette clause est remplacée par D2008D.

---

---

### **D2009D (01/06/91) Marquage - instruments à cadran**

Cette clause est annulée à partir du 15/06/98.

---

---

### **D2010D (01/06/91) Marquage (étiquette)**

Le ministère de la Défense nationale ne fournit pas d'étiquettes imprimées. L'étiquette de l'entrepreneur doit porter la mention suivante, clairement indiquée, « Propriété du ministère de la Défense nationale ».

---

---

## D - Livraison, inspection et acceptation

---

### D2011D (01/12/92) Marques d'identification

Les marques d'identification des biens militaires canadiens doivent être conformes à la norme des Forces Canadiennes D-02-002-001/SG-001.

---

### D2011D (01/06/91) Marques d'identification

A partir du 01/12/92, cette clause est remplacée par D2011D.

---

### D2012D (30/10/96) Câbles-chaînes et équipement connexe

L'entrepreneur doit estampiller clairement chacun des éléments des câbles-chaînes en y apposant un numéro distinct de certificat d'essai de la société de classification et doit, au moment de l'expédition, adresser par la poste au destinataire l'original et un double de ce certificat pour chacun de ces éléments.

---

**Remarques : LE TEXTE DE CETTE CLAUSE DOIT FIGURER EN ENTIER DANS LES DOCUMENTS D'ACHAT.** Utiliser cette clause afin de définir les exigences du ministère de la Défense nationale concernant le marquage détaillé de l'emballage. Faire un choix parmi la liste suivante :

- a) numéro de spécification (type, qualité et catégorie) du bien;
- b) nom du fabricant;
- c) numéro de la pièce ou du dessin du fabricant;
- d) numéro du lot de série du fabricant;
- e) numéro d'homologation;
- f) date de vulcanisation des pièces en caoutchouc;
- g) autres données exigées dans le contrat ou dans la spécification de biens ou de services;
- h) date de réparation ou de remise en état;
- i) date de fabrication;
- j) nom de l'entrepreneur chargé de la réparation ou de la remise en état;
- k) situation de la modification;
- l) numéro de série du bien.

### D2015D (14/05/04) Marquage détaillé de l'emballage

1. L'entrepreneur doit s'assurer que les marques sur l'emballage intérieur et extérieur des articles \_\_\_\_\_ comprennent des marques spéciales.
  2. Liste des marques nécessaires : \_\_\_\_\_
  3. Ces marques doivent être placées et appliquées conformément à la spécification D-LM-008-002/SF-001 des Forces canadiennes.
-

## D - Livraison, inspection et acceptation

---

**Remarques : LE TEXTE DE CETTE CLAUSE DOIT FIGURER EN ENTIER DANS LES DOCUMENTS D'ACHAT.** Le personnel des achats et des finances du ministère de la Défense nationale qui produit la demande d'achat déterminera s'il y a lieu d'utiliser la clause ci-dessous, et fournira les données manquantes. Cette clause devrait être utilisée conjointement avec la clause B4060D.

### D2017D (14/05/04) Codage par codes à barres - marquage du matériel

L'entrepreneur devra apposer des codes à barres sur les articles \_\_\_\_\_ (*Insérer la liste*), comprenant le numéro permanent de contrôle de système (NPCS) ou le numéro de nomenclature de l'OTAN (NNO), apparaissant ailleurs dans ce document ou fournis par le ministère de la Défense nationale, conformément à la norme UCC/EAN-128 (*Uniform Code Council/EAN International*), et précédés de l'identificateur d'application 241 dans le cas du NPCS, ou encore de 7001 dans le cas du NNO. Sous le symbole du code à barres, l'entrepreneur devra apposer la traduction en clair du code.

Les marques d'identification doivent être placées et appliquées conformément à la norme D-02-002-001/SG-001, Norme - identification du matériel appartenant aux forces canadiennes, (*en vigueur à la date de clôture de la demande de proposition*) du MDN, et doivent être d'une qualité telle qu'elles demeureront lisibles pendant toute la durée de vie utile prévue de l'article. Le code à barres doit être imprimé sur une matière pertinente à l'article auquel il doit être joint, entre autres : des articles de plastique, de métal, d'étoffe, de matériaux synthétiques ou de papier, ou des articles fabriqués au moyen d'au moins deux de ces matières.

---

**Remarques : LE TEXTE DE CETTE CLAUSE DOIT FIGURER EN ENTIER DANS LES DOCUMENTS D'ACHAT.** Utiliser la clause suivante dans les contrats pour acheter des biens et des services de réparation et de révision. La clause définit les exigences concernant l'identification, au moyen du codage par code à barres du contenu d'équipements militaires du ministère de la Défense nationale (MDN), surtout les articles qui peuvent être réparés ou serviront à des fins militaires.

Le personnel des achats du MDN qui produit la demande d'achat déterminera s'il y a lieu d'utiliser la clause ci-dessous et fournira les données manquantes, comme suit : dans le premier espace, le(s) numéro(s) de l'article sera inséré; dans le second espace, le numéro d'identification d'application du code à barres, tel que mentionné dans la liste ci-dessous, sera inséré :

7001 = pour le numéro de nomenclature de l'OTAN (NNO)  
241 = pour le numéro permanent de contrôle de système (NPCS)  
21 = pour le numéro de série de l'article  
400 = pour le numéro de série du contrat

### D2020D (14/05/04) Codage par code à barres - marquage de l'emballage

1. L'entrepreneur devra apposer, sur l'emballage, des codes à barres pour les articles \_\_\_\_\_, avec le numéro d'identification d'application \_\_\_\_\_, en utilisant la symbologie code à barres UCC/EAN-128 (*Uniform Code Council/EAN International*). Sous le symbole du code à barres, l'entrepreneur devra apposer la traduction en clair du code.
2. Le symbole de code à barres doit être lisible et être appliqué sur une surface imprimable ou sur une étiquette et doit être placé conformément à la spécification relative à l'emballage des Forces canadiennes D-LM-008-002/SF-001, Spécification pour marquage des articles à entreposer ou à expédier (*en vigueur à la date de clôture de la demande de propositions*).

---

**Remarques : LE TEXTE DE CETTE CLAUSE DOIT FIGURER EN ENTIER DANS LES DOCUMENTS D'ACHAT.** Utiliser la clause suivante lorsqu'il peut y avoir une possibilité d'expédition outre-mer. Cette clause ne s'applique pas à des expéditions effectuées entre la zone continentale des États-Unis et le Canada.

## D - Livraison, inspection et acceptation

---

### D2025D (10/06/05) Matériaux d'emballage en bois

Tous matériaux d'emballage en bois brut non-manufacturés utilisés dans l'expédition outre-mer doivent être conformes aux « Directives pour la réglementation de matériaux d'emballage à base de bois dans le commerce international » - NIMP No. 15 (Normes internationales pour les mesures phytosanitaires). La norme NIMP No. 15 est détaillée sur le site Web suivant : [https://www.ippc.int/servlet/BinaryDownloaderServlet/ISPM\\_15\\_French.pdf?filename=1060169841413\\_NIMP\\_15\\_French.pdf](https://www.ippc.int/servlet/BinaryDownloaderServlet/ISPM_15_French.pdf?filename=1060169841413_NIMP_15_French.pdf).

Pour de plus amples informations sur les programmes canadiens d'importation et d'exportation, veuillez consulter les directives ci-dessous de l'Agence canadienne d'inspection des aliments :

- D-98-08 - Exigences relatives à l'entrée au Canada des matériaux d'emballage en bois produits dans toute région du monde autre que les États-Unis (<http://www.inspection.gc.ca/francais/plaveg/protect/dir/d-98-08f.shtml>); et
- D-01-05 - Le Programme canadien de certification des matériaux d'emballage en bois (PCCMEB) pour l'exportation (<http://www.inspection.gc.ca/francais/plaveg/protect/dir/d-01-05f.shtml>).
- 
- 

### D2025D (14/05/04) Matériaux d'emballage en bois

A partir du 10/06/05, cette clause est remplacée par D2025D.

---

---

**Remarques : LE TEXTE DE CETTE CLAUSE DOIT FIGURER EN ENTIER DANS LES DOCUMENTS D'ACHAT.**

### D3000D (13/12/02) Emballage

L'emballage doit être conforme à la norme 43-GP-103P, Emballage du papier d'impression et de bureau, de l'Office des normes générales du Canada.

---

---

### D3000D (01/06/91) Emballage

A partir du 13/12/02, cette clause est remplacée par D3000D.

---

---

**Remarques :** Utiliser la clause suivante quand l'emballage d'expédition, spécifié dans la réquisition, doit être fait selon la « bonne pratique commerciale », les « standard d'excellence commerciale convenables au transport ferroviaire » ou le « standard commercial ».

### D3001D (01/06/91) Emballage d'expédition

Les articles doivent être emballés de façon à ce que les tarifs ou frais de transport les plus avantageux puissent s'appliquer selon le mode de transport choisi ou autorisé.

---

---

## D - Livraison, inspection et acceptation

---

---

**D3002C** (01/06/91) **Produits dangereux, transport des**

Cette clause est annulée à partir du 16/02/98.

---

---

**D3003D** (01/06/91) **Livraison, normes de**

A partir du 16/02/98, cette clause est remplacée par D3005D.

---

---

**D3004D** (21/06/99) **Genre de transport**

La livraison devra se faire par transport réfrigéré. L'échelle de températures acceptables est de 1,5 ° à 4 °C ou (35 ° à 40 °F).

---

---

**D3004D** (01/06/91) **Genre de transport**

A partir du 21/06/99, cette clause est remplacée par D3004D.

---

---

**D3005D** (15/09/97) **Livraison, norme de**

1. Les méthodes de livraison devront être conformes à la Norme nationale du Canada CAN/CGA-B149.2-M95 de l'Association canadienne du gaz, mises à jour.
  2. CAMIONS AVEC APPAREILS DE MESURE :
    - a) Les camions de livraison devront être équipés d'appareils de mesure capables de fournir des reçus imprimés.
    - b) L'entrepreneur devra fournir les reçus imprimés avec chaque livraison de produits de pétrole.
    - c) Les unités de mesure seront les litres.
- 
-



## D - Livraison, inspection et acceptation

---

---

### **D3005D (01/06/91) Livraison, norme de**

A partir du 15/09/97, cette clause est remplacée par D3005D.

---

---

### **D3006D (01/06/91) Carcasses**

Les carcasses de bœuf et de veau doivent être accrochées dans le refroidisseur par l'entrepreneur au moment de la livraison.

---

---

### **D3007D (21/06/99) Inspection et estampillage**

L'entrepreneur doit s'assurer que les inspecteurs de l'Agence canadienne d'inspection des aliments (ACIA) ont inspecté toute viande et tous les produits de la viande, la volaille et les produits de la volaille, le saindoux, les graisses culinaires et les margarines contenant des graisses animales et les soupes qui contiennent des ingrédients d'origine animale et que ceux-ci ont apposé l'estampille «inspecté par l'ACIA pour le GC» sur ces produits avant que ces derniers ne soient expédiés. L'entrepreneur doit prendre les mesures pour assurer la livraison de ces produits au destinataire soit à partir d'un établissement agréé en vertu de la *Loi sur l'inspection des viandes*, L.R.C. (1985), ch. 25 (1<sup>er</sup> suppl.), et de son règlement d'application soit à partir d'un exploitant de distribution alimentaire qui a acheté les produits auprès d'un tel établissement agréé. Le Canada n'acceptera pas les produits qui ne sont pas estampillés par l'ACIA.

L'entrepreneur ne doit pas altérer ou transformer davantage toute viande ou tout autre produit qui a fait l'objet d'une inspection par les inspecteurs de l'ACIA et il ne doit pas permettre que tout exploitant de distribution alimentaire le fasse.

---

---

### **D3007D (01/06/91) Inspection et estampillage**

A partir du 21/06/99, cette clause est remplacée par D3007D.

---

---

### **D3008D (01/06/91) Matières dangereuses**

A partir du 01/06/94, cette clause est remplacée par D3010D.

---

---

## D - Livraison, inspection et acceptation

---

D3009D (16/02/98) Préparation en vue de la livraison

## D - Livraison, inspection et acceptation

---

La livraison doit se faire dans les soixante (60) jours suivant la date de fabrication qui est imprimée sur les piles, ou sur les plus petits paquets de piles, et sur les boîtes. Les piles qui seront livrées après ce délai seront retournées à l'entrepreneur à ses frais.

---

### D3009D (01/06/91) Préparation en vue de la livraison

A partir du 16/02/98, cette clause est remplacée par D3009D.

---

**Remarques :** Utiliser la clause suivante lorsque des articles/produits dangereux doivent être transportés dans le cadre de l'exécution du travail.

### D3010D (13/12/02) Articles dangereux/produits hasardeux

1. Marchandises/produits dangereux - tout matériel qui est classé comme dangereux devra être marqué par le fournisseur comme :
    - a) contenant utilisé pour le transport - conformément à la *Loi de 1992 sur le transport des marchandises dangereuses*; et
    - b) contenant pour produit immédiat - conformément à la *Loi sur les produits dangereux*.
  2. Les fiches signalétiques bilingues, indiquant le numéro de nomenclature de l'OTAN, doivent être fournies par le fournisseur comme suit :
    - a) deux (2) copies papier :
      - (i) une (1) copie doit être jointe à l'envoi, et
      - (ii) une (1) copie doit être envoyée au :

Quartier général de la Défense nationale  
Édifice MGén George R. Pearkes  
101, Promenade du Colonel By  
Ottawa (Ontario) K1A 0K2

À l'attention de : DDMG 2-3-4
    - b) une (1) copie image sur écran : sur une disquette de 3.5 po en code ASCII, format RTF ou traitement de texte commun (c.-à-d. MS Word ou WordPerfect) devra être envoyé à l'adresse fournie à l'alinéa 2a)(ii).
  3. Le fournisseur sera tenu responsable des dommages causés par un conditionnement impropre, de mauvais étiquetages ou des erreurs de transport de ces marchandises /produits.
  4. Les fournisseurs doivent s'assurer qu'ils respectent tous les règlements relatifs aux marchandises/produits dangereux prévus par les lois fédérales et provinciales ainsi que par les règlements municipaux.
  5. Les fournisseurs de marchandises dangereuses doivent communiquer avec le destinataire (section du mouvement du dépôt d'approvisionnement) au moins 48 heures avant la date prévue de livraison afin d'établir l'horaire de réception de ladite marchandise.
-

## D - Livraison, inspection et acceptation

---

---

**D3010D (01/12/00) Articles dangereux/produits hasardeux**

A partir du 13/12/02, cette clause est remplacée par D3010D.

---

---

**D3011D (01/06/91) Livraison - préparation**

A partir du 01/05/96, cette clause est remplacée par D3016D.

---

---

**Remarques : LE TEXTE DE CETTE CLAUSE DOIT FIGURER EN ENTIER DANS LES DOCUMENTS D'ACHAT.** Si la clause suivante est utilisée, veuillez remplir les données.

**D3012D (30/10/96) Livraison - préparation**

SI ELLE EST EFFECTUÉE AU CANADA : La préservation et le conditionnement doivent être de la catégorie \_\_\_\_\_ et l'emballage d'expédition de la catégorie \_\_\_\_\_ conformes aux spécifications relatives à l'emballage dans les Forces canadiennes \_\_\_\_\_.

SI ELLE EST EFFECTUÉE AUX ÉTATS-UNIS : La préservation et le conditionnement doivent être de la catégorie \_\_\_\_\_ et l'emballage d'expédition de la catégorie \_\_\_\_\_ conformes à la spécification militaire du département de la Défense des États-Unis.

SI ELLE EST EFFECTUÉE AU ROYAUME-UNI : La préservation, le conditionnement et l'emballage d'expédition se feront conformément aux modes de conditionnement d'exportation du fabricant ou aux modes de conditionnement de qualité supérieure préconisés par le ministère britannique.

---

---

**D3012D (01/06/91) Livraison - préparation**

A partir du 30/10/96, cette clause est remplacée par D3012D.

---

---

**Remarques : LE TEXTE DE CETTE CLAUSE DOIT FIGURER EN ENTIER DANS LES DOCUMENTS D'ACHAT.** Utiliser la clause suivante pour définir les exigences en matière d'emballage militaire du ministère de la Défense nationale relativement aux articles militarisés visés par les catégories suivantes :

- a) articles qui ne sont assujettis à aucune spécification des Forces canadiennes relative à l'emballage des classes d'articles (voir D3016D) ou à l'emballage commercial (D3018D);
- b) matériel réparable pour le stock national;
- c) réparation et révision de matériel réparable.

## D - Livraison, inspection et acceptation

---

### **D3013D (10/06/05) Préparation pour la livraison**

#### **1. Entrepreneurs au Canada**

La préservation et l'emballage des articles \_\_\_\_\_ doivent être conformes aux spécifications relatives à l'emballage des Forces canadiennes D-LM-008-001/SF-001, et le marquage doit être conforme à la spécification D-LM-008-002/SF-001. Le formulaire « DONNÉES D'EMBALLAGE REQUISES », niveau B, doit être conforme à la spécification D-LM-008-011/SF-001.

#### **2. Entrepreneurs aux États-Unis**

La préservation et l'emballage des articles \_\_\_\_\_ doivent être conformes à la dernière version de la spécification militaire MIL-STD-2073 du Département de la Défense des États-Unis, et le marquage doit être conforme à la norme MIL-STD-129.

#### **3. Pouvoirs d'approbation**

Les formules de données d'emballage antérieurement approuvées par les autorités canadiennes ou américaines sont acceptables.

#### **4. Données d'emballage codées**

Les données d'emballage codées sont indiquées immédiatement sous la description de l'article auquel elles s'appliquent. Si aucune donnée n'est indiquée, l'entrepreneur doit soumettre un formulaire de données d'emballage pour approbation.

---

---

### **D3013D (03/02/97) Livraison - préparation**

A partir du 10/06/05, cette clause est remplacée par D3013D.

---

---

### **D3014C (01/08/92) Transport de marchandises dangereuses**

L'autorisation du ministère des Transports pour transporter des marchandises dangereuses est obligatoire avant que le transporteur puisse accepter un affrètement impliquant le transport de ces marchandises.

---

---

### **D3014C (31/01/92) Le transport de marchandises dangereuses**

A partir du 01/08/92, cette clause est remplacée par D3014C.

---

---

### **D3015D (01/12/00) Articles dangereux**

1. L'entrepreneur doit assurer l'étiquetage et l'emballage appropriés en vue de la fourniture et de l'expédition de marchandises/produits dangereux au gouvernement du Canada.

## D - Livraison, inspection et acceptation

---

2. Le Canada ne sera pas tenu responsable des dommages causés par l'emballage incorrect et le mauvais étiquetage de ces marchandises/produits ou par des erreurs relatives à leur transport.
3. Toutes les étiquettes de marchandise doivent clairement indiquer le pourcentage de matières dangereuses en volume. À défaut de le faire, l'entrepreneur sera tenu responsable des dommages causés au cours du déplacement des marchandises/produits par des véhicules ou des employés du gouvernement.
4. Les entrepreneurs doivent s'assurer qu'ils respectent tous les règlements relatifs aux marchandises/produits dangereux qui sont prévus par les lois fédérales et provinciales ainsi que par les règlements municipaux.

---

---

**D3015D (16/02/98) Articles dangereux**

A partir du 01/12/00, cette clause est remplacée par D3015D.

---

---

**Remarques : LE TEXTE DE CETTE CLAUSE DOIT FIGURER EN ENTIER DANS LES DOCUMENTS D'ACHAT.** Utiliser la clause suivante pour définir la spécification relative à l'emballage destinée à l'achat d'articles assujettis à cette spécification. Dans le premier espace, inscrire le numéro de l'article. Dans le deuxième espace, indiquer le numéro de la spécification relative à l'emballage ainsi que le titre.

- a) D-LM-008-015/SF-000, Cristaux piézoélectriques;
- b) D-LM-008-026/SF-001, Garnitures prédécoupées ou des joints d'étanchéité (caoutchouc naturel ou synthétique, liège, amiante ou cuir);
- c) D-LM-008-027/SF-001, Armes portatives;
- d) D-LM-008-030/SF-001, Tuyaux en caoutchouc, en plastique, en tissu ou en métal (y compris les tubes), ainsi que les raccords, les lances et les crépines;
- e) D-LM-008-033/SF-000, Ensembles appariés de paliers, marine;
- f) D-LM-008-035/SF-001, Composants, sous-ensembles et matériels électroniques contre les décharges électrostatiques;
- g) D-LM-008-037/SF-000, Roulements (autres que les roulements pour instruments de précision).

---

---

**D3016D (12/12/03) Préparation pour la livraison**

La préparation en vue de la livraison de l'article \_\_\_\_\_ doit être conforme à la dernière édition de la spécification relative à l'emballage dans les Forces canadiennes \_\_\_\_\_.

---

---

---

---

**D3016D (13/12/02) Préparation pour la livraison**

---

---

## D - Livraison, inspection et acceptation

---

**Remarques :** Utiliser cette clause pour définir l'emballage et les spécifications à appliquer pour l'achat de biens appartenant aux catégories 1300 et 1410 de l'OTAN (munitions et missiles).

### **D3017D (03/02/97) Préparation pour la livraison**

L'entrepreneur doit préparer pour la livraison tous les éléments appartenant aux catégories 1300 et 1400 de l'OTAN (Munitions et missiles) conformément au numéro le plus récent de la spécification D-09-002-005/SG-000 relative à l'emballage dans les Forces canadiennes.

---

**Remarques : LE TEXTE DE CETTE CLAUSE DOIT FIGURER EN ENTIER DANS LES DOCUMENTS D'ACHAT.** Utiliser cette clause pour définir les exigences en matière d'emballage du ministère de la Défense nationale (MDN) relativement à l'achat des produits visés par les catégories suivantes :

- a) disponible dans le commerce
- b) offert directement au client pour utilisation immédiate (y compris les modifications);
- c) COLOG (logistique coopérative);
- d) articles qui ne sont assujettis à aucune autre spécification des Forces canadiennes relative à l'emballage des produits (voir D3016D) ou à l'emballage militaire (voir D3013D).

Dans le premier et le deuxième espace, inscrire le numéro de l'article. Dans le troisième espace, inscrire la quantité obligatoire par paquet ou « jusqu'à un maximum de 100 ».

### **D3018D (13/12/02) Livraison - préparation**

La préparation en vue de la livraison de l'article numéro \_\_\_\_\_ doit être conforme à la dernière édition de la spécification relative à l'emballage des Forces canadiennes D-LM-008-036/SF-000, Exigences du MDN en matière d'emballage commercial du fabricant.

L'article numéro \_\_\_\_\_ doit être emballé à raison de \_\_\_\_\_ unités par paquet.

---

**Remarques : LE TEXTE DE CETTE CLAUSE DOIT FIGURER EN ENTIER DANS LES DOCUMENTS D'ACHAT.** Ne pas utiliser la clause suivante dans les contrats du ministère de la Défense nationale. Utiliser cette clause dans tous les contrats des autres ministères, lorsqu'il a été décidé que la livraison sera FOB point d'origine. (Utiliser la clause C5200T dans la demande de soumissions et C5200C ou C5201C dans le contrat.)

Utiliser la clause suivante dans les contrats, les offres à commandes et les commandes subséquentes pour lesquels le Canada sera responsable de tous les frais de livraison et d'administration, de tous les coûts et risques liés au transport, ainsi que du dédouanement et des droits de douane (s'il y a lieu).

Dans le premier espace en blanc, préciser le type de document (à savoir le contrat, l'offre à commandes ou la commande subséquente); et dans a) et entre les parenthèses dans b), préciser les coordonnées de l'usine de l'entrepreneur.

### **D4000C (10/12/04) Expédition - livraison au point d'origine**

1. Les marchandises seront expédiées au point de destination précisé dans \_\_\_\_\_ et seront livrées :
  - a) franco bord (origine) transporteur \_\_\_\_\_ pour les expéditions en provenance du gouvernement des États-Unis;
  - b) FCA franco transporteur (... lieu convenu, à savoir l'installation de l'entrepreneur) des Incoterms 2000 pour les expéditions en provenance d'un fournisseur commercial.

## D - Livraison, inspection et acceptation

---

2. Le Canada sera responsable de tous les frais de transport et d'administration, de tous les coûts et risques reliés au transport, ainsi que du dédouanement et des droits de douane (s'il y a lieu).

---

**D4000C (12/12/03) Expédition - FOB (origine) et FCA**

A partir du 10/12/04, cette clause est remplacée par D4000C.

---

**Remarques : LE TEXTE DE CETTE CLAUSE DOIT FIGURER EN ENTIER DANS LES DOCUMENTS**

**D'ACHAT.** Utiliser la clause suivante dans tous les contrats attribués en régime de concurrence par le ministère de la Défense nationale (les clauses C2600T et C2600C peuvent s'appliquer) et dans tous les contrats des autres ministères, lorsqu'il a été décidé que la livraison sera FOB destination. (Utiliser la clause C5200T dans la demande de soumissions et C5200C dans le contrat.)

Utiliser la clause suivante dans les contrats, les offres à commandes et les commandes subséquentes pour lesquels l'entrepreneur est responsable de tous les frais de livraison et d'administration, de tous les coûts et risques liés au transport, ainsi que du dédouanement et des droits de douane (s'il y a lieu).

Dans le premier espace en blanc, préciser le type de document (à savoir le contrat, l'offre à commandes ou la commande subséquente); et dans a) et entre les parenthèses dans b), préciser le lieu de destination convenu.

**D4001C (10/06/05) Expédition - livraison à destination**

1. Les marchandises seront expédiées au point de destination précisé dans \_\_\_\_\_ et seront livrées :
- a) franco bord (destination) transporteur \_\_\_\_\_ pour les expéditions en provenance du gouvernement des États-Unis;
  - b) rendu droits acquittés (DDP) (... lieu de destination convenu) selon les Incoterms 2000 pour les expéditions en provenance d'un fournisseur commercial.
2. L'entrepreneur sera responsable de l'ensemble des frais de livraison et d'administration, de tous les coûts et risques liés au transport, ainsi que du dédouanement et des droits de douane (s'il y a lieu).
- 

**D4001C (10/12/04) Expédition - livraison à destination**

A partir du 10/06/05, cette clause est remplacée par D4001C.

---

**Remarques : LE TEXTE DE CETTE CLAUSE DOIT FIGURER EN ENTIER DANS LES DOCUMENTS D'ACHAT.**



## D - Livraison, inspection et acceptation

---

**D4002D (01/06/91) Endroit de fabrication ou d'expédition**

Préciser l'endroit de fabrication ou d'expédition des biens ou celui où la prestation de services doit avoir lieu :

Lieu : \_\_\_\_\_  
Code postal : \_\_\_\_\_

---

---

**Remarques : LE TEXTE DE CETTE CLAUSE DOIT FIGURER EN ENTIER DANS LES DOCUMENTS D'ACHAT.** Utiliser la clause suivante dans tous les contrats conclus avec des fournisseurs situés en Californie. Cette clause doit être utilisée conjointement avec la clause C2002C. Lorsque le contrat prévoit des paiements échelonnés ou des paiements anticipés, ou lorsque les produits doivent rester en Californie pour un certain temps, utiliser cette clause conjointement avec la clause K9010C.

**D4003C (16/02/98) Point FOB (Californie)**

Les biens visés dans le présent contrat doivent être livrés FOB transporteur commun, à l'usine de l'entrepreneur, \_\_\_\_\_, Californie ou, si le Ministre le demande expressément, les biens seront livrés FOB par un transporteur fourni par le gouvernement du Canada à \_\_\_\_\_, Californie. Le Canada deviendra propriétaire des biens au moment de la livraison. Les biens devront être expédiés aux destinataires et aux endroits à l'extérieur des États-Unis d'Amérique indiqués dans le contrat.

---

---

**D4003C (29/10/93) Point FAB (Californie)**

A partir du 16/02/98, cette clause est remplacée par D4003C.

---

---

**D5000T (01/06/91) Inspection - autorité**

Cette clause est annulée à partir du 16/02/98.

---

---

**D5001D (01/06/91) Inspection - assurance de la qualité**

Cette clause est annulée à partir du 16/02/98.

---

---

**D5002D (01/12/92) Modalités de paiement**

A partir du 16/02/98, cette clause est remplacée par M9026D.

## D - Livraison, inspection et acceptation

---

---

**D5300D (01/06/91) Inspection - MDN à destination**

A partir du 01/08/92, cette clause est remplacée par D5530D.

---

---

**D5301D (01/06/91) Inspection - MDN**

A partir du 01/08/92, cette clause est remplacée par D5531D.

---

---

**Remarques :** Utiliser la clause suivante dans les demandes de soumissions et les contrats pour les ministères dans lesquels l'inspection est effectuée par le destinataire.

**D5302D (16/02/98) Inspection par le destinataire**

Les travaux exécutés en vertu du présent contrat seront inspectés par le destinataire.

---

---

**D5302D (01/06/91) Inspection - consignataire civil**

A partir du 16/02/98, cette clause est remplacée par D5302D.

---

---

**D5303C (01/06/91) Inspection - AQ à l'origine par le MDN**

A partir du 01/08/92, cette clause est remplacée par D5510D.

---

---

**D5304C (01/06/91) Inspection - AQ à l'origine, MDN (É.-U.)**

A partir du 01/08/92, cette clause est remplacée par D5510D.

---

---

## D - Livraison, inspection et acceptation

---

---

**D5305C** (01/06/91) Inspection - AQ Europe (OTAN)

A partir du 01/08/92, cette clause est remplacée par D5510D.

---

---

**D5306D** (01/06/91) Inspection - dispositions - QMB 100

Cette clause est annulée à partir du 16/02/98.

---

---

**D5307D** (01/06/91) Inspection - dispositions - AFA É.U./MT

A partir du 01/08/92, cette clause est remplacée par D5580D.

---

---

**Remarques : LE TEXTE DE CETTE CLAUSE DOIT FIGURER EN ENTIER DANS LES DOCUMENTS D'ACHAT.**

**D5308D** (21/06/99) Inspection et acceptation

Les travaux réalisés dans le cadre du contrat devront être inspectés et acceptés par le destinataire au point de destination.

---

---

**D5308D** (15/06/98) Inspection et acceptation

A partir du 21/06/99, cette clause est remplacée par D5308D.

---

---

**D5309D** (01/06/91) Inspection

Cette clause est annulée à partir du 16/02/98.

---

---

## D - Livraison, inspection et acceptation

---

---

**D5310D (01/06/91) Inspection/estampillage, produits carnés**

Cette clause est annulée à partir du 21/06/99.

---

---

**Remarques :** Utiliser la clause suivante dans les demandes de soumissions et les contrats pour l'achat de viande fraîche.

**D5311D (21/06/99) Produits carnés-accès aux usines**

Une fois que la transformation finale est terminée à une usine ayant fait l'objet d'une inspection fédérale, l'entrepreneur ne doit pas modifier, transformer ou reconditionner de la viande inspectée et approuvée par l'Agence canadienne d'inspection des aliments.

Pour plus de certitude, et sans limiter les droits du Canada octroyés ou mentionnés dans les dispositions du contrat en ce qui a trait à la tenue d'inspections ou à l'accès aux travaux, le responsable de l'inspection ou son représentant doit avoir accès aux locaux d'entreposage et de réfrigération des installations de l'entrepreneur en tout temps durant l'exécution du contrat afin d'inspecter le conditionnement et, le cas échéant, la transformation de la viande. L'entrepreneur doit offrir toute aide raisonnable au responsable de l'inspection et lui fournir toute l'information qu'il peut exiger au sujet de la préparation, du conditionnement et de la qualité de la viande.

---

---

**D5311D (29/10/93) Produits de viande-accès aux usines**

A partir du 21/06/99, cette clause est remplacée par D5311D.

---

---

**D5313D (01/06/91) Responsable du service**

A partir du 16/02/98, cette clause est remplacée par A1005D.

---

---

**D5314D (16/02/98) Inspection - MTPSG**

L'inspection sera effectuée par le Secteur des systèmes aérospatiaux, maritimes et électroniques du ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux.

---

---

## D - Livraison, inspection et acceptation

---

---

**D5314D (01/06/94) Inspection - MAS**

A partir du 16/02/98, cette clause est remplacée par D5314D.

---

---

**D5315D (01/06/94) Inspection - MAS et destinataire**

Cette clause est annulée à partir du 16/02/98.

---

---

**D5315D (01/06/91) Inspection - MAS et destinataire**

A partir du 01/06/94, cette clause est remplacée par D5315D.

---

---

**D5316D (01/06/91) Inspection - MDN**

A partir du 01/08/92, cette clause est remplacée par D5510D.

---

---

**D5317D (01/06/91) Inspection**

A partir du 01/08/92, cette clause est remplacée par D5700D.

---

---

**Remarques : LE TEXTE DE CETTE CLAUSE DOIT FIGURER EN ENTIER DANS LES DOCUMENTS D'ACHAT.**

**D5318D (15/06/98) Inspection et services techniques**

1. L'entrepreneur doit fournir des services d'inspection maritime et des services techniques connexes au ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux (MTPSG), au fur et à mesure des besoins, dans les domaines de compétence suivants :

- a) \_\_\_\_\_
- b) \_\_\_\_\_
- c) \_\_\_\_\_
- d) \_\_\_\_\_

2. Les fonctions englobent, mais sans s'y limiter, ce qui suit :

## D - Livraison, inspection et acceptation

---

- a) l'examen, l'analyse et le traitement, selon les instructions de la Direction générale de l'inspection et des services techniques, des plans, des dessins et des spécifications reçus des entrepreneurs sur place ou d'autres sources;
- b) l'examen, l'analyse et le traitement, conformément aux instructions de la Direction générale de l'inspection et des services techniques, des commandes d'achat ou des contrats de sous-traitance émis par l'entrepreneur, en ce qui concerne leur conformité aux dessins, aux spécifications et aux modifications approuvés, aux exigences contractuelles spéciales et aux exigences applicables en matière de classification et de réglementation;
- c) l'examen de tout le matériel et l'équipement importants dès leur arrivée au chantier naval, pour en déterminer la conformité à la commande d'achat approuvée ou aux exigences subséquentes, l'état physique et les conditions d'entreposage proposées;
- d) l'examen et l'évaluation des éléments de coûts inhérents aux modifications techniques proposées par l'entrepreneur pendant la durée du contrat;
- e) la surveillance et l'inspection des travaux en cours dans les bureaux et l'usine de l'entrepreneur, afin d'assurer leur conformité aux plans, dessins, spécifications, documents contractuels et avenants approuvés, et pour s'assurer que les pratiques, les procédures, les techniques, l'exécution, l'équipement et la qualité ne s'écartent pas des normes exposées dans les spécifications et (ou) les documents contractuels approuvé(s);
- f) l'inspection et l'approbation des travaux en cours pour assurer la conformité aux exigences contractuelles dans la sélection et l'utilisation de matériaux critiques, ainsi que l'assemblage propre et ordonné des unités, de l'équipement et des matériaux, afin de minimiser les problèmes opérationnels après l'acceptation;
- g) l'assistance aux essais et épreuves préliminaires des systèmes et de l'équipement, y compris les essais en bassin des machines principales et auxiliaires, l'évaluation des résultats, les rapports et l'inspection relatifs à la correction des défauts;
- h) l'assistance à des essais en mer et l'inspection finale pour contribuer à évaluer les résultats, compiler les listes finales de déficiences et de lacunes, et conseiller l'inspecteur principal du bureau d'inspection du MTPSG quant au caractère acceptable des travaux finis.

---

**D5318D (01/06/91) Inspection et services techniques**

A partir du 15/06/98, cette clause est remplacée par D5318D.

---

**D5320D (15/06/98) Inspection**

Le travail doit être exécuté à la satisfaction et sous réserve de l'acceptation du consignataire ou son représentant autorisé. Cependant, il est de la responsabilité du consignataire de procéder à l'inspection des services de gardiens de sécurité qui lui sont fournis et de rapporter tout manquement à l'autorité contractante. L'autorité contractante avisera immédiatement l'entrepreneur de toute lacune importante ou plainte et s'assurera que les mesures correctrices qui s'imposent sont prises.

## D - Livraison, inspection et acceptation

---

---

**D5320D (31/01/92) Inspection**

A partir du 15/06/98, cette clause est remplacée par D5320D.

---

---

**D5321D (31/01/92) Inspection**

Cette clause est annulée à partir du 16/02/98.

---

---

**D5322D (31/01/92) Inspection**

A partir du 01/08/92, cette clause est remplacée par M5000D.

---

---

**D5324D (16/02/98) Inspection**

Tous les services fournis doivent être approuvés et acceptés par l'affrèteur ou son représentant autorisé qui aura le droit d'inspecter l'aéronef, l'équipement connexe, les documents ayant trait à la navigabilité de l'aéronef ainsi que la documentation opérationnelle y compris le plan de vol ou la notification de vol, les bordereaux de chargement et les carnets de vol, (concernant aéronef et équipages), afin d'assurer la conformité avec les conditions du contrat.

---

---

**D5324D (01/08/92) Inspection**

A partir du 16/02/98, cette clause est remplacée par D5324D.

---

---

**D5325D (31/01/92) Inspection**

A partir du 01/08/92, cette clause est remplacée par M5001D.

---

---

## D - Livraison, inspection et acceptation

---

---

**D5326D (01/05/96) Inspection et acceptation**

Les services assurés seront assujettis à l'inspection et à l'acceptation par le destinataire.

---

---

**D5327D (01/05/96) Inspection**

Le responsable technique ou le responsable de projet sera l'inspecteur et le destinataire pour tous les travaux et sera la principale personne-ressource de l'entrepreneur pour toutes les questions techniques, y compris l'interprétation des spécifications et du calendrier des travaux.

---

---

**D5328D (01/12/00) Inspection et acceptation**

Le responsable technique ou le responsable de projet sera le responsable des inspections. Tous les rapports, produits livrables, documents, biens et services fournis en vertu du présent contrat seront assujettis à l'inspection du responsable des inspections ou de son représentant désigné. Si des rapports, documents, biens ou services ne sont pas conformes aux exigences de l'énoncé des travaux et ne sont pas satisfaisants selon le responsable des inspections, tel que soumis, ce dernier aura le droit de les rejeter ou d'en demander la correction, aux frais de l'entrepreneur uniquement, avant de recommander le paiement. Toute communication avec l'entrepreneur concernant la qualité des travaux exécutés conformément au présent contrat doit se faire sous forme de correspondance officielle par l'intermédiaire de l'autorité contractante.

---

---

**D5328D (01/05/96) Inspection et acceptation**

A partir du 01/12/00, cette clause est remplacée par D5328D.

---

---

**D5401D (23/11/98) Plan Qualité - Offre**

A partir du 13/12/99, cette clause est remplacée par D5401T.

---

---

**Remarques : LE TEXTE DE CETTE CLAUSE DOIT FIGURER EN ENTIER DANS LES DOCUMENTS D'ACHAT.** Utiliser la clause suivante lorsqu'un Plan Qualité écrit est demandé lors de la soumission de l'offre. On utilise cette clause avec la clause D5402D, Plan Qualité - Contrat.



## D - Livraison, inspection et acceptation

---

**D5401T (13/12/99) Plan Qualité - Offre**

Pour toutes les offres

Le soumissionnaire doit fournir un Plan Qualité avec la soumission de l'offre. Le Plan Qualité doit être dans le même format que celui qui sera utilisé après que le contrat sera attribué. (Référez à la clause D5402D, Plan Qualité - Contrat).

Le Plan Qualité peut faire référence à d'autres documents. Là où des éléments de ces documents n'existent pas déjà, mais sont exigés par le plan, ce dernier doit les identifier ainsi que : quand, comment et par qui ils seront développés et approuvés. Les documents mis en référence au Plan Qualité doivent être disponibles à la demande du ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux ou du ministère de la Défense nationale.

---

**Remarques : LE TEXTE DE CETTE CLAUSE DOIT FIGURER EN ENTIER DANS LES DOCUMENTS D'ACHAT.** Utiliser la clause suivante lorsqu'un plan qualité écrit est demandé. On utilise cette clause avec la clause D5510D et les autres clauses contenant les exigences du système qualité. L'espace en blanc est remplacé par la valeur appropriée pour le contrat.

**D5402D (16/12/05) Plan qualité - contrat**

**Pour tous les contrats :**

Au plus tard \_\_\_\_\_ jours après la date du contrat, l'entrepreneur doit soumettre pour acceptation par le ministère de la Défense nationale (MDN) un plan qualité préparé selon la dernière édition (à la date du contrat) de ISO 10005 Systèmes de management de la qualité - Lignes directrices pour les plans qualité. Le plan qualité devra décrire comment l'entrepreneur entend se conformer aux exigences de qualité spécifiées dans le contrat et spécifier comment les activités reliées à la qualité se dérouleront incluant l'assurance de la qualité des sous-traitants. L'entrepreneur doit inclure une matrice qui permet de retracer les éléments des exigences de la qualité spécifiées aux paragraphes du plan qualité où l'élément a été traité.

Les documents mis en référence au plan qualité doivent être disponibles à la demande de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada ou du MDN.

Si le plan qualité a été soumis lors du processus de soumission, l'entrepreneur doit réviser et, au besoin, modifier le plan soumis de façon à tenir compte des changements dans les exigences ou dans la planification qui auraient pu survenir lors des négociations menant au contrat.

Après l'acceptation du plan qualité par le MDN, l'entrepreneur doit mettre en oeuvre le plan qualité. L'entrepreneur doit effectuer les modifications appropriées au plan durant le contrat de façon à refléter les activités de qualité en cours ou planifiées. Le MDN doit être en accord avec les modifications apportées au plan qualité.

**Pour les contrats exigeant la conception, le développement ou l'entretien du logiciel :**

Pour la conception, le développement ou l'entretien du logiciel, l'entrepreneur devra interpréter les exigences de la norme de qualité ISO 9001:2000 Systèmes de management de la qualité - Exigences, selon les lignes directrices contenues dans la dernière édition (à la date du contrat) de ISO/IEC 90003 Ingénierie du logiciel - Lignes directrices pour l'application de l'ISO 9001:2000 aux logiciels informatiques.

## D - Livraison, inspection et acceptation

---

**D5402D (10/12/04) Plan qualité - contrat**

A partir du 16/12/05, cette clause est remplacée par D5402D.

---

---

**D5500D (01/06/91) Garde des documents et des registres**

A partir du 01/08/92, cette clause est remplacée par D5536D.

---

---

**D5501D (01/06/91) Garde des documents et des registres**

A partir du 01/08/92, cette clause est remplacée par D5537D.

---

---

**D5502D (01/06/91) Contrôle de qualité/exigences inspection**

Cette clause est annulée à partir du 01/08/92.

---

---

**D5504D (01/08/92) Assurance de la qualité**

Cette clause est annulée à partir du 16/02/98.

---

---

**Remarques :** Cette clause ne devrait pas être utilisée dans les contrats de la Défense nationale.

**D5505D (01/06/91) Document d'assurance de la qualité**

Chaque envoi doit être accompagné d'une note d'emballage et d'exemplaires du document d'assurance de la qualité. Ces documents doivent être placés dans une enveloppe imperméable fixée au dernier paquet de l'envoi, ou placée à l'intérieur de ce paquet (la présence de l'enveloppe et son contenu devant alors être indiqués sur le paquet) ou encore, dans le cas d'un envoi par chemin de fer, fixée sur le côté intérieur du cadre de la porte du wagon.

---

---

## D - Livraison, inspection et acceptation

---

**Remarques : LE TEXTE DE CETTE CLAUSE DOIT FIGURER EN ENTIER DANS LES DOCUMENTS D'ACHAT.** Utiliser la clause suivante dans les demandes de soumissions et les contrats lorsque le ministère de la Défense nationale a clairement indiqué que les biens et services requis comprennent la fabrication, la réparation ou la révision de systèmes ou d'équipements touchant la sécurité des sous-marins de classe VICTORIA. Cette clause doit être utilisée conjointement avec les clauses D5510D et D5541D (ou D5540D si le contrat contient un élément de conception et d'élaboration). Pour les contrats de fabrication ou de réparation et révision de troisième échelon, inclure la clause D5601D dans la demande de soumissions et dans le contrat; à l'étape du contrat, inclure la clause D5620C. Pour les contrats de réparation de navires, inclure la clause D5651D. On peut aussi utiliser la clause D5401T dans la demande de soumissions, alors que la clause D5402D peut être utilisée dans la demande de soumissions et le contrat.

### **D5509D (10/12/04) Exigences de l'assurance de la qualité - sécurité des sous-marins**

Les travaux décrits dans la présente portent sur des systèmes ou des équipements classifiés au premier niveau ou qui sont critiques d'une façon quelconque pour la sécurité des sous-marins, tel que défini dans l'Instruction technique des Forces canadiennes (ITFC) C-23-VIC-000/AM-001, *Quality Assurance for Safety in Submarines – VICTORIA Class (disponible en anglais seulement)*. La fabrication, la réparation, la révision, l'inspection, l'installation et les essais de chacun de ces articles identifiés dans les exigences doivent faire l'objet d'une documentation en conformité avec les exigences de l'ITFC susmentionnée.

Pour chacun de ces articles, l'entrepreneur doit fournir un certificat de conformité [formulaire DND 2327 ou un équivalent produit localement approuvé par le responsable de l'assurance de la qualité (RAQ)] qui répond aux exigences de l'ITFC susmentionnée. Pour les travaux effectués par un sous-traitant, l'entrepreneur doit obtenir un certificat de conformité du sous-traitant. L'obtention dudit certificat de conformité du sous-traitant n'élimine pas l'obligation pour l'entrepreneur d'assurer la conformité aux exigences techniques, ni ne doit être interprétée comme une acceptation de responsabilité de la part du Canada envers le sous-traitant.

Pour chacun de ces articles, le certificat de conformité, ainsi que les copies certifiées de toute dérogation ou exemption et les autres documents nécessaires indiqués dans l'Énoncé des exigences de qualité (formulaire DND 2328 ou l'équivalent) joint à l'Énoncé des besoins, l'Énoncé des travaux ou les spécifications techniques dans l'Annexe « \_\_\_\_\_ » du contrat ou autrement annexé ou faisant partie intégrante du contrat, doivent être complétés et mis à la disposition du RAQ désigné, pour examen, avant l'envoi dudit article et documents connexes au ministère de la Défense nationale. À moins d'indications contraires de la part du RAQ, ces documents doivent être attachés ou joints à l'envoi qu'ils visent, dans une enveloppe étanche.

---

**Remarques :** Utiliser la clause suivante lorsque l'assurance officielle de la qualité à la source est requise. Utiliser de concert avec une des clauses suivantes, le cas échéant : D5509D, D5540D, D5541D, D5542D, D5601D et D5620C.

### **D5510D (10/12/04) Assurance de la qualité - autorité**

Tous les travaux sont assujettis à l'assurance officielle de la qualité (AOQ) aux installations de l'entrepreneur ou à celles du(des) sous-traitant(s), ainsi que sur les lieux d'installation, effectués par le :

Directeur de l'assurance de la qualité  
Quartier général de la Défense nationale  
Édifice du Major général George R. Pearkes  
101, promenade du Colonel By  
Ottawa (ON) K1A 0K2

OU son représentant de l'assurance de la qualité désigné, appelé ci-après RAQ.

**Pour les entrepreneurs canadiens**

## D - Livraison, inspection et acceptation

---

Dans les quarante-huit (48) heures suivant la réception du présent contrat, l'entrepreneur doit communiquer avec le RAQ. Le nom, l'adresse et le numéro de téléphone du RAQ peuvent être obtenus de la Région de l'assurance de la qualité de la Défense nationale la plus rapprochée :

|                                  |                                    |
|----------------------------------|------------------------------------|
| Atlantique - Halifax             | (902) 427-7224 ou (902) 427-7150   |
| Québec - Montréal                | (514) 732-4410 ou (514) 732-4477   |
| Québec - Ville de Québec         | (418) 694-5998, poste 5996         |
| Capitale nationale - Ottawa      | (819) 994-9102                     |
| Ontario - Toronto                | (416) 635-4404, poste 6081 ou 6075 |
| Ontario - London                 | (519) 964-5757                     |
| Manitoba/Saskatchewan - Winnipeg | (204) 833-2500, poste 6574         |
| Alberta - Calgary                | (403) 410-2320, poste 3830         |
| Alberta - Edmonton               | (780) 890-6348                     |
| Vancouver                        | (604) 225-2520, poste 2460         |
| Victoria                         | (250) 363-5409                     |

### Pour les entrepreneurs non-canadiens

Si l'entrepreneur n'a aucune nouvelle du RAQ qui effectue l'AOQ des installations de l'entrepreneur ou dans la région dans les quarante-cinq (45) jours ouvrables suivant la réception du contrat, l'entrepreneur doit aviser l'autorité contractante.

Là où aucun aménagement officiel pour l'AOQ n'a été conclu, le ministère de la Défense nationale s'assurera que les services de l'AOQ soient effectués par une autorité nationale de l'assurance de la qualité acceptable au Directeur de l'assurance de la qualité. Au cas où les services de l'AOQ sont fournis sur une base de recouvrement des coûts, les coûts des services sont attribués au contrat et sont recouverts sur une facture à cet effet.

### Pour tous les entrepreneurs

La procédure de modification, de dérogation et de désistement en matière de conception définie dans la norme D-02-006-008/SG-001 de la Défense nationale s'applique au présent contrat.

**Nota :** Une copie de la norme peut être obtenue de la région de l'assurance de la qualité de la Défense nationale la plus rapprochée.

L'entrepreneur doit effectuer ou faire effectuer tous les essais et les inspections nécessaires pour confirmer que le matériel ou les services fournis sont conformes aux exigences contractuelles.

L'entrepreneur doit fournir, sans majorer le prix prévu au contrat, toutes les données d'essai pertinentes, toutes les données techniques, les pièces d'essai et les échantillons pouvant raisonnablement être demandés par le RAQ pour vérifier s'ils sont conformes aux exigences contractuelles. L'entrepreneur doit expédier, à ses frais, ces données et pièces d'essai de même que ces échantillons à l'endroit indiqué par le RAQ.

Les registres de contrôle de la qualité, d'inspection et d'essai faisant état de la conformité aux exigences spécifiées, ainsi que les registres des mesures correctives, doivent être conservés par l'entrepreneur pendant trois (3) ans après la date d'exécution ou de résiliation du contrat, et présentés sur demande au RAQ.

---

**D5510D (14/05/04) Assurance de la qualité - autorité**

A partir du 10/12/04, cette clause est remplacée par D5510D.

---

## D - Livraison, inspection et acceptation

---

**Remarques :** Utiliser la clause suivante lorsque la validation d'essais est considérée une exigence. Cette clause peut seulement être utilisée lorsque la clause D5510D est utilisée.

### D5511D (12/12/03) Validation d'essais

1. L'entrepreneur devra prélever un échantillon du premier lot de chacun des produits qui seront fournis en vertu de ce contrat. L'échantillon consistera en un groupe d'articles ou portion d'articles suffisants en taille pour pouvoir effectuer les tests requis. L'entrepreneur devra partager l'échantillon en deux portions égales. Une portion devra être soumise à des tests dans l'installation pour essai de l'entrepreneur. L'autre sous-échantillon devra être soumis à un test dans une installation qui rencontre un des critères suivants :
  - a) un laboratoire indépendant, opérant sans liens avec le fournisseur et accrédité par le Conseil canadien des normes (ou autre organisme d'accréditation de laboratoire reconnu à l'échelle nationale ou internationale) pour faire les essais précisés dans la(les) spécification(s) de produit, ou
  - b) un laboratoire indépendant, opérant sans liens avec le fournisseur qui opère un système ISO 17025:1999, et qui participe régulièrement à un programme d'essai de rendement reconnu pour ce qui est des produits sous contrat.
2. Chaque portion devra être soumise à des tests de toutes les exigences énumérées dans la(les) spécification(s) de produit. L'entrepreneur n'a pas à exécuter les essais déterminés dans la(les) spécification(s) en tant qu'essais de qualification uniquement. Il n'a pas, non plus, à exécuter d'essais sur le premier lot du produit comme requis ci-haut si ce type d'essai a été exécuté dans les six (6) mois suivant la date de ce contrat.
3. Sur réception du rapport d'essai de la tierce partie, l'entrepreneur doit comparer les résultats reçus avec ceux de l'installation d'essais de l'entrepreneur. Tout écart entre les résultats obtenus par les deux installations d'essai qui dépassent la capacité de reproduction de la méthode d'essai en cause sera examiné afin d'en déterminer la cause profonde et de mettre en place des mesures correctives.
4. L'entrepreneur devra répéter le programme d'échantillonnage et d'essais ci-dessus au moins une fois tous les six (6) mois pendant la durée du contrat.
5. Le but de ce test de concordance est de vérifier la qualité du (des) produit(s) sous contrat et de valider la capacité de l'installation d'essai de l'entrepreneur. Le(s) rapports d'essai reçu(s) du laboratoire de la tierce partie, les rapports d'essai de l'entrepreneur pour le(s) même(s) lot(s) de produit(s) sous contrat, des rapports de tout examen d'écart des résultats obtenus par les deux laboratoires et toute mesure corrective entreprise, seront mis à la disposition du représentant de l'assurance de la qualité, et ce, sur demande. La validation d'essais doit être exécuté aux frais de l'entrepreneur.

---

### D5511D (23/11/98) Validation d'essais

A partir du 12/12/03, cette clause est remplacée par D5511D.

---

## D - Livraison, inspection et acceptation

---

**D5530D (29/10/93) AOQ à destination - non tech. (CAQ B)**

Cette clause est annulée à partir du 31/03/95.

---

---

**D5530D (01/08/92) AOQ à destination - non tech.**

A partir du 29/10/93, cette clause est remplacée par D5530D.

---

---

**D5531D (29/10/93) AOQ à destination - Tech. (CAQ A)**

Cette clause est annulée à partir du 31/03/95.

---

---

**D5531D (01/08/92) AOQ à destination - Tech.**

A partir du 29/10/93, cette clause est remplacée par D5531D.

---

---

**D5532D (29/10/93) AQAP-110 Conception/dév./prod.(CAQ H)**

Cette clause est annulée à partir du 31/03/95.

---

---

**D5532D (01/05/93) AQAP-110 Conception, dév. et prod.**

A partir du 29/10/93, cette clause est remplacée par D5532D.

---

---

**D5533D (29/10/93) AQAP-130 Contrôle (CAQ G)**

Cette clause est annulée à partir du 31/03/95.

## D - Livraison, inspection et acceptation

---

---

**D5533D (01/05/93) AQAP-130 Contrôle**

A partir du 29/10/93, cette clause est remplacée par D5533D.

---

---

**D5534D (29/10/93) AQAP-131 Contrôle final (CAQ D)**

Cette clause est annulée à partir du 31/03/95.

---

---

**D5534D (01/05/93) AQAP-131 Contrôle final**

A partir du 29/10/93, cette clause est remplacée par D5534D.

---

---

**D5535D (23/11/98) AQAP-150 Développement de logiciels (CAQ F)**

Cette clause est annulée à partir du 13/12/02.

---

---

**D5535D (29/10/93) AQAP-150 Développement de logiciels (CAQ F)**

A partir du 23/11/98, cette clause est remplacée par D5535D.

---

---

**D5536D (29/10/93) AOQ-source-cont./insp.-carburants((CAQ E)**

Cette clause est annulée à partir du 01/06/94.

---

---

## **D - Livraison, inspection et acceptation**

---

---

**D5536D (01/08/92) AOQ - source - cont./insp. - carburants**

A partir du 29/10/93, cette clause est remplacée par D5536D.

---

---

**D5537D (29/10/93) AOQ - source - cont./insp. - huiles(CAQ P)**

Cette clause est annulée à partir du 01/06/94.

---

---

**D5537D (01/08/92) AOQ à la source - cont./insp. - huiles**

A partir du 29/10/93, cette clause est remplacée par D5537D.

---

---

**D5538D (01/05/93) Systèmes de la qualité/inspection**

Cette clause est annulée à partir du 29/10/93.

---

---

**D5538D (01/12/92) AOQ à la source - cont./insp.**

A partir du 01/05/93, cette clause est remplacée par D5538D.

---

---

**D5539D (29/10/93) AQAP-120 Production (CAQ W)**

Cette clause est annulée à partir du 31/03/95.

---

---



## D - Livraison, inspection et acceptation

---

**D5539D** (01/05/93) **AQAP-120 Production**

A partir du 29/10/93, cette clause est remplacée par D5539D.

---

**Remarques** : Utiliser la clause suivante lorsque le système requis est pour la conception et le développement, la production et l'installation. Lorsque la demande comporte plusieurs codes de l'assurance de la qualité, l'agent de négociation des achats doit identifier les numéros d'articles qui sont associés à chaque clause relative au système de management de la qualité.

**D5540D** (10/12/04) **ISO 9001:2000 Systèmes de management de la qualité - Exigences (CAO X)**

Pour l'exécution des travaux décrits dans le présent document, l'entrepreneur doit satisfaire aux exigences suivantes :

ISO 9001:2000 - Systèmes de management de la qualité - Exigences, publié par l'Organisation internationale de normalisation (ISO), édition courante à la date de soumission de l'offre de l'entrepreneur.

L'objet de la clause n'est pas d'exiger que l'entrepreneur obtienne l'enregistrement à la norme visée, mais bien que le système de management de la qualité de l'entrepreneur tienne compte de chacune des exigences de la norme.

**Aide à l'assurance officielle de la qualité (AOQ) :**

L'entrepreneur doit mettre à la disposition du représentant en assurance de la qualité (RAQ) les locaux et les installations nécessaires pour l'exécution correcte de l'assurance officielle de la qualité (AOQ). L'entrepreneur doit également fournir toute l'aide que le RAQ demande pour l'évaluation, la vérification, la validation, la documentation ou la libération des produits.

Le RAQ doit avoir libre accès à toute installation de l'entrepreneur ou de ses sous-traitants où est effectuée une partie des travaux. Le RAQ doit pouvoir évaluer et vérifier sans restriction que l'entrepreneur se conforme aux procédures du système de la qualité et valider que les produits soient conformes aux exigences contractuelles. L'entrepreneur doit permettre au RAQ d'utiliser raisonnablement ses équipements de contrôle en vue d'effectuer toutes les activités de validation. Le personnel de l'entrepreneur doit être disponible, sur demande, pour l'utilisation de ces équipements.

Lorsque le RAQ estime que l'AOQ est nécessaire chez un sous-traitant, l'entrepreneur doit le mentionner dans le document d'achat et fournir des copies au RAQ, accompagnées de données techniques pertinentes telles que demandées par le RAQ.

L'entrepreneur doit aviser le RAQ lorsqu'il a reçu d'un sous-traitant un produit jugé non conforme après qu'il ait été soumis à l'AOQ.

Pour la conception, le développement ou l'entretien du logiciel, l'entrepreneur devra interpréter les exigences de la norme de qualité ISO 9001:2000 Systèmes de management de la qualité - Exigences, selon les lignes directrices contenues dans la dernière édition (à la date du contrat) de ISO/IEC 90003 Ingénierie du logiciel - Lignes directrices pour l'application de l'ISO 9001:2000 aux logiciels informatiques.

---

## D - Livraison, inspection et acceptation

---

D5540D (12/12/03) ISO 9001:2000 Systèmes de management de la qualité - Exigences (CAQ X)

A partir du 10/12/04, cette clause est remplacée par D5540D.

---

**Remarques :** Utiliser la clause suivante lorsque le système requis est pour la production et l'installation (pas de conception et développement). Lorsque la demande comporte plusieurs codes de l'assurance de la qualité, l'agent de négociation des contrats doit identifier les numéros d'articles qui sont associés à chaque clause relative au système de management de la qualité.

D5541D (12/12/03) ISO 9001:2000 Systèmes de management de la qualité - Exigences (CAQ Y)

Pour l'exécution des travaux décrits dans le présent document, l'entrepreneur doit satisfaire aux exigences suivantes :

ISO 9001:2000 - Systèmes de management de la qualité - Exigences, publié par l'Organisation internationale de normalisation (ISO), édition courante à la date de soumission de l'offre de l'entrepreneur à l'exclusion de l'exigence suivante :

### 7.3. Conception et développement

L'objet de la clause n'est pas d'exiger que l'entrepreneur obtienne l'enregistrement à la norme visée, mais bien que le système de management de la qualité de l'entrepreneur tienne compte de chacune des exigences de la norme.

#### **Aide à l'assurance officielle de la qualité (AOQ) :**

L'entrepreneur doit mettre à la disposition du représentant en assurance de la qualité (RAQ) les locaux et les installations nécessaires pour l'exécution correcte de l'assurance officielle de la qualité. L'entrepreneur doit également fournir toute l'aide que le RAQ demande pour l'évaluation, la vérification, la validation, la documentation ou la libération des produits.

Le RAQ doit avoir libre accès à toute installation de l'entrepreneur ou de ses sous-traitants où est effectuée une partie des travaux. Le RAQ doit pouvoir évaluer et vérifier sans restriction que l'entrepreneur se conforme aux procédures du système de la qualité et valider que les produits soient conformes aux exigences contractuelles. L'entrepreneur doit permettre au RAQ d'utiliser raisonnablement ses équipements de contrôle en vue d'effectuer toutes les activités de validation. Le personnel de l'entrepreneur doit être disponible, sur demande, pour l'utilisation de ces équipements.

Lorsque le RAQ estime que l'AOQ est nécessaire chez un sous-traitant, l'entrepreneur doit le mentionner dans le document d'achat et fournir des copies au RAQ, accompagnées de données techniques pertinentes telles que demandées par le RAQ.

L'entrepreneur doit aviser le RAQ lorsqu'il a reçu d'un sous-traitant un produit jugé non conforme après qu'il ait été soumis à l'AOQ.

---

D5541D (13/12/02) ISO 9001:2000 Systèmes de management de la qualité - Exigences (CAQ Y)

A partir du 12/12/03, cette clause est remplacée par D5541D.

---

## D - Livraison, inspection et acceptation

---

---

**Remarques :** Utiliser la clause suivante lorsque le système requis est pour l'inspection et les tests finaux seulement. Lorsque la demande comporte plusieurs codes de l'assurance de la qualité, l'agent de négociation des contrats doit identifier les numéros d'articles qui sont associés à chaque clause relative au système de management de la qualité.

**D5542D (12/12/03) ISO 9001:2000 Systèmes de management de la qualité - Exigences (CAQ Z)**

Pour l'exécution des travaux décrits dans le présent document, l'entrepreneur doit satisfaire aux exigences suivantes :

ISO 9001:2000 - Systèmes de management de la qualité - Exigences, publié par l'Organisation internationale de normalisation (ISO), édition courante à la date de soumission de l'offre de l'entrepreneur à l'exclusion des exigences suivantes :

- 7.1 Planification de la réalisation du produit
- 7.2.3 Communication avec les clients
- 7.3 Conception et développement
- 7.4 Achats
- 7.5.1 Maîtrise de la production et de la préparation du service
- 7.5.2 Validation des processus de production et de préparation du service
- 7.5.3 Identification et traçabilité

L'objet de la clause n'est pas d'exiger que l'entrepreneur obtienne l'enregistrement à la norme visée, mais bien que le système de management de la qualité de l'entrepreneur tienne compte de chacune des exigences de la norme.

### **Aide à l'assurance officielle de la qualité (AOQ) :**

L'entrepreneur doit mettre à la disposition du représentant en assurance de la qualité (RAQ) les locaux et les installations nécessaires pour l'exécution correcte de l'AOQ. L'entrepreneur doit également fournir toute l'aide que le RAQ demande pour l'évaluation, la vérification, la validation, la documentation ou la libération des produits.

Le RAQ doit avoir libre accès à toute installation de l'entrepreneur ou de ses sous-traitants où est effectuée une partie des travaux. Le RAQ doit pouvoir évaluer et vérifier sans restriction que l'entrepreneur se conforme aux procédures du système de la qualité et valider que les produits soient conformes aux exigences contractuelles. L'entrepreneur doit permettre au RAQ d'utiliser raisonnablement ses équipements de contrôle en vue d'effectuer toutes les activités de validation. Le personnel de l'entrepreneur doit être disponible, sur demande, pour l'utilisation de ces équipements.

Lorsque le RAQ estime que l'AOQ est nécessaire chez un sous-traitant, l'entrepreneur doit le mentionner dans le document d'achat et fournir des copies au RAQ, accompagnées de données techniques pertinentes telles que demandées par le RAQ.

L'entrepreneur doit aviser le RAQ lorsqu'il a reçu d'un sous-traitant un produit jugé non conforme après qu'il ait été soumis à l'AOQ.

---

---

**D5542D (13/12/02) ISO 9001:2000 Systèmes de management de la qualité - Exigences (CAQ Z)**

A partir du 12/12/03, cette clause est remplacée par D5542D.

## D - Livraison, inspection et acceptation

---

**D5543C (31/03/95) Système AQ de l'entrepreneur (CAQ C)**

A partir du 23/11/98, cette clause est remplacée par D5543D.

---

**Remarques :** Utiliser la clause suivante lorsqu'on peut constater en bonne et due forme, au point de destination (identité, état et nombre), que les marchandises respectent les exigences du contrat. Si la demande d'achat comprend différents codes d'assurance de la qualité (AQ), l'agent de négociation des contrats doit indiquer les articles correspondant à chaque clause sur l'AQ.

**D5543D (10/12/04) ISO 9001:2000 - Systèmes de management de la qualité - Exigences (CAQ C)**

L'entrepreneur doit mettre en place un système d'assurance de la qualité propre à la portée des travaux à exécuter. Il est recommandé que le système d'assurance de la qualité soit basé sur ISO 9001:2000 - Systèmes de management de la qualité - Exigences.

L'entrepreneur doit effectuer ou faire effectuer tous les essais et inspections nécessaires permettant d'établir que le matériel ou les services fournis sont conformes aux dessins, aux spécifications et aux exigences contractuelles. L'entrepreneur doit conserver des registres d'inspection exacts et complets qui devront, sur demande, être mis à la disposition du représentant autorisé du ministère de la Défense nationale (MDN), qui peut en faire des copies et en tirer des extraits pendant l'exécution du contrat et pendant une période d'un (1) an suivant la fin des travaux.

L'autorité contractante et le MDN doivent avoir accès aux travaux en tout temps durant les heures de travail, là où toute partie des travaux est exécutée, et peuvent procéder aux examens et aux essais qu'ils jugent appropriés selon les circonstances. Si les travaux ou toute partie des travaux ne sont pas conformes aux exigences contractuelles, le représentant autorisé du MDN a le droit de rejeter les travaux et d'exiger qu'ils soient corrigés ou remplacés aux frais de l'entrepreneur. Le MDN doit communiquer à l'entrepreneur les motifs d'un tel rejet.

Sans égard à ce qui précède, tout le matériel pourra être vérifié et accepté par le MDN au point de destination. Le représentant agréé du MDN au point de destination pourra être le destinataire, le responsable technique ou le responsable de l'assurance de la qualité.

---

**D5543D (12/12/03) ISO 9001:2000 - Systèmes de management de la qualité - Exigences (CAQ C)**

A partir du 10/12/04, cette clause est remplacée par D5543D.

---

**D5543T (31/03/95) Système AQ de l'entrepreneur (CAQ C)**

Cette clause est annulée à partir du 23/11/98.

---

## D - Livraison, inspection et acceptation

---

**Remarques :** Utiliser la clause suivante lorsque le travail visé par le contrat est pour l'étalonnage ou la mise à l'essai d'équipement.

### **D5544D (16/06/06) Laboratoires - ISO/IEC 17025:2005**

Pour l'exécution des travaux décrits dans le présent document, l'entrepreneur doit satisfaire aux exigences suivantes :

ISO/IEC 17025:2005 Prescriptions générales concernant la compétence des laboratoires d'étalonnages et d'essais.

L'objet de la clause n'est pas d'exiger que l'entrepreneur obtienne l'enregistrement ou l'accréditation à la norme visée, mais bien que le système de l'entrepreneur tienne compte de chacune des exigences de la norme.

Aide à l'assurance officielle de la qualité (AOQ) :

L'entrepreneur doit mettre à la disposition du représentant en assurance de la qualité (RAQ) les locaux et les installations nécessaires pour l'exécution correcte de l'assurance officielle de la qualité. L'entrepreneur doit également fournir toute l'aide que le RAQ demande pour l'évaluation, la vérification, la validation, la documentation ou la libération du travail.

Le RAQ doit avoir libre accès à toute installation de l'entrepreneur ou de ses sous-traitants où est effectuée une partie des travaux. Le RAQ doit pouvoir évaluer et vérifier sans restriction que l'entrepreneur se conforme aux procédures et processus de la norme et valider que le travail soit conforme aux exigences contractuelles. L'entrepreneur doit permettre au RAQ d'utiliser raisonnablement ses équipements de contrôle en vue d'effectuer toutes les activités de validation. Le personnel de l'entrepreneur doit être disponible, sur demande, pour l'utilisation de ces équipements.

Lorsque le RAQ estime que l'AOQ est nécessaire chez un sous-traitant, l'entrepreneur doit le mentionner dans le document d'achat et fournir des copies au RAQ, accompagnées de données techniques pertinentes telles que demandées par le RAQ.

L'entrepreneur doit aviser le RAQ lorsqu'il a reçu d'un sous-traitant un produit jugé non conforme après qu'il a été soumis à l'AOQ.

---

### **D5544D (12/12/03) Laboratoires - ISO/IEC 17025:1999**

A partir du 16/06/06, cette clause est remplacée par D5544D.

---

### **D5545D (15/12/95) Exigence relative à la cert. ISO 9000**

Cette clause est annulée à partir du 25/05/01.

---

**Remarques :** Utiliser la clause suivante quand la demande indique qu'il s'agit des règlements de la « Federal Aviation Administration » (FAA) des États-Unis ou du ministère des Transports du Canada (CAQ J du MDN). Lorsque la demande comporte plusieurs codes de l'assurance de la qualité, l'agent de négociation des achats doit identifier les numéros d'articles qui sont associés à chaque clause relative à l'assurance de la qualité.

## D - Livraison, inspection et acceptation

---

---

### **D5580D (23/11/98) Inspection des avions civils (CAQ J)**

Les travaux décrits dans le présent document doivent être inspectés conformément aux exigences des règlements sur les avions civils de la « Federal Aviation Administration » (FAA) des États-Unis ou du ministère des Transports (MT) du Canada, et ils sont sujets à vérification par le ministère de la Défense nationale à destination. Une preuve d'inspection doit accompagner chaque envoi.

Le matériel doit être libéré aux fins d'expédition aux destinataires au moyen de documents d'inspection de la FAA ou du MT dûment remplis et approuvés. Les documents d'inspection dûment remplis doivent être annexés à chaque envoi ou inclus, selon le cas, conformément aux règlements de la FAA ou du MT.

---

---

### **D5580D (31/03/95) Inspection - FAA des É.-U./MT (CAQ J)**

A partir du 23/11/98, cette clause est remplacée par D5580D.

---

---

### **D5600D (01/12/92) Documents de sortie - FAA-É.U./MT**

A partir du 31/03/95, cette clause est remplacée par D5580D.

---

---

### **D5601C (01/06/91) Documents de sortie - CF 1280**

Cette clause est annulée à partir du 01/08/92.

---

**Remarques :** Utiliser la clause suivante lorsque la clause D5510D est utilisée. À l'étape du contrat, l'utiliser de concert avec la clause D5620C.

### **D5601D (12/12/03) Documents de sortie - entrepreneur**

Le matériel doit être libéré aux fins d'expédition au moyen d'un des documents de sortie suivants :

#### **POUR LES ENTREPRENEURS CANADIENS**

À moins d'avis contraire du responsable de l'assurance de la qualité du ministère de la Défense nationale (MDN), la signature du représentant de l'assurance de la qualité (RAQ) du MDN n'est pas exigée sur le document de sortie.

Le matériel doit être libéré aux fins d'expédition au moyen du formulaire FC1280 du MDN, Certificat d'inspection et de sortie, ou d'un document de sortie contenant les mêmes données. L'entrepreneur doit préparer le document de sortie.

## D - Livraison, inspection et acceptation

---

Pour retourner du matériel des entrepreneurs en réparation et révision à l'Amélioration du système d'approvisionnement des Forces canadiennes (AS AFC), utiliser le formulaire MDN 2227/MDN2228 au lieu de FC1280.

### POUR LES ENTREPRENEURS AMÉRICAINS

Le matériel doit être libéré aux fins d'expédition au moyen du formulaire «DD 250, Material Inspection and Receiving Report» (Rapport de réception et d'inspection du matériel) ou un document de sortie contenant les mêmes données et accepté par le RAQ. L'entrepreneur doit préparer le document de sortie.

### POUR LES ENTREPRENEURS NON-CANADIENS (SAUF LES É.-U.)

Le matériel doit être libéré aux fins d'expédition au moyen d'un certificat de conformité, conformément au STANAG 4107 de l'OTAN, qui doit être préparé par l'entrepreneur.

---

**D5601D (30/10/96) Documents de sortie - entrepreneur**

A partir du 12/12/03, cette clause est remplacée par D5601D.

---

**D5601T (01/06/91) Documents de sortie - CF 1280**

A partir du 01/08/92, cette clause est remplacée par D5601D.

---

**D5602C (01/06/91) Documents de sortie - CF 1280 (É.-U.)**

A partir du 01/08/92, cette clause est remplacée par D5601D.

---

**D5602T (01/06/91) Documents de sortie - CF 1280 (É.U.)**

A partir du 01/08/92, cette clause est remplacée par D5601D.

---

**D5603C (01/06/91) Doc. de sortie - CF 1280/emplac.prévu**

A partir du 01/08/92, cette clause est remplacée par D5701C.

## D - Livraison, inspection et acceptation

---

---

**D5603T (01/06/91) Doc. de sortie - CF 1280/emplac. prévu**

A partir du 01/08/92, cette clause est remplacée par D5701C.

---

---

**Remarques : LE TEXTE DE CETTE CLAUSE DOIT FIGURER EN ENTIER DANS LES DOCUMENTS D'ACHAT.** Utiliser la clause suivante de distribution des documents si la clause D5601D a été utilisée sauf lorsque le contrat est pour les entrepreneurs canadiens chargés de réparation et de révision sur le système d'approvisionnement des Forces canadiennes. L'agent des achats doit indiquer la désignation de l'initiateur de la demande.

**D5620C (16/02/98) Documents de sortie - distribution**

1. Les documents de sortie remplis par l'entrepreneur doivent être distribués comme suit :
  - a) **exemplaire 1** : envoyé par la poste au destinataire avec la mention : « À l'attention de l'agent de réception »;
  - b) **exemplaires 2 et 3** : avec l'envoi au destinataire, dans une enveloppe à l'épreuve de l'eau;
  - c) **exemplaire 4** : à l'autorité contractante;
  - d) **exemplaire 5** : au :  
  
Quartier général de la Défense nationale  
Édifice Mgén George R. Pearkes  
101, promenade Colonel By  
Ottawa (ON) K1A OK2  
  
À l'attention de : \_\_\_\_\_
  - e) **exemplaire 6** : au représentant de l'assurance de la qualité;
  - f) **exemplaire 7** : à l'entrepreneur;
  - g) **exemplaire 8** : pour les entrepreneurs non-canadiens :  
  
DAQ/Administration des contrats  
Quartier général de la Défense nationale  
Édifice Mgén George R. Pearkes  
101, promenade Colonel By  
Ottawa (ON) K1A OK2

**NOTA :** Pour les contrats relatifs à la livraison de carburant aux aéronefs, les exemplaires 2, 3, 4 et 5 ne sont pas requis et peuvent être détruits.

---

---

**D5620C (31/03/95) Documents de sortie - distribution**

A partir du 16/02/98, cette clause est remplacée par D5620C.

---

---



## D - Livraison, inspection et acceptation

---

---

**Remarques :** Utiliser la clause suivante quand il s'agit d'une demande de réparation des navires (CAQ L du ministère de la Défense nationale). Utiliser en conjonction avec les clauses D5510D et D5651D.

**D5650D (10/12/04) Assurance officielle de la qualité - réparation des navires**

Les travaux décrits dans le présent document doivent être contrôlés et inspectés conformément aux exigences des conditions générales 1026A et des conditions générales supplémentaires 1029.

---

---

**D5650D (01/08/92) AOQ - contrôlés/inspectés - réparation des navires**

A partir du 10/12/04, cette clause est remplacée par D5650D.

---

---

**Remarques :** Utiliser la clause suivante lorsque la clause D5650D a été utilisée.

**D5651D (31/03/95) Documents de sortie/acceptation des navires**

L'acceptation des navires et des vaisseaux doit être conforme aux procédures de l'ITFC C-03-005-012/AM-001, partie 13, en utilisant la formule CF 1148, Rapport d'inspection de (NAVIRE) et, s'il y a lieu, la formule CF 702, Recette du (NAVIRE) pour les Forces canadiennes.

---

---

**D5651D (01/08/92) AOQ - recette des navires**

A partir du 31/03/95, cette clause est remplacée par D5651D.

---

---

**D5700D (01/08/92) AOQ - installations**

Cette clause est annulée à partir du 01/05/93.

---

---

**D5701C (01/12/92) AOQ installations - documents de sortie**

Cette clause est annulée à partir du 01/05/93.

---

---

## D - Livraison, inspection et acceptation

---

**D5701C (01/08/92) AOQ installations - documents de sortie**

A partir du 01/12/92, cette clause est remplacée par D5701C.

---

**D5710D (01/08/92) Essais de conformité - électromagnétique**

Cette clause est annulée à partir du 31/03/95.

---

**D5720D (01/08/92) Rapports d'essai - fixations de cat. 8**

Cette clause est annulée à partir du 31/03/95.

---

**Remarques : LE TEXTE DE CETTE CLAUSE DOIT FIGURER EN ENTIER DANS LES DOCUMENTS D'ACHAT.** Utiliser la clause suivante pour expliquer les responsabilités du soumissionnaire ou de l'entrepreneur lorsqu'il s'agit d'effectuer une inspection et de fournir un rapport d'inspection ou d'essai sur les mesures prises, dans le cas des fixations filetées de catégorie 3 essentielles à la sécurité, catégories NNO 5305, 5306, 5307, 5310 et 5315.

**D5725D (01/06/94) Rapport d'essai - articles essentiels à la sécurité**

1. Dans le cas des articles indiqués dans le contrat comme étant des fixations de catégorie 3 essentielles à la sécurité, l'entrepreneur doit fournir au représentant de l'assurance de la qualité (RAQ) un rapport d'inspection ou d'essai valide contenant les résultats obtenus pour les paramètres suivants :
  - a) diamètre fonctionnel « go »;
  - b) diamètre primitif;
  - c) diamètre extérieur (filets externes seulement);
  - d) diamètre intérieur (ne s'applique pas aux filets externes - MIL-S-7742);
  - e) rayon à fond de filet (s'applique aux filets externes - MIL-S-8879 seulement);
  - f) angle de flanc;
  - g) pas hélicoïdal (incluant les variations d'hélice);
  - h) aspect circulaire;
  - j) conicité;
  - k) faux rond;
  - l) rugosité de la surface.
2. Si la différence entre le diamètre fonctionnel « GO » et le diamètre primitif n'excède pas 0,5, dans le cas du MIL-S-7742, ou 0,4, dans celui du MIL-S-8879 de la tolérance du diamètre primitif, l'inspection de l'angle de flanc et du pas hélicoïdal (incluant les variations d'hélice) n'est pas nécessaire.
3. La définition de ces termes se trouve dans la dernière version révisée du MIL-S-7742 ou du MIL-S-8879.

## D - Livraison, inspection et acceptation

---

4. L'entrepreneur doit indiquer les mesures obtenues, pour 100 p. 100 des quantités indiquées dans le contrat.
5. Si le rapport d'inspection ou d'essai ne peut être obtenu du fabricant, l'entrepreneur doit faire faire l'inspection à ses frais, qu'il s'agisse de ses propres installations ou d'autres installations acceptées par le RAQ.
6. Le soumissionnaire ou l'entrepreneur certifie par la présente que le prix unitaire indiqué pour chacun des articles ci-haut mentionnés comprend les rapports d'essais requis en vertu de la présente clause.

\_\_\_\_\_  
Signature

\_\_\_\_\_  
Date

7. Si cette attestation n'est pas fournie, votre soumission sera déclarée irrecevable.

---

**D5725D (01/08/92) Rapp. d'essai - art. essentiel à la séc.**

A partir du 01/06/94, cette clause est remplacée par D5725D.

---

**D5726D (01/06/94) Rapp. d'essai, art. non essent. à la séc.**

Cette clause est annulée à partir du 31/03/95.

---

**D5726D (01/08/92) Rapp. d'essai, art. non essent. à la séc.**

A partir du 01/06/94, cette clause est remplacée par D5726D.

---

**Remarques : LE TEXTE DE CETTE CLAUSE DOIT FIGURER EN ENTIER DANS LES DOCUMENTS D'ACHAT.** Utiliser la clause suivante lorsqu'il s'agit de contrats d'entretien ou de contrats de réparation et de révision et que les travaux sont effectués sur place par une équipe mobile de réparation.

**D5800D (01/06/91) Inspection et acceptation**

L'entrepreneur devra se conformer aux exigences de \_\_\_\_\_.

Toute question ayant trait à l'exécution des travaux sur place devra être portée à l'attention du \_\_\_\_\_, qui devra certifier que les travaux ont été exécutés de façon satisfaisante et acceptés en signant \_\_\_\_\_.

## D - Livraison, inspection et acceptation

---

Remarques : LE TEXTE DE CETTE CLAUSE DOIT FIGURER EN ENTIER DANS LES DOCUMENTS D'ACHAT.

**D5801D (13/12/02) Document d'acceptation (civil)**

1. Dès la livraison du navire au Canada, il faudra remplir le formulaire PWGSC-TPSGC 1205, Remise en état et réparation de navire - ministères civils (acceptation - Victoria), et le signer conformément aux instructions du formulaire.
  2. Le formulaire d'acceptation devra être rempli en cinq (5) exemplaires et distribué par le représentant local de Travaux publics et des Services gouvernementaux Canada, de la façon suivante :
    - a) l'original à l'autorité contractante;
    - b) une copie à (au) \_\_\_\_\_;
    - c) une copie à (au) \_\_\_\_\_;
    - d) une copie à (au) \_\_\_\_\_;
    - e) une copie à (au) \_\_\_\_\_.
- 
- 

**D5801D (16/02/98) Document d'acceptation (civil)**

A partir du 13/12/02, cette clause est remplacée par D5801D.

---

---

**D5802D (01/06/91) Document d'acceptation**

Dès la livraison du navire à la Couronne, il faudra remplir et signer le Document d'acceptation, formule DND-MDN CF1 148.

---

---

Remarques : LE TEXTE DE CETTE CLAUSE DOIT FIGURER EN ENTIER DANS LES DOCUMENTS D'ACHAT.

**D5900D (16/02/98) Etablissement des prix**

1. Pour la prestation de services d'inspection au fur et à mesure des besoins, pendant la période débutant le \_\_\_\_\_ et prenant fin le \_\_\_\_\_, en vue d'exécuter les travaux ci-dessus, selon un tarif d'imputation quotidien ferme tout compris.

ANNÉE CIVILE : 19\_\_\_\_

\_\_\_\_\_ \$  
Par jour

2. Les heures supplémentaires, si elles sont nécessaires et autorisées par l'inspecteur principal du bureau d'inspection du ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux, aux tarifs d'horaires fermes suivants :

En dehors des heures régulières : \_\_\_\_\_ \$

## D - Livraison, inspection et acceptation

---

du lundi au vendredi inclusivement : par heure

En dehors des heures régulières : \_\_\_\_\_ \$  
le samedi et le dimanche : par heure.

---

---

### **D5900D (01/06/91) Etablissement des prix**

A partir du 16/02/98, cette clause est remplacée par D5900D.

---

---

### **D5901D (16/02/98) Bureau d'inspection du MTPSG**

Les inspecteurs relèveront de l'inspecteur principal du bureau d'inspection du ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux (MTPSG) : \_\_\_\_\_.

Bureau d'inspection du MTPSG : \_\_\_\_\_.

Le lieu de travail sera situé au même endroit que le bureau d'inspection du MTPSG.

---

---

### **D5901D (01/06/91) Bureau d'inspection du MAS**

A partir du 16/02/98, cette clause est remplacée par D5901D.

---

---

### **D5902D (16/02/98) Qualités personnelles**

Si l'inspectrice ou l'inspecteur affecté ne pouvait exécuter ses fonctions pour une raison quelconque, ou si, de l'avis de l'inspecteur en chef, son travail était insatisfaisant, l'inspectrice ou l'inspecteur serait enlevé et remplacé dans un délai de trente (30) jours après l'avis d'insatisfaction.

---

---

### **D5902D (01/06/91) Qualités personnelles**

A partir du 16/02/98, cette clause est remplacée par D5902D.

---

---

## D - Livraison, inspection et acceptation

---

**D5903D (16/02/98) Qualifications professionnelles**

A partir du 15/06/98, cette clause est remplacée par D5903T.

---

**Remarques : LE TEXTE DE CETTE CLAUSE DOIT FIGURER EN ENTIER DANS LES DOCUMENTS D'ACHAT.**

**D5903T (15/03/98) Qualifications professionnelles**

1. Les qualifications des inspecteurs maritimes devront être attestées par la Direction de l'inspection et des services techniques du Secteur des systèmes aérospatiaux, maritimes et électroniques du ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux, Ottawa (Ontario).
2. Le processus de qualification comprendra un examen des curriculum vitae et, au besoin, une entrevue personnelle visant à évaluer les connaissances, les compétences et l'expérience de chaque candidat et candidate. Les soumissionnaires devront indiquer les noms des candidats et candidates proposés et leurs domaines de compétence respectifs, et fournir des curriculum vitae pour évaluation.

| Candidat ou candidate | Domaine de compétence |
|-----------------------|-----------------------|
| 1. _____              | _____                 |
| 2. _____              | _____                 |
| 3. _____              | _____.                |

---

**Remarques : LE TEXTE DE CETTE CLAUSE DOIT FIGURER EN ENTIER DANS LES DOCUMENTS D'ACHAT.**

**D5904D (01/06/91) Inspection et services techniques**

TRAVAUX PRÉVUS - INSPECTION ET SERVICES TECHNIQUES :

1. Uniquement aux fins de planification, les travaux prévus pour chaque discipline sera comme suit :
    - a) coque : \_\_\_\_\_ jours;
    - b) électricité : \_\_\_\_\_ jours;
    - c) électronique : \_\_\_\_\_ jours;
    - d) machines : \_\_\_\_\_ jours.
- 

**D5909D (16/02/98) Dispositions administratives**

A partir du 21/06/99, cette clause est remplacée par B9029D.

---

## D - Livraison, inspection et acceptation

---

---

**D5910D (01/06/91) Conflit d'intérêts**

A partir du 21/06/99, cette clause est remplacée par K2205D.

---

---

**D5911D (01/06/91) Modalités de paiement**

A partir du 16/02/98, cette clause est remplacée par H1000D.

---

---

**D5912D (31/01/92) Modalités de paiement**

A partir du 16/02/98, cette clause est remplacée par H1000D.

---

---

**D5913D (31/01/92) Modalités de paiement**

A partir du 01/08/92, cette clause est remplacée par M5002D.

---

---

**D6000C (01/06/91) Expédition - instructions**

A partir du 15/09/97, cette clause est remplacée par D6000D.

---

---

**Remarques :** Ne pas utiliser la clause suivante pour les marchés du ministère de la Défense nationale.

Utiliser la clause suivante dans les contrats et les demandes de soumission attribués à des entreprises des États-Unis. Lorsqu'il reçoit du fournisseur une demande d'instructions d'acheminement, l'agent de négociation des contrats doit transmettre cette demande à la Direction de la gestion des transports du Secteur des programmes nationaux, pour connaître les détails des instructions d'acheminement.

**D6000D (12/12/03) Expédition - États-Unis est le fournisseur**

1. Lorsque l'entrepreneur règle les frais d'expédition et inclut ces frais dans le prix d'achat, il peut utiliser ses méthodes habituelles pour l'expédition des marchandises.

## D - Livraison, inspection et acceptation

---

2. Lorsque le Canada paie les frais d'expédition ou rembourse à l'entrepreneur les frais d'expédition directs et identifiables, le Canada se réserve le droit de fournir à l'entrepreneur des instructions d'expédition, comme suit :
- a) pour l'expédition (par camion/rail) de moins de 10 000 lb de marchandises et (par avion) de moins de 1 000 lb de marchandises, l'entrepreneur doit, sauf indication contraire, utiliser ses méthodes habituelles d'expédition;
  - b) pour l'expédition (par camion/rail) de 10 000 lb ou plus de marchandises et (par avion) de 1 000 lb ou plus de marchandises, l'entrepreneur doit :
    - (i) fournir le plus rapidement possible à l'autorité contractante les renseignements suivants :
      - le numéro du contrat;
      - le poids et la catégorie de marchandises;
      - le poids brut et le volume du chargement;
      - le nom de la compagnie de chemin de fer desservant l'installation de l'entrepreneur, s'il lieu;
      - le point et l'adresse d'expédition;
      - la date à laquelle les marchandises seront disponibles;
      - le nom du consignataire et l'adresse de destination;
      - la méthode d'expédition recommandée par l'entrepreneur et le coût;
      - le type d'emballage utilisé et les dimensions de chaque emballage;
      - s'il s'agit de matières ou de produits dangereux, le numéro d'identification de l'Organisation des Nations Unies, la catégorie, la division, le groupe et les instructions de conditionnement;
      - le nom et le numéro de téléphone de la personne-ressource;
    - (ii) attendre les instructions de l'autorité contractante sur le mode d'expédition, le transporteur, la méthode d'acheminement et la facturation des frais de transport avant d'expédier toute marchandise.

---

**D6000D (15/09/97) Expédition - instructions**

A partir du 12/12/03, cette clause est remplacée par D6000D.

---

**D6001C (01/06/91) Expédition - instructions**

A partir du 15/09/97, cette clause est remplacée par D6000D.

---

**D6002C (01/06/91) Expédition - bordereaux**

Cette clause est annulée à partir du 16/02/98.



## D - Livraison, inspection et acceptation

---

---

Remarques : LE TEXTE DE CETTE CLAUSE DOIT FIGURER EN ENTIER DANS LES DOCUMENTS D'ACHAT.

**D6003D** (01/06/91) Destinataire

L'expédition devra être consignée à : \_\_\_\_\_

---

---

Remarques : LE TEXTE DE CETTE CLAUSE DOIT FIGURER EN ENTIER DANS LES DOCUMENTS D'ACHAT.

**D6004D** (01/06/91) Destinataire

L'expédition devra être consignée FAB, tous frais de livraison compris, à : \_\_\_\_\_

---

---

**D6005D** (01/06/91) Destinataire

Cette clause est annulée à partir du 16/02/98.

---

---

**D6006D** (12/12/03) Expédition des munitions - MDN

Cette clause est annulée à partir du 10/12/04.

---

---

**D6006D** (30/10/96) Instructions d'expédition, munitions

A partir du 12/12/03, cette clause est remplacée par D6006D.

---

---

Remarques : LE TEXTE DE CETTE CLAUSE DOIT FIGURER EN ENTIER DANS LES DOCUMENTS D'ACHAT. Utiliser la clause suivante dans tous les contrats de radoub et dans les contrats de transformation, tel que demandé. (Les modifications de contrats doivent être effectuées tel qu'approprié.) Remplir les données.

**D6007C** (21/06/99) Période des travaux - marine

Les travaux commenceront et se termineront comme suit :

Début des travaux : \_\_\_\_\_.

---

---

## D - Livraison, inspection et acceptation

---

Fin des travaux : \_\_\_\_\_.

---

---

**D6007C (01/06/91) Livraison - radoub de navires**

A partir du 21/06/99, cette clause est remplacée par D6007C.

---

---

**Remarques :** Utiliser cette clause pour définir les tolérances de livraison des séries spéciales de production de batteries.

**D6008D (30/10/96) Quantité fournie, batteries**

1. Lorsque l'entrepreneur doit fournir des batteries distinctes de batteries commerciales normalisées ou qu'il doit réaliser une série spéciale de production de batteries, les marges de tolérance suivantes sont admissibles :
    - a) pour les quantités comprises entre 1 et 500 batteries, plus ou moins 5 p. 100;
    - b) pour les quantités comprises entre 501 et 5 000 batteries, plus ou moins 2,5 p. 100;
    - c) pour les quantités de plus de 5 000 batteries, plus ou moins 1 p. 100.
- 
- 

**Remarques :** Utiliser la clause suivante dans les contrats et les demandes de soumission attribués pour le compte du ministère de la Défense nationale lorsqu' on ne connaît pas le destination et la calendrier de livraison à la date de l'exécution des travaux.

**D6009D (14/05/04) Expédition - destination et date de livraison inconnues**

1. L'entrepreneur doit expédier les biens à livrer en DDP rendu droits acquittés (... lieu de destination convenu). Sauf instruction contraire, la livraison se fera par le moyen le plus économique. Les frais d'expédition doivent être indiqués séparément dans la facture de l'entrepreneur. L'entrepreneur est responsable de l'ensemble des frais de livraison, de l'administration, des coûts et des risques de transport et du dédouanement, dont le paiement des droits de douane et des taxes.
2. L'entrepreneur doit livrer les biens dans les dépôts d'approvisionnement des Forces canadiennes (FC) sur rendez-vous seulement. L'entrepreneur ou son transporteur doivent prendre les dispositions nécessaires à ces rendez-vous en communiquant avec la Section du trafic des dépôts à l'endroit pertinent indiqué ci-après. Le destinataire peut refuser des livraisons lorsque des dispositions n'ont pas été prises au préalable.
  - a) 7 Dépôt d'approvisionnement des FC, Parc Lancaster  
Edmonton (Alberta)  
Téléphone : (780) 973-4011, poste 4524
  - b) 25 Dépôt d'approvisionnement des FC, Montréal  
Montréal (Québec)  
Téléphone : (514) 252-2777, poste 2363
  - c) 2B1 Dépôt d'approvisionnement des FC Esquimalt  
Esquimalt (Colombie-Britannique)  
Téléphone : (250) 363-4963

## D - Livraison, inspection et acceptation

---

- d) 7H1 Dépôt d'approvisionnement des FC Halifax  
Halifax (Nouvelle-Écosse)  
Téléphone : (902) 427-0550.
- 

**D6009D (12/12/03) Expédition - destination et date de livraison inconnues**

A partir du 14/05/04, cette clause est remplacée par D6009D.

---

**Remarques :** Utiliser cette clause afin de définir les exigences relatives à la palettisation de marchandises expédiées aux dépôts d'approvisionnement des Forces canadiennes.

**D6010D (10/12/04) Palettisation**

1. Pour tous les envois qui excèdent 0,566 m<sup>3</sup> ou 15,88 kg (20 pi<sup>3</sup> ou 35 lbs), à l'exception des envois faits par messageries, les conditions suivantes s'appliquent :
    - a) L'entrepreneur devra cercler, et au besoin envelopper, les marchandises sur des palettes de bois standard de 1,22 m x 1,02 m (48 po x 40 po). La palette à quatre entrées devra être fournies, sans frais, au ministère de la Défense nationale. La hauteur totale, palettes y compris, ne devra pas dépasser 1,19 m (47 po). La charge unitaire ne devra pas dépasser aucun bords de la palette de plus de 2,54 cm (1 po).
    - b) L'entrepreneur devra regrouper les articles identifiés d'un même numéro de stock (sur la même palette). Les palettes composées de plus d'un numéro de stock doivent être identifiées « ARTICLES MIXTES ».
    - c) Les articles individuels mesurant plus de 1,22 m (48 po) de longueur ou pesant plus de 453,6 kg (1000 lbs) devront être arrimées à des palettes plus larges ou devront être montés sur des patins de 10,16 cm x 10,16 cm (4 po x 4 po) bien attachés au bas de l'article. Les patins doivent être séparés par un minimum de 71,12 cm (28 po).
  2. Toute exception à ces exigences devra être approuvée au préalable par l'autorité contractante.
- 

**D6010D (30/10/96) Palettisation**

A partir du 10/12/04, cette clause est remplacée par D6010D.

---

**Remarques : LE TEXTE DE CETTE CLAUSE DOIT FIGURER EN ENTIER DANS LES DOCUMENTS D'ACHAT.** Utiliser cette clause dans les contrats lorsque les produits livrables n'ont pas été identifiées de façon spécifique dans l'énoncé de travail et qu'il y aura des articles autres que des rapports. Énumérer chaque article en précisant la date de livraison applicable.

## **D - Livraison, inspection et acceptation**

---

---

**D9000C (01/12/00) Fournitures**

1. L'entrepreneur devra livrer les articles suivants au responsable technique, à l'endroit et au moment indiqués ci-dessous :

|    | Article | Date de livraison |
|----|---------|-------------------|
| 1. | _____   | _____             |
| 2. | _____   | _____             |
| 3. | _____   | _____             |

2. L'entrepreneur devra aviser, par écrit, l'autorité contractante lorsque ces articles auront été livrés.
- 
- 

**D9000C (16/02/98) Fournitures**

A partir du 01/12/00, cette clause est remplacée par D9000C.

---

---

**D9001C (01/06/91) Imprimerie - besoins**

Cette clause est annulée à partir du 31/03/95.

---

---

**D9002C (16/02/98) Ensembles incomplets**

L'entrepreneur ne doit pas expédier des ensembles couverts par cette commande s'ils sont incomplets, à moins d'en avoir obtenu l'autorisation préalable de l'autorité contractante.

---

---

**D9002C (01/06/91) Ensembles incomplets**

A partir du 16/02/98, cette clause est remplacée par D9002C.

---

---

**D9003C (31/01/92) Effets à livrer**

A partir du 16/02/98, cette clause est remplacée par D9003D.

---

---

## **D - Livraison, inspection et acceptation**

---

---

**Remarques : LE TEXTE DE CETTE CLAUSE DOIT FIGURER EN ENTIER DANS LES DOCUMENTS D'ACHAT.**

**D9003D (01/12/00) Effets à livrer**

Les produits livrables suivants sont exigés lors de l'exécution du présent contrat : \_\_\_\_\_.

\_\_\_\_\_

**D9003D (16/02/98) Effets à livrer**

A partir du 01/12/00, cette clause est remplacée par D9003D.

\_\_\_\_\_

**D9004C (31/01/92) Effets à livrer**

A partir du 16/02/98, cette clause est remplacée par D9003D.

\_\_\_\_\_

**Remarques : LE TEXTE DE CETTE CLAUSE DOIT FIGURER EN ENTIER DANS LES DOCUMENTS D'ACHAT.** Utiliser la clause suivante dans les contrats, de concert avec la clause A0300T, Pièces de rechange d'avion militaire – condition et attestation des articles finaux à livrer.

**D9010C (10/12/04) Pièces de rechange d'avion militaire - documentation sur la navigabilité**

L'entrepreneur doit fournir la documentation suivante sur la navigabilité, avec les colis expédiés ou les pièces livrées :

\_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_

**Remarques : LE TEXTE DE CETTE CLAUSE DOIT FIGURER EN ENTIER DANS LES DOCUMENTS D'ACHAT.** Utiliser la clause suivante dans les contrats, en conjonction avec la clause A0301T, Pièces de rechange d'avion militaire – substituts et traçabilité.

**D9011C (10/12/04) Pièces de rechange d'avion militaire - traçabilité**

On doit pouvoir examiner les registres du fabricant constituant la preuve d'origine de ces pièces, et l'entrepreneur doit conserver les registres et les mettre à jour pendant trois (3) ans suivant la livraison des dernières pièces en vertu du présent contrat. Ces registres doivent comprendre :

## **D - Livraison, inspection et acceptation**

---

- a) des renseignements suffisants pour permettre de repérer les pièces selon le type, la classe, le style, la catégorie (dont le numéro de série ou de lot), le numéro de modèle, l'origine, ainsi que la date et le lieu de fabrication, selon le cas;
  - b) le nom et la description (ou une autre désignation claire), ainsi que le numéro de la spécification, du dessin, du processus et des exigences relatives à l'inspection, selon le cas;
  - c) des registres pour l'ensemble des inspections et des essais effectués, y compris ceux qui ont été exécutés au nom du fabricant ou de l'entrepreneur;
  - d) des copies de tous les certificats de conformité ou d'application délivrés par le fabricant;
  - e) toutes les autres données techniques pertinentes.
- 
-

---

## **Section 5**

### **E - Garantie financiere**

---





## E - Garantie financière

---

**Remarques : LE TEXTE DE CETTE CLAUSE DOIT FIGURER EN ENTIER DANS LES DOCUMENTS D'ACHAT.** Utiliser la clause suivante lorsque l'invitation à soumissionner contient la clause E0004T. L'agent de négociation des contrats doit inscrire les données requises aux alinéas 1 et 2 (pourcentage seulement).

### E0001T (13/12/02) Dépôts de garantie/cautionnements

1. Annexée à la présente soumission est la garantie exigée comprenant :
    - a) un dépôt de garantie (obligation de garantie par le gouvernement, lettre de change, lettre de crédit de soutien irrévocable) de \_\_\_\_ \$, représentant au moins \_\_\_\_ p. 100 du prix de la soumission, ou
    - b) un cautionnement de soumission de \_\_\_\_ \$, représentant au moins \_\_\_\_ p. 100 du prix de la soumission, émis par \_\_\_\_.
  2. Si la présente soumission est acceptée, le soumissionnaire est tenu de fournir, dans les \_\_\_\_ jours suivant l'attribution du contrat, l'une des garanties financières contractuelles suivante :
    - a) un cautionnement d'exécution représentant \_\_\_\_ p. 100 du prix du contrat, émis par une des sociétés de cautionnement énumérées à l'appendice L, Compagnies de cautionnement reconnues, du Conseil du Trésor (CT) ([http://www.tbs-sct.gc.ca/pubs\\_pol/dcgpubs/Contracting/contractingpol\\_1\\_f.html](http://www.tbs-sct.gc.ca/pubs_pol/dcgpubs/Contracting/contractingpol_1_f.html)), sous la forme prescrite à l'annexe 7.3 Cautionnement d'exécution, ci-jointe;
    - b) un cautionnement d'exécution de même qu'un cautionnement pour le paiement de la main-d'oeuvre et des matériaux, représentant chacun \_\_\_\_ p. 100 du prix du contrat, émis par une des compagnies énumérées à l'appendice L, Compagnies de cautionnement reconnues, du CT, sous la forme prescrite à l'annexe 7.3, Cautionnement d'exécution, et à l'annexe 7.2, Cautionnement pour le paiement de la main-d'oeuvre et des matériaux, ci-jointes;
    - c) un cautionnement pour le paiement de la main-d'oeuvre et des matériaux représentant \_\_\_\_ p. 100 du prix du contrat, émis par une des sociétés de cautionnement énumérées à l'appendice L, Compagnies de cautionnement reconnues, du CT, sous la forme prescrite à l'annexe 7.2, Cautionnement pour le paiement de la main-d'oeuvre et des matériaux, ci-jointe, en plus du dépôt de garantie fourni conformément à la clause 1.a) ci-dessus, lesquels seront conservés par le Canada;
    - d) un dépôt de garantie (obligation de garantie par le gouvernement, lettre de change, lettre de crédit de soutien irrévocable) s'élevant à \_\_\_\_ p. 100 du prix du contrat, en plus du dépôt de garantie fourni conformément au sous-alinéa 1.a) ci-dessus, dépôts que le Canada conservera;
    - e) un dépôt de garantie (obligation de garantie par le gouvernement, lettre de change, lettre de crédit de soutien irrévocable) s'élevant à \_\_\_\_ p. 100 du prix du contrat.
  3. Si, pour une raison quelconque, le Canada ne reçoit pas le contrat signé par le soumissionnaire ainsi que la garantie financière susmentionnée dans les délais indiqués, le Canada pourra garder la garantie de soumission et accepter une autre offre, lancer une nouvelle invitation à soumissionner, négocier un contrat ou n'accepter aucune offre, comme il le jugera approprié.
-

## E - Garantie financière

---

**E0001T (01/12/00) Dépôts de garantie/cautionnements**

A partir du 13/12/02, cette clause est remplacée par E0001T.

---

**E0002T (01/06/91) Dépôts de garantie/cautionnements**

Cette clause est annulée à partir du 16/02/98.

---

**Remarques :** Utiliser la clause suivante dans les invitations à soumissionner prévoyant un dépôt comme garantie financière des soumissions.

**E0003T (16/02/98) Dépôt de garantie**

1. Le dépôt de garantie (obligation de garantie par le gouvernement, lettre de change, lettre de crédit de soutien irrévocable) sera conservé par le Canada en gage de la passation du contrat et de la soumission de la garantie de contrat exigée par le Canada. En cas de défaut ou de non-exécution par le soumissionnaire, ladite somme sera confisquée par le Canada, jusqu'à concurrence du montant entre le prix de la soumission et le montant du contrat passé par le Canada pour les travaux, les biens et les services précisés dans la soumission. Sinon, le dépôt de garantie sera traité comme suit :
    - a) il sera renvoyé au soumissionnaire dont l'offre a été rejetée, lorsque le contrat est adjugé;
    - b) il sera renvoyé à l'entrepreneur si ce dernier fournit les cautionnements permis à titre de garantie financière de contrat;
    - c) il sera appliqué à la garantie financière du contrat, faute de cautionnement. Les dépôts de garantie sous forme de lettres de change doivent être versés au Fonds du revenu consolidé et doivent produire des intérêts simples aux taux qui sont en vigueur pendant la période où le dépôt de garantie est conservé. Ces taux sont publiés chaque mois par le ministère des Finances et correspondent au rendement moyen des bons du Trésor de quatre-vingt-dix (90) jours, moins 1/8 de 1 p. 100. L'intérêt doit être versé annuellement ou, lorsqu'il s'agit d'une période de moins de douze (12) mois, au moment où le dépôt de garantie est retourné à l'entrepreneur. Aucun intérêt n'est versé lorsque l'entrepreneur demande au Ministre de ne pas encaisser la lettre de change, mais de la placer tout simplement en fiducie.
- 

**E0003T (01/06/91) Dépôt de garantie**

A partir du 16/02/98, cette clause est remplacée par E0003T.

---

**Remarques : LE TEXTE DE CETTE CLAUSE DOIT FIGURER EN ENTIER DANS LES DOCUMENTS D'ACHAT.** Utiliser la clause suivante dans les invitations à soumissionner lorsqu'une garantie financière de soumission est exigée. Les agents de négociation des contrats doivent inscrire les pourcentages et les montants à l'alinéa 3. (Voir la procédure 6C.279 dans le *Guide des approvisionnements*.)

## E - Garantie financière

---

Cette clause doit être utilisée de concert avec la clause E0008D, Définitions.

### **E0004T (13/12/02) Garantie financière**

1. La garantie financière de soumission exigée doit prendre la forme :
  - a) d'un dépôt de garantie conforme à la définition ci-après décrite, ou
  - b) d'un cautionnement de soumission émis par une des sociétés de cautionnement énumérées à l'appendice L, Compagnies de cautionnement reconnues, du Conseil du Trésor ([http://www.tbs-sct.gc.ca/pubs\\_pol/dcgpubs/Contracting/contractingpol\\_l\\_f.html](http://www.tbs-sct.gc.ca/pubs_pol/dcgpubs/Contracting/contractingpol_l_f.html)), sous la forme prescrite à l'annexe 7.1, Cautionnement de soumission, dont une copie est jointe au présent document.
2. Les obligations à coupons constituant un dépôt de garantie doivent comprendre tous les coupons non échus à la date du dépôt au Canada. De temps à autre, le Canada peut détacher les coupons échus et les envoyer au soumissionnaire à l'adresse indiquée sur la soumission, à moins d'indication contraire par l'entrepreneur.
3. Si le prix de la soumission ne dépasse pas 250 000 \$, le dépôt de garantie sera de \_\_\_\_\_ p. 100. Lorsque le prix de la soumission dépasse 250 000 \$, le dépôt de garantie sera de \_\_\_\_\_ \$ plus \_\_\_\_\_ p. 100 de la différence entre le prix de la soumission et 250 000 \$, jusqu'à concurrence de \_\_\_\_\_ \$.
4. Les soumissionnaires qui fournissent un dépôt de garantie à titre de garantie de soumission sont tenus de présenter une soumission scellée (sauf au Québec).

---

### **E0004T (01/12/00) Garantie financière**

A partir du 13/12/02, cette clause est remplacée par E0004T.

---

**Remarques : LE TEXTE DE CETTE CLAUSE DOIT FIGURER EN ENTIER DANS LES DOCUMENTS D'ACHAT.** Utiliser la clause suivante dans les contrats prévoyant un dépôt comme garantie financière des contrats.

La clause suivante doit être utilisée de concert avec la clause E0008T, Définitions.

### **E0005C (01/12/00) Dépôt de garantie**

1. a) L'entrepreneur versera au Canada un dépôt de garantie de \_\_\_\_\_ \$ dans les \_\_\_\_\_ jours civils suivant la date du contrat. Si, pour une raison quelconque, le Canada ne reçoit pas le contrat signé par l'entrepreneur et le dépôt de garantie susmentionnés dans les délais prescrits, le Canada peut conserver la garantie de soumission fournie et accepter n'importe quelle offre, inviter de nouvelles soumissions, négocier un contrat ou n'accepter aucune offre, comme le Canada le juge approprié.
- b) Les obligations à coupons constituant un dépôt de garantie doivent comprendre tous les coupons non échus à la date du dépôt. De temps à autre, le Canada peut détacher les coupons échus et les envoyer à l'entrepreneur à l'adresse indiquée dans l'entente pour l'envoi des avis, à moins d'indication contraire par l'entrepreneur.
- c) Lorsque le dépôt de garantie est une lettre de change, le Canada la versera dans un compte ouvert au Fonds du revenu consolidé. Les dépôts de garantie sous forme de

## E - Garantie financière

---

lettres de change qui sont versés au Fonds du revenu consolidé produiront des intérêts simples aux taux qui sont en vigueur pendant la période où le dépôt de garantie est conservé. Ces taux sont publiés chaque mois par le ministère des Finances et correspondent au rendement moyen des bons du Trésor de quatre-vingt-dix (90) jours, moins 1/8 de 1 p. 100. L'intérêt doit être versé annuellement ou, lorsqu'il s'agit d'une période de moins de douze (12) mois, au moment où le dépôt de garantie est retourné à l'entrepreneur. Aucun intérêt n'est versé lorsque l'entrepreneur demande au Canada de ne pas encaisser la lettre de change mais de la placer tout simplement en fiducie.

2. Le Canada peut mettre le dépôt de garantie à la disposition du Canada si les circonstances lui permettent de résilier le contrat pour défaut; cette action ne constitue toutefois pas la résiliation du contrat.
3. Le cas échéant :
  - a) les bénéfices obtenus seront utilisés, dans la mesure du possible, pour l'achèvement des travaux aux termes du contrat, et le reste des bénéfices sera ensuite renvoyé à l'entrepreneur à la fin du délai de garantie; et
  - b) si le Canada conclut une entente portant sur l'achèvement des travaux hors contrat, l'entrepreneur
    - (1) sera censé avoir irrévocablement abandonné les travaux; et
    - (2) demeurera responsable des frais excédentaires reliés à l'achèvement des travaux si le montant du dépôt de garantie n'est pas suffisant à cette fin. (« *Frais excédentaires* » désigne toute somme dépassant la partie du prix du contrat qui reste à payer en plus du montant du dépôt de garantie.)
4. Si le Canada ne met pas le dépôt de garantie à la disposition du Canada avant la fin du délai de garantie, le Canada renverra le dépôt de garantie à l'entrepreneur dans un délai raisonnable après cette date.

---

**E0005C (21/06/99) Dépôt de garantie**

A partir du 01/12/00, cette clause est remplacée par E0005C.

---

**Remarques : LE TEXTE DE CETTE CLAUSE DOIT FIGURER EN ENTIER DANS LES DOCUMENTS D'ACHAT.**

**E0006D (01/08/92) Garantie financière**

L'Entrepreneur doit fournir la garantie financière conformément à l'annexe "\_\_\_"; cette dernière est jointe au contrat et en fait partie intégrante. Une liste des compagnies garantissant les obligations sera acceptée par le gouvernement du Canada et les échantillons des cautionnements d'exécution et des cautionnements pour le paiement de la main d'oeuvre et des matériaux incorporés dans la DDP font partis du contrat.

---

## E - Garantie financière

---

---

**E0006D (31/01/92) Garanti financière**

A partir du 01/08/92, cette clause est remplacée par E0006D.

---

---

**Remarques : LE TEXTE DE CETTE CLAUSE DOIT FIGURER EN ENTIER DANS LES DOCUMENTS D'ACHAT.** Utiliser la clause suivante lorsqu'une garantie de contrat est exigée, et de concert avec les clauses E0005C et E0008T.

**E0007T (30/05/03) Garantie financière de contrat**

1. Si la présente soumission est acceptée, le soumissionnaire est tenu de fournir, dans les \_\_\_\_\_ jours civils suivant l'attribution du contrat, l'une des garanties financières contractuelles suivante :
    - a) un cautionnement d'exécution représentant \_\_\_\_\_ p. 100 du prix du contrat, émis par une des sociétés de cautionnement énumérées à l'appendice L, Compagnies de cautionnement reconnues, de la Politique sur les marchés du Conseil du Trésor (CT) ([http://www.tbs-sct.gc.ca/pubs\\_pol/dcgpubs/Contracting/contractingpol\\_l\\_f.asp](http://www.tbs-sct.gc.ca/pubs_pol/dcgpubs/Contracting/contractingpol_l_f.asp)), sous la forme prescrite à l'annexe 7.3, Cautionnement d'exécution, ci-jointe;
    - b) un cautionnement d'exécution de même qu'un cautionnement pour le paiement de la main-d'oeuvre et des matériaux, représentant chacun \_\_\_\_\_ p. 100 du prix du contrat, émis par une des compagnies énumérées à l'appendice L, Compagnies de cautionnement reconnues, de la Politique sur les marchés du CT, sous la forme prescrite à l'annexe 7.3, Cautionnement d'exécution, et à l'annexe 7.2, Cautionnement pour le paiement de la main-d'oeuvre et des matériaux, ci-jointes;
    - c) un cautionnement pour le paiement de la main-d'oeuvre et des matériaux représentant \_\_\_\_\_ p. 100 du prix du contrat, émis par une des sociétés de cautionnement énumérées à l'appendice L, Compagnies de cautionnement reconnues, de la Politique sur les marchés du CT, sous la forme prescrite à l'annexe 7.2, Cautionnement pour le paiement de la main-d'oeuvre et des matériaux, ci-jointe;
    - d) un dépôt de garantie (obligation garantie par le gouvernement, lettre de change, lettre de crédit de soutien irrévocable) s'élevant à \_\_\_\_\_ p. 100 du prix du contrat.
  2. Si, pour une raison quelconque, le Canada ne reçoit pas, dans les délais indiqués, le contrat signé par le soumissionnaire et la garantie financière de contrat demandée, le Canada pourra accepter une autre offre, lancer une nouvelle invitation à soumissionner, négocier un contrat ou n'accepter aucune offre, comme il le jugera approprié.
  3. Les obligations à coupons constituant un dépôt de garantie doivent comprendre tous les coupons non échus à la date du dépôt au Canada. De temps à autre, le Canada peut détacher les coupons échus et les envoyer au soumissionnaire à l'adresse indiquée sur la soumission, à moins d'indication contraire par l'entrepreneur.
- 
- 

**E0007T (13/12/02) Garantie financière de contrat**

A partir du 30/05/03, cette clause est remplacée par E0007T.

---

---

## E - Garantie financière

---

Remarques : **LE TEXTE DE CETTE CLAUSE DOIT FIGURER EN ENTIER DANS LES DOCUMENTS D'ACHAT.** Utiliser la clause suivante de concert avec les clauses E0004T, E0005C et E0007T.

**E0008D (21/06/99) Garantie financière de contrat**

Dans cette clause,

«**dépôt de garantie**» désigne

- a) une lettre de change
  - (1) à la fois payable à l'ordre du Receveur général du Canada, et
  - (2) certifiée par une institution financière agréée ou tirée par une telle institution sur elle-même; ou
- b) une obligation garantie par le gouvernement; ou
- c) une lettre de crédit de soutien irrévocable, ou
- d) toute autre valeur jugée acceptable par l'autorité contractante (Travaux publics et Services gouvernementaux Canada) et approuvée par le Conseil du Trésor;

«**institution financière agréée**» désigne

- a) toute société ou institution qui est membre de l'Association canadienne des paiements;
- b) une société qui accepte des dépôts qui sont garantis par la Société d'assurance-dépôts du Canada ou la Régie de l'assurance-dépôts du Québec jusqu'au maximum permis par la loi;
- c) une caisse de crédit au sens de la *Loi de l'impôt sur le revenu*; ou
- d) une société qui accepte du public des dépôts dont le remboursement est garanti par le Canada du chef d'une province.

«**obligation garantie par le gouvernement**» désigne une obligation du gouvernement du Canada ou une obligation dont le principal et l'intérêt sont garantis inconditionnellement par le gouvernement du Canada et qui est :

- a) payable au porteur; ou
- b) accompagnée d'un acte de transfert au Receveur général du Canada, dûment signée en conformité avec le Règlement sur les obligations intérieures du Canada; ou
- c) enregistrée au nom du Receveur général du Canada.

«**lettre de crédit de soutien irrévocable**» désigne quel qu'en soit le nom ou la description, en fonction duquel une institution financière l'«**émetteur**») agissant conformément aux instructions ou aux demandes d'un client (le «**demandeur**»), ou en son nom propre, doit verser un paiement au Canada, en tant que bénéficiaire, ou doit accepter et payer les lettres de change émises par le Canada, ou autorise une autre institution financière à effectuer un tel paiement ou à accepter et à payer de telles lettres de change, ou autorise une autre institution financière à négocier, à la suite d'une demande écrite de paiement, à condition que les modalités de la lettre de crédit soient respectées.

La lettre de crédit doit :

- a) préciser la somme nominale qui peut être retirée;
- b) préciser sa date d'expiration;
- c) prévoir le paiement à vue au Receveur général du Canada à partir de la lettre de change de l'institution financière sur présentation d'une demande écrite de paiement signée par le représentant ministériel autorisé identifié dans la lettre de crédit par son bureau;

## E - Garantie financière

---

- d) prévoir que plus d'une demande écrite de paiement puisse être présentée à condition que la somme de ces demandes ne dépasse par la valeur nominale de la lettre de crédit;
- e) prévoir son assujettissement aux Règles et usages uniformes relatives aux crédits documentaires de la Chambre de commerce internationale (CCI), révision de 1993, publication de la CCI n° 500;
- f) préciser clairement leur nature irrévocable ou qui est jugée irrévocable en vertu de l'article 6 c) des Règles et usages uniformes relatifs aux crédits documentaires de la CCI, révision de 1993, publication de la CCI n° 500, et
- g) être émise ou confirmée, dans l'une ou l'autre des langues officielles, par une institution financière qui est membre de l'Association canadienne des paiements et qui est sur le papier en-tête de l'émetteur ou du confirmateur. La mise en page est laissée à la discrétion de l'émetteur ou du confirmateur.

«fin du délai de garantie» désigne le dernier jour du délai de garantie fixé ou la date à laquelle l'entrepreneur finit de remplir ses obligations aux termes des dispositions contractuelles en matière de garantie, selon la dernière évaluation.

---

**Remarques : LE TEXTE DE CETTE CLAUSE DOIT FIGURER EN ENTIER DANS LES DOCUMENTS D'ACHAT.** Utiliser la clause suivante dans les contrats prévoyant un cautionnement d'exécution comme garantie financière des contrats.

### **E5000C (01/06/91) Cautionnement d'exécution**

Afin de garantir la disponibilité des fonds pour effectuer les travaux conformément aux conditions du contrat, l'entrepreneur fournira au Ministre, dans \_\_\_\_\_ jours suivant la date du présent accord, un cautionnement d'exécution dûment signé, essentiellement sous la forme de l'annexe B ci-après; ce cautionnement s'élèvera à \_\_\_\_\_ \$, soit \_\_\_\_\_ p. 100 du prix du contrat à la date du présent accord; ce cautionnement sera garanti par une société approuvée par le Conseil du Trésor du Canada ou en son nom.

L'entrepreneur doit se conformer totalement à cette exigence avant de recevoir toute somme qui, aux termes du contrat, serait payable par le Canada ou en son nom.

---

**Remarques : LE TEXTE DE CETTE CLAUSE DOIT FIGURER EN ENTIER DANS LES DOCUMENTS D'ACHAT.** Utiliser la clause suivante dans les contrats prévoyant un cautionnement pour le paiement de la main-d'oeuvre et des matériaux comme garantie financière des contrats.

### **E8000C (01/06/91) Cautionnement/main-d'oeuvre et matériaux**

1. Afin de garantir la disponibilité des fonds pour la main-d'oeuvre, les matériaux et les services des sous-traitants non payés, l'entrepreneur fournira au Ministre, dans les \_\_\_\_\_ jours suivant la date du présent accord, un cautionnement pour le paiement de la main-d'oeuvre et des matériaux dûment signé, essentiellement sous la forme de l'annexe C ci-après; ce cautionnement s'élèvera à \_\_\_\_\_ \$, soit \_\_\_\_\_ p. 100 du prix du contrat à la date du présent accord; ce cautionnement sera garanti par une société approuvée par le Conseil du Trésor du Canada ou en son nom.

2. L'entrepreneur affichera une copie du cautionnement bien en évidence sur les lieux des travaux.

L'entrepreneur doit se conformer totalement aux exigences énoncées aux paragraphes 1 et 2 avant de recevoir toute somme qui, aux termes du Contrat, serait payable par le Canada ou en son nom.

---

---

## **Section 5**

### **F - Sécurité industrielle**

---





## F - Sécurité industrielle

---

---

**F0000D (01/12/92) Sécurité industrielle - Remarques générales**

Cette clause est annulée à partir du 24/05/02.

---

---

**F0001D (03/02/97) Exigences en matière de sécurité**

Cette clause est annulée à partir du 24/05/02.

---

---

**F0001D (15/12/95) Exigences en matière de sécurité**

A partir du 03/02/97, cette clause est remplacée par F0001D.

---

---

**F0005D (03/02/97) Exigences en matière de sécurité**

Cette clause est annulée à partir du 24/05/02.

---

---

**F0005D (15/12/95) Exigences en matière de sécurité**

A partir du 03/02/97, cette clause est remplacée par F0005D.

---

---

**Remarques : LE TEXTE DE CETTE CLAUSE DOIT FIGURER EN ENTIER DANS LES DOCUMENTS D'ACHAT.** Utiliser la clause suivante après avoir consulté la Direction de la sécurité industrielle canadienne et internationale.

Il est obligatoire de remplir le formulaire TBS/SCT 350-103, Liste de vérification des exigences relatives à la sécurité, qui est disponible en ligne à : <http://www.ciisd.gc.ca>.

**F1005D (30/05/03) Renseignements protégés - aucune cote de protection des documents**

1. L'entrepreneur ou l'offrant doit détenir en permanence, pendant l'exécution du contrat ou de l'offre à commandes, une attestation de vérification d'organisation désignée (VOD) en vigueur, délivrée par la Direction de la sécurité industrielle canadienne et internationale (DSICI) de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC).

## F - Sécurité industrielle

---

2. Les membres du personnel de l'entrepreneur ou de l'offrant devant avoir accès à des renseignements ou à des biens PROTÉGÉS, ou à des établissements de travail dont l'accès est réglementé, doivent TOUS détenir une cote de FIABILITÉ en vigueur, délivrée ou approuvée par la DSICI de TPSGC.
3. L'entrepreneur ou l'offrant NE DOIT PAS emporter de renseignements ou de biens PROTÉGÉS hors des établissements de travail visés; et l'entrepreneur ou l'offrant doit s'assurer que son personnel est au courant de cette restriction et qu'il la respecte.
4. Les contrats de sous-traitance comportant des exigences relatives à la sécurité NE DOIVENT PAS être attribués sans l'autorisation écrite préalable de la DSICI de TPSGC.
5. L'entrepreneur ou l'offrant doit respecter les dispositions :
  - a) de la Liste de vérification des exigences relatives à la sécurité, reproduite ci-joint à l'Annexe \_\_\_\_\_;
  - b) du *Manuel de la sécurité industrielle* (dernière édition).

---

**F1005D (13/12/02) Renseignements protégés - aucune cote de protection des documents**

A partir du 30/05/03, cette clause est remplacée par F1005D.

---

**Remarques : LE TEXTE DE CETTE CLAUSE DOIT FIGURER EN ENTIER DANS LES DOCUMENTS D'ACHAT.** Utiliser la clause suivante dans les cas où :

- une **vérification de la fiabilité** est nécessaire (case12);
- des membres du personnel de conciergerie, d'entretien et de déneigement, entre autres, doivent avoir accès à des **établissements de travail dont l'accès est réglementé**.

**Remarque : \*\*** La clause doit préciser la nature du marché, à savoir s'il s'agit d'un contrat ou d'une offre à commandes.

### PERSONNEL DÉSIGNÉ – PROTÉGÉ

**F1006D (13/12/02) Exigences de sécurité pour les fournisseurs canadiens - aucun accès aux renseignements protégés**

**Exigence relative à la sécurité : \*\* DOSSIER DE TPSGC n° : \_\_\_\_\_**

1. L'entrepreneur ou l'offrant doit détenir en permanence, pendant l'exécution du contrat ou de l'offre à commandes, une attestation de vérification d'organisation désignée (VOD) en vigueur au niveau de FIABILITÉ, délivrée par la Direction de la sécurité industrielle canadienne et internationale (DSICI) de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC).
2. Les membres du personnel de l'entrepreneur ou de l'offrant devant avoir accès à des établissements de travail dont l'accès est réglementé doivent TOUS détenir une cote de FIABILITÉ en vigueur, délivrée ou approuvée par la DSICI de TPSGC.
3. Les contrats de sous-traitance comportant des exigences relatives à la sécurité NE DOIVENT PAS être attribués sans l'autorisation écrite préalable de la DSICI de TPSGC.
4. L'entrepreneur ou l'offrant doit respecter les dispositions :

## F - Sécurité industrielle

---

- a) de la Liste de vérification des exigences relatives à la sécurité, reproduite ci-joint à l'Annexe \_\_\_\_\_;
- b) du *Manuel de la sécurité industrielle* (dernière édition).

---

**Remarques : LE TEXTE DE CETTE CLAUSE DOIT FIGURER EN ENTIER DANS LES DOCUMENTS D'ACHAT.** Utiliser la clause suivante après avoir consulté la Direction de la sécurité industrielle canadienne et internationale.

Il est obligatoire de remplir le formulaire TBS/SCT 350-103, Liste de vérification des exigences relatives à la sécurité, qui est disponible en ligne à : <http://www.ciisd.gc.ca>.

**F1010D (30/05/03) Cote de protection et(ou) production des documents - sans traitement informatique**

1. L'entrepreneur ou l'offrant doit détenir en permanence, pendant l'exécution du contrat ou de l'offre à commandes, une attestation de vérification d'organisation désignée (VOD) en vigueur, ainsi que l'une des cotes approuvées ci-après : ***(Choisir une seule des options suivantes et supprimer les autres.)***
  - cote de protection des documents au niveau PROTÉGÉ \_\_\_\_\_.
  - cote de protection et de production des documents au niveau PROTÉGÉ \_\_\_\_\_.
  - cote de protection des documents au niveau \_\_\_\_\_ et cote de production au niveau \_\_\_\_\_, délivrées par la Direction de la sécurité industrielle canadienne et internationale de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.
2. Les membres du personnel de l'entrepreneur ou de l'offrant devant avoir accès à des renseignements ou à des biens PROTÉGÉS, ou à des établissements de travail dont l'accès est réglementé, doivent TOUS détenir une cote de FIABILITÉ en vigueur, délivrée ou approuvée par la Direction de la sécurité industrielle canadienne et internationale (DSICI) de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC).
3. Le traitement des documents PROTÉGÉS sur de l'équipement de traitement automatique ou électronique des données dans l'établissement de l'entrepreneur ou l'offrant n'est PAS autorisé dans le cadre de ce contrat ou offre à commandes.
4. Les contrats de sous-traitance comportant des exigences relatives à la sécurité NE doivent pas être attribués sans l'autorisation écrite préalable de la DSICI de TPSGC.
5. L'entrepreneur ou l'offrant doit respecter les dispositions :
  - a) de la Liste de vérification des exigences relatives à la sécurité, reproduite ci-joint à l'Annexe \_\_\_\_\_;
  - b) du *Manuel de la sécurité industrielle* (dernière édition).

---

**F1010D (13/12/02) Cote de protection et(ou) production des documents - sans traitement informatique**

A partir du 30/05/03, cette clause est remplacée par F1010D.

## F - Sécurité industrielle

---

---

**Remarques : LE TEXTE DE CETTE CLAUSE DOIT FIGURER EN ENTIER DANS LES DOCUMENTS D'ACHAT.** Utiliser la clause suivante après avoir consulté la Direction de la sécurité industrielle canadienne et internationale.

Il est obligatoire de remplir le formulaire TBS/SCT 350-103, Liste de vérification des exigences relatives à la sécurité, qui est disponible en ligne à <http://www.ciisd.gc.ca>.

**F1015D (30/05/03) Cote de fiabilité, attestation de vérification d'organisation désignée et cote de production - sans traitement informatique**

1. L'entrepreneur ou l'offrant doit détenir en permanence, pendant l'exécution du contrat ou de l'offre à commandes, une attestation de vérification d'organisation désignée (VOD) en vigueur, ainsi que l'une des cotes approuvées ci-après : ***(Choisir une seule des options suivantes et supprimer les autres.)***
  - cote de protection des documents au niveau PROTÉGÉ \_\_\_\_\_.
  - cote de protection et de production des documents au niveau PROTÉGÉ \_\_\_\_\_.
  - cote de protection des documents au niveau \_\_\_\_\_ et cote de production au niveau \_\_\_\_\_, délivrées par la Direction de la sécurité industrielle canadienne et internationale de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.
2. Les membres du personnel de l'entrepreneur ou de l'offrant devant avoir accès à des renseignements ou à des biens PROTÉGÉS, ou à des établissements de travail dont l'accès est réglementé, doivent TOUS détenir une cote de FIABILITÉ en vigueur, délivrée ou approuvée par la Direction de la sécurité industrielle canadienne et internationale (DSICI) de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC).
3. L'entrepreneur ou l'offrant NE DOIT PAS effectuer de travaux de traitement automatique ou électronique de données et(ou) de production au niveau PROTÉGÉ tant que la DSICI de TPSGC ne lui en aura pas donné l'autorisation par écrit. Lorsque cette autorisation aura été délivrée, ces tâches pourront être exécutées au niveau PROTÉGÉ \_\_\_\_\_.
4. Les contrats de sous-traitance comportant des exigences relatives à la sécurité NE doivent PAS être attribués sans l'autorisation écrite préalable de la DSICI de TPSGC.
5. L'entrepreneur ou l'offrant doit se conformer aux dispositions des documents suivants :
  - a) la Liste de vérification relative à la sécurité, ci-jointe à l'annexe \_\_\_\_;
  - b) le *Manuel de la sécurité industrielle* (dernière édition).

---

---

**F1015D (13/12/02) Cote de fiabilité, attestation de vérification d'organisation désignée et cote de production - sans traitement informatique**

A partir du 30/05/03, cette clause est remplacée par F1015D.

---

---

## F - Sécurité industrielle

---

**Remarques : LE TEXTE DE CETTE CLAUSE DOIT FIGURER EN ENTIER DANS LES DOCUMENTS D'ACHAT.** Utiliser la clause suivante après avoir consulté la Direction de la sécurité industrielle canadienne et internationale.

Il est obligatoire de remplir le formulaire TBS/SCT 350-103, Liste de vérification des exigences relatives à la sécurité, qui est disponible en ligne à : <http://www.ciisd.gc.ca/text/forms/form-f.asp>.

Remarque : \*\*Il faut préciser dans la clause s'il s'agit d'un contrat ou d'une offre à commandes.

### **F1020D (10/06/05) Vérification d'organisation désignée et COMSEC - sans traitement informatique**

1. L'entrepreneur ou l'offrant doit détenir en permanence, pendant l'exécution du contrat ou de l'offre à commandes \*\*, une attestation de vérification d'organisation désignée en vigueur et une cote de protection des documents approuvée au niveau PROTÉGÉ \_\_\_\_\_ et délivrée par la Direction de la sécurité industrielle canadienne et internationale (DSICI), de même qu'une cote Sécurité électronique des communications (COMSEC) au niveau PROTÉGÉ \_\_\_\_\_, et un compte COMSEC, délivrés par la Direction de la sécurité de la technologie de l'information de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC).
2. Les membres du personnel de l'entrepreneur ou de l'offrant devant avoir accès à des renseignements ou à des biens PROTÉGÉS, ou à des établissements de travail dont l'accès est réglementé, doivent TOUS détenir une cote de FIABILITÉ en vigueur, délivrée ou approuvée par la DSICI de TPSGC.
3. Les membres du personnel de l'entrepreneur ou de l'offrant devant avoir accès à des renseignements ou à des biens COMSEC doivent participer à une séance d'information COMSEC.
4. L'entrepreneur ou l'offrant NE DOIT PAS effectuer de travaux de traitement automatique ou électronique de données et(ou) de production au niveau PROTÉGÉ tant que la DSICI de TPSGC ne lui en aura pas donné l'autorisation par écrit. Lorsque cette autorisation aura été délivrée, ces tâches pourront être exécutées au niveau PROTÉGÉ \_\_\_\_\_.
5. Les contrats de sous-traitance comportant des exigences relatives à la sécurité NE doivent pas être attribués sans l'autorisation écrite préalable de la DSICI de TPSGC.
6. L'entrepreneur ou l'offrant doit respecter les dispositions :
  - a) de la Liste de vérification des exigences relatives à la sécurité, reproduite ci-joint à l'Annexe \_\_\_\_\_;
  - b) du *Manuel de la sécurité industrielle* (dernière édition), et du *Guide industriel de contrôle des matériaux COMSEC*, émis par l'entremise de la DSICI de TPSGC.

**NOTA :** Le matériel de saisie de données et les périphériques connexes portant (ou destinés à porter) la mise en garde « CRYPTO » sont soumis en permanence à des mises en garde particulières, à savoir : entreposage en vrac, sous garde dans les établissements des utilisateurs; en cours d'utilisation; ou en attente de destruction. Le matériel de saisie de données doit être entreposé dans une armoire de sécurité approuvée et fermant à clé, dans une zone protégée par des gardiens de sécurité ou par un système de détection des intrusions lorsqu'ils sont laissés sans surveillance par un personnel du compte COMSEC ou les utilisateurs autorisés.

## F - Sécurité industrielle

---

**F1020D** (12/12/03) **Attestation de vérification d'organisation désignée et COMSEC - sans traitement informatique**

A partir du 10/06/05, cette clause est remplacée par F1020D.

---

**Remarques : LE TEXTE DE CETTE CLAUSE DOIT FIGURER EN ENTIER DANS LES DOCUMENTS D'ACHAT.** Utiliser la clause suivante après avoir consulté la Direction de la sécurité industrielle canadienne et internationale.

Il est obligatoire de remplir le formulaire TBS/SCT 350-103, Liste de vérification des exigences relatives à la sécurité, qui est disponible en ligne à : <http://www.ciisd.gc.ca/text/forms/form-e.asp>.

**F1025D** (10/06/05) **Vérification d'organisation désignée, cotes de fiabilité et de production - sans traitement informatique**

1. La présente clause et la totalité ou toute partie des travaux visés par cette clause sont PROTÉGÉS et nécessitent des mesures de protection particulières.
  2. AVANT QU'ON LUI REMETTE LA DOCUMENTATION et en permanence pendant l'exécution du contrat ou de l'offre à commandes, l'entrepreneur ou l'offrant doit détenir une attestation de vérification d'organisation désignée (VOD) en vigueur, ainsi que l'une des cotes approuvées suivantes : **(Choisir une seule des options suivantes et supprimer les autres.)**
    - cote de protection des documents au niveau PROTÉGÉ \_\_\_\_\_.
    - cote de protection et de production des documents au niveau PROTÉGÉ \_\_\_\_\_.
    - cote de protection des documents au niveau \_\_\_\_\_ et cote de production au niveau \_\_\_\_\_, délivrées par la Direction de la sécurité industrielle canadienne et internationale de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.
  3. Les membres du personnel de l'entrepreneur ou de l'offrant devant avoir accès à des renseignements ou à des biens PROTÉGÉS, ou à des établissements de travail dont l'accès est réglementé, doivent TOUS détenir une cote de FIABILITÉ en vigueur, délivrée ou approuvée par la Direction de la sécurité industrielle canadienne et internationale (DSICI) de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC).
  4. Le traitement de documents PROTÉGÉS sur de l'équipement de traitement automatique ou électronique de données dans l'établissement de l'entrepreneur ou l'offrant n'est PAS autorisé dans le cadre de ce contrat ou offre à commandes.
  5. Les contrats de sous-traitance comportant des exigences relatives à la sécurité NE doivent pas être attribués sans l'autorisation écrite préalable de la DSICI de TPSGC.
  6. L'entrepreneur ou l'offrant doit respecter les dispositions :
    - a) de la Liste de vérification des exigences relatives à la sécurité, reproduite ci-joint à l'Annexe \_\_\_\_\_;
    - b) du *Manuel de la sécurité industrielle* (dernière édition).
-

## F - Sécurité industrielle

---

**F1025D (30/05/03) Attestation de VOD, vérification approfondie de la fiabilité et cote de production - sans traitement informatique**

A partir du 10/06/05, cette clause est remplacée par F1025D.

---

**Remarques : LE TEXTE DE CETTE CLAUSE DOIT FIGURER EN ENTIER DANS LES DOCUMENTS D'ACHAT.** Utiliser la clause suivante après avoir consulté la Direction de la sécurité industrielle canadienne et internationale.

Il est obligatoire de remplir le formulaire TBS/SCT 350-103, Liste de vérification des exigences relatives à la sécurité, qui est disponible en ligne à : <http://www.ciisd.gc.ca/text/forms/form-f.asp>.

**F1030D (10/06/05) Vérification d'organisation désignée- Interdiction de conserver le matériel le soir**

1. L'entrepreneur ou l'offrant doit détenir en permanence, pendant l'exécution du contrat ou de l'offre à commandes, une attestation de vérification d'organisation désignée en vigueur, délivrée par la Direction de la sécurité industrielle canadienne et internationale (DSICI) de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC).
  2. Les membres du personnel de l'entrepreneur ou de l'offrant devant avoir accès à des renseignements ou à des biens PROTÉGÉS, ou à des établissements de travail dont l'accès est réglementé, doivent TOUS détenir une cote de FIABILITÉ en vigueur, délivrée ou approuvée par la DSICI de TPSGC.
  3. L'entrepreneur ou l'offrant peut emporter des renseignements ou des biens PROTÉGÉS hors des établissements de travail selon les exigences de ce contrat ou offre à commandes; il n'est toutefois PAS AUTORISÉ À CONSERVER LE MATÉRIEL LE SOIR. Les documents non remis doivent être retournés à l'auteur. L'entrepreneur ou l'offrant doit s'assurer que son personnel est au courant de cette restriction et la respecte.
  4. Les contrats de sous-traitance comportant des exigences relatives à la sécurité NE doivent pas être attribués sans l'autorisation écrite préalable de la DSICI de TPSGC.
  5. L'entrepreneur ou l'offrant doit respecter les dispositions :
    - a) de la Liste de vérification des exigences relatives à la sécurité, reproduite ci-joint à l'Annexe \_\_\_\_\_;
    - b) du *Manuel de la sécurité industrielle* (dernière édition).
- 

**F1030D (30/05/03) Attestation de vérification d'organisation désignée- Interdiction de conserver le matériel le soir**

A partir du 10/06/05, cette clause est remplacée par F1030D.

---



## F - Sécurité industrielle

---

**Remarques : LE TEXTE DE CETTE CLAUSE DOIT FIGURER EN ENTIER DANS LES DOCUMENTS D'ACHAT.** Utiliser la clause suivante après avoir consulté la Direction de la sécurité industrielle canadienne et internationale.

Il est obligatoire de remplir le formulaire TBS/SCT 350-103, Liste de vérification des exigences relatives à la sécurité, qui est disponible en ligne à : <http://www.ciisd.gc.ca>.

### **F1035D (30/05/03) Protection des documents pour le déchetage - Protégé**

1. La Liste de vérification de exigences relatives à la sécurité (LVERS) ci-jointe fait état des exigences en matière de sécurité pour la destruction des renseignements PROTÉGÉS aux niveaux PROTÉGÉ A et B à l'aide de l'équipement de déchetage approuvé dans les établissements de l'entrepreneur ou de l'offrant.
2. Le ministère client doit s'assurer que seuls les documents PROTÉGÉS portant la cote PROTÉGÉ B et non une cote supérieure sont fournis à l'entrepreneur ou l'offrant pour être détruits dans le cadre du contrat ou de l'offre à commandes.
3. L'entrepreneur ou l'offrant doit détenir en permanence, pendant l'exécution du contrat ou de l'offre à commandes, une attestation de vérification d'organisation désignée (VOD) en vigueur et une cote de protection des documents approuvée au niveau PROTÉGÉ B, délivrées ou approuvées par la Direction de la sécurité industrielle canadienne et internationale (DSICI) de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC).
4. Les membres du personnel de l'entrepreneur ou l'offrant devant fournir des services de déchetage et/ou devant avoir accès à des renseignements ou à des biens PROTÉGÉS, ou à des établissements de travail dont l'accès est réglementé, doivent TOUS détenir une cote de FIABILITÉ en vigueur, délivrée ou approuvée par la DSICI de TPSGC.
5. Si l'entrepreneur ou l'offrant décide de faire appel aux services de personnes ayant une déficience intellectuelle, la cote de FIABILITÉ NE sera PAS nécessaire; toutefois, ces personnes devront être surveillées constamment par un représentant agréé de l'entreprise qui devra détenir la cote exigée de FIABILITÉ.
6. Les contrats de sous-traitance comportant des exigences en matière de sécurité ne doivent pas être attribués sans l'autorisation préalable écrite de la DSICI de TPSGC.
7. L'entrepreneur ou l'offrant doit respecter les dispositions :
  - a) de la Liste de vérification des exigences relatives à la sécurité, reproduite ci-joint à l'Annexe \_\_\_\_\_;
  - b) du *Manuel de la sécurité industrielle* (dernière édition).

---

### **F1035D (13/12/02) Protection des documents pour le déchetage - Protégé**

A partir du 30/05/03, cette clause est remplacée par F1035D.

---

**Remarques : LE TEXTE DE CETTE CLAUSE DOIT FIGURER EN ENTIER DANS LES DOCUMENTS D'ACHAT.** Utiliser la clause suivante après avoir consulté la Direction de la sécurité industrielle canadienne et internationale.

Il est obligatoire de remplir le formulaire TBS/SCT 350-103, Liste de vérification des exigences relatives à la sécurité, qui est disponible en ligne à : <http://www.ciisd.gc.ca>.

## F - Sécurité industrielle

---

### F2005D (30/05/03) Cote de sécurité d'installation - aucune cote de protection des documents

1. L'entrepreneur ou l'offrant doit détenir en permanence, pendant l'exécution du contrat ou de l'offre à commandes, une cote de sécurité d'installation valable au niveau \_\_\_\_\_, délivrée par la Direction de la sécurité industrielle canadienne et internationale (DSICI) de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC).
  2. Les membres du personnel de l'entrepreneur ou de l'offrant devant avoir accès à des renseignements ou à des biens CLASSIFIÉS, ou à des établissements de travail dont l'accès est réglementé, doivent TOUS détenir une cote de sécurité du personnel valable au niveau \_\_\_\_\_, délivrée ou approuvée par la DSICI de TPSGC.
  3. L'entrepreneur ou l'offrant NE DOIT PAS emporter de renseignements CLASSIFIÉS hors des établissements de travail visés; et l'entrepreneur ou l'offrant doit s'assurer que son personnel est au courant de cette restriction et qu'il l'a respecte.
  4. Les contrats de sous-traitance comportant des exigences relatives à la sécurité NE doivent pas être attribués sans l'autorisation écrite préalable de la DSICI de TPSGC.
  5. L'entrepreneur ou l'offrant doit respecter les dispositions :
    - a) de la Liste de vérification des exigences relatives à la sécurité, reproduite ci-joint à l'Annexe \_\_\_\_\_;
    - b) du *Manuel de la sécurité industrielle* (dernière édition).
- 
- 

### F2005D (13/12/02) Cote de sécurité d'installation - aucune cote de protection des documents

A partir du 30/05/03, cette clause est remplacée par F2005D.

---

---

**Remarques : LE TEXTE DE CETTE CLAUSE DOIT FIGURER EN ENTIER DANS LES DOCUMENTS D'ACHAT.** Utiliser la clause suivante après avoir consulté la Direction de la sécurité industrielle canadienne et internationale.

Il est obligatoire de remplir le formulaire TBS/SCT 350-103, Liste de vérification des exigences relatives à la sécurité, qui est disponible en ligne à : <http://www.ciisd.gc.ca>.

### F2010D (30/05/03) Cote de sécurité d'installation, de protection et de production des documents - sans traitement informatique

1. L'entrepreneur ou l'offrant doit détenir en permanence, pendant l'exécution du contrat ou de l'offre à commandes, une cote de sécurité d'installation valable, ainsi que l'une des cotes approuvées suivantes : (**Choisir une seule des options suivante et supprimer les autres.**)
  - cote de protection des documents au niveau \_\_\_\_\_.
  - cote de protection et de production des documents au niveau \_\_\_\_\_.
  - cote de protection des documents au niveau \_\_\_\_\_ et cote de production au niveau \_\_\_\_\_, délivrées par la Direction de la sécurité industrielle canadienne et internationale de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.
2. Les membres du personnel de l'entrepreneur ou de l'offrant devant avoir accès à des renseignements ou à des biens CLASSIFIÉS, ou à des établissements de travail dont l'accès est

## F - Sécurité industrielle

---

réglementé, doivent TOUS détenir une cote de sécurité du personnel valable au niveau \_\_\_\_\_, délivrée ou approuvée par la Direction de la sécurité industrielle canadienne et internationale (DSICI) de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC).

3. Le traitement de renseignements CLASSIFIÉS sur l'équipement de traitement automatique ou électronique des données dans l'établissement de l'entrepreneur ou de l'offrant N'EST PAS autorisé dans le cadre de ce contrat ou offre à commandes.
4. Les contrats de sous-traitance comportant des exigences relatives à la sécurité NE doivent pas être attribués sans l'autorisation écrite préalable de la DSICI de TPSGC.
5. L'entrepreneur ou l'offrant doit respecter les dispositions :
  - a) de la Liste de vérification des exigences relatives à la sécurité, reproduite ci-joint à l'Annexe \_\_\_\_\_;
  - b) du *Manuel de la sécurité industrielle* (dernière édition).

---

**F2010D (13/12/02) Cote de sécurité d'installation, de protection et de production des documents - sans traitement informatique**

A partir du 30/05/03, cette clause est remplacée par F2010D.

---

**Remarques : LE TEXTE DE CETTE CLAUSE DOIT FIGURER EN ENTIER DANS LES DOCUMENTS D'ACHAT.** Utiliser la clause suivante après avoir consulté la Direction de la sécurité industrielle canadienne et internationale.

Il est obligatoire de remplir le formulaire TBS/SCT 350-103, Liste de vérification des exigences relatives à la sécurité, qui est disponible en ligne à : <http://www.ciisd.gc.ca>.

**F2015D (30/05/03) Cote de sécurité d'installation, de protection et de production des documents - traitement informatique approuvé par DSICI**

1. L'entrepreneur ou l'offrant doit détenir en permanence, pendant l'exécution du contrat ou de l'offre à commandes, une cote de sécurité d'installation valable, ainsi que l'une des cotes approuvées suivantes : **(Choisir une seule des options suivantes et supprimer les autres.)**

cote de protection des documents au niveau PROTÉGÉ \_\_\_\_\_.

cote de protection et de production des documents au niveau PROTÉGÉ \_\_\_\_\_.

cote de protection des documents au niveau \_\_\_\_\_ et cote de production au niveau \_\_\_\_\_, délivrées par la Direction de la sécurité industrielle canadienne et internationale de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.
2. Les membres du personnel de l'entrepreneur ou de l'offrant devant avoir accès à des renseignements ou à des biens CLASSIFIÉS, ou à des établissements de travail dont l'accès est réglementé, doivent TOUS détenir une cote de sécurité du personnel valable au niveau \_\_\_\_\_, délivrée ou approuvée par la Direction de la sécurité industrielle canadienne et internationale (DSICI) de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC).
3. L'entrepreneur ou l'offrant ne DOIT PAS effectuer de travaux de traitement et(ou) de production automatique ou électronique de données CLASSIFIÉS tant que la DSICI de TPSGC ne lui en aura pas donné l'autorisation par écrit. Lorsque cette autorisation aura été délivrée, ces tâches pourront être exécutées au niveau \_\_\_\_\_.

## F - Sécurité industrielle

---

4. Les contrats de sous-traitance comportant des exigences relatives à la sécurité NE doivent pas être attribués sans l'autorisation écrite préalable de la DSICI de TPSGC.
5. L'entrepreneur ou l'offrant doit respecter les dispositions :
  - a) de la Liste de vérification des exigences relatives à la sécurité, reproduite ci-joint à l'Annexe \_\_\_\_\_;
  - b) du *Manuel de la sécurité industrielle* (dernière édition).

---

**F2015D (13/12/02) Cote de sécurité d'installation, de protection et de production des documents - sans traitement informatique**

A partir du 30/05/03, cette clause est remplacée par F2015D.

---

**Remarques : LE TEXTE DE CETTE CLAUSE DOIT FIGURER EN ENTIER DANS LES DOCUMENTS D'ACHAT.** Utiliser la clause suivante après avoir consulté la Direction de la sécurité industrielle canadienne et internationale.

Il est obligatoire de remplir le formulaire TBS/SCT 350-103, Liste de vérification des exigences relatives à la sécurité, qui est disponible en ligne à : <http://www.ciisd.gc.ca/text/forms/form-f.asp>.

**F2020D (10/06/05) Cotes de sécurité d'installation, de protection et de production des documents/COMSEC - sans traitement informatique**

1. L'entrepreneur ou l'offrant doit détenir en permanence, pendant l'exécution du contrat ou de l'offre à commandes, une cote de sécurité d'installation valable au niveau \_\_\_\_\_, ainsi que l'une des cotes approuvées suivantes : *(Choisir une seule des options suivantes et supprimer les autres.)*
  - cote de protection des documents au niveau Communications-sécurité électronique (COMSEC) \_\_\_\_\_.
  - cote de protection et de production des documents au niveau Communications-sécurité électronique (COMSEC) \_\_\_\_\_.
  - cote de protection des documents au niveau Communications-sécurité électronique (COMSEC) \_\_\_\_\_, ainsi qu'une cote de production au niveau \_\_\_\_\_, délivrés par la Direction de la sécurité industrielle canadienne et internationale de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.
2. Les membres du personnel de l'entrepreneur ou de l'offrant devant avoir accès à des renseignements ou à des biens CLASSIFIÉS, ou à des établissements de travail dont l'accès est réglementé, doivent TOUS détenir une cote de sécurité du personnel valable au niveau \_\_\_\_\_, délivrée ou approuvée par la Direction de la sécurité industrielle canadienne et internationale (DSICI) de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC).
3. Les membres du personnel de l'entrepreneur ou de l'offrant devant avoir accès à des renseignements ou à des biens COMSEC doivent se soumettre à une séance d'information COMSEC.
4. L'entrepreneur ou l'offrant NE DOIT PAS effectuer de travaux de traitement et(ou) de production automatique ou électronique de données CLASSIFIÉS tant que la DSICI de TPSGC ne lui en aura pas donné l'autorisation par écrit. Lorsque cette autorisation aura été délivrée, ces tâches pourront être exécutées au niveau \_\_\_\_\_.

## F - Sécurité industrielle

---

5. Les contrats de sous-traitance comportant des exigences relatives à la sécurité NE doivent pas être attribués sans l'autorisation écrite préalable de la DSICI de TPSGC.
6. L'entrepreneur ou l'offrant doit respecter les dispositions :
  - a) de la Liste de vérification des exigences relatives à la sécurité, reproduite ci-joint à l'Annexe \_\_\_\_\_;
  - b) du *Manuel de la sécurité industrielle* (dernière édition) et du *Guide industriel de contrôle des matériaux COMSEC*, émis par l'entremise de la DSICI de TPSGC.

**NOTA :** Le matériel de saisie de données et les périphériques connexes portant (ou destinés à porter) la mise en garde « CRYPTO » sont soumis en permanence à des mises en garde particulières, à savoir : entreposage en vrac, sous garde dans les établissements des utilisateurs; en cours d'utilisation; ou en attente de destruction. Le matériel de saisie de données doit être entreposé dans une armoire de sécurité approuvée et fermant à clé, dans une zone protégée par des gardiens de sécurité ou par un système de détection des intrusions lorsqu'ils sont laissés sans surveillance par un personnel du compte COMSEC ou les utilisateurs autorisés.

---

---

**F2020D (12/12/03) Cote de sécurité d'installation, de protection et de production des documents/COMSEC - sans traitement informatique**

A partir du 10/06/05, cette clause est remplacée par F2020D.

---

---

**Remarques : LE TEXTE DE CETTE CLAUSE DOIT FIGURER EN ENTIER DANS LES DOCUMENTS D'ACHAT.** Utiliser la clause suivante après avoir consulté la Direction de la sécurité industrielle canadienne et internationale.

Il est obligatoire de remplir le formulaire TBS/SCT 350-103, Liste de vérification des exigences relatives à la sécurité, qui est disponible en ligne à : <http://www.ciisd.gc.ca>.

**F2025D (30/05/03) Renseignements et(ou) biens classifiés et cote de protection des documents**

1. La présente clause et la totalité ou une partie des travaux visés par cette clause sont CLASSIFIÉS et doivent être protégés.
2. L'entrepreneur ou l'offrant doit détenir en permanence, pendant l'exécution du contrat ou de l'offre à commandes, une cote de sécurité d'installation valable au niveau \_\_\_\_\_, ainsi que l'une des cotes approuvées suivantes : **(Choisir une seule des options suivantes et supprimer les autres.)**

cote de protection des documents au niveau PROTÉGÉ \_\_\_\_\_.

cote de protection et de production des documents au niveau PROTÉGÉ \_\_\_\_\_.

cote de protection des documents au niveau \_\_\_\_\_ et cote de production au niveau \_\_\_\_\_, délivrées par la Direction de la sécurité industrielle canadienne et internationale de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.
3. Les membres du personnel de l'entrepreneur ou de l'offrant devant avoir accès à des renseignements ou à des biens CLASSIFIÉS, ou à des établissements de travail dont l'accès est réglementé, doivent TOUS détenir une cote de sécurité du personnel valable au niveau \_\_\_\_\_,

## F - Sécurité industrielle

---

délivrée ou approuvée par la Direction de la sécurité industrielle canadienne et internationale (DSICI) de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC).

4. Le traitement de renseignements CLASSIFIÉS sur de l'équipement de traitement automatique ou électronique de données dans l'établissement de l'entrepreneur ou de l'offrant N'EST PAS autorisé en vertu de ce contrat ou offre à commandes.
5. Les contrats de sous-traitance comportant des exigences relatives à la sécurité NE doivent pas être attribués sans l'autorisation écrite préalable de la DSICI de TPSGC.
6. L'entrepreneur ou l'offrant doit respecter les dispositions :
  - a) de la Liste de vérification des exigences relatives à la sécurité, reproduite ci-joint à l'Annexe \_\_\_\_\_;
  - b) du *Manuel de la sécurité industrielle* (dernière édition).

---

### **F2025D (13/12/02) Renseignements et(ou) biens classifiés et production des documents**

A partir du 30/05/03, cette clause est remplacée par F2025D.

---

**Remarques : LE TEXTE DE CETTE CLAUSE DOIT FIGURER EN ENTIER DANS LES DOCUMENTS D'ACHAT.** Utiliser la clause suivante après avoir consulté la Direction de la sécurité industrielle canadienne et internationale.

Il est obligatoire de remplir le formulaire TBS/SCT 350-103, Liste de vérification des exigences relatives à la sécurité, qui est disponible en ligne à : <http://www.ciisd.gc.ca/text/forms/form-f.asp>.

### **F2030D (10/06/05) Sécurité d'installation et renseignements et(ou) biens classifiés - Interdiction de conserver le matériel le soir**

1. L'entrepreneur ou l'offrant doit détenir en permanence, pendant l'exécution du contrat ou de l'offre à commandes, une cote de sécurité d'installation valable au niveau \_\_\_\_\_, délivrée par la Direction de la sécurité industrielle canadienne et internationale (DSICI) de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC).
2. Les membres du personnel de l'entrepreneur ou de l'offrant devant avoir accès à des renseignements ou à des biens CLASSIFIÉS, ou à des établissements de travail dont l'accès est réglementé, doivent TOUS détenir une cote de sécurité du personnel valable au niveau \_\_\_\_\_, délivrée ou approuvée par la DSICI de TPSGC.
3. L'entrepreneur ou l'offrant peut emporter des renseignements ou des biens CLASSIFIÉS hors des établissements de travail selon les exigences de ce contrat ou offre à commandes. Il n'est toutefois PAS AUTORISÉ À CONSERVER LE MATÉRIEL LE SOIR. Les documents non remis doivent être retournés à l'auteur. L'entrepreneur ou l'offrant doit s'assurer que son personnel est au courant de cette restriction et qu'il la respecte.
4. Les contrats de sous-traitance comportant des exigences relatives à la sécurité NE doivent pas être attribués sans l'autorisation écrite préalable de la DSICI de TPSGC.
5. L'entrepreneur ou l'offrant doit respecter les dispositions :
  - a) de la Liste de vérification des exigences relatives à la sécurité, reproduite ci-joint à l'Annexe \_\_\_\_\_;
  - b) du *Manuel de la sécurité industrielle* (dernière édition).

## F - Sécurité industrielle

---

---

**F2030D (30/05/03) Sécurité d'installation et renseignements et(ou) biens classifiés - Interdiction de conserver le matériel le soir**

A partir du 10/06/05, cette clause est remplacée par F2030D.

---

---

**Remarques : LE TEXTE DE CETTE CLAUSE DOIT FIGURER EN ENTIER DANS LES DOCUMENTS D'ACHAT.** Utiliser la clause suivante après avoir consulté la Direction de la sécurité industrielle canadienne et internationale.

Il est obligatoire de remplir le formulaire TBS/SCT 350-103, Liste de vérification des exigences relatives à la sécurité, qui est disponible en ligne à : <http://www.ciisd.gc.ca/text/forms/form-f.asp>.

**F2035D (10/06/05) Cote de fiabilité, de sécurité d'installation et renseignements et(ou) biens classifiés**

1. L'entrepreneur doit, tout au long de l'exécution du contrat, détenir une vérification d'organisation désignée valide et **obtenir d'ici un an** une attestation de sécurité d'installation au niveau SECRET, délivrée par la Direction de la sécurité industrielle canadienne et internationale (DSICI) de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC).
  2. Les membres du personnel de l'entrepreneur devant avoir accès à des renseignements ou à des biens CLASSIFIÉS/PROTÉGÉS, ou à des établissements de travail dont l'accès est réglementé, doivent tous être **citoyens d'un pays membre de l'OTAN** et détenir une cote de sécurité du personnel valable au niveau FIABILITÉ ou SECRET, délivrée ou approuvée par la DSICI de TPSGC.
  3. L'entrepreneur ou l'offrant NE DOIT PAS emporter de renseignements ou de biens CLASSIFIÉS/PROTÉGÉS hors des établissements de travail désignés, et l'entrepreneur ou l'offrant doit s'assurer que son personnel est au courant de cette restriction et la respecte.
  4. Les contrats de sous-traitance comportant des exigences relatives à la sécurité NE doivent pas être attribués sans l'autorisation écrite préalable de la DSICI de TPSGC.
  5. L'entrepreneur ou l'offrant doit respecter les dispositions :
    - a) de la Liste de vérification des exigences relatives à la sécurité, reproduite ci-joint à l'Annexe \_\_\_\_\_;
    - b) du *Manuel de la sécurité industrielle* (dernière édition).
- 
- 

**F2035D (30/05/03) Cote de fiabilité, de sécurité d'installation et renseignements et(ou) biens classifiés**

A partir du 10/06/05, cette clause est remplacée par F2035D.

---

---

## F - Sécurité industrielle

---

### F2036D (13/12/99) Sauvegarde des documents à détruire - Désignés

Cette clause est annulée à partir du 13/12/02.

---

**Remarques : LE TEXTE DE CETTE CLAUSE DOIT FIGURER EN ENTIER DANS LES DOCUMENTS D'ACHAT.** Utiliser la clause suivante après avoir consulté la Direction de la sécurité industrielle canadienne et internationale.

Il est obligatoire de remplir le formulaire TBS/SCT 350-103, Liste de vérification des exigences relatives à la sécurité, qui est disponible en ligne à : <http://www.ciisd.gc.ca/text/forms/form-f.asp>.

### F2037D (10/06/05) Sauvegarde des documents à détruire - Classifiés

1. La Liste de vérification de exigences relatives à la sécurité ci-jointe fait état des exigences en matière de sécurité pour la destruction des renseignements CLASSIFIÉS au niveau \_\_\_\_\_, à l'aide de l'équipement de déchiquetage approuvé dans les établissements de l'entrepreneur ou l'offrant.
  2. Le ministère client doit s'assurer que seuls les documents CLASSIFIÉS portant la cote \_\_\_\_\_ et non une cote supérieure sont fournis à l'entrepreneur ou l'offrant pour être détruits dans le cadre du contrat ou l'offre à commandes.
  3. L'entrepreneur ou l'offrant doit détenir en permanence, pendant l'exécution du contrat ou l'offre à commandes, une cote de sécurité d'installation valable et une cote approuvée de protection des documents au niveau \_\_\_\_\_, délivrées ou approuvées par la Direction de la sécurité industrielle canadienne et internationale (DSICI) de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC).
  4. Les membres du personnel de l'entrepreneur ou de l'offrant devant fournir des services de déchiquetage et/ou devant avoir accès à des renseignements ou à des biens CLASSIFIÉS, ou à des établissements de travail dont l'accès est réglementé, doivent TOUS détenir une autorisation de sécurité en vigueur au niveau \_\_\_\_\_, délivrée ou approuvée par la DSICI de TPSGC.
  5. Si l'entrepreneur ou l'offrant décide de faire appel aux services de personnes ayant une déficience intellectuelle, la cote de sécurité exigée au niveau de \_\_\_\_\_ NE sera PAS nécessaire; toutefois, ces personnes devront être surveillées constamment par un représentant agréé de l'entreprise qui devra détenir la cote de sécurité exigée au niveau de \_\_\_\_\_.
  6. Les contrats de sous-traitance comportant des exigences en matière de sécurité ne doivent pas être attribués sans l'autorisation préalable écrite de la DSICI de TPSGC.
  7. L'entrepreneur ou l'offrant doit respecter les dispositions :
    - a) de la Liste de vérification des exigences relatives à la sécurité, reproduite ci-joint à l'Annexe \_\_\_\_\_;
    - b) du *Manuel de la sécurité industrielle* (dernière édition).
- 

### F2037D (30/05/03) Sauvegarde des documents à détruire - Classifiés

A partir du 10/06/05, cette clause est remplacée par F2037D.



## F - Sécurité industrielle

---

---

**Remarques : LE TEXTE DE CETTE CLAUSE DOIT FIGURER EN ENTIER DANS LES DOCUMENTS D'ACHAT.** Utiliser la clause suivante lorsque le travail de déchetage sera fait chez le client par le personnel de l'entrepreneur détenant une attestation de sécurité valide.

Il est obligatoire de remplir le formulaire TBS/SCT 350-103, Liste de vérification des exigences relatives à la sécurité, qui est disponible en ligne à : <http://www.ciisd.gc.ca>.

Remarque: \*\*Il faut préciser dans la clause s'il s'agit d'un contrat ou d'une offre à commandes.

**F2038D (30/05/03) Services de déchetage chez le client - personnel détenant une attestation de sécurité valide**

EXIGENCES EN MATIÈRE DE SÉCURITÉ:  
NUMÉRO DE DOSSIER TPSGC: \_\_\_\_\_.

1. La Liste de vérification des exigences relatives à la sécurité (LVERS) ci-jointe fait état des exigences en matière de sécurité pour la destruction des renseignements PROTÉGÉS/CLASSIFIÉS jusqu'au niveau SECRET à l'aide de l'équipement de déchetage approuvé dans les établissements du client.
2. Le ministère client doit s'assurer que seuls les documents PROTÉGÉS/CLASSIFIÉS portant la cote SECRET et non une cote supérieure sont fournis à l'entrepreneur pour être détruits dans le cadre du contrat.
3. L'entrepreneur doit détenir en permanence, pendant l'exécution du contrat, une **attestation de sécurité d'installation (ASI)** au niveau SECRET, délivrée ou approuvée par la Direction de la sécurité industrielle canadienne et internationale (DSICI) de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC).
4. Les membres du personnel de l'entrepreneur qui fourniront des services de déchetage et(ou) qui auront accès à des renseignements ou à des biens PROTÉGÉS/CLASSIFIÉS, ou à des établissements de travail dont l'accès est réglementé, doivent TOUS détenir une attestation de sécurité de niveau SECRET valide, délivrée ou approuvée par la DSICI/ TPSGC.
5. Si l'entrepreneur décide de faire appel aux services de personnes ayant une déficience intellectuelle, l'attestation de sécurité de niveau SECRET NE sera PAS nécessaire; toutefois, ces personnes devront être surveillées constamment par un représentant agréé de l'entreprise qui devra détenir l'attestation de sécurité de niveau SECRET exigée.
6. L'entrepreneur doit respecter les dispositions:
  - a) de la Liste de vérification des exigences relatives à la sécurité, reproduite ci-joint à l'annexe « \_\_\_\_\_ », qui comprend des directives de sécurité.
  - b) du *Manuel de la sécurité industrielle* (dernière édition).

---

---

**Remarques : LE TEXTE DE CETTE CLAUSE DOIT FIGURER EN ENTIER DANS LES DOCUMENTS D'ACHAT.** Utiliser la clause suivante dans les contrats principaux et/ou de sous-traitance comportant des exigences en matière de sécurité et devant être attribué à un entrepreneur ou offrant étranger.

Utiliser la clause suivante après avoir consulté la Direction de la sécurité industrielle canadienne et internationale.

Il est obligatoire de remplir le formulaire TBS/SCT 350-103, Liste de vérification des exigences relatives à la sécurité, qui est disponible en ligne à : <http://www.ciisd.gc.ca/text/forms/form-f.asp>.

## F - Sécurité industrielle

### F2040D (10/06/05) Contrats canadiens - entrepreneur ou offrant étranger

1. L'entrepreneur ou offrant ÉTRANGER doit détenir en permanence, pendant l'exécution du contrat ou de l'offre à commandes, une Attestation de sécurité d'installation valable, délivrée par l'autorité nationale de la sécurité ou par l'autorité désignée en matière de sécurité (ANS/ADS) pour la sécurité industrielle de/du/des \_\_\_\_\_ (**insérer le nom du pays**), au niveau \_\_\_\_\_.
2. Tous les renseignements ou biens CLASSIFIÉS/PROTÉGÉS fournis à l'entrepreneur ou à l'offrant, ou produits par lui, doivent être protégés comme suit :
  - a) l'entrepreneur ou l'offrant destinataire ne doit pas divulguer les renseignements CLASSIFIÉS/PROTÉGÉS à un gouvernement, à un particulier ou à une entreprise tiers, ni à leurs représentants, sans l'accord écrit préalable de l'ADS canadienne. Il faudra demander cet accord à ANS/ADS. L'ADS pour les questions industrielles au Canada est le directeur de la Direction de la sécurité industrielle canadienne et internationale (DSICI) de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC);
  - b) l'entrepreneur ou l'offrant destinataire doit prévoir, pour les renseignements CLASSIFIÉS/PROTÉGÉS, un degré de protection qui correspond aux prescriptions du protocole d'entente bilatéral pertinent en matière de sécurité industrielle ou, en l'absence d'un tel protocole, aux modalités du C-M(2002) de l'OTAN;
  - c) l'entrepreneur ou l'offrant destinataire ne doit pas utiliser les renseignements ou les biens CLASSIFIÉS/PROTÉGÉS pour répondre à des besoins distincts de l'exécution du contrat ou l'offre à commandes sans l'approbation écrite préalable du gouvernement du Canada. On devra demander cette approbation en contactant l'ADS canadienne pour les questions industrielles au Canada;
  - d) ces renseignements ou ces biens ne doivent être remis qu'au personnel ayant des droits sélectifs d'accès pour l'exécution du contrat ou de l'offre à commandes, et possédant une cote de sécurité à un niveau adapté à la classification des renseignements ou des biens, délivrée par l'ANS ou l'ADS désignée compétente;
  - e) Les renseignements ou les biens CLASSIFIÉS/PROTÉGÉS et fournis ou produits conformément à ce contrat ou offre à commandes ne doivent être transférés qu'en passant par les circuits officiels (au Canada, la DSICI de TPSGC).
3. L'entrepreneur ou l'offrant destinataire doit apposer sur les renseignements ou les biens CLASSIFIÉS/PROTÉGÉS, et produits conformément à ce contrat ou offre à commandes par le gouvernement du Canada, la classification de sécurité équivalente de son gouvernement.
4. Tous les renseignements ou les biens CLASSIFIÉS/PROTÉGÉS, et produits conformément à ce contrat ou offre à commandes, doivent porter une classification de sécurité conforme aux spécifications de classification de la sécurité prévues dans la Liste de vérification des exigences relatives à la sécurité (LVERS), reproduite ci-joint à l'Annexe \_\_\_\_\_.
5. L'entrepreneur ou l'offrant doit signaler immédiatement, à l'ANS ou l'ADS désignée compétente, tous les cas dans lesquels il sait ou a lieu de croire que des renseignements ou des biens CLASSIFIÉS/PROTÉGÉS fournis ou produits conformément à ce contrat ou offre à commandes ont été perdus ou divulgués à des personnes non autorisées.
6. A la fin des travaux, l'entrepreneur ou l'offrant doit restituer au gouvernement du Canada, en passant par les circuits officiels, tous les renseignements et/ou biens CLASSIFIÉS/PROTÉGÉS qui lui auront été fournis ou qu'il aura produits conformément à ce contrat ou offre à commandes, y compris tous les renseignements et biens CLASSIFIÉS/PROTÉGÉS remis à ses sous-traitants ou produits par eux, sauf en cas de disposition contraire stipulée au contrat.
7. Il ne faut pas fournir de renseignements et de biens CLASSIFIÉS/PROTÉGÉS fournis ou produits dans le cadre de ce contrat ou offre à commandes à un autre entrepreneur ou offrant, ou sous-traitant éventuel, sauf si :
  - a) l'ANS ou l'ADS du destinataire a donné à l'entrepreneur ou l'offrant, ou au sous-traitant éventuel, l'autorisation nécessaire pour avoir accès aux renseignements CLASSIFIÉS/PROTÉGÉS ;

## F - Sécurité industrielle

---

- b) l'autorité contractante (DSICI de TPSGC) donne par écrit son accord pour passer le contrat principal, si le sous-traitant éventuel se trouve dans un autre pays.
8. Tous les renseignements et les biens CLASSIFIÉS/PROTÉGÉS fournis ou produits en vertu de ce contrat ou offre à commandes continueront d'être protégés dans l'éventualité du retrait de la partie destinataire ou à la fin du contrat ou offre à commandes, conformément aux règlements nationaux.
9. L'entrepreneur ou l'offrant doit contacter son autorité de sécurité industrielle afin d'être conforme aux dispositions du protocole d'accord de sécurité industrielle bilatéral signé avec le Canada par rapport aux équivalences pour des informations et(ou) biens CLASSIFIÉS/PROTÉGÉS.
10. L'entrepreneur ou l'offrant destinataire doit reproduire les alinéas ci-dessus dans tous les contrats de sous-traitance donnant accès à des renseignements et à des biens CLASSIFIÉS/PROTÉGÉS fournis ou produits en vertu de ce contrat ou offre à commandes.

**NOTA :** Lorsque la cote de sécurité pour la sauvegarde de renseignements et de biens PROTÉGÉS n'est pas mentionnée, veuillez consulter la DSICI de TPSGC.

---

**F2040D (30/05/03) Contrats canadiens - entrepreneur ou offrant étranger**

A partir du 10/06/05, cette clause est remplacée par F2040D.

---

**Remarques : LE TEXTE DE CETTE CLAUSE DOIT FIGURER EN ENTIER DANS LES DOCUMENTS D'ACHAT.** Utiliser cette clause dans le cas d'offres à commandes ne comportant aucune exigence en matière de sécurité.

**F2045D (31/03/95) Exigences en matière de sécurité**

Aucune commande subséquente à la présente offre à commandes ne peut contenir des exigences en matière de sécurité.

---

**Remarques : LE TEXTE DE CETTE CLAUSE DOIT FIGURER EN ENTIER DANS LES DOCUMENTS D'ACHAT.**

**F2046C (13/12/02) Lieux de l'exécution des travaux**

Le proposant convient que, normalement, les travaux seront exécutés dans les locaux du proposant. Cependant, des dispositions seront prises pour que les employés de ce dernier puissent, en cas de nécessité et avec une autorisation de sécurité pertinente, avoir accès à des renseignements ou à des biens de nature délicate (protégés ou classifiés).

AVANT l'attribution de l'offre à commandes et l'établissement d'une commande, une Liste de vérification relative à la sécurité (LVRS), formulaire TBS/SCT 350-103, devra être établie afin de définir les exigences particulières des travaux en matière de sécurité ainsi que les autorisations de sécurité requises des employés du proposant. Le chef de projet fournira les installations nécessaires. Le soutien technique et de bureau, les fournitures et le matériel nécessaires à l'exécution des tâches seront fournis par le proposant.

## F - Sécurité industrielle

---

---

### **F2046C (31/03/95) Lieux de l'exécution des travaux**

A partir du 13/12/02, cette clause est remplacée par F2046C.

---

---

**Remarques : LE TEXTE DE CETTE CLAUSE DOIT FIGURER EN ENTIER DANS LES DOCUMENTS D'ACHAT.** Utiliser la clause suivante après avoir consulté la Direction de la sécurité industrielle canadienne et internationale.

Il est obligatoire de remplir le formulaire TBS/SCT 350-103, Liste de vérification des exigences relatives à la sécurité, qui est disponible en ligne, à l'adresse : <http://www.ciisd.gc.ca/text/forms/form-f.asp>.

### **F2050D (10/06/05) Évaluation - Participation, contrôle et influence étrangers**

1. Afin d'avoir accès à des renseignements ou à des biens INFOSEC provenant du Canada ou des États-Unis, l'entrepreneur doit, avant l'adjudication du contrat et tout au long de l'exécution du contrat, détenir une lettre, émise par la Direction de la sécurité industrielle canadienne et internationale (DSICI), qui confirme l'autorisation Participation, contrôle et influence étrangers (PCIE), conformément au Bulletin national de sécurité de la technologie de l'information (NITSM) 7/90.
  2. Tout changement à l'un des divers éléments de l'évaluation de PCIE doit être soumis immédiatement à la DSICI pour qu'elle puisse faire une nouvelle évaluation de PCIE, afin que la lettre de certification et de conformité de l'entreprise demeure valide.
  3. L'entrepreneur ou l'offrant doit aussi se conformer aux dispositions :
    - a) de la Liste de vérification des exigences relatives à la sécurité, ci-jointe à l'Annexe \_\_\_\_;
    - b) du *Manuel de la sécurité industrielle* (dernière édition).
- 
- 

### **F2050D (12/12/03) Évaluation - Participation, contrôle et influence étrangers**

A partir du 10/06/05, cette clause est remplacée par F2050D.

---

---

**Remarques : LE TEXTE DE CETTE CLAUSE DOIT FIGURER EN ENTIER DANS LES DOCUMENTS D'ACHAT.** Utiliser la clause suivante après avoir consulté la Direction de la sécurité industrielle canadienne et internationale.

Il est obligatoire de remplir le formulaire TBS/SCT 350-103, Liste de vérification des exigences relatives à la sécurité, qui est disponible en ligne à : <http://www.ciisd.gc.ca>.

### **F3010D (30/05/03) Accès à l'établissement de travail seulement**

1. Les membres du personnel de l'entrepreneur ou de l'offrant devant avoir accès à des établissements de travail protégés doivent TOUS détenir en permanence, pendant l'exécution du

## F - Sécurité industrielle

---

contrat ou l'offre à commandes, une cote D'ACCÈS À L'ÉTABLISSEMENT valable, délivrée ou approuvée par la Direction de la sécurité industrielle canadienne et internationale.

2. L'entrepreneur ou l'offrant doit respecter les dispositions de la Liste de vérification des exigences relatives à la sécurité, reproduite ci-joint à l'Annexe \_\_\_\_\_.

---

**F3010D (24/05/02) Accès à l'établissement de travail seulement**

A partir du 30/05/03, cette clause est remplacée par F3010D.

---

**F5000C (01/06/91) Sécurité - classification**

Cette clause est annulée à partir du 01/12/92.

---

**F5000T (01/08/92) Sécurité, classification de**

Cette clause est annulée à partir du 01/12/92.

---

**F5000T (01/06/91) Sécurité, classification de**

A partir du 01/08/92, cette clause est remplacée par F5000T.

---

**F5001C (01/08/92) Sécurité - classification**

Cette clause est annulée à partir du 01/12/92.

---

**F5001C (01/06/91) Sécurité - classification**

A partir du 01/08/92, cette clause est remplacée par F5001C.

## F - Sécurité industrielle

---

---

**F5001T** (01/08/92) **Sécurité, classification de**

Cette clause est annulée à partir du 01/12/92.

---

---

**F5001T** (01/06/91) **Sécurité, classification de**

A partir du 01/08/92, cette clause est remplacée par F5001T.

---

---

**F5002C** (01/06/91) **Sécurité, classification de**

Cette clause est annulée à partir du 01/12/92.

---

---

**F5003D** (01/06/91) **Sécurité - habilitation**

Cette clause est annulée à partir du 01/12/92.

---

---

**F5005D** (01/06/91) **Sécurité - habilitation**

Cette clause est annulée à partir du 01/12/92.

---

---

**F5006D** (01/06/91) **Sécurité - habilitation**

Cette clause est annulée à partir du 01/12/92.

---

---

## F - Sécurité industrielle

---

---

**F5007C (01/06/91) Sécurité - habilitation**

Cette clause est annulée à partir du 01/12/92.

---

---

**F5008C (01/06/91) Sécurité, exigences en matière de**

Cette clause est annulée à partir du 01/12/92.

---

---

**F9000D (01/06/91) Sécurité**

Cette clause est annulée à partir du 01/12/92.

---

---

**F9001D (01/06/91) Secret et protection de l'ouvrage**

Cette clause est annulée à partir du 01/12/92.

---

---

**F9002D (31/01/92) Divulgence d'information**

Cette clause est annulée à partir du 01/12/00.

---

---

**Remarques : LE TEXTE DE CETTE CLAUSE DOIT FIGURER EN ENTIER DANS LES DOCUMENTS D'ACHAT.** Utiliser la clause suivante comme paragraphe supplémentaire dans toute clause comportant des exigences relatives à la sécurité, et UNIQUEMENT lorsque le ministère client a donné son autorisation par écrit.

Utiliser la clause suivante après avoir consulté la Direction de la sécurité industrielle canadienne et internationale.

**Remarque :** \*\* La clause doit préciser la nature du marché, à savoir s'il s'agit d'un contrat ou d'une offre à commandes.

**F9005D (10/12/04) Cote de sécurité pour le personnel**

Exigence relative à la sécurité : \*\*DOSSIER TPSGC no \_\_\_\_\_

## F - Sécurité industrielle

---

Les membres du personnel de l'entrepreneur ou de l'offrant NE PEUVENT PAS AVOIR ACCÈS aux établissements dans lesquels on conserve des renseignements et(ou) des biens (PROTÉGÉS/CLASSIFIÉS) sans être accompagnés par une personne nommée par le ministère ou l'organisme pour lequel les travaux doivent être exécutés.

---

---

**F9005D (14/05/04) Cote de sécurité pour le personnel**

A partir du 10/12/04, cette clause est remplacée par F9005D.

---

---

**Remarques : LE TEXTE DE CETTE CLAUSE DOIT FIGURER EN ENTIER DANS LES DOCUMENTS D'ACHAT.** Utiliser la clause suivante après avoir consulté la Direction de la sécurité industrielle canadienne et internationale.

Il est obligatoire de remplir le formulaire TBS/SCT 350-103, Liste de vérification des exigences relatives à la sécurité, qui est disponible en ligne à : <http://www.ciisd.gc.ca/text/forms/form-f.asp>.

Utiliser la clause suivante dans les marchés dans lesquels l'entrepreneur ou l'offrant étranger N'A PAS PROTÉGÉ OU TRAITÉ de renseignements ou de biens classifiés dans ses propres installations.

**Remarque :** \*\* La clause doit préciser la nature du marché, à savoir s'il s'agit d'un contrat ou d'une offre à commandes.

**F9010D (10/06/05) Entrepreneur ou offrant étranger - organisme ou ministère canadien (personnel attitré)**

**Exigence relative à la sécurité :** \*\*DOSSIER TPSGC no \_\_\_\_\_

1. L'entrepreneur ou l'offrant ÉTRANGER doit détenir en permanence, pendant l'exécution du contrat ou offre à commandes, une cote de sécurité d'installation valable, délivrée par l'autorité nationale de la sécurité ou l'autorité désignée en matière de sécurité (ANS/ADS), pour la sécurité industrielle de \_\_\_\_\_ (**Inscrire le nom du pays**), au niveau \_\_\_\_\_.
2. Les membres du personnel de l'entrepreneur ou de l'offrant ÉTRANGER devant avoir accès à des renseignements ou à des biens CLASSIFIÉS, ou à des établissements dont l'accès est réglementé, doivent TOUS détenir une cote de sécurité du personnel valable, délivrée ou approuvée par l'ANS/ADS de \_\_\_\_\_ (**Inscrire le nom du pays**), au niveau \_\_\_\_\_.
3. L'entrepreneur ou l'offrant ÉTRANGER NE DOIT PAS emporter de renseignements CLASSIFIÉS hors des établissements désignés et dont l'accès est réglementé, et l'entrepreneur ou l'offrant ÉTRANGER doit s'assurer que son personnel est au courant de cette restriction et qu'il la respecte.
4. L'entrepreneur ou l'offrant ÉTRANGER doit respecter les dispositions :
  - a) des règlements sur la sécurité industrielle ou le manuel de sécurité industrielle de l'ANS/ADS de \_\_\_\_\_ (**Inscrire le nom du pays**);
  - b) de la Liste de vérification des exigences relatives à la sécurité, reproduite ci-joint à l'Annexe \_\_\_\_.
5. Les alinéas ci-dessus doivent être reproduits dans tous les contrats de sous-traitance prévoyant des droits d'accès à des renseignements ou à des biens CLASSIFIÉS.



## F - Sécurité industrielle

---

---

**F9010D (30/05/03) Entrepreneur ou offrant étranger - organisme ou ministère canadien**

A partir du 10/06/05, cette clause est remplacée par F9010D.

---

---

**Remarques : LE TEXTE DE CETTE CLAUSE DOIT FIGURER EN ENTIER DANS LES DOCUMENTS D'ACHAT.** Utiliser la clause suivante lorsque la case 12 indique que l'entrepreneur ou l'offrant doit avoir accès à l'établissement et qu'il doit travailler à un programme approuvé par le Conseil du Trésor.

Utiliser la clause suivante après avoir consulté la Direction de la sécurité industrielle canadienne et internationale.

Il est obligatoire de remplir le formulaire TBS/SCT 350-103, Liste de vérification des exigences relatives à la sécurité, qui est disponible en ligne à : <http://www.ciisd.gc.ca/text/forms/form-f.asp>.

**Remarque :** \*\* La clause doit préciser la nature du marché, à savoir s'il s'agit d'un contrat ou d'une offre à commandes.

**F9011D (10/06/05) Accès à l'établissement de travail - Sites approuvés par le SCT seulement**

**Exigence relative à la sécurité : \*\* DOSSIER TPSGC no \_\_\_\_\_**

1. Les membres du personnel de l'entrepreneur ou de l'offrant devant avoir accès à des établissements de travail PROTÉGÉS doivent TOUS détenir en permanence, pendant l'exécution du contrat ou de l'offre à commandes, une cote D'ACCÈS À L'ÉTABLISSEMENT valable, délivrée ou approuvée par la Direction de la sécurité industrielle canadienne et internationale de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.
  2. L'entrepreneur ou l'offrant doit respecter les dispositions de la Liste de vérification des exigences relatives à la sécurité, ci-jointe à l'Annexe \_\_\_\_\_.
- 
- 

**F9011D (30/05/03) Accès à l'établissement de travail**

A partir du 10/06/05, cette clause est remplacée par F9011D.

---

---

**Remarques : LE TEXTE DE CETTE CLAUSE DOIT FIGURER EN ENTIER DANS LES DOCUMENTS D'ACHAT.** Utiliser la clause suivante lorsque l'Agence du revenu du Canada est le ministère client, et après avoir consulté la Direction de la sécurité industrielle canadienne et internationale.

Il est obligatoire de remplir le formulaire TBS/SCT 350-103, Liste de vérification des exigences relatives à la sécurité, qui est disponible en ligne à : <http://www.ciisd.gc.ca>.

## F - Sécurité industrielle

---

F9012D (14/05/04) Agence du revenu du Canada

## F - Sécurité industrielle

---

L'entrepreneur ou l'offrant doit respecter les dispositions du *Manuel des exigences en matière de sécurité pour la protection des renseignements de nature délicate* (mars 1998), publié par la Direction de la sécurité de l'Agence du revenu du Canada.

---

---

**F9012D**      **(30/05/03)**      **Agence des douanes et du revenu du Canada**

A partir du 14/05/04, cette clause est remplacée par F9012D.

---

---

---

## **Section 5**

### **G - Assurances**

---



## G - Assurances

---

---

**G0001D (01/12/92) Assurance - responsabilité civile**

Cette clause est annulée à partir du 01/06/94.

---

---

**G0001D (01/06/91) Assurance - responsabilité civile**

A partir du 01/12/92, cette clause est remplacée par G0001D.

---

---

**G0003D (01/12/92) Droits de poursuite**

Cette clause est annulée à partir du 01/06/94.

---

---

**G0003D (01/06/91) Droits de poursuite**

A partir du 01/12/92, cette clause est remplacée par G0003D.

---

---

**G0004D (01/12/92) Assurance - preuve**

Cette clause est annulée à partir du 01/06/94.

---

---

**G0004D (01/06/91) Assurance - preuve**

A partir du 01/12/92, cette clause est remplacée par G0004D.

---

---

## G - Assurances

---

---

**G0005D** (01/12/92) **Assurance - attestation**

Cette clause est annulée à partir du 01/06/94.

---

---

**G0005D** (01/06/91) **Assurance - attestation**

A partir du 01/12/92, cette clause est remplacée par G0005D.

---

---

**G0006D** (01/06/91) **Assurance - location à bail de véhicule**

Cette clause est annulée à partir du 01/06/94.

---

---

**G0007D** (01/06/91) **Assurance**

Cette clause est annulée à partir du 01/06/94.

---

---

**G0008D** (01/08/92) **Assurances**

Cette clause est annulée à partir du 01/06/94.

---

---

**G0008D** (31/01/92) **Assurances**

A partir du 01/12/92, cette clause est remplacée par G0008D.

---

---

## G - Assurances

---

**G0009D (31/01/92) Conditions d'assurance**

Cette clause est annulée à partir du 01/06/94.

---

---

**G0010C (31/01/92) Exigences concernant les assurances**

Cette clause est annulée à partir du 01/06/94.

---

---

**G0010T (31/01/92) Exigences concernant les assurances**

Cette clause est annulée à partir du 01/06/94.

---

---

**Remarques : LE TEXTE DE CETTE CLAUSE DOIT FIGURER EN ENTIER DANS LES DOCUMENTS D'ACHAT.** Il est fortement recommandé que tous les contrats contiennent la clause suivante ou G1005D, selon le cas. Utiliser la clause suivante lorsque les exigences en matière d'assurance sont spécifiquement décrites dans le contrat.

Il est important de définir et d'évaluer les risques que comportent les travaux exécutés en vertu d'un contrat afin de faire en sorte que l'entrepreneur soit suffisamment assuré et que les intérêts du Canada soient protégés.

On conseille aux agents de négociation des contrats de consulter la Politique sur la gestion des risques du Conseil du Trésor, afin de déterminer, de concert avec leurs clients : 1) si l'option d'auto-souscription du Canada s'applique, 2) si l'entrepreneur est responsable des risques, et 3) si une assurance commerciale est applicable.

**G1001D (10/06/05) Responsabilité de l'entrepreneur**

1. Il appartient à l'entrepreneur de déterminer s'il doit contracter une assurance autre que celle précisée dans la demande de soumissions et dans tout contrat subséquent, afin d'assurer sa propre protection ou pour s'acquitter de ses obligations en vertu du contrat. Toute assurance doit être contractée et maintenue par l'entrepreneur, aux frais de ce dernier.

Les dispositions sur les assurances contenues dans les présentes ne limitent en rien les assurances exigées par les administrations fédérales, provinciales ou municipales. L'assurance exigée constitue un avantage et une protection pour l'entrepreneur, mais elle ne doit pas permettre à ce dernier de se dégager de ses responsabilités ou de les réduire de quelque façon que ce soit. Cela s'applique également à toutes les dispositions du présent contrat.

2. Pour satisfaire aux exigences du contrat en matière d'assurances, l'entrepreneur doit, au tout début du contrat, ou dans les dix (10) jours de celui-ci, envoyer à l'autorité contractante une attestation d'assurance renfermant suffisamment de détails sur la protection, les exclusions, les franchises et les conditions applicables à de telles polices et confirmant que l'assurance est en vigueur conformément à ces exigences ou, à la demande de l'autorité contractante, une copie certifiée conforme de toutes les polices d'assurance applicables.
- 
-



## G - Assurances

---

### **G1001D (14/05/04) Responsabilité de l'entrepreneur**

A partir du 10/06/05, cette clause est remplacée par G1001D.

---

**Remarques : LE TEXTE DE CETTE CLAUSE DOIT FIGURER EN ENTIER DANS LES DOCUMENTS D'ACHAT.** Il est fortement recommandé que tous les contrats contiennent la clause G1001D. Dans les cas où les dispositions sur les assurances ne s'appliquent pas à certains contrats, la clause suivante devrait être utilisée au lieu.

### **G1005D (10/06/05) Responsabilité de l'entrepreneur**

Il appartient à l'entrepreneur de déterminer s'il doit contracter une assurance afin d'assurer sa propre protection ou pour s'acquitter de ses obligations en vertu du contrat et pour se conformer aux lois fédérales, provinciales ou municipales. Toute assurance doit être contractée et maintenue par l'entrepreneur, aux frais de ce dernier.

Toute assurance souscrite constitue un avantage et une protection pour l'entrepreneur, mais elle ne doit pas permettre à ce dernier de se dégager de ses responsabilités ou de les réduire de quelque façon que ce soit. Cela s'applique également à toutes les dispositions du présent contrat.

---

### **G1005D (14/05/04) Responsabilité de l'entrepreneur**

A partir du 10/06/05, cette clause est remplacée par G1005D.

---

**Remarques : LE TEXTE DE CETTE CLAUSE DOIT FIGURER EN ENTIER DANS LES DOCUMENTS D'ACHAT.** Il est fortement recommandé que tous les contrats comprennent cette clause. L'assurance commerciale de responsabilité civile protège l'entrepreneur contre les réclamations en dommages-intérêts (dommages matériels et blessures corporels principalement) pouvant résulter de la négligence de celui-ci dans les activités et opérations liées à l'exécution du contrat.

La présente clause comprend les avenants obligatoires qui s'appliquent aux contrats d'approvisionnements du gouvernement. La description des avenants ne fait qu'indiquer la nature de la couverture recherchée, et le libellé standard utilisé par l'industrie est celui qui satisfait aux exigences prévues.

L'agent de négociation des contrats devrait également se référer à la clause G2015D pour connaître les autres avenants importants qui peuvent s'appliquer à certains domaines contractuels et qui ont été sélectionnés individuellement et ajoutés aux avenants compris dans cette clause.

Si l'agent de négociation des contrats ou le client juge insuffisante la LIMITE MINIMALE de responsabilité suggérée (2 000 000 \$) par accident ou incident, il peut en fixer une autre de concert avec le client et les Services consultatifs de gestion des risques et d'assurance de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada, à : [NCR.RMIAS-SCGRA@tpsgc.gc.ca](mailto:NCR.RMIAS-SCGRA@tpsgc.gc.ca).

## G - Assurances

---

G2001D (10/06/05) Assurance commerciale de responsabilité civile

## G - Assurances

---

1. L'entrepreneur doit contracter et maintenir pendant toute la durée du contrat une police commerciale d'assurance responsabilité civile d'un montant équivalent à celui habituellement fixé pour un contrat de cette nature; toutefois, la limite de responsabilité NE DOIT EN AUCUN CAS ÊTRE INFÉRIEURE à 2 000 000 \$ par accident ou par incident et suivant le total annuel.
2. Les avenants suivants doivent être compris :
  - a) Assuré additionnel : Le Canada est désigné comme assuré additionnel, mais seulement en ce qui concerne les responsabilités qui peuvent découler de la propre négligence de l'entrepreneur dans l'exécution du contrat.  
  
L'intérêt du Canada en tant qu'assuré additionnel devrait se lire comme suit : Le Canada, représenté par \_\_\_\_\_ (**insérer le nom du ministère client**) et/ou Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.
  - b) Avis d'annulation ou de modification : L'assureur s'engage à donner à l'autorité contractante un avis écrit d'annulation de la police de trente (30) jours.
  - c) Responsabilité réciproque : Sans augmenter la limite de responsabilité, la police doit couvrir toutes les parties assurées dans la pleine mesure de la couverture prévue. De plus, la police doit s'appliquer à chaque assuré de la même manière et dans la même mesure que si une police distincte avait été émise à chacun d'eux.
  - d) Responsabilité contractuelle : La police doit, sur une base générale ou par renvoi spécifique au présent contrat, couvrir les obligations assumées en ce qui concerne les dispositions d'assurance contractuelle.
  - e) Responsabilité patronale éventuel : Pour protéger l'entrepreneur contre les responsabilités découlant de la gestion et de l'administration des droits prévus par la loi et contractuels de ses employés.
  - f) Employés et (s'il y a lieu) bénévoles désignés comme assurés additionnels : Tous les employés et (s'il y a lieu) les bénévoles de l'entrepreneur doivent être désignés comme assurés additionnels.
  - g) Paiements médicaux volontaires de 5 000 \$ par personne et de 25 000 \$ par accident : Pour assurer le paiement des dépenses engagées dans les cas de blessures accidentelles mineures, sans établir la responsabilité.
  - h) Véhicule n'appartenant pas à l'assuré : Pour protéger l'entrepreneur contre les responsabilités découlant de l'utilisation de véhicules appartenant à d'autres parties.

---

**G2001D (14/05/04) Assurance commerciale de responsabilité civile**

A partir du 10/06/05, cette clause est remplacée par G2001D.

---

**Remarques :** Utiliser la clause suivante lorsque les services fournis aux termes du contrat sont de nature professionnelle ou réglementée.

Les services professionnels ou réglementés comprennent, notamment, la consultation, la conception, la formation, l'éducation, la gestion, l'architecture, la santé, l'ingénierie, la recherche et le développement ou sont liés à la politique gouvernementale.

## G - Assurances

---

Si l'agent de négociation des contrats ou le client juge insuffisante la LIMITE MINIMALE de responsabilité suggérée (1 000 000 \$) par sinistre, il peut en fixer une autre de concert avec le client et les Services consultatifs de gestion des risques et d'assurance de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada, à : [NCR\\_RMIAS-SCGRA@tpsgc.gc.ca](mailto:NCR_RMIAS-SCGRA@tpsgc.gc.ca).

L'agent de négociation des contrats devrait également se référer à la clause G2015D pour connaître les autres avenants importants qui peuvent s'appliquer à certains domaines contractuels et qui ont été sélectionnés individuellement et ajoutés aux avenants compris dans cette clause.

### **G2002D (10/06/05) Assurance contre les erreurs et les omissions**

1. L'entrepreneur doit contracter et maintenir pendant toute la durée du contrat une assurance contre les erreurs et les omissions d'un montant équivalent à celui habituellement fixé pour un contrat de cette nature; toutefois, la limite de responsabilité NE DOIT EN AUCUN CAS ÊTRE INFÉRIEURE à 1 000 000 \$ par sinistre et suivant le total annuel, y compris les frais de défense.
2. S'il s'agit d'une police sur la base des réclamations et que la durée du contrat dépasse la période d'assurance, en cas d'annulation ou de non-renouvellement de la police, un avenant relatif à la prolongation de la période du rapport sur les réclamations, pour une durée minimale de douze (12) mois, doit être fourni par l'entrepreneur.
3. L'avenant suivant doit être compris :  
  
Avis d'annulation ou de modification : L'assureur s'engage à donner à l'autorité contractante un avis écrit d'annulation de trente (30) jours.

---

### **G2002D (14/05/04) Assurance contre les erreurs et les omissions**

A partir du 10/06/05, cette clause est remplacée par G2002D.

---

**Remarques :** L'assurance responsabilité de produits protège l'entrepreneur contre les réclamations en dommages-intérêts (dommages matériels et préjudices corporels principalement) découlant des produits fabriqués par l'entrepreneur. Cette couverture peut être souscrite à titre de police indépendante, lorsque le contrat peut le justifier.

Il est également possible d'inclure cette assurance dans la clause G2001D en se prévalant de l'avenant h), Formule étendue des produits et travaux terminés (24 mois), de la clause G2015D. N'UTILISEZ PAS LES DEUX.

Si l'agent de négociation des contrats ou le client juge insuffisante la LIMITE MINIMALE de responsabilité suggérée (1 000 000 \$) par sinistre, il peut en fixer une autre de concert avec le client et les Services consultatifs de gestion des risques et d'assurance de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada, à : [NCR\\_RMIAS-SCGRA@tpsgc.gc.ca](mailto:NCR_RMIAS-SCGRA@tpsgc.gc.ca).

L'agent de négociation des contrats devrait également se référer à la clause G2015D pour connaître les autres avenants importants qui peuvent s'appliquer à certains domaines contractuels et qui ont été sélectionnés individuellement et ajoutés aux avenants compris dans cette clause.

### **G2003D (10/06/05) Assurance responsabilité des produits**

## G - Assurances

---

1. L'entrepreneur doit contracter et maintenir pendant toute la durée du contrat une assurance responsabilité de produits d'un montant équivalent à celui habituellement fixé pour un contrat de cette nature; toutefois, la limite de responsabilité NE DOIT EN AUCUN CAS ÊTRE INFÉRIEURE à 1 000 000 \$ par sinistre, y compris les frais de défense.
2. S'il s'agit d'une police sur la base des réclamations et que la durée du contrat dépasse la période d'assurance, en cas d'annulation ou de non-renouvellement de la police, un avenant relatif à la prolongation de la période du rapport sur les réclamations, pour une durée minimale de douze (12) mois, doit être fourni par l'entrepreneur.
3. Les avenants suivants doivent être compris :
  - a) Avis d'annulation ou de modification : L'assureur s'engage à donner à l'autorité contractante un avis écrit d'annulation de trente (30) jours.
  - b) Responsabilité contractuelle : La police doit, sur une base générale ou par renvoi spécifique au présent contrat, couvrir les obligations assumées en ce qui concerne les dispositions d'assurance contractuelle.

---

**G2003D (14/05/04) Assurance responsabilité des produits**

A partir du 10/06/05, cette clause est remplacée par G2003D.

---

**G2010D (12/12/03) Assurance commerciale de responsabilité civile**

A partir du 14/05/04, cette clause est remplacée par G2015D.

---

**G2011D (12/12/03) Erreurs et omissions/responsabilité de produit**

A partir du 14/05/04, cette clause est remplacée par G2002D.

---

**Remarques : LE TEXTE DE CETTE CLAUSE DOIT FIGURER EN ENTIER DANS LES DOCUMENTS D'ACHAT.** Chaque contrat peut comprendre des exigences individuelles. La clause suivante fait ressortir certains avenants communs et importants qui s'appliquent de façon particulière aux contrats individuels. L'agent de négociation des contrats et ses clients doivent les examiner avec soin afin de déterminer si l'un ou plusieurs des avenants indiqués doivent être inclus.

Ces avenants peuvent être sélectionnés en groupe ou un par un, au besoin, et pourront être ajoutés dans la section des avenants des clauses portant sur la responsabilité, soit les clauses G2001D, G2002D, G2003D, G2040D et G2050D.

## G - Assurances

Pour toute aide complémentaire, veuillez communiquer avec les Services consultatifs de gestion des risques et d'assurance de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada, à : **NCR RMIAS-SCGRA@tpsgc.gc.ca**.

### G2015D (10/06/05) Avenants relatifs à l'assurance responsabilité

- a) Assuré additionnel désigné : Le Canada est désigné comme assuré additionnel, mais seulement en ce qui concerne les responsabilités qui peuvent découler de la propre négligence de l'entrepreneur dans l'exécution du contrat.

L'intérêt du Canada en tant qu'assuré additionnel devrait se lire comme suit : Le Canada, représenté par \_\_\_\_\_ (**insérer le nom du ministère client**) et/ou Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.

- b) Entrepreneurs indépendants : À moins qu'ils ne soient assurés ailleurs et que la preuve est obtenue par l'entrepreneur, tous les sous-traitants sont inclus comme assurés dans la police.
- c) Pollution subite et accidentelle (minimum 72 heures) : Pour protéger l'entrepreneur contre les responsabilités découlant de dommages causés par la pollution accidentelle.
- d) Collision d'ascenseur : Pour protéger l'entrepreneur contre les responsabilités découlant des installations ou se trouvent des ascenseurs opérationnels.
- e) Formule étendue d'assurance responsabilité civile des locataires : Pour protéger l'entrepreneur à l'égard des responsabilités découlant de l'occupation d'installations louées.
- f) Prolongation de la période du rapport sur les réclamations (12 mois) : S'il s'agit d'une police sur la base des réclamations correspondant à la durée du contrat et que l'entrepreneur n'a pas l'intention de la renouveler, le présent avenant doit être obtenu par l'entrepreneur sous la forme d'une lettre d'intention de la part des assureurs, qui doit être remise avec la police dès la signature du contrat.
- g) Formule étendue de préjudice personnel : L'avenant devrait inclure notamment la violation de la vie privée, diffamation verbale ou écrite, arrestation illégale, détention ou incarcération et diffamation.
- h) Formule étendue des produits et travaux terminés (24 mois) : L'avenant devrait notamment comprendre les activités liées au service, à l'assemblage et aux réparations ainsi que le matériel, les pièces et l'équipement fournis en liaison avec les travaux exécutés par l'entrepreneur ou en son nom.
- i) Responsabilité contractuelle : La police doit, sur une base générale ou par renvoi spécifique au présent contrat, couvrir les obligations assumées en ce qui concerne les dispositions d'assurance contractuelle.
- j) Droits de poursuite : Conformément à l'alinéa 5d) de la *Loi sur le ministère de la Justice*, L.R.C.. 1993, ch. J-2, art. 1, il est entendu et convenu que si une poursuite est intentée par ou contre le Canada et que, indépendamment de la présente clause, l'assureur a le droit d'intervenir en poursuite ou en défense au nom du Canada à titre d'assuré additionnel désigné en vertu de la présente police d'assurance, l'assureur communique promptement avec le Procureur général du Canada pour s'entendre sur les stratégies juridiques. Pour ce faire, l'assureur envoie une lettre par service de courrier recommandé ou de messagerie avec un accusé de réception au destinataire suivant :

pour la province de Québec, envoyez la lettre à l'adresse suivante :

Directeur  
Direction du droit des affaires  
Bureau régional du Québec (Ottawa)  
Ministère de la Justice  
284, rue Wellington, pièce SAT-6042  
Ottawa (Ontario) K1A 0H8

et

## G - Assurances

---

pour tous les autres territoires et provinces, envoyez la lettre à l'adresse suivante :

Avocat général principal  
Contentieux des affaires civiles  
Ministère de la Justice  
234, rue Wellington, Tour de l'Est  
Ottawa (Ontario) K1A 0H8

Une copie de cette lettre est envoyée, dans un délai raisonnable, à l'autorité contractante à titre d'information.

L'assureur convient également que le Canada se réserve le droit d'intervenir en co-défense dans toute poursuite intentée contre le Canada. Toutefois, le Canada assume tous les frais liés à cette co-défense. Sans égard à ce qui précède, si le Canada décide de participer à sa défense en cas de poursuite intentée contre lui et qu'il n'est pas d'accord pour accepter un règlement proposé par l'assureur de l'entrepreneur et accepté par les plaignants, ce qui aurait pour effet de donner lieu à un règlement ou au rejet de l'action intentée contre le Canada, ce dernier sera responsable envers l'assureur de l'entrepreneur et devra acquitter toute différence entre l'indemnité pour laquelle l'action en justice intentée contre le Canada aurait été réglée et la somme adjugée ou payée en fin de compte (coûts et intérêts compris ou en sus) par le Canada ou en son nom.

---

### **G2015D (10/12/04) Avenants relatifs à l'assurance responsabilité**

A partir du 10/06/05, cette clause est remplacée par G2015D.

---

**Remarques :** L'assurance automobile, à différents degrés, est obligatoire dans tous les ressorts canadiens. Il est néanmoins très important d'invoquer cette clause lorsque l'entrepreneur est appelé à utiliser son propre véhicule pour remplir les conditions du contrat ainsi que dans les cas où un véhicule du gouvernement est fourni pour remplir les conditions du contrat.

Si l'agent de négociation des contrats ou le client juge insuffisante la LIMITE MINIMALE de responsabilité suggérée (2 000 000 \$) par sinistre, il peut en fixer une autre de concert avec le client et le Conseiller en matière de gestion des risques et d'assurance, Travaux publics et Services gouvernementaux Canada ([NCR\\_RMIAS-SCGRA@tpsgc.gc.ca](mailto:NCR_RMIAS-SCGRA@tpsgc.gc.ca)).

Se référer à la clause G2025D pour connaître les autres avenants importants qui peuvent s'appliquer à certains domaines contractuels.

### **G2020D (14/05/04) Assurance automobile**

1. L'entrepreneur doit contracter et maintenir pendant toute la durée du contrat une police d'assurance automobile (sections A et B) d'un montant équivalent à celui habituellement fixé pour un contrat de cette nature; toutefois, la limite de responsabilité NE DOIT EN AUCUN CAS ÊTRE INFÉRIEURE à 2 000 000 \$ par accident ou par incident. La police doit comprendre une assurance individuelle conformément aux exigences réglementaires de base de la région.
2. La police d'assurance doit comprendre l'avenant suivant :  
  
Avis d'annulation : L'assureur s'engage à donner à l'autorité contractante un avis écrit d'annulation de trente (30) jours.

## G - Assurances

---

**Remarques : LE TEXTE DE CETTE CLAUSE DOIT FIGURER EN ENTIER DANS LES DOCUMENTS D'ACHAT.** Chaque contrat peut comprendre des exigences individuelles. La clause suivante fait ressortir certains avenants communs et importants qui s'appliquent de façon particulière aux contrats individuels. L'agent de négociation des contrats et ses clients doivent les examiner avec soin afin de déterminer si l'un ou plusieurs des avenants indiqués doivent être inclus.

Ces avenants peuvent être sélectionnés en groupe ou un par un, au besoin, et pourront être ajoutés dans la section des avenants de la clause G2020D.

Pour toute aide complémentaire, veuillez communiquer avec les Services consultatifs de gestion des risques et d'assurance de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada, à : **NCR RMIAS-SCGRA@tpsgc.gc.ca**.

### **G2025D (10/06/05) Avenants relatifs à l'assurance automobile**

- a) Assuré additionnel : Le Canada est désigné comme assuré additionnel, mais seulement en ce qui concerne les responsabilités qui peuvent découler de la propre négligence de l'entrepreneur dans l'exécution du contrat.  
  
L'intérêt du Canada en tant qu'assuré additionnel devrait se lire comme suit : Le Canada, représenté par \_\_\_\_\_ (**insérer le nom du ministère client**) et/ou Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.
- b) Pollution subite et accidentelle (minimum 72 heures) : Pour protéger l'entrepreneur contre les responsabilités découlant de dommages causés par la pollution accidentelle.
- c) Véhicule n'appartenant pas à l'assuré : Pour protéger l'entrepreneur contre les responsabilités découlant de l'utilisation de véhicules appartenant à d'autres parties, y compris le Canada.
- d) Autorisation de transporter des matières dangereuses : Le cas échéant, l'assuré doit obtenir l'autorisation provinciale ou fédérale nécessaire au transport de matières dangereuses dans le cadre de cet avenant.
- e) Autorisation de transporter des passagers contre rémunération ou en vertu d'un contrat de location : L'avenant permet à l'entrepreneur de transporter des passagers contre rémunération ou en vertu d'un contrat de location, de fournir une couverture particulière et des limites distinctes liées au risque du passager. La limite minimale de responsabilité doit s'élever à 250 000 \$ par passager et à 2 000 000 \$ au total.
- f) Véhicules appartenant au gouvernement : L'avenant ajoute à l'assurance automobile de l'entrepreneur une assurance de responsabilité civile imposée par la loi ou assumée dans le cadre du contrat en cas de perte de véhicules appartenant au gouvernement ou de dommages à ces derniers.
- g) Responsabilité à l'égard des dommages causés à des véhicules n'appartenant pas à l'assuré : L'avenant prévoit une assurance-responsabilité pour l'entrepreneur à l'égard des dommages causés à des véhicules n'appartenant pas à l'assuré.

---

### **G2025D (14/05/04) Avenants relatifs à l'assurance automobile**

A partir du 10/06/05, cette clause est remplacée par G2025D.

---



## G - Assurances

---

**Remarques : LE TEXTE DE CETTE CLAUSE DOIT FIGURER EN ENTIER DANS LES DOCUMENTS D'ACHAT.** Utiliser la clause suivante lorsque les risques auxquels on fait face comprennent l'exploitation d'un aéronef, l'exploitation d'installations aéroportuaires, la fourniture de produits ou de services se rapportant aux activités reliées aux vols.

L'agent de négociation des contrats devrait se référer à la clause G2035D pour connaître les autres avenants qui peuvent s'appliquer à certains domaines contractuels.

Si l'agent de négociation des contrats ou le client juge insuffisante la LIMITE MINIMALE de responsabilité suggérée de 5 000 000 \$ par accident ou incident, il peut en fixer une nouvelle de concert avec le client et les Services consultatifs de gestion des risques et d'assurance de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada, à : [NCR\\_RMIAS-SCGRA@tpsgc.gc.ca](mailto:NCR_RMIAS-SCGRA@tpsgc.gc.ca).

### **G2030D (10/06/05) Assurance aérienne**

1. L'entrepreneur doit contracter et maintenir, pendant toute la durée du contrat, une police d'assurance de responsabilité aérienne d'un montant équivalent à celui habituellement fixé pour un contrat de cette nature, toutefois, la limite de responsabilité NE DOIT EN AUCUN CAS ÊTRE INFÉRIEURE à 5 000 000 \$ par accident ou par incident et suivant le total annuel.
2. Les avenants suivants doivent être compris :
  - a) Assuré additionnel : Le Canada est désigné comme assuré additionnel, mais seulement en ce qui concerne les responsabilités qui peuvent découler de la propre négligence de l'entrepreneur dans l'exécution du contrat.  
  
L'intérêt du Canada en tant qu'assuré additionnel devrait se lire comme suit : Le Canada, représenté par \_\_\_\_\_ (**insérer le nom du ministère client**) et/ou Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.
  - b) Avis d'annulation ou de modification : En cas d'annulation de la police d'assurance, l'assureur s'engage à donner à l'autorité contractante un avis écrit d'annulation de trente (30) jours.
  - c) Responsabilité réciproque : Sans augmenter la limite de responsabilité, la police doit couvrir toutes les parties assurées dans la pleine mesure de la couverture prévue. De plus, la police doit s'appliquer à chaque assuré de la même manière et dans la même mesure que si une police distincte avait été émise à chacun d'eux.
  - d) Responsabilité contractuelle : La police doit, sur une base générale ou par renvoi spécifique au présent contrat, couvrir les obligations assumées en ce qui concerne les dispositions d'assurance contractuelle.
  - e) Employés et (s'il y a lieu) bénévoles désignés comme assurés additionnels : Tous les employés et (s'il y a lieu) les bénévoles de l'entrepreneur doivent être désignés comme assurés additionnels.

---

### **G2030D (14/05/04) Assurance Aérienne**

A partir du 10/06/05, cette clause est remplacée par G2030D.

---

## G - Assurances

---

**Remarques : LE TEXTE DE CETTE CLAUSE DOIT FIGURER EN ENTIER DANS LES DOCUMENTS D'ACHAT.** Chaque contrat peut comprendre des exigences individuelles. La clause suivante fait ressortir certains avenants communs et importants qui s'appliquent de façon particulière aux contrats individuels. L'agent de négociation des contrats et ses clients doivent les examiner avec soin afin de déterminer si l'un ou plusieurs de ces avenants doivent être inclus.

Ces avenants peuvent être sélectionnés en groupe ou un par un, au besoin, et pourront être ajoutés dans la section des avenants de la clause G2030D.

Pour toute aide complémentaire, veuillez communiquer avec les Services consultatifs de gestion des risques et d'assurance de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada, à : **NCR RMIAS-SCGRA@tpsgc.gc.ca**.

### **G2035D (10/06/05) Avenants relatifs à l'assurance aérienne**

- a) Assuré additionnel désigné : Le Canada est désigné comme assuré additionnel, mais seulement en ce qui concerne les responsabilités qui peuvent découler de la propre négligence de l'entrepreneur dans l'exécution du contrat.
- L'intérêt du Canada en tant qu'assuré additionnel devrait se lire comme suit : Le Canada, représenté par \_\_\_\_\_ (**insérer le nom du ministère client**) et/ou Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.
- b) Assurance des propriétaires de hangars : Lorsque le contrat exige que soient couverts les dommages que peuvent subir les aéronefs entreposés pour ou par l'assuré dans les installations aéroportuaires qui appartiennent ou qui sont loués par l'entrepreneur.
- c) Produits et travaux terminés (24 mois) : L'avenant relatif à la formule étendue devrait notamment comprendre les activités liées au service, à l'assemblage et aux réparations ainsi que le matériel, les pièces et l'équipement fournis en liaison avec les travaux exécutés par l'entrepreneur ou en son nom.
- d) Formule étendue d'assurance responsabilité civile des locataires de l'aéroport : Pour protéger l'entrepreneur à l'égard des responsabilités découlant de l'occupation d'installations aéroportuaires loués.
- e) Assurance des passagers aériens incluant les paiements médicaux : Si des sous-limites s'appliquent à la police de l'entrepreneur conformément à des ententes de transport internationales ou autrement, en aucun cas le montant de la protection NE DOIT ÊTRE INFÉRIEUR à 50 000 \$ par personne et à 500 000 \$ par accident.
- f) Avenant relatif aux aéronefs n'appartenant pas à l'assuré : Pour protéger l'entrepreneur contre les responsabilités découlant de l'utilisation d'aéronefs appartenant à d'autres parties, y compris le Canada.
- g) Tours de contrôle : Pour couvrir les responsabilités découlant de la propriété et/ou de l'exploitation des tours de contrôle de la circulation aérienne.
- h) Pollution subite et accidentelle (minimum 72 heures) : Pour protéger l'entrepreneur contre les responsabilités découlant de dommages causés par la pollution accidentelle.
- i) Autorisation de transporter des matières dangereuses : Le cas échéant, l'assuré doit obtenir l'autorisation provinciale ou fédérale nécessaire au transport de matières dangereuses dans le cadre de cet avenant.
- j) Droits de poursuite : Conformément à l'alinéa 5d) de la *Loi sur le ministère de la Justice*, L.R.C.. 1993, ch. J-2, art. 1, il est entendu et convenu que si une poursuite est intentée par ou contre le Canada et que, indépendamment de la présente clause, l'assureur a le droit d'intervenir en poursuite ou en défense au nom du Canada à titre d'assuré additionnel désigné en vertu de la présente police d'assurance, l'assureur communique promptement avec le Procureur général du Canada pour s'entendre sur les stratégies juridiques. Pour ce faire, l'assureur envoie une lettre par service de courrier recommandé ou de messagerie avec un accusé de réception au destinataire suivant :

## G - Assurances

---

pour la province de Québec, envoyez la lettre à l'adresse suivante :

Directeur  
Direction du droit des affaires  
Bureau régional du Québec (Ottawa)  
Ministère de la Justice  
284, rue Wellington, pièce SAT-6042  
Ottawa (Ontario) K1A 0H8

et

pour tous les autres territoires et provinces, envoyez la lettre à l'adresse suivante :

Avocat général principal  
Contentieux des affaires civiles  
Ministère de la Justice  
234, rue Wellington, Tour de l'Est  
Ottawa (Ontario) K1A 0H8

Une copie de cette lettre est envoyée, dans un délai raisonnable, à l'autorité contractante à titre d'information.

L'assureur convient également que le Canada se réserve le droit d'intervenir en co-défense dans toute poursuite intentée contre le Canada. Toutefois, le Canada assume tous les frais liés à cette co-défense. Sans égard à ce qui précède, si le Canada décide de participer à sa défense en cas de poursuite intentée contre lui et qu'il n'est pas d'accord pour accepter un règlement proposé par l'assureur de l'entrepreneur et accepté par les plaignants, ce qui aurait pour effet de donner lieu à un règlement ou au rejet de l'action intentée contre le Canada, ce dernier sera responsable envers l'assureur de l'entrepreneur et devra acquitter toute différence entre l'indemnité pour laquelle l'action en justice intentée contre le Canada aurait été réglée et la somme adjugée ou payée en fin de compte (coûts et intérêts compris ou en sus) par le Canada ou en son nom.

---

### **G2035D (14/05/04) Avenants relatifs à l'assurance aérienne**

A partir du 10/06/05, cette clause est remplacée par G2035D.

---

**Remarques : LE TEXTE DE CETTE CLAUSE DOIT FIGURER EN ENTIER DANS LES DOCUMENTS D'ACHAT.** L'assurance responsabilité couvrant l'atteinte à l'environnement protège l'entrepreneur contre les réclamations se rapportant au dommage causé par la pollution chronique à l'environnement, aux personnes et aux biens.

Il est important de noter que, dans le domaine des assurances, le terme *pollution* englobe généralement la plupart des déchets. Par conséquent, la couverture de police d'assurance de responsabilité civile simple sera exclue. Afin d'obtenir cette couverture, cette clause est utilisée dans tous les cas où l'entrepreneur exploite une installation d'élimination des déchets ou en est propriétaire.

Parfois, il convient également d'ajouter simplement l'avenant d) de la clause G2015D aux exigences de base de la clause G2001D, clause pour les cas où l'entrepreneur représente un risque dans le cadre du contrat sans nécessairement exploiter une installation d'élimination de déchets ou en être propriétaire.

L'expression responsabilité découlant de la pollution est également commune dans l'industrie de l'assurance pour certaines régions et elle est également acceptable.

Si l'agent de négociation des contrats ou le client juge insuffisante la LIMITE MINIMALE de responsabilité suggérée (1 000 000 \$) par sinistre, il peut en fixer une autre de concert avec le client et les Services

## G - Assurances

---

consultatifs de gestion des risques et d'assurance de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada, à : **NCR RMIAS-SCGRA@tpsgc.gc.ca**.

L'agent de négociation des contrats devrait également se référer à la clause G2015D pour connaître les autres avenants importants qui peuvent s'appliquer à certains domaines contractuels et qui ont été sélectionnés individuellement et ajoutés aux avenants compris dans cette clause.

### **G2040D (10/06/05) Assurance couvrant l'atteinte à l'environnement**

1. L'entrepreneur doit contracter et maintenir pendant toute la durée du contrat une assurance couvrant l'atteinte à l'environnement d'un montant équivalent à celui habituellement fixé pour un contrat de cette nature; toutefois, la limite de responsabilité NE DOIT EN AUCUN CAS ÊTRE INFÉRIEURE à 1 000 000 \$ par accident ou par incident et selon le total.
2. S'il s'agit d'une police sur la base des réclamations et que la durée du contrat dépasse la période d'assurance, en cas d'annulation ou de non-renouvellement de la police, un avenant relatif à la prolongation de la période du rapport sur les réclamations, pour une durée minimale de douze (12) mois, doit être fourni par l'entrepreneur.
3. Les avenants suivants doivent être compris :
  - a) Assuré additionnel : Le Canada est désigné comme assuré additionnel, mais seulement en ce qui concerne les responsabilités qui peuvent découler de la propre négligence de l'entrepreneur dans l'exécution du contrat.  
  
L'intérêt du Canada en tant qu'assuré additionnel devrait se lire comme suit : Le Canada, représenté par \_\_\_\_\_ (**insérer le nom du ministère client**) et/ou Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.
  - b) Avis d'annulation ou de modification : L'assureur s'engage à donner à l'autorité contractante un avis écrit d'annulation de la police de trente (30) jours.
  - c) Responsabilité réciproque : Sans augmenter la limite de responsabilité, la police doit couvrir toutes les parties assurées dans la pleine mesure de la couverture prévue. De plus, la police doit s'appliquer à chaque assuré de la même manière et dans la même mesure que si une police distincte avait été émise à chacun d'eux.
  - d) Responsabilité contractuelle : La police doit, sur une base générale ou par renvoi spécifique au présent contrat, couvrir les obligations assumées en ce qui concerne les dispositions d'assurance contractuelle.
  - e) Employés et (s'il y a lieu) bénévoles désignés comme assurés additionnels : Tous les employés et (s'il y a lieu) les bénévoles de l'entrepreneur doivent être désignés comme assurés additionnels.
  - f) Paiements médicaux volontaires de 5 000 \$ par personne et de 25 000 \$ par accident : Pour assurer le paiement, sans contestation, des dépenses engagées dans les cas de blessures accidentelles mineures, sans établir la responsabilité.
  - g) Transport incident : Pour assurer une couverture à l'égard des incidents découlant du transport de matières dangereuses.

---

---

### **G2040D (14/05/04) Assurance couvrant l'atteinte à l'environnement**

A partir du 10/06/05, cette clause est remplacée par G2040D.

---

---

## G - Assurances

---

**Remarques :** L'assurance de la responsabilité civile des administrateurs et des dirigeants offre une protection financière importante à l'entrepreneur, et elle s'applique aux contrats à long terme portant sur des services de gestion et autres services semblables fournis par des organisations dont la gouvernance comprend un conseil d'administration à but lucratif ou non. Les critères d'admissibilité comprennent l'examen des clauses d'indemnisation fournies au conseil par les membres de l'organisation.

Si l'agent de négociation des contrats ou le client juge insuffisante la LIMITE MINIMALE de responsabilité suggérée (1 000 000 \$) par sinistre, il peut en fixer une autre de concert avec le client et les Services consultatifs de gestion des risques et d'assurance de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada, à : [NCR\\_RMIAS-SCGRA@tpsgc.gc.ca](mailto:NCR_RMIAS-SCGRA@tpsgc.gc.ca).

L'agent de négociation des contrats devrait également se référer à la clause G2010D pour connaître les autres avenants importants qui peuvent s'appliquer à certains domaines contractuels et qui ont été sélectionnés individuellement et ajoutés aux avenants compris dans cette clause.

### **G2045D (10/06/05) Assurance de la responsabilité civile des administrateurs et des dirigeants**

1. L'entrepreneur doit contracter et maintenir pendant toute la durée du contrat une assurance de la responsabilité civile des administrateurs et des dirigeants d'un montant équivalent à celui habituellement fixé pour un contrat de cette nature; toutefois, la limite de responsabilité NE DOIT EN AUCUN CAS ÊTRE INFÉRIEURE à 1 000 000 \$ par sinistre et à 1 000 000 \$ au total.
2. S'il s'agit d'une police sur la base des réclamations et que la durée du contrat dépasse la période d'assurance, en cas d'annulation ou de non-renouvellement de la police, un avenant relatif à la prolongation de la période du rapport sur les réclamations, pour une durée minimale de douze (12) mois, doit être fourni par l'entrepreneur.
3. L'avenant suivant doit être compris :  
  
Avis d'annulation ou de modification : L'assureur s'engage à donner à l'autorité contractante un avis écrit d'annulation de trente (30) jours.

---

### **G2045D (14/05/04) Assurance de la responsabilité civile des administrateurs et des dirigeants**

A partir du 10/06/05, cette clause est remplacée par G2045D.

---

**Remarques : LE TEXTE DE CETTE CLAUSE DOIT FIGURER EN ENTIER DANS LES DOCUMENTS D'ACHAT.** L'assurance des clients du dépositaire protège l'entrepreneur contre les réclamations en dommages-intérêts découlant de sa négligence (dommages directs non accidentels en fait) à l'égard des marchandises dont il a la garde, le contrôle ou la responsabilité qui ne sont pas couvertes par une assurance commerciale de responsabilité civile. Dans certains cas, il est possible de demander la suppression de l'exclusion (garde, contrôle ou responsabilité) dans la clause G2001D, mais il est davantage recommandé d'utiliser une police séparée pour les contrats où les services sont exclusivement de la nature de ceux offerts par un dépositaire.

Si l'agent de négociation des contrats ou le client juge insuffisante la LIMITE MINIMALE de responsabilité suggérée (2 000 000 \$) par sinistre, il peut en fixer une autre de concert avec le client et les Services consultatifs de gestion des risques et d'assurance de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada, à : [NCR\\_RMIAS-SCGRA@tpsgc.gc.ca](mailto:NCR_RMIAS-SCGRA@tpsgc.gc.ca).

L'agent de négociation des contrats devrait également se référer à la clause G2015D pour connaître les autres avenants importants qui peuvent s'appliquer à certains domaines contractuels et qui ont été sélectionnés individuellement et ajoutés aux avenants compris dans cette clause.

## G - Assurances

---

### G2050D (10/06/05) Assurance des clients du dépositaire

1. L'entrepreneur doit contracter et maintenir pendant toute la durée du contrat une assurance des clients du dépositaire d'un montant équivalent à celui habituellement fixé pour un contrat de cette nature; toutefois, la limite de responsabilité NE DOIT EN AUCUN CAS ÊTRE INFÉRIEURE à 2 000 000 \$ par accident ou par incident et à 2 000 000 \$ au total.
2. Les avenants suivants doivent être compris :
  - a) Assuré additionnel : Le Canada est désigné comme assuré additionnel dans toute police d'assurance responsabilité civile couvrant les droits et intérêts du Canada en vertu du contrat.  
  
L'intérêt du Canada en tant qu'assuré additionnel devrait se lire comme suit : Le Canada, représenté par \_\_\_\_\_ (**insérer le nom du ministère client**) et/ou Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.
  - b) Avis d'annulation ou de modification : L'assureur s'engage à donner à l'autorité contractante un avis écrit d'annulation de trente (30) jours.
  - c) Responsabilité réciproque : Sans augmenter la limite de responsabilité, la police doit couvrir toutes les parties assurées dans la pleine mesure de la couverture prévue. De plus, la police doit s'appliquer à chaque assuré de la même manière et dans la même mesure que si une police distincte avait été émise à chacun d'eux.
  - d) Responsabilité contractuelle : La police doit, sur une base générale ou par renvoi spécifique au présent contrat, couvrir les obligations assumées en ce qui concerne les dispositions d'assurance contractuelle.
  - e) Transport incident : Pour assurer une couverture à l'égard des incidents survenus dans le cours normal du transport des marchandises.

---

### G2050D (14/05/04) Assurance des clients du dépositaire

A partir du 10/06/05, cette clause est remplacée par G2050D.

---

**Remarques : LE TEXTE DE CETTE CLAUSE DOIT FIGURER EN ENTIER DANS LES DOCUMENTS D'ACHAT.** L'entrepreneur doit souscrire une assurance « tous risques » pour protéger les biens de l'État dont il a la garde, le contrôle ou la responsabilité contre toute perte ou contre tout dommage. Le genre de police d'assurance qu'il devra contracter dépendra de la nature des biens en cause (par exemple, assurance « tous risques » des lieux ou des installations, assurance flottante pour l'équipement ou assurance construction/installation).

Il faut inscrire dans la clause la valeur des biens de l'État, ainsi que la base d'évaluation. La base d'évaluation doit être établie de concert avec le client et inscrite dans la police d'assurance de l'entrepreneur.

Au paragraphe 1, dans la seconde zone libre, il faut insérer les termes « coût de remplacement (nouveau) », « valeur au jour des sinistres (coût non amorti) » ou « valeur agréée (estimation) ».

Pour toute aide complémentaire, veuillez communiquer avec les Services consultatifs de gestion des risques et d'assurance de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada, à : **NCR RMIAS-SCGRA@tpsgc.gc.ca**.

## G - Assurances

---

### **G3001D (10/06/05) Assurance tous risques des biens**

1. Protection : L'entrepreneur doit contracter et maintenir une assurance pour les biens de l'État dont il a la responsabilité, la garde et le contrôle. Le montant de la protection NE DOIT PAS ÊTRE INFÉRIEUR à \_\_\_\_\_ \$ et la base d'évaluation est la suivante : \_\_\_\_\_.
2. Demandes d'indemnité : L'entrepreneur s'engage à superviser, à examiner et à documenter les cas de perte de biens du gouvernement ou de dommages subis par ces derniers afin de faire en sorte que les demandes d'indemnité soient correctement établies et que le Canada reçoive les sommes qui lui sont dues.
3. Les avenants suivants doivent être compris :
  - a) Avis de résiliation ou de modification : L'assureur s'engage à informer par écrit l'autorité contractante de toute résiliation de police ou de tout changement apporté à la protection, et ce, dans les trente (30) jours.
  - b) Règlement des demandes d'indemnité : Le produit de l'assurance pour la perte d'un bien ou pour les dommages causés à ces derniers doit être versé à la partie appropriée, selon les instructions de l'autorité contractante.
  - c) Bénéficiaire : Le Canada, selon ses intérêts et ses directives.

---

### **G3001D (14/05/04) Assurance tous risques des biens**

A partir du 10/06/05, cette clause est remplacée par G3001D.

---

**Remarques :** Dans le cadre de contrats, l'assurance contre les détournements par le personnel peut être considérée comme une garantie officielle liée aux employés de l'entrepreneur lorsque :

- a) de l'argent ou des titres doivent être administrés;
- b) un bien de valeur a été confié à l'entrepreneur;
- c) l'entrepreneur participe directement à l'activité d'achat;
- d) d'autres situations semblables se produisent.

Si l'agent de négociation des contrats ou le client juge que la LIMITE MINIMALE de responsabilité suggérée est insuffisante ou trop élevée, il peut en fixer une autre de concert avec le client et les Services consultatifs de gestion des risques et d'assurance de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada, à : [NCR\\_RMIAS-SCGRA@tpsgc.gc.ca](mailto:NCR_RMIAS-SCGRA@tpsgc.gc.ca).

### **G3005D (10/06/05) Assurance contre les détournements par le personnel**

1. L'entrepreneur doit, sur une base générale, contracter et maintenir pendant toute la durée du contrat une assurance contre les détournements par le personnel d'un montant équivalent à celui habituellement fixé pour un contrat de cette nature; toutefois, la limite de responsabilité ne doit en aucun cas être inférieure aux montants suivants :
  - a) Entente I : Détournements par le personnel - 100 000 \$;
  - b) Entente II/III : Perte d'argent et de titres dans les locaux/à l'extérieur des locaux - 50 000 \$;
  - c) Entente V : Contrefaçon préjudiciable aux déposants - 1 000 000 \$.
2. Les avenants suivants doivent être compris :

## G - Assurances

---

- a) Bénéficiaire : Le Canada, selon ses intérêts et ses directives.
  - b) Avis d'annulation ou de modification : L'assureur s'engage à donner à l'autorité contractante un avis écrit d'annulation de trente (30) jours.
- 

**Remarques : LE TEXTE DE CETTE CLAUSE DOIT FIGURER EN ENTIER DANS LES DOCUMENTS D'ACHAT.** L'entrepreneur doit souscrire une assurance tous risques relatives aux transports pour protéger les biens de l'État dont il a la garde, le contrôle ou la responsabilité contre toute perte ou contre tout dommage, y compris pendant le transport. Le genre de police d'assurance qu'il devra contracter dépendra de la nature des biens en cause (par exemple, assurance « tous risques » des lieux ou des installations, assurance transports, assurance flottante pour l'équipement ou assurance construction/installation).

Si l'agent de négociation des contrats ou le client juge que la LIMITE MINIMALE de responsabilité suggérée par envoi (250 000 \$) est insuffisante ou trop élevée, il peut en fixer une autre de concert avec le client et les Services consultatifs de gestion des risques et d'assurance de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada, à : [NCR RMIAS-SCGRA@tpsgc.gc.ca](mailto:NCR_RMIAS-SCGRA@tpsgc.gc.ca).

Il faut inscrire dans la clause la valeur des biens de l'État, ainsi que la base d'évaluation. La base d'évaluation doit être établie de concert avec le client et inscrite dans la police d'assurance de l'entrepreneur.

Insérer dans l'espace du paragraphe 1, un des termes suivants : « coût de remplacement (nouveau) », « valeur au jour des sinistres (coût non amorti) » ou « valeur agréée (estimation) ».

### G3010D (10/06/05) Assurance tous risques relative aux transports

1. L'entrepreneur doit contracter et maintenir une assurance tous risques relatives à tous les transports applicables pour protéger les biens de l'État dont il a la responsabilité, la garde et le contrôle. Le montant de la protection NE DOIT PAS ÊTRE INFÉRIEUR à 250 000 \$ par envoi et la base d'évaluation est la suivante : \_\_\_\_\_.
  2. Demandes d'indemnité : L'entrepreneur s'engage à superviser, à examiner et à documenter les cas de perte de biens du gouvernement ou de dommages subis par ces derniers afin de faire en sorte que les demandes d'indemnité soient correctement établies et que le Canada reçoive les sommes qui lui sont dues, selon ses intérêts.
  3. Les avenants suivants doivent être compris :
    - a) Avis d'annulation ou de modification : L'assureur s'engage à informer par écrit l'autorité contractante de toute résiliation de police dans les trente (30) jours.
    - b) Bénéficiaire : Le Canada, selon ses intérêts et ses directives.
- 

**Remarques : LE TEXTE DE CETTE CLAUSE DOIT FIGURER EN ENTIER DANS LES DOCUMENTS D'ACHAT.** Utiliser cette clause en conjonction avec la clause G2030D et se référer à la clause G2035D en ce qui concerne les avenants additionnels importants dans les contrats reliés aux activités aériennes.

Pour toute aide complémentaire, veuillez communiquer avec les Services consultatifs de gestion des risques et d'assurance de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada, à : [NCR RMIAS-SCGRA@tpsgc.gc.ca](mailto:NCR_RMIAS-SCGRA@tpsgc.gc.ca).



## G - Assurances

---

G4001D (10/06/05) Assurance pour l'affrètement d'aéronefs

## G - Assurances

---

1. Il est interdit à l'entrepreneur de fournir au Canada un service intérieur ou international d'affrètement d'aéronefs à moins de posséder les assurances suivantes pour chaque sinistre lié à l'exploitation de ce service :
  - a) une assurance responsabilité couvrant les risques de blessure ou de décès de passagers pour un montant au moins égal au montant de 300 000 \$ multiplié par le nombre de sièges passagers à bord de l'aéronef affecté au service, ou conformément à l'article 7 des Règlements concernant les transports aériens au Canada, selon le plus élevé ;
  - b) une assurance de responsabilité civile d'un montant au moins égal à :
    - (i) 1 000 000 \$, si la masse maximale homologuée au décollage (MMHD) de l'aéronef affecté au service est inférieure à 3,175 kg;
    - (ii) 2 000 000 \$, si la MMHD de l'aéronef affecté au service est supérieure à 3,175 kg, mais inférieure à 8,165 kg;
    - (iii) 2 000 000 \$, si la MMHD de l'aéronef affecté au service est supérieure à 8,165 kg.
2. Les passagers qui travaillent pour l'entrepreneur n'ont pas à être couverts par l'assurance prescrite à l'alinéa 1.a) si les demandes en dommages-intérêts de ces passagers contre l'entrepreneur sont régies par une loi sur l'indemnisation des accidents du travail.
3. Les avenants suivants doivent être compris :
  - a) Assuré additionnel : Le Canada est désigné comme assuré additionnel dans toute police d'assurance responsabilité civile couvrant les droits et intérêts du Canada en vertu du contrat.  
  
L'intérêt du Canada en tant qu'assuré additionnel devrait se lire comme suit : Le Canada, représenté par \_\_\_\_\_ (**insérer le nom du ministère client**) et/ou Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.
  - b) Avis d'annulation ou de modification : L'assureur s'engage à donner à l'autorité contractante un avis écrit d'annulation de trente (30) jours.
  - c) Responsabilité réciproque : Sans augmenter la limite de responsabilité, la police doit couvrir toutes les parties assurées dans la pleine mesure de la couverture prévue. De plus, la police doit s'appliquer à chaque assuré de la même manière et dans la même mesure que si une police distincte avait été émise à chacun d'eux.
  - d) Responsabilité contractuelle : La police doit, sur une base générale ou par renvoi spécifique au présent contrat, couvrir les obligations assumées en ce qui concerne les dispositions d'assurance contractuelle.

---

**G4001D (14/05/04) Affrètement d'aéronefs**

A partir du 10/06/05, cette clause est remplacée par G4001D.

---

**Remarques :** La clause suivante devrait être intégrée à tout contrat de location sèche d'aéronefs. Une «location sèche» consiste à louer l'aéronef seul, c'est-à-dire sans l'équipage et le carburant.

## G - Assurances

---

### **G4002D (01/06/94) Location sèche d'aréonefs**

L'entrepreneur ne doit pas assurer les risques que comporte pour le Canada l'utilisation ou l'exploitation d'un aéronef affrété à long terme par le Canada, sauf si le propriétaire ou l'exploitant de l'aéronef insiste pour qu'une telle assurance soit souscrite et maintenue pendant toute la durée du contrat. Si tel est le cas, l'assurance que doit contracter et maintenir le Canada doit comporter une protection au moins égale à la protection minimale stipulée aux articles 6, 7 et 8 du Règlement sur les transports aériens.

Une copie de la police ou une preuve d'assurance doit être fournie au preneur.

---

---

### **G5000D (01/06/91) Assurance - réparateurs de navire**

Cette clause est annulée à partir du 01/06/94.

---

---

**Remarques :** Utiliser la clause suivante dans tous les documents contractuels de conversion et de réparation de navires (y compris les réparations d'urgence), sauf : 1) si l'on attend de l'entrepreneur général (tel un expert en soudure) qu'il exécute à l'occasion, sur les navires appartenant au Canada, des travaux autres que les travaux courants exécutés au sol, ou 2) s'il s'agit d'une offre à commandes.

Si l'agent des achats ou le client juge insuffisante la LIMITE MINIMALE de responsabilité suggérée de 5 000 000 \$ par accident ou incident, il devrait en fixer une nouvelle de concert avec le Conseiller en matière de gestion des risques et d'assurance, Travaux publics et Services gouvernementaux Canada ([NCR\\_RMIAS-SCGRA@tpsgc.gc.ca](mailto:NCR_RMIAS-SCGRA@tpsgc.gc.ca)).

### **G5001D (14/05/04) Responsabilité des réparateurs de navires (A)**

1. L'entrepreneur doit contracter et maintenir une assurance responsabilité de réparateurs de navires d'un montant équivalent à celui habituellement fixé pour un contrat de cette nature, mais en aucun cas inférieur à 5 000 000 \$ par accident ou par incident.
  2. La police d'assurance doit comprendre les avenants suivants :
    - a) Avis d'annulation : L'assureur s'engage à donner à l'autorité contractante un avis écrit d'annulation de trente (30) jours.
    - b) Responsabilité contractuelle : La police doit, sur une base générale ou par renvoi spécifique au présent contrat, couvrir les obligations assumées en ce qui concerne les dispositions d'assurance contractuelle.
- 
- 

### **G5001D (23/11/98) Responsabilité des réparateurs de navires (A)**

A partir du 14/05/04, cette clause est remplacée par G5001D.

---

---

## G - Assurances

---

**Remarques :** Utiliser la clause suivante dans les documents contractuels de réparation de navires : 1) si l'on attend de l'entrepreneur général (tel un expert en soudure) qu'il exécute à l'occasion, sur les navires appartenant au Canada, des travaux autres que les travaux courants exécutés au sol, ou 2) s'il s'agit d'une offre à commandes.

Si l'agent des achats ou le client juge insuffisante la LIMITE MINIMALE de responsabilité suggérée (5 000 000 \$) par accident ou incident, il devrait en fixer une nouvelle de concert avec le Conseiller en matière de gestion des risques et d'assurance, Travaux publics et Services gouvernementaux Canada ([NCR\\_RMIAS-SCGRA@tpsgc.gc.ca](mailto:NCR_RMIAS-SCGRA@tpsgc.gc.ca)).

### **G5002D (14/05/04) Responsabilité des réparateurs de navires (B)**

1. L'entrepreneur doit contracter et maintenir une assurance responsabilité de réparateurs de navires ou une assurance responsabilité civile commerciale d'un montant équivalent à celui habituellement fixé pour un contrat de cette nature, mais en aucun cas inférieur à 5 000 000 \$ par accident ou par incident.
2. Si l'entrepreneur décide de contracter et de maintenir une assurance responsabilité civile commerciale, il faudra inclure les dispositions suivantes dans le contrat :
  - « Nonobstant toute disposition contraire de la police, il est entendu que :
  - a) l'exclusion sur les navires est supprimée;
  - b) la formule étendue d'assurance contre les dommages causés aux biens est incluse;
  - c) la formule étendue de protection des ouvrages achevés est aussi incluse. »
3. La police d'assurance doit comprendre les avenants suivants :
  - a) Avis d'annulation : L'assureur s'engage à donner à l'autorité contractante un avis écrit d'annulation de trente (30) jours.
  - b) Responsabilité contractuelle : La police doit, sur une base générale ou par renvoi spécifique au présent contrat, couvrir les obligations assumées en ce qui concerne les dispositions d'assurance contractuelle.

---

### **G5002D (23/11/98) Responsabilité des réparateurs de navires (B)**

A partir du 14/05/04, cette clause est remplacée par G5002D.

---

### **G6000D (01/12/92) Conditions d'assurance**

Cette clause est annulée à partir du 01/06/94.

## G - Assurances

---

**Remarques :** La clause suivante doit être incluse lorsque le Canada loue des véhicules à **long terme**.

**G6001D (01/06/94) Véhicules - Location à long terme**

L'entrepreneur ne doit pas assurer les risques que comporte pour le Canada l'utilisation ou l'exploitation de tout véhicule loué à **long terme** par le Canada, **sauf si** des lois provinciales obligent tout locateur à assurer tout véhicule loué et dans ce cas l'entrepreneur aura souscrit une police d'assurance pour le véhicule ainsi loué. Une copie de la police ou une preuve d'assurance doit être fournie au Canada.

---

---

## **Section 5**

### **H - Modalités de paiement**

---



## H - Modalités de paiement

---

---

**H0001D (15/06/98) Intérêt sur les comptes en souffrance**

Cette clause est annulée à partir du 01/12/00.

---

---

**H0001D (30/10/96) Intérêt sur les comptes en souffrance**

A partir du 15/06/98, cette clause est remplacée par H0001D.

---

---

**H0002D (01/08/92) Intérêt sur les comptes en souffrances**

A partir du 30/10/96, cette clause est remplacée par H0001D.

---

---

**H0003D (01/08/92) Intérêt sur les comptes en souffrances**

A partir du 01/12/92, cette clause est remplacée par M9025D.

---

---

**Remarques :** Utiliser la clause suivante dans les contrats, offres à commandes, commandes d'achat ou dans les demandes de soumission (à l'exception des contrats de construction et de services publics) qui prévoient le paiement à la fin des travaux.

**H1000D (10/06/05) Modalités de paiement**

1. Le Canada paiera l'entrepreneur pour les travaux accomplis, soit :
  - a) dans les trente (30) jours suivant la date à laquelle tous les travaux ont été livrés au point de livraison désigné dans le contrat, et non au point de destination ultime, et tous les autres travaux que l'entrepreneur était tenu d'exécuter conformément aux conditions du contrat ont été terminés; ou
  - b) dans les trente (30) jours suivant la date à laquelle une facture et les documents à l'appui ont été reçus conformément aux conditions du contrat;le délai le plus long étant retenu.
2. Si le Canada s'oppose au contenu de la facture ou des documents à l'appui, le Canada devra, dans les quinze (15) jours suivant leur réception, aviser l'entrepreneur de la nature de l'objection. On entend par « contenu de la facture » une facture qui contient ou à laquelle s'ajoute de la documentation à l'appui telle qu'exigée par le Canada. Si le Canada ne donne pas suite dans les



## H - Modalités de paiement

---

quinze (15) jours, la date stipulée au paragraphe 1 de la clause servira dans l'unique but de calculer l'intérêt sur les comptes en souffrance.

---

### **H1000D (10/12/04) Modalités de paiement**

A partir du 10/06/05, cette clause est remplacée par H1000D.

---

**Remarques :** Utiliser la clause suivante dans les contrats, offres à commandes, bons de commande ou dans les demandes de soumission (à l'exception des contrats de construction et de services publics) qui s'applique dans le cas de regroupement d'éléments ou de regroupement de livraisons pour lesquels les paiements sont effectués à chaque livraison.

### **H1001D (10/12/04) Modalités de paiement - livraison multiple**

1. Le Canada paiera l'entrepreneur pour chaque livraison, soit :
    - a) dans les trente (30) jours suivant la date à laquelle les éléments complétés ont été livrés au point de livraison désigné dans le contrat, et non au point de destination ultime, et tous les autres travaux relatifs à ces éléments que l'entrepreneur était tenu d'exécuter conformément aux conditions du contrat ont été terminés; ou
    - b) dans les trente (30) jours suivant la date à laquelle une facture et les documents à l'appui ont été reçus conformément aux conditions du contrat;le délai le plus long étant retenu.
  2. Si le Canada s'oppose au contenu de la facture ou des documents à l'appui, le Canada devra, dans les quinze (15) jours suivant leur réception, aviser l'entrepreneur de la nature de l'objection. On entend par « contenu de la facture » une facture qui contient ou à laquelle s'ajoute de la documentation à l'appui telle qu'exigée par le Canada. Si le Canada ne donne pas suite dans les quinze (15) jours, la date stipulée au paragraphe 1 de la clause servira dans l'unique but de calculer l'intérêt sur les comptes en souffrance.
- 

### **H1001D (12/12/03) Modalités de paiement - livraison multiple**

A partir du 10/12/04, cette clause est remplacée par H1001D.

---

**Remarques :** Utiliser la clause suivante dans les contrats lorsqu'un paiement forfaitaire doit être versé à l'entrepreneur après que tous les produits livrables ont été reçus et acceptés.

## H - Modalités de paiement

---

### H1002C (16/12/05) Modalités de paiement - paiement forfaitaire

1. Un paiement sera versé après la livraison et l'acceptation de tous les produits livrables.
  2. L'entrepreneur doit remplir et certifier un original et deux (2) copies de sa réclamation sur le formulaire PWGSC-TPSGC 1111, « Réclamation de paiement partiel » (<http://www.tpsgc.gc.ca/acquisitions/text/forms/forms-f.html>). La réclamation sera envoyée à l'autorité contractante qui attestera la réclamation de paiement et la remettra au responsable technique pour attestation et paiement.
- 
- 

### H1002C (12/12/03) Modalités de paiement - paiement forfaitaire

A partir du 16/12/05, cette clause est remplacée par H1002C.

---

---

**Remarques : LE TEXTE DE CETTE CLAUSE DOIT FIGURER EN ENTIER DANS LES DOCUMENTS D'ACHAT.** Utiliser la clause suivante dans les demandes de soumission et les contrats lorsque des paiements partiels sont prévus.

Si des retenues sont appliquées à différents taux pour les différents types d'articles, la présente clause doit alors en faire mention. Voici une clause d'option relative à une retenue sur tout contrat donné et elle se rapporte aux alinéas 1. c) et 2. b) de la présente clause. Si le même taux de paiement ou de retenue ne s'applique pas à tous les produits ou phases du contrat, ajouter l'énoncé suivant à ce qui précède :

« applicable à \_\_\_\_\_ (*Indiquer le produit ou la phase du contrat visé au taux de paiement ou de retenue établi*) et aux paiements ou aux retenues correspondant à \_\_\_\_\_ p. 100 des dépenses qui s'appliquent à \_\_\_\_\_ (*Indiquer le produit ou la phase du contrat visé au taux de paiement ou de retenue établi*) ».

### H1003D (16/12/05) Modalités de paiement - paiements partiels

1. Les paiements partiels ne doivent pas être versés plus d'une fois par mois selon les conditions suivantes :
  - a) les réclamations de paiement partiel doivent fournir toutes les données pertinentes et être présentées au Canada sur le formulaire PWGSC-TPSGC 1111, Réclamation de paiement partiel (<http://www.tpsgc.gc.ca/acquisitions/text/forms/forms-f.html>) conformément aux instructions relatives à la facturation du présent document;
  - b) toutes les attestations figurant sur le formulaire doivent être signées par les personnes indiquées ou leurs délégués, et
  - c) les paiements atteindront jusqu'à \_\_\_\_\_ p. 100 des montants réclamés approuvés par le Canada sans que les paiements cumulatifs dépassent \_\_\_\_\_ p. 100 de la valeur totale que le Canada doit verser en vertu du contrat.
2. Les renseignements suivants doivent figurer sur chaque réclamation :
  - a) les dépenses, plus le bénéfice ou les honoraires calculés au prorata, s'il y a lieu, ou, autrement, la valeur des étapes franchies au cours de la période sur laquelle porte la réclamation par type d'article, selon les conditions de paiement du contrat;
  - b) moins la valeur de la retenue correspondant à \_\_\_\_\_ p. 100, calculé sur le montant en 2. a);

## H - Modalités de paiement

---

- c) le montant total de toutes les réclamations précédentes soumises dans le cadre du présent contrat; et
  - d) la taxe sur les produits et services ou la taxe de vente harmonisée, selon le cas, calculée sur le montant en 2. a) ci-dessus.
3. Le solde du montant dû sera payé lorsque le contrat aura été dûment exécuté ou, dans le cas de contrats comportant une entente à prix unitaire, à la livraison et l'acceptation de chacune, à condition qu'une réclamation finale pour le paiement soit présentée. (Voir les instructions relatives à la facturation dans le contrat.)
4. S'il en est fait mention dans le présent document, les copies requises des rapports mensuels de paiements doivent accompagner le formulaire PWGSC-TPSGC 1111.
5. L'entrepreneur doit remplir l'original et deux (2) copies du formulaire PWGSC-TPSGC 1111, et les acheminer comme suit :
- a) autorité \_\_\_\_\_;
  - b) autorité \_\_\_\_\_;
  - c) bureau de paiement.
6. Les paiements partiels doivent être considérés comme des paiements provisoires seulement et le Canada aura le droit de procéder à des vérifications provisoires des coûts et du temps ou à des contrôles, et d'apporter des rajustements, de temps à autre, durant l'exécution des travaux. Tout paiement excédentaire qui résulte du versement de ces paiements partiels ou d'une autre cause devra être remboursé rapidement au Canada.
7. Le Canada paiera l'entrepreneur pour les travaux accomplis :
- a) dans le cas d'un paiement partiel autre que le dernier paiement, dans les trente (30) jours suivant la date de réception du formulaire PWGSC-TPSGC 1111 dûment rempli;
  - b) dans le cas du dernier paiement, dans les trente (30) jours suivant la réception du formulaire PWGSC-TPSGC 1111 dûment rempli, ou dans les trente (30) jours suivant la date à laquelle les travaux sont achevés, le délai le plus long étant retenu.
8. Si le Canada s'oppose au contenu de la réclamation de paiement partiel, le Canada devra, dans les quinze (15) jours suivant sa réception, aviser l'entrepreneur de la nature de l'objection. On entend par « contenu de la réclamation » une réclamation qui contient ou qui est accompagnée d'une documentation à l'appui conforme aux exigences du Canada. Si le Canada ne donne pas suite dans les quinze (15) jours, la date stipulée au paragraphe 7 de la clause servira dans l'unique but de calculer l'intérêt sur les comptes en souffrance.

---

**H1003D (10/12/04) Modalités de paiement - acomptes**

A partir du 16/12/05, cette clause est remplacée par H1003D.

---

**H1004D (01/08/92) Modalités de paiement**

A partir du 03/02/97, cette clause est remplacée par H1000D.

## H - Modalités de paiement

---

---

**H1005D (01/08/92) Modalités de Paiement**

A partir du 01/12/92, cette clause est remplacée par M9026D.

---

---

**H1006D (31/01/92) Base de paiement proposée**

Cette clause est annulée à partir du 31/03/95.

---

---

**Remarques :** Utiliser la clause suivante avec la clause H1003D.

**H1007D (10/12/04) Retenues de garantie trimestrielles**

1. Le solde du montant à payer pour un trimestre doit être payé à chaque trimestre, à la condition qu'une demande de paiement soit présentée. Chaque demande reçue à la fin d'un trimestre doit comprendre la demande de versement des retenues de garantie trimestrielles.
  2. Les acomptes doivent être considérés comme des paiements provisoires seulement et le Canada aura le droit de procéder à des vérifications provisoires des coûts et du temps ou à des contrôles, et d'apporter des rajustements, de temps à autre, durant l'exécution des travaux. Tout paiement excédentaire qui résulte du versement de ces acomptes ou d'une autre cause devra être remboursé rapidement au Canada.
- 
- 

**H1007D (01/05/96) Retenues de garantie trimestrielles**

A partir du 10/12/04, cette clause est remplacée par H1007D.

---

---

**H3000D (01/06/91) Acomptes**

A partir du 15/09/97, cette clause est remplacée par H1003D.

---

---

## H - Modalités de paiement

---

### H3001T (01/06/91) Acomptes ou paiements anticipés

Cette clause est annulée à partir du 03/02/97.

---

---

### H3002D (01/06/91) Acomptes

A partir du 15/09/97, cette clause est remplacée par H1003D.

---

---

### H3003D (01/06/91) Acomptes

A partir du 15/09/97, cette clause est remplacée par H1003D.

---

---

**Remarques : LE TEXTE DE CETTE CLAUSE DOIT FIGURER EN ENTIER DANS LES DOCUMENTS D'ACHAT.** Utiliser la clause suivante dans les invitations à soumissionner et les documents contractuels prévoyant des acomptes et l'utilisation de l'une des conditions générales mentionnées ci-dessous.

Insérer dans l'espace le numéro de l'article et de la condition générale approprié .

| Conditions générales | Article |
|----------------------|---------|
| 1026A                | 10      |
| 1026B                | 19      |
| CCC-50               | 17.     |

Il n'est pas nécessaire d'utiliser cette clause lorsqu'on utilise les conditions générales 9601, Conditions générales - Formule détaillée.

### H3004D (12/12/03) Paiement, Conditions préalables au

L'article \_\_\_\_\_ des conditions générales \_\_\_\_\_ faisant partie du présent contrat est par les présentes supprimé et remplacé par ce qui suit :

- « 1. Aucun paiement ne sera versé à l'entrepreneur à moins ou avant que les factures, notes d'inspection et tout autre document exigé par le Ministre ou l'inspecteur soient présentés conformément aux conditions du contrat ou aux instructions du Ministre.
2. Dans les cas où les coûts ont été défrayés par l'entrepreneur et où le paiement est effectué par le Ministre, le Canada ne devra faire aucun paiement à l'entrepreneur, s'il en est requis, à moins ou avant que l'entrepreneur n'ait établi à la satisfaction du Ministre que les matériaux, pièces, travaux en cours et travaux finis sont tous libres de réclamations, privilège, saisie, charge ou servitude.
3. Dans les cas où les coûts se sont accumulés dans les comptes de l'entrepreneur comme obligation à être acquittée dans le cours normal des affaires et où le Ministre effectue le paiement, aucun paiement ne devra être fait à l'entrepreneur à moins ou avant que l'entrepreneur, s'il en est requis, n'ait établi à la satisfaction du Ministre que :
  - a) l'entrepreneur n'a pas failli, dans le cours normal des affaires, à ses obligations accumulées issues du présent contrat;

## H - Modalités de paiement

---

- b) le paiement effectué par le Ministre ne sera utilisé que pour l'acquittement de telles obligations;
  - c) suite à cet acquittement, les matériaux, pièces, travaux en cours et travaux finis devront être tous libres de réclamations, privilèges, charge ou servitude.
4. Dans le cas des travaux finis, le Canada ne devra faire aucun paiement à l'entrepreneur à moins ou avant que ces travaux finis n'aient été inspectés ou acceptés conformément aux conditions du contrat. »

---

**H3004D (21/06/99) Paiement, Conditions préalables au**

A partir du 12/12/03, cette clause est remplacée par H3004D.

---

**H3005C (01/06/91) Modalités de paiement**

A partir du 15/03/98, cette clause est remplacée par H3005D.

---

**Remarques : LE TEXTE DE CETTE CLAUSE DOIT FIGURER EN ENTIER DANS LES DOCUMENTS D'ACHAT.** Utiliser la clause suivante lorsque des paiements d'étape doivent être effectués conformément à un calendrier d'étapes pré-établi.

---

**H3005D (16/12/05) Modalités de paiement - paiements d'étape**

1. Des paiements d'étape seront versés conformément au calendrier d'étapes joint à l'annexe « \_\_\_\_\_ », selon les conditions suivantes :
- a) les réclamations de paiement d'étape doivent fournir toutes les données pertinentes et doivent être présentées au Canada sur le formulaire PWGSC-TPSGC 1111, Réclamation de paiement partiel (<http://www.tpsgc.gc.ca/acquisitions/text/forms/forms-f.html>) conformément aux instructions relatives à la facturation du présent document;
  - b) toutes les attestations figurant sur le formulaire doivent être signées par les personnes indiquées ou leurs délégués; et
  - c) le \_\_\_\_\_ doit avoir reçu et avoir accepté tous les produits livrables nécessaires à la réclamation de paiement d'étape.
2. Les renseignements suivants doivent figurer sur chaque réclamation :
- a) le montant actuellement demandé;
  - b) le montant total de toutes les réclamations précédentes soumises dans le cadre du présent contrat et le total à ce jour; et
  - c) le numéro du contrat, les codes financiers et le numéro de référence du client, tels qu'ils figurent à la page 1 du présent contrat.

## H - Modalités de paiement

---

3. L'entrepreneur doit remplir et certifier un original et \_\_\_\_\_ copies de sa réclamation sur le formulaire PWGSC-TPSGC 1111 et l'envoyer au \_\_\_\_\_.
4. Le solde dû sera versé à l'entrepreneur sous réserve de :
  - a) la livraison et l'acceptation de tous les produits livrables; et
  - b) l'attestation de la réclamation finale par l'autorité contractante et par le \_\_\_\_\_.
5. Le Canada paiera l'entrepreneur pour les travaux accomplis :
  - a) dans le cas d'un paiement d'étape autre que le paiement final, dans les trente (30) jours suivant la date de réception du formulaire PWGSC-TPSGC 1111 dûment rempli;
  - b) dans le cas d'un paiement final, dans les trente (30) jours suivant la date de réception du formulaire PWGSC-TPSGC 1111 dûment rempli, ou dans les trente (30) jours suivant la date à laquelle les travaux sont achevés, le délai le plus long étant retenu.
6. Si le Canada s'oppose au contenu de la réclamation de paiement d'étape, le Canada devra, dans les quinze (15) jours suivant sa réception, aviser l'entrepreneur de la nature de l'objection. On entend par « contenu de la réclamation » une réclamation qui contient ou qui est accompagnée d'une documentation à l'appui conforme aux exigences du Canada. Si le Canada ne donne pas suite dans les quinze (15) jours, la date stipulée au paragraphe 5 de la clause servira dans l'unique but de calculer l'intérêt sur les comptes en souffrance.

---

### H3005D (10/12/04) Modalités de paiement - paiements d'étape

A partir du 16/12/05, cette clause est remplacée par H3005D.

---

**Remarques :** Utiliser la clause suivante dans les contrats passés avec des universités lorsque des paiements partiels doivent être versés à l'entrepreneur.

### H3006C (16/12/05) Modalités de paiement - universités

1. Des paiements partiels, mensuels ou moins fréquents, seront versés jusqu'à concurrence de 100 p. 100 des coûts et des frais engagés, ou des factures qui ont été reçues et qui représentent des charges à payer, conformément à la base de paiement mais sans dépasser 90 p. 100 de la valeur du contrat, à condition que :
  - a) l'entrepreneur présente à l'autorité contractante une « Réclamation de paiement partiel », formulaire PWGSC-TPSGC 1111, (<http://www.tpsgc.gc.ca/acquisitions/text/forms/forms-f.html>) dûment rempli. Les renseignements suivants doivent figurer sur chaque réclamation :
    - (i) les dépenses conformes à la base de paiement pour les travaux accomplis durant la période de la réclamation;
    - (ii) les déductions correspondant à la retenue de garantie, le cas échéant;
    - (iii) le montant total de toutes les réclamations précédentes soumises dans le cadre du présent contrat;
    - (iv) le total à ce jour et le calcul du montant dû;

## H - Modalités de paiement

---

- (v) la taxe sur les produits et services ou la taxe de vente harmonisée, selon le cas;
  - (vi) le numéro d'entreprise - approvisionnement; et
  - (vii) le numéro du contrat, les codes financiers, et le numéro de référence du client, tels qu'ils figurent à la page 1 du présent contrat.
- b) toutes les attestations figurant sur le formulaire soient signées par les personnes indiquées ou leurs délégués;
  - c) la réclamation soit accompagnée des produits livrables requis pour la période couverte par la réclamation;
  - d) les produits livrables soient acceptés par le responsable technique;
  - e) la réclamation soit certifiée par l'autorité contractante et le responsable technique; et
  - f) deux copies (2) de la documentation suivante soient annexées à la réclamation :
    - (i) une liste de toutes les dépenses pour justifier la réclamation de paiement;
    - (ii) une copie des factures pour tous les produits non consommables, d'une valeur de 1 000 \$ et plus; et
    - (iii) une déclaration de tous les frais de voyage et de subsistance incluant le nom des employés, le lieu, la date, la durée et le but du voyage.
2. L'entrepreneur doit remplir et certifier un original et deux (2) copies de sa réclamation sur le formulaire PWGSC-TPSGC 1111. La réclamation sera envoyée à l'autorité contractante qui attestera la réclamation de paiement et la remettra au responsable technique pour attestation et paiement.
3. Le solde dû sera versé à l'entrepreneur sous réserve de :
- a) l'achèvement et l'acceptation des travaux;
  - b) la présentation de tous les produits livrables au responsable technique;
  - c) l'attestation de la réclamation finale par l'autorité contractante et le responsable technique.
4. Les paiements partiels doivent être considérés comme des paiements provisoires seulement et le Canada aura le droit de procéder à des vérifications provisoires des coûts et du temps ou à des contrôles et d'apporter des rajustements, de temps à autre, durant l'exécution des travaux. Tout paiement excédentaire qui résulte du versement de ces paiements partiels ou d'une autre cause devra être remboursé rapidement au Canada.
5. Le Canada paiera l'entrepreneur pour les travaux accomplis :
- a) dans le cas d'un paiement partiel autre que le paiement final, dans les trente (30) jours suivant la date de réception du formulaire PWGSC-TPSGC 1111 dûment rempli;
  - b) dans le cas d'un paiement final, dans les trente (30) jours suivant la date de réception du formulaire PWGSC-TPSGC 1111 dûment rempli, ou dans les trente (30) jours suivant la date à laquelle les travaux sont achevés, le délai le plus long étant retenu.
6. Si le Canada s'oppose au contenu de la réclamation de paiement partiel, le Canada devra, dans les quinze (15) jours suivant sa réception, aviser l'entrepreneur de la nature de l'objection. On entend par « contenu de la réclamation » une réclamation qui contient ou qui est accompagnée d'une documentation à l'appui conforme aux exigences du Canada. Si le Canada ne donne pas suite dans les quinze (15) jours, la date stipulée au paragraphe 5 de la clause servira dans l'unique but de calculer l'intérêt sur les comptes en souffrance.
-



## H - Modalités de paiement

---

### H3006C (10/12/04) Modalités de paiement - universités

A partir du 16/12/05, cette clause est remplacée par H3006C.

---

**Remarques : LE TEXTE DE CETTE CLAUSE DOIT FIGURER EN ENTIER DANS LES DOCUMENTS D'ACHAT.** Utiliser la clause suivante dans les contrats lorsque des paiements partiels doivent être versés en fonction des dépenses réelles moins un pourcentage de retenue de garantie.

### H3007C (16/12/05) Modalités de paiement - paiements partiels

1. Des paiements partiels, mensuels ou moins fréquents, seront versés jusqu'à concurrence de \_\_\_\_ p. 100 des coûts et des frais engagés conformément à la base de paiement, mais sans dépasser \_\_\_\_ p. 100 de la valeur du contrat, à condition que :
  - a) l'entrepreneur présente à l'autorité contractante une « Réclamation de paiement partiel », formulaire PWGSC-TPSGC 1111, (<http://www.tpsgc.gc.ca/acquisitions/text/forms/forms-f.html>) dûment rempli. Les renseignements suivants doivent figurer sur chaque réclamation :
    - (i) les dépenses conformes à la base de paiement pour les travaux accomplis durant la période de la réclamation;
    - (ii) une retenue de garantie de \_\_\_\_ p. 100;
    - (iii) le montant total de toutes les réclamations précédentes soumises dans le cadre du présent contrat et le total à ce jour;
    - (iv) la taxe sur les produits et services ou la taxe de vente harmonisée, selon le cas;
    - (v) le numéro d'entreprise - approvisionnement; et
    - (vi) le numéro du contrat, les codes financiers, et le numéro de référence du client, tels qu'ils figurent à la page 1 du présent contrat.
  - b) toutes les attestations figurant sur le formulaire soient signées par les personnes indiquées ou leurs délégués;
  - c) la réclamation soit accompagnée des produits livrables requis pour la période couverte par la réclamation;
  - d) les produits livrables soient acceptés par le responsable technique;
  - e) la réclamation soit certifiée par l'autorité contractante et le responsable technique; et
  - f) deux (2) ensembles de documentation justificative (reçus, bordereaux, etc.) à l'appui de la réclamation soient fournis à l'autorité contractante.
2. L'entrepreneur doit remplir et certifier un original et deux (2) copies de sa réclamation sur le formulaire PWGSC-TPSGC 1111. La réclamation sera envoyée à l'autorité contractante qui attestera la réclamation de paiement et la remettra au responsable technique pour attestation et paiement.
3. Le solde dû sera versé à l'entrepreneur sous réserve de :
  - a) l'achèvement et l'acceptation des travaux;
  - b) la présentation de tous les produits livrables au responsable technique; et

## H - Modalités de paiement

---

- c) l'attestation de la réclamation finale par l'autorité contractante et le responsable technique.
4. Les paiements partiels doivent être considérés comme des paiements provisoires seulement et le Canada aura le droit de procéder à des vérifications provisoires des coûts et du temps ou à des contrôles et d'apporter des rajustements, de temps à autre, durant l'exécution des travaux. Tout paiement excédentaire qui résulte du versement de ces paiements partiels ou d'une autre cause devra être remboursé rapidement au Canada.
5. Le Canada paiera l'entrepreneur pour les travaux accomplis :
- a) dans le cas d'un paiement partiel autre que le paiement final, dans les trente (30) jours suivant la date de réception du formulaire PWGSC-TPSGC 1111 dûment rempli;
- b) dans le cas d'un paiement final, dans les trente (30) jours suivant la date de réception du formulaire PWGSC-TPSGC 1111 dûment rempli, ou dans les trente (30) jours suivant la date à laquelle les travaux sont achevés, le délai le plus long étant retenu.
6. Si le Canada s'oppose au contenu de la réclamation de paiement partiel, le Canada devra, dans les quinze (15) jours suivant sa réception, aviser l'entrepreneur de la nature de l'objection. On entend par « contenu de la réclamation » une réclamation qui contient ou qui est accompagnée d'une documentation à l'appui conforme aux exigences du Canada. Si le Canada ne donne pas suite dans les quinze (15) jours, la date stipulée au paragraphe 5 de la clause servira dans l'unique but de calculer l'intérêt sur les comptes en souffrance.

---

---

**H3007C (10/12/04) Modalités de paiement**

A partir du 16/12/05, cette clause est remplacée par H3007C.

---

---

**H3008C (01/06/91) Conditions préalables au paiement**

Cette clause est annulée à partir du 31/03/95.

---

---

**H3012D (31/01/92) Modalités de paiement**

A partir du 15/09/97, cette clause est remplacée par H1003D.

---

---

**H3013D (31/01/92) Modalités de paiement**

A partir du 15/09/97, cette clause est remplacée par H1003D.

## H - Modalités de paiement

---

---

### **H3014D (31/01/92) Modalités de paiement**

A partir du 15/09/97, cette clause est remplacée par H1003D.

---

---

### **H3016C (31/01/92) Modalités de paiement**

A partir du 03/02/97, cette clause est remplacée par H1000D.

---

---

### **H3017D (31/01/92) Facturation et modalité de paiement**

Cette clause est annulée à partir du 03/02/97.

---

---

**Remarques :** Utiliser la clause suivante dans des demandes de soumissions ou des documents contractuels portant sur des services aériens nolisés de biens et de personnes.

### **H3018D (15/09/97) Facturation - services aériens nolisés**

1. Les factures doivent être établies au nom de l'affrèteur et envoyées à l'adresse indiquée à la page 1.
  2. Après chaque vol, chaque facture originale de vol doit être présentée avec, à l'appui, les billets d'affrètement signés de l'affrèteur, indiquant que le service inscrit sur la facture a été effectué conformément au contrat.
  3. Chaque facture originale pour les articles figurant dans la base de paiement doit indiquer clairement la nature du bien ou du service fourni et être appuyée par des reçus appropriés. La taxe sur les produits et services ou la taxe de vente harmonisée, s'il y a lieu, doit être indiquée séparément sur chaque facture.
  4. Le transporteur doit présenter, selon les modalités énoncées ci-dessus, toutes les factures pour des services, ou articles fournis aux termes du présent contrat ou de la présente commande directe, dans les trois (3) mois suivant la prestation des services.
- 
-

## H - Modalités de paiement

---

### H3018D (31/03/95) Facturation - services aériens nolisés

A partir du 15/09/97, cette clause est remplacée par H3018D.

---

---

### H3019T (13/12/02) Instructions relatives à la facturation

1. Les factures doivent être présentées sur le formulaire de l'entrepreneur et elles doivent contenir les renseignements suivants :
    - a) date;
    - b) nom et adresse du DESTINATAIRE;
    - c) numéro de contrat, numéro de série et code(s) financier(s);
    - d) type d'appareil, fabricant et numéro de série;
    - e) numéro de référence du client (NRC);
    - f) numéro d'entreprise - approvisionnement (NEA).
  2. Les adresses postales, en ce qui concerne les factures, seront indiquées dans le contrat attribué.
- 
- 

### H3019T (12/05/00) Instructions relatives à la facturation

A partir du 13/12/02, cette clause est remplacée par H3019T.

---

---

**Remarques : LE TEXTE DE CETTE CLAUSE DOIT FIGURER EN ENTIER DANS LES DOCUMENTS D'ACHAT.** Utiliser la clause suivante dans les demandes de soumission et les contrats pour des services d'entretien facturés chaque mois.

### H3020D (10/12/04) Instructions relatives à la facturation - services d'entretien

1. Les paiements ne seront effectués qu'à la réception de factures appropriées dûment accompagnées des documents de sortie spécifiés et des autres documents requis en vertu de tout contrat attribué.
2. Une facture doit être fournie chaque mois, en utilisant le formulaire de l'entrepreneur et contenir les renseignements suivants :
  - a) nom et adresse de l'entreprise;
  - b) numéro de dossier, numéro de série du contrat et code financier;
  - c) destination;
  - d) taux horaire, nombre d'heures, coût de la main-d'oeuvre;
  - e) coût des matériaux;
  - f) la taxe sur les produits et services ou la taxe de vente harmonisée, selon le cas;
  - g) numéro de référence du client;
  - j) numéro d'entreprise - approvisionnement.
3. La facture mensuelle ne sera traitée aux fins de paiement que si :
  - a) le responsable technique a reçu tous les rapports sur les demandes de services d'entretien du mois, conformément à la description de l'article « \_\_\_\_\_ » de l'énoncé des travaux; et

## H - Modalités de paiement

---

- b) les rapports d'entretien mensuels décrits dans les articles « \_\_\_\_ » et « \_\_\_\_ » de l'énoncé des travaux sont annexés à la facture mensuelle.
4. L'original et deux (2) copies des factures, ainsi que les rapports mensuels, doivent être envoyés à :
- À l'attention de : \_\_\_\_\_
5. Une copie de la facture et une copie des rapports mensuels doivent être envoyées au :
- Ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux  
À l'attention de : \_\_\_\_\_
- 
- 

### **H3020T (13/12/02) Instructions relatives à la facturation**

A partir du 10/12/04, cette clause est remplacée par H3020D.

---

---

**Remarques :** Utiliser la clause suivante pour fournir des instructions de facturation, dans le cas des besoins faisant l'objet d'un paiement unique à la livraison et à l'acceptation.

### **H3021D (13/12/02) Instructions relatives à la facturation**

1. Les paiements ne seront effectués qu'à la réception de factures appropriées dûment accompagnées des documents de sortie spécifiés et des autres documents requis en vertu du contrat attribut.
  2. Les factures doivent être fournies en utilisant le formulaire de l'entrepreneur et contenir les renseignements suivants :
    - a) date;
    - b) nom et adresse du DESTINATAIRE;
    - c) numéro d'article et de renvoi, produit et description des travaux;
    - d) numéro de série du contrat et codes financiers;
    - e) montant facturé (excluant la taxe sur les produits et services [TPS] ou la taxe de vente harmonisée [TVH]) et le montant de la TPS ou TVH s'il y a lieu, montré séparément;
    - f) numéro de référence du client (NRC);
    - g) numéro d'entreprise - approvisionnement (NEA).
- 
- 

### **H3021D (12/05/00) Instructions relatives à la facturation**

A partir du 13/12/02, cette clause est remplacée par H3021D.

---

---

## H - Modalités de paiement

---

**Remarques :** Utiliser la clause suivante pour fournir des instructions relatives à la facturation lorsque des paiements partiels sont versés.

### H3022D (16/12/05) Instructions relatives à la facturation

1. Les paiements partiels ne seront versés qu'à la réception du formulaire PWGSC-TPSGC 1111, Réclamation de paiement partiel (<http://www.tpsgc.gc.ca/acquisitions/text/forms/forms-f.html>), tel que mentionné dans le contrat.
2. Les réclamations de paiements partiels doivent être envoyées au responsable du projet et responsable de l'inspection aux fins d'attestation, après l'inspection et l'acceptation des travaux. Après l'attestation, l'original et deux (2) copies de la réclamation sont transmis à l'autorité contractante aux fins d'attestation et de présentation au Bureau du traitement des paiements du gestionnaire de projet, pour toutes les autres attestations et opérations de paiement.
3. L'entrepreneur ne doit pas soumettre de réclamations de paiements partiels avant que tous les travaux indiqués dans la réclamation aient été effectués.
4. La taxe sur les produits et les services ou la taxe de vente harmonisée (TPS/TVH), selon le cas, doit être calculée et payée pour le montant total de la réclamation, avant l'application de la retenue de garantie de 10 p. 100. Il n'y a pas de TPS/TVH à payer par rapport à la retenue de garantie, car elle a été incluse dans les paiements précédents.

---

### H3022D (15/09/97) Instructions relatives à la facturation

A partir du 16/12/05, cette clause est remplacée par H3022D.

---

**Remarques :** Utiliser la clause suivante pour les achats de services pertinents (tels que services de transport et télécommunications; services de publicité; services professionnels et spéciaux; et services de réparation et d'entretien) ainsi que pour les achats composés à la fois de biens et de services si l'élément « service » est d'un montant de 500 \$ ou plus dans l'année civile, lorsque le ministère client désire recevoir l'information directement de l'entrepreneur après l'adjudication du contrat. Ceci inclut les contrats ou les offres à commandes attribués à des Canadiens qui effectuent des travaux gouvernementaux à l'étranger.

### H3023C (16/06/06) T1204 - instructions relatives à la facturation

1. Conformément à l'alinéa 221(1)(d) de la *Loi de l'impôt sur le revenu*, L.R.C. (1985), chap.1,(5<sup>e</sup> suppl.), les ministères et organismes sont tenus de déclarer à l'aide de feuillets T1204, Paiements contractuels de services du gouvernement, les paiements versés aux entrepreneurs en vertu de contrats de services pertinents (y compris les contrats comprenant à la fois des biens et des services).
2. Afin de permettre aux ministères et organismes de se conformer à cette exigence, l'entrepreneur est tenu de fournir les renseignements suivants avec sa première facture:
  - a) le nom légal de l'entrepreneur, c.-à-d. le nom associé au numéro d'entreprise ou au numéro d'assurance sociale (NAS), ainsi que l'adresse et le code postal;
  - b) le statut de l'entrepreneur, c.-à-d. particulier, entreprise à propriétaire unique, société commerciale ou société de personnes;

## H - Modalités de paiement

---

- c) le numéro d'entreprise de l'entrepreneur, s'il s'agit d'une société commerciale ou d'une société de personnes ou le NAS, s'il s'agit d'un particulier ou d'une entreprise à propriétaire unique. Si l'entrepreneur est une société de personnes qui n'a pas de numéro d'entreprise, l'associé ayant signé le contrat doit fournir son NAS;
  - d) si l'entité est une coentreprise, le numéro d'entreprise de tous les entrepreneurs faisant partie de celle-ci, ou leur NAS s'ils n'ont pas de numéro d'entreprise.
3. Lorsque l'information requise comprend le numéro d'assurance sociale (NAS), celle-ci devrait être expédiée dans une enveloppe séparée portant l'inscription « PROTÉGÉE » et jointe à la facture.
- 

### **H3023D (10/12/04) T1204 - instructions relatives à la facturation**

A partir du 16/06/06, cette clause est remplacée par H3023C.

---

### **H3025D (01/06/91) Acomptes**

A partir du 15/09/97, cette clause est remplacée par H1003D.

---

### **H3026T (01/06/91) Acomptes ou paiements anticipés**

Cette clause est annulée à partir du 03/02/97.

---

**Remarques : LE TEXTE DE CETTE CLAUSE DOIT FIGURER EN ENTIER DANS LES DOCUMENTS D'ACHAT.** Utiliser la clause suivante dans les cas où l'on prévoit que les ministères clients utiliseront une carte d'achat du gouvernement du Canada (carte de crédit) pour payer des factures découlant du contrat ou des commandes subséquentes à l'offre à commandes et que le soumissionnaire a indiqué à la clause H3027T qu'il acceptera le paiement par carte de crédit. (Consulter la procédure 7A.042 du *Guide des approvisionnements*).

### **H3027C (10/12/04) Paiement des factures par carte de crédit**

1. Le soumissionnaire acceptera les cartes d'achat du gouvernement du Canada (cartes de crédit) pour le paiement des factures, et ce, jusqu'au \_\_\_\_ jour (**information précisée par le soumissionnaire**) de la période de paiement indiquée dans le contrat ou l'offre à commande. Le cas échéant, les paiements de factures par carte de crédit effectués le ou avant cette date ne seront pas assujettis aux dispositions précisées dans les conditions générales \_\_\_\_ du contrat ou de l'offre à commandes, et qui portent sur le paiement des comptes en souffrance ainsi que sur les intérêts sur ces comptes. Après cette date, le soumissionnaire n'acceptera que les paiements des factures effectués par chèque du gouvernement du Canada, par dépôt direct ou par virement électronique, et ces paiements seront assujettis aux dispositions précisées dans les conditions générales mentionnées ci-haut.

## H - Modalités de paiement

---

2. Les mesures incitatives au paiement hâtif seront \_\_\_\_\_ ou ne seront pas \_\_\_\_\_ (information précisée par le soumissionnaire) applicables dans les cas où l'on utilise une carte de crédit pour effectuer les paiements.
  3. Voici les cartes acceptées (information précisée par le soumissionnaire) :
    - a) VISA \_\_\_\_\_
    - b) MasterCard \_\_\_\_\_.
- 
- 

### H3027C (13/12/02) Paiement des factures - carte de crédit

A partir du 10/12/04, cette clause est remplacée par H3027C.

---

---

**Remarques : LE TEXTE DE CETTE CLAUSE DOIT FIGURER EN ENTIER DANS LES DOCUMENTS D'ACHAT.** Utiliser la clause suivante dans les cas où l'on prévoit que les ministères clients utiliseront une carte d'achat du gouvernement du Canada (carte de crédit) pour payer des factures découlant du contrat ou des commandes subséquentes à l'offre à commandes et que le soumissionnaire a indiqué à la clause H3027T qu'il acceptera le paiement par carte de crédit. (Consulter la procédure 7A.042 du *Guide des approvisionnements*).

### H3027T (10/12/04) Paiement des factures par carte de crédit

1. Les cartes d'achat du gouvernement du Canada (cartes de crédit) peuvent servir pour payer les factures. Le cas échéant, les paiements de factures par carte de crédit ne seront pas assujettis aux dispositions précisées dans les conditions générales \_\_\_\_\_ du contrat ou de l'offre à commandes et qui portent sur le paiement des comptes en souffrance ainsi que sur les intérêts sur ces comptes. Le soumissionnaire qui n'offrira pas de rabais pour paiement hâtif lorsqu'on utilise une carte de crédit doit l'indiquer clairement plus loin.
2. Le soumissionnaire a le choix d'accepter ou de refuser les cartes de crédit pour le paiement des factures. L'acceptation ou la non-acceptation du paiement de factures par carte de crédit ne sera pas un critère évalué dans le cadre de l'évaluation des propositions.
3. Le soumissionnaire doit indiquer :
  - a) ( ) qu'il accepte les cartes d'achat du gouvernement du Canada (cartes de crédit) pour le paiement des factures, et ce, jusqu'au \_\_\_\_\_ jour de la période de paiement indiquée dans le contrat ou l'offre à commande. Le cas échéant, les paiements de factures par carte de crédit effectués le ou avant cette date ne seront pas assujettis aux dispositions précisées dans les conditions générales \_\_\_\_\_ du contrat ou de l'offre à commandes et qui portent sur le paiement des comptes en souffrance ainsi que sur les intérêts sur ces comptes. Après cette date, le soumissionnaire n'acceptera que les paiements effectués par chèque du gouvernement du Canada, par dépôt direct ou par virement électronique, et ces paiements continueront d'être assujettis aux dispositions précisées dans les conditions générales mentionnées ci-haut.

Les mesures incitatives au paiement hâtif seront \_\_\_\_\_ ou ne seront pas \_\_\_\_\_ applicables dans les cas où l'on utilise une carte de crédit pour effectuer les paiements.

Voici les cartes acceptées :  
VISA \_\_\_\_\_  
MasterCard \_\_\_\_\_



## H - Modalités de paiement

---

OU

- b) ( ) qu'il n'accepte PAS les cartes d'achat du gouvernement du Canada (cartes de crédit) pour le paiement des factures.
- 
- 

### **H3027T (13/12/02) Paiement des factures - carte de crédit**

A partir du 10/12/04, cette clause est remplacée par H3027T.

---

---

### **H3028D (10/12/04) Modalités de paiement/paiements anticipés**

1. Le Canada paiera à l'avance l'entrepreneur pour les travaux accomplis, soit :
    - a) dans les trente (30) jours suivant la date à laquelle la facture et les documents à l'appui ont été reçus conformément aux conditions du contrat; ou
    - b) dans les trente (30) jours suivant la date indiquée dans la présente pour le versement des paiements anticipés,le délai le plus long étant retenu.
  2. Si le Canada s'oppose au contenu de la facture ou des documents à l'appui, le Canada devra, dans les quinze (15) jours suivant leur réception, aviser l'entrepreneur de la nature de l'objection. On entend par « contenu de la facture » une facture qui contient ou à laquelle s'ajoute de la documentation à l'appui telle qu'exigée par le Canada. Si le Canada ne donne pas suite dans les quinze (15) jours, la date stipulée au paragraphe 1 de la clause servira dans l'unique but de calculer l'intérêt sur les comptes en souffrance.
- 
- 

### **H3028D (01/12/00) Modalités de paiement/paiements anticipés**

A partir du 10/12/04, cette clause est remplacée par H3028D.

---

---

### **H4000C (01/06/91) Compte-rendus des travaux, etc.**

A partir du 15/09/97, cette clause est remplacée par H4002D.

---

---

## H - Modalités de paiement

---

---

### H4001C (01/06/91) Rapports

A partir du 15/09/97, cette clause est remplacée par H4001D.

---

---

**Remarques : LE TEXTE DE CETTE CLAUSE DOIT FIGURER EN ENTIER DANS LES DOCUMENTS D'ACHAT.** Utiliser la clause suivante lorsque le calendrier de livraison des rapports n'est pas précisé dans l'énoncé des travaux. Cette clause devrait être utilisée avec la clause H4002D.

### H4001D (15/09/97) Rapport provisoire et rapport final

En plus des \_\_\_\_ rapports d'avancement des travaux, l'entrepreneur devra livrer un rapport provisoire en \_\_\_\_ copies, au plus tard le \_\_\_\_ (date), et un rapport final en \_\_\_\_ copies, au plus tard le \_\_\_\_ (date), au responsable technique.

---

---

### H4002C (01/06/91) Avancement des travaux - rapports

A partir du 15/09/97, cette clause est remplacée par H4002D.

---

---

**Remarques : LE TEXTE DE CETTE CLAUSE DOIT FIGURER EN ENTIER DANS LES DOCUMENTS D'ACHAT.** Utiliser la clause suivante lorsque le calendrier et le contenu des rapports à livrer ne sont pas précisés dans l'énoncé des travaux.

### H4002D (30/05/03) Rapports d'avancement des travaux

1. L'entrepreneur devra présenter des rapports \_\_\_\_ (*Insérer «mensuels» ou «bi-mensuels» et supprimer cette instruction*) d'avancement des travaux, en \_\_\_\_ copies au responsable technique et une copie à l'autorité contractante.
2. Chaque rapport d'avancement des travaux devra comporter trois parties :
  - a) **PARTIE 1** : L'entrepreneur DOIT répondre aux trois questions suivantes :
    - (i) Le projet progresse-t-il selon le calendrier prévu?
    - (ii) Le projet respecte-t-il le budget prévu?
    - (iii) Le projet est-il libre de toute préoccupation à l'égard de laquelle l'aide ou les conseils du Canada pourraient être requis?

Chaque réponse négative doit être accompagnée d'une explication.

- b) **PARTIE 2** : Un rapport descriptif, concis mais suffisamment détaillé pour permettre au responsable technique d'évaluer l'avancement des travaux, et comprenant au moins :
  - (i) Une description de l'avancement de chacune des tâches et des travaux dans leur ensemble durant la période visée par le rapport. Un nombre suffisant de croquis,

## H - Modalités de paiement

---

diagrammes, photographies, etc., devra être incluse, s'il y a lieu, afin de décrire l'avancement des travaux.

- (ii) Une explication de tout écart par rapport au plan de travail.
  - (iii) Une description des voyages ou conférences relatifs au contrat durant la période visée par le rapport.
  - (iv) Une description de tout bien d'équipement important acheté ou construit durant la période visée par le rapport.
- c) **PARTIE 3** : Le « Formulaire de projet de contrat et de rapport », PWGSC-TPSGC 9143, (ou autre formulaire équivalent jugé acceptable par l'autorité contractante) montrant les éléments suivants :
- (i) Les dépenses réelles et prévues, sur une base mensuelle, pour la période visée. (Les dépenses doivent être présentées par mois et par tâche.)
  - (ii) L'avancement des travaux en fonction du projet de contrat original de l'entrepreneur (les directives servant à indiquer ce qui précède sur le projet de contrat sont présentées en détail à l'annexe « \_\_\_\_\_ », ci-jointe). Le « Formulaire de projet de contrat et de rapport » servira de base à évaluer le coût des travaux et à vérifier, tout au long de l'exécution du contrat, si les travaux et les coûts respectent le plan.

---

### **H4002D (13/12/02) Rapports d'avancement des travaux**

A partir du 30/05/03, cette clause est remplacée par H4002D.

---

### **H4003C (15/06/98) Rapport d'étape**

A partir du 30/05/03, cette clause est remplacée par H3005D.

---

### **H4004C (01/06/91) Autorisation - prochaine étape/phase**

A partir du 15/09/97, cette clause est remplacée par H4004D.

**Remarques** : Utiliser la clause suivante lorsque l'autorisation préalable de passer à la prochaine étape ou phase des travaux doit être donnée à l'entrepreneur par l'agent de négociation des contrats.

## H - Modalités de paiement

---

H4004D (15/09/97) Autorisation - prochaine étape ou phase

## H - Modalités de paiement

---

Au terme de chaque étape ou phase, l'entrepreneur sera avisé par écrit par l'autorité contractante soit qu'il a la permission de passer à la prochaine étape ou phase, soit que le Canada veut cesser tout soutien supplémentaire au projet et résilier le contrat sans autre responsabilité. Dans l'éventualité où le Canada souhaite retirer son soutien, et sous réserve de toutes les autres conditions du contrat, il sera versé à l'entrepreneur le montant de la retenue qui lui est dû conformément à la disposition relative à la retenue de garantie figurant à la clause «Modalités de paiement» du présent contrat. Dans aucun cas, il ne sera remboursé à l'entrepreneur les coûts engagés pour un travail exécuté en rapport avec toute étape ou phase non autorisée.

---

---

### **H4005C (01/06/91) Ebauche de rapport final**

A partir du 15/09/97, cette clause est remplacée par H4005D.

---

---

**Remarques : LE TEXTE DE CETTE CLAUSE DOIT FIGURER EN ENTIER DANS LES DOCUMENTS D'ACHAT.** Utiliser la clause suivante lorsqu'une ébauche du rapport final est exigée et que les détails portant sur le contenu du rapport n'ont pas été précisés dans l'énoncé des travaux. Utiliser cette clause avec la clause H4006D.

### **H4005D (15/09/97) Ebauche du rapport final**

Une ébauche du rapport final devra être envoyée par l'entrepreneur au responsable technique pour son approbation le ou avant le \_\_\_\_\_. Ce rapport doit couvrir de façon détaillée toutes les facettes des travaux et comporter suffisamment de dessins, d'esquisses et de photographies, ainsi qu'un exposé des problèmes et des succès liés à la réalisation des travaux afin de faciliter l'évaluation complète et précise des travaux par le responsable technique. Le rapport sera rédigé conformément à de bonnes pratiques professionnelles et d'ingénierie et comprendra, au minimum, les éléments suivants : une page titre, une table des matières, un résumé, une introduction, un exposé technique accompagné de conclusions et, selon le cas, des graphiques, tableaux et figures à l'appui.

---

---

### **H4006C (01/06/91) Rapport final**

A partir du 15/09/97, cette clause est remplacée par H4006D.

---

---

**Remarques : LE TEXTE DE CETTE CLAUSE DOIT FIGURER EN ENTIER DANS LES DOCUMENTS D'ACHAT.** Utiliser la clause suivante avec la clause H4005D lorsque le ministère client a demandé une ébauche du rapport final.

### **H4006D (15/09/97) Rapport final**

Après l'approbation de l'ébauche du rapport final, l'entrepreneur devra envoyer \_\_\_\_\_ copies du rapport final au responsable technique le ou avant le \_\_\_\_\_. Le rapport final devra contenir un résumé préparé dans les deux langues officielles du Canada.

## H - Modalités de paiement

---

Une copie de la lettre d'envoi accompagnant le rapport final devra être transmise à l'autorité contractante.

---

### **H4007C (01/06/91) Rapport final**

A partir du 15/09/97, cette clause est remplacée par H4007D.

---

**Remarques : LE TEXTE DE CETTE CLAUSE DOIT FIGURER EN ENTIER DANS LES DOCUMENTS D'ACHAT.** Utiliser la clause suivante lorsqu'une ébauche du rapport final n'est pas requise et que la forme et le contenu du rapport final n'ont pas été précisés dans l'énoncé des travaux.

### **H4007D (15/09/97) Rapport final**

1. Un rapport final en \_\_\_ copies devra être envoyé par l'entrepreneur au responsable technique le ou avant le \_\_\_\_\_. Ce rapport doit couvrir de façon détaillée toutes les facettes des travaux et comporter suffisamment de dessins, d'esquisses et de photographies, ainsi qu'un exposé des problèmes et des succès liés à la réalisation des travaux afin de faciliter l'évaluation complète et précise des travaux par le responsable technique. Le rapport sera rédigé conformément à de bonnes pratiques professionnelles et d'ingénierie et comprendra, au minimum, les éléments suivants : une page titre, une table des matières, un résumé, une introduction, un exposé technique accompagné des conclusions et, selon le cas, des graphiques, tableaux et figures à l'appui.
  2. Ce rapport final devra être préparé dans les deux langues officielles du Canada. Un spécimen de page titre figure à l'annexe « \_\_\_\_\_ » du présent contrat. Une copie de la page titre du rapport final devra être envoyée à l'autorité contractante.
- 

**Remarques :** Utiliser la clause suivante dans les contrats qui comportent une limite de dépenses et un prix plafond.

### **H4008C (13/12/02) Formulaire de projet de contrat et de rapport**

1. L'entrepreneur doit utiliser le Formulaire de projet de contrat et de rapport, PWGSC-TPSGC 9143 (ou un formulaire équivalent jugé acceptable par l'autorité contractante) pour faire état de l'avancement des travaux et de la situation des dépenses par rapport au plan de travail initial.
  2. Une copie mise à jour du formulaire doit accompagner chaque réclamation de paiement.
  3. La réception et l'acceptation du formulaire par l'autorité contractante sera une condition préalable au paiement de ces réclamations.
-

## H - Modalités de paiement

---

**H4008C (31/03/95) Formule de projet de contrat et de rapport**

A partir du 13/12/02, cette clause est remplacée par H4008C.

---

---

**Remarques : LE TEXTE DE CETTE CLAUSE DOIT FIGURER EN ENTIER DANS LES DOCUMENTS D'ACHAT.** Utiliser la clause suivante dans les contrats pluriannuels dont la limitation des dépenses ou le prix plafond est évalué à 100 000 \$ ou moins.

**H4009C (15/06/98) Mouvements de trésorerie**

Chaque demande de paiement doit être accompagnée d'un état des mouvements de trésorerie montrant les dépenses réelles et prévues, sur une base mensuelle, pour la période durant laquelle le travail a été réalisé en vertu du contrat. Cet état doit être présenté dans la forme précisée à l'annexe « \_\_\_\_ » ci-jointe.

---

---

**H4009C (01/06/91) Mouvements de trésorerie**

A partir du 15/06/98, cette clause est remplacée par H4009C.

---

---

**H4010D (03/02/97) Compte-rendus des travaux**

A partir du 15/09/97, cette clause est remplacée par H4002D.

---

---

**Remarques :** Utiliser la clause suivante dans les contrats de services lorsque des factures sont requises pour les dépenses engagées.

**H4011D (15/09/97) Modalités de paiement - services**

1. Les paiements seront effectués pour les services fournis, pourvu que :
    - a) les factures soient présentées conformément aux instructions de facturation contenues dans les présentes;
    - b) tous les frais directs, frais de déplacement et de subsistance, etc. soient appuyés par des factures, reçus, pièces justificatives;
    - c) les feuilles de temps soient présentées pour corroborer le temps de travail facturé.
- 
-

## H - Modalités de paiement

---

---

### H4011D (01/08/92) Modalités de paiement

A partir du 15/09/97, cette clause est remplacée par H4011D.

---

---

**Remarques : LE TEXTE DE CETTE CLAUSE DOIT FIGURER EN ENTIER DANS LES DOCUMENTS D'ACHAT.**

### H4012D (01/12/00) Modalités de paiement

1. Des paiements seront faits pour les étapes franchies, selon la liste suivante :

| Description | Montant | Échéance |
|-------------|---------|----------|
|-------------|---------|----------|

|       |       |       |
|-------|-------|-------|
| _____ | _____ | _____ |
|-------|-------|-------|

pourvu que:

- a) les factures soient présentées conformément aux instructions de facturation contenues dans les présentes; et
  - b) le chef de projet ait certifié que tous les travaux/produits livrables requis à l'étape ont été acceptés.
- 
- 

### H4012D (01/08/92) Modalités de paiement

A partir du 01/12/00, cette clause est remplacée par H4012D.

---

---

### H4013D (31/01/92) Rapports d'étapes

A partir du 15/09/97, cette clause est remplacée par H4002D.

---

---

**Remarques :** Utiliser cette clause pour indiquer que l'on doit fournir de l'information sur les mouvements de trésorerie dans le cadre des programmes importants d'achat à long terme.

### H4014D (30/10/96) Prévision de trésorerie

Le plus tôt possible après la date d'entrée en vigueur du contrat, l'entrepreneur doit chaque année fournir par écrit à l'autorité contractante une estimation des mouvements de trésorerie par exercice financier, en fonction du calendrier de livraison. Le Canada se servira de cette estimation pour les besoins de sa planification seulement; cette estimation ne sera pas exécutoire, pour l'entrepreneur, selon la loi. L'entrepreneur devra également modifier par écrit l'estimation des mouvements de trésorerie, à l'occasion, afin d'y apporter les changements qu'il pourrait prévoir.



## H - Modalités de paiement

---

---

**Remarques :** Utiliser la clause suivante dans les contrats domestiques de marchandises qui prévoient le versement d'acomptes.

### **H4500C (15/09/97) Rétenion - article 427 de la Loi sur les banques**

1. Si un droit de rétenion quelconque, aux termes de l'article 427 de la *Loi sur les banques*, existe relativement à des matériaux, pièces, travaux en cours ou ouvrages terminés pour lesquels l'entrepreneur a l'intention de réclamer des paiements, l'entrepreneur s'engage à en informer l'autorité contractante immédiatement et s'engage d'autre part, sauf instructions contraires de l'autorité contractante,
  - a) à faire lever ce droit par la banque et à fournir à l'autorité contractante une confirmation écrite de la banque à ce sujet; ou
  - b) à fournir ou à obtenir que l'on fournisse à l'autorité contractante un engagement de la banque envers l'autorité contractante par lequel la banque ne fera aucune réclamation, aux termes de l'article 427 de la *Loi sur les banques*, sur les matériaux, pièces, travaux en cours ou ouvrages terminés pour lesquels des paiements à l'entrepreneur sont faits aux termes du présent contrat.
2. Le défaut d'informer l'autorité contractante de l'un quelconque de ces droits de rétenion ou de se conformer à l'alinéa 1.a) ou b) susmentionné constitue un manquement en vertu de la clause intitulée « Inexécution du contrat » figurant aux Conditions générales du présent contrat et autorise le Canada à résilier le contrat.

---

---

### **H4500C (01/12/92) Rétenion en, art. 427 Loi sur les banques**

A partir du 15/09/97, cette clause est remplacée par H4500C.

---

---

### **H4900D (15/09/97) Modalités de paiement**

A partir du 12/12/03, cette clause est remplacée par H1003D.

**Remarques : LE TEXTE DE CETTE CLAUSE DOIT FIGURER EN ENTIER DANS LES DOCUMENTS D'ACHAT.**

### **H5000C (16/02/98) Facturation**

1. Les instructions détaillées dans les Instructions et conditions uniformisées d'achat ainsi que ceux à la page 1 font partie de ce document.
2. En plus, veuillez envoyer une (1) copie de chaque facture et une (1) copie du document de sortie, si applicable, au bureau du suivi de l'exécution des marchés (SEM) indiqué dans la présente; ET

## H - Modalités de paiement

---

une (1) copie au :

Quartier général de la Défense nationale  
Ottawa (Ontario)  
K1A 0K2

À l'attention de: \_\_\_\_\_.

---

---

### H5000C (01/05/96) Facturation

A partir du 16/02/98, cette clause est remplacée par H5000C.

---

---

**Remarques : LE TEXTE DE CETTE CLAUSE DOIT FIGURER EN ENTIER DANS LES DOCUMENTS D'ACHAT.**

### H5001D (10/06/05) Instructions relatives à la facturation

1. L'entrepreneur doit soumettre ses factures sur son propre formulaire et doit inclure les renseignements suivants : la date, le nom et l'adresse du consignataire, le numéro de l'article, la quantité, le numéro de pièce, le numéro de référence, la description, numéro de référence du client, numéro d'entreprise - approvisionnement, ainsi que les numéros de dossier contractuel et de série. Les exemplaires des factures doivent être répartis comme suit :
    - a) l'original et un exemplaire au (**Choisir l'un ou l'autre**) :
      - (i) consignataire ( ) ;
      - (ii) demandeur ( ) .
    - b) un (1) exemplaire à :

Ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux  
(Division) \_\_\_\_\_  
(Adresse) \_\_\_\_\_  
(Ville/prov.) \_\_\_\_\_  
(Code postal) \_\_\_\_\_

À l'attention de \_\_\_\_\_
    - c) un (1) exemplaire au (**Choisir l'un ou l'autre**) :
      - (i) consignataire ( ) ;
      - (ii) demandeur ( ) .
  2. Le Canada ne paiera les factures que si elles sont satisfaisantes et justifiées en bonne et due forme par les documents d'autorisation précisés et tous les autres documents exigés dans le contrat.
  3. L'entrepreneur ne doit pas soumettre de factures avant :
    - a) l'expédition des biens auxquels elles se rapportent;
    - b) la présentation d'une demande d'expédition au Canada.
- 
-

## H - Modalités de paiement

---

---

### **H5001D (10/12/04) Instructions relatives à la facturation**

A partir du 10/06/05, cette clause est remplacée par H5001D.

---

---

**Remarques : LE TEXTE DE CETTE CLAUSE DOIT FIGURER EN ENTIER DANS LES DOCUMENTS D'ACHAT.** Utiliser cette clause pour les travaux à effectuer pour les recherches et appuis techniques.

### **H5002D (13/12/02) Factures**

1. L'entrepreneur doit soumettre des factures mensuelles pour les travaux autorisés dans le cadre du contrat. Chaque facture doit indiquer clairement :
    - a) le numéro de série du contrat;
    - b) le prix du contrat;
    - c) le numéro d'autorisation du travail;
    - d) la classification de recherches et d'appuis techniques;
    - e) le taux de paiement;
    - f) le nombre d'heures applicables au travail;
    - g) le coût des matériaux relatifs au travail;
    - h) les dépenses de voyages afférentes;
    - i) numéro de référence du client (NRC);
    - j) numéro d'entreprise - approvisionnement (NEA).
  2. On doit adresser l'original et deux (2) exemplaires de chaque facture, avec les pièces jointes, au :  
  
Quartier général de la Défense nationale  
Immeuble Mgén George R. Pearkes  
101, Promenade du Colonel By  
Ottawa (ON) K1A 0K2  
  
À l'attention de \_\_\_\_\_.
  3. On doit adresser à l'autorité contractante un exemplaire de chaque facture, avec les pièces jointes.
- 
- 

### **H5002D (12/05/00) Factures**

A partir du 13/12/02, cette clause est remplacée par H5002D.

---

---

### **H9000D (01/06/91) Paiement et crédits**

Cette clause est annulée à partir du 01/12/92.

---

---

## H - Modalités de paiement

---

**Remarques : LE TEXTE DE CETTE CLAUSE DOIT FIGURER EN ENTIER DANS LES DOCUMENTS D'ACHAT.** Utiliser la clause suivante dans les contrats lorsque le ministère client demande que le contrat s'étende sur une période de plus d'une année financière ou qu'il précise un financement maximum pour chaque année financière.

**H9001C (30/05/03) Financement par année financière**

Nonobstant le coût estimatif total (Limitation des dépenses) précisé dans la base de paiement et à moins d'une autorisation écrite à l'effet contraire de l'autorité contractante, le montant maximum qui pourra être payé pour la période prenant fin le 31 mars de chaque année est établi comme suit :

|      |       |    |
|------|-------|----|
| 20__ | _____ | \$ |
| 20__ | _____ | \$ |
| 20__ | _____ | \$ |

---

---

**H9001C (01/06/91) Financement par année financière**

A partir du 30/05/03, cette clause est remplacée par H9001C.

---

---

---

## **Section 5**

### **J - Résiliation**

---



## J - Résiliation

---

**J0000C (01/06/91) Résiliation - remarques générales**

Cette clause est annulée à partir du 30/10/96.

---

---

**Remarques : LE TEXTE DE CETTE CLAUSE DOIT FIGURER EN ENTIER DANS LES DOCUMENTS**

**D'ACHAT.** Utiliser la clause suivante pour confirmer un avis initial de résiliation pour des raisons de commodité (voir J0200C) transmis antérieurement par télécopieur ou par d'autres moyens électroniques ou par écrit, lorsque le contrat est résilié et on s'attend à une demande d'indemnités.

L'agent de négociation des contrats doit préparer un avis de confirmation de résiliation pour des raisons de commodité et le soumettre à l'examen du conseiller juridique. On ne doit pas envoyer cet avis à l'entrepreneur tant que le conseiller juridique n'a pas apposé l'estampille portant la mention « Examiné par le Contentieux » sur l'avis de confirmation et qu'il n'a pas signé à l'endroit voulu.

**Nota :** Pour ce qui est de l'avis initial de résiliation (J0200C), il n'est pas nécessaire de demander une opinion juridique; l'agent de négociation des contrats peut l'envoyer conformément à la procédure 11.140 du *Guide des approvisionnements*.

**J0001C (30/05/03) Résiliation pour raisons de commodité**

Le présent avis confirme l'avis de résiliation du ministre qui vous a été adressé en date du \_\_\_\_ dans le cadre du contrat visé ci-dessus. La résiliation est assujettie à l'article \_\_\_\_ (dispositions relatives à la « *Résiliation au gré du Ministre* ») des Conditions générales du contrat et est entrée en vigueur à la date à laquelle vous avez reçu ledit Avis de résiliation.

Veillez soumettre à l'examen de l'autorité contractante de Travaux publics et des Services gouvernementaux Canada toute demande d'indemnités découlant de cette résiliation. Cette demande et celles de vos sous-traitants et (ou) fournisseurs, le cas échéant, doivent être présentées sur les formulaires de demande d'indemnités de résiliation prescrits par le Ministère. Sur réception du présent avis, vous devez demander par écrit, à l'autorité contractante, la série de formulaires nécessaires.

En préparant cette demande, vous devez porter attention à l'article visé ci-dessus dans les Conditions générales du contrat et aux Instructions et conditions uniformisées 9403-2, Résiliation pour des raisons de commodité, dans la section 1 du guide des *Clauses et conditions uniformisées d'achat*. Votre demande d'indemnités et toute la correspondance connexe doivent être adressées à l'autorité contractante.

Veillez accuser réception du présent avis en le signant et en retournant un exemplaire à l'autorité contractante.

---

---

**J0001C (15/06/98) Résiliation pour raisons de commodité**

A partir du 30/05/03, cette clause est remplacée par J0001C.

---

---

## J - Résiliation

---

**Remarques : LE TEXTE DE CETTE CLAUSE DOIT FIGURER EN ENTIER DANS LES DOCUMENTS D'ACHAT.** Utiliser la clause suivante pour confirmer un avis initial de résiliation partielle pour des raisons de commodité (voir J0205C) transmis antérieurement par télécopieur ou par d'autres moyens électroniques ou par écrit, lorsqu'on s'attend à une demande d'indemnités.

L'agent de négociation des contrats doit préparer un avis de confirmation de résiliation pour des raisons de commodité et le soumettre à l'examen du conseiller juridique. On ne doit pas envoyer cet avis à l'entrepreneur tant que le conseiller juridique n'a pas apposé l'estampille portant la mention « Examiné par le Contentieux » sur l'avis de confirmation et qu'il n'a pas signé à l'endroit voulu.

**Nota :** Pour ce qui est de l'avis initial de résiliation (J0205C), il n'est pas nécessaire de demander une opinion juridique; l'agent de négociation des contrats peut l'envoyer conformément à la procédure 11.140 du *Guide des approvisionnements*.

### J0002C (30/05/03) Résiliation partielle pour des raisons de commodité

Le présent avis confirme l'avis de résiliation du ministre qui vous a été adressé en date du \_\_\_\_\_, uniquement à l'égard de l'article \_\_\_\_\_ (numéro de pièce, numéro de stock fédéral, description et quantité) du contrat visé ci-dessus. La résiliation est entrée en vigueur à la date à laquelle ledit avis de résiliation vous est parvenu et est assujettie à l'article \_\_\_\_\_ (dispositions relatives à la « *Résiliation au gré du Ministre* ») des Conditions générales du contrat. Vous devez poursuivre les autres travaux conformément aux clauses, aux conditions et aux devis du contrat.

Veillez soumettre à l'examen de l'autorité contractante de Travaux publics et des Services gouvernementaux Canada toute demande d'indemnités découlant de cette résiliation. Cette demande et celles de vos sous-traitants et (ou) fournisseurs, le cas échéant, doivent être présentées sur les formulaires de demande d'indemnités de résiliation prescrits par le Ministère. Sur réception du présent avis, vous devez demander par écrit, à l'autorité contractante, la série de formulaires nécessaires.

En préparant cette demande, vous devez porter attention à l'article visé ci-dessus dans les Conditions générales du contrat et aux Instructions et conditions uniformisées 9403-2, Résiliation pour des raisons de commodité, dans la section 1 du guide des *Clauses et conditions uniformisées d'achat*. Votre demande d'indemnités et toute la correspondance connexe doivent être adressées à l'autorité contractante.

Veillez accuser réception du présent avis en le signant et en retournant un exemplaire à l'autorité contractante.

---

### J0002C (15/06/98) Résiliation partielle (commodité)

A partir du 30/05/03, cette clause est remplacée par J0002C.

---

**Remarques : LE TEXTE DE CETTE CLAUSE DOIT FIGURER EN ENTIER DANS LES DOCUMENTS D'ACHAT.** Utiliser la clause suivante pour confirmer un avis initial de résiliation pour des raisons de commodité transmis antérieurement par télécopieur ou par d'autres moyens électroniques ou par écrit (voir J0200C ou J0205C) pour la résiliation intégrale ou partielle du contrat, lorsque l'entrepreneur a fait savoir qu'il ne déposera pas de demande d'indemnités.

L'agent de négociation des contrats doit préparer un avis de confirmation de résiliation pour des raisons de commodité et le soumettre à l'examen d'un conseiller juridique. On ne doit pas envoyer cet avis à l'entrepreneur tant que le conseiller juridique n'a pas apposé l'estampille portant la mention « Examiné par le Contentieux » sur l'avis de confirmation et qu'il n'a pas signé à l'endroit voulu.



## J - Résiliation

---

**Nota :** Pour ce qui est de l'avis initial de résiliation (J0200C et J0205C), il n'est pas nécessaire de demander une opinion juridique; l'agent de négociation des contrats peut l'envoyer conformément à la procédure 11.140 du *Guide des approvisionnements*.

### **J0003C (30/05/03) Résiliation pour raisons de commodité**

Le présent avis confirme l'avis de résiliation du ministre qui vous a été adressé en date du \_\_\_\_\_ dans le cadre du contrat visé ci-dessus. La résiliation est entrée en vigueur à la date à laquelle ledit avis de résiliation vous est parvenu et est assujettie à l'article \_\_\_\_\_ (dispositions relatives à la « *Résiliation au gré du Ministre* ») des Conditions générales du contrat.

Vous nous avez fait savoir que vous n'avez pas l'intention de présenter une demande d'indemnités contre le Canada ou le ministre en raison de cette résiliation. Par les présentes, vous acceptez d'exonérer le Canada, le ministre et tous leurs employés et agents au titre de toute réclamation et revendication pouvant résulter de cette résiliation ou de toute action ou omission dans le cadre du contrat.

Veuillez confirmer que vous êtes d'accord avec cette résiliation en signant le présent avis et en retournant un exemplaire à l'autorité contractante.

---

### **J0003C (15/06/98) Résiliation pour raisons de commodité**

A partir du 30/05/03, cette clause est remplacée par J0003C.

---

**Remarques :** La clause suivante s'applique aux contrats de services d'entretien.

On ne peut résilier un contrat sans avoir obtenu une opinion juridique par écrit. Afin d'obtenir l'opinion du Contentieux, l'agent de négociation des contrats doit présenter le dossier, accompagné d'un index chronologique des documents relatifs à la demande de résiliation et d'une courte note faisant état du motif de la résiliation. En se fondant sur cette information, le Contentieux peut décider si l'entrepreneur a une défense valable, pour le cas où l'État réclamerait des pertes ou des dommages et intérêts, et recommander une méthode de résiliation appropriée.

### **J0004D (30/10/96) Résiliation pour raisons de commodité**

1. Le Canada se réserve le droit de résilier à n'importe quel moment un contrat de services, en tout ou en partie, en fournissant à l'entrepreneur un avis écrit de trente (30) jours civils.
2. En cas de résiliation, seuls les frais des services d'entretien engagés et acceptés avant la date de la résiliation seront dus et payables à l'entrepreneur.

---

### **J0004D (01/05/96) Résiliation pour raisons de commodité**

A partir du 30/10/96, cette clause est remplacée par J0004D.

## J - Résiliation

---

**Remarques :** On ne peut résilier un contrat sans avoir obtenu une opinion juridique par écrit. Afin d'obtenir l'opinion du Contentieux, l'agent de négociation des contrats doit présenter le dossier, accompagné d'un index chronologique des documents relatifs à la demande de résiliation et d'une courte note faisant état du motif de la résiliation. En se fondant sur cette information, le Contentieux peut décider si l'entrepreneur a une défense valable, pour le cas où l'État réclamerait des pertes ou des dommages et intérêts, et recommander une méthode de résiliation appropriée.

**J0005D (15/06/98) Résiliation pour raisons de commodité**

Le Canada peut, sur avis écrit de trente (30) jours civils, annuler toute tâche ou résilier le présent contrat, en tout ou en partie, sans frais pour le Canada s'ajoutant aux frais engagés avant la date de la résiliation pour les travaux annulés. En cas de résiliation complète ou partielle du contrat, l'entrepreneur doit remettre au Canada tous les documents de travail, les notes et notes de service, les rapports, les programmes du logiciels, les données assimilables ou autres et la documentation créés ou obtenus en rapport avec le présent contrat.

---

**J0005D (30/10/96) Résiliation pour raisons de commodité**

A partir du 15/06/98, cette clause est remplacée par J0005D.

---

**Remarques :** **LE TEXTE DE CETTE CLAUSE DOIT FIGURER EN ENTIER DANS LES DOCUMENTS D'ACHAT.** Utiliser la clause suivante pour mettre fin aux travaux à l'aide d'un Avis de résiliation pour des raisons de commodité transmis par télécopieur ou par d'autres moyens électroniques ou par écrit, lorsque le client a demandé (par écrit) l'annulation ou la résiliation de la totalité du contrat.

**Nota :** Il n'est pas nécessaire de vous adresser à votre conseiller juridique à ce moment si la résiliation est attribuable aux raisons telles qu'énoncées dans la procédure 11.131 du *Guide des approvisionnements*; vous devez toutefois vous adresser à lui pour examiner l'Avis de confirmation de résiliation.

**J0200C (30/05/03) Avis de résiliation pour des raisons de commodité**

Le ministre des Travaux publics et des Services gouvernementaux résilie par la présente le numéro de contrat \_\_\_\_\_ intégralement conformément aux dispositions du contrat relatives à la Résiliation au gré du Ministre.

Le ministre des Travaux publics et des Services gouvernementaux vous ordonne de mettre fin immédiatement à tous les travaux dans le cadre de ce contrat, y compris ceux de vos sous-traitants. Vous devez soumettre à l'autorité contractante l'information à jour et détaillée sur la situation des travaux et votre estimation de toute demande d'indemnités pour résiliation, le cas échéant. Vous ne devez passer aucune autre commande ni engager aucune autre dépense. Nous vous ferons parvenir un Avis de confirmation de résiliation avec d'autres éléments d'information.

---

## J - Résiliation

---

### J0200C (12/05/00) Avis de résiliation pour des raisons de commodité

A partir du 30/05/03, cette clause est remplacée par J0200C.

---

---

**Remarques : LE TEXTE DE CETTE CLAUSE DOIT FIGURER EN ENTIER DANS LES DOCUMENTS D'ACHAT.** Utiliser la clause suivante pour mettre fin aux travaux à l'aide d'un Avis de résiliation pour des raisons de commodité envoyé par télécopieur ou par d'autres moyens électroniques ou par écrit, lorsque le client a demandé (par écrit) l'annulation ou la résiliation partielle du contrat.

**Nota :** Il n'est pas nécessaire de vous adresser à votre conseiller juridique à ce moment si la résiliation est attribuable aux raisons telles qu'énoncées dans la procédure 11.131 du *Guide des approvisionnements*; vous devez toutefois vous adresser à lui pour examiner l'Avis de confirmation de résiliation partielle.

### J0205C (30/05/03) Avis de résiliation partielle pour des raisons de commodité

Le ministre des Travaux publics et des Services gouvernementaux résilie par la présente en partie le numéro de contrat \_\_\_\_\_ à l'égard de l'article no \_\_\_\_\_ (numéro de pièce, numéro de stock fédéral, description et quantité) uniquement, conformément aux dispositions du contrat relatives à la Résiliation au gré du Ministre.

Le ministre des Travaux publics et des Services gouvernementaux vous ordonne de mettre fin immédiatement à tous les travaux dans le cadre de ce contrat, y compris ceux de vos sous-traitants. Vous devez soumettre à l'autorité contractante l'information à jour et détaillée sur la situation des travaux et votre estimation de toute demande d'indemnités pour résiliation, le cas échéant. Vous ne devez passer aucune autre commande ni engager aucune autre dépense. Nous vous ferons parvenir un Avis de confirmation de résiliation partielle avec d'autres éléments d'information

---

---

### J0205C (12/05/00) Avis de résiliation partielle pour des raisons de commodité

A partir du 30/05/03, cette clause est remplacée par J0205C.

---

---

**Remarques : LE TEXTE DE CETTE CLAUSE DOIT FIGURER EN ENTIER DANS LES DOCUMENTS D'ACHAT.** Utiliser la clause suivante pour confirmer un Ordre d'arrêt des travaux transmis par télécopieur ou par d'autres moyens électroniques ou par écrit, lorsque le client a demandé (par écrit) de suspendre le contrat afin d'étudier les solutions de rechange qui s'offrent au Canada et (ou) lorsqu'il faut faire le point de la situation du contrat avant de décider s'il est pertinent de le résilier et, dans ce cas, pour établir la nature et l'étendue de la résiliation (y compris la résiliation pour inexécution).

### J0500C (30/05/03) Ordre d'arrêt des travaux - suspension du contrat

Le présent Ordre d'arrêt des travaux est émis conformément à l'article \_\_\_\_\_ (dispositions relatives à la « Suspension des travaux ») des Conditions générales, le cas échéant, relativement au numéro de contrat \_\_\_\_\_.

Le ministre des Travaux publics et des Services gouvernementaux vous ordonne de mettre fin immédiatement à tous les travaux dans le cadre de ce contrat, y compris ceux de vos sous-traitants, jusqu'à nouvel avis de l'autorité contractante. Vous ne devez passer aucune autre commande ni engager

## J - Résiliation

---

aucune autre dépense. Vous devez également soumettre à l'autorité contractante l'information à jour et détaillée sur la situation actuelle du contrat.

---

### **J0500C (12/05/00) Ordre d'arrêt des travaux - suspension du contrat**

A partir du 30/05/03, cette clause est remplacée par J0500C.

---

**Remarques : LE TEXTE DE CETTE CLAUSE DOIT FIGURER EN ENTIER DANS LES DOCUMENTS D'ACHAT.** Utiliser la clause suivante lors de la préparation d'une Abrogation d'un Ordre d'arrêt des travaux, à être transmis par facsimilé ou par d'autres moyens électroniques ou par écrit, et qui ne fait référence à aucune résiliation.

### **J0501C (30/05/03) Ordre d'arrêt des travaux - abrogation**

L'Ordre d'arrêt des travaux du \_\_\_\_\_, émis conformément à l'article \_\_\_\_\_ (dispositions sur la «Suspension des travaux») des Conditions générales concernant le numéro de contrat \_\_\_\_\_, est par les présentes abrogé.

Vous êtes prié de reprendre les travaux conformément au contrat et d'informer immédiatement, par écrit, l'autorité contractante si la suspension aura un effet sur l'exécution des travaux.

Vous aurez droit au remboursement des coûts et dépenses supplémentaires raisonnablement et convenablement encourus suite à la suspension des travaux, plus une marge de profit équitable. Vous devrez demander, par écrit, à l'autorité contractante la série de formules nécessaires pour faire toute demande de paiement.

---

### **J0501C (30/10/96) Ordre d'arrêt des travaux - abrogation**

A partir du 30/05/03, cette clause est remplacée par J0501C.

---

**Remarques : LE TEXTE DE CETTE CLAUSE DOIT FIGURER EN ENTIER DANS LES DOCUMENTS D'ACHAT.** Utiliser le texte suivant lors de la préparation d'une résiliation complète pour inexécution, seulement après avoir obtenu un avis juridique en ce sens ou l'approbation d'un conseiller juridique, lorsque l'entrepreneur n'effectue pas les livraisons conformément aux conditions et devis du contrat.

### **J1000C (15/06/98) Résiliation pour inexécution**

La présente donne suite à l'ordre d'arrêt des travaux du ministre en date du \_\_\_\_\_. ***(\*\*N'inclure cette phrase que si un Ordre d'arrêt des travaux a été envoyé par l'agent de négociation des contrats.)***

Comme vous êtes en défaut dans le cadre du contrat visé ci-dessus, puisque vous n'avez pas livré les fournitures et rendu les services qui y sont mentionnés, conformément aux devis et aux conditions du

---

## J - Résiliation

---

contrat, le ministre des Travaux publics et des Services gouvernementaux résilie, par la présente, le contrat conformément aux dispositions relatives au « *Manquement de la part de l'entrepreneur* » des Conditions générales faisant partie intégrante du contrat.

Le ministre se réserve le droit, au nom du Canada et en vertu du contrat, de vous imputer toutes les pertes et tous les dommages que pourrait subir le Canada en raison de votre inexécution, y compris tout montant dépassant le prix contractuel que le Canada serait obligé de payer pour se procurer ailleurs lesdites fournitures et lesdits services.

---

### J1000C (01/06/91) Résiliation pour inexécution

A partir du 15/06/98, cette clause est remplacée par J1000C.

---

**Remarques : LE TEXTE DE CETTE CLAUSE DOIT FIGURER EN ENTIER DANS LES DOCUMENTS D'ACHAT.** Utiliser le texte suivant lors de la préparation d'une Résiliation partielle pour inexécution, seulement après avoir obtenu un avis légal en ce sens ou que l'approbation d'un conseiller légal a été obtenue, lorsque l'entrepreneur ne peut pas livrer une partie des biens conformément aux devis et conditions du contrat.

### J1001C (01/12/00) Résiliation partielle pour inexécution

La présente donne suite à l'Ordre d'arrêt des travaux du ministre en date du \_\_\_\_\_. (\*\**N'inclure cette phrase que si un Ordre d'arrêt des travaux a été envoyé par l'agent de négociation des contrats.*)

Comme vous êtes en défaut dans le cadre du contrat visé ci-dessus, puisque vous n'avez pas livré certains articles qui y sont mentionnés, conformément aux devis et aux conditions du contrat, le ministre des Travaux publics et des Services gouvernementaux résilie en partie, par la présente, le contrat conformément aux dispositions relatives au « *Manquement de la part de l'entrepreneur* » des Conditions générales faisant partie intégrante du contrat, pour les articles suivants seulement :

Description des articles

\_\_\_\_\_  
\_\_\_\_\_  
\_\_\_\_\_

Vous devez poursuivre le reste des travaux conformément aux devis et conditions du contrat.

Le ministre se réserve le droit, au nom du Canada et en vertu du contrat, de vous imputer toutes les pertes et tous les dommages que pourrait subir le Canada en raison de votre inexécution, y compris tout montant dépassant le prix contractuel que le Canada serait obligé de payer pour se procurer ailleurs lesdits articles.

---

### J1001C (15/06/98) Résiliation partielle pour inexécution

A partir du 01/12/00, cette clause est remplacée par J1001C.

## J - Résiliation

---

---

**J1002C (01/06/91) Défaut**

A partir du 31/03/95, cette clause est remplacée par K0028D.

---

---

**Remarques : LE TEXTE DE CETTE CLAUSE DOIT FIGURER EN ENTIER DANS LES DOCUMENTS D'ACHAT.** Utiliser le texte suivant lors de la préparation d'une Résiliation complète pour inexécution, seulement après avoir obtenu un avis légal en ce sens ou que l'approbation d'un conseiller légal a été obtenue, lorsque l'inexécution résulte d'une situation de faillite, de mise sous séquestre ou d'insolvabilité.

**J1003C (15/06/98) Résiliation pour inexécution**

La présente donne suite à notre ordre d'arrêt des travaux en date du \_\_\_\_\_. (\*\*N'inclure cette phrase que si un *Ordre d'arrêt des travaux a été envoyé par l'agent de négociation des contrats*).

Comme conséquence directe de votre (faillite, mise sous séquestre, insolvabilité), vous êtes en défaut dans le cadre du contrat visé ci-dessus et, suivant les dispositions relatives au « *Manquement de la part de l'entrepreneur* » des Conditions générales faisant partie intégrante du contrat, le ministre des Travaux publics et des Services gouvernementaux résilie, par la présente, le contrat pour toutes les fournitures et tous les services qui y sont mentionnés.

Le ministre se réserve le droit, au nom du Canada et en vertu du contrat, de vous imputer toutes les pertes et tous les dommages que pourrait subir le Canada en raison de votre inexécution, y compris tout montant dépassant le prix contractuel que le Canada serait obligé de payer pour se procurer ailleurs lesdites fournitures et lesdits services.

---

---

**J1003C (01/06/91) Résiliation pour inexécution**

A partir du 15/06/98, cette clause est remplacée par J1003C.

---

---

**Remarques : LE TEXTE DE CETTE CLAUSE DOIT FIGURER EN ENTIER DANS LES DOCUMENTS D'ACHAT.** Utiliser le texte suivant lors de la préparation d'une Résiliation complète pour inexécution, seulement après avoir obtenu un avis légal en ce sens ou que l'approbation d'un conseiller légal a été obtenue, lorsque l'entrepreneur indique qu'il ne peut pas ou ne veut pas exécuter le contrat avant le date de livraison.

**J1004C (15/06/98) Résiliation pour inexécution**

La présente donne suite à votre fac-similé/lettre du \_\_\_\_\_ adressée à \_\_\_\_\_.

Comme vous avez indiqué que vous ne vouliez pas ou ne pouviez pas livrer les fournitures et rendre les services décrits dans le cadre du contrat ci-dessus, conformément aux devis et conditions du contrat, le ministre des Travaux publics et des Services gouvernementaux résilie, par la présente, ledit contrat conformément aux dispositions relatives au « *Manquement de la part de l'entrepreneur* » des Conditions générales faisant partie intégrante du contrat.

## J - Résiliation

---

Le ministre se réserve le droit, au nom du Canada et en vertu du contrat, de vous imputer toutes les pertes et tous les dommages que pourrait subir le Canada en raison de votre inexécution y compris tout montant dépassant le prix contractuel que le Canada serait obligé de payer pour se procurer ailleurs lesdites fournitures et lesdits services.

---

### **J1004C (30/10/96) Résiliation pour inexécution**

A partir du 15/06/98, cette clause est remplacée par J1004C.

---

**Remarques : LE TEXTE DE CETTE CLAUSE DOIT FIGURER EN ENTIER DANS LES DOCUMENTS D'ACHAT.** Utiliser le texte suivant lors de la préparation d'une Résiliation partielle pour inexécution, seulement après avoir obtenu un avis légal en ce sens ou que l'approbation d'un conseiller légal a été obtenue, lorsque l'entrepreneur indique qu'il ne peut pas ou ne veut pas exécuter une partie du contrat.

### **J1005C (15/06/98) Résiliation partielle pour inexécution**

La présente donne suite à votre fac-similé/lettre du \_\_\_\_ adressé(e) à \_\_\_\_.

Comme vous avez indiqué que vous ne vouliez pas ou ne pouviez pas livrer certains articles précisés dans le contrat précité, conformément aux devis et conditions du contrat, le ministre des Travaux publics et des Services gouvernementaux résilie en partie, par la présente, le contrat conformément aux dispositions relatives au « *Manquement de la part de l'entrepreneur* » des Conditions générales faisant partie intégrante du contrat, pour les articles suivants seulement :

Description des articles

\_\_\_\_\_  
\_\_\_\_\_  
\_\_\_\_\_

Vous devrez poursuivre les autres travaux conformément aux devis et conditions du contrat.

Le ministre se réserve le droit, au nom du Canada et en vertu du contrat, de vous imputer toutes les pertes et tous les dommages que pourrait subir le Canada en raison de votre inexécution, y compris tout montant dépassant le prix contractuel que le Canada serait obligé de payer pour se procurer ailleurs lesdits articles.

---

### **J1005C (30/10/96) Résiliation partielle pour inexécution**

A partir du 15/06/98, cette clause est remplacée par J1005C.

---

**Remarques : LE TEXTE DE CETTE CLAUSE DOIT FIGURER EN ENTIER DANS LES DOCUMENTS D'ACHAT.** Utiliser le texte suivant lors de la préparation d'une Résiliation par consentement mutuel, seulement après avoir obtenu un avis légal en ce sens ou que l'approbation d'un conseiller légal a été obtenue.

## J - Résiliation

---

**J2000C (15/06/98) Résiliation par consentement mutuel**

Le contrat ci-dessus est, par les présentes, résilié par consentement mutuel des parties en ce qui a trait aux fournitures et aux services qui y sont mentionnés. Les parties consentent à s'exonérer mutuellement, ainsi que leurs employés et agents, de toute réclamation et revendication pouvant résulter de cette résiliation ou de toute action ou omission dans le cadre du contrat.

Veillez confirmer que vous êtes d'accord avec cette résiliation en signant le présent avis et en retournant un exemplaire à l'autorité contractante.

---

---

**J2000C (01/06/91) Résiliation par consentement mutuel**

A partir du 15/06/98, cette clause est remplacée par J2000C.

---

---

**J3000C (01/06/91) Offre permanente, retrait d'une**

A partir du 01/12/92, cette clause est remplacée par M9024C.

---

---

**Remarques : LE TEXTE DE CETTE CLAUSE DOIT FIGURER EN ENTIER DANS LES DOCUMENTS D'ACHAT.** Utiliser le texte suivant lorsque le fournisseur veut se retirer d'une offre à commandes. S'il s'agit d'une offre à commandes scellée, consulter les Services juridiques.

**J3005C (31/03/95) Offre à commandes - retrait**

Par la présente, nous accusons réception de votre lettre du \_\_\_\_ nous demandant de retirer et d'annuler l'offre à commandes \_\_\_\_ (inscrire le numéro de l'offre à commandes), à compter du \_\_\_\_ (inscrire la date du retrait). Il est toutefois entendu par la présente que toute commande subséquente à cette offre à commandes, reçue à ou avant cette date, sera satisfaite conformément aux conditions de l'offre à commandes.

---

---

**J4000D (01/06/91) Dommages-intérêts**

A partir du 29/10/93, cette clause est remplacée par D0024D.

---

---



---

## **Section 5**

**K - Conditions générales - modifications**

---



## K - Conditions générales - modifications

---

**Remarques : LE TEXTE DE CETTE CLAUSE DOIT FIGURER EN ENTIER DANS LES DOCUMENTS D'ACHAT.** Utiliser la clause suivante dans les demandes de soumissions et les contrats en conjonction avec les clauses A0000C et A0000T, OU avec M0000C, M0000T et M0100D, selon le cas.

**K0000D (16/12/05) Conditions**

**[\*\* Insérer la date des conditions générales et conditions générales supplémentaires qui s'appliquent. Supprimer les conditions qui ne s'appliquent pas\*\* ]**

### Conditions générales

1026A ( ), Approvisionnements - prix ferme  
1026B ( ), Approvisionnements - Remboursements des frais  
1031-2 ( ), Principes des coûts contractuels  
1034 ( ), Construction - prix fixé et prix unitaires  
2010 ( ), Conditions générales - biens ou services (complexité moyenne)  
2029 ( ), Conditions générales - biens ou services (achats de faible valeur)  
9601 ( ), Conditions générales - Formule détaillée  
9624 ( ), Conditions générales - Recherche et développement  
9676 ( ), Conditions générales - Services  
CCC-50 ( ), Corporation commerciale canadienne  
TRA-95 ( ), Traduction

### Conditions générales supplémentaires

1028 ( ), Construction de navires - prix ferme  
1029 ( ), Réparation des navires  
1033 ( ), Construction de navires - remboursement des coûts  
1036 ( ), Recherche et développement  
9601-1 ( ), Achat ou location de matériel  
9601-2 ( ), Services d'élaboration ou de modification de logiciels  
9601-3 ( ), Intégration du système  
9601-4 ( ), Logiciels sous licence  
9601-5 ( ), Services de soutien des logiciels sous licence  
9601-6 ( ), L'entrepreneur détient les droits de propriété intellectuelle sur les renseignements originaux  
9601-7 ( ), Le Canada détient les droits de propriété intellectuelle sur les renseignements originaux  
LAB-180 ( ), Conditions de travail - Justes salaires et heures de travail  
LAB-180B ( ), Conditions de travail

---

**K0000D (10/06/05) Conditions**

A partir du 16/12/05, cette clause est remplacée par K0000D.

---

**Remarques :** Utiliser la clause suivante dans les contrats relatifs à la démagnétisation.

**K0005C (10/12/04) Conditions générales supplémentaires 1029**

Les conditions générales supplémentaires 1029 devront faire partie intégrante du présent contrat, à l'exception de :

1. Supprimer l'alinéa g) de l'article 09 et le remplacer par le texte suivant :

## K - Conditions générales - modifications

---

« 9. g) Le Canada ne sera pas tenu responsable à l'égard de toute perte ou avarie que le navire subira et (ou) qui se produiraient aux travaux ou toute partie de ces travaux, ou de toute blessure, y compris des blessures pouvant entraîner la mort, à une ou à plusieurs personnes. Le Canada ne sera pas tenu responsable des dommages à toute propriété. L'entrepreneur s'engage à indemniser et à dédommager le Canada de toutes les pertes, coûts et dommages et des dépenses résultant de toute réclamation à l'égard de ces pertes, dommages et blessures. »

2. Supprimer l'article 10.

---

**K0005C (01/06/91) Conditions générales supplémentaires, DSS-MAS 1029**

A partir du 10/12/04, cette clause est remplacée par K0005C.

---

**K0012C (31/03/95) Ordre de préséance**

A partir du 15/12/95, cette clause est remplacée par B4025D.

---

**Remarques : LE TEXTE DE CETTE CLAUSE DOIT FIGURER EN ENTIER DANS LES DOCUMENTS D'ACHAT.** Utiliser cette clause avec les conditions générales 9624 ou les conditions générales supplémentaires 9601-6 ou 9601-7, lorsque l'entrepreneur doit fournir un certificat de divulgation.

Lorsque la clause est utilisée avec 9624, insérer : « l'article 22 des conditions générales 9624 ».

Lorsque la clause est utilisée avec les conditions générales supplémentaires 9601-6 ou 9601-7, insérer : « l'article 2 des conditions générales supplémentaires 9601-6 ou 9601-7 ».

**K0013C (10/12/04) Certificat de divulgation**

- Après avoir achevé le travail en vertu du présent contrat, l'entrepreneur devra présenter au responsable technique et à l'autorité contractante un certificat énonçant que toutes les divulgations applicables ont été soumises ou qu'il n'y avait aucune divulgation à soumettre en vertu de l'article \_\_\_\_ des \_\_\_\_\_.
  - Une copie du certificat de divulgation est jointe à titre d'annexe « \_\_\_\_ ».
- 

**K0013C (14/05/04) Certificat de divulgation**

A partir du 10/12/04, cette clause est remplacée par K0013C.

---

## **K - Conditions générales - modifications**

---

---

**K0014C**      **(01/06/91)**      **Certificat de divulgation**

---

---

**K0015C**      **(01/06/91)**      **Conditions générales, DSS-MAS 1053**

Cette clause est annulée à partir du 21/06/99.

---

---

**K0016C**      **(15/09/97)**      **Modifications à la DSS-MAS 1053**

Cette clause est annulée à partir du 14/05/04.

---

---

**K0016C**      **(01/06/91)**      **Modifications à la DSS-MAS 1053**

A partir du 15/09/97, cette clause est remplacée par K0016C.

---

---

**K0017C**      **(21/06/99)**      **Conditions générales, DSS-MAS 9624**

Cette clause est annulée à partir du 10/12/04.

---

---

**K0017C**      **(04/01/94)**      **Conditions générales, DSS-MAS 9624**

A partir du 21/06/99, cette clause est remplacée par K0017C.

---

---

**K0018C**      **(01/06/91)**      **Conditions générales, DSS-MAS 9076**

Cette clause est annulée à partir du 04/01/94.

## K - Conditions générales - modifications

---

---

**K0019C** (01/06/91) **Taxes provinciales sur le volume**

Cette clause est annulée à partir du 03/02/97.

---

---

**K0020D** (01/08/92) **Conditions d'affrètement aérien**

Cette clause est annulée à partir du 03/02/97.

---

---

**K0020D** (31/01/92) **Conditions d'affrètement aérien**

A partir du 01/08/92, cette clause est remplacée par K0020D.

---

---

**K0021D** (01/08/92) **Conditions d'affrètement aérien**

A partir du 01/12/92, cette clause est remplacée par M8011D.

---

---

**K0022C** (10/12/04) **Annulation des vols**

Ajoutez le paragraphe suivant à l'article 24 des conditions générales 9676, Conditions générales - Services :

« **24 Résiliation au gré du Ministre**

9. Si le transporteur a soumis au Canada une politique applicable en cas de résiliation qui est acceptable pour le Canada, le paragraphe 2 ne s'appliquera pas, et le transporteur suite à l'avis mentionné au paragraphe 1, aura droit d'être payé des frais d'annulation conformément aux dispositions de ladite politique de résiliation. »
- 
-

## K - Conditions générales - modifications

---

### **K0022C (04/01/94) Annulation des vols**

A partir du 10/12/04, cette clause est remplacée par K0022C.

---

---

**Remarques :** Utiliser la clause suivante si aucune des conditions générales 9601, 9624, 9676 et TRA-95 ne s'appliquent, afin de bien faire comprendre que le Canada est responsable uniquement pour les dommages causés à l'entrepreneur ou à ses employés, s'ils sont provoqués par le Canada.

### **K0023C (10/06/05) Responsabilité**

Sans apporter de limitations aux clauses et conditions du contrat, il est entendu et convenu que, sauf si imputables au Canada, ce dernier ne sera pas tenu responsable de pertes, de réclamations, de dommages ou de dépenses se rapportant à des blessures, à des affections, à des maladies, à des incapacités ou à la mort de l'entrepreneur, d'un employé, agent ou représentant de l'entrepreneur, causées effectivement ou prétendument par suite de l'exécution du contrat. L'entrepreneur convient de protéger et de tenir à couvert le Canada à tous égards et de ne pas faire de réclamations ni d'intenter d'action contre ce dernier par rapport aux éventualités précitées.

---

---

### **K0023C (10/12/04) Responsabilité**

A partir du 10/06/05, cette clause est remplacée par K0023C.

---

---

### **K0023D (01/06/91) Navire armé - conditions générales**

A partir du 15/09/97, cette clause est remplacée par K0032D.

---

---

### **K0024D (10/12/04) Radoub du navire sans équipage**

1. Le présent besoin est considéré comme lié à des « fournitures de défense », de sorte que les dispositions des conditions générales 1026A feront partie du contrat.
2. Outre les conditions générales 1026A, les conditions générales supplémentaires 1029 (exclusion faite de l'article 08 et des alinéas c), d) et f) de l'article 09), feront partie du contrat.
3. L'équipement de pompiers sera facilement accessible et disponible en cas d'urgence, et l'on prendra des précautions appropriées lorsqu'une combustion ou des soudures seront effectuées dans des compartiments ou d'autres secteurs clos du navire.
4. L'entrepreneur assumera la responsabilité de la planification et de l'ordonnancement des travaux, et pourra être appelé par l'autorité contractante à présenter des calendriers périodiques de production.

## K - Conditions générales - modifications

---

---

---

---

**K0024D (15/09/97) Radoub du navire sans équipage**

A partir du 10/12/04, cette clause est remplacée par K0024D.

---

---

**K0025T (01/08/92) Obligation contractuelle**

A partir du 01/12/92, cette clause est remplacée par M8012D.

---

---

**K0026C (10/12/04) Ordre de priorité des documents**

Cette clause est annulée à partir du 10/06/05.

---

---

**K0026C (04/01/94) Ordre de priorité de documents**

A partir du 10/12/04, cette clause est remplacée par K0026C.

---

---

**Remarques :** Utiliser la clause suivante dans les contrats maritimes de radoub et de réparation de navires uniquement. Il ne faut pas l'utiliser dans les nouveaux contrats de construction maritime. L'agent de négociation des contrats peut modifier le nombre de jours et/ou les conditions selon les besoins.

**K0027D (12/12/03) Garantie du navire - radoub et réparation**

Les conditions générales 1026A, Approvisionnements - prix ferme, sont modifiées par les présentes par le remplacement de l'article 08 intitulé « Garantie » par ce qui suit :

« 08 Garantie

1. À la discrétion du ministre, l'entrepreneur remplacera ou réparera à ses propres frais tout ouvrage fini (à l'exclusion des fournitures de l'État y étant incorporées) qui, par suite de quelque défaut ou inefficacité dans la fabrication, les matériaux ou le travail, est devenu défectueux ou ne répond pas aux exigences du contrat.
2. Nonobstant l'acceptation antérieure de l'ouvrage fini et sans restreindre la portée d'aucune autre clause du contrat ni de quelque condition, garantie ou stipulation implicitement ou explicitement prévue par la loi, l'entrepreneur garantit par la présente que les travaux suivants seront exempts de tout défaut et seront conformes aux exigences du contrat :



## K - Conditions générales - modifications

---

- a) la peinture de la partie immergée de la coque durant une période de sept cent vingt (720) jours à partir de la date de sortie du bassin, sauf que l'entrepreneur ne sera tenu de réparer et/ou de remplacer les éléments en question que selon une valeur déterminée comme suit :

*Le coût initial pour le Canada des travaux de peinture immergée, divisé par sept cent vingt (720) jours et multiplié par le nombre de jours restants dans la période de garantie. Le montant établi par ce calcul représentera le « crédit en dollars » dû au Canada par l'entrepreneur.*

- b) tous les autres travaux de peinture durant une période de trois cent soixante-cinq (365) jours à partir de la date d'acceptation des travaux;
- c) tous les autres travaux durant une période de quatre-vingt-dix (90) jours à partir de la date d'acceptation des travaux, sauf que :
- i) la garantie portant sur les travaux liés à un système ou à de l'équipement qui n'est pas immédiatement mis en place ou en service continu sera d'une durée de quatre-vingt-dix (90) jours à partir de la date d'acceptation du navire;
  - ii) la garantie portant sur tous les défauts, les écarts et les travaux en suspens énumérés dans le document d'acceptation à la livraison sera d'une durée de quatre-vingt-dix (90) jours à partir de la date d'acceptation subséquente de chaque article.

3. L'entrepreneur accepte de céder au Canada, et d'exercer au nom de celui-ci, toutes les garanties portant sur le matériel fourni ou détenu par l'entrepreneur dont la durée excède les périodes précisées ci-dessus. »

---

**K0027D (01/12/92) Garantie (navire) - MDN**

A partir du 12/12/03, cette clause est remplacée par K0027D.

---

**K0028D (31/03/95) Défaut**

Cette clause est annulée à partir du 21/06/99.

---

**K0029D (01/05/96) Garantie**

En ce qui concerne la section de la Garantie des Conditions générales qui régit ce contrat, la durée de cette garantie sera de 36 mois au lieu de 12 mois. Toutes les autres dispositions de la Garantie sont applicables et inchangées.

## **K - Conditions générales - modifications**

---

---

**Remarques : LE TEXTE DE CETTE CLAUSE DOIT FIGURER EN ENTIER DANS LES DOCUMENTS D'ACHAT.** Utiliser cette clause avec les conditions générales supplémentaires 1036.

**K0030D (10/12/04) Exécution des travaux - conditions générales supplémentaires 1036**

Les conditions générales supplémentaires 1036, Recherche et développement, sont modifiées en remplaçant l'article 02 au complet par le texte suivant :

**« 02 Exécution des travaux**

L'entrepreneur doit

- a) exécuter les travaux de manière à satisfaire le responsable du projet et se conformer à toutes les instructions et directives que peut lui donner, de temps à autre, le Ministre ou le responsable du projet relativement aux travaux, l'exécution des travaux ou leur progrès.
- b) s'assurer de la sécurité des travailleurs et de l'exécution diligente et efficace des travaux conformément aux pratiques reconnues dans l'industrie et aux dispositions législatives relatives à la santé et à la sécurité des travailleurs. »

---

---

**K0030D (16/02/98) Révision de DSS-MAS 1036**

A partir du 10/12/04, cette clause est remplacée par K0030D.

---

---

**K0031D (16/02/98) Révision de DSS-MAS 1053**

Cette clause est annulée à partir du 14/05/04.

---

---

**K0032D (10/12/04) Radoub du navire avec équipage**

- 1. Le présent besoin est considéré comme lié à des « fournitures de défense », de sorte que les dispositions des conditions générales 1026A, Approvisionnements - prix ferme, feront partie du contrat.
- 2. Outre les conditions générales 1026A, les conditions générales supplémentaires 1029, Réparation de navires (exclusion faite de l'article 09), feront partie du contrat.
- 3. L'équipement de pompiers sera facilement accessible et disponible en cas d'urgence, et l'on prendra des précautions appropriées lorsqu'une combustion ou des soudures seront effectuées dans des compartiments ou d'autres secteurs clos du navire.
- 4. L'entrepreneur assumera la responsabilité de la planification et de l'ordonnancement des travaux, et pourra être appelé par l'autorité contractante à présenter des calendriers périodiques de production.

## K - Conditions générales - modifications

---

---

**K0032D** (15/09/97) **Radoub du navire avec équipage**

A partir du 10/12/04, cette clause est remplacée par K0032D.

---

---

**K0033D** (16/02/98) **Conditions de travail et de santé**

Cette clause est annulée à partir du 01/12/00.

---

---

**K0034D** (16/02/98) **Révision de DSS-MAS 1034**

Cette clause est annulée à partir du 01/12/00.

---

---

**K0035D** (16/02/98) **Exécution des travaux - révision**

Cette clause est annulée à partir du 01/12/00.

---

---

**K0039D** (15/06/98) **Garantie relative à l'an 2000 - biens**

Cette clause est annulée à partir du 10/06/05.

---

---

**K0040D** (15/06/98) **Garantie relative à l'an 2000 - gestion des installations ou impartition**

Cette clause est annulée à partir du 10/06/05.

---

---

## K - Conditions générales - modifications

---

---

**K0041D** (15/06/98) **Garantie relative à l'an 2000 - intégration des systèmes**

Cette clause est annulée à partir du 10/06/05.

---

---

**K0042D** (15/06/98) **Garantie relative à l'an 2000 - services**

Cette clause est annulée à partir du 10/06/05.

---

---

**K0043D** (12/05/00) **Garantie relative à l'an 2000 - biens non directement liés aux approvisionnements en matière de TI**

Cette clause est annulée à partir du 10/06/05.

---

---

**K0043D** (23/11/98) **Garantie relative à l'an 2000 - biens non directement liés aux approvisionnements en matière de TI**

A partir du 12/05/00, cette clause est remplacée par K0043D.

---

---

**K0044D** (23/11/98) **Garantie relative à l'an 2000 - services non directement liés aux approvisionnements en matière de TI**

Cette clause est annulée à partir du 10/06/05.

---

---

**K0045D** (10/12/04) **Sous-traitance**

1. Nonobstant les dispositions ayant trait à la sous-traitance des conditions générales 1026A ou 1026B, selon le cas, l'entrepreneur peut, sans avoir obtenu au préalable l'autorisation du Ministre,
  - a) acheter des produits courants offerts dans le commerce et des articles et matériaux habituellement fabriqués ou produits par des usines ou des fabricants dans le cours normal de leurs affaires;
  - b) conclure des contrats de sous-traitance pour la fourniture de services avec des fournisseurs qui offrent de tels services dans le cours normal de leurs affaires;

## **K - Conditions générales - modifications**

---

- c) confier en sous-traitance à tout entrepreneur donné les travaux d'un montant égal ou inférieur à 100 000 \$;
  - d) autoriser son premier sous-traitant et les sous-traitants des autres échelons à acheter ou sous-traiter de la manière prévue aux alinéas a) à c).
2. Les dispositions ci-dessus ne s'appliquent pas aux cessions de contrats.
  3. Sous réserve des dispositions du paragraphe 1., l'entrepreneur ne peut confier une partie quelconque des travaux à un sous-traitant sans en avoir sollicité au préalable l'autorisation écrite du Ministre.
  4. Sauf modification en vertu des présentes conditions générales supplémentaires ou d'autres clauses du contrat, les conditions générales 1026A ou 1026B, selon le cas, y compris leurs dispositions concernant les cessions et les sous-traitance, demeurent pleinement en vigueur.
  5. Aucune sous-traitance ni aucune cession ne dégagent l'entrepreneur d'aucune des responsabilités que lui impose le contrat ni n'impose au Canada ou au Ministre la moindre obligation envers un sous-traitant ou un cessionnaire.

---

**K0045D (16/02/98) Sous-traitance**

A partir du 10/12/04, cette clause est remplacée par K0045D.

---

**K1000T (05/08/91) Déclaration des biens admissibles**

Cette clause est annulée à partir du 01/12/92.

---

**K1000T (01/06/91) Déclaration des biens admissibles**

A partir du 05/08/91, cette clause est remplacée par K1000T.

---

**K1001T (01/04/92) Déclaration des biens admissibles**

Cette clause est annulée à partir du 01/06/94.

## K - Conditions générales - modifications

---

**K1002T (01/04/92) Déclaration des biens admissibles**

Cette clause est annulée à partir du 01/06/94.

---

---

**K1100C (01/04/92) Déclaration des biens admissibles**

Cette clause est annulée à partir du 01/06/94.

---

---

**Remarques : LE TEXTE DE CETTE CLAUSE DOIT FIGURER EN ENTIER DANS LES DOCUMENTS D'ACHAT.** Utiliser la clause suivante dans les invitations à soumissionner estimées à 200 000 \$ ou plus (incluant toutes les taxes applicables), sauf dans le cas des besoins exclus en vertu des alinéas 5.129 d), e) et f) du *Guide des approvisionnements*. (Voir également la procédure 7A.127.)

**K2000T (10/12/04) Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi - 200 000 \$ ou plus**

1. En vertu du Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi (le Programme), certaines entreprises soumissionnant des marchés fédéraux d'une valeur de 200 000 \$ ou plus (incluant toutes les taxes applicables) doivent s'engager formellement à mettre en oeuvre un programme d'équité en matière d'emploi comme condition préalable à l'adjudication du contrat. Si le soumissionnaire est assujetti au Programme, la preuve de son engagement doit être fournie avant l'adjudication du contrat.

Les entrepreneurs déclarés « non admissibles » par le ministère des Ressources humaines et du Développement des compétences (RHDC) ont perdu le droit de recevoir un marché public au-delà du seuil prévu par le *Règlement sur les marchés de l'État* pour les appels d'offres (25 000 \$ actuellement, incluant toutes les taxes applicables), soit parce que le ministère des RHDC a constaté leur non-conformité ou parce qu'ils se sont retirés volontairement du Programme pour une raison autre que la réduction de leur effectif. Toute soumission déposée par un entrepreneur non admissible sera rejetée.

2. Le soumissionnaire atteste comme suit sa situation relativement au Programme :

Le soumissionnaire :

- a) ( ) n'est pas assujetti au Programme, puisqu'il compte un effectif de moins de 100 employés permanents à temps plein ou à temps partiel au Canada,
- b) ( ) n'est pas assujetti au Programme, puisqu'il est un employeur réglementé en vertu de la *Loi sur l'équité en matière d'emploi*;
- c) ( ) est assujetti aux exigences du Programme, puisqu'il compte un effectif de 100 employés permanents ou plus à temps plein ou à temps partiel au Canada, mais il n'a pas obtenu auparavant un numéro d'attestation du ministère des RHDC (n'ayant pas soumissionné des marchés de 200 000 \$ ou plus); dans ce cas, un certificat d'engagement dûment signé est joint à la présente);
- d) ( ) est assujetti au Programme et possède un numéro d'attestation valide, à savoir le numéro : \_\_\_\_\_ (c.-à-d. qu'il n'a pas été déclaré « non admissible » par le ministère des RHDC).

## K - Conditions générales - modifications

---

3. Si les exceptions énumérées ci-dessus en 2. a) ou b) ne concernent pas le soumissionnaire, les exigences du Programme s'appliquent et, à ce titre, le soumissionnaire doit présenter une attestation d'engagement, formulaire du ministère des RHDC LAB 1168, Attestation d'engagement pour la mise en oeuvre de l'équité en matière d'emploi, DUMENT SIGNÉ, ou communiquer son numéro d'attestation valide confirmant qu'il se conforme au Programme.
4. Le soumissionnaire reconnaît que le ministre se fondera sur cette attestation pour adjuger le contrat. Si une vérification par le ministre révèle une fausse déclaration de la part du soumissionnaire, le ministre aura le droit de considérer que tout contrat découlant de la présente soumission est en défaut et pourra le résilier conformément aux dispositions du contrat en la matière.
5. Dans tous les cas, le soumissionnaire est tenu de produire, sur demande avant l'adjudication du contrat, une preuve ou des renseignements à l'appui, si cette preuve n'est pas comprise dans sa soumission.

Signature du représentant autorisé : \_\_\_\_\_.

**NOTA :** *Des renseignements sur le Programme, ainsi que le formulaire d'attestation d'engagement (LAB 1168), sont offerts sur le site Web du ministère des RHDC : <http://www.rhdcc.gc.ca/fr/passerelles/topiques/wzp-gxr.shtml> et <http://www100.hrdc.gc.ca/labswenm1f.shtml>, respectivement.*

---

---

**K2000T** (14/05/04) **Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi - 200 000 \$ ou plus**

A partir du 10/12/04, cette clause est remplacée par K2000T.

---

---

**K2001T** (31/01/92) **Programme d'équité en matière d'emploi**

Cette clause est annulée à partir du 01/12/92.

---

---

**Remarques : LE TEXTE DE CETTE CLAUSE DOIT FIGURER EN ENTIER DANS LES DOCUMENTS D'ACHAT.** Utiliser cette clause dans les invitations à soumissionner d'une valeur estimative de plus de 25 000 \$ mais moins de 200 000 \$ (incluant toutes les taxes applicables), sauf dans le cas des besoins exclus en vertu des alinéas 5.129 d), e) et f) du *Guide des approvisionnements*.

**K2002T** (14/05/04) **Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi - plus de 25 000 \$ et moins de 200 000 \$**

Les organisations qui sont assujetties au Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi (le Programme) mais qui ont été déclarées par le ministère des Ressources humaines et du Développement des compétences (RHDC) non admissibles à recevoir des marchés publics de biens et de services au-delà du seuil prévu par le *Règlement sur les marchés de l'État* (RME) pour les appels d'offres (25 000 \$ actuellement, incluant toutes les taxes applicables), soit parce que RHDC a constaté leur non-conformité ou parce qu'elles se sont retirées volontairement du Programme pour une raison autre que la réduction de leur effectif ont été prévenues par RHDC qu'elles ont ainsi perdu le droit de recevoir un marché public au-delà de ce seuil. Par conséquent, leur numéro d'attestation a été annulé et leur nom a

## K - Conditions générales - modifications

---

été inscrit sur la liste des entrepreneurs non admissibles de RHDC. Les soumissions de ces organisations seront jugées irrecevables.

Le soumissionnaire atteste qu'il n'a pas été déclaré par RHDC « non admissible » à recevoir des marchés publics au-delà du seuil prévu par le RME pour les appels d'offres (25 000 \$ actuellement, incluant toutes les taxes applicables), parce que RHDC a constaté sa non-conformité ou parce qu'il s'est retiré volontairement du Programme pour une raison autre que la réduction de son effectif.

Le soumissionnaire reconnaît que le ministre se fondera sur cette attestation pour attribuer le marché. Si une vérification par le ministre révèle une fausse déclaration de la part du soumissionnaire, le ministre aura le droit de considérer que tout contrat découlant de la présente soumission est en défaut et pourra le résilier conformément aux dispositions du contrat en la matière.

Signature du représentant autorisé : \_\_\_\_\_.

---

---

**K2002T (12/12/03) Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi - supérieur à 25 000 \$ inférieure à 200 000 \$**

A partir du 14/05/04, cette clause est remplacée par K2002T.

---

---

**Remarques : LE TEXTE DE CETTE CLAUSE DOIT FIGURER EN ENTIER DANS LES DOCUMENTS D'ACHAT.** Utiliser la clause suivante conjointement avec K2000T ou K2002T, lorsque l'une ou l'autre de ces clauses a été utilisée afin d'obtenir une attestation d'admissibilité de la part du soumissionnaire relativement au Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi.

**K2003C (12/12/03) Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi - attestation**

Dans sa proposition, l'entrepreneur a attesté sa situation relativement au Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi.

L'entrepreneur reconnaît que le ministre s'est fondé sur cette attestation pour conclure le présent marché. Cette attestation peut être vérifiée de la manière jugée raisonnable par le ministre. L'entrepreneur reconnaît qu'en cas de fausse déclaration, le ministre aura le droit de résilier le contrat pour défaut, conformément aux dispositions du contrat relatives au manquement de la part de l'entrepreneur..

---

---

**K2100D (11/12/91) L'Afrique du Sud/Haïti - Conditions**

Cette clause est annulée à partir du 29/10/93.

---

---



## K - Conditions générales - modifications

---

---

### **K2100D (01/06/91) Afrique du suc - conditions**

A partir du 11/12/91, cette clause est remplacée par K2100D.

---

---

**Remarques : LE TEXTE DE CETTE CLAUSE DOIT FIGURER EN ENTIER DANS LES DOCUMENTS D'ACHAT.** Utiliser cette clause dans tous les documents contractuels. Au moment du lancement de l'invitation à soumissionner, les sanctions sont indiquées aux fournisseurs à titre d'information seulement.

### **K2105D (16/06/06) Sanctions internationales**

1. Les personnes au Canada, et les Canadiens à l'étranger, sont liées par les sanctions économiques imposées par le Canada. En conséquence, le gouvernement du Canada ne peut accepter la livraison d'aucun bien ou service provenant, directement ou indirectement, d'un ou plusieurs pays assujettis aux sanctions économiques.

Les détails relatifs aux sanctions actuellement en vigueur peuvent être vus à l'adresse suivante:  
<http://www.dfait-maeci.gc.ca/trade/sanctions-fr.asp>.

2. Une condition essentielle de ce contrat est que l'entrepreneur ne fournisse pas au gouvernement canadien un bien ou un service assujetti aux sanctions économiques.
  3. Tel que prescrit par le règlement en vigueur, l'entrepreneur devra respecter tout changement apporté aux sanctions imposées durant la période du contrat. Lors de l'exécution du contrat, si l'imposition de sanctions contre un pays ou une personne ou l'ajout d'un bien ou service à la liste des biens et services devait empêcher l'entrepreneur de satisfaire la totalité ou une partie de ses obligations, l'entrepreneur pourra invoquer la force majeure. L'entrepreneur devra informer le Canada immédiatement de la situation; les procédures établies pour la force majeure s'appliqueront alors.
- 
- 

### **K2105D (24/05/02) Sanctions internationales**

A partir du 16/06/06, cette clause est remplacée par K2105D.

---

---

### **K2200D (12/12/03) Conflits d'intérêts**

Cette clause est annulée à partir du 14/05/04.

---

---

### **K2200D (01/05/96) Conflits d'intérêts**

A partir du 12/12/03, cette clause est remplacée par K2200D.

## K - Conditions générales - modifications

---

---

**Remarques : LE TEXTE DE CETTE CLAUSE DOIT FIGURER EN ENTIER DANS LES DOCUMENTS D'ACHAT.** Utiliser cette clause lorsque l'entrepreneur doit concevoir et écrire un cahier de charges ou des spécifications pour le compte du Canada devant servir à une invitation à soumissionner, ou lorsque l'entrepreneur doit gérer et modifier la documentation et les données techniques appartenant au Canada et qui pourraient servir à la réparation ou à la fabrication de ses équipements, au radoub ou à la construction de navire appartenant au Canada, ou lorsque l'entrepreneur agit à titre de représentant du Canada dans la gestion de tout contrat de réparation, de radoub ou de construction/fabrication.

Insérer le nom de l'entrepreneur qui effectuera les travaux, s'il est connu, ou « le soumissionnaire retenu pour effectuer les travaux ».

### **K2205D (30/05/03) Conflit d'intérêt**

1. Pour éviter tous conflits d'intérêts réels ou apparents, l'entrepreneur convient par la présente qu'au cours de la période contractuelle, il n'exécutera pas de services pour le compte du constructeur de navires : \_\_\_\_\_ (Insérer le nom de(s) l'entrepreneur(s)), ni ne passera de contrats avec lui.
2. L'entrepreneur convient aussi qu'il s'assurera que le personnel fourni, en vertu du contrat, consacrera tout son temps et toute son attention à l'exécution des services prévus par la présente, et que, par conséquent, il ne sera pas en situation de conflit d'intérêts possible pendant la durée du contrat.
3. Le contrat précisera ce qui suit :
  - a) aucun ancien détenteur de charge publique qui ne se conformerait pas aux dispositions l'après-mandat du Code régissant la conduite de titulaires de charge publique en ce qui concerne les conflits d'intérêts et l'après-mandat ne pourra retirer un avantage direct du contrat; et
  - b) pendant la durée du contrat, toutes les personnes engagées pour exécuter le contrat se conduiront conformément aux principes du Code. Si, pendant la durée du contrat, devait être acquis un intérêt occasionnant un conflit d'intérêts ou semblant occasionner un écart par rapport aux principes, l'entrepreneur le déclarerait immédiatement au représentant ministériel.

---

---

### **K2205D (21/06/99) Conflit d'intérêts**

A partir du 30/05/03, cette clause est remplacée par K2205D.

---

---

**Remarques :** Utiliser la clause suivante dans les invitations à soumissionner lorsque le Canada recourt à des entrepreneurs du secteur privé pour préparer l'invitation ou l'énoncé des travaux.

### **K2210T (31/03/95) Conflits d'intérêts**

Le Canada a retenu les services d'entrepreneurs du service privé pour préparer la présente invitation à soumissionner. Seront considérées irrecevables, parce que sources de conflit d'intérêts (réel ou apparent), les soumissions émanant de ces entrepreneurs ou celles à la préparation desquelles ils auraient directement ou indirectement participé. En présentant une soumission, le soumissionnaire atteste de la non-existence d'un tel conflit d'intérêt.

## K - Conditions générales - modifications

---

---

**K3000D (01/12/92) Droits de propriété intellectuelle**

Cette clause est annulée à partir du 04/01/94.

---

---

**K3000D (19/12/91) Droits de propriété intellectuelle**

A partir du 01/12/92, cette clause est remplacée par K3000D.

---

---

**K3001D (01/12/92) Droits de propriété intellectuelle**

Cette clause est annulée à partir du 04/01/94.

---

---

**K3001D (19/12/91) Droits de propriété intellectuelle**

A partir du 01/12/92, cette clause est remplacée par K3001D.

---

---

**Remarques :** Utiliser la clause suivante de concert avec les conditions générales 9676 ou 9601, dans un contrat qui ne comporte ni recherche ni développement, lorsqu'il est prévu que la propriété intellectuelle découlant des travaux prévus par le contrat, le cas échéant, est minimale, que le ministère client a précisé que les droits de propriété intellectuelle doivent appartenir à l'entrepreneur, et que le Canada ne souhaite pas obtenir l'autorisation d'utiliser toute propriété intellectuelle qui peut découler de l'exécution des travaux par l'entrepreneur.

Ne pas utiliser cette clause de concert avec les conditions générales 9624. La clause K3030D peut être utilisée de concert avec la présente clause lorsque le matériel créé dans le cadre de l'exécution des travaux est protégé par le droit d'auteur et que le ministère client souhaite s'assurer d'obtenir l'autorisation d'exercer tous les droits couverts par le droit d'auteur, mais qu'il ne demande pas l'autorisation d'exercer tout autre droit de propriété intellectuelle découlant des travaux prévus par le contrat.

**K3002D (10/12/04) L'entrepreneur détient les DPI: aucun droit explicite attribué au Canada par licence**

Les conditions générales sont modifiées par la suppression en entier de l'article intitulé « Droits d'auteur », lequel est remplacé par le paragraphe ci-dessous :

« Sans préjudice des droits de propriété intellectuelle ou des intérêts s'y rapportant, qui sont nés avant le contrat ou qui concernent l'information ou les données fournies par le Canada aux fins du

## K - Conditions générales - modifications

---

contrat, tous les droits de propriété intellectuelle sur tout ce qui a été conçu, développé, mis en application ou produit dans le cadre des travaux prévus par le contrat, sont immédiatement, dès leur naissance, dévolus à l'entrepreneur et lui appartiendront. »

---

**K3002D (25/05/01) L'entrepreneur détient les DPI: Aucun droit explicite attribué au Canada par licence**

A partir du 10/12/04, cette clause est remplacée par K3002D.

---

**Remarques :** Utiliser la clause suivante uniquement lorsque les renseignements originaux doivent appartenir à l'entrepreneur et que soit les conditions générales supplémentaires 9601-6, soit les conditions générales 9624 font partie du contrat.

Ajouter la clause suivante si l'entrepreneur est tenu de protéger ses droits ou ceux du Canada à l'égard de la propriété intellectuelle (habituellement lorsqu'on exige qu'il exploite la propriété intellectuelle au Canada).

**K3005D (10/12/04) Protection de la propriété intellectuelle**

L'entrepreneur prend toute mesure raisonnable pour assurer la protection des droits de propriété intellectuelle sur les renseignements originaux et, dans tous les cas, il prend au moins les mêmes mesures qu'il prend en rapport avec toute autre propriété intellectuelle similaire qui lui appartient.

---

**K3005D (25/05/01) Protection de la propriété intellectuelle**

A partir du 10/12/04, cette clause est remplacée par K3005D.

---

**Remarques :** Utiliser la clause suivante pour les achats de tous articles dont les droits de propriété sur la conception sont dévolus au Canada.

**K3006D (15/12/95) Conception - propriété du Canada**

L'entrepreneur reconnaît que les droits de propriété sur la conception des articles qui seront fabriqués, y compris tous caractères, marques et inscriptions, sont dévolus au Canada et convient de s'abstenir de fabriquer, vendre ou mettre en vente des articles de même conception, comprenant lesdits caractères, marques et inscriptions à qui ou quelque société que ce soit ne relevant pas du Canada sans en avoir obtenu du Ministre l'autorisation par écrit.

---

## K - Conditions générales - modifications

---

---

**K3010D (01/12/92) Divulgence à d'autres gouvernements**

Cette clause est annulée à partir du 04/01/94.

---

---

**K3010D (19/12/91) Divulgence à d'autres gouvernements**

A partir du 01/12/92, cette clause est remplacée par K3010D.

---

---

**Remarques : LE TEXTE DE CETTE CLAUSE DOIT FIGURER EN ENTIER DANS LES DOCUMENTS D'ACHAT.** Utiliser la clause suivante uniquement lorsque les renseignements originaux appartiennent à l'entrepreneur et que soit les conditions générales supplémentaires 9601-6, soit les conditions générales 9624 font partie du contrat.

Ajouter la clause suivante lorsque l'entrepreneur est tenu de protéger le caractère confidentiel des renseignements originaux pendant une période de temps déterminée suivant l'exécution du contrat. Cette clause pourrait s'appliquer lorsque le ministère client est disposé à accorder à l'entrepreneur les droits de propriété intellectuelle et qu'il veut éviter la publication de ces renseignements et d'en restreindre la divulgation pendant une période de temps à des fins de sécurité ou pour tout autre motif.

**K3015D (10/12/04) Renseignements originaux - confidentialité**

Durant l'exécution du contrat et, par la suite, pour une période de \_\_\_ mois, l'entrepreneur devra traiter de façon confidentielle et ne pas publier ou autrement divulguer à quiconque tout renseignement original sauf dans la mesure où cela est nécessaire à l'exécution des travaux en vertu du contrat, auquel cas l'entrepreneur devra imposer la même obligation relative au caractère confidentiel à toute personne à qui ces renseignements sont divulgués. L'obligation qui précède ne s'applique pas à des renseignements originaux qui sont publiquement disponibles auprès d'une autre source que le Canada.

---

---

**K3015D (10/12/01) Renseignements originaux - confidentialité**

A partir du 10/12/04, cette clause est remplacée par K3015D.

---

---

**Remarques :** Utiliser la clause suivante uniquement lorsque les renseignements originaux appartiennent à l'entrepreneur et que soit les conditions générales supplémentaires 9601-6, soit les conditions générales 9624 font partie du contrat.

Ajouter la clause suivante lorsque le ministère client est disposé à accorder à l'entrepreneur l'accès aux renseignements en plus des renseignements techniques appartenant au Canada qui ont été divulgués à l'entrepreneur aux fins d'exécution du contrat. S'il y a lieu, remplacer « certaines informations appartenant au Canada » par une liste d'éléments spécifiques.

## K - Conditions générales - modifications

---

### **K3020D (10/12/04) Licence concernant l'information appartenant au Canada**

Si l'exploitation commerciale ou le développement ultérieur des renseignements originaux dont les droits de propriété intellectuelle sont dévolus à l'entrepreneur en vertu de l'article 23 des conditions générales 9624 ou de l'article 03 des conditions générales supplémentaires 9601-6, selon celui de ces articles qui fait partie du contrat, demande raisonnablement l'utilisation de certaines informations appartenant au Canada, autres que celles fournies à l'entrepreneur aux fins du contrat, le Canada peut concéder à l'entrepreneur une licence à cette fin, suivant les modalités que négocieront l'entrepreneur et le ministre responsable du ministère ou de l'organisme pour lequel les travaux sont ou ont été exécutés, lesquelles modalités peuvent comprendre le versement d'une indemnité. L'entrepreneur demande, par écrit, au ministre de lui accorder cette licence et il indique les raisons pour lesquelles une telle licence est requise. Le ministre responsable du ministère ou de l'organisme pour lequel les travaux sont ou ont été exécutés répond par écrit à la demande de licence dans un délai raisonnable. Si la demande de l'entrepreneur est refusée, la réponse du ministre doit indiquer les raisons du refus.

---

---

### **K3020D (25/05/01) Licence concernant l'information appartenant au Canada**

A partir du 10/12/04, cette clause est remplacée par K3020D.

---

---

**Remarques :** Utiliser la clause suivante uniquement lorsque les renseignements originaux appartiendront à l'entrepreneur et que les conditions générales supplémentaires 9601-6 font partie du contrat.

La clause suivante peut être utilisée lorsque l'entrepreneur est engagé pour, essentiellement, produire un nouveau produit et lorsque le ministère client a décidé qu'il souhaite avoir une licence élargie concernant les droits de propriété intellectuelle sur les renseignements de base de l'entrepreneur afin de permettre le développement ultérieur de ce produit, y compris la possibilité de la production de ce produit aux fins d'utilisation par le Canada.

### **K3025D (10/12/04) Licence concernant les droits de propriété intellectuelle sur les renseignements de base (L'entrepreneur détient les DPI)**

1. L'article 05 des conditions générales supplémentaires 9601-6 est supprimé et remplacé par ce qui suit :

#### **« 05 Licence concernant les droits de propriété intellectuelle sur les renseignements de base**

1. Sans restreindre la portée de toute licence ou de tout autre droit que le Canada pourrait autrement détenir sur les renseignements de base, l'entrepreneur accorde par les présentes au Canada une licence non exclusive, perpétuelle, irrévocable, mondiale, intégralement payée et libre de redevances, qui autorise le Canada à exercer, parmi les droits de propriété intellectuelle sur les renseignements de base intégrés dans les travaux ou nécessaires pour l'exécution des travaux, ceux qui sont nécessaires pour que le Canada puisse exercer sa licence concernant les droits de propriété intellectuelle sur les renseignements originaux. L'entrepreneur s'engage, sous réserve du paragraphe 4, à mettre promptement à la disposition du Canada, pour l'une quelconque de ces fins, tout renseignement de base de cette nature (y compris, dans le cas de logiciels, le code source).
2. L'entrepreneur reconnaît que le Canada peut vouloir adjudger des contrats pour une fin prévue par le paragraphe 1 et que telles adjudications pourraient résulter d'un processus compétitif. L'entrepreneur convient que la licence du Canada se rapportant aux droits de propriété intellectuelle sur les renseignements de base comprend le droit de divulguer les renseignements de base aux soumissionnaires intéressés par tels contrats et le droit d'autoriser, par sous-licence ou autrement, tout entrepreneur engagé par le Canada à

## K - Conditions générales - modifications

---

utiliser ces renseignements, uniquement pour permettre l'exécution du contrat. Le Canada exigera des soumissionnaires et de l'entrepreneur qu'ils n'utilisent pas ni ne divulguent un quelconque renseignement de base, sauf dans la mesure nécessaire pour soumissionner le contrat ou l'exécuter.

3. Lorsque les droits de propriété intellectuelle sur les renseignements de base appartiennent à un sous-traitant de quelque échelon que ce soit, l'entrepreneur soit obtiendra de ce sous-traitant une licence permettant la conformité avec les paragraphes 1 et 2, soit demandera au sous-traitant de concéder directement au Canada les mêmes droits, en signant la formule fournie à cette fin par le Ministre, auquel cas l'entrepreneur remettra cette formule au Ministre, dûment remplie et signée par le sous-traitant, au plus tard à la date de la divulgation au Canada de ces renseignements de base.
  4. Nonobstant le paragraphe 1, la licence mentionnée dans ces paragraphes ne s'appliquera pas à un logiciel faisant l'objet de conditions de licence détaillées qui sont énoncées ailleurs dans le contrat. De plus, dans le cas d'un logiciel normalisé dans le commerce, l'obligation de l'entrepreneur de mettre promptement le code source à la disposition du Canada pour une fin décrite au paragraphe 1, ne s'applique qu'à tout code source qui est sous le contrôle de l'entrepreneur ou d'un sous-traitant, ou qui peut être obtenu par l'un d'eux. L'entrepreneur devra alors, à la demande du Canada, mettre le code source à la disposition du Canada dans un délai raisonnable et à d'autres conditions commerciales raisonnables. »
2. Le paragraphe 1 de l'article 10 des conditions générales supplémentaires 9601-6 est supprimé et remplacé par le suivant :
- « **10 Renonciation aux droits moraux**
1. L'entrepreneur fournira au Canada, soit à l'achèvement des travaux soit à telle autre date que pourra indiquer le Ministre, une renonciation écrite permanente aux droits moraux (expression définie dans la *Loi sur le droit d'auteur*, L.R. 1985, ch. C-42), dans une forme acceptable pour le Ministre, de la part de chaque auteur qui contribue aux renseignements originaux qui font l'objet d'une protection par droit d'auteur et qui doivent être livrés au Canada en vertu des modalités du contrat. »

---

**K3025D (10/12/01) Licence concernant les droits de propriété intellectuelle sur les renseignements de base (L'entrepreneur détient les DPI)**

A partir du 10/12/04, cette clause est remplacée par K3025D.

---

**Remarques :** Utiliser la clause suivante de concert avec les conditions générales 9676 ou 9601, et avec la clause K3002D, dans un contrat qui ne comporte pas de recherche et de développement, lorsqu'il est prévu que la propriété intellectuelle découlant des travaux prévus par le contrat, le cas échéant, est négligeable.

La clause suivante peut être utilisée de concert avec la clause K3002D lorsque le ministère client souhaite s'assurer d'obtenir l'autorisation d'exercer tous les droits couverts par le droit d'auteur, le cas échéant, dans une oeuvre protégée par le droit d'auteur découlant de l'exécution du contrat par l'entrepreneur, mais qu'il ne demande pas l'autorisation d'exercer tout autre droit de propriété intellectuelle découlant des travaux prévus par le contrat.

Ne pas utiliser cette clause de concert avec les conditions générales 9624.

## K - Conditions générales - modifications

---

### **K3030D (10/12/04) Licence concernant le matériel protégé par des droits d'auteur**

1. Dans cette clause, le terme « matériel » comprend tout ce qui est développé ou créé par l'entrepreneur dans le cadre des travaux prévus au contrat, et qui est protégé par des droits d'auteur.
2. L'entrepreneur accorde au Canada, par les présentes, une licence non exclusive, perpétuelle, irrévocable, de portée mondiale, entièrement payée et libre de redevances pour exercer tous les droits couverts par le droit d'auteur sur le matériel à des fins publiques.
3. Les droits d'auteur sur la traduction du matériel faite par le Canada ou en son nom appartiendront au Canada.
4. Le Canada peut employer des entrepreneurs indépendants dans l'exercice de sa licence stipulée dans cette clause.
5. Le Canada reproduit l'avis du droit d'auteur de l'entrepreneur, s'il en est, sur toutes les copies du matériel, et le Canada reconnaît, sur toutes les copies des traductions du matériel faites par le Canada ou en son nom, que l'entrepreneur détient la propriété du droit d'auteur sur l'oeuvre originale.
6. Aucune autre restriction que celles indiquées dans cet article ne s'applique à l'utilisation, par le Canada, des copies du matériel ou des versions traduites du matériel.
7. À la demande du Ministre, l'entrepreneur fournit au Canada, soit à l'achèvement des travaux soit à telle autre date que pourra indiquer le Ministre, une renonciation écrite permanente aux droits moraux, dans une forme acceptable pour le Ministre, de la part de chaque auteur qui a contribué au matériel.
8. Si l'entrepreneur est un auteur du matériel, il renonce par les présentes en permanence à ses droits moraux se rapportant au matériel.

---

### **K3030D (25/05/01) Licence concernant le matériel protégé par des droit d'auteur**

A partir du 10/12/04, cette clause est remplacée par K3030D.

---

**Remarques : LE TEXTE DE CETTE CLAUSE DOIT FIGURER EN ENTIER DANS LES DOCUMENTS D'ACHAT.** Utiliser la clause suivante dans les contrats dans le cadre desquels l'entrepreneur demande un droit de publication, à la condition d'avoir obtenu l'accord de l'autorité technique.

Utiliser la clause suivante lorsque le Canada n'attribuera aucun droit de plus grande portée, mais lorsqu'il est prêt à accorder une licence à l'entrepreneur (avec le droit d'accorder une sous-licence à l'auteur) pour publier ou faire publier les « œuvres protégées ». Cette clause n'est pas requise si l'entrepreneur obtient les droits de propriété intellectuelle.

### **K3053C (14/05/04) Droits de publication**

1. Dans cet article :
  - a) l'expression « œuvre protégée » signifie toute œuvre à laquelle peut s'attacher un droit d'auteur créé pendant l'exécution du contrat ou qui en résulte;



## K - Conditions générales - modifications

---

- b) les expressions « publication » ou « publier » ne comprennent pas une divulgation à un directeur ou à un évaluateur académique uniquement pour des fins d'évaluation académique.
2. L'entrepreneur jouit d'une licence non exclusive et libre de redevances l'autorisant notamment à accorder une sous-licence à l'auteur et à publier ou à faire publier toute œuvre protégée dans le cadre de la diffusion ordinaire des connaissances dans le domaine auquel elle se rapporte, mais il ne doit publier ou faire publier aucune œuvre protégée pendant l'exécution du contrat ni au cours d'une période subséquente de \_\_\_\_ ( ) \_\_\_\_ sans le consentement préalable écrit du ministre.
3. Toute œuvre protégée publiée par l'entrepreneur, par l'auteur ou en leur nom respectif, doit être accompagnée d'une attestation selon laquelle l'œuvre a été exécutée en vertu du contrat avec le Canada, sauf avis contraire du ministre.

---

**Remarques : LE TEXTE DE CETTE CLAUSE DOIT FIGURER EN ENTIER DANS LES DOCUMENTS D'ACHAT.** Utiliser la clause suivante dans tous les appels d'offres dans lesquels le ministère client a décidé que le Canada détiendra tout droit de propriété intellectuelle découlant des travaux visés par le contrat. L'agent de négociation des contrats insérera le nom du ministère ou organisme client et au moins l'un des motifs suivants justifiant le titre du Canada, motif que lui indiquera le ministère ou l'organisme client (ne pas inclure le numéro de l'exception) :

- (6.1) la sécurité nationale;
- (6.2) les lois, la réglementation ou les obligations antérieures du Canada envers un tiers ou des tiers empêchent que l'on consente à ce que l'entrepreneur soit propriétaire des droits de propriété intellectuelle sur les renseignements originaux;
- (6.3) l'entrepreneur a déclaré par écrit qu'il ne souhaite pas être propriétaire des droits de propriété intellectuelle sur les renseignements originaux;
- (6.4.1) l'objet principal du contrat ou des biens livrables en vertu du contrat est de générer des connaissances et une information pour diffusion dans le public;
- (6.4.2) l'objet principal du contrat ou des biens livrables en vertu du contrat est d'accroître un ensemble existant de droits du Canada sur des renseignements de base, comme condition préalable de leur transfert prévu au secteur privé, par voie de licence ou de cession en faveur d'une autre personne, aux fins d'une exploitation commerciale;
- (6.4.3) l'objet principal du contrat ou des biens livrables en vertu du contrat est la livraison d'un composant ou d'un sous-système qui sera intégré ultérieurement dans un système complet, comme condition préalable au transfert prévu du système complet au secteur privé, par voie de licence ou de cession, aux fins d'une exploitation commerciale;
- (6.5) le Canada a choisi de détenir les droits de propriété intellectuelle sur tout matériel protégé par un droit d'auteur, qui est créé ou conçu aux fins d'exécution des travaux prévus au contrat, à l'exception des logiciels ou des documents se rapportant à tels logiciels.

**K3200T (30/05/03) Fondement du titre du Canada sur les droits de propriété intellectuelle**

Le \_\_\_\_ a déterminé que tout droit de propriété intellectuelle découlant de l'exécution des travaux prévus par le contrat sera dévolu au Canada, pour les motifs suivants \_\_\_\_.

## K - Conditions générales - modifications

---

---

**K3200T (25/05/01) Fondement du titre du Canada sur les droits de propriété intellectuelle**

A partir du 30/05/03, cette clause est remplacée par K3200T.

---

---

**K3300D (01/12/92) Droits de propriété intellectuelle**

Cette clause est annulée à partir du 04/01/94.

---

---

**K3300D (19/12/91) Droits de propriété intellectuelle**

A partir du 01/12/92, cette clause est remplacée par K3300D.

---

---

**K3301D (01/12/92) Droits de propriété intellectuelle**

Cette clause est annulée à partir du 04/01/94.

---

---

**K3301D (19/12/91) Droits de propriété intellectuelle**

A partir du 01/12/92, cette clause est remplacée par K3301D.

---

---

**K3302D (01/12/92) Droit de propriété intellectuelle**

Cette clause est annulée à partir du 04/01/94.

---

---

**Remarques :** Utiliser la clause suivante lorsque le Canada doit être le propriétaire des renseignements originaux et que les conditions générales supplémentaires 9601-7 font partie du contrat, si le Canada est disposé, au moment du contrat, à considérer la possibilité d'accorder à l'entrepreneur une licence autorisant celui-ci à exercer les droits de propriété intellectuelle sur les renseignements originaux appartenant au Canada.

## K - Conditions générales - modifications

---

L'article 9.1 de la Politique concernant les droits de propriété intellectuelle (DPI) prévoit que le Canada ne doit pas indûment refuser d'accorder une licence à l'entrepreneur pour permettre à celui-ci d'utiliser les renseignements originaux.

L'article 9.2 de la Politique concernant les DPI prévoit que, lorsque le motif qui a été invoqué pour justifier le titre du Canada sur les droits de propriété intellectuelle sur les renseignements originaux était l'un ou l'autre des motifs suivants :

1. l'objet principal du contrat ou des biens livrables en vertu du contrat est d'accroître un ensemble existant de droits du Canada sur des renseignements de base, comme condition préalable de leur transfert prévu au secteur privé ultérieurement, par voie de licence ou de cession en faveur d'une autre personne, aux fins d'une exploitation commerciale;
2. l'objet principal du contrat ou des biens livrables en vertu du contrat est la livraison d'un composant ou d'un sous-système qui sera intégré ultérieurement dans un système complet, comme condition préalable au transfert prévu du système complet au secteur privé, par voie de licence ou de cession, aux fins d'une exploitation commerciale;

alors, lorsque le Canada accorde une licence se rapportant aux renseignements originaux, la licence doit être libre de redevances. La clause suivante s'applique dans ce cas.

**K3305D (10/12/04) Licence concernant les droits de propriété intellectuelle sur les renseignements originaux (libre de toute redevance)**

1. Sous réserve du paragraphe 2 ci-dessous, si l'entrepreneur souhaite faire usage de renseignements originaux en vue de leur exploitation commerciale ou de leur développement ultérieur, alors l'entrepreneur peut présenter au ministre responsable du ministère ou organisme pour lequel les travaux sont ou ont été exécutés une demande écrite en vue d'obtenir une licence sur ces renseignements originaux. Cette demande doit être présentée dans les trente (30) jours qui suivent la fin des travaux. L'entrepreneur expliquera à ce ministre les raisons pour lesquelles une telle licence est requise. Ledit ministre répondra par écrit à la demande dans un délai raisonnable. Si la demande est refusée, la réponse indiquera les motifs du refus. Si le ministre responsable du ministère ou organisme pour lequel les travaux sont ou ont été exécutés accepte d'accorder une telle licence, la licence sera accordée selon des modalités que négocieront l'entrepreneur et le ministre.
2. Si les travaux visés par le contrat comportent l'élaboration d'une base de données ou d'une autre compilation utilisant l'information ou des données fournies par le Canada ou des renseignements personnels (au sens de la *Loi sur la protection des renseignements personnels*, (L.R.C. (1985), ch. P-21) recueillis par l'entrepreneur dans le cadre des travaux, alors la licence mentionnée au paragraphe 1 se limite aux droits de propriété intellectuelle sur les renseignements originaux qui peuvent faire l'objet d'une exploitation commerciale sans l'utilisation de l'information ou des données ou des renseignements personnels.

---

**K3305D (25/05/01) Licence concernant les droits de propriété intellectuelle sur les renseignements originaux (libre de toute redevance)**

A partir du 10/12/04, cette clause est remplacée par K3305D.

---

**Remarques :** Utiliser la clause suivante lorsque le Canada doit être le propriétaire des renseignements originaux, si la Couronne est disposée, au moment du contrat, à considérer la possibilité d'accorder à l'entrepreneur une licence autorisant celui-ci à exercer les droits de propriété intellectuelle sur les renseignements originaux appartenant au Canada, suivant des modalités qui pourraient comprendre le paiement de redevances par l'entrepreneur.

## K - Conditions générales - modifications

---

L'article 9.1 de la Politique concernant les droits de propriété intellectuelle (DPI) prévoit que la Couronne ne doit pas indûment refuser d'accorder une licence à l'entrepreneur pour permettre à celui-ci d'utiliser les renseignements originaux. Lorsque le ministère-client invoque une exception prévue dans la Politique concernant les DPI pour que les droits de propriété intellectuelle sur les renseignements originaux appartiennent au Canada, autres que les exceptions visées par les sous-paragraphes 6.4.2 ou 6.4.3 de la Politique concernant les DPI ou, dans les cas, où les sous-paragraphes 6.4.2 ou 6.4.3 de la Politique concernant les DPI ont été invoqués par la Couronne, mais qu'une licence doit être accordée à l'entrepreneur dans le cadre du transfert du produit final ou du système complet au secteur privé, alors la clause suivante peut être utilisée.

**K3306D (25/05/01) Licence concernant les droits de propriété intellectuelle sur les renseignements originaux (Redevances possibles)**

1. Sous réserve du paragraphe 2 ci-dessous, si l'entrepreneur souhaite faire usage des renseignements originaux en vue de leur exploitation commerciale ou de leur développement ultérieur, alors l'entrepreneur peut présenter au ministre responsable du ministère ou organisme pour lequel les travaux sont ou ont été exécutés une demande écrite en vue d'obtenir une licence sur ces renseignements originaux. Cette demande doit être présentée dans les trente (30) jours qui suivent la fin des travaux. L'entrepreneur expliquera à ce ministre les raisons pour lesquelles une telle licence est requise. Ledit ministre répondra par écrit à la demande dans un délai raisonnable. Si la demande est refusée, la réponse indiquera les motifs du refus. Si le ministre responsable du ministère ou organisme pour lequel les travaux sont ou ont été exécutés accepte d'accorder une telle licence, la licence sera accordée selon des modalités que négocieront l'entrepreneur et le ministre. Il est entendu que ces modalités peuvent prévoir le paiement d'une indemnité au Canada.
2. Si les travaux visés par le contrat comportent l'élaboration d'une base de données ou d'une autre compilation utilisant l'information ou des données fournies par le Canada ou des renseignements personnels (au sens de la *Loi sur la protection des renseignements personnels*, (L.R.C. (1985), ch. P-21)) recueillis par l'entrepreneur dans le cadre des travaux, alors la licence mentionnée au paragraphe 1 se limite aux droits de propriété intellectuelle sur les renseignements originaux qui peuvent faire l'objet d'une exploitation commerciale sans l'utilisation de l'information ou des données ou des renseignements personnels.

---

**Remarques :** Utiliser la clause suivante uniquement lorsque le Canada doit détenir les droits de propriété intellectuelle sur les renseignements originaux en vertu des modalités du contrat.

La clause suivante peut être utilisée lorsque le Canada doit détenir les droits de propriété intellectuelle sur les renseignements originaux, mais que le Canada est disposé à concéder à l'entrepreneur une licence autorisant celui-ci à exercer les droits en question.

Ajouter la clause suivante si l'entrepreneur ne doit pas être autorisé à accorder une sous-licence pour l'utilisation des renseignements originaux.

**K3310D (25/05/01) L'entrepreneur n'a pas le droit d'accorder une sous-licence**

L'entrepreneur n'a pas le droit d'autoriser, par sous-licence ou autrement, quiconque à exercer l'un quelconque des droits de propriété intellectuelle sur les renseignements originaux.

---

## K - Conditions générales - modifications

---

**K3310D (01/12/00) Aucun droit d'accorder une sous-licence**

A partir du 25/05/01, cette clause est remplacée par K3310D.

---

**Remarques :** Utiliser la clause suivante lorsque le Canada sera propriétaire des renseignements originaux en vertu des conditions générales supplémentaires 9601-7 ou de la clause K3410D, que la clause K3305D ou K3306D est utilisée et que le ministère client est disposé, au moment du contrat, à accorder à l'entrepreneur l'accès de l'information appartenant au Canada, pour faciliter le développement ultérieur ou l'exploitation commerciale des renseignements originaux par l'entrepreneur, lorsque ce développement et cette exploitation commerciale sont permises en vertu d'une licence accordée par le Canada. Une telle licence autorisant l'entrepreneur à utiliser l'information appartenant au Canada serait négociée séparément entre le Canada et l'entrepreneur, aux fins de l'exploitation commerciale des renseignements originaux.

Le cas échéant, remplacer l'expression « d'information appartenant au Canada » par une liste d'éléments précis sur lesquels le Canada pourrait être disposé à accorder une licence à l'entrepreneur.

**K3315D (10/12/04) Licence concernant les droits de propriété intellectuelle sur l'information appartenant au Canada**

Si l'entrepreneur souhaite faire usage d'information appartenant au Canada aux fins de l'exploitation commerciale ou du développement ultérieur des renseignements originaux, et lorsque le Canada a accordé ou accorde une licence concernant les droits de propriété intellectuelle sur les renseignements originaux à de telles fins, alors l'entrepreneur peut présenter, au ministre responsable du ministère ou organisme pour lequel les travaux sont exécutés ou ont été exécutés, une demande écrite en vue d'obtenir une licence l'autorisant à exercer les droits requis de propriété intellectuelle sur cette information appartenant au Canada. L'entrepreneur indiquera à ce ministre les raisons pour lesquelles une telle licence est requise. Le ministre répondra par écrit à la demande de licence dans un délai raisonnable. Si le ministre responsable du ministère pour lequel les travaux sont exécutés ou ont été exécutés accepte d'accorder une telle licence, la licence sera accordée selon des modalités que négocieront l'entrepreneur et ce ministre. Il est entendu que les modalités pourront prévoir le paiement d'une indemnité au Canada.

---

**K3315D (25/05/01) Licence concernant les droits de propriété sur l'information appartenant au Canada**

A partir du 10/12/04, cette clause est remplacée par K3315D.

---

**Remarques :** Utiliser la clause suivante lorsque l'entrepreneur est engagé pour, essentiellement, produire un nouveau produit et lorsque le ministère responsable a décidé qu'il souhaite avoir une licence élargie concernant les droits de propriété intellectuelle sur les renseignements de base de l'entrepreneur afin de permettre le développement ultérieur de ce produit, y compris la possibilité de la production de ce produit aux fins d'utilisation par le Canada.

**K3320D (10/12/04) Licence concernant les droits de propriété intellectuelle sur les renseignements de base**

L'article 04 des conditions générales supplémentaires 9601-7 est supprimé et remplacé par ce qui suit :

« 04 Licence concernant les droits de propriété intellectuelle sur les renseignements de base

## K - Conditions générales - modifications

---

1. Sans restreindre la portée de toute licence ou de tout autre droit que le Canada pourrait autrement détenir sur les renseignements de base, l'entrepreneur accorde par les présentes au Canada une licence non exclusive, perpétuelle, irrévocable, mondiale, intégralement payée et libre de redevances, qui autorise le Canada à exercer, parmi les droits de propriété intellectuelle sur les renseignements de base intégrés dans les travaux ou nécessaires pour l'exécution des travaux, ceux qui sont nécessaires pour que le Canada puisse exercer ses droits de propriété intellectuelle sur les renseignements originaux. L'entrepreneur s'engage, sous réserve du paragraphe 4, à mettre promptement à la disposition du Canada, pour l'une quelconque de ces fins, tout renseignement de base de cette nature (y compris, dans le cas de logiciels, le code source).
2. L'entrepreneur reconnaît que le Canada peut vouloir adjudger des contrats pour une fin prévue par le paragraphe 1 et que telles adjudications pourraient résulter d'un processus compétitif. L'entrepreneur convient que la licence du Canada se rapportant aux droits de propriété intellectuelle sur les renseignements de base comprend le droit de divulguer les renseignements de base aux soumissionnaires intéressés par tels contrats et le droit d'autoriser, par sous-licence ou autrement, tout entrepreneur engagé par le Canada à utiliser ces renseignements, uniquement pour permettre l'exécution du contrat. Le Canada exigera des soumissionnaires et de l'entrepreneur qu'ils n'utilisent pas ni ne divulguent un quelconque renseignement de base, sauf dans la mesure nécessaire pour soumissionner le contrat ou l'exécuter.
3. Lorsque les droits de propriété intellectuelle sur les renseignements de base appartiennent à un sous-traitant de quelque échelon que ce soit, l'entrepreneur soit obtiendra de ce sous-traitant une licence permettant la conformité avec les paragraphes 1 et 2, soit demandera au sous-traitant de concéder directement au Canada les mêmes droits, en signant le formulaire fourni à cette fin par le Ministre, auquel cas l'entrepreneur remettra ce formulaire au Ministre, dûment remplie et signée par le sous-traitant, au plus tard à la date de la divulgation au Canada de ces renseignements de base.
4. Nonobstant le paragraphe 1, la licence mentionnée dans ces paragraphes ne s'appliquera pas à un logiciel faisant l'objet de conditions de licence détaillées qui sont énoncées ailleurs dans le contrat. De plus, dans le cas d'un logiciel normalisé dans le commerce, l'obligation de l'entrepreneur de mettre promptement le code source à la disposition du Canada pour une fin décrite au paragraphe 1, ne s'applique qu'à tout code source qui est sous le contrôle de l'entrepreneur ou d'un sous-traitant, ou qui peut être obtenu par l'un d'eux. L'entrepreneur devra alors, à la demande du Canada, mettre le code source à la disposition du Canada dans un délai raisonnable et à d'autres conditions commerciales raisonnables. »

---

**K3320D (10/12/01) Licence concernant les droits de propriété intellectuelle sur les renseignements de base**

A partir du 10/12/04, cette clause est remplacée par K3320D.

---

**K3400D (01/12/00) Substitution des conditions d'une propriété intellectuelle**

Cette clause est annulée à partir du 10/12/04.

## K - Conditions générales - modifications

---

**K3400D (04/01/94) Substitution des conditions d'une propriété intellectuelle**

A partir du 01/12/00, cette clause est remplacée par K3400D.

---

**K3405D (25/05/01) Licence - renseignements originaux - modification**

Cette clause est annulée à partir du 14/05/04.

---

**K3405D (01/12/00) Licence - renseignements originaux - modification**

A partir du 25/05/01, cette clause est remplacée par K3405D.

---

**Remarques :** Utiliser la clause suivante de concert avec les conditions générales 9624, « Conditions générales - Recherche et développement », lorsque le Canada détient les renseignements originaux.

**K3410D (30/05/03) Le Canada détient les droits de propriété intellectuelle sur les renseignements originaux**

1. Les conditions générales 9624, « Conditions générales - Recherche et développement », sont modifiées par la suppression des articles intitulés « L'entrepreneur détient les droits de propriété intellectuelle sur les renseignements originaux », « Licence concernant les droits de propriété intellectuelle sur les renseignements originaux », « Licence concernant les droits de propriété intellectuelle sur les renseignements de base », « Droit d'accorder une licence », « Transfert des droits de propriété intellectuelle sur les renseignements originaux », « Vente, cession, transfert ou octroi de licence concernant les droits de propriété intellectuelle sur les renseignements originaux », « Accès à l'information; exception aux droits de l'entrepreneur » et le paragraphe 22(2) de l'article intitulé « Divulgarion des renseignements originaux ». Le présent article les remplace.

**[Le Canada détient les droits de propriété intellectuelle sur les renseignements originaux]**

2. Sans préjudice des droits de propriété intellectuelle, ou des intérêts dans de tels droits, qui sont nés avant le contrat, tous les droits de propriété intellectuelle sur les renseignements originaux seront, dès leur naissance, dévolus au Canada et lui appartiendront. L'entrepreneur n'aura aucun droit à de tels droits de propriété intellectuelle sur les renseignements originaux, sauf le droit qui pourra lui être conféré par écrit par le Canada.
3. L'entrepreneur intégrera dans tout renseignement original qui fait l'objet d'un droit d'auteur, quelle que soit la forme dans lequel il est consigné ou le support sur lequel il est consigné, l'un ou l'autre du symbole de droit d'auteur et de l'avis de droit d'auteur suivant :
  - © SA MAJESTÉ LA REINE DU CHEF DU CANADA (année)  
ou
  - © HER MAJESTY THE QUEEN IN RIGHT OF CANADA (year)
4. a) Il est entendu que si les travaux visés par le contrat comportent l'élaboration d'une base de données ou autre compilation de renseignements au moyen de l'utilisation de

## K - Conditions générales - modifications

---

l'information ou des données fournies par le Canada ou des renseignements personnels mentionnés à l'alinéa b), alors l'entrepreneur convient de n'utiliser ou de ne divulguer ces informations, données ou renseignements personnels que pour l'achèvement des travaux visés par le contrat, et convient de ne procéder à aucun retrait de ces informations, données ou renseignements personnels, à l'exception de leur remise au Canada. L'entrepreneur doit se conformer aux Conditions générales du contrat en ce qui concerne l'obligation de garder secret ces informations, données ou renseignements personnels. Dès l'achèvement ou la résiliation du contrat ou dès que le Ministre l'exige, l'entrepreneur doit remettre au Canada, à moins de stipulation contraire expresse dans le contrat, ces informations, données ou renseignements personnels ainsi que toute copie, ébauche, document de travail et note qui les contiennent.

- b) Sans que soit restreinte la généralité de l'alinéa 4. a), il est entendu que si les travaux visés par le contrat comportent la collecte de renseignements personnels au sens de la *Loi sur la protection des renseignements personnels*, (L.R. 1985, ch. P-21), alors tous les droits de propriété intellectuelle sur ces renseignements personnels et le droit de propriété sur ces renseignements personnels sont, dès la collecte de ceux-ci par l'entrepreneur, dévolus au Canada, et l'entrepreneur n'a aucun droit ou intérêt sur ceux-ci.
5. L'entrepreneur signe les actes de cession ou les autres documents se rapportant aux droits de propriété intellectuelle sur les renseignements originaux que le ministre responsable du ministère ou organisme pour lequel les travaux sont exécutés ou ont été exécutés pourra exiger; l'entrepreneur fournit à ce ministre, aux frais du Canada, toute l'aide raisonnable dans la préparation et l'acheminement de toute demande d'enregistrement de droits de propriété intellectuelle, dans toute juridiction, y compris l'aide de l'inventeur s'il s'agit d'inventions.

### [Licence concernant des droits de propriété intellectuelle sur les renseignements de base]

6. Sans restreindre la portée de toute licence ou de tout autre droit que le Canada pourrait autrement détenir sur les renseignements de base, l'entrepreneur accorde par les présentes au Canada une licence non exclusive, perpétuelle, irrévocable, mondiale, intégralement payée et libre de redevances, qui autorise le Canada à exercer, parmi les droits de propriété intellectuelle sur les renseignements de base intégrés dans les travaux ou nécessaires pour l'exécution des travaux, ceux qui sont nécessaires pour que le Canada puisse exercer ses droits de propriété intellectuelle sur les renseignements originaux. L'entrepreneur s'engage, sous réserve du paragraphe 9, à mettre promptement à la disposition du Canada, pour l'une quelconque de ces fins, tout renseignement de base de cette nature (y compris, dans le cas de logiciels, le code source).
7. L'entrepreneur reconnaît que le Canada peut vouloir adjudger des contrats pour une fins prévue par le paragraphe 6 et que telles adjudications pourraient résulter d'un processus compétitif. L'entrepreneur convient que la licence du Canada se rapportant aux droits de propriété intellectuelle sur les renseignements de base comprend le droit de divulguer les renseignements de base aux soumissionnaires intéressés par tels contrats et le droit d'autoriser, par sous-licence ou autrement, tout entrepreneur engagé par le Canada à utiliser ces renseignements, uniquement pour permettre l'exécution du contrat. Le Canada exigera des soumissionnaires et de l'entrepreneur qu'ils n'utilisent pas ni ne divulguent un quelconque renseignement de base, sauf dans la mesure nécessaire pour soumissionner le contrat ou l'exécuter.
8. Lorsque les droits de propriété intellectuelle sur les renseignements de base appartiennent à un sous-traitant de quelque échelon que ce soit, l'entrepreneur soit obtiendra de ce sous-traitant une licence permettant la conformité avec les paragraphes 6 et 7, soit demandera au sous-traitant d'accorder directement au Canada les mêmes droits, en signant la formule fournie à cette fin par le Ministre, auquel cas l'entrepreneur remettra cette formule au Ministre, dûment remplie et signée par le sous-traitant, au plus tard à la date de la divulgation au Canada de ces renseignements de base.
9. Nonobstant le paragraphe 6, la licence mentionnée dans ces paragraphes ne s'appliquera pas à un logiciel faisant l'objet de conditions de licence détaillées qui sont énoncées ailleurs dans le contrat. De plus, dans le cas d'un logiciel normalisé dans le commerce, l'obligation de l'entrepreneur de mettre promptement le code source à la disposition du Canada pour une fin décrite au paragraphe 6, ne s'applique qu'à tout code source qui est sous le contrôle de l'entrepreneur ou d'un sous-traitant, ou qui peut être obtenu par l'un d'eux. L'entrepreneur devra alors, à la demande du Canada, mettre le code source à la disposition du Canada dans un délai raisonnable et à d'autres conditions commerciales raisonnables.

### [Droit d'accorder une licence]



## K - Conditions générales - modifications

---

10. L'entrepreneur déclare et garantit qu'il a, ou l'entrepreneur doit obtenir sans délai, le droit de concéder au Canada la licence qui autorise le Canada à exercer les droits de propriété intellectuelle sur les renseignements de base selon ce que requiert le contrat.

**[Accès à l'information; exception aux droits de l'entrepreneur]**

11. Sous réserve de la *Loi sur l'accès à l'information*, L.R. 1985, ch. A-1, et sous réserve des droits du Canada selon le contrat de communiquer ou de divulguer, le Canada ne pourra communiquer ou divulguer en dehors du gouvernement du Canada un renseignement de base qui a été donné au Canada en vertu du contrat et qui constitue une information confidentielle ou un secret industriel de l'entrepreneur ou d'un sous-traitant.
12. Les présentes modalités n'ont pas pour effet de limiter le droit du Canada d'exercer les droits de propriété intellectuelle sur des renseignements de base, ou de divulguer des renseignements de base, dans la mesure où ces renseignements :
- a) font partie ou viennent à faire partie du domaine public, ou dans la mesure où l'entrepreneur ne bénéficie pas ou cesse de bénéficier d'une protection conférée à cette information par des droits de propriété intellectuelle, en vertu des dispositions législatives ou des règles de droit (mais autrement qu'en vertu des modalités du contrat), pour toute raison, notamment parce que le Canada a utilisé ou divulgué des biens livrables selon le contrat à une fin quelconque qui n'est pas expressément exclue par le contrat;
  - b) sont ou deviennent connus du Canada d'une source autre que l'entrepreneur, sauf d'une source dont le Canada sait qu'elle est tenue envers l'entrepreneur de ne pas divulguer l'information;
  - c) sont développés indépendamment par ou pour le Canada;
  - d) sont divulgués par l'effet d'une exigence législative ou par l'effet d'une ordonnance rendue par une cour de justice ou un autre tribunal compétent.

---

**K3410D (10/12/01) Le Canada détient les droits de propriété intellectuelle sur les renseignements originaux**

A partir du 30/05/03, cette clause est remplacée par K3410D.

---

**Remarques : LE TEXTE DE CETTE CLAUSE DOIT FIGURER EN ENTIER DANS LES DOCUMENTS**

**D'ACHAT.** Utiliser la clause suivante lorsque l'entrepreneur est tenu d'exploiter, au Canada, les droits de propriété intellectuelle sur les renseignements originaux. En y apportant certains changements mineurs et certaines suppressions, la présente clause peut également être utilisée pour exiger qu'il y ait, au Canada ou ailleurs, une exploitation commerciale dans un certain délai précis. Consulter les Services juridiques en ce qui concerne l'opportunité d'inclure cette clause.

**NOTE IMPORTANTE :** La clause suivante intitulée « Exploitation commerciale au Canada » ne doit pas être utilisée dans un marché d'approvisionnement de biens ou de services qui est subordonné à l'application des règles sur les marchés publics de l'Accord sur les marchés publics de l'Organisation mondiale du commerce (AMP-OMC) ou de l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA). Toute utilisation de cette disposition qui n'est pas interdite en vertu de l'AMP-OMC ou de l'ALENA doit être adaptée aux circonstances spécifiques de la situation, car la clause peut être difficile à appliquer ou elle peut imposer des restrictions peu pratiques sur l'exploitation commerciale par l'entrepreneur et ainsi aboutir à la non-exploitation des droits de propriété intellectuelle par l'entrepreneur. De plus, l'utilisation de cette clause nécessitera un contrôle continu de la part du ministère-client.

## K - Conditions générales - modifications

**K3415D (25/05/01) Exploitation commerciale au Canada**

1. En contrepartie des droits de propriété intellectuelle sur les renseignements originaux, l'entrepreneur s'engage à ce que la fabrication d'un produit qui intègre un renseignement original ou qui en découle se fasse en grande partie au Canada et que la prestation d'un service qui intègre un renseignement original ou qui en découle soit en grande partie rendue à partir du Canada et que tel produit ou tel service soit mis en marché et vendu dans les \_\_\_\_ mois suivant le paiement final versé en vertu du contrat à l'entrepreneur.
2. L'entrepreneur s'est acquitté de l'obligation que lui impose le paragraphe 1. relativement à un renseignement original si le produit fabriqué en grande partie au Canada ou le service rendu en grande partie à partir du Canada qui contient ce renseignement original ou qui en découle est mis en vente par l'entrepreneur, son bénéficiaire d'un transfert, son cessionnaire ou titulaire de licence et qu'au moins une vente à une personne à distance a été effectuée (autre que la vente par un cessionnaire, un bénéficiaire de transfert ou un titulaire de licence à l'entrepreneur ou l'inverse). Le ministre responsable du ministère ou de l'organisme pour lequel les travaux sont ou ont été effectués peut accepter d'autres éléments de preuve pouvant attester que l'entrepreneur s'est acquitté de ladite obligation. Lorsque l'entrepreneur s'est acquitté de son obligation relativement à un renseignement original, l'obligation cesse de s'appliquer à cette partie des renseignements originaux.
3. Si, \_\_\_\_ mois avant la fin de la période précisée au paragraphe 1, l'entrepreneur ne s'est pas encore acquitté de l'obligation relative à un renseignement original de mettre en marché et de vendre un produit ou un service dans la période précisée audit paragraphe, l'entrepreneur remet immédiatement au ministre responsable du ministère ou de l'organisme pour lequel les travaux sont ou ont été effectués un rapport contenant les renseignements suivants :
  - a) une description des efforts déjà fournis ou qui le seront par l'entrepreneur, son bénéficiaire de transfert, cessionnaire ou titulaire de licence pour s'acquitter de l'obligation;
  - b) les motifs pour lesquels l'entrepreneur ne s'est pas acquitté de l'obligation.
4. À la fin de la période précisée au paragraphe 1., si le ministre responsable du ministère ou de l'organisme pour lequel les travaux sont ou ont été effectués est convaincu que les renseignements originaux peuvent faire l'objet d'une exploitation commerciale au Canada mais que :
  - a) soit l'entrepreneur (son cessionnaire, bénéficiaire de transfert ou titulaire de licence) n'est pas en mesure de la réaliser,
  - b) soit l'entrepreneur n'a pas pris tous les moyens raisonnables pour s'acquitter de l'obligation,ce ministre peut appliquer l'une ou l'autre des mesures de redressement décrites au paragraphe 6. Si ce ministre est convaincu que la valeur éventuelle pour le Canada de l'exploitation commerciale des renseignements originaux le justifie, ce ministre peut accorder à l'entrepreneur un délai plus long pour s'acquitter de l'obligation. Dans tous les autres cas, l'obligation cesse de s'appliquer à cette partie des renseignements originaux.
5. L'entrepreneur convient que l'une ou l'autre des circonstances décrites ci-dessous qui ont des répercussions sur une partie des renseignements originaux constitue un manquement à l'obligation de l'entrepreneur qui autorise le ministre à décider, relativement à cette partie des renseignements originaux, d'exiger les dommages-intérêts conventionnels prévus au contrat à l'occasion d'un tel manquement (le cas échéant) ou, sous réserve de toute autre mesure de redressement disponible selon la loi et les règles de droit ou aux termes du contrat, d'imposer une mesure de redressement prévue au paragraphe 6 :
  - a) l'entrepreneur ou une filiale, un sous-traitant ou un mandataire de l'entrepreneur fabrique, à l'extérieur du Canada, un produit qui intègre un renseignement original ou qui en découle alors que ce même produit n'est pas également fabriqué en grande partie au Canada ou fournit, à partir d'un endroit situé à l'extérieur du Canada, un service qui intègre un renseignement original ou qui en découle alors que ce service n'est pas également fourni en grande partie à partir du Canada;

## K - Conditions générales - modifications

---

- b) par suite d'un acte ou une omission, direct ou indirect, sciemment ou par négligence, de l'entrepreneur ou de son employé ou sous-traitant (y compris la vente ou la cession du renseignement original ou l'octroi d'une licence ou d'une autre autorisation visant l'utilisation du renseignement original) une personne, personne morale ou autre organisme est en mesure de fabriquer, à l'extérieur du Canada, un produit qui intègre le renseignement original ou qui en découle alors que ce produit n'est pas fabriqué en grande partie au Canada ou est en mesure de fournir à partir d'un endroit situé à l'extérieur du Canada un service qui intègre le renseignement original ou qui en découle alors que ce service n'est pas fourni également en grande partie à partir du Canada;
  - c) l'entrepreneur, son bénéficiaire de transfert ou son cessionnaire ou des intérêts majoritaires de l'entrepreneur, de son cessionnaire ou bénéficiaire de transfert est acquis par une personne qui ne réside pas au Canada ou par une personne morale ou un organisme dirigé d'un endroit situé à l'extérieur du Canada et que cette personne, personne morale ou autre organisme ne conclut pas une entente avec le ministre responsable du ministère ou de l'organisme pour lequel les travaux sont ou ont été effectués relativement à l'utilisation du renseignement original promptement et avant qu'un manquement décrit aux paragraphes a) ou b) ait eu lieu;
  - d) dans la mesure permise par les lois du Canada ou d'une province canadienne, l'entrepreneur, son bénéficiaire de transfert ou son cessionnaire fait faillite ou devient insolvable, fait une cession de biens au profit des créanciers, ou invoque la protection d'une loi relative à la faillite ou aux débiteurs insolubles; l'entrepreneur, son bénéficiaire de transfert ou son cessionnaire fait l'objet de la nomination d'un syndic en vertu d'un instrument de créance ou par ordonnance du tribunal, ou le tribunal ordonne la liquidation de l'entrepreneur, de son bénéficiaire de transfert ou de son cessionnaire ou une résolution a été adoptée à cette fin.
6. Lorsque le présent paragraphe s'applique en vertu du paragraphe 4 ou 5, le ministre responsable du ministère ou de l'organisme pour lequel les travaux sont ou ont été effectués peut, par avis :
- a) soit exiger de l'entrepreneur qu'il cède ou transfère, à ses frais, au Canada les droits de propriété intellectuelle sur les renseignements originaux;
  - b) soit exiger de l'entrepreneur qu'il octroie, à ses frais, à une ou plusieurs personnes, personnes morales ou autres organismes précisés par tel ministre une licence non exclusive, sans conditions, irrévocable, de portée mondiale et libre de redevances permettant l'exploitation commerciale des droits de propriété intellectuelle sur les renseignements originaux, y compris le droit d'élaborer davantage les renseignements originaux et de détenir les droits de propriété intellectuelle sur tel développement ultérieur.
- L'entrepreneur s'engage à signer promptement les actes de cession et autres documents relatifs au droit de propriété ou à la licence que ledit ministre peut exiger, et à accorder à ce ministre ou titulaire de licence, selon le cas, aux frais de cette partie, l'aide raisonnable nécessaire à la préparation et à l'acheminement de toute demande d'enregistrement de droits de propriété intellectuelle découlant des renseignements originaux, dans toute juridiction, y compris l'aide de l'inventeur s'il s'agit d'inventions.
7. Si un manquement décrit aux alinéas a), b) ou c) du paragraphe 5 a lieu, en plus des autres mesures de redressement dont dispose le Canada en vertu de la loi ou des modalités du contrat, l'entrepreneur doit, sur demande, rendre compte et verser au Canada tous les revenus nets gagnés par l'entrepreneur par suite du manquement.

---

**K3415D (04/01/94) Exploitation commerciale au Canada**

A partir du 25/05/01, cette clause est remplacée par K3415D.

---

## K - Conditions générales - modifications

---

**Remarques : LE TEXTE DE CETTE CLAUSE DOIT FIGURER EN ENTIER DANS LES DOCUMENTS D'ACHAT.** Utiliser la clause suivante si l'entrepreneur doit être tenu responsable du paiement des dommages-intérêts conventionnels si le renseignement original est exploité à l'extérieur du Canada. Si plus d'un élément du renseignement original est susceptible d'avoir des effets commerciaux différents, préciser le montant des dommages-intérêts dans chaque cas. Voir les services juridiques pour évaluer le montant des dommages-intérêts à inscrire.

### **K3420D (04/01/94) Dommages-intérêts conventionnels**

L'entrepreneur reconnaît que, si le Canada subit des pertes par suite d'un manquement décrit aux alinéas 5a), b) ou c) de la clause K3415D, à l'obligation prévue par le paragraphe 1. de la clause K3415D, il pourrait s'avérer extrêmement difficile d'évaluer ladite perte. Si un tel manquement survient, l'entrepreneur accepte de verser au Canada des dommages-intérêts conventionnels de \_\_\_\_\_ \$. Le Canada et l'entrepreneur reconnaissent que le montant susmentionné constitue la meilleure estimation des pertes que subirait le Canada, et que le montant ne constitue pas une sanction ni ne doit être interprété comme tel.

---

**Remarques : LE TEXTE DE CETTE CLAUSE DOIT FIGURER EN ENTIER DANS LES DOCUMENTS D'ACHAT.** Utiliser cette clause seulement dans les invitations à soumissionner pour lesquelles le soumissionnaire doit avoir accès à des renseignements qui sont confidentiels ou qui sont la propriété exclusive du Canada ou d'un tiers. Dans le cas de renseignements appartenant à un tiers, l'agent de négociation des contrats doit s'assurer que le Canada a le droit contractuel de divulguer ces renseignements aux soumissionnaires.

### **K3500T (10/12/01) Renseignements confidentiels nécessaires pour soumissionner**

Afin de préparer une soumission en réponse à la présente invitation, les soumissionnaires doivent avoir accès à de la documentation qui est confidentielle ou qui est la propriété exclusive du Canada ou d'un tiers. Comme condition de la présente invitation, le soumissionnaire doit signer une entente de non-divulgence dont les termes sont en grande partie identiques à ceux figurant à l'appendice \_\_\_\_\_ ci-joint avant d'avoir accès aux renseignements en question, soit à la salle de consultation indiquée dans la présente, soit dans le dossier d'invitation à soumissionner.

Appendice \_\_\_\_\_

### **ENTENTE DE NON-DIVULGATION**

À : SA MAJESTÉ LA REINE DU CHEF DU CANADA (LE « CANADA »), REPRÉSENTÉE PAR LE MINISTRE DES TRAVAUX PUBLICS ET DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX (LE « MINISTRE »)

[ \_\_\_\_\_ ] (*Nom du « soumissionnaire »*) convient que la documentation mise à la disposition du soumissionnaire dans le dossier d'invitation à soumissionner ou à la salle de consultation (la « documentation ») pour lui permettre de présenter une soumission au ministre en réponse à l'invitation n° \_\_\_\_\_ renferme des renseignements qui sont confidentiels ou qui sont la propriété exclusive du Canada ou d'un tiers et que ces renseignements ne doivent pas être divulgués ou utilisés autrement que de la façon énoncée ci-dessous.

En contrepartie du fait que le ministre lui permet d'avoir accès à la documentation, le soumissionnaire convient :

- a) que, sans la permission préalable par écrit du ministre, il ne divulguera à personne d'autre qu'à un de ses employés ou à un sous-traitant proposé ayant besoin de connaître, la documentation ou quelque renseignement contenu dans celle-ci;
- b) qu'il ne fera aucune copie de la documentation et qu'il n'utilisera pas la documentation ou quelque renseignement y figurant à une fin autre que la préparation d'une soumission en réponse à l'invitation n° \_\_\_\_\_;

## K - Conditions générales - modifications

---

- c) qu'à la date de clôture de la période de soumission ou avant si celle-ci se termine avant, il remettra immédiatement au ministre la documentation et toute copie de celle-ci ainsi que les ébauches, documents de travail et notes renfermant des renseignements qui figurent dans la documentation.

Le soumissionnaire exigera que tout sous-traitant proposé dont il est question en a) ci-dessus signe une entente de non-divulgence selon les mêmes termes et conditions que ceux qui figurent dans la présente.

Le soumissionnaire reconnaît et convient qu'il sera responsable de toute réclamation, perte ou dommage subi, et de tout coût ou frais encouru par le Canada ou par le ministre résultant du fait que le soumissionnaire, ou toute personne à qui il aura divulgué la documentation ou tout renseignement y figurant, ne se soit pas conformé à la présente entente.

Aucune partie de la présente entente ne doit être interprétée comme limitant le droit du soumissionnaire de divulguer tout renseignement dans la mesure où ce renseignement:

- a) appartient au domaine public ou vient à en faire partie indépendamment d'une faute de la part du soumissionnaire ou d'un sous-traitant proposé;
- b) est ou devient connu du soumissionnaire d'une source autre que le Canada, sauf d'une source dont le soumissionnaire sait qu'elle est tenue envers le ministre de ne pas divulguer ce renseignement;
- c) est développé indépendamment par le soumissionnaire; ou
- d) est divulgué en raison d'une exigence législative ou d'une ordonnance rendue par une cour de justice ou un autre tribunal compétent.

[Nom du soumissionnaire]

\_\_\_\_\_

par son représentant autorisé

\_\_\_\_\_

Date

---

---

### **K3500T (25/05/01) Renseignements confidentiels nécessaires pour soumissionner**

A partir du 10/12/01, cette clause est remplacée par K3500T.

---

---

**Remarques :** Utiliser la clause suivante lorsqu'une définition de produits canadiens et de services canadiens est exigée. Cette clause doit toujours être utilisée lorsque les clauses K4001T, K4002T, K4003T, K4004T, K4005T, K4006T, K4011T, K4013T et K4014T sont utilisées.

### **K4000D (16/12/05) Définition du contenu canadien**

1. **Produit canadien :** Un produit entièrement fabriqué au Canada ou d'origine canadienne est considéré comme un produit canadien. Un produit dont des composantes sont importées peut aussi être considéré comme produit canadien aux fins de la politique, pourvu qu'il ait été suffisamment transformé au Canada pour être conforme à la définition des Règles d'origine établies par l'Accord de libre-échange nord-américain (voir l'annexe 5.5 du *Guide des approvisionnements* : <http://www.tpsgc.ca/approvisionnement/text/sm/chapter05-f.html#annex5.5>).

## K - Conditions générales - modifications

---

Aux fins de cette détermination, il faut remplacer le terme « territoire » qui figure dans les Règles d'origine de l'ALENA par celui de « Canada ». Pour les photocopieurs, ordinateurs et matériel de bureau dans les groupes 36, 70 et 74 du « Federal Supply Classification » (FSC) (classification fédérale des approvisionnements), seuls les produits des entreprises du Programme de partenariat MERIT et de CERCLE ou des entreprises qui faisaient partie du Groupe prioritaire 1 avant avril 1992, sont considérés comme des produits canadiens (voir l'alinéa 7. a) ci-dessous).

2. **Service canadien** : Un service fourni par un individu établi au Canada est considéré comme un service canadien. Lorsqu'un besoin consiste en l'acquisition de seulement un service, lequel est fourni par plus d'un individu, le service sera considéré comme canadien si au moins 80 p. 100 du prix total de la soumission pour le service est fourni par du personnel établi au Canada.
3. **Produits divers** : Lorsque les besoins consistent en l'acquisition de plusieurs produits, l'une des deux méthodes suivantes est appliquée :
  - a) évaluation globale : Au moins 80 p. 100 du prix total de la soumission doit correspondre à des produits canadiens.
  - b) évaluation individuelle de chaque article : Dans certains cas, chaque article de la soumission peut être évalué individuellement et des marchés peuvent être adjugés à plus d'un fournisseur. Les fournisseurs doivent alors indiquer séparément chaque produit qui est conforme à la définition des produits canadiens.
4. **Services divers** : Pour les besoins se composant de plus d'un service, au moins 80 p. 100 du prix total de la soumission doit correspondre à des services fournis par du personnel établi au Canada.
5. **Combinaison de produits et de services** : si à la fois des produits et des services doivent être achetés, au moins 80 p. 100 du prix total de la soumission doit correspondre à des produits canadiens et des services canadiens (conformément aux définitions ci-dessus).
6. L'annexe 7.8 du *Guide des approvisionnements* (<http://www.tpsgc.gc.ca/approvisionnement/text/sm/chapter07-f.html#annex7.8>) montre comment déterminer le contenu canadien pour plusieurs produits, plusieurs services ou une combinaison de produits et de services.
7. **Autres produits et services canadiens** :
  - a) **Programme CERCLE Canada et Programme de partenariat MERIT** : Pour les photocopieurs, ordinateurs et matériel de bureau dans les groupes 36, 70 et 74 du FSC, seuls les produits des entreprises suivantes sont considérés comme des produits canadiens :
    - (i) les partenaires MERIT du Programme de partenariat MERIT (<http://strategis.ic.gc.ca/epic/internet/inict-tic.nsf/fr/it04598f.html>) (géré par Industrie Canada [IC] et Travaux publics et Services gouvernementaux Canada [TPSGC]);
    - (ii) les entreprises qui, en date du 31 mars 1992, faisaient partie du Groupe prioritaire 1, conformément à la Politique relative aux groupes prioritaires alors en vigueur; ou
    - (iii) les entreprises CERCLE Canada (<http://strategis.ic.gc.ca/epic/internet/inict-tic.nsf/fr/it04597f.html>) comme convenu entre IC et TPSGC.
  - b) **Textiles** : Les textiles sont considérés comme des produits canadiens lorsqu'ils sont conformes à une règle d'origine modifiée, dont il est possible d'obtenir des exemplaires auprès de la Division des vêtements et textiles, Direction du transport et des produits logistiques, électriques et pétroliers.

## K - Conditions générales - modifications

---

### **K4000D (10/12/04) Définition du contenu canadien**

A partir du 16/12/05, cette clause est remplacée par K4000D.

---

**Remarques : LE TEXTE DE CETTE CLAUSE DOIT FIGURER EN ENTIER DANS LES DOCUMENTS D'ACHAT.** Utiliser la clause suivante dans toutes les invitations à soumissionner en régime de concurrence auxquelles la politique sur le contenu canadien s'applique (voir le *Guide des approvisionnements*), de même que lorsque la concurrence est limitée exclusivement aux soumissions portant sur des produits et(ou) des services canadiens et qu'il est **obligatoire** que les soumissionnaires déposent une attestation avec leur soumission. On doit se servir de cette clause pour les marchés portant sur des produits uniques et pour les marchés portant sur plusieurs produits qui font l'objet d'une attestation globale.

Cette clause doit être utilisée de pair avec la clause K4000D, Définition du contenu canadien.

### **K4001T (24/05/02) Attestation du contenu canadien - Obligatoire avec soumission - Limitée exclusivement - Produits uniques ou attestation globale**

1. Cet achat est limité aux produits et aux services canadiens au sens défini dans la clause K4000D, Définition du contenu canadien.
2. Le soumissionnaire déclare et atteste que, pour les produits et les services offerts, au moins 80 % du prix de la soumission correspond à des produits et (ou) à des services canadiens et au sens défini dans la clause K4000D, Définition du contenu canadien.
3. Le soumissionnaire reconnaît que le Ministre s'appuie sur la présente déclaration et attestation pour évaluer les soumissions et adjuger tout marché pouvant découler de la présente soumission. La présente déclaration et attestation relative au contenu canadien peut être vérifiée de la manière que le Ministre peut raisonnablement exiger.
4. Si la vérification du Ministre révèle un manquement à l'engagement, le Ministre peut considérer que le soumissionnaire est en défaut pour tout marché découlant de la présente soumission.
5. Le défaut de dûment signer la présente déclaration et attestation dans l'espace prévu ci-dessous et de la joindre à la soumission rendra la soumission irrecevable.

\_\_\_\_\_  
Signature

\_\_\_\_\_  
Date

---

### **K4001T (10/12/01) Attestation du contenu canadien**

A partir du 24/05/02, cette clause est remplacée par K4001T.

---

## K - Conditions générales - modifications

---

**Remarques : LE TEXTE DE CETTE CLAUSE DOIT FIGURER EN ENTIER DANS LES DOCUMENTS D'ACHAT.** Utiliser la clause suivante dans toutes les demandes de soumissions en régime de concurrence auxquelles la Politique sur le contenu canadien s'applique (voir le *Guide des approvisionnements*) et lorsque la concurrence est limitée conditionnellement aux soumissions dans lesquelles sont offerts des produits et (ou) des services canadiens. Cette clause doit être utilisée dans le cas des besoins pour un seul article et des besoins pour plusieurs articles devant faire l'objet d'une attestation globale.

Cette clause doit être utilisée en conjonction avec la clause K4000D.

**K4002T (16/12/05) Attestation du contenu canadien - limitée conditionnellement - produits uniques ou attestation globale**

1. Pour cet achat, une préférence est accordée aux produits et (ou) services canadiens tel que défini dans la clause K4000D.
2. Si au moins trois fournisseurs ont présenté leur soumission accompagnée d'une attestation valide, la préférence sera accordée aux soumissions contenant la présente déclaration et attestation.
3. Le soumissionnaire déclare et atteste que, pour les produits et les services offerts, au moins 80 p. 100 du prix de la soumission correspond à des produits et (ou) à des services canadiens tel que défini dans la clause K4000D.
4. Le soumissionnaire reconnaît que le Ministre s'appuie sur la présente déclaration et attestation pour évaluer les soumissions et adjuger tout contrat pouvant découler de la présente soumission. La présente déclaration et attestation relative au contenu canadien peut être vérifiée de la manière que le Ministre peut raisonnablement exiger.
5. Si la vérification du Ministre révèle un manquement à l'engagement, le Ministre peut considérer que le soumissionnaire est en défaut pour tout contrat découlant de la présente soumission.
6. Le défaut de dûment signer la présente déclaration et attestation dans l'espace prévu ci-dessous et de la joindre à la soumission aura comme effet que les produits et services ne seront pas considérés comme canadiens.

\_\_\_\_\_  
Signature

\_\_\_\_\_  
Date

---

**K4002T (24/05/02) Attestation du contenu canadien - Limitée conditionnellement - Produits uniques ou attestation global**

A partir du 16/12/05, cette clause est remplacée par K4002T.

---

**Remarques : LE TEXTE DE CETTE CLAUSE DOIT FIGURER EN ENTIER DANS LES DOCUMENTS D'ACHAT.** Utiliser la clause suivante dans toutes les demandes de soumissions en régime de concurrence auxquelles la Politique sur le contenu canadien s'applique (voir le *Guide des approvisionnements*), de même que lorsque la concurrence est limitée exclusivement aux soumissions portant sur des produits et (ou) des services canadiens et qu'il est obligatoire que les soumissionnaires déposent une attestation avec leur soumission. Cette clause doit être utilisée dans le cas des besoins pour plusieurs articles, chacun devant faire l'objet d'une attestation, et lorsque le soumissionnaire doit indiquer, contre chaque article énuméré dans la soumission, s'il s'agit d'un article canadien.

Cette clause doit être utilisée en conjonction avec la clause K4000D.



## K - Conditions générales - modifications

---

**K4003T (16/12/05) Attestation du contenu canadien - obligatoire avec soumission - limitée exclusivement - articles énumérés dans la soumission**

1. Cet achat est limité aux produits et (ou) aux services canadiens tel que défini dans la clause K4000D.
2. Le soumissionnaire déclare et atteste que chacun des produits et (ou) services qui sont offerts et désignés comme canadiens dans la soumission le sont, tel que défini dans la K4000D, et il reconnaît que seuls ces produits ou ces services seront pris en considération.
3. Les soumissions peuvent être acceptées en entier ou en partie.
4. Le soumissionnaire reconnaît que le Ministre s'appuie sur la présente déclaration et attestation pour évaluer les soumissions et adjuger tout contrat pouvant découler de la présente soumission. La présente déclaration et attestation relative au contenu canadien peut être vérifiée de la manière que le Ministre peut raisonnablement exiger.
5. Si la vérification du Ministre révèle un manquement à l'engagement, le Ministre peut considérer que le soumissionnaire est en défaut pour tout contrat découlant de la présente soumission.
6. Le défaut de dûment signer la présente déclaration et attestation dans l'espace prévu ci-dessous et de la joindre à la soumission rendra la soumission irrecevable.

\_\_\_\_\_  
Signature

\_\_\_\_\_  
Date

---

**K4003T (24/05/02) Attestation du contenu canadien - Obligatoire avec soumission - Limitée exclusivement - Articles énumérés dans la soumission**

A partir du 16/12/05, cette clause est remplacée par K4003T.

---

**Remarques : LE TEXTE DE CETTE CLAUSE DOIT FIGURER EN ENTIER DANS LES DOCUMENTS D'ACHAT.** Utiliser la clause suivante dans toutes les invitations à soumissionner en régime de concurrence auxquelles la politique sur le contenu canadien s'applique (voir le *Guide des approvisionnements*), de même que lorsque la concurrence est limitée exclusivement aux soumissions portant sur des produits et/ou des services canadiens et qu'il est **obligatoire** que les soumissionnaires déposent une attestation avec leur soumission. Cette clause doit être utilisée dans le cas des besoins pour plusieurs articles, chacun devant faire l'objet d'une attestation, et lorsque le soumissionnaire doit indiquer, contre chaque article énuméré dans la clause, s'il s'agit d'un article canadien.

Cette clause doit être utilisée de pair avec la clause K4000D, Définition du contenu canadien.

**K4004T (24/05/02) Attestation du contenu canadien - Obligatoire avec soumission - Limitée exclusivement - Articles énumérés dans la clause**

1. Cet achat est limité aux produits et aux services canadiens au sens défini dans la clause K4000D, Définition du contenu canadien.
2. Les soumissions peuvent être acceptées en entier ou en partie.
3. Le soumissionnaire déclare et atteste que les produits ou les services suivants qui sont offerts sont des produits ou des services canadiens, conformément aux définitions de la clause K4000D,

## K - Conditions générales - modifications

---

Définition du contenu canadien, et il reconnaît que seuls ces produits ou ces services seront pris en considération.

\_\_\_\_\_  
\_\_\_\_\_  
\_\_\_\_\_

4. Le soumissionnaire reconnaît que le Ministre s'appuie sur la présente déclaration et attestation pour évaluer les soumissions et adjudger tout marché pouvant découler de la présente soumission. La présente déclaration et attestation relative au contenu canadien peut être vérifiée de la manière que le Ministre peut raisonnablement exiger.
5. Si la vérification du Ministre révèle un manquement à l'engagement, le Ministre peut considérer que le soumissionnaire est en défaut pour tout marché découlant de la présente soumission.
6. Le défaut de dûment signer la présente déclaration et attestation dans l'espace prévu ci-dessous et de la joindre à la soumission rendra la soumission irrecevable.

\_\_\_\_\_  
Signature

\_\_\_\_\_  
Date

---

### **K4004T (10/12/01) Attestation du contenu canadien**

A partir du 24/05/02, cette clause est remplacée par K4004T.

---

**Remarques : LE TEXTE DE CETTE CLAUSE DOIT FIGURER EN ENTIER DANS LES DOCUMENTS D'ACHAT.** Utiliser la clause suivante dans toutes les demandes de soumissions en régime de concurrence auxquelles la Politique sur le contenu canadien s'applique (voir le *Guide des approvisionnements*) et lorsque la concurrence est limitée conditionnellement aux soumissions dans lesquelles sont offerts des produits et (ou) des services canadiens. Cette clause doit être utilisée dans le cas des besoins pour plusieurs articles, chacun devant faire l'objet d'une attestation, et lorsque le soumissionnaire doit indiquer, contre chaque article énuméré dans la soumission, s'il s'agit d'un article canadien.

Cette clause doit être utilisée en conjonction avec la clause K4000D.

### **K4005T (16/12/05) Attestation du contenu canadien - limitée conditionnellement - articles énumérés dans la soumission**

1. Pour cet achat, une préférence est accordée aux produits et (ou) aux services canadiens tel que défini dans la clause K4000D.
2. Si au moins trois fournisseurs ont présenté leur soumission accompagnée d'une attestation valide, les articles accompagnés de la présente déclaration et attestation se verront accorder individuellement la préférence sur les autres soumissions. Les soumissions peuvent être acceptées en entier ou en partie.
3. Le soumissionnaire déclare et atteste que chacun des produits ou services qui sont offerts et désignés comme canadiens dans la soumission le sont, tel que défini dans la clause K4000D, et il reconnaît que seuls ces produits ou ces services seront pris en considération.

## K - Conditions générales - modifications

---

4. Le soumissionnaire reconnaît que le Ministre s'appuie sur la présente déclaration et attestation pour évaluer les soumissions et adjuger tout contrat pouvant découler de la présente soumission. La présente déclaration et attestation relative au contenu canadien peut être vérifiée de la manière que le Ministre peut raisonnablement exiger.
5. Si la vérification du Ministre révèle un manquement à l'engagement, le Ministre peut considérer que le soumissionnaire est en défaut pour tout contrat découlant de la présente soumission.
6. Le défaut de dûment signer la présente déclaration et attestation dans l'espace prévu ci-dessous et de la joindre à la soumission aura comme effet que les produits et services ne seront pas considérés comme canadiens.

\_\_\_\_\_  
Signature

\_\_\_\_\_  
Date

---

---

**K4005T (24/05/02) Attestation du contenu canadien - Limitée conditionnellement - Articles énumérés dans la soumission**

A partir du 16/12/05, cette clause est remplacée par K4005T.

---

---

**Remarques : LE TEXTE DE CETTE CLAUSE DOIT FIGURER EN ENTIER DANS LES DOCUMENTS D'ACHAT.**

**K4006T (16/12/05) Attestation du contenu canadien - limitée conditionnellement - articles énumérés dans la clause**

1. Pour cet achat, une préférence est accordée aux produits et (ou) aux services canadiens tel que défini dans la clause K4000D.
2. Si au moins trois fournisseurs ont présenté leur soumission accompagnée d'une attestation valide, les articles accompagnés de la présente déclaration et attestation se verront accorder individuellement la préférence sur les autres soumissions. Les soumissions peuvent être acceptées en entier ou en partie.
3. Le soumissionnaire déclare et atteste que les produits ou les services suivants qui sont offerts sont des produits ou des services canadiens, tel que défini dans la clause K4000D, et il reconnaît que seuls ces produits ou ces services seront pris en considération.  
\_\_\_\_\_  
\_\_\_\_\_  
\_\_\_\_\_
4. Le soumissionnaire reconnaît que le Ministre s'appuie sur la présente déclaration et attestation pour évaluer les soumissions et adjuger tout contrat pouvant découler de la présente soumission. La présente déclaration et attestation relative au contenu canadien peut être vérifiée de la manière que le Ministre peut raisonnablement exiger.
5. Si la vérification du Ministre révèle un manquement à l'engagement, le Ministre peut considérer que le soumissionnaire est en défaut pour tout contrat découlant de la présente soumission.
6. Le défaut de dûment signer la présente déclaration et attestation dans l'espace prévu ci-dessous et de la joindre à la soumission aura comme effet que les produits et services ne seront pas considérés comme canadiens.

## K - Conditions générales - modifications

---

---

\_\_\_\_\_  
Signature

\_\_\_\_\_  
Date

---

---

**K4006T (24/05/02) Attestation du contenu canadien - Limitée conditionnellement - Articles énumérés dans la clause**

A partir du 16/12/05, cette clause est remplacée par K4006T.

---

---

**Remarques : LE TEXTE DE CETTE CLAUSE DOIT FIGURER EN ENTIER DANS LES DOCUMENTS D'ACHAT.** Utiliser la clause suivante dans toutes les invitations à soumissionner en régime de concurrence auxquelles la politique sur le contenu canadien s'applique (voir le *Guide des approvisionnements*), de même que lorsque la concurrence est limitée exclusivement aux soumissions portant sur des produits et(ou) des services canadiens et qu'il n'est **pas obligatoire** que les soumissionnaires déposent une attestation avec leur soumission. On doit se servir de cette clause pour les marchés portant sur des produits uniques et pour les marchés portant sur plusieurs produits qui font l'objet d'une attestation globale.

Cette clause doit être utilisée de pair avec la clause K4000D, Définition du contenu canadien.

**K4011T (24/05/02) Attestation du contenu canadien - Non obligatoire avec soumission - Limitée exclusivement/Produits uniques ou attestation globale**

1. Cet achat est limité aux produits et (ou) aux services canadiens au sens défini dans la clause K4000D, Définition du contenu canadien.
2. Le soumissionnaire déclare et atteste que, pour les produits et les services offerts, au moins 80 % du prix de la soumission correspond à des produits et (ou) à des services canadiens au sens défini dans la clause K4000D, Définition du contenu canadien.
3. Le soumissionnaire reconnaît que le Ministre s'appuie sur la présente déclaration et attestation pour évaluer les soumissions et adjuger tout marché pouvant découler de la présente soumission. La présente déclaration et attestation relative au contenu canadien peut être vérifiée de la manière que le Ministre peut raisonnablement exiger.
4. Si la vérification du Ministre révèle un manquement à l'engagement, le Ministre peut considérer que le soumissionnaire est en défaut pour tout marché découlant de la présente soumission.
5. La signature de la présente déclaration et attestation dans l'espace prévu ci-dessous est une condition essentielle à la recevabilité de la soumission. À défaut de déposer l'attestation signée sur demande dans le délai de \_\_\_\_\_ jours civils, si elle n'a pas été déposée avec votre soumission, cette dernière sera jugée irrecevable.

\_\_\_\_\_  
Signature

\_\_\_\_\_  
Date

## K - Conditions générales - modifications

---

**Remarques : LE TEXTE DE CETTE CLAUSE DOIT FIGURER EN ENTIER DANS LES DOCUMENTS D'ACHAT.** Utiliser la clause suivante dans toutes les demandes de soumissions en régime de concurrence auxquelles la Politique sur le contenu canadien s'applique (voir le *Guide des approvisionnements*), de même que lorsque la concurrence est limitée exclusivement aux soumissions portant sur des produits et (ou) des services canadiens et qu'il n'est PAS obligatoire que les soumissionnaires déposent une attestation avec leur soumission. Cette clause doit être utilisée dans le cas des besoins pour plusieurs articles, chacun devant faire l'objet d'une attestation, et lorsque le soumissionnaire doit indiquer, contre chaque article énuméré dans la soumission, s'il s'agit d'un article canadien.

Cette clause doit être utilisée en conjonction avec la clause K4000D.

**K4013T (16/12/05) Attestation du contenu canadien - non obligatoire avec soumission - limitée exclusivement - articles énumérés dans la soumission**

1. Cet achat est limité aux produits et (ou) aux services canadiens tel que défini dans la clause K4000D.
2. Le soumissionnaire déclare et atteste que chacun des produits ou services qui sont offerts et désignés comme canadiens dans la soumission le sont, tel que défini dans la clause K4000D, et il reconnaît que seuls ces produits ou ces services seront pris en considération.
3. Les soumissions peuvent être acceptées en entier ou en partie.
4. Le soumissionnaire reconnaît que le Ministre s'appuie sur la présente déclaration et attestation pour évaluer les soumissions et adjuger tout contrat pouvant découler de la présente soumission. La présente déclaration et attestation relative au contenu canadien peut être vérifiée de la manière que le Ministre peut raisonnablement exiger.
5. Si la vérification du Ministre révèle un manquement à l'engagement, le Ministre peut considérer que le soumissionnaire est en défaut pour tout contrat découlant de la présente soumission.
6. La signature de la présente déclaration et attestation dans l'espace prévu ci-dessous est une condition essentielle à la recevabilité de la soumission. À défaut de déposer l'attestation signée sur demande dans le délai de \_\_\_\_ jours civils, si elle n'a pas été déposée avec la soumission, cette dernière sera jugée irrecevable.

\_\_\_\_\_  
Signature

\_\_\_\_\_  
Date

---

**K4013T (24/05/02) Attestation du contenu canadien - Non obligatoire avec soumission - Limitée exclusivement - Articles énumérés dans la soumission**

A partir du 16/12/05, cette clause est remplacée par K4013T.

---

**Remarques : LE TEXTE DE CETTE CLAUSE DOIT FIGURER EN ENTIER DANS LES DOCUMENTS D'ACHAT.** Utiliser la clause suivante dans toutes les invitations à soumissionner en régime de concurrence auxquelles la politique sur le contenu canadien s'applique (voir le *Guide des approvisionnements*), de même que lorsque la concurrence est limitée exclusivement aux soumissions portant sur des produits et(ou) des services canadiens et qu'il n'est pas obligatoire que les soumissionnaires déposent une attestation avec leur soumission. Cette clause doit être utilisée dans le cas des besoins pour plusieurs articles, chacun devant faire l'objet d'une attestation, et lorsque le

## K - Conditions générales - modifications

---

soumissionnaire doit indiquer, contre chaque article énuméré dans la clause, s'il s'agit d'un article canadien.

Cette clause doit être utilisée de pair avec la clause K4000D, Définition du contenu canadien.

**K4014T (24/05/02) Attestation du contenu canadien - Non obligatoire avec soumission - Limitée exclusivement - Articles énumérés dans la clause**

1. Cet achat est limité aux produits et (ou) aux services canadiens au sens défini dans la clause K4000D, Définition du contenu canadien.
2. Les soumissions peuvent être acceptées en entier ou en partie.
3. Le soumissionnaire déclare et atteste que les produits ou les services suivants qui sont offerts sont des produits ou des services canadiens, conformément aux définitions de la clause K4000D, Définition du contenu canadien, et il reconnaît que seuls ces produits ou ces services seront pris en considération.  
  
\_\_\_\_\_  
  
\_\_\_\_\_  
  
\_\_\_\_\_
4. Le soumissionnaire reconnaît que le Ministre s'appuie sur la présente déclaration et attestation pour évaluer les soumissions et adjudger tout marché pouvant découler de la présente soumission. La présente déclaration et attestation relative au contenu canadien peut être vérifiée de la manière que le Ministre peut raisonnablement exiger.
5. Si la vérification du Ministre révèle un manquement à l'engagement, le Ministre peut considérer que le soumissionnaire est en défaut pour tout marché découlant de la présente soumission.
6. La signature de la présente déclaration et attestation dans l'espace prévu ci-dessous est une condition essentielle à la recevabilité de la soumission. À défaut de déposer l'attestation signée sur demande dans le délai de \_\_\_\_ jours civils, si elle n'a pas été déposée avec votre soumission, cette dernière sera jugée irrecevable.

\_\_\_\_\_  
Signature

\_\_\_\_\_  
Date

---

**K4015T (10/12/01) Attestation contenu canadien - S et T**

Cette clause est annulée à partir du 12/12/03.

---

**K4015T (03/02/97) Attestation contenu canadien - S et T**

A partir du 10/12/01, cette clause est remplacée par K4015T.

## K - Conditions générales - modifications

---

**K4016T (31/03/95) Contenu canadien-sciences et technologie**

Cette clause est annulée à partir du 30/06/95.

---

**K4016T (01/04/92) Contenu canadien-sciences et technologie**

A partir du 31/03/95, cette clause est remplacée par K4016T.

---

**Remarques : LE TEXTE DE CETTE CLAUSE DOIT FIGURER EN ENTIER DANS LES DOCUMENTS D'ACHAT.** Utiliser la clause suivante dans tous les contrats lorsque le soumissionnaire retenu doit remplir et présenter une attestation du contenu canadien afin d'être considéré.

**K4100C (10/12/04) Attestation du contenu canadien**

1. L'entrepreneur déclare et atteste que l'attestation relative au contenu canadien présentée avec sa soumission est exacte et complète et que les biens ou les services devant être fournis au Canada conformément au présent contrat seront conformes à ladite attestation. L'entrepreneur reconnaît que le Ministre s'est fondé sur la présente déclaration et attestation pour conclure le présent contrat et que ladite déclaration et attestation peut être vérifiée de la manière que le Ministre peut raisonnablement exiger.
  2. L'entrepreneur reconnaît que s'il n'honore pas le présent engagement, le Ministre pourra le considérer en défaut aux termes du présent contrat, conformément aux dispositions relatives au manquement de l'entrepreneur.
  3. L'entrepreneur devra tenir les dossiers et les documents appropriés sur l'origine des biens et des services offerts au Canada. Sauf autorisation écrite du Ministre au préalable, l'entrepreneur ne pourra éliminer ces dossiers ou ces documents avant l'expiration d'une période de six (6) années commençant à la dernière des dates suivantes : la date du paiement final en vertu du présent contrat ou la date du règlement de toute plainte ou de tout litige. Au cours de cette période, tous les dossiers et les documents devront être en tout temps accessibles pour des vérifications, enquêtes et examens par les représentants autorisés du Ministre, qui pourront en tirer des copies ou des extraits. L'entrepreneur devra fournir toutes les installations nécessaires à ces vérifications, enquêtes et examens ainsi que tous les renseignements sur les dossiers et les documents que les représentants du Ministre lui demanderont.
  4. La présente clause ne peut être interprétée de façon à limiter les droits et les recours que le Canada ou le Ministre pourra par ailleurs avoir en rapport avec le présent contrat ou en vertu de celui-ci.
- 

**K4100C (03/02/97) Attestation du contenu canadien**

A partir du 10/12/04, cette clause est remplacée par K4100C.

---

## **K - Conditions générales - modifications**

---

---

**K5000D** (24/05/02) **Définitions de l'ACCMT**

Cette clause est annulée à partir du 16/12/05.

---

---

**K5000D** (10/12/01) **Définitions de l'ACCMT**

A partir du 24/05/02, cette clause est remplacée par K5000D.

---

---

**K5001T** (24/05/02) **Attestation de l'ACCMT - Obligatoire avec soumission - Limitée exclusivement - Produits uniques ou attestation globale**

Cette clause est annulée à partir du 16/12/05.

---

---

**K5001T** (10/12/01) **Attestation de l'ACCMT**

A partir du 24/05/02, cette clause est remplacée par K5001T.

---

---

**K5002T** (24/05/02) **Attestation de l'ACCMT - Limitée conditionnellement - Produits uniques ou attestation globale**

Cette clause est annulée à partir du 16/12/05.

---

---

**K5002T** (10/12/01) **Attestation de l'ACCMT**

A partir du 24/05/02, cette clause est remplacée par K5002T.

---

---



## K - Conditions générales - modifications

---

---

**K5003T** (24/05/02) **Attestation de l'ACCMT - Obligatoire avec soumission - Limitée exclusivement - Articles énumérés dans la soumission**

Cette clause est annulée à partir du 16/12/05.

---

---

**K5003T** (10/12/01) **Attestation de l'ACCMT**

A partir du 24/05/02, cette clause est remplacée par K5003T.

---

---

**K5004T** (24/05/02) **Attestation de l'ACCMT - Obligatoire avec soumission - Limitée exclusivement - Articles énumérés dans la clause**

Cette clause est annulée à partir du 16/12/05.

---

---

**K5004T** (10/12/01) **Attestation de l'ACCMT**

A partir du 24/05/02, cette clause est remplacée par K5004T.

---

---

**K5005T** (24/05/02) **Attestation de l'ACCMT - Limitée conditionnellement - Articles énumérés dans la soumission**

Cette clause est annulée à partir du 16/12/05.

---

---

**K5005T** (10/12/01) **Attestation de l'ACCMT**

A partir du 24/05/02, cette clause est remplacée par K5005T.

---

---

## K - Conditions générales - modifications

---

---

**K5006T** (24/05/02) **Attestation de l'ACCMT - Limitée conditionnellement - Articles énumérés dans la clause**

Cette clause est annulée à partir du 16/12/05.

---

---

**K5006T** (10/12/01) **Attestation de l'ACCMT**

A partir du 24/05/02, cette clause est remplacée par K5006T.

---

---

**K5011T** (24/05/02) **Attestation de l'ACCMT - Non obligatoire avec soumission - Limitée exclusivement - Produits uniques ou attestation globale**

Cette clause est annulée à partir du 16/12/05.

---

---

**K5013T** (24/05/02) **Attestation de l'ACCMT - Non obligatoire avec soumission - Limitée exclusivement - Articles énumérés dans la soumission**

Cette clause est annulée à partir du 16/12/05.

---

---

**K5014T** (24/05/02) **Attestation de l'ACCMT - Non obligatoire avec soumission - Limitée exclusivement - Articles énumérés dans la clause**

Cette clause est annulée à partir du 16/12/05.

---

---

**K5100C** (10/12/01) **Attestation de l'ACCMT**

Cette clause est annulée à partir du 16/12/05.

---

---

## K - Conditions générales - modifications

---

**Remarques :** Utiliser la clause suivante dans les contrats pour lesquels l'entrepreneur a indiqué, au cours du processus de négociation des prix, qu'il n'était pas soumis au contrôle d'une autre division, société mère ou société affiliée fournissant les matériaux ou les services, ou les deux, liés à l'exécution des travaux prévus dans le contrat. Voir le *Guide des approvisionnements*.

### **K9000C (15/06/98) Contrôle collectif**

L'entrepreneur atteste qu'il n'est pas assujéti au contrôle collectif d'une autre division, société mère ou société affiliée fournissant les matériaux ou les services, ou les deux, liés à l'exécution des travaux prévus dans le contrat. Aux fins de la présente garantie, l'expression « contrôle collectif » signifie que la société exerçant un tel contrôle détient au moins 50 p. 100 des droits de vote. L'entrepreneur reconnaît que le Ministre s'est fondé sur la garantie lorsqu'il a établi le coût imputable aux termes du contrat et qu'advenant la rupture de cette garantie, le Ministre aura le droit de déterminer qu'il y a bris de contrat, ou bien, de réajuster le prix qui y est prévu afin de tenir compte de la marge de profit payable, selon la politique ministérielle, en cas de contrôle collectif, l'une et l'autre possibilités étant définies dans la politique du prix de transfert du ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux (MTPSG), dont l'entrepreneur reconnaît avoir reçu copie et qui figure au chapitre 10 du *Guide des approvisionnements* du MTPSG.

---

---

### **K9000C (31/03/95) Contrôle collectif**

A partir du 15/06/98, cette clause est remplacée par K9000C.

---

---

**Remarques : LE TEXTE DE CETTE CLAUSE DOIT FIGURER EN ENTIER DANS LES DOCUMENTS D'ACHAT.** Utiliser la clause suivante dans les invitations à soumissionner relatives à une acquisition pour laquelle les offres provenant des sociétés en participation (consortiums) ont été prévues admissibles. (Voir la procédure 7A.133 du *Guide des approvisionnements*.)

### **K9001T (01/12/00) Consortium**

1. Le soumissionnaire déclare que l'entité qui soumissionne est/n'est pas (**raier la mention inutile**) un consortium conformément à la définition du paragraphe 3.
2. Dans l'affirmative, le soumissionnaire donne les renseignements supplémentaires suivants :
  - a) Type de consortium (cocher la mention applicable) :
    - société par actions
    - société en commandite
    - société en nom collectif
    - consortium contractuel
    - autre
  - b) Composition : (noms et adresses de tous les membres du consortium.)
3. Définition d'un consortium

Un consortium est une association d'au moins deux parties qui combinent leurs fonds, leurs biens, leurs connaissances, leur compétence, leur expérience, leur temps ou d'autres ressources dans une entreprise commerciale conjointe, dont elles conviennent de partager les profits et les pertes et sur laquelle elles exercent chacune un certain contrôle. Les consortiums peuvent prendre diverses formes juridiques qui se répartissent en trois grandes catégories :

## K - Conditions générales - modifications

---

- a) la société par actions;
  - b) la société en nom collectif;
  - c) tout autre accord contractuel où les parties combinent leurs ressources pour favoriser une seule entreprise commerciale sans association ni raison sociale proprement dite.
4. L'accord de formation d'un consortium se distingue d'autres types d'accords avec des entrepreneurs, comme :
- a) l'accord avec l'entrepreneur principal où, par exemple, l'organisme d'achat passe un contrat directement avec un entrepreneur (principal) chargé d'assembler et d'intégrer le système; les principaux éléments, assemblages et sous-systèmes sont normalement confiés à des sous-traitants;
  - b) l'accord avec l'entrepreneur associé où, par exemple, l'organisme d'achat passe un contrat directement avec chacun des fournisseurs d'éléments principaux et assume lui-même l'intégration ou attribue un contrat distinct à cette fin.

---

**K9001T (01/06/91) Consortium**

A partir du 01/12/00, cette clause est remplacée par K9001T.

---

**Remarques :** Utiliser la clause suivante dans toutes les invitations à soumissionner et tous les documents contractuels touchant Les Arsenaux canadiens Limitée. (Voir les procédures 7A.055 et 7A.056 du *Guide des approvisionnements*.)

**K9002D (01/12/00) Arsenaux canadiens Limitée - attestation**

1. La société des Arsenaux canadiens Limitée atteste qu'elle a reçu, lu et compris les documents dans lesquels sont exposées les exigences en matière de propriété canadienne stipulées dans la *Loi sur l'aliénation de la société Les Arsenaux canadiens Limitée*.
2. La Société atteste qu'elle se conforme à toutes les exigences stipulées dans la loi et aux conditions de l'Accord de vente et d'achat intervenu entre le ministre de Travaux publics et des Services gouvernementaux et la société « S.N.C. Defence Products Incorporated ».
3. S'il est prouvé que la Société a fait, consciemment ou inconsciemment, une fausse déclaration à cet effet, le contrat pourra être considéré comme inexécuté, et le Ministre pourra, conformément aux dispositions du contrat, résilier ce dernier pour motif d'inexécution.
4. Le Ministre doit, à tout moment raisonnable, avoir accès aux dossiers de la Société ou à ceux de son agent des transferts qui portent sur l'émission, le transfert et les titres de propriété des actions de la Société conférant des droits de vote qui peuvent habituellement être exercés pour l'élection des administrateurs de la Société ou de la société issue d'une fusion. Aux fins de la présente, l'expression « société issue d'une fusion » signifie une société constituée par la fusion de la Société avec une autre société, y compris une personne morale, une association, une société en nom collectif ou autre organisation.

## K - Conditions générales - modifications

---

---

**K9002D (15/09/97) Arsenaux canadiens Ltée - attestation**

A partir du 01/12/00, cette clause est remplacée par K9002D.

---

---

**K9003C (30/05/03) Respect des délais**

Cette clause est annulée à partir du 14/05/04.

---

---

**K9003C (01/06/91) Respect des délais**

A partir du 30/05/03, cette clause est remplacée par K9003C.

---

---

**K9004C (01/06/91) Comité d'examen - éthique humaine**

Cette clause est annulée à partir du 15/09/97.

---

---

**K9005D (31/01/92) Relations employeur et employé**

Cette clause est annulée à partir du 01/06/94.

---

---

**K9005D (01/06/91) Relations employeur et employé**

A partir du 31/01/92, cette clause est remplacée par K9005D.

---

---

**Remarques :** La clause suivante doit être utilisée lorsque le titre de propriété du navire, y compris le titre de propriété de toutes les fournitures d'État obtenues ou construites avec des fonds du Canada, demeurera confié au gouvernement du Canada.

## K - Conditions générales - modifications

---

### **K9006C (15/09/97) Titre de propriété - navire**

Le présent contrat est un «contrat de défense» au sens de la *Loi sur la production de défense*, S.R.C. 1985, c.D-1. Conformément aux dispositions de l'article 20 de la loi, le titre de propriété de toutes les «fournitures d'État» (définies dans la loi), fournies à l'entrepreneur ou mises à sa disposition, ou obtenues et construites par celui-ci avec des fonds fournis par le Canada, sera ou demeurera confié au Canada, sans réclamation, charge, privilèges ni frais. Nonobstant toutes les lois en vigueur dans les provinces ou territoires du Canada, mais sous réserve des dispositions du présent contrat, le Canada pourra à tout moment enlever, vendre ou céder les fournitures d'État. Sans limiter la généralité de ce qui précède, en cas de défaut d'exécution par l'entrepreneur, le Canada aura dès lors le droit de pénétrer dans le chantier naval, sans obtenir au préalable une ordonnance du tribunal, et de prendre possession du «navire» et de tout autre bien qui lui appartiendrait, y compris, mais sans s'y limiter, les travaux en cours exécutés sur les lieux, et d'exécuter tous les travaux requis pour permettre l'enlèvement du «navire» et des autres biens du chantier naval.

---

---

### **K9006C (01/06/91) Titre de propriété**

A partir du 15/09/97, cette clause est remplacée par K9006C.

---

---

### **K9007D (01/06/91) Blessures personnelles**

Cette clause est annulée à partir du 12/12/03.

---

---

### **K9009D (01/12/00) Conditions d'affrètement aérien**

#### **1. Interprétation**

- 1.1 « jour » désigne une période de 24 heures consécutives;
- 1.2 « mois » désigne une période de 30 jours consécutifs; et
- 1.3 « vol » désigne le déplacement d'un aéronef entre le point de décollage et le premier point d'atterrissage.

#### **2. Exécution, interruption ou annulation des vols d'affrètement**

- 2.1 Le transporteur conserve la maîtrise technique exclusive de l'aéronef affrété, de son contenu et de son équipage.
- 2.2 Toute personne transportée à bord d'un aéronef affrété doit se conformer aux conditions fixées par le transporteur, et toute personne ou bien se trouvant à bord d'un aéronef affrété est assujéti à l'autorité du commandant de bord.
- 2.3 Le transporteur peut :
  - a) annuler ou résilier à tout moment l'affrètement ou un vol particulier de celui-ci,
  - b) revenir à la base ou au dernier point d'atterrissage, ou
  - c) dérouter l'aéronef ou atterrir à un point intermédiaire,

## K - Conditions générales - modifications

---

lorsqu'il le juge nécessaire en raison d'une défectuosité de l'aéronef, du mauvais temps ou de conditions indépendantes de sa volonté.

### 3. **Marchandises dangereuses**

L'affrèteur est tenu d'observer les règlements gouvernementaux qui régissent le transport effectué aux termes du présent tarif des explosifs ou autres marchandises dangereuses.

### 4. **Espace réservé au transporteur**

À moins que l'affrèteur ne s'y oppose, le transporteur peut utiliser, pour le transport de son personnel, de ses bagages ou de ses marchandises, tout espace que n'utilise pas l'affrèteur dans l'aéronef affrété.

### 5. **Annulations, exécutions partielles ou déroutements**

5.1 En cas d'interruption de l'affrètement par le transporteur, seuls sont facturés à l'affrèteur les montants applicables à la partie du service effectivement exécutée.

5.2 Rien n'est facturé à l'affrèteur:

- a) lorsqu'un vol n'est pas terminé en raison de défaillances mécaniques ou d'accidents survenus à des membres de l'équipage et que le transporteur n'organise pas de transport de remplacement satisfaisant; ou
- b) pour le temps de vol effectué dans une tentative infructueuse de terminer un vol prévu par le contrat d'affrètement, à moins que l'affrèteur, son préposé ou son mandataire n'y ait consenti d'avance.

### 6. **Substitution d'aéronefs**

6.1 Lorsque, pour des raisons indépendantes de la volonté du transporteur, l'aéronef affrété n'est pas disponible au moment d'entreprendre l'exécution de l'affrètement ou qu'il cesse d'être disponible en cours d'exécution du contrat, le transporteur peut fournir un autre aéronef du même type ou, avec l'accord de l'affrèteur, un appareil d'un autre type aux taux et taxes applicables à l'aéronef initialement affrété, sauf pour les cas prévus aux paragraphes 6.2 et 6.3.

6.2 Lorsqu'un aéronef de remplacement peut transporter une charge marchande supérieure à celle de l'aéronef initialement affrété, la charge marchande transportée par l'aéronef de remplacement ne doit pas excéder celle qui aurait pu être mise à bord du premier aéronef, à moins que l'affrèteur n'accepte de payer les taux et taxes applicables à l'aéronef de remplacement.

6.3 Lorsque l'aéronef de remplacement a une charge marchande maximale inférieure à celle de l'aéronef initialement affrété, les taux et taxes applicables sont ceux de l'aéronef de remplacement, sauf que, s'ils sont supérieurs à ceux de l'aéronef initialement affrété, ce sont ces derniers qui s'appliquent.

### 7. **Détermination de taux horaire ferme**

7.1 À l'exception du cas prévu au paragraphe 7.2, les heures et les minutes de vol à facturer sont comptées à partir du moment où l'aéronef quitte la surface terrestre et se termine lorsque l'aéronef touche la surface terrestre au prochain point d'atterrissage. Le terme « taux horaire ferme » représente des frais pour une heure, ou une portion de celle-ci, de « Temps dans les airs » tel que défini dans le Règlement de l'aviation canadien, Partie VIII, Services de la navigation aérienne, et sera la base utilisée pour calculer les frais de services aériens.

7.2 Lorsque l'exploitation comporte une succession ininterrompue de vols moins dix (10) minutes chacun et que l'on ne coupe pas le moteur entre ces divers vols, le temps dans les airs devra être calculé à partir du moment où l'aéronef quitte la surface terrestre pour le premier vol jusqu'au moment où l'aéronef touche la surface terrestre au point final d'atterrissage.

7.3 Dans le calcul de la durée d'un vol :

## K - Conditions générales - modifications

---

- a) les fractions d'heure doivent être exprimées en décimales, une fraction correspondant à une période de six minutes,
- b) chaque période de moins de trois (3) minutes doit être ramené à zéro, et
- c) chaque période de trois à six minutes doit être arrondie à six (6) minutes,

sauf qu'aucun vol ne peut être considéré comme ayant une durée inférieure à 0.1 heure.

### 8. Taux et taxes applicables pour voilure fixe seulement

- 8.1 Pour tous les affrètements autres que les affrètements à terme, on applique, pour les vols de point à point les taux au mille lorsque les distances de vol sont mesurables.
- 8.2 On applique les taux à l'heure lorsque le transporteur assure un service aérien pour le compte d'un affréteur qui se livre à des opérations comportant des vols ou parties de vols où la distance parcourue n'est pas mesurable ou lorsque l'affréteur en fait la demande, auquel cas le transporteur doit mentionner cette demande sur la facture.

### 9. Mesure des distances pour voilure fixe seulement

- 9.1 Si un vol doit être exécuté sur des voies aériennes ou des itinéraires désignés par le ministère des Transports, on doit mesurer ces distances suivant des lignes droites, le long de ces itinéraires.
- 9.2 Les distances de vol, autres que celles prévues au paragraphe 9.1 doivent être mesurées en ligne droite tirée du point d'origine au point de destination du vol d'affrètement, en utilisant les cartes aéronautiques standard de la Série-nationale de référence cartographique, à l'échelle de 8 milles au pouce que publie le ministère des Ressources naturelles, à Ottawa.

---

#### **K9009D (01/08/92) Conditions d'affrètement aérien**

A partir du 01/12/00, cette clause est remplacée par K9009D.

---

**Remarques :** Utiliser la clause suivante dans des contrats conclus avec des fournisseurs situés en Californie lorsque le Canada ne devient propriétaire du produit qu'à la livraison et lorsque les paiements échelonnés ou anticipés seront effectués. Cette clause doit être utilisée conjointement avec les clauses C2002C et D4003C.

#### **K9010C (29/10/93) Transfert de titre**

Nonobstant les dispositions du présent contrat, les paiements versés en vertu de clauses portant sur des paiements échelonnés ou anticipés ne constitueront pas un transfert de titre relativement aux matériaux bruts, aux travaux en cours, aux biens finis ou à d'autres articles se trouvant à la source de tels paiements ou représentés par ceux-ci.

---

**Remarques :** Utiliser la clause suivante dans tous les documents contractuels pour lesquels l'information doit être fournie par l'entrepreneur conformément à la législation du travail de l'Ontario pour des services de conciergerie, d'alimentation et de sécurité.



## K - Conditions générales - modifications

---

**K9015C** (13/12/02) Législation du travail de l'Ontario

1. Sans limiter la portée de ce qui précède, l'entrepreneur doit conserver les dossiers de ses employés à jour et, sur demande du Ministre, présenter à ce dernier dans les sept (7) jours de la date de la demande l'information ci-après concernant ses employés, tel que prévu dans l'article 77 (2) de la *Loi sur les normes d'emploi*, 2000, et tel que prescrit dans le Règlement de l'Ontario 287/01 :
  - a) le nom, l'adresse et le numéro de téléphone de chaque employé;
  - b) la classification ou une description de tâches pour chaque employé;
  - c) les taux de salaire payés à l'employé;
  - d) une description des avantages dont bénéficie l'employé, y compris les coûts reliés à chacun des avantages et la période à laquelle ces coûts se rapportent;
  - e) le nombre d'heures travaillées dans une semaine régulière sans temps supplémentaire, ou si les heures de travail varient d'une semaine à l'autre, le nombre d'heures travaillées, excluant les heures supplémentaires, dans chacune des semaines travaillées parmi les treize (13) semaines précédant la date de la demande de renseignements;
  - f) la date à laquelle l'employeur a embauché l'employé;
  - g) toute période d'emploi attribuée en vertu de l'article 10 de la Loi;
  - h) le nombre de semaines travaillées à cet endroit pendant les 26 semaines précédant la date de la demande de renseignements (la période de 26 semaines devra être calculée en excluant toute période durant laquelle les services ont été temporairement interrompus, ou durant laquelle l'employé était en congé en vertu de la Partie XIV de la Loi);
  - i) une déclaration indiquant si l'employé :
    - (1) est activement employé à offrir des services à cet endroit mais dont les tâches n'ont pas été exécutées principalement dans les locaux pendant les treize (13) semaines précédant immédiatement la date de demande de renseignements;
    - (2) est employé, mais ne fournit pas activement des services dans les locaux, et dont les tâches n'ont pas été exécutées principalement dans les locaux pendant les treize (13) semaines précédant immédiatement la date de demande de renseignements.
2. En sus de l'information ci-dessus, l'entrepreneur doit, sur demande, fournir au Ministre dans les sept (7) jours après la date de la demande une copie à jour de la convention collective relative aux employés travaillant sur les lieux ou, si aucune convention collective n'existe, une copie de l'accréditation du syndicat ou, si aucune accréditation n'a été émise, une copie de la demande d'accréditation en attente.
3. Entre le moment où l'information décrite ci-dessus est fournie par l'entrepreneur et la date d'expiration du contrat, l'entrepreneur doit fournir au Ministre l'information à jour immédiatement après que des changements ont été apportés à cette information.
4. À l'exception de 1.a), l'information décrite ci-dessus sera fournie par l'autorité contractante aux soumissionnaires éventuels pour un contrat futur pour les services liés aux lieux.

---

**K9015C** (30/10/96) Législation du travail de l'Ontario

A partir du 13/12/02, cette clause est remplacée par K9015C.

## K - Conditions générales - modifications

---

---

**Remarques : LE TEXTE DE CETTE CLAUSE DOIT FIGURER EN ENTIER DANS LES DOCUMENTS D'ACHAT.** Utiliser cette clause dans toutes les invitations à soumissionner quand l'information est fournie aux soumissionnaires conformément aux prescriptions de la législation du travail de l'Ontario pour les contrats de services de conciergerie, de services d'alimentation et de services de sécurité.

### **K9015T (13/12/02) Législation du travail de l'Ontario**

1. Conformément aux dispositions de l'article 77 (1) de la *Loi sur les normes d'emploi*, 2000, l'information ci-après relative à chacun des employés de l'employeur précédent fournissant des services sur les lieux est annexée ici :
  - a) la classification ou une description de tâches pour chaque employé;
  - b) les taux de salaire payés à l'employé;
  - c) une description des avantages dont bénéficie l'employé, y compris les coûts reliés à chacun des avantages et la période à laquelle ces coûts se rapportent;
  - d) le nombre d'heures travaillées dans une semaine régulière sans temps supplémentaire, ou si les heures de travail varient d'une semaine à l'autre, le nombre d'heures travaillées, excluant les heures supplémentaires, dans chacune des semaines travaillées parmi les 13 semaines précédant la date de la demande de renseignements;
  - e) la date à laquelle l'employeur a embauché l'employé;
  - f) toute période d'emploi attribuée en vertu de l'article 10 de la Loi;
  - g) le nombre de semaines travaillées à cet endroit pendant les 26 semaines précédant la date de la demande de renseignements (la période de 26 semaines devra être calculée en excluant toute période durant laquelle les services ont été temporairement interrompus, ou durant laquelle l'employé était en congé en vertu de la Partie XIV de la Loi);
  - h) une déclaration indiquant si l'employé
    - (1) est activement employé à offrir des services à cet endroit mais dont les tâches n'ont pas été exécutées principalement dans les locaux pendant les treize (13) semaines précédant immédiatement la date de demande de renseignements;
    - (2) est employé, mais ne fournit pas activement des services dans les locaux, et dont les tâches n'ont pas été exécutées principalement dans les locaux pendant les treize (13) semaines précédant immédiatement la date de demande de renseignements.
2. Le nom, l'adresse et le numéro de téléphone de chaque employé tels qu'ils figurent dans les dossiers de l'employeur précédent seront fournis au soumissionnaire qui a obtenu le marché, après l'attribution de celui-ci.
3. En plus de l'information ci-dessus, une copie soit de la convention collective, de l'accréditation syndicale, ou des demandes d'accréditation en attente concernant les employés sur les lieux est également annexée, s'il y a lieu.
4. Les soumissionnaires doivent utiliser l'information dont il est question aux alinéas 1. a) à 1. h) ci-dessus (et au paragraphe 3, s'il y a lieu) aux seules fins de préparer leurs soumissions et de se conformer à la Loi et il ne doivent pas divulguer cette information sauf autorisation écrite du Ministre.
5. L'information ci-jointe concernant les employés de l'employeur précédent qui a fourni des services sur les lieux a été reçue de l'employeur précédent et le Ministre ne peut garantir qu'elle est exacte et complète. Si vous avez besoin de clarifications ou d'information complémentaires, veuillez communiquer avec : \_\_\_\_\_.

## K - Conditions générales - modifications

---

6. Le Canada ne garantit pas que cette information concernant les employés de l'ancien employeur qui assurait les services est exacte ou complète ni ne se considère responsable des pertes ou des dommages qui peuvent résulter de l'utilisation de cette information ou du fait de s'y fier.
- 

**K9015T (30/10/96) Législation du travail de l'Ontario**

A partir du 13/12/02, cette clause est remplacée par K9015T.

---

**Remarques : LE TEXTE DE CETTE CLAUSE DOIT FIGURER EN ENTIER DANS LES DOCUMENTS D'ACHAT.** Utiliser la clause suivante dans les contrats d'achats portant sur des marchés assujettis au Programme des marchés réservés aux entreprises autochtones. Lorsque les Conditions générales cités dans l'invitation à soumissionner et le contrat ne contiennent pas de disposition sur l'exhaustivité de la convention, la clause K9026D, Exhaustivité de la convention, doit également être utilisée.

**K9025C (15/09/97) Attestation - statut d'entreprise autochtone**

1. L'entrepreneur déclare que son attestation de conformité à la définition du terme «entreprise autochtone», qui se trouve dans les *Exigences relatives au Programme des marchés réservés aux entreprises autochtones* et qu'il a présenté avec sa soumission, est exacte et complète. L'entrepreneur reconnaît que le Ministre s'est fié à cette attestation lors de la passation du contrat. Cette attestation peut faire l'objet de toute vérification que le Ministre jugera nécessaire.
  2. L'entrepreneur reconnaît que si il ne respecte pas entièrement son engagement, le Ministre pourra le considérer en défaut aux termes du présent contrat, conformément aux dispositions relatives au manquement de l'entrepreneur.
  3. L'entrepreneur tiendra les dossiers et retiendra les documents appropriés sur l'exactitude de l'attestation faite au Canada. Sauf avec autorisation préalable écrite du ministre, l'entrepreneur ne peut disposer des dossiers ou des documents pour une période de six (6) ans commençant à la dernière des dates suivantes : la date du paiement final en vertu du contrat, ou la date du règlement de toute plainte ou de tout litige en suspens. Au cours de cette période, tous les dossiers et documents devront être en tout temps accessibles pour vérification, inspection et examen par les représentants autorisés du Ministre, qui pourront en tirer des copies ou des extraits. L'entrepreneur fournira toutes les installations nécessaires à ces vérifications, inspections et examens ainsi que tous les renseignements sur les dossiers et les documents que les représentants du Ministre lui demanderont.
  4. La présente clause ne peut être interprétée de façon à limiter les droits et recours que le Canada ou le Ministre pourra par ailleurs avoir en rapport avec le présent contrat ou en vertu de celui-ci.
- 

**Remarques : LE TEXTE DE CETTE CLAUSE DOIT FIGURER EN ENTIER DANS LES DOCUMENTS D'ACHAT.** Utiliser la clause suivante dans les invitations à soumissionner portant sur des marchés assujettis au Programme des marchés réservés aux entreprises autochtones. Lorsque les Conditions générales citées dans l'invitation à soumissionner et le contrat ne contiennent pas de disposition sur l'exhaustivité de la convention, la clause K9026D, Exhaustivité de la convention, doit également être utilisée.

## K - Conditions générales - modifications

---

### K9025T (15/09/97) Marchés réservés/entreprises autochtones

1. Ce marché est réservé aux entreprises autochtones en vertu du Programme des marchés réservés aux entreprises autochtones du gouvernement fédéral. Les soumissionnaires doivent remplir et signer le document intitulé « Attestation aux fins du Programme des marchés réservés aux entreprises autochtones », qui se trouve à l'annexe « \_\_\_\_\_ », *Exigences relatives au Programme des marchés réservés aux entreprises autochtones*, et le joindre à leur proposition. **La présentation de cette attestation dûment remplie est une condition de validité des soumissions. La proposition des soumissionnaires qui n'y joindront pas cette attestation sera jugée irrecevable.**
2. Par son attestation, le soumissionnaire atteste que son entreprise jouit du statut d'entreprise autochtone en vertu du Programme des marchés réservés aux entreprises autochtones.
3. Le soumissionnaire reconnaît que le Ministre se fie à cette attestation pour évaluer les soumissions et retiendra cette attestation pour la passation de tout contrat découlant de cet appel d'offres. Cette attestation peut faire l'objet d'une vérification que le Ministre jugera nécessaire.
4. Si une vérification du Ministre révèle un manquement à cette attestation, le Ministre a le droit de rejeter la soumission ou peut considérer que tout contrat découlant de la soumission est en défaut et imposer les mesures de redressement établies dans l'attestation et dans les Conditions générales.

---

**Remarques : LE TEXTE DE CETTE CLAUSE DOIT FIGURER EN ENTIER DANS LES DOCUMENTS D'ACHAT.** Utiliser la clause dans les invitations à soumissionner et dans les contrats d'achat portant sur les marchés assujettis au Programme des marchés réservés aux entreprises autochtones lorsque les Conditions générales citées dans l'invitation à soumissionner et le contrat ne contiennent pas de dispositions sur l'exhaustivité de la convention.

### K9026D (15/09/97) Exhaustivité de la convention

Le contrat, incluant les appendices, les annexes et toutes autres modalités, y compris celles intégrées par renvoi et les documents *Exigences relatives aux marchés réservés aux entreprises autochtones* et « Attestation aux fins du Programme des marchés réservés aux entreprises autochtones », dûment remplis et soumis par le soumissionnaire, représente la totalité et la seule entente intervenue entre les parties relativement à l'objet du contrat et remplace toute négociation, communication ou autre entente antérieure, écrite ou verbale, s'y rapportant, à moins qu'elle ne soit intégrée par renvoi au contrat. Seuls les engagements, conditions, déclarations et modalités qui figurent au contrat lient les parties.

---

**Remarques : LE TEXTE DE CETTE CLAUSE DOIT FIGURER EN ENTIER DANS LES DOCUMENTS D'ACHAT.** Utiliser la clause suivante dans tous les contrats liés à la collecte ou à la création de renseignements personnels, notamment dans les contrats qui prévoient des enquêtes sur des particuliers, comme dans les cas de harcèlement ou de détermination de la situation professionnelle d'un fonctionnaire.

### K9035D (23/11/98) Manipulation de renseignements personnels

L'entrepreneur reconnaît que le Canada est régi par la *Loi sur la protection des renseignements personnels* (S.R.C. 1985, c. P-21) pour ce qui est de la protection des renseignements personnels tels qu'ils sont définis dans la Loi. L'entrepreneur doit maintenir la confidentialité de toute information personnelle qu'il aura recueillie, créée ou traitée dans le cadre du contrat et ne devra en aucun cas utiliser, copier, divulguer, éliminer ou détruire ces renseignements personnels d'une autre manière que celle prévue dans la présente clause et dans les dispositions contractuelles régissant leur divulgation. Tous les renseignements personnels sont la propriété du Canada, et l'entrepreneur ne détient aucun droit à leur égard. L'entrepreneur doit, à l'achèvement des travaux ou à la résiliation du contrat, ou à une date antérieure si le ministre l'exige, remettre au Canada tous les renseignements personnels sous toutes leurs formes, y compris les documents de travail, les notes, les notes de service, les rapports, les données sous forme lisible par machine ou autrement, ainsi que la documentation qui aura été rédigée ou obtenue dans le cadre du contrat. Après remise des renseignements personnels au Canada, l'entrepreneur n'aura

## **K - Conditions générales - modifications**

---

nullement le droit de conserver des renseignements sous quelque forme que ce soit et devra veiller à ce qu'aucune trace des renseignements personnels ne reste en sa possession.

---

---

---

---

## **Section 5**

**L - Outillage de production et équipement d'essai**

---



## L - Outillage de production et équipement d'essai

---

**L0001T (01/06/91) Outillage**

Cette clause est annulée à partir du 15/06/98.

---

**Remarques :** Utiliser la clause suivante pour les articles spéciaux pouvant nécessiter un outillage spécial de production.

**L0002T (01/06/91) Outillage**

Si un contrat est adjudgé, l'entrepreneur doit marquer chaque outillage de production spécial et devra soumettre un inventaire décrivant chacun d'eux, son emploi et son prix. L'entrepreneur doit établir l'authenticité d'un tel inventaire au moyen d'une déclaration assermentée devant un notaire public ou un commissaire autorisé à faire prêter serment.

---

**Remarques :** **LE TEXTE DE CETTE CLAUSE DOIT FIGURER EN ENTIER DANS LES DOCUMENTS D'ACHAT.** Utiliser la clause suivante lorsque l'outillage de production est obtenu à prix ferme et que la valeur de l'outillage dépasse 500 \$. Veuillez fournir les données manquantes.

**L0003C (13/12/02) Outillage**

1. L'entrepreneur devra fournir l'outillage de production nécessaire à l'exécution des travaux prévu au présent contrat, suivant la liste attachée ou celle qui sera présentée le plus tôt possible, au prix de \_\_\_\_ \$.
2. L'entrepreneur devra prendre un soin raisonnable et convenable de l'outillage confié à sa garde. L'entretien et le remplacement, au cours de l'exécution du contrat, seront à la charge de l'entrepreneur.
3. Les titres de propriété de l'outillage et de tout remplacement sont dévolus au Canada et ils le demeureront en tout temps.
4. L'entrepreneur devra informer par écrit le \_\_\_\_\_, au moins soixante (60) jours avant la date à laquelle l'outillage ne sera plus requis pour l'exécution d'un contrat du Canada. Si aucune instruction n'est reçue du Ministre quant à son utilisation, l'entrepreneur assurera la garde, sans frais direct pour le Canada, pendant une période de \_\_\_\_\_ jours à compter de la date à laquelle le contrat aura été exécuté. Cependant, si des frais de protection, de conditionnement et de mise en caisses sont nécessaires, ils feront l'objet d'un nouveau contrat du Ministère.
5. Chaque pièce de l'outillage spécial de production sera identifiée comme propriété du Canada par l'apposition d'une plaque, ou par une empreinte ou estampille. La plaque ou le marquage portera les numéros de dossier du ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux et de contrat ainsi que le numéro d'outillage, pour identifier chaque pièce.
6. Comme condition préalable au paiement de l'outillage, une facture distincte doit être soumise accompagnée de l'inventaire de l'outillage, confirmé par déclaration statutaire devant un notaire ou un officier ministériel ayant qualité pour recevoir les déclarations sous serment sur la formule DSS-MAS 1477, Déclaration statutaire, qui s'obtient de \_\_\_\_\_. L'inventaire contiendra les détails suivants :
  - a) nom de l'entrepreneur;
  - b) date et numéro de référence du contrat;
  - c) fournitures ou composantes fabriquées au moyen de cet outillage;



## L - Outillage de production et équipement d'essai

---

- d) nombre, numéro de l'article ou de l'outil (voir l'alinéa e) précédent), numéro de la pièce à fabriquer avec l'outil et description succincte de l'outil;
  - e) prix de chaque outillage spécial de production séparément, si possible, et montant total.
7. La facture pour l'outillage spécial de production sera adressée à et payable par \_\_\_\_\_. La facture originale et deux (2) copies accompagnées de l'original et deux (2) copies de l'inventaire d'outillage (vérifié comme indiqué ci-dessus) doivent être soumis à l'autorité contractante.

---

**L0003C (16/02/98) Outillage**

A partir du 13/12/02, cette clause est remplacée par L0003C.

---

**Remarques : LE TEXTE DE CETTE CLAUSE DOIT FIGURER EN ENTIER DANS LES DOCUMENTS D'ACHAT.** Utiliser la clause suivante pour l'outillage spécial de production obtenu au prix coûtant lorsque la valeur de l'outillage est évalué à plus de 500 \$. Remplir les données manquantes.

Au paragraphe 1 ci-dessous, ajouter, s'il y a lieu, après le mot « gouvernement », la phrase suivante : « plus un bénéfice de \_\_\_\_ p. 100 sur le coût de l'outillage qui est fabriqué dans une usine que l'entrepreneur dirige ou qui lui appartient. L'entrepreneur n'aura pas le droit à aucun bénéfice sur l'outillage acheté ou autrement obtenu par ses sous-traitants.»

Lorsque les produits finis sont achetés à prix ferme mais que l'outillage spécial de production est obtenu en régie, ajouter au paragraphe 3 : « et veillera à l'entretenir et à le remplacer sans frais pour le Canada. »

**L0004C (13/12/02) Outillage**

1. L'entrepreneur fournira l'outillage spécial de production nécessaire à l'exécution des travaux prévu au présent contrat, suivant la liste annexée à l'acceptation du contrat. Cet outillage sera payé par le Canada sur la base du coût réel déterminé suivant les Principes des coûts contractuels, DSS-MAS 1031-2, lequel sera sujet à être vérifié par le service de vérification du gouvernement. Lorsqu'une liste incomplète seulement de l'outillage a été soumise ou le sera avec l'acceptation du contrat, l'entrepreneur s'engagera à fournir la liste complète dans le plus bref délai. Tous les articles inclus dans « l'outillage spécial de production » sont sujets à l'approbation par le Ministre préalablement au paiement final.
2. Le montant total dû par le Canada à l'entrepreneur pour l'outillage ne peut en aucun cas dépasser \_\_\_\_\_ \$, à moins et avant que des engagements additionnels ne soient autorisés par le Canada.
3. L'entrepreneur prendra un soin raisonnable et convenable de l'outillage confié à sa garde.
4. Les titres de propriété de l'outillage et de tout remplacement sont dévolus au Canada dès que l'entrepreneur en aura fait l'acquisition et ils le demeureront en tout temps.
5. L'entrepreneur informera par écrit le \_\_\_\_\_, au moins soixante (60) jours avant le date à laquelle l'outillage n'est plus requis pour l'exécution d'un contrat du Canada. Si aucune instruction n'est reçue du Ministre quant à son utilisation, l'entrepreneur en assurera la garde, sans frais direct pour le Canada, pendant une période de \_\_\_\_\_ jours à compter de la date à laquelle le contrat aura été exécuté. Cependant, si des frais de protection, de conditionnement et de mise en caisses sont nécessaires, ils feront l'objet d'un nouveau contrat du Ministère.
6. Chaque pièce de l'outillage spéciale de production sera identifiée comme propriété du Canada par l'apposition d'une plaque (que l'on obtient en s'adressant à \_\_\_\_\_,) ou par une empreinte ou estampille. La plaque ou le marquage portera les numéros de dossier et de contrat du ministère

## L - Outillage de production et équipement d'essai

---

des Travaux publics et des Services gouvernementaux ainsi que le numéro d'outillage pour identifier chaque pièce.

7. Comme condition préalable au paiement final de l'outillage, l'entrepreneur soumettra l'inventaire de l'outillage confirmé par déclaration statutaire devant un notaire ou un officier ministériel ayant qualité pour recevoir les déclarations sous serment sur la formule DSS-MAS 1477, Déclaration statutaire, qui s'obtient de la \_\_\_\_\_. L'inventaire contiendra les détails suivants :
  - a) nom de l'entrepreneur;
  - b) date et numéro de référence du contrat;
  - c) fournitures ou pièces composantes fabriquées au moyen de cet outillage;
  - d) nombre, numéro de l'article ou de l'outil (voir le paragraphe 6 précédent), numéro de la pièce à fabriquer avec l'outil et description succincte de l'outil;
  - e) prix de chaque outillage spécial de production séparément, si possible, et montant total.
8. L'original et deux (2) copies de l'inventaire d'outillage (vérifié comme indiqué ci-dessus) doivent être adressés à l'autorité contractante.

---

**L0004C (16/02/98) Outillage**

A partir du 13/12/02, cette clause est remplacée par L0004C.

---

**Remarques : LE TEXTE DE CETTE CLAUSE DOIT FIGURER EN ENTIER DANS LES DOCUMENTS D'ACHAT.** Utiliser la clause suivante dans les contrats à prix ferme lorsque le Canada doit fournir de l'outillage spécial de production. Veuillez fournir les données manquantes.

**L0005C (01/06/91) Outillage - propriété du Canada**

1. Le Canada doit fournir l'outillage spécial de production (désigné ci-après : « l'outillage ») requis pour l'exécution des travaux faisant l'objet du présent contrat suivant la liste annexée.
2. Le titre de propriété de l'outillage reste dévolu au Canada de même que celui de toute pièce de rechange.
3. L'entrepreneur doit prendre un soin raisonnable et convenable de l'outillage et doit entretenir et remplacer l'outillage à ses frais au cours de l'exécution du contrat de sorte que, lorsque le contrat sera exécuté, l'entrepreneur aura en sa possession l'outillage au complet en bon état de fonctionnement.
4. L'entrepreneur doit informer par écrit la \_\_\_\_\_, au moins soixante (60) jours avant la date à laquelle il n'aura plus besoin de l'outillage pour l'exécution d'un contrat du Canada. Si aucune instruction n'est reçue du Ministre quant à la façon d'en disposer, l'Entrepreneur doit assurer la garde de l'outillage, sans frais direct pour le Canada, pendant une période de \_\_\_\_\_ jours à compter de la date à laquelle le contrat est exécuté. Cependant, si des frais de protection, de conditionnement et de mise en caisses sont nécessaires, ils feront l'objet d'un nouveau contrat du Ministère.

## L - Outillage de production et équipement d'essai

---

**Remarques : LE TEXTE DE CETTE CLAUSE DOIT FIGURER EN ENTIER DANS LES DOCUMENTS D'ACHAT.** Utiliser la clause suivante dans les contrats à prix ferme lorsque le Canada est propriétaire de l'outillage spécial de production déjà en possession de l'entrepreneur. Veuillez fournir les données manquantes.

**L0006C (01/06/91) Outillage - propriété du Canada**

1. Le Canada doit fournir l'outillage spécial de production (désigné ci-après « l'outillage ») acquis aux termes du contrat numéro \_\_\_\_\_ et requis pour l'exécution des travaux faisant l'objet du présent contrat.
2. Le titre de propriété de l'outillage reste dévolu au Canada de même que celui de toute pièce de rechange.
3. L'entrepreneur doit prendre un soin raisonnable et convenable de l'outillage et doit entretenir et remplacer l'outillage à ses frais au cours de l'exécution du contrat de sorte que, lorsque le contrat sera exécuté, l'entrepreneur aura en sa possession l'outillage au complet en bon état de fonctionnement.
4. L'entrepreneur doit informer par écrit la \_\_\_\_\_, au moins soixante (60) jours avant la date à laquelle il n'aura plus besoin de l'outillage pour l'exécution d'un contrat du Canada. Si aucune instruction n'est reçue du Ministre quant à la façon d'en disposer, l'entrepreneur doit assurer la garde de l'outillage sans frais direct pour le Canada, pendant une période de \_\_\_\_\_ jours à compter de la date à laquelle le contrat est exécuté. Cependant, si des frais de protection, de conditionnement et de mise en caisses sont nécessaires, ils feront l'objet d'un nouveau contrat du Ministère.

---

**Remarques : LE TEXTE DE CETTE CLAUSE DOIT FIGURER EN ENTIER DANS LES DOCUMENTS D'ACHAT.** Utiliser la clause suivante dans les contrats à frais remboursables lorsque le Canada fournit de l'outillage spécial de production et en est le propriétaire. Veuillez fournir les données manquantes.

**L0007C (01/06/91) Outillage - propriété du Canada**

1. Le Canada doit fournir l'outillage spécial de production (désigné ci-après : « l'outillage ») requis pour l'exécution des travaux faisant l'objet du présent contrat, suivant la liste annexée.
2. Le titre de propriété de l'outillage reste dévolu au Canada de même que celui de toute pièce de rechange.
3. L'entrepreneur doit informer par écrit la \_\_\_\_\_, au moins soixante (60) jours avant la date à laquelle il n'aura plus besoin de l'outillage pour l'exécution d'un contrat du Canada. Si aucune instruction n'est reçue du Ministre quant à la façon d'en disposer, l'entrepreneur doit assurer la garde de l'outillage, sans frais direct pour le Canada, pendant une période de \_\_\_\_\_ jours à compter de la date à laquelle le contrat est exécuté. Cependant, si des frais de protection, de conditionnement et de mise en caisses sont nécessaires, ils feront l'objet d'un nouveau contrat du Ministère.

---

**Remarques : LE TEXTE DE CETTE CLAUSE DOIT FIGURER EN ENTIER DANS LES DOCUMENTS D'ACHAT.** Utiliser la clause suivante dans les contrats à frais remboursables lorsque le Canada est propriétaire de l'outillage spécial de production déjà en possession de l'entrepreneur. Veuillez fournir les données manquantes.

**L0008C (01/06/91) Outillage - propriété du Canada**

1. Le Canada doit fournir l'outillage spécial de production (désigné ci-après : « l'outillage ») acquis aux termes du contrat numéro \_\_\_\_\_ et requis pour l'exécution des travaux faisant l'objet du présent contrat.

## L - Outillage de production et équipement d'essai

---

2. Le titre de propriété de l'outillage reste dévolu au Canada de même que celui de toute pièce de rechange.
  3. L'entrepreneur doit informer par écrit la \_\_\_\_\_, au moins soixante (60) jours avant la date à laquelle il n'aura plus besoin de l'outillage pour l'exécution d'un contrat du Canada. Si aucune instruction n'est reçue du Ministre quant à la façon d'en disposer, l'entrepreneur doit assurer la garde de l'outillage, sans frais direct pour le Canada, pendant une période de \_\_\_\_\_ jours à compter de la date à laquelle le contrat est exécuté. Cependant, si des frais de protection, de conditionnement et de mise en caisses sont nécessaires, ils feront l'objet d'un nouveau contrat du Ministère.
- 
- 

**L0009C (01/06/91) Production ou outillage**

Cette clause est annulée à partir du 15/06/98.

---

---

**L5000C (01/06/91) Equipement spécial d'essais**

Cette clause est annulée à partir du 16/02/98.

---

---

**Remarques : LE TEXTE DE CETTE CLAUSE DOIT FIGURER EN ENTIER DANS LES DOCUMENTS D'ACHAT.** Utiliser la clause suivante dans les contrats lorsque les biens appartenant au Canada (l'outillage, l'équipement d'essai, les matériaux, etc.) peuvent devenir excédentaires.

**L5001C (01/06/91) Biens - propriété du Canada**

Si, pendant ou après l'exécution du présent contrat, l'entrepreneur détermine qu'un bien appartenant au Canada (outillage, équipement d'essai, matériaux, etc.) est excédentaire, l'entrepreneur doit alors le signaler comme excédentaire en utilisant les formules \_\_\_\_\_. Si le Canada n'a aucun besoin de ces excédents, le Canada devra donner à l'entrepreneur le premier choix de refus à une juste valeur marchande à être négociée avec le Groupe de la distribution des biens de la Couronne.

---

---

---

## **Section 5**

**M - Offres a commandes**

---



## M - Offres a commandes

---

---

**M0000C (16/12/05) Clauses et conditions uniformisées - offres à commandes**

Cette clause est annulée à partir du 15/08/06.

---

---

**M0000C (10/06/05) Instructions, conditions et clauses - offre à commande**

A partir du 16/12/05, cette clause est remplacée par M0000C.

---

---

**M0000T (16/12/05) Instructions, clauses et conditions uniformisées - demandes d'offres à commandes**

Cette clause est annulée à partir du 15/08/06.

---

---

**M0000T (10/06/05) Instructions, conditions et clauses - demande d'offre à commande**

A partir du 16/12/05, cette clause est remplacée par M0000T.

---

---

**M0001D (01/06/91) Commande, formule de**

Cette clause est annulée à partir du 31/03/95.

---

---

**M0002D (01/06/91) Commande directe - formule**

Cette clause est annulée à partir du 31/03/95.

---

---

## M - Offres a commandes

---

---

**M0003D (01/06/91) Mention du mot "Contrat"**

Cette clause est annulée à partir du 31/03/95.

---

---

**M0004T (01/08/92) Nature de document**

Cette clause est annulée à partir du 31/03/95.

---

---

**M0005T (31/01/92) Nature du document**

Cette clause est annulée à partir du 31/03/95.

---

---

**M0006T (31/03/95) Renseignements - période d'invitation**

A partir du 13/12/02, cette clause est remplacée par A0012T.

---

---

**M0007T (15/06/98) Présentation de l'offre**

Cette clause est annulée à partir du 15/08/06.

---

---

**M0007T (31/03/95) Présentation de l'offre**

A partir du 15/06/98, cette clause est remplacée par M0007T.

---

---



## M - Offres a commandes

---

### **M0008T (01/12/92) Principes de sélection**

A partir du 31/03/95, cette clause est remplacée par A0265T, A0270T.

---

---

### **M0009T (01/12/92) La méthode de sélection du transporteur**

A partir du 31/03/95, cette clause est remplacée par A0031T.

---

---

### **M0010T (01/12/92) Proposition technique**

Cette clause est annulée à partir du 31/03/95.

---

---

**Remarques :** Utiliser la clause suivante dans les demandes d'offres à commandes. Cette clause peut être utilisée en conjonction avec M9101T.

Ne pas utiliser la clause suivante lorsque les conditions uniformisées 2006 sont utilisées.

### **M0011T (15/08/06) Déroulement de l'évaluation**

Lorsque le Canada évalue les offres, il peut, sans toutefois y être obligé, effectuer ce qui suit :

- a) demander des précisions ou vérifier l'exactitude de certains renseignements ou de tous les renseignements fournis par les offrants relatifs à la demande d'offres à commandes (DOC);
- b) communiquer avec l'une ou toutes les personnes citées en référence pour vérifier et attester l'exactitude des renseignements fournis par les offrants;
- c) demander, avant l'attribution d'une offre, des renseignements précis sur la situation juridique des offrants;
- d) examiner les installations, les capacités techniques, administratives et financières des offrants pour déterminer s'ils sont en mesure de répondre aux exigences énoncées dans la DOC;
- e) corriger toute erreur dans le calcul des prix totaux des offres en utilisant les prix unitaires et toute erreur de quantités indiquées dans les offres en fonction des quantités précisées dans la demande d'offres à commandes;
- f) vérifier tous les renseignements fournis par les offrants en faisant des recherches indépendantes, en utilisant des ressources du gouvernement ou en communiquant avec des tiers;
- g) interviewer, aux propres frais des offrants, tout offrant et(ou) une ou des personnes qu'ils proposent pour répondre aux exigences de la demande d'offres à commandes.

L'autorité de l'offre à commandes établira le nombre de jours dont disposeront les offrants pour se conformer à toute demande concernant tout item ci-haut mentionné. Le défaut de répondre à la demande pourra avoir pour conséquence que l'offre soit jugée non-recevable.

---

---

## M - Offres a commandes

---

---

**M0011T**      **(31/03/95)**      **Evaluation des installations**

A partir du 15/08/06, cette clause est remplacée par M0011T.

---

---

**M0012T**      **(01/12/92)**      **Frais de présentation de l'offre**

Cette clause est annulée à partir du 31/03/95.

---

---

**M0013C**      **(01/12/92)**      **Autorisations**

A partir du 31/03/95, cette clause est remplacée par M0015D.

---

---

**M0014C**      **(01/12/92)**      **Autorisations**

A partir du 31/03/95, cette clause est remplacée par M0015D.

---

---

**M0015D**      **(31/03/95)**      **Autorité contractante**

Cette clause est annulée à partir du 15/08/06.

---

---

**M0015D**      **(01/12/92)**      **Autorité administrative**

A partir du 31/03/95, cette clause est remplacée par M0015D.

---

---

## M - Offres a commandes

---

**M0016D (01/12/92) Services à fournir**

Cette clause est annulée à partir du 31/03/95.

---

---

**M0017T (01/12/92) Conférence des soumissionnaires**

A partir du 31/03/95, cette clause est remplacée par A9083T.

---

---

**M0018D (01/12/00) Consignes du poste**

Cette clause est annulée à partir du 15/08/06.

---

---

**M0018D (31/03/95) Ordres de poste**

A partir du 10/12/00, cette clause est remplacée par M0018D.

---

---

**Remarques :** Utiliser la clause suivante dans les demandes d'offres à commandes lorsque des prix et(ou) des taux fermes sont exigés.

**M0019T (15/08/06) Prix et(ou) taux fermes**

L'offrant doit fournir des prix et(ou) des taux fermes qui s'appliqueront pour toute la période de l'offre à commandes.

---

---

**M0019T (25/05/01) Taux pour la période des offres à commandes**

A partir du 15/08/06, cette clause est remplacée par M0019T.

---

---

## M - Offres a commandes

---

**M0020C**      (01/12/92)      **Classification du fournisseur**

Cette clause est annulée à partir du 31/03/95.

---

---

**M0021D**      (01/12/92)      **Limites de la région-Capitale Nationale**

Cette clause est annulée à partir du 31/03/95.

---

---

**M0022D**      (10/06/05)      **Contrat de défense**

A partir du 15/08/06, cette clause est remplacée par A9006C.

---

---

**M0023C**      (14/05/04)      **Lois applicables**

Cette clause est annulée à partir du 15/08/06.

---

---

**M0023C**      (30/10/96)      **Lois applicables**

A partir du 14/05/04, cette clause est remplacée par M0023C.

---

---

**M0023T**      (10/12/04)      **Lois applicables**

Cette clause est annulée à partir du 15/08/06.

---

---

**M0023T**      (14/05/04)      **Lois applicables**

A partir du 10/12/04, cette clause est remplacée par M0023T.

---

---

## M - Offres a commandes

---

---

**M0090C (15/09/97) Divulcation des renseignements**

Cette clause est annulée à partir du 15/08/06.

---

---

**M0090T (15/09/97) Divulcation des renseignements**

Cette clause est annulée à partir du 15/08/06.

---

---

**M0100D (16/12/05) Instructions et conditions uniformisées - offres à commandes**

Cette clause est annulée à partir du 15/08/06.

---

---

**M1000T (01/06/91) Nombre éventuel de commandes**

Cette clause est annulée à partir du 31/03/95.

---

---

**M1001T (01/06/91) Contrats subséquents**

Cette clause est annulée à partir du 31/03/95.

---

---

**M1002D (01/06/91) Utilisateur identifié**

Cette clause est annulée à partir du 31/03/95.

---

---

## M - Offres a commandes

---

---

**M1003D (01/06/91) Utilisateur identifié**

Cette clause est annulée à partir du 31/03/95.

---

---

**M1100D (31/03/95) Responsable du service sur les lieux**

Cette clause est annulée à partir du 15/08/06.

---

---

**M1100D (01/06/91) Responsable du service sur les lieux**

A partir du 31/03/95, cette clause est remplacée par M1100D.

---

---

**M1200D (01/06/91) Retours et remboursements**

Cette clause est annulée à partir du 31/03/95.

---

---

**M1300D (01/06/91) Demande d'offre permanente**

Cette clause est annulée à partir du 31/03/95.

---

---

**M1302D (31/03/95) Offres à commandes (multiples)**

A partir du 21/06/99, cette clause est remplacée par M1302T.

---

---

## M - Offres a commandes

---

**M1302T (21/06/99) Offres à commandes (multiples)**

Cette clause est annulée à partir du 15/08/06.

---

---

**M1303D (31/01/92) Demande de l'offre permanente**

Cette clause est annulée à partir du 31/03/95.

---

---

**M1500D (31/03/95) Personnel du proposant**

Cette clause est annulée à partir du 15/08/06.

---

---

**M1500D (01/06/91) Personnel du fournisseur :**

A partir du 31/03/95, cette clause est remplacée par M1500D.

---

---

**M1501D (03/02/97) Employés - qualification exigée**

Il est convenu que seuls seront affectés, à la suite d'une commande, des employés ayant subi le test de compétence du proposant. Les employés temporaires doivent répondre aux normes de sélection minimales contenues dans la dernière édition du «Catalogue des descriptions des postes occupés par des employés temporaires», publié par le ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux. Ces normes font autant partie du présent document que si elles y étaient reportées au long; le proposant reconnaît en avoir reçu un exemplaire et l'avoir lu.

---

---

**M1501D (15/12/95) Employés - qualification exigée**

A partir du 03/02/97, cette clause est remplacée par M1501D.

---

---

## M - Offres a commandes

---

---

**M1502D (01/06/91) Personnel, affectation de**

A partir du 15/12/95, cette clause est remplacée par M1501D.

---

---

**M1600D (01/06/91) Retenues à la source**

Cette clause est annulée à partir du 31/03/95.

---

---

**M1700D (01/06/91) Profil du fournisseur, changements au**

Cette clause est annulée à partir du 31/03/95.

---

---

**M1701D (01/06/91) Documents qui doivent être fournis**

Cette clause est annulée à partir du 31/03/95.

---

---

**M1800D (01/06/91) Facturation**

Cette clause est annulée à partir du 31/03/95.

---

---

**M1801D (01/06/91) Factures**

Cette clause est annulée à partir du 31/03/95.

---

---



## M - Offres a commandes

---

**M1802D (01/06/91) Facturation**

Cette clause est annulée à partir du 31/03/95.

---

---

**M1804D (31/01/92) Facturation**

Cette clause est annulée à partir du 31/03/95.

---

---

**M1900D (01/06/91) Commande, processus de**

Cette clause est annulée à partir du 31/03/95.

---

---

**M1901D (01/06/91) Commande, processus de**

Cette clause est annulée à partir du 31/03/95.

---

---

**M1902D (01/06/91) Commande, processus de**

Cette clause est annulée à partir du 31/03/95.

---

---

**M1903D (31/01/92) Commandes**

Cette clause est annulée à partir du 31/03/95.

---

---

**M1904D (30/05/03) Offres à commandes multiples**

Cette clause est annulée à partir du 15/08/06.

## M - Offres a commandes

---

---

**M1904D (15/06/98) Offres à commandes multiples**

A partir du 30/05/03, cette clause est remplacée par M1904D.

---

---

**Remarques : LE TEXTE DE CETTE CLAUSE DOIT FIGURER EN ENTIER DANS LES DOCUMENTS D'ACHAT.**

**M1910T (13/12/02) Achat électronique**

1. L'offre à commande qui sera autorisée en vertu de cet appel d'offres peut être inscrite dans le système d'achat électronique; un système d'achat sur le Web par ordinateur de bureau qui est offert aux ministères fédéraux.
  2. Bien que les offrants ne soient pas contraints à inscrire leurs produits et(ou) prix dans le système d'achat électronique, ils sont, par contre, fortement encouragés à le faire puisque c'est peut-être là l'orientation que le gouvernement fédéral adoptera pour ses besoins futurs. Également, c'est là une occasion d'accroître la visibilité des produits et(ou) prix figurant dans les catalogues de l'offrant retenu.
  3. Que l'offrant accepte ou refuse d'inscrire ses produits et(ou) prix dans le système d'achat électronique n'aura pas d'incidence sur l'évaluation de sa proposition ou l'autorisation d'utiliser l'offre à commande en vertu de cet appel d'offres.
  4. Si l'offrant est intéressé à inscrire son offre à commande dans le système d'achat électronique, il pourra obtenir une copie des exigences d'installation en faisant une demande, par fax, à l'autorité contractante de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC), dont le nom figure à la première page de la présente appel d'offres, au numéro de fax \_\_\_\_\_. L'offrant devra également :
    - a) indiquer, ci-dessous, son intérêt à inscrire ses produits et(ou) prix dans le système d'achat électronique :  
**Intéressé: OUI \_\_\_ NON \_\_\_;**
    - b) démontrer qu'il est capable de charger la liste de ses produits faisant l'objet d'une offre à commandes dans Excel ou Lotus 123 en format bilingue (TPSGC fournira un exemple de disposition du logiciel sur demande);
    - c) indiquer dans quel logiciel le catalogue (produits et(ou) prix) peut être chargé :  
Excel: **OUI \_\_\_ NON \_\_\_** et(ou)  
Lotus 123: **OUI \_\_\_ NON \_\_\_;** et
    - d) indiquer si les produits écologiques seront faciles à repérer :  
produits écologiques **sont** identifiés : **OUI \_\_\_ NON \_\_\_**  
produits écologiques **peuvent être** identifiés: **OUI \_\_\_ NON \_\_\_**
  5. Nom de la personne-ressource : \_\_\_\_\_  
Numéro de téléphone : ( ) \_\_\_\_\_.
- 
-

## M - Offres a commandes

---

**M2000D (15/12/95) Services d'aide temporaire**

Cette clause est annulée à partir du 15/08/06.

---

**M2000D (01/06/91) Services d'aide temporaire**

A partir du 15/12/95, cette clause est remplacée par M2000D.

---

**Remarques : LE TEXTE DE CETTE CLAUSE DOIT FIGURER EN ENTIER DANS LES DOCUMENTS D'ACHAT.** Utiliser la clause suivante dans les demandes d'offres à commandes estimées à 200 000 \$ ou plus (incluant toutes les taxes applicables), sauf dans le cas des besoins exclus en vertu des alinéas 5.129 d), e) et f) du *Guide des approvisionnements*. (Voir également la procédure 7A.127.)

**M2000T (15/08/06) Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi - 200 000\$ ou plus**

1. En vertu du Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi (le Programme), certaines entreprises soumissionnant des marchés fédéraux d'une valeur de 200 000 \$ ou plus (incluant toutes les taxes applicables) doivent s'engager formellement à mettre en oeuvre un programme d'équité en matière d'emploi comme condition préalable à l'adjudication d'un contrat. Si l'offrant est assujéti au Programme, la preuve de son engagement doit être fournie avant l'émission d'une offre à commandes.

Les entrepreneurs déclarés « non admissibles » par le ministère des Ressources humaines et du Développement des compétences (RHDC) ont perdu le droit de recevoir un marché public au-delà du seuil prévu par le *Règlement sur les marchés de l'État* pour les appels d'offres (25 000 \$ actuellement, incluant toutes les taxes applicables), soit parce que le ministère des RHDC a constaté leur non-conformité ou parce qu'ils se sont retirés volontairement du Programme pour une raison autre que la réduction de leur effectif. Toute offre déposée par un offrant non admissible sera rejetée.

2. L'offrant atteste comme suit sa situation relativement au Programme :

L'offrant :

- a)  n'est pas assujéti au Programme, puisqu'il compte un effectif de moins de 100 employés permanents à temps plein ou à temps partiel au Canada,
- b)  n'est pas assujéti au Programme, puisqu'il est un employeur réglementé en vertu de la *Loi sur l'équité en matière d'emploi*;
- c)  est assujéti aux exigences du Programme, puisqu'il compte un effectif de 100 employés permanents ou plus à temps plein ou à temps partiel au Canada, mais il n'a pas obtenu auparavant un numéro d'attestation du ministère des RHDC (n'ayant pas soumissionné des marchés de 200 000 \$ ou plus); dans ce cas, un certificat d'engagement dûment signé est joint à la présente);
- d)  est assujéti au Programme et possède un numéro d'attestation valide, à savoir le numéro : \_\_\_\_\_ (c.-à-d. qu'il n'a pas été déclaré « non admissible » par le ministère des RHDC).

## M - Offres à commandes

---

3. Si les exceptions énumérées ci-dessus en 2. a) ou b) ne concernent pas l'offrant, les exigences du Programme s'appliquent et, à ce titre, l'offrant doit présenter une attestation d'engagement, formulaire du ministère des RHDC LAB 1168, Attestation d'engagement pour la mise en oeuvre de l'équité en matière d'emploi, DUMENT SIGNÉ, ou communiquer son numéro d'attestation valide confirmant qu'il se conforme au Programme.
4. L'offrant reconnaît que le Canada se fondera sur cette attestation pour émettre une offre à commande. Si une vérification par le Canada révèle une fausse déclaration de la part de l'offrant, le Canada aura le droit de considérer tout contrat découlant de l'offre à commandes en défaut, pourra le résilier conformément aux dispositions du contrat en la matière et mettre l'offre à commandes de côté.
5. Dans tous les cas, l'offrant est tenu de produire, sur demande avant l'émission d'une offre à commandes, une preuve ou des renseignements à l'appui, si cette preuve n'est pas comprise dans son offre.

Signature du représentant autorisé : \_\_\_\_\_.

*Des renseignements sur le Programme, ainsi que le formulaire d'attestation d'engagement (LAB 1168), sont offerts sur le site Web du ministère des RHDC : <http://www.rhdcc.gc.ca/fr/passerelles/topiques/wzp-gxr.shtml> et <http://www100.hrdc.gc.ca/labswenm1f.shtml>, respectivement.*

---

**M2001D (15/12/95) Total estimatif - offre à commande**

A partir du 13/12/99, cette clause est remplacée par M2001T.

---

**M2001T (13/12/99) Total estimatif - offre à commande**

Cette clause est annulée à partir du 15/08/06.

---

**M2002D (01/06/91) Total estimatif - offre permanente**

Cette clause est annulée à partir du 31/03/95.

---

**Remarques : LE TEXTE DE CETTE CLAUSE DOIT FIGURER EN ENTIER DANS LES DOCUMENTS D'ACHAT.** Utiliser la clause suivante dans les demandes d'offres à commandes d'une valeur estimative de plus de 25 000 \$ mais moins de 200 000 \$ (incluant toutes les taxes applicables), sauf dans le cas des besoins exclus en vertu des alinéas 5.129 d), e) et f) du *Guide des approvisionnements*.

## M - Offres a commandes

---

**M2002T (15/08/06) Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi - plus de 25 000 \$ et moins de 200 000 \$**

Les organisations qui sont assujetties au Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi (le Programme) mais qui ont été déclarées, par le ministère des Ressources humaines et du Développement des compétences (RHDC), non admissibles à recevoir des marchés publics de biens et de services au-delà du seuil prévu par le *Règlement sur les marchés de l'État* (RME) pour les appels d'offres (25 000 \$ actuellement, incluant toutes les taxes applicables), soit parce que RHDC a constaté leur non-conformité ou parce qu'elles se sont retirées volontairement du Programme pour une raison autre que la réduction de leur effectif ont été prévenues par RHDC qu'elles ont ainsi perdu le droit de recevoir un marché public au-delà de ce seuil. Par conséquent, leur numéro d'attestation a été annulé et leur nom a été inscrit sur la liste des entrepreneurs non admissibles de RHDC. Les offres de ces organisations seront jugées irrecevables.

L'offrant atteste qu'il n'a pas été déclaré par RHDC « non admissible » à recevoir des marchés publics au-delà du seuil prévu par le RME pour les appels d'offres (25 000 \$ actuellement, incluant toutes les taxes applicables), parce que RHDC a constaté sa non-conformité ou parce qu'il s'est retiré volontairement du Programme pour une raison autre que la réduction de son effectif.

L'offrant reconnaît que le Canada se fondera sur cette attestation pour émettre une offre à commandes. Si une vérification par le Canada révèle une fausse déclaration de la part de l'offrant, le Canada aura le droit de considérer tout contrat découlant de l'offre à commandes en défaut, pourra le résilier conformément aux dispositions du contrat en la matière et mettre l'offre à commandes du côté.

Signature du représentant autorisé : \_\_\_\_\_.

=====

**M2003D (01/06/91) Extincteur d'incendie, service d'**

Cette clause est annulée à partir du 31/03/95.

=====

**Remarques : LE TEXTE DE CETTE CLAUSE DOIT FIGURER EN ENTIER DANS LES DOCUMENTS D'ACHAT.**

**M2004D (01/06/91) Produits pétroliers, Fourniture de**

Les articles indiqués dans les présentes sont conformes aux prix affichés en vigueur le \_\_\_\_\_. Indiquer le nom et l'adresse du fournisseur : \_\_\_\_\_

=====

**M2005D (01/06/91) Portée**

Cette clause est annulée à partir du 31/03/95.

=====

**M2006D (31/03/95) Utilisateurs désignés**

Cette clause est annulée à partir du 15/08/06.

## M - Offres a commandes

---

---

**M2006D (01/06/91) Usagers désignés**

A partir du 31/03/95, cette clause est remplacée par M2006D.

---

---

**M2007D (01/06/91) Offre permanente**

Cette clause est annulée à partir du 31/03/95.

---

---

**M2008D (01/06/91) Besoin/énoncé des travaux**

Cette clause est annulée à partir du 31/03/95.

---

---

**M2009D (01/06/91) Nettoyage à sec/ignifugation de rideaux**

A partir du 31/03/95, cette clause est remplacée par C0418D.

---

---

**M2010D (01/06/91) Blanchissage**

A partir du 15/12/95, cette clause est remplacée par B6812D.

---

---

**M2011D (01/06/91) Vêtements - location et blanchissage**

A partir du 15/12/95, cette clause est remplacée par B6813D.

---

---

## M - Offres a commandes

---

---

**M2012D (01/06/91) Lunettes de sécurité**

Cette clause est annulée à partir du 31/03/95.

---

---

**M2013D (01/08/92) Exigences / l'équipage de l'aéronef**

A partir du 31/03/95, cette clause est remplacée par B4030D.

---

---

**M2014D (01/08/92) Mise au courant des mesures de sécurité**

A partir du 31/03/95, cette clause est remplacée par B4032D.

---

---

**M2015D (01/08/92) Exigences concernant l'équipage de l'aéronef**

A partir du 31/03/95, cette clause est remplacée par B4031D.

---

---

**M2016D (01/12/92) Ordre de priorité des documents**

A partir du 31/03/95, cette clause est remplacée par K0012C.

---

---

**M2017C (01/12/92) Lieu de l'exécution des travaux**

A partir du 31/03/95, cette clause est remplacée par F2046C.

---

---

## M - Offres a commandes

---

**M2018D**      (01/12/92)      **Conditions d'assurance**

A partir du 31/03/95, cette clause est remplacée par G4001D.

---

---

**M2100D**      (16/06/06)      **Sanctions internationales**

Cette clause est annulée à partir du 15/08/06.

---

---

**M2100D**      (24/05/02)      **Sanctions internationales**

A partir du 16/06/06, cette clause est remplacée par M2100D.

---

---

**M2400D**      (01/08/92)      **Modification - Généralités**

Cette clause est annulée à partir du 31/03/95.

---

---

**M2405D**      (01/08/92)      **Modification - Nouvelle offre**

Cette clause est annulée à partir du 31/03/95.

---

---

**M2410C**      (01/08/92)      **Modification - Limtes financières**

Cette clause est annulée à partir du 31/03/95.

---

---

**M2415C**      (01/08/92)      **Modification - Période de validité de l'offre**

Cette clause est annulée à partir du 31/03/95.

---

---



## M - Offres a commandes

---

---

**M2420C (01/08/92) Modification - Limitation de dépenses**

Cette clause est annulée à partir du 31/03/95.

---

---

**M2430C (31/03/95) Annulation de l'autorisation**

Cette clause est annulée à partir du 15/08/06.

---

---

**M2430C (01/08/92) Annulation de l'autorisation**

A partir du 31/03/95, cette clause est remplacée par M2430C.

---

---

**M2435D (01/08/92) Inexécution**

Cette clause est annulée à partir du 31/03/95.

---

---

**M2500D (01/06/91) Commandes - période minimale**

Cette clause est annulée à partir du 15/08/06.

---

---

**M2501D (15/12/95) Commandes subséquentes, Période pour les**

Cette clause est annulée à partir du 15/08/06.

---

---

## M - Offres a commandes

---

---

**M2501D (31/03/95) Commandes subséquentes, Période pour les**

A partir du 15/12/95, cette clause est remplacée par M2501D.

---

---

**M2502D (31/01/92) Durée de l'offre permanente**

Cette clause est annulée à partir du 31/03/95.

---

---

**M2600D (01/06/91) Option**

Cette clause est annulée à partir du 31/03/95.

---

---

**Remarques :** Utiliser la clause suivante dans les offres à commandes lorsque des listes de prix sont comprises dans la base de paiement.

**M3000C (15/08/06) Listes de prix**

À la suite de l'émission de l'offre à commandes, l'offrant aura la responsabilité de fournir et de mettre à jour des listes de prix et(ou) des catalogues, selon les besoins du Canada. L'offrant doit fournir un (1) exemplaire de son catalogue et de sa liste de prix ainsi que des mises à jour pertinentes à chacun des utilisateurs désignés qui en fait la demande. L'offrant doit également en faire parvenir un (1) exemplaire au responsable de l'offre à commandes à l'adresse indiquée dans l'offre à commandes.

---

---

**M3000D (31/03/95) Prix, Listes de**

A partir du 15/08/06, cette clause est remplacée par M3000C.

---

---

**M3001D (01/06/91) Catalogue et liste de prix**

A partir du 31/03/95, cette clause est remplacée par M3000D.

---

---

## M - Offres a commandes

---

---

**M3002T (01/06/91) Monnaie canadienne**

Cette clause est annulée à partir du 31/03/95.

---

---

**M3003D (01/06/91) Etablissement des prix**

Cette clause est annulée à partir du 31/03/95.

---

---

**M3004D (01/06/91) Matériaux en feuille**

Cette clause est annulée à partir du 31/03/95.

---

---

**M3005D (01/06/91) Prix**

Cette clause est annulée à partir du 31/03/95.

---

---

**M3006D (01/06/91) Etablissement des prix**

Cette clause est annulée à partir du 31/03/95.

---

---

**M3007D (01/06/91) Base d'établissement des prix**

Cette clause est annulée à partir du 31/03/95.

---

---

## M - Offres a commandes

---

**M3008T (01/12/92) Taxe sur les produits et services**

A partir du 31/03/95, cette clause est remplacée par C2204T.

---

---

**M3009D (01/12/92) Taxe sur les produits et services**

Cette clause est annulée à partir du 31/03/95.

---

---

**M3010T (01/12/92) Prix, avis de changement**

Cette clause est annulée à partir du 31/03/95.

---

---

**M3011D (01/12/92) Heures de services estimatives**

Cette clause est annulée à partir du 31/03/95.

---

---

**M3012D (01/12/92) Taxe sur les produits et services**

Cette clause est annulée à partir du 31/03/95.

---

---

**M3013D (01/12/92) Limitation des dépenses**

A partir du 31/03/95, cette clause est remplacée par M4506D.

---

---

**M3014D (01/12/92) Taxes - tabac**

Cette clause est annulée à partir du 31/03/95.

## M - Offres a commandes

---

---

**M3500D** (01/06/91) **Produits pétroliers, fourniture de**

Cette clause est annulée à partir du 31/03/95.

---

---

**M3501D** (01/06/91) **Base de paiement**

Cette clause est annulée à partir du 31/03/95.

---

---

**M3502D** (01/06/91) **Modalités de paiement**

Cette clause est annulée à partir du 31/03/95.

---

---

**M3503C** (10/12/04) **Paiement par carte de crédit**

Cette clause est annulée à partir du 15/08/06.

---

---

**M3503C** (13/12/02) **Paiement par carte de crédit**

A partir du 10/12/04, cette clause est remplacée par M3503C.

---

---

**M3503T** (10/12/04) **Paiement par carte de crédit**

Cette clause est annulée à partir du 15/08/06.

---

---

## M - Offres a commandes

---

**M3503T (13/12/02) Paiement par carte de crédit**

A partir du 10/12/04, cette clause est remplacée par M3503T.

---

**M3700D (01/06/91) Echelle mobile**

Cette clause est annulée à partir du 31/03/95.

---

**M3701D (01/06/91) Ajustement des prix**

Cette clause est annulée à partir du 31/03/95.

---

**Remarques :** Utiliser la clause suivante dans les offres à commandes lorsqu'une estimation du coût de travaux particuliers doit être fournie avant l'émission de commandes. Les commandes devraient contenir l'énoncé des travaux ainsi que l'estimation de coût fournie par l'offrant.

**M3800C (15/08/06) Estimation de coût**

Dans le cas où une estimation de coût est exigée pour des travaux particuliers, l'utilisateur désigné fournira un énoncé des travaux à l'offrant, qui devra fournir à l'utilisateur désigné une estimation du coût des travaux particuliers, établie conformément aux dispositions relatives aux prix de l'offre à commandes. L'offrant ne devra entreprendre aucun des travaux particuliers tant qu'une commande n'aura pas été émise par l'utilisateur désigné. Les coûts estimatifs prévus dans la commande ne pourront être dépassés sans l'autorisation écrite préalable de l'utilisateur désigné.

---

**M3800D (31/03/95) Estimation de coût**

A partir du 15/08/06, cette clause est remplacée par M3800C.

---

**M3801D (01/06/91) Autorisation d'effectuer le travail**

A partir du 31/03/95, cette clause est remplacée par M3800D.

---

## M - Offres a commandes

---

---

**M3802D (01/06/91) Autorisation des travaux**

A partir du 31/03/95, cette clause est remplacée par M3800D.

---

---

**M3805C (01/06/91) Autorisation de commande**

A partir du 15/09/97, cette clause est remplacée par M2006D.

---

---

**M4000T (15/06/98) Taux**

Cette clause est annulée à partir du 15/08/06.

---

---

**M4000T (01/06/91) Taux**

A partir du 15/06/98, cette clause est remplacée par M4000T.

---

---

**Remarques : LE TEXTE DE CETTE CLAUSE DOIT FIGURER EN ENTIER DANS LES DOCUMENTS D'ACHAT.** Utiliser la clause suivante dans toutes les demandes d'offres à commandes en régime de concurrence auxquelles la politique sur le contenu canadien s'applique (voir le *Guide des approvisionnements*), de même que lorsque la concurrence est limitée exclusivement aux offres portant sur des produits et(ou) des services canadiens et qu'il est obligatoire que les offrants déposent une attestation avec leur offre. Cette clause doit être utilisée dans le cas des besoins pour un seul article et des besoins pour plusieurs articles devant faire l'objet d'une attestation globale.

Cette clause doit être utilisée de pair avec la clause K4000D.

**M4001T (15/08/06) Attestation du contenu canadien - obligatoire avec l'offre - limitée exclusivement - produits uniques ou attestation globale**

1. Cet achat est limité aux produits et aux services canadiens au sens défini dans la clause K4000D.
2. L'offrant déclare et atteste que, pour les produits et les services offerts, au moins 80 % du prix de l'offre correspond à des produits et(ou) à des services canadiens et au sens défini dans la clause K4000D.
3. L'offrant reconnaît que le Canada s'appuie sur la présente déclaration et attestation pour évaluer les offres et émettre toute offre à commandes pouvant découler de la demande d'offres à commandes. La présente déclaration et attestation relative au contenu canadien peut être vérifiée de la manière que le Canada peut raisonnablement exiger.

## M - Offres à commandes

---

4. Si la vérification du Canada révèle un manquement à l'engagement, le Canada peut considérer que l'offrant est en défaut pour tout contrat découlant de l'offre à commandes.
5. Le défaut de dûment signer la présente déclaration et attestation dans l'espace prévu ci-dessous et de la joindre à l'offre rendra l'offre irrecevable.

\_\_\_\_\_  
Signature

\_\_\_\_\_  
Date

---

---

**Remarques : LE TEXTE DE CETTE CLAUSE DOIT FIGURER EN ENTIER DANS LES DOCUMENTS D'ACHAT.** Utiliser la clause suivante dans toutes les demandes d'offres à commandes en régime de concurrence auxquelles la Politique sur le contenu canadien s'applique (voir le *Guide des approvisionnements*) et lorsque la concurrence est limitée conditionnellement aux offres dans lesquelles sont offerts des produits et (ou) des services canadiens. Cette clause doit être utilisée dans le cas des besoins pour un seul article et des besoins pour plusieurs articles devant faire l'objet d'une attestation globale.

Cette clause doit être utilisée en conjonction avec la clause K4000D.

**M4002T (15/08/06) Attestation du contenu canadien - limitée conditionnellement - produits uniques ou attestation globale**

1. Pour cet achat, une préférence est accordée aux produits et (ou) services canadiens tel que défini dans la clause K4000D.
2. Si au moins trois fournisseurs ont présenté leur offre accompagnée d'une attestation valide, la préférence sera accordée aux offres contenant la présente déclaration et attestation.
3. L'offrant déclare et atteste que, pour les produits et les services offerts, au moins 80 p. 100 du prix de la soumission correspond à des produits et (ou) à des services canadiens tel que défini dans la clause K4000D.
4. L'offrant reconnaît que le Canada s'appuie sur la présente déclaration et attestation pour évaluer les offres et émettre toute offre à commandes pouvant découler de la demande d'offres à commandes. La présente déclaration et attestation relative au contenu canadien peut être vérifiée de la manière que le Canada peut raisonnablement exiger.
5. Si la vérification du Canada révèle un manquement à l'engagement, le Canada peut considérer que l'offrant est en défaut pour tout contrat découlant de l'offre à commandes.
6. Le défaut de dûment signer la présente déclaration et attestation dans l'espace prévu ci-dessous et de la joindre à l'offre aura comme effet que les produits et services ne seront pas considérés comme canadiens.

\_\_\_\_\_  
Signature

\_\_\_\_\_  
Date

---

---

**Remarques : LE TEXTE DE CETTE CLAUSE DOIT FIGURER EN ENTIER DANS LES DOCUMENTS D'ACHAT.** Utiliser la clause suivante dans toutes les demandes d'offres à commandes en régime de concurrence auxquelles la Politique sur le contenu canadien s'applique (voir le *Guide des approvisionnements*), de même que lorsque la concurrence est limitée exclusivement aux offres portant sur des produits et(ou) des services canadiens et qu'il est obligatoire que les offrants déposent une attestation avec leur offre. Cette clause doit être utilisée dans le cas des besoins pour plusieurs articles,



## M - Offres a commandes

---

chacun devant faire l'objet d'une attestation, et lorsque l'offre doit indiquer, contre chaque article énuméré dans l'offre, s'il s'agit d'un article canadien.

Cette clause doit être utilisée en conjonction avec la clause K4000D.

**M4003T (15/08/06) Attestation du contenu canadien - obligatoire avec l'offre - limitée exclusivement - articles énumérés dans l'offre**

1. Cet achat est limité aux produits et(ou) aux services canadiens tel que défini dans la clause K4000D.
2. L'offrant déclare et atteste que chacun des produits et(ou) services qui sont offerts et désignés comme canadiens dans l'offre le sont, tel que défini dans la K4000D, et il reconnaît que seuls ces produits ou ces services seront pris en considération.
3. Les offres peuvent être acceptées en entier ou en partie.
4. L'offrant reconnaît que le Canada s'appuie sur la présente déclaration et attestation pour évaluer les offres et émettre toute offre à commandes pouvant découler de la demande d'offres à commandes. La présente déclaration et attestation relative au contenu canadien peut être vérifiée de la manière que le Canada peut raisonnablement exiger.
5. Si la vérification du Canada révèle un manquement à l'engagement, le Canada peut considérer que l'offrant est en défaut pour tout contrat découlant de l'offre à commandes.
6. Le défaut de dûment signer la présente déclaration et attestation dans l'espace prévu ci-dessous et de la joindre à l'offre rendra l'offre irrecevable.

\_\_\_\_\_  
Signature

\_\_\_\_\_  
Date

---

**Remarques : LE TEXTE DE CETTE CLAUSE DOIT FIGURER EN ENTIER DANS LES DOCUMENTS D'ACHAT.** Utiliser la clause suivante dans toutes les demandes d'offres à commandes en régime de concurrence aux quelles la politique sur le contenu canadien s'applique (voir le Guide des approvisionnements), de même que lorsque la concurrence est limitée exclusivement aux offres portant sur des produits et (ou) des services canadiens et qu'il est obligatoire que les offrants déposent une attestation avec leur offre. Cette clause doit être utilisée dans le cas des besoins pour plusieurs articles, chacun devant faire l'objet d'une attestation, et lorsque l'offrant doit indiquer, contre chaque article énuméré dans la clause, s'il s'agit d'un article canadien.

Cette clause doit être utilisée de pair avec la clause K4000D.

**M4004T (15/08/06) Attestation du contenu canadien - obligatoire avec l'offre - limitée exclusivement - articles énumérés dans la clause**

1. Cet achat est limité aux produits et aux services canadiens au sens défini dans la clause K4000D.
2. Les offres peuvent être acceptées en entier ou en partie.
3. L'offrant déclare et atteste que les produits ou les services suivants qui sont offerts sont des produits ou des services canadiens, conformément aux définitions de la clause K4000D, Définition du contenu canadien, et il reconnaît que seuls ces produits ou ces services seront pris en considération.

\_\_\_\_\_  
\_\_\_\_\_  
\_\_\_\_\_

## M - Offres a commandes

---

4. L'offrant reconnaît que le Canada s'appuie sur la présente déclaration et attestation pour évaluer les offres et émettre toute offre à commandes pouvant découler de la demande d'offres à commandes. La présente déclaration et attestation relative au contenu canadien peut être vérifiée de la manière que le Canada peut raisonnablement exiger.
5. Si la vérification du Canada révèle un manquement à l'engagement, le Canada peut considérer que l'offrant est en défaut pour tout marché découlant de l'offre à commandes.
6. Le défaut de dûment signer la présente déclaration et attestation dans l'espace prévu ci-dessous et de la joindre à l'offre rendra l'offre irrecevable.

\_\_\_\_\_  
Signature

\_\_\_\_\_  
Date

---

**Remarques : LE TEXTE DE CETTE CLAUSE DOIT FIGURER EN ENTIER DANS LES DOCUMENTS D'ACHAT.** Utiliser la clause suivante dans toutes les demandes d'offres à commandes en régime de concurrence auxquelles la Politique sur le contenu canadien s'applique (voir le *Guide des approvisionnements*) et lorsque la concurrence est limitée conditionnellement aux offres dans lesquelles sont offerts des produits et (ou) des services canadiens. Cette clause doit être utilisée dans le cas des besoins pour plusieurs articles, chacun devant faire l'objet d'une attestation, et lorsque l'offrant doit indiquer, contre chaque article énuméré dans l'offre, s'il s'agit d'un article canadien.

Cette clause doit être utilisée en conjonction avec la clause K4000D.

**M4005T (15/08/06) Attestation du contenu canadien - limitée conditionnellement - articles énumérés dans l'offre**

1. Pour cet achat, une préférence est accordée aux produits et (ou) aux services canadiens tel que défini dans la clause K4000D.
2. Si au moins trois fournisseurs ont présenté leur offre accompagnée d'une attestation valide, les articles accompagnés de la présente déclaration et attestation se verront accorder individuellement la préférence sur les autres offres. Les offres peuvent être acceptées en entier ou en partie.
3. L'offrant déclare et atteste que chacun des produits ou services qui sont offerts et désignés comme canadiens dans l'offre le sont, tel que défini dans la clause K4000D, et il reconnaît que seuls ces produits ou ces services seront pris en considération.
4. L'offrant reconnaît que le Canada s'appuie sur la présente déclaration et attestation pour évaluer les offres et émettre toute offre à commandes pouvant découler de la demande d'offres à commandes. La présente déclaration et attestation relative au contenu canadien peut être vérifiée de la manière que le Canada peut raisonnablement exiger.
5. Si la vérification du Canada révèle un manquement à l'engagement, le Canada peut considérer que l'offrant est en défaut pour tout contrat découlant de l'offre à commandes.
6. Le défaut de dûment signer la présente déclaration et attestation dans l'espace prévu ci-dessous et de la joindre à l'offre aura comme effet que les produits et services ne seront pas considérés comme canadiens.

\_\_\_\_\_  
Signature

\_\_\_\_\_  
Date

---

## M - Offres à commandes

---

**Remarques : LE TEXTE DE CETTE CLAUSE DOIT FIGURER EN ENTIER DANS LES DOCUMENTS D'ACHAT.** Utiliser la clause suivante dans toutes les demandes d'offres à commandes en régime de concurrence auxquelles la Politique sur le contenu canadien s'applique (voir le *Guide des approvisionnements*) et lorsque la concurrence est limitée conditionnellement aux offres dans lesquelles sont offerts des produits et (ou) des services canadiens. Cette clause doit être utilisée dans le cas des besoins pour plusieurs articles, chacun devant faire l'objet d'une attestation, et lorsque l'offrant doit indiquer, contre chaque article énuméré dans la clause, s'il s'agit d'un article canadien.

Cette clause doit être utilisée en conjonction avec la clause K4000D.

**M4006T (15/08/06) Attestation du contenu canadien - limitée conditionnellement - articles énumérés dans la clause**

1. Pour cet achat, une préférence est accordée aux produits et (ou) aux services canadiens tel que défini dans la clause K4000D.
2. Si au moins trois fournisseurs ont présenté leur offre accompagnée d'une attestation valide, les articles accompagnés de la présente déclaration et attestation se verront accorder individuellement la préférence sur les autres offres. Les offres peuvent être acceptées en entier ou en partie.
3. L'offrant déclare et atteste que les produits ou les services suivants qui sont offerts sont des produits ou des services canadiens, tel que défini dans la clause K4000D, et il reconnaît que seuls ces produits ou ces services seront pris en considération.  
\_\_\_\_\_  
\_\_\_\_\_  
\_\_\_\_\_
4. L'offrant reconnaît que le Canada s'appuie sur la présente déclaration et attestation pour évaluer les offres et émettre toute offre à commandes pouvant découler de la demande d'offres à commandes. La présente déclaration et attestation relative au contenu canadien peut être vérifiée de la manière que le Canada peut raisonnablement exiger.
5. Si la vérification du Canada révèle un manquement à l'engagement, le Canada peut considérer que l'offrant est en défaut pour tout contrat découlant de l'offre à commandes.
6. Le défaut de dûment signer la présente déclaration et attestation dans l'espace prévu ci-dessous et de la joindre à l'offre aura comme effet que les produits et services ne seront pas considérés comme canadiens.

\_\_\_\_\_  
Signature

\_\_\_\_\_  
Date

**Remarques : LE TEXTE DE CETTE CLAUSE DOIT FIGURER EN ENTIER DANS LES DOCUMENTS D'ACHAT.** Utiliser la clause suivante dans toutes les demandes d'offres à commandes en régime de concurrence auxquelles la politique sur le contenu canadien s'applique (voir le *Guide des approvisionnements*), de même que lorsque la concurrence est limitée exclusivement aux offres portant sur des produits et(ou) des services canadiens et qu'il n'est pas obligatoire que les offrants déposent une attestation avec leur offre. Cette clause doit être utilisée dans le cas des besoins pour un seul article et des besoins pour plusieurs articles devant faire l'objet d'une attestation globale.

Cette clause doit être utilisée de pair avec la clause K4000D.

## M - Offres a commandes

---

M4011T (15/08/06) Attestation du contenu canadien - non-obligatoire avec l'offre - limitée  
exclusivement/produits uniques ou attestation globale

## M - Offres a commandes

---

1. Cet achat est limité aux produits et(ou) aux services canadiens au sens défini dans la clause K4000D.
2. L'offrant déclare et atteste que, pour les produits et les services offerts, au moins 80 % du prix de l'offre correspond à des produits et(ou) à des services canadiens au sens défini dans la clause K4000D.
3. L'offrant reconnaît que le Canada s'appuie sur la présente déclaration et attestation pour évaluer les offres et émettre toute offre à commandes pouvant découler de la demande d'offres à commandes. La déclaration et attestation relative au contenu canadien peut être vérifiée de la manière que le Canada peut raisonnablement exiger.
4. Si la vérification du Canada révèle un manquement à l'engagement, le Canada peut considérer que l'offrant est en défaut pour tout contrat découlant de l'offre à commandes.
5. La signature de la présente déclaration et attestation dans l'espace prévu ci-dessous est une condition essentielle à la recevabilité de l'offre. Le défaut de déposer l'attestation signée sur demande dans le délai de \_\_\_\_\_ jours civils, si elle n'a pas été déposée avec l'offre, rendra l'offre irrecevable.

\_\_\_\_\_  
Signature

\_\_\_\_\_  
Date

---

**Remarques : LE TEXTE DE CETTE CLAUSE DOIT FIGURER EN ENTIER DANS LES DOCUMENTS D'ACHAT.** Utiliser la clause suivante dans toutes les demandes d'offres à commandes en régime de concurrence auxquelles la Politique sur le contenu canadien s'applique (voir le *Guide des approvisionnements*), de même que lorsque la concurrence est limitée exclusivement aux offres portant sur des produits et(ou) des services canadiens et qu'il n'est PAS obligatoire que les offrans déposent une attestation avec leur offre. Cette clause doit être utilisée dans le cas des besoins pour plusieurs articles, chacun devant faire l'objet d'une attestation, et lorsque l'offrant doit indiquer, contre chaque article énuméré dans l'offre, s'il s'agit d'un article canadien.

Cette clause doit être utilisée en conjonction avec la clause K4000D.

**M4013T (15/08/06) Attestation du contenu canadien - non obligatoire avec l'offre - limitée exclusivement - articles énumérés dans l'offre**

1. Cet achat est limité aux produits et(ou) aux services canadiens tel que défini dans la clause K4000D.
2. L'offrant déclare et atteste que chacun des produits ou services qui sont offerts et désignés comme canadiens dans l'offre le sont, tel que défini dans la clause K4000D, et il reconnaît que seuls ces produits ou ces services seront pris en considération.
3. Les offres peuvent être acceptées en entier ou en partie.
4. L'offrant reconnaît que le Canada s'appuie sur la présente déclaration et attestation pour évaluer les offres et émettre toute offre à commandes pouvant découler de la demande d'offres à commandes. La présente déclaration et attestation relative au contenu canadien peut être vérifiée de la manière que le Canada peut raisonnablement exiger.
5. Si la vérification du Canada révèle un manquement à l'engagement, le Canada peut considérer que l'offrant est en défaut pour tout contrat découlant de l'offre à commandes.
6. La signature de la présente déclaration et attestation dans l'espace prévu ci-dessous est une condition essentielle à la recevabilité de l'offre. Le défaut de déposer l'attestation signée sur demande dans le délai de \_\_\_\_\_ jours civils, si elle n'a pas été déposée avec l'offre, rendra l'offre irrecevable.

## M - Offres à commandes

---

---

\_\_\_\_\_  
Signature

\_\_\_\_\_  
Date

**Remarques : LE TEXTE DE CETTE CLAUSE DOIT FIGURER EN ENTIER DANS LES DOCUMENTS D'ACHAT.** Utiliser la clause suivante dans toutes les demandes d'offres à commandes en régime de concurrence auxquelles la politique sur le contenu canadien s'applique (voir le *Guide des approvisionnements*), de même que lorsque la concurrence est limitée exclusivement aux offres portant sur des produits et/ou des services canadiens et qu'il n'est pas obligatoire que les offrants déposent une attestation avec leur offre. Cette clause doit être utilisée dans le cas des besoins pour plusieurs articles, chacun devant faire l'objet d'une attestation, et lorsque l'offrant doit indiquer, contre chaque article énuméré dans la clause, s'il s'agit d'un article canadien.

Cette clause doit être utilisée de pair avec la clause K4000D.

**M4014T (15/08/06) Attestation du contenu canadien - non obligatoire avec l'offre - limitée exclusivement - articles énumérés dans la clause**

1. Cet achat est limité aux produits et/ou aux services canadiens au sens défini dans la clause K4000D.
2. Les offres peuvent être acceptées en entier ou en partie.
3. L'offrant déclare et atteste que les produits et/ou les services suivants qui sont offerts sont des produits et/ou des services canadiens, au sens défini dans la clause K4000D, et il reconnaît que seuls ces produits ou ces services seront pris en considération.  
  
\_\_\_\_\_  
\_\_\_\_\_  
\_\_\_\_\_
4. L'offrant reconnaît que le Canada s'appuie sur la présente déclaration et attestation pour évaluer les offres et émettre toute offre à commandes pouvant découler de la demande d'offres à commandes. La présente déclaration et attestation relative au contenu canadien peut être vérifiée de la manière que le Canada peut raisonnablement exiger.
5. Si la vérification du Canada révèle un manquement à l'engagement, le Canada peut considérer que l'offrant est en défaut pour tout contrat découlant de l'offre à commandes.
6. La signature de la présente déclaration et attestation dans l'espace prévu ci-dessous est une condition essentielle à la recevabilité de l'offre. Le défaut de déposer l'attestation signée sur demande dans le délai de \_\_\_\_ jours civils, si elle n'a pas été déposée avec l'offre, rendra l'offre irrecevable.

\_\_\_\_\_  
Signature

\_\_\_\_\_  
Date

**Remarques : LE TEXTE DE CETTE CLAUSE DOIT FIGURER EN ENTIER DANS LES DOCUMENTS D'ACHAT.** Utiliser la clause suivante dans les offres à commandes. L'ordre de priorité des documents qui figure ci-dessous est conforme aux politiques actuelles et aux avis juridiques. L'agent de négociation des contrats doit modifier la liste en fonction des documents qui s'appliquent à chaque offre à commandes et dresser la liste des annexes par ordre de priorité, selon le cas.

Utiliser la clause A9140C pour les contrats.

## M - Offres a commandes

---

### M4025C (16/06/06) Ordre de priorité des documents

En cas d'incompatibilité entre les documents énumérés dans la liste, c'est le libellé du document qui apparaît en premier sur la liste qui l'emporte sur celui de tout autre document qui figure par la suite sur ladite liste.

1. la commande subséquente à l'offre à commandes, incluant les annexes;
  2. l'offre à commandes;
  3. **(L'agent de négociation des contrats doit supprimer ce document s'il ne s'applique pas.)** les conditions générales supplémentaires \_\_\_\_\_ (*insérer le numéro et le titre*);
  4. les conditions générales \_\_\_\_\_ (*insérer le numéro et le titre*);
  5. Annexe « \_\_\_\_\_ » - \_\_\_\_\_;
  6. Annexe « \_\_\_\_\_ » - \_\_\_\_\_;
  7. l'offre de l'offrant \_\_\_\_\_ (*insérer la date de l'offre*), telle que modifiée \_\_\_\_\_ (*insérer la ou les date(s) de la ou des modification(s), s'il y a lieu*).
- 

### M4025D (16/12/05) Ordre de priorité

A partir du 16/06/06, cette clause est remplacée par M4025C.

---

**Remarques :** Utiliser la clause suivante dans toutes les offres à commandes lorsque l'offrant retenu doit remplir et présenter une attestation du contenu canadien afin d'être considéré.

### M4100C (15/08/06) Attestation du contenu canadien

1. L'offrant déclare et atteste que l'attestation relative au contenu canadien présentée avec son offre est exacte et complète et que les biens ou les services devant être fournis au Canada conformément à l'offre à commandes seront conformes à ladite attestation. L'offrant reconnaît que le Canada s'est fondé sur la présente déclaration et attestation pour émettre l'offre à commandes et que ladite déclaration et attestation peut être vérifiée de la manière que le Canada peut raisonnablement exiger.
2. L'offrant reconnaît que s'il n'honore pas le présent engagement, le Canada pourra le considérer en défaut aux termes de tout contrat résultant de l'offre à commandes, conformément aux dispositions relatives au manquement de l'entrepreneur.
3. L'offrant devra tenir les dossiers et les documents appropriés sur l'origine des biens et des services offerts au Canada. Sauf autorisation écrite du Canada au préalable, l'offrant ne pourra éliminer ces dossiers ou ces documents avant l'expiration d'une période de six (6) années commençant à la dernière des dates suivantes : la date du paiement final en vertu de tout contrat résultant de l'offre à commandes ou la date du règlement de toute plainte ou de tout litige. Au cours de cette période, tous les dossiers et les documents devront être en tout temps accessibles pour des vérifications, enquêtes et examens par les représentants autorisés du Canada, qui pourront en tirer des copies ou des extraits. L'offrant devra fournir toutes les installations nécessaires à ces vérifications, enquêtes et examens ainsi que tous les renseignements sur les dossiers et les documents que les représentants du Canada lui demanderont.

## M - Offres a commandes

---

---

4. La présente clause ne peut être interprétée de façon à limiter les droits et les recours que le Canada pourra par ailleurs avoir en rapport avec tout contrat résultant de l'offre à commandes.

---

---

**M4500D (01/06/91) Limite financière**

Cette clause est annulée à partir du 31/03/95.

---

---

**M4501D (01/06/91) Limitation des dépenses**

A partir du 31/03/95, cette clause est remplacée par M4506D.

---

---

**M4502D (12/12/03) Limitation financière - commandes individuelles**

Cette clause est annulée à partir du 15/08/06.

---

---

**M4502D (12/05/00) Limitation**

A partir du 12/12/03, cette clause est remplacée par M4502D.

---

---

**M4503D (01/06/91) Valeur maximum des commandes**

Cette clause est annulée à partir du 31/03/95.

---

---

**M4504D (01/06/91) Commandes - maximum**

Cette clause est annulée à partir du 31/03/95.

---

---



## M - Offres a commandes

---

**M4505D (01/06/91) Limitation des dépenses**

A partir du 31/03/95, cette clause est remplacée par M4506D.

---

**Remarques : LE TEXTE DE CETTE CLAUSE DOIT FIGURER EN ENTIER DANS LES DOCUMENTS D'ACHAT.** Utiliser la clause suivante dans les offres à commandes lorsqu'il est nécessaire d'inclure une limitation financière sur la valeur totale des commandes.

**M4506C (15/08/06) Limitation financière - totale**

Le coût total, pour le Canada, des commandes subséquentes à l'offre à commandes ne doit pas dépasser le montant de \_\_\_\_\_ \$, (taxe sur les produits et services ou taxe de vente harmonisées exclue) à moins d'une autorisation écrite du responsable de l'offre à commandes. L'offrant ne doit pas exécuter de travaux ou fournir des services ou des articles sur réception de commandes qui porteraient le coût total, pour le Canada à un montant supérieur au montant indiqué précédemment, sauf si une telle augmentation est autorisée.

L'offrant doit aviser le responsable de l'offre à commandes si cette somme est suffisante dès que 75 p. 100 de ce montant est engagé, ou \_\_\_\_\_ mois avant l'expiration de l'offre à commandes, selon la première des deux circonstances à se présenter. Toutefois, si à n'importe quel moment, l'offrant juge que ladite limite sera dépassée, il doit en aviser aussitôt le responsable de l'offre à commandes.

---

**M4506D (10/06/05) Limitation financière**

A partir du 15/08/06, cette clause est remplacée par M4506C.

---

**M4508D (31/01/92) Limitation des dépenses**

A partir du 31/03/95, cette clause est remplacée par M4506D.

---

**M4509D (31/01/92) Limitation des commandes subséquentes**

Cette clause est annulée à partir du 31/03/95.

---

## M - Offres a commandes

---

---

**M4600D (01/06/91) Taux horaire, rajustement du**

Cette clause est annulée à partir du 31/03/95.

---

---

**M4601D (15/12/95) Taux**

Le proposant doit offrir des tarifs horaires tout compris pour les heures de travail réelles à être effectuées tout au long de l'offre à commandes, sous la seule réserve de rajustement du taux horaire prévu dans le présent document.

---

---

**M4601D (01/06/91) Taux**

A partir du 15/12/95, cette clause est remplacée par M4601D.

---

---

**M4602D (01/06/91) Taux**

Cette clause est annulée à partir du 31/03/95.

---

---

**M4603D (01/06/91) Tarifs, évaluation des**

Cette clause est annulée à partir du 31/03/95.

---

---

**M4604D (01/06/91) Taux**

Cette clause est annulée à partir du 31/03/95.

---

---

## M - Offres a commandes

---

M4605D (15/06/98) Taux

### 1. Définitions

- a) « **salaire minimum** » - désigne le salaire minimum courant qui sera payé à l'employé temporaire en vertu des lois votées par le gouvernement fédéral ou provincial.
- b) « **heures supplémentaires** » - signifie les heures de travail de plus de quarante-quatre (44) heures par semaine.
- c) « **avantages sociaux obligatoires** » - désignent tout avantage prescrit par les lois fédérales et provinciales sur la main-d'oeuvre, notamment : l'indemnisation des accidents du travail et, s'il y a lieu, l'assurance-emploi, le Régime de pensions du Canada, etc.

### 2. Montants devant être compris dans les taux

Les taux horaires tout compris fournis par le proposant doivent tenir compte de ce qui suit :

- a) salaire minimum - l'employé temporaire devra recevoir au moins le plus élevé des deux salaires minimum (fédéral ou provincial) en vigueur.
- b) avantages sociaux - le coût de tout avantage social défini dans le présent document et tout autre avantage convenu entre le proposant et l'employé temporaire.
- c) entrevues - le coût relatif aux entrevues du candidat avec les employeurs éventuels du gouvernement fédéral.
- d) rapports de service - le coût de rédaction et de présentation des rapports mensuels exigés.

### 3. Calcul des taux d'heures supplémentaires

La facturation se rapportant aux heures supplémentaires autorisées EXCLUT tout élément de profit ou de frais généraux; elle comprend seulement la hausse des salaires et des cotisations de l'employeur.

Le proposant convient qu'avant de faire des heures supplémentaires, il obtiendra l'approbation de la personne autorisée sur place.

### 4. Retenues à la source

Le proposant est chargé d'opérer les retenues sur le salaire des employés temporaires prescrites par les lois ou les règlements fédéraux ou provinciaux.

### 5. Taux pour le personnel bilingue

Des taux pour le personnel bilingue seront fournis dans la mesure où le proposant a du personnel permanent bilingue participant à la sélection des candidats dont les services seront fournis sur commande.

### 6. Rajustement du taux horaire

- a) Les taux horaires indiqués dans le présent document peuvent être révisés et rajustés si le Canada est d'accord dans les cas suivants :
  - (1) si un changement législatif du salaire minimum fédéral ou provincial entre en vigueur. Tout rajustement sera égal au montant qui représente l'excès du nouveau salaire minimum sur le salaire horaire de l'employé, plus l'augmentation des contributions de l'employeur qui en résulte, exprimée en cents par heure;
  - (2) si un changement législatif qui entre en vigueur au niveau fédéral ou provincial touche les contributions de l'employeur. Tout rajustement sera égal à l'augmentation des contributions de l'employeur, exprimée en cents par heure.

## M - Offres a commandes

---

- b) Aux fins d'autorisation, le proposant devra présenter à l'autorité contractante une demande écrite concernant les rajustements précisés dans le présent document. Cette demande doit comprendre ce qui suit, le cas échéant :
- (1) une attestation des salaires payés aux employés touchés par les changements législatifs en question;
  - (2) le montant de l'augmentation des contributions de l'employeur.
- c) Les taux horaires précisés dans le présent document peuvent faire l'objet d'un rajustement à la baisse si les contributions de l'employeur sont réduites par une mesure législative fédérale ou provinciale. Tout rajustement sera égal à la diminution des contributions de l'employeur, exprimée en cents par heure. Cette baisse sera reflétée sur les taux horaires établis dans la présente offre à commandes.

Tous les rajustements découlant de cet article seront en vigueur seulement sur émission d'une révision à l'offre à commandes.

### 7. Transports

Les coûts de transport entre la résidence de l'employé qui agit comme aide temporaire et le lieu de travail ou les locaux du proposant sont à la charge du proposant et ne font pas partie des taux du proposant.

### 8. Vérification du temps imputé

Le temps imputé sera vérifié par la personne autorisée sur place avant le versement du paiement au proposant, selon les conditions de la présente offre à commandes.

---

**M4605D (15/12/95) Taux**

A partir du 15/06/98, cette clause est remplacée par M4605D.

---

**M4607D (01/08/92) Taux - Heures supplémentaires**

Cette clause est annulée à partir du 31/03/95.

---

**M4607D (31/01/92) Taux - Heures supplémentaires**

A partir du 01/08/92, cette clause est remplacée par M4607D.

## M - Offres a commandes

---

---

**M4700D (01/06/91) Contenu étranger**

Cette clause est annulée à partir du 01/08/92.

---

---

**M4701D (01/06/91) Contenu canadien**

Cette clause est annulée à partir du 01/08/92.

---

---

**M5000D (01/12/92) Inspection**

Cette clause est annulée à partir du 31/03/95.

---

---

**M5001D (21/06/99) Inspection - affrètement**

Tous les services fournis doivent être approuvés et acceptés par l'affréteur ou son représentant autorisé qui aura le droit d'inspecter l'aéronef, l'équipement connexe, les documents ayant trait à la navigabilité de l'aéronef ainsi que la documentation opérationnelle y compris le plan de vol ou la notification de vol, les bordereaux de chargement et les carnets de vol, (concernant aéronef et équipages), afin d'assurer la conformité avec les conditions énoncées dans la présente offre à commandes et toute commande passée à la suite de celle-ci.

---

---

**M5001D (01/12/92) Inspection**

A partir du 21/06/99, cette clause est remplacée par M5001D.

---

---

**M5002D (01/05/96) Livraison - commande**

Cette clause est annulée à partir du 15/08/06.

---

---

## M - Offres a commandes

---

**Remarques : LE TEXTE DE CETTE CLAUSE DOIT FIGURER EN ENTIER DANS LES DOCUMENTS D'ACHAT.** Utiliser la clause suivante dans les offres à commandes lorsque les travaux comprennent des services de transport.

### **M5205C (13/12/02) Taux de transport**

1. L'offrant accepte de payer à ses sous-traitants, pour tous les services de transport requis dans le cadre de cette offre à commandes, les taux minimums ou maximums de transport établis par le gouvernement provincial ou territorial compétent dans le secteur géographique où se dérouleront les travaux, la majorité des travaux ou l'élément le plus considérable des travaux. L'offrant accepte également de faire l'objet d'une vérification par l'autorité provinciale ou territoriale compétente.
2. Si une telle vérification révèle que l'offrant ne respecte pas cette exigence, il est convenu que le gouvernement pourra imposer des sanctions à l'offrant.

---

**Remarques : LE TEXTE DE CETTE CLAUSE DOIT FIGURER EN ENTIER DANS LES DOCUMENTS D'ACHAT.** Utiliser la clause suivante dans les offres à commandes lorsque les travaux comprennent des services de transport ou qu'une échelle des justes salaires fédérale est comprise dans le contrat, ou les deux.

### **M5205T (13/12/02) Taux de transport et(ou) échelle des justes salaires**

1. Les soumissionnaires doivent respecter la Politique en matière de taux de transport ainsi que le Règlement sur les justes salaires et les heures de travail du gouvernement fédéral lorsque l'offre à commandes comprendra des services de transport par camion ou une échelle des justes salaires fédérale.
2. Le soumissionnaire atteste qu'il respectera la Politique en matière de taux de transport et l'échelle des justes salaires, qui exigent qu'il soit payé directement aux entrepreneurs principaux ou, par l'entremise de ceux-ci, à leurs sous-traitants et à leurs employés, dans le cadre de contrats passés avec le gouvernement fédéral,
  - a) les taux de transport minimums ou maximums fixés par le gouvernement provincial ou territorial compétent dans le secteur géographique où se dérouleront les travaux, la majorité des travaux ou l'élément le plus considérable des travaux, ou
  - b) les taux précisés dans l'échelle des justes salaires adoptée ou établie par le gouvernement fédéral pour le secteur géographique où se dérouleront les travaux, la majorité des travaux ou l'élément la plus considérable des travaux, ou
  - c) les deux.

---

**Remarques : LE TEXTE DE CETTE CLAUSE DOIT FIGURER EN ENTIER DANS LES DOCUMENTS D'ACHAT.** Utiliser la clause suivante dans les offres à commandes lorsque les travaux comprennent une échelle des justes salaires.

### **M5210C (13/12/02) Échelle des justes salaires**

1. En présentant sa soumission, l'offrant accepte de payer ses employés conformément à l'échelle des justes salaires fédérale qui est comprise dans l'offre à commandes, s'il y a lieu. Il devra respecter l'échelle établie par le gouvernement fédéral dans le secteur géographique où se

## M - Offres a commandes

---

dérouleront les travaux, la majorité des travaux ou l'élément le plus considérable des travaux.  
L'offrant accepte également de faire l'objet d'une vérification par le gouvernement fédéral.

2. Par suite de cette vérification, si le gouvernement découvre que l'offrant ne respecte pas l'échelle, il est convenu que le gouvernement pourra imposer des sanctions à l'offrant.

---

---

**M6000D (01/06/91) Mise en garde**

Cette clause est annulée à partir du 31/03/95.

---

---

**M6001D (01/06/91) Livraison**

Cette clause est annulée à partir du 31/03/95.

---

---

**M6002D (01/06/91) Livraison**

Cette clause est annulée à partir du 31/03/95.

---

---

**M6003D (01/06/91) Lieu de livraison**

Cette clause est annulée à partir du 31/03/95.

---

---

**M6004D (31/01/92) Effets à livrer**

Cette clause est annulée à partir du 31/03/95.

## M - Offres a commandes

---

**M6200D (01/06/91) Bordereau d'emballage**

Cette clause est annulée à partir du 31/03/95.

---

---

**M6300D (01/06/91) Inspection et acceptation**

Cette clause est annulée à partir du 31/03/95.

---

---

**M6400D (01/06/91) Expédition et FAB**

A partir du 01/05/96, cette clause est remplacée par D4000C.

---

---

**M6500D (01/06/91) Autorisation d'effectuer la livraison**

Cette clause est annulée à partir du 31/03/95.

---

---

**M7000D (01/06/91) Rapport de service**

Cette clause est annulée à partir du 31/03/95.

---

---

**M7001D (01/06/91) Rapports**

Cette clause est annulée à partir du 31/03/95.

---

---

**M7002D (01/06/91) Rapports**

A partir du 15/12/95, cette clause est remplacée par M4506D, M7003D.



## M - Offres à commandes

---

---

### **M7003D (31/03/95) Rapports périodiques**

A partir du 15/08/06, cette clause est remplacée par M7010C.

---

---

### **M7004D (01/06/91) Rapports**

A partir du 31/03/95, cette clause est remplacée par M4506D.

---

---

### **M7005C (31/01/92) Formulaires de déclaration**

Cette clause est annulée à partir du 31/03/95.

---

---

### **M7005T (31/01/92) Formulaires de déclaration**

Cette clause est annulée à partir du 31/03/95.

---

---

**Remarques : LE TEXTE DE CETTE CLAUSE DOIT FIGURER EN ENTIER DANS LES DOCUMENTS D'ACHAT.** À moins d'une autorisation de l'équipe responsable de la gestion des biens et des services responsable, utiliser la clause suivante dans les offres à commandes pluriministérielles (principales) lorsque plus d'un ministère est indiqué comme utilisateur de l'offre à commandes. Les responsables des offres à commandes doivent annexer une liste des données dont l'offrant doit rendre compte à l'offre à commandes. Le Bureau de gestion de la valeur, Secteur du renouvellement des approvisionnements, demande, à tout le moins, les éléments de données qui sont décrits dans le rapport sur le volume des transactions disponible à l'Index des offres à commandes (<http://soi.pwgsc.gc.ca>).

### **M7010C (15/08/06) Offres à commandes - établissement de rapports**

L'offrant doit compiler et tenir à jour des données sur l'utilisation des biens, des services ou les deux fournis au gouvernement fédéral dans le cadre de contrats découlant de l'offre à commandes. Ces données doivent comprendre les achats commandés, y compris les achats payés à l'aide d'une carte d'achat du gouvernement du Canada. À chaque trimestre, l'offrant doit rassembler ces données et les soumettre au responsable de l'offre à commandes de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC). Les données doivent inclure les données indiquées à l'annexe « \_\_\_\_\_ ».

Les trimestres se répartissent comme suit :

Premier trimestre : du 1er avril au 30 juin;  
Deuxième trimestre : du 1er juillet au 30 septembre;

## M - Offres a commandes

---

Troisième trimestre : du 1er octobre au 31 décembre;  
Quatrième trimestre : du 1er janvier au 31 mars.

L'offrant doit présenter son rapport trimestriel au plus tard le dernier vendredi du troisième mois civil du trimestre. Les biens, les services ou les deux fournis pendant la période suivant cette journée doivent être inclus dans le rapport du prochain trimestre. Les rapports électroniques doivent être remplis et remis au responsable de l'offre à commandes de TPSGC pas plus tard que 15 jours civils après la fin du trimestre.

Tous les champs de données du rapport doivent être remplis tel que demandé. Si certaines données ne sont pas disponibles, la raison doit en être indiquée dans le rapport. Si aucun service n'a été fourni pendant un mois donné, l'offrant doit soumettre un rapport portant la mention « NÉANT ».

Le fait de ne pas fournir les rapports trimestriels dûment remplis dans les délais prescrits pourrait entraîner la mise de côté de l'offre à commandes et l'application d'une mesure corrective du rendement d'un fournisseur.

---

---

**M7010C (16/06/06) Offres à commandes / arrangements en matière d'approvisionnement -  
établissement de rapports**

A partir du 15/08/06, cette clause est remplacée par M7010C.

---

---

**M8000D (01/06/91) Conditions**

A partir du 31/03/95, cette clause est remplacée par M8003D.

---

---

**M8001D (01/06/91) Partie III - conditions**

Cette clause est annulée à partir du 31/03/95.

---

---

**M8002D (01/06/91) Partie III - conditions**

Cette clause est annulée à partir du 31/03/95.

---

---

**M8003D (31/03/95) Commande subséquente à une OCIM**

Cette clause est annulée à partir du 15/08/06.

## M - Offres a commandes

---

---

**M8003D (01/06/91) OPIM**

A partir du 31/03/95, cette clause est remplacée par M8003D.

---

---

**M8004D (01/06/91) Conditions**

A partir du 31/03/95, cette clause est remplacée par K0000D.

---

---

**M8006D (01/06/91) Conditions générale-offre permanente**

A partir du 31/03/95, cette clause est remplacée par K0000D.

---

---

**M8007D (01/06/91) Conditions générales**

Cette clause est annulée à partir du 31/03/95.

---

---

**M8008D (04/01/94) Conditions générales**

A partir du 31/03/95, cette clause est remplacée par K0000D.

---

---

**M8009D (01/06/91) Conditions générales**

A partir du 31/03/95, cette clause est remplacée par K0000D.

---

---

## M - Offres a commandes

---

---

**M8010D (31/01/92) Conditions générales**

Cette clause est annulée à partir du 01/08/92.

---

---

**M8011D (01/12/92) Conditions d'affrètement aérien**

Cette clause est annulée à partir du 31/03/95.

---

---

**M8012D (04/01/94) Obligation contractuelle**

Cette clause est annulée à partir du 31/03/95.

---

---

**M8012D (01/12/92) Obligation contractuelle**

A partir du 04/01/94, cette clause est remplacée par M8012D.

---

---

**M9000D (01/06/91) Autorisation de passer des commandes**

Cette clause est annulée à partir du 31/03/95.

---

---

**M9001D (23/11/98) Avis de révision**

Cette clause est annulée à partir du 15/08/06.

---

---

## M - Offres a commandes

---

**M9001D (30/06/95) Avis de révision**

A partir du 23/11/98, cette clause est remplacée par M9001D.

---

---

**M9002D (01/06/91) Retrait de l'autorisation**

A partir du 31/03/95, cette clause est remplacée par M2430C.

---

---

**M9003D (01/06/91) Offre permanente**

Cette clause est annulée à partir du 31/03/95.

---

---

**M9004D (01/06/91) Dispositions générales**

Cette clause est annulée à partir du 31/03/95.

---

---

**M9005D (15/09/97) Offre à commandes - durée**

Cette clause est annulée à partir du 15/08/06.

---

---

**M9005D (30/06/95) Offre permanente - durée**

A partir du 15/09/97, cette clause est remplacée par M9005D.

---

---

**M9006D (01/08/92) Représentant du fournisseur**

Cette clause est annulée à partir du 31/03/95.

## M - Offres a commandes

---

---

**M9006D (01/06/91) Représentant du fournisseur**

A partir du 01/08/92, cette clause est remplacée par M9006D.

---

---

**M9007D (01/06/91) La personne à contacter**

A partir du 31/03/95, cette clause est remplacée par D0030D.

---

---

**M9008D (01/06/91) Retrait, avis de**

Cette clause est annulée à partir du 31/03/95.

---

---

**M9009D (01/06/91) Règlements du SIMDUT**

A partir du 15/12/95, cette clause est remplacée par B1505D.

---

---

**M9010D (01/06/91) Disponibilité du matériel**

Cette clause est annulée à partir du 31/03/95.

---

---

**M9011D (01/06/91) Paiements**

Cette clause est annulée à partir du 31/03/95.

---

---

## M - Offres a commandes

---

---

### **M9012D (01/06/91) Autorisation**

Cette clause est annulée à partir du 31/03/95.

---

---

**Remarques : LE TEXTE DE CETTE CLAUSE DOIT FIGURER EN ENTIER DANS LES DOCUMENTS D'ACHAT.** Utiliser la clause suivante dans les offres à commandes s'il est prévu que le Canada peut exiger une prolongation de la période de l'offre à commandes.

### **M9014C (15/08/06) Prolongation de l'offre à commandes**

Si l'utilisation de l'offre à commandes est autorisée au-delà de la période initiale, l'offrant consent à prolonger son offre pour une période supplémentaire de \_\_\_\_ jours, à partir du \_\_\_\_ jusqu'au \_\_\_\_, aux mêmes conditions et aux prix ou taux fixés dans l'offre à commandes, ou aux prix ou taux calculés selon la formule mentionnée dans l'offre à commandes.

L'offrant sera avisé de la décision d'autoriser l'utilisation de l'offre à commandes pour une période prolongée par le responsable de l'offre à commandes \_\_\_\_ jours avant l'expiration de celle-ci. Une révision à l'offre à commandes sera émise par le responsable de l'offre à commandes.

---

---

### **M9014D (15/09/97) Offre à commandes - Prolongation**

A partir du 15/08/06, cette clause est remplacée par M9014C.

---

---

### **M9016D (31/01/92) Commandes subséquentes**

Cette clause est annulée à partir du 31/03/95.

---

---

### **M9019D (04/01/94) Dispositions générales**

Cette clause est annulée à partir du 31/03/95.

---

---

### **M9019D (31/01/92) Dispositions générales**

A partir du 04/01/94, cette clause est remplacée par M9019D.

## M - Offres a commandes

---

---

**M9020D** (31/01/92) **Durée de l'offre permanente proposée**

A partir du 31/03/95, cette clause est remplacée par M9014D.

---

---

**M9021D** (01/08/92) **Dispositions générales**

Cette clause est annulée à partir du 31/03/95.

---

---

**M9021D** (31/01/92) **Dispositions générales**

A partir du 01/08/92, cette clause est remplacée par M9021D.

---

---

**M9022D** (31/01/92) **Services d'affrètement aérien**

Cette clause est annulée à partir du 31/03/95.

---

---

**M9023D** (01/08/92) **Dispositions générales**

Cette clause est annulée à partir du 31/03/95.

---

---

**M9024C** (01/12/92) **Offre à commandes - retrait**

A partir du 31/03/95, cette clause est remplacée par J3005C.

---

---



## M - Offres a commandes

---

---

**M9025D (01/12/92) Intérêt sur les comptes en souffrances**

Cette clause est annulée à partir du 31/03/95.

---

---

**M9026D (12/12/03) Modalités de paiement**

Cette clause est annulée à partir du 15/08/06.

---

---

**M9026D (10/12/01) Modalités de paiement**

A partir du 12/12/03, cette clause est remplacée par M9026D.

---

---

**M9100D (01/08/92) Exigences en matière de sécurité**

A partir du 31/03/95, cette clause est remplacée par F2045D.

---

---

**Remarques : LE TEXTE DE CETTE CLAUSE DOIT FIGURER EN ENTIER DANS LES DOCUMENTS D'ACHAT.** Utiliser la clause suivante lorsque le Canada doit indiquer qui participera à l'évaluation des offres. Utiliser en conjonction avec M0011T.

Utiliser la clause 1 lorsque des employés du gouvernement fédéral uniquement participeront à l'évaluation des offres.

Utiliser la clause 2 lorsqu'une tierce partie participera également à l'évaluation, étant donné qu'il est nécessaire de divulguer le nom des participants tiers à tous les offrants en raison des obligations du Canada en matière de confidentialité.

**M9101T (15/08/06) Équipe d'évaluation**

**Clause 1**

Une équipe d'évaluation composée de représentants du Canada évaluera les offres.

**OU**

**Clause 2**

Une équipe d'évaluation composée de représentants du Canada et \_\_\_\_\_ (*inscrire le nom de l'entreprise ou du consultant*) évalueront les offres.

## M - Offres a commandes

---

---

**Remarques :** Utiliser la clause suivante pour toutes les demandes d'offres à commandes concurrentielles où il est possible que l'offrant éventuel soit un ancien fonctionnaire qui a reçu une somme forfaitaire. (Voir la procédure 6D.482 du *Guide des approvisionnements*). Utiliser la clause en conjonction avec les clauses A9105C et A9106T.

### M9103T (15/08/06) Programmes de réduction des effectifs

1. En raison des divers programmes de réaménagement des effectifs entrepris récemment par le gouvernement, les offrants doivent fournir des renseignements concernant leur statut d'ancien fonctionnaire ayant reçu un paiement forfaitaire ou recevant une pension, ou les deux, conformément au Programme de prime de départ anticipé (PDA), du Programme d'encouragement à la retraite anticipée (PERA), du Programme de réduction des forces, du Programme de transition dans la carrière pour les cadres de direction, ou de tout autre programme semblable mis en oeuvre par le Conseil du Trésor. Par conséquent, les offrants doivent fournir les renseignements suivants :
  - a) date et montant du paiement forfaitaire;
  - b) conditions du versement du montant forfaitaire (y compris la date de cessation d'emploi);
  - c) taux de traitement à partir duquel le montant forfaitaire a été calculé;
  - d) si l'offrant avait droit ou non à l'exemption de 5 000 \$ prévue.
2. Lorsqu'une offre à commandes est émise à un ancien fonctionnaire pendant la période visée par le versement d'un paiement forfaitaire, les honoraires doivent être réduits d'un montant correspondant au nombre de semaines restant de la période du versement du montant forfaitaire à partir du début de l'offre à commandes.
3. Cette réduction est toutefois assujettie à une exemption de 5 000 \$ (taxe sur les produits et services ou la taxe de vente harmonisée incluse, s'il y a lieu) applicable à un ou à plusieurs contrats pendant la période visée par le versement du montant forfaitaire.
4. Aux fins de la présente demande d'offres à commandes, sont considérés comme anciens fonctionnaires:
  - a) une personne;
  - b) une personne morale;
  - c) un partenariat constitué d'anciens fonctionnaires;
  - d) une entreprise personnelle ou une entité dans laquelle la personne visée détient d'importants intérêts.
5. Les renseignements doivent être annexés à l'offre et être fournis à la date limite de présentation des offres ou avant cette date. Dans l'éventualité où l'offrant ne se conformerait pas à cette condition, son offre sera considérée comme non recevable.

---

---

**Remarques :** Utiliser la clause suivante pour toutes les demandes d'offres à commandes non concurrentielles où il est possible que l'offrant éventuel soit un ancien fonctionnaire qui a reçu une somme forfaitaire. (Voir la procédure 6D.482 du *Guide des approvisionnements*). Utiliser la clause en conjonction avec les clauses A9105C et A9106T.

### M9104T (15/08/06) Programmes de réduction des effectifs

1. En raison des divers programmes de réaménagement des effectifs entrepris récemment par le gouvernement, les offrants doivent fournir des renseignements concernant leur statut d'ancien fonctionnaire ayant reçu un paiement forfaitaire ou recevant une pension, ou les deux, conformément au Programme de prime de départ anticipé (PDA), du Programme d'encouragement à la retraite anticipée (PERA), du Programme de réduction des forces, du Programme de transition dans la carrière pour les cadres de direction, ou de tout autre programme semblable mis en oeuvre par le Conseil du Trésor. Par conséquent, les offrants doivent fournir les renseignements suivants:

## M - Offres a commandes

---

- a) date et montant du paiement forfaitaire;
  - b) conditions du versement du montant forfaitaire (y compris la date de cessation d'emploi);
  - c) taux de traitement à partir duquel le montant forfaitaire a été calculé;
  - d) si l'offrant avait droit ou non à l'exemption de 5 000 \$ prévue.
2. Lorsqu'une offre à commandes est émise à un ancien fonctionnaire pendant la période visée par le versement d'un paiement forfaitaire, les honoraires doivent être réduits d'un montant correspondant au nombre de semaines restant de la période du versement du montant forfaitaire à partir du début de l'offre à commandes.
  3. Cette réduction est toutefois assujettie à une exemption de 5 000 \$ (taxe sur les produits et services ou la taxe de vente harmonisée incluse, s'il y a lieu) applicable à un ou à plusieurs contrats pendant la période visée par le versement du montant forfaitaire.
  4. Aux fins de la présente demande d'offres à commandes, sont considérés comme anciens fonctionnaires :
    - a) une personne;
    - b) une personne morale;
    - c) un partenariat constitué d'anciens fonctionnaires;
    - d) une entreprise personnelle ou une entité dans laquelle la personne visée détient d'importants intérêts.
  5. De plus, à l'expiration de la période de versement d'un montant forfaitaire, les anciens fonctionnaires qui reçoivent une pension seront également assujettis à une réduction des honoraires contractuels conformément à la Politique et lignes directrices sur les activités des employés après la cessation d'emploi.
  6. Les renseignements doivent être annexés à l'offre et être fournis à la date limite de présentation des offres ou avant cette date. Dans l'éventualité où l'offrant ne se conformerait pas à cette condition, son offre sera considérée comme non recevable.

---

**Remarques :** Utiliser la clause suivante dans les offres à commandes où les clauses A9103T ou A9104T ainsi que A9106T ont été utilisées.

### **M9105C (15/08/06) Programmes de réduction des effectifs**

1. Les énoncés suivants sont reconnus comme conditions de l'offre à commandes :
  - a) l'offrant a déclaré au responsable de l'offre à commandes s'il avait reçu un paiement forfaitaire en vertu d'un programme de réduction des effectifs, notamment la Directive sur le réaménagement des effectifs, le Programme de prime de départ anticipé, le Programme d'encouragement à la retraite anticipée ou le Programme de transition dans la carrière pour les cadres de direction, qui a été mis en oeuvre dans le but de réduire la taille de la fonction publique;
  - b) l'offrant a informé le responsable de l'offre à commandes des conditions du programme de réduction des effectifs en vertu duquel il a reçu un paiement forfaitaire, et il a également informé le responsable de l'offre à commandes de sa date de cessation d'emploi, du montant du paiement forfaitaire qui lui a été versé, ainsi que du taux de traitement à partir duquel le montant forfaitaire a été calculé; et
  - c) l'offrant a informé l'autorité contractante de toute exemption concernant la réduction des honoraires d'un contrat à laquelle l'offrant a eu droit en vertu de l'ordre du Programme de prime de départ anticipé ou du paragraphe 4 de l'avis de politique 1995-8, daté du 28 juillet 1995.
2. L'offrant affirme que les renseignements qui accompagnent son offre sont exacts et complets. L'offrant reconnaît que le Canada s'est fondé sur cette affirmation pour émettre l'offre à commandes. Cette affirmation peut être vérifiée au gré du Canada par quelque moyen raisonnable que ce soit.

## M - Offres a commandes

---

3. L'offrant reconnaît que dans l'éventualité de la violation d'un tel engagement, le Canada aura le droit de résilier tout contrat résultant de l'offre à commandes et mettre l'offre à commandes de côté.
4. Aucun élément de la présente clause ne doit être interprété de façon à limiter de quelque façon que ce soit les autres droits ou recours dont le Canada peut se prévaloir en vertu de tout contrat résultant de l'offre à commandes.

---

**Remarques : LE TEXTE DE CETTE CLAUSE DOIT FIGURER EN ENTIER DANS LES DOCUMENTS D'ACHAT.** Utiliser la clause suivante dans les demandes d'offres à commandes, soit avec la clause A9103T ou soit avec A9104T.

### M9106T (15/08/06) Programmes de réduction des effectifs - détails

1. Conformément aux exigences de la clause \_\_\_\_\_ (*indiquer A9103T ou A9104T*), les offrants doivent fournir de l'information sur leur statut d'ancien fonctionnaire ayant perçu un paiement forfaitaire ou recevant une pension, ou les deux, dans le cadre du Programme de prime de départ anticipé (PPDA) ou du Programme d'encouragement à la retraite anticipée (PERA), du Programme de réduction des forces, du Programme de transition dans la carrière pour les cadres de direction et de tout autre programme similaire qui est ou qui sera mis en oeuvre par le Conseil du Trésor.
2. Tous les offrants doivent indiquer leur statut en cochant la ligne appropriée. Cette information doit également être incluse dans les offres qui sont assujetties au(x) programme(s) de réduction des effectifs. Tout défaut d'indiquer son statut sera considéré comme ne rencontrant pas cette exigence et l'offre sera jugée non recevable.

( ) La présente offre (n'est pas) assujettie à un programme de réduction des effectifs.

( ) La présente offre (est) assujettie à un programme de réduction des effectifs.

Nom de l'offrant : \_\_\_\_\_

Modalités de l'incitatif versé sous forme de paiement forfaitaire - copie jointe : \_\_\_\_\_

Date de cessation d'emploi dans la fonction publique : \_\_\_\_\_

Montant du paiement forfaitaire: \_\_\_\_\_ \$

Taux de rémunération qui a servi au calcul du paiement forfaitaire: \_\_\_\_\_ \$ par semaine

Période correspondant au paiement forfaitaire : \_\_\_\_\_

Date de début : \_\_\_\_\_ Date d'achèvement : \_\_\_\_\_ Nombre de semaines : \_\_\_\_\_

Autres contrats assujettis aux conditions de programme(s) de réduction des effectifs:

| Numéro du contrat | Valeur du contrat (Honoraires) |
|-------------------|--------------------------------|
|-------------------|--------------------------------|

|       |          |
|-------|----------|
| _____ | _____ \$ |
|-------|----------|

|       |          |
|-------|----------|
| _____ | _____ \$ |
|-------|----------|

|       |          |
|-------|----------|
| _____ | _____ \$ |
|-------|----------|

Total : \_\_\_\_\_ \$

---

---

---

## **Section 5**

**N - Limitation de la responsabilité**

---



## N - Limitation de la responsabilité

---

**Remarques : LE TEXTE DE CETTE CLAUSE DOIT FIGURER EN ENTIER DANS LES DOCUMENTS D'ACHAT.** Utiliser la clause suivante uniquement dans les contrats relatifs à la gestion de l'information ou à la technologie de l'information assujettis aux pouvoirs spéciaux attribués par le Conseil du Trésor à Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC). (*Veillez consulter le Manuel de référence, Appendice A, Tableau des risques des groupes de produits et de services.*)

Les agents de négociation des contrats devraient consulter les Services juridiques pour remanier éventuellement l'alinéa 2. a) si le contrat est un contrat de défense dans le cadre duquel les pouvoirs prévus à l'article 22 de la *Loi sur la production de défense* sont exercés.

Si le contrat porte sur des services de télécommunications réglementés par un tarif établi par le Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes, ce tarif l'emportera sur certaines de ces dispositions. (*Veillez consulter les Services juridiques pour de plus amples renseignements.*)

1. Pour les contrats de Services professionnels en informatique (SPI) et les commandes subséquentes passés dans le cadre d'offres à commandes dont la valeur est inférieure au seuil de l'ALENA :

La responsabilité des entrepreneurs envers l'État relativement aux pertes qu'ils causent à ce dernier et à des tiers est précisée dans l'article sur la limite de responsabilité reproduit ci-après. Le contrat ne doit pas comporter de conditions relatives aux assurances. L'État s'en remet à la protection prévue dans la clause ci-dessous.

2. Pour les contrats et les commandes subséquentes passés dans le cadre d'offres à commandes, y compris les achats de SPI, dont la valeur est supérieure au seuil de l'ALENA :

Lorsqu'on utilise cette clause, le contrat doit comporter une clause d'assurance conformément à la recommandation exprimée dans la politique ministérielle de TPSGC, qui oblige à prévoir, au minimum, une limite pour le capital assuré, une protection conforme à la nature du contrat (assurance de responsabilité générale commerciale et/ou assurance contre les erreurs et les omissions) et d'autres clauses d'assurances, le cas échéant. L'entrepreneur doit déposer un certificat d'assurance ou une lettre d'autoassurance équivalente pour tous les contrats dans lesquels cette clause est reproduite. Veuillez contacter les Services consultatifs de la gestion des risques et de l'assurance de TPSGC, au numéro 819-956-7379.

### **N0000D (10/12/04) Limitation de la responsabilité - gestion de l'information ou de technologie de l'information**

1. **Responsabilité du Canada et de l'entrepreneur envers les tiers :** chacune des parties à ce contrat s'engage à prendre la responsabilité des blessures ou des pertes que les tiers pourraient subir dans la mesure où cette partie les a causées, dans les cas où ces tiers ont des motifs de poursuivre directement cette partie du fait de ces blessures ou de ces pertes. Les parties s'entendent qu'en ce qui concerne les demandes d'indemnités déposées par des tiers contre lui, l'entrepreneur sera responsable des dommages découlant des blessures ou des pertes dans la mesure où il les a causées, notamment dans les cas où le Canada pourrait être appelé à payer les dommages-intérêts imputables à l'entrepreneur en raison d'une responsabilité conjointe et solidaire. En ce qui concerne les demandes d'indemnités des tiers qui n'ont pas de motifs de poursuivre directement la partie qui a causé les dommages, le présent paragraphe 1 n'empêche pas le Canada d'exercer les droits dont il peut se prévaloir contre l'entrepreneur ou ne le limite pas dans ses droits. En cas de contradiction avec une autre section du présent article, la section 1 sera prépondérante.
2. **Étendue de la responsabilité de l'entrepreneur au titre des dommages :** sans égard aux motifs pour lesquels le Canada pourrait avoir le droit de réclamer des dommages à l'entrepreneur (dans le cadre du contrat, en cas de préjudice extra contractuel ou pour tout autre motif), ce dernier n'assumera, envers le Canada, que les responsabilités suivantes :
  - a) tous les dommages-intérêts et tous les frais découlant de la violation aux droits de propriété intellectuelle selon les modalités définies dans le présent contrat;
  - b) tous les dommages au titre des blessures et des décès causés par l'entrepreneur, par ses employés, par ses mandataires ou par ses sous-traitants;

## N - Limitation de la responsabilité

- c) tous les dommages directs au titre des pertes ou des dégâts matériels causés à des biens corporels et à des immeubles par l'entrepreneur, par ses employés, par ses mandataires ou par ses sous-traitants;
- d) tous les dommages au titre du non-respect de la confidentialité de l'information;
- e) tous les dommages découlant des demandes d'indemnités pour des privilèges, des réclamations, des charges, des sûretés ou des servitudes visant des matériaux, des pièces, des travaux en cours ou des ouvrages finis fournis au Canada ou à l'égard desquels celui-ci a effectué un paiement, à la condition que cette sous-section ne s'applique pas aux demandes d'indemnités portant sur l'atteinte aux droits de propriété intellectuelle, qui font l'objet de l'alinéa 2. a) ci-dessus;
- f) tous les autres dommages directs causés par l'entrepreneur, ses employés, ses mandataires ou ses sous-traitants dans le cadre de ce contrat, dont les frais de réapprovisionnement définis ci-après et les frais de rétablissement des dossiers dans la mesure où l'entrepreneur ne respecte pas le paragraphe 4 ci-dessous, jusqu'à concurrence d'un maximum correspondant à la plus élevée des deux valeurs suivantes pour l'application de cet alinéa 2. f) : \_\_\_\_\_ (**Insérer le facteur de risque, déterminé selon le Tableau des risques des groupes de produits et de services**), multiplié par le coût total estimatif, ou 1 M\$.

Si toutefois le contrat porte sur des services de maintenance ou sur des licences de logiciel et qu'il prévoit le versement de sommes périodiques, par exemple des frais annuels ou mensuels, le maximum global pour cet alinéa 2. f) correspondra à la plus élevée des deux valeurs suivantes : le total des coûts estimatifs multiplié par \_\_\_\_\_ (**Insérer le facteur de risque, déterminé selon le Tableau des risques des groupes de produits et de services**) et divisé par la durée totale du contrat en années entières ou 1 M\$.

3. L'entrepreneur n'assumera pas de responsabilité envers le Canada pour :

- a) les dommages causés aux tiers et réclamés au Canada, sauf ceux qui sont visés dans les alinéas 2. a), b), c), d) ou e) ci-dessus;
- b) les préjudices causés aux documents ou aux données du Canada, sauf dans les cas prévus dans la section 4 ci-dessous et sous réserve de la limite indiquée dans l'alinéa 2. f) ci-dessus;
- c) les dommages-intérêts spéciaux, indirects ou accessoires (sauf les sommes visées dans l'alinéa 2. a) ci-dessus et les dommages faisant l'objet de l'alinéa 2. b) ci-dessus), même si l'entrepreneur est au courant de la possibilité de ces dommages, y compris les manques à gagner au titre de la marge bénéficiaire et des économies.

Le Canada doit veiller à sauvegarder adéquatement ses documents et données pour permettre de les rétablir si on en a besoin pour quelque raison que ce soit. Si, en raison d'une négligence ou d'un acte délibéré, l'entrepreneur ou un sous-traitant porte atteinte aux documents ou aux données du Canada, l'entrepreneur devra les rétablir dans l'état où ils se trouvaient dans la dernière copie de sauvegarde disponible.

5. Pour l'application de la présente clause, on entend par :

« coût total estimatif »: le montant indiqué à la première page du contrat dans la section ou case intitulée « coût total estimatif »;

« frais de réapprovisionnement »: tous les frais directs identifiables et engagés par le Canada pour faire appel à un autre entrepreneur dans le cadre des travaux, dont la désinstallation et la restitution de l'ouvrage à l'entrepreneur, les frais d'administration à consacrer à la sélection d'un autre entrepreneur ou au lancement de la totalité ou d'une partie du contrat, le cas échéant, et toute augmentation du prix à verser par le Canada pour les autres ouvrages ayant des fonctions, un rendement et une qualité équivalents;

« contrat »: tout contrat indépendant et chaque commande subséquente, bon de commande et autre document contractuel, sans égard à son titre, publiés dans le cadre d'une offre à commandes ou d'un arrangement en matière d'approvisionnement.



## N - Limitation de la responsabilité

---

---

**Remarques : LE TEXTE DE CETTE CLAUSE DOIT FIGURER EN ENTIER DANS LES DOCUMENTS D'ACHAT.** Utiliser la clause suivante lorsqu'on limite la responsabilité de l'entrepreneur envers l'État et que l'on ne précise pas la responsabilité de l'entrepreneur en ce qui concerne les réclamations des tiers. De façon générale, cette clause serait utilisée de concert avec les groupes de produits (autres que ceux liés à la gestion de l'information ou à la technologie de l'information, qui ont leur propre clause), ou après avoir évalué les risques en vue de déterminer les risques courus et la protection requise par l'État.

Lorsqu'on décide de limiter la responsabilité d'un entrepreneur envers l'État, les agents de négociation des contrats doivent, en collaboration avec les ministères clients, être en mesure de démontrer qu'on a analysé les risques relatifs au marché et que la limitation de la responsabilité permet de protéger adéquatement l'État. On doit prendre les décisions relatives à la limitation de la responsabilité d'un entrepreneur avant de publier la demande de propositions ou, dans les cas où on fait appel à un fournisseur unique, avant le début des négociations.

**N0001D (10/12/04) Limitation de la responsabilité - limite la première partie et recours au silence pour les réclamations des tiers**

1. Nonobstant toute autre clause du contrat, mais sous réserve des autres dispositions de la présente clause, la responsabilité totale cumulative de l'entrepreneur envers le Canada pour toutes les pertes ou dommages subis par ce dernier dû au fait que l'entrepreneur ne s'est pas acquitté de ses obligations contractuelles ou de l'exécution fautive du contrat (notamment pour la responsabilité au titre des préjudices extra contractuels, de la négligence ou de tout autre motif d'action en justice) sera limitée à \_\_\_\_\_ (*inscrire le montant*) \*\*

**\*\* Remarque : Il est préférable d'ajouter le libellé suivant pour les contrats de service pluriannuels : « pour les pertes ou les dommages causés dans n'importe quelle année d'exécution du contrat, à partir de la date d'entrée en vigueur du contrat ou de sa date anniversaire »**

2. La limite ci-dessus ne s'applique pas :
  - a) au non-respect des obligations du contrat relatives à la garantie de réparation, de remplacement ou de réfection;
  - b) au non-respect de droits de propriété intellectuelle ayant pour effet de faire perdre au Canada la totalité ou une partie de la jouissance des biens et des services fournis dans le cadre du contrat; ou
  - c) à la responsabilité du Canada envers un tiers.

---

---

**Remarques : LE TEXTE DE CETTE CLAUSE DOIT FIGURER EN ENTIER DANS LES DOCUMENTS D'ACHAT.** Utiliser la clause suivante lorsqu'on limite la responsabilité de l'entrepreneur envers l'État et que l'entrepreneur doit indemniser l'État à l'égard des réclamations de tiers. De façon générale, la clause N0001D est utilisée lorsque la responsabilité de première partie de l'entrepreneur est limitée et que celle de tiers est illimitée. La clause N0001D fait référence à la loi visant à protéger l'État contre les réclamations de tiers, puisqu'elle indique la position de l'État à cet égard.

Lorsqu'on décide de limiter la responsabilité d'un entrepreneur envers l'État, les agents de négociation des contrats doivent, en collaboration avec les ministères clients, être en mesure de démontrer qu'on a analysé les risques relatifs au marché et que la limitation de la responsabilité permet de protéger adéquatement l'État. On doit prendre les décisions relatives à la limitation de la responsabilité d'un entrepreneur avant de publier la demande de propositions ou, dans les cas où on fait appel à un fournisseur unique, avant le début des négociations.

## N - Limitation de la responsabilité

**N0002D (10/12/04) Limitation de la responsabilité - limite la première partie et indemnise l'État à l'égard des réclamations de tiers**

1. Nonobstant toute autre clause du contrat, mais sous réserve des autres dispositions des paragraphes 1 et 2 de la présente clause, la responsabilité totale cumulative de l'entrepreneur envers le Canada pour toutes les pertes ou dommages subis par ce dernier dû au fait que l'entrepreneur ne s'est pas acquitté de ses obligations contractuelles ou de l'exécution fautive du contrat (notamment pour la responsabilité au titre des préjudices extra-contractuels, de la négligence ou de tout autre motif d'action en justice) sera limitée à \_\_\_\_\_ (*inscrire le montant*)  
\*\*

**\*\*Remarque :** Il est préférable d'ajouter le libellé suivant pour les contrats de service pluriannuels : « pour les pertes ou les dommages causés dans n'importe quelle année d'exécution du contrat, à partir de la date d'entrée en vigueur du contrat ou de sa date anniversaire ».

La limite ci-dessus ne s'applique pas :

- a) au non-respect des obligations du contrat relatives à la garantie de réparation, de remplacement ou de réfection;
  - b) au non-respect des droits de propriété intellectuelle ayant pour effet de faire perdre au Canada la totalité ou une partie de la jouissance des biens et des services fournis dans le cadre du contrat; ou
  - c) à la responsabilité du Canada envers un tiers.
2. L'entrepreneur s'engage à indemniser et à exonérer le Canada, le Ministre, ainsi que leurs préposés et mandataires, à l'égard des actions en justice, réclamations, poursuites ou autres procédures ou des pertes ou des dommages-intérêts dont ils pourraient être responsable envers un tiers dû à l'exécution fautive du contrat par l'entrepreneur ou parce que ce dernier n'a pas respecté le contrat; toutefois, le Canada et le ministre ne devront pas réclamer ces indemnités si l'État a causé ces pertes ou dommages. Le ministre devra adresser à l'entrepreneur un avis pour lui faire connaître son intention d'exercer des actions en justice, des réclamations, des poursuites ou d'autres procédures, et l'entrepreneur devra, dans la mesure où le procureur général du Canada le lui demande, participer à ou assumer à ses frais à la contestation de la demande d'indemnités, de l'action en justice, de la poursuite ou de la procédure et aux négociations visant à les régler, avec toute l'aide et la collaboration raisonnables du Canada; toutefois, l'entrepreneur n'aura pas à indemniser le Canada pour un règlement, sauf s'il a donné son accord à ce sujet.

---

**Remarques : LE TEXTE DE CETTE CLAUSE DOIT FIGURER EN ENTIER DANS LES DOCUMENTS D'ACHAT.** Utiliser la clause suivante lorsqu'on limite la responsabilité de l'entrepreneur envers l'État en ce qui concerne les réclamations de premières parties et de tiers. La limitation de la responsabilité de l'entrepreneur devrait constituer une exception à la pratique courante consistant à utiliser les conditions générales uniformisées. On devrait, à tout prix, éviter de limiter la responsabilité de l'entrepreneur envers l'État en ce qui concerne les réclamations de tiers, étant donné que cela pourrait constituer un très grand risque pour l'État. On ne peut limiter la responsabilité de tiers de l'entrepreneur que dans de très rares cas, principalement dans le cas d'un contrat à fournisseur unique.

Lorsqu'on décide de limiter la responsabilité d'un entrepreneur envers l'État, les agents de négociation des contrats doivent, en collaboration avec les ministères clients, être en mesure de démontrer qu'on a analysé les risques relatifs au marché et que la limitation de la responsabilité permet de protéger adéquatement l'État. On doit prendre les décisions relatives à la limitation de la responsabilité d'un entrepreneur avant de publier la demande de propositions ou, dans les cas où on fait appel à un fournisseur unique, avant le début des négociations.

**N0003D (10/12/04) Limitation de la responsabilité - réclamations de première partie et de tiers**

1. Nonobstant toute autre clause du contrat, mais sous réserve des autres dispositions de la présente clause, la responsabilité totale cumulative de l'entrepreneur envers le Canada pour toutes les pertes ou dommages subis par ce dernier dû au fait que l'entrepreneur ne s'est pas acquitté de

## N - Limitation de la responsabilité

---

ses obligations contractuelles ou de l'exécution fautive de contrat (notamment pour la responsabilité du Canada envers les tiers et pour la responsabilité au titre des préjudices extra contractuels, de la négligence ou de tout autre motif d'action en justice) sera limitée à \_\_\_\_\_  
(inscrire le montant) \*\*

\*\* Remarque : Il est préférable d'ajouter le libellé suivant pour les contrats de service pluriannuels : « pour les pertes ou les dommages causés dans n'importe quelle année d'exécution du contrat, à partir de la date d'entrée en vigueur du contrat ou de sa date anniversaire ».

La limite ci-dessus ne s'applique pas :

- a) au non-respect des obligations du contrat relatives à la garantie de réparation, de remplacement ou de réfection;
  - b) au non-respect de droits de propriété intellectuelle ayant pour effet de faire perdre au Canada la totalité ou une partie de la jouissance des biens et des services fournis dans le cadre du contrat.
2. Pour plus de certitude, cette clause n'oblige pas le Canada à indemniser l'entrepreneur pour sa responsabilité directe envers les tiers ou ne limite pas la responsabilité de l'entrepreneur envers le Canada pour quelque somme que ce soit à l'égard de la responsabilité directe de cet entrepreneur envers des tiers et pour laquelle le Canada est tenu de verser des indemnités en raison d'une responsabilité conjointe et solidaire. Cette clause n'aura pas non plus pour effet d'obliger le Canada à participer à la responsabilité directe de l'entrepreneur envers les tiers.

---

### Remarques : LE TEXTE DE CETTE CLAUSE DOIT FIGURER EN ENTIER DANS LES DOCUMENTS

**D'ACHAT.** Utiliser la clause suivante de concert avec les conditions générales dans les contrats relatifs à la gestion de l'information ou à la technologie de l'information qui renvoient à des groupes de produits. Elle protège le Canada en stipulant que l'entrepreneur paiera le coût des réclamations contre le Canada qui se rapportent à la violation du droit de propriété sur le logiciel ou sur d'autres biens qui ont été fournis par l'entrepreneur en vertu du contrat. Elle fournit également au Canada des options comme la résiliation et le remboursement lorsque d'autres modalités de règlement ne sont pas raisonnablement disponibles, et elle informe l'entrepreneur de ses obligations et de ses options quant aux moyens de défense.

Les agents de négociation des contrats doivent remplir l'espace en blanc avec l'information suivante :

- a) lorsqu'utilisée de concert avec les conditions générales 9601, insérer dans l'espace : « 23, Redevances et violations, des conditions générales 9601 »;
- b) lorsqu'utilisée de concert avec les conditions générales 9676, insérer dans l'espace : « 20, Redevances et violations, des conditions générales 9676 »;
- c) lorsqu'utilisée de concert avec les conditions générales 9624, insérer dans l'espace : « 21, Redevances et violations, des conditions générales 9624 »;
- d) lorsqu'utilisée de concert avec les conditions générales 2010 ou 2029, supprimer le libellé suivant en entier : « L'article \_\_\_\_\_, est modifié par les présentes en remplaçant l'article en entier par ce qui suit : ».

#### **N0005D (10/06/05) Violation du droit de propriété intellectuelle**

L'article \_\_\_\_\_, est modifié par les présentes en remplaçant l'article en entier par ce qui suit :

#### « Violation du droit de propriété intellectuelle

1. Si un tiers prétend que le matériel ou le logiciel fourni par l'entrepreneur dans le cadre du contrat viole le droit de propriété intellectuelle, l'entrepreneur contestera, à ses propres frais, à la demande du Canada, la réclamation contre le Canada. A cet égard,

## N - Limitation de la responsabilité

---

l'entrepreneur acquittera tous les coûts, dommages-intérêts et frais de justice alloués au bout du compte par un tribunal, pourvu que le Canada:

- a) informe par écrit, sans tarder, l'entrepreneur de la réclamation;
- b) autorise l'entrepreneur à prendre part pleinement à la contestation de la réclamation et aux négociations visant à la régler et collabore avec lui à cette contestation et à ces négociations;
- c) obtienne l'approbation préalable de l'entrepreneur à l'égard de toute entente découlant des négociations menées avec le tiers aux fins de règlement.

L'entrepreneur prend part à la contestation de toute réclamation, action ou poursuite relevant du paragraphe 1 et aucune de ces dernières ne sera réglée sans l'approbation écrite préalable de l'entrepreneur et du Canada.

2. S'il apparaît, selon toute vraisemblance, qu'une réclamation sera introduite ou si elle l'est effectivement, le Canada convient d'autoriser l'entrepreneur à lui permettre de continuer, aux frais de l'entrepreneur, d'utiliser le matériel ou le logiciel ou de le modifier ou de le remplacer par un matériel ou un logiciel dont les spécifications publiées sont équivalentes ou supérieures au matériel ou au logiciel qui est remplacé. Si l'entrepreneur décide qu'aucune de ces options n'est raisonnablement possible, le Canada pourra choisir de protéger, aux frais de l'entrepreneur, de façon indépendante le droit de continuer de se servir du matériel ou du logiciel, ou encore le Canada pourra obliger l'entrepreneur à accepter le retour du matériel ou du logiciel et à lui rembourser toutes les sommes qui lui ont été versées dans le cadre du contrat de matériel et de logiciel de même que toutes les sommes acquittées pour les services et les frais de licence et de développement.

3. Les dispositions des paragraphes 1 et 2 ne s'appliquent pas aux situations où le Canada a donné instruction à l'entrepreneur d'acheter une certaine pièce d'équipement ou un logiciel d'un fournisseur donné au nom du Canada. Dans ce cas, l'entrepreneur fera en sorte que soit énoncé ce qui suit dans son contrat de sous-traitance:

« Si un tiers prétend que le matériel ou le logiciel fourni par l'entrepreneur dans le cadre du contrat viole le droit de propriété intellectuelle, l'entrepreneur contestera, à ses propres frais, à la demande du Canada, la réclamation contre le Canada. A cet égard, l'entrepreneur acquittera tous les coûts, dommages intérêts et frais de justice alloués au bout du compte par un tribunal. »

Si l'entrepreneur n'est pas en mesure d'incorporer ce qui précède dans son contrat de sous-traitance, il informera alors le Canada de la situation et ne conclura pas le contrat de sous-traitance sans avoir reçu du Canada un avis écrit selon lequel le degré de protection contre la violation du droit de propriété intellectuelle est acceptable.

4. Sans porter atteinte au droit du Canada de résilier le contrat pour inexécution avant l'achèvement des travaux, ce qui précède constitue l'obligation intégrale de l'entrepreneur envers le Canada à l'égard de toute réclamation pour contrefaçon.
5. N'est imposée à l'entrepreneur aucune obligation à l'égard d'une réclamation fondée sur l'un ou l'autre des motifs suivants :
  - a) la modification non autorisée par le Canada du matériel ou du logiciel ou l'utilisation non autorisée par le Canada du matériel ou du logiciel dans un cadre d'exploitation autre que le cadre qui a été publié;
  - b) la combinaison, le fonctionnement ou l'utilisation du matériel ou du logiciel avec tout logiciel, donnée ou appareil non fourni par l'entrepreneur dans le cadre du contrat ou dont la combinaison, le fonctionnement ou l'utilisation n'a pas été autorisé ou approuvé à l'avance et sans quoi la contrefaçon n'aurait pas eu lieu. »

## **N - Limitation de la responsabilité**

---

**N0005D (10/12/04) Violation de droit de propriété intellectuelle**

A partir du 10/06/05, cette clause est remplacée par N0005D.

---

---

## **Section 5**

**P - Imprimerie**

---



## P - Imprimerie

---

### P0005T (31/03/95) Avis aux soumissionnaires - DP

1. **Soumissionnaire** : Il faut entendre par soumissionnaire le moins disant, celui dont l'offre recevable est la plus basse. Une offre est recevable lorsqu'elle répond aux charges du travail et aux autres conditions essentielles.

2. **Exigences** : Le prix proposé devra être conforme au besoin indiqué, mais une soumission peut être accompagnée d'exigences, de réserves ou de modifications; elle sera alors considérée comme une contre-offre susceptible d'être acceptée ou refusée.

---

### P0010T (31/03/95) Avis aux soumissionnaires - appel d'offres

On porte à l'attention des soumissionnaires qu'il ne s'agit ici que d'un appel d'offres qui n'oblige aucunement le Canada à conclure une entente contractuelle avec les soumissionnaires ayant fait des offres.

---

**Remarques : LE TEXTE DE CETTE CLAUSE DOIT FIGURER EN ENTIER DANS LES DOCUMENTS D'ACHAT.**

### P0015D (31/03/95) Fermeture de l'usine

On tiendra compte, dans l'établissement du calendrier de livraison, de la fermeture de l'usine de l'entrepreneur pour les vacances de Noël et estivales, selon le cas; aucune livraison ne sera faite en ces occasions.

DATES DE FERMETURE DE L'USINE

Vacances de Noël du \_\_\_\_ au \_\_\_\_  
Vacances estivales du \_\_\_\_ au \_\_\_\_

---

**Remarques : LE TEXTE DE CETTE CLAUSE DOIT FIGURER EN ENTIER DANS LES DOCUMENTS D'ACHAT.**

### P0020D (16/02/98) Echantillons

Faites parvenir sans frais une copie de chaque article au :

Direction générale des services de coordination des communications  
du gouvernement du Canada  
350, rue Albert, 4<sup>e</sup> étage  
Ottawa (Ontario)  
K1A 0S5

À l'attention de : \_\_\_\_\_

---



## P - Imprimerie

---

**P0020D (31/03/95) Echantillons**

A partir du 16/02/98, cette clause est remplacée par P0020D.

---

---

**P0025T (31/03/95) Péréquation des frais de transport**

La présente invitation à soumissionner s'inscrit dans le cadre d'un programme de péréquation des frais de transport mis en œuvre par le Gouvernement du Canada.

---

---

**P1001D (31/03/95) Quantité - approximation**

La quantité précisée n'est qu'une approximation des besoins avancés de bonne foi. Le Canada ne sera pas obligé d'accepter la marchandise aux quantités maximales indiquées, mais aura le droit de n'accepter que les quantités qui seront effectivement requises.

---

---

**P1005D (10/12/04) Emballage des travaux d'imprimerie**

Selon la dernière édition de la brochure de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada, intitulée « Guide d'emballage des travaux d'imprimerie » (<http://publications.gc.ca/control/publicHomePage?lang=French&s=new>).

---

---

**P1005D (31/03/95) Emballage des travaux d'imprimerie**

A partir du 10/12/04, cette clause est remplacée par P1005D.

---

---

**P1010D (10/12/04) Qualité de l'impression**

Selon la dernière édition de la brochure de Travaux Publics et Services gouvernementaux Canada, intitulée « Niveaux de la qualité de l'impression » (<http://publications.gc.ca/control/publicHomePage?lang=French&s=new>).

---

---

## P - Imprimerie

---

---

**P1010D (31/03/95) Qualité de l'impression**

A partir du 10/12/04, cette clause est remplacée par P1010D.

---

---

**P1011D (10/12/04) Niveaux de la qualité des couleurs**

Selon la dernière édition de la brochure de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada, intitulée « Niveaux de la qualité de la reproduction des couleurs » (<http://publications.gc.ca/control/publicHomePage?lang=French&s=new>).

---

---

**P1011D (31/03/95) Niveaux de la qualité des couleurs**

A partir du 10/12/04, cette clause est remplacée par P1011D.

---

---

**P1012D (10/12/04) Niveaux de la qualité des enveloppes**

Selon la dernière édition de la brochure de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada, intitulée « Niveaux de la qualité des enveloppes » (<http://publications.gc.ca/control/publicHomePage?lang=French>).

---

---

**P1012D (31/03/95) Niveaux de la qualité des enveloppes**

A partir du 10/12/04, cette clause est remplacée par P1012D.

---

---

**P1013D (10/12/04) Niveaux de la qualité des formulaires**

Selon la dernière édition de la brochure de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada, intitulée « Niveaux de la qualité des formulaires » (<http://publications.gc.ca/control/publicHomePage?lang=French>).

---

---

## P - Imprimerie

---

---

**P1013D (31/03/95) Niveaux de la qualité des formulaires**

A partir du 10/12/04, cette clause est remplacée par P1013D.

---

---

**P1014D (10/12/04) Niveaux de la qualité de la composition**

Selon la dernière édition de la brochure de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada, intitulée « Niveaux de la qualité de la composition » (<http://publications.gc.ca/control/publicHomePage?lang=French>).

---

---

**P1014D (31/03/95) Niveaux de la qualité de la composition**

A partir du 10/12/04, cette clause est remplacée par P1014D.

---

---

**P1015D (10/12/04) Niveaux de la qualité des étiquettes**

Selon la dernière édition de la brochure de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada, intitulée « Niveaux de la qualité des étiquettes » (<http://publications.gc.ca/control/publicHomePage?lang=French>).

---

---

**P1015D (31/03/95) Niveaux de la qualité des étiquettes**

A partir du 10/12/04, cette clause est remplacée par P1015D.

---

---

**P1016D (10/12/04) Niveaux de la qualité de la reliure**

Selon la dernière édition de la brochure de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada, intitulée « Niveaux de la qualité de la reliure » (<http://publications.gc.ca/control/publicHomePage?lang=French>).

---

---

## P - Imprimerie

---

---

**P1016D (31/03/95) Niveaux de la qualité de la reliure**

A partir du 10/12/04, cette clause est remplacée par P1016D.

---

---

**P1017D (10/12/04) Guide sur la qualité de l'impression**

Selon la dernière édition de la brochure de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada, intitulée « Guide du client sur la qualité de l'impression » (<http://publications.gc.ca/control/publicHomePage?lang=French&s=new>).

---

---

**P1017D (31/03/95) Guide sur la qualité de l'impression**

A partir du 10/12/04, cette clause est remplacée par P1017D.

---

---

**P1018D (10/12/04) Guide-Inspection de travaux d'imprimerie**

Selon la dernière édition de la brochure de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada, intitulée « Guide pour l'inspection des travaux d'imprimerie » (<http://publications.gc.ca/control/publicHomePage?lang=French&s=new>).

---

---

**P1018D (31/03/95) Guide-Inspection de travaux d'imprimerie**

A partir du 10/12/04, cette clause est remplacée par P1018D.

---

---

**P1020D (31/03/95) Rupture entre les formulaires**

1. Tous les formulaires fournis relativement à la réalisation de ce besoin seront en continu dans chaque boîte; il n'y aura aucune rupture entre les formulaires.
2. Toute rupture survenue durant la fabrication devra être raccordée au moyen d'un ruban perforé ou par une méthode équivalente, de sorte que tous les formulaires contenus dans une même boîte puissent être utilisables. Il faudra indiquer chaque joint à son endroit propre et signaler de façon visible sur l'extérieur de la boîte que celle-ci contient un joint. Une boîte ne peut contenir plus d'un (1) joint.

## P - Imprimerie

---

3. En ce qui concerne les formulaires simples, pas plus de 10 p. 100 de toutes les boîtes requises pour remplir ce besoin pourront contenir un joint.
  4. En ce qui concerne les formulaires à deux ou trois feuillets, pas plus de 12 p. 100 de toutes les boîtes requises pour remplir ce besoin pourront contenir un joint.
  5. En ce qui concerne les formulaires à quatre feuillets ou plus, pas plus de 20 p. 100 de toutes les boîtes requises pour remplir ce besoin pourront contenir un joint.
- 

---

### **P1025D (31/03/95) Excédents/déficits de tirage**

Les excédents ou déficits de tirage doivent figurer à part sur les factures.

A moins d'indication contraire dans le présent document, les excédents ou déficits de tirage ne doivent pas dépasser les pourcentages suivants :

- 10 p. 100 pour les quantités inférieures à 5 000 exemplaires
  - 5 p. 100 pour les quantités se situant entre 5 001 et 100 000 exemplaires
  - 2 p. 100 pour les quantités supérieures à 100 001 exemplaires
  - les déficits ne doivent pas dépasser 2 p. 100 sans égard à la quantité commandée.
- 

---

### **P1026D (31/03/95) Excédents/déficits de tirage**

Aucun excédent ou déficit de tirage ne sera accepté.

---

---

### **P1027D (31/03/95) Excédents de tirage**

Les excédents doivent être facturés au tarif des exemplaires additionnels d'un même tirage.

---

**Remarques : LE TEXTE DE CETTE CLAUSE DOIT FIGURER EN ENTIER DANS LES DOCUMENTS D'ACHAT.**

---

### **P1028D (31/03/95) Excédents de tirage**

Les excédents de tirage qui dépassent \_\_\_\_\_ p. 100 ou tout autre chiffre indiqué dans le présent document ne seront pas acceptés.

---

---

### **P1029D (31/03/95) Déficits de tirage**

Facturer la totalité de la commande au tarif prévu et créditer la quantité déficitaire au tarif des exemplaires additionnels d'un même tirage.

## P - Imprimerie

---

---

**Remarques : LE TEXTE DE CETTE CLAUSE DOIT FIGURER EN ENTIER DANS LES DOCUMENTS D'ACHAT.**

**P1030D (31/03/95) Excédents/déficits de tirage**

Aucun déficit de tirage ne sera accepté et l'excédent ne doit pas dépasser \_\_\_\_ p. 100.

---

---

**P1031D (31/03/95) Excédents/déficits de tirage**

Les déficits ou les excédents de tirage doivent être distribués selon le barème de livraison et ne doivent pas dépasser 10 p. 100 du total requis pour chaque région.

---

---

**P1035D (31/03/95) Modifications par l'auteur**

Les frais relatifs aux modifications par l'auteur doivent figurer sur une facture distincte. Le défaut de retourner les composantes peut retarder le paiement des factures.

---

---

**Remarques : LE TEXTE DE CETTE CLAUSE DOIT FIGURER EN ENTIER DANS LES DOCUMENTS D'ACHAT.**

**P1036D (16/02/98) Modifications par l'auteur**

1. L'auteur peut apporter, après lecture des épreuves, de légères corrections jusqu'à concurrence de \_\_\_\_ seulement. Toutes les corrections qui engagent des frais supérieurs à ce montant doivent être autorisées par l'autorité contractante du ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux.
  2. Aucune modification aux spécifications n'est permise sans l'autorisation préalable de l'autorité contractante.
- 
- 

**P1036D (31/03/95) Modifications par l'auteur**

A partir du 16/02/98, cette clause est remplacée par P1036D.

---

---

**P1040D (31/03/95) Modification aux spécifications**

Aucun changement ne peut être apporté à la spécification sans l'approbation préalable de l'autorité contractante.

## P - Imprimerie

---

---

**Remarques : LE TEXTE DE CETTE CLAUSE DOIT FIGURER EN ENTIER DANS LES DOCUMENTS D'ACHAT.**

**P2001D (10/12/04) Durée du contrat**

1. Le contrat s'étalera sur une période allant de la date du contrat envisagé jusqu'au dernier jour de \_\_\_\_\_ (*Insérer le mois et l'année*); le Canada ayant l'option de négocier \_\_\_\_\_ contrat(s) consécutif(s) distinct(s) d'une durée d'un an (chacun), les modalités générales étant identiques à celles du contrat, seuls les coûts de la main-d'oeuvre et des matériaux pouvant augmenter ou diminuer selon ceux en vigueur à ce moment-là.
  2. L'autorité contractante devra aviser l'entrepreneur de son intention de négocier une prolongation d'un an, au moins quatre-vingt-dix (90) jours avant l'expiration du contrat en vigueur. L'entrepreneur devra, par la suite, soumettre à l'autorité contractante toutes les preuves nécessaires pour établir de nouveaux coûts de la main-d'oeuvre et des matériaux. Si les prix négociés sont à la satisfaction du Canada, un nouveau contrat entrera en vigueur immédiatement après l'expiration du contrat en cours; dans le cas contraire, ledit contrat sera réputé être dûment exécuté et terminé à la date d'expiration prévue.
    - a) Papier pour couverture :  
« Le prix comprend le coût de \_\_\_\_\_ kg de papier : \_\_\_\_\_ (*Préciser la catégorie, la marque et le grammage*), dont le prix de base est de \_\_\_\_\_ \$ par 51 kg (q.) ».
    - b) Papier pour texte :  
« Le prix comprend le coût de \_\_\_\_\_ kg de papier : \_\_\_\_\_ (*Préciser la catégorie, la marque et le grammage*), dont le prix de base est de \_\_\_\_\_ \$ par 51 kg (q.) ».
- 
- 

**P2001D (31/03/95) Durée du contrat**

A partir du 10/12/04, cette clause est remplacée par P2001D.

---

---

**Remarques : LE TEXTE DE CETTE CLAUSE DOIT FIGURER EN ENTIER DANS LES DOCUMENTS D'ACHAT.**

**P2002D (10/12/04) Durée du contrat**

1. Le contrat s'étalera sur une période allant de la date du contrat envisagé jusqu'au dernier jour de \_\_\_\_\_ (*Insérer le mois et l'année*).
  2. Le prix à payer à l'entrepreneur pourra être augmenté ou diminué par le Canada, uniquement en fonction des augmentations ou des diminutions du coût du papier dont l'entrepreneur aura besoin pour exécuter le contrat. L'entrepreneur devra fournir à l'autorité contractante, dans les dix (10) jours suivant la date de l'augmentation ou de la diminution, toutes les données utiles pour la fixation d'un prix ferme. L'entrepreneur ne devra en aucun cas dresser les factures suivant des prix différents de ceux spécifiés, à moins qu'une révision du prix fixé ait été proposée et approuvée au préalable par le Canada et que le contrat ait été modifié en conséquence.
    - a) Papier pour couverture :
- 
-

## P - Imprimerie

---

« La présente disposition s'applique à la fourniture de \_\_\_\_\_ kg de papier : \_\_\_\_\_  
(**Préciser la catégorie, la marque et le grammage**), dont le prix de base est de \_\_\_\_\_  
\_\_\_\_\_ \$ par 51 kg (q.). »

b) Papier pour texte :

« La présente disposition s'applique à la fourniture de \_\_\_\_\_ kg de papier : \_\_\_\_\_  
(**Préciser la catégorie, la marque et le grammage** \_\_\_\_\_), dont le prix de  
base est de \_\_\_\_\_ \$ par 51 kg (q.). »

---

**P2002D (31/03/95) Durée du contrat**

A partir du 10/12/04, cette clause est remplacée par P2002D.

---

**P2010D (31/03/95) Echelle mobile pour le papier**

A partir du 01/05/96, cette clause est remplacée par P2010T.

---

**Remarques : LE TEXTE DE CETTE CLAUSE DOIT FIGURER EN ENTIER DANS LES DOCUMENTS D'ACHAT.**

**P2010T (01/05/96) Échelle mobile pour le papier**

1. Sous réserve des dispositions ci-après, une partie du prix du marché ou de l'offre à commandes est susceptible d'augmenter ou de diminuer, en fonction des fluctuations dans les prix du papier. Cette clause ne s'applique qu'aux changements dans les prix du papier (à la hausse ou à la baisse) qui se produisent trente (30) jours après la date de clôture de l'invitation à soumissionner.
2. Dans l'éventualité d'une fluctuation des prix pour les achats de papier, l'entrepreneur doit fournir un avis de l'augmentation ou de la diminution du prix du papier dont il se sert pour l'exécution du contrat. L'avis, pour qu'il soit pris en considération, doit obligatoirement parvenir dans les dix (10) jours de la livraison du papier à l'imprimeur et faire état du changement dans les prix (à la hausse ou à la baisse), tel que publié et appliqué par au moins trois (3) fabricants canadiens offrant la même catégorie de papier que celle indiquée dans le présent contrat, l'un deux étant en fait fournisseur de l'entrepreneur, soit directement soit par l'entremise d'un distributeur.
3. Si moins de trois (3) usines canadiennes fabriquent du papier de la catégorie indiquée, la majorité des fabricants de ce type de papier doit avoir annoncé que ce changement de prix (à la hausse ou à la baisse) s'est produit pour que l'alignement soit appliqué.
4. Au moment de présenter sa soumission, l'entrepreneur déclare que le prix d'achat et les quantités estimées du papier qu'il se propose d'utiliser sont les suivants :
  - a) papier pour couverture : (s'il y a lieu) \_\_\_\_\_ livres dont le prix d'achat de base est de \_\_\_\_\_ \$ aux cent livres. Marque et usine de fabrication : \_\_\_\_\_;
  - b) papier pour texte : (s'il y a lieu) \_\_\_\_\_ livres dont le prix d'achat de base est de \_\_\_\_\_ \$ aux cent livres. Marque et usine de fabrication : \_\_\_\_\_;



## P - Imprimerie

---

- c) papier pour texte : (s'il y a lieu) \_\_\_\_\_ livres dont le prix d'achat de base est de \_\_\_\_\_ \$ aux cent livres. Marque et usine de fabrication : \_\_\_\_\_.
5. Si l'autorité contractante l'exige, les prix d'achat ci-dessus seront justifiés en fournissant des copies des nouvelles listes de prix du ou des fournisseur(s).
6. Le calcul de l'alignement se fera en appliquant le pourcentage de l'augmentation ou de la diminution annoncée et mise en vigueur au prix d'achat de base. Les nouveaux prix devront aussi être justifiés par des factures portant les prix demandés avant et après les changements.
7. Sur réception de l'avis susmentionné et de la preuve relative aux nouveaux prix annoncés par les fabricants, l'autorité contractante modifiera le prix, au moyen d'un amendement, dans le but d'appliquer le pourcentage de la fluctuation des coûts du papier aux prix de base des opérations de l'entrepreneur.
8. Même si l'alignement susmentionné n'est pas en cause, si, après l'adjudication, un entrepreneur utilise un type de papier équivalent mais différent de celui qui est mentionné dans le document de soumission, il doit en informer l'autorité contractante dans les quatorze (14) jours civils. Il est entendu que le terme «équivalent» signifie que le papier doit être conforme aux spécifications contenues dans le document d'invitation à soumissionner.
- 
- 

**P2011D (31/03/95) Echelle mobile pour les fabricants**

A partir du 01/05/96, cette clause est remplacée par C3502D.

---

---

**P2012D (31/03/95) Echelle mobile pour les distributeurs**

A partir du 01/05/96, cette clause est remplacée par C3503D.

---

---

**Remarques : LE TEXTE DE CETTE CLAUSE DOIT FIGURER EN ENTIER DANS LES DOCUMENTS D'ACHAT.**

**P2020D (15/09/97) Entreposage**

Dans des circonstances imprévues et dans l'éventualité que le Canada demande que l'entrepreneur mette en entrepôt une partie ou la totalité des articles dont il est question dans le présent contrat après la date de livraison stipulée et que tous les produits aient été manufacturés, le tarif d'entreposage quotidien calculé pour mille unités de chaque article sera comme suit :

(Prix par millier) x (nombre de jours) = Coût total (taxe sur les produits et services en sus ou la taxe de vente harmonisée en sus s'il y a lieu).

Tarif quotidien : \_\_\_\_\_ \$  
Par millier d'unités : \_\_\_\_\_ \$.

---

---

## P - Imprimerie

---

---

**P2020D** (31/03/95) **Entreposage**

---

---

**Remarques : LE TEXTE DE CETTE CLAUSE DOIT FIGURER EN ENTIER DANS LES DOCUMENTS D'ACHAT.**

**P3001D** (31/03/95) **Destination/atelier**

1. Prix FOB Destination, pour les endroits désignés à la page \_\_\_\_.
  2. Prix FOB Atelier, advenant la nécessité de réacheminer les livraisons vers une autre destination.
- 
- 

**P3005D** (31/03/95) **Livraison**

Cette clause est annulée à partir du 10/12/04.

---

---

**Remarques : LE TEXTE DE CETTE CLAUSE DOIT FIGURER EN ENTIER DANS LES DOCUMENTS D'ACHAT.**

**P3006D** (31/03/95) **Livraison**

1. La première livraison de \_\_\_\_ doit être effectuée à destination pour le \_\_\_\_ (y compris les délais de soumission et d'approbation des épreuves, le cas échéant)

**N.B.** Le délai normal d'approbation et de livraison des épreuves à l'imprimeur est de quarante-huit (48) heures.

2. Solde livrable : au fur et à mesure des besoins, au cours de la période de douze (12) mois suivant la date du contrat, en lots/un lot de \_\_\_\_ devant être livré à destination dans les \_\_\_\_ jours ouvrables de la date de la demande.
- 
- 

**P3007D** (31/03/95) **Livraison- Autorisation de la**

Cette clause est annulée à partir du 10/12/04.

---

---

**Remarques : LE TEXTE DE CETTE CLAUSE DOIT FIGURER EN ENTIER DANS LES DOCUMENTS D'ACHAT.**

## P - Imprimerie

---

**P3008D (31/03/95) Livraison periodique**

Dans les \_\_\_\_ jours ouvrables suivant réception de \_\_\_\_ incluant le temps requis pour les épreuves, au besoin.

---

---

**P3009D (31/03/95) Livraison progressive**

L'entrepreneur doit informer l'autorité contractante un (1) mois avant l'expiration du contrat si la quantité totale n'a pas été commandée.

---

---

**P3010D (31/03/95) Matériel d'impression**

Le matériel d'impression est déjà en votre possession.

---

---

**Remarques : LE TEXTE DE CETTE CLAUSE DOIT FIGURER EN ENTIER DANS LES DOCUMENTS D'ACHAT.**

**P3011D (31/03/95) Matériel d'impression**

Le matériel d'impression vous sera livré pour le : \_\_\_\_.

---

---

**Remarques : LE TEXTE DE CETTE CLAUSE DOIT FIGURER EN ENTIER DANS LES DOCUMENTS D'ACHAT.**

**P3015D (31/03/95) Livraison en trop à Défense nationale**

**CETTE CLAUSE SERA STRICTEMENT RESPECTEE!**

Les marchandises livrées en trop ne seront acceptées que dans les conditions suivantes :

- a) les excédents ne doivent pas dépasser \_\_\_\_ de la quantité totale du contrat. Cette quantité en surplus ne requiert aucun amendement contractuel formel;
  - b) toute quantité en surplus du pourcentage autorisé stipulé en a) ci-avant peut-être considérée. Cependant, telle quantité devra être approuvée par le Canada au moyen d'un amendement formel au contrat;
  - c) les excédents autorisés en a) ci-avant ou autrement NE SERONT acceptés que s'ils font partie intégrante du dernier envoi au destinataire \_\_\_\_;
  - d) toute déviation aux points a), b), ou c) ci-avant ne sera tolérée et tout surplus livré en conséquence sera retourné au fournisseur à ses propres frais.
- 
-

## P - Imprimerie

---

### **P3020D (31/03/95) Spécifications d'emballage pour encarts**

Voici les quantités maximales, par boîte et selon la matière :

2 plis (4 épaisseurs) : 1 000 par unité  
1 pli (2 épaisseurs) : 2 000 par unité  
une épaisseur (papier) : 4 000 par unité  
une épaisseur (carte) : 2 000 par unité

Inscrire sur les cartons le titre, la langue de rédaction, la quantité et le numéro d'entrepôt.

Grandeur maximale pour patins ou palettes :

largeur : 30 pouces  
longueur : 40 pouces  
hauteur : 48 pouces

Emballage moulant pour patins ou palettes.

#### **FORMAT :**

17 9/16 po (44,6 cm) longueur X  
6 5/8 po (16,8 cm) largeur X  
3 3/16 po (8,1 cm) profondeur.

#### **STYLE :**

Une pièce vierge à plat; couper à la forme, replier les côtés en dedans de la pleine couverture de la charnière au recto, pas de pattes de côté pour le couvert. Couper la forme des ouvertures au bas pour des pattes à fermeture pour les côtés. Pattes de module de glissement au recto du panneau de la couverture.

#### **MATERIEL :**

175 lb test, de cannelure B ondulé. Après avoir inséré le matériel, joindre, à l'aide de ruban adhésif, le panneau avant du couvercle au bas de la boîte.

---

### **P3021D (31/03/95) Emballage**

Il FAUDRA respecter ce qui suit :

- a) TOUS les imprimés doivent être expédiés «finis» et déposés A PLAT dans des boîtes, ET NON reposer sur leurs côtés ou leurs extrémités.
  - b) TOUS les imprimés doivent être emballés dans des boîtes de carton neuves de dimensions uniformes.
  - c) TOUTES les boîtes devront contenir chacune le même nombre de publications; SANS BANDE D'EXPÉDITION ET SANS PAPIER D'EMBALLAGE.
  - d) AUCUNE des boîtes ne devra peser plus de 35 livres.
  - e) TOUTES les boîtes seront remplies à capacité. N'y laisser AUCUN espace vide. N'utiliser AUCUN matériel de calage.
  - f) La résistance des boîtes à la rupture NE DEVRA PAS ÊTRE INFÉRIEURE à 250 livres par pouce carré.
-

## P - Imprimerie

---

---

### **P3022D (31/03/95) Emballage**

Les articles doivent être emballés de façon à profiter de la classification de transport la moins chère, c'est-à-dire la classification pour expéditions en wagons ou en camions non remplis, dans des cartons neufs et uniformes, et leur poids ne doit pas excéder 35 livres.

---

---

### **P3023D (31/03/95) Emballage**

Les marchandises doivent être liées et emballées pour simplifier la manutention. La livraison doit être faite sur patins de bois de type standard (40-50" de large X 48" de profondeur). Les patins ne doivent pas dépasser 60" de haut et ne pas peser plus de 2 500 lbs. Les cartons ne doivent pas dépasser 35 lbs.

---

---

### **P3024D (31/03/95) Emballage - Douanes et accise**

Les marchandises doivent être liées et emballées pour simplifier la manutention. La livraison doit être faite sur palettes de bois de type standard (42" de large x 48" de profondeur). Les palettes ne doivent pas dépasser 60" de haut et ne pas peser plus de 2 500 lbs. Les cartons ne doivent pas dépasser 35 lbs.

---

---

### **P3027D (31/03/95) Etiquetage**

Toutes les boîtes devront porter la mention des renseignements ci-après inscrits en gros caractères gras (dimension minimale 20 points) :

- a) titre et langue de rédaction;
  - b) numéro de catalogue;
  - c) nombre d'exemplaires que contient chacune des boîtes.
- 
- 

### **P3030D (31/03/95) Numéros de série**

Aucune boîte non numérotée ne sera acceptée. Les cartons devront être numérotés consécutivement et les numéros de série devront être indiqués sur l'extérieur des contenants.

---

---

## P - Imprimerie

---

### **P3031D (31/03/95) Numéros de série**

Il faut s'assurer que les boîtes numérotées sont placées sur les patins de façon à avoir le plus petit numéro en haut, de gauche à droite, pour que le numéro le plus élevé soit au fond du chargement.

---

### **P3035D (31/03/95) Expédition**

Cette clause est annulée à partir du 12/12/03.

---

### **P3039D (14/05/04) Réacheminement des marchandises - Agence du revenu du Canada**

L'Agence du revenu du Canada est autorisée à réacheminer les marchandises d'une destination à une autre, pendant la durée du contrat. Le prix FOB à l'usine peut être utilisé advenant la nécessité de réacheminer les marchandises vers une autre destination. Les nouveaux frais de transport (s'ils impliquent une augmentation occasionnée par un changement de destination) devront être soumis à la Direction de la gestion des transports, Travaux publics et Services gouvernementaux Canada. Il est obligatoire que ces frais (que ce soit une augmentation ou une diminution) soient approuvés par l'autorité contractante avant que le réacheminement ait lieu.

Le défaut d'obtenir l'approbation préalable impliquera le non-paiement de toute augmentation de coût.

---

### **P3039D (12/05/00) Réacheminement des marchandises (RCI)**

A partir du 14/05/04, cette clause est remplacée par P3039D.

---

### **P3050D (14/05/04) Documents entremêlés**

1. Dans le cas où l'entrepreneur remet du travail non conforme, et que ce défaut est dû au fait que des pages, des couvertures, des brochures et(ou) des documents se rapportant à une région, à une province ou à un travail interprovincial aient été mélangés au sein du même livret ou avec des pages, des couvertures, des brochures et(ou) des documents d'une autre région, d'une autre province ou d'un autre travail interprovincial, alors l'autorité contractante avisera l'entrepreneur de ce défaut, mettant ainsi l'entrepreneur en défaut aux termes de la présente clause.
2. L'entrepreneur qui est mis en défaut, aux termes de la présente clause, est exclu du processus et n'est pas admissible, pour une période de deux (2) ans suivant la date d'adjudication du contrat dans le cadre duquel l'erreur a été commise, à l'adjudication de plus d'un marché par tranche d'un travail d'impression requis par le Programme d'impôt de l'Agence du revenu du Canada, afin d'éviter la possibilité qu'un mélange se reproduise.

## P - Imprimerie

---

3. Pendant cette période de deux (2) ans, advenant que l'entrepreneur soumette plus d'une soumission la moins-disante par portion d'un travail susmentionné, le Canada se réserve le droit de n'accepter qu'une seule de ces soumissions et l'entrepreneur aura le choix de celle-ci.
- 
- 

### **P3050D (12/05/00) Défait pour documents entremêlés**

A partir du 14/05/04, cette clause est remplacée par P3050D.

---

---

### **P3053D (31/03/95) Composants**

Il faut emballer convenablement les composants afin qu'ils arrivent en bon état à destination et indiquer clairement sur l'emballage «NE PAS PLIER».

---

---

**Remarques : LE TEXTE DE CETTE CLAUSE DOIT FIGURER EN ENTIER DANS LES DOCUMENTS D'ACHAT.**

### **P3054D (16/02/98) Composants**

1. Tous les composants pour ce besoin seront livrés par service de messagerie à l'entrepreneur et retournés par service de messagerie au client. Les frais de service de messagerie seront assumés par l'entrepreneur.
  2. Prière de choisir une des options suivantes :
    - a) \_\_\_\_\_ Les composants seront ramassés à la salle du courrier, 350, rue Albert, 4<sup>e</sup> étage.
    - b) \_\_\_\_\_ Les composants seront expédiés aux frais de l'entrepreneur, par messenger désigné par le ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux.
  3. L'entrepreneur sera aussi responsable de la livraison des composants tel que stipulé au contrat. Les coûts de ce service devraient être inclus dans les prix figurant à la soumission.
- 
- 

### **P3054D (31/03/95) Composants**

A partir du 16/02/98, cette clause est remplacée par P3054D.

---

---

### **P4001T (31/03/95) Accès à l'information**

Le soumissionnaire comprend qu'une liste de la raison sociale des soumissionnaires et des prix individuels sera rendue publique après la date de clôture de l'invitation à soumissionner. Le soumissionnaire comprend qu'une telle liste, connue sous la désignation d'avis d'adjudication, consiste en des renseignements

---

---

## P - Imprimerie

---

administratifs qui ont été et sont habituellement diffusés au grand public. Le soumissionnaire comprend également qu'un tel avis garantit un meilleur rapport qualité-prix dans les marchés publics, puisqu'il permet d'assurer une concurrence saine dans notre secteur de l'économie.

---

---

### **P5005D (31/03/95) Facturation**

Afin d'assurer le paiement rapide des factures, l'entrepreneur devra présenter des factures individuelles pour chaque destination, indiquant la quantité livrée, ou présenter une facture globale indiquant la quantité livrée à chaque destination.

---

---

### **P5006D (31/03/95) Facturation**

Le défaut de retourner les composants peut retarder le paiement des factures.

---

---

### **P5010C (31/03/95) Factures**

Etablir les factures à l'adresse du destinataire. Faire parvenir à ce dernier l'original et deux (2) copies.

---

---

**Remarques : LE TEXTE DE CETTE CLAUSE DOIT FIGURER EN ENTIER DANS LES DOCUMENTS D'ACHAT.**

### **P5015C (12/05/00) Instructions relatives à la facturation**

1. Deux (2) factures distinctes doivent être présentées, en trois (3) copies, de la façon suivante :

a) Poster la première facture à la :

Éditions du gouvernement du Canada  
Direction générale des services de coordination des communications  
350, rue Albert, 4<sup>e</sup> étage  
Ottawa (ON) K1A 0S5

N° de référence et code financier \_\_\_\_\_;  
Numéro de référence du client (NRC) \_\_\_\_\_;  
Montant forfaitaire par lot de \_\_\_\_\_ \$.

b) Poster la deuxième facture à :

Ministère : \_\_\_\_\_  
Division : \_\_\_\_\_  
Adresse : \_\_\_\_\_  
Ville-Prov. : \_\_\_\_\_  
Code postal : \_\_\_\_\_

N° de référence et code financier \_\_\_\_\_;  
Numéro de référence du client (NRC) \_\_\_\_\_;



## P - Imprimerie

---

2. S'applique à tous les biens livrés à tous les destinataires (y compris les biens à livrer à Éditions du gouvernement du Canada, Direction générale des services de coordination des communications (DGSCC) répertoriés conformément à la liste de prix du présent contrat. La facture doit en outre indiquer l'escompte s'appliquant au montant que la DGSCC doit payer aux termes de l'alinéa ci-dessus.
3. Toutes les factures et tous les bordereaux de livraison et d'emballage doivent porter le numéro de référence, numéro de référence du client (NRC) et le code financier tel qu'indiqué ci-dessus.

---

**P5015C (16/02/98) Facturation, Directives concernant la**

A partir du 12/05/00, cette clause est remplacée par P5015C.

---

---

## **Section 5**

### **R - Attribution des marchés immobiliers**

---



## R - Attribution des marchés immobiliers

---

---

**R0000D (12/05/00) Contrat type de construction - Résumé**

Cette clause est annulée à partir du 01/12/00.

---

---

**R0000D (21/06/99) Contrat type de construction - Résumé**

A partir du 12/05/00, cette clause est remplacée par R0000D.

---

---

**R0001T (16/06/06) Instructions générales aux soumissionnaires**

**R0001T Instructions générales aux soumissionnaires**

### Travaux publics et Services gouvernementaux Canada

- 01 Documents de soumission
- 02 La soumission
- 03 Modalités de signature et Identité ou capacité civile du soumissionnaire
- 04 Taxe sur les produits et services
- 05 Taxe de ventes du Québec
- 06 Frais d'immobilisation
- 07 Bureau des soumissions déposées
- 08 Immatriculation et évaluation préalable de l'outillage flottant
- 09 Liste des sous-traitants et fournisseurs
- 10 Exigences relatives à la garantie de soumission
- 11 Livraison des soumissions
- 12 Révision des soumissions
- 13 Acceptation de la soumission
- 14 Langue de la soumission et des documents du contrat
- 15 Exigences relatives à la garantie contractuelle
- 16 Respect des lois applicables
- 17 Approbation des matériaux de remplacement
- 18 Évaluation du rendement
- 19 Numéro d'entreprise - approvisionnement (NEA)
- 20 Irrégularités mineures

### **01 (2006-06-16) Documents de soumission**

1. Figurent dans la liste suivante les documents de soumission:
  - a) Instructions particulières aux soumissionnaires;
  - b) Formulaire de soumission;
  - c) Plans et devis « A »;
  - d) Instructions générales aux soumissionnaires R0001T (2006-06-16), désignées dans les documents de soumission par l'appellation « Instructions générales aux soumissionnaires »;

## R - Attribution des marchés immobiliers

---

- e) Articles de convention « A » R0200C (2005-12-16), désignés dans la présente par l'appellation « Articles de convention »;
  - f) Modalités de paiement « B » R0201D (2002-12-13), désignées dans les Articles de convention par l'appellation « Modalités de paiement »;
  - g) Conditions générales « C » R0202D (2006-06-16), désignées dans les Articles de convention par l'appellation « Conditions générales »;
  - h) Justes salaires et heures de travail - Conditions de travail, R0203D (2004-05-14), désignées dans les Articles de convention par l'appellation « Conditions de travail ».
  - i) Échelles de justes salaires pour les contrats fédéraux de construction, désignées dans les Articles de convention par l'appellation « Échelles de justes salaires »;
  - j) Conditions d'assurance « E » R0204D (2005-12-16), désignées dans les Articles de convention par l'appellation « Conditions d'assurance »;
  - k) Conditions de garantie du contrat « F » R0205D (2005-12-16), désignées, dans les Articles de convention, par l'appellation « Conditions de garantie du contrat »;
  - l) Tous les addenda émis avant la date limite fixée pour la présentation de la soumission.
2. Les documents identifiés dans les alinéas 1.d) à 1.k) ci-dessus par leur titre, leur numéro et leur date sont incorporés par renvoi dans les documents de soumission et font partie intégrante de la soumission et de tout contrat subséquent. Lorsqu'il présente une soumission, le soumissionnaire affirme de ce fait avoir lu ces documents et les autres documents énumérés au paragraphe 1.1 et accepter les modalités qui y sont énoncées.
3. À l'exception des Échelles de justes salaires pour les contrats fédéraux de construction, les documents énumérés au paragraphe 1.1 peuvent être obtenus, sous forme d'exemplaire imprimé, auprès de MERX de la même manière que pour les dossiers de soumission. Le numéro de téléphone à composer partout au Canada pour communiquer avec MERX est le 1-800-964-MERX (6379). Les documents susmentionnés peuvent également être consultés sur le site Web de MERX à l'adresse <http://www.merx.com>.
4. Les entrepreneurs devraient également prendre note qu'ils doivent afficher, bien à la vue, à l'endroit où les travaux prévus dans le contrat sont exécutés, un exemplaire des présentes Conditions de travail et un exemplaire de l'échelle de justes salaires applicable. Les Échelles de justes salaires pour les contrats fédéraux de construction et les Conditions de travail peuvent être consultés sur le site Web des Ressources humaines et du Développement des compétences Canada à :  
<http://www.hrsdc.gc.ca/asp/passerelle.asp?hr=fr/pt/ot/ntemt/js/echelle.shtml&hs=cgp> et  
<http://www.hrsdc.gc.ca/asp/passerelle.asp?hr=fr/pt/ot/ntemt/js/conditions.shtml&hs=cgp>, respectivement.

### 02 (2004-12-10) La soumission

1. La soumission :
- a) doit être présentée sur le formulaire de soumission fourni par l'entremise du MERX ou sur une reproduction claire et lisible de ce formulaire; la reproduction doit être identique à tous égards au formulaire de soumission fourni par le MERX;
  - b) ne doit pas être envoyée à l'Unité de réception des soumissions par télécopieur; les soumissions envoyées par télécopieur ne sont pas acceptables;
  - c) doit s'inspirer des documents de soumission énumérés ci-dessus;
  - d) doit être remplie correctement à tous égards;
  - e) doit être signée conformément aux procédures de signature énoncées dans la présente; et
  - f) doit être accompagnée
    - (i) de la garantie de soumission précisée dans la présente; et

## R - Attribution des marchés immobiliers

---

- (ii) de tout autre document précisé ailleurs dans les documents d'appel d'offres où il est stipulé que ledit document doit accompagner la soumission.
2. Les documents d'appel d'offres ne sont pas disponibles pour distribution le jour même de la clôture des soumissions.
  3. Toute modification aux sections types ou pré-imprimées du formulaire de soumission ou toute condition ou restriction ajoutée à la soumission constituera une cause directe de rejet. Les modifications, corrections, changements ou ratures apportés à des énoncés ou à des chiffres entrés sur le formulaire de soumission par le soumissionnaire doivent être paraphés par la ou les personnes qui signent la soumission. Les initiales doivent être des paraphes originaux. Les modifications, corrections, changements ou ratures non paraphés seront considérés comme nuls et sans effet.

### **03 (2004-12-10) Modalités de signature et identité ou capacité civile du soumissionnaire**

1. Les signataires autorisés doivent apposer leur signature sur la page couverture de l'invitation à soumissionner leurs nom et titre doivent être inscrits en lettres moulées ou être dactylographiés dans l'espace prévu.
2. Pour confirmer le pouvoir des signataires et de manière à déterminer la capacité civile en vertu de laquelle il entend conclure un marché, le soumissionnaire qui exerce ses activités commerciales sous un nom autre que son nom personnel doit, avant l'attribution du contrat, fournir, à la demande du Canada, une preuve satisfaisante de
  - a) ce pouvoir de signature;
  - b) la capacité civile en vertu de laquelle il exerce ses activités commerciales.

Il peut s'agir, comme preuve du pouvoir de signature, d'une copie certifiée conforme d'une résolution nommant le ou les signataires autorisés à signer la présente soumission au nom de la compagnie constituée en personne morale ou de la société de personnes et, comme preuve de la capacité civile, d'une copie des documents d'incorporation ou de l'enregistrement d'un nom commercial d'un propriétaire unique, d'une raison sociale (appellation commerciale) ou de la constitution d'une société.

### **04 (2004-05-14) Taxe sur les produits et services**

Les soumissions ne doivent pas tenir compte du montant de la taxe sur les produits et services (TPS), qui ne doit pas entrer en ligne de compte dans le calcul du montant de la garantie de soumission ou de la garantie du contrat qui peuvent être exigées. Toutes les sommes prélevées au titre de la TPS doivent être facturées distinctement dans une demande d'acompte soumise par l'entrepreneur et lui seront versées en sus de la somme approuvée par l'ingénieur pour les travaux exécutés dans le cadre du contrat. L'entrepreneur devra verser la somme correspondante à l'Agence du revenu du Canada conformément aux lois en vigueur.

### **05 (1996-01-01) Taxe de vente du Québec**

Le gouvernement fédéral est exempté de la taxe de vente du Québec qui est entrée en vigueur le 1er juillet 1992. Les soumissionnaires ne doivent pas inclure, dans leurs prix, toutes les sommes correspondant à la taxe de 8 p. 100 sur les biens et à la taxe de 4 p. 100 sur les services fournis dans l'exécution des travaux, à l'exception des sommes pour lesquelles on ne peut se prévaloir d'un remboursement de taxe d'intrant. Les soumissionnaires doivent s'adresser directement à la province de Québec afin de recouvrer toutes les taxes de vente du Québec acquittées par eux dans l'exécution des travaux dans le cadre du contrat.

### **06 (1996-01-01) Frais d'immobilisation**

Pour l'application de l'article CG 14 des Conditions générales « C » (R0202D), seuls les droits ou les frais ayant trait directement au traitement et à l'émission de permis de construire doivent être inclus. Les soumissionnaires ne doivent pas inclure, dans le montant de leur soumission, les sommes correspondant à des droits spéciaux d'aménagement ou de réaménagement municipaux qu'une administration municipale peut exiger comme condition préalable à l'établissement des permis de construire.

### **07 (2004-12-10) Bureau des soumissions déposées**

## R - Attribution des marchés immobiliers

---

S'il est indiqué dans le document d'appel d'offres qu'il faut avoir recours à un Bureau des soumissions déposées pour certains éléments de l'ouvrage visé, le soumissionnaire doit :

- a) obtenir des soumissions pour ces éléments par l'intermédiaire du Bureau des soumissions déposées selon les règles de ce Bureau; et
- b) demander à toutes les entreprises spécialisées qui lui présentent directement une soumission d'établir cette soumission en fonction de la partie des travaux telle que définie dans les règles du Bureau local des soumissions déposées (p.ex. définition de la spécialité, section du devis, etc.)

### 08 (1996-01-01) Immatriculation et évaluation préalable de l'outillage flottant

Les dragues ou autres outillages flottants qui seront utilisés dans l'exécution des travaux doivent être immatriculés au Canada. Dans le cas des dragues ou des autres outillages flottants non fabriqués au Canada, le soumissionnaire doit se faire délivrer, par Industrie Canada, un certificat d'évaluation décrit dans l'appendice consacré aux outillages flottants dans le formulaire de soumission et joindre ce certificat à sa soumission. L'outillage ainsi évalué par Industrie Canada pourra être accepté dans le cadre de ce projet de dragage.

### 09 (1996-01-01) Liste des sous-traitants et fournisseurs

Nonobstant toute liste de sous-traitants que le soumissionnaire peut être tenu de déposer dans le cadre de la soumission, le soumissionnaire qui déposera l'offre recevable la moins-disante devra, dans le délai de quarante-huit (48) heures suivant la réception d'un avis écrit à ce sujet, soumettre les noms des sous-traitants et des fournisseurs pour la ou les tranches des travaux énumérées dans ledit avis.

### 10 (2005-12-16) Exigences relatives à la garantie de soumission

1. Le soumissionnaire doit inclure dans sa soumission une garantie de soumission sous la forme d'un cautionnement de soumission ou d'un dépôt de garantie.
  - a) Dans le cas d'une soumission de 250 000 \$ ou moins, ladite garantie doit représenter au moins 10 p. 100 du montant de la soumission;
  - b) Dans le cas d'une soumission supérieure à 250 000 \$, ladite garantie doit représenter au moins 25 000 \$, majorée d'une somme au moins égale à 5 p. 100 de la partie du montant de la soumission qui excède 250 000 \$.

Le montant maximum de la garantie de soumission requise est de 250 000 \$, quel que soit le montant de la soumission.
2. Le cautionnement de soumission doit être établi dans une forme approuvée (*Guide des approvisionnements*, Annexe 7.1), être dûment rempli, porter une ou des signatures originales et provenir d'une compagnie dont les cautionnements sont acceptés par le gouvernement du Canada au moment de la clôture des soumissions ou d'une compagnie désignée dans les sites Web suivants : <http://www.tpsgc.gc.ca/acquisitions/text/sm/chapter07-f.html#annex7.1> et [http://www.tbs-sct.gc.ca/pubs\\_pol/dcgpubs/Contracting/contractingpol\\_1\\_f.html](http://www.tbs-sct.gc.ca/pubs_pol/dcgpubs/Contracting/contractingpol_1_f.html) (Compagnies de cautionnement reconnues du CT).
3. Le dépôt de garantie doit être un original, dûment rempli et signé dans l'espace prévu, ce peut être :
  - a) une lettre de change, une traite bancaire ou un mandat de poste à l'ordre du Receveur général du Canada; ou
  - b) des obligations du gouvernement du Canada ou des obligations garanties inconditionnellement quant au capital et aux intérêts par le gouvernement du Canada; ou
  - c) une lettre de crédit de soutien irrévocable.
4. La lettre de change, la traite bancaire ou le mandat de poste visé(e) à l'alinéa 10.3 a) doit être certifié(e) par ou tiré(e) sur :
  - a) une société ou une institution membre de l'Association canadienne des paiements; ou

## R - Attribution des marchés immobiliers

---

- b) une société qui accepte les dépôts assurés par la Société d'assurance-dépôts du Canada ou la Régie de l'assurance-dépôts du Québec jusqu'au maximum permis par la loi; ou
  - c) une société qui accepte du public des dépôts dont le remboursement est garanti sans conditions par Sa Majesté du chef d'une province; ou
  - d) une société, une association ou une fédération constituée ou organisée comme caisse de crédit ou société coopérative de crédit, qui se conforme aux exigences d'une caisse de crédit, lesquelles sont décrites de façon plus précise à l'alinéa 137(6)(b) de la *Loi de l'impôt sur le revenu*; ou
  - e) la Société canadienne des postes.
5. Si une lettre de change, une traite bancaire ou un mandat de poste est certifié(e) par une institution ou une société autre qu'une banque à charte, elle/il doit être accompagné(e) d'une preuve, sous la forme d'une lettre ou d'une attestation estampillée sur la lettre de change, la traite bancaire ou le mandat de poste confirmant que ladite institution ou société appartient à au moins l'une des catégories mentionnées au paragraphe 10.4.
6. Au sens du présent article, une lettre de change est un ordre inconditionnel écrit, signé par le soumissionnaire, donné à une institution financière agréée et obligeant ladite institution à verser, sur demande et à une certaine date, une certaine somme au Receveur général du Canada ou à l'ordre de ce dernier.
7. Les obligations visées à l'alinéa 10.3 b) doivent être fournies à leur valeur courante du marché à la date limite de réception des soumissions, et doivent être
- a) soit payables au porteur; ou
  - b) soit accompagnées d'un acte dûment exécuté de transfert des obligations au Receveur général du Canada sous la forme prescrite par le Règlement concernant les obligations intérieures du Canada; ou
  - c) soit enregistrées quant au principal, ou quant au principal et intérêts à la fois au nom du Receveur général du Canada conformément au Règlement concernant les obligations intérieures du Canada.
8. Une lettre de crédit de soutien irrévocable qui;
- a) quel qu'en soit le nom ou la description, en fonction duquel une institution financière (l'émetteur) agissant conformément aux instructions ou aux demandes d'un client (demandeur), ou en son nom propre, doit verser un paiement au Canada, ou autorise une autre institution financière à effectuer un tel paiement ou à accepter et à payer de telles lettres de change ou une autre institution financière à négocier, à la suite d'une demande écrite de paiement, à condition que les modalités de la lettre de crédit soient respectées;
  - b) précise la somme nominale qui peut être retirée;
  - c) précise sa date d'expiration;
  - d) prévoit le paiement à vue au Receveur général du Canada à partir de la lettre de change de l'institution financière sur présentation d'une demande écrite de paiement signée par le représentant ministériel autorisé identifié dans la lettre de crédit par son bureau;
  - e) prévoit que plus d'une demande écrite de paiement puisse être présentée à condition que la somme de ces demandes ne dépasse pas la valeur nominale de la lettre de crédit;
  - f) prévoit son assujettissement aux Règles et usances (usages) uniformes (RUU) relatives aux crédits documentaires, révision de 1993, publication de la CCI no 500;
  - g) précise clairement leur nature irrévocable ou qui est jugée irrévocable en vertu de l'article 6 c) des Règles et usances (usages) uniformes (RUU) relatives aux crédits documentaires, révision de 1993, publication de la CCI no 500 et;
  - h) est émise ou confirmée, dans l'une ou l'autre des langues officielles, par une institution financière qui est membre de l'Association canadienne des paiements et qui est sur le



## R - Attribution des marchés immobiliers

---

papier en-tête de l'émetteur ou du confirmateur. La mise en page est laissée à la discrétion de l'émetteur ou du confirmateur.

9. La garantie de soumission viendra à échéance ou sera retournée, dans des délais raisonnables, suivant :
  - a) la date de fermeture des soumissions, pour un soumissionnaire dont la soumission est non-conforme; et
  - b) la révision administrative des soumissions, pour les soumissionnaires dont la soumission est conforme et classée du quatrième au dernier rang dans l'échelle de classement; et
  - c) l'octroi du contrat, pour les soumissionnaires dont la soumission est retenue et classée au deuxième et troisième rangs dans l'échelle de classement; et
  - d) la réception de la garantie contractuelle, pour le soumissionnaire retenu; ou
  - e) l'annulation de l'appel d'offres, pour tous les soumissionnaires.
10. Nonobstant les dispositions de l'alinéa 10.9 b) et à condition que trois (3) soumissions ou plus aient été reçues, si une ou plusieurs des soumissions classées du troisième au premier rang sont retirées ou rejetées, pour quelques raisons que ce soit, le Canada se réserve le droit de retenir la garantie de la soumission conforme suivante afin de retenir la garantie de soumission d'au moins trois (3) soumissions valides et conformes.

### 11 (2004-12-10) Livraison des soumissions

1. Le formulaire de soumission rempli en bonne et due forme doit être joint et cacheté dans l'enveloppe fournie par le soumissionnaire et doit être adressé et soumis au bureau désigné pour la réception des soumissions. Il doit parvenir à ce bureau au plus tard à la date et à l'heure indiquées pour la clôture des soumissions.
2. Avant de présenter sa soumission, le soumissionnaire doit s'assurer que l'information suivante est reproduite clairement, en caractères de frappe ou d'imprimerie, dans les zones correspondantes au recto de l'enveloppe de retour :
  - a) numéro de l'invitation;
  - b) description, le lieu et le numéro du projet;
  - c) le nom du soumissionnaire;
  - d) l'heure et la date de clôture.
3. À défaut de respecter les modalités énoncées aux paragraphes 11.1 et en 11.2 ci-dessus, la soumission pourra être rejetée.

### 12 (2004-12-10) Révision des soumissions

1. Une soumission présentée conformément aux présentes instructions peut être révisée par lettre ou par télécopie, pourvu que la révision soit reçue au bureau désigné pour la remise des soumissions au plus tard à la date et à l'heure limites de clôture des soumissions. Le document doit :
  - a) porter l'en-tête de lettre ou la signature du soumissionnaire;
  - b) pour la partie de la soumission concernant le prix forfaitaire, préciser clairement le montant de la révision en cours. Le total global de toutes les révisions présentées, y compris de celle en cours, doit être indiqué séparément;
  - c) pour la partie de la soumission concernant le prix unitaire, préciser clairement la ou les modifications au(x) prix unitaire(s) et le ou les articles auxquels s'applique chaque modification. Si une révision doit s'appliquer à un article particulier dont le prix a déjà été modifié, il faut alors indiquer séparément, en plus du montant de la révision en cours, le total global de toutes les révisions présentées, y compris de celle en cours, pour cet article.
2. Une lettre ou une télécopie visant à confirmer une révision antérieure doit clairement porter la mention « CONFIRMATION SEULEMENT ».

## R - Attribution des marchés immobiliers

---

3. Si des dispositions ci-dessus ne sont pas respectées, la ou les révisions irrecevables seulement sera/seront rejetée(s). L'évaluation portera sur la soumission initiale déposée de même que sur toutes les autres révisions recevables.
- 13 (2004-12-10) Acceptation de la soumission**
1. Sa Majesté n'est tenue d'accepter aucune soumission, même la plus basse.
  2. Sans limiter la portée générale du paragraphe 13.1, Sa Majesté peut rejeter toute soumission selon une évaluation défavorable des éléments suivants :
    - a) le caractère suffisant du prix soumis pour permettre de réaliser les travaux, dans le cas des soumissions proposant des prix unitaires ou un ensemble de forfaits et de prix unitaires, quant à savoir si chaque élément de prix tient fidèlement compte du coût de l'exécution de la tranche des travaux à laquelle ce prix s'applique.
    - b) la capacité du soumissionnaire à assurer la structure de gestion, le personnel compétent, l'expérience et l'équipement nécessaires pour exécuter les travaux avec compétence dans le cadre du contrat;
    - c) le rendement du soumissionnaire dans le cadre d'autres contrats.
  3. Dans l'évaluation du rendement du soumissionnaire dans le cadre d'autres contrats conformément au paragraphe 13.2, Sa Majesté peut tenir compte, notamment, des questions suivantes :
    - a) la qualité de l'exécution des travaux du soumissionnaire;
    - b) les délais dans lesquels les travaux ont été achevés;
    - c) la gestion générale des travaux de l'entrepreneur et son incidence sur le niveau d'effort exigé de la part du Ministère et de ses représentants.
  4. Sa Majesté peut rejeter une soumission dans l'un ou l'autre des cas suivants :
    - a) Le soumissionnaire ou l'un de ses employés ou sous-traitants visé dans la soumission a été reconnu coupable en vertu de l'article 121 ("*Fraudes envers le gouvernement*" et "*l'Entrepreneur qui souscrit à une caisse électorale*"), 124 ("*Achat ou vente d'une charge*") ou 418 ("*Vente d'approvisionnements défectueux à Sa Majesté*") du Code criminel;
    - b) les privilèges permettant au soumissionnaire de présenter des soumissions ont été suspendus ou sont en voie de le devenir;
    - c) les privilèges permettant à tout employé ou sous-traitant visé dans la soumission de présenter des soumissions sont soumis à une suspension ou sont en voie de le devenir, ce qui rendrait l'employé ou le sous-traitant inadmissible à soumissionner pour les travaux ou pour à la tranche des travaux que le sous-traitant ou l'employé doit exécuter;
    - d) Dans le cadre de transactions actuelles ou antérieures avec le gouvernement du Canada :
      - (i) Le soumissionnaire déclare faillite ou ne peut, pour quelque motif que ce soit, exercer ses activités pour une durée prolongée;
      - (ii) des preuves de fraude, de corruption ou de fausse déclaration ou des preuves confirmant l'incapacité de respecter des lois protégeant les personnes contre toute forme de discrimination ont été déposées à la satisfaction de Sa Majesté à l'égard du soumissionnaire, de l'un quelconque de ses employés ou d'un sous-traitant visé dans sa soumission;
      - (iii) le Ministre a exercé ou est en voie d'exercer le recours contractuel lui permettant de retirer les travaux au soumissionnaire, à un sous-traitant ou à un employé visé dans la soumission; ou
      - (iv) Sa Majesté détermine que le rendement du soumissionnaire dans le cadre d'autres marchés, notamment l'efficacité et la qualité des travaux, ainsi que la mesure dans laquelle le soumissionnaire a respecté les clauses et les conditions

## R - Attribution des marchés immobiliers

---

contractuelles dans l'exécution des travaux, est suffisamment médiocre pour qu'on le considère incapable de répondre au besoin faisant l'objet de la soumission.

5. Dans les cas où une soumission devrait être rejetée conformément au paragraphe 13.4 pour des motifs d'instincts de ceux exposés à l'alinéa 13.4 b), le ministre le fait savoir au soumissionnaire et lui donne un délai de dix (10) jours pour faire valoir son point de vue, avant de rendre une décision définitive sur le rejet de la soumission.

### 14 (1996-01-01) Langue de la soumission et des documents du contrat

Les documents du contrat à signer par le soumissionnaire retenu seront rédigés dans la même langue officielle (français ou anglais) que la soumission présentée.

### 15 (1996-01-01) Exigences relatives à la garantie contractuelle

Le soumissionnaire choisi sera tenu de fournir une garantie conforme aux Conditions de garantie du contrat « F » (RO205D), faisant partie des documents contractuels susmentionnés, dans les quatorze (14) jours suivant la date à laquelle il reçoit un avis écrit lui signifiant l'acceptation de sa soumission par Sa Majesté.

### 16 (2004-12-10) Respect des lois applicables

1. En présentant une soumission, l'entrepreneur atteste qu'il a la capacité juridique de conclure un contrat en conformité avec toutes les lois et tous les règlements fédéraux, provinciaux et municipaux qui s'appliquent à la présentation de la soumission et à l'établissement du contrat subséquent portant sur l'exécution des travaux.
2. Aux fins de vérification des exigences mentionnées au paragraphe 16.1, le soumissionnaire doit, sur demande, fournir une copie de chaque licence, permis, inscription, attestation, déclaration, dépôt ou autre autorisation valides indiquée dans la demande, tout en respectant le délai établi pour la présentation de ces documents.
3. Le non-respect des exigences exprimées aux présentes donnera lieu au rejet de la soumission.

### 17 (2002-12-13) Approbation des matériaux de remplacement

Dans les cas où l'on précise des matériaux en fonction d'une appellation ou d'une marque de commerce ou du nom du fabricant ou du fournisseur, la soumission doit être basée sur l'utilisation des matériaux désignés. Pendant la période de l'appel d'offres, on pourra considérer des matériaux de remplacement à la condition que l'autorité contractante reçoive par écrit des données techniques complètes au moins dix (10) jours avant la date fixée pour la clôture des soumissions. Si on approuve des matériaux de remplacement pour les besoins de la soumission, on publiera un addenda aux documents d'appel d'offres.

### 18 (2005-12-16) Évaluation du rendement

1. Les soumissionnaires doivent noter que le ministre évaluera le rendement de l'entrepreneur pendant la réalisation des travaux et au moment de leur achèvement. Cette évaluation portera sur la qualité de l'exécution des travaux, les délais d'exécution et la gestion globale des travaux par l'entrepreneur en fonction du niveau d'effort exigé de la part des employés de Sa Majesté dans l'administration du contrat. Si le rendement de l'entrepreneur est jugé insatisfaisant, les privilèges lui permettant de présenter des soumissions dans le cadre de travaux ultérieurs pourront être suspendus indéfiniment.
2. Une version électronique du formulaire PWGSC-TPSGC 2913, SELECT - Formulaire du rapport d'évaluation du rendement de l'entrepreneur, utilisé pour évaluer le rendement est disponible sur le site Web de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC) suivant : <http://www.pwgsc.gc.ca/acquisitions/text/forms/forms-f.html>.

### 19 (2006-06-16) Numéro d'entreprise - approvisionnement

Les fournisseurs canadiens doivent avoir un numéro d'entreprise - approvisionnement (NEA) avant de se voir attribuer un contrat. Les fournisseurs peuvent s'inscrire pour obtenir un NEA du système Données d'inscription des fournisseurs en se rendant sur le site Web d'Accès entreprises Canada (<http://contractscanada.gc.ca>).

## R - Attribution des marchés immobiliers

---

Pour s'inscrire autrement que par Internet, les fournisseurs peuvent communiquer avec la LigneInfo d'Accès entreprises Canada au 1-800-811-1148 afin d'obtenir le numéro de téléphone de l'agent d'inscription des fournisseurs le plus près.

### 20 (2006-06-16) Irrégularités mineures

Nonobstant les autres dispositions de ces Instructions générales aux soumissionnaires, le Canada peut ignorer les irrégularités mineures contenues dans les soumissions qu'il reçoit s'il détermine que les différences entre la soumission et les exigences énoncées dans les documents de soumission et le contrat peuvent être corrigées ou ignorées sans qu'un préjudice ne soit causé aux autres soumissionnaires.

---

### R0001T (16/12/05) Instructions générales aux soumissionnaires

A partir du 16/06/06, cette clause est remplacée par R0001T.

---

### R0002T (12/05/00) Instructions aux soumissionnaires

Cette clause est annulée à partir du 10/12/04.

---

### R0002T (16/02/98) Instructions aux soumissionnaires

A partir du 12/05/00, cette clause est remplacée par R0002T.

---

**Remarques : LE TEXTE DE CETTE CLAUSE DOIT FIGURER EN ENTIER DANS LES DOCUMENTS D'ACHAT.**

### R0200C (16/12/05) Articles de convention « A »

#### Travaux publics et Services gouvernementaux Canada

- A1 Contrats
- A2 Description des travaux et date d'achèvement
- A3 Prix du contrat
- A4 Adresse de l'entrepreneur
- A5 Tableau des prix unitaires

Les présents **Articles de convention** faits en double le \_\_\_\_ jour de \_\_\_\_ 20 \_\_\_\_.

entre

le **Canada** représenté par le ministre \_\_\_\_ (ci-après appelé « le Ministre »)

et

## R - Attribution des marchés immobiliers

---

\_\_\_\_\_ (ci-après appelé « l'entrepreneur »)

Font foi que le Canada et l'entrepreneur ont établi entre eux les conventions suivantes :

### A1 (2004-12-10) Contrats

1. Sous réserve des paragraphes A1.4 et A1.5, les documents constituant le contrat passé entre le Canada et l'entrepreneur (ci-après appelé le contrat) sont:
  - a) les présents Articles de convention;
  - b) les documents intitulés Plans et devis, ci-après appelé plans et devis;
  - c) le document intitulé Modalités de paiement « B », désigné dans le présent document par l'appellation « Modalités de paiement »;
  - d) le document intitulé Conditions générales « C », désigné dans le présent document par l'appellation « Conditions générales »;
  - e) le document intitulé Justes salaires et heures de travail, Conditions de travail, désigné dans le présent document par l'appellation « Conditions de travail »;
  - f) le document intitulé Conditions d'assurance « E », désigné dans le présent document par l'appellation « Conditions d'assurance »;
  - g) le document intitulé Conditions de garantie du contrat « F », désigné dans le présent document par l'appellation « Conditions de garantie du contrat »;
  - h) toute modification au contrat en accord avec les Conditions générales;
  - i) le document intitulé « Échelles de justes salaires pour les contrats fédéraux de construction », désigné dans le présent document par l'appellation « Échelles de justes salaires »;
  - j) le document intitulé Sanctions internationales;
  - k) le document intitulé Présentation des soumissions concernant les avis de modification proposée, et
  - l) tous les addenda émis avant la date limite fixée pour la présentation de la soumission.
2. Le Ministre désigne \_\_\_\_\_ du \_\_\_\_\_, du gouvernement du Canada, ingénieur aux fins du contrat et à toute fin, y compris aux fins accessoires, l'adresse de l'ingénieur est réputée être : \_\_\_\_\_
3. Dans le contrat
  - a) « entente à prix fixe » désigne la partie du contrat où il est stipulé qu'un montant forfaitaire sera versé à titre de paiement pour l'exécution des travaux auxquels elle se rapporte; et
  - b) « entente à prix unitaire » désigne la partie du contrat où il est stipulé que le produit d'un prix multiplié par un nombre d'unité de mesurage d'une catégorie sera versé à titre de paiement pour l'exécution des travaux visés par cette entente.
4. Toute dispositions du contrat qui s'applique expressément et seulement à une entente à prix unitaire ne s'applique à aucune partie des travaux qui relève de l'entente à prix fixe.
5. Toute disposition du contrat qui s'applique expressément et seulement à une entente à prix fixe ne s'applique à aucune partie des travaux qui relève de l'entente à prix unitaire.

### A2 (2005-12-16) Description des travaux et date d'achèvement

Entre la date des présents Articles de convention et le \_\_\_\_\_ jour de \_\_\_\_\_ 20 \_\_\_\_\_, l'entrepreneur exécute, avec soin et selon les règles de l'art, à l'endroit et de la manière indiqués, les travaux suivants :

\_\_\_\_\_

## R - Attribution des marchés immobiliers

plus particulièrement décrits dans les plans et devis.

### A3 (2004-12-10) Prix du contrat

1. Sous réserve de toute addition, soustraction, déduction, réduction ou compensation prévue en vertu du contrat, le Canada, aux dates et de la manière énoncées ou mentionnées dans les Modalités de paiement, paie à l'entrepreneur
  - a) la somme de \_\_\_\_\_ \$, taxe sur les produits et services (TPS) en plus, en considération de l'exécution des travaux ou des parties de travaux à laquelle s'applique l'entente à prix fixe, et
  - b) une somme égale à l'ensemble des produits du nombre d'unités de mesurage de chaque catégorie de travail, d'outillage ou de matériaux indiqué dans le Certificat définitif de mesurage mentionné au paragraphe CG 44.8, ce nombre d'unités étant multiplié selon le cas par le prix de chaque unité, TPS en plus, indiqué dans le tableau des prix unitaires relativement à l'exécution des travaux ou des parties de travaux qui ont fait l'objet d'une entente à prix unitaire.
2. Pour la gouverne de l'entrepreneur et des personnes chargées de l'exécution du contrat au nom du Canada, mais sans toutefois comporter une garantie ou un engagement de quelque nature de la part de l'une ou l'autre partie, il est estimé que la somme totale payable par le Canada à l'entrepreneur pour la partie des travaux qui a fait l'objet d'une entente à prix unitaire, sera d'environ \_\_\_\_\_ \$.
3. L'alinéa A3.1 a) ne s'applique qu'à une entente à prix fixe.
4. L'alinéa A3.1 b) et le paragraphe A3.2 ne s'appliquent qu'à une entente à prix unitaire.

### A4 (2005-12-16) Adresse de l'entrepreneur

Aux fins du contrat, y compris les fins accessoires, l'adresse de l'entrepreneur est réputée être :

### A5 (2005-12-16) Tableau des prix unitaires

1. Il est convenu entre le Canada et l'entrepreneur que le tableau ci-après est le tableau des prix unitaires pour le contrat :

| Colonne 1<br>Postes | Colonne 2<br>Catégorie de travail, outillage ou de matériaux | Colonne 3<br>Unité de mesurage | Colonne 4<br>Quantité totale estimative | Colonne 5<br>Prix unitaire | Colonne 6<br>Prix total estimatif |
|---------------------|--------------------------------------------------------------|--------------------------------|-----------------------------------------|----------------------------|-----------------------------------|
|                     |                                                              |                                |                                         |                            |                                   |
|                     |                                                              |                                |                                         |                            |                                   |
|                     |                                                              |                                |                                         |                            |                                   |
|                     |                                                              |                                |                                         |                            |                                   |
|                     |                                                              |                                |                                         |                            |                                   |

2. Le tableau des prix unitaires présenté au paragraphe A5.1 décrit la partie des travaux visée par l'entente à prix unitaire.
3. La partie des travaux qui n'est pas décrite dans le tableau des prix unitaires mentionné au paragraphe A5.2 est la partie des travaux visée par l'entente à prix fixe.

## R - Attribution des marchés immobiliers

---

EN FOI DE QUOI les parties ont signé les présents Articles de convention le jour et l'année ci-dessus mentionnés en premier.

---

DANS LE CAS D'UNE SOCIÉTÉ À RESPONSABILITÉ LIMITÉE SCÉLLÉ, ATTESTÉ ET REMIS au nom de l'entrepreneur par

(Signature du signataire autorisé) \_\_\_\_\_ (Nom du signataire autorisé,  
en caractères d'imprimerie)

en présence de \_\_\_\_\_ (Titre du signataire autorisé,  
en caractères d'imprimerie)

(Signature du témoin) \_\_\_\_\_

(Signature du signataire autorisé) \_\_\_\_\_ (Nom du signataire autorisé,  
en caractères d'imprimerie)

en présence de \_\_\_\_\_ (Titre du signataire autorisé  
en caractères d'imprimerie) (Sceau de la Société) \_\_\_\_\_

(Signature du témoin) \_\_\_\_\_

---

DANS LE CAS DES SOCIÉTÉS EN NOM COLLECTIF OU DES PROPRIÉTAIRES UNIQUES SCÉLLÉ, ATTESTÉ ET REMIS au nom de l'entrepreneur par

(Signature d'un associé ou du propriétaire unique) \_\_\_\_\_ (Nom d'un associé ou du propriétaire unique, en caractères d'imprimerie) Sceau \_\_\_\_\_

en présence de

(Signature du témoin) \_\_\_\_\_

(Signature d'un associé) \_\_\_\_\_ (Nom de l'associé, en caractères d'imprimerie) Sceau \_\_\_\_\_

en présence de

(Signature du témoin) \_\_\_\_\_

---

SIGNÉ AU NOM du Canada par

(Signature de l'agent autorisé) \_\_\_\_\_ )  
) (Nom de l'agent, en caractères  
d'imprimerie)

) \_\_\_\_\_

## R - Attribution des marchés immobiliers

---

en présence de \_\_\_\_\_ ) (Titre de l'agent, en caractères  
 ) d'imprimerie)

(Signature du témoin)

et contresigné par

(Signature de l'agent autorisé)

) \_\_\_\_\_  
) (Nom de l'agent, en caractères  
) d'imprimerie)

en présence de

(Signature du témoin)

) \_\_\_\_\_  
) (Titre de l'agent, en caractères)  
) d'imprimerie)

---

### **R0200C (10/12/04) Articles de convention « A »**

A partir du 16/12/05, cette clause est remplacée par R0200C.

---

### **R0201D (13/12/02) Modalités de paiement «B»**

#### **Travaux publics et Services gouvernementaux Canada**

MP1 Montant à payer - Généralités  
MP2 Montants payables à l'entrepreneur  
MP3 Montants payables à Sa Majesté  
MP4 Date de paiement  
MP5 Le rapport sur le progrès des travaux et le paiement y afférent ne lient pas Sa Majesté  
MP6 Retard du paiement  
MP7 Droit de compensation  
MP8 Paiement en cas de résiliation  
MP9 Intérêts sur les réclamations réglées

#### **MP1 (01/10/94) Montant à payer - Généralités**

1.1 Sujet à toutes autres dispositions du contrat, Sa Majesté paie à l'entrepreneur, aux dates et de la manière énoncées ci-après, le montant par lequel

1.1.1 l'ensemble des montants prévus à l'article MP2 excède

1.1.2 l'ensemble des montants prévus à l'article MP3

et l'entrepreneur accepte le paiement comme paiement final de tout ce qu'il a fourni et fait relativement aux travaux auxquels le paiement se rapporte.

#### **MP2 (01/10/94) Montants payables à l'entrepreneur**



## R - Attribution des marchés immobiliers

---

- 2.1 Les montants mentionnés à l'alinéa MP1.1.1 sont l'ensemble :
- 2.1.1 des montants prévus dans les Articles de convention, et
  - 2.1.2 le montant, s'il en est, payable à l'entrepreneur conformément aux Conditions générales.

### **MP3 (01/10/94) Montants payables à Sa Majesté**

- 3.1 Les montants mentionnés à l'alinéa MP1.1.2 sont l'ensemble des montants, s'il en est, que l'entrepreneur est tenu de payer à Sa Majesté en vertu du contrat.
- 3.2 Dans tout paiement fait à l'entrepreneur, le fait pour Sa Majesté d'omettre de déduire d'un montant mentionné à l'article MP2 un montant mentionné au paragraphe MP3.1 ne peut constituer un abandon de son droit de faire une telle déduction, ni une reconnaissance de l'absence d'un tel droit lors de tout paiement ultérieur à l'entrepreneur.

### **MP4 (13/12/02) Date de paiement**

- 4.1 Dans les présentes modalités de paiement
- 4.1.1 «période de paiement» signifie un intervalle de 30 jours consécutifs ou tout autre intervalle plus long convenu entre l'entrepreneur et l'ingénieur.
  - 4.1.2 un montant est «dû et payable» lorsqu'il doit être versé à l'entrepreneur par Sa Majesté selon les paragraphes MP4.5, MP4.8 ou MP4.11.
  - 4.1.3 un montant est en souffrance lorsqu'il demeure impayé le premier jour suivant le jour où il est dû et payable.
  - 4.1.4 «date de paiement» signifie la date du titre négociable d'un montant dû et payable par le Receveur général du Canada.
  - 4.1.5 «taux d'escompte» signifie le taux d'intérêt, fixé de temps à autre par la Banque du Canada, qui représente le taux minimum auquel elle consent des avances à court terme au membres de l'Association canadienne des paiements.
  - 4.1.6 «taux d'escompte moyen» signifie la moyenne arithmétique simple du taux d'escompte en vigueur chaque jour, à 16 h, heure normal de l'est, pour le mois de calendrier immédiatement antérieur à la date de paiement.
- 4.2 À l'expiration d'une période de paiement, l'entrepreneur doit remettre à l'ingénieur une demande d'acompte, par écrit, et y décrire toute partie achevée des travaux et tous les matériaux livrés aux lieux des travaux, mais non incorporés aux travaux, durant la période de paiement faisant l'objet de la demande d'acompte.
- 4.3 L'ingénieur, dans les dix (10) jours suivant réception d'une demande d'acompte mentionnée au paragraphe MP4.2,
- 4.3.1 fait l'inspection de la partie des travaux et des matériaux qui y sont décrits, et
  - 4.3.2 présente un rapport sur le progrès des travaux, dont l'ingénieur envoie une copie à l'entrepreneur, indiquant la valeur de la partie des travaux et des matériaux décrits dans la demande d'acompte qui, selon l'ingénieur,
    - 4.3.2.1 sont conformes aux dispositions du contrat, et
    - 4.3.2.2 n'étaient visés par aucun autre rapport concernant des travaux du contrat.
- 4.4 Sous réserve de l'article MP1 et du paragraphe MP4.5, Sa Majesté paie à l'entrepreneur
- 4.4.1 une somme égale à 95 p. 100 de la valeur indiquées dans le rapport sur le progrès des travaux mentionné à l'alinéa 4.3.2, si l'entrepreneur a fourni un cautionnement pour le paiement de la main-d'oeuvre et des matériaux, ou

## R - Attribution des marchés immobiliers

---

- 4.4.2 un montant égal à 90 p. 100 de la valeur indiquées dans le rapport sur le progrès des travaux mentionné à l'alinéa 4.3.2, si l'entrepreneur n'a pas fourni un cautionnement pour le paiement de la main-d'oeuvre et des matériaux.
- 4.5 Sa Majesté paie la somme dont il est question au paragraphe MP4.4 au plus tard
- 4.5.1 30 jours après la réception par l'ingénieur de la demande d'acompte mentionnée au paragraphe MP4.2, ou
- 4.5.2 15 jours après que l'entrepreneur ait fait et remis à l'ingénieur
- 4.5.2.1 une déclaration conforme à celle décrite au paragraphe MP4.6, pour les travaux et matériaux visés dans la demande d'acompte prévue au paragraphe MP4.2.
- 4.5.2.2 dans le cas de la première demande d'acompte de l'entrepreneur, un calendrier d'exécution conformément aux parties pertinentes des devis, et
- 4.5.2.3 si un calendrier est exigé, sa mise à jour au moments précisés dans les parties pertinentes des devis
- selon le délai le plus long.
- 4.6 Dans l'attestation mentionnée au paragraphe MP4.5, l'entrepreneur certifie qu'au jour de sa demande d'acompte, l'Entrepreneur s'est acquitté de toutes ses obligations légales aux termes des Conditions de travail, et de toutes ses obligations légales envers ses sous-entrepreneurs et ses fournisseurs de matériaux en ce qui concerne les travaux visés par le contrat.
- 4.7 Sous réserve de l'article MP1 et du paragraphe MP4.8, Sa Majesté verse à l'entrepreneur la somme mentionnée à l'article MP1, moins l'ensemble
- 4.7.1 de tous les paiements effectués conformément au paragraphe MP4.4;
- 4.7.2 du montant égal au coût pour Sa Majesté, estimé par l'ingénieur de la correction de toutes déficiences dans les travaux et décrites dans le Certificat provisoire d'achèvement; et
- 4.7.3 du montant égal au coût pour Sa Majesté, estimé par l'ingénieur de l'achèvement de toute partie des travaux décrite dans le Certificat provisoire d'achèvement ne comportant pas la correction des déficiences visées par l'alinéa MP4.7.2.
- 4.8 Sa Majesté paie la somme dont il est question au paragraphe MP4.7 au plus tard
- 4.8.1 30 jours après la date de délivrance du Certificat provisoire d'achèvement mentionné au paragraphe CG44.2, ou
- 4.8.2 15 jours après que l'entrepreneur ait fait et ait remis à l'ingénieur
- 4.8.2.1 une déclaration conforme à celle décrite au paragraphe MP4.9 relativement au Certificat provisoire d'achèvement mentionné au paragraphe CG44.2, et
- 4.8.2.2 s'il est précisé dans les parties pertinentes des devis, une mise à jour du calendrier d'exécution mentionné à l'alinéa MP4.5.2 qui, en plus des exigences énoncées, soit suffisamment détaillé concernant l'achèvement des travaux non terminés et la correction de tous les défauts énumérés, le tout à la satisfaction de l'ingénieur,
- selon le délai le plus long.
- 4.9 Dans la déclaration mentionnée au paragraphe MP4.8, l'entrepreneur atteste qu'au jour de l'émission du Certificat provisoire d'achèvement,
- 4.9.1 l'entrepreneur s'est acquitté de toutes ses obligations légales aux termes des Conditions de travail;

## R - Attribution des marchés immobiliers

---

- 4.9.2 l'entrepreneur s'est acquitté de toutes ses obligations légales envers ses sous-entrepreneurs et ses fournisseurs de matériaux en ce qui concerne les travaux visés par le contrat; et
- 4.9.3 l'entrepreneur s'est acquitté de toutes ses obligations mentionnées au paragraphe CG14.6.
- 4.10 Sous réserve de l'article MP1 et du paragraphe MP4.11, Sa Majesté verse à l'entrepreneur la somme mentionnée à l'article MP1, moins l'ensemble
- 4.10.1 de tous les paiements effectués conformément au paragraphe MP4.4; et
- 4.10.2 de tous les paiements effectués conformément au paragraphe MP4.7.
- 4.11 Sa Majesté paie la somme dont il est question au paragraphe MP4.10 au plus tard
- 4.11.1 60 jours après l'émission du Certificat définitif d'achèvement mentionné au paragraphe CG44.1, ou
- 4.11.2 15 jours après que l'entrepreneur ait fait et ait remis à l'ingénieur la déclaration mentionnée au paragraphe MP4.12,
- selon le délai le plus long.
- 4.12 Dans la déclaration mentionnée au paragraphe MP4.11, l'entrepreneur atteste, outre les mentions requises en vertu du paragraphe MP4.9, que l'entrepreneur s'est acquitté de toutes ses obligations légales et qu'il a satisfait à toutes les réclamations légales formulées contre lui par suite de l'exécution des travaux.
- MP5 (01/10/94) Le rapport sur le progrès des travaux et le paiement y afférent ne lient pas Sa Majesté**
- 5.1 Ni le rapport sur le progrès des travaux mentionné au paragraphe MP4.3, ni les paiements effectués par Sa Majesté en conformité des Modalité ne doivent être interprétés comme une admission que les travaux et les matériaux sont, en totalité ou en partie, complets, satisfaisants ou conformes au contrat.
- MP6 (01/01/96) Retard du paiement**
- 6.1 Nonobstant l'article CG7, le retard apporté par Sa Majesté à faire un paiement à sa date d'exigibilité en vertu des présentes Modalité de paiement, ne constitue pas un bris du contrat.
- 6.2 Sous réserve du paragraphe MP6.3 ci-dessous, Sa Majesté verse à l'entrepreneur des intérêts simples au taux d'escompte moyen plus 3 pour cent par année sur les montants en souffrance en vertu de l'alinéa MP4.1.3. Les intérêts s'appliquent à compter du premier jour de retard jusqu'au jour précédant la date de paiement.
- 6.3 Les intérêts versés en vertu du paragraphe MP6.2 le seront sans que l'entrepreneur le demande sauf que
- 6.3.1 pour ce qui est des montants en souffrance depuis moins de 15 jours, aucun intérêt ne sera versé en vertu de paiements effectués à l'intérieur de cette période, à moins que l'entrepreneur en fasse la demande après que lesdits montants soient dûs, et
- 6.3.2 les intérêts ne seront ni exigibles ni versés sur les paiements anticipés en souffrance, le cas échéant.
- MP7 (01/10/94) Droit de compensation**
- 7.1 Sans restreindre tout droit de compensation ou de retenue découlant explicitement ou implicitement de la loi ou d'une disposition quelconque du contrat, Sa Majesté peut opérer compensation de toute somme due par l'entrepreneur à Sa Majesté en vertu du contrat ou de tout contrat en cours, à l'encontre des sommes dues par Sa Majesté à l'entrepreneur en vertu du contrat.

## R - Attribution des marchés immobiliers

---

- 7.2 Pour les fins du paragraphe MP7.1, l'expression «contrat en cours» signifie un contrat entre Sa Majesté et l'entrepreneur
- 7.2.1 en vertu duquel l'entrepreneur est légalement obligé d'exécuter ou de fournir du travail, de la main-d'oeuvre ou des matériaux, ou
- 7.2.2 à l'égard duquel Sa Majesté a, depuis la date à laquelle les présents Articles de convention sont intervenus, exercé le droit de retirer à l'entrepreneur les travaux faisant l'objet du contrat.

### **MP8 (01/10/94) Paiement en cas de résiliation**

- 8.1 En cas de résiliation du contrat conformément à l'article CG41, Sa Majesté paie à l'entrepreneur le plus tôt possible eu égard aux circonstances, tout montant qui lui est légalement dû et payable.

### **MP9 (01/01/96) Intérêts sur les réclamations réglées**

- 9.1 Sa Majesté versera à l'entrepreneur des intérêts simples sur le montant d'une réclamation réglée, au taux d'escompte moyen plus 3 pour cent par année à compter du premier jour de retard jusqu'au jour précédant la date de paiement.
- 9.2 Aux fins du paragraphe MP9.1,
- 9.2.1 une réclamation est réputée être réglée lorsqu'une entente par écrit est signée par l'ingénieur et l'entrepreneur et fait état du montant de la réclamation à verser par Sa Majesté et des travaux pour lesquels ledit montant doit être versé.
- 9.2.2 une réclamation réglée est réputée être impayée à compter de la journée qui suit immédiatement la date à laquelle la réclamation était due et payable conformément au contrat, s'il n'y avait pas eu contestation.
- 9.3 Aux fins de l'article MP9, une réclamation signifie tout montant faisant l'objet d'un litige et assujetti à des négociations entre Sa Majesté et l'entrepreneur en vertu du contrat.

---

### **R0201D (16/02/98) Modalités de paiement «B»**

A partir du 13/12/02, cette clause est remplacée par R0201D.

---

#### **Remarques :**

### **R0202D (16/06/06) Conditions générales «C»**

#### **Travaux publics et Services gouvernementaux Canada**

- CG 1 Interprétation
- CG 2 Successeurs et ayants droit
- CG 3 Cession du contrat
- CG 4 Sous-traitance par l'entrepreneur
- CG 5 Modifications
- CG 6 Nulle obligation implicite
- CG 7 Rigueur des délais
- CG 8 Indemnisation par l'entrepreneur
- CG 9 Indemnisation par Sa Majesté
- CG 10 Lois applicables

## R - Attribution des marchés immobiliers

---

- CG 11 Avis
- CG 12 Matériaux, outillage et biens immobiliers fournis par Sa Majesté
- CG 13 Matériaux, outillage et biens immobiliers devenus propriété de Sa Majesté
- CG 14 Permis et taxes payables
- CG 15 Exécution des travaux sous la direction de l'ingénieur
- CG 16 Coopération avec d'autres entrepreneurs
- CG 17 Vérification des travaux
- CG 18 Déblaiement de l'emplacement
- CG 19 Surintendant de l'entrepreneur
- CG 20 Sécurité nationale
- CG 21 Ouvriers inaptes
- CG 22 Augmentation ou diminution des coûts
- CG 23 Main-d'oeuvre et matériaux canadiens
- CG 24 Protection des travaux et des documents
- CG 25 Cérémonies publiques et enseignes
- CG 26 Précautions contre les dommages, contrefaçons, incendies et autres
- CG 27 Assurances
- CG 28 Indemnité d'assurance
- CG 29 Garantie du contrat
- CG 30 Modifications aux travaux
- CG 31 Interprétation du contrat par l'ingénieur
- CG 32 Garantie et rectification des déficiences des travaux
- CG 33 Défaut de l'entrepreneur
- CG 34 Protestations des décisions de l'ingénieur
- CG 35 Changement des Conditions du sol - Négligence ou retard de la part de Sa Majesté
- CG 36 Prolongation de délai
- CG 37 Dédommagement pour retard d'exécution
- CG 38 Travaux retirés à l'entrepreneur
- CG 39 Effet du retrait des travaux à l'entrepreneur
- CG 40 Suspension des travaux par le Ministre
- CG 41 Résiliation du contrat
- CG 42 Réclamations contre et obligations de la part de l'entrepreneur ou d'un sous-traitant
- CG 43 Dépôt de garantie - Confiscation ou remis
- CG 44 Certificats de l'ingénieur
- CG 45 Remise du dépôt de garantie
- CG 46 Précision du sens des expressions figurant aux articles CG 47 à CG 50
- CG 47 Additions ou modifications au Tableau des prix unitaires
- CG 48 Établissement du coût - Tableau des prix unitaires
- CG 49 Établissement du coût avant la réalisation des travaux - somme globale
- CG 50 Établissement du coût après la réalisation des travaux
- CG 51 Registres à tenir par l'entrepreneur
- CG 52 Conflits d'intérêts
- CG 53 Situation de l'entrepreneur
- CG 54 Restes humains, vestiges archéologiques et objets présentant un intérêt historique ou scientifique
- CG 55 État de site contaminé
- CG 56 Attestation - Honoraires conditionnels
- CG 57 Non-discrimination dans l'embauche et l'emploi des employés

### **CG1 (1994-01-10) Interprétation**

- 1.1 Dans le contrat
  - 1.1.1 tout renvoi à une autre partie du contrat désignée par des numéros précédés de lettres est censé renvoyer à la partie du contrat qui est désignée par cette combinaison de lettres et de chiffres, de même qu'à toute autre partie du contrat qui y est mentionnée;
  - 1.1.2 « contrat » signifie les documents mentionnés dans les Articles de convention;
  - 1.1.3 « garantie du contrat » signifie toute garantie fournie à Sa Majesté par l'entrepreneur conformément au contrat;
  - 1.1.4 « ingénieur » signifie l'officier ou l'employé de Sa Majesté désigné aux Articles de convention et toute personne autorisée spécialement par l'ingénieur à accomplir, en son nom, n'importe laquelle des fonctions qui lui sont confiées en vertu du contrat, et signalée comme tel par écrit à l'entrepreneur;

## R - Attribution des marchés immobiliers

---

- 1.1.5 « matériaux » comprend toutes les marchandises, articles et choses à être fournis par ou pour l'entrepreneur en vertu du contrat, pour être incorporés dans les travaux;
  - 1.1.6 « Sa Majesté Ministre » comprend une personne agissant pour ou, si la charge est sans titulaire, à la place de Sa Majesté ou des personnes lui succédant, de même que son ou leurs adjoints ou représentants dûment nommés aux fins du contrat;
  - 1.1.7 « personne » comprend, sauf lorsque le contrat stipule le contraire, une société, une entreprise, une firme, une coentreprise, un consortium, une corporation;
  - 1.1.8 « outillage » comprend les animaux, outils, instruments, machines, véhicules, bâtiments, ouvrages, équipements et marchandises, articles et choses autres que les matériaux, qui sont nécessaires à l'exécution des travaux;
  - 1.1.9 « sous-traitant » signifie une personne à qui l'entrepreneur a, conformément à l'article CG 4, confié l'exécution des travaux en tout ou en partie;
  - 1.1.10 « surintendant » signifie l'employé de l'entrepreneur désigné par ce dernier pour remplir les fonctions décrites à l'article CG 19;
  - 1.1.11 « travaux » comprend, sous réserve de toute stipulation expressément contraire dans le contrat, tout ce que l'entrepreneur doit faire, fournir, livrer ou accomplir pour l'exécution du contrat.
- 1.2 Sauf quant à ceux apparaissant aux plans et devis, les en-têtes apparaissant dans le contrat, ne font pas partie du contrat, mais y sont uniquement pour fin d'utilité pratique.
  - 1.3 Aux fins de l'interprétation du contrat, en cas de contradiction ou de divergence entre les plans et devis et les Conditions générales, les Conditions générales prévalent.
  - 1.4 Dans l'interprétation des plans et devis, en cas de contradiction ou de divergence entre
    - 1.4.1 les plans et les devis, les devis prévalent;
    - 1.4.2 les plans, les plans tracés à l'échelle la plus grande prévalent; et
    - 1.4.3 les dimensions exprimées en chiffres et les dimensions à l'échelle, les dimensions exprimées en chiffres prévalent.

### **CG 2 (1994-01-10) Successeurs et ayants droit**

Le contrat est au bénéfice des parties au contrat, de même que de leurs héritiers légaux, exécuteurs, administrateurs, successeurs et ayants droit, qui sont tous par ailleurs liés par ses dispositions.

### **CG 3 (1994-01-10) Cession du contrat**

L'entrepreneur ne peut céder le contrat, en tout ou en partie, sans le consentement écrit de Sa Majesté.

### **CG 4 (1994-01-10) Sous-traitance par l'entrepreneur**

- 4.1 Sous réserve de la présente condition générale, l'entrepreneur peut sous-traiter une partie quelconque des travaux.
- 4.2 L'entrepreneur doit aviser l'ingénieur par écrit de son intention de sous-traiter.
- 4.3 L'avis mentionné au paragraphe CG 4.2 doit identifier le sous-traitant de même que la partie des travaux qu'il entend lui confier.
- 4.4 L'ingénieur peut s'objecter à la sous-traitance projetée en avisant par écrit l'entrepreneur dans les six (6) jours suivant la réception par l'ingénieur de l'avis mentionné au paragraphe CG 4.2.
- 4.5 Si l'ingénieur s'oppose à une sous-traitance en vertu du paragraphe CG 4.4, l'entrepreneur ne peut procéder à la sous-traitance envisagée.
- 4.6 L'entrepreneur ne peut, sans la permission écrite de l'ingénieur, remplacer un sous-traitant dont il a retenu les services conformément à la présente Condition générale.

## R - Attribution des marchés immobiliers

---

- 4.7 Toutes les modalités de ce contrat qui sont d'application générale doivent être incorporées dans tous les autres contrats, à l'exception des contrats attribués uniquement pour la fourniture d'outillage et de matériaux en vertu du présent contrat.
- 4.8 Nul contrat entre l'entrepreneur et un sous-traitant ou nul consentement de l'ingénieur à tel contrat sera interprété comme relevant l'entrepreneur de quelque obligation en vertu du contrat ou comme imposant quelque responsabilité à Sa Majesté.

### **CG 5 (1994-01-10) Modifications**

Nulle modification ou changement à quelque disposition du contrat aura d'effet avant que d'avoir été consignée par écrit.

### **CG 6 (1994-01-10) Nulle obligation implicite**

- 6.1 Il ne découlera du contrat aucune disposition ou obligation implicite de la part de Sa Majesté; seules les dispositions expresses du contrat, stipulées par Sa Majesté, doivent servir de fondement à tout droit contre Sa Majesté.
- 6.2 Le présent contrat remplace toutes communications, négociations et ententes, écrites ou verbales, concernant les travaux et qui auraient eu lieu avant la date du contrat.

### **CG 7 (1994-01-10) Rigueur des délais**

Le temps est de l'essence même du contrat.

### **CG 8 (1994-01-10) Indemnisation par l'entrepreneur**

- 8.1 L'entrepreneur doit tenir Sa Majesté indemne et à couvert de toutes réclamations, demandes, pertes, frais, dommages, actions, poursuites ou procédures de la part de quiconque, fondées, découlant, reliés, occasionnés ou attribuables aux activités de l'entrepreneur, de ses employés, agents, sous-traitants et sous-traitants de ces derniers dans l'exécution des travaux faisant l'objet du contrat, incluant toute contrefaçon ou prétendue contrefaçon d'un brevet d'invention ou de toute autre forme de propriété intellectuelle.
- 8.2 Aux fins du paragraphe CG 8.1, le terme « activités » comprend tout acte ou omission, de même que tout retard à accomplir un acte.

### **CG 9 (1994-01-10) Indemnisation par Sa Majesté**

- 9.1 Sa Majesté, sous réserve des dispositions de la *Loi sur la responsabilité de la Couronne*, de la *Loi sur les brevets* et de toute autre loi affectant les droits, pouvoirs, privilèges ou obligations de Sa Majesté, doit tenir l'entrepreneur indemne et à couvert de toutes réclamations, demandes, pertes, frais, dommages, actions, poursuites ou procédures découlant de ses activités en vertu du contrat et directement attribuables à
- 9.1.1 une absence ou un vice, actuel ou allégué, dans le titre de Sa Majesté concernant l'emplacement des travaux; ou
- 9.1.2 une contrefaçon ou prétendue contrefaçon par l'entrepreneur de tout brevet d'invention ou de toute autre forme de propriété intellectuelle, dans l'exécution de tout acte aux fins du contrat, comportant l'utilisation d'un modèle, d'un plan, d'un dessin ou de toute autre chose fournis par Sa Majesté à l'entrepreneur aux fins des travaux.

### **CG 10 (2006-06-16) Lois applicables**

- 10.1 L'entrepreneur doit observer toutes les dispositions législatives et réglementaires applicables à l'exécution des travaux, qu'elles soient fédérales, provinciales, territoriales ou municipales.
- 10.2 Sauf disposition contraire du contrat, l'entrepreneur doit obtenir les permis et détenir les certificats et les licences se rapportant à l'exécution des travaux.
- 10.3 De temps à autre, le directeur pourra demander à l'entrepreneur de fournir la preuve qu'il respecte toutes les dispositions législatives et réglementaires applicables et qu'il détient tous les permis, les certificats et les licences nécessaires. Cette preuve doit être fournie dans la période de temps prévue dans la demande ou tel qu'autrement indiqué dans le contrat.

## R - Attribution des marchés immobiliers

---

### CG 11 (1994-01-10) Avis

- 11.1 Tout avis, consentement, ordre, décision, directive ou communication autre qu'un avis suivant le paragraphe CG 11.4, qui peut être donné à l'entrepreneur conformément au contrat, peut être donné de quelque manière que ce soit.
- 11.2 Tout avis, consentement, ordre, décision, directive ou autre communication devant être donné par écrit à une partie ou une autre conformément au contrat, sera, sous réserve du paragraphe CG 11.4, réputé avoir été effectivement donné
- 11.2.1 à l'entrepreneur, s'il a été livré personnellement à l'entrepreneur ou au surintendant de l'entrepreneur, ou s'il a été envoyé par la poste, par télex ou par télécopieur à l'entrepreneur, à l'adresse indiquée au paragraphe A4.1; ou
- 11.2.2 à Sa Majesté, s'il a été livré personnellement à l'ingénieur, ou s'il a été envoyé par la poste, par télex ou par télécopieur à l'ingénieur, à l'adresse indiquée à l'alinéa A1.2.1.
- 11.3 Tout avis, consentement, ordre, décision, directive ou autre communication donné conformément au paragraphe CG 11.2 sera réputé avoir été reçu par l'une ou l'autre des parties
- 11.3.1 le jour où il a été livré, s'il lui a été livré personnellement; ou
- 11.3.2 le jour de sa réception ou le sixième jour après son envoi par la poste, selon la première de ces deux dates, s'il lui a été envoyé par la poste; et
- 11.3.3 dans les 24 heures suivant sa transmission, s'il lui a été envoyé par télex ou par télécopieur.
- 11.4 S'il est livré personnellement, un avis donné en vertu de l'alinéa CG 38.1.1 et des articles CG 40 et CG 41 sera remis à l'entrepreneur ou, si l'entrepreneur est une société, une firme, une coentreprise ou une corporation, à un agent de l'administration ou à un cadre supérieur.

### CG 12 (1994-01-10) Matériaux, outillage et biens immobiliers fournis par Sa Majesté

- 12.1 Sous réserve du paragraphe CG 12.2, l'entrepreneur est responsable envers Sa Majesté de toute perte ou dommage, aux matériaux, à l'outillage ou aux biens immobiliers que Sa Majesté a fournis ou placés sous la garde et le contrôle de l'entrepreneur aux fins du contrat, que la perte ou le dommage soit attribuable ou non à des causes indépendantes de la volonté de l'entrepreneur.
- 12.2 L'entrepreneur n'est pas responsable envers Sa Majesté de toute perte ou dommage aux matériaux, à l'outillage ou aux biens immobiliers dont il est question au paragraphe CG 12.1, si cette perte ou ce dommage est imputable et directement attribuable à l'usure causée par un usage raisonnable.
- 12.3 L'entrepreneur doit utiliser les matériaux, l'outillage ou les biens immobiliers dont il est question au paragraphe CG 12.1, uniquement pour l'exécution du contrat et pour aucune autre fin.
- 12.4 Lorsqu'après avoir été requis de le faire par l'ingénieur, l'entrepreneur n'a pas, dans un délai raisonnable, indemnisé Sa Majesté pour une perte ou un dommage dont il est responsable en vertu du paragraphe CG 12.1, l'ingénieur peut y pourvoir aux frais de l'entrepreneur, et ce dernier est dès lors responsable envers Sa Majesté des frais en l'occurrence qu'il devra sur demande payer à Sa Majesté.
- 12.5 L'entrepreneur doit tenir des registres que l'ingénieur peut de temps à autre exiger des matériaux, de l'outillage et des biens immobiliers visés par le paragraphe CG 12.1 et doit, lorsque l'ingénieur l'exige, établir à la satisfaction de ce dernier que les matériaux, l'outillage et les biens immobiliers sont à l'endroit et dans l'état dans lequel ils devraient être.

### CG 13 (1994-01-10) Matériaux, outillage et biens immobiliers devenus propriété de Sa Majesté

- 13.1 Sous réserve du paragraphe CG 14.7, tous les matériaux et outillage, de même que tout droit de l'entrepreneur sur tous les biens immobiliers, permis, pouvoirs et privilèges achetés, ou utilisés par l'entrepreneur pour le contrat deviennent, à compter de l'époque où ils ont été achetés ou utilisés, la propriété de Sa Majesté aux fins des travaux et continuent de l'être



## R - Attribution des marchés immobiliers

---

- 13.1.1 dans le cas des matériaux, jusqu'à ce que l'ingénieur déclare qu'ils ne sont plus requis pour les travaux; et
- 13.1.2 dans le cas de l'outillage, des biens immobiliers, des permis, des pouvoirs et des privilèges, jusqu'à ce que l'ingénieur déclare que le droit dévolu à Sa Majesté en l'espèce n'est plus requis pour les travaux.
- 13.2 Les matériaux ou l'outillage appartenant à Sa Majesté en vertu du paragraphe CG 13.1 ne doivent pas être enlevés des lieux des travaux, utilisés ou aliénés, sauf pour les travaux, sans le consentement écrit de l'ingénieur.
- 13.3 Sa Majesté n'est pas responsable de toute perte ou de tout dommage aux matériaux ou à l'outillage visés par le paragraphe CG 13.1 quel qu'en soit la cause et l'entrepreneur est responsable de toute perte ou de tout dommage bien que ces matériaux ou outillage appartiennent à Sa Majesté.

### **CG 14 (1996-01-01) Permis et taxes payables**

- 14.1 L'entrepreneur doit, dans les trente (30) jours de la date du contrat, offrir à l'administration municipale, un montant égal à tous les droits et frais qui seraient payables à l'administration municipale pour les permis de construction, comme si les travaux étaient exécutés pour une personne autre que Sa Majesté.
- 14.2 Dans les dix (10) jours qui suivent l'offre mentionnée au paragraphe CG 14.1, l'entrepreneur avise l'ingénieur de sa démarche et du montant de cette offre et lui fait savoir si elle a été acceptée ou non par l'administration municipale.
- 14.3 Si l'administration municipale n'a pas accepté la somme offerte aux termes du paragraphe CG 14.1, l'entrepreneur remet ce montant à Sa Majesté des les six (6) jours suivant l'expiration du délai fixé au paragraphe CG 14.2.
- 14.4 Aux fins des paragraphes CG 14.1 à CG.14.3, l'expression « administration municipale » signifie une administration qui aurait compétence pour autoriser la construction de l'ouvrage si le propriétaire n'en était pas Sa Majesté.
- 14.5 Nonobstant le lieu de résidence de l'entrepreneur, l'entrepreneur versera toute taxe applicable découlant de l'exécution des travaux visés par le contrat.
- 14.6 Conformément à la déclaration mentionnée au paragraphe MP4.9, l'entrepreneur dont ni le lieu de résidence ni la place d'affaires n'est dans la province où sont effectués les travaux visés par le contrat, fournira à Sa Majesté une preuve d'enregistrement auprès des autorités provinciales responsables de la taxe de vente dans ladite province.
- 14.7 Aux fins du paiement de la taxe applicable ou de la fourniture d'une garantie de paiement de la taxe applicable découlant de l'exécution des travaux visés par le contrat, l'entrepreneur doit, malgré le fait que tous les matériaux et outillage, de même que des droits de l'entrepreneur sur tous les biens immobiliers, permis, pouvoirs et privilèges, sont devenue la propriété de Sa Majesté après la date d'achat, payer, en tant qu'utilisateur ou consommateur, toute taxe applicable payable au moment de l'utilisation desdits matériaux, outillage ou droits de l'entrepreneur à titre d'utilisateur, conformément aux lois pertinentes, ou fournir une garantie de paiement à cet égard.

### **CG 15 (1994-01-10) Exécution des travaux sous la direction de l'ingénieur**

- 15.1 L'entrepreneur doit
  - 15.1.1 permettre à l'ingénieur d'avoir accès aux travaux et au chantier en tout temps au cours de l'exécution du contrat;
  - 15.1.2 communiquer à l'ingénieur tous renseignements qu'il demande concernant l'exécution du contrat; et
  - 15.1.3 fournir à l'ingénieur toute l'assistance possible dans l'accomplissement de son devoir de veiller à ce que les travaux soient exécutés conformément au contrat, de même que dans l'accomplissement de tout autre devoir et dans l'exercice de tout pouvoir qui lui incombe ou qui lui est conféré par le contrat.

## R - Attribution des marchés immobiliers

---

### **CG 16 (1994-01-10) Coopération avec d'autres entrepreneurs**

- 16.1 Lorsque, de l'avis de l'ingénieur, il est nécessaire d'affecter aux travaux ou au chantier d'autres entrepreneurs ou ouvriers, avec ou sans outillage et matériaux, l'entrepreneur doit, à la satisfaction de l'ingénieur, leur donner accès aux travaux et coopérer avec eux dans l'accomplissement de leurs fonctions et obligations.
- 16.2 Si
- 16.2.1 l'affectation aux travaux d'autres entrepreneurs ou ouvriers en vertu du paragraphe CG 16.1 ne pouvait être raisonnablement prévue par l'entrepreneur au moment de la conclusion du contrat; et
- 16.2.2 de l'avis de l'ingénieur, l'entrepreneur a encouru des dépenses additionnelles afin de se conformer au paragraphe CG 16.1, et
- 16.2.3 l'entrepreneur a donné à l'ingénieur un avis écrit de sa réclamation pour les dépenses additionnelles conformément à l'alinéa CG 16.2.2, avant l'expiration d'un délai de trente (30) jours à compter de l'affectation d'autres entrepreneurs ou ouvriers aux travaux ou au chantier,

Sa Majesté rembourse à l'entrepreneur les frais encourus, calculés conformément aux articles CG 48 à CG 50, pour le travail, de l'outillage et des matériaux additionnels requis.

### **CG 17 (1994-01-10) Vérification des travaux**

- 17.1 Si, à un moment quelconque après le début des travaux mais avant l'expiration de la période de garantie, l'ingénieur a des motifs de croire que les travaux ou partie de ceux-ci n'ont pas été exécutés conformément au contrat, il peut demander qu'une vérification de ces travaux soit effectuée par un expert qu'il désigne.
- 17.2 Si, par suite d'une vérification conformément au paragraphe CG 17.1, il est établi que les travaux n'ont pas été exécutés suivant le contrat, l'entrepreneur doit, sur demande, payer à Sa Majesté tous les coûts et toutes les dépenses raisonnables que cette vérification lui aura occasionnés, en plus et sans préjudice aux droits et recours de Sa Majesté sous le contrat, en droit ou en équité.

### **CG 18 (1994-01-10) Déblaiement de l'emplacement**

- 18.1 L'entrepreneur garde les travaux et leur emplacement propres, sans rebuts, ni débris, et respecte à cet égard toute directive de l'ingénieur.
- 18.2 Avant l'émission du Certificat provisoire d'achèvement mentionné au paragraphe CG 44.2, l'entrepreneur enlève tout l'outillage et tous les matériaux non requis à l'exécution du reste des travaux. Il enlève également tous rebuts et débris et fait en sorte que les travaux et leur emplacement soient propres et convenables pour leur occupation par les employés de Sa Majesté, sauf indication contraire dans le contrat.
- 18.3 Avant l'émission du Certificat définitif d'achèvement mentionné au paragraphe CG 44.1, l'entrepreneur retire des travaux et leur emplacement, l'excédant de l'outillage et des matériaux, de même que tous les rebuts et débris.
- 18.4 Les obligations qu'imposent à l'entrepreneur les paragraphes CG 18.1 à CG 18.3 ne s'appliquent pas aux rebuts et aux débris laissés par les employés de Sa Majesté, ou par les autres entrepreneurs et leurs employés visés au paragraphe CG 16.1.

### **CG 19 (1994-01-10) Surintendant de l'entrepreneur**

- 19.1 L'entrepreneur désigne sans délai un surintendant après l'adjudication du contrat.
- 19.2 L'entrepreneur communique sans délai à l'ingénieur le nom, l'adresse et le numéro de téléphone du surintendant désigné en vertu du paragraphe CG 19.1.
- 19.3 Le surintendant désigné en vertu du paragraphe CG 19.1 a l'entière responsabilité des opérations de l'entrepreneur dans l'exécution des travaux et il est en outre autorisé à recevoir au nom de l'entrepreneur, tout avis, consentement, ordre, directive, décision ou toute autre communication qui peut lui être donné en vertu du contrat.

## R - Attribution des marchés immobiliers

---

- 19.4 Pendant les heures de travail et jusqu'à l'achèvement des travaux, l'entrepreneur doit garder sur les lieux des travaux un surintendant compétent.
- 19.5 À la demande de l'ingénieur, l'entrepreneur retire tout surintendant qui, de l'avis de l'ingénieur, est incompetent ou s'est conduit de façon malséante, et il remplace sans délai le surintendant ainsi retiré par un autre surintendant que l'ingénieur estime acceptable.
- 19.6 Sous réserve du paragraphe CG 19.5, l'entrepreneur ne peut remplacer le surintendant sans le consentement écrit de l'ingénieur.
- 19.7 En cas de contravention par l'entrepreneur au paragraphe CG 19.6, l'ingénieur peut refuser l'émission de tout Certificat mentionné à l'article CG 44 jusqu'à ce que le surintendant ait été réintégré dans ses fonctions ou qu'un autre surintendant acceptable à l'ingénieur l'ait remplacé.

### **CG 20 (1994-01-10) Sécurité nationale**

- 20.1 Si Sa Majesté estime que la sécurité nationale le requiert, il peut ordonner à l'entrepreneur
- 20.1.1 de lui fournir tout renseignement sur des personnes engagées ou devant l'être aux fins du contrat; et
- 20.1.2 de retirer des travaux et de leur emplacement toute personne dont l'emploi peut en l'occurrence, de l'avis de Sa Majesté, comporter un risque pour la sécurité nationale.
- 20.2 Les contrats que l'entrepreneur pourra conclure avec les personnes qui seront affectées à l'exécution des travaux, doivent contenir des dispositions qui lui permettront de s'acquitter de toute obligation qui lui incombent en vertu des articles CG 19 à CG 21.
- 20.3 L'entrepreneur doit obéir à tout ordre donné par Sa Majesté suivant le paragraphe CG 20.1.

### **CG 21 (1994-01-10) Ouvriers inaptes**

À la demande de l'ingénieur, l'entrepreneur retire des travaux toute personne engagée par l'entrepreneur aux fins des travaux qui, de l'avis de l'ingénieur, est incompetente ou s'est conduite de façon malséante et l'entrepreneur refuse l'accès à l'emplacement des travaux à une personne ainsi retirée.

### **CG 22 (1994-01-10) Augmentation ou diminution des coûts**

- 22.1 Le montant établi dans les Articles de convention doit être ni augmenté, ni diminué en raison d'une augmentation ou d'une diminution du coût des travaux résultant d'une augmentation ou d'une diminution du coût du travail, de l'outillage, des matériaux ou des rajustements salariaux énoncés ou prescrits dans les Conditions de travail.
- 22.2 Nonobstant le paragraphe CG 22.1 et l'article CG 35, le montant énoncé dans les Articles de convention doit faire l'objet d'un redressement de la manière prévue au paragraphe CG 22.3, en cas de modification à une taxe imposée en vertu de la *Loi sur l'accise*, de la *Loi sur la taxe d'accise*, de la *Loi sur la sécurité de la vieillesse*, de la *Loi sur les douanes*, du *Tarif des douanes* ou de toute loi provinciale sur la taxe de vente imposant une taxe de vente au détail sur l'achat de biens personnels corporels incorporés dans les biens immobiliers,
- 22.2.1 survenant après la date à laquelle l'entrepreneur a présenté une soumission pour le contrat;
- 22.2.2 s'appliquant aux matériaux; et
- 22.2.3 influant sur le coût de ces matériaux pour l'entrepreneur.
- 22.3 En cas de changement fiscal suivant le paragraphe CG 22.2, tout montant pertinent indiqué dans les Articles de convention sera augmenté ou diminué d'un montant égal qui, sur examen des registres mentionnés à l'article CG 51, représente l'augmentation ou la diminution, selon le cas, des coûts directement attribuables à ce changement.
- 22.4 Aux fins du paragraphe CG 22.2, lorsqu'une taxe fait l'objet d'un changement après la date à laquelle l'entrepreneur a présenté une soumission mais alors que le ministre des Finances en avait donné avis public avant la date de présentation de la soumission, le changement fiscal est censé être survenu avant la date à laquelle la soumission a été présentée.

## R - Attribution des marchés immobiliers

---

### **CG 23 (1994-01-10) Main-d'oeuvre et matériaux canadiens**

- 23.1 L'entrepreneur emploie pour l'exécution des travaux, de la main-d'oeuvre et des matériaux canadiens dans toute la mesure où ils sont disponibles, compte tenu des exigences économiques et de la nécessité de poursuivre une exécution diligente des travaux.
- 23.2 Sous réserve du paragraphe CG 23.1, l'entrepreneur emploie, dans la mesure où elle est disponible, la main-d'oeuvre de la localité où les travaux sont exécutés, et il recourt aux bureaux des Centres d'emploi du Canada pour recruter les ouvriers, là où la chose est réalisable.
- 23.3 Sous réserve des paragraphes CG 23.1 et CG 23.2, l'entrepreneur emploie une proportion raisonnable d'ouvriers qui ont été en service actif dans les Forces armées canadiennes et qui en ont reçu une libération honorable.

### **CG 24 (1994-01-10) Protection des travaux et des documents**

- 24.1 L'entrepreneur garde et protège les travaux, l'emplacement des travaux, le contrat, les devis, les plans, les dessins, les renseignements, les matériaux, l'outillage et les biens immobiliers, fournis ou non par Sa Majesté à l'entrepreneur, contre toute perte ou dommage de quelque nature et ne peut les utiliser, donner, démolir ou en disposer sans le consentement écrit de Sa Majesté, sauf si cela est indispensable à l'exécution des travaux.
- 24.2 Si une cote de sécurité est attribuée aux documents ou renseignements donnés ou dévoilés à l'entrepreneur, l'entrepreneur prend toutes les mesures que lui enjoint l'ingénieur pour assurer le degré de sécurité consistant avec cette cote.
- 24.3 L'entrepreneur fournit tous dispositifs de sécurité et aide toute personne à laquelle Sa Majesté a donné l'autorisation d'inspecter ou de prendre les mesures de sécurité qui s'imposent à l'égard des travaux et de l'emplacement des travaux.
- 24.4 L'ingénieur peut ordonner à l'entrepreneur de faire telles choses et d'effectuer tels travaux additionnels qui, de l'avis de l'ingénieur, sont raisonnables et nécessaires pour assurer l'observation des paragraphes CG 24.1 à CG 24.3, ou pour rectifier une violation de ces paragraphes.

### **CG 25 (1994-01-10) Cérémonies publiques et enseignes**

- 25.1 L'entrepreneur ne permet pas de cérémonie publique relativement aux travaux, sans la permission de Sa Majesté.
- 25.2 L'entrepreneur n'érige ou ne permet l'érection d'enseignes ou de panneaux publicitaires sur les travaux ou l'emplacement des travaux sans l'approbation de l'ingénieur.

### **CG 26 (1994-01-10) Précautions contre les dommages, contrefaçons, incendies et autres**

- 26.1 L'entrepreneur doit, à ses propres frais, faire le nécessaire pour s'assurer
- 26.1.1 que nulle personne n'est blessée, nul bien endommagé et nul droit, servitude ou privilège enfreint en raison de l'activité de l'entrepreneur en vertu du contrat;
  - 26.1.2 que la circulation à pied ou autrement sur les chemins ou cours d'eau publics ou privés n'est pas indûment entravée, interrompue ou rendue dangereuse par les travaux ou l'outillage;
  - 26.1.3 que les dangers d'incendie sur le chantier ou l'emplacement des travaux sont éliminés et que, sujet à tout ordre qui peut être donné par l'ingénieur, tout incendie est promptement maîtrisé;
  - 26.1.4 que la santé et sécurité des personnes occupées aux travaux ne sont pas menacées par les méthodes ou les moyens mis en oeuvre;
  - 26.1.5 que des services médicaux suffisants sont offerts en tout temps pendant les heures de travail, à toutes personnes occupées aux travaux;
  - 26.1.6 que des mesures sanitaires suffisantes sont prises à l'égard des travaux et l'emplacement des travaux; et

## R - Attribution des marchés immobiliers

---

- 26.1.7 que tous les jalons, bouées et repères placés sur les travaux ou l'emplacement des travaux par l'ingénieur ou sur son ordre sont protégés et ne sont pas enlevés, abîmés, changés ou détruits.
- 26.2 L'ingénieur peut ordonner à l'entrepreneur de faire toute chose et de construire tout ouvrage additionnel qui, de l'avis de l'ingénieur, est raisonnable ou nécessaire pour assurer l'observation du paragraphe CG 26.1 ou pour rectifier une infraction audit paragraphe.
- 26.3 L'entrepreneur se conforme, à ses propres frais, à tout ordre que l'ingénieur émet conformément au paragraphe CG 26.2.

### **CG 27 (1994-01-10) Assurances**

- 27.1 L'entrepreneur souscrit et maintient, à ses propres frais, des polices d'assurance relativement aux travaux et en fournit la preuve à l'ingénieur conformément aux exigences des Conditions d'assurance « E ».
- 27.2 Les polices d'assurance mentionnées au paragraphe CG 27.1 doivent être
- 27.2.1 en la forme et nature, au montant, pour la durée et suivant les termes et conditions prévus aux Conditions d'assurance « E »; et
- 27.2.2 prévoir le remboursement des demandes de règlement, conformément à l'article CG 28.

### **CG 28 (1994-01-10) Indemnité d'assurance**

- 28.1 Dans le cas d'une demande de règlement en vertu d'une police d'assurance tous risques chantier (y compris les installations) que maintient l'entrepreneur conformément à l'article CG 27, les sommes dues à l'égard d'un sinistre seront remboursées directement à Sa Majesté, et
- 28.1.1 les sommes ainsi versées seront retenues par Sa Majesté aux fins du contrat; ou
- 28.1.2 si Sa Majesté en décide ainsi, seront conservées par Sa Majesté, et le cas échéant, deviendront sa propriété de façon absolue.
- 28.2 Dans le cas d'une demande de règlement en vertu d'une police responsabilité civile générale que maintient l'entrepreneur conformément à l'article CG 27, l'assureur remboursera directement au demandeur les sommes dues à l'égard d'un sinistre.
- 28.3 Si Sa Majesté choisit conformément au paragraphe CG 28.1 de conserver l'indemnité d'assurance, il peut faire effectuer une vérification de la comptabilité de l'entrepreneur et de Sa Majesté relativement à la partie des travaux perdue ou endommagée, afin d'établir la différence, s'il en est, entre
- 28.3.1 l'ensemble du montant des pertes ou dommages subis par Sa Majesté, incluant tous frais encourus pour le déblaiement et le nettoyage des travaux et l'emplacement des travaux et de toute autre somme payable par l'entrepreneur à Sa Majesté en vertu du contrat, moins toute somme retenue conformément à l'alinéa CG 28.1.2,
- 28.3.2 l'ensemble des sommes payables par Sa Majesté à l'entrepreneur en vertu du contrat à la date où la perte ou les dommages ont été subis.
- 28.4 Toute différence établie conformément au paragraphe CG 28.3 doit être payée sans délai par la partie débitrice à la partie créancière.
- 28.5 Suite au paiement prévu au paragraphe CG 28.4, Sa Majesté et l'entrepreneur sont réputés libérés de tous droits et obligations en vertu du contrat, à l'égard seulement de la partie des travaux qui a fait l'objet d'une vérification mentionnée au paragraphe CG 28.3.
- 28.6 S'il n'est pas exercé de choix en vertu du paragraphe CG 28.1.2, l'entrepreneur, sous réserve du paragraphe CG 28.7, déblaie et nettoie les travaux et l'emplacement des travaux et il restaure et remplace à ses frais la partie des travaux qui a été perdue ou endommagée, comme si ces travaux n'avaient pas encore été exécutés.

## R - Attribution des marchés immobiliers

---

- 28.7 Lorsque l'entrepreneur exécute les obligations prévues au paragraphe CG 28.6, Sa Majesté lui rembourse, jusqu'à concurrence des sommes mentionnées au paragraphe CG 28.1, les frais de déblaiement, nettoyage, restauration et remplacement en question.
- 28.8 Sous réserve du paragraphe CG 28.7, tout paiement par Sa Majesté en exécution des obligations prévue au paragraphe CG 28.7 est effectué conformément aux dispositions du contrat, mais chaque paiement doit représenter 100 % du montant réclamé, nonobstant les alinéas MP4.4.1 et MP4.4.2.

### **CG 29 (1994-01-10) Garantie du contrat**

- 29.1 L'entrepreneur obtient et dépose auprès de l'ingénieur une ou des garanties conformément aux conditions de garantie du contrat.
- 29.2 S'il est déposé une garantie auprès de l'ingénieur en vertu du paragraphe CG 29.1 constituant en tout ou en partie en un dépôt de garantie, ce dépôt sera traité conformément aux articles CG 43 et CG 45.
- 29.3 Si la garantie en vertu du paragraphe CG 29.1 consiste, en partie, en un cautionnement pour le paiement de la main-d'oeuvre et des matériaux, l'entrepreneur affiche une copie de ce cautionnement sur l'emplacement des travaux.

### **CG 30 (1994-01-10) Modifications aux travaux**

- 30.1 Sous réserve de l'article CG 5, l'ingénieur, à tout moment avant de délivrer son Certificat définitif d'achèvement,
- 30.1.1 exiger des travaux ou des matériaux en sus de ceux qui ont été prévus dans les plans et devis; et
- 30.1.2 supprimer ou modifier les dimensions, le caractère, la quantité, la qualité, la description, la situation ou la position de la totalité ou d'une partie des travaux ou matériaux prévus dans les plans et devis ou exigés en conformité de l'alinéa CG 30.1.1,
- à condition que ces travaux ou matériaux supplémentaires, ou que ces suppressions ou modifications soient, selon lui, compatibles avec l'intention du contrat.
- 30.2 L'entrepreneur exécute les travaux conformément aux ordres, suppressions et modifications émis de temps à autre par l'ingénieur en vertu du paragraphe CG 30.1, comme s'ils faisaient partie des plans et devis.
- 30.3 L'ingénieur décide si ce que l'entrepreneur a fait ou omis de faire conformément à un ordre, une suppression ou une modification en vertu du paragraphe CG 30.1, a augmenté ou diminué le coût des travaux pour l'entrepreneur.
- 30.4 Si l'ingénieur décide, conformément au paragraphe CG 30.3, qu'il y a eu augmentation du coût pour l'entrepreneur, Sa Majesté paie à l'entrepreneur le coût accru que l'entrepreneur a nécessairement encouru pour les travaux supplémentaires, calculé conformément aux articles CG 49 ou CG 50.
- 30.5 Si l'ingénieur décide, conformément au paragraphe CG 30.3, qu'il y a eu réduction du coût pour l'entrepreneur, Sa Majesté réduit le montant payable à l'entrepreneur en vertu du contrat d'un montant égal à la réduction du coût occasionné par toute suppression ou modification ordonnée conformément au paragraphe CG 30.1.2, calculé conformément à l'article CG 49.
- 30.6 Les paragraphes CG 30.3 à CG 30.5 s'appliquent seulement à un contrat ou partie d'un contrat comportant, suivant le contrat, une Entente à prix fixe.
- 30.7 Tout ordre, suppression ou modification mentionné au paragraphe CG 30.1 doit être par écrit, porter la signature de l'ingénieur et être communiqué à l'entrepreneur conformément au paragraphe CG 11.

### **CG 31 (1994-01-10) Interprétation du contrat par l'ingénieur**

- 31.1 Avant la délivrance par l'ingénieur du Certificat définitif d'achèvement mentionné au paragraphe CG 44.1, l'ingénieur tranche toute question concernant l'exécution des travaux ou les obligations

## R - Attribution des marchés immobiliers

---

de l'entrepreneur en vertu du contrat et en particulier, mais sans limiter la portée générale de ce qui précède, concernant

- 31.1.1 la signification de quoi que ce soit dans les plans et devis;
  - 31.1.2 l'interprétation des plans et devis au cas d'erreur, omission, obscurité ou divergence dans leur texte ou intention;
  - 31.1.3 le respect des exigences du contrat quant à la quantité ou la qualité des matériaux ou du travail que l'entrepreneur fournit ou se propose de fournir;
  - 31.1.4 la suffisance de la main-d'oeuvre, de l'outillage ou des matériaux que l'entrepreneur fournit pour la réalisation des travaux et du contrat, pour assurer l'exécution des travaux suivant le contrat et à l'exécution du contrat conformément à ses dispositions;
  - 31.1.5 la quantité de tout genre de travail effectué par l'entrepreneur; ou
  - 31.1.6 l'échéancier et la programmation des diverses phases de l'exécution des travaux;
- et la décision de l'ingénieur est sans appel, pour ce qui est des travaux.

31.2 L'entrepreneur exécute les travaux conformément aux décisions et directives de l'ingénieur en vertu du paragraphe CG 31.1 et conformément à toute décision et directive de l'ingénieur qui en découlent.

### **CG 32 (1994-01-10) Garantie et rectification des défauts des travaux**

32.1 Sans restreindre les garanties implicites ou explicites de la loi ou du contrat, l'entrepreneur doit, à ses propres frais,

32.1.1 rectifier toute défectuosité et corriger tout vice qui se manifeste dans les travaux ou qui est signalé à Sa Majesté quant aux parties du travail acceptées relativement au Certificat provisoire d'achèvement mentionné au paragraphe CG 44.2 dans les douze (12) mois qui suivront la date d'émission du Certificat provisoire d'achèvement;

32.1.2 rectifier toute défectuosité et corriger tout vice qui se manifeste dans les travaux ou qui est signalé à Sa Majesté relativement aux parties des travaux décrites dans le Certificat provisoire d'achèvement mentionné au paragraphe CG 44.2 dans les douze (12) mois qui suivent la date d'émission du Certificat définitif d'achèvement mentionné au paragraphe CG 44.1.

32.2 L'ingénieur peut ordonner à l'entrepreneur de rectifier ou de corriger toute défectuosité ou tout vice mentionné au paragraphe CG 32.1 ou couvert par toute autre garantie implicite ou explicite.

32.3 L'ordre mentionné au paragraphe CG 32.2 doit être par écrit; il peut préciser le délai dans lequel l'entrepreneur doit rectifier ou corriger la défectuosité ou le vice et il doit être donné à l'entrepreneur conformément à l'article CG 11.

32.4 L'entrepreneur doit rectifier la défectuosité ou corriger le vice mentionné dans l'ordre donné en conformité du paragraphe CG 32.2 dans le délai qui y est stipulé.

### **CG 33 (1994-01-10) Défaut de l'entrepreneur**

33.1 Si l'entrepreneur est en défaut de se conformer à une décision ou directive rendue ou émise par l'ingénieur en vertu des articles CG 18, CG 24, CG 26, CG 31 ou CG 32, l'ingénieur peut recourir aux méthodes qui lui semblent opportunes pour exécuter ce que l'entrepreneur fait part d'exécuter.

33.2 L'entrepreneur paie à Sa Majesté, sur demande, la totalité de tous les frais, dépenses et dommages encourus par Sa Majesté en raison du défaut de l'entrepreneur de se conformer à toute décision ou directive stipulée au paragraphe CG 33.1 et en raison de toute méthode utilisée en l'occurrence par l'ingénieur conformément au paragraphe CG 33.1.

### **CG 34 (1994-01-10) Protestations des décisions de l'ingénieur**

## R - Attribution des marchés immobiliers

---

- 34.1 L'entrepreneur peut contester, dans les dix (10) jours de sa réception, une décision ou directive mentionnée aux paragraphes CG 30.3 ou CG 33.1.
- 34.2 Toute contestation mentionnée au paragraphe CG 34.1 doit être par écrit, indiquer tous les motifs de la contestation, être signée par l'entrepreneur et communiquée à Sa Majesté par l'entremise de l'ingénieur.
- 34.3 Si l'entrepreneur proteste conformément au paragraphe CG 34.2, le fait pour lui de se conformer à la décision ou à la directive qu'il conteste ne sera pas interprété comme une reconnaissance du bien-fondé de cette décision ou de cette directive et ne pourra constituer une fin de non recevoir quant à toute poursuite qu'il estimera appropriée dans les circonstances.
- 34.4 Tout protêt de l'entrepreneur en vertu du paragraphe CG 34.2 ne le dispense de se conformer à la décision ou directive en question.
- 34.5 Sous réserve du paragraphe CG 34.6, l'entrepreneur doit, sous peine de déchéance, intenter toute poursuite judiciaire mentionnée au paragraphe CG 34.3 dans les trois mois suivant la date d'émission du Certificat définitif d'achèvement mentionné au paragraphe CG 44.1.
- 34.6 L'entrepreneur doit, sous peine de déchéance, intenter dans les trois (3) mois suivant la fin d'une période de garantie, toute poursuite judiciaire mentionnée au paragraphe CG 34.3 et découlant d'un ordre donné en vertu de l'article CG 32.
- 34.7 Sous réserve du paragraphe CG 34.8, si Sa Majesté tient la contestation de l'entrepreneur comme bien fondée, elle doit lui rembourser le coût des travaux, de l'outillage et des matériaux additionnels nécessaire à l'exécution de l'ordre ou de la directive ayant fait l'objet du protêt.
- 34.8 Les coûts mentionnés au paragraphe CG 34.7 doivent être calculés conformément aux dispositions des articles CG 48 à CG 50.

### **CG 35 (1994-01-10) Changement des conditions du sol - Négligence ou retard de la part de Sa Majesté**

- 35.1 Sous réserve du paragraphe CG 35.2, nul paiement autre qu'un paiement expressément stipulé au contrat n'est fait par Sa Majesté à l'entrepreneur en raison de quelque dépense supplémentaire encourue ou pour quelque perte ou dommage subi par l'entrepreneur.
- 35.2 Si l'entrepreneur encourt des frais supplémentaires ou subit des pertes ou dommages directement attribuables
- 35.2.1 à un écart substantiel entre les renseignements sur les conditions du sol à l'emplacement des travaux, dans les plans et devis ou d'autres documents fournis à l'entrepreneur pour l'établissement de sa soumission, ou à un écart substantiel entre une présomption raisonnable de l'entrepreneur fondée sur lesdits renseignements et les conditions réelles rencontrées par l'entrepreneur à l'emplacement des travaux lors de leur exécution, ou
- 35.2.2 à la négligence ou à un retard de la part de Sa Majesté après la date du contrat, à fournir tout renseignement ou à tout acte auquel Sa Majesté est expressément obligée par le contrat ou que les usages de l'industrie dicteraient ordinairement à tout propriétaire,
- il doit, dans les dix (10) jours qui suivent la date de la constatation des conditions du sol décrites à l'alinéa CG 35.2.1 ou la date de la négligence ou du retard décrit au paragraphe CG 35.2.2, en donner avis par écrit à l'ingénieur et lui signifier son intention d'exiger le remboursement des frais supplémentaires encourus ou le coût de toutes pertes ou dommages subis.
- 35.3 Lorsque l'entrepreneur a donné à l'ingénieur l'avis mentionné au paragraphe CG 35.2, il doit sous peine de déchéance dans les trente (30) jours suivant la date de l'émission du Certificat définitif mentionné au paragraphe CG 44.1, remettre à l'ingénieur une demande écrite de remboursement des frais supplémentaires ou du coût de toutes pertes ou dommages subis.
- 35.4 La demande de remboursement mentionnée au paragraphe CG 35.3 devra contenir une description suffisante des faits et circonstances qui motivent la demande afin que l'ingénieur puisse déterminer si cette demande est justifiée ou non, et l'entrepreneur doit, à cette fin, fournir tout autre renseignement que l'ingénieur peut exiger.



## R - Attribution des marchés immobiliers

---

- 35.5 Si, de l'avis de l'ingénieur, la demande de remboursement mentionnée au paragraphe CG 35.3 est bien fondée, Sa Majesté doit verser à l'entrepreneur un supplément calculé en conformité des articles CG 47 à CG 50.
- 35.6 Si, de l'avis de l'ingénieur, le cas décrit à l'alinéa CG 35.2.1 se traduit pour l'entrepreneur par une économie dans l'exécution du contrat, le montant établi dans les Articles de convention est, sous réserve du paragraphe CG 35.7, réduit d'un montant égal à l'économie réalisée.
- 35.7 Le montant à être déduit en vertu du paragraphe CG 35.6 doit être déterminé selon les dispositions des articles CG 47 à CG 50.
- 35.8 Si l'entrepreneur néglige de donner l'avis mentionné au paragraphe CG 35.2 et de présenter la demande de remboursement mentionnée au paragraphe CG 35.3 dans le délai prescrit, aucun supplément ne doit lui être versé en l'occurrence.

### **CG 36 (1994-01-10) Prolongation de délai**

- 36.1 Sous réserve du paragraphe CG 36.2, l'ingénieur peut, s'il estime que l'achèvement en retard des travaux est attribuable à des causes indépendantes de la volonté de l'entrepreneur et sur demande présentée par l'entrepreneur avant le jour fixé par les Articles de convention pour l'achèvement des travaux ou avant toute autre date fixée auparavant conformément au présent article, prolonger le délai d'achèvement des travaux.
- 36.2 Toute demande mentionnée au paragraphe CG 36.1 doit être accompagnée du consentement écrit de la compagnie dont le cautionnement constitue une partie de la garantie du contrat.

### **CG 37 (1994-01-10) Dédommagement pour retard d'exécution**

- 37.1 Aux fins du présent article,
- 37.1.1 les travaux sont censés être achevés le jour où l'ingénieur délivre le Certificat provisoire d'achèvement mentionné au paragraphe CG 44.2, et
- 37.1.2 « période de retard » signifie la période commençant le jour fixé par les Articles de convention pour l'achèvement des travaux et se terminant le jour précédant immédiatement le jour de l'achèvement, à l'exclusion cependant de tout jour faisant partie d'une période de prolongation accordée en vertu du paragraphe CG 36.1 et de tout autre jour où, de l'avis de l'ingénieur, l'achèvement des travaux a été retardé par des causes indépendantes de la volonté de l'entrepreneur.
- 37.2 Si l'entrepreneur n'achève pas les travaux au jour fixé par les Articles de convention mais achève ces travaux par la suite, l'entrepreneur paie à Sa Majesté un montant égal à l'ensemble
- 37.2.1 de tous les salaires, gages et frais de déplacement versés par Sa Majesté aux personnes surveillant les travaux pendant la période de retard,
- 37.2.2 des coûts encourus par Sa Majesté en conséquence de l'impossibilité pour Sa Majesté de faire usage des travaux achevés pendant la période de retard, et
- 37.2.3 de tous les autres frais et dommages encourus ou subis par Sa Majesté pendant la période de retard par suite de l'inachèvement des travaux à la date prévue.
- 37.3 S'il estime que l'intérêt public le commande, Sa Majesté peut renoncer au droit de Sa Majesté à la totalité ou partie d'un paiement exigible en conformité du paragraphe CG 37.2.

### **CG 38 (1996-01-01) Travaux retirés à l'entrepreneur**

- 38.1 Sa Majesté peut dans les cas suivants et à son entière discrétion, en donnant un avis par écrit à l'entrepreneur conformément à l'article CG 11, retirer à l'entrepreneur la totalité ou une partie des travaux et recourir aux moyens qui lui semblent appropriés pour achever les travaux si l'entrepreneur
- 38.1.1 fait défaut ou retarde à commencer les travaux ou à exécuter les travaux avec diligence et à la satisfaction de l'ingénieur, dans les six (6) jours suivant la réception par l'entrepreneur d'un avis par écrit de Sa Majesté ou de l'ingénieur, conformément à l'article CG 11;

## R - Attribution des marchés immobiliers

---

- 38.1.2 a négligé d'achever quelque partie des travaux dans le délai imparti par le contrat;
- 38.1.3 est devenu insolvable, ou a commis un acte de faillite, et n'a pas fait une proposition à ses créanciers, ni déposé un avis d'intention de faire une telle proposition en vertu de la *Loi sur la faillite et l'insolvabilité*;
- 38.1.4 a abandonné les travaux;
- 38.1.5 a fait cession du contrat sans le consentement requis au paragraphe CG 3.1; ou
- 38.1.6 a de quelque autre façon fait défaut d'observer ou d'accomplir l'une quelconque des dispositions du contrat.
- 38.2 Si l'entrepreneur qui est devenu insolvable ou qui a commis un acte de faillite, a soit fait une proposition à ses créanciers ou soit déposé un avis d'intention d'en faire une conformément à la *Loi sur la faillite et l'insolvabilité*, il doit immédiatement donner copie de la proposition ou de l'avis d'intention à Sa Majesté.
- 38.3 Si la totalité ou une partie quelconque des travaux a été retirée à l'entrepreneur en vertu du paragraphe CG 38.1,
- 38.3.1 l'entrepreneur n'a droit, sauf dispositions du paragraphe CG 38.5, à aucun autre paiement dû et exigible;
- 38.3.2 l'entrepreneur est tenu de payer à Sa Majesté, sur demande, un montant égal à la totalité des pertes et dommages que Sa Majesté aura subis en raison du défaut de l'entrepreneur d'achever les travaux.
- 38.4 Si la totalité ou partie des travaux retirés à l'entrepreneur en vertu du paragraphe CG 38.1 est achevée par Sa Majesté, l'ingénieur établit le montant, s'il y en a, de toute retenue ou demande d'acompte de l'entrepreneur existant au moment où les travaux lui ont été retirés et dont, selon l'ingénieur, on n'a pas besoin pour assurer l'exécution des travaux ou pour rembourser à Sa Majesté les pertes ou dommages subis en raison du défaut de l'entrepreneur.
- 38.5 Sa Majesté peut verser à l'entrepreneur le montant qu'on jugera non requis suivant le paragraphe CG 38.4.

### **CG 39 (1994-01-10) Effet du retrait des travaux à l'entrepreneur**

- 39.1 Le retrait de la totalité ou d'une partie des travaux à l'entrepreneur en conformité de l'article CG 38 n'a pas pour effet de libérer l'entrepreneur d'une obligation quelconque découlant pour lui du contrat ou de la loi, sauf quant à l'obligation pour lui de continuer l'exécution de la partie des travaux qui lui fut ainsi retirée.
- 39.2 Si la totalité ou partie des travaux est retirée à l'entrepreneur en conformité de l'article CG 38, tous les matériaux et outillage, ainsi que l'intérêt de l'entrepreneur dans tous les biens immobiliers, permis, pouvoirs et privilèges acquis, utilisés ou fournis par l'entrepreneur pour les travaux, continuent d'être la propriété de Sa Majesté sans indemnisation de l'entrepreneur.
- 39.3 Si l'ingénieur certifie que tout matériaux, outillage ou un intérêt quelconque mentionné au paragraphe CG 39.2 n'est plus requis pour les travaux et qu'il n'est plus dans l'intérêt de Sa Majesté de retenir lesdits matériaux, outillage ou intérêt, ils sont remis à l'entrepreneur.

### **CG 40 (1994-01-10) Suspension des travaux par Sa Majesté**

- 40.1 Sa Majesté peut, lorsqu'il estime que l'intérêt public le commande, sommer l'entrepreneur de suspendre l'exécution des travaux pour une durée déterminée ou indéterminée, en lui communiquant par écrit un avis à cet effet, conformément à l'article CG 11.
- 40.2 Sur réception suivant l'article CG 11 de la sommation mentionnée au paragraphe CG 40.1, l'entrepreneur suspend toutes les opérations sauf celles qui, de l'avis de l'ingénieur, sont nécessaires à la garde et à la préservation des travaux, de l'outillage et des matériaux.
- 40.3 Pendant la période de suspension, l'entrepreneur ne peut enlever de l'emplacement, sans le consentement de l'ingénieur, quelque partie des travaux, de l'outillage et des matériaux.

## R - Attribution des marchés immobiliers

---

- 40.4 Si la période de suspension est de trente ( 30) jours ou moins, l'entrepreneur reprend l'exécution des travaux dès l'expiration de la période de suspension et il a droit au paiement des frais, calculés en conformité des articles CG 48 à CG 50, du travail, de l'outillage et des matériaux nécessairement encourus en conséquence de la suspension des travaux.
- 40.5 Si, à l'expiration d'une période de suspension de plus de trente (30) jours, Sa Majesté et l'entrepreneur conviennent que l'exécution des travaux sera continuée par l'entrepreneur, ce dernier reprend les opérations sujet aux termes et conditions convenues entre lui et Sa Majesté.
- 40.6 Si, à l'expiration d'une période de suspension de plus de trente (30) jours, Sa Majesté et l'entrepreneur ne conviennent pas que les travaux seront continués par l'entrepreneur ou ne s'entendent pas sur les termes et conditions suivant lesquels l'entrepreneur poursuivra l'exécution des travaux, l'avis de suspension est censé être un avis de résiliation en conformité de l'article CG 41.

### **CG 41 (1994-01-10) Résiliation du contrat**

- 41.1 Sa Majesté peut, à n'importe quel moment, résilier le contrat en donnant avis par écrit à cet effet à l'entrepreneur conformément à l'article CG 11.
- 41.2 Lorsque l'entrepreneur reçoit, conformément à l'article CG 11, l'avis mentionné au paragraphe CG 41.1, il doit cesser toutes opérations dans l'exécution du contrat, sous réserve de toutes conditions énoncées dans l'avis.
- 41.3 Si le contrat est résilié conformément au paragraphe CG 41.1, Sa Majesté paie à l'entrepreneur, sous réserve du paragraphe CG 41.4, un montant égal
- 41.3.1 au coût de tout le travail, l'outillage et les matériaux qu'aura fournis l'entrepreneur en vertu du contrat à la date de résiliation, en exécution d'un contrat ou d'une partie de contrat relativement auquel une Entente à prix unitaire est précisée dans le contrat, ou
- 41.3.2 au moindre
- 41.3.2.1 du montant, calculé conformément aux Modalités de paiement, qui aurait été payable à l'entrepreneur s'il avait achevé les travaux, et
- 41.3.2.2 du montant que l'on reconnaît devoir à l'entrepreneur en vertu de l'article CG 49, concernant un contrat ou une partie de contrat pour lequel le contrat prévoit une Entente à prix fixe,
- moins l'ensemble de tous les montants qui furent payés à l'entrepreneur par Sa Majesté et de tous les montants dont l'entrepreneur est redevable envers Sa Majesté en vertu du contrat.
- 41.4 Si Sa Majesté et l'entrepreneur ne peuvent convenir du montant mentionné au paragraphe CG 41.3, ce montant sera déterminé suivant la méthode indiquée à l'article CG 50.

### **CG 42 (1994-01-10) Réclamations contre et obligations de la part de l'entrepreneur ou d'un sous-traitant**

- 42.1 Afin d'acquitter toutes obligations légales de l'entrepreneur ou d'un sous-traitant ou de satisfaire à toutes réclamations légales contre eux résultant de l'exécution du contrat, Sa Majesté peut payer tout montant qui est dû et payable à l'entrepreneur en vertu du contrat, directement aux créanciers de l'entrepreneur ou du sous-traitant, ou aux réclamants en l'occurrence. Toutefois, ce montant que paie Sa Majesté, le cas échéant, ne doit pas excéder le montant que l'entrepreneur aurait été tenu de verser au réclamant si les dispositions des lois relatives aux privilèges dans les provinces et territoires ou, dans le cas de la province de Québec, de la loi à cet effet dans le Code civil, avaient été applicables aux travaux. Le réclamant n'a pas à respecter les dispositions des lois relatives aux privilèges qui établissent les démarches à suivre au moyen d'avis, d'enregistrements ou d'autre façon, comme il aurait pu être nécessaire de le faire pour conserver ou valider toute réclamation à l'égard de liens émanant du réclamant.
- 42.2 Sa Majesté n'effectue pas de paiement tel qu'il est décrit au paragraphe CG 42.1 à moins que le réclamant lui remette:
- 42.2.1 un jugement ou une ordonnance exécutoire d'un tribunal compétent établissant le montant qu'aurait eu à verser l'entrepreneur au réclamant en vertu des dispositions de la

## R - Attribution des marchés immobiliers

---

loi provinciale ou territoriale relative aux privilèges pertinente ou, dans le cas de la province de Québec, de la loi à cet effet dans le Code civil, si ces lois s'appliquaient aux travaux; ou

42.2.2 une sentence arbitrale définitive et exécutoire établissant le montant qu'aurait eu à verser l'entrepreneur au réclamant en vertu des dispositions de la loi provinciale ou territoriale relative aux privilèges pertinente ou, dans le cas de la province de Québec, de la loi à cet effet dans le Code civil, si ces lois s'appliquaient aux travaux; ou

42.2.3 le consentement de l'entrepreneur autorisant le paiement.

Pour déterminer les droits du réclamant en vertu des alinéas CG 42.2.1 et CG 42.2.2, l'avis exigé au paragraphe CG 42.8 sera réputé remplacer l'enregistrement ou la prestation d'un avis après l'achèvement des travaux exigé par les lois applicables, et aucune réclamation ne sera réputée être expirée, annulée ou non exécutoire parce que le réclamant n'a pas intenté de poursuites dans les délais prescrits par la loi applicable.

42.3 Lorsqu'il accepte d'exécuter un contrat, l'entrepreneur est réputé avoir consenti de soumettre à l'arbitrage obligatoire, à la demande d'un réclamant, toutes les questions auxquelles il faut répondre pour déterminer si le réclamant a droit au paiement conformément aux dispositions du paragraphe CG 42.1. Les parties à l'arbitrage seront, entre autres, le sous-traitant à qui le réclamant a fourni des matériaux ou de l'équipement ou pour qui il a effectué du travail, si le sous-traitant le désire. Sa Majesté ne constitue pas une partie à l'arbitrage et, à moins d'une entente contraire entre l'entrepreneur et le réclamant, l'arbitrage se déroulera conformément à la loi provinciale ou territoriale régissant l'arbitrage applicable dans la province ou le territoire où les travaux sont exécutés.

42.4 Un paiement effectué en conformité du paragraphe CG 42.1 comporte quittance de l'obligation de Sa Majesté envers l'entrepreneur sous le contrat, jusqu'à concurrence du montant payé et peut être déduit d'un montant dû à l'entrepreneur en vertu du contrat.

42.5 Dans la mesure où les circonstances entourant l'exécution des travaux pour le compte de Sa Majesté le permettent, l'entrepreneur se conforme à toutes les lois en vigueur dans la province ou le territoire où les travaux sont exécutés quant aux périodes de paiement, aux retenus obligatoires, à la création et à la mise en vigueur de lois concernant les privilèges des fournisseurs ou des constructeurs ou de lois semblables ou, s'il s'agit de la province de Québec, aux dispositions de la loi qui concerne les privilèges.

42.6 L'entrepreneur acquitte toutes ses obligations légales et fait droit à toutes les réclamations légales qui lui sont adressées en conséquence de l'exécution des travaux, au moins aussi souvent que le contrat oblige Sa Majesté à acquitter ses obligations envers l'entrepreneur.

42.7 Sur demande de l'ingénieur, l'entrepreneur fait une déclaration attestant de l'existence et de l'état de toutes les obligations et réclamations mentionnées au paragraphe CG 42.6.

42.8 Le paragraphe CG 42.1 ne s'applique qu'aux réclamations

42.8.1 pour lesquelles l'ingénieur a reçu un avis par écrit avant qu'un paiement n'ait été effectué à l'entrepreneur conformément au paragraphe MP4.10 et dans les cent vingt (120) jours suivant la date à laquelle le réclamant

42.8.1.1 aurait dû être payé en totalité conformément au contrat qui le lie à l'entrepreneur ou à un sous-traitant, s'il s'agit d'une réclamation pour des deniers dont il est légalement requis qu'ils soient retenus du réclamant; ou

42.8.1.2 s'est acquitté des derniers services ou travaux ou a fourni les derniers matériaux exigés par le contrat qui le lie à l'entrepreneur ou à un sous-traitant, s'il ne s'agit pas d'une réclamation mentionnée au sous-alinéa CG 42.8.1.1;

42.8.2 pour lesquelles les procédures visant à établir les droits à un paiement, conformément au paragraphe CG 42.2, ont commencé dans l'année suivant la date à laquelle l'avis mentionné à l'alinéa CG 42.8.1 a été reçu par l'ingénieur, et

## R - Attribution des marchés immobiliers

---

l'avis exigé à l'alinéa CG 42.8.1 doit faire état du montant réclamé et du principal responsable selon le contrat.

- 42.9 Sur réception d'un avis de réclamation en vertu de l'alinéa CG 42.8.1, Sa Majesté peut retenir de tout montant dû et payable à l'entrepreneur en vertu du contrat une partie ou la totalité du montant de la réclamation.
- 42.10 L'ingénieur doit aviser l'entrepreneur par écrit de la réception de toute réclamation mentionnée à l'alinéa CG 42.8.1 et de l'intention de Sa Majesté de retenir des fonds conformément au paragraphe CG 42.9, et l'entrepreneur peut, à tout moment par la suite et jusqu'à ce que le paiement soit effectué au réclamant, déposer, auprès de Sa Majesté, une garantie acceptable par Sa Majesté dont le montant est équivalent à la valeur de la réclamation. L'avis d'un tel dépôt doit être reçu par l'ingénieur et, sur réception d'une telle garantie, Sa Majesté doit dégager à l'intention de l'entrepreneur tous les fonds qui auraient été payables autrement à l'entrepreneur et qui ont été retenus conformément aux dispositions du paragraphe CG 42.9 à l'égard de la réclamation d'un réclamant pour laquelle la garantie a été déposée.

### **CG 43 (1994-01-10) Dépôt de garantie - confiscation ou remise**

- 43.1 Si
- 43.1.1 les travaux sont retirés à l'entrepreneur conformément à l'article CG 38,
  - 43.1.2 le contrat est résilié en vertu de l'article CG 41, ou
  - 43.1.3 l'entrepreneur a violé ou n'a pas rempli ses engagements en vertu du contrat,
- Sa Majesté peut s'approprier le dépôt de garantie, s'il en est.
- 43.2 Si Sa Majesté s'approprie le dépôt de garantie conformément au paragraphe CG 43.1, le montant obtenu en l'occurrence est censé être une dette payable à l'entrepreneur par Sa Majesté en vertu du contrat.
- 43.3 Tout solde du montant mentionné au paragraphe CG 43.2, s'il en est, après paiement de toutes pertes, dommages ou réclamations de Sa Majesté ou quelqu'un autre, sera payé par Sa Majesté à l'entrepreneur si, dans l'opinion de l'ingénieur, il n'est pas requis pour les fins du contrat.

### **CG 44 (1996-01-01) Certificats de l'ingénieur**

- 44.1 Le jour
- 44.1.1 où les travaux sont achevés, et
  - 44.1.2 où l'entrepreneur s'est conformé au contrat et à tous les ordres et directives donnés conformément au contrat,
- à la satisfaction de l'ingénieur, l'ingénieur délivre à l'entrepreneur un Certificat définitif d'achèvement.
- 44.2 Si l'ingénieur est convaincu que les travaux sont suffisamment achevés, il doit, à tout moment avant la délivrance d'un Certificat définitif d'achèvement mentionné au paragraphe CG 44.1, délivrer à l'entrepreneur un Certificat provisoire d'achèvement, et
- 44.2.1 aux fins du paragraphe CG 44.2, les travaux seront jugés suffisamment achevés
    - 44.2.1.1 lorsqu'une partie considérable ou la totalité des travaux visés par le contrat sont, de l'avis de l'ingénieur, prêts à être utilisés par Sa Majesté ou sont utilisés aux fins prévues; et
    - 44.2.1.2 lorsque les travaux qui restent à effectuer en vertu du contrat peuvent, de l'avis de l'ingénieur, être achevés ou rectifiés à un coût n'excédant pas
      - 44.2.1.2.1 3 % des premiers 500 000 \$, et
      - 44.2.1.2.2 2 % des prochains 500 000 \$, et

## R - Attribution des marchés immobiliers

---

44.2.1.2.3 1 % du reste

de la valeur du contrat au moment du calcul de ce coût.

- 44.3 Aux fins uniquement du sous-alinéa CG 44.2.1.2, lorsque les travaux ou une partie considérable des travaux sont prêts à être utilisés ou sont utilisés aux fins prévues et que le reste ou une partie des travaux ne peut être achevé dans les délais précisés au paragraphe A2.1 ou modifiés en vertu de l'article CG 36 pour des raisons indépendantes de la volonté de l'entrepreneur ou, lorsque l'ingénieur et l'entrepreneur conviennent de ne pas achever les travaux dans les délais prescrits, le coût de la partie des travaux que l'entrepreneur n'a pu terminer pour des raisons indépendantes de sa volonté ou que l'ingénieur et l'entrepreneur ont convenu de ne pas terminer dans les délais précisés sera déduit de la valeur du contrat mentionnée au sous-alinéa CG 44.2.1.2 et ledit coût ne fera pas partie du coût des travaux qui restent à effectuer aux fins de la détermination de l'achèvement réel.
- 44.4 Le Certificat provisoire d'achèvement mentionné au paragraphe CG 44.2 doit décrire les parties des travaux qui n'ont pas été achevées à la satisfaction de l'ingénieur et préciser tout ce que l'entrepreneur doit faire
- 44.4.1 avant que le Certificat définitif d'achèvement mentionné au paragraphe CG 44.1 puisse être délivré, et
- 44.4.2 avant le début de la période de douze (12) mois mentionnée au paragraphe CG 32.1 pour lesdites parties et toutes autres choses.
- 44.5 L'ingénieur peut, en plus des points indiqués dans le Certificat provisoire d'achèvement mentionné au paragraphe CG 44.2, obliger l'entrepreneur à rectifier toutes autres parties des travaux qui n'ont pas été achevées à sa satisfaction et faire effectuer toutes autres choses nécessaires pour l'achèvement satisfaisant des travaux.
- 44.6 Si le contrat ou l'une de ses parties a fait l'objet d'une Entente à prix unitaire, l'ingénieur mesure et consigne dans un registre les quantités de travail exécuté, d'outillage fourni par l'entrepreneur et de matériaux utilisés pour l'exécution des travaux, et informe, sur demande, l'entrepreneur au sujet de ces mesurages.
- 44.7 L'entrepreneur aide l'ingénieur et coopère avec lui dans l'exécution des tâches précisées au paragraphe CG 44.6 et a le droit de prendre connaissance de tout registre tenu par l'ingénieur suivant le paragraphe CG 44.6.
- 44.8 Une fois que l'ingénieur a délivré le Certificat définitif d'achèvement mentionné au paragraphe CG 44.1, il doit, si le paragraphe CG 44.6 s'applique, délivrer un Certificat définitif de mesurage.
- 44.9 Le Certificat définitif de mesurage mentionné au paragraphe CG 44.8
- 44.9.1 indique le total des mesurages mentionnés au paragraphe CG 44.6, et
- 44.9.2 lie de façon péremptoire Sa Majesté et l'entrepreneur quant aux mesurages qui y sont consignés.

### **CG 45 (1994-01-10) Remise du dépôt de garantie**

- 45.1 Après la délivrance du Certificat provisoire d'achèvement mentionné au paragraphe CG 44.2 et à condition que l'entrepreneur n'ait pas violé ses engagements en vertu du contrat ou omis de les remplir, Sa Majesté retourne à l'entrepreneur la totalité ou partie du dépôt de garantie, s'il en est, qui, de l'avis de l'ingénieur, n'est pas requise aux fins du contrat.
- 45.2 Au moment de la délivrance du Certificat définitif d'achèvement mentionné au paragraphe CG 44.1, Sa Majesté retourne à l'entrepreneur tout le solde du dépôt de sécurité, sauf stipulation contraire du contrat.
- 45.3 Si le dépôt de garantie a été versé au Fonds du revenu consolidé du Canada, Sa Majesté doit payer à l'entrepreneur l'intérêt sur ledit dépôt à un taux établi de temps à autre en vertu du paragraphe 21(2) de la *Loi sur la gestion des finances publiques*.

### **CG 46 (1994-01-10) Précision du sens des expressions figurant aux articles CG 47 à CG 50**

## R - Attribution des marchés immobiliers

---

46.1 Dans les articles CG 47 à CG 50

46.1.1 L'expression « Tableau des prix unitaires » signifie le tableau figurant dans les Articles de convention; et

46.1.2 L'expression « outillage » ne comprend pas les outils habituellement fournis par les hommes de métier dans l'exercice de leurs fonctions.

### **CG 47 (1994-01-10) Additions ou modifications au Tableau des prix unitaires**

47.1 L'ingénieur et l'entrepreneur peuvent convenir par écrit, lorsqu'une entente à prix unitaire s'applique au contrat ou à l'une de ses parties,

47.1.1 d'ajouter au Tableau des prix unitaires des catégories de travail, d'outillage ou de matériaux, des unités de mesurage, des prix par unité et des estimations de quantités lorsque certains travaux, outillage et matériaux devant apparaître dans le Certificat définitif de mesurage mentionné au paragraphe CG 44.8 ne figurent dans aucune des catégories de travail, d'outillage ou de matériaux établies au Tableau des prix unitaires, ou

47.1.2 sous réserve des paragraphes CG 47.2 et CG 47.3, de modifier le prix par unité établi au Tableau des prix unitaires à l'égard d'une quelconque catégorie de travail, d'outillage ou de matériaux y figurant, lorsqu'une quantité a été estimée à l'égard de cette catégorie de travail, d'outillage ou de matériaux, et que le Certificat définitif de mesurage mentionné au paragraphe CG 44.8 indique ou est susceptible d'indiquer que la quantité totale de cette catégorie de travail exécuté, d'outillage fourni ou de matériaux utilisés par l'entrepreneur, pour l'exécution des travaux, est

47.1.2.1 inférieure à 85 % de la quantité estimée, ou

47.1.2.2 supérieure à 115 % de la quantité estimée.

47.2 Le coût total d'un article figurant au Tableau des prix unitaires qui a été modifié conformément au sous-alinéa CG 47.1.2.1 ne doit, en aucun cas, excéder le montant qui aurait été payable à l'entrepreneur si la quantité totale estimative de travail avait été exécutée, la quantité totale estimative d'outillage avait été fournie ou la quantité totale estimative de matériaux, utilisés.

47.3 Toute modification rendue nécessaire par le sous-alinéa CG 47.1.2.2 ne s'appliquera qu'aux quantités supérieures à 115 %.

47.4 Si l'ingénieur et l'entrepreneur ne s'entendent pas suivant le paragraphe CG 47.1, l'ingénieur détermine la catégorie et l'unité de mesurage du travail, de l'outillage et des matériaux et, sous réserve des paragraphes CG 47.2 et CG 47.3, le prix par unité est déterminé conformément à l'article CG 50.

### **CG 48 (1994-01-10) Établissement du coût - Tableau des prix unitaires**

48.1 Chaque fois qu'il est nécessaire, aux fins du contrat, d'établir le coût du travail, de l'outillage et des matériaux, on multiplie la quantité de ce travail de cet outillage ou de ces matériaux, exprimée par l'unité énoncée à la colonne 3 du Tableau des prix unitaires, par le prix énoncé en regard de cette unité à la colonne 5 du Tableau des prix unitaires.

### **CG 49 (2000-05-12) Établissement du coût avant la réalisation des travaux - Somme globale**

49.1 Si on ne peut pas appliquer la méthode décrite dans la clause CG 48 parce que la main d'oeuvre, l'outillage et les matériaux appartiennent à un type ou à une catégorie qui ne sont pas précisés dans le Tableau des prix unitaires, le prix de la modification correspondra, pour les besoins du contrat, à l'ensemble des coûts de main-d'oeuvre, d'outillage et de matériaux nécessaires pour apporter cette modification selon les modalités convenues entre l'entrepreneur et l'Ingénieur, ainsi qu'à une majoration au titre de la surveillance, de la coordination, de l'administration, des frais généraux, de la marge bénéficiaire et des risques que comporte la réalisation des travaux dans le respect du budget stipulé; cette majoration sera égale à :

49.1.1 20 % des coûts globaux visés dans les présentes pour la tranche des travaux réalisée par les effectifs de l'entrepreneur;

## R - Attribution des marchés immobiliers

---

- 49.1.2 15 % de l'ensemble des coûts visés dans les présentes pour la tranche des travaux réalisée par le sous-traitant.
- 49.2 Sous réserve des dispositions analogues reproduites ailleurs dans le contrat, pour permettre d'approuver la modification, l'entrepreneur devra soumettre une répartition des coûts précisant, au minimum, les frais de main-d'oeuvre, d'outillage et de matériaux, le montant de chaque contrat de sous-traitance et la somme correspondant au taux de majoration en pourcentage qu'il convient d'appliquer selon les modalités exposées dans les présentes.

### CG 50 (2000-05-12) Établissement du coût après la réalisation des travaux

- 50.1 S'il est impossible d'établir au préalable le prix d'une modification, y compris celui des éléments non indiqués dans le Tableau des prix unitaires, le prix réel de la modification sera égal à l'ensemble des montants suivants :
- 50.1.1 tous les montants justes et raisonnables effectivement dépensés ou légalement payables par l'entrepreneur pour le travail, l'outillage et les matériaux couverts par l'une des catégories de dépenses prévues au paragraphe CG 50.2, qui sont directement attribuables à l'exécution du contrat;
- 50.1.2 une majoration égale à 10 % des montants visés à l'alinéa CG 50.1.1, pour la marge bénéficiaire et l'ensemble des autres dépenses ou éléments de coûts qui ne font pas l'objet de l'alinéa CG 50.1.1 ou CG 50.1.3, y compris les frais généraux, les frais d'administration générale et les charges de financement et d'intérêts;
- 50.1.3 l'intérêt sur les coûts déterminés en vertu des alinéas CG 50.1.1 et CG 50.1.2, intérêt qui sera calculé conformément à l'article MP9,
- pourvu que le coût total d'un article figurant au tableau des prix unitaires auquel s'appliquent les dispositions du sous-alinéa CG 47.1.2.1, n'est pas supérieur au montant qui aurait été payable à l'entrepreneur si la quantité totale dudit article aurait été effectivement produite, utilisée ou fournie.
- 50.2 Aux fins de l'alinéa CG 50.1.1, les catégories de dépenses qui admissibles dans l'établissement du coût du travail, de l'outillage et des matériaux, sont :
- 50.2.1 les paiements faits aux sous-traitants;
- 50.2.2 les traitements, salaires et frais de voyages versés aux employés de l'entrepreneur affectés à l'emplacement des travaux, ainsi que la portion des traitements, salaires, gratifications, frais de subsistance et de voyages des employés de l'entrepreneur occupés généralement au siège social ou à un bureau général de l'entrepreneur, à la condition qu'ils soient affectés, proprement dit, à l'exécution des travaux prévus dans le contrat;
- 50.2.3 les cotisations exigibles en vertu d'un texte statutaire, ce qui comprend mais n'exclut pas les indemnités des accidents du travail, l'assurance-chômage, le régime de retraite, les congés rémunérés et les régimes de soins de santé ou d'assurance des provinces, les examens environnementaux et les frais de perception de la taxe sur les produits et services;
- 50.2.4 les frais de location d'outillage ou un montant équivalent aux frais de location si l'outillage appartient à l'entrepreneur, qu'il était nécessaire et qu'il a été utilisé pour l'exécution des travaux, à condition que lesdits frais ou la somme équivalente soient raisonnables et que l'utilisation dudit outillage ait été approuvée par l'ingénieur;
- 50.2.5 les frais d'entretien et de fonctionnement de l'outillage nécessaire à l'exécution des travaux et des frais de réparation de cet outillage qui, de l'avis de l'ingénieur, sont nécessaires à la bonne exécution du contrat, à l'exclusion de toute réparation provenant de défauts existant avant l'affectation de l'outillage aux travaux;
- 50.2.6 les paiements relatifs aux matériaux nécessaires et incorporés aux travaux, ou nécessaires à l'exécution du contrat et utilisés à cette fin;
- 50.2.7 les paiements relatifs à la préparation, à la livraison, à la manutention, au montage, à l'installation, à l'inspection, à la protection et à l'enlèvement de l'outillage et des matériaux nécessaires à l'exécution du contrat et utilisés à cette fin;



## R - Attribution des marchés immobiliers

---

50.2.8 tout autre paiement fait par l'entrepreneur avec l'approbation de l'ingénieur et nécessaire à l'exécution du contrat.

### **CG 51 (1994-01-10) Registres à tenir par l'entrepreneur**

#### 51.1 L'entrepreneur

51.1.1 tient des registres complets du coût estimatif et réel des travaux, des appels d'offres, des prix cotés, des contrats, de la correspondance, des factures, des reçus et des pièces justificative s'y rapportant;

51.1.2 met à la disposition de Sa Majesté et du Sous-receveur général du Canada ou des personnes qu'ils délèguent pour vérification et inspection tous les documents mentionnés à l'alinéa CG 51.1.1;

51.1.3 permet à toutes personnes mentionnées à l'alinéa CG 51.1.2 de faire des copies ou extraits de tous registres et documents mentionnés à l'alinéa CG 51.1.1; et

51.1.4 fournit aux personnes mentionnées à l'alinéa CG 51.1.2 tous les renseignements qu'elles peuvent exiger de temps à autre au sujet de ces registres et documents.

51.2 Les registres tenus par l'entrepreneur conformément à l'alinéa CG 51.1.1, sont conservés intact pendant deux (2) ans à compter de la date de la délivrance du Certificat définitif d'achèvement mentionné au paragraphe CG 44.1, ou jusqu'à l'expiration de toute autre période que Sa Majesté peut fixer.

51.3 L'entrepreneur oblige tous sous-traitants, et toutes autres personnes qu'il contrôle directement ou indirectement ou qui lui sont affiliés, de même que toutes personnes qui contrôlent l'entrepreneur directement ou indirectement, à se conformer aux paragraphes CG 51.1 et CG 51.2 comme s'ils étaient l'entrepreneur.

### **CG 52 (2003-12-12) Conflits d'intérêts**

Il est entendu qu'une personne assujettie aux dispositions relatives à l'après-mandat du Code régissant la conduite des titulaires de charge publique en ce qui concerne les conflits d'intérêts et l'après-mandat (1994) ou du Code de valeurs et d'éthique de la fonction publique (2003) ne peut bénéficier directement du présent contrat, à moins que cette personne ne se conforme aux dispositions applicables concernant l'après-mandat.

### **CG 53 (1994-01-10) Situation de l'entrepreneur**

53.1 L'entrepreneur sera retenu en vertu du contrat à titre d'entrepreneur indépendant.

53.2 L'entrepreneur et tout employé dudit entrepreneur n'est pas retenu en vertu du contrat à titre d'employé, d'agent ou de mandataire de Sa Majesté.

53.3 Aux fins des paragraphes CG 53.1 et CG 53.2, l'entrepreneur sera à lui seul responsable de tous les paiements et de toutes les retenues exigées par la loi, y compris ceux exigés par le Régime de pensions du Canada, le Régime des rentes du Québec, l'assurance-chômage, les accidents du travail ou l'impôt sur le revenu.

### **CG 54 (1996-01-01) Restes humains, vestiges archéologiques et objets présentant un intérêt historique ou scientifique**

54.1 Les définitions qui suivent s'appliquent à la présente clause.

54.1.1 « restes humains » : la totalité ou une partie d'un cadavre humain, peu importe le temps écoulé depuis le décès.

54.1.2 « vestiges archéologiques » : pièces, artefacts ou objets façonnés, modifiés ou utilisés par des êtres humains dans le passé, pouvant notamment comprendre des structures ou des monuments en pierre, en bois ou en fer, des objets jetés aux ordures, des ossements façonnés, des armes, des outils, des pièces de monnaie et des poteries.

54.1.3 « objets présentant un intérêt historique ou scientifique » : objets ou choses d'origine naturelle ou artificielle de toute époque qui ne sont pas des vestiges archéologiques mais

## R - Attribution des marchés immobiliers

---

qui peuvent présenter un certain intérêt pour la société en raison de leur importance historique ou scientifique, de leur valeur, de leur rareté, de leur beauté naturelle ou de quelque autre qualité.

- 54.2 Si, au cours des travaux, l'entrepreneur découvre quelque objet, pièce ou chose que décrit le paragraphe CG 54.1 ou qui ressemble à tout objet, pièce ou chose décrit par le paragraphe CG 54.1, il doit
- 54.2.1 prendre toutes les mesures raisonnables nécessaires, y compris ordonner l'arrêt des travaux dans la zone visée, pour les protéger et les préserver;
  - 54.2.2 aviser immédiatement l'ingénieur de la situation, par écrit;
  - 54.2.3 prendre toutes les mesures raisonnables nécessaires pour réduire les coûts supplémentaires que pourrait entraîner tout arrêt des travaux.
- 54.3 Dès la réception d'un avis transmis conformément à l'alinéa CG 54.2.2, l'ingénieur doit, en temps utile, déterminer si l'objet, la pièce ou la chose correspond à la description donnée au paragraphe CG 54.1 ou s'il est visé par elle, et indiquer par écrit à l'entrepreneur les actions ou les travaux à entreprendre par suite de sa décision.
- 54.4 L'ingénieur peut en tout temps retenir les services d'experts, en particulier d'archéologues ou d'historiens lorsque cela est utile, pour l'aider à mener à bien la recherche, l'examen, la prise de mesures ou l'enregistrement d'autres données, la mise en place de dispositifs permanents de protection ou le déplacement de l'objet, de la pièce ou de la chose découvert par l'entrepreneur, de même que la surveillance à assurer quant à la possibilité de découvertes subséquentes; l'entrepreneur doit, à la satisfaction de l'ingénieur, leur permettre l'accès au lieu et collaborer avec eux à l'accomplissement de leurs tâches et de leurs obligations.
- 54.5 Les restes humains, les vestiges archéologiques et les objets présentant un intérêt historique ou scientifique demeurent la propriété de Sa Majesté.
- 54.6 Sauf stipulation contraire du contrat, les dispositions de l'article CG 30 s'appliquent.

### **CG 55 (1996-01-01) État de site contaminé**

- 55.1 Pour les fins de la présente clause, il y a état de site contaminé lorsque des substances ou des matériaux toxiques, radioactifs ou dangereux, ou d'autres polluants se trouvent sur les lieux des travaux en quantité ou en concentration assez élevée pour constituer un danger, réel ou potentiel, pour l'environnement, les biens ou la santé et la sécurité de toute personne.
- 55.2 Si l'entrepreneur constate un état de site contaminé ou a des motifs raisonnables de croire à l'existence d'un état de site contaminé sur les lieux des travaux, il doit
- 55.2.1 prendre toutes les mesures raisonnables, y compris ordonner l'arrêt des travaux, afin d'éviter que cet état de site contaminé n'entraîne quelque blessure, maladie ou décès, ou dégradation des biens ou de l'environnement;
  - 55.2.2 aviser immédiatement l'ingénieur de la situation, par écrit;
  - 55.2.3 prendre toutes les mesures raisonnables nécessaires pour réduire les coûts supplémentaires que pourrait entraîner tout arrêt des travaux.
- 55.3 Dès la réception d'un avis transmis conformément à l'alinéa CG 55.2.2, l'ingénieur doit, en temps utile, déterminer s'il existe un état de site contaminé qui correspond à la description donnée au paragraphe CG 55.1 ou qui est visé par elle, et indiquer par écrit à l'entrepreneur les actions ou travaux à entreprendre par suite de sa décision.
- 55.4 Si l'ingénieur juge nécessaire de retenir ses services, l'entrepreneur doit suivre les directives que lui donnera l'ingénieur quant à l'excavation, au traitement et à la façon de disposer des substances ou matériaux contaminés.
- 55.5 L'ingénieur peut, en tout temps et à son entière discrétion, retenir les services d'experts et d'entrepreneurs spécialisés pour l'aider à déterminer l'existence et l'ampleur de la contamination de même que le traitement approprié à donner; l'entrepreneur doit, à la satisfaction de l'ingénieur,

## R - Attribution des marchés immobiliers

---

leur permettre l'accès au lieu et collaborer avec eux à l'accomplissement de leurs tâches et de leurs obligations.

55.6 Sauf stipulation contraire du contrat, les dispositions de l'article CG 30 s'appliquent.

### **CG 56 (1996-01-01) Attestation - honoraires conditionnels**

56.1 L'entrepreneur atteste qu'il n'a pas versé ni convenu de verser, directement ou indirectement, et s'engage à ne pas verser, directement ni indirectement, des honoraires conditionnels en rapport à la négociation ou à l'obtention du présent contrat ou en rapport à toute demande ou démarche reliée au présent contrat, à aucune personne autre qu'un employé remplissant les fonctions habituelles liées à son poste.

56.2 Tous les comptes et dossiers concernant le versement d'honoraires ou de toute autre rémunération en rapport à l'obtention ou à la négociation du contrat, ou en rapport à toute demande ou démarche reliée au contrat, seront assujettis aux dispositions du contrat portant sur les comptes et la vérification.

56.3 Si l'entrepreneur fait une fausse déclaration aux termes de la présente section ou ne respecte pas les obligations précisées dans le présent document, le Ministre pourra soit retirer à l'entrepreneur les travaux qui lui avaient été confiés conformément aux dispositions du contrat, soit recouvrer, de l'entrepreneur, par une réduction du prix du contrat ou autrement, le montant total des honoraires conditionnels.

56.4 Les définitions suivantes s'appliquent au présente article :

56.4.1 « honoraires conditionnels » : tout paiement, ou autre forme de rémunération, qui est subordonné au degré de succès ou calculé en fonction du degré de succès obtenu en rapport à l'obtention d'un contrat gouvernemental, à la négociation d'une partie ou de la totalité des conditions de ce marché ou à toute demande ou démarche reliée à ce marché.

56.4.2 « employé(e) » : toute personne avec qui l'entrepreneur a une relation d'employeur à employé;

56.4.3 « personne » : comprend un particulier ou un groupe, une corporation, une société, une organisation et une association et, sans limiter la portée générale de ce qui précède, tout particulier qui est tenu de fournir au directeur une déclaration en vertu de l'article 5 de la *Loi concernant l'enregistrement des lobbyistes*, L.R.C. (1985), ch. 44 (4<sup>e</sup> suppl.), et de toute modification qui pourrait lui être apportée de temps à autre.

### **CG 57 (2004-05-14) Non-discrimination dans l'embauche et l'emploi des employés**

57.1 Aux fins du présent article et sans préjudice à l'alinéa CG 1.1.7, « personne » comprend l'entrepreneur, ses sous-traitants, ses sous-sous-traitants et leurs employés respectifs, les agents, les visiteurs autorisés ou les invités et toute autre personne à qui on a donné accès au chantier.

57.2 Sans préjudice aux dispositions du paragraphe CG 19.5,

57.2.1 l'entrepreneur doit, dans les deux (2) jours ouvrables suivant réception d'une plainte écrite alléguant une infraction à l'article 9 des Conditions de travail sur le chantier,

57.2.1.1 faire émettre une directive écrite à la personne ou aux personnes nommées par le plaignant l'enjoignant de cesser toute action qui a donné lieu à la plainte;

57.2.1.2 envoyer, par courrier recommandé, deux copies de la plainte, soit une à l'ingénieur et l'autre au ministre des Ressources humaines et du Développement des compétences (RHDC), à l'attention du directeur compétent, tel qu'il est précisé dans les Conditions de travail.

57.2.2 l'entrepreneur doit,

57.2.2.1 dans les vingt-quatre (24) heures suivant réception d'une directive de l'ingénieur, faire sortir du chantier la ou les personnes soupçonnées par l'ingénieur de contrevenir aux dispositions de l'article 9 des Conditions de travail; et

## R - Attribution des marchés immobiliers

---

- 57.2.2.2 au plus tard dans les trente (30) jours suivant réception de la directive, s'être assuré que les mesures nécessaires pour rectifier l'infraction décrite dans la directive aient été commencées;
- 57.2.3 lorsqu'une directive est émise conformément à l'alinéa CG 57.2.2, Sa Majesté peut retenir des fonds qui sont dus et payables à l'entrepreneur ou régler par compensation selon la formule TP7, selon le cas, un montant représentant la somme des coûts et du paiement mentionnés aux alinéas CG 57.2.4 et CG 57.2.5 respectivement;
- 57.2.4 lorsque l'entrepreneur refuse de se conformer aux dispositions du sous-alinéa CG 57.2.2.2, l'ingénieur doit prendre les mesures nécessaires pour
- 57.2.4.1 rectifier l'infraction;
- 57.2.4.2 déterminer le montant total des frais engagés par Sa Majesté
- 57.2.5 Sa Majesté peut retenir des fonds dus et payables à l'entrepreneur et effectuer un paiement directement au plaignant sur réception de la part du plaignant des documents suivants :
- 57.2.5.1 une décision arbitrale écrite en application de la *Loi sur l'arbitrage commercial du gouvernement fédéral*, L.R.C. 1985, c. C-34.6 ou
- 57.2.5.2 une décision écrite émise en application de la *Loi canadienne sur les droits de la personne*, L.R.C. 1985, c. H-6, ou
- 57.2.5.3 une décision écrite émise en application des lois provinciales ou territoriales sur les droits de la personne ou
- 57.2.5.4 un jugement prononcé par un tribunal compétent.
- 57.2.6 lorsque l'ingénieur est d'avis que l'entrepreneur a contrevenu à quelque disposition que ce soit de l'article CG 57, le Ministre peut retirer les travaux à l'entrepreneur, en application de l'article CG 38.
- 57.2.7 l'entrepreneur doit faire en sorte que les dispositions de l'article CG 57 des Conditions générales soient incluses dans tous les contrats liés à ce travail.

---

**R0202D (14/05/04) Conditions générales «C»**

A partir du 16/06/06, cette clause est remplacée par R0202D.

---

**R0203D (14/05/04) Justes salaires et heures de travail - Conditions de travail**

**Travaux publics et Services gouvernementaux Canada**

- 01 Interprétation
- 02 Clause générale de justes salaires
- 03 Durée du travail
- 04 Affichage des conditions de travail
- 05 L'entrepreneur s'engage à tenir des dossiers pour fins d'inspection
- 06 Exigences du ministère avant le versement des sommes dues à l'entrepreneur
- 07 Paiement des salaires par l'adjudicateur si l'entrepreneur omet de le faire
- 08 Conditions imposées à un sous-traitant

## R - Attribution des marchés immobiliers

---

09 Non-discrimination dans l'embauchage et l'emploi de main-d'oeuvre

**01 (14/05/04) Interprétation**

1. Dans ces conditions

« Loi » désigne la *Loi sur les justes salaires et les heures de travail*;

« Règlement » désigne le *Règlement sur les justes salaires* et les heures de travail établi en application de la Loi;

« contrat » désigne le contrat auquel sont annexées les présentes Conditions de travail;

« adjudicateur » désigne le ministère du gouvernement ou la société d'État avec lequel le contrat a été passé;

« entrepreneur » désigne la personne qui a passé le contrat avec l'adjudicateur;

« directeur régional » le responsable d'un bureau régional du ministère des Ressources humaines et du Développement des compétences ou son représentant désigné;

« inspecteur » s'entend au sens de la partie III du Code canadien du travail;

« Ministre » désigne le ministre du Travail du Canada;

« personnes » désigne les travailleurs employés par l'entrepreneur, le sous-traitant ou toute autre personne exécutant ou s'engageant par contrat à exécuter la totalité ou une partie quelconque des travaux prévus dans le contrat;

**02 (14/05/04) Clause générale de justes salaires**

1. Toutes les personnes employées par l'entrepreneur, le sous-traitant ou toute autre personne exécutant ou s'engageant par contrat à exécuter la totalité ou une partie quelconque des travaux prévus dans le contrat seront payées :

a) des justes salaires tant que dureront les travaux, c'est-à-dire les salaires généralement reconnus comme salaires courants pour les travailleurs qualifiés dans la région où les travaux sont exécutés, selon la nature ou la catégorie du travail auquel ces travailleurs sont respectivement affectés; et

b) dans tous les cas, pas moins que les taux horaires minima fixés par le Programme du travail du ministère des Ressources humaines et du Développement des compétences dans les échelles de justes salaires qui deviennent partie de ce contrat en tant qu'Annexe A de ces Conditions de travail; et

c) pour les contrats concernant les travaux effectués dans la province de Québec, pas moins que les taux de salaires qui sont établis par cette province pour les fins du «Décret de la construction» du Québec.

2. Lorsqu'il n'y a aucun taux prévu dans l'échelle des taux de salaires à l'égard d'un travail d'une nature ou d'une catégorie donnée, l'entrepreneur verse à l'employé un taux de salaire qui n'est pas inférieur à celui établi pour un travail de nature ou de catégorie équivalente.

3. Lorsque pendant la durée du contrat, l'entrepreneur reçoit de l'adjudicateur un avis de modification à l'échelle de salaires, l'entrepreneur rémunère les employés touchés par cette modification à des taux qui ne sont pas inférieurs aux taux modifiés à compter de la journée qui suit la réception par lui, de l'avis.

**03 (01/12/00) Durée du travail**

1. Les heures de travail quotidiennes et hebdomadaires des personnes employées à l'exécution du contrat, notamment les heures au-delà desquelles une personne doit être rétribuée selon le tarif pour heures supplémentaires, soit au moins le juste salaire majoré de 50 pour cent, sont celles fixées et éventuellement modifiées par la législation de la province dans laquelle le travail est effectué.

## R - Attribution des marchés immobiliers

---

2. Les heures de travail quotidiennes ou hebdomadaires mentionnées à l'alinéa 1. peuvent être dépassées conformément à la législation provinciale applicable.

### **04 (01/12/00) Affichage des conditions de travail**

Pour l'information et la protection de toutes les personnes, l'entrepreneur convient d'afficher et de tenir affichés, bien à la vue, à l'endroit où les travaux prévus dans le contrat sont exécutés, ou dans les locaux occupés ou fréquentés par les personnes employées à l'exécution desdits travaux, un exemplaire des présentes Conditions de travail, un exemplaire de l'échelle de justes salaires applicable et toutes modifications subséquentes.

### **05 (01/12/00) L'entrepreneur tient des dossiers pour fins d'inspection**

1. L'entrepreneur convient de tenir les registres et dossiers où sont consignés le nom, l'adresse et la catégorie d'emploi et de travail de tous les travailleurs employés à des travaux exécutés en vertu du contrat, de même que le taux de salaire, le salaire payé et la durée journalière du travail pour chacun de ces travailleurs.
2. L'entrepreneur convient également à faire en sorte que ses registres, ses dossiers et ses locaux soient accessibles en tout temps opportun, pour fins d'inspection par un inspecteur.
3. L'entrepreneur convient en outre de fournir, sur demande, à l'inspecteur et à l'adjudicateur tous les autres renseignements requis pour permettre de constater qu'on a satisfait aux exigences de la Loi, des règlements et du contrat en ce qui concerne les salaires, la durée du travail et les autres conditions de travail.

### **06 (01/12/00) Exigences du ministère avant le versement des sommes dues à l'entrepreneur**

1. L'entrepreneur convient qu'il n'aura droit au paiement d'aucune somme qui autrement devrait lui être versée en vertu du contrat tant qu'il n'aura pas déposé auprès de l'adjudicateur, à l'appui de sa réclamation de paiement, une déclaration sous serment indiquant :
  - a) qu'il a tenu les registres et dossiers requis par les présents règlements,
  - b) qu'il n'y a pas d'arrérages de salaires à l'égard des travaux exécutés en vertu du contrat, et
  - c) qu'à sa connaissance, toutes les conditions du contrat exigées par la Loi et les règlements ont été observées.
2. L'entrepreneur convient en outre que lorsqu'il n'a pas versé un juste salaire à une personne employée en vertu du contrat, l'adjudicateur sera autorisé à retenir de toute somme autrement payable à l'entrepreneur en vertu du contrat la somme requise pour assurer le paiement de justes salaires à tous les employés jusqu'à ce qu'ils aient touché leur juste salaire.

### **07 (01/12/00) Paiement des salaires par l'adjudicateur si l'entrepreneur omet de le faire**

1. L'entrepreneur convient qu'à défaut du paiement par ce dernier d'un juste salaire à un travailleur, l'entrepreneur devra verser au Ministre le montant qu'il a omis de payer.
2. L'entrepreneur convient que s'il omet de se conformer au paragraphe 1, l'adjudicateur paiera au Receveur général, à même les sommes autrement payables à l'entrepreneur, le montant qu'il a omis de payer.

### **08 (01/12/00) Conditions imposées à un sous-traitant**

L'entrepreneur et le sous-traitant conviennent, dans l'adjudication à un sous-traitant de toute partie des travaux prévus par le contrat, d'insérer dans le sous-contrat les conditions relatives aux justes salaires, à la durée du travail et autres conditions de travail indiquées dans le contrat ainsi que les obligations énoncées à l'article 4. L'entrepreneur convient en outre qu'il sera responsable du respect de ces conditions si elles ne sont pas respectées par le sous-traitant.

### **09 (01/12/00) Non-discrimination dans l'embauchage et l'emploi de main-d'oeuvre**

1. L'entrepreneur convient que dans l'embauchage et l'emploi des travailleurs aux fins de l'exécution de tout travail en vertu du contrat, l'entrepreneur ne refusera pas d'employer une personne ou

## R - Attribution des marchés immobiliers

---

d'exercer de quelque façon que ce soit des distinctions injustes à l'endroit d'une personne en raison

- a) de la race, de l'origine nationale ou ethnique, de la couleur, de la religion, de l'âge, du sexe, de l'orientation sexuelle, de l'état matrimonial, de la situation de famille, de l'état de personne graciée ou d'une déficience de la personne;
- b) de la race, de l'origine nationale ou ethnique, de la couleur, de la religion, de l'âge, du sexe, de l'orientation sexuelle, de l'état matrimonial, de la situation de famille, de l'état de personne graciée ou d'une déficience de toute personne ayant un lien avec elle;
- c) du fait que cette personne a porté plainte ou a fourni des renseignements ou parce qu'une plainte a été portée ou des renseignements ont été fournis en son nom relativement à toute prétendue omission de la part de l'entrepreneur de se conformer aux sous-alinéas a) ou b).

---

**R0203D (12/12/03) Justes salaires et heures de travail - Conditions de travail**

A partir du 15/04/04, cette clause est remplacée par R0203D.

---

**R0204D (16/12/05) Conditions d'assurance « E »**

### Conditions générales

- CA 1 Preuve du contrat d'assurance
- CA 2 Gestion des risques
- CA 3 Paiement de franchise
- CA 4 Déclaration et attestation

### Partie I - Exigences générales d'assurance

- EGA 1 Assuré
- EGA 2 Période d'assurance

### Partie II - Assurance de la responsabilité civile des entreprises

- ARC 1 Portée de l'assurance
- ARC 2 Garanties/Dispositions
- ARC 3 Risques additionnels
- ARC 4 Indemnité d'assurance
- ARC 5 Franchise

### Partie III - Assurance des chantiers - Risques d'installation - Tous risques

- AC 1 Portée de l'assurance
- AC 2 Biens assurés
- AC 3 Indemnités d'assurance
- AC 4 Montant d'assurance
- AC 5 Franchise
- AC 6 Subrogation
- AC 7 Exclusion

## R - Attribution des marchés immobiliers

---

### Conditions générales

#### CA 1 (2005-12-16) Preuve du contrat d'assurance

Dans un délai de trente (30) jours après l'acceptation de la soumission de l'entrepreneur, ce dernier, à moins d'avis contraire par écrit de l'agent d'approvisionnement, doit remettre à l'agent d'approvisionnement l'Attestation d'assurance d'un assureur (formulaire PWGSC-TPSGC 357), disponible sur le site Web de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada suivant : <http://www.tpsgc.gc.ca/acquisitions/text/forms/forms-f.html> et, si demandé par l'agent d'approvisionnement, remettre à ce dernier les originaux ou les copies certifiées conformes de tous les contrats d'assurance auxquels l'entrepreneur a souscrit conformément aux Exigences des garanties d'assurance décrites ci-après.

#### CA 2 (1994-10-01) Gestion des risques

Les dispositions des Exigences des garanties d'assurance des présentes n'ont pas pour but de couvrir toutes les obligations de l'entrepreneur en vertu de l'article CG8 des Conditions générales « C » du marché. L'entrepreneur est libre, à condition d'en assumer le coût, de prendre des mesures additionnelles de gestion des risques ou des garanties d'assurance complémentaires qu'il juge nécessaire pour remplir ses obligations conformément à l'article CG8.

#### CA 3 (1994-10-01) Paiement de franchise

L'entrepreneur doit assumer le paiement de toutes sommes d'argent en règlement d'un sinistre, jusqu'à concurrence de la franchise.

#### CA 4 (2005-06-10) Déclaration et attestation

L'entrepreneur a déclaré qu'il détient une assurance de responsabilité civile appropriée qui est en vigueur conformément aux présentes Conditions d'assurance et il a garanti qu'il a vérifié et obtiendra, en temps opportun et dans tous les cas avant le commencement des travaux, l'assurance de biens appropriée conformément aux présentes Conditions d'assurance et qu'en outre il maintiendra en vigueur toutes les polices d'assurance requises conformément aux présentes Conditions d'assurance.

### Exigences de garanties d'assurance

#### Partie I

#### Exigences générales d'assurance (EGA)

##### EGA 1 (2004-12-10) Assuré

Chaque contrat d'assurance doit assurer l'entrepreneur et doit inclure à titre d'assuré additionnel, Sa Majesté la Reine du chef du Canada, représentée par le Ministre des Travaux publics et des Services gouvernementaux.

##### EGA 2 (2005-06-10) Période d'assurance

A moins d'avis contraire par écrit de l'agent d'approvisionnement ou d'indication contraire ailleurs dans les présentes Conditions d'assurance, l'assurance de responsabilité civile exigée dans les présentes doit prendre effet le jour de l'attribution du marché et demeurer en vigueur jusqu'au jour de la délivrance du Certificat définitif d'achèvement de l'ingénieur. L'assurance de biens exigée dans les présentes doit prendre effet avant le début des travaux et demeurer en vigueur jusqu'au jour de la délivrance du Certificat définitif d'achèvement de l'ingénieur.

#### Partie II

#### Assurance de la responsabilité civile des entreprises

##### ARC 1 (1994-10-01) Portée de l'assurance

Le contrat d'assurance doit être établi sur un formulaire similaire à celui connu et désigné dans l'industrie de l'assurance sous l'appellation Assurance de la responsabilité civile des entreprises (base d'événement)-BAC 2100, et doit accorder un montant de garantie d'au moins 2 000 000 \$ (tous dommages confondus) pour des dommages corporels et matériels imputables au même événement ou à une série d'événements



## R - Attribution des marchés immobiliers

---

ayant la même origine. Les frais de justice ou autres déboursés de défense par suite de sinistre ou de réclamation ne viendront pas en déduction du montant de garantie.

### ARC 2 (1994-10-01) Garanties/Dispositions

Le contrat d'assurance doit inclure les garanties/dispositions suivantes sans toutefois nécessairement s'y limiter :

1. La responsabilité découlant de la propriété, de l'existence de l'entretien ou de l'utilisation de lieux par l'entrepreneur et les activités nécessaires ou connexes à l'exécution du présent contrat.
2. L'extension de la garantie « Dommages matériels et/ou privation de jouissance ».
3. L'enlèvement ou l'affaiblissement d'un support soutenant des bâtiments ou terrains, que ce support soit naturel ou non.
4. La responsabilité découlant des appareils de levage et des monte-charge (y compris les escaliers roulants).
5. La responsabilité civile indirecte des entrepreneurs.
6. Les responsabilités contractuelles et assumées en vertu du présent contrat.
7. La responsabilité civile découlant des risques après travaux. En regard de la présente garantie, ainsi que toutes les autres garanties de cette Partie II des présentes Conditions d'assurance, l'assurance doit demeurer en vigueur pendant au moins un (1) an à partir de la date de délivrance du Certificat d'achèvement de l'ingénieur.
8. Responsabilité réciproque - La clause doit être rédigée comme suit :  
« responsabilité réciproque - L'assurance telle que garantie par le présent contrat s'applique à toute demande d'indemnité faite à ou à toute action intentée contre n'importe quel assuré par n'importe quel autre assuré. La garantie d'assurance s'applique de la même façon et dans la même mesure que si un contrat distinct avait été établi à chacun d'eux. L'inclusion de plus d'un assuré n'augmente pas le montant de garantie de l'assureur. »
9. Individualité des intérêts - La clause doit être rédigée comme suit :  
« individualité des intérêts - La présente assurance, sous réserve des montants de garantie, s'applique séparément à chaque assuré de la même façon et dans la même mesure que si un contrat distinct avait été établi à chacun d'eux. L'inclusion de plus d'un assuré n'augmente pas le montant de garantie de l'assureur. »

### ARC 3 (2004-12-10) Risques additionnels

Le contrat d'assurance doit couvrir ou être amendé pour couvrir les risques suivants, si l'entreprise y est soumise :

1. Dynamitage;
2. Battage de pieux et travail par caisson;
3. Reprise en sous-oeuvre;
4. Risques associés aux activités de l'entrepreneur dans un aéroport en service;
5. Contamination par radioactivité par suite de l'utilisation d'isotopes commerciaux;
6. Endommagement à la partie d'un bâtiment existant hors de la portée directe d'un marché de rénovation, d'addition ou d'installation;
7. Risques maritimes liés à la construction de jetés, quais et docks.

### ARC 4 (2004-06-10) Indemnité d'assurance

Toute indemnité en vertu de la présente assurance est versée directement au demandeur.

## R - Attribution des marchés immobiliers

---

### ARC 5 (2002-12-13) Franchise

Le contrat d'assurance doit être établie avec une franchise d'au plus 10 000 \$ par événement quant aux sinistres causés par dommages matériels.

### Part III Assurance des chantiers- Risques d'installation - Tous risques

### AC 1 (1994-10-01) Portée de l'assurance

Le contrat d'assurance doit être établi pour assurer l'entreprise sur une base « tous risques » donnant une couverture d'assurance identique à celle qui est fournie par les formulaires connues et désignées dans l'industrie des assurances sous les noms de l'« Assurance des chantiers - formule globale » ou « Risques d'installation - Tous Risques ».

### AC 2 (1994-10-01) Biens assurés

Les biens assurés doivent comprendre :

1. les travaux, ainsi que tous les biens, équipement et matériaux devant être incorporés à l'entreprise achevée à l'endroit du projet, avant, durant et après leur installation, érection ou construction, y compris les essais;
2. les frais de déblaiement du chantier occasionnés par un sinistre couvert y ayant laissé des débris provenant de biens couverts par la présente assurance, y compris la démolition des biens endommagés, l'enlèvement de la glace et l'assèchement.

### AC 3 (2005-06-10) Indemnités d'assurance

1. Toutes indemnités en vertu du contrat d'assurance doit être payées conformément à l'article CG28 des Conditions générales « C » du contrat.
2. Le contrat d'assurance doit stipuler que toute indemnité en vertu d'icelle doit être payé à Sa Majesté ou selon les directives du Ministre.
3. L'entrepreneur doit faire sans délai toutes choses et exécuter tous documents requis pour le paiement de l'indemnité d'assurance.

### AC 4 (1994-10-01) Montant d'assurance

Le montant de l'assurance doit égaler au moins la somme de la valeur du contrat plus la valeur déclarée (s'il y a lieu) dans les documents du marché de tout le matériel et équipement fourni par Sa Majesté sur le chantier pour être incorporé à l'entreprise achevée et en faire partie.

### AC 5 (2002-12-13) Franchise

La police doit être établie avec une franchise d'au plus 10 000 \$.

### AC 6 (1994-10-01) Subrogation

La clause suivante doit être incluse dans le contrat d'assurance :

« Tous droits de subrogation ou transfert de droits sont par les présentes abandonnées contre toutes les personnes physiques ou morales ayant droit au bénéfice de la présente assurance. »

### AC 7 (1994-10-01) Exclusion

Le contrat d'assurance peut comporter les exclusions normales sous réserve des exceptions suivantes :

1. Peuvent être exclus les frais inhérents à la bonne exécution des travaux, et rendus nécessaires par des défauts dans les matériaux, la main d'oeuvre ou la conception, l'assurance produisant néanmoins ses effets en ce qui concerne les sinistres entraînés par voie de conséquence.

## R - Attribution des marchés immobiliers

---

2. La perte ou les dommages causés par la contamination de matériaux radioactifs, sauf la perte ou les dommages résultant de l'utilisation d'isotopes commerciaux pour la mesure, l'inspection le contrôle de la qualité, la radiographie ou la photographie industriels.
3. La mise en service et l'occupation de l'entreprise, en totalité ou en partie, doivent être permis pour les fins auxquels l'entreprise est destiné à son achèvement.

---

**R0204D (10/06/05) Conditions d'assurance « E »**

A partir du 16/12/05, cette clause est remplacée par R0204D.

---

### Remarques :

**R0205D (16/12/05) Conditions de garantie du contrat «F»**

#### Travaux publics et Services gouvernementaux Canada

CGC1 Obligation de fournir une garantie de contrat  
CGC2 Types et montants acceptables de garanties de contrat

#### **CGC1 (2005-12-16) Obligation de fournir une garantie de contrat**

1. L'entrepreneur doit, à ses propres frais, fournir l'une ou plusieurs des garanties de contrat mentionnées à l'article CGC2.
2. L'entrepreneur doit fournir à l'agent d'approvisionnement la garantie de contrat mentionnée au paragraphe CGC1.1 dans les quatorze (14) jours suivant la date de réception par l'entrepreneur d'un avis lui signifiant l'acceptation de sa soumission par Sa Majesté.

#### **CGC2 (2005-12-16) Types et montants acceptables de garanties de contrat**

1. L'entrepreneur fournit à l'ingénieur conformément à l'article CGC1
  - a) un cautionnement d'exécution et un cautionnement pour le paiement de la main-d'oeuvre et des matériaux, représentant chacun au moins 50 % du montant payable indiqué dans les Articles de convention; ou
  - b) un cautionnement pour le paiement de la main-d'oeuvre et des matériaux, représentant au moins 50 % du montant payable indiqué dans les Articles de convention, et un dépôt de garantie représentant
    - (i) au moins 10 % du montant indiqué dans les Articles de convention, si ce montant n'excède pas 250 000 \$ ; ou
    - (ii) 25 000 \$, plus 5 % de la partie du montant du contrat indiqué dans les Articles de convention qui excède 250 000 \$ ; ou
  - c) un dépôt de garantie représentant le montant prescrit à l'alinéa CGC2.1.b), majoré d'un supplément représentant 10 % du montant du contrat indiqué dans les Articles de convention.
2. Le cautionnement d'exécution et le cautionnement pour le paiement de la main-d'oeuvre et des matériaux mentionnés au paragraphe CGC2.1 doivent être dans une forme approuvée et provenir

## R - Attribution des marchés immobiliers

---

d'une compagnie dont les cautionnements sont acceptés par Sa Majesté et qui est désignée dans les sites Web suivants : <http://www.tpsgc.gc.ca/acquisitions/text/sm/chapter07-f.html#annex7.2> et <http://www.tpsgc.gc.ca/acquisitions/text/sm/chapter07-f.html#annex7.3> (annexes 7.2 et 7.3 respectivement) et [http://www.tbs-sct.gc.ca/pubs\\_pol/dcgpubs/Contracting/contractingpol\\_1\\_f.html](http://www.tbs-sct.gc.ca/pubs_pol/dcgpubs/Contracting/contractingpol_1_f.html) (Compagnies de cautionnement reconnues).

3. Le montant maximum du dépôt de garantie requis en vertu de l'alinéa CGC2.1.c) est de 250 000 \$, quel que soit le montant du contrat indiqué dans les Articles de convention.
4. Le dépôt de garantie mentionné aux alinéas CGC2.1.b) et CGC2.1.c) consiste en
  - a) une lettre de change, une traite bancaire ou un mandat de poste payable à l'ordre du Receveur général du Canada et certifié(e) par une institution financière approuvée ou tirée par une institution financière approuvée sur son propre compte, ou
  - b) des obligations du Gouvernement du Canada ou des obligations garanties inconditionnellement quant au capital et aux intérêts par le Gouvernement du Canada, ou
  - c) une lettre de crédit de soutien irrévocable.
5. Aux fins du paragraphe CGC2.4
  - a) une lettre de change est un ordre inconditionnel donné par écrit par l'entrepreneur à une institution financière agréée et obligeant ladite institution à verser, sur demande et à une certaine date, une certaine somme au Receveur général du Canada ou à l'ordre de ce dernier, et
  - b) si une lettre de change, une traite bancaire ou un mandat de poste est certifié(e) par une institution financière autre qu'une banque à charte, elle/il doit être accompagné(e) d'une lettre ou d'une attestation estampillée confirmant que l'institution financière appartient à au moins l'une des catégories mentionnées à l'alinéa CGC2.5.c),
  - c) une institution financière agréée est
    - (i) une société ou institution membre de l'Association canadienne des paiements,
    - (ii) une société qui accepte les dépôts assurés par la Société d'assurance-dépôts du Canada ou la Régie de l'assurance-dépôts du Québec, et ce, jusqu'au maximum autorisé par la loi,
    - (iii) une société qui accepte les dépôts du public et pour laquelle le remboursement des dépôts est garanti par Sa Majesté au nom d'une province,
    - (iv) une société, une association ou une fédération constituée ou organisée comme caisse de crédit ou société coopérative de crédit, qui se conforme aux exigences d'une caisse de crédit, lesquelles sont décrites de façon plus précise à l'alinéa 137(6)b) de la *Loi de l'impôt sur le revenu*,
    - (v) la Société canadienne des Postes
  - d) Les obligations mentionnées à l'alinéa CGC2.4.b) doivent être
    - (i) payables au porteur; ou
    - (ii) accompagnées d'un document de transfert dûment exécuté à l'ordre du Receveur général du Canada, et dans la forme prescrite par le Règlement concernant les obligations intérieures du Canada; ou
    - (iii) enregistrées quant au capital ou quant au capital et aux intérêts au nom du Receveur général du Canada, conformément au Règlement concernant les obligations intérieures du Canada; et
    - (iv) fournies à leur valeur courante sur le marché à la date du contrat.
  - e) La lettre de crédit de soutien irrévocable mentionnée à l'alinéa CGC2.4.c) doit être

## R - Attribution des marchés immobiliers

---

- (i) quel qu'en soit le nom ou la description, en fonction duquel une institution financière (l'émetteur) agissant conformément aux instructions ou aux demandes d'un client (demandeur), ou en son nom propre, doit verser un paiement au Canada, en tant que bénéficiaire, ou doit accepter et payer les lettres de change émises par le Canada, ou autorise une autre institution financière à effectuer un tel paiement ou à accepter et à payer de telles lettres de change, ou autorise une autre institution financière à négocier, à la suite d'une demande écrite de paiement, à condition que les modalités de la lettre de crédit soient respectées;
- (ii) précise la somme nominale qui peut être retirée;
- (iii) précise sa date d'expiration;
- (iv) prévoit le paiement à vue au Receveur général du Canada à partir de la lettre de change de l'institution financière sur présentation d'une demande écrite de paiement signée par le représentant ministériel autorisé identifié dans la lettre de crédit par son bureau;
- (v) prévoit que plus d'une demande écrite de paiement puisse être présentée à condition que la somme de ces demandes ne dépasse pas la valeur nominale de la lettre de crédit;
- (vi) prévoit son assujettissement aux Règles et usances (usages) uniformes (RUU) relatives aux crédits documentaires, révision de 1993, publication de la CCI n° 500;
- (vii) précise clairement leur nature irrévocable ou qui est jugée irrévocable en vertu de l'article 6 c) des Règles et usances (usages) uniformes (RUU) relatives aux crédits documentaires, révision de 1993, publication de la CCI n° 500; et
- (viii) est émise ou confirmée, dans l'une ou l'autre des langues officielles, par une institution financière qui est membre de l'Association canadienne des paiements et qui est sur le papier en-tête de l'émetteur ou du confirmateur. La mise en page est laissée à la discrétion de l'émetteur ou du confirmateur.

---

**R0205D (14/05/04) Conditions de garantie du contrat «F»**

A partir du 16/12/05, cette clause est remplacée par R0205D.

---

**R0206D (10/12/04) Présentation des soumissions concernant les avis de modification proposée**

**Travaux publics et Services gouvernementaux Canada**

- 01 Présentation des soumissions concernant les avis de modification proposée
- 02 Généralités
- 03 Taux horaires de main-d'oeuvre
- 04 Coûts des matériaux, de l'outillage et de l'équipement
- 05 Provision pour les travaux effectués par les effectifs de l'entrepreneur ou du sous-traitant
- 06 Provision au titre des travaux exécutés par les sous-traitants de l'entrepreneur

**01 (2004-12-10) Présentation des soumissions concernant les avis de modification proposée**

## R - Attribution des marchés immobiliers

---

Si l'ingénieur détermine que le coût des travaux sera modifié en raison d'une modification proposée, l'entrepreneur devra lui présenter une soumission suivant les instructions ci-après.

### 02 (2004-12-10) Généralités

1. Les soumissions relatives aux avis de modifications proposées doivent comprendre une ventilation complète et détaillée des coûts d'outillage, de main-d'oeuvre, de matériaux et de matériels, et doit être appuyée par des soumissions similaires de tout sous-traitant qui est partie à ces modifications.
2. Il appartient à l'entrepreneur de s'assurer que tous les prix des sous-traitants inclus dans le prix qu'il soumet à l'ingénieur sont justes et raisonnables, compte tenu des modalités exprimées dans les présentes.
3. Le nombre d'heures de travail requises pour la modification proposée devra être fondé sur le nombre estimatif d'heures requises pour exécuter les travaux.
4. Ces heures pourront comprendre le temps de travail du contremaître en service, calculé au taux applicable.
5. Le temps attribuable à la manutention des matériaux, les facteurs de productivité et les périodes de repos approuvées devront faire partie du nombre d'heures requises pour la modification envisagée mais ne seront pas compris dans les taux horaires.
6. Les taux de majoration visés dans les articles 5 et 6 ci-après ne doivent pas être compris dans les taux de main-d'oeuvre horaires.
7. Seuls les travaux directement reliés aux modifications pourront faire l'objet d'un crédit pour travaux supprimés.
8. Lorsqu'une modification entraîne la suppression de travaux qui n'ont pas encore été exécutés, l'ingénieur peut rajuster le prix d'un montant égal au coût que l'entrepreneur aurait engagé si les travaux n'avaient pas été supprimés.
9. Les marges mentionnées aux articles 4 et 5 ci-après ne doivent être appliquées à aucun crédit pour travaux supprimés.
10. Dans les cas où le changement consiste à ajouter des éléments aux travaux et à en retrancher, les taux de majoration en pourcentage visés dans les articles 5 et 6 ci-après ne s'appliqueront que lorsque le coût des travaux ajoutés moins le coût des travaux supprimés entraîne une augmentation du montant du contrat. L'indemnité en pourcentage ne s'appliquera qu'à la tranche des coûts des travaux ajoutés en sus du coût des travaux supprimés.
11. Si la modification proposée oblige à modifier la date d'achèvement des travaux prévus au contrat, l'entrepreneur doit déterminer le nouveau coût, le cas échéant, et l'inclure dans la ventilation qu'il présente à l'ingénieur.
12. Les travaux devront respecter les modalités des documents contractuels, sauf indication contraire dans l'Avis de modification proposée, dans l'Ordre de modification ou dans la Directive de chantier signés par l'ingénieur.
13. À l'acceptation de la soumission de l'entrepreneur par l'ingénieur, ce dernier préparera puis émettra un Ordre de modification pertinent.

### 03 (2004-12-10) Taux horaires de main-d'oeuvre

1. Les taux horaires de main-d'oeuvre énumérés dans l'indication de prix de l'entrepreneur seront établis conformément aux conventions collectives s'appliquant sur le chantier et comprendront :
  - a) le taux de salaire de base;
  - b) les rémunérations de vacances;
  - c) les avantages sociaux, soit :
    - (i) les cotisations d'assurance-sociale;

## R - Attribution des marchés immobiliers

---

- (ii) les cotisations de retraite;
  - (iii) les droits d'affiliation syndicale;
  - (iv) les cotisations aux caisses de formation et d'industrie;
  - (v) les autres avantages sociaux applicables, le cas échéant, que l'entrepreneur peut justifier.
- d) les obligations suivantes prévues par la loi, évaluées et payables en vertu de la loi :
- (i) les cotisations d'assurance-emploi;
  - (ii) les cotisations au Régime de pensions du Canada ou au Régime des rentes du Québec;
  - (iii) les cotisations à verser à la Commission de la santé et de la sécurité du travail ou à l'organisme chargé de l'indemnisation des accidents du travail;
  - (iv) les primes d'assurance-responsabilité civile et dommages matériels;
  - (v) les primes d'assurance-santé.
2. Dans le cas de la main-d'oeuvre non syndiquée, tous les taux demandés en paiement devront respecter les modalités des Conditions de travail faisant partie de ce contrat; l'entrepreneur devra fournir des pièces satisfaisantes justifiant les taux effectivement payés.

### **04 (2004-12-10) Coûts des matériaux, de l'outillage et de l'équipement**

Les coûts de toutes les opérations d'achat et de location doivent être calculés d'après le montant réel versé aux fournisseurs par l'entrepreneur ou par le sous-traitant; lesdits éléments de coût doivent comprendre tous les rabais applicables.

### **05 (2004-12-10) Provision pour les travaux effectués par les effectifs de l'entrepreneur ou du sous-traitant**

On ajoutera au prix soumis par l'entrepreneur ou par le sous-traitant un taux de majoration égal à 20 p. 100 du coût de l'ensemble de la main-d'oeuvre, des matériaux, de l'outillage et de l'équipement fournis par l'entrepreneur ou par le sous-traitant et à consacrer au changement projeté, à titre de rémunération intégrale pour :

- a) l'ensemble de la surveillance, de la coordination, de l'administration, des frais généraux, de la marge bénéficiaire et du risque que comporte la réalisation des travaux dans le respect du budget stipulé; et
- b) les suppléments de coûts divers se rapportant :
  - (i) à l'achat ou à la location des matériaux, de l'outillage et de l'équipement;
  - (ii) à l'achat de petits outils et de petites fournitures;
  - (iii) aux mesures de sécurité et de protection;
  - (iv) aux permis, aux cautions, aux assurances, aux études techniques, aux dessins de l'ouvrage bâti, à la mise en service et au bureau de chantier.

### **06 (2004-12-10) Provision au titre des travaux exécutés par les sous-traitants de l'entrepreneur**

On ajoutera, au prix soumis par l'entrepreneur, un taux de majoration égal à 15 p. 100 du total de tous les prix soumis par ses sous-traitants, à titre de rémunération intégrale pour :

- a) l'ensemble de la surveillance, de la coordination, de l'administration, des frais généraux, de la marge bénéficiaire et du risque que comporte l'exécution des travaux dans le respect du budget stipulé; et
- b) les frais divers se rapportant :

## R - Attribution des marchés immobiliers

---

- (i) aux mesures de sécurité et de protection;
  - (ii) aux permis, cautions et assurances, aux études techniques, aux dessins de l'ouvrage bâti, à la mise en service et au bureau de chantier.
- 

---

**R0206D (14/05/04) Présentation des soumissions concernant les avis de modification proposée**

A partir du 10/12/04, cette clause est remplacée par R0206D.

---

---

**R0207D (13/12/02) Règlement des différends - Conditions «G»**

**Travaux publics et Services gouvernementaux Canada**

- RD 1 Interprétation
- RD 2 Consultation et collaboration
- RD 3 Pouvoirs de l'ingénieur
- RD 4 Négociation
- RD 5 Médiation
- RD 6 Arbitrage exécutoire
- RD 7 Différends non soumis à l'arbitrage
- RD 8 Confidentialité
- RD 9 Règlement

**RD 1 (13/12/02) Interprétation**

- 1.1 Dans les présentes conditions et dans les règles en annexe, on entend par « question arbitrale de droit » une question de droit qui :
  - 1.1.1 peut être tranchée par arbitrage en vertu des lois du Canada;
  - 1.1.2 ne consiste pas à interpréter ni à appliquer le droit public du Canada, notamment, sans nécessairement s'y limiter, les questions de droit constitutionnel, administratif, pénal ou fiscal;
- 1.3 porte sur :
  - 1.1.3.1 la formation, la validité, l'interprétation, l'application ou l'exécution du contrat;
  - 1.1.3.2 l'exécution, la rupture, la résiliation ou toute autre affectation du contrat;
  - 1.1.3.3 les droits, fonctions, obligations ou recours des parties en vertu du contrat;
  - 1.1.3.4 toute autre question de droit privé qui peut surgir entre les parties en ce qui a trait à l'exécution du contrat.

On entend par «différend » les conflits se rapportant à toute question définie par l'entrepreneur dans l'avis soumis à l'ingénieur conformément à la clause RD 3.2, y compris les affirmations de l'entrepreneur au titre de ce différend et toutes les contre-affirmations de l'État, sans tenir compte des demandes adressées par l'une ou l'autre des parties pour ce qui est des dommages-intérêts punitifs ou exemplaires, des blessures, des décès ou toute affirmation reposant sur une allégation de diffamation ou sur une déclaration malveillante.



## R - Attribution des marchés immobiliers

---

On entend par «jour ouvrable » une journée distincte d'un samedi, d'un dimanche ou d'un jour férié observée par le secteur du bâtiment dans la région où se déroulent les travaux.

- 1.2 Les procédures de règlement extrajudiciaire des différends exprimées dans les Conditions «G» pour le règlement des différends ne s'appliquent pas aux demandes d'indemnités présentées par l'État contre l'entrepreneur, sauf dans les contre-demands d'indemnités au titre des différends répondant à la définition de la clause RD 1 INTERPRÉTATION, y compris, sans limitation, les demandes de compensation se rapportant à toute somme à verser à l'État en vertu de la CG 37.

### **RD 2 (13/12/02) Consultation et collaboration**

- 2.1 Les parties s'entendent pour assurer une communication ouverte et honnête pendant toute la durée de l'exécution du contrat.
- 2.2 Les parties s'entendent pour se consulter et collaborer dans l'exécution des travaux et la résolution des problèmes ou des différends qui pourraient se produire.

### **RD 3 (13/12/02) Pouvoirs de l'ingénieur**

- 3.1 Tous les différends surgissant entre les parties au contrat, de quelque nature que ce soit ou relativement au contrat, qui pourraient donner lieu à une demande d'indemnités de l'entrepreneur contre l'État et qui ne sont pas réglés par consultation et collaboration selon les modalités de la clause RD 2 (CONSULTATION ET COLLABORATION) seront résolus en premier lieu par l'ingénieur, dont la décision ou la directive écrite sera finale et exécutoire, uniquement sous réserve des dispositions des Conditions «G» pour le règlement des différends. Ces décisions ou directives écrites comprennent notamment les décisions ou directives rendues par écrit par l'ingénieur en vertu des dispositions des Conditions générales.
- 3.2 On considérera que l'entrepreneur a accepté la décision ou la directive de l'ingénieur visée à la clause RD 3.1 et qu'il a exonéré expressément l'État de toute demande d'indemnités à l'égard de la question visée dans cette décision ou directive sauf s'il soumet à l'ingénieur, dans le délai de quinze (15) jours ouvrables suivant la réception de cette décision ou de cette directive, un avis écrit de différend demandant une négociation formelle en vertu de la clause RD 4 (NÉGOCIATION). Cet avis, qui devra se rapporter expressément à la clause RD 4 (NÉGOCIATION), devra préciser les questions en litige et les dispositions pertinentes du contrat.
- 3.3 Ce n'est pas parce qu'il donne un avis écrit conformément à la clause RD 3.2 que l'entrepreneur sera dégagé pour autant de son obligation de respecter la décision ou la directive faisant l'objet du différend. Toutefois, ce n'est pas parce que l'entrepreneur s'y conforme qu'on considérera qu'il admet que cette décision ou cette directive est correcte.
- 3.4 Si un différend n'est pas réglé rapidement, l'ingénieur devra donner les instructions nécessaires, à son avis, à la bonne exécution des travaux et pour prévenir les retards en attendant le règlement de la question. Sauf si le ministre résilie le contrat, ordonne à l'entrepreneur de suspendre les travaux ou les reprend en charge, ce dernier devra continuer d'exécuter lesdits travaux conformément aux dispositions et aux exigences du contrat, ainsi qu'aux instructions de l'ingénieur. L'exécution des travaux ne portera pas atteinte aux demandes d'indemnités de l'entrepreneur.
- 3.5 Nulle disposition des Conditions «G» pour le règlement des différends n'aura pour effet de dégager l'entrepreneur de son obligation de donner tout autre avis exigé par le contrat dans le délai qui y est précisé, notamment tous les avis prévus dans la CG 35.

### **RD 4 (13/12/02) Négociation**

- 4.1 Dans le délai de dix (10) jours ouvrables suivant la réception, par l'ingénieur, d'un avis visé à la clause RD 3.2 ou dans tout autre délai pouvant être convenu de gré à gré, les parties devront entreprendre des négociations formelles afin de résoudre leur différend. Initialement, les négociations se dérouleront entre les représentants de l'entrepreneur et de l'État qui jouent un rôle de surveillance directe dans l'exécution, l'administration ou la gestion du contrat.
- 4.2 Si les représentants visés à la clause RD 4.1 ne peuvent pas résoudre une partie ou la totalité des questions faisant l'objet des négociations dans un délai de dix (10) jours ouvrables, les parties devront, pour les autres questions en litige, faire appel à un deuxième niveau de négociation entre un ou des dirigeants de l'entrepreneur et un ou des cadres supérieurs représentant l'État.

## R - Attribution des marchés immobiliers

---

- 4.3 Si les négociations ne permettent pas de résoudre le différend dans le délai de trente (30) jours ouvrables suivant la date de signification de l'avis dont il est question à la clause RD 3.2, ou dans le délai prolongé avec l'accord des parties, l'entrepreneur pourra, en signifiant un avis par écrit à l'ingénieur conformément à la CG 11, dans le délai de dix (10) jours ouvrables suivant la fin de cette durée, demander qu'un médiateur intervienne pour aider les parties à s'entendre sur les questions non résolues.
- 4.4 Si l'entrepreneur ne demande pas la médiation dans le délai autorisé à la clause RD 4.3, on considérera qu'il a accepté la décision ou la directive de l'ingénieur en vertu de la clause RD 3.1 et qu'il aura exonéré expressément le Canada de toute demande d'indemnités à l'égard de la question faisant l'objet de cette décision ou directive.

### **RD 5 (13/12/02) Médiation**

- 5.1 Si l'entrepreneur demande qu'un médiateur intervienne conformément à la clause RD 4.3, ce médiateur devra exercer ses fonctions conformément à la version la plus récente des règles de médiation des différends dans les contrats de construction de Travaux publics et services gouvernementaux Canada. Cette version est reproduite ci-joint sous la rubrique Règlement des différends - Règles sur la médiation (contrat de construction).
- 5.2 Si on ne l'a pas déjà fait pour l'application du contrat, on devra nommer un médiateur de projet conformément aux Règlement des différends - Règles sur la médiation (contrat de construction) aussitôt après avoir signifié un avis de demande de médiation conformément à la clause RD 4.3.
- 5.3 Si le différend n'est pas résolu
- 5.3.1 dans les dix (10) jours ouvrables suivant la nomination d'un médiateur de projet conformément à la clause RD 5.2, dans les cas où ce médiateur n'a pas été nommé auparavant, ou
- 5.3.2 dans le délai de dix (10) jours ouvrables suivant la réception, par le représentant du ministère, d'un avis écrit conformément à la clause RD 4.3, si un médiateur de projet a été nommé auparavant, ou
- 5.3.3 dans tout autre délai prolongé avec l'accord des parties,
- le médiateur de projet devra mettre fin à la médiation, en signifiant par un écrit un avis aux parties pour leur faire connaître la date d'effet de la cessation de la médiation.

### **RD 6 (13/12/02) Arbitrage exécutoire**

- 6.1 Si on met fin à la médiation du différend conformément aux dispositions de la clause RD 5, et que
- 6.1.1 on y met fin avant la date applicable indiquée à la clause RD 6.4, et que
- 6.1.2 les questions faisant l'objet du différend portent sur des problèmes de fait ou sur des questions arbitrales de droit, ou sur des problèmes de fait et des questions arbitrales de droit à la fois,
- l'une ou l'autre des deux parties pourra, en donnant par écrit un avis à l'autre conformément à la CG 11, exiger que le différend soit résolu par arbitrage exécutoire conformément à la clause RD 6 (ARBITRAGE EXÉCUTOIRE).
- 6.2 Les avis faisant l'objet de la clause RD 6.1 seront signifiés dans le délai de dix (10) jours ouvrables suivant la date de la fin de la médiation en vertu de la clause RD 5 (MÉDIATION). S'il est livré en mains propres, l'avis signifié à l'entrepreneur lui sera transmis s'il exerce ses activités à titre d'entreprise individuelle; il sera signifié à un de ses dirigeants s'il est constitué en société de personnes ou par actions.
- 6.3 Si aucun avis n'est signifié dans le délai indiqué à la clause RD 6.2 ou que les conditions exprimées dans les clauses RD 6.1.1 et RD 6.1.2 ne sont pas respectées, les dispositions en matière d'arbitrage définies dans la clause RD 6 (ARBITRAGE EXÉCUTOIRE) ne s'appliqueront pas au différend.
- 6.4 Sauf convention contraire, l'arbitrage du différend sera reporté jusqu'à la première des trois dates suivantes :

## R - Attribution des marchés immobiliers

---

- 6.4.1 la date d'établissement du certificat provisoire d'achèvement en vertu de la CG 44.2;
- 6.4.2 la date à laquelle l'État reprend en charge les travaux confiés à l'entrepreneur; ou
- 6.4.3 la date de la résiliation du contrat,

et ces différends seront regroupés avec tous les autres pour faire l'objet d'un seul et même arbitrage.

- 6.5 Les procédures arbitrales en vertu de la clause RD 6 (ARBITRAGE EXÉCUTOIRE) seront régies et exécutées conformément à la *Loi sur l'arbitrage commercial*, S.R.C. 1985, ch. 17 (2<sup>e</sup> supplément) de même qu'aux dispositions des règles d'arbitrage des différends dans les contrats de construction de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada, reproduites ci-joint sous la rubrique Règlements des différends - Règles sur l'arbitrage (contrat de construction).
- 6.6 Pour le calcul du temps en vertu des Règles sur l'arbitrage visées à la clause RD 6.5, les procédures d'arbitrage commenceront à la date applicable indiquée à la clause RD 6.4.
- 6.7 Sans égard à toute autre disposition exprimée dans la clause RD 6 (ARBITRAGE EXÉCUTOIRE), les clauses d'arbitrage de la CG 8.6 ne s'appliqueront que si le montant global de toutes les demandes d'indemnités de l'entrepreneur à soumettre à l'arbitrage à la date applicable indiquée à la clause RD 6.4 est inférieur à 25000\$.

### **RD 7 (13/12/02) Différends non soumis à l'arbitrage**

- 7.1 Dans les cas où les modalités d'arbitrage de la clause RD 6 (ARBITRAGE EXÉCUTOIRE) ne s'appliquent pas à un différend en raison des clauses RD 6.3 ou RD 6.7, l'une ou l'autre des deux parties pourra tenter une action ou des procédures en justice si elle le juge adéquat, notamment, sans limiter la portée de ce qui précède, l'ensemble des actions en justice dont elle aurait pu immédiatement se prévaloir, n'eût été les dispositions de ces conditions sur le règlement des différends. Sous réserve des dispositions de la clause RD 7.2, l'entrepreneur devra entamer toutes les actions ou procédures en justice au plus tard trois mois civils suivant la date à laquelle le certificat définitif d'achèvement est établi en vertu de la CG 44.1
- 7.2 Toutes les actions ou procédures en justice découlant d'une directive donnée en vertu de la CG 32 seront entamées par l'entrepreneur au plus tard trois (3) mois civils après l'expiration de la garantie ou du délai correspondant à cette garantie.

### **RD 8 (13/12/02) Confidentialité**

- 8.1 Sauf exigence contraire de la loi, tous les renseignements échangés dans le cadre des procédures de règlement extrajudiciaire des différends, par quelque moyen que ce soit, le seront sans préjudice et feront l'objet d'une discrétion absolue de la part des parties et de leurs représentants. Toutefois, la preuve qui est admissible ou communicable indépendamment ne devra pas être rendue inadmissible ou incommunicable parce qu'elle a été utilisée pendant un processus de règlement extrajudiciaire des différends.

### **RD 9 (13/12/02) Règlement**

- 9.1 Tout accord de règlement de la totalité ou d'une partie d'un différend, par quelque moyen que ce soit, devra être constaté par écrit et être signé par les parties ou par leurs représentants agréés.

---

### **R0208D (13/12/02) Règlement des différends - règles sur la médiation**

#### **Travaux publics et Services gouvernementaux Canada**

- RM 1 Interprétation
- RM 2 Application
- RM 3 Communications
- RM 4 Nomination du médiateur de projet

## R - Attribution des marchés immobiliers

---

- RM 5 Confidentialité
- RM 6 Date, heure et lieu de la médiation
- RM 7 Représentation
- RM 8 Procédure
- RM 9 Arrangement à l'amiable
- RM 10 Clôture de la médiation
- RM 11 Frais
- RM 12 Procédure ultérieure

### **RM 1 (13/12/02) Interprétation**

- 1.1 Les termes définis dans le contrat et utilisés dans les présentes règles ont le sens que leur attribue le contrat.
- 1.2 « coordonnateur de règlement des différends » ou « coordonnateur », indique le Directeur, Conseil de règlement des différends contractuels, Travaux publics et Services gouvernementaux Canada, Place du Portage, Phase III, 7A1, 11 rue Laurier, Hull (Québec) K1A 0S5.

### **RM 2 (13/12/02) Application**

- 2.1 Les présentes règles s'appliquent à la médiation menée conformément au contrat. D'un commun accord, les parties peuvent les modifier ou en ajouter d'autres.

### **RM 3 (13/12/02) Communications**

- 3.1 Les communications écrites prévues par les présentes règles sont données de la même façon que les avis écrits donnés conformément au contrat.

### **RM 4 (13/12/02) Nomination du médiateur de projet**

- 4.1 D'un commun accord, les parties peuvent, en tout temps après l'entrée en vigueur du contrat, nommer un médiateur (le « médiateur de projet») pour mener des négociations par voie de médiation conformément aux présentes, à l'égard de tout différend pouvant découler de l'interprétation, de l'application ou de l'administration du contrat. Dans un tel cas, elles concluent un contrat avec le médiateur de projet nommé, lequel est rédigé par le coordonnateur de règlement des différends et convenu par les parties.
- 4.2 Si les parties ne nomment pas un médiateur de projet conformément à la RM 4.1, elles en nomment un dans les dix-sept (17) jours ouvrables suivant la réception d'un avis écrit de l'entrepreneur, conformément à la RD 4.3 Règlement des différends, Conditions «G», demandant la tenue d'une négociation par voie de médiation conformément aux présentes règles afin d'aider les parties à s'entendre sur les questions encore en litige. Le contrat conclu avec le médiateur de projet nommé satisfait aux exigences énoncées pour le contrat visé à la RM 4.1.
- 4.3 Dans les cas où la médiation est demandée par l'entrepreneur conformément aux modalités du contrat, si les parties ont déjà conclu un contrat avec un médiateur de projet, elles envoient au médiateur de projet et au coordonnateur dans un délai de deux (2) jours.
  - 4.3.1 une copie de l'avis écrit du différend demandant la négociation formelle en vertu du contrat; et
  - 4.3.2 une copie de la position de l'ingénieur à l'égard de l'avis, des questions encore en litige et des références pertinentes au contrat; et
  - 4.3.3 une copie de la demande écrite de médiation de l'entrepreneur exigée par le contrat.
- 4.4 Si les parties n'ont pas convenu d'un médiateur de projet, elles remettent au coordonnateur les documents visés aux sous-alinéas 4.3.1, 4.3.2 et 4.3.3 de la RM 4.3 ainsi qu'une demande d'aide de nomination d'un médiateur de projet acceptable par les deux parties, conformément aux présentes règles.
- 4.5 Dans les cinq (5) jours ouvrables suivant la réception de la demande et des documents visés à la RM 4.4, le coordonnateur remet aux parties une liste de médiateurs qualifiés du secteur privé, liste obtenue d'une entité indépendante et impartiale, ainsi que des instructions leur demandant de choisir et de classer, individuellement et confidentiellement, les médiateurs qui ont leur préférence

## R - Attribution des marchés immobiliers

---

et qu'elles jugent entièrement acceptables, par ordre décroissant. Chaque médiateur est impartial et indépendant des parties, et est un médiateur commercial d'expérience et compétent, connaissant de préférence l'objet du différend.

- 4.6 Dans les dix (10) jours ouvrables suivant la réception de la liste visée à la RM 4.5, chaque partie se conforme aux instructions accompagnant la liste et remet sa réponse au coordonnateur.
- 4.7 Dans les deux (2) jours ouvrables suivant la réception des réponses, le coordonnateur sélectionne le médiateur nommé par les deux parties qui est le plus haut sur la liste, à titre de médiateur de projet aux fins du contrat.
- 4.8 En cas d'égalité, le coordonnateur consulte les deux parties afin qu'elles réévaluent leur choix pour l'aider à sélectionner le médiateur de projet acceptable par elles deux. Si les parties ne peuvent s'entendre, le coordonnateur leur remet une deuxième liste de médiateurs, et la procédure est reprise.
- 4.9 Si les parties n'ont pas conclu un contrat avec un médiateur de projet acceptable par elles deux, le coordonnateur fait son possible pour négocier en leur nom un contrat avec un médiateur de projet acceptable par les deux, contrat qui incorpore les articles des présentes règles ou s'y conforme. Si les négociations échouent ou si, pour une autre raison, la personne ne veut ou ne peut conclure un contrat à titre de médiateur de projet, le coordonnateur répète le même processus avec le deuxième médiateur.
- 4.10 Si les négociations visées à la RM 4.9 aboutissent, les parties conviennent de conclure un contrat avec le médiateur de projet choisi, lequel est rédigé par le coordonnateur et convenu par les parties.
- 4.11 À la signature du contrat avec le médiateur de projet visé à la RM 4.10, le coordonnateur remet à ce dernier des exemplaires des documents visés à la RM 4.3.

### **RM 5 (13/12/02) Confidentialité**

- 5.1 Sous réserve de la RM 5.2 et sauf entente contraire écrite des parties, le médiateur de projet, les parties et leurs conseillers juridiques ou représentants protègent la confidentialité de toutes les questions et de tous les documents communiqués pendant la médiation sauf si leur communication est nécessaire à la mise en oeuvre de toute entente conclue ou est exigée par la loi.
- 5.2 Toute preuve admissible ou communicable en soi dans une procédure arbitrale ou judiciaire ne peut être rendue non admissible ou non communicable par son utilisation dans la procédure de médiation.
- 5.3 Aucune des parties ne peut faire une transcription, dresser un procès-verbal ou documenter autrement une conférence de médiation.
- 5.4 Les notes personnelles et les avis écrits du médiateur de projet consignés relativement à la médiation sont sa propriété et sous son contrôle exclusifs, ils sont confidentiels et ne peuvent être utilisés dans aucune procédure ultérieure entre les parties ou, s'ils sont contraires à l'intérêt de la partie intéressée, sans l'autorisation écrite expresse de celle-ci.
- 5.5 Tous les renseignements échangés pendant la procédure de médiation, par quelque moyen que ce soit, le sont sous toute réserve et sont considérés comme confidentiels par les parties et leurs représentants, sauf disposition contraire de la loi.

### **RM 6 (13/12/02) Date, heure et lieu de la médiation**

- 6.1 Le médiateur de projet, de concert avec les parties, fixe les dates, heures et lieux des conférences de médiation le plus tôt possible, soucieux du fait que, sous réserve d'entente contraire des parties, il n'a que dix (10) jours ouvrables pour tenter de régler le différend.

### **RM 7 (13/12/02) Représentation**

- 7.1 À la conférence de médiation, les représentants des parties peuvent être accompagnés d'un conseiller juridique ou de toute autre personne.

## R - Attribution des marchés immobiliers

---

7.2 Si le médiateur de projet est un avocat, il ne peut offrir de conseils juridiques à une partie pendant la conférence de médiation, mais il peut lui recommander de consulter un avocat indépendant avant de finaliser un arrangement à l'amiable.

### **RM 8 (13/12/02) Procédure**

8.1 Les parties conviennent d'échanger tous les faits, renseignements et documents sur lesquels elles ont l'intention de fonder leur présentation orale ou écrite, pendant la période de négociation par voie de médiation. Cet échange se fait au plus tard deux (2) jours ouvrables avant la conférence de médiation.

8.2 Le médiateur de projet est libre de rencontrer les parties individuellement, pendant la conférence de médiation, s'il estime que cela peut accroître les chances d'un règlement par voie de médiation, et l'une ou l'autre des parties peut demander à le rencontrer individuellement en tout temps.

8.3 Les parties peuvent s'entendre pour prolonger la période de dix (10) jours disponibles pour régler le différend par voie de médiation, et le médiateur de projet consigne cette entente par écrit.

### **RM 9 (13/12/02) Arrangement à l'amiable**

9.1 Les parties conçoivent par écrit tout arrangement à l'amiable conclu, avec suffisamment de détails pour que l'on comprenne clairement

9.1.1 les questions réglées,

9.1.2 les obligations assumées par chaque partie, notamment les critères visant à déterminer si et quand ces obligations ont été exécutées,

9.1.3 les conséquences de l'omission d'observer l'arrangement conclu.

9.2 Les parties conviennent d'exécuter l'arrangement à l'amiable le plus tôt possible et, quoi qu'il en soit, dans les délais prévus par l'arrangement.

### **RM 10 (13/12/02) Clôture de la médiation**

10.1 L'une des parties peut se retirer de la médiation en tout temps, sans raison, et le médiateur de projet remet alors à chacune un avis écrit mettant fin à la négociation par voie de médiation et indiquant la date d'effet de la clôture de la médiation.

10.2 Si, de l'avis du médiateur de projet, l'une des parties n'agit pas de bonne foi ou n'observe pas les conditions des présentes règles, ou s'il estime, durant la négociation par voie de médiation, que la poursuite des négociations ne permettra pas de résoudre les questions encore en litige, il peut mettre fin à la négociation en remettant aux parties un avis écrit de clôture, y indiquant ses motifs et la date d'effet de la clôture de la médiation.

10.3 Si un différend n'est pas réglé dans les dix (10) jours prévus à la clause DR 5.3 du Règlement des différends, Conditions «G» ou une période plus longue convenue par les parties, le médiateur de projet met fin à la médiation en remettant aux parties un avis écrit indiquant la date d'effet de la clôture de la médiation.

### **RM 11 (13/12/02) Frais**

11.1 Les parties conviennent d'assumer chacune les frais de leurs propres représentants et conseillers, y compris leurs frais de déplacement et de séjour. Les honoraires et les dépenses du médiateur de projet ainsi que tous les frais généraux liés à la médiation, comme les frais de location de salles de réunion, sont assumés à parts égales entre les parties.

### **RM 12 (13/12/02) Procédure ultérieure**

12.1 Les parties ne peuvent invoquer ou produire en preuve, dans une procédure arbitrale ou judiciaire, que cette procédure soit liée ou non à l'objet de la médiation,

12.1.1 un document de l'autre partie qui ne peut par ailleurs être produit dans cette procédure,

## R - Attribution des marchés immobiliers

---

- 12.1.2 des opinions exprimées ou des suggestions faites par une partie à l'égard du règlement possible des questions,
  - 12.1.3 un aveu fait par une partie, pendant la médiation, sauf précision contraire de la partie ayant fait l'aveu,
  - 12.1.4 le fait qu'une partie a indiqué sa volonté de faire ou d'accepter une proposition ou une recommandation de règlement.
- 12.2 Le médiateur de projet ne peut représenter une des parties ni témoigner pour celle-ci, dans une enquête, action ou procédure ultérieure relative aux questions faisant l'objet de la médiation.
- 12.3 Le médiateur de projet ne peut être assigné pour témoigner relativement
- 12.3.1 à son rôle dans la médiation,
  - 12.3.2 aux questions en litige dans la médiation,
- dans une enquête, action ou procédure ultérieure, et les parties conviennent de s'opposer vigoureusement à l'assignation du médiateur.
- 

### **R0209D (13/12/02) Règlement des différends - règles sur l'arbitrage**

#### **Travaux publics et Services gouvernementaux Canada**

- RA 1 Interprétation
- RA 2 Tribunal arbitral
- RA 3 Application
- RA 4 Engagement de la procédure
- RA 5 Constitution du tribunal
- RA 6 Rencontre préliminaire
- RA 7 Communications
- RA 8 Représentation
- RA 9 Règles de procédure
- RA 10 Lieu de l'arbitrage
- RA 11 Délais
- RA 12 Demande et déefense
- RA 13 Autres déclarations écrites
- RA 14 Exposé conjoint des faits
- RA 15 Preuve
- RA 16 Audiences
- RA 17 Défaut
- RA 18 Sentence arbitrale

#### **RA 1 (13/12/02) Interprétation**

- 1.1 Les termes définis dans le contrat et utilisés dans les présentes règles ont le sens que leur attribue le contrat.
- 1.2 Dans les présentes règles, on entend par:
  - «requérant»: l'entrepreneur;
  - «coordonnateur de règlement des différends» ou «coordonnateur» indique le Directeur, Conseil de règlement des différends contractuels, Travaux publics et Services gouvernementaux Canada, Place du Portage, Phase III, 7A1, 11 rue Laurier, Hull (Québec), K1A 0S5;
  - «Défenseur»: l'État

#### **RA 2 (13/12/02) Tribunal arbitral**

## R - Attribution des marchés immobiliers

---

2.1 Sous réserve des présentes règles et sauf entente contraire des parties, le tribunal arbitral se compose d'un arbitre unique («le tribunal»), nommé conformément aux présentes règles.

### RA 3 (13/12/02) Application

3.1 Les présentes règles s'appliquent à l'arbitrage mené conformément au contrat. D'un commun accord, les parties peuvent les modifier ou en ajouter d'autres.

3.2 La portée de la procédure d'arbitrage se limite au règlement du différend soumis à l'arbitrage.

3.3 Le différend est réglé conformément aux présentes règles, que le règlement exige ou non la détermination d'une question de droit, dans la mesure où celle-ci est une question de droit soumise à l'arbitrage au sens du contrat.

3.4 La procédure arbitrale est régie conformément à la *Loi sur l'arbitrage commercial*, L.R.C. (1985), ch.17 (2<sup>e</sup> suppl.) (le Code), et aux dispositions des présentes règles, et sous réserve uniquement des dispositions de la *Loi sur l'arbitrage commercial*, les parties conviennent que la décision et la sentence du tribunal sont finales et lient les deux parties.

3.5 Le tribunal ne peut trancher le différend *ex aequo et bono* ou à titre d'amiable compositeur.

3.6 Le tribunal se prononce conformément aux modalités du contrat et tient compte des règles de l'art applicables à la transaction.

3.7 Les frais du tribunal et de l'arbitrage sont assumés à parts égales par les parties, et chacune supporte ses propres frais.

### RA 4 (13/12/02) Engagement de la procédure

4.1 L'une ou l'autre des parties peut soumettre un différend à l'arbitrage exécutoire dans la mesure prévue par le contrat, en remettant un avis écrit à l'autre partie, conformément au contrat.

4.2 L'avis visé à la RA 4.1 contient les renseignements suivants:

4.2.1 une description sommaire du contrat

4.2.2 un énoncé des questions en litige

4.2.3 une demande de renvoi du différend à l'arbitrage exécutoire

4.3 Un exemplaire de l'avis visé à la RA 4.1 est remis en même temps au coordonnateur du règlement des différends (le «coordonnateur») et à l'autre partie.

4.4 À moins d'avis contraire, l'arbitrage est en suspens et est regroupé avec tous les autres différends comparables en une seule session d'arbitrage selon les termes du contrat.

### RA 5 (13/12/02) Constitution du tribunal

5.1 Dans les dix (10) jours ouvrables suivant la réception des documents visés à la clause DR6.6, le coordonnateur remet aux parties une liste d'arbitres qualifiés du secteur privé, obtenue d'une entité indépendante et impartiale, ainsi que des instructions leur demandant de choisir et de classer, individuellement et confidentiellement, les arbitres qui ont leur préférence et qu'elles jugent entièrement acceptables, par ordre décroissant.

5.2 Dans les dix (10) jours ouvrables suivant la réception de la liste visée à la DR 5.1, chaque partie se conforme aux instructions accompagnant la liste et remet sa réponse au coordonnateur.

5.3 Dans les deux (2) jours ouvrables suivant la réception des réponses, le coordonnateur sélectionne l'arbitre nommé par les deux parties qui est le plus haut sur la liste, à titre de tribunal aux fins de l'arbitrage.

5.4 En cas d'égalité, le coordonnateur consulte les deux parties afin qu'elles réévaluent leur choix pour l'aider à sélectionner l'arbitre acceptable par elles deux. Si les parties ne peuvent s'entendre, le coordonnateur leur remet une deuxième liste d'arbitres, et la procédure est reprise.



## R - Attribution des marchés immobiliers

---

- 5.5 Si, après la reprise de la procédure, le coordonnateur ne sélectionne pas encore un arbitre unique acceptable par les deux parties, le tribunal sera constitué de trois (3) arbitres, un nommé par chaque partie et le troisième, par ces deux (2) arbitres.
- 5.6 Quoi qu'il en soit, le tribunal est constitué d'une ou de plusieurs personnes ayant de l'expérience de la question faisant l'objet du différend et qui sont indépendantes des parties. Notamment, il n'a aucun lien de dépendance avec les deux parties et n'est pas composé de membres d'une société, d'un cabinet ou d'un organisme qui conseille l'une des deux parties, ni d'une personne (ou de personnes) dont les services sont retenus par ailleurs de façon régulière par les parties.
- 5.7 Les parties conviennent de conclure un contrat avec le tribunal choisi, lequel est rédigé par le coordonnateur et convenu par les parties.
- 5.8 Les parties conviennent d'assumer chacune leurs propres frais. Les honoraires et les dépenses raisonnables du tribunal ainsi que les dépenses raisonnables liées à la tenue de l'arbitrage sont assumées à parts égales par les parties.

### **RA 6 (13/12/02) Rencontre préliminaire**

- 6.1 Sauf entente contraire des parties à l'arbitrage et du tribunal, les parties rencontrent le tribunal dans les dix (10) jours ouvrables suivant la constitution du tribunal, aux fins suivantes:
- 6.1.1 fixer le lieu de la procédure et les dispositions à prendre par les parties;
  - 6.1.2 confirmer les adresses de remise des communications écrites à chaque partie et au tribunal;
  - 6.1.3 présenter au tribunal les questions soumises à l'arbitrage;
  - 6.1.4 estimer la durée de l'audience et le nombre de témoins probables;
  - 6.1.5 déterminer la nécessité d'un enregistrement sténographique ou autre de la procédure, ou la nécessité d'assurer des services particuliers, comme l'interprétation, la traduction ou des mesures de sécurité;
  - 6.1.6 déterminer toute autre question pertinente pour la tenue de l'arbitrage.

### **RA 7 (13/12/02) Communications**

- 7.1 Sous réserve de la RA 7.2, le tribunal ne peut communiquer avec une partie impliquée dans le différend sauf en présence de l'autre partie.
- 7.2 Malgré la RA 7.1, le tribunal peut communiquer séparément avec les parties afin d'établir les procédures ou de fixer l'heure d'une rencontre; il ne peut y avoir exception à cette règle générale qu'avec le consentement écrit de toutes les parties.
- 7.3 Si le tribunal envoie une communication écrite à une partie, il en envoie un exemplaire à l'autre partie.
- 7.4 Si une partie envoie une communication écrite au tribunal, elle en envoie un exemplaire à l'autre partie.
- 7.5 Toute communication devant ou pouvant être donnée au tribunal ou à l'une des parties l'est par écrit et est considérée comme donnée si elle est envoyée par télécopieur ou par courrier affranchi à l'adresse établie aux fins du contrat dans le cas des parties et à l'adresse fournie par le tribunal dans le cas de ce dernier; une telle communication est réputée reçue conformément aux Conditions générales du contrat.

### **RA 8 (13/12/02) Représentation**

- 8.1 Les parties peuvent être représentées ou aidées par n'importe qui durant la procédure arbitrale.

### **RA 9 (13/12/02) Règles de procédure**

## R - Attribution des marchés immobiliers

---

9.1 Sous réserve des présentes règles, le tribunal peut tenir l'arbitrage de la façon qu'il juge appropriée. Il a notamment le pouvoir de déterminer la recevabilité, la pertinence, l'importance et le poids de toute preuve produite.

### RA 10 (13/12/02) Lieu de l'arbitrage

10.1 Le tribunal peut se réunir en tout lieu qu'il juge approprié pour l'audition des témoins, des experts ou des parties, ou pour l'inspection de documents, de marchandises ou d'autres biens. Il procédera à une inspection sur place à la demande de l'une des parties. Toute inspection sur place est faite en présence des deux parties et de leurs représentants. La procédure d'inspection sur place est enregistrée dans le cadre de l'audience même.

### RA 11 (13/12/02) Délais

11.1 Le tribunal peut prolonger ou abrégé un délai visé par les présentes règles, ou fixé ou déterminé par le tribunal, s'il considère que c'est raisonnable et approprié.

11.2 Si une procédure est close conformément aux alinéas 25a) ou 32(2)a) du Code visé par la *Loi sur l'arbitrage commercial*, cette clôture est réputée une sentence finale rejetant la demande du requérant, sauf si le défendeur convient du contraire par écrit.

### RA 12 (13/12/02) Demande et défense

12.1 Dans les dix (10) jours ouvrables suivant la constitution du tribunal, le requérant énonce par écrit les faits à l'appui de sa demande, les questions en litige et la réparation demandée, et il remet la demande au défendeur, au coordonnateur et au tribunal.

12.2 Dans les dix (10) jours ouvrables suivant la réception de la demande, le défendeur énonce par écrit sa défense relativement à ces éléments et la remet au requérant, au coordonnateur et au tribunal.

12.3 Dans les cinq (5) jours ouvrables suivant la réception de la défense, le requérant peut énoncer par écrit sa réponse à la défense et la remettre au défendeur, au coordonnateur et au tribunal.

12.4 Toute partie peut modifier sa demande ou sa défense, ou y ajouter des éléments, pendant la procédure arbitrale, sauf si le tribunal estime que c'est inapproprié compte tenu de toutes les circonstances, notamment le retard à présenter la demande ou les ajouts.

12.5 Une demande ou une défense ne peut être modifiée si le document modifié n'est pas visé par la portée de la convention d'arbitrage.

### RA 13 (13/12/02) Autres déclarations écrites

13.1 Le tribunal peut exiger ou autoriser la présentation d'autres déclarations écrites des parties et en fixer le délai de production.

### RA 14 (13/12/02) Exposé conjoint des faits

14.1 Dans le délai précisé par le tribunal, les parties rédigent et déposent auprès du tribunal un exposé conjoint des faits, notamment une chronologie du projet, les échéanciers, les quantités et les acomptes. Le tribunal se rend disponible, sur un avis raisonnable, pour aider les parties à s'entendre sur le plus grand nombre de faits possible dans les circonstances.

14.2 Dans le délai précisé par le tribunal, les parties rédigent et déposent auprès du tribunal un dossier conjoint de documents, notamment tous les documents mentionnés dans l'exposé conjoint des faits et les demandes, les défenses et les réponses.

### RA 15 (13/12/02) Preuve

15.1 Chaque partie établit les faits à l'appui de sa demande ou de sa défense.

15.2 Chaque partie remet au tribunal et à l'autre partie, dans le délai fixé par le tribunal, un exemplaire des documents et un résumé des autres preuves qu'elle a l'intention de produire à l'appui des faits en litige énoncés dans sa demande, sa défense ou sa réponse.

## R - Attribution des marchés immobiliers

---

15.3 Le tribunal peut à l'occasion obliger les parties à produire des documents, des preuves et d'autres éléments dans les délais qu'il peut déterminer.

### **RA 16 (13/12/02) Audiences**

16.1 Toutes les demandes, les défenses, les documents ou autres renseignements fournis, ou les demandes présentées au tribunal par une partie sont communiqués à l'autre, et tout rapport ou preuve documentaire d'expert sur lesquels le tribunal peut fonder sa décision sont communiqués à l'autre partie, au moins huit (8) jours ouvrables avant leur production.

16.2 Les parties sont informées suffisamment à l'avance de toute audience du tribunal et de toute rencontre avec celui-ci, aux fins de l'inspection de documents, de marchandises ou d'autres biens.

16.3 Si une partie a l'intention de faire déposer un témoin, elle communique au tribunal et à l'autre partie, dans le délai déterminé par le tribunal,

16.3.1 les nom, adresse et curriculum vitae de chaque témoin qu'elle a l'intention de faire déposer, et

16.3.2 l'objet du témoignage de ces témoins.

16.4 Chaque partie a le droit d'interroger, de contre-interroger et de réinterroger tous les témoins, au besoin.

16.5 Toutes les audiences et les rencontres d'une procédure arbitrale sont tenues à huis clos.

### **RA 17 (13/12/02) Défaut**

17.1 Si, sans invoquer d'empêchement légitime, le requérant ne présente pas sa demande conformément aux présentes règles ou dans le délai autorisé par le tribunal conformément aux règles, le tribunal rend une ordonnance mettant fin à la procédure arbitrale relativement à cette demande.

17.2 L'ordonnance visée à la RA 17.1 ne vise pas les demandes reconventionnelles présentées relativement à cette procédure arbitrale.

17.3 Si, sans invoquer d'empêchement légitime, le défendeur ne présente pas sa défense conformément aux présentes règles ou dans le délai autorisé par le tribunal conformément aux règles, le tribunal poursuit la procédure arbitrale sans considérer ce défaut en soi comme une acceptation des allégations du demandeur.

17.4 Si, sans invoquer d'empêchement légitime, une des parties omet de comparaître à l'audience ou de produire des documents, le tribunal peut poursuivre la procédure et statuer sur la base des éléments de preuve dont il dispose.

### **RA 18 (13/12/02) Sentence arbitrale**

18.1 Sauf entente contraire des parties, le tribunal rend la sentence dans les trente (30) jours suivant la clôture des audiences arbitrales sauf s'il prolonge le délai pour une période expresse, en remettant un avis écrit à chaque partie, pour cause de maladie ou toute autre raison indépendante de sa volonté.

---

### **R0210D (14/05/04) Conditions générales - travaux secondaires**

#### **Travaux publics et Services gouvernementaux Canada**

CG 01 Définition des termes

CG 02 Cession du contrat et de sous-contrats

CG 03 Membres de la Chambre des communes et anciens titulaires de charge publique

CG 04 Indemnisation

## R - Attribution des marchés immobiliers

---

- CG 05 Propriété de Sa Majesté
- CG 06 Lois applicables
- CG 07 Main-d'oeuvre et matériaux canadiens
- CG 08 Publicité
- CG 09 Matériaux, outillage, etc. deviennent la propriété de Sa Majesté
- CG 10 Surintendant et ouvriers de l'entrepreneur
- CG 11 Coopération avec les autres entrepreneurs
- CG 12 Réclamations contre et obligations de la part de l'entrepreneur ou d'un sous-entrepreneur
- CG 13 Droits et obligations de l'architecte/ingénieur
- CG 14 Retard ou vice d'exécution par l'entrepreneur
- CG 15 Changements des conditions du sol, retard de la part de Sa Majesté
- CG 16 Protection contre une décision de l'architecte/ingénieur
- CG 17 Suspension ou résiliation du contrat
- CG 18 Aucun paiement supplémentaire
- CG 19 Établissement des coûts
- CG 20 Écritures à tenir
- CG 21 Prolongation du délai
- CG 22 Déblaiement de l'emplacement des travaux
- CG 23 Certificats de l'architecte/ingénieur
- CG 24 Rectification des défauts
- CG 25 Paiement
- CG 26 Non-discrimination dans l'embauche et l'emploi des employés
- CG 27 Attestation - honoraires conditionnels

### **CG 01 (16/02/98) Définition des termes**

#### 1.1 Dans le contrat,

l'expression « l'architecte/ingénieur » désigne toute personne qui peut être expressément désignée par le Ministre ou en son nom en vertu de l'adjudication du présent contrat et comprend une personne expressément autorisée par l'architecte/ingénieur à agir en son nom;

« Ministre » comprend une personne agissant pour ou, si la charge est sans titulaire, à la place du Ministre ou des personnes lui succédant, de même que son ou leurs adjoints ou représentants dûment nommés aux fins du contrat.

« personne » comprend, sauf lorsque le contrat stipule le contraire, une société, une entreprise, une firme, une co-entreprise, un consortium, une corporation.

« travaux » comprend la totalité des ouvrages, matériaux, matières et choses que l'entrepreneur est tenu de faire, de fournir et d'exécuter en vertu du contrat.

### **CG 02 (16/02/98) Cession du contrat et de sous-contrats**

- 2.1 L'entrepreneur ne peut céder le contrat sans le consentement par écrit du Ministre. Il ne peut adjuger la totalité ou une partie des travaux à un sous-entrepreneur sans le consentement de l'architecte/ingénieur. Toutes les modalités de ce contrat qui sont d'application générale doivent être incorporées dans tous les autres contrats, à l'exception des contrats attribués uniquement pour la fourniture d'outillage et de matériaux, en vertu du présent contrat.

### **CG 03 (16/02/98) Membres de la Chambre des communes et anciens titulaires de charge publique**

- 3.1. Aucun membre de la Chambre des communes n'est admis à être partie au contrat, ni à participer à aucun des bénéfices ou profits qui en proviennent.
- 3.2. Il est expressément établi dans le présent contrat qu'aucun ancien titulaire de charge publique qui déroge aux dispositions concernant l'après-mandat du Code régissant la conduite des titulaires de charge publique en ce qui concerne les conflits d'intérêts et l'après-mandat ne doit directement en profiter.

### **CG 04 (16/02/98) Indemnisation**

- 4.1 L'entrepreneur doit tenir Sa Majesté indemne et à couvert de toutes réclamations, pertes, frais, dommages, actions poursuites et procédures par suite, à cause ou à l'occasion de l'activité de l'entrepreneur dans l'exécution des travaux, sauf ceux découlant d'un manque ou d'un vice du

## R - Attribution des marchés immobiliers

---

titre de propriété sur l'emplacement des travaux ou d'une contrefaçon d'un brevet d'invention relatif au dessin fourni par Sa Majesté, mais comprenant ceux découlant des omissions, des actes non justifiés et des retards dans l'exécution des travaux du contrat.

### **CG 05 (16/02/98) Propriété de Sa Majesté**

5.1 L'entrepreneur est responsable envers Sa Majesté de toutes pertes ou dommages, autres que l'usure ou la détérioration raisonnables, causés à la propriété de Sa Majesté lors de l'exécution des travaux, attribuables ou non à des causes indépendantes de sa volonté. L'entrepreneur ne se servira de la propriété que selon les instructions de l'architecte/ingénieur et il devra faire rapport à l'architecte/ingénieur de l'usage qu'il fait de ladite propriété en tout temps lorsqu'on le lui demandera.

### **CG 06 (01/12/00) Lois applicables**

6.1 L'entrepreneur doit observer toutes les dispositions législatives et réglementaires applicables à l'exécution des travaux, qu'elles soient fédérales, provinciales, territoriales ou municipales.

6.2 Sauf disposition contraire du contrat, l'entrepreneur doit obtenir les permis et détenir les certificats et les licences se rapportant à l'exécution des travaux.

6.3 De temps à autre, l'architecte/ingénieur pourra demander à l'entrepreneur de fournir la preuve qu'il respecte toutes les dispositions législatives et réglementaires applicables et qu'il détient tous les permis, les certificats et les licences nécessaires. Cette preuve doit être fournie dans la période de temps prévue dans la demande ou tel qu'autrement indiqué dans le contrat.

### **CG 07 (16/02/98) Main-d'oeuvre et matériaux canadiens**

7.1 L'entrepreneur emploiera de la main-d'oeuvre et des matériaux canadiens dans l'exécution des travaux, dans toute la mesure où ils seront disponibles, et il emploiera autant que possible la main-d'oeuvre de la localité où les travaux seront exécutés ainsi qu'une proportion raisonnable d'ouvriers qui ont été en service actif avec les forces armées du Canada et il s'adressera au Centre de la main-d'oeuvre du Canada afin de recruter ce personnel.

### **CG 08 (16/02/98) Publicité**

8.1 L'entrepreneur ne permettra pas de cérémonie publique, n'érigera pas ou ne permettra pas l'érection d'enseignes ou de publicité, relativement aux travaux, sans la permission de l'architecte/ingénieur.

### **CG 09 (16/02/98) Matériaux, outillage, etc. deviennent propriété de Sa Majesté**

9.1 Tous les matériaux et tout l'outillage utilisés et fournis pour les travaux deviennent la propriété de Sa Majesté, ne seront pas enlevés de l'emplacement des travaux et ne seront pas utilisés à d'autres fins que ces travaux tant que, s'ils ne sont pas incorporés aux travaux, l'architecte/ingénieur n'aura pas certifié qu'ils ne sont plus requis aux fins des travaux. L'entrepreneur est responsable des pertes et des dommages causés aux matériaux et à l'outillage appartenant à Sa Majesté en vertu du présent article.

### **CG 10 (16/02/98) Surintendant et ouvriers de l'entrepreneur**

10.1 L'entrepreneur gardera un surintendant compétent en tout temps à pied d'oeuvre jusqu'à l'achèvement des travaux à moins d'avoir reçu une autorisation contraire de l'architecte/ingénieur. Le Surintendant doit être acceptable à l'architecte/ingénieur et avoir l'autorité de recevoir au nom de l'entrepreneur les ordres et les communications relatifs au contrat. Tout surintendant et ouvrier que l'architecte/ingénieur ne peut pas accepter parce qu'il est incompetent, qu'il se conduit mal ou qu'il constitue un danger pour la sécurité nationale, sera renvoyé des lieux des travaux et remplacé séance tenante.

### **CG 11 (16/02/98) Coopération avec les autres entrepreneurs**

11.1 L'entrepreneur coopérera entièrement avec les autres entrepreneurs et ouvriers que l'architecte/ingénieur enverra sur l'emplacement des travaux. Si l'envoi aux travaux d'autres entrepreneurs et ouvriers ne pouvait être raisonnablement prévu par l'entrepreneur au moment de la conclusion du contrat et si, de l'avis de l'architecte/ingénieur, l'entrepreneur a encouru des dépenses supplémentaires en se conformant au présent article, et si l'entrepreneur a donné par

## R - Attribution des marchés immobiliers

---

écrit un avis préalable de trente jours avant de présenter une réclamation, Sa majesté doit payer à l'entrepreneur le coût de ces dépenses supplémentaires calculé en conformité de l'article CG 19.

- CG 12 (25/05/01) Réclamations contre et obligations de la part de l'entrepreneur ou d'un sous-entrepreneur**
- 12.1 L'entrepreneur acquittera toutes ses obligations légitimes et fera droit à toutes les réclamations légitimes faites contre lui en conséquence de l'exécution des travaux au moins aussi souvent que le présent contrat oblige Sa Majesté à acquitter ses obligations envers l'entrepreneur, et il fera, sur demande, une déclaration statutaire témoignant de l'existence et de l'état des obligations et réclamations.
- 12.2 Aux fins d'acquitter les obligations légitimes de l'entrepreneur ou d'un sous-entrepreneur ou de faire droit aux réclamations légitimes faites contre eux en conséquence de l'exécution des travaux, Sa Majesté peut payer tout montant déterminé en vertu du paragraphe CG 12.3 qui est dû et payable à l'entrepreneur en vertu du contrat, directement aux créanciers de l'entrepreneur ou du sous-entrepreneur, ou aux réclamants en l'occurrence.
- 12.3 Le montant mentionné au paragraphe CG 12.2 est celui que l'entrepreneur aurait été tenu de verser au réclamant si les dispositions des lois relatives aux privilèges dans les provinces et les territoires ou, dans le cas de la province de Québec, de la loi à cet effet dans le Code civil, avaient été applicables aux travaux. Le réclamant n'a pas à respecter les dispositions des lois relatives aux privilèges qui établissent les démarches à suivre au moyen d'avis, d'enregistrements ou d'ou d'autre façon, comme il aurait pu être nécessaire de la faire pour conserver ou valider toute réclamation à l'égard de liens émanant du réclamant.
- 12.4 Aux fins du paragraphe CG 12.2, une réclamation est considérée légitime lorsque déterminée;
- 12.4.1 par un tribunal compétent; ou
- 12.4.2 par un arbitre dûment nommé pour arbitrer ladite réclamation; ou
- 12.4.3 par un avis écrit émis à l'architecte/ingénieur et signé par l'entrepreneur autorisant le paiement de ladite réclamation.
- 12.5 Un paiement effectué en conformité du paragraphe CG 12.2 comporte quittance de l'obligation de Sa Majesté envers l'entrepreneur sous le contrat, jusqu'à concurrence du montant payé et peut être déduit d'un montant dû à l'entrepreneur en vertu du contrat.
- 12.6 Le paragraphe CG 12.2 ne s'applique qu'aux réclamations :
- 12.6.1 dont l'avis fait état du montant réclamé et du principal responsable selon le contrat. L'architecte/ingénieur doit recevoir un avis par écrit avant qu'un paiement final n'ait été effectué à l'entrepreneur et dans les cent vingt (120) jours suivant la date à laquelle le réclamant;
- 12.6.1.1 aurait dû être payé en totalité conformément au contrat qui le lie à l'entrepreneur ou à un sous-entrepreneur, s'il s'agit d'une réclamation pour des deniers dont il est légalement requis qu'ils soient retenus du réclamant; ou
- 12.6.1.2 s'est acquitté des derniers services ou travaux ou a fourni les derniers matériaux exigés par le contrat qui le lie à l'entrepreneur ou à un sous-entrepreneur, s'il ne s'agit pas d'une réclamation mentionnée au sous-alinéa CG 12.6.1.1; et
- 12.6.2 pour lesquelles les procédures visant à établir les droits à un paiement de la réclamation ont commencé dans l'année suivant la date à laquelle l'avis mentionné à l'alinéa CG 12.6.1 a été reçu par l'architecte/ingénieur.
- 12.7 Sur réception d'un avis de réclamation en vertu de l'alinéa CG 12.6.1, Sa Majesté peut retenir de tout montant dû et payable à l'entrepreneur en vertu du contrat une partie ou la totalité du montant de la réclamation.
- 12.8 L'architecte/ingénieur doit aviser l'entrepreneur par écrit de la réception de tout avis de réclamation et de l'intention de Sa Majesté de retenir des fonds conformément au paragraphe CG

## R - Attribution des marchés immobiliers

---

12.7. L'entrepreneur peut, à tout moment par la suite et jusqu'à ce que le paiement soit effectué au réclamant, déposer, auprès de Sa Majesté, une garantie acceptable par Sa Majesté dont le montant est équivalent à la valeur de ladite réclamation. Sur réception d'une telle garantie, Sa Majesté doit dégager à l'intention de l'entrepreneur tous les fonds qui auraient été payables autrement à l'entrepreneur et qui ont été retenus conformément aux dispositions du paragraphe CG 12.7.

### **CG 13 (25/05/01) Droits et obligations de l'architecte/ingénieur**

13.1 L'architecte/ingénieur doit :

13.1.1 avoir accès aux ouvrages en tout temps lors de l'exécution des travaux et l'entrepreneur fournira à l'architecte/ingénieur tous les renseignements et l'aide dont il aura besoin afin de s'assurer que les travaux sont exécutés selon les exigences du contrat :

13.1.2 décider de toute question de savoir si quelque chose a été fait comme l'exige le contrat ou de savoir ce que l'entrepreneur est tenu de faire en vertu du contrat, y compris les questions touchant l'acceptabilité, la qualité et la quantité de la main-d'oeuvre, de l'outillage et des matériaux utilisés dans l'exécution des travaux et celles concernant le calendrier et le programme des diverses phases de l'exécution des travaux;

13.1.3 avoir le droit d'ordonner l'exécution de travaux supplémentaires, d'éliminer ou de changer entièrement ou en partie les travaux prévus par les plans et les devis.  
L'architecte/ingénieur décidera si ce qui a été fait ou n'a pas été fait en conformité de directives données en vertu du présent alinéa a augmenté ou diminué le coût des travaux pour l'entrepreneur, et le montant payable à l'entrepreneur en vertu du contrat sera augmenté ou diminué en conséquence suivant un montant calculé en conformité de l'article CG 19 ci-après.

13.2 L'entrepreneur se conformera à toute décision ou directive donnée par l'architecte/ingénieur en conformité du présent article.

### **CG 14 (16/02/98) Retard ou vice d'exécution par l'entrepreneur**

14.1 Lorsque l'entrepreneur tarde à commencer, exécuter ou compléter les travaux ou ne se conforme pas à une directive ou à une décision rendue en bonne et due forme par l'architecte/ingénieur, ou a omis de remplir un engagement en vertu du contrat, l'architecte/ingénieur peut prendre les mesures nécessaires en vue de remédier à l'omission de la part de l'entrepreneur. L'entrepreneur remboursera à Sa Majesté tous les frais, les dépenses et les dommages encourus ou subis par Sa Majesté par suite de l'omission de la part de l'entrepreneur ou en remédiant à ladite omission. En plus des mesures correctives déjà mentionnées dans le présent article, le Ministre peut, si l'omission se poursuit pendant six (6) jours après que l'architecte/ingénieur en a averti l'entrepreneur par écrit, mettre fin au contrat en conformité du paragraphe CG 17.3.

### **CG 15 (25/05/01) Changements des conditions du sol, retard de la part de Sa Majesté**

15.1 Aucun paiement supplémentaire ne sera fait à l'entrepreneur pour des dépenses supplémentaires encourues, pour perte ou dommage subi ou pour quelque raison que ce soit, à moins que l'architecte/ingénieur ne certifie que la dépense supplémentaire, la perte ou le dommage est directement attribuable :

15.1.1 à un écart considérable entre les renseignements sur les conditions du sol à pied d'oeuvre consignés dans les plans et devis et les conditions réelles du sol à cet endroit;

15.1.2 à la négligence ou à un retard se produisant après la date du contrat, de la part de Sa Majesté, à fournir tous renseignements ou à faire tout ce qu'elle est tenue expressément de faire par le contrat ou les règles de l'art, ou à une suspension des travaux imposée par le Ministère;

et à moins que l'entrepreneur n'ait présenté un avis par écrit de sa réclamation à l'architecte/ingénieur pour des dépenses supplémentaires, des pertes ou des dommages, dans les trente (30) jours de la date où il s'est rendu compte des conditions différentes du sol, ou de la date du début de la négligence ou du retard. Le montant de tout paiement supplémentaire à faire en vertu du présent article sera calculé en conformité de l'article CG 19.

## R - Attribution des marchés immobiliers

---

- 15.2 Si, de l'avis de l'architecte/ingénieur, l'entrepreneur a réalisé une économie par suite des conditions différentes du sol, dont il est fait mention à l'alinéa CG 15.1.1 ci-dessus, le montant de cette économie sera payé à Sa Majesté par l'entrepreneur.

### **CG 16 (16/02/98) Protection contre une décision de l'architecte/ingénieur**

- 16.1 Si, dans les 10 jours de la communication par l'architecte/ingénieur d'une décision ou directive rendue ou émise par l'architecte/ingénieur un avis écrit par lequel il accepte cette décision ou directive sous réserve, Sa Majesté paiera à l'entrepreneur le coût, calculé en conformité de l'article CG 19, de tout ce que l'entrepreneur a été obligé de faire, par suite de la décision ou directive, en sus de ce que le contrat, correctement compris, l'aurait obligé de faire.

### **CG 17 (16/02/98) Suspension ou résiliation du contrat**

- 17.1 Le Ministre peut en tout temps suspendre ou résilier le contrat en donnant un avis par écrit à cet effet à l'entrepreneur. L'entrepreneur se conformera à cet avis immédiatement.
- 17.2 Si le Ministre suspend les travaux pour une période de trente (30) jours ou moins, l'entrepreneur devra achever les travaux lorsqu'on le lui demandera et il aura droit au paiement de compensation calculé en conformité de l'article CG 15 ci-dessus. Si le Ministre suspend les travaux pour une période supérieure à trente (30) jours, l'entrepreneur peut demander au Ministre de résilier le contrat en vertu du paragraphe CG 17.4 ci-après.
- 17.3 Si le Ministre met fin au contrat parce que l'entrepreneur a failli à l'exécution des travaux, est devenu insolvable ou a commis un acte de faillite, l'obligation de Sa Majesté à faire des paiements à l'entrepreneur cessera dès lors et aucun paiement supplémentaire ne sera fait à l'entrepreneur à moins que l'architecte/ingénieur ne certifie que Sa Majesté peut faire des paiements supplémentaires sans subir de préjudice financier. La résiliation du contrat en conformité du présent alinéa ne libérera l'entrepreneur d'aucune obligation juridique ou contractuelle autre que celle d'achever l'exécution matérielle des travaux. Dans de telles circonstances, l'architecte/ingénieur peut achever ou faire achever les travaux de la manière qu'il juge convenable, et tous les frais encourus et les dommages subis par Sa Majesté en raison du non-achèvement des travaux par l'entrepreneur seront payables à Sa Majesté par l'entrepreneur.
- 17.4 Si le Ministre met fin aux travaux d'une façon autre que celle prévue au paragraphe CG 17.3 ci-dessus, Sa Majesté paiera à l'entrepreneur un montant calculé en conformité de l'article CG 19 ci-après et sujet aux suppléments et aux déductions prévus par les Conditions générales ou les Conditions de travail, moins tous les paiements faits en conformité du paragraphe CG 25.3 ci-après. En aucun cas cependant, ce montant payé ne devra dépasser le montant qui aurait été payable si l'entrepreneur avait mené son contrat à terme.

### **CG 18 (16/02/98) Aucun paiement supplémentaire**

- 18.1 Le montant payable à l'entrepreneur en vertu du contrat ne sera ni diminué ni augmenté en raison d'une augmentation ou d'une diminution du coût des travaux résultant d'une augmentation ou d'une diminution du coût de l'outillage, de la main-d'oeuvre ou des matériaux; toutefois, dans le cas d'une modification à une taxe particulière affectant le coût des matériaux incorporés ou à incorporer dans les travaux, et imposée par la *Loi sur l'accises*, la *Loi sur la taxe d'accises*, la *Loi sur la sécurité de la vieillesse*, la *Loi sur les douanes* et le *Tarif des douanes*, et rendue publique après la date de présentation des soumissions, un ajustement convenable peut être fait.

### **CG 19 (25/05/01) Établissement des coûts**

- 19.1 Pour l'application des CG 11, CG 13.1.3, CG 15, CG 16 et CG 17.4, et sous réserve des dispositions de l'alinéa CG 25.2.2, le montant à verser à l'entrepreneur pour tous les changements apportés à l'étendue des travaux à la demande de l'architecte/ingénieur sera établi d'après les prix unitaires indiqués dans la clause 4 de l'Offre et acceptation.
- 19.2 Si les prix unitaires visés au paragraphe CG 19.1 ne peuvent être utilisés pour établir le montant à verser à l'entrepreneur à cause d'une modification apportée à l'étendue des travaux, l'entrepreneur devra soumettre, à l'architecte/ingénieur, une indication de ses coûts pour l'ensemble de la main-d'oeuvre, de l'outillage et des matériaux à affecter aux travaux du fait de cette modification. L'entrepreneur devra prévoir un taux de majoration de 20 % de ses coûts pour la tranche des travaux se rapportant à la main-d'oeuvre, à l'outillage et aux matériaux et à effectuer par ses propres effectifs, ainsi qu'une majoration supplémentaire correspondant à une somme égale à 15 % de tous les prix soumis par ses sous-traitants. Les sous-traitants devront



## R - Attribution des marchés immobiliers

---

inclure une majoration portant sur une somme égale à 20 % de leurs coûts pour la tranche des travaux se rapportant à la main-d'oeuvre, à l'outillage et aux matériaux et à effectuer par leurs propres effectifs, ainsi qu'une majoration supplémentaire portant sur une somme égale à 15 % de l'ensemble des prix soumis par les sous-sous-traitants. Les majorations visées dans les présentes sont réputées constituer la rémunération complète de l'ensemble de la surveillance, de la coordination, de l'administration, des frais généraux, de la marge bénéficiaire, des charges de financement et d'intérêts et du risque que comporte la réalisation des travaux dans le respect d'un budget stipulé. Les coûts de l'entrepreneur et des sous-traitants tiendront compte de l'ensemble des rabais consentis à l'entrepreneur et aux corps de métiers. Les indications de prix visées dans les présentes seront préparées et soumises conformément à la majoration adéquate (en pourcentage) tel que précisé dans le contrat.

- 19.3 Si l'architecte/ingénieur et l'entrepreneur ne s'entendent pas sur les prix indiqués au paragraphe CG 19.2, le montant à verser à l'entrepreneur correspondra à l'ensemble des coûts payés ou à payer en vertu de la loi, à juste titre et en bonne et due forme, par l'entrepreneur et directement attribuables à la modification de l'étendue des travaux, plus une somme égale à 10 % de ces coûts, pour couvrir les frais généraux, les charges de financement et d'intérêts et la marge bénéficiaire. L'entrepreneur devra soumettre, à l'architecte/ingénieur avec sa demande d'acompte ou sa facture, des pièces justifiant ces coûts.

### **CG 20 (16/02/98) Écritures à tenir**

- 20.1 L'entrepreneur devra, pendant une période de deux ans à compter de la date d'émission du Certificat définitif d'achèvement, tenir et conserver des écritures complètes, les factures, et d'autres écritures et renseignements concernant ses chiffres estimatifs et le coût réel des travaux et les placer à la disposition des personnes agissant au nom du Ministre à des fins de copie, de vérification et d'inspection.

### **CG 21 (25/05/01) Prolongation du délai**

- 21.1 Le Ministre peut, à la demande de l'entrepreneur faite avant le jour fixé pour l'achèvement des travaux, accorder une prolongation du délai d'exécution. De toute façon, que la prolongation soit accordée ou non, l'entrepreneur doit, sauf si le Ministre juge que la nécessité de la prolongation est attribuable à des phénomènes indépendants de la volonté de l'entrepreneur, payer à sa Majesté.

21.1.1 un montant égal aux frais d'inspection supplémentaires imputés au Ministère, suite aux travaux, exécutés après la date d'achèvement initiale, et

21.1.2 un montant en guise de dédommagement des pertes ou des dommages subis par Sa Majesté attribuables au fait que l'entrepreneur n'a pas respecté la date initiale d'achèvement des travaux.

### **CG 22 (16/02/98) Déblaiement de l'emplacement des travaux**

- 22.1 À l'achèvement des travaux, l'entrepreneur déblaiera et nettoiera les travaux et leur emplacement à la satisfaction et en conformité des directives de l'architecte/ingénieur.

### **CG 23 (16/02/98) Certificats de l'architecte/ingénieur**

- 23.1 Le jour où les travaux seront achevés et où l'entrepreneur se sera conformé au contrat et à tous les ordres et directives donnés en conformité du contrat à la satisfaction de l'architecte/ingénieur, celui-ci délivrera à l'entrepreneur un Certificat définitif d'achèvement. Dans le cas d'un contrat à prix unitaire, l'architecte/ingénieur délivrera en même temps un Certificat définitif de mesure indiquant les quantités totales utilisées ou employées relativement aux classes et aux unités mentionnées au Tableau des prix unitaires et indiquant toutes les modifications apportées subséquentement à celui-ci, en vertu de la clause 4 de la Soumission et acceptation, lequel certificat lie Sa Majesté et l'entrepreneur.

### **CG 24 (16/02/98) Rectification des défauts**

- 24.1 Lorsque l'entrepreneur recevra de l'architecte/ingénieur un avis lui enjoignant de rectifier à ses propres frais toute défectuosité et tout vice, quelle qu'en soit la cause, il le fera dans le délai spécifié dans l'avis en question, si la défectuosité ou le vice se manifeste dans les travaux dans les douze mois qui suivent la date du Certificat définitif d'achèvement.

## R - Attribution des marchés immobiliers

---

### CG 25 (25/05/01) Paiement

- 25.1 Sa Majesté paiera, et l'entrepreneur acceptera comme paiement total pour les travaux achevés et exécutés, un paiement par lequel le montant mentionné dans la clause 1 de la Soumission et acceptation pris avec l'ensemble des montants payables par Sa Majesté en vertu des CG 11; CG 13.1.3; CG 15.1; CG 16 et CG 18, dépasse l'ensemble de tous les paiements faits par Sa Majesté en vertu de la CG 12 et de l'indemnisation et des montants payables à Sa Majesté ou des frais et des dommages encourus par Sa Majesté en vertu des CG 4; CG 5; 9; CG 13.1.3; CG 14; CG 15.2; CG 17.3; CG 18 et CG 21.
- 25.2 Dans le cas d'un contrat à prix unitaire:
- 25.2.1 Le montant mentionné dans la clause 1 de la Soumission et acceptation sera considéré comme étant le montant obtenu en additionnant les produits des prix unitaires énoncés dans la clause 4 de la Soumission et acceptation, tels que modifiés en vertu de l'alinéa CG 25.2.2 ci-après, si applicable, et les quantités réelles des unités en question telles qu'énoncées dans le Certificat définitif de mesure de l'architecte/ingénieur, sous réserve de tout ajustement prévu à l'alinéa CG 25.2.2 du présent article.
- 25.2.2 L'architecte/ingénieur et l'entrepreneur peuvent, en vertu d'une entente par écrit, ajouter au tableau des prix unitaires susmentionnés d'autres classes de main-d'oeuvre, etc., unités de mesure, quantités estimatives et prix par unité, et ils peuvent, si les quantités réelles énoncées dans le Certificat définitif de mesure susmentionné sont de plus de 15% supérieures ou inférieures aux quantités estimatives relativement à tout article figurant au Tableau des prix unitaires susmentionné modifier les prix unitaires relatifs à ces articles figurant dans le Tableau des prix unitaires, sous réserve que si les quantités réelles excèdent les quantités estimatives de plus de 15 %, la modification précitée aux prix unitaires ne s'applique qu'aux quantités réelles excédant 115 % des quantités estimatives. Lorsque l'architecte/ingénieur et l'entrepreneur ne pourront s'entendre sur le montant de tout ajustement prévu dans le présent sous-alinéa, les prix unitaires modifiés ou nouveaux seront déterminés en conformité de l'article CG 19 ci-dessus.
- 25.3 Si le montant du contrat dépasse 5 000 \$, l'entrepreneur aura droit de recevoir des acomptes sur présentation de demandes d'acompte qui devront être approuvées par des rapports sur l'avancement des travaux publiés par l'architecte/ingénieur de mois en mois. Le montant d'un acompte à payer à l'entrepreneur sera égal à 90 % de la valeur des travaux que l'architecte/ingénieur certifie dans le rapport sur l'avancement des travaux comme ayant été achevés depuis la date de la dernière demande d'acompte, s'il en est.
- 25.4 Trente (30) jours après que l'architecte/ingénieur aura reçu la demande d'acompte et si l'entrepreneur a fourni à l'architecte/ingénieur une Déclaration statutaire en vertu de l'article CG 12, le montant de la demande d'acompte, sous réserve du paragraphe CG 25.3 du présent article, deviendra dû et payable.
- 25.5 Soixante (60) jours après que l'architecte/ingénieur aura émis un Certificat définitif d'achèvement, le montant décrit dans le paragraphe CG 25.1 du présent article moins l'ensemble des montants, s'il en est, payés en vertu du paragraphe CG 25.3 du présent article, deviendra dû et payable à l'entrepreneur.
- 25.6 Nonobstant les paragraphes CG 25.3, CG 25.4 et CG 25.5 ci-dessus, un montant est dû et payable à l'entrepreneur seulement si l'entrepreneur a fourni une déclaration en vertu de l'article CG 12 des présentes Conditions générales. Ce montant est dû et payable conformément aux paragraphes CG 25.4 et 25.5 ci-dessus, ou dans le cas où l'entrepreneur omet de fournir une déclaration, quinze (15) jours après que ladite déclaration aura été faite et remise à l'architecte/ingénieur, selon le délai le plus long.
- 25.7 Un paiement émis par Sa Majesté en vertu du présent article ne saurait tenir lieu de preuve que les travaux sont achevés de manière satisfaisante ou en conformité du contrat.
- 25.8 Le retard de Sa Majesté à effectuer un paiement au terme du présent article ne saurait constituer une violation du contrat.
- 25.8.1 Cependant, sous réserve du paragraphe CG 25.6 ci-dessus et de l'alinéa CG 25.8.2 ci-dessus, Sa Majesté verse à l'entrepreneur des intérêts simples sur tout montant en souffrance, au taux d'escompte moyen plus 3 % par année. Les intérêts s'appliquent à compter du premier jour de retard jusqu'au jour précédant la date de paiement.

## R - Attribution des marchés immobiliers

---

- 25.8.2 Les intérêts versés en vertu de l'alinéa CG 25.8.1 ci-dessus le seront sans que l'entrepreneur le demande, sauf que, pour ce qui est des montants en souffrance depuis moins de quinze (15) jours, aucun intérêt ne sera versé en vertu de paiements effectués à l'intérieur de cette période, à moins que l'entrepreneur en fasse la demande après que lesdits montants soient dûs.
- 25.8.3 Le « taux d'escompte moyen » signifie la moyenne arithmétique simple du taux d'escompte en vigueur chaque jour, à 16 h, heure normale de l'est, pour le mois de calendrier immédiatement antérieur à la date de paiement.
- 25.8.4 Le « taux d'escompte » signifie le taux d'intérêt, fixé de temps à autre par la Banque du Canada, qui représente le taux minimum auquel elle consent des avances à court terme aux membres de l'Association canadienne des paiements.
- 25.9 Sa Majesté peut déduire de tout montant payable ou dû par Sa Majesté en vertu du présent contrat, le montant de toute dette due à Sa Majesté en vertu du présent contrat ou de tout autre contrat intervenu entre l'entrepreneur et Sa Majesté.

### **CG 26 (14/05/04) Non-discrimination dans l'embauche et l'emploi des employés**

- 26.1 Aux fins de cet article et sans préjudice au paragraphe CG 1.1, « personne » comprend l'entrepreneur, ses sous-traitants, ses sous-sous-traitants et leurs employés respectifs, leurs agents, leurs visiteurs autorisés ou leurs invités et toute autre personne à qui on a donné accès au chantier.
- 26.2 Pour les contrats de plus de 30 000 \$, se référer à l'article 9 des Conditions de travail (R0203D) ci-joint, et faisant partie du contrat.
- 26.3 Pour tous les autres contrats, la disposition sera que l'entrepreneur ne refusera pas d'employer une personne ou n'exercera pas, de quelque façon que ce soit, des distinctions injustes à l'endroit d'une personne à cause;
- 26.3.1 de la race, de l'origine nationale, de la couleur, de la religion, de l'âge, du sexe ou de l'état civil de cette personne,
- 26.3.2 de la race, de l'origine nationale, de la couleur, de la religion, de l'âge, du sexe ou de l'état civil de toute personne ayant un rapport ou une association avec la personne en question, ou
- 26.3.3 parce que cette dernière a porté plainte ou a fourni des renseignements ou parce qu'une plainte a été portée ou des renseignements ont été fournis en son nom relative à toute prétendue omission de la part de l'entrepreneur de se conformer aux alinéas CG 26.3.1 et 26.3.2 ci-dessus.
- 26.4 Sans préjudice aux dispositions de l'article 9 des Conditions de travail (R0203D),
- 26.4.1 L'entrepreneur doit, dans les deux (2) jours ouvrables suivant réception d'une plainte écrite alléguant une infraction, sur le chantier, aux Conditions de travail ou aux dispositions du paragraphe CG 26.3 ci-dessus,
- 26.4.1.1 faire émettre une directive écrite à la personne ou aux personnes nommées par le plaignant l'enjoignant de cesser toute action qui a donné lieu à la plainte;
- 26.4.1.2 pour tous les contrats, envoyer par courrier recommandé, une copie de la plainte à l'architecte/ingénieur;
- 26.4.1.3 pour les contrats de plus de 30 000 \$, envoyer une autre copie de la plainte au ministère des Ressources humaines et du Développement des compétences, à l'attention du directeur compétent, tel qu'il est précisé dans les Conditions de travail.
- 26.4.2 L'entrepreneur doit,
- 26.4.2.1 dans les vingt-quatre (24) heures suivant réception d'une directive de l'architecte/ingénieur, faire sortir du chantier la ou les personnes

## R - Attribution des marchés immobiliers

---

- soupçonnées par l'architecte/ingénieur de contrevenir aux Conditions de travail ou aux dispositions du paragraphe CG 26.3 ci-dessus, le cas échéant; et
- 26.4.2.2 au plus tard dans les trente (30) jours suivant réception de la directive, s'être assuré que les mesures nécessaires pour rectifier l'infraction décrite dans la directive aient été commencées;
- 26.4.3 lorsqu'une directive est émise conformément à l'alinéa CG 26.4.2 ci-dessus, Sa Majesté peut retenir les fonds qui sont dus et payables à l'entrepreneur ou régler par compensation selon les dispositions de ce contrat, un montant représentant la somme des coûts et du paiement mentionnés aux alinéas CG 26.4.4 et 26.4.5 respectivement;
- 26.4.4 lorsque l'entrepreneur refuse de se conformer aux dispositions du sous-alinéa CG 26.4.2.2 ci-dessus, l'architecte/ingénieur doit prendre les mesures nécessaires pour
- 26.4.4.1 rectifier l'infraction,
- 26.4.4.2 déterminer le montant total des frais engagés par Sa Majesté.
- 26.4.5 Sa Majesté peut retenir les fonds dus et payables à l'entrepreneur et effectuer un paiement directement au plaignant sur réception de la part du plaignant
- 26.4.5.1 d'une décisions arbitrale écrite en application de la *Loi sur l'arbitrage commercial du gouvernement fédéral*, L.R.C. 1985, c. C-34.6,
- 26.4.5.2 d'une décision écrite émise en application de la *Loi canadienne sur les droits de la personne*, L.R.C. 1985, c. H-6,
- 26.4.5.3 d'une décision écrite émise en application des lois provinciales ou territoriales sur les droits de la personne, ou
- 26.4.5.4 d'un jugement prononcé par un tribunal compétent.
- 26.4.6 lorsque l'architecte/ingénieur est d'avis que l'entrepreneur a contrevenu à quelque disposition que ce soit de l'article CG 26, le Ministre peut retirer les travaux à l'entrepreneur.
- 26.4.7 l'entrepreneur doit faire en sorte que les dispositions de cet article des Conditions générales soient incluses dans tous les contrats liés à ce travail.

### **CG 27 (01/12/00) Attestation - honoraires conditionnels**

- 27.1 L'entrepreneur atteste qu'il n'a pas versé ni convenu de verser, directement ou indirectement, et s'engage à ne pas verser, directement ni indirectement, des honoraires conditionnels en rapport à la négociation ou à l'obtention du présent contrat ou en rapport à toute demande ou démarche reliée au présent contrat, à aucune personne autre qu'un employé remplissant les fonctions habituelles liées à son poste.
- 27.2 Tous les comptes et dossiers concernant le versement d'honoraires ou de toute autre rémunération en rapport à l'obtention ou à la négociation du contrat, ou en rapport à toute demande ou démarche reliée au contrat, seront assujettis aux dispositions du contrat portant sur les comptes et la vérification.
- 27.3 Si l'entrepreneur fait une fausse déclaration aux termes du présent article ou ne respecte pas les obligations précisées dans le présent document, le Ministre pourra soit retirer à l'entrepreneur les travaux qui lui avaient été confiés conformément aux dispositions du contrat, soit recouvrer, de l'entrepreneur, par une réduction du prix du contrat ou autrement, le montant total des honoraires conditionnels.
- 27.4 Les définitions suivantes s'appliquent au présent article :
- 27.4.1 « honoraires conditionnels » : Tout paiement, ou autre forme de rémunération, qui est subordonné au degré de succès ou calculé en fonction du degré de succès obtenu en rapport à l'obtention d'un contrat gouvernemental, à la négociation d'une partie ou de la totalité des conditions de ce marché ou à toute demande ou démarche reliée à ce marché.

## R - Attribution des marchés immobiliers

---

27.4.2 « employé(e) » : Toute personne avec qui l'entrepreneur a une relation d'employeur à employé;

27.4.3 « personne » : Comprend un particulier ou un groupe, une corporation, une société, une organisation et une association et, sans limiter la portée générale de ce qui précède, tout particulier qui est tenu de fournir au directeur une déclaration en vertu de l'article 5 de la *Loi concernant l'enregistrement des lobbyistes*, L.R.C. (1985), ch. 44 (4e suppl.), et de toute modification qui pourrait lui être apportée de temps à autre.

---

---

**R0210D (25/05/01) Conditions générales - travaux secondaires**

A partir du 14/05/04, cette clause est remplacée par R0210D.

---

---

**R0215D (16/06/06) Sanctions internationales**

1. Les personnes au Canada, et les Canadiens à l'étranger, sont liées par les sanctions économiques imposées par le Canada. En conséquence, le gouvernement du Canada ne peut accepter la livraison d'aucun bien ou service provenant, directement ou indirectement, d'un ou plusieurs pays assujettis aux sanctions économiques.

Les détails relatifs aux sanctions actuellement en vigueur peuvent être vus à l'adresse suivante : <http://www.dfait-maeci.gc.ca/trade/sanctions-fr.asp>.

2. Une condition essentielle de ce contrat est que l'entrepreneur ne fournisse pas au gouvernement canadien un bien ou un service assujetti aux sanctions économiques.
3. Tel que prescrit par le règlement en vigueur, l'entrepreneur devra respecter tout changement apporté aux sanctions imposées durant la période du contrat. Lors de l'exécution du contrat, si l'imposition de sanctions contre un pays ou une personne ou l'ajout d'un bien ou service à la liste des biens et services devait empêcher l'entrepreneur de satisfaire la totalité ou une partie de ses obligations, l'entrepreneur pourra demander que le contrat soit terminé conformément à la CG41 des Conditions générales.

---

---

**R0215D (12/12/03) Sanctions internationales**

A partir du 16/06/06, cette clause est remplacée par R0215D.

**Remarques :** Utiliser la clause suivante dans les ententes de services d'expert-conseil en architecture et en génie - bâtiments, travaux d'ingénierie, ouverte et services généraux.

---

---

**R0220D (16/02/98) Conditions générales**

**A CONDITIONS GÉNÉRALES**

## R - Attribution des marchés immobiliers

---

### A1 Définitions

**calendrier de projet** : plan d'exécution, dont l'ordre des tâches et les dates des étapes critiques qui doivent être respectés pour la mise en oeuvre des travaux de planification, de conception et de construction du projet;

**Canada, Couronne, Sa Majesté ou État** : Sa Majesté la Reine du chef du Canada;

**contrat de construction** : contrat passé entre le *Canada* et un *entrepreneur* relativement à la construction du projet;

**coûts de la rémunération** : coûts réels assumés à l'égard de toute personne engagée à titre d'employé par l'*expert-conseil* ou ses *sous-expert-conseils*, y compris les directeurs faisant fonction d'employés. Ils comprennent les montants payés pour les salaires, les jours fériés, les congés payés, les cotisations d'assurance-chômage, les cotisations au régime d'indemnisation des accidentés du travail, le cas échéant, les cotisations au régime de pension, les jours de congé de maladie, les cotisations aux régimes d'assurance médicale et dentaire et autres avantages accordés aux employés et approuvés par le *représentant du Ministère*;

**coût estimatif de construction** : montant prévu du projet de construction exécuté par l'*entrepreneur*;

**documentation technique** : comprend études, rapports, photographies, modèles physiques, relevés, dessins, devis, logiciels élaborés pour les besoins du projet, imprimés d'ordinateur, notes se rapportant à la conception, calculs, CDAO (documents relatifs à la conception et au dessin assistés par ordinateur) et autres données, renseignements et documents préparés, recueillis, calculés, dessinés ou produits ainsi que des guides de fonctionnement et d'entretien préparés ou colligés pour les besoins du projet;

**énoncé de projet ou cadre de référence** : document qui décrit en détail les *services* devant être fournis par l'*expert-conseil* et peut inclure des informations générales sur le projet, l'étendue et l'échéancier des travaux, ainsi que des données sur le site et la conception spécifiques au projet, pour permettre à l'*expert-conseil* d'amorcer son travail;

**entrepreneur** : personne, entreprise ou société commerciale avec laquelle le *Canada* a passé ou entend passer un *contrat de construction*;

**expert-conseil** : la partie désignée sur la page couverture de la demande de proposition et du contrat subséquent, qui exécute les *services* d'*expert-conseil* précisés dans la présente entente et qui comprend l'agent ou l'employé de l'*expert-conseil*, que ce dernier désigne par écrit;

**jours** : jours civils continus, y compris les fins de semaine et les congés fériés légaux;

**médiation** : processus de résolution des désaccords dans lequel une tierce partie neutre aide les parties en litige à négocier leur propre règlement;

**ministre** : toute personne agissant au nom du ministre des Travaux publics et des Services gouvernementaux ou, si le poste est sans titulaire, à la place du *ministre* et de ses successeurs. Comprend aussi le représentant légal du *ministre* ou toute personne désignée pour le représenter aux fins de la présente entente;

**plafond du coût de construction** : la partie de la somme globale qui sera déboursée pour l'exécution du projet qui s'applique à un *contrat de construction*;

**plan des coûts** : document dans lequel les coûts prévus sont répartis de façon détaillée entre les divers éléments du projet, tels que décrits dans l'*énoncé de projet* ou le *cadre de référence*;

**prix adjugé du contrat de construction** : prix auquel le *contrat de construction* est adjugé à un *entrepreneur*;

**représentant du Ministère** : le fonctionnaire ou l'employé du *Canada* désigné par écrit par un fonctionnaire dûment autorisé du Ministère pour exercer les fonctions de *représentant du Ministère* aux termes de l'entente;

**services** : comprend les *services* de l'*expert-conseil* et les *services* reliés au projet inclus aux termes de l'entente;

## R - Attribution des marchés immobiliers

---

**sous-expert-conseil** : architecte, ingénieur ou autre spécialiste que l'*expert-conseil* a engagé pour fournir des *services* compris dans la présente entente;

**spécialiste conseil** : architecte, ingénieur ou spécialiste autre que l'*expert-conseil*, engagé directement par le *Canada* ou, à la demande expresse de ce dernier, par l'*expert-conseil*, pour fournir des « *services additionnels* ».

**taux d'escompte** : le taux d'intérêt, fixé de temps à autre par la Banque du *Canada*, qui représente le taux minimum auquel elle consent des avances à court terme aux membres de l'Association canadienne des paiements.

**taux d'escompte moyen** : la moyenne arithmétique simple du *taux d'escompte* en vigueur chaque jour, à 16 h, heure normale de l'Est, pour le mois de calendrier immédiatement antérieur à la date de paiement.

### A2 Interprétation

1. Selon le contexte, le singulier comprend le pluriel et vice versa;
2. Les titres ou notes ne font pas partie de l'entente ni ne doivent servir à son interprétation;
3. « Dans les présentes », « par les présentes », « en vertu des présentes » et autres expressions semblables renvoient à l'ensemble de l'entente et non à une section ou partie de celle-ci.

### A3 Successeurs et ayant droit

L'entente est au bénéfice des parties et de leurs héritiers légaux, exécuteurs testamentaires, administrateurs, successeurs et ayant droit, qui sont tous par ailleurs liés par ses dispositions.

### A4 Cession

1. L'*expert-conseil* ne peut ni en partie ni en totalité céder la présente entente sans le consentement préalable du *ministre*. Après réception d'une demande de l'*expert-conseil* à cette fin, le *ministre* informe de façon opportune l'*expert-conseil* de sa décision.
2. La cession des présentes sans le consentement précité ne libère l'*expert-conseil* d'aucune des obligations que lui impose l'entente et n'impose aucune responsabilité au *Canada* ou au *ministre*.

### A5 Administration

Le *Canada* ne doit pas transférer l'administration de la présente entente à un autre ministère ou organisme fédéral sans en aviser au préalable l'*expert-conseil*.

### A6 Indemnisation

1. L'*expert-conseil* tient le *Canada*, ses employés et ses agents, indemnes et à couvert des pertes liées aux erreurs, omissions ou aux actes de négligence de l'*expert-conseil*, de ses employés ou de ses agents dans l'exécution de la présente entente.
2. L'obligation de l'*expert-conseil* d'indemniser ou de rembourser le *Canada* en vertu de l'entente n'empêche pas celle-ci d'exercer tout droit que lui confère la loi.

### A7 Avis

1. Quand la présente entente exige que l'une des parties donne un avis, une directive, un consentement ou tout autre indication ou présente une demande ou rende une décision, la communication se fait par écrit et elle est réputée avoir été transmise,
  - (a) si elle est transmise en mains propres, le jour de sa livraison;
  - (b) si elle est envoyée par courrier recommandé, lorsque l'autre partie en accuse réception;
  - (c) si elle est envoyée par télécopieur ou autre moyen de communication électronique, un jour ouvrable après sa transmission.

## R - Attribution des marchés immobiliers

---

2. L'adresse des parties ou de la personne autorisée à recevoir les avis peut être changée par avis donné en conformité avec la présente disposition.

### A8 Suspension

1. Le *représentant du Ministère* peut demander à l'*expert-conseil* de suspendre la prestation de la totalité ou d'une partie des *services* pour une durée déterminée ou indéterminée.
2. Si la suspension ne dépasse pas soixante (60) *jours* et si, ajoutée à d'autres suspensions, elle ne dépasse pas quatre-vingt-dix (90) *jours*, l'*expert-conseil* reprend, à l'expiration de cette suspension, la prestation des *services* en conformité avec l'entente, sous réserve de toute entente concernant la révision du calendrier du projet, comme il est précisé dans l'article C2.
3. Si la suspension dépasse soixante (60) *jours* ou, lorsque ajoutée à d'autres suspensions, dépasse quatre-vingt-dix (90) *jours* et :
  - (a) le *représentant du Ministère* et l'*expert-conseil* conviennent de la reprise des *services*, l'*expert-conseil* en reprend la prestation, sous réserve des conditions convenues avec le *représentant du Ministère* ou
  - (b) le *représentant du Ministère* et l'*expert-conseil* ne s'entendent pas sur la reprise des *services*, le *ministre* résiliera l'entente par avis donné à l'*expert-conseil*, conformément à l'article A9.
4. Les frais de suspension reliés à cette clause sont couverts à l'article B7.

### A9 Résiliation

Le *ministre* peut résilier l'entente en tout temps, et les honoraires versés à l'*expert-conseil* sont établis en conformité avec les dispositions pertinentes de l'article B8.

### A10 Services retirés à l'expert-conseil

1. Le *ministre* peut retirer à l'*expert-conseil* la totalité ou une partie des *services* et prendre les moyens nécessaires qu'il estime raisonnables pour en assurer la prestation si l'*expert-conseil* :
  - a) est devenu insolvable, ou a commis un acte de faillite, et n'a pas fait une proposition aux créanciers de l'*expert-conseil*, ni déposé un avis d'intention de faire une telle proposition en vertu de la *Loi sur la faillite et l'insolvabilité*;
  - b) ne remplit pas l'une ou l'autre des obligations précisées dans la présente entente ou si, de l'avis du *ministre*, la prestation des *services* laisse tellement à désirer que l'*expert-conseil* risque de ne pas être en mesure de respecter les modalités de l'entente.
2. Si l'*expert-conseil* qui est devenu insolvable ou qui a commis un acte de faillite, a soit fait une proposition aux créanciers de l'*expert-conseil* ou soit déposé un avis d'intention d'en faire une conformément à la *Loi sur la faillite et l'insolvabilité*, il doit immédiatement donner copie de la proposition ou de l'avis d'intention au *Canada*.
3. Avant que la totalité ou une partie des *services* ne soit retirée à l'*expert-conseil*, en conformité sous le paragraphe A10.1(b), le *représentant du Ministère* avise l'*expert-conseil* et peut exiger que des mesures soient prises pour corriger la situation. Si, quatorze (14) *jours* après réception d'un tel avis la situation n'a pas été corrigée ou si des mesures correctives n'ont pas été prises, le *ministre* peut, sur avis, sans limiter tout autre droit ou recours, retirer en totalité ou en partie les *services* à l'*expert-conseil*.
4. Si la totalité ou une partie des *services* lui est retirée, l'*expert-conseil* est tenu, sur demande, d'indemniser le *Canada* de la totalité des pertes et dommages qu'elle aura subis en raison de l'inexécution des *services*.
5. Si l'*expert-conseil* n'indemnise pas le *Canada* sur demande des pertes ou dommages visés à l'article A10.3, celle-ci pourra déduire et retenir le montant de ces pertes ou dommages de toute somme qu'elle lui doit.
6. Si les *services* sont retirés à l'*expert-conseil* en conformité avec A10.1(b) et A10.3, le montant visé à l'article A10.5 sera conservé dans le Trésor jusqu'à ce qu'il y ait entente entre les parties



## R - Attribution des marchés immobiliers

---

ou qu'une décision juridique soit rendue. La somme totale ou partielle qui sera due à l'*expert-conseil* lui sera alors remboursée, avec intérêts comptés à partir de la date d'échéance mentionnée B2 et selon les dispositions de la présente entente.

7. Le retrait de la totalité ou d'une partie des *services* n'a pas pour effet de libérer l'*expert-conseil* des obligations qui lui sont imposées par l'entente ou la loi relativement à la totalité ou une partie des *services* qu'il a déjà fournis.

### A11 Registres que doit tenir l'expert-conseil

1. L'*expert-conseil* tient un registre exact de feuilles de temps et des coûts engagés et, si la chose est nécessaire aux fins de l'entente, il permet au *représentant du Ministère* de les consulter à des heures raisonnables, d'en faire des copies et d'en noter des extraits.
2. L'*expert-conseil* fournit des locaux où seront effectuées la vérification et l'inspection de ses registres, aux moments et aux endroits où les registres pertinents sont localisés, et il communique au *représentant du Ministère* les renseignements dont le *ministre* peut avoir besoin de temps à autre relativement aux documents visés par l'article A11.1.
3. L'*expert-conseil* devra, à moins de directives contraires, conserver les feuilles de temps et les registres des coûts à des fins de vérification et d'inspection pendant au moins deux ans après l'achèvement des *services*.

### A12 Sécurité nationale ou ministérielle

1. Si le *représentant du Ministère* est d'avis que le projet est d'une classe ou d'une sorte qui met en jeu la sécurité nationale ou ministérielle, l'*expert-conseil* pourrait devoir :
  - (a) fournir tout renseignement sur les personnes engagées pour les besoins de la présente entente, à moins que la loi ne l'interdise;
  - (b) retirer une personne du projet et du chantier si cette personne ne peut satisfaire aux normes de sécurité prescrites; et
  - (c) conserver la *documentation technique* du projet qu'il a en sa possession, de la façon précisée par le *représentant du Ministère*.
2. Si le projet est d'une classe ou d'une sorte qui met en jeu la sécurité nationale ou ministérielle, l'*expert-conseil* ne doit pas utiliser, publier, montrer ou détruire cette documentation sans le consentement écrit du *représentant du Ministère*.

### A13 Droits d'auteur et réutilisation des documents

1. À moins que ce soit précisé autrement dans les Conditions supplémentaires, tout droit d'auteur visant tout document préparé par l'*expert-conseil* ou sous la direction de ce dernier visant l'exécution des *services* pour ce projet appartient à l'*expert-conseil*.
2. Le *Canada* peut, en accord avec l'*expert-conseil*, réutiliser pour un autre projet les documents dont il est question à l'article A13.1 et le cas échéant paiera à l'*expert-conseil* des honoraires appropriés à cette pratique.

### A14 Conflits d'intérêts

1. L'*expert-conseil* déclare qu'il ne possède aucun intérêt financier dans l'entreprise d'une tierce partie qui pourrait donner ou sembler donner lieu à un conflit d'intérêts relativement à la prestation des *services*. S'il acquiert un tel intérêt avant l'expiration de l'entente, il le divulguera immédiatement au *représentant du Ministère*.
2. L'*expert-conseil* ne peut faire exécuter aucune vérification ou étude par une personne, entreprise ou société commerciale qui pourrait avoir un intérêt financier direct ou indirect dans les résultats de la vérification ou de l'étude.
3. L'*expert-conseil* ne peut présenter directement ou indirectement aucune soumission à l'égard d'un *contrat de construction* lié au projet.

## R - Attribution des marchés immobiliers

---

4. Aucun ancien titulaire de charge publique qui déroge aux dispositions concernant l'après-mandat du Code régissant les conflits d'intérêts et l'après-mandat ne doit tirer directement avantage de la présente entente.

### A15 Statut de l'expert-conseil

1. L'*expert-conseil* est engagé en vertu de l'entente, à titre d'*expert-conseil* indépendant, dans le seul but de fournir des *services*.
2. Ni l'*expert-conseil* ni son personnel n'est engagé en vertu des présentes à titre d'employé ou de mandataire du *Canada*.
3. L'*expert-conseil* convient qu'à titre d'employeur, il est l'unique responsable de tous les paiements et déductions qui doivent être effectués conformément à la loi, y compris les montants exigés pour le Régime de pensions du *Canada* ou le Régime de rentes du Québec, l'assurance-chômage, le régime d'indemnisation des accidentés du travail et l'impôt sur le revenu.

### A16 Déclarations de l'expert-conseil

1. L'*expert-conseil* déclare ce qui suit :
  - (a) d'après les renseignements donnés à l'égard des *services* requis par l'entente, il a reçu du *représentant du Ministère* suffisamment de renseignements pour lui permettre d'exécuter de façon satisfaisante les *services* requis aux termes de la présente entente. De plus, il possède les permis requis et les qualifications professionnelles ainsi que les connaissances, les aptitudes et l'habileté requises pour fournir ces *services*;
  - (b) il s'engage à fournir des *services* de qualité, conformément aux normes et critères professionnels généralement reconnus.

### A17 Assurances

L'*expert-conseil* souscrit et maintient les polices d'assurance responsabilité professionnelle nécessaires pour les *services* inclus dans cette entente et des polices d'assurance responsabilité supplémentaires, comme précisé les Particularités de l'entente et des Conditions supplémentaires le cas échéant et, sur demande, fournit toutes les preuves jugées satisfaisantes par le *représentant du Ministère* pour attester la souscription des polices d'assurance et leur renouvellement.

### A18 Règlement des désaccords

1. Dans le cas d'un désaccord concernant un aspect quelconque des *services* ou d'une directive donnée en application de la présente entente :
  - (a) l'*expert-conseil* peut donner un avis de désaccord au *représentant du Ministère*. Cet avis doit être donné promptement et comprend les détails du désaccord, tout changement de temps ou sommes demandées ainsi que la référence aux clauses pertinentes de la présente entente;
  - (b) l'*expert-conseil* doit continuer d'exécuter les *services*, conformément aux directives du *représentant du Ministère*; et
  - (c) l'*expert-conseil* et le *représentant du Ministère* essaient de résoudre le désaccord en négociant de bonne foi. Les négociations seront menées d'abord entre le représentant de l'*expert-conseil* responsable du projet et le *représentant du Ministère* et, ensuite, si nécessaire, entre un directeur de la firme d'*expert-conseil* et un gestionnaire senior du Ministère.
2. Le fait que l'*expert-conseil* continue d'exécuter les *services* conformément aux directives du *représentant du Ministère* ne doit pas compromettre sa position sur le plan juridique advenant un différend relativement à la présente entente.
3. S'il s'avère par la suite que les directives étaient erronées ou allaient à l'encontre de l'entente, le *Canada* assumera les honoraires de l'*expert-conseil* pour la mise à exécution de ces directives, y compris les coûts raisonnables découlant de quelconque changement(s), les coûts ayant été préalablement autorisés par le *représentant du Ministère*.

## R - Attribution des marchés immobiliers

---

4. Les honoraires, dont il est fait mention à l'article A18.3 seront calculés selon les modalités de paiement de cette entente.
5. Si le désaccord n'est pas réglé, l'*expert-conseil* peut présenter au *représentant du Ministère* une demande de décision écrite et le *représentant du Ministère* avise l'*expert-conseil* de la décision du Ministère dans les quatorze (14) *jours* de la réception de la demande de décision, en donnant les détails de la réponse et en indiquant les clauses pertinentes de la présente entente.
6. Dans les quatorze (14) *jours* suivant la réception de la décision écrite du Ministère, l'*expert-conseil* doit avertir le *représentant du Ministère* de son acceptation ou de son rejet de la décision.
7. Si l'*expert-conseil* n'est pas satisfait de la décision du Ministère, l'*expert-conseil*, par écrit, peut demander au *représentant du Ministère* que le désaccord soit renvoyé à la *médiation*.
8. Si le désaccord est renvoyé à la *médiation*, la *médiation* sera menée avec l'aide d'un médiateur compétent et expérimenté, choisi par l'*expert-conseil*, à partir d'une liste de médiateurs présentée par le *ministre*, et, sauf en cas d'entente alternative entre les parties, les procédures de *médiation* du Ministère seront utilisées.
9. Les négociations engagées en application de la présente entente, y compris celles menées pendant une *médiation*, sont sous toutes réserves.

### A19 Membres de la Chambre des communes

Aucun membre de la Chambre des communes ne doit, dans quelque mesure que ce soit, être partie à la présente entente ni bénéficier d'avantages pouvant en découler.

### A20 Modifications

Aucune correction ou modification de la présente entente ni dispense relative à ses dispositions n'est valide à moins d'avoir été convenue par écrit par les deux parties.

### A21 Totalité de l'entente

Les présentes constituent la totalité de l'entente conclue par les parties relativement aux *services* visés par l'entente et elles prévalent sur toutes les négociations, communications et ententes antérieures s'y rapportant, à moins que celles-ci n'aient été incorporées dans l'entente.

### A22 Attestation de lobbyiste - Honoraires conditionnels

1. L'*expert-conseil* atteste qu'il n'a pas versé ni convenu de verser, directement ou indirectement, et s'engage à ne pas verser, directement ni indirectement, des honoraires conditionnels en rapport à la négociation ou à l'obtention de la présente entente de *services*, ou en rapport à toute demande ou démarche reliée à l'entente de *services*, à aucune personne autre qu'un employé remplissant les fonctions habituelles liées à son poste.
2. Tous les comptes et dossiers concernant le versement d'honoraires ou de toute autre rémunération en rapport à l'obtention ou à la négociation de l'entente de *services*, ou en rapport à toute demande ou démarche reliée à l'entente de *services*, seront assujettis aux dispositions de l'entente portant sur les comptes et la vérification.
3. Si l'*expert-conseil* fait une fausse déclaration aux termes de la présente section ou ne respecte pas les obligations précisées dans le présent document, le *ministre* pourra soit retirer à l'*expert-conseil* les travaux qui lui avaient été confiés conformément aux dispositions de l'entente, soit recouvrer, de l'*expert-conseil*, par un réduction des honoraires à verser, ou autrement, le montant total des honoraires conditionnels.
4. Les définitions suivantes s'appliquent à la présente clause :
  - « **honoraires conditionnels** » - Tout paiement, ou autre forme de rémunération, qui est subordonné au degré de succès ou calculé en fonction du degré de succès obtenu en rapport à l'obtention d'un marché gouvernemental, à la négociation d'une partie ou de la totalité des conditions de ce marché ou à toute demande ou démarche reliée au marché.
  - « **employé(e)** » - Toute personne avec qui l'*expert-conseil* a une relation d'employeur à employé.

## R - Attribution des marchés immobiliers

---

« **personne** » - Comprend un particulier ou un groupe, une corporation, une société, une organisation et une association et, sans limiter la portée générale de ce qui précède, tout particulier qui est tenu de fournir au directeur une déclaration en vertu de l'article 5 de la *Loi concernant l'enregistrement des lobbyistes*, L.R. C. (1985), ch. 44 (4<sup>e</sup> suppl.), et de toute modification qui pourrait lui être apportée de temps à autre.

### A23 Non-discrimination dans l'embauche et l'emploi des employés

1. Aux fins de cette condition supplémentaire «personne» comprend l'*expert-conseil*, ses *sous-experts-conseils* et les autres firmes composant l'équipe de l'*expert-conseil* et leurs employés respectifs, leurs agents, leurs représentants autorisés ou leurs invités et toute autre personne impliquée dans la réalisation des travaux.
2. L'*expert-conseil* ne refusera pas d'employer une personne ou n'exercera pas, de quelque façon que ce soit, des distinctions injustes à l'endroit d'une personne à cause
  - (a) de la race, de l'origine nationale, de la couleur, de la religion, de l'âge, du sexe ou de l'état civil de cette personne,
  - (b) de la race, de l'origine nationale, de la couleur, de la religion, de l'âge, du sexe ou de l'état civil de cette personne ayant un rapport ou une association avec la personne en question, ou
  - (c) parce que cette dernière a porté plainte ou a fourni des renseignements ou parce qu'une plainte a été portée ou des renseignements ont été fournis en son nom relative à toute prétendue omission de la part de l'*expert-conseil* de se conformer aux paragraphes A23.2(a) et A23.2(b) ci-dessus.
3. L'*expert-conseil* doit, dans les deux (2) *jours* ouvrables suivant réception d'une plainte écrite à l'égard des dispositions de l'article A23.2 ci-dessus,
  - (a) faire émettre une directive écrite à la personne ou aux personnes nommées par le plaignant l'enjoignant de cesser toute action qui a donné lieu à la plainte; et
  - (b) envoyer par courrier recommandé, une copie de la plainte au *représentant du Ministère*;
4. Dans les vingt-quatre (24) heures suivant réception d'une directive du *représentant du Ministère*, soustraire de l'équipe de l'*expert-conseil* la ou les personnes soupçonnées par le *représentant du Ministère* de contrevenir aux dispositions de l'article A23.2 ci-dessus;
5. Au plus tard dans les trente (30) *jours* suivant réception de la directive mentionnée à l'article A23.4 ci-dessus, l'*expert-conseil* doit s'être assuré que les mesures nécessaires pour rectifier l'infraction décrite dans la directive aient été commencées;
6. Lorsqu'une directive est émise conformément à l'article A23.4 ci-dessus, le *Canada* peut retenir des fonds qui sont dus et payables à l'*expert-conseil* un montant représentant la somme des coûts et du paiement mentionnés aux articles A23.8 et A23.9 ci-dessous.
7. Lorsque l'*expert-conseil* refuse de se conformer aux dispositions de l'article A23.6 ci-dessus, le *représentant du Ministère* doit prendre les mesures nécessaires pour rectifier l'infraction, et déterminer le montant total des frais engagés par le *Canada*.
8. Le *Canada* peut retenir les fonds dus et payables à l'*expert-conseil* et effectuer un paiement directement au plaignant sur réception de la part du plaignant
  - (a) d'une décision arbitrale écrite en application de la *Loi sur l'arbitrage commercial du gouvernement fédéral*, L.R.C. 1985, c. C-34.6,
  - (b) d'une décision écrite émise en application de la *Loi canadienne sur les droits de la personne*, L.R.C. 1985, c. H-6,
  - (c) d'une décision écrite émise en application des lois provinciales ou territoriales sur les droits de la personne, ou
  - (d) d'un jugement prononcé par un tribunal compétent.

## R - Attribution des marchés immobiliers

---

9. L'*expert-conseil* est tenu, sur demande, d'indemniser le *Canada* de la totalité des coûts supplémentaires visés à l'article A23.8. Si l'*expert-conseil* n'indemnise pas le *Canada* sur demande, celui-ci pourra déduire le montant des coûts supplémentaires de toute somme qu'il lui doit.
10. Un paiement effectué en conformité de l'article A23.8 comporte quittance de l'obligation du *Canada* envers l'*expert-conseil* en vertu de l'entente, jusqu'à concurrence du montant payé, et peut être déduit de tout montant dû à l'*expert-conseil*.
11. Lorsque le *représentant du Ministère* est d'avis que l'*expert-conseil* a contrevenu à quelque disposition que ce soit de cette condition générale, le *ministre* peut retirer les *services* à l'*expert-conseil* selon l'article A10.
12. L'*expert-conseil* doit faire en sorte que les dispositions de cette condition générale soient incluses dans tous les marchés et ententes liés à ce travail.

### A24 Conditions supplémentaires

Les Conditions supplémentaires, le cas échéant, sont définies ailleurs dans la présente entente.

## B MODALITÉS DE PAIEMENT

### B1 Honoraires

1. Les honoraires et débours de l'*expert-conseil* sont calculés et payés en conformité avec les formules de calcul des honoraires établies par les présentes.
2. Les honoraires de l'*expert-conseil* ne sont payables que lorsque l'*expert-conseil* a fourni les *services*, comme déterminé par le *représentant du Ministère*. Le paiement d'honoraires portant sur l'exécution de *services* ou d'une partie de *services* n'est pas réputé constituer une renonciation par le *Canada* à son droit à un règlement judiciaire ou contractuel des coûts ou dépenses attribuables au défaut ou à la négligence de l'*expert-conseil*.

### B2 Montants versés à l'expert-conseil

1. L'*expert-conseil* peut recevoir un paiement proportionnel chaque mois ou à tout autre intervalle convenu, sous réserve des restrictions pertinentes dans la section intitulée Fixation des honoraires tel que décrites ailleurs dans cette entente. Les paiements seront versés à la date d'échéance. Aux fins de la présente entente, la date d'échéance sera le 30<sup>e</sup> jour suivant la réception d'une facture dûment présentée.
2. Une « facture dûment présentée » est une facture remise au *représentant du Ministère* selon la formule convenue et accompagnée de détails et de documents suffisants pour en permettre la vérification. La facture en question doit aussi montrer séparément les montants suivants :
  - (a) le montant du paiement proportionnel réclamé pour les *services* rendus à la satisfaction du *représentant du Ministère*,
  - (b) le montant de toute taxe, calculé selon la législation en vigueur, et
  - (c) le montant total représentant la somme des montants décrits aux paragraphes B2.2(a) et B2.2(b).
3. Le montant de la taxe que l'*expert-conseil* aura indiqué sur sa facture sera payé par le *Canada* en plus du montant du paiement proportionnel réclamé pour le travail accompli à la satisfaction du *représentant du Ministère*.
4. Si, dans les quinze (15) *jours* suivant la réception d'une facture, le *représentant du Ministère* avise l'*expert-conseil* d'une erreur ou de la nécessité d'obtenir d'autres renseignements, le paiement sera effectué dans les trente (30) *jours* suivants la réception de la facture corrigée ou des renseignements exigés.
5. À la suite de la prestation de chaque *service* précisé ailleurs dans cette entente, pourvu qu'un paiement proportionnel ait au moins été versé, l'*expert-conseil* doit présenter une déclaration statutaire attestant qu'il s'est acquitté de toutes les obligations financières découlant des *services*

## R - Attribution des marchés immobiliers

---

qui lui ont été rendus ou qui ont été fournis pour son compte, en application de la présente entente, avant qu'il obtienne tout paiement supplémentaire.

6. À la suite d'un avis écrit par un *sous-expert-conseil* avec lequel l'*expert-conseil* a un contrat direct selon lequel un supposé paiement ne lui a pas été versé, le *représentant du Ministère* fournit au *sous-expert-conseil* une copie du dernier paiement proportionnel approuvé, qui a été versé à l'*expert-conseil* pour la prestation des *services*.
7. À la suite de la prestation satisfaisante de tous les *services*, le montant exigible en vertu de l'entente, déduction faite des paiements déjà effectués, est versé à l'*expert-conseil* dans les trente (30) *jours* suivant la réception d'une facture dûment présentée, accompagnée d'une déclaration finale, conformément à l'article B2.5.

### B3 Paiement en retard

1. Sous réserve de l'article B3.4 ci-après, si le *Canada* tarde à effectuer un paiement dû en vertu de l'article B2, l'*expert-conseil* est en droit de recevoir de l'intérêt sur le montant en souffrance pendant la période définie à l'article B3.2, y compris le jour précédent la date de paiement. La date de paiement est considérée comme étant la date du chèque remis en paiement du montant en souffrance. Un montant est en souffrance lorsqu'il est impayé le lendemain de la date d'échéance décrite à l'article B2.1.
2. Sous réserve de ce qui est prévu à l'article B3.4, les intérêts sont payés automatiquement sur tous les montants impayés à la date d'échéance ou quinze (15) *jours* après que l'*expert-conseil* ait présenté une déclaration conforme à celle décrite aux articles B2.5 ou B2.7, selon le délai le plus long.
3. Le taux d'intérêt est le *taux d'escompte moyen* plus 3 p. 100 par année sur tout montant en souffrance en vertu de l'article B3.1.
4. Pour ce qui est des montants en souffrance depuis moins de quinze (15) *jours*, les intérêts ne sont ni exigibles ni versés sur les paiements effectués à l'intérieur de cette période, à moins que l'*expert-conseil* en fasse la demande après que lesdits montants soient dûs.

### B4 Obligations de l'expert-conseil et réclamations présentées contre lui

1. Le *Canada* peut, pour libérer l'*expert-conseil* de ses obligations légales et des réclamations légitimes présentées contre lui par un *sous-expert-conseil* avec lequel il a un contrat direct visant la fourniture de *services* pour lui-même ou pour son compte, verser directement à l'auteur de la réclamation un montant déduit des sommes exigibles et payables à l'*expert-conseil*.
2. Aux fins de l'article B4.1, la légitimité d'une réclamation doit être affirmée
  - (a) par un tribunal compétent;
  - (b) par un arbitre dûment nommé pour arbitrer la réclamation;
  - (c) par un avis écrit remis au *représentant du Ministère* et signé par l'*expert-conseil* qui en autorise le paiement.
3. Un paiement effectué en application de l'article B4.1 libère le *Canada* de ses obligations envers l'*expert-conseil* en vertu de la présente et sera déduit de toute somme payable à l'*expert-conseil* en vertu de la présente.
4. L'article B4.1 ne s'applique qu'aux réclamations et obligations
  - (a) à l'égard desquelles un avis de réclamation indique le montant réclamé et le détail des *services* ou d'une partie des *services* pour lesquels le réclamant n'a pas été payé. L'avis écrit de réclamation doit être reçu par le *représentant du Ministère* avant le versement du dernier paiement à l'*expert-conseil* et dans les cent vingt (120) *jours* de la date à laquelle le réclamant
    - (1) aurait dû être payé intégralement en application de l'entente qui le lie à l'*expert-conseil*, si la réclamation porte sur une somme qui devait légitimement être retenue à l'égard du réclamant; ou
    - (2) a fourni les derniers *services* prévus dans l'entente qui le lie à l'*expert-conseil*, si la réclamation ne porte pas sur la somme visée à l'alinéa B4.4(a)(1), et

## R - Attribution des marchés immobiliers

---

- (b) les procédures visant à établir le droit au paiement des réclamations et obligations en cause au paragraphe B4.4(a) doivent être intentées dans l'année suivant la date de réception, par le *représentant du Ministère*, de l'avis prévu au paragraphe B4.4(a).
5. Sur réception d'un avis de réclamation prévu au paragraphe B4.4(a), le *Canada* peut retenir de toute somme due à l'*expert-conseil* en vertu de la présente la totalité ou une partie du montant réclamé.
6. Le *représentant du Ministère* informe par écrit l'*expert-conseil* de la réception d'un avis de réclamation et de l'intention du *Canada* de retenir les fonds en vertu de l'article B4.5. L'*expert-conseil* peut dès lors et jusqu'à ce que le paiement soit effectué au réclamant, remettre au *Canada* une garantie acceptable d'un montant égal à la valeur de ladite réclamation. À la réception d'une telle garantie, le *Canada* verse à l'*expert-conseil* les fonds par ailleurs payables à celui-ci qui sont retenus en application de l'article B4.5.
7. L'*expert-conseil* doit s'acquitter de ses obligations légales et des réclamations légitimes relatives aux *services* qui lui ont été fournis ou qui l'ont été pour son compte aux termes des présentes au moins chaque fois que le *Canada* doit s'acquitter de ses obligations envers l'*expert-conseil* en vertu de l'entente.

### **B5 Non-paiement en cas d'erreur ou d'omission**

L'*expert-conseil* n'a pas droit au paiement des frais engagés en vue de rectifier les erreurs et les omissions liées aux *services* et qui sont attribuables à lui-même, à ses employés ou mandataires ou à des personnes pour lesquelles il a assumé toute responsabilité relativement à la prestation des *services*.

### **B6 Paiement d'honoraires en cas de modification**

Le paiement de tous les *services* supplémentaires ou réduits fournis par l'*expert-conseil* et qui sont autorisés par le *représentant du Ministère* est effectué en conformité avec cette autorisation et les dispositions des modalités de paiement de la présente entente.

### **B7 Frais de suspension**

1. S'il y a suspension des *services* en vertu de l'article A8, l'*expert-conseil* réduit au minimum tous les frais et dépenses liés aux *services* qu'il peut avoir à engager durant la période de suspension.
2. Dans les quatorze (14) *jours* suivant l'avis de suspension, l'*expert-conseil* présente, le cas échéant, au *représentant du Ministère* un état des frais et des dépenses qu'il s'attend à engager durant la suspension et dont il demandera le remboursement.
3. L'*expert-conseil* est indemnisé des frais et des dépenses qu'il prouve avoir engagés de façon raisonnable durant la période de suspension.

### **B8 Frais de résiliation**

1. Si l'entente est résiliée conformément à l'article A9, le *Canada* verse et l'*expert-conseil* accepte à titre de règlement complet un montant calculé en vertu de la présente partie pour les *services* fournis de façon satisfaisante, ainsi qu'un montant visant à indemniser l'*expert-conseil* des frais et dépenses raisonnables, s'il y a lieu, que l'*expert-conseil* aurait engagés aux fins des *services* après la date de résiliation.
2. Dans les quatorze (14) *jours* suivant l'avis de résiliation, l'*expert-conseil* présente au *représentant du Ministère* un état des frais et des dépenses encourus, ainsi que tous frais supplémentaires qu'il s'attend à engager après la date de résiliation et dont il demandera le remboursement.
3. L'*expert-conseil* est indemnisé des frais et des dépenses qu'il prouve avoir engagés de façon raisonnable après la date de résiliation.

### **B9 Débours**

1. Les frais suivants engagés par l'*expert-conseil*, qui sont liés aux *services* et approuvés par le *représentant du Ministère*, sont remboursés à l'*expert-conseil* au prix coûtant :
  - (a) frais des appels interurbains et de télécopieur;

## R - Attribution des marchés immobiliers

---

- (b) frais des copies des dessins et des documents CDAO et des devis autres que ceux précisés dans les Particularités de l'entente telles que décrites ailleurs dans cette entente;
  - (c) les frais d'expédition des échantillons de matériaux et de maquettes ainsi que les frais d'expédition et de livraison par messenger spécial;
  - (d) les autres frais engagés avec l'autorisation préalable du *représentant du Ministère*.
2. Les frais de transport et de logement connexes au projet sont remboursés selon la politique du Conseil du Trésor en matière de déplacements.
3. Les débours doivent être liés au projet et ne comprennent pas les dépenses d'exploitation normales de l'entreprise de l'*expert-conseil*. Les sommes payables ne doivent pas être supérieures au montant indiqué dans les Particularités de l'entente, telles que décrites ailleurs dans cette entente, à moins d'autorisation préalable du *représentant du Ministère*.

### C SERVICES DE L'EXPERT-CONSEIL ET RESPONSABILITÉS DU MINISTÈRE

#### C1 Services

L'*expert-conseil* fournira les *services* décrits dans la présente partie, conformément aux conditions de l'entente.

#### C2 Calendrier

1. L'*expert-conseil* devra :
- (a) au moment opportun, soumettre à l'approbation du *représentant du Ministère*, selon la formule prescrite, un calendrier détaillé de prestation des *services* en fonction de la taille et de la complexité du projet;
  - (b) se conformer au calendrier approuvé et, s'il faut y apporter des changements, indiquer au *représentant du Ministère* l'importance et les raisons de ces changements et les faire approuver.

#### C3 Renseignements sur le projet et décisions, acceptations et approbations

1. Le *représentant du Ministère* doit communiquer au moment opportun des renseignements sur le projet, ses décisions et instructions écrites, notamment les acceptations et approbations liées à la prestation des *services* offerts par l'*expert-conseil*.
2. Aucune acceptation ou approbation par le *représentant du Ministère*, qu'elle soit expresse ou tacite, n'a pour effet d'exonérer l'*expert-conseil* de sa responsabilité professionnelle ou technique relativement aux *services* qu'il s'est engagé à fournir.

#### C4 Changements apportés aux services

1. L'*expert-conseil* doit :
- (a) apporter des changements aux *services* à fournir aux fins du projet, y compris des changements qui pourraient avoir pour effet d'accroître ou de réduire l'étendue initiale des *services*, chaque fois que le *représentant du Ministère* le lui demande par écrit;
  - (b) avant de procéder à ces changements, informer le *représentant du Ministère* des conséquences qu'ils peuvent avoir sur le *coût estimatif de construction*, les honoraires exigibles, le *calendrier de projet* et toute autre question liée au projet.

#### C5 Codes, règlements, licences, permis

L'*expert-conseil* doit se conformer aux lois, codes, règlements et règlements municipaux qui s'appliquent à la conception et, le cas échéant, examiner la conception avec les autorités publiques compétentes aux fins de demande et d'obtention des consentements, approbations, licences et permis nécessaires au projet.

#### C6 Personnel



## R - Attribution des marchés immobiliers

---

1. Sur demande, l'*expert-conseil* soumet à l'approbation du *représentant du Ministère* le nom, l'adresse et un résumé des titres de compétence et de l'expérience ainsi que les fonctions prévues de toutes les personnes, y compris les cadres, qu'il engagera en vue de fournir les *services* liés au projet. Sur demande, il soumet également à son approbation toute modification à cet égard.
2. Si les honoraires sont versés en fonction du *coût de la rémunération*, l'*expert-conseil* soumet à l'approbation du *représentant du Ministère* l'état des coûts de la rémunération, et toute modification s'y rapportant, à l'égard de toutes les personnes qu'il engage pour les fins du projet.

### C7 Sous-experts-conseils

1. L'*expert-conseil* doit :
  - (a) donner au *représentant du Ministère* le nom des *sous-experts-conseils* désignés au cours des négociations de la présente entente avec lesquels il conclura des ententes relativement à certains éléments des *services* et, sur demande, lui fournir les détails des modalités de ces ententes ainsi que les titres de compétence et les noms des employés de ces *sous-experts-conseils* qui travailleront au projet;
  - (b) à la suite de la présente entente, donner au *représentant du Ministère* le nom de tous les autres *sous-experts conseils* avec lesquels il se propose de conclure des ententes relativement à certains éléments des *services* et, sur demande, lui fournir les détails des modalités de ces ententes ainsi que les titres de compétence et les noms des employés de ces *sous-experts-conseils* qui travailleront au projet;
  - (c) incorporer dans toute entente conclue avec les *sous-experts-conseils* les dispositions de cette entente qui s'appliquent aux responsabilités de chacun d'eux;
  - (d) suivant un avis écrit par un *sous-expert-conseil* avec lequel il a passé un contrat direct, l'*expert-conseil* informera le *sous-expert-conseil* de ses obligations envers lui, en application de la présente entente.
2. Le *représentant du Ministère* peut s'opposer à l'engagement d'un *sous-expert-conseil* dans les six (6) *jours* suivant la réception de l'avis donné conformément au paragraphe C7.1(b) et, après avoir été informé de l'opposition, l'*expert-conseil* doit renoncer à conclure une entente avec ce *sous-expert-conseil*.
3. Ni l'entente conclue avec un *sous-expert-conseil*, ni l'approbation d'une telle entente par le *représentant du Ministère* ne pourra avoir pour effet de libérer l'*expert-conseil* des obligations qu'il assume aux termes des présentes ni d'imposer une quelconque responsabilité au *Canada*.

### C8 Contrôle des coûts

1. Durant toutes les étapes de l'élaboration du projet, le *coût estimatif de construction* préparé par l'*expert-conseil* n'excédera pas le *plafond du coût de construction*.
2. Au cas où l'*expert-conseil* jugerait que le *coût estimatif de construction* excéderait le *plafond du coût de construction*, il doit aviser le *représentant du Ministère*, et
  - (a) si l'excédent est dû à des facteurs dépendants de la volonté de l'*expert-conseil* ou que celui-ci pouvait raisonnablement prévoir, l'*expert-conseil*, à la demande du *représentant du Ministère* et sans frais supplémentaires pour le *Canada*, modifie ou révisé le design du projet de manière à ramener le *coût estimatif de construction* sous le *plafond du coût de construction*, ou
  - (b) si l'excédent du coût résulte de raisons indépendantes de la volonté de l'*expert-conseil*, et si les révisions ou changements ont été demandés par le *représentant du Ministère*, ces changements ou révisions devront être faits par l'*expert-conseil* aux frais du *Canada*, et les parties en cause devront convenir du coût en question avant que les changements ou révisions soient apportés.
3. Si le prix le plus bas obtenu par soumission ou négociation excède le *plafond du coût de construction* et si l'excédent est dû à des facteurs dépendants de la volonté de l'*expert-conseil* ou que celui-ci pouvait raisonnablement prévoir, l'*expert-conseil*, à la demande du *représentant du Ministère*, et sans frais supplémentaires, aide à réviser l'étendue et la qualité du projet de manière

## R - Attribution des marchés immobiliers

---

à diminuer le coût de construction et apporte aux documents de construction les modifications nécessaires pour que le *plafond du coût de construction* ne soit pas dépassé.

### C9 Services additionnels

Les *services* additionnels, le cas échéant, sont décrits ailleurs dans la présente entente, et précisés tel qu'indiqué dans les clauses « Fixation des honoraires » et « Particularités de l'entente ».

---

---

**Remarques : LE TEXTE DE CETTE CLAUSE DOIT FIGURER EN ENTIER DANS LES DOCUMENTS D'ACHAT.** Utiliser la clause suivante dans les ententes de services en architecture et en génie - bâtiments, travaux d'ingénierie et services généraux.

### R0300D (16/02/98) Conditions générales supplémentaires

#### 1. Autres conditions supplémentaires (le cas échéant)

\_\_\_\_\_  
\_\_\_\_\_

---

---

**Remarques : LE TEXTE DE CETTE CLAUSE DOIT FIGURER EN ENTIER DANS LES DOCUMENTS D'ACHAT.** Utiliser la clause suivante dans l'entente de services d'expert-conseil en architecture et en génie - ouverte.

### R0301D (16/02/98) Conditions supplémentaires - ouvertes

#### 1. Services

- a) La présente entente ouverte de services en A et G concerne l'obtention de *services* devant être fournis par l'*expert-conseil* pour des projets désignés par le *représentant du Ministère*.
- b) L'*expert-conseil* accepte de fournir seulement les *services* requis en vertu d'un engagement de services. L'engagement de services en question doit être produit par le *représentant du Ministère* pour les projets désignés.
- c) Par engagement de services, on entend les instructions écrites et les modifications fournies par le *représentant du Ministère*, lesquelles décrivent entre autres :
  - (1) les *services* à fournir
  - (2) les conditions de paiement convenues pour l'exécution de ces *services*.

#### 2. Conditions de la présente entente

La présente entente demeure en vigueur jusqu'à ce qu'une des deux parties indique qu'aucun autre *service* n'est requis ni fourni, ou, en l'absence d'un tel avis, pour une durée de deux (2) ans à partir de la date de signature de l'entente. Si les *services* entrepris n'ont pas tous été fournis avant l'expiration de la période de deux (2) ans, l'entente prendra fin lorsque les *services* auront tous été fournis ou sur avis du *ministre*, conformément aux dispositions de l'article A1.9 des Conditions générales.

#### 3. Déclaration statutaire

Avant d'effectuer le dernier paiement, conformément à un engagement de services, l'*expert-conseil* présente une déclaration statutaire qui atteste que ce dernier a respecté ses obligations financières en rapport avec cet engagement de services.

## R - Attribution des marchés immobiliers

---

### 4. Autres conditions supplémentaires (le cas échéant)

\_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_

---

---

**Remarques :** Utiliser la clause suivante dans l'entente de services d'expert-conseil en architecture et en génie - bâtiments.

#### R0400D (16/02/98) Entente en A&G - bâtiments

Les documents énumérés ci-dessous et les modifications qui s'y rapportent (ci-après appelés « l'entente ») constituent l'entente conclue entre le Canada et l'expert-conseil :

#### R0412D Articles de convention

##### R0425D Instructions et conditions uniformisées

##### R0220D Conditions générales

#### A CONDITIONS GÉNÉRALES

- A1 Définitions
- A2 Interprétation
- A3 Successeurs et ayant droit
- A4 Cession
- A5 Administration
- A6 Indemnisation
- A7 Avis
- A8 Suspension
- A9 Résiliation
- A10 Services retirés à l'expert-conseil
- A11 Registres que doit tenir l'expert-conseil
- A12 Sécurité nationale ou ministérielle
- A13 Droits d'auteur et réutilisation des documents
- A14 Conflits d'intérêts
- A15 Statut de l'expert-conseil
- A16 Déclarations de l'expert-conseil
- A17 Assurances
- A18 Règlement des désaccords
- A19 Membres de la Chambre des communes
- A20 Modifications
- A21 Totalité de l'entente
- A22 Attestation de lobbyiste - Honoraires conditionnels
- A23 Non-discrimination dans l'embauche et l'emploi des employés
- A24 Conditions supplémentaires

#### B MODALITÉS DE PAIEMENT

- B1 Honoraires
- B2 Montants versés à l'expert-conseil
- B3 Paiement en retard
- B4 Obligations de l'expert-conseil et réclamations présentées contre lui
- B5 Non-paiement en cas d'erreur ou d'omission
- B6 Paiement d'honoraires en cas de modification
- B7 Frais de suspension
- B8 Frais de résiliation
- B9 Débours

#### C SERVICES DE L'EXPERT-CONSEIL ET RESPONSABILITÉS DU MINISTÈRE

## R - Attribution des marchés immobiliers

---

|               |                                                                                                                                                                                                                                                         |
|---------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>C1</b>     | Services                                                                                                                                                                                                                                                |
| <b>C2</b>     | Calendrier                                                                                                                                                                                                                                              |
| <b>C3</b>     | Renseignements sur le projet et décisions, acceptations et approbations                                                                                                                                                                                 |
| <b>C4</b>     | Changements apportés aux services                                                                                                                                                                                                                       |
| <b>C5</b>     | Codes, règlements, licences, permis                                                                                                                                                                                                                     |
| <b>C6</b>     | Personnel                                                                                                                                                                                                                                               |
| <b>C7</b>     | Sous-experts-conseils                                                                                                                                                                                                                                   |
| <b>C8</b>     | Contrôle des coûts                                                                                                                                                                                                                                      |
| <b>C9</b>     | Services additionnels                                                                                                                                                                                                                                   |
| <b>R0300D</b> | Conditions supplémentaires                                                                                                                                                                                                                              |
| <b>R1000D</b> | Services de base                                                                                                                                                                                                                                        |
| <b>R1001D</b> | Analyse de l'énoncé de projet                                                                                                                                                                                                                           |
| <b>R1002D</b> | Études conceptuelles                                                                                                                                                                                                                                    |
| <b>R1003D</b> | Élaboration de la conception                                                                                                                                                                                                                            |
| <b>R1008D</b> | Documents, coût estimatif et calendrier                                                                                                                                                                                                                 |
| <b>R1009D</b> | Appel d'offres, étude et adjudication                                                                                                                                                                                                                   |
| <b>R1010D</b> | Administration des travaux et du contrat                                                                                                                                                                                                                |
| <b>R1011D</b> | Contrôle postérieur à l'exécution                                                                                                                                                                                                                       |
| <b>R1012D</b> | Modifications aux services de base                                                                                                                                                                                                                      |
| <b>R1014D</b> | Services additionnels<br>Documents de construction bilingues<br>Services continus sur le chantier<br>Autres services additionnels                                                                                                                       |
| <b>R2000D</b> | Fixation des honoraires - bâtiments<br>Fixation des honoraires à verser pour les services de base<br>Paiements pour les services de base<br>Fixation des honoraires à verser pour les services additionnels<br>Paiements pour les services additionnels |
| <b>R2001D</b> | Particularités de l'entente - bâtiments                                                                                                                                                                                                                 |

---

**Remarques :** Utiliser la clause suivante dans l'entente de services d'expert-conseil en architecture et en génie - travaux d'ingénierie.

**R0401D (16/02/98) Entente en A&G - travaux d'ingénierie**

Les documents énumérés ci-dessous et les modifications qui s'y rapportent (ci-après appelés « l'entente ») constituent l'entente conclue entre le Canada et l'expert-conseil :

**R0412D Articles de convention**

**R0425D Instructions et conditions uniformisées**

**R0220D Conditions générales**

**A CONDITIONS GÉNÉRALES**

**A1** Définitions  
**A2** Interprétation

## R - Attribution des marchés immobiliers

---

|            |                                                             |
|------------|-------------------------------------------------------------|
| <b>A3</b>  | Successes et ayant droit                                    |
| <b>A4</b>  | Cession                                                     |
| <b>A5</b>  | Administration                                              |
| <b>A6</b>  | Indemnisation                                               |
| <b>A7</b>  | Avis                                                        |
| <b>A8</b>  | Suspension                                                  |
| <b>A9</b>  | Résiliation                                                 |
| <b>A10</b> | Services retirés à l'expert-conseil                         |
| <b>A11</b> | Registres que doit tenir l'expert-conseil                   |
| <b>A12</b> | Sécurité nationale ou ministérielle                         |
| <b>A13</b> | Droits d'auteur et réutilisation des documents              |
| <b>A14</b> | Conflits d'intérêts                                         |
| <b>A15</b> | Statut de l'expert-conseil                                  |
| <b>A16</b> | Déclarations de l'expert-conseil                            |
| <b>A17</b> | Assurances                                                  |
| <b>A18</b> | Règlement des désaccords                                    |
| <b>A19</b> | Membres de la Chambre des communes                          |
| <b>A20</b> | Modifications                                               |
| <b>A21</b> | Totalité de l'entente                                       |
| <b>A22</b> | Attestation de lobbyiste - Honoraires conditionnels         |
| <b>A23</b> | Non-discrimination dans l'embauche et l'emploi des employés |
| <b>A24</b> | Conditions supplémentaires                                  |

### **B MODALITÉS DE PAIEMENT**

|           |                                                                       |
|-----------|-----------------------------------------------------------------------|
| <b>B1</b> | Honoraires                                                            |
| <b>B2</b> | Montants versés à l'expert-conseil                                    |
| <b>B3</b> | Paie ment en retard                                                   |
| <b>B4</b> | Obligations de l'expert-conseil et réclamations présentées contre lui |
| <b>B5</b> | Non-paiement en cas d'erreur ou d'omission                            |
| <b>B6</b> | Paie ment d'honoraires en cas de modification                         |
| <b>B7</b> | Frais de suspension                                                   |
| <b>B8</b> | Frais de résiliation                                                  |
| <b>B9</b> | Débours                                                               |

### **C SERVICES DE L'EXPERT-CONSEIL ET RESPONSABILITÉS DU MINISTÈRE**

|           |                                                                         |
|-----------|-------------------------------------------------------------------------|
| <b>C1</b> | Services                                                                |
| <b>C2</b> | Calendrier                                                              |
| <b>C3</b> | Renseignements sur le projet et décisions, acceptations et approbations |
| <b>C4</b> | Changements apportés aux services                                       |
| <b>C5</b> | Codes, règlements, licences, permis                                     |
| <b>C6</b> | Personnel                                                               |
| <b>C7</b> | Sous-experts-conseils                                                   |
| <b>C8</b> | Contrôle des coûts                                                      |
| <b>C9</b> | Services additionnels                                                   |

|               |                                          |
|---------------|------------------------------------------|
| <b>R0300D</b> | Conditions supplémentaires               |
| <b>R1004D</b> | Catégories de services                   |
| <b>R1005D</b> | Analyse et études conceptuelles          |
| <b>R1006D</b> | Conception préliminaire                  |
| <b>R1008D</b> | Documents, coût estimatif et calendrier  |
| <b>R1009D</b> | Appel d'offres, étude et adjudication    |
| <b>R1010D</b> | Administration des travaux et du contrat |
| <b>R1011D</b> | Contrôle postérieur à l'exécution        |
| <b>R1013D</b> | Modifications aux catégories de services |
| <b>R1014D</b> | Services additionnels                    |

## R - Attribution des marchés immobiliers

---

|               |                                                                                                                                                                                                                                                                    |
|---------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
|               | Documents de construction bilingues<br>Services continus sur le chantier<br>Autres services additionnels                                                                                                                                                           |
| <b>R2002D</b> | Fixation des honoraires - travaux d'ingénierie<br>Fixation des honoraires à verser pour les services de base<br>Paiements pour les services de base<br>Fixation des honoraires à verser pour les services additionnels<br>Paiements pour les services additionnels |
| <b>R2003D</b> | Particularités de l'entente - travaux d'ingénierie                                                                                                                                                                                                                 |

---

**Remarques :** Utiliser la clause suivante dans l'entente de services d'expert-conseil en architecture et en génie - services généraux.

### **R0402D (16/02/98) Entente en A&G - services généraux**

Les documents énumérés ci-dessous et les modifications qui s'y rapportent (ci-après appelés « l'entente ») constituent l'entente conclue entre le Canada et l'expert-conseil :

#### **R0412D Articles de convention**

##### **R0425D Instructions et conditions uniformisées**

##### **R0220D Conditions générales**

#### **A CONDITIONS GÉNÉRALES**

- A1** Définitions
- A2** Interprétation
- A3** Successeurs et ayant droit
- A4** Cession
- A5** Administration
- A6** Indemnisation
- A7** Avis
- A8** Suspension
- A9** Résiliation
- A10** Services retirés à l'expert-conseil
- A11** Registres que doit tenir l'expert-conseil
- A12** Sécurité nationale ou ministérielle
- A13** Droits d'auteur et réutilisation des documents
- A14** Conflits d'intérêts
- A15** Statut de l'expert-conseil
- A16** Déclarations de l'expert-conseil
- A17** Assurances
- A18** Règlement des désaccords
- A19** Membres de la Chambre des communes
- A20** Modifications
- A21** Totalité de l'entente
- A22** Attestation des lobbyistes - Honoraires conditionnels
- A23** Non-discrimination dans l'embauche et l'emploi des employés
- A24** Conditions supplémentaires

#### **B MODALITÉS DE PAIEMENT**

- B1** Honoraires
- B2** Montants versés à l'expert-conseil
- B3** Paiement en retard
- B4** Obligations de l'expert-conseil et réclamations présentées contre lui
- B5** Non-paiement en cas d'erreur ou d'omission
- B6** Paiement d'honoraires en cas de modification

## R - Attribution des marchés immobiliers

---

- B7** Frais de suspension
- B8** Frais de résiliation
- B9** Débours

### **C SERVICES DE L'EXPERT-CONSEIL ET RESPONSABILITÉS DU MINISTÈRE**

- C1** Services
- C2** Calendrier
- C3** Renseignements sur le projet et décisions, acceptations et approbations
- C4** Changements apportés aux services
- C5** Codes, règlements, licences, permis
- C6** Personnel
- C7** Sous-experts-conseils
- C8** Contrôle des coûts
- C9** Services additionnels

**R0300D** Conditions supplémentaires

**R1015D** Description des services requis

**R1016D** Services additionnels - services généraux  
Documents de construction bilingues  
Services continus sur le chantier

**R2006D** Fixation des honoraires - services généraux  
Fixation des honoraires à verser pour les services requis  
Étapes des paiements

**R2007D** Particularités de l'entente - services généraux

---

**Remarques :** Utiliser la clause suivante dans l'entente de services d'expert-conseil en architecture et en génie - ouverte.

**R0403D (16/02/98) Entente en A&G - ouverte**

Les documents énumérés ci-dessous et les modifications qui s'y rapportent (ci-après appelés « l'entente ») constituent l'entente conclue entre le Canada et l'expert-conseil :

**R0412D Articles de convention**

**R0425D Instructions et conditions uniformisées**

**R0220D Conditions générales**

### **A CONDITIONS GÉNÉRALES**

- A1** Définitions
- A2** Interprétation
- A3** Successeurs et ayant droit
- A4** Cession
- A5** Administration
- A6** Indemnisation
- A7** Avis
- A8** Suspension
- A9** Résiliation
- A10** Services retirés à l'expert-conseil
- A11** Registres que doit tenir l'expert-conseil
- A12** Sécurité nationale ou ministérielle
- A13** Droits d'auteur et réutilisation des documents
- A14** Conflits d'intérêts
- A15** Statut de l'expert-conseil

## R - Attribution des marchés immobiliers

---

- A16 Déclarations de l'expert-conseil
- A17 Assurances
- A18 Règlement des désaccords
- A19 Membres de la Chambre des communes
- A20 Modifications
- A21 Totalité de l'entente
- A22 Attestation de lobbyistes - Honoraires conditionnels
- A23 Non-discrimination dans l'embauche et l'emploi des employés
- A24 Conditions supplémentaires

### B MODALITÉS DE PAIEMENT

- B1 Honoraires
- B2 Montants versés à l'expert-conseil
- B3 Paiement en retard
- B4 Obligations de l'expert-conseil et réclamations présentées contre lui
- B5 Non-paiement en cas d'erreur ou d'omission
- B6 Paiement d'honoraires en cas de modification
- B7 Frais de suspension
- B8 Frais de résiliation
- B9 Débours

### C SERVICES DE L'EXPERT-CONSEIL ET RESPONSABILITÉS DU MINISTÈRE

- C1 Services
- C2 Calendrier
- C3 Renseignements sur le projet et décisions, acceptations et approbations
- C4 Changements apportés aux services
- C5 Codes, règlements, licences, permis
- C6 Personnel
- C7 Sous-experts-conseils
- C8 Contrôle des coûts
- C9 Services additionnels

R0301D Conditions supplémentaires - ouverte  
Services  
Conditions de la présente entente  
Déclaration statutaire  
Autres conditions supplémentaires

R1017D Services à fournir - ouverte

R2008D Fixation des honoraires - ouverte

R2009D Particularités de l'entente

---

**Remarques : LE TEXTE DE CETTE CLAUSE DOIT FIGURER EN ENTIER DANS LES DOCUMENTS D'ACHAT.** Utiliser la clause suivante dans les ententes de services d'expert-conseil en architecture et en génie - bâtiments, travaux d'ingénierie, ouverte et services généraux.

**R0412D (16/02/98) Clauses de l'entente**

Clauses de l'entente en date du \_\_\_\_ 19 \_\_\_\_,

entre

*Canada* (représenté par le ministre des Travaux publics et des Services gouvernementaux (ci-après appelé « *le ministre* »),

et



## R - Attribution des marchés immobiliers

---

\_\_\_\_\_ (ci-après appelé(e)s « l'expert-conseil »).

pour le projet suivant :

Titre : \_\_\_\_\_

Lieu : \_\_\_\_\_

Description : \_\_\_\_\_ (ci-après appelé « le projet »).

*Canada* et l'expert-conseil conviennent de ce qui suit :

### 1. SERVICES

L'expert-conseil s'engage à fournir intégralement les *services* décrits dans cette entente.

### 2. PAIEMENT

- a) Sous réserve des dispositions de la présente entente, le *Canada* s'engage à verser à l'expert-conseil, en contrepartie des *services*, un montant calculé en conformité avec les dispositions de la Fixation des honoraires et des Particularités de l'entente.
- b) Le montant maximum payé en vertu de la présente entente, y compris les honoraires et débours, ne peut dépasser la somme mentionnée dans les Particularités de l'entente sans l'autorisation préalable écrite du *représentant du Ministère*.

**EN FOI DE QUOI** les parties ont signé la présente entente à la date indiquée précédemment.

**SIGNÉE EN PRÉSENCE DE :**

**EXPERT-CONSEIL**

**TÉMOINS**

\_\_\_\_\_  
Signature

\_\_\_\_\_  
Signature

\_\_\_\_\_  
(nom, en caract. d'impr.)

\_\_\_\_\_  
(en qualité de, en caract. d'impr.)

\_\_\_\_\_  
Signature

\_\_\_\_\_  
Signature

\_\_\_\_\_  
(nom, en caract. d'impr.)

\_\_\_\_\_  
(en qualité de, en caract. d'impr.)

**Au nom du Canada**

\_\_\_\_\_  
Signature

## R - Attribution des marchés immobiliers

---

---

\_\_\_\_\_  
(nom, en caract. d'impr.)

\_\_\_\_\_  
(en qualité de, en caract. d'impr.)

\_\_\_\_\_  
Signature

\_\_\_\_\_  
(nom, en caract. d'impr.)

\_\_\_\_\_  
(en qualité de, en caract. d'impr.)

---

---

**Remarques : LE TEXTE DE CETTE CLAUSE DOIT FIGURER EN ENTIER DANS LES DOCUMENTS D'ACHAT.** Utiliser la clause suivante dans toutes les ententes de services d'expert-conseil en architecture et en génie - bâtiments, travaux d'ingénierie, ouvertes et services généraux.

**R0425D (14/05/04) Instructions et conditions uniformisées**

### **Guide des Clauses et conditions uniformisées d'achat**

Toutes les instructions, clauses et conditions identifiées dans le présent document par titre, numéro et date sont reproduites dans le guide des *Clauses et conditions uniformisées d'achat* publié par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC).

Une version électronique du guide est disponible sur le site Web de TPSGC :  
<http://sacc.tpsgc.gc.ca/sacc/index-f.jsp>.

### **Conditions de l'entente**

Conformément à la *Loi sur le ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux*, L.C., 1996, ch. 16, les conditions ainsi que les clauses qui sont signalées dans ce document par le titre, le numéro et la date, sont incorporées par la présente sous forme de renvois et font partie intégrante du présent document comme si elles y étaient reproduites au complet, et sont assujetties à toute autre condition expresse énoncée dans la présente.

---

---

**R0425D (30/05/03) Instructions et conditions uniformisées**

A partir du 14/05/04, cette clause est remplacée par R0425D.

---

---

## R - Attribution des marchés immobiliers

---

**Remarques :** Utiliser la clause suivante dans l'entente de services d'expert-conseil en architecture et en génie - bâtiments.

**R1000D (16/02/98) Services de base**

1. Les *services* de base suivants sont visés par les présentes, à moins d'indication contraire dans les clauses R1012D, Modification aux services de base et R2001D, Particularités de l'entente :
    - a) Analyse de l'*énoncé de projet*;
    - b) Réalisation des études conceptuelles,
    - c) Élaboration de la conception,
    - d) Préparation des documents de construction,
    - e) Appel d'offre et adjudication,
    - f) Administration des travaux et du contrat,
    - g) Contrôle postérieur à l'exécution.
- 

**Remarques :** Utiliser la clause suivante dans l'entente de services d'expert-conseil en architecture et en génie - bâtiments.

**R1001D (16/02/98) Analyse de l'énoncé de projet**

L'*expert-conseil* analyse l'*énoncé de projet* et informe le *représentant du Ministère* de tout problème ou de la nécessité d'obtenir plus de renseignements, d'éclaircissements ou de directives.

---

**Remarques :** Utiliser la clause suivante dans l'entente de services d'expert-conseil en architecture et en génie - bâtiments.

**R1002D (16/02/98) Etudes conceptuelles**

1. L'*expert-conseil* doit
    - a) soumettre au *représentant du Ministère* les études conceptuelles, suffisamment détaillées pour exposer la conception générale et attester du respect des exigences de l'*énoncé de projet*;
    - b) proposer un *coût estimatif de construction*, un *plan des coûts* et un *calendrier de projet* préliminaires pour confirmer la faisabilité du projet;
    - c) fournir des exemplaires de tous les documents se rattachant aux études conceptuelles, selon le modèle et le nombre précisés dans la clause R2001D, Particularités de l'entente.
- 

**Remarques :** Utiliser la clause suivante dans l'entente de services d'expert-conseil en architecture et en génie - bâtiments.

**R1003D (16/02/98) Elaboration de la conception**

1. Après l'approbation des études conceptuelles, l'*expert-conseil* doit préparer et

## R - Attribution des marchés immobiliers

---

- a) soumettre au *représentant du Ministère* les documents d'élaboration de la conception suffisamment détaillée en vue de déterminer la taille, l'objet et la nature de l'ensemble du projet;
  - b) proposer un *coût estimatif de construction* à jour, établi d'après le dossier d'élaboration, ainsi qu'un *calendrier de projet* et un *plan des coûts* à jour;
  - c) fournir des exemplaires de tous les documents d'élaboration de la conception, selon le modèle et le nombre précisés dans la clause R2001D, Particularités de l'entente.
- 

**Remarques :** Utiliser la clause suivante dans l'entente de services d'expert-conseil en architecture et en génie - travaux d'ingénierie.

### R1004D (16/02/98) Catégories de services

1. Les catégories de *services* suivantes sont visées par les présentes, à moins d'indication contraire dans la clause R1013D, Modifications aux catégories de services ou la clause R2003D, Particularités de l'entente :
    - a) Analyse du *cadre de référence* et études conceptuelles,
    - b) Conception préliminaire,
    - c) Préparation des documents de construction,
    - d) Appel d'offres et adjudication,
    - e) Administration des travaux et du contrat,
    - f) Contrôle postérieur à l'exécution.
- 

**Remarques :** Utiliser la clause suivante dans l'entente de services d'expert-conseil en architecture et en génie - travaux d'ingénierie.

### R1005D (16/02/98) Analyse et études conceptuelles

1. L'*expert-conseil* doit
    - a) analyser le *cadre de référence* et tout autre renseignement pertinent et informe le *représentant du Ministère* de tout problème ou de la nécessité d'obtenir plus de renseignements, d'éclaircissements ou de directives;
    - b) étudier le ou les chantiers possibles et les données relatives à ceux-ci et relève tout aspect qui pourrait se révéler problématique;
    - c) préparer différentes études conceptuelles pour chaque chantier envisagé, évalue leur faisabilité et fournit des recommandations, dont le *coût estimatif de construction* préliminaire et le calendrier d'exécution de toutes les études conceptuelles;
    - d) remettre des copies de tous les documents relatifs aux études conceptuelles exigés d'après la clause R2003D, Particularités de l'entente.
- 

**Remarques :** Utiliser la clause suivante dans l'entente de services d'expert-conseil en architecture et en génie - travaux d'ingénierie.

## R - Attribution des marchés immobiliers

---

### R1006D (16/02/98) Conception préliminaire

1. Après l'approbation des études conceptuelles, l'*expert-conseil* doit préparer et
  - a) soumettre au *représentant du Ministère* les documents de conception préliminaire dont les études analytiques, dessins et autres documents techniques suffisamment détaillés en vue de déterminer la taille, l'objet et la nature de l'ensemble du projet;
  - b) proposer un *coût estimatif de construction* à jour ainsi qu'un *plan des coûts* et un calendrier du projet, et
  - c) fournir des exemplaires de tous les documents de conception préliminaire selon le modèle et le nombre précisés dans la clause R2003D, Particularités de l'entente.

---

**Remarques : LE TEXTE DE CETTE CLAUSE DOIT FIGURER EN ENTIER DANS LES DOCUMENTS D'ACHAT.** Utiliser la clause suivante dans les ententes de services d'expert-conseil en architecture et en génie - bâtiments et travaux d'ingénierie. Lorsque cette clause est utilisée dans des demandes relatives aux bâtiments, insérer « R2001D »; lorsqu'utilisée pour des demandes relatives aux travaux d'ingénierie, insérer « R2003D ».

### R1008D (16/02/98) Documents, coût estimatif et calendrier

#### Documents de construction

1. Après l'approbation du dossier d'élaboration de la conception, l'*expert-conseil* doit préparer et
  - a) soumettre au *représentant du Ministère* les dessins d'exécution et devis (documents de construction) définissant en détail les exigences de la construction à chaque étape de la production, comme précisé dans la clause \_\_\_\_\_, Particularités de l'entente;
  - b) proposer un plan des coûts à jour, y compris le *coût estimatif de construction* ainsi qu'un *calendrier de projet* à chaque étape de la production;
  - c) fournir des exemplaires de tous les documents se rapportant à la construction, selon le modèle et le nombre précisés dans la clause \_\_\_\_\_.

#### **Coût estimatif de construction avant l'appel d'offres et calendrier de projet**

À des fins d'appel d'offres, l'*expert-conseil* doit préparer et faire approuver un *coût estimatif de construction* définitif fondé sur les documents de construction approuvés ainsi qu'une ventilation détaillée et un *calendrier de projet* à jour.

---

**Remarques :** Utiliser la clause suivante dans les ententes de services d'expert-conseil en architecture et en génie - bâtiments et travaux d'ingénierie.

### R1009D (16/02/98) Appel d'offres, étude et adjudication

#### Appel d'offres

1. Lorsque le *représentant du Ministère* a la charge d'imprimer le nombre déterminé d'exemplaires des documents de soumission et les autres documents nécessaires aux fins de l'appel d'offres, l'*expert-conseil* doit, après l'approbation des documents de construction définitifs, remettre au *représentant du Ministère*, à la satisfaction de ce dernier, un (1) jeu complet des dessins approuvés reproduits sur du mylar ou un autre matériau pouvant être reproduit et microfilmé, et deux (2) jeux des devis approuvés, dont l'un pouvant être reproduit et l'autre pouvant être relié. L'*expert-conseil* doit, sur demande :

## R - Attribution des marchés immobiliers

---

- a) fournir au *représentant du Ministère* tous les renseignements nécessaires à l'interprétation et à la clarification des documents de construction;
- b) participer à l'évaluation et à l'approbation de matériaux, de méthodes et de systèmes équivalents;
- c) aider à la préparation d'addenda;
- d) assister aux visites de chantier ou de site lorsque requis.

### Étude des soumissions et adjudication

1. Lorsque le *représentant du Ministère* a la charge de constituer et de produire les documents de soumission, ainsi que de veiller à la réception des soumissions et à l'adjudication du contrat de construction en conformité avec les procédures du Ministère, l'*expert-conseil* doit, sur demande :
  - a) examiner et évaluer les soumissions reçues relativement à l'exécution du projet et donner son avis concernant leur valeur respective;
  - b) fournir des renseignements en vue de soutenir les négociations de prix.

---

**Remarques :** Utiliser la clause suivante dans les ententes de services d'expert-conseil en architecture et en génie - bâtiments et travaux d'ingénierie.

**R1010D (16/02/98) Administration des travaux et du contrat**

### Calendrier des travaux de construction

1. L'*expert-conseil* doit
  - a) demander à l'*entrepreneur*, dès que possible après l'adjudication du *contrat de construction*, un calendrier détaillé des travaux de construction et, après en avoir fait la vérification quant à sa compatibilité avec le *calendrier de projet*, en transmet deux (2) exemplaires au *représentant du Ministère*;
  - b) surveiller l'avancement des travaux en fonction du calendrier établi et en fait rapport au *représentant du Ministère*;
  - c) aviser le *représentant du Ministère* de tous les retards connus ou prévus pouvant modifier la date d'achèvement du projet et note avec précision les causes de ces retards.
2. Le *représentant du Ministère* doit évaluer toutes les demandes de prolongation de délai formulées par l'*entrepreneur* et doit donner des directives à l'*entrepreneur* et à l'*expert-conseil*.

### Réunions de chantier

1. L'*expert-conseil* doit
  - a) enjoindre l'*entrepreneur* à tenir et à assister aux réunions de chantier selon les exigences du *contrat de construction*;
  - b) aviser le *représentant du Ministère* de la date et de l'heure des réunions prévues;
  - c) assister aux réunions;
  - d) dresser un compte rendu des réunions et en remet une copie au *représentant du Ministère*.

### Clarification et interprétation

## R - Attribution des marchés immobiliers

---

L'*expert-conseil* doit se charger de clarifier et d'interpréter les documents de construction par écrit ou à l'aide de graphiques, aussi souvent que nécessaire, selon les exigences de l'*entrepreneur* aux fins de l'exécution et de l'avancement des travaux.

### Dessins d'atelier

1. L'*expert-conseil* doit
  - a) préciser dans les documents de construction tous les dessins d'atelier devant être soumis par l'*entrepreneur*;
  - b) examiner, en temps opportun, les dessins d'atelier que l'*entrepreneur* a présentés aux fins du projet pour déterminer s'ils sont conformes à la conception générale et à l'objet des documents de construction, et fait part à l'*entrepreneur* de la conformité ou non avec la conception générale;
  - c) en remettre un (1) exemplaire au *représentant du Ministère* quand cet exemplaire est reconnu conforme.

### Essais et inspections

1. L'*expert-conseil* doit
  - a) recommander la tenue d'essais concernant les matériaux ou la construction et en analyse les résultats;
  - b) recommander la tenue d'essais sur l'assurance de la qualité pendant les travaux de construction, évalue les résultats et en fait part au *représentant du Ministère*;
  - c) demander à l'*entrepreneur* d'apporter des correctifs si les matériaux ou la construction ne satisfont pas aux exigences du *contrat de construction* et en informe le *représentant du Ministère*;
  - d) préciser les essais que doit effectuer l'*entrepreneur* en ce qui concerne les produits et le rendement.

### Visites de chantier

1. L'*expert-conseil* doit
  - a) inspecter la construction pour vérifier, à partir d'observations ponctuelles appropriées, si les travaux observés sont exécutés en conformité avec les documents de construction;
  - b) consigner ses observations quant à l'avancement, à la non-conformité et aux défauts observés lors de chaque visite pour en faire rapport au *représentant du Ministère* et faire rapport par écrit à l'*entrepreneur* de l'état d'avancement des travaux et de tous les défauts qu'ils a observés au cours de chaque visite;
  - c) recommander les mesures à prendre pour corriger la situation.

### Modification du contrat de construction

1. L'*expert-conseil* doit
  - a) soumettre à l'approbation du *représentant du Ministère* toutes les demandes et recommandations de modification du *contrat de construction* et les conséquences qui en découlent,
  - b) demander à l'*entrepreneur* de proposer des prix relativement aux modifications projetées, étudier ces prix pour déterminer s'ils sont acceptables, évaluer les effets des modifications sur l'avancement des travaux et formuler des recommandations au *représentant du Ministère*.
2. Le *représentant du Ministère* doit émettre des avis de changement à l'égard de toutes les modifications approuvées.

## R - Attribution des marchés immobiliers

---

### Demandes de paiement proportionnel de l'entrepreneur

1. L'*expert-conseil* doit
  - a) demander à l'*entrepreneur* de remettre une ventilation détaillée du prix adjugé du *contrat de construction* en fonction de la taille et de la complexité du projet ou selon les indications contenues dans le *contrat de construction*, et présenter cette ventilation au *représentant du Ministère* avant la première demande de paiement proportionnel de l'*entrepreneur*;
  - b) examiner, en temps opportun, les demandes de paiement proportionnel et, si elles sont acceptables, attester ces demandes pour les travaux exécutés et les matériaux livrés, en application du *contrat de construction*, et les présenter au *représentant du Ministère* aux fins d'approbation et de traitement;
  - c) si les travaux de construction sont effectués selon des prix unitaires, calculer et noter le nombre des effectifs, de même que les quantités de matériaux et d'outillage utilisées afin de pouvoir attester les demandes de paiement proportionnel.

### Certificat provisoire d'achèvement du projet

1. L'*expert-conseil* doit
  - a) inspecter les travaux de construction avec le *représentant du Ministère* et l'*entrepreneur* et prendre note de tous les travaux qui auront été jugés insatisfaisants et incomplets;
  - b) demander à l'*entrepreneur* tous les guides d'exploitation et d'entretien, de même que les autres documents ou articles que celui-ci doit fournir en vertu du *contrat de construction*, les examiner pour être certain qu'ils sont complets et exacts et les remettre au *représentant du Ministère*;
  - c) préparer et soumettre au *représentant du Ministère*, pour les fins de traitement et de paiement à l'*entrepreneur*, un certificat provisoire d'achèvement selon les exigences du *contrat de construction* de même que tous les documents justificatifs signés et attestés en bonne et due forme.

### Dessins de l'ouvrage fini

1. L'*expert-conseil*, avant la délivrance du certificat définitif d'achèvement, doit
  - a) préparer un jeu complet des dessins de l'ouvrage fini, selon le modèle et le nombre précisés dans la clause R2001 Particularités de l'entente, et le remet au *représentant du Ministère*;
  - b) voir à ce que les dessins de l'ouvrage puissent être microfilmés et comprennent tous les changements apportés aux dessins d'exécution originaux d'après des dessins, des annotations et autres renseignements fournis par l'*entrepreneur* ainsi que les autorisations de modification ou les instructions données sur le chantier;
  - c) veiller à ce que les dessins de l'ouvrage fini soient étiquetés « ouvrage fini », datés et signés par l'*expert-conseil*, et fournir aussi une copie corrigée du devis comportant toutes les modifications qui y ont été apportées.

### Achèvement définitif du projet

1. L'*expert-conseil* doit
  - a) aviser le *représentant du Ministère* quand tous les travaux de construction ont été, dans l'ensemble, exécutés en conformité avec le *contrat de construction*;
  - b) procéder à une inspection finale des travaux avec le *représentant du Ministère* et l'*entrepreneur* et, si les travaux sont satisfaisants, préparer et soumettre au *représentant du Ministère*, aux fins d'approbation et du paiement final de l'*entrepreneur*, un certificat définitif d'achèvement selon les exigences du *contrat de construction* et tous les documents justificatifs signés et attestés en bonne et due forme, y compris les garanties et les cautionnements des fabricants et des fournisseurs.



## R - Attribution des marchés immobiliers

---

---

**Remarques :** Utiliser la clause suivante dans les ententes de services d'expert-conseil en architecture et en génie - bâtiments et travaux d'ingénierie.

**R1011D (16/02/98) Contrôle postérieur à l'exécution**

1. L'*expert-conseil* doit
    - a) inspecter sur demande les défauts signalés par le *représentant du Ministère* pendant la période de garantie du *contrat de construction*;
    - b) trente (30) jours avant l'expiration de toute garantie, visiter le chantier et prendre note de toutes les défauts observés ou signalés;
    - c) à la fin de la période de garantie, effectuer l'inspection finale du projet et signaler au *représentant du Ministère* l'état des défauts. Si ce dernier accepte les corrections apportées, un « avis d'inspection finale de garantie » sera délivré à l'*entrepreneur*.
- 
- 

**Remarques :** LE TEXTE DE CETTE CLAUSE DOIT FIGURER EN ENTIER DANS LES DOCUMENTS D'ACHAT. Utiliser la clause suivante dans l'entente de services d'expert-conseil en architecture et en génie - bâtiments.

**R1012D (16/02/98) Modifications aux services de base**

Les *services* de base sont modifiés comme suit : \_\_\_\_\_.

---

---

**Remarques :** LE TEXTE DE CETTE CLAUSE DOIT FIGURER EN ENTIER DANS LES DOCUMENTS D'ACHAT. Utiliser la clause suivante dans l'entente de services d'expert-conseil en architecture et en génie - travaux d'ingénierie.

**R1013D (16/02/98) Modifications aux catégories de services**

Les catégories de *services* sont modifiés comme suit : \_\_\_\_\_.

---

---

**Remarques :** LE TEXTE DE CETTE CLAUSE DOIT FIGURER EN ENTIER DANS LES DOCUMENTS D'ACHAT. Utiliser la clause suivante dans les ententes de services d'expert-conseil en architecture et en génie - bâtiments et travaux d'ingénierie. Lorsque cette clause est utilisée pour des demandes relatives aux bâtiments, insérer « R2001D »; lorsqu'utilisée pour des demandes relatives aux travaux d'ingénierie, insérer « R2003D ».

**R1014D (16/02/98) Services additionnels**

**Documents de construction bilingues**    **Oui :** \_\_\_\_\_    **Non :** \_\_\_\_\_

1. L'*expert-conseil* doit
  - a) produire les documents de construction en français et en anglais;

## R - Attribution des marchés immobiliers

---

- b) apposer un sceau professionnel sur les versions française et anglaise des documents de construction.
2. Le montant total payable pour la production des documents de construction dans les deux langues ne doit pas dépasser le montant prévu à la clause \_\_\_\_\_, Particularités de l'entente, sans l'autorisation préalable du *représentant du Ministère*.

### Services continus sur le chantier

Oui : \_\_\_\_\_

Non : \_\_\_\_\_

1. Outre les visites de chantier qu'il effectue pendant les travaux de construction, précisées dans la clause R1010D Administration des travaux et du contrat, l'*expert-conseil* doit
- a) assurer des services continus d'inspection du chantier, compiler et tenir des dossiers à jour sur l'exécution des travaux;
- b) coordonner la prestation des services liés aux inspections, aux essais et aux évaluations visant à savoir si les matériaux et l'équipement conviennent, en conformité avec le *contrat de construction*;
- c) tenir et mettre à la disposition du *représentant du Ministère* qui pourra les examiner, des dossiers à jour indiquant le nombre de personnes et de pièces d'équipement employées de façon occasionnelle pour le projet par l'*entrepreneur* et fournir tous les autres renseignements nécessaires pour évaluer la progression des travaux, déterminer la cause de tout retard et vérifier le bien-fondé de toute réclamation.
2. Le montant maximum payable pour les services continus sur le chantier ne peut dépasser le montant inscrit à la clause \_\_\_\_\_, sans l'autorisation préalable du *représentant du Ministère*.

### Autres services additionnels

1. L'*expert-conseil* doit fournir les autres *services* additionnels qui peuvent être requis, tels études pré-conceptuelles, *spécialiste conseil*, services de coordination, appels d'offres séquentiels, etc., tel que décrit ci-après, le cas échéant.
2. Le montant maximum payable pour les autres *services* additionnels ne peut dépasser le montant inscrit à la clause \_\_\_\_\_, sans l'autorisation préalable du *représentant du Ministère*.
- 
- 

**Remarques : LE TEXTE DE CETTE CLAUSE DOIT FIGURER EN ENTIER DANS LES DOCUMENTS D'ACHAT.** Utiliser la clause suivante dans l'entente de services d'expert-conseil en architecture et en génie - services généraux.

### R1015D (16/02/98) Description des services requis

Les *services* requis à fournir : \_\_\_\_\_.

---

---

**Remarques : LE TEXTE DE CETTE CLAUSE DOIT FIGURER EN ENTIER DANS LES DOCUMENTS D'ACHAT.** Utiliser la clause suivante dans l'entente de services d'expert-conseil en architecture et en génie - services généraux.

### R1016D (16/02/98) Services additionnels-services généraux

Documents de construction bilingues

Oui : \_\_\_\_\_

Non : \_\_\_\_\_

1. L'*expert-conseil* doit
- a) produire les documents de construction en français et en anglais;

## R - Attribution des marchés immobiliers

---

- b) apposer un sceau professionnel sur les versions française et anglaise des documents de construction.
2. Le montant total payable pour la production des documents de construction dans les deux langues ne doit pas dépasser le montant prévu à la clause R2007D, Particularités de l'entente, sans l'autorisation préalable du *représentant du Ministère*.

### Services continus sur le chantier

Oui : \_\_\_\_\_

Non : \_\_\_\_\_

1. Outre les visites de chantier qu'il effectue pendant les travaux de construction, précisées dans la clause l'*expert-conseil* doit
- a) assurer des services continus d'inspection du chantier, compiler et tenir des dossiers à jour sur l'exécution des travaux;
- b) coordonner la prestation des services liés aux inspections, aux essais et aux évaluations visant à savoir si les matériaux et l'équipement conviennent, en conformité avec le *contrat de construction*;
- c) tenir et mettre à la disposition du *représentant du Ministère* qui pourra les examiner, des dossiers à jour indiquant le nombre de personnes et de pièces d'équipement employées de façon occasionnelle pour le projet par l'*entrepreneur* et fournir tous les autres renseignements nécessaires pour évaluer la progression des travaux, déterminer la cause de tout retard et vérifier le bien-fondé de toute réclamation.
2. Le montant maximum payable pour les *services* continus sur le chantier ne peut dépasser le montant inscrit à la clause R2007D, sans l'autorisation préalable du *représentant du Ministère*.
- 
- 

**Remarques :** Utiliser la clause suivante dans l'entente de services d'expert-conseil en architecture et en génie - ouverte.

### R1017D (16/02/98) Services à fournir

1. Le *représentant du Ministère* doit fournir un engagement de services décrivant les *services* qui doivent être dispensés par l'*expert-conseil*.
2. L'*expert-conseil* doit exécuter lesdits *services* en respectant le délai et le budget prévus dans l'engagement de services ou dans tout autre document contractuel.
- 
- 

**Remarques :** Utiliser la clause suivante dans une Demande de proposition à 2 phases.

### R1110T (16/12/05) Instructions générales aux proposants (IG)

- IG 1 Définitions  
IG 2 Aperçu de la procédure de sélection  
IG 3 Numéro d'entreprise - approvisionnement  
IG 4 Propositions recevables  
IG 5 Établissement de la proposition  
IG 6 Prix de la proposition  
IG 7 Demandes d'éclaircissement pendant la durée de l'invitation  
IG 8 Limite quant au nombre de propositions  
IG 9 Permis et licences nécessaires  
IG 10 Conditions d'admission  
IG 11 Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi  
IG 12 Assurances à souscrire  
IG 13 Exigences relatives à la sécurité industrielle et des installations  
IG 14 Composition de l'équipe de l'expert-conseil

## R - Attribution des marchés immobiliers

---

- IG 15 Présentation des propositions
- IG 16 Propositions présentées en retard
- IG 17 Révision des propositions
- IG 18 Acceptation des propositions
- IG 19 Identité ou capacité juridique du proposant
- IG 20 Séance d'explications
- IG 21 États financiers
- IG 22 Rendement

### IG 1 (2003-05-30) Définitions

1. Dans la présente demande de proposition (DDP), on entend par :

Comité d'évaluation de TPSGC : Le comité constitué pour évaluer et coter les propositions. Les membres de ce comité sont suffisamment représentatifs des compétences professionnelles et possèdent l'expérience voulue pour évaluer correctement tous les aspects des propositions.

cote de la phase 1 : La cote attribuée à la proposition soumise pour l'expérience et les compétences de l'équipe de l'expert-conseil lors de la phase 1 de la procédure de sélection. Par la suite, cette cote servira à établir la note de la phase 1, laquelle sera intégrée au calcul de la note totale selon le pourcentage prévu à cet effet lors de l'évaluation et la cotation des propositions présentées à la phase 2.

Cote de prix : La cote attribuée à la composante prix de la proposition soumise à la phase 2 de la procédure de sélection. Par la suite, cette cote servira à établir la note de prix laquelle sera intégrée au calcul de la note totale selon le pourcentage prévu à cet effet lors de l'évaluation et la cotation des propositions présentées à la phase 2.

cote technique dans le cadre de la phase 2 : La cote attribuée aux aspects techniques des propositions dans la phase 2 de la procédure de sélection. Par la suite, cette cote servira à établir la note pour la composante technique laquelle sera intégrée au calcul de la note totale selon le pourcentage prévu à cet effet lors de l'évaluation et la cotation des propositions présentées à la phase 2.

équipe de l'expert-conseil : L'équipe proposée pour fournir tous les services requis pour réaliser le projet, laquelle est composée de l'expert-conseil principal (le proposant), des sous-experts-conseils, des spécialistes et des autres firmes.

personnel clé : Les membres du personnel du proposant, ainsi que ceux des sous-experts-conseils, des spécialistes et des autres firmes auxquels il se propose de faire appel pour réaliser le présent projet.

Proposant : La personne morale présentant une proposition à titre d'expert-conseil principal (également appelée « soumissionnaire » dans les présentes).

### IG 2 (2003-05-30) Aperçu de la procédure de sélection

#### 2.1 Proposition présentée dans le cadre de la phase 1

1. Pour donner suite à la DDP, les proposants intéressés doivent présenter, dans le cadre de la phase 1, une proposition dans laquelle ils doivent :
  - a) indiquer si cette proposition est présentée par une entreprise à propriétaire unique ou par un consortium;
  - b) décrire, si la proposition est présentée par un consortium, les rapports juridiques et professionnels proposés et les avantages apportés par la création du consortium;
  - c) identifier l'expert-conseil principal et les sous-experts-conseils et spécialistes auxquels on se propose de faire appel pour constituer l'équipe de l'expert-conseil, ainsi que la structure organisationnelle proposée pour l'équipe;
  - d) décrire dans quelle mesure les membres de l'équipe de l'expert-conseil proposée ont réussi à assurer les services dans le cadre de projets comparables à celui qui fait l'objet de la proposition;

## R - Attribution des marchés immobiliers

---

- e) identifier l'accréditation professionnelle, l'expérience, les compétences et le savoir-faire de l'équipe de l'expert-conseil proposée et des personnes clés auxquelles on se propose de faire appel pour assurer les services requis;
- f) respecter toutes les autres exigences énoncées dans la DDP.

### 2.2 Évaluation et cotation des propositions présentées dans le cadre de la phase 1

1. Un comité d'évaluation de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC) examine, évalue et cote chacune des propositions recevables conformément aux critères d'évaluation, aux éléments et aux coefficients de pondération indiqués dans la DDP. À la fin de l'évaluation, on attribue à chaque proposition recevable une première cote (cote de la phase 1). On enregistre les cotes de la phase 1 pour les intégrer ensuite dans l'évaluation et la cotation définitive des propositions.
2. Chaque proposant qui aura présenté une proposition recevable dans le cadre de cette phase est informé par écrit de la cote qui lui a été attribuée. De plus, on lui fournit les renseignements suivants :
  - a) la liste alphabétique des proposants (en principe, les cinq premiers) auxquels on aura attribué les meilleures cotes dans le cadre de la phase 1;
  - b) la liste de toutes les cotes attribuées dans le cadre de la phase 1 (sans lien avec les proposants);
  - c) la date, l'heure et le lieu de la réunion d'explications sur la phase 2, le cas échéant;
  - d) la date et l'heure de clôture pour la réception des propositions dans le cadre de la phase 2 ainsi que l'ensemble des instructions, des clauses et des conditions supplémentaires ou des annexes pouvant s'appliquer à la préparation et à la présentation des propositions dans le cadre de la phase 2.
3. Les proposants qui présentent des propositions irrecevables dans le cadre de la phase 1 seront avisés en conséquence.

### 2.3 Proposition présentée dans le cadre de la phase 2

1. Lorsque les proposants connaissent les résultats de l'évaluation des propositions de la phase 1, ils doivent préparer et soumettre leur proposition dans le cadre de la phase 2. Tous les proposants qui présentent des propositions recevables dans le cadre de la phase 1, quelle que soit leur cote à l'issue de cette phase, peuvent préparer et présenter une proposition dans le cadre de la phase 2. Chaque proposant dont la proposition est recevable prend la décision de continuer de participer ou non à la procédure de sélection de la phase 2.
2. Dans le cadre de la phase 2, le proposant ne peut pas remplacer ou supprimer un membre de l'équipe de l'expert-conseil indiquée dans la proposition présentée dans le cadre de la phase 1.
3. Les propositions présentées dans le cadre de la phase 2 sont soumises à une procédure prévoyant deux enveloppes : le proposant doit présenter le volet « technique » de la proposition dans une « enveloppe » et le volet financier de son offre (proposition de prix) dans une deuxième enveloppe.
4. Les renseignements que les proposants doivent fournir sont décrits en détails dans la DDP.

### 2.4 Évaluation et cotation finales des propositions présentées dans le cadre de la phase 2.

1. Un comité d'évaluation de TPSGC examinera, évaluera et cotera les éléments techniques des propositions présentées dans le cadre de la phase 2 conformément aux critères, aux éléments et aux coefficients de pondération indiqués dans la DDP. À la fin de l'évaluation, on établira les cotes techniques de la phase 2.
2. La cote de la phase 1 et la cote technique de la phase 2 seront combinées de façon à établir une note technique combinée. Les propositions qui auront obtenu la note de passage précisée dans la section Exigences de présentation et évaluation des propositions de la DDP seront étudiées plus en profondeur.

## R - Attribution des marchés immobiliers

---

3. Les enveloppes de proposition de prix de toutes les propositions recevables sont ouvertes après évaluation technique. Un prix moyen est établi en additionnant toutes les propositions de prix et en divisant la somme par le nombre de propositions de prix dépouillées.
4. Toutes les propositions de prix ayant un écart de plus de 25 p. 100 au dessus du prix moyen occasionneront le rejet de la proposition complète, laquelle ne sera plus considérée.
5. On coterà comme suit les propositions de prix restantes :
  - a) On attribuera la cote de prix de 100 à la proposition de prix la moins-disante.
  - b) On attribuera les cotes de prix de 80, 60, 40 et 20, respectivement, aux deuxième, troisième, quatrième et cinquième propositions de prix les moins-disantes. On attribuera la cote de prix de 0 à toutes les autres propositions de prix.
  - c) Dans les rares cas où deux (ou plusieurs) propositions de prix sont identiques, on attribuera la même cote aux propositions de prix égales, et on sautera le nombre correspondant de cotes ensuite.
  - d) On multipliera la cote de prix par le pourcentage du coefficient préétabli pour obtenir la note de prix.
6. Une proposition dont le prix proposé est supérieur à toute limite financière maxima, lorsqu'une telle limite est indiquée dans les Instructions particulières aux proposant, occasionnera le rejet de la soumission.

### 2.5 Note totale

1. On calculera la note globale (totale) attribuée à la proposition complète de chaque proposant en additionnant :
  - a) la note de la phase 1 (Proposition dans le cadre de la phase 1, traitant des compétences et de l'expérience);
  - b) la note technique de la phase 2 (première enveloppe de la Proposition dans le cadre de la phase 2);
  - c) la note de prix (seconde enveloppe de la Proposition dans le cadre de la phase 2).
2. Le Comité d'évaluation de TPSGC recommandera de contacter d'abord le proposant auquel on aura attribué la meilleure note totale, afin de négocier les dernières modalités d'une entente pour la prestation des services requis.

### 2.6 Avis

TPSGC devrait normalement envoyer un avis par écrit aux proposant non retenus dans un délai d'une semaine suivant la conclusion d'une entente contractuelle avec le proposant retenu.

### IG 3 (2004-05-14) Numéro d'entreprise - approvisionnement

1. Afin de s'acquitter de ses fonctions d'approvisionnement, le gouvernement du Canada se sert du numéro d'entreprise - approvisionnement (NEA) pour identifier une entreprise et ses secteurs, divisions ou bureaux, le cas échéant. Le NEA est établi à partir du numéro d'entreprise de l'Agence revenu du Canada.
2. Toutes les entreprises canadiennes devront avoir un NEA avant de se voir attribuer un contrat par TPSGC. À sa propre discrétion, TPSGC peut décider d'attribuer, dans des circonstances exceptionnelles, un contrat à une entreprise qui n'a pas de NEA. Les entreprises non canadiennes sont fortement encouragées à obtenir un NEA.
3. Les entreprises peuvent s'inscrire pour obtenir un NEA du système Données d'inscription des fournisseurs (DIF) en se rendant au site Internet de Contrats Canada : (<http://contractscanada.gc.ca/fr/index.html>). Pour que les entreprises deviennent des fournisseurs du gouvernement, elles doivent procéder à leur inscription dans le service DIF et activer leur compte.

## R - Attribution des marchés immobiliers

---

4. Pour s'inscrire autrement que par Internet, veuillez communiquer avec la Ligne Info de Contrats Canada au 1-800-811-1148 ou (819) 956-3440 dans la région de la capitale nationale afin d'obtenir le numéro de téléphone de l'agent d'inscription des fournisseurs le plus près de vous.

### **IG 4 (2003-05-30) Propositions recevables**

Pour être jugée recevable, votre proposition doit respecter toutes les exigences obligatoires énoncées dans la DDP. Le soumissionnaire qui aura présenté une proposition irrecevable ne pourra plus participer à la procédure de sélection.

### **IG 5 (2003-12-12) Établissement de la proposition**

Le proposant doit établir la proposition d'après les documents pertinents énumérés dans les Instructions particulières aux proposants. Il lui appartient de demander des éclaircissements sur les clauses, les conditions ou les exigences techniques exprimées dans la DDP.

### **IG 6 (2003-05-30) Prix de la proposition**

Sauf prescription contraire ailleurs dans les documents de la DDP :

- a) la proposition de prix doit être fondée sur la monnaie canadienne,
- b) la proposition de prix exclue toute somme couvrant la taxe sur les produits et services ou la taxe de vente harmonisée, le cas échéant, et
- c) aucune protection contre les fluctuations du taux de change n'est accordée, et
- d) toute demande de protection contre les fluctuations du taux de change ne sera pas considérée et rendra la proposition irrecevable.

### **IG 7 (2003-12-12) Demandes d'éclaircissement pendant la durée de l'invitation**

1. Le principal responsable du proposant doit soumettre par écrit, à la personne dont le nom figure sur la page couverture de la DDP, toutes les questions ou demandes d'éclaircissement pendant la durée de l'invitation. TPSGC transmettra les réponses au principal responsable du proposant, qui sera chargé de les rediffuser s'il y a lieu, au sein des membres de l'équipe du proposant.
2. Afin d'assurer l'égalité de l'information fournie aux proposants, on transmettra simultanément, à tous les proposants, les réponses apportées aux demandes d'éclaircissement importantes.
3. Les demandes d'éclaircissement doivent être adressées **EXCLUSIVEMENT** à la personne visée à l'alinéa 1. ci-dessus. À défaut de respecter cette condition pendant la durée de la DDP, votre proposition pourrait, pour cette seule raison, être rejetée.

### **IG 8 (2003-05-30) Limite quant au nombre de propositions**

1. Bien qu'il ne soit pas nécessaire de constituer un consortium pour participer à ce marché, des firmes d'experts-conseils peuvent décider de le faire, si elles le jugent opportun. Toutefois, on n'acceptera qu'une proposition par proposant, qu'elle soit présentée par une firme à titre de proposant distinct ou par cette firme dans le cadre d'un consortium. Si une firme intervenant individuellement ou dans le cadre d'un consortium présente plusieurs propositions, elles seront toutes rejetées, et la firme ou le consortium dont cette firme fait partie ne sera pas retenu.
2. On entend par « consortium » une association de deux ou plusieurs parties réunissant leurs moyens financiers, leurs biens, leurs connaissances, leurs compétences, leur temps ou d'autres ressources dans un consortium, en s'engageant à en partager les bénéfices et les pertes, chacune exerçant sur l'entreprise un certain contrôle.
3. Ne constitue pas un accord de consortium, une convention selon laquelle le Canada conclut un contrat directement avec un expert-conseil principal qui peut faire appel à des sous-experts-conseils ou à des experts-conseils spécialisés pour assurer certaines tranches de services. Par conséquent, différents proposants peuvent proposer d'inclure dans leur équipe, un même sous-expert-conseil ou une même firme d'experts-conseils spécialisés.
4. Sans égard au paragraphe 3 ci-dessus, afin d'éviter les conflits d'intérêts, en apparence comme en réalité, lorsqu'une firme agit à titre de proposant individuel ou comme composante d'un

## R - Attribution des marchés immobiliers

---

proposant en consortium, cette firme ne peut faire partie de l'équipe d'un autre proposant, que ce soit à titre de sous-expert conseil ou expert-conseil spécialisé ou à titre de composante d'un autre proposant en consortium. À défaut de respecter cette restriction, toutes les propositions ainsi présentées seront rejetées.

5. Le nom de la personne morale qui présente la proposition dans le cadre de la phase 2 doit être celui qui est désigné comme proposant dans le cadre de la phase 1. Dans la préparation de leur proposition dans le cadre de la phase 2, les proposants doivent faire appel à la même équipe de l'expert-conseil, aux mêmes firmes et aux mêmes personnes que celles qui sont désignées dans la proposition présentée dans le cadre de la phase 1.
6. Tous les consortiums constitués pour fournir des services professionnels ou autres doivent respecter intégralement les exigences des lois provinciales ou territoriales afférentes, dans la province ou le territoire où se déroulera le projet.

### IG 9 (2003-05-30) Permis et licences nécessaires

1. Les membres de l'équipe de l'expert-conseil et les membres du personnel clé doivent être ou pouvoir être accrédités, certifiés ou autorisés pour fournir les services professionnels nécessaires, dans toute la mesure prescrite par les lois provinciales ou territoriales, dans la province ou le territoire où se déroulera le projet.
2. En présentant une proposition dans le cadre de la phase 1, le proposant atteste qu'il est convaincu que l'équipe de l'expert-conseil et les membres du personnel clé proposés respectent les exigences du paragraphe 1. Le proposant reconnaît que TPSGC se réserve le droit de vérifier tous les renseignements à ce titre et qu'une attestation fautive ou erronée peut entraîner le rejet de la proposition, qui sera déclarée irrecevable.
3. Si, après avoir effectué une vérification, TPSGC constate que l'attestation visée au paragraphe 2 est fautive ou erronée, ce ministère aura le droit de rejeter toute proposition présentée dans le cadre de la phase 2 pour donner suite à la proposition présentée dans le cadre de la phase 1.

### IG 10 (2003-05-30) Conditions d'admission

1. Les proposants doivent noter qu'on peut juger qu'ils sont inadmissibles à ce projet de marchés si:
  - a) une firme ou un particulier faisant partie de l'équipe de l'expert-conseil a été reconnu coupable selon les articles 121 (« Fraudes envers le gouvernement » et « *Entrepreneur qui souscrit à une caisse électorale* »), 124 (« *Achat ou vente d'une charge* ») ou 418 (« *Vente d'approvisionnements défectueux à Sa Majesté* ») du Code criminel;
  - b) le proposant a été jugé inadmissible à ce projet de marchés à la suite d'un rendement insatisfaisant dans le cadre d'un projet antérieur déterminé conformément aux procédures d'évaluation de rendement du ministère;
  - c) une firme ou un particulier faisant partie de l'équipe de l'expert-conseil a été jugé inadmissible à ce projet de marchés avec le ministère, conformément aux procédures d'évaluation de rendement du ministère mentionné à l'alinéa 1. b), ce qui lui interdit de présenter une proposition dans le cadre des travaux ou d'une tranche des travaux qu'il serait appelé à effectuer, dans le cadre de toute entente contractuelle découlant de la présentation de la proposition;
  - d) à l'égard d'opérations antérieures ou actuelles avec le gouvernement du Canada :
    - (i) le proposant est en faillite ou, pour quelque raison que ce soit, il ne peut exercer ses activités pendant une durée prolongée;
    - (ii) une preuve, à la satisfaction du Canada, de fraude, de corruption, de fausse déclaration dolosive ou d'incapacité de respecter une loi protégeant les personnes contre toute forme de discrimination a été présentée à l'égard d'une entreprise ou d'un particulier faisant partie de l'équipe de l'expert-conseil;
    - (iii) le Canada a déjà exercé ses recours contractuels de résiliation pour inexécution à l'égard d'une commande ou d'un marché conclu avec une firme ou un particulier faisant partie de l'équipe de l'expert-conseil ou a l'intention de le faire;



## R - Attribution des marchés immobiliers

---

- (iv) le Canada constate que l'exécution d'autres marchés ou commandes par le proposant, notamment l'efficacité et la qualité d'exécution des travaux et la mesure dans laquelle le proposant a réalisé les travaux conformément aux clauses et aux conditions contractuelles, sont suffisamment médiocres pour porter atteinte au succès de l'exécution des travaux faisant l'objet de la soumission initiale.
2. Dans les cas où le Canada a l'intention de déclarer une entreprise inadmissible à ce projet de marchés conformément à l'une des modalités du paragraphe 1 ci-dessus, sauf 1. b), le ministre le fera savoir à l'entreprise et lui donnera un délai de dix (10) jours pour présenter ses observations avant de rendre une décision définitive sur l'inadmissibilité de l'entreprise.

### IG 11 (2004-12-10) Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi

1. En vertu du Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi (le Programme), certaines entreprises soumissionnant des contrats fédéraux d'une valeur de 200 000 \$ ou plus (incluant toutes les taxes applicables) doivent s'engager formellement à mettre en oeuvre un programme d'équité en matière d'emploi comme condition préalable à l'adjudication d'un contrat. Si le proposant est assujéti au Programme, la preuve de son engagement doit être fournie avant l'adjudication du contrat.
2. Les proposants déclarés non admissibles par le ministère des Ressources humaines et du Développement des compétences (RHDC) ont perdu le droit de recevoir un contrat au-delà du seuil prévu par le *Règlement sur les marchés de l'État* pour les appels d'offres (25 000 \$ actuellement, incluant toutes les taxes applicables), soit parce que le ministère des RHDC a constaté leur non-conformité ou parce qu'ils se sont retirés volontairement du Programme pour une raison autre que la réduction de leur effectif. Toute proposition déposée par un proposant non admissible sera rejetée.
3. Le proposant atteste comme suit sa situation relativement au Programme :  
Le proposant :
  - a) n'est pas assujéti au Programme, puisqu'il compte un effectif de moins de 100 employés permanents à temps plein ou à temps partiel au Canada,
  - b) n'est pas assujéti au Programme, puisqu'il est un employeur réglementé en vertu de la *Loi sur l'équité en matière d'emploi*;
  - c) est assujéti aux exigences du Programme, puisqu'il compte un effectif de 100 employés permanents ou plus à temps plein ou à temps partiel au Canada, mais il n'a pas obtenu auparavant un numéro d'attestation du ministère des RHDC (n'ayant pas soumissionné de contrats de 200 000 \$ ou plus); dans ce cas, un certificat d'engagement dûment signé est joint à la présente);
  - d) est assujéti au Programme et possède un numéro d'attestation valide, à savoir le numéro : (c.-à-d. qu'il n'a pas été déclaré « non admissible » par le ministère des RHDC).
4. Si les exceptions énumérées ci-dessus en 3. a) ou b) ne concernent pas le proposant, les exigences du Programme s'appliquent et, à ce titre, le proposant doit présenter une attestation d'engagement, formulaire du ministère des RHDC LAB 1168, Attestation d'engagement pour la mise en oeuvre de l'équité en matière d'emploi, DUMENT SIGNÉ, ou communiquer son numéro d'attestation valide confirmant qu'il se conforme au Programme.
5. Le proposant reconnaît que le ministre se fondera sur cette attestation pour adjuger le contrat. Si une vérification par le ministre révèle une fausse déclaration de la part du proposant, le ministre aura le droit de considérer que tout contrat découlant de la présente proposition est en défaut et pourra le résilier conformément aux dispositions du contrat en la matière.
6. En présentant une proposition, le proposant devrait remplir et retourner, avec sa proposition, l'attestation pertinente pour le « Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi » incluse au Formulaire de déclaration, ci-joint aux présentes.
7. Dans tous les cas, le proposant est tenu de produire, sur demande avant l'adjudication du contrat, une preuve ou des renseignements à l'appui, si cette preuve n'est pas comprise dans sa proposition.

## R - Attribution des marchés immobiliers

---

**NOTA :** *Des renseignements sur le Programme, ainsi que le formulaire d'attestation d'engagement (LAB 1168), sont offerts sur le site Web du ministère des RHDC : <http://www.rhdcc.gc.ca/fr/passerelles/topiques/wzp-gxr.shtml> et <http://www100.hrdc.gc.ca/labswenm1f.shtml>, respectivement.*

### **IG 12 (2003-05-30) Assurances à souscrire**

1. Le proposant retenu devra souscrire en permanence à une assurance responsabilité professionnelle et à une assurance responsabilité civile générale, conformément aux exigences énoncées ailleurs dans les documents de la DDP.
2. Nulle exigence en matière d'assurance stipulée dans les documents de la DDP n'aura pour effet de limiter les assurances à souscrire en vertu des lois fédérales, provinciales ou municipales ou tel qu'il peut être requis selon le paragraphe CG 9.1. Elle ne limitera pas non plus les assurances que le proposant retenu et les autres membres de l'équipe de l'expert-conseil pourront juger nécessaires, pour leur propre protection ou pour s'acquitter de leurs obligations.
3. En présentant une proposition, le proposant atteste que lui-même et les autres membres de l'équipe de l'expert-conseil, le cas échéant, sont en mesure de souscrire et souscriront effectivement, en permanence à une assurance responsabilité professionnelle, conformément aux exigences exprimées dans les documents de la DDP.

### **IG 13 (2003-05-30) Exigences relatives à la sécurité industrielle et des installations**

1. Les proposants doivent prendre note des exigences relatives à la sécurité industrielle ou à la protection des installations, qui peuvent être stipulées dans les documents de la DDP et de l'entente, et doivent les respecter. Si on exige des cotes de sécurité industrielle ou de protection des installations, les employés et les membres du personnel du proposant, ainsi que les autres membres de l'équipe de l'expert-conseil participant à la réalisation du projet, devront être titulaires d'une cote de sécurité du personnel valable et pertinente, pouvant être exigée en vertu des clauses de la DDP, ou devront s'engager à faire l'objet d'une enquête pour se faire délivrer cette cote.
2. Si une cote de sécurité est exigée, chaque personne participant à la réalisation du projet doit en être titulaire avant le début des travaux.
3. Dans toutes les ententes contractuelles conclues avec des personnes qui doivent participer aux services à fournir, le proposant retenu devra prévoir des modalités pour s'acquitter des obligations qui peuvent lui être imposées en vertu des modalités de la présente clause.

### **IG 14 (2003-05-30) Composition de l'équipe de l'expert-conseil**

En présentant une proposition, le proposant déclare et atteste que les personnes morales et physiques proposées dans la proposition pour assurer les services requis seront celles qui fourniront effectivement ces services dans la réalisation du projet, dans le cadre de toute entente contractuelle découlant de la présentation de la proposition. Si le proposant suggère, pour réaliser le projet, une personne physique qui n'est pas à son service, il déclare que cette dernière (ou son employeur) lui a donné par écrit l'autorisation de proposer ses services dans le cadre du projet à réaliser.

### **IG 15 (2003-05-30) Présentation des propositions**

1. Il appartient au proposant :
  - a) de présenter, dans le cadre de la phase 1, une proposition signée et dûment remplie, SELON LE MODÈLE DEMANDÉ, au plus tard à la date et à l'heure de clôture indiquées pour la présentation des propositions dans le cadre de cette phase;
  - b) de présenter, à sa discrétion, dans le cadre de la phase 2, une proposition signée et dûment remplie, SELON LE MODÈLE DEMANDÉ, au plus tard à la date et à l'heure de clôture indiquées pour la présentation des propositions dans le cadre de cette phase;
  - c) d'acheminer la proposition UNIQUEMENT au bureau identifié sur la page couverture de la DDP pour la présentation des propositions;
  - d) le proposant est requis de signer sa proposition conformément aux exigences suivantes :

## R - Attribution des marchés immobiliers

---

- (i) **Société**  
Les signataires autorisés doivent apposer leur signature; leur nom et leur titre doivent être inscrits en lettres moulées ou être imprimé.
  - (ii) **Associés**  
Tous les associés doivent signer et leur nom doit être inscrit en lettres moulées ou être imprimé. Si tous les associés ne signent pas ou si le signataire n'est pas un associé, il faut joindre, à la proposition, un exemplaire certifié du règlement signé par tous les associés autorisant cette personne ou ces personnes à signer la proposition en leur nom.
  - (iii) **Propriétaire unique**  
Le propriétaire unique doit signer, et son nom doit être inscrit en lettres moulées ou être imprimé. Si le signataire n'est pas le propriétaire unique, il faut joindre à la proposition un exemplaire certifié du règlement signé par le propriétaire unique autorisant cette personne ou ces personnes à signer la proposition.
  - (iv) **Consortium**  
Les signataires autorisés de chaque membre du consortium doivent signer, et leur nom et leur titre doivent être imprimé ou inscrit en lettres moulées. Chacun des signataires participants signe le document de la façon qui correspond à ses modalités particulières, qui sont décrites plus en détail dans les sous-alinéas (i) à (iii) ci-dessus.
- (e) de veiller à indiquer clairement les renseignements suivants :
- (i) son nom et son adresse;
  - (ii) le nom du principal responsable à contacter dans son entreprise;
  - (iii) la désignation et le numéro de l'invitation;
  - (iv) la date et l'heure de clôture fixées pour la présentation des propositions;
- (f) de présenter, pour chaque phase, une proposition complète et suffisamment détaillée, permettant de faire une évaluation exhaustive conformément aux critères exprimés dans la présente DDP.
2. Dans le cadre de la phase 2, l'offre technique et l'offre de prix de la proposition doivent être présentées dans des enveloppes distinctes et faciles à reconnaître, conformément aux instructions reproduites dans les documents de la DDP. Les deux enveloppes doivent être présentées dans un seul colis, reproduisant clairement et en évidence les renseignements indiqués à l'alinéa 1. e) ci-dessus.
3. Le proposant est seul responsable de présenter dans les délais et en bonne et due forme la proposition auprès du bureau désigné pour la présentation des propositions. TPSGC n'assumera pas cette responsabilité, qui ne pourra pas lui être cédée non plus. Le proposant assume seul tous les risques et toutes les conséquences si la proposition n'est pas présentée dans les délais et en bonne et due forme.
4. On peut présenter les propositions et les pièces justificatives en français ou en anglais.

### **IG 16 (2003-05-30) Propositions présentées en retard**

Conformément à la politique de TPSGC, les propositions présentées après la date et l'heure fixées pour la clôture de la DDP sont retournées à leur expéditeur sans être décachetées.

### **IG 17 (2003-05-30) Révision des propositions**

On pourra modifier les propositions présentées conformément à ces exigences, à la condition que la proposition révisée parvienne au bureau désigné pour la présentation des propositions au plus tard à la date et à l'heure fixées pour la clôture de la DDP. La révision apportée à la proposition devra être transmise sur le papier à en-tête du proposant ou porter une signature l'identifiant. La révision doit également montrer clairement la (les) modification(s) à la proposition originelle. La révision doit également inclure les renseignements exigés à l'alinéa IG 15.1 e).

### **IG 18 (2003-05-30) Acceptation des propositions**

## R - Attribution des marchés immobiliers

---

1. Le Canada pourra accepter l'une quelconque des propositions présentées ou pourra rejeter n'importe laquelle ou la totalité des propositions.
2. En cas d'erreur dans la multiplication ou l'addition des prix, le prix unitaire sera prépondérant.
3. Bien qu'il puisse conclure une entente ou une convention contractuelle sans négociation au préalable, le Canada se réserve le droit de négocier un marché avec les soumissionnaires.

### **IG 19 (2003-05-30) Identité ou capacité juridique du proposant**

Afin d'établir la capacité juridique grâce à laquelle il pourra conclure une entente contractuelle, le proposant qui exerce ses activités autrement qu'en son nom personnel devra, sur demande, avant l'attribution du marché, fournir la preuve de la capacité juridique lui permettant d'exercer ses activités à titre d'entreprise. Cette preuve pourra se présenter entre autre sous la forme d'une copie de la convention constitutive ou de la déclaration d'enregistrement de la raison ou de la dénomination sociale d'une entreprise à propriétaire unique, d'une appellation de commerce ou d'une société de personnes, entre autres.

### **IG 20 (2003-05-30) Séance d'explications**

On ne donnera d'explications à un proposant que sur demande, seulement lorsque TPSGC aura conclu une entente contractuelle avec le proposant retenu. Si un proposant souhaite obtenir une séance d'explications, le proposant devra contacter la personne dont le nom figure sur la page couverture de la Demande de propositions. Les explications fournies comprendront un exposé des motifs pour lesquels on n'a pas retenu la proposition, en rappelant les critères d'évaluation. On protégera le caractère confidentiel de l'information se rapportant aux autres propositions.

### **IG 21 (2003-05-30) États financiers**

1. Afin de s'assurer que le proposant a la capacité financière requise pour s'acquitter des travaux demandés, l'autorité contractante se réserve le droit de consulter, au cours de la période d'évaluation de la proposition, les plus récentes données sur la situation financière du proposant. L'information financière qui devra être fournie sur demande inclut, sans toutefois s'y limiter, les plus récents états financiers vérifiés du proposant ou les plus récents états financiers certifiés par son agent financier principal.
2. Si le proposant fournit au Canada, à titre confidentiel, les informations demandées et l'informe de la confidentialité des documents divulgués, le Canada doit traiter ces documents de façon confidentielle, suivant les dispositions de la *Loi sur l'accès à l'information*.
3. S'il advenait qu'une proposition soit jugée irrecevable parce qu'il aura été déterminé que le proposant n'a PAS la capacité financière requise pour s'acquitter des travaux demandés, un avis officiel à cet effet lui sera transmis.

### **IG 22 (2003-05-30) Évaluation du rendement**

Les proposants doivent prendre note que le rendement de l'expert-conseil pendant et après la prestation des services sera évalué par le Canada. L'évaluation sera basée sur les critères suivants : conception, qualité des résultats, gestion, délai et coûts. Si le rendement de l'expert-conseil est jugé insatisfaisant, celui-ci pourrait se voir refuser des contrats immobiliers dans le futur. Une version électronique du formulaire PWGSC-TPSGC 2913-1, SELECT - Formulaire du rapport d'évaluation du rendement de l'expert-conseil, utilisé pour évaluer le rendement est disponible sur le site de TPSGC : <http://www.tpsgc.gc.ca/sos/corporate/forms-f.html>.

---

### **R1110T (10/12/04) Instructions générales aux proposants (IG)**

A partir du 16/12/05, cette clause est remplacée par R1110T.

---

## R - Attribution des marchés immobiliers

---

**Remarques : LE TEXTE DE CETTE CLAUSE DOIT FIGURER EN ENTIER DANS LES DOCUMENTS D'ACHAT.** L'agent de négociation des contrats doit adapter la clause selon le cas. Utiliser la clause suivante dans une Demande de proposition à 2 phases.

### **R1120T (30/05/03) Instructions particulières aux proposants**

#### **IP 1 (30/05/03) Introduction**

1. Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC) a l'intention de faire appel à une entreprise ou à un consortium d'experts-conseils pour assurer les services professionnels requis dans le cadre du projet, selon les modalités exposées dans la présente Demande de propositions (DDP).
2. En raison du temps et des dépenses considérables à consacrer à la préparation, à la présentation et à l'évaluation des propositions complètes, on demande aux soumissionnaires qui donnent suite à cette DDP de présenter une proposition en deux phases. La proposition relative à la première phase ne portera que sur les compétences, l'expérience et la structure organisationnelle de l'équipe de l'expert-conseil proposée. Lorsqu'on aura évalué et coté leur proposition, on fera connaître aux soumissionnaires leur classement relatif et on leur donnera l'occasion de décider s'ils veulent ou non continuer de participer au processus, en présentant une proposition dans le cadre de la phase 2. Cette dernière proposition portera sur la méthode de travail détaillée, de même que sur les prix proposés. Les propositions présentées dans le cadre des phases 1 et 2 constitueront la proposition finale. Cette procédure respecte les modalités relatives aux appels d'offres publics, dans le cadre des accords commerciaux signés par le Canada. Toutefois, on l'appliquera, que le marché soit visé ou non par un accord commercial.
3. Au début, on invite les entreprises à présenter une proposition dans le cadre de la première phase de la procédure de sélection exposée dans les présentes. La proposition de la phase 1 ne doit comprendre que les renseignements demandés dans la DDP; l'évaluation et la cotation des propositions ainsi présentées ne porteront que sur les renseignements demandés au cours de la phase 1.

#### **IP 2 (30/05/03) Questions ou demandes d'éclaircissement**

Les questions ou les demandes d'éclaircissement pendant la durée de la DDP dans le cadre de la phase 1 doivent être soumises par écrit à l'autorité contractante le plus tôt possible. Les demandes de renseignements ou d'éclaircissement devraient être reçues au plus tard dix (10) jours ouvrables avant la date limite indiquée sur la page couverture de la DDP. En ce qui concerne les demandes de renseignements ou d'éclaircissement reçues après cette date, il se peut qu'on n'y réponde pas avant la date de clôture pour la présentation des propositions.

#### **IP 3 (30/05/03) Accords commerciaux signés par le Canada**

Le présent marché est assujéti aux dispositions de [l'Accord de libre-échange nord-américain (ALÉNA)] [l'Accord sur les marchés publics de l'Organisation mondiale du commerce (AMP-OMC)] [l'Accord sur le commerce intérieur (ACI)].

---

**Remarques : LE TEXTE DE CETTE CLAUSE DOIT FIGURER EN ENTIER DANS LES DOCUMENTS D'ACHAT.** L'agent de négociation des contrats doit adapter la clause selon le cas. Utiliser la clause suivante dans une Demande de proposition à 2 phases.

### **R1130T (12/12/03) Documents de la proposition**

1. Les documents qui constituent la proposition sont les suivants :
  - a) R1110T, Instructions générales aux proposants (IG);  
Instructions particulières aux proposants (IP) ;  
Document de la proposition;  
Énoncé de projet;  
Exigences de présentation et évaluation des propositions (EPEP);

## R - Attribution des marchés immobiliers

---

Toute modification au document de la DDP émise avant la date prévue de présentation des propositions dans le cadre de la phase 2.

- b) les clauses, conditions et modalités générales, et les modifications qui s'y rapportent, désignées comme suit :
- Entente
  - R1205D, Table des matières - Conditions générales
  - R1210D, CG 1 - Dispositions générales
  - R1215D, CG 2 - Administration du contrat
  - R1220D, CG 3 - Services de l'expert-conseil
  - R1226D, CG 4 - Droit d'auteur et réutilisation des documents
  - R1230D, CG 5 - Modalités de paiement
  - R1235D, CG 6 - Modifications
  - R1240D, CG 7 - Services retirés à l'expert-conseil, suspension ou résiliation
  - R1245D, CG 8 - Règlements des conflits
  - R1250D, CG 9 - Indemnisation et assurance
  - R1270D, Sanctions internationales
  - Particularités de l'entente
- c) la proposition de la phase 1 et le Formulaire de déclaration dûment remplis et signés, lorsqu'ils ont été présentés et acceptés;
- d) la proposition de la phase 2 et le Formulaire de proposition de prix dûment remplis et signés, lorsqu'ils ont été présentés et acceptés;
- e) le document intitulée « Faire affaire avec SAG ».
2. Lorsqu'il présente une soumission, le proposant affirme de ce fait avoir lu ces documents et accepter les modalités qui y sont énoncées.
3. Conformément à la *Loi sur le ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux*, L.C., 1996, ch. 16, les conditions générales et les clauses indiquées dans la présente par un titre, un numéro et une date, sont incorporées par renvoi dans la présente invitation à soumissionner et tout contrat subséquent comme si elles y étaient formellement reproduites, sous réserve des autres conditions contenues dans la présente.
4. Toutes les instructions, clauses et conditions identifiées dans la présente par un titre, un numéro et une date sont reproduites dans le guide des *Clauses et conditions uniformisées d'achat* publié par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC).

Une version électronique est disponible sur le site Web de TPSGC à l'adresse suivante : <http://sacc.tpsgc.gc.ca/sacc/index-f.jsp>.

---

**R1130T (30/05/03) Documents de la proposition**

A partir du 12/12/03, cette clause est remplacée par R1130T.

---

**Remarques : LE TEXTE DE CETTE CLAUSE DOIT FIGURER EN ENTIER DANS LES DOCUMENTS D'ACHAT.** L'agent de négociation des contrats doit adapter la clause selon le cas. Si des polices d'assurance supplémentaires sont requises, communiquer avec le groupe approprié afin de déterminer les directives qui devraient être incluses ici. Utiliser de concert avec la clause R1330D.

## R - Attribution des marchés immobiliers

---

R1150T      (30/05/03)      Polices d'assurance supplémentaires

## R - Attribution des marchés immobiliers

---

Le présent marché inclut un besoin de polices d'assurance supplémentaires, lesquelles sont énoncées dans les Conditions supplémentaires, R1330D.

---

**Remarques : LE TEXTE DE CETTE CLAUSE DOIT FIGURER EN ENTIER DANS LES DOCUMENTS D'ACHAT.** L'agent de négociation des contrats doit adapter la clause selon le cas. Insérer la clause suivante seulement si l'achat est assujéti à des fonds comportant une limite maximale. Cette clause devrait être en tout cas utilisée avec précaution.

### **R1160T (30/05/03) Limite du budget alloué aux services**

Le budget disponible pour les services est limité à la somme de \_\_\_\_\_ \$ (la taxe sur les produits et services ou la taxe de vente harmonisée en sus, le cas échéant). Une soumission dont le prix proposé est supérieur à cette limite sera rejetée. Cette déclaration de fonds disponibles n'engage pas le Canada à payer une telle somme.

---

**Remarques : LE TEXTE DE CETTE CLAUSE DOIT FIGURER EN ENTIER DANS LES DOCUMENTS D'ACHAT.** L'agent de négociation des contrats doit adapter la clause selon le cas. Utiliser la clause suivante dans une Demande de proposition à 2 phases.

### **R1180T (30/05/03) Formulaire d'identification des membres de l'équipe**

L'expert-conseil principal et les autres membres de l'équipe de l'expert-conseil doivent être ou pouvoir être accrédités, certifiés ou autorisés pour fournir les services professionnels requis, dans toute la mesure prescrite par les lois provinciales ou territoriales.

Expert-conseil principal (proposant) :

Nom:

---

Personnes clés et accréditation professionnelle provinciale :

---

---

---

---

Principaux sous-experts-conseils / spécialistes :

Nom:

---

Personnes clés et accréditation professionnelle provinciale:

---

---

---

---

Nom:

---



## R - Attribution des marchés immobiliers

---

Personnes clés et accréditation professionnelle provinciale:

\_\_\_\_\_  
\_\_\_\_\_  
\_\_\_\_\_  
\_\_\_\_\_  
  
\_\_\_\_\_

**Remarques : LE TEXTE DE CETTE CLAUSE DOIT FIGURER EN ENTIER DANS LES DOCUMENTS D'ACHAT.** L'agent de négociation des contrats doit adapter la clause selon le cas.

### R1185T (10/12/04) Formulaire de déclaration

Le présent formulaire de déclaration doit faire partie intégrante de toute proposition. À défaut de fournir les renseignements exigés et de les garantir en signant à l'endroit approprié ci-dessous, la proposition sera jugée irrecevable. Le formulaire dûment rempli devrait être annexé à votre proposition dans le cadre de la phase 1.

**NOM DU PROPOSANT :** \_\_\_\_\_

Adresse: \_\_\_\_\_ Adresse de correspondance  
(si elle diffère de l'adresse)

\_\_\_\_\_  
Ville : \_\_\_\_\_ Ville : \_\_\_\_\_

Prov./Terr./État : \_\_\_\_\_ Prov./Terr./État : \_\_\_\_\_

Code postal/ZIP : \_\_\_\_\_ Code postal/ZIP : \_\_\_\_\_

Numéro de téléphone : ( ) \_\_\_\_\_

Numéro de télécopieur : ( ) \_\_\_\_\_

Courriel: \_\_\_\_\_

Numéro d'entreprise d'approvisionnement: \_\_\_\_\_

#### TYPE D'ENTREPRISE:

Propriétaire unique \_\_\_\_\_ Associés \_\_\_\_\_ Société \_\_\_\_\_ Consortium \_\_\_\_\_

#### TAILLE DE L'ENTREPRISE:

Nombre d'employés \_\_\_\_\_ Architectes/Ingénieurs diplômés \_\_\_\_\_

Autres professionnels \_\_\_\_\_ Soutien technique \_\_\_\_\_

Autres \_\_\_\_\_

#### PROGRAMME DE CONTRATS FÉDÉRAUX POUR L'ÉQUITÉ EN MATIÈRE D'EMPLOI

1. En vertu du Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi (le Programme), certaines entreprises soumissionnant des contrats fédéraux d'une valeur de 200 000 \$ ou plus (incluant toutes les taxes applicables) doivent s'engager formellement à mettre en oeuvre un programme d'équité en matière d'emploi comme condition préalable à l'adjudication d'un contrat. Si le proposant est assujéti au Programme, la preuve de son engagement doit être fournie avant l'adjudication du contrat.

## R - Attribution des marchés immobiliers

---

Les proposants déclarés non admissibles par le ministère des Ressources humaines et du Développement des compétences (RHDC) ont perdu le droit de recevoir un contrat au-delà du seuil prévu par le *Règlement sur les marchés de l'État* pour les appels d'offres (25 000 \$ actuellement, incluant toutes les taxes applicables), soit parce que le ministère des RHDC a constaté leur non-conformité ou parce qu'ils se sont retirés volontairement du Programme pour une raison autre que la réduction de leur effectif. Toute proposition déposée par un proposant non admissible sera rejetée.

2. Le proposant atteste comme suit sa situation relativement au Programme :

Le proposant :

- a)  n'est pas assujéti au Programme, puisqu'il compte un effectif de moins de 100 employés permanents à temps plein ou à temps partiel au Canada,
- b)  n'est pas assujéti au Programme, puisqu'il est un employeur réglementé en vertu de la *Loi sur l'équité en matière d'emploi*;
- c)  est assujéti aux exigences du Programme, puisqu'il compte un effectif de 100 employés permanents ou plus à temps plein ou à temps partiel au Canada, mais il n'a pas obtenu auparavant un numéro d'attestation du ministère des RHDC (n'ayant pas soumissionné de contrats de 200 000 \$ ou plus); dans ce cas, un certificat d'engagement dûment signé est joint à la présente);
- d)  est assujéti au Programme et possède un numéro d'attestation valide, à savoir le numéro : \_\_\_\_\_ (c.-à-d. qu'il n'a pas été déclaré « non admissible » par le ministère des RHDC).

3. Si les exceptions énumérées ci-dessus en 2. a) ou b) ne concernent pas le proposant, les exigences du Programme s'appliquent et, à ce titre, le proposant doit présenter une attestation d'engagement, formulaire du ministère des RHDC LAB 1168, Attestation d'engagement pour la mise en oeuvre de l'équité en matière d'emploi, DUMENT SIGNÉ, ou communiquer son numéro d'attestation valide confirmant qu'il se conforme au Programme.

4. Le proposant reconnaît que le ministre se fondera sur cette attestation pour adjuger le contrat. Si une vérification par le ministre révèle une fausse déclaration de la part du proposant, le ministre aura le droit de considérer que tout contrat découlant de la présente proposition est en défaut et pourra le résilier conformément aux dispositions du contrat en la matière.

5. Dans tous les cas, le proposant est tenu de produire, sur demande avant l'adjudication du contrat, une preuve ou des renseignements à l'appui, si cette preuve n'est pas comprise dans sa proposition.

**NOTA :** *Des renseignements sur le Programme, ainsi que le formulaire d'attestation d'engagement (LAB 1168), sont offerts sur le site Web du ministère des RHDC : <http://www.rhdcc.gc.ca/fr/passerelles/topiques/wzp-qxr.shtml> et <http://www100.hrdc.gc.ca/labswenm1f.shtml>, respectivement.*

### DÉCLARATION :

Je, soussigné, à titre de dirigeant du proposant, atteste par la présente que les renseignements fournis dans le présent formulaire et dans la proposition ci-jointe sont exacts au meilleur de ma connaissance.

Nom (lettres moulées) : \_\_\_\_\_

Titre : \_\_\_\_\_

Signature : \_\_\_\_\_

Numéro de téléphone : ( ) \_\_\_\_\_

## R - Attribution des marchés immobiliers

---

Numéro de télécopieur : ( ) \_\_\_\_\_  
Date : \_\_\_\_\_

La personne susmentionnée servira d'intermédiaire avec TPSGC.

---

---

**R1185T (14/05/04) Formulaire de déclaration**

A partir du 10/12/04, cette clause est remplacée par R1185T.

---

---

**Remarques : LE TEXTE DE CETTE CLAUSE DOIT FIGURER EN ENTIER DANS LES DOCUMENTS D'ACHAT.** L'agent de négociation des contrats doit adapter la clause selon le cas.

**R1190T (10/06/05) Formulaire de proposition de prix**

**Directives :**

Veillez remplir ce Formulaire de proposition de prix et le présenter dans une **enveloppe distincte scellée** sur laquelle vous aurez dactylographié le nom du proposant, le nom du projet, le numéro de l'invitation de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC) et la mention « **Formulaire de proposition de prix** ». Les propositions de prix ne doivent pas comprendre la taxe sur les produits et services (TPS).

**Les proposants ne doivent pas modifier le présent formulaire.**

Nom du proposant : \_\_\_\_\_

Adresse : \_\_\_\_\_  
\_\_\_\_\_

No de tél./télécopie : \_\_\_\_\_

Numéro d'entreprise - approvisionnement: \_\_\_\_\_

Les éléments suivants feront partie intégrante du processus d'évaluation

Services requis

**Honoraires à pourcentage**

Honoraires à pourcentage ferme de \_\_\_\_\_ %

Estimation indicative du coût de construction (catégorie D) : X \_\_\_\_\_ \$ (TPS incluse)  
\_\_\_\_\_ \$

Les honoraires à pourcentage pour les services requis tiendront compte de la variabilité du coût estimatif de construction aux diverses étapes d'avancement du projet (se reporter à la formule spécifiée au paragraphe 1.a) de la clause CG 5.2. Les paiements d'honoraires seront effectués conformément aux prescriptions du paragraphe 1 de la clause CG 5.4.

**Honoraires fixes**

**Services**

**Honoraires fixes**

\_\_\_\_\_ \$

## R - Attribution des marchés immobiliers

|                              |    |
|------------------------------|----|
|                              | \$ |
|                              | \$ |
| Maximum des honoraires fixes | \$ |

### Honoraires fixes - prix unitaires

| Nombre d'unités              | Services | Coût / Unité | Honoraires fixes |
|------------------------------|----------|--------------|------------------|
|                              |          | @ _____ \$ = | _____ \$         |
|                              |          | @ _____ \$ = | _____ \$         |
|                              |          | @ _____ \$ = | _____ \$         |
| Maximum des honoraires fixes |          | _____ \$     |                  |

### Honoraires fondés sur le temps

| Services                                   | Honoraires fondés |
|--------------------------------------------|-------------------|
|                                            | _____ \$          |
|                                            | _____ \$          |
|                                            | _____ \$          |
| Maximum des honoraires fondés sur le temps | _____ \$          |

Les taux horaires doivent être indiqués dans les pages suivantes.

Total des honoraires pour services requis \_\_\_\_\_ \$

Les éléments suivants **ne** feront **pas** partie intégrante du processus d'évaluation :

Le Canada peut accepter ou rejeter n'importe quel de ces honoraires, débours, taux horaires et facteur(s) entrant dans le calcul du coût de la rémunération. Le Canada se réserve le droit de négocier ces honoraires, débours, taux horaires et facteur(s) entrant dans le calcul du coût de la rémunération.

### Débours

Au prix coûtant sans majoration ni profit, appuyés de factures/reçus. (Voir les Modalités de paiement CG 5.12):

(préciser et inscrire le montant)

|                                  |    |
|----------------------------------|----|
|                                  | \$ |
|                                  | \$ |
|                                  | \$ |
|                                  | \$ |
| Montant maximum pour les débours | \$ |

Les taux horaires suivants peuvent être utilisés dans l'éventualité d'un changement dans les services durant la progression du contrat.

**Dirigeants** - Le taux horaire tout compris doit être fixe pour toute la durée du contrat.

| Nom | \$ de l'heure |
|-----|---------------|
|-----|---------------|

## R - Attribution des marchés immobiliers

|  |    |
|--|----|
|  | \$ |
|  | \$ |
|  | \$ |
|  | \$ |
|  | \$ |
|  | \$ |

**Personnel** - Le facteur entrant dans le calcul du coût de la rémunération doit être fixe pour toute la durée du contrat. Pour l'étape de l'administration du contrat, les augmentations des taux horaires pour le personnel doivent être soumises, documents à l'appui, à l'approbation de TPSGC.

| Personnel / Poste | \$ de l'heure (excluant le facteur) | Facteur |
|-------------------|-------------------------------------|---------|
|                   | \$                                  |         |
|                   | \$                                  |         |
|                   | \$                                  |         |
|                   | \$                                  |         |
|                   | \$                                  |         |
|                   | \$                                  |         |

### Fournisseurs basés au Canada: Incidence économique

On vous demande d'indiquer ci-dessous le nombre d'emplois qui seraient créés ou maintenus si un marché était attribué à votre firme à la suite de cette demande de propositions. L'information est requise pour des fins de statistiques ou de rapports seulement et ne fait pas partie de l'évaluation de la proposition.

Nombre d'emplois créés: \_\_\_\_\_

Nombre d'emplois maintenus: \_\_\_\_\_

Durée: \_\_\_\_\_

Signature de l'expert-conseil ou des experts-conseils en consortium.

L'expert-conseil convient de fournir TOUS les services demandés dans la demande de propositions.

\_\_\_\_\_  
Nom

\_\_\_\_\_  
Signature

\_\_\_\_\_  
Titre

J'ai/Nous avons l'autorité d'engager la société / les associés / le propriétaire unique / le consortium

\_\_\_\_\_  
Nom

\_\_\_\_\_  
Signature

\_\_\_\_\_  
Titre

J'ai/Nous avons l'autorité d'engager la société / les associés / le propriétaire unique / le consortium

## R - Attribution des marchés immobiliers

---

---

Nom \_\_\_\_\_

Signature \_\_\_\_\_

Titre \_\_\_\_\_

J'ai/Nous avons l'autorité d'engager la société / les associés / le propriétaire unique / le consortium.

FIN DU FORMULAIRE DE PROPOSITION DE PRIX

---

---

**R1190T (30/05/03) Formulaire de proposition de prix**

A partir du 10/06/05, cette clause est remplacée par R1190T.

---

---

**Remarques : LE TEXTE DE CETTE CLAUSE DOIT FIGURER EN ENTIER DANS LES DOCUMENTS D'ACHAT.** L'agent de négociation des contrats doit adapter la clause selon le cas. Utiliser la clause suivante dans une Demande de proposition à 2 phases.

**R1200D (16/12/05) Entente**

1. L'expert-conseil comprend et convient que sur acceptation de l'offre par le Canada, une entente ayant force obligatoire doit être conclue entre le Canada et l'expert-conseil et les documents qui constituent l'entente doivent être les documents suivants :
  - a) la page de couverture et la présente clause « Entente »;
  - b) les clauses, conditions et modalités générales, ainsi que les modifications qui s'y rapportent, désignées comme suit :

|        |              |                                                                       |
|--------|--------------|-----------------------------------------------------------------------|
| R1205D | (2005-12-16) | Table des matières - Conditions générales                             |
| R1210D | (2004-05-14) | CG 1 - Dispositions générales                                         |
| R1215D | (2003-05-30) | CG 2 - Administration du contrat                                      |
| R1220D | (2003-12-12) | CG 3 - Services de l'expert-conseil                                   |
| R1226D | (2003-05-30) | CG 4 - Droit d'auteur et réutilisation des documents                  |
| R1230D | (2003-05-30) | CG 5 - Modalités de paiement                                          |
| R1235D | (2003-05-30) | CG 6 - Modifications                                                  |
| R1240D | (2003-05-30) | CG 7 - Services retirés à l'expert-conseil, suspension ou résiliation |
| R1245D | (2003-05-30) | CG 8 - Règlements des conflits                                        |
| R1250D | (2005-12-16) | CG 9 - Indemnisation et assurance                                     |
| R1270D | (2003-05-30) | Sanctions internationales                                             |

Particularités de l'entente
  - c) l'« Énoncé de projet »;
  - d) le document intitulé « Faire affaire avec SAG »;
  - e) toute modification au document d'invitation à soumissionner incorporée dans l'entente avant la date de l'entente;
  - f) la proposition de la phase 1 et le formulaire de déclaration dûment remplis et signés;
  - g) la proposition de la phase 2 et le formulaire de proposition de prix dûment remplis et signés.

## R - Attribution des marchés immobiliers

---

2. Conformément à la *Loi sur le ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux*, L.C., 1996, ch. 16, les conditions générales et les clauses indiquées dans la présente par un titre, un numéro et une date, sont incorporées par renvoi à l'entente et en font partie intégrante comme si elles y étaient formellement reproduites, sous réserve des autres conditions contenues dans la présente.
3. Toutes les instructions, clauses et conditions identifiées dans le présent document par titre, numéro et date sont reproduites dans le guide des *Clauses et conditions uniformisées d'achat* (CCUA) publié par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC). Le guide est disponible sur le site Web de TPSGC à l'adresse suivante : <http://sacc.tpsgc.gc.ca/sacc/index-f.jsp>.
4. **Ordre de priorité**  
  
S'il se trouvait une divergence ou un conflit d'information dans les documents suivants, ces derniers auraient priorité dans l'ordre suivant :
  - a) toute modification ou tout changement apporté à l'entente conformément aux modalités et conditions de l'entente;
  - b) toute modification au document de l'invitation à soumissionner émise avant la date prévue de présentation des propositions;
  - c) la présente clause « Entente »;
  - d) Conditions supplémentaires;
  - e) les clauses, conditions et modalités générales;
  - f) Particularités de l'entente;
  - g) l' « Énoncé de projet »;
  - h) le document intitulé « Faire affaire avec SAG »;
  - i) la proposition dûment remplis et signés.

---

**R1200D (14/05/04) Entente**

A partir du 16/12/05, cette clause est remplacée par R1200D.

---

**Remarques : LE TEXTE DE CETTE CLAUSE DOIT FIGURER EN ENTIER DANS LES DOCUMENTS D'ACHAT.** L'agent de négociation des contrats doit adapter la clause selon le cas.

**R1205D (16/12/05) Table des matières - conditions générales**

**R1210D (2004-05-14) CG 1 - Disposition générales**

|        |                                     |
|--------|-------------------------------------|
| CG 1.1 | Définitions                         |
| CG 1.2 | Interprétations                     |
| CG 1.3 | Successeurs et ayant droit          |
| CG 1.4 | Cession                             |
| CG 1.5 | Sécurité nationale ou ministérielle |
| CG 1.6 | Conflit d'intérêts                  |
| CG 1.7 | Statut de l'expert-conseil          |
| CG 1.8 | Députés de la Chambre des communes  |
| CG 1.9 | Totalité de l'entente               |

## R - Attribution des marchés immobiliers

---

|               |                                                                                           |
|---------------|-------------------------------------------------------------------------------------------|
| CG 1.10       | Attestation de lobbyiste - Honoraires conditionnels                                       |
| CG 1.11       | Modification des taxes et des droits                                                      |
| CG 1.12       | Taxe de vente provinciale                                                                 |
| CG 1.13       | Taxe sur les produits et services (TPS)/Taxe de vente harmonisée (TVH)                    |
| CG 1.14       | Retenue fiscale de 15 %                                                                   |
| CG 1.15       | Responsabilité conjointe et individuelle                                                  |
| <b>R1215D</b> | <b>(2003-05-30) CG 2 - Administration du contrat</b>                                      |
| CG 2.1        | Avis                                                                                      |
| CG 2.2        | Registres que doit tenir l'expert-conseil                                                 |
| CG 2.3        | Non-discrimination dans l'embauche et l'emploi des employés                               |
| <b>R1220D</b> | <b>(2003-12-12) CG 3 - Services de l'expert-conseil</b>                                   |
| CG 3.1        | Déclarations de l'expert-conseil                                                          |
| CG 3.2        | Services                                                                                  |
| CG 3.3        | Niveau d'attention                                                                        |
| CG 3.4        | Calendrier                                                                                |
| CG 3.5        | Renseignements sur le projet et décisions, acceptations et approbations                   |
| CG 3.6        | Changements apportés aux services                                                         |
| CG 3.7        | Codes, règlements, licences, permis                                                       |
| CG 3.8        | Personnel                                                                                 |
| CG 3.9        | Sous-experts-conseils                                                                     |
| CG 3.10       | Changements dans l'équipe de l'expert-conseil                                             |
| CG 3.11       | Contrôle des coûts                                                                        |
| <b>R1226D</b> | <b>(2003-05-30) CG 4 - Droit d'auteur et réutilisation des documents</b>                  |
| <b>R1230D</b> | <b>(2003-05-30) CG 5 - Modalités de paiement</b>                                          |
| CG 5.1        | Honoraires                                                                                |
| CG 5.2        | Fixation des honoraires à verser pour les services                                        |
| CG 5.3        | Montants versés à l'expert-conseil                                                        |
| CG 5.4        | Paiements pour les services                                                               |
| CG 5.5        | Paiement en retard                                                                        |
| CG 5.6        | Obligations de l'expert-conseil et réclamations présentées contre lui                     |
| CG 5.7        | Non-paiement en cas d'erreurs ou d'omissions                                              |
| CG 5.8        | Paiement d'honoraires en cas de modifications et de révisions                             |
| CG 5.9        | Prolongation de délai                                                                     |
| CG 5.10       | Frais de suspension                                                                       |
| CG 5.11       | Frais de résiliation                                                                      |
| CG 5.12       | Débours                                                                                   |
| CG 5.13       | T1204 Paiements contractuels de services du gouvernement                                  |
| <b>R1235D</b> | <b>(2003-05-30) CG 6 - Modifications</b>                                                  |
| <b>R1240D</b> | <b>(2003-05-30) CG 7 - Services retirés à l'expert-conseil, suspension ou résiliation</b> |
| CG 7.1        | Services retirés à l'expert-conseil                                                       |
| CG 7.2        | Suspension                                                                                |
| CG 7.3        | Résiliation                                                                               |
| <b>R1245D</b> | <b>(2003-05-30) CG 8 - Règlements des conflits</b>                                        |
| <b>R1250D</b> | <b>(2005-12-16) CG 9 - Indemnisation et assurance</b>                                     |
| CG 9.1        | Indemnisation                                                                             |
| CG 9.2        | Exigences en matière d'assurance                                                          |
| <b>R1270D</b> | <b>(2003-05-30) Sanctions internationales</b>                                             |

---

---

**R1205D (14/05/04) Table des matières - conditions générales**

A partir du 16/12/05, cette clause est remplacée par R1205D.



## R - Attribution des marchés immobiliers

---

---

**R1210D (14/05/04) CG 1 - Dispositions générales**

**CG 1.1 (30/05/03) Définitions**

Autorité contractante : la partie identifiée à la première page et responsable de la mise en place de l'entente, de l'administration et des aspects contractuels afférents;

Calendrier de projet : échéancier incluant l'ordonnancement des tâches, les dates jalons et les dates critiques qui doivent être respectés pour la mise en oeuvre des phases de planification, de conception et de construction du projet;

Canada, Couronne, Sa Majesté ou État : Sa Majesté la Reine du chef du Canada;

Contrat de construction : contrat passé entre le Canada et un entrepreneur relativement à la construction du projet;

Coûts de la rémunération : coûts réels assumés à l'égard de toute personne engagée à titre d'employé par l'expert-conseil ou ses sous-expert-conseils, y compris les cadres faisant fonction d'employés. Ils comprennent les montants payés pour les salaires, les jours fériés, les congés payés, les cotisations d'assurance-chômage, les cotisations au régime d'indemnisation des accidentés du travail, le cas échéant, les cotisations au régime de pension, les jours de congé de maladie, les cotisations aux régimes d'assurance médicale et dentaire et autres avantages accordés aux employés et approuvés par le représentant du Ministère;

Coût estimatif de construction : montant prévu du projet de construction exécuté par l'entrepreneur;

Documentation technique : comprend études, rapports, photographies, modèles physiques, relevés, dessins, devis, logiciels élaborés pour les besoins du projet, imprimés d'ordinateur, notes se rapportant à la conception, calculs, CDAO (documents relatifs à la conception et au dessin assistés par ordinateur) et autres données, renseignements et documents préparés, recueillis, calculés, dessinés ou produits ainsi que des guides de fonctionnement et d'entretien préparés ou colligés pour les besoins du projet;

Énoncé de projet ou cadre de référence : document qui décrit en détail les services devant être fournis par l'expert-conseil et peut inclure des informations générales sur le projet, l'étendue et l'échéancier des travaux, ainsi que des données sur le site et la conception spécifiques au projet, pour permettre à l'expert-conseil d'amorcer son travail;

Entrepreneur : personne, entreprise ou société commerciale avec laquelle le Canada a passé ou entend passer un contrat de construction;

Expert-conseil : la partie qui a présenté une proposition recevable qui a été acceptée par le Canada, qui exécute les services d'expert-conseil précisés dans l'entente et qui comprend l'agent ou l'employé de l'expert-conseil, que ce dernier désigne par écrit;

Expert-conseil spécialisé : architecte, ingénieur ou spécialiste autre que l'expert-conseil, engagé directement par le Canada ou, à la demande expresse de ce dernier, par l'expert-conseil.

Jours : jours civils continus, y compris les fins de semaine et les congés fériés légaux;

Médiation : processus de résolution des désaccords dans lequel une tierce partie neutre aide les parties en litige à négocier leur propre règlement;

Ministre : toute personne agissant au nom du ministre des Travaux publics et des Services gouvernementaux ou, si le poste est sans titulaire, à la place du ministre et de ses successeurs. Comprend aussi le représentant légal du ministre ou toute personne désignée pour le représenter aux fins de l'entente;

Plafond du coût de construction : la partie de la somme globale qui sera déboursée pour l'exécution du projet qui s'applique à un contrat de construction;

Plan des coûts : document dans lequel les coûts prévus sont répartis de façon détaillée entre les divers éléments du projet, tels que décrits dans l'énoncé de projet ou le cadre de référence;

## R - Attribution des marchés immobiliers

---

Prix adjugé du contrat de construction : prix auquel le contrat de construction est adjugé à un entrepreneur;

Représentant du Ministère : le fonctionnaire ou l'employé du Canada désigné par écrit par un fonctionnaire dûment autorisé du Ministère pour exercer les fonctions de représentant du Ministère aux termes de l'entente;

Services : comprend les services fournis par l'expert-conseil et les services requis pour le projet, inclus aux termes de l'entente;

Sous-expert-conseil : architecte, ingénieur ou autre spécialiste que l'expert-conseil a engagé pour fournir des services compris dans l'entente;

Taux d'escompte : le taux d'intérêt, fixé de temps à autre par la Banque du Canada, qui représente le taux minimum auquel elle consent des avances à court terme aux membres de l'Association canadienne des paiements.

Taux d'escompte moyen : la moyenne arithmétique simple du taux d'escompte en vigueur chaque jour, à 16 h, heure normale de l'Est, pour le mois de calendrier immédiatement antérieur à la date de paiement.

### **CG 1.2 (30/05/03) Interprétations**

1. Selon le contexte, le singulier comprend le pluriel et vice versa;
2. Les titres ou notes ne font pas partie de l'entente ni ne doivent servir à son interprétation;
3. « Dans les présentes », « par les présentes », « en vertu des présentes » et autres expressions semblables renvoient à l'ensemble de l'entente et non à une section ou partie de celle-ci.

### **CG 1.3 (30/05/03) Successeurs et ayant droit**

L'entente est au bénéfice des parties et de leurs héritiers légaux, exécuteurs testamentaires, administrateurs, successeurs et ayant droit, qui sont tous par ailleurs liés par ses dispositions.

### **CG 1.4 (30/05/03) Cession**

1. L'expert-conseil ne peut ni en partie ni en totalité céder l'entente sans le consentement écrit préalable du ministre. Après réception d'une demande de l'expert-conseil à cette fin, le ministre informe de façon opportune l'expert-conseil de la décision.
2. La cession des présentes sans le consentement précité ne libère l'expert-conseil d'aucune des obligations que lui impose l'entente et n'impose aucune responsabilité au Canada ou au ministre.

### **CG 1.5 (30/05/03) Sécurité nationale ou ministérielle**

1. Si le représentant du Ministère est d'avis que le projet est d'une classe ou d'une sorte qui met en jeu la sécurité nationale ou ministérielle, l'expert-conseil pourrait devoir :
  - (a) fournir tout renseignement sur les personnes engagées pour les besoins de l'entente, à moins que la loi ne l'interdise;
  - (b) retirer une personne du projet et du chantier si cette personne ne peut satisfaire aux normes de sécurité prescrites; et
  - (c) conserver la documentation technique du projet qu'il a en sa possession, de la façon précisée par le représentant du Ministère.
2. Sans égard aux exigences de l'article CG 4, si le projet est d'une classe ou d'une sorte qui met en jeu la sécurité nationale ou ministérielle, l'expert-conseil ne doit pas utiliser, publier, montrer ou détruire la documentation technique du projet sans le consentement écrit du représentant du Ministère.

### **CG 1.6 (12/12/03) Conflit d'intérêts**

1. L'expert-conseil déclare qu'il ne possède aucun intérêt financier dans l'entreprise d'une tierce partie qui pourrait donner ou sembler donner lieu à un conflit d'intérêts relativement à la prestation

## R - Attribution des marchés immobiliers

---

des services. S'il acquiert un tel intérêt avant l'expiration de l'entente, il le divulguera immédiatement au représentant du Ministère.

2. L'expert-conseil ne peut faire exécuter aucune vérification ou étude par une personne, entreprise ou société commerciale qui pourrait avoir un intérêt financier direct ou indirect dans les résultats de la vérification ou de l'étude.
3. L'expert-conseil ne peut présenter directement ou indirectement aucune soumission à l'égard d'un contrat de construction lié au projet.
4. Aucun individu assujettie aux dispositions relatives à l'après-mandat du Code régissant la conduite des titulaires de charge publique en ce qui concerne les conflits d'intérêts et l'après-mandat (1994) ou du Code de valeurs et d'éthique de la fonction publique (2003) ne peut bénéficier directement de la présente entente, à moins que cette personne ne se conforme aux dispositions applicables concernant l'après-mandat.
5. L'expert-conseil ne pourra participer, à titre d'expert-conseil ou de sous-expert-conseil, à un projet pouvant découler des services si l'expert-conseil participe à l'élaboration d'un Énoncé de projet ou cadre de référence, d'une Demande de proposition ou d'autres documents comparables pour ce projet.

### **CG 1.7 (30/05/03) Statut de l'expert-conseil**

1. L'expert-conseil est engagé en vertu de l'entente, à titre d'expert-conseil indépendant, dans le seul but de fournir des services.
2. Ni l'expert-conseil ni son personnel n'est engagé en vertu des présentes à titre d'employé ou de mandataire du Canada.
3. L'expert-conseil convient qu'à titre d'employeur, il est l'unique responsable de tous les paiements et déductions qui doivent être effectués conformément à la loi, y compris les montants exigés pour le Régime de pensions du Canada ou le Régime de rentes du Québec, l'assurance-emploi, le régime d'indemnisation des accidentés du travail et l'impôt sur le revenu.

### **CG 1.8 (30/05/03) Députés de la Chambre des communes**

Aucun député de la Chambre des communes ne doit, dans quelque mesure que ce soit, être partie à l'entente ni bénéficier d'avantages pouvant en découler.

### **CG 1.9 (30/05/03) Totalité de l'entente**

Les présentes constituent la totalité de l'entente conclue par les parties relativement aux services visés par l'entente et elles prévalent sur toutes les négociations, communications et ententes antérieures s'y rapportant, à moins que celles-ci n'aient été incorporées dans l'entente.

### **CG 1.10 (30/05/03) Attestation de lobbyiste - Honoraires conditionnels**

1. L'expert-conseil atteste qu'il n'a pas versé ni convenu de verser, directement ou indirectement, et s'engage à ne pas verser, directement ni indirectement, des honoraires conditionnels en rapport à la négociation ou à l'obtention de l'entente de services, ou en rapport à toute demande ou démarche reliée à l'entente de services, à aucune personne autre qu'un employé remplissant les fonctions habituelles liées à son poste.
2. Tous les comptes et dossiers concernant le versement d'honoraires ou de toute autre rémunération en rapport à l'obtention ou à la négociation de l'entente de services, ou en rapport à toute demande ou démarche reliée à l'entente de services, seront assujettis aux dispositions de l'entente portant sur les comptes et la vérification.
3. Si l'expert-conseil fait une fausse déclaration aux termes de la présente section ou ne respecte pas les obligations précisées dans le présent document, le ministre pourra soit retirer à l'expert-conseil les services qui lui avaient été confiés conformément aux dispositions de l'entente, soit recouvrer, de l'expert-conseil, par un réduction des honoraires à verser, ou autrement, le montant total des honoraires conditionnels.
4. Les définitions suivantes s'appliquent à la présente clause :

## R - Attribution des marchés immobiliers

---

« honoraires conditionnels » - Tout paiement, ou autre forme de rémunération, qui est subordonné au degré de succès ou calculé en fonction du degré de succès obtenu en rapport à l'obtention d'un marché gouvernemental, à la négociation d'une partie ou de la totalité des conditions de ce marché ou à toute demande ou démarche reliée au marché.

« employé(e) » - Toute personne avec qui l'expert-conseil a une relation d'employeur à employé.

« personne » - Comprend un particulier ou un groupe de personnes, une corporation, une société, une organisation et une association et, sans limiter la portée générale de ce qui précède, tout particulier qui est tenu de fournir au directeur une déclaration en vertu de l'article 5 de la *Loi concernant l'enregistrement des lobbyistes*, L.R. C. (1985), ch. 44 (4e suppl.), et de toute modification qui pourrait lui être apportée de temps à autre.

### **CG 1.11 (30/05/03) Modification des taxes et des droits**

1. Advenant, sur ou après présentation de la proposition, une modification (y compris l'imposition ou la suppression) d'une taxe, d'un droit, notamment de douane, et de frais similaires perçus en application des lois sur la taxe de vente ou d'accise du Gouvernement du Canada, ayant une incidence sur le coût des travaux supporté par l'expert-conseil, le prix contractuel sera rajusté pour tenir compte de l'augmentation ou de la diminution de ce coût.
2. Le prix contractuel ne sera pas rajusté à la hausse en vertu du paragraphe 1. si un avis public de la modification a été donné avant la présentation de la proposition avec suffisamment de détails pour calculer l'incidence de la modification sur le coût des services supporté par l'expert-conseil.
3. L'expert-conseil fait parvenir au Ministre une attestation faisant état de l'augmentation ou de la diminution du coût des services découlant directement de la modification d'une taxe, d'un droit ou d'un autre frais perçu. Le ministre ou le représentant du Ministère peuvent, au moyen d'une vérification, s'assurer de l'exactitude de l'augmentation ou de la diminution du coût.

### **CG 1.12 (12/12/03) Taxe de vente provinciale**

1. Les ministères et organismes du gouvernement fédéral ne sont pas tenus de payer la taxe de vente à la valeur ajoutée prélevée par la province dans laquelle les biens ou les services imposables sont fournis. Les ministères et organismes du gouvernement fédéral peuvent se prévaloir de cette exemption en vertu :
  - (a) d'un numéro de permis d'exemption au titre de la taxe de vente provinciale (TVP), pour les provinces suivantes :

|                       |              |
|-----------------------|--------------|
| Île-du-Prince-Édouard | OP-10000-250 |
| Ontario               | 11708174G    |
| Manitoba              | 390-516-0    |
| Colombie-Britannique  | 005521       |
  - (b) d'un certificat d'exemption pour le Québec, la Saskatchewan, le Territoire du Yukon et les Territoires du Nord-Ouest, attestant que les biens et/ou les services commandés ou achetés par les présentes le sont par le gouvernement fédéral avec des fonds du Canada, qui lui sont destinés et que par conséquent, ils ne sont pas assujettis à des taxes de vente et de consommation provinciales et territoriales.
2. À l'heure actuelle, en Alberta, dans le Territoire du Yukon et dans les Territoires du Nord-Ouest, la TVP ne s'applique pas aux biens ou aux services fournis au gouvernement fédéral.
3. L'expert-conseil n'est pas exempté de la TVP du fait des numéros de permis d'exemption ou de l'attestation d'exemption ci-dessus. Il doit acquitter la taxe de vente provinciale sur les biens ou les services imposables utilisés dans l'exécution du contrat (conformément aux lois provinciales pertinentes), y compris les matériaux entrant dans la construction de biens immobiliers.

### **CG 1.13 (14/05/04) Taxe sur les produits et services (TPS)/Taxe de vente harmonisée (TVH)**

1. Dans la présente entente, sauf indication contraire, tous les prix et toutes les sommes excluent la TPS/TVH, le cas échéant.

## R - Attribution des marchés immobiliers

---

2. Toutes les sommes prélevées au titre de la TPS ou de la TVH seront notées distinctement dans les factures et seront acquittées en plus du montant approuvé pour les services rendus, conformément aux modalités et conditions prévues à l'article CG 5.3.
3. L'expert-conseil s'engage à verser à l'Agence du revenu du Canada toutes les sommes acquittées ou exigibles au titre de la TPS et de la TVH.

### **CG 1.14 (30/05/03) Retenue fiscale de 15 %**

Si l'expert-conseil est une entité non résidente au sens de la *Loi de l'impôt sur le revenu*, il reconnaît et convient que conformément aux dispositions de cette loi, le Canada est habilité à retenir 15 % du prix à lui verser pour les services rendus au Canada. Cette somme sera retenue au titre de la responsabilité des taxes qui pourraient devoir être versées au Canada.

### **CG 1.15 (30/05/03) Responsabilité conjointe et individuelle**

Si, à n'importe quel moment, l'expert-conseil est constitué de plus d'une entité juridique, l'engagement de ces entités en vertu de l'accord sera considéré comme conjoint et individuel et s'appliquera à chacune des entités. Si l'expert-conseil est ou devient une société de personnes ou un consortium, chaque entité juridique qui est ou qui devient membre de la société de personnes ou du consortium ou de la société remplaçante est et continue d'être conjointement et individuellement responsable de l'exécution des services et de tous les engagements de l'expert-conseil en vertu de l'entente, que cette entité cesse ou non d'être membre de la société de personnes, du consortium ou de la société remplaçante.

---

---

### **R1210D (12/12/03) CG 1 - Dispositions générales**

A partir du 14/05/04, cette clause est remplacée par R1210D.

---

---

### **R1215D (30/05/03) CG 2 - Administration du contrat**

#### **CG 2.1 (30/05/03) Avis**

1. Quand l'entente exige que l'une des parties donne un avis, une directive, un consentement ou tout autre indication ou présente une demande ou rende une décision, la communication se fait par écrit et elle est réputée avoir été transmise,
  - a) si elle est transmise en mains propres, le jour de la livraison;
  - b) si elle est envoyée par courrier recommandé, lorsque l'autre partie en accuse réception;
  - c) si elle est envoyée par télécopieur, courriel ou autre moyen de communication électronique, au moment de la transmission.
2. L'adresse des parties ou de la personne autorisée à recevoir les avis peut être changée par avis donné en conformité avec la présente disposition.

#### **CG 2.2 (30/05/03) Registres que doit tenir l'expert-conseil**

1. Le représentant du Ministère pourra vérifier le temps imputé et l'exactitude du système d'enregistrement du temps de l'expert-conseil avant ou après le versement du paiement à ce dernier en vertu des modalités de la présente entente.

## R - Attribution des marchés immobiliers

---

2. L'expert-conseil tient un registre exact du temps et des coûts engagés, et si la chose est nécessaire aux fins de l'entente, il permet au représentant du Ministère de les consulter à des heures raisonnables, d'en faire des copies et d'en noter des extraits.
3. L'expert-conseil fournit des locaux où seront effectuées la vérification et l'inspection de ses registres, aux moments et aux endroits où les registres pertinents sont localisés, et il communique au représentant du Ministère les renseignements qui peuvent être exigés de temps à autre relativement aux documents visés par le paragraphe 2 ci-dessus.
4. L'expert-conseil devra, sauf directives contraires, conserver des registres du temps et des coûts à des fins de vérification et d'inspection pendant au moins deux (2) ans après l'achèvement des services.
5. Dans le cas où l'on effectue la vérification après le paiement, l'expert-conseil s'engage à rembourser le trop-payé, dès que le Canada lui en fera la demande.

### CG 2.3 (30/05/03) Non-discrimination dans l'embauche et l'emploi des employés

1. Aux fins de cette condition générale «personne» comprend l'expert-conseil, ses sous-experts-conseils et les autres entreprises composant l'équipe de l'expert-conseil et leurs employés respectifs, leurs agents, leurs représentants autorisés ou leurs invités et toute autre personne impliquée dans la réalisation des services.
2. L'expert-conseil ne refusera pas d'employer une personne, n'encouragera ou n'ignorera le harcèlement, ou n'exercera pas, de quelque façon que ce soit, des distinctions injustes à l'endroit d'une personne à cause
  - a) de la race, de l'origine nationale, de la couleur, de la religion, de l'âge, du sexe ou de l'état civil de cette personne,
  - b) de la race, de l'origine nationale, de la couleur, de la religion, de l'âge, du sexe ou de l'état civil de cette personne ayant un rapport ou une association avec la personne en question, ou
  - c) parce que cette dernière a porté plainte ou a fourni des renseignements ou parce qu'une plainte a été portée ou des renseignements ont été fournis en son nom relative à toute prétendue omission de la part de l'expert-conseil de se conformer aux alinéas 2.a) et 2.b) ci-dessus.
3. L'expert-conseil doit, dans les deux (2) jours ouvrables suivant réception d'une plainte écrite à l'égard des dispositions du paragraphe 2 ci-dessus,
  - a) faire émettre une directive écrite à la personne ou aux personnes nommées par le plaignant l'enjoignant de cesser toute action qui a donné lieu à la plainte; et
  - b) envoyer par courrier recommandé, une copie de la plainte au représentant du Ministère;
4. Dans les vingt-quatre (24) heures suivant réception d'une directive du représentant du ministère, soustraire de l'équipe de l'expert-conseil la ou les personnes soupçonnées par le représentant du ministère de contrevenir aux dispositions du paragraphe 2 ci-dessus;
5. Au plus tard dans les trente (30) jours suivant réception de la directive mentionnée au paragraphe 4 ci-dessus, l'expert-conseil doit s'être assuré que les mesures nécessaires pour rectifier l'infraction décrite dans la directive aient été commencées;
6. Lorsqu'une directive est émise conformément au paragraphe 4 ci-dessus, le Canada peut retenir des fonds qui sont dus et payables à l'expert-conseil un montant représentant la somme des coûts et du paiement mentionnés aux paragraphes 8 et 9 ci-dessous.
7. Lorsque l'expert-conseil refuse de se conformer aux dispositions du paragraphe 6 ci-dessus, le représentant du ministère doit prendre les mesures nécessaires pour rectifier l'infraction, et déterminer le montant total des frais engagés par le Canada.
8. Le Canada peut retenir les fonds dus et payables à l'expert-conseil et effectuer un paiement directement au plaignant sur réception de la part du plaignant

## R - Attribution des marchés immobiliers

---

- a) d'une décision arbitrale écrite en application de la *Loi sur l'arbitrage commercial du gouvernement fédéral*, L.R.C. 1985, c. C-34.6,
  - b) d'une décision écrite émise en application de la *Loi canadienne sur les droits de la personne*, L.R.C. 1985, c. H-6,
  - c) d'une décision écrite émise en application des lois provinciales ou territoriales sur les droits de la personne, ou
  - d) d'un jugement prononcé par un tribunal compétent.
9. L'expert-conseil est tenu, sur demande, d'indemniser le Canada de la totalité des coûts supplémentaires visés au paragraphe 8 ci-dessus. Si l'expert-conseil n'indemnise pas le Canada sur demande, celui-ci pourra déduire le montant des coûts supplémentaires de toute somme qu'il lui doit.
10. Un paiement effectué en conformité du paragraphe 8 comporte quittance de l'obligation du Canada envers l'expert-conseil en vertu de l'entente, jusqu'à concurrence du montant payé, et peut être déduit de tout montant dû à l'expert-conseil.
11. Lorsque le représentant du Ministère est d'avis que l'expert-conseil a contrevenu à quelque disposition que ce soit de cette condition générale, le ministre peut retirer les services à l'expert-conseil selon l'article CG 7.
12. L'expert-conseil doit faire en sorte que les dispositions de cette condition générale soient incluses dans tous les marchés et ententes liés aux services.
- 
- 

### **R1220D (12/12/03) CG 3 - Services d'expert-conseils**

#### **CG 3.1 (30/05/03) Déclarations de l'expert-conseil**

L'expert-conseil déclare que d'après les renseignements donnés à l'égard des services requis par l'entente, il a reçu suffisamment de renseignements pour lui permettre d'exécuter de façon satisfaisante les services requis aux termes de l'entente. De plus, il possède les permis requis et les qualifications professionnelles ainsi que les connaissances, les aptitudes et l'habileté requises pour fournir ces services.

#### **CG 3.2 (30/05/03) Services**

L'expert-conseil fournira les services décrits dans la présente partie, conformément aux conditions de l'entente.

#### **CG 3.3 (30/05/03) Niveau d'attention**

Durant la prestation des services, l'expert-conseil devra fournir et soutenir le niveau d'attention, d'habileté et de diligence requis selon les pratiques professionnelles d'usage courant et les procédures mise en place par les organismes professionnels pour la prestation de services similaires au moment et à l'endroit où ces-derniers sont fournis.

#### **CG 3.4 (30/05/03) Calendrier**

1. L'expert-conseil devra :
  - a) au moment opportun, soumettre à l'approbation du représentant du Ministère, selon la formule prescrite, un calendrier détaillé de prestation des services en fonction de la taille et de la complexité du projet;
  - b) se conformer au calendrier approuvé et, s'il faut y apporter des changements, indiquer au représentant du Ministère l'importance et les raisons de ces changements et les faire approuver.

#### **CG 3.5 (30/05/03) Renseignements sur le projet et décisions, acceptations et approbations**

## R - Attribution des marchés immobiliers

---

1. Le représentant du Ministère doit communiquer au moment opportun des renseignements sur le projet, ses décisions et instructions écrites, notamment les acceptations et approbations liées à la prestation des services offerts par l'expert-conseil.
2. Aucune acceptation ou approbation par le représentant du Ministère, qu'elle soit expresse ou tacite, n'a pour effet d'exonérer l'expert-conseil de la responsabilité professionnelle ou technique relativement aux services qu'il s'est engagé à fournir.

### **CG 3.6 (30/05/03) Changements apportés aux services**

1. L'expert-conseil doit :
  - a) apporter des changements aux services à fournir aux fins du projet, y compris des changements qui pourraient avoir pour effet d'accroître ou de réduire l'étendue initiale des services, chaque fois que le représentant du Ministère lui demande par écrit (avec l'approbation du Ministre);
  - b) avant de procéder à ces changements, informer le représentant du Ministère des conséquences qu'ils peuvent avoir sur le coût estimatif de construction, les honoraires exigibles, le calendrier de projet et toute autre question liée au projet.

### **CG 3.7 (30/05/03) Codes, règlements, licences, permis**

L'expert-conseil doit se conformer aux lois, codes, règlements et règlements municipaux qui s'appliquent à la conception et, le cas échéant, examiner la conception avec les autorités publiques compétentes aux fins de demande et d'obtention des consentements, approbations, licences et permis nécessaires au projet.

### **CG 3.8 (30/05/03) Personnel**

1. Sur demande, l'expert-conseil soumet à l'approbation du représentant du Ministère le nom, l'adresse et un résumé des titres de compétence et de l'expérience ainsi que les fonctions prévues de toutes les personnes, y compris les cadres, qu'il engagera en vue de fournir les services liés au projet. Sur demande, il soumet également à son approbation toute modification à cet égard.
2. Si les honoraires sont versés en fonction des coûts de la rémunération, l'expert-conseil soumet à l'approbation du représentant du Ministère l'état des coûts de la rémunération, et toute modification s'y rapportant, à l'égard de toutes les personnes qu'il engage pour les fins du projet.

### **CG 3.9 (12/12/03) Sous-experts-conseils**

1. L'expert-conseil doit :
  - a) donner au représentant du Ministère le nom des autres sous-experts-conseils avec lesquels il a l'intention de conclure des ententes relativement à certains éléments des services et, sur demande, lui fournir les détails des modalités de ces ententes ainsi que les titres de compétence et les noms des employés de ces sous-experts-conseils désignés qui travailleront au projet;
  - b) à la suite de la présente entente, donner au représentant du Ministère le nom de tous les autres sous-experts conseils avec lesquels il se propose de conclure des ententes relativement à certains éléments des services et, sur demande, lui fournir les détails des modalités de ces ententes ainsi que les titres de compétence et les noms des employés de ces sous-experts-conseils qui travailleront au projet;
  - c) incorporer dans toute entente conclue avec les sous-experts-conseils les dispositions de cette entente qui s'appliquent aux responsabilités de chacun d'eux;
  - d) suivant un avis écrit par un sous-expert-conseil avec lequel il a passé un contrat direct, l'expert-conseil informera le sous-expert-conseil de ses obligations envers lui, en application de la présente entente.
2. Le représentant du Ministère peut s'opposer à l'engagement d'un sous-expert-conseil dans les six (6) jours suivant la réception de l'avis donné conformément au paragraphe 1. b) ci-dessus et, après avoir été informé de l'opposition, l'expert-conseil doit renoncer à conclure une entente avec ce sous-expert-conseil.



## R - Attribution des marchés immobiliers

---

3. Ni l'entente conclue avec un sous-expert-conseil, ni l'approbation d'une telle entente par le représentant du Ministère ne pourra avoir pour effet de libérer l'expert-conseil des obligations qu'il assume aux termes des présentes ni d'imposer une quelconque responsabilité au Canada.

### **CG 3.10 (30/05/03) Changements dans l'équipe de l'expert-conseil**

1. Si l'entité ou la personne désignée dans la proposition de l'expert-conseil comme devant exécuter les services ou une partie de ceux-ci n'est pas en mesure de les exécuter ou de les achever, l'expert-conseil obtient l'assentiment du représentant du ministère, laquelle ne peut être refusée que pour des motifs valables, avant d'exécuter ou d'achever les services ou avant de conclure une entente avec une autre entité également qualifiée ou personne dans le but d'exécuter ou d'achever les services.
2. Aux fins de l'obtention de l'assentiment du représentant du ministère mentionnée au paragraphe 1. ci-dessus, l'expert-conseil donne un avis au représentant du ministère dans lequel il expose les éléments suivants :
  - a) la raison pour laquelle l'entité ou la personne n'est pas en mesure d'exécuter les services;
  - b) le nom, les compétences et l'expérience de l'entité ou de la personne proposée comme remplaçant;
  - c) le cas échéant, établir que l'entité ou la personne proposée comme remplaçant détient l'autorisation de sécurité accordée par le Canada.
3. En aucun cas, l'expert-conseil ne permet l'exécution de toute partie des services par un remplaçant - entité ou personne - non autorisé, et le fait que le représentant du Ministère donne son assentiment en ce qui concerne le remplaçant - entité ou personne - ne dégage pas l'expert-conseil de sa responsabilité au titre de l'exécution des services.
4. Le représentant du Ministère, en conformité avec le pouvoir délégué par le ministre, peut ordonner à l'expert-conseil de retirer de l'équipe de l'expert-conseil tout remplaçant - entité ou personne - non autorisé, auquel cas l'expert-conseil retire immédiatement ce remplaçant - entité ou personne - de l'exécution des services, et, suivant les paragraphes 1. et 2. ci-dessus, il doit désigner un autre remplaçant.
5. Le fait que le représentant du Ministère n'ordonne pas le retrait du remplaçant - entité ou personne - de l'exécution des services ne dégage pas l'expert-conseil de sa responsabilité au titre de l'exécution des services.

### **CG 3.11 (30/05/03) Contrôle des coûts**

1. Durant toutes les étapes de l'élaboration du projet, le coût estimatif de construction préparé par l'expert-conseil n'excédera pas le plafond du coût de construction.
2. Au cas où l'expert-conseil jugerait que le coût estimatif de construction excéderait le plafond du coût de construction, il doit aviser immédiatement le représentant du Ministère et
  - a) si l'excédent est dû à des facteurs dépendants de la volonté de l'expert-conseil ou que celui-ci pouvait raisonnablement prévoir, l'expert-conseil, à la demande du représentant du Ministère et sans frais supplémentaires pour le Canada, modifie ou révisé le design du projet de manière à ramener le coût estimatif de construction sous le plafond du coût de construction; ou
  - b) si l'excédent du coût résulte de raisons indépendantes de la volonté de l'expert-conseil, et si les révisions ou changements ont été demandés par le représentant du Ministère, ces changements ou révisions devront être faits par l'expert-conseil aux frais du Canada, et les parties en cause devront convenir du coût en question avant que les changements ou révisions soient apportés.

## R - Attribution des marchés immobiliers

---

**R1220D (30/05/03) CG 3 - Services d'expert-conseils**

A partir du 12/12/03, cette clause est remplacée par R1220D.

---

**R1225D (30/05/03) Droits de propriété intellectuelle**

**CG 4.1 (30/05/03) Droits de propriété intellectuelle**

### 1. Définitions

« Renseignements de base » : ensemble des résultats techniques qui ne sont pas originaux et qui constituent des renseignements exclusifs ou confidentiels pour l'expert-conseil ou ses sous-experts-conseils, ou encore pour toute autre entité à laquelle l'expert-conseil fait appel dans l'exécution des services.

« Renseignements originaux » : toute invention d'abord conçue, développée ou mise en pratique dans le cadre des services et tous les autres résultats techniques conçus, développés, produits ou mis en oeuvre dans le cadre de ces services.

« Droits de propriété intellectuelle » : tous les droits de propriété intellectuelle reconnus par la loi, y compris le droit de propriété intellectuelle protégé par les lois (par exemple le droit d'auteur, les brevets, la conception industrielle ou la topographie des circuits intégrés) ou découlant de la protection de l'information à titre de secret de commerce ou d'information confidentielle.

« Invention » : tout art, processus, machine, procédé de fabrication ou matière de composition nouveau et utile, ou encore toutes les améliorations nouvelles et utiles apportées à tout art, processus, machine, procédé de fabrication ou matière de composition, brevetable ou non; sans limiter la portée générale de ce qui précède, ce terme comprend les systèmes uniques de conception et de construction.

« Résultats techniques » : (i) toute l'information à caractère scientifique, technique ou artistique relativement aux services, présentée de vive voix ou enregistrée sous quelque forme ou sur quelque support que ce soit et assujettie ou non à du droit d'auteur, y compris, sans nécessairement s'y limiter, les inventions, travaux de conception, méthodes, rapports, photographies, maquettes, relevés, dessins et caractéristiques élaborées pour le projet; (ii) les imprimés informatiques, notes de conception, calculs, fichiers de CDAO (conception et dessin assistés par ordinateur) et autres données, renseignements et documents préparés, calculés, dessinés ou produits dans le cadre du projet; (iii) les guides de fonctionnement et d'entretien préparés ou réunis pour le projet; (iv) tous les immeubles, ouvrages bâtis, structures et installations aménagés dans le cadre du projet. Les résultats techniques ne comprennent pas les données se rapportant à l'administration de l'entente par le Canada ou l'expert-conseil, par exemple les renseignements financiers ou gestionnels internes, sauf s'il s'agit d'un document à présenter en vertu des conditions de l'Entente.

### 2. Désignation et divulgation de tous renseignements originaux

L'expert-conseil doit :

- a) rendre compte rapidement et divulguer intégralement au Ministre tous les renseignements originaux pouvant constituer des inventions; en plus de lui rendre compte et de lui divulguer intégralement tous autres renseignements originaux au plus tard à la date de la fin des services ou à toute autre date antérieure que le Ministre ou l'Entente pourra exiger;
- b) préciser, pour chaque renseignement divulgué visé en a) ci-dessus, les noms de tous les experts-conseils à tous les niveaux, le cas échéant, auxquels les droits de propriété intellectuelle sur des renseignements originaux sont ou seront dévolus.

## R - Attribution des marchés immobiliers

---

Avant et après le paiement final des comptes de l'expert-conseil, le Ministre aura le droit d'examiner tous les dossiers et toutes les données justificatives de l'expert-conseil qu'il jugera raisonnablement pertinents pour la désignation de renseignements originaux.

3. Droits de propriété intellectuelle dévolus à l'expert-conseil

Sous réserve des paragraphes 10 et 11 et des dispositions de l'article CG 1.5, et sans modifier les droits de propriété intellectuelle ou les intérêts visés par les présentes et existant avant la conclusion de l'Entente, ou encore se rapportant à des renseignements ou à des données fournis par le Canada pour l'application de cette Entente, tous les droits de propriété intellectuelle sur des renseignements originaux seront, dès qu'ils existeront, dévolus à l'expert-conseil, qui en restera propriétaire.

4. Droits de propriété sur les biens et les services à fournir

Sans égard aux droits de propriété intellectuelle appartenant à l'expert-conseil sur tous les renseignements originaux constituant un prototype, un ouvrage bâti, un immeuble, une structure, une installation, une maquette ou un système ou un bien d'équipement sur mesure ou personnalisé, de même que sur les manuels connexes et sur les autres documents et outils de fonctionnement et d'entretien, le Canada aura des droits illimités sur la propriété de ces biens et services, y compris le droit de les mettre à la disposition du grand public, moyennant des frais ou autrement, et le droit de les vendre.

5. Licence sur les renseignements originaux

Sans limiter la portée de toutes les licences implicites qui pourraient normalement revenir au Canada et pour tenir compte de la participation de ce dernier au coût du développement des renseignements originaux, l'expert-conseil lui concède par les présentes une licence non exclusive, permanente, irrévocable, mondiale, entièrement acquittée et sans redevance pour l'exercice de tous les droits de propriété intellectuelle sur les renseignements originaux dévolus à l'expert-conseil conformément au paragraphe 3, pour :

- a) la construction ou la mise en oeuvre des immeubles, ouvrages bâtis, structures et installations envisagés dans le cadre du projet;
- b) le développement, la modification ou le perfectionnement continu de toute partie du projet construit ou mis en oeuvre, y compris l'achat des matériaux et des composants à cette fin;
- c) le développement, la modification (y compris les éléments ajoutés ou supprimés), l'achèvement, la traduction ou la mise en oeuvre continus des renseignements originaux et de tous les éléments qui y sont ajoutés selon les exigences du Canada pour l'achèvement, l'utilisation et l'évolution ultérieure du projet;
- d) l'utilisation, l'occupation, le fonctionnement, l'exploitation, l'entretien, la réparation ou la restauration du projet construit, mis en oeuvre ou modifié par la suite, y compris l'achat des matériaux et des composants de rechange nécessaires à cette fin;
- e) la publication et la transmission de reproductions du projet ou de toute partie de ce projet sous la forme de peintures, de dessins, de gravures, de photographies ou d'ouvrages cinématographiques, à l'intention du grand public, sur support imprimé ou électronique ou par d'autres moyens, à l'exception des copies de dessins ou de plans d'architecture.

6. Licence sur les renseignements originaux pour d'autres projets

L'expert-conseil concède par les présentes au Canada une licence non exclusive, permanente, mondiale et irrévocable qui lui permettra d'exercer tous les droits de propriété intellectuelle dévolus à l'expert-conseil conformément au paragraphe 3, pour la planification, la conception, la construction ou la mise en oeuvre d'un projet distinct du projet visé, de même que pour toutes les fins exprimées au paragraphe 5 en ce qui a trait à cet autre projet. Dans l'éventualité où le Canada exerce ces droits de propriété intellectuelle dans le cadre d'un autre projet, et à la condition qu'il n'ait pas déjà de droits équivalents dans le cadre d'un contrat antérieur ou autrement, ce dernier s'engage à verser à l'expert-conseil une indemnité raisonnable, calculée conformément à la pratique actuelle dans l'industrie et tenant compte de la participation du Canada au coût du développement des renseignements originaux. L'expert-conseil devra s'assurer que dans la vente, la cession, le transfert ou la concession sous licence des droits de

## R - Attribution des marchés immobiliers

---

propriété intellectuelle qui lui sont dévolus en vertu de cette entente, l'acheteur, le cessionnaire, le bénéficiaire du transfert ou le titulaire de la licence s'engage à respecter les clauses de cet article et à accepter de verser une indemnité raisonnable selon les modalités définies dans les présentes. L'expert-conseil devra aussi s'assurer que cet acheteur, ce cessionnaire, ce bénéficiaire ou ce titulaire des droits de propriété intellectuelle est obligé d'imposer les mêmes obligations aux autres acheteurs, cessionnaires, bénéficiaires ou titulaires par la suite.

### 7. Licence pour les renseignements de base

Sans limiter toute licence implicite qui pourrait normalement revenir au Canada, l'expert-conseil concède par les présentes à ce dernier une licence non exclusive, perpétuelle, irrévocable, mondiale, entièrement acquittée et sans redevance pour exercer les droits de propriété intellectuelle sur les renseignements de base intégrés dans les services ou nécessaire à l'exécution des services, selon le cas :

- a) pour les fins visées dans les paragraphes 5 et 6;
- b) pour la divulgation de l'information à tout entrepreneur auquel fait appel le Canada ou au soumissionnaire pour un tel contrat, et à utiliser uniquement pour une des fins exprimées dans les paragraphes 5 et 6.

L'expert-conseil s'engage à mettre à la disposition du Canada, sur demande, ces renseignements de base.

### 8. Droit du Canada de divulguer et de concéder sous licence

L'expert-conseil reconnaît que le Canada pourra éventuellement attribuer des contrats, dans le cadre d'un processus de mise en concurrence, pour l'une quelconque des fins définies dans les paragraphes 5, 6 et 7. Il est entendu avec l'expert-conseil que la licence du Canada en ce qui a trait aux droits de propriété intellectuelle sur les renseignements originaux et les renseignements de base comprend le droit de divulguer ces renseignements aux soumissionnaires pour ces contrats et de les concéder sous licence ou d'autoriser les entrepreneurs ou les experts-conseils auxquels le Canada fait appel pour exécuter ces contrats à les utiliser.

### 9. Droit de l'expert-conseil de concéder des licences

- a) L'expert-conseil déclare et garantit qu'il a obtenu ou qu'il obtiendra sans tarder le droit de concéder au Canada une licence lui permettant d'exercer les droits de propriété intellectuelle sur les renseignements originaux et les renseignements de base conformément aux exigences de l'Entente.
- b) Dans les cas où les droits de propriété intellectuelle sur les renseignements originaux ou les renseignements de base appartiennent à un sous-expert-conseil, l'expert-conseil devra se faire délivrer, par ce sous-expert-conseil, une licence lui permettant de respecter les paragraphes 5, 6 et 7 ou devra prendre des dispositions pour que ce sous-expert-conseil transfère directement au Canada les mêmes droits, en signant le formulaire prévu à cette fin par le Ministre, au plus tard à la date à laquelle ces renseignements originaux et ces renseignements de base sont divulgués au Canada.

### 10. Secrets de commerce et information confidentielle

L'expert-conseil ne devra pas utiliser ni intégrer de secrets de commerce ou d'information confidentielle dans les renseignements originaux ou les renseignements de base utilisés ou créés dans l'exécution de ce contrat.

### 11. Information fournie par le Canada

- a) Dans les cas où les services consistent à préparer une compilation à partir de l'information fournie par le Canada, les droits de propriété intellectuelle dévolus en vertu du paragraphe 3 seront restreints aux droits de propriété intellectuelle sur les renseignements originaux qui peuvent être exploités sans qu'on se serve de l'information fournie par le Canada. Tous les droits de propriété intellectuelle sur des compilations dont les renseignements originaux ne peuvent pas être exploités sans qu'on se serve de l'information fournie par le Canada reviendront à ce dernier. Il est entendu avec l'expert-conseil qu'il ne devra pas utiliser ni divulguer d'information fournie par le Canada pour d'autres fins que l'exécution des services. L'expert-conseil devra respecter le

## R - Attribution des marchés immobiliers

---

caractère confidentiel de cette information. Sauf disposition expresse contraire de l'Entente, l'expert-conseil devra remettre au Canada toute cette information, avec chaque copie, ébauche, document de travail et note renfermant cette information, à la date de cessation ou de résiliation de l'Entente, ou à toute autre date antérieure que le Ministre pourra fixer.

- b) Si l'expert-conseil souhaite utiliser l'information fournie par le Canada dans le cadre de l'Entente pour l'exploitation commerciale ou de développement continu des renseignements originaux, il pourra demander par écrit au Ministre une licence lui permettant d'exercer les droits de propriété intellectuelle nécessaires sur l'information fournie par le Canada. L'expert-conseil devra fournir au Ministre des explications quant aux raisons pour lesquelles cette licence est nécessaire. Si le Ministre est d'accord pour concéder cette licence, elle le sera selon des clauses à négocier entre les parties, y compris le paiement d'une indemnité au Canada.

### 12. Transfert des droits de propriété intellectuelle

- a) Si le Ministre reprend, en totalité ou en partie, les services confiés à l'expert-conseil conformément à l'article CG 7 des Conditions générales ou que l'expert-conseil ne divulgue pas les renseignements originaux conformément au paragraphe 2, le Ministre pourra, en lui donnant un préavis raisonnable, l'obliger à divulguer tous les droits de propriété intellectuelle sur les renseignements originaux non fournis. Les droits de propriété intellectuelle à transférer devront comprendre les droits de propriété intellectuelle sur les renseignements originaux qui ont été ou qui seront dévolus à un sous-expert-conseil. Dans le cas des droits de propriété intellectuelle sur des renseignements originaux qui ont été vendus ou cédés à une partie distincte d'un sous-expert-conseil, l'expert-conseil ne sera pas obligé de transférer lesdits droits au Canada, mais devra lui verser sur demande une somme égale à la contrepartie touchée par l'expert-conseil au titre de la vente ou de la cession des droits de propriété intellectuelle sur ces renseignements originaux ou, dans les cas où la vente ou la cession n'a pas été conclue sans lien de dépendance, la juste valeur marchande des droits de propriété intellectuelle sur ces renseignements originaux, dans chaque cas, y compris la valeur des redevances ou des droits de licence à venir.
- b) Dans l'éventualité où le Ministre lui adresse le préavis visé à l'alinéa a), l'expert-conseil devra, à ses frais et sans tarder, signer les actes de transfert ou les autres documents se rapportant au titre de propriété sur les droits de propriété intellectuelle que le Canada pourra exiger et devra, aux frais du Canada, apporter au Ministre toute l'aide raisonnable dans la préparation des demandes et dans l'exécution en justice de toutes les demandes de droits de propriété intellectuelle ou de tout enregistrement de ces droits dans toute province ou dans tout territoire, y compris, sans nécessairement s'y limiter, l'aide de l'inventeur, dans le cas des inventions.
- c) Tant que l'expert-conseil n'aura pas fini de rendre les services et qu'il n'aura pas divulgué tous les renseignements originaux conformément au paragraphe 2, et sous réserve des dispositions de l'article CG 1.5 (Sécurité nationale et ministérielle), l'expert-conseil ne devra pas, sans l'autorisation écrite préalable du Ministre, vendre, céder, ni transférer autrement le titre sur les droits de propriété intellectuelle relatifs à ces renseignements originaux, ni concéder sous licence les droits de propriété intellectuelle sur ces renseignements originaux à qui que ce soit, ni l'autoriser autrement à utiliser ces droits.
- d) Dans la vente, la cession, le transfert ou la concession sous licence des droits de propriété intellectuelle sur les renseignements originaux par l'expert-conseil, sauf la vente ou la concession sous licence de ces droits pour l'utilisation finale d'un produit à partir des renseignements originaux, l'expert-conseil devra imposer à l'autre partie la totalité de ces obligations envers le Canada relativement aux droits de propriété intellectuelle sur les renseignements originaux et toutes les restrictions exprimées dans l'Entente quant à l'utilisation ou à la cession des droits de propriété intellectuelle sur les renseignements originaux (et, le cas échéant, sur les renseignements originaux eux-mêmes), y compris l'obligation d'imposer les mêmes obligations et restrictions à tous les cessionnaires, titulaires de licence ou bénéficiaires de transfert par la suite. L'expert-conseil devra faire connaître rapidement au Canada le nom, l'adresse et les autres renseignements pertinents se rapportant à des cessionnaires, à des titulaires de licence ou à des bénéficiaires de transfert.

## R - Attribution des marchés immobiliers

---

---

### R1226D (30/05/03) CG 4 - Droit d'auteur et réutilisation de documents

1. Sauf prescription contraire dans les Conditions supplémentaires, tout droit d'auteur visant tout document préparé par l'expert-conseil ou sous la direction de ce dernier visant l'exécution des services pour ce projet appartient à l'expert-conseil.
  2. Le Canada peut, en accord avec l'expert-conseil, réutiliser pour un autre projet les documents dont il est question à l'alinéa 1 ci-haut et le cas échéant paiera à l'expert-conseil des honoraires appropriés à cette pratique.
- 
- 

### R1230D (30/05/03) CG 5 - Modalités de paiement

#### CG 5.1 (30/05/03) Honoraires

1. Sous réserve des dispositions de l'Entente, le Canada s'engage à verser à l'expert-conseil, en contrepartie des services, un montant calculé en conformité avec les dispositions prévues dans les présentes et dans les Particularités de l'entente .
2. Les honoraires de l'expert-conseil sont payables seulement lorsque l'expert-conseil a fourni les services, et que le représentant du Ministère l'a attesté. Le paiement d'honoraires portant sur l'exécution de services ou d'une partie de services n'est pas réputé constituer une renonciation par le Canada à son droit à un règlement judiciaire ou contractuel des coûts ou dépenses attribuables au défaut ou à la négligence de l'expert-conseil.
3. Le montant maximum payé en vertu de l'entente, y compris les honoraires et débours, ne peut dépasser la somme mentionnée dans la clause Particularités de l'entente sans l'autorisation préalable écrite du représentant du Ministère en conformité avec les modalités du contrat.

#### CG 5.2 (30/05/03) Fixation des honoraires à verser pour les services

1. Les honoraires à verser à l'expert-conseil pour les services décrits dans les présentes, doivent être déterminés selon au moins une des formules suivantes, comme il est spécifié dans la clause « Particularités de l'entente » :

a) Honoraires à pourcentage

La méthode de calcul des honoraires totaux pour les services reconnaît la variabilité du coût estimatif de construction selon la progression du projet. Les honoraires pour chaque étape du projet doivent être déterminés selon la formule suivante :

Montant égal à  $H \times A$

« H » étant le pourcentage prévu à la clause Particularités de l'entente, et « A » étant ce qui suit :

- (i) Pour les étapes de l'analyse des exigences du projet et des études conceptuelles :  
« A » étant le coût estimatif de construction à la signature de l'entente.
- (ii) Pour l'étape de l'élaboration de la conception :  
« A » étant le coût estimatif de construction préliminaire approuvé, établi une fois achevés les documents d'études conceptuelles.
- (iii) Pour l'étape des documents de construction :  
« A » étant le coût estimatif de construction révisé approuvé, établi une fois achevés les documents d'élaboration de la conception.

## R - Attribution des marchés immobiliers

---

- (iv) Pour l'étape de l'appel d'offres, l'examen des soumissions et l'adjudication du contrat:  
« A » étant le coût estimatif de construction définitif approuvé, établi une fois achevés les documents de construction.
- (v) Pour les étapes de l'administration des travaux et du contrat et du contrôle postérieur à l'exécution :  
« A » étant le prix adjugé du contrat de construction.

Les honoraires totaux sont ajustés en conformité avec les autorisations prévues à l'article CG 5.8.

b) Honoraires fixes

Les honoraires fixes peuvent être sous forme d'un prix forfaitaire ou d'un montant établi d'après des prix unitaires fixes multipliés par un certain nombre d'unités de produits à livrer selon le ou les montants précisés dans la clause Particularités de l'entente.

c) Honoraires fondés sur le temps

- (i) Les patrons, les cadres et autres employés autorisés à ce titre par le représentant du Ministère doivent être rémunérés au taux horaire précisé dans la clause Particularités de l'entente.
- (ii) Les employés approuvés par le représentant du Ministère doivent être rémunérés selon les coûts de la rémunération multipliés par le ou les facteurs précisés dans la clause Particularités de l'entente. Le facteur de multiplication ne doit pas être appliqué à la partie majorée du temps supplémentaire autorisé inclus dans les coûts de la rémunération.
- (iii) Heures normales de travail  
Les heures normales de travail quotidiennes des dirigeants des cadres et des employés de l'expert-conseil doivent être une période de sept heures et demie (7.5) dans une journée pendant laquelle ils s'occupent effectivement de fournir les services.
- (iv) Temps de déplacements  
Le temps consacré, pendant les heures normales de travail, aux déplacements liés au projet et autorisés par le représentant du Ministère doit être compris dans le compte des heures de travail.  
  
Le temps consacré, en dehors des heures normales de travail, aux déplacements liés au projet et autorisé par le représentant du Ministère est payable jusqu'à un maximum de trois (3) heures par jour, à moins d'avis contraire.
- (v) Montants maximums payables  
Les montants maximums qui s'appliquent aux services devant être exécutés à des taux horaires doivent être tels que prévus à la clause Particularités de l'entente, et ne doivent pas être dépassés sans l'autorisation préalable du représentant du Ministère avec l'approbation du Ministre.

### CG 5.3 (30/05/03) Montants versés à l'expert-conseil

1. L'expert-conseil peut recevoir un paiement proportionnel chaque mois ou à tout autre intervalle convenu, sous réserve des restrictions pertinentes dans les présentes. Les paiements seront versés, au plus tard, à la date d'échéance. Aux fins de l'entente, la date d'échéance sera le 30<sup>e</sup> jour suivant la réception d'une facture dûment présentée.
2. Une « facture dûment présentée » est une facture remise au représentant du Ministère selon la formule convenue et accompagnée de détails et de documents suffisants pour en permettre la vérification. La facture en question doit aussi montrer séparément les montants suivants :
  - a) le montant du paiement proportionnel réclamé pour les services rendus à la satisfaction du représentant du Ministère,
  - b) le montant de toute taxe, calculé selon la législation en vigueur, et

## R - Attribution des marchés immobiliers

---

- c) le montant total représentant la somme des montants décrits ci-dessus (a et b).
3. Le montant de la taxe que l'expert-conseil aura indiqué sur la facture sera payé par le Canada en plus du montant du paiement proportionnel réclamé pour les services fournis à la satisfaction du représentant du Ministère.
  4. Si, dans les quinze (15) jours suivant la réception d'une facture, le représentant du Ministère avise l'expert-conseil d'une erreur ou de la nécessité d'obtenir d'autres renseignements, le paiement sera effectué dans les trente (30) jours suivants la réception de la facture corrigée ou des renseignements exigés.
  5. À la suite de la prestation de chaque service précisé ailleurs dans l'entente, pourvu qu'un paiement proportionnel ait au moins été versé, l'expert-conseil doit présenter une déclaration statutaire attestant qu'il s'est acquitté de toutes les obligations financières découlant des services qui lui ont été rendus ou qui ont été fournis pour son compte, en application de l'entente, avant qu'il obtienne tout paiement supplémentaire.
  6. À la suite d'un avis écrit par un sous-expert-conseil avec lequel l'expert-conseil a un contrat direct selon lequel un supposé paiement ne lui a pas été versé, le représentant du Ministère fournit au sous-expert-conseil une copie du dernier paiement proportionnel approuvé, qui a été versé à l'expert-conseil pour la prestation des services.
  7. À la suite de la prestation satisfaisante de tous les services, le montant exigible en vertu de l'entente, déduction faite des paiements déjà effectués, est versé à l'expert-conseil dans les trente (30) jours suivant la réception d'une facture dûment présentée, accompagnée d'une déclaration finale, conformément au paragraphe 5 ci-dessus.

### CG 5.4 (30/05/03) Paiements pour les services

1. Les paiements d'honoraires à pourcentage doivent être effectués pendant l'exécution des services, d'après les formules indiquées à l'alinéa 1.a) de l'article CG 5.2, pour chacun des services, jusqu'à concurrence des montants indiqués ci-dessous :
  - a) Paiement pour l'analyse des exigences du projet et les études conceptuelles :  
Après l'approbation du dossier d'études conceptuelles, une somme égale à 10 p. 100 des honoraires;
  - b) Paiement pour l'élaboration de la conception :  
Après approbation du dossier d'élaboration, une somme égale à 15 p. 100 des honoraires;
  - c) Paiement pour les documents de construction :  
Après approbation des documents de construction, une somme égale à 45 p. 100 des honoraires;
  - d) Paiement pour l'appel d'offres, l'examen des soumissions et l'adjudication du contrat :  
Après adjudication d'un contrat de construction, ou de l'examen des soumissions dans le cas où le Canada n'attribue pas de contrat de construction pour des raisons autres que celles énoncées au paragraphe 6, une somme égale à 5 p. 100 des honoraires;
  - e) Paiement pour l'administration des travaux et du contrat :  
À la délivrance du certificat provisoire d'achèvement du contrat de construction, une somme égale à 22 p. 100 des honoraires;
  - f) Paiement pour l'achèvement définitif et le contrôle postérieur à l'exécution :  
Suivant le rapport au représentant du Ministère de l'état des déficiences à la fin de la ou des périodes de garantie, une somme égale à 3 p. 100 des honoraires.
2. Les paiements d'honoraires fixes doivent être versés après l'exécution des services, si elle est jugée satisfaisante, mais ces paiements ne dépasseront pas le ou les montants prévus dans les Particularités de l'entente, pour chaque service.
3. Les paiements d'honoraires fondés sur le temps doivent être versés après l'exécution des services, si elle est jugée satisfaisante, mais ces paiements ne doivent pas dépasser le ou les montants prévus dans les Particularités de l'entente, pour chaque service.



## R - Attribution des marchés immobiliers

---

4. Les paiements proportionnels d'honoraires de tous genres doivent être versés conformément à l'article CG 5.3, mais ne doivent pas dépasser la valeur des honoraires indiquée pour chacun des services en question.
5. Les paiements proportionnels pour l'administration des travaux et du contrat, dans le cas d'honoraires fixes ou proportionnels aux coûts, peuvent être versés en proportion du pourcentage des travaux de construction achevés et approuvés pour paiement aux termes du contrat de construction.
6. Si, à cause de l'expert-conseil, on ne peut obtenir un prix par soumission ou négociation à l'intérieur du plafond du coût de construction, ou si le prix n'est pas acceptable au représentant du Ministère pour l'adjudication du contrat de construction, l'expert-conseil aura droit seulement au paiement des honoraires jusqu'à concurrence des montants prévus pour l'appel d'offres, l'examen des soumissions et l'adjudication du contrat, jusqu'à ce que les exigences de l'article CG 3.11.3 aient été remplies.

### **CG 5.5 (30/05/03) Paiement en retard**

1. Si le Canada tarde à effectuer un paiement dû en vertu de l'article CG 5.3, l'expert-conseil est en droit de recevoir de l'intérêt sur le montant en souffrance pendant la période définie au paragraphe 2 ci-dessous, y compris le jour précédent la date de paiement. La date de paiement est considérée comme étant la date du chèque remis en paiement du montant en souffrance. Un montant est en souffrance lorsqu'il est impayé le lendemain de la date d'échéance décrite au paragraphe CG 5.3.1.
2. Les intérêts sont payés automatiquement sur tous les montants impayés à la date d'échéance ou quinze (15) jours après que l'expert-conseil ait présenté une déclaration conforme à celle décrite aux paragraphes CG 5.3.5 ou CG 5.3.7, selon le délai le plus long.
3. Le taux d'intérêt est le taux d'escompte moyen plus 3 p. 100 par année sur tout montant en souffrance en vertu du paragraphe 1 ci-dessus.

### **CG 5.6 (30/05/03) Obligations de l'expert-conseil et réclamations présentées contre lui**

1. Le Canada peut, pour libérer l'expert-conseil de ses obligations légales et des réclamations légitimes présentées contre lui par un sous-expert-conseil avec lequel il a un contrat direct visant la fourniture de services pour lui-même ou pour son compte, verser directement à l'auteur de la réclamation un montant déduit des sommes exigibles et payables à l'expert-conseil.
2. Aux fins du paragraphe 1 ci-dessus, la légitimité d'une réclamation doit être affirmée soit
  - a) par un tribunal compétent; ou
  - b) par un arbitre dûment nommé pour arbitrer la réclamation; ou
  - c) par un avis écrit remis au représentant du Ministère et signé par l'expert-conseil qui en autorise le paiement.
3. Un paiement effectué en application du paragraphe 1 ci-dessus libère le Canada de ses obligations envers l'expert-conseil en vertu de l'entente et sera déduit de toute somme payable à l'expert-conseil en vertu de l'entente.
4. Le paragraphe 1 ne s'applique qu'aux réclamations et obligations
  - a) à l'égard desquelles un avis de réclamation indique le montant réclamé et le détail des services ou d'une partie des services pour lesquels le réclamant n'a pas été payé. L'avis écrit de réclamation doit être reçu par le représentant du Ministère avant le versement du dernier paiement à l'expert-conseil et dans les cent vingt (120) jours de la date à laquelle le réclamant
    - (i) aurait dû être payé intégralement en application de l'entente qui le lie à l'expert-conseil, si la réclamation porte sur une somme qui devait légitimement être retenue à l'égard du réclamant; ou
    - (ii) a fourni les derniers services prévus dans l'entente qui le lie à l'expert-conseil, si la réclamation ne porte pas sur la somme visée sous-alinéa 4.a)(i), et

## R - Attribution des marchés immobiliers

---

- b) les procédures visant à établir le droit au paiement des réclamations et obligations en cause à l'alinéa 4.a) doivent être intentées dans l'année suivant la date de réception, par le représentant du Ministère, de l'avis prévu à l'alinéa 4.a).
5. Sur réception d'un avis de réclamation prévu à l'alinéa 4.a), le Canada peut retenir de toute somme due à l'expert-conseil en vertu de l'entente la totalité ou une partie du montant réclamé.
6. Le représentant du Ministère informe par écrit l'expert-conseil de la réception d'un avis de réclamation et de l'intention du Canada de retenir les fonds en vertu du paragraphe 5. L'expert-conseil peut dès lors et jusqu'à ce que le paiement soit effectué au réclamant, remettre au Canada une garantie acceptable d'un montant égal à la valeur de ladite réclamation. À la réception d'une telle garantie, le Canada verse à l'expert-conseil les fonds par ailleurs payables à celui-ci qui sont retenus en application du paragraphe 5.
7. L'expert-conseil doit s'acquitter de ses obligations légales et des réclamations légitimes relatives aux services qui lui ont été fournis ou qui l'ont été pour son compte aux termes des présentes au moins chaque fois que le Canada doit s'acquitter de ses obligations envers l'expert-conseil en vertu de l'entente.

### **CG 5.7 (30/05/03) Non-paiement en cas d'erreurs ou d'omissions**

L'expert-conseil n'a pas droit au paiement des frais engagés en vue de rectifier les erreurs et les omissions liées aux services et qui sont attribuables à lui-même, à ses employés ou mandataires ou à des personnes pour lesquelles il a assumé toute responsabilité relativement à la prestation des services.

### **CG 5.8 (30/05/03) Paiement d'honoraires en cas de modifications et de révisions**

1. Le paiement de tous les services additionnels ou réduits autorisés par le représentant du Ministère avant qu'ils ne soient fournis, et pour lesquels une base de paiement n'a pas encore été établi au moment de la passation de l'entente, est un montant ou des montants convenus d'un commun accord de temps à autre, sous réserve des présentes Modalités de paiement et de l'approbation du ministre.
2. Dans le cas où il est impossible, ou inapproprié, de s'entendre sur des honoraires fixes ou sur des honoraires proportionnels aux coûts avant l'exécution des services additionnels ou réduits, le paiement est effectué sur la base d'honoraires fondés sur le temps, conformément à l'article CG 5.2. Les débours sont remboursés conformément à l'alinéa 1.c) de l'article CG 5.12.
3. Avant l'exécution de services additionnels ou réduits sur une base d'honoraires fondés sur le temps, l'expert-conseil doit se conformer à toute demande faite par le représentant du Ministère en exécution de l'article CG 3.8, concernant des personnes à être engagées par l'expert-conseil ou par des sous-experts-conseils pour fournir les services additionnels ou réduits. De plus, l'expert-conseil et le représentant du Ministère doivent négocier les taux horaires et les facteurs entrant dans le calcul du coût de la rémunération, s'il y a lieu, pour chacune de ces personnes pour lesquelles les renseignements pertinents n'apparaissent pas dans les Particularités de l'entente.
4. Le paiement des services additionnels non désignés au moment de la passation de l'entente est effectué uniquement dans la mesure où
- a) les services additionnels sont des services qui ne sont pas inclus dans les services énumérés dans l'entente,
  - b) les services additionnels sont requis pour des raisons indépendantes de la volonté de l'expert-conseil, et
  - c) le rajustement d'honoraires pour des services découlant d'un rajustement du coût estimatif de construction pour tenir compte des services additionnels, n'est pas proportionné aux services additionnels exécutés.

### **CG 5.9 (30/05/03) Prolongation de délai**

1. Si, et dans la mesure où, le délai d'exécution du contrat de construction n'est pas respecté ou est prolongé sans que l'expert-conseil ne soit en défaut selon l'opinion de Canada, le paiement des services requis pour cette période prolongée de l'administration du contrat sera sujet à un examen et à un rajustement équitable.

## R - Attribution des marchés immobiliers

---

### **CG 5.10 (30/05/03) Frais de suspension**

1. S'il y a suspension des services en vertu de l'article CG 7.2, l'expert-conseil réduit au minimum tous les frais et dépenses liés aux services qu'il peut avoir à engager durant la période de suspension.
2. Dans les quatorze (14) jours suivant l'avis de suspension, l'expert-conseil présente, le cas échéant, au représentant du Ministère un état des frais et des dépenses qu'il s'attend à engager durant la suspension et dont il demandera le remboursement.
3. L'expert-conseil est indemnisé des frais et des dépenses qu'il prouve, selon l'opinion de Canada, avoir engagés de façon raisonnable durant la période de suspension.

### **CG 5.11 (30/05/03) Frais de résiliation**

1. Si l'entente est résiliée conformément à l'article CG 7.3, le Canada verse et l'expert-conseil accepte à titre de règlement complet, un montant calculé en vertu des présentes Modalités de paiement pour les services fournis de façon satisfaisante, ainsi qu'un montant visant à indemniser l'expert-conseil des frais et dépenses raisonnables, s'il y a lieu, que l'expert-conseil aurait engagés aux fins des services après la date de résiliation.
2. Dans les quatorze (14) jours suivant l'avis de résiliation, l'expert-conseil présente au représentant du Ministère un état des frais et des dépenses encourus, ainsi que tous frais supplémentaires qu'il s'attend à engager après la date de résiliation et dont il demandera le remboursement.
3. L'expert-conseil est indemnisé des frais et des dépenses qu'il prouve, selon l'opinion de Canada, avoir engagés de façon raisonnable après la date de résiliation.

### **CG 5.12 (30/05/03) Débours**

1. Sous réserve de toute disposition spécifiquement contraire dans les Conditions supplémentaires, les frais suivants doivent être inclus dans les honoraires exigés pour fournir les services d'expert-conseil et ne doivent pas être remboursés séparément;
  - a) frais de reproduction et de livraison des dessins, des fichiers CDAO, des devis et autres documents techniques spécifiés dans l'Énoncé de projet ;
  - b) frais de bureau courants tels que la photocopie, le matériel informatique, le service Internet, les frais de téléphone cellulaire, les appels interurbains et de télécopie incluant les frais encourus entre le bureau principal de l'expert-conseil et les bureaux auxiliaires ou entre le bureau de l'expert-conseil et les autres membres de l'équipe.
  - c) les frais d'expédition et de livraison par messenger spécial pour les produits à livrer spécifiés dans l'Énoncé de projet ;
  - d) traçage;
  - e) matériaux de présentation;
  - f) frais de stationnement;
  - g) frais de taxi;
  - h) temps de déplacement;
  - i) dépenses de voyage; et
  - j) bureau de projet local.
2. Sous réserve de toute disposition spécifiquement contraire dans les Conditions supplémentaires, les frais suivants engagés d'une façon raisonnable par l'expert-conseil, qui sont liés aux services et approuvés par le représentant du Ministère, sont remboursés à l'expert-conseil au prix coûtant :
  - a) frais de reproduction et de livraison des dessins, des fichiers CDAO, des devis et autres documents techniques autres que ceux spécifiés dans l'Énoncé de projet;

## R - Attribution des marchés immobiliers

---

- b) les frais d'expédition des échantillons de matériaux et de maquettes autres que ceux spécifiés dans l'Énoncé de projet;
  - c) les frais de transport et de logement connexes au projet, autres que ceux spécifiés dans l'Énoncé de projet, doivent être remboursés selon la politique du Conseil du Trésor en matière de déplacements; et
  - d) les autres frais engagés avec l'autorisation préalable du représentant du Ministère.
3. Les débours doivent être liés au projet et ne comprennent pas les dépenses d'exploitation normales de l'entreprise de l'expert-conseil. Les sommes payables ne doivent pas être supérieures au montant indiqué dans les Particularités de l'entente décrite ailleurs dans l'entente, à moins d'autorisation préalable du représentant du Ministère.

### **CG 5.13 (30/05/03) T1204 Paiements contractuels de services du gouvernement**

1. Conformément à l'alinéa 221 (1) d) de la *Loi de l'impôt sur le revenu*, les ministères et organismes sont tenus de déclarer à l'aide de feuillets T1204 Paiements contractuels de services du gouvernement, les paiements contractuels versés aux experts-conseils en vertu de marchés de services pertinents (y compris les marchés composés à la fois de biens et de services). Afin de permettre aux ministères et organismes de se conformer à cette exigence, l'expert-conseil est tenu de fournir son numéro d'entreprise - approvisionnement (NEA). Lorsqu'un expert-conseil donne son NEA, il doit s'assurer de l'exactitude des renseignements qui le concerne dans le système Données d'inscription des fournisseurs.
- 

### **R1235D (30/05/03) CG 6 - Modifications**

Aucune correction ou modification de l'entente ni dispense relative à ses dispositions n'est valide à moins d'avoir été convenue par écrit par les deux parties.

---

### **R1240D (30/05/03) CG 7 - Services retirés à l'expert-conseil, suspension ou résiliation**

#### **CG 7.1 (30/05/03) Services retirés à l'expert-conseil**

1. Le ministre peut retirer à l'expert-conseil la totalité ou une partie des services et prendre les moyens nécessaires qu'il considère raisonnables pour en assurer la prestation si :
- a) l'expert-conseil est devenu insolvable ou a commis un acte de faillite, et n'a pas fait une proposition aux créanciers de l'expert-conseil, ni présenté un avis d'intention de faire une telle proposition en vertu de la *Loi sur la faillite et l'insolvabilité*;
  - b) l'expert-conseil ne remplit pas l'une ou l'autre des obligations précisées dans l'entente ou si, de l'avis du ministre, la prestation des services laisse tellement à désirer que l'expert-conseil risque de ne pas être en mesure de respecter les modalités de l'entente.
2. Si l'expert-conseil qui est devenu insolvable ou qui a commis un acte de faillite, a soit fait une proposition aux créanciers de l'expert-conseil, soit présenté un avis d'intention d'en faire une conformément à la *Loi sur la faillite et l'insolvabilité*, il doit immédiatement donner copie de la proposition ou de l'avis d'intention à l'autorité contractante.
3. Avant que la totalité ou une partie des services ne soit retirée à l'expert-conseil, en conformité avec l'alinéa 1.b), le représentant du Ministère avise l'expert-conseil et peut exiger que des mesures soient prises pour corriger la situation. Si, quatorze (14) jours après réception d'un tel avis la situation n'a pas été corrigée ou si des mesures correctives n'ont pas été prises, le ministre peut, sur avis, sans limiter tout autre droit ou recours, retirer en totalité ou en partie les services à l'expert-conseil.

## R - Attribution des marchés immobiliers

---

4. Si la totalité ou une partie des services lui est retirée, l'expert-conseil est tenu, sur demande, d'indemniser le Canada de la totalité des pertes et dommages qu'il aura subis en raison de l'inexécution des services.
5. Si l'expert-conseil n'indemnise pas le Canada sur demande des pertes ou dommages visés au paragraphe 4, celui-ci pourra déduire et retenir le montant de ces pertes ou dommages de toute somme qu'il lui doit.
6. Le retrait de la totalité ou d'une partie des services n'a pas pour effet de libérer l'expert-conseil des obligations qui lui sont imposées par l'entente ou la loi relativement à la totalité ou une partie des services qu'il a déjà fournis.

### **CG 7.2 (30/05/03) Suspension**

1. Le représentant du Ministère, en conformité avec le pouvoir délégué par le Ministre, peut demander à l'expert-conseil de suspendre la prestation de la totalité ou d'une partie des services pour une durée déterminée ou indéterminée.
2. Si la suspension ne dépasse pas soixante (60) jours et si, ajoutée à d'autres suspensions, elle ne dépasse pas quatre-vingt-dix (90) jours, l'expert-conseil reprend, à l'expiration de cette suspension, la prestation des services en conformité avec l'entente, sous réserve de toute entente concernant la révision du calendrier du projet, comme il est précisé dans l'article CG 3.4.
3. Si la suspension dépasse soixante (60) jours ou, lorsqu'ajoutée à d'autres suspensions, dépasse quatre-vingt-dix (90) jours et :
  - a) le représentant du Ministère et l'expert-conseil conviennent de la reprise des services, l'expert-conseil en reprend la prestation, sous réserve des conditions convenues avec le représentant du Ministère ou
  - b) le représentant du Ministère et l'expert-conseil ne s'entendent pas sur la reprise des services, le ministre résiliera l'entente par avis donné à l'expert-conseil, conformément à l'article CG 7.3.
4. Les frais de suspension reliés à cette clause sont couverts à l'article CG 5.10.

### **CG 7.3 (30/05/03) Résiliation**

Le ministre peut résilier l'entente en tout temps, et les honoraires versés à l'expert-conseil sont établis en conformité avec les dispositions pertinentes de l'article CG 5.11.

---

### **R1245D (30/05/03) CG 8 - Règlements des conflits**

1. Dans le cas d'un désaccord concernant un aspect quelconque des services ou d'une directive donnée en application de l'entente :
  - a) l'expert-conseil peut donner un avis de désaccord au représentant du Ministère. Cet avis doit être donné promptement et comprend les détails du désaccord, tout changement de temps ou sommes demandées ainsi que la référence aux clauses pertinentes de l'entente;
  - b) l'expert-conseil doit continuer d'exécuter les services, conformément aux directives du représentant du Ministère; et
  - c) l'expert-conseil et le représentant du Ministère essaient de résoudre le désaccord en négociant de bonne foi. Les négociations seront menées d'abord entre le représentant de l'expert-conseil responsable du projet et le représentant du Ministère et, ensuite, si nécessaire, entre un directeur de la firme d'expert-conseil et un gestionnaire senior du Ministère.

## R - Attribution des marchés immobiliers

---

2. Le fait que l'expert-conseil continue d'exécuter les services conformément aux directives du représentant du Ministère ne compromet pas sa position sur le plan juridique advenant un différend relativement à l'entente.
3. S'il s'avère par la suite que les directives étaient erronées ou allaient à l'encontre de l'entente, le Canada assumera les honoraires de l'expert-conseil pour la mise à exécution de ces directives, y compris les coûts raisonnables découlant de quelconque changement(s), les coûts ayant été préalablement autorisés par le représentant du Ministère.
4. Les honoraires, dont il est fait mention au paragraphe 3 seront calculés selon les Modalités de paiement de l'entente.
5. Si le désaccord n'est pas réglé, l'expert-conseil peut présenter au représentant du Ministère une demande de décision écrite et le représentant du Ministère avise l'expert-conseil de la décision du Ministère dans les quatorze (14) jours de la réception de la demande de décision, en donnant les détails de la réponse et en indiquant les clauses pertinentes de l'entente.
6. Dans les quatorze (14) jours suivant la réception de la décision écrite du Ministère, l'expert-conseil doit avertir le représentant du Ministère de son acceptation ou de son rejet de la décision.
7. Si l'expert-conseil n'est pas satisfait de la décision du Ministère, l'expert-conseil, par écrit, peut demander au représentant du Ministère que le désaccord soit renvoyé à la médiation.
8. Si le désaccord est renvoyé à la médiation, la médiation sera menée avec l'aide d'un médiateur compétent et expérimenté, choisi par l'expert-conseil, à partir d'une liste de médiateurs présentée par le ministre, et, sauf en cas d'entente alternative entre les parties, les procédures de médiation du Ministère seront utilisées.
9. Les négociations engagées en application de l'entente, y compris celles menées pendant une médiation, sont sous toutes réserves.

---

**Remarques :** Cette clause requiert un minimum de 1M\$ en assurance. Utiliser la clause R1650D pour les projets où seulement un minimum de 250 000 000 \$ en assurance est requis.

### **R1250D (16/12/05) CG 9 - Indemnisation et assurance**

#### **CG 9.1 (2003-05-30) Indemnisation**

1. L'expert-conseil tient le Canada, ses employés et ses agents, indemnes et à couvert des pertes liées aux erreurs, omissions ou aux actes de négligence de l'expert-conseil, de ses employés ou de ses agents dans l'exécution de l'entente.
2. L'obligation de l'expert-conseil d'indemniser ou de rembourser le Canada en vertu de l'entente n'empêche pas celui-ci d'exercer tout droit que lui confère la loi.

#### **CG 9.2 (2005-12-16) Exigences en matière d'assurance**

##### **1. Généralités**

1. L'expert-conseil, à ses frais, souscrit et maintient ou fait souscrire et maintenir, des couvertures d'assurance ayant trait aux services conformément aux exigences de la présente condition générale.
2. À la demande écrite de l'autorité contractante, l'expert-conseil devra remettre à celui-ci l'Attestation d'assurance d'un assureur (formulaire PWGSC-TPSGC 357-1) disponible sur le site Web de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada suivant : <http://www.tpsgc.gc.ca/acquisitions/text/forms/forms-f.html>.
3. Ces couvertures d'assurance, auxquelles l'expert-conseil doit donner suite, ne visent pas à couvrir toutes les obligations de l'expert-conseil au titre de l'indemnisation. Par conséquent, il appartient à l'expert-conseil de souscrire, à ses frais, à toute couverture d'assurance complémentaire qu'il estime nécessaire pour exécuter ses obligations.

## R - Attribution des marchés immobiliers

---

4. L'expert-conseil doit assumer le paiement de toutes sommes d'argent en règlement d'une réclamation, peu importe le montant de quelconque franchise.
5. Les frais de justice et autres frais de défense engagés à la suite d'un sinistre ou d'une réclamation ne peuvent être déduits du montant de la garantie de 2 000 000\$.

### 2. Responsabilité générale globale

1. Le montant de la police d'assurance de responsabilité générale globale est celui qui est habituellement souscrit suivant la nature et la portée des services visés, mais il doit être d'au moins 1 000 000 \$, et ce, pour chaque événement ou série d'événements reliés à une seule affaire.
2. Les assurés que doit couvrir la police d'assurance, pour la prestation des services, sont le Canada, l'expert-conseil et les sous-experts-conseils. La police d'assurance doit contenir notamment les dispositions suivantes :
  - a) « Assuré additionnel : Pour la protection de ses droits et de ses intérêts, le Canada, représenté par le ministre des Travaux publics et des Services gouvernementaux, est désigné comme assuré additionnel dans toute police d'assurance responsabilité générale globale. »
  - b) « Responsabilité réciproque : Tout acte ou omission de la part d'un assuré couvert par les présentes ne porte pas atteinte aux droits ou aux intérêts de tout autre assuré. Sous réserve des limites de la couverture d'assurance, la présente police couvre chaque assuré comme s'il avait contracté une police d'assurance distincte. Le fait qu'il y ait plus d'un assuré n'augmente pas le montant de la garantie de l'assureur. »
  - c) « Avis de résiliation ou de modification de la couverture d'assurance : L'assureur convient de donner, à l'autorité contractante, un préavis écrit d'au moins trente (30) jours avant de résilier la police d'assurance. »

### 3. Responsabilité professionnelle

1. Le montant de la couverture de l'assurance de la responsabilité professionnelle est celui qui est habituellement souscrit suivant la nature et la portée des services visés, mais il doit être d'au moins 1 000 000 \$ par réclamation et être en vigueur du début de la prestation des services jusqu'à l'expiration d'une période minimale de cinq (5) ans après la fin de la prestation des services.
2. La police d'assurance responsabilité professionnelle de l'expert-conseil doit contenir la disposition suivante :

« Avis de résiliation de la couverture d'assurance : L'assureur convient de donner, à l'autorité contractante, un préavis écrit d'au moins trente (30) jours avant de résilier la police d'assurance. »

---

**R1250D**      (10/06/05)      **CG 9 - Indemnisation et assurance**

A partir du 16/12/05, cette clause est remplacée par R1250D.

---

**R1270D**      (16/06/06)      **Sanctions internationales**

1. Les personnes au Canada, et les Canadiens à l'étranger, sont liées par les sanctions économiques imposées par le Canada. En conséquence, le gouvernement du Canada ne peut accepter la

## R - Attribution des marchés immobiliers

livraison d'aucun bien ou service provenant, directement ou indirectement, d'un ou plusieurs pays assujettis aux sanctions économiques.

Les détails relatifs aux sanctions actuellement en vigueur peuvent être vus à l'adresse suivante : <http://www.dfait-maeci.gc.ca/trade/sanctions-fr.asp>.

2. Une condition essentielle de ce contrat est que l'expert-conseil ne fournisse pas au gouvernement canadien un bien ou un service assujetti aux sanctions économiques.
3. Tel que prescrit par le règlement en vigueur, l'expert-conseil devra respecter tout changement apporté aux sanctions imposées durant la période du contrat. Lors de l'exécution du contrat, si l'imposition de sanctions contre un pays ou une personne ou l'ajout d'un bien ou service à la liste des biens et services devait empêcher l'expert-conseil de satisfaire la totalité ou une partie de ses obligations, l'expert-conseil pourra invoquer la force majeure. L'expert-conseil devra informer le Canada immédiatement de la situation; les procédures établies pour la force majeure s'appliqueront alors.

---

---

### R1270D (30/05/03) Sanctions internationales

A partir du 16/06/06, cette clause est remplacée par R1270D.

---

---

**Remarques : LE TEXTE DE CETTE CLAUSE DOIT FIGURER EN ENTIER DANS LES DOCUMENTS D'ACHAT.** L'agent de négociation des contrats doit adapter la clause selon le cas.

### R1290D (30/05/03) Particularités de l'entente

#### SERVICES REQUIS

#### HONORAIRES À POURCENTAGE

Honoraires à pourcentage ferme de \_\_\_\_\_ %

Estimation indicative du coût de construction (catégorie D) : X \_\_\_\_\_ \$ (TPS incluse)  
\_\_\_\_\_ \$

Les honoraires à pourcentage pour les services requis tiendront compte de la variabilité du coût estimatif de construction aux diverses étapes d'avancement du projet (se reporter à la formule spécifiée à l'alinéa 1.a) de l'article CG 5.2. Les paiements d'honoraires seront effectués conformément aux prescriptions du paragraphe 1 de l'article CG 5.4.

#### HONORAIRES FIXES

|                              |                  |
|------------------------------|------------------|
| Services                     | Honoraires fixes |
| _____                        | _____ \$         |
| _____                        | _____ \$         |
| _____                        | _____ \$         |
| Maximum des honoraires fixes | _____ \$         |

#### HONORAIRES FIXES - PRIX UNITAIRES

| Nombre d'unités | Services | Coût / Unité | Honoraires fixes |
|-----------------|----------|--------------|------------------|
|-----------------|----------|--------------|------------------|



## R - Attribution des marchés immobiliers

|                              |  |   |  |      |  |    |
|------------------------------|--|---|--|------|--|----|
|                              |  | @ |  | \$ = |  | \$ |
|                              |  | @ |  | \$ = |  | \$ |
|                              |  | @ |  | \$ = |  | \$ |
| Maximum des honoraires fixes |  |   |  |      |  | \$ |

### HONORAIRES FONDÉS SUR LE TEMPS

| Services                                   | Honoraires fondés sur le temps |
|--------------------------------------------|--------------------------------|
|                                            |                                |
|                                            |                                |
|                                            |                                |
| Maximum des honoraires fondés sur le temps |                                |

Les taux horaires doivent être indiqués dans les pages suivantes.

TOTAL DES HONORAIRES POUR SERVICES REQUIS  \$

### DÉBOURS

Au prix coûtant sans majoration ni profit, appuyés de factures/reçus:

(préciser et inscrire le montant)

|                                  |  |
|----------------------------------|--|
|                                  |  |
|                                  |  |
|                                  |  |
| Montant maximum pour les débours |  |

Les taux horaires suivants peuvent être utilisés dans l'éventualité d'un changement dans les services durant la progression du contrat.

DIRIGEANTS - Le taux horaire tout compris doit être fixe pour toute la durée du contrat.

| Nom | \$ de l'heure |
|-----|---------------|
|     |               |
|     |               |
|     |               |
|     |               |
|     |               |
|     |               |

PERSONNEL - Le facteur entrant dans le calcul du coût de la rémunération doit être fixe pour toute la durée du contrat. Pour l'étape de l'administration du contrat, les augmentations des taux horaires pour le personnel doivent être soumises, documents à l'appui, à l'approbation de TPSGC.

## R - Attribution des marchés immobiliers

---

| Personnel / Poste | \$ de l'heure<br>(excluant le<br>facteur) | Facteur |
|-------------------|-------------------------------------------|---------|
| _____             | _____                                     | _____   |
| _____             | _____                                     | _____   |
| _____             | _____                                     | _____   |
| _____             | _____                                     | _____   |
| _____             | _____                                     | _____   |
| _____             | _____                                     | _____   |

---

**Remarques :** L'agent de négociation des contrats doit adapter la clause selon le cas. Utiliser la clause suivante dans les ententes lorsque les services exigent que l'expert-conseil puisse rendre les services dans les deux langues officielles.

### **R1320D (30/05/03) Exigences linguistiques**

1. La communication entre l'expert-conseil et Canada sera dans la langue choisie par l'expert-conseil et son équipe; il est convenu que la langue choisie sera celle dans laquelle la proposition de l'expert-conseil a été soumise. Les services bilingues (tel que les documents de construction bilingues) sont l'objet d'une exigence à part, laquelle est décrite de façon détaillée dans l'Énoncé de projet, Description des services.
  2. Les services de l'expert-conseil durant la période de l'appel d'offres (tels que la préparation d'addenda, participation aux réunions des soumissionnaires, réponses aux soumissionnaires) seront assurés promptement dans les deux langues officielles du Canada, le cas échéant.
  3. Les services de l'expert-conseil durant la construction seront assurés dans la langue choisie par l'entrepreneur. Le soumissionnaire retenu sera invité à choisir une ou l'autre des deux langues officielles du Canada au moment de l'adjudication du contrat de construction et à partir de ce moment les services durant la construction et d'administration du contrat de construction seront assurés dans la langue choisie par l'entrepreneur.
  4. L'équipe de l'expert-conseil, les sous-experts-conseils et les spécialistes conseils doivent s'assurer que les services qu'ils fournissent sont d'une qualité professionnelle dans l'une ou l'autre des langues.
- 

**Remarques :** LE TEXTE DE CETTE CLAUSE DOIT FIGURER EN ENTIER DANS LES DOCUMENTS D'ACHAT. L'agent de négociation des contrats doit adapter la clause selon le cas. Si des modifications sont requises à l'article CG 9 de la clause R1250D ou R1650D, elles doivent être apportées ici.

### **R1330D (30/05/03) Exigences supplémentaires en matière d'assurance**

1. En sus de ce qui est exigé selon l'article CG 9.2, l'expert-conseil devra maintenir les couvertures d'assurances supplémentaires suivantes:
  - a) Le montant de couverture de la responsabilité civile générale sera d'au moins \_\_\_\_\_ \$ par événement ou par série d'événements attribuables à une seule cause, et la franchise pour les dommages aux biens doit être d'au plus \_\_\_\_\_ \$ par événement.

## R - Attribution des marchés immobiliers

---

- b) Le montant de couverture de la responsabilité civile professionnelle sera d'au moins \_\_\_\_\_ \$ par réclamation.
- c) Le montant de la prime supplémentaire, le cas échéant, pour la couverture augmentée de 1,000,000\$ à \_\_\_\_\_ \$ seront remboursées à l'expert-conseil au coût réel. Le montant payable ne devra pas excéder le montant inscrit dans les Particularités de l'entente, sans l'autorisation préalable du représentant du Ministère.
- 

**Remarques :** Utiliser la clause suivante dans une Demande de proposition à une phase.

### **R1410T (16/12/05) Instructions générales aux proposants (IG)**

- IG 1 Définitions
- IG 2 Aperçu de la procédure de sélection
- IG 3 Numéro d'entreprise d'approvisionnement
- IG 4 Propositions recevables
- IG 5 Établissement de la proposition
- IG 6 Prix de la proposition
- IG 7 Demandes d'éclaircissement pendant la durée de l'invitation
- IG 8 Limite quant au nombre de propositions
- IG 9 Permis et licences nécessaires
- IG 10 Conditions d'admission
- IG 11 Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi
- IG 12 Assurances à souscrire
- IG 13 Exigences relatives à la sécurité industrielle et des installations
- IG 14 Composition de l'équipe de l'expert-conseil
- IG 15 Présentation des propositions
- IG 16 Propositions présentées en retard
- IG 17 Révision des propositions
- IG 18 Acceptation des propositions
- IG 19 Identité ou capacité juridique du proposant
- IG 20 Séance d'explications
- IG 21 États financiers
- IG 22 Rendement

### **IG 1 (2003-05-30) Définitions**

1. Dans la présente demande de proposition (DDP), on entend par :

**Comité d'évaluation de TPSGC:** Le comité constitué pour évaluer et coter les propositions. Les membres de ce comité sont suffisamment représentatifs des compétences professionnelles et possèdent l'expérience voulue pour évaluer correctement tous les aspects des propositions.

**Cote de prix:** La cote attribuée à l'offre de prix d'une proposition dans la procédure de sélection et servant ensuite à établir la note de prix pour en tenir compte dans le pourcentage de la note totale à attribuer après l'évaluation et la cotation des propositions présentées.

**cote technique:** La cote attribuée aux aspects techniques d'une proposition dans la procédure de sélection et servant ensuite à établir la note technique pour en tenir compte dans le pourcentage de la note totale.

**équipe de l'expert-conseil:** L'équipe proposée pour fournir tous les services requis pour réaliser le projet, laquelle est composée de l'expert-conseil principal (le proposant), des sous-experts-conseils, des spécialistes et des autres firmes.

**personnel clé:** Les membres du personnel du proposant, ainsi que ceux des sous-experts-conseils, des spécialistes et des autres firmes auxquels il se propose de faire appel pour réaliser le présent projet.

## R - Attribution des marchés immobiliers

---

proposant: La personne morale présentant une proposition à titre d'expert-conseil principal (également appelée « soumissionnaire » dans les présentes).

### IG 2 (2003-05-30) Aperçu de la procédure de sélection

#### 2.1 Proposition

1. Les propositions sont établies et présentées suivant une procédure prévoyant deux enveloppes: le proposant doit présenter le volet « technique » de la proposition dans une « enveloppe » et le volet financier de son offre (proposition de prix) dans une deuxième enveloppe.
2. Les renseignements que les proposants doivent fournir sont décrits en détails dans la DDP.
3. Pour donner suite à la DDP, les proposants intéressés doivent présenter une proposition dans laquelle ils doivent :
  - a) indiquer si cette proposition est présentée par une entreprise à propriétaire unique ou par un consortium;
  - b) décrire, si la proposition est présentée par un consortium, les rapports juridiques et professionnels proposés et les avantages apportés par la création du consortium;
  - c) identifier l'expert-conseil principal et les sous-experts-conseils et spécialistes auxquels on se propose de faire appel pour constituer l'équipe de l'expert-conseil, ainsi que la structure organisationnelle proposée pour l'équipe;
  - d) décrire dans quelle mesure les membres de l'équipe de l'expert-conseil proposée ont réussi à assurer les services dans le cadre de projets comparables à celui qui fait l'objet de la proposition;
  - e) identifier l'accréditation professionnelle, l'expérience, les compétences et le savoir-faire de l'équipe de l'expert-conseil proposée et des personnes clés auxquelles on se propose de faire appel pour assurer les services requis;
  - f) respecter toutes les autres exigences énoncées dans la DDP.

#### 2.2 Évaluation et cotation des propositions

1. Un comité d'évaluation de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC) examinera, évaluera et cotera les éléments techniques des propositions recevables présentées conformément aux critères, aux éléments et aux coefficients de pondération indiqués dans la DDP. À la fin de l'évaluation, on établira les cotes techniques.
2. Les propositions qui auront obtenu la note de passage précisée dans la section Exigences de présentation et évaluation des propositions de la DDP seront étudiées plus en profondeur.
3. Les enveloppes de proposition de prix de toutes les propositions recevables sont ouvertes après évaluation technique. Un prix moyen est établi en additionnant toutes les propositions de prix et en divisant la somme par le nombre de propositions de prix dépouillées.
4. Toutes les propositions de prix ayant un écart de plus de 25 p. 100 au-dessus du prix moyen occasionneront le rejet de la proposition complète, laquelle ne sera plus considérée.
5. On cotera comme suit les propositions de prix restantes :
  - a) On attribuera la cote de prix de 100 à la proposition de prix la moins-disante.
  - b) On attribuera les cotes de prix de 80, 60, 40 et 20, respectivement, aux deuxième, troisième, quatrième et cinquième propositions de prix les moins-disantes. On attribuera la cote de prix de 0 à toutes les autres propositions de prix.
  - c) Dans les rares cas où deux (ou plusieurs) propositions de prix sont identiques, on attribuera la même cote aux propositions de prix égales, et on sautera le nombre correspondant de cotes ensuite.

## R - Attribution des marchés immobiliers

---

- d) On multiplier la cote de prix par le pourcentage du coefficient préétabli pour obtenir la note de prix.
- 6. Une proposition dont le prix proposé est supérieur à toute limite financière maxima, lorsqu'une telle limite est indiquée dans les Instructions particulières aux proposants, occasionnera le rejet de la soumission.

### 2.3 Note totale

- 1. On calculera la note globale (totale) attribuée à la proposition complète de chaque proposant en additionnant :
  - a) la note technique (première enveloppe de la proposition); et
  - b) la note de prix (seconde enveloppe de la proposition).
- 2. Le Comité d'évaluation de TPSGC recommandera de contacter d'abord le proposant auquel on aura attribué la meilleure note totale, afin de négocier les dernières modalités d'une entente pour la prestation des services requis.

### 2.4. Avis

TPSGC devrait normalement envoyer un avis par écrit aux proposants non retenus dans un délai d'une semaine suivant la conclusion d'une entente contractuelle avec le proposant retenu.

### **IG 3 (2004-05-14) Numéro d'entreprise d'approvisionnement**

- 1. Afin de s'acquitter de ses fonctions d'approvisionnement, le gouvernement du Canada se sert du numéro d'entreprise - approvisionnement (NEA) pour identifier une entreprise et ses secteurs, divisions ou bureaux, le cas échéant. Le NEA est établi à partir du numéro d'entreprise de l'Agence du revenu du Canada.
- 2. Toutes les entreprises canadiennes devront avoir un NEA avant de se voir attribuer un contrat par TPSGC. À sa propre discrétion, TPSGC peut décider d'attribuer, dans des circonstances exceptionnelles, un contrat à une entreprise qui n'a pas de NEA. Les entreprises non canadiennes sont fortement encouragées à obtenir un NEA.
- 3. Les entreprises peuvent s'inscrire pour obtenir un NEA du système Données d'inscription des fournisseurs (DIF) en se rendant au site Internet de Contrats Canada (<http://contractscanada.gc.ca/fr/index.html>). Pour que les entreprises deviennent des fournisseurs du gouvernement, elles doivent procéder à leur inscription dans le service DIF et activer leur compte.
- 4. Pour s'inscrire autrement que par Internet, veuillez communiquer avec la Ligne Info de Contrats Canada au 1-800-811-1148 ou (819) 956-3440 dans la région de la capitale nationale afin d'obtenir le numéro de téléphone de l'agent d'inscription des fournisseurs le plus près de vous.

### **IG 4 (2003-05-30) Propositions recevables**

Pour être jugée recevable, votre proposition doit respecter toutes les exigences obligatoires énoncées dans la DDP. Le soumissionnaire qui aura présenté une proposition irrecevable ne pourra plus participer à la procédure de sélection.

### **IG 5 (2003-05-30) Établissement de la proposition**

Le proposant doit établir la proposition d'après les documents pertinents énumérés dans les Instructions particulières aux proposants. Il lui appartient de demander des éclaircissements sur les clauses, les conditions ou les exigences techniques exprimées dans la DDP.

### **IG 6 (2003-05-30) Prix de la proposition**

Sauf prescription contraire ailleurs dans les documents de la DDP :

- a) la proposition de prix doit être fondée sur la monnaie canadienne,

## R - Attribution des marchés immobiliers

---

- b) la proposition de prix exclue toute somme couvrant la taxe sur les produits et services ou la taxe de vente harmonisée, le cas échéant, et
- c) aucune protection contre les fluctuations du taux de change n'est accordée, et
- d) toute demande de protection contre les fluctuations du taux de change ne sera pas considérée et rendra la proposition irrecevable.

### **IG 7 (2003-05-30) Demandes d'éclaircissement pendant la durée de l'invitation**

- 1. Le principal responsable du proposant doit soumettre par écrit, à la personne dont le nom figure sur la page couverture de la DDP, toutes les questions ou demandes d'éclaircissement pendant la durée de l'invitation. TPSGC transmettra les réponses au principal responsable du proposant, qui sera chargé de les rediffuser s'il y a lieu, au sein des membres de l'équipe du proposant.
- 2. Afin d'assurer l'égalité de l'information fournie aux proposants, on transmettra simultanément, à tous les proposants, les réponses apportées aux demandes d'éclaircissement importantes.
- 3. Les demandes d'éclaircissement doivent être adressées **EXCLUSIVEMENT** à la personne visée à l'alinéa 1. ci-dessus. À défaut de respecter cette condition pendant la durée de la DDP, votre proposition pourrait, pour cette seule raison, être rejetée.

### **IG 8 (2003-05-30) Limite quant au nombre de propositions**

- 1. Bien qu'il ne soit pas nécessaire de constituer un consortium pour participer à ce marché, des firmes d'experts-conseils peuvent décider de le faire, si elles le jugent opportun. Toutefois, on n'acceptera qu'une proposition par proposant, qu'elle soit présentée par une firme à titre de proposant distinct ou par cette firme dans le cadre d'un consortium. Si une firme intervenant individuellement ou dans le cadre d'un consortium présente plusieurs propositions, elles seront toutes rejetées, et la firme ou le consortium dont cette firme fait partie ne sera pas retenu.
- 2. On entend par « consortium » une association de deux ou plusieurs parties réunissant leurs moyens financiers, leurs biens, leurs connaissances, leurs compétences, leur temps ou d'autres ressources dans un consortium, en s'engageant à en partager les bénéfices et les pertes, chacune exerçant sur l'entreprise un certain contrôle.
- 3. Ne constitue pas un accord de consortium, une convention selon laquelle le Canada conclut un contrat directement avec un expert-conseil principal qui peut faire appel à des sous-experts-conseils ou à des experts-conseils spécialisés pour assurer certaines tranches de services. Par conséquent, différents proposants peuvent proposer d'inclure dans leur équipe, un même sous-expert-conseil ou une même firme d'experts-conseils spécialisés.
- 4. Sans égard à l'alinéa 3. ci-dessus, afin d'éviter les conflits d'intérêts, en apparence comme en réalité, lorsqu'une firme agit à titre de proposant individuel ou comme composante d'un proposant en consortium, cette firme ne peut faire partie de l'équipe d'un autre proposant, que ce soit à titre de sous-expert conseil ou expert-conseil spécialisé ou à titre de composante d'un autre proposant en consortium. À défaut de respecter cette restriction, toutes les propositions ainsi présentées seront rejetées.
- 5. Tous les consortiums constitués pour fournir des services professionnels ou autres doivent respecter intégralement les exigences des lois provinciales ou territoriales afférentes, dans la province ou le territoire où se déroulera le projet.

### **IG 9 (2003-05-30) Permis et licences nécessaires**

- 1. Les membres de l'équipe de l'expert-conseil et les membres du personnel clé doivent être ou pouvoir être accrédités, certifiés ou autorisés pour fournir les services professionnels nécessaires, dans toute la mesure prescrite par les lois provinciales ou territoriales, dans la province ou le territoire où se déroulera le projet.
- 2. En présentant une proposition, le soumissionnaire atteste qu'il est convaincu que l'équipe de l'expert-conseil et les membres du personnel clé proposés respectent les exigences de l'alinéa 1. Le proposant reconnaît que TPSGC se réserve le droit de vérifier tous les renseignements à ce titre et qu'une attestation fautive ou erronée peut entraîner le rejet de la proposition, qui sera déclarée irrecevable.

## R - Attribution des marchés immobiliers

---

### IG 10 (2003-05-30) Conditions d'admission

1. Les proposants doivent noter qu'on peut juger qu'ils sont inadmissibles à ce projet de marchés si :
  - a) une firme ou un particulier faisant partie de l'équipe de l'expert-conseil a été reconnu coupable selon les articles 121 (« Fraudes envers le gouvernement » et « Entrepreneur qui souscrit à une caisse électorale »), 124 (« Achat ou vente d'une charge ») ou 418 (« Vente d'approvisionnements défectueux à Sa Majesté ») du Code criminel;
  - b) le proposant a été jugé inadmissible à ce projet de marchés à la suite d'un rendement insatisfaisant dans le cadre d'un projet antérieur déterminé conformément aux procédures d'évaluation de rendement du ministère;
  - c) une firme ou un particulier faisant partie de l'équipe de l'expert-conseil a été jugé inadmissible à ce projet de marchés avec le ministère, conformément aux procédures d'évaluation de rendement du ministère mentionné au paragraphe 1.b), ce qui lui interdit de présenter une proposition dans le cadre des travaux ou d'une tranche des travaux qu'il serait appelé à effectuer, dans le cadre de toute entente contractuelle découlant de la présentation de la proposition;
  - d) à l'égard d'opérations antérieures ou actuelles avec le gouvernement du Canada :
    - (i) le proposant est en faillite ou, pour quelque raison que ce soit, il ne peut exercer ses activités pendant une durée prolongée;
    - (ii) une preuve, à la satisfaction du Canada, de fraude, de corruption, de fausse déclaration dolosive ou d'incapacité de respecter une loi protégeant les personnes contre toute forme de discrimination a été présentée à l'égard d'une entreprise ou d'un particulier faisant partie de l'équipe de l'expert-conseil;
    - (iii) le Canada a déjà exercé ses recours contractuels de résiliation pour inexécution à l'égard d'une commande ou d'un marché conclu avec une firme ou un particulier faisant partie de l'équipe de l'expert-conseil ou a l'intention de le faire;
    - (iv) le Canada constate que l'exécution d'autres marchés ou commandes par le proposant, notamment l'efficacité et la qualité d'exécution des travaux et la mesure dans laquelle le proposant a réalisé les travaux conformément aux clauses et aux conditions contractuelles, sont suffisamment médiocres pour porter atteinte au succès de l'exécution des travaux faisant l'objet de la soumission initiale.
2. Dans les cas où le Canada a l'intention de déclarer une entreprise inadmissible à ce projet de marchés conformément à l'une des modalités de l'alinéa 1. ci-dessus, sauf 1.b), le ministre le fera savoir à l'entreprise et lui donnera un délai de dix (10) jours pour présenter ses observations avant de rendre une décision définitive sur l'inadmissibilité de l'entreprise.

### IG 11 (2004-12-10) Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi

1. En vertu du Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi (le Programme), certaines entreprises soumissionnant des contrats fédéraux d'une valeur de 200 000 \$ ou plus (incluant toutes les taxes applicables) doivent s'engager formellement à mettre en oeuvre un programme d'équité en matière d'emploi comme condition préalable à l'adjudication d'un contrat. Si le proposant est assujéti au Programme, la preuve de son engagement doit être fournie avant l'adjudication du contrat.
2. Les proposants déclarés non admissibles par le ministère des Ressources humaines et du Développement des compétences (RHDC) ont perdu le droit de recevoir un contrat au-delà du seuil prévu par le *Règlement sur les marchés de l'État* pour les appels d'offres (25 000 \$ actuellement, incluant toutes les taxes applicables), soit parce que le ministère des RHDC a constaté leur non-conformité ou parce qu'ils se sont retirés volontairement du Programme pour une raison autre que la réduction de leur effectif. Toute proposition déposée par un proposant non admissible sera rejetée.
3. Le proposant atteste comme suit sa situation relativement au Programme :

Le proposant :

## R - Attribution des marchés immobiliers

---

- a) n'est pas assujéti au Programme, puisqu'il compte un effectif de moins de 100 employés permanents à temps plein ou à temps partiel au Canada,
  - b) n'est pas assujéti au Programme, puisqu'il est un employeur réglementé en vertu de la *Loi sur l'équité en matière d'emploi*;
  - c) est assujéti aux exigences du Programme, puisqu'il compte un effectif de 100 employés permanents ou plus à temps plein ou à temps partiel au Canada, mais il n'a pas obtenu auparavant un numéro d'attestation du ministère des RHDC (n'ayant pas soumissionné de contrats de 200 000 \$ ou plus); dans ce cas, un certificat d'engagement dûment signé est joint à la présente);
  - d) est assujéti au Programme et possède un numéro d'attestation valide, à savoir le numéro : (c.-à-d. qu'il n'a pas été déclaré « non admissible » par le ministère des RHDC).
4. Si les exceptions énumérées ci-dessus en 3. a) ou b) ne concernent pas le proposant, les exigences du Programme s'appliquent et, à ce titre, le proposant doit présenter une attestation d'engagement, formulaire du ministère des RHDC LAB 1168, Attestation d'engagement pour la mise en oeuvre de l'équité en matière d'emploi, DUMENT SIGNÉ, ou communiquer son numéro d'attestation valide confirmant qu'il se conforme au Programme.
  5. Le proposant reconnaît que le ministre se fondera sur cette attestation pour adjuger le contrat. Si une vérification par le ministre révèle une fausse déclaration de la part du proposant, le ministre aura le droit de considérer que tout contrat découlant de la présente proposition est en défaut et pourra le résilier conformément aux dispositions du contrat en la matière.
  6. En présentant une proposition, le proposant devrait remplir et retourner, avec sa proposition, l'attestation pertinente pour le « Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi » incluse au Formulaire de déclaration, ci-joint aux présentes.
  7. Dans tous les cas, le proposant est tenu de produire, sur demande avant l'adjudication du contrat, une preuve ou des renseignements à l'appui, si cette preuve n'est pas comprise dans sa proposition.

**NOTA :** *Des renseignements sur le Programme, ainsi que le formulaire d'attestation d'engagement (LAB 1168), sont offerts sur le site Web du ministère des RHDC : <http://www.rhdcc.gc.ca/fr/passrelles/topiques/wzp-gxr.shtml> et <http://www100.hrdc.gc.ca/labswenm1f.shtml>, respectivement.*

### **IG 12 (2003-05-30) Assurances à souscrire**

1. Le proposant retenu devra souscrire en permanence à une assurance responsabilité professionnelle et à une assurance responsabilité civile générale, conformément aux exigences énoncées ailleurs dans les documents de la DDP.
2. Nulle exigence en matière d'assurance stipulée dans les documents de la DDP n'aura pour effet de limiter les assurances à souscrire en vertu des lois fédérales, provinciales ou municipales ou tel qu'il peut être requis selon l'article CG 9.1 de la clause R0202D. Elle ne limitera pas non plus les assurances que le proposant retenu et les autres membres de l'équipe de l'expert-conseil pourront juger nécessaires, pour leur propre protection ou pour s'acquitter de leurs obligations.
3. En présentant une proposition, le proposant atteste que lui-même et les autres membres de l'équipe de l'expert-conseil, le cas échéant, sont en mesure de souscrire et souscriront effectivement, en permanence à une assurance responsabilité professionnelle, conformément aux exigences exprimées dans les documents de la DDP.

### **IG 13 (2003-05-30) Exigences relatives à la sécurité industrielle et des installations**

1. Les proposants doivent prendre note des exigences relatives à la sécurité industrielle ou à la protection des installations, qui peuvent être stipulées dans les documents de la DDP et de l'entente, et doivent les respecter. Si on exige des cotes de sécurité industrielle ou de protection des installations, les employés et les membres du personnel du proposant, ainsi que les autres membres de l'équipe de l'expert-conseil participant à la réalisation du projet, devront être titulaires d'une cote de sécurité du personnel valable et pertinente, pouvant être exigée en vertu des clauses de la DDP, ou devront s'engager à faire l'objet d'une enquête pour se faire délivrer cette cote.



## R - Attribution des marchés immobiliers

---

2. Si une cote de sécurité est exigée, chaque personne participant à la réalisation du projet doit en être titulaire avant le début des travaux.
3. Dans toutes les ententes contractuelles conclues avec des personnes qui doivent participer aux services à fournir, le proposant retenu devra prévoir des modalités pour s'acquitter des obligations qui peuvent lui être imposées en vertu des modalités de la présente clause.

### IG 14 (2003-05-30) Composition de l'équipe de l'expert-conseil

En présentant une proposition, le proposant déclare et atteste que les personnes morales et physiques proposées dans la proposition pour assurer les services requis seront celles qui fourniront effectivement ces services dans la réalisation du projet, dans le cadre de toute entente contractuelle découlant de la présentation de la proposition. Si le proposant suggère, pour réaliser le projet, une personne physique qui n'est pas à son service, il déclare que cette dernière (ou son employeur) lui a donné par écrit l'autorisation de proposer ses services dans le cadre du projet à réaliser.

### IG 15 (2003-05-30) Présentation des propositions

1. Il appartient au proposant :
  - a) de présenter une proposition signée et dûment remplie, SELON LE MODÈLE DEMANDÉ, au plus tard à la date et à l'heure de clôture indiquées pour la présentation des propositions;
  - b) d'acheminer la proposition UNIQUEMENT au bureau identifié sur la page couverture de la DDP pour la présentation des propositions;
  - c) le proposant est requis de signer sa proposition conformément aux exigences suivantes:
    - (i) **Société**  
Les signataires autorisés doivent apposer leur signature; leur nom et leur titre doivent être inscrits en lettres moulées ou être imprimé.
    - (ii) **Associés**  
Tous les associés doivent signer et leur nom doit être inscrit en lettres moulées ou être imprimé. Si tous les associés ne signent pas ou si le signataire n'est pas un associé, il faut joindre, à la proposition, un exemplaire certifié du règlement signé par tous les associés autorisant cette personne ou ces personnes à signer la proposition en leur nom.
    - (iii) **Propriétaire unique**  
Le propriétaire unique doit signer, et son nom doit être inscrit en lettres moulées ou être imprimé. Si le signataire n'est pas le propriétaire unique, il faut joindre à la proposition un exemplaire certifié du règlement signé par le propriétaire unique autorisant cette personne ou ces personnes à signer la proposition.
    - (iv) **Consortium**  
Les signataires autorisés de chaque membre du consortium doivent signer, et leur nom et leur titre doivent être imprimé ou inscrit en lettres moulées. Chacun des signataires participants signe le document de la façon qui correspond à ses modalités particulières, qui sont décrites plus en détail dans les alinéas (i) à (iii) ci-dessus.
  - d) de veiller à indiquer clairement les renseignements suivants :
    - (i) son nom et son adresse;
    - (ii) le nom du principal responsable à contacter dans son entreprise;
    - (iii) la désignation et le numéro de l'invitation;
    - (iv) la date et l'heure de clôture fixées pour la présentation des propositions;
  - e) de présenter une proposition complète et suffisamment détaillée, permettant de faire une évaluation exhaustive conformément aux critères exprimés dans la présente DDP.
2. L'offre technique et l'offre de prix de la proposition doivent être présentées dans des enveloppes distinctes et faciles à reconnaître, conformément aux instructions reproduites dans les documents

## R - Attribution des marchés immobiliers

---

de la DDP. Les deux enveloppes doivent être présentées dans un seul colis, reproduisant clairement et en évidence les renseignements indiqués à l'alinéa 1.d) ci-dessus.

3. Le proposant est seul responsable de présenter dans les délais et en bonne et due forme la proposition auprès du bureau désigné pour la présentation des propositions. TPSGC n'assumera pas cette responsabilité, qui ne pourra pas lui être cédée non plus. Le proposant assume seul tous les risques et toutes les conséquences si la proposition n'est pas présentée dans les délais et en bonne et due forme.
4. On peut présenter les propositions et les pièces justificatives en français ou en anglais.

### **IG 16 (2003-05-30) Propositions présentées en retard**

Conformément à la politique de TPSGC, les propositions présentées après la date et l'heure fixées pour la clôture de la DDP sont retournées à leur expéditeur sans être décachetées.

### **IG 17 (2003-05-30) Révision des propositions**

On pourra modifier les propositions présentées conformément à ces exigences, à la condition que la proposition révisée parvienne au bureau désigné pour la présentation des propositions au plus tard à la date et à l'heure fixées pour la clôture de la DDP. La révision apportée à la proposition devra être transmise sur le papier à en-tête du proposant ou porter une signature l'identifiant. La révision doit également montrer clairement la (les) modification(s) à la proposition originelle. La révision doit également inclure les renseignements exigés à l'alinéa 1.d) de l'article IG 15.

### **IG 18 (2003-05-30) Acceptation des propositions**

1. Le Canada pourra accepter l'une quelconque des propositions présentées ou pourra rejeter n'importe laquelle ou la totalité des propositions.
2. En cas d'erreur dans la multiplication ou l'addition des prix, le prix unitaire sera prépondérant.
3. Bien qu'il puisse conclure une entente ou une convention contractuelle sans négociation au préalable, le Canada se réserve le droit de négocier un marché avec les soumissionnaires.

### **IG 19 (2003-05-30) Identité ou capacité juridique du proposant**

Afin d'établir la capacité juridique grâce à laquelle il pourra conclure une entente contractuelle, le proposant qui exerce ses activités autrement qu'en son nom personnel devra, sur demande, avant l'attribution du marché, fournir la preuve de la capacité juridique lui permettant d'exercer ses activités à titre d'entreprise. Cette preuve pourra se présenter entre autre sous la forme d'une copie de la convention constitutive ou de la déclaration d'enregistrement de la raison ou de la dénomination sociale d'une entreprise à propriétaire unique, d'une appellation de commerce ou d'une société de personnes, entre autres.

### **IG 20 (2003-05-30) Séance d'explications**

On ne donnera d'explications à un proposant que sur demande, seulement lorsque TPSGC aura conclu une entente contractuelle avec le proposant retenu. Si un proposant souhaite obtenir une séance d'explications, le proposant devra contacter la personne dont le nom figure sur la page couverture de la Demande de propositions. Les explications fournies comprendront un exposé des motifs pour lesquels on n'a pas retenu la proposition, en rappelant les critères d'évaluation. On protégera le caractère confidentiel de l'information se rapportant aux autres propositions.

### **IG 21 (2003-05-30) États financiers**

1. Afin de s'assurer que le proposant a la capacité financière requise pour s'acquitter des travaux demandés, l'autorité contractante se réserve le droit de consulter, au cours de la période d'évaluation de la proposition, les plus récentes données sur la situation financière du proposant. L'information financière qui devra être fournie sur demande inclut, sans toutefois s'y limiter, les plus récents états financiers vérifiés du proposant ou les plus récents états financiers certifiés par son agent financier principal.
2. Si le proposant fournit au Canada, à titre confidentiel, les informations demandées et l'informe de la confidentialité des documents divulgués, le Canada doit traiter ces documents de façon confidentielle, suivant les dispositions de la *Loi sur l'accès à l'information*.

## R - Attribution des marchés immobiliers

---

3. S'il advenait qu'une proposition soit jugée irrecevable parce qu'il aura été déterminé que le proposant n'a PAS la capacité financière requise pour s'acquitter des travaux demandés, un avis officiel à cet effet lui sera transmis.

### IG 22 (2005-12-16) Rendement

Les proposants doivent prendre note que le rendement de l'expert-conseil pendant et après la prestation des services sera évalué par le Canada. L'évaluation sera basée sur les critères suivants : conception, qualité des résultats, gestion, délai et coûts. Si le rendement de l'expert-conseil est jugé insatisfaisant, celui-ci pourrait se voir refuser des contrats immobiliers dans le futur. Une version électronique du formulaire PWGSC-TPSGC 2913-1, SELECT - Formulaire du rapport d'évaluation du rendement de l'expert-conseil, utilisé pour évaluer le rendement est disponible sur le site Web de TPSGC : <http://www.tpsgc.gc.ca/acquisitions/text/forms/forms-f.html>.

---

---

### R1410T (10/12/04) Instructions générales aux proposants (IG)

A partir du 16/12/05, cette clause est remplacée par R1410T.

---

---

**Remarques : LE TEXTE DE CETTE CLAUSE DOIT FIGURER EN ENTIER DANS LES DOCUMENTS D'ACHAT.** L'agent de négociation des contrats doit adapter la clause selon le cas. Utiliser la clause suivante dans une Demande de proposition à une phase.

### R1420T (30/05/03) Instructions particulières aux proposants (IP)

#### IP 1 (30/05/03) Introduction

1. Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC) a l'intention de faire appel à une entreprise ou à un consortium d'experts-conseils pour assurer les services professionnels requis dans le cadre du projet, selon les modalités exposées dans la présente Demande de propositions (DDP).
2. Il s'agit d'un processus de sélection en une seule phase. La nature de l'exigence et le nombre limité prévu de réponses provenant du secteur privé portent TPSGC à croire que cette approche ne forcera pas de nombreuses entreprises à déployer des efforts excessifs pour répondre aux attentes de TPSGC.
3. On demande aux soumissionnaires qui donnent suite à cette DDP de présenter une proposition détaillée complète qui portera sur la méthode de travail détaillé ainsi que sur les prix et les conditions proposées de l'équipe de l'expert-conseil proposée. Un volet technique combiné à un volet financier de l'offre constitueront la proposition.

#### IP 2 (30/05/03) Questions ou demandes d'éclaircissement

Les questions ou les demandes d'éclaircissement pendant la durée de la DDP dans le cadre de la phase 1 doivent être soumises par écrit à l'autorité contractante le plus tôt possible. Les demandes de renseignements ou d'éclaircissement devraient être reçues au plus tard dix (10) jours ouvrables avant la date limite indiquée sur la page couverture de la DDP. En ce qui concerne les demandes de renseignements ou d'éclaircissement reçues après cette date, il se peut qu'on n'y réponde pas avant la date de clôture pour la présentation des propositions.

#### IP 3 (30/05/03) Accords commerciaux signés par le Canada

Le présent marché est assujéti aux dispositions de [l'Accord de libre-échange nord-américain (ALÉNA)] [l'Accord sur les marchés publics de l'Organisation mondiale du commerce (AMP-OMC)] [l'Accord sur le commerce intérieur (ACI)].

## R - Attribution des marchés immobiliers

---

---

**Remarques : LE TEXTE DE CETTE CLAUSE DOIT FIGURER EN ENTIER DANS LES DOCUMENTS D'ACHAT.** L'agent de négociation des contrats doit adapter la clause selon le cas. Utiliser la clause suivante dans une Demande de proposition à 2 phases.

### R1430T (12/12/03) Documents de la proposition

1. Les documents qui constituent la proposition sont les suivants :
  - a) R1410T, Instructions générales aux proposants (IG);  
Instructions particulières aux proposants (IP) ;  
Document de la proposition;  
Énoncé de projet;  
Exigences de présentation et évaluation des propositions (EPEP);  
Toute modification au document de la DDP émise avant la date prévue de présentation des propositions.
  - b) les clauses, conditions et modalités générales, et les modifications qui s'y rapportent, désignées comme suit :  
Entente  
R1205D, Table des matières - Conditions générales  
R1210D, CG 1 - Dispositions générales  
R1215D, CG 2 - Administration du contrat  
R1220D, CG 3 - Services de l'expert-conseil  
R1226D, CG 4 - Droit d'auteur et réutilisation des documents  
R1230D, CG 5 - Modalités de paiement  
R1235D, CG 6 - Modifications  
R1240D, CG 7 - Services retirés à l'expert-conseil, suspension ou résiliation  
R1245D, CG 8 - Règlements des conflits  
R1250D, CG 9 - Indemnisation et assurance  
R1270D, Sanctions internationales  
Particularités de l'entente
  - c) la proposition et le formulaire de déclaration, ainsi que le formulaire de proposition de prix, dûment remplis et signés, lorsqu'ils ont été présentés et acceptés;
  - d) le document intitulée « Faire affaire avec SAG ».
2. Lorsqu'il présente une soumission, le proposant affirme de ce fait avoir lu ces documents et accepter les modalités qui y sont énoncées.
3. Conformément à la *Loi sur le ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux*, L.C., 1996, ch. 16, les conditions générales et les clauses indiquées dans la présente par un titre, un numéro et une date, sont incorporées par renvoi dans la présente invitation à soumissionner et tout contrat subséquent comme si elles y étaient formellement reproduites, sous réserve des autres conditions contenues dans la présente.
4. Toutes les instructions, clauses et conditions identifiées dans la présente par un titre, un numéro et une date sont reproduites dans le guide des *Clauses et conditions uniformisées d'achat* publié par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC).

Une version électronique est disponible sur le site Web de TPSGC à l'adresse suivante :  
<http://sacc.tpsgc.gc.ca/sacc/index-f.jsp>.

## R - Attribution des marchés immobiliers

---

**R1430T (30/05/03) Documents de la proposition**

A partir du 12/12/03, cette clause est remplacée par R1430T.

---

---

**Remarques : LE TEXTE DE CETTE CLAUSE DOIT FIGURER EN ENTIER DANS LES DOCUMENTS D'ACHAT.** L'agent de négociation des contrats doit adapter la clause selon le cas. Utiliser la clause suivante dans une Demande de proposition à une phase.

**R1485T (10/12/04) Formulaire de déclaration**

Le présent formulaire de déclaration doit faire partie intégrante de toute proposition. À défaut de fournir les renseignements exigés et de les garantir en signant à l'endroit approprié ci-dessous, la proposition sera jugée irrecevable. Le formulaire dûment rempli devrait être annexé à votre proposition.

**NOM DU PROPOSANT :** \_\_\_\_\_

Adresse: \_\_\_\_\_ Adresse de correspondance  
(si elle diffère de l'adresse)

Ville : \_\_\_\_\_ Ville : \_\_\_\_\_

Prov./Terr./État : \_\_\_\_\_ Prov./Terr./État : \_\_\_\_\_

Code postal/ZIP : \_\_\_\_\_ Code postal/ZIP : \_\_\_\_\_

Numéro de téléphone : (    ) \_\_\_\_\_

Numéro de télécopieur : (    ) \_\_\_\_\_

Courriel: \_\_\_\_\_

Numéro d'entreprise - approvisionnement: \_\_\_\_\_

**TYPE D'ENTREPRISE:**

Propriétaire unique \_\_\_\_\_ Associés \_\_\_\_\_ Société \_\_\_\_\_ Consortium \_\_\_\_\_

**TAILLE DE L'ENTREPRISE:**

Nombre d'employés \_\_\_\_\_ Architectes/Ingénieurs diplômés \_\_\_\_\_

Autres professionnels \_\_\_\_\_ Soutien technique \_\_\_\_\_

Autres \_\_\_\_\_

**PROGRAMME DE CONTRATS FÉDÉRAUX POUR L'ÉQUITÉ EN MATIÈRE D'EMPLOI**

1. En vertu du Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi (le Programme), certaines entreprises soumissionnant des contrats fédéraux d'une valeur de 200 000 \$ ou plus (incluant toutes les taxes applicables) doivent s'engager formellement à mettre en oeuvre un programme d'équité en matière d'emploi comme condition préalable à l'adjudication d'un contrat. Si le proposant est assujéti au Programme, la preuve de son engagement doit être fournie avant l'adjudication du contrat.

## R - Attribution des marchés immobiliers

---

Les proposants déclarés non admissibles par le ministère des Ressources humaines et du Développement des compétences (RHDC) ont perdu le droit de recevoir un contrat au-delà du seuil prévu par le *Règlement sur les marchés de l'État* pour les appels d'offres (25 000 \$ actuellement, incluant toutes les taxes applicables), soit parce que le ministère des RHDC a constaté leur non-conformité ou parce qu'ils se sont retirés volontairement du Programme pour une raison autre que la réduction de leur effectif. Toute proposition déposée par un proposant non admissible sera rejetée.

2. Le proposant atteste comme suit sa situation relativement au Programme :

Le proposant :

- a)  n'est pas assujéti au Programme, puisqu'il compte un effectif de moins de 100 employés permanents à temps plein ou à temps partiel au Canada,
  - b)  n'est pas assujéti au Programme, puisqu'il est un employeur réglementé en vertu de la *Loi sur l'équité en matière d'emploi*;
  - c)  est assujéti aux exigences du Programme, puisqu'il compte un effectif de 100 employés permanents ou plus à temps plein ou à temps partiel au Canada, mais il n'a pas obtenu auparavant un numéro d'attestation du ministère des RHDC (n'ayant pas soumissionné de contrats de 200 000 \$ ou plus); dans ce cas, un certificat d'engagement dûment signé est joint à la présente);
  - d)  est assujéti au Programme et possède un numéro d'attestation valide, à savoir le numéro : \_\_\_\_\_ (c.-à-d. qu'il n'a pas été déclaré « non admissible » par le ministère des RHDC).
3. Si les exceptions énumérées ci-dessus en 2. a) ou b) ne concernent pas le proposant, les exigences du Programme s'appliquent et, à ce titre, le proposant doit présenter une attestation d'engagement, formulaire du ministère des RHDC LAB 1168, Attestation d'engagement pour la mise en oeuvre de l'équité en matière d'emploi, DUMENT SIGNÉ, ou communiquer son numéro d'attestation valide confirmant qu'il se conforme au Programme.
4. Le proposant reconnaît que le ministre se fondera sur cette attestation pour adjuger le contrat. Si une vérification par le ministre révèle une fausse déclaration de la part du proposant, le ministre aura le droit de considérer que tout contrat découlant de la présente proposition est en défaut et pourra le résilier conformément aux dispositions du contrat en la matière.
5. Dans tous les cas, le proposant est tenu de produire, sur demande avant l'adjudication du contrat, une preuve ou des renseignements à l'appui, si cette preuve n'est pas comprise dans sa proposition.

**NOTA :** *Des renseignements sur le Programme, ainsi que le formulaire d'attestation d'engagement (LAB 1168), sont offerts sur le site Web du ministère des RHDC : <http://www.rhdcc.gc.ca/fr/passerelles/topiques/wzp-qxr.shtml> et <http://www100.hrdc.gc.ca/labswenm1f.shtml>, respectivement.*

### DÉCLARATION :

Je, soussigné, à titre de dirigeant du proposant, atteste par la présente que les renseignements fournis dans le présent formulaire et dans la proposition ci-jointe sont exacts au meilleur de ma connaissance.

Nom (lettres moulées) : \_\_\_\_\_

Titre : \_\_\_\_\_

Signature : \_\_\_\_\_

Numéro de téléphone : ( ) \_\_\_\_\_

## R - Attribution des marchés immobiliers

---

Numéro de télécopieur : ( ) \_\_\_\_\_

Date : \_\_\_\_\_

La personne susmentionnée servira d'intermédiaire avec TPSGC.

---

### R1485T (14/05/04) Formulaire de déclaration

A partir du 10/12/04, cette clause est remplacée par R1485T.

---

**Remarques : LE TEXTE DE CETTE CLAUSE DOIT FIGURER EN ENTIER DANS LES DOCUMENTS D'ACHAT.** L'agent de négociation des contrats doit adapter la clause selon le cas. Utiliser la clause suivante dans une Demande de proposition à une phase.

### R1500D (16/12/05) Entente

1. L'expert-conseil comprend et convient que sur acceptation de l'offre par le Canada, une entente ayant force obligatoire doit être conclue entre le Canada et l'expert-conseil et les documents qui constituent l'entente doivent être les documents suivants :
  - a) la page de couverture et la présente clause « Entente »;
  - b) les clauses, conditions et modalités générales, ainsi que les modifications qui s'y rapportent, désignées comme suit :

|        |              |                                                                       |
|--------|--------------|-----------------------------------------------------------------------|
| R1205D | (2005-12-16) | Table des matières - Conditions générales                             |
| R1210D | (2004-05-14) | CG 1 - Dispositions générales                                         |
| R1215D | (2003-05-30) | CG 2 - Administration du contrat                                      |
| R1220D | (2003-12-12) | CG 3 - Services de l'expert-conseil                                   |
| R1226D | (2003-05-30) | CG 4 - Droit d'auteur et réutilisation des documents                  |
| R1230D | (2003-05-30) | CG 5 - Modalités de paiement                                          |
| R1235D | (2003-05-30) | CG 6 - Modifications                                                  |
| R1240D | (2003-05-30) | CG 7 - Services retirés à l'expert-conseil, suspension ou résiliation |
| R1245D | (2003-05-30) | CG 8 - Règlements des conflits                                        |
| R1250D | (2005-12-16) | CG 9 - Indemnisation et assurance                                     |
| R1270D | (2003-05-30) | Sanctions internationales                                             |

Particularités de l'entente
  - c) l'« Énoncé de projet »;
  - d) le document intitulé « Faire affaire avec SAG »;
  - e) toute modification au document d'invitation à soumissionner incorporée dans l'entente avant la date de l'entente;
  - f) la proposition et le formulaire de déclaration ainsi que le formulaire de proposition de prix, dûment remplis et signés.
2. Conformément à la *Loi sur le ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux*, L.C., 1996, ch. 16, les conditions générales et les clauses indiquées dans la présente par un titre, un numéro et une date, sont incorporées par renvoi à l'entente et en font partie intégrante comme si elles y étaient formellement reproduites, sous réserve des autres conditions contenues dans la présente.

## R - Attribution des marchés immobiliers

---

3. Toutes les instructions, clauses et conditions identifiées dans le présent document par titre, numéro et date sont reproduites dans le guide des *Clauses et conditions uniformisées d'achat* publié par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC). Le guide est disponible sur le site Web de TPSGC à l'adresse suivante : <http://sacc.tpsgc.gc.ca/sacc/index-f.jsp>.
4. Ordre de priorité :  
S'il se trouvait une divergence ou un conflit d'information dans les documents suivants, ces derniers auraient priorité dans l'ordre suivant :
  - a) toute modification ou tout changement apporté à l'entente conformément aux modalités et conditions de l'entente;
  - b) toute modification au document de l'invitation à soumissionner émise avant la date prévue de présentation des propositions;
  - c) la présente clause « Entente »;
  - d) Conditions supplémentaires;
  - e) les clauses, conditions et modalités générales;
  - f) Particularités de l'entente;
  - g) l' « Énoncé de projet »;
  - h) le document intitulé « Faire affaire avec SAG »;
  - i) la proposition dûment remplie et signée.

---

### **R1500D (14/05/04) Entente**

A partir du 16/12/05, cette clause est remplacée par R1500D.

---

**Remarques :** Cette clause requiert un minimum de 250 000 \$ en assurance, le standard de l'industrie pour les projets de moindre envergure. Utiliser la clause R1250D pour les projets publiés sur le site du Service électronique d'appels d'offres du gouvernement ou quand un minimum de 1 M\$ en assurance est requis.

### **R1650D (16/12/05) CG 9 - Indemnification et assurance**

#### **CG 9.1 (2003-05-30) Indemnisation**

1. L'expert-conseil tient le Canada, ses employés et ses agents, indemnes et à couvert des pertes liées aux erreurs, omissions ou aux actes de négligence de l'expert-conseil, de ses employés ou de ses agents dans l'exécution de l'entente.
2. L'obligation de l'expert-conseil d'indemniser ou de rembourser le Canada en vertu de l'entente n'empêche pas celui-ci d'exercer tout droit que lui confère la loi.

#### **CG 9.2 (2005-12-16) Exigences en matière d'assurance**

1. **Généralités**



## R - Attribution des marchés immobiliers

---

1. L'expert-conseil, à ses frais, souscrit et maintient ou fait souscrire et maintenir, des couvertures d'assurance ayant trait aux services conformément aux exigences de la présente condition générale.
2. L'expert-conseil, sur demande, fournira toutes les preuves jugées satisfaisantes par le représentant du Ministère pour attester la souscription des polices d'assurance et leur renouvellement.
3. Ces couvertures d'assurance, auxquelles l'expert-conseil doit donner suite, ne visent pas à couvrir toutes les obligations de l'expert-conseil au titre de l'indemnisation. Par conséquent, il appartient à l'expert-conseil de souscrire, à ses frais, à toute couverture d'assurance complémentaire qu'il estime nécessaire pour exécuter ses obligations.
4. L'expert-conseil doit assumer le paiement de toutes sommes d'argent en règlement d'une réclamation, peu importe le montant de quelconque franchise.
5. Les frais de justice et autres frais de défense engagés à l'égard d'une réclamation ne doivent pas réduire la limite de la couverture.

### 2. Responsabilité professionnelle

1. Le montant de la couverture de l'assurance de la responsabilité professionnelle est celui qui est habituellement souscrit suivant la nature et la portée des services visés, mais, il doit être d'au moins 250 000 \$ par réclamation et être en vigueur du début de la prestation des services jusqu'à l'expiration d'une période minimale de cinq (5) ans après la fin de la prestation des services.
2. La police d'assurance responsabilité professionnelle de l'expert-conseil doit contenir la disposition suivante :

« Avis de résiliation de la couverture d'assurance : L'assureur convient de donner, à l'autorité contractante, un préavis écrit d'au moins trente (30) jours avant de résilier la police d'assurance. »

---

**R1650D (10/06/05) CG 9 - Indemnification et assurance**

A partir du 16/12/05, cette clause est remplacée par R1650D.

---

**Remarques : LE TEXTE DE CETTE CLAUSE DOIT FIGURER EN ENTIER DANS LES DOCUMENTS D'ACHAT.** L'agent de négociation des contrats doit adapter la clause selon le cas. Utiliser la clause suivante dans une Demande de proposition à une phase.

**R1800D (16/12/05) Entente**

1. L'expert-conseil comprend et convient que sur acceptation de l'offre par le Canada, une entente ayant force obligatoire doit être conclue entre le Canada et l'expert-conseil et les documents qui constituent l'entente doivent être les documents suivants :
  - a) la page de couverture et la présente clause « Entente »;
  - b) les clauses, conditions et modalités générales, ainsi que les modifications qui s'y rapportent, désignées comme suit :

|        |              |                                                     |
|--------|--------------|-----------------------------------------------------|
| R1805D | (2005-12-16) | Table des matières - ouverte - Conditions générales |
| R1210D | (2004-05-14) | CG 1 - Dispositions générales                       |
| R1215D | (2003-05-30) | CG 2 - Administration du contrat                    |
| R1220D | (2003-12-12) | CG 3 - Services de l'expert-conseil                 |

## R - Attribution des marchés immobiliers

---

|                                       |              |                                                                       |
|---------------------------------------|--------------|-----------------------------------------------------------------------|
| R1226D                                | (2003-05-30) | CG 4 - Droit d'auteur et réutilisation des documents                  |
| R1830D                                | (2003-05-30) | CG 5 - Modalités de paiement                                          |
| R1235D                                | (2003-05-30) | CG 6 - Modifications                                                  |
| R1240D                                | (2003-05-30) | CG 7 - Services retirés à l'expert-conseil, suspension ou résiliation |
| R1245D                                | (2003-05-30) | CG 8 - Règlements des conflits                                        |
| R1650D                                | (2005-12-16) | CG 9 - Indemnisation et assurance                                     |
| R1270D                                | (2003-05-30) | Sanctions internationales                                             |
| R1810D                                | (2003-05-30) | Conditions supplémentaires - ouverte (CS)                             |
| Particularités de l'entente - ouverte |              |                                                                       |

- c) le document intitulé « Faire affaire avec SAG »;
  - d) la proposition dûment remplie et signée.
2. Conformément à la *Loi sur le ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux*, L.C., 1996, ch. 16, les conditions générales et les clauses indiquées dans la présente par un titre, un numéro et une date, sont incorporées par renvoi à l'entente et en font partie intégrante comme si elles y étaient formellement reproduites, sous réserve des autres conditions contenues dans la présente.
3. Toutes les instructions, clauses et conditions identifiées dans le présent document par titre, numéro et date sont reproduites dans le guide des *Clauses et conditions uniformisées d'achat* publié par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC). Le guide est disponible sur le site Web de TPSGC à l'adresse suivante : <http://sacc.tpsgc.gc.ca/sacc/index-f.jsp>.
4. Ordre de priorité :
- S'il se trouvait une divergence ou un conflit d'information dans les documents suivants, ces derniers auraient priorité dans l'ordre suivant :
- a) tout engagement de services qui est fait conformément avec les modalités et conditions de l'entente;
  - b) toute modification ou tout changement apporté à l'entente conformément aux modalités et conditions de l'entente;
  - c) la présente clause « Entente »;
  - d) Conditions supplémentaires;
  - e) les clauses, conditions et modalités générales;
  - f) Particularités de l'entente - ouverte;
  - g) le document intitulé « Faire affaire avec SAG »;
  - h) la proposition dûment remplie et signée.

---

**R1800D (14/05/04) Entente**

A partir du 16/12/05, cette clause est remplacée par R1800D.

---

## R - Attribution des marchés immobiliers

---

**Remarques : LE TEXTE DE CETTE CLAUSE DOIT FIGURER EN ENTIER DANS LES DOCUMENTS D'ACHAT.** L'agent de négociation des contrats doit adapter la clause selon le cas. Utiliser la clause suivante dans une « entente - ouverte » seulement.

|               |                     |                                                                              |
|---------------|---------------------|------------------------------------------------------------------------------|
| <b>R1805D</b> | <b>(16/12/05)</b>   | <b>Table des matières - ouverte - conditions générales</b>                   |
| <b>R1210D</b> | <b>(2004-05-14)</b> | <b>CG 1 - Dispositions générales</b>                                         |
| CG 1.1        |                     | Définitions                                                                  |
| CG 1.2        |                     | Interprétations                                                              |
| CG 1.3        |                     | Successeurs et ayant droit                                                   |
| CG 1.4        |                     | Cession                                                                      |
| CG 1.5        |                     | Sécurité nationale ou ministérielle                                          |
| CG 1.6        |                     | Conflit d'intérêts                                                           |
| CG 1.7        |                     | Statut de l'expert-conseil                                                   |
| CG 1.8        |                     | Députés de la Chambre des communes                                           |
| CG 1.9        |                     | Totalité de l'entente                                                        |
| CG 1.10       |                     | Attestation de lobbyiste - Honoraires conditionnels                          |
| CG 1.11       |                     | Modification des taxes et des droits                                         |
| CG 1.12       |                     | Taxe de vente provinciale                                                    |
| CG 1.13       |                     | Taxe sur les produits et services (TPS)/Taxe de vente harmonisée (TVH)       |
| CG 1.14       |                     | Retenue fiscale de 15 %                                                      |
| CG 1.15       |                     | Responsabilité conjointe et individuelle                                     |
| <b>R1215D</b> | <b>(2003-05-30)</b> | <b>CG 2 - Administration du contrat</b>                                      |
| CG 2.1        |                     | Avis                                                                         |
| CG 2.2        |                     | Registres que doit tenir l'expert-conseil                                    |
| CG 2.3        |                     | Non-discrimination dans l'embauche et l'emploi des employés                  |
| <b>R1220D</b> | <b>(2003-12-12)</b> | <b>CG 3 - Services de l'expert-conseil</b>                                   |
| CG 3.1        |                     | Déclarations de l'expert-conseil                                             |
| CG 3.2        |                     | Services                                                                     |
| CG 3.3        |                     | Niveau d'attention                                                           |
| CG 3.4        |                     | Calendrier                                                                   |
| CG 3.5        |                     | Renseignements sur le projet et décisions, acceptations et approbations      |
| CG 3.6        |                     | Changements apportés aux services                                            |
| CG 3.7        |                     | Codes, règlements, licences, permis                                          |
| CG 3.8        |                     | Personnel                                                                    |
| CG 3.9        |                     | Sous-experts-conseils                                                        |
| CG 3.10       |                     | Changements dans l'équipe de l'expert-conseil                                |
| CG 3.11       |                     | Contrôle des coûts                                                           |
| <b>R1226D</b> | <b>(2003-05-30)</b> | <b>CG 4 - Droit d'auteur et réutilisation des documents</b>                  |
| <b>R1830D</b> | <b>(2003-05-30)</b> | <b>CG 5 - Modalités de paiement</b>                                          |
| CG 5.1        |                     | Honoraires                                                                   |
| CG 5.2        |                     | Fixation des honoraires à verser pour les services                           |
| CG 5.3        |                     | Montants versés à l'expert-conseil                                           |
| CG 5.4        |                     | Paiement en retard                                                           |
| CG 5.5        |                     | Obligations de l'expert-conseil et réclamations présentées contre lui        |
| CG 5.6        |                     | Non-paiement en cas d'erreurs ou d'omissions                                 |
| CG 5.7        |                     | Paiement d'honoraires en cas de modifications et de révisions                |
| CG 5.8        |                     | Prolongation de délai                                                        |
| CG 5.9        |                     | Frais de suspension                                                          |
| CG 5.10       |                     | Frais de résiliation                                                         |
| CG 5.11       |                     | Débours                                                                      |
| CG 5.12       |                     | T1204 Paiements contractuels de services du gouvernement                     |
| <b>R1235D</b> | <b>(2003-05-30)</b> | <b>CG 6 - Modifications</b>                                                  |
| <b>R1240D</b> | <b>(2003-05-30)</b> | <b>CG 7 - Services retirés à l'expert-conseil, suspension ou résiliation</b> |
| CG 7.1        |                     | Services retirés à l'expert-conseil                                          |
| CG 7.2        |                     | Suspension                                                                   |
| CG 7.3        |                     | Résiliation                                                                  |

## R - Attribution des marchés immobiliers

---

|               |                     |                                                   |
|---------------|---------------------|---------------------------------------------------|
| <b>R1245D</b> | <b>(2003-05-30)</b> | <b>CG 8 - Règlements des conflits</b>             |
| <b>R1650D</b> | <b>(2005-12-16)</b> | <b>CG 9 - Indemnisation et assurance</b>          |
| CG 9.1        |                     | Indemnisation                                     |
| CG 9.2        |                     | Exigences en matière d'assurance                  |
| <b>R1270D</b> | <b>(2003-05-30)</b> | <b>Sanctions internationales</b>                  |
| <b>R1810D</b> | <b>(2003-05-30)</b> | <b>Conditions supplémentaires - ouvertes (CS)</b> |
| CS 1          |                     | Services                                          |
| CS 2          |                     | Conditions de la présente entente                 |
| CS 3          |                     | Déclaration statutaire                            |

---

---

**R1805D** (14/05/04) **Table des matières - ouverte - conditions générales**

A partir du 16/12/05, cette clause est remplacée par R1805D.

---

---

**Remarques :** Utiliser la clause suivante avec une « entente - ouverte » seulement.

**R1810D** (30/05/03) **Conditions supplémentaires - ouverte (CS)**

**CS 1** (30/05/03) **Services**

1. La présente « Entente - ouverte » concerne l'obtention de services devant être fournis par l'expert-conseil pour des projets désignés par le représentant du Ministère.
2. L'expert-conseil accepte de fournir seulement les services requis en vertu d'un engagement de services. L'engagement de services en question doit être produit par le représentant du Ministère pour les projets désignés.
3. Par engagement de services, on entend les instructions écrites et les modifications fournies par le représentant du Ministère, lesquelles décrivent entre autres:
  - a) les services à fournir
  - b) les conditions de paiement convenues pour l'exécution de ces services.
4. L'expert-conseil exécute lesdits services en respectant le délai et le budget prévus dans l'engagement de services ou dans tout autre document contractuel.

**CS 2** (30/05/03) **Conditions de la présente entente**

La présente entente demeure en vigueur jusqu'à ce qu'une des deux parties indique qu'aucun autre service n'est requis ni fourni, ou, en l'absence d'un tel avis, pour une durée de deux ans à partir de la date de signature de l'entente. Si les services entrepris n'ont pas tous été fournis avant l'expiration de la période de deux ans, l'entente prendra fin lorsque les services auront tous été fournis ou sur avis du Ministre, conformément aux dispositions de l'article CG 7.3.

**CS 3** (30/05/03) **Déclaration statutaire**

Avant d'effectuer le dernier paiement, conformément à un engagement de services, l'expert-conseil présente une déclaration statutaire qui atteste que ce dernier a respecté ses obligations financières en rapport avec cet engagement de services.

---

---

## R - Attribution des marchés immobiliers

---

**Remarques :** Utiliser la clause suivante avec une « entente - ouverte » seulement.

### **R1830D (30/05/03) CG 5 - Modalités de paiement**

#### **CG 5.1 (30/05/03) Honoraires**

1. Sous réserve des dispositions de l'entente, le Canada s'engage à verser à l'expert-conseil, en contrepartie des services, un montant calculé en conformité avec les dispositions prévues dans les présentes.
2. Les honoraires de l'expert-conseil sont payables seulement lorsque l'expert-conseil a fourni les services, et que le représentant du Ministère l'a attesté. Le paiement d'honoraires portant sur l'exécution de services ou d'une partie de services n'est pas réputé constituer une renonciation par le Canada à son droit à un règlement judiciaire ou contractuel des coûts ou dépenses attribuables au défaut ou à la négligence de l'expert-conseil.
3. Le montant maximum payé en vertu de l'entente, y compris les honoraires et débours, ne peut dépasser la somme mentionnée dans la clause « Particularités de l'entente » sans l'autorisation préalable écrite du représentant du Ministère en conformité avec les modalités du contrat.

#### **CG 5.2 (30/05/03) Fixation des honoraires à verser pour les services**

1. Les honoraires et débours sont payables seulement lorsque l'expert-conseil a fourni tous les services prévus dans l'engagement de services.
2. Le Canada verse à l'expert-conseil, pour l'exécution des services prévus dans l'engagement de services, un montant calculé selon l'une ou plusieurs des méthodes suivantes, lesquelles sont précisées dans l'engagement de services.
  - a) **Honoraires proportionnels aux coûts**  
Honoraires établis selon un pourcentage convenu du coût estimatif de construction approuvé, payés suivant les modalités exposées dans l'engagement de services.
  - b) **Honoraires fixes**  
Honoraires fixes convenus correspondant au montant total payable pour les services exécutés conformément à l'engagement de services.
  - c) **Honoraires fondés sur le temps**
    - (i) Les patrons, les cadres et autres employés autorisés à ce titre par le représentant du Ministère seront rémunérés au taux horaire précisé dans l'engagement de services;
    - (ii) Les employés approuvés par le représentant du Ministère seront rémunérés selon les coûts de la rémunération multipliés par les facteurs précisés dans l'engagement de services. Le facteur de multiplication n'est pas appliqué à la partie majorée du temps supplémentaire autorisé inclus dans les coûts de la rémunération;
    - (iii) **Heures normales de travail**  
Les heures normales de travail quotidiennes des employés, des patrons et des cadres de l'expert-conseil correspondent à sept heures et demie (7.5) dans une journée au cours de laquelle ils s'occupent effectivement de fournir les services;
    - (iv) **Temps de déplacement**  
Le temps consacré, pendant les heures normales de travail, aux déplacements liés au projet et autorisés par le représentant du Ministère est compris dans le compte des heures de travail. Le temps consacré, en dehors des heures normales de travail, aux déplacements liés au projet et autorisés par le représentant du Ministère est imputable jusqu'à un maximum de trois (3) heures par jour, à moins d'avis contraire;
    - (v) **Montants maximums payables**

## R - Attribution des marchés immobiliers

---

Les montants maximums qui s'appliquent aux services devant être exécutés à des taux horaires sont prévus dans l'engagement de services et ne doivent pas être dépassés sans l'autorisation préalable du représentant du Ministère.

### **CG 5.3 (30/05/03) Montants versés à l'expert-conseil**

1. L'expert-conseil peut recevoir un paiement proportionnel chaque mois ou à tout autre intervalle convenu, sous réserve des restrictions pertinentes dans les présentes. Les paiements seront versés, au plus tard, à la date d'échéance. Aux fins de l'entente, la date d'échéance sera le 30<sup>e</sup> jour suivant la réception d'une facture dûment présentée.
2. Une « facture dûment présentée » est une facture remise au représentant du Ministère selon la formule convenue et accompagnée de détails et de documents suffisants pour en permettre la vérification. La facture en question doit aussi montrer séparément les montants suivants :
  - a) le montant du paiement proportionnel réclamé pour les services rendus à la satisfaction du représentant du Ministère,
  - b) le montant de toute taxe, calculé selon la législation en vigueur, et
  - c) le montant total représentant la somme des montants décrits ci-dessus (a et b).
3. Le montant de la taxe que l'expert-conseil aura indiqué sur la facture sera payé par le Canada en plus du montant du paiement proportionnel réclamé pour les services fournis à la satisfaction du représentant du Ministère.
4. Si, dans les quinze (15) jours suivant la réception d'une facture, le représentant du Ministère avise l'expert-conseil d'une erreur ou de la nécessité d'obtenir d'autres renseignements, le paiement sera effectué dans les trente (30) jours suivants la réception de la facture corrigée ou des renseignements exigés.
5. À la suite de la prestation de chaque service précisé ailleurs dans l'entente, pourvu qu'un paiement proportionnel ait au moins été versé, l'expert-conseil doit présenter une déclaration statutaire attestant qu'il s'est acquitté de toutes les obligations financières découlant des services qui lui ont été rendus ou qui ont été fournis pour son compte, en application de l'entente, avant qu'il obtienne tout paiement supplémentaire.
6. À la suite d'un avis écrit par un sous-expert-conseil avec lequel l'expert-conseil a un contrat direct selon lequel un supposé paiement ne lui a pas été versé, le représentant du Ministère fournit au sous-expert-conseil une copie du dernier paiement proportionnel approuvé, qui a été versé à l'expert-conseil pour la prestation des services.
7. À la suite de la prestation satisfaisante de tous les services, le montant exigible en vertu de l'entente, déduction faite des paiements déjà effectués, est versé à l'expert-conseil dans les trente (30) jours suivant la réception d'une facture dûment présentée, accompagnée d'une déclaration finale, conformément au paragraphe 5 ci-dessus.

### **CG 5.4 (30/05/03) Paiement en retard**

1. Si le Canada tarde à effectuer un paiement dû en vertu de l'article CG 5.3, l'expert-conseil est en droit de recevoir de l'intérêt sur le montant en souffrance pendant la période définie au paragraphe 2 ci-dessous, y compris le jour précédent la date de paiement. La date de paiement est considérée comme étant la date du chèque remis en paiement du montant en souffrance. Un montant est en souffrance lorsqu'il est impayé le lendemain de la date d'échéance décrite au paragraphe CG 5.3.1.
2. Les intérêts sont payés automatiquement sur tous les montants impayés à la date d'échéance ou quinze (15) jours après que l'expert-conseil ait présenté une déclaration conforme à celle décrite aux paragraphes CG 5.3.5 ou CG 5.3.7, selon le délai le plus long.
3. Le taux d'intérêt est le taux d'escompte moyen plus 3 p. 100 par année sur tout montant en souffrance en vertu du paragraphe 1 ci-dessus.

### **CG 5.5 (30/05/03) Obligations de l'expert-conseil et réclamations présentées contre lui**

## R - Attribution des marchés immobiliers

---

1. Le Canada peut, pour libérer l'expert-conseil de ses obligations légales et des réclamations légitimes présentées contre lui par un sous-expert-conseil avec lequel il a un contrat direct visant la fourniture de services pour lui-même ou pour son compte, verser directement à l'auteur de la réclamation un montant déduit des sommes exigibles et payables à l'expert-conseil.
2. Aux fins du paragraphe 1 ci-dessus, la légitimité d'une réclamation doit être affirmée soit
  - a) par un tribunal compétent; ou
  - b) par un arbitre dûment nommé pour arbitrer la réclamation; ou
  - c) par un avis écrit remis au représentant du Ministère et signé par l'expert-conseil qui en autorise le paiement.
3. Un paiement effectué en application du paragraphe 1 ci-dessus libère le Canada de ses obligations envers l'expert-conseil en vertu de l'entente et sera déduit de toute somme payable à l'expert-conseil en vertu de l'entente.
4. Le paragraphe 1 ne s'applique qu'aux réclamations et obligations
  - a) à l'égard desquelles un avis de réclamation indique le montant réclamé et le détail des services ou d'une partie des services pour lesquels le réclamant n'a pas été payé. L'avis écrit de réclamation doit être reçu par le représentant du Ministère avant le versement du dernier paiement à l'expert-conseil et dans les cent vingt (120) jours de la date à laquelle le réclamant
    - (i) aurait dû être payé intégralement en application de l'entente qui le lie à l'expert-conseil, si la réclamation porte sur une somme qui devait légitimement être retenue à l'égard du réclamant; ou
    - (ii) a fourni les derniers services prévus dans l'entente qui le lie à l'expert-conseil, si la réclamation ne porte pas sur la somme visée au sous-alinéa 4.a)(i), et
  - b) les procédures visant à établir le droit au paiement des réclamations et obligations en cause à l'alinéa 4.a) doivent être intentées dans l'année suivant la date de réception, par le représentant du Ministère, de l'avis prévu à l'alinéa 4.a).
5. Sur réception d'un avis de réclamation prévu à l'alinéa 4.a), le Canada peut retenir de toute somme due à l'expert-conseil en vertu de l'entente la totalité ou une partie du montant réclamé.
6. Le représentant du Ministère informe par écrit l'expert-conseil de la réception d'un avis de réclamation et de l'intention du Canada de retenir les fonds en vertu du paragraphe 5. L'expert-conseil peut dès lors et jusqu'à ce que le paiement soit effectué au réclamant, remettre au Canada une garantie acceptable d'un montant égal à la valeur de ladite réclamation. À la réception d'une telle garantie, le Canada verse à l'expert-conseil les fonds par ailleurs payables à celui-ci qui sont retenus en application du paragraphe 5.
7. L'expert-conseil doit s'acquitter de ses obligations légales et des réclamations légitimes relatives aux services qui lui ont été fournis ou qui l'ont été pour son compte aux termes des présentes au moins chaque fois que le Canada doit s'acquitter de ses obligations envers l'expert-conseil en vertu de l'entente.

### **CG 5.6 (30/05/03) Non-paiement en cas d'erreurs ou d'omissions**

L'expert-conseil n'a pas droit au paiement des frais engagés en vue de rectifier les erreurs et les omissions liées aux services et qui sont attribuables à lui-même, à ses employés ou mandataires ou à des personnes pour lesquelles il a assumé toute responsabilité relativement à la prestation des services.

### **CG 5.7 (30/05/03) Paiement d'honoraires en cas de modifications et de révisions**

1. Le paiement de tous les services additionnels ou réduits autorisés par le représentant du Ministère avant qu'ils ne soient fournis, et pour lesquels une base de paiement n'a pas encore été établi au moment de la passation de l'entente, est un montant ou des montants convenus d'un commun accord de temps à autre, sous réserve des présentes Modalités de paiement et de l'approbation du ministre.

## R - Attribution des marchés immobiliers

---

2. Dans le cas où il est impossible, ou inapproprié, de s'entendre sur des honoraires fixes ou sur des honoraires proportionnels aux coûts avant l'exécution des services additionnels ou réduits, le paiement est effectué sur la base d'honoraires fondés sur le temps, conformément à l'alinéa 1.c) de CG 5.2.). Les débours sont remboursés conformément à l'article CG 5.11.
3. Avant l'exécution de services additionnels ou réduits sur une base d'honoraires fondés sur le temps, l'expert-conseil doit se conformer à toute demande faite par le représentant du Ministère en exécution de l'article CG 3.8, concernant des personnes à être engagées par l'expert-conseil ou par des sous-experts-conseils pour fournir les services additionnels ou réduits. De plus, l'expert-conseil et le représentant du Ministère doivent négocier les taux horaires et les facteurs entrant dans le calcul du coût de la rémunération, s'il y a lieu, pour chacune de ces personnes pour lesquelles les renseignements pertinents n'apparaissent pas dans les Particularités de l'entente .
4. Le paiement des services additionnels non désignés au moment de la passation de l'entente est effectué uniquement dans la mesure où
  - a) les services additionnels sont des services qui ne sont pas inclus dans les services énumérés dans l'entente,
  - b) les services additionnels sont requis pour des raisons indépendantes de la volonté de l'expert-conseil, et
  - c) le rajustement d'honoraires pour des services découlant d'un rajustement du coût estimatif de construction pour tenir compte des services additionnels, n'est pas proportionné aux services additionnels exécutés.

### **CG 5.8 (30/05/03) Prolongation de délai**

Si, et dans la mesure où, le délai d'exécution du contrat de construction n'est pas respecté ou est prolongé sans que l'expert-conseil ne soit en défaut selon l'opinion de Canada, le paiement des services requis pour cette période prolongée de l'administration du contrat sera sujet à un examen et à un rajustement équitable.

### **CG 5.9 (30/05/03) Frais de suspension**

1. S'il y a suspension des services en vertu de l'article CG 7.2, l'expert-conseil réduit au minimum tous les frais et dépenses liés aux services qu'il peut avoir à engager durant la période de suspension.
2. Dans les quatorze (14) jours suivant l'avis de suspension, l'expert-conseil présente, le cas échéant, au représentant du Ministère un état des frais et des dépenses qu'il s'attend à engager durant la suspension et dont il demandera le remboursement.
3. L'expert-conseil est indemnisé des frais et des dépenses qu'il prouve, selon l'opinion de Canada, avoir engagés de façon raisonnable durant la période de suspension.

### **CG 5.10 (30/05/03) Frais de résiliation**

1. Si l'entente est résiliée conformément à l'article CG 7.3, le Canada verse et l'expert-conseil accepte à titre de règlement complet, un montant calculé en vertu des présentes Modalités de paiement pour les services fournis de façon satisfaisante, ainsi qu'un montant visant à indemniser l'expert-conseil des frais et dépenses raisonnables, s'il y a lieu, que l'expert-conseil aurait engagés aux fins des services après la date de résiliation.
2. Dans les quatorze (14) jours suivant l'avis de résiliation, l'expert-conseil présente au représentant du Ministère un état des frais et des dépenses encourus, ainsi que tous frais supplémentaires qu'il s'attend à engager après la date de résiliation et dont il demandera le remboursement.
3. L'expert-conseil est indemnisé des frais et des dépenses qu'il prouve, selon l'opinion de Canada, avoir engagés de façon raisonnable après la date de résiliation.

### **CG 5.11 (30/05/03) Débours**



## R - Attribution des marchés immobiliers

---

1. Sous réserve de toute disposition spécifiquement contraire dans les Conditions supplémentaires, les frais suivants doivent être inclus dans les honoraires exigés pour fournir les services d'expert-conseil et ne doivent pas être remboursés séparément;
  - a) frais de reproduction et de livraison des dessins, des fichiers CDAO, des devis et autres documents techniques spécifiés dans l'Énoncé de projet ;
  - b) frais de bureau courants tels que la photocopie, le matériel informatique, le service Internet, les frais de téléphone cellulaire, les appels interurbains et de télécopie incluant les frais encourus entre le bureau principal de l'expert-conseil et les bureaux auxiliaires ou entre le bureau de l'expert-conseil et les autres membres de l'équipe.
  - c) frais d'expédition et de livraison par messenger spécial pour les produits à livrer spécifiés dans l'Énoncé de projet ;
  - d) traçage ;
  - e) matériaux de présentation;
  - f) frais de stationnement;
  - g) frais de taxi;
  - h) temps de déplacement;
  - i) dépenses de voyage; et
  - j) bureau de projet local.
2. Sous réserve de toute disposition spécifiquement contraire dans les Conditions supplémentaires, les frais suivants engagés d'une façon raisonnable par l'expert-conseil, qui sont liés aux services et approuvés par le représentant du Ministère, sont remboursés à l'expert-conseil au prix coûtant :
  - a) frais de reproduction et de livraison des dessins, des fichiers CDAO, des devis et autres documents techniques autres que ceux spécifiés dans l'Énoncé de projet ;
  - b) les frais d'expédition des échantillons de matériaux et de maquettes autres que ceux spécifiés dans l'Énoncé de projet ;
  - c) les frais de transport et de logement connexes au projet, autres que ceux spécifiés dans l'Énoncé de projet, doivent être remboursés selon la politique du Conseil du Trésor en matière de déplacements; et
  - d) les autres frais engagés avec l'autorisation préalable du représentant du Ministère.
3. Les débours doivent être liés au projet et ne comprennent pas les dépenses d'exploitation normales de l'entreprise de l'expert-conseil. Les sommes payables ne doivent pas être supérieures au montant indiqué dans les Particularités de l'entente décrite ailleurs dans l'entente, à moins d'autorisation préalable du représentant du Ministère.

### **CG 5.12 (30/05/03) T1204 Paiements contractuels de services du gouvernement**

Conformément à l'alinéa 221 (1) d) de la *Loi de l'impôt sur le revenu*, les ministères et organismes sont tenus de déclarer à l'aide de feuillets T1204 Paiements contractuels de services du gouvernement, les paiements contractuels versés aux experts-conseils en vertu de marchés de services pertinents (y compris les marchés composés à la fois de biens et de services). Afin de permettre aux ministères et organismes de se conformer à cette exigence, l'expert-conseil est tenu de fournir son numéro d'entreprise - approvisionnement (NEA). Lorsqu'un expert-conseil donne son NEA, il doit s'assurer de l'exactitude des renseignements qui le concerne dans le système Données d'inscription des fournisseurs.

---

## R - Attribution des marchés immobiliers

---

**Remarques : LE TEXTE DE CETTE CLAUSE DOIT FIGURER EN ENTIER DANS LES DOCUMENTS D'ACHAT.** L'agent de négociation des contrats doit adapter la clause selon le cas. Utiliser la clause suivante avec une « entente - ouverte » seulement.

### **R1890D (14/05/04) Particularités de l'entente - ouverte**

Les taux horaires suivants sont fermes pour la durée de l'Entente - Ouverte.

DIRIGEANTS - Le taux horaire tout compris doit être fixe pour toute la durée du contrat.

| Nom   | \$ de l'heure |
|-------|---------------|
| _____ | _____ \$      |
| _____ | _____ \$      |
| _____ | _____ \$      |
| _____ | _____ \$      |
| _____ | _____ \$      |

PERSONNEL - Le facteur entrant dans le calcul du coût de la rémunération doit être fixe pour toute la durée du contrat. Pour l'étape de l'administration du contrat, les augmentations des taux horaires pour le personnel doivent être soumises, documents à l'appui, à l'approbation de TPSGC.

| Personnel / Poste | \$ de l'heure (excluant le facteur) | Facteur |
|-------------------|-------------------------------------|---------|
| _____             | _____                               | _____   |
| _____             | _____                               | _____   |
| _____             | _____                               | _____   |
| _____             | _____                               | _____   |
| _____             | _____                               | _____   |

---

### **R1890D (30/05/03) Particularités de l'entente - ouverte**

A partir du 14/05/04, cette clause est remplacée par R1890D.

---

**Remarques : LE TEXTE DE CETTE CLAUSE DOIT FIGURER EN ENTIER DANS LES DOCUMENTS D'ACHAT.** Utiliser la clause suivante dans l'entente de services d'expert-conseil en architecture et en génie - bâtiments.

### **R2000D (16/02/98) Fixation des honoraires**

1. Fixation des honoraires à verser pour les *services* de base

## R - Attribution des marchés immobiliers

---

Les honoraires à verser à l'expert-conseil pour les *services* de base décrits dans la présente, doivent être déterminés selon au moins une des formules suivantes :

a) Honoraires proportionnels aux coûts

La méthode de calcul des honoraires totaux pour les *services* de base reconnaît la variabilité du *coût estimatif de construction* selon la progression du projet. Les honoraires de base pour chaque étape du projet doivent être déterminés selon la formule suivante :

Montant égal à  $H \times A$

« H » étant les honoraires proportionnels prévus à la clause R2001D, Particularités de l'entente, et « A » étant ce qui suit :

- (1) Pour les étapes de l'analyse de l'énoncé de projet et des études conceptuelles :  
« A » étant le *coût estimatif de construction* à la signature de la présente entente.
- (2) Pour l'étape de l'élaboration de la conception :  
« A » étant le *coût estimatif de construction* préliminaire approuvé, établi une fois achevés les documents d'études conceptuelles.
- (3) Pour l'étape des documents de construction :  
« A » étant le *coût estimatif de construction* révisé approuvé, établi une fois achevés les documents d'élaboration de la conception.
- (4) Pour l'étape de l'appel d'offres et de l'étude des soumissions :  
« A » étant le *coût estimatif de construction* définitif approuvé, établi une fois achevés les documents de construction.
- (5) Pour les étapes de l'administration des travaux et du contrat et du contrôle postérieur à l'exécution :  
« A » étant le prix adjugé du contrat de construction.

Les honoraires de base globaux sont ajustés en conformité avec les autorisations prévues à l'article B6 de la clause R0220D Conditions générales.

b) Honoraires fixes

Les honoraires fixes doivent être au(x) montant(s) précisé(s) dans la clause R2001D.

c) Honoraires fondés sur le temps

- (1) Les patrons, les cadres et autres employés autorisés à ce titre par le *représentant du Ministère* doivent être rémunérés au taux horaire précisé dans la clause R2001D.
- (2) Les employés approuvés par le *représentant du Ministère* doivent être rémunérés selon les *coûts de la rémunération* multipliés par les facteurs précisés dans la clause R2001D. Le facteur de multiplication ne doit pas être appliqué à la partie majorée du temps supplémentaire autorisé inclus dans les *coûts de la rémunération*.
- (3) Heures normales de travail  
Les heures normales de travail quotidiennes des employés, des patrons et des cadres de l'*expert-conseil* doivent être une période de sept heures et demie (7.5) dans une journée pendant laquelle ils s'occupent effectivement de fournir les *services*.
- (4) Temps de déplacements  
Le temps consacré, pendant les heures normales de travail, aux déplacements liés au projet et autorisés par le *représentant du Ministère* doit être compris dans le compte des heures de travail.

Le temps consacré, en dehors des heures normales de travail, aux déplacements liés au projet et autorisés par le *représentant du Ministère* doit être imputable jusqu'à un maximum de trois (3) heures par jour, à moins d'avis contraire.

## R - Attribution des marchés immobiliers

---

- (5) Montants maximums payables  
Les montants maximums qui s'appliquent aux *services* devant être exécutés à des taux horaires doivent être tels que prévus à la clause R2001D, et ne doivent pas être dépassés sans l'autorisation préalable du *représentant du Ministère*.

### 2. Paiements pour les *services* de base

- b) Les paiements d'honoraires proportionnels aux coûts doivent être effectués pendant l'exécution des *services*, d'après les formules indiquées au paragraphe 1.a), pour chaque *service* de base, jusqu'à concurrence des montants indiqués ci-dessous :
- (1) Paiement pour l'analyse de l'énoncé de projet et les études conceptuelles :  
Après l'approbation du dossier d'études conceptuelles, une somme égale à 10 p. 100 des honoraires de base;
  - (2) Paiement pour l'élaboration de la conception :  
Après approbation du dossier d'élaboration, une somme égale à 15 p. 100 des honoraires de base;
  - (3) Paiement pour les documents de construction :  
Après approbation des documents de construction, une somme égale à 45 p. 100 des honoraires de base;
  - (4) Paiement pour l'appel d'offres, l'examen des soumissions et l'adjudication du contrat :  
Après adjudication d'un contrat de construction, ou de l'examen des soumissions dans le cas où le Canada n'attribue pas de marché de construction pour des raisons autres que celles énoncées au paragraphe 2.f), une somme égale à 5 p. 100 des honoraires de base;
  - (5) Paiement pour l'administration des travaux et du contrat :  
À la délivrance du certificat provisoire d'achèvement du contrat de construction, une somme égale à 22 p. 100 des honoraires de base;
  - (6) Paiement pour l'achèvement définitif et le contrôle postérieur à l'exécution :  
Suivant le rapport au *représentant du Ministère* de l'état des déficiences à la fin de la période de garantie, une somme égale à 3 p. 100 des honoraires de base.
- b) Les paiements d'honoraires fixes doivent être versés après l'exécution des *services*, si elle est jugée satisfaisante, mais ces paiements ne dépasseront pas le montant prévu à la clause R2001D pour chaque *service*.
- c) Les paiements d'honoraires fondés sur le temps doivent être versés après l'exécution des *services*, si elle est jugée satisfaisante, mais ces paiements ne doivent pas dépasser le montant prévu à la clause R2001D pour chaque *service*.
- d) Les paiements proportionnels d'honoraires de tous genres doivent être versés conformément à la clause R0220D, de la présente entente, mais ne doivent pas dépasser la valeur des honoraires indiquée pour chacun des *services* en question.
- e) Les paiements proportionnels pour l'administration des travaux et du contrat, dans le cas d'honoraires fixes ou proportionnels, peuvent être versés en proportion du pourcentage des travaux de construction achevés et approuvés pour paiement aux termes du contrat de construction.
- f) Si, à cause de l'*expert-conseil*, on ne peut obtenir un prix par soumission ou négociation à l'intérieur du *plafond du coût de construction*, ou si le prix n'est pas acceptable au *représentant du Ministère* pour l'adjudication du contrat de construction, l'*expert-conseil* aura droit seulement au paiement des honoraires jusqu'à concurrence des montants prévus pour l'appel d'offres, l'examen des soumissions et l'adjudication du contrat, jusqu'à ce que les exigences du paragraphe C8.3 de la clause R0220D aient été remplies.

### 3. Fixation des honoraires à verser pour les *services* additionnels

Les honoraires à verser à l'*expert-conseil* pour les *services* additionnels décrits dans la présente entente doivent être déterminés de la façon suivante :

## R - Attribution des marchés immobiliers

---

---

\_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_

#### 4. Paiements pour les *services* additionnels

Les paiements d'honoraires pour les *services* additionnels doivent être versés après l'exécution des *services* additionnels, mais ces paiements ne doivent pas dépasser le montant prévu à la clause R2001D pour chaque *service* additionnel.

---

---

**Remarques : LE TEXTE DE CETTE CLAUSE DOIT FIGURER EN ENTIER DANS LES DOCUMENTS D'ACHAT.** Utiliser la clause suivante dans l'entente de services d'expert-conseil en architecture et en génie - bâtiments.

#### R2001D (16/02/98) Particularités de l'entente

##### 1. Particularités de l'entente (le cas échéant)

- a) Exigences supplémentaires concernant l'assurance-responsabilité pour ce projet (clause R0220D, Conditions générales) (comme précisé à la clause R0300D, Conditions supplémentaires)

\_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_

Montant de l'assurance : \_\_\_\_\_ \$

- b) Dossier d'études conceptuelles (clause R1002D, Études conceptuelles)
- Nombre d'exemplaires:
- |       |                |               |
|-------|----------------|---------------|
|       | support papier | dossiers CDAO |
| _____ | _____          | _____         |
- c) Dossier de l'élaboration de la conception (clause R1003D, Élaboration de la conception)
- Nombre d'exemplaires :
- |       |                |               |
|-------|----------------|---------------|
|       | support papier | dossiers CDAO |
| _____ | _____          | _____         |
| _____ | _____          | _____         |
| _____ | _____          | _____         |
| _____ | _____          | _____         |
- d) Documents de construction (clause R1008D, Documents, coût estimatif et calendrier)
- Nombre d'exemplaires pendant l'élaboration :
- |                |                |               |
|----------------|----------------|---------------|
|                | support papier | dossiers CDAO |
| _____ % achevé | _____          | _____         |
| _____ % achevé | _____          | _____         |
| _____ % achevé | _____          | _____         |
| _____ % achevé | _____          | _____         |
- e) Dessins de l'ouvrage fini (clause R1010D, Administration des travaux et du contrat)
- Nombre d'exemplaires :

## R - Attribution des marchés immobiliers

support papier    dossiers CDAO    copie mylar  
 \_\_\_\_\_

f) Honoraires proportionnels aux coûts (clause R2000D, Fixation des honoraires)

\_\_\_\_\_ %

g) Honoraires fixes (clause R2000D)

*SERVICES*

HONORAIRES  
FIXES

|                              |    |
|------------------------------|----|
|                              | \$ |
|                              | \$ |
|                              | \$ |
|                              | \$ |
|                              | \$ |
|                              | \$ |
| MAXIMUM DES HONORAIRES FIXES | \$ |

h) Honoraires fondés sur le temps (clause R2000D)

Taux horaires (clause R2000D)

Patrons, cadres et autres membres approuvés du personnel :

de l'heure

|  |    |
|--|----|
|  | \$ |
|  | \$ |
|  | \$ |
|  | \$ |
|  | \$ |
|  | \$ |

Facteurs entrant dans le calcul du coût de la rémunération (clause R2000D)

Autre personnel :

Facteur

|  |  |
|--|--|
|  |  |
|  |  |
|  |  |
|  |  |

Montant(s) maximum payable(s) (clause R2000D)

*SERVICES*

HONORAIRES FONDÉS  
SUR LE TEMPS

|                                            |    |
|--------------------------------------------|----|
|                                            | \$ |
|                                            | \$ |
|                                            | \$ |
|                                            | \$ |
| MAXIMUM DES HONORAIRES FONDÉS SUR LE TEMPS | \$ |

i) Honoraires pour services additionnels (clause R1014D, Services additionnels):

Documents de construction bilingues :

\_\_\_\_\_ \$

Services continus d'inspection du chantier :

\_\_\_\_\_ \$

## R - Attribution des marchés immobiliers

Tous les autres *services* additionnels :

|                                                          |       |    |
|----------------------------------------------------------|-------|----|
| Études préliminaires :                                   | _____ | \$ |
| Frais de coordination :                                  | _____ | \$ |
| Soumissions séquentielles :                              | _____ | \$ |
| <i>Spécialistes conseils</i> :                           | _____ | \$ |
| _____                                                    | _____ | \$ |
| _____                                                    | _____ | \$ |
| _____                                                    | _____ | \$ |
| _____                                                    | _____ | \$ |
| TOTAL DES HONORAIRES POUR <i>SERVICES</i> ADDITIONNELS : | _____ | \$ |

j) Montant maximum payable au titre des débours : (clause R0220D)

|                                                         |       |    |
|---------------------------------------------------------|-------|----|
| Débours pour services de base :                         | _____ | \$ |
| Débours pour services additionnels :                    | _____ | \$ |
| Prime pour assurance supplémentaire : (paragraphe 1.a)) | _____ | \$ |
| TOTAL DES DÉBOURS :                                     | _____ | \$ |

k) Montant maximum payable :

|                                                            |       |    |
|------------------------------------------------------------|-------|----|
| Maximum des honoraires pour <i>services</i> de base :      | _____ | \$ |
| Maximum des honoraires pour <i>services</i> additionnels : | _____ | \$ |
| Maximum des débours :                                      | _____ | \$ |
| Taxe : _____                                               | _____ | \$ |
| TOTAL POUR LA PRÉSENTE ENTENTE :                           | _____ | \$ |

**Remarques : LE TEXTE DE CETTE CLAUSE DOIT FIGURER EN ENTIER DANS LES DOCUMENTS D'ACHAT.** Utiliser la clause suivante dans l'entente de services d'expert-conseil en architecture et en génie - travaux d'ingénierie.

### R2002D (16/02/98) Fixation des honoraires

#### 1. Fixation des honoraires à verser pour les catégories de *services*

Les honoraires à verser à l'*expert-conseil* pour les catégories de *services* décrites dans la présente entente doivent être déterminés selon au moins une des formules suivantes, sauf les honoraires pour l'analyse des stipulations et les études conceptuelles qui sont soit fixes, soit fondés sur les temps, comme il est prévu à la clause R2003D, Particularités de l'entente.

a) Honoraires proportionnels aux coûts

Les honoraires proportionnels aux coûts pour les catégories de services suivantes doivent se calculer comme suit :

- (1) Les honoraires pour l'étape de la conception préliminaire sont égaux au produit du *coût estimatif de construction* préliminaire accepté, établi au terme des études conceptuelles, et du pourcentage précisé à la clause R2003D pour cette étape.
- (2) Les honoraires pour l'étape des documents de construction et d'appel d'offres sont égaux au produit du *coût estimatif de construction* modifié accepté, établi au

## R - Attribution des marchés immobiliers

---

terme de la conception préliminaire, et du pourcentage précisé à la clause R2003D pour cette étape.

- (3) Les honoraires pour l'étape de l'administration des travaux et du contrat pendant la construction sont égaux au produit du prix du marché de construction attribué et du pourcentage précisé à la clause R2003D pour cette étape.
- (4) Les honoraires pour les services de contrôle postérieur à l'exécution sont égaux au produit du prix du marché de construction attribué et pourcentage précisé à la clause R2003D pour cette étape.

b) Honoraires fixes

Les honoraires fixes sont au montant précisé dans la clause R2003D.

c) Honoraires fondés sur le temps

- (1) Les patrons, les cadres et autres employés autorisés à ce titre par le *représentant du Ministère* seront rémunérés au taux horaire précisé dans la clause R2003D
- (2) Les employés approuvés par le *représentant du Ministère* seront rémunérés selon les *coûts de la rémunération* multipliés par les facteurs précisés dans la clause R2003D. Le facteur de multiplication n'est pas appliqué à la partie majorée du temps supplémentaire autorisé inclus dans les *coûts de la rémunération*.
- (3) Heures normales de travail  
Les heures normales de travail quotidiennes des employés, des patrons et des cadres de l'*expert-conseil* sont une période de sept heures et demie (7.5) dans une journée pendant laquelle ils s'occupent effectivement de fournir les *services*.
- (4) Temps de déplacements  
Le temps consacré, pendant les heures normales de travail, aux déplacements liés au projet et autorisés par le *représentant du Ministère* est compris dans le compte des heures de travail. Le temps consacré, à l'extérieur des heures normales de travail, aux déplacements liés au projet et autorisés par le *représentant du Ministère* est imputable jusqu'à un maximum de trois (3) heures par jour, à moins d'avis contraire.
- (5) Montants maximums payables  
Les montants maximums qui s'appliquent aux *services* devant être exécutés à des taux horaires sont prévus à la clause R2003D et ne doivent pas être dépassés sans l'autorisation préalable du *représentant du Ministère*.

### 2. Paiements pour les catégories de *services*

- a) Les paiements d'honoraires proportionnels aux coûts doivent être effectués pendant l'exécution des *services*, d'après les formules indiquées à la clause R2003D.
- b) Les paiements d'honoraires fixes seront versés après l'exécution des *services*, si elle est jugée satisfaisante, mais ces paiements ne dépasseront pas le montant prévu à la clause R2003D pour chaque catégorie de *services*.
- c) Les paiements d'honoraires fondés sur le temps seront versés après l'exécution des *services*, si elle est jugée satisfaisante, mais ces paiements ne dépasseront pas le montant prévu à la clause R2003D pour chaque catégorie de *services*.
- d) Les paiements proportionnels d'honoraires de tous genres seront versés conformément à la clause R0220D, Conditions générales, de la présente entente, mais ne doivent pas dépasser la valeur des honoraires indiquée pour chacune des étapes en question.
- e) Les paiements proportionnels pour l'administration des travaux et du contrat, dans le cas d'honoraires fixes ou proportionnels, peuvent être versés en proportion du pourcentage des travaux de construction achevés et approuvés pour paiement aux termes du contrat de construction.



## R - Attribution des marchés immobiliers

---

- f) Si, à cause de l'*expert-conseil*, on ne peut obtenir un prix par soumission ou négociation à l'intérieur du *plafond du coût de construction*, ou si le prix n'est pas acceptable au *représentant du Ministère* pour l'adjudication du *contrat de construction*, l'*expert-conseil* aura droit seulement au paiement des honoraires jusqu'à concurrence des montants prévus pour l'appel d'offres, l'examen des soumissions et l'adjudication du contrat, jusqu'à ce que les exigences de la clause R0220D aient été remplies.

### 3. Fixation des honoraires à verser pour les *services* additionnels

Les honoraires à verser à l'*expert-conseil* pour les *services* additionnels décrits dans la présente entente sont déterminés de la façon suivante :

\_\_\_\_\_  
\_\_\_\_\_.

### 4. Paiements pour les *services* additionnels

Les paiements d'honoraires pour les *services* additionnels seront versés après l'exécution des *services* additionnels, mais ces paiements ne dépasseront pas le montant prévu à la clause R2003D pour chaque *service* additionnel.

---

**Remarques : LE TEXTE DE CETTE CLAUSE DOIT FIGURER EN ENTIER DANS LES DOCUMENTS D'ACHAT.** Utiliser la clause suivante dans l'entente de services d'expert-conseil en architecture et en génie - travaux d'ingénierie.

#### R2003D (16/02/98) Particularités de l'entente

##### 1. Particularités de l'entente (le cas échéant)

- a) Exigences supplémentaires concernant l'assurance-responsabilité pour ce projet (clause R0220D, Conditions générales) (comme précisé à la clause R0300D, Conditions supplémentaires)

\_\_\_\_\_  
\_\_\_\_\_

Montant de l'assurance \_\_\_\_\_ \$

- b) Dossier d'études conceptuelles (clause R1005D, Analyse et études conceptuelles)

Nombre d'exemplaires :

support papier dossiers CDAO

\_\_\_\_\_

- c) Dossier de l'élaboration de la conception (clause R1006D, Conception préliminaire)

Nombre d'exemplaires :

support papier dossiers CDAO

\_\_\_\_\_

- d) Documents de construction (clause R1008D, Documents, coût estimatif et calendrier)

Nombre d'exemplaires :

support papier dossiers CDAO

pendant l'élaboration

\_\_\_\_\_

lorsque complétés

\_\_\_\_\_

## R - Attribution des marchés immobiliers

e) Dessins de l'ouvrage fini (clause R1010D, Administration des travaux et du contrat)  
 Nombre d'exemplaires :

|                |               |             |
|----------------|---------------|-------------|
| support papier | dossiers CDAO | copie mylar |
| _____          | _____         | _____       |

f) Honoraires proportionnels aux coûts (clause R2002D, Fixation des honoraires)

|                                                       |         |
|-------------------------------------------------------|---------|
| Pour la conception préliminaire                       | _____ % |
| Pour les documents de construction et l'appel d'offre | _____ % |
| Pour l'administration des travaux et du contrat       | _____ % |
| Pour le contrôle postérieur à l'exécution             | _____ % |

g) Honoraires fixes (clause R2002D)

| SERVICES                            | HONORAIRES FIXES |
|-------------------------------------|------------------|
| _____                               | _____ \$         |
| _____                               | _____ \$         |
| _____                               | _____ \$         |
| _____                               | _____ \$         |
| _____                               | _____ \$         |
| _____                               | _____ \$         |
| <b>MAXIMUM DES HONORAIRES FIXES</b> | <b>_____ \$</b>  |

h) Honoraires fondés sur le temps (clause R2002D)

Taux horaires (clause R2002D)

|                                                            |            |
|------------------------------------------------------------|------------|
| Patrons, cadres et autres membres approuvés du personnel : | de l'heure |
| _____                                                      | _____ \$   |
| _____                                                      | _____ \$   |
| _____                                                      | _____ \$   |
| _____                                                      | _____ \$   |
| _____                                                      | _____ \$   |

Facteurs entrant dans le calcul du *coût de la rémunération* (clause R2002D)

|                   |         |
|-------------------|---------|
| Autre personnel : | Facteur |
| _____             | _____   |
| _____             | _____   |
| _____             | _____   |
| _____             | _____   |

Montant(s) maximum payable(s) (clause R2002D)

| SERVICES               | HONORAIRES |
|------------------------|------------|
| FONDÉS SUR<br>LE TEMPS |            |
| _____                  | _____ \$   |
| _____                  | _____ \$   |
| _____                  | _____ \$   |

## R - Attribution des marchés immobiliers

|                                                                                         |  |                 |
|-----------------------------------------------------------------------------------------|--|-----------------|
|                                                                                         |  | \$              |
| _____                                                                                   |  | \$              |
| _____                                                                                   |  | \$              |
| _____                                                                                   |  | \$              |
| _____                                                                                   |  | \$              |
| MAXIMUM DES HONORAIRES FONDÉS SUR LE TEMPS                                              |  | _____ \$        |
|                                                                                         |  |                 |
| i) Honoraires pour <i>services</i> additionnels (clause R1014D, Services additionnels.) |  |                 |
| Documents de construction bilingues :                                                   |  | _____ \$        |
| Services continus d'inspection du chantier :                                            |  | _____ \$        |
| Tous les autres services additionnels :                                                 |  |                 |
| Études préliminaires :                                                                  |  | _____ \$        |
| Frais de coordination :                                                                 |  | _____ \$        |
| Soumissions séquentielles :                                                             |  | _____ \$        |
| Spécialistes conseils :                                                                 |  |                 |
| _____                                                                                   |  | \$              |
| _____                                                                                   |  | \$              |
| _____                                                                                   |  | \$              |
| _____                                                                                   |  | \$              |
| _____                                                                                   |  | \$              |
| _____                                                                                   |  | \$              |
| <b>TOTAL DES HONORAIRES POUR SERVICES ADDITIONNELS :</b>                                |  | <b>_____ \$</b> |
|                                                                                         |  |                 |
| j) Montant maximum payable au titre des débours : (clause R0220D)                       |  |                 |
| Débours pour les catégories de <i>services</i>                                          |  | _____ \$        |
| Débours pour <i>services</i> additionnels                                               |  | _____ \$        |
| Prime pour assurance supplémentaire (paragraphe 1a) ci-dessus)                          |  | _____ \$        |
| <b>TOTAL DES DÉBOURS :</b>                                                              |  | <b>_____ \$</b> |
|                                                                                         |  |                 |
| k) Montant maximum payable : (clause R0412D, Clause de l'entente)                       |  |                 |
| Maximum des honoraires pour catégories de <i>services</i> :                             |  | _____ \$        |
| Maximum des honoraires pour <i>services</i> additionnels :                              |  | _____ \$        |
| Maximum des débours :                                                                   |  | _____ \$        |
| Taxe : _____                                                                            |  | _____ \$        |
| <b>TOTAL POUR LA PRÉSENTE ENTENTE :</b>                                                 |  | <b>_____ \$</b> |

**Remarques : LE TEXTE DE CETTE CLAUSE DOIT FIGURER EN ENTIER DANS LES DOCUMENTS D'ACHAT.** Utiliser la clause suivante dans l'entente de services d'expert-conseil en architecture et en génie - services généraux

**R2006D (16/02/98) Fixation des honoraires**

**1. Fixation des honoraires à verser pour les *services* requis**

Les honoraires à verser à l'*expert-conseil* pour les *services* requis décrits dans la présente entente sont déterminés selon au moins une des formules suivantes :

## R - Attribution des marchés immobiliers

---

a) Honoraires proportionnels aux coûts

La méthode de calcul des honoraires totaux pour les *services* requis reconnaît la variabilité du *coût estimatif de construction* selon la progression du projet. Les honoraires de base pour les *services* requis du projet seront déterminés selon la formule suivante :

Montant égal à « H » x « A »  
« H » étant les honoraires proportionnels prévus à la clause R2007D, Particularités de l'entente,  
et « A » étant le *coût estimatif de construction*  
ou « A » étant le *prix adjudgé du contrat de construction*.

La méthode de calcul est la suivante : \_\_\_\_\_

b) Honoraires fixes

Les honoraires fixes sont au(x) montant(s) précisé(s) dans la clause R2007D.

c) Honoraires fondés sur le temps

(1) Les patrons, les cadres et autres employés autorisés à ce titre par le *représentant du Ministère* seront rémunérés au taux horaire précisé dans la clause R2007D

(2) Les employés approuvés par le *représentant du Ministère* seront rémunérés selon les *coûts de la rémunération* multipliés par les facteurs précisés dans la clause R2007D. Le facteur de multiplication n'est pas appliqué à la partie majorée du temps supplémentaire autorisé inclus dans les coûts de la rémunération.

(3) Heures normales de travail  
Les heures normales de travail quotidiennes des employés, des patrons et des cadres de l'*expert-conseil* sont une période de sept heures et demie (7.5) dans une journée pendant laquelle ils s'occupent effectivement de fournir les *services*.

(4) Temps de déplacements  
Le temps consacré, pendant les heures normales de travail, aux déplacements liés au projet et autorisés par le *représentant du Ministère* est compris dans le compte des heures de travail. Le temps consacré, à l'extérieur des heures normales de travail, aux déplacements liés au projet et autorisés par le *représentant du Ministère* est imputable jusqu'à un maximum de trois (3) heures par jour, à moins d'avis contraire.

(5) Montants maximums payables  
Les montants maximums qui s'appliquent aux *services* requis devant être exécutés à des taux horaires sont prévus à la clause R2007D et ne doivent pas être dépassés sans l'autorisation préalable du *représentant du Ministère*.

### 2. Étapes des paiements

a) Les paiements d'honoraires proportionnels aux coûts doivent être effectués pendant l'exécution des *services* requis, d'après les formules suivantes : \_\_\_\_\_

b) Les paiements d'honoraires fixes seront versés après l'exécution des *services*, si elle est jugée satisfaisante, mais ces paiements ne dépasseront pas le montant prévu à la clause R2007D pour chaque *service* requis.

c) Les paiements d'honoraires fondés sur le temps seront versés après l'exécution des *services*, si elle est jugée satisfaisante, mais ces paiements ne dépasseront pas le montant prévu à la clause R2007D pour chaque *service* requis.

d) Les paiements proportionnels d'honoraires de tous genres seront versés conformément à la clause R0220D, Conditions générales, de la présente entente, mais ne doivent pas dépasser la valeur des honoraires indiquée pour chacun des *services* requis en question.

## R - Attribution des marchés immobiliers

**Remarques : LE TEXTE DE CETTE CLAUSE DOIT FIGURER EN ENTIER DANS LES DOCUMENTS D'ACHAT.** Utiliser la clause suivante dans l'entente de services d'expert-conseils en architecture et en génie - services généraux.

**R2007D (16/02/98) Particularités de l'entente**

1. Particularités de l'entente (le cas échéant)

- a) Exigences supplémentaires concernant l'assurance-responsabilité pour ce projet (comme précisé à la clause R0300D, Conditions supplémentaires)

\_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_

Montant de l'assurance \_\_\_\_\_ \$

|  | Documents pour les <i>services</i> requis<br>Documents | N° d'exemplaires<br>support papier | dossiers CDAO |
|--|--------------------------------------------------------|------------------------------------|---------------|
|  | _____                                                  | _____                              | _____         |
|  | _____                                                  | _____                              | _____         |
|  | _____                                                  | _____                              | _____         |
|  | _____                                                  | _____                              | _____         |
|  | _____                                                  | _____                              | _____         |

- c) Honoraires proportionnels aux coûts (clause R2006D, Fixation des honoraires)

\_\_\_\_\_ %

- d) Honoraires fixes (clause R2006D)

*SERVICES*

*HONORAIRES FIXES*

|                              |    |
|------------------------------|----|
| _____                        | \$ |
| _____                        | \$ |
| _____                        | \$ |
| _____                        | \$ |
| _____                        | \$ |
| _____                        | \$ |
| _____                        | \$ |
| _____                        | \$ |
| MAXIMUM DES HONORAIRES FIXES | \$ |

- e) Honoraires fondés sur le temps (clause R2006D)

Taux horaires (clause R2006D)

Patrons, cadres et autres membres approuvés du personnel

de l'heure

|       |    |
|-------|----|
| _____ | \$ |
| _____ | \$ |
| _____ | \$ |
| _____ | \$ |
| _____ | \$ |
| _____ | \$ |

Facteurs entrant dans le calcul du *coût de la rémunération* (clause R2006D)

Autre personnel

Facteur

## R - Attribution des marchés immobiliers

|       |                                                                                      |                                |
|-------|--------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------------|
|       |                                                                                      |                                |
|       |                                                                                      |                                |
|       |                                                                                      |                                |
|       |                                                                                      |                                |
|       | Montant(s) maximum payable(s) (clause R2006D)                                        |                                |
| TEMPS | <i>SERVICES</i>                                                                      | HONORAIRES<br>FONDÉS SUR<br>LE |
|       |                                                                                      | \$                             |
|       |                                                                                      | \$                             |
|       |                                                                                      | \$                             |
|       |                                                                                      | \$                             |
|       |                                                                                      | \$                             |
|       |                                                                                      | \$                             |
|       |                                                                                      | \$                             |
|       |                                                                                      | \$                             |
|       | MAXIMUM DES HONORAIRES FONDÉS SUR LE TEMPS                                           | \$                             |
| f)    | Honoraires pour <i>services</i> additionnels (clause R1016, Services additionnels)   |                                |
|       | Documents bilingues                                                                  | \$                             |
|       | Services continus d'inspection du chantier                                           | \$                             |
|       | <b>TOTAL DES HONORAIRES POUR SERVICES ADDITIONNELS</b>                               | <b>\$</b>                      |
| g)    | Montant maximum payable au titre des débours : (clause R0220D, Conditions générales) |                                |
|       | Débours                                                                              | \$                             |
|       | Prime pour assurance supplémentaire : (paragraphe 1.a) ci-haut                       | \$                             |
|       | <b>TOTAL DES DÉBOURS</b>                                                             | <b>\$</b>                      |
| h)    | Montant maximum payable                                                              |                                |
|       | Maximum des honoraires pour les <i>services</i> requis                               | \$                             |
|       | Maximum des honoraires pour <i>services</i> additionnels                             | \$                             |
|       | Maximum des débours                                                                  | \$                             |
|       | Taxe _____                                                                           | \$                             |
|       | <b>TOTAL POUR LA PRÉSENTE ENTENTE</b>                                                | <b>\$</b>                      |

**Remarques :** Utiliser la clause suivante dans l'entente de services d'expert-conseil en architecture et en génie - ouverte.

**R2008D (16/02/98) Fixation des honoraires**

**1. Fixation des honoraires à verser pour les *services***

- a) Les honoraires et débours sont payables seulement lorsque l'*expert-conseil* a fourni tous les *services* prévus dans l'engagement de services.

## R - Attribution des marchés immobiliers

---

- b) Le Canada verse à l'*expert-conseil*, pour l'exécution des *services* prévus dans l'engagement de services, un montant calculé selon l'une ou plusieurs des méthodes suivantes, lesquelles sont précisées dans l'engagement de services.
- (1) Honoraires proportionnels aux coûts  
Honoraires établis selon un pourcentage convenu du *coût estimatif de construction* approuvé, payés suivant les modalités exposées dans l'engagement de services.
  - (2) Honoraires fixes  
Honoraires fixes convenus correspondant au montant total payable pour les *services* exécutés conformément à l'engagement de services.
  - (3) Honoraires fondés sur le temps
    - (i) Les patrons, les cadres et autres employés autorisés à ce titre par le *représentant du Ministère* seront rémunérés au taux horaire précisé dans l'engagement de services;
    - (ii) Les employés approuvés par le *représentant du Ministère* seront rémunérés selon les *coûts de la rémunération* multipliés par les facteurs précisés dans l'engagement de services. Le facteur de multiplication n'est pas appliqué à la partie majorée du temps supplémentaire autorisé inclus dans les *coûts de la rémunération*;
    - (iii) Heures normales de travail  
Les heures normales de travail quotidiennes des employés, des patrons et des cadres de l'*expert-conseil* correspondent à sept heures et demie (7.5) dans une journée au cours de laquelle ils s'occupent effectivement de fournir les *services*;
    - (iv) Temps de déplacement  
Le temps consacré, pendant les heures normales de travail, aux déplacements liés au projet et autorisés par le *représentant du Ministère* est compris dans le compte des heures de travail. Le temps consacré, en dehors des heures normales de travail, aux déplacements liés au projet et autorisés par le *représentant du Ministère* est imputable jusqu'à un maximum de trois (3) heures par jour, à moins d'avis contraire;
    - (v) Montants maximums payables  
Les montants maximums qui s'appliquent aux *services* devant être exécutés à des taux horaires sont prévus dans l'engagement de services et ne doivent pas être dépassés sans l'autorisation préalable du *représentant du Ministère*.
- 

**Remarques : LE TEXTE DE CETTE CLAUSE DOIT FIGURER EN ENTIER DANS LES DOCUMENTS D'ACHAT.** Utiliser la clause suivante dans l'entente de services d'expert-conseil en architecture et en génie - ouverte.

**R2009D (16/02/98) Particularités de l'entente**

**1. Particularités de l'entente (le cas échéant)**

- a) Exigences supplémentaires concernant l'assurance responsabilité professionnelle pour les *services* inclus dans cette entente (clause R0220D, Conditions générales) sont comme précisées dans l'engagement de services.
- b) Montant maximum payable  
Le montant maximum payable par le Canada, conformément à la présente entente, en incluant les divers débours, ne peut pas dépasser la somme totale de \_\_\_\_\_ \$, sans l'autorisation préalable du *représentant du Ministère*.

## R - Attribution des marchés immobiliers

---

---

### Remarques :

#### **R2110T (16/12/05) Instructions générales aux soumissionnaires - travaux secondaires**

- IG 1 Documents de soumission et formant le contrat
- IG 2 Demandes de renseignements pendant la durée de l'invitation à soumissionner
- IG 3 Approbation des matériaux de remplacement
- IG 4 Langue de la soumission et des documents du contrat
- IG 5 Établissement et dépôt de la soumission
- IG 6 Modalités de signature et identité ou capacité civile du soumissionnaire
- IG 7 Numéro d'entreprise - approvisionnement
- IG 8 Dépôt de la soumission par télécopieur
- IG 9 Révision des soumissions
- IG 10 Acceptation de la soumission
- IG 11 Renseignements supplémentaires
- IG 12 Négociations
- IG 13 Irrégularités mineures
- IG 14 Respect des lois applicables
- IG 15 Frais municipaux de mise en valeur des immobilisations
- IG 16 Taxe sur les produits et services ou taxe de vente harmonisée
- IG 17 Taxe de vente du Québec
- IG 18 Attestations quant aux honoraires conditionnels
- IG 19 Déchets dangereux
- IG 20 État des matériaux
- IG 21 Formulaire Rapport d'évaluation du rendement de l'entrepreneur (FRERE)

#### **IG 1 (2005-12-16) Documents de soumission et du contrat**

1. Figurent dans la liste suivante les documents de soumission et du contrat :
  - a) Page de couverture de l'invitation à soumissionner;
  - b) Instructions générales aux soumissionnaires;
  - c) Instructions supplémentaires aux soumissionnaires, s'il y a lieu;
  - d) Le formulaire de soumission et d'acceptation et tous les appendices qui y sont joints;
  - e) Page de couverture du contrat;
  - f) Conditions générales du contrat;
  - g) Justes salaires et heures de travail - Conditions de travail, si le montant total de l'offre est égal ou supérieur à 30 000 \$;
  - h) Échelle de justes salaires pour les contrats fédéraux de construction, si le montant total de l'offre est égal ou supérieur à 30 000 \$;
  - i) Toutes les annexes diffusées avant l'heure et la date fixées pour la clôture de l'invitation à soumissionner;
  - j) Plans et devis ou portée des travaux.
2. Les documents énumérés ci-après sont intégrés par renvoi dans l'invitation à soumissionner et font partie intégrante de cette invitation et du contrat :
  - a) Instructions générales aux soumissionnaires - travaux secondaires, R2110T (2005-12-16);
  - b) Conditions générales du contrat, y compris les documents suivants :



## R - Attribution des marchés immobiliers

---

- (i) CG 1 - Dispositions générales, R2210D (2003-12-12);
  - (ii) CG 2 - Administration du contrat, R2220D (2004-05-14);
  - (iii) CG 3 - Exécution des travaux, R2230D (2003-12-12);
  - (iv) CG 4 - Protection, santé et sécurité, R2240D (2003-12-12);
  - (v) CG 5 - Modalités de paiement, R2250D (2004-12-10);
  - (vi) CG 6 - Changements dans les travaux, R2260D (2003-12-12);
  - (vii) CG 7 - Défaut, suspension des travaux ou résiliation du contrat, R2270D (2003-12-12);
  - (viii) CG 8 - Règlements des différends, R2280D (2004-12-10);
  - (ix) CG 9 - Indemnisation et assurance, R2290D (2003-12-12);
- c) Justes salaires et heures de travail - Conditions de travail, R0203D (2004-05-14);
- d) Échelles de justes salaires pour les contrats fédéraux de construction
3. En déposant une offre, le soumissionnaire déclare en avoir pris connaissance et confirme qu'il s'engage à en respecter les conditions.
4. À l'exception des Échelles de justes salaires pour les contrats fédéraux de construction, les documents intégrés par renvoi sont reproduits dans le guide des *Clauses et conditions uniformisées d'achat* publié par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC), et disponible sur le site Web de TPSGC à l'adresse suivante :  
<http://sacc.tpsgc.gc.ca/sacc/index-f.jsp>.
5. On peut consulter les échelles de justes salaires pour les contrats fédéraux de construction sur le site Web situé à l'adresse suivante :  
<http://www.hrsdc.gc.ca/asp/passerelle.asp?hr=fr/pt/ot/ntemt/js/echelle.shtml&hs=cgp>. Les soumissionnaires devraient noter que si un contrat leur est attribué, ils devront afficher dans un endroit pratique et facile d'accès, dans leur établissement de travail, une copie de l'Échelle de justes salaires applicable à leur établissement et des Justes salaires et heures de travail - Conditions de travail.
6. Les soumissionnaires doivent déposer leur offre auprès de l'Unité de réception des soumissions, à l'adresse indiquée sur la page couverture de l'invitation à soumissionner.

### **IG 2 (2003-12-12) Demandes de renseignements pendant la durée de l'invitation à soumissionner**

1. Sauf en ce qui concerne l'approbation des différents matériaux selon les modalités décrites à l'alinéa IG 3.1, toutes les autres demandes de renseignements se rapportant à la soumission doivent être adressées par écrit à l'autorité contractante dont le nom est indiqué sur la page de couverture du devis, et ce, le plus rapidement possible avant la date de clôture de l'invitation à soumissionner. Les demandes de renseignements doivent être déposées au plus tard cinq (5) jours civils avant la date fixée pour la date de clôture de l'invitation à soumissionner, afin de prévoir un délai suffisant pour y donner suite. Il se peut qu'on ne puisse pas répondre aux demandes de renseignements déposées après ce délai.
2. On pourra adresser à l'agent de négociation des contrats les demandes de renseignements portant sur ce marché avant la date fixée pour la clôture de l'invitation à soumissionner principale afin d'obtenir des lignes directrices à caractère général. L'agent de négociation des contrats et le représentant du ministère examineront la teneur de ces demandes de renseignements et décideront s'il faut ou non publier une annexe pour les documents de soumission.
3. Afin d'assurer l'uniformité et la qualité des renseignements fournis aux soumissionnaires, l'agent de négociation des contrats adressera simultanément sous forme d'addenda, à tous les soumissionnaires auxquels on aura envoyé les documents de soumission, tous les renseignements se rapportant aux demandes de renseignements importantes déposées et les réponses y donnant suite, en respectant l'anonymat.
4. Toutes les demandes de renseignements et autres communications transmises avant la date de clôture doivent être adressées EXCLUSIVEMENT à l'agent de négociation des contrats dont le nom est indiqué sur la première page du devis. À défaut de respecter cette exigence pendant la durée de l'invitation à soumissionner, votre soumission pourrait être éliminée pour cette raison seulement.

### **IG 3 (2003-12-12) Approbation des matériaux de remplacement**

## R - Attribution des marchés immobiliers

---

Dans les cas où l'on précise des matériaux en fonction d'une appellation ou d'une marque de commerce ou du nom du fabricant ou du fournisseur, la soumission doit être basée sur l'utilisation des matériaux désignés. Pendant la période de l'appel d'offres, on pourra considérer des matériaux de remplacement à la condition que l'agent des contrats reçoive par écrit des données techniques complètes au moins dix (10) jours ouvrables avant la date fixée pour la clôture des soumissions. Si on approuve des matériaux de remplacement pour les besoins de la soumission, on publiera un addendum aux documents d'appel d'offres.

### **IG 4 (2003-12-12) Langue de la soumission et des documents du contrat**

Les soumissionnaires pourront demander les documents de soumission dans l'une ou l'autre des deux langues officielles du Canada (à savoir, le français ou l'anglais).

### **IG 5 (2003-12-12) Établissement et dépôt de la soumission**

1. La soumission doit :
  - a) être présentée sur le formulaire de soumission et d'acceptation prévu dans les documents de soumission et formant le contrat ou sur une copie claire et lisible de ce formulaire; la copie doit être identique en tous points au formulaire de soumission et d'acceptation visé à l'article IG 1;
  - b) s'inspirer des documents de soumission et formant le contrat énumérés à l'article IG 1;
  - c) être établie exactement et en tous points;
  - d) porter la signature originale d'un fondé de pouvoirs constitué en bonne et due forme du soumissionnaire dans la zone prévue à cette fin dans la page de couverture;
  - e) être accompagnée de tous les autres documents précisés ailleurs dans l'invitation à soumissionner, lorsqu'on précise que ces documents doivent accompagner la soumission.
2. Sous réserve de l'article IG 13, toute modification apportée aux sections déjà traitées ou imprimées du formulaire de soumission et d'acceptation ou toute condition ou restriction ajoutée à la soumission constituera une cause directe de rejet.
3. Si le Tableau des prix unitaires du formulaire de soumission et d'acceptation ne comprend pas de catégories de main-d'oeuvre, d'installation ou de matériaux, d'unité de mesure et de quantité estimative, on doit inscrire le montant de la somme forfaitaire à soumettre dans la zone prévue à l'article OA 5 de ce formulaire.
4. Si le Tableau des prix unitaires indique des catégories de main-d'oeuvre, d'installation et de matériaux, des unités de mesure et des quantités estimatives dans le formulaire de soumission et d'acceptation, il faut inscrire un prix unitaire pour chaque article, multiplier le prix unitaire par la quantité estimative correspondante, indiquer la réponse dans la colonne Prix total estimatif par rapport à chaque article et additionner les prix de la colonne Prix total estimatif pour obtenir le montant total des prix unitaires pour la partie des prix unitaires des travaux. Ce montant doit être transcrit dans la partie inférieure du tableau des prix unitaires, à l'article OA 6 de ce formulaire.
5. Sous réserve de l'article IG 13, la soumission remplie et signée en bonne et due forme doit être déposée dans une enveloppe cachetée et être transmise à l'adresse indiquée sur la page de couverture pour le dépôt des soumissions. La soumission doit être déposée au plus tard à l'heure et à la date visées pour la clôture de l'invitation à soumissionner.
6. Sauf indication contraire dans les documents de soumission et du contrat, le montant de la soumission doit être exprimé en dollars canadiens.
7. Avant de déposer sa soumission, le soumissionnaire doit s'assurer que les renseignements suivants sont reproduits ou dactylographiés clairement sur l'enveloppe renfermant sa soumission :
  - a) le numéro de l'invitation à soumissionner;
  - b) l'heure et la date de clôture de l'invitation.
8. Il appartient exclusivement au soumissionnaire de s'assurer de déposer sa soumission à l'adresse indiquée sur la page de couverture. TPSGC ne pourra assumer cette responsabilité, ni se la faire

## R - Attribution des marchés immobiliers

---

attribuer. Le soumissionnaire est responsable des risques et des conséquences causés par le dépôt de sa soumission à la mauvaise adresse.

9. Le soumissionnaire doit taper ou reproduire visiblement sa dénomination sociale et son adresse professionnelle dans les zones prévues à cette fin dans le formulaire de soumission et d'acceptation pour sa dénomination sociale et son adresse professionnelle complètes, respectivement.
10. Le soumissionnaire ne doit rien inscrire sur la page de couverture dans les zones portant la mention « (Réservé au Ministère ) ».

### **IG 6 (2003-12-12) Modalités de signature et identité ou capacité civile du soumissionnaire**

1. Le signataire autorisé doit apposer sa signature dans l'espace prévu à cette fin sur la page de couverture de l'invitation à soumissionner.
2. Pour confirmer le pouvoir des signataires et de manière à déterminer la capacité civile en vertu de laquelle il entend conclure un marché, le soumissionnaire qui exerce ses activités commerciales sous un nom autre que son nom personnel doit, avant l'attribution du contrat, fournir, à la demande du Canada, une preuve satisfaisante de
  - a) ce pouvoir de signature;
  - b) la capacité civile en vertu de laquelle il exerce ses activités commerciales.

Il peut s'agir, comme preuve du pouvoir de signature, d'une copie certifiée conforme d'une résolution nommant le ou les signataires autorisés à signer la présente soumission au nom de la compagnie constituée en personne morale ou de la société de personnes et, comme preuve de la capacité civile, d'une copie des documents d'incorporation ou de l'enregistrement d'un nom commercial d'un propriétaire unique, d'une raison sociale (appellation commerciale) ou de la constitution d'une société.

### **IG 7 (2004-05-14) Numéro d'entreprise - approvisionnement**

1. Afin de s'acquitter de ses fonctions d'approvisionnement, le gouvernement du Canada se sert du numéro d'entreprise - approvisionnement (NEA) pour identifier une entreprise et ses secteurs, divisions ou bureaux, le cas échéant. Le NEA est établi à partir du numéro d'entreprise de l'Agence du revenu du Canada.
2. Toutes les entreprises canadiennes devront avoir un NEA avant de se voir attribuer un contrat par TPSGC. Les entreprises non canadiennes sont fortement encouragées à obtenir un NEA.
3. Les entreprises peuvent s'inscrire pour obtenir un NEA du système Données d'inscription des fournisseurs en se rendant au site Web de Contrats Canada : <http://contratscanada.gc.ca>.
4. Pour s'inscrire autrement que par Internet, communiquer avec la LigneInfo de Contrats Canada au 1-800-811-1148 ou (819) 956-3440 dans la Région de la capitale nationale afin d'obtenir le numéro de téléphone de l'agent d'inscription des fournisseurs le plus près de vous.

### **IG 8 (2003-12-12) Dépôt de la soumission par télécopieur**

1. Sauf indication contraire ailleurs dans les documents de soumission et formant le contrat :
  - a) le soumissionnaire peut déposer par télécopieur le formulaire de soumission et d'acceptation et la page de couverture remplis exactement et en bonne et due forme;
  - b) si le soumissionnaire dépose son offre par télécopieur, il doit faire parvenir à l'adresse indiquée sur la page de couverture un exemplaire imprimé du formulaire de soumission et d'acceptation, avec l'original de sa signature sur la page de couverture de l'invitation à soumissionner, dans le délai de deux (2) jours ouvrables suivant la date de clôture de l'invitation à soumissionner et indiquer, dans ce formulaire, la mention « CONFIRMATION ».
2. Si le soumissionnaire décide de déposer son offre par télécopieur, le Canada ne sera pas responsable des lacunes attribuables à des problèmes de transmission ou de réception de la télécopie, notamment :

## R - Attribution des marchés immobiliers

---

- a) la réception d'une offre embrouillée ou incomplète;
- b) la disponibilité ou l'état du télécopieur de réception;
- c) l'incompatibilité entre le télécopieur d'envoi et le télécopieur de réception;
- d) un retard dans la transmission ou la réception de l'offre;
- e) le fait que le soumissionnaire n'a pas bien identifié son offre;
- f) l'illisibilité de l'offre;
- g) la protection des données confidentielles de l'offre.

### IG 9 (2003-12-12) Révision des soumissions

1. Une soumission présentée conformément aux présentes instructions peut être révisée par lettre ou par télécopie, pourvu que la révision soit reçue au bureau désigné pour la remise des soumissions au plus tard à la date et à l'heure limites de clôture des soumissions. Le document doit :
  - a) porter l'en-tête de lettre ou la signature du soumissionnaire;
  - b) pour la partie de la soumission concernant le prix forfaitaire, préciser clairement le montant de la révision en cours. Le total global de toutes les révisions présentées, y compris de celle en cours, doit être indiqué séparément;
  - c) pour la partie de la soumission concernant le prix unitaire, préciser clairement la ou les modifications au(x) prix unitaire(s) et le ou les articles auxquels s'applique chaque modification. Si une révision doit s'appliquer à un article particulier dont le prix a déjà été modifié, il faut alors indiquer séparément, en plus du montant de la révision en cours, le total global de toutes les révisions présentées, y compris de celle en cours, pour cet article.
2. Une lettre ou une télécopie visant à confirmer une révision antérieure doit clairement porter la mention « CONFIRMATION SEULEMENT ». Si on reçoit une révision qui ne porte pas cette mention, le montant qui y est noté sera déduit des prix indiqués dans la soumission à prix unitaires ou forfaitaires ou ajouté à ces prix, selon le cas, à la condition de respecter les exigences exposées au paragraphe IG 8.1.
3. Si des dispositions ci-dessus ne sont pas respectées, la ou les révisions irrecevables seulement sera/seront rejetée(s). L'évaluation portera sur la soumission initiale déposée de même que sur toutes les autres révisions recevables.

### IG 10 (2003-12-12) Acceptation de la soumission

1. Le Canada n'est tenu d'accepter aucune soumission, même la plus basse.
2. Sans limiter la portée générale du paragraphe IG 10.1, le Canada peut rejeter toute soumission selon une évaluation défavorable des éléments suivants :
  - a) le caractère suffisant du prix soumis pour permettre de réaliser les travaux, dans le cas des soumissions proposant des prix unitaires, quant à savoir si chaque élément de prix tient fidèlement compte du coût de l'exécution de la tranche des travaux à laquelle ce prix s'applique;
  - b) la question de savoir si le soumissionnaire possède la structure de gestion, le personnel compétent, l'expérience et l'équipement nécessaires pour exécuter les travaux avec compétence dans le cadre du contrat;
  - c) le rendement du soumissionnaire dans le cadre d'autres contrats.
3. Dans l'évaluation du rendement du soumissionnaire dans le cadre d'autres contrats conformément au paragraphe IG 10.2, le Canada peut tenir compte, notamment, des questions suivantes :
  - a) l'efficacité et la qualité d'exécution des travaux du soumissionnaire;
  - b) la mesure dans laquelle le soumissionnaire a exécuté les travaux conformément aux clauses et aux conditions du contrat.
4. Le Canada peut rejeter une soumission dans l'un ou l'autre des cas suivants :

## R - Attribution des marchés immobiliers

---

- a) Le soumissionnaire ou l'un de ses employés ou sous-traitants visé dans la soumission a été reconnu coupable en vertu de l'article 121 (« Fraudes envers le gouvernement » et « l'Entrepreneur qui souscrit à une caisse électorale »), 124 (« Achat ou vente d'une charge ») ou 418 (« Vente d'approvisionnements défectueux à Sa Majesté ») du *Code criminel*;
  - b) les privilèges permettant au soumissionnaire de présenter des soumissions ont été suspendus ou sont en voie de le devenir;
  - c) les privilèges permettant à tout employé ou sous-traitant visé dans la soumission de présenter des soumissions sont soumis à une suspension ou sont en voie de le devenir, ce qui rendrait l'employé ou le sous-traitant inadmissible à soumissionner pour les travaux ou pour à la tranche des travaux que le sous-traitant ou l'employé doit exécuter;
  - d) dans le cadre de transactions actuelles ou antérieures avec le gouvernement du Canada :
    - (i) le soumissionnaire déclare faillite ou ne peut, pour quelque motif que ce soit, exercer ses activités pour une durée prolongée;
    - (ii) des preuves de fraude, de corruption ou de fausse déclaration ou des preuves confirmant l'incapacité de respecter des lois protégeant les personnes contre toute forme de discrimination ont été déposées à la satisfaction de Sa Majesté à l'égard du soumissionnaire, de l'un quelconque de ses employés ou d'un sous-traitant visé dans sa soumission;
    - (iii) le ministre a exercé ou est en voie d'exercer le recours contractuel lui permettant de retirer les travaux au soumissionnaire, à un sous-traitant ou à un employé visé dans la soumission; ou
    - (iv) le Canada détermine que le rendement du soumissionnaire dans le cadre d'autres marchés est suffisamment médiocre pour qu'on le considère incapable de mener à bien les travaux faisant l'objet de la soumission.
5. Dans les cas où le Canada a l'intention de rejeter une soumission conformément au paragraphe IG 10.4 pour des motifs distincts de ceux exposés à l'alinéa IG 10.4 b), le ministre le fait savoir au soumissionnaire et lui donne un délai de dix (10) jours civils pour faire valoir son point de vue, avant de rendre une décision définitive sur le rejet de la soumission.

### IG 11 (2003-12-12) Renseignements supplémentaires

Avant l'attribution du contrat, le représentant ministériel pourra demander au soumissionnaire qui aura déposé la soumission conforme la moins-disante de présenter des renseignements supplémentaires relativement à sa soumission. Il décrira intégralement, dans un avis transmis par écrit, la nature des renseignements à fournir, l'importance des détails à déposer et le délai à respecter pour fournir ces renseignements. À défaut de fournir les renseignements demandés, le soumissionnaire verra sa soumission rejetée.

### IG 12 (2003-12-12) Négociations

- 1 Si le prix de la soumission conforme la moins-disante est supérieur au montant du financement que le Canada a affecté à la phase de la construction des travaux :
- a) de 15 p. 100 ou moins, le Canada devra, à sa seule et entière discrétion :
    - (i) soit annuler l'appel d'offres;
    - (ii) soit obtenir un financement supplémentaire et, sous réserve des dispositions de l'article IG 9, attribuer le contrat au soumissionnaire qui déposera la soumission conforme la moins-disante;
    - (iii) soit réviser la portée des travaux en conséquence et négocier, avec le soumissionnaire qui déposera la soumission conforme la moins-disante, une réduction correspondante du prix offert;
  - b) de plus de 15 p. 100, le Canada devra, à sa seule et entière discrétion :

## R - Attribution des marchés immobiliers

---

- (i) soit annuler l'appel d'offres;
  - (ii) soit obtenir un financement supplémentaire et, sous réserve des dispositions de l'article IG 9, attribuer le contrat au soumissionnaire qui déposera la soumission conforme la moins-disante;
  - (iii) soit réviser la portée des travaux en conséquence et inviter les soumissionnaires qui auront déposé des soumissions conformes pour donner suite à l'appel d'offres lancé à l'origine à déposer de nouvelles soumissions pour les travaux.
2. Si on tient des négociations ou qu'on lance un nouvel appel d'offres selon les modalités prévues dans le sous-alinéa IG 12.1 a)(iii) ou b)(iii), les soumissionnaires devront faire appel aux sous-traitants et aux fournisseurs auxquels ils prévoyaient de faire appel dans leurs soumissions d'origine.
3. Si le Canada décide de négocier une réduction du prix offert selon les modalités prévues dans le sous-alinéa 12.1 a)(iii) et qu'il ne parvient pas à s'entendre avec le soumissionnaire dans les négociations, il devra exercer l'une des options visées dans les sous-alinéas 12.1 a)(i) ou(ii).

### **IG 13 (2003-12-12) Irrégularités mineures**

Nonobstant les autres dispositions de ces Instructions générales aux soumissionnaires, le Canada peut ignorer les irrégularités mineures contenues dans les soumissions qu'il reçoit s'il détermine que les différences entre la soumission et les exigences énoncées dans les documents de soumission et le contrat peuvent être corrigées ou ignorées sans qu'un préjudice ne soit causé aux autres soumissionnaires.

### **IG 14 (2003-12-12) Respect des lois applicables**

1. En présentant une soumission, l'entrepreneur atteste qu'il a la capacité juridique de conclure un contrat et qu'il possède l'ensemble des licences, des permis, des inscriptions, des certificats, des déclarations, des documents ou des autres autorisations valables et nécessaires pour respecter l'ensemble des lois et des règlements fédéraux, provinciaux et municipaux qui s'appliquent à la présentation de la soumission et à l'établissement du contrat attribué pour l'exécution des travaux.
2. Pour confirmer l'attestation du paragraphe IG 14.1, le soumissionnaire doit, sur demande, adresser dans un avis écrit, fournir une copie de chaque licence, permis, inscription, attestation, déclaration, dépôt ou autre autorisation valides indiqués dans la demande, tout en respectant le délai établi pour la présentation de ces documents.
3. Le non-respect des exigences exprimées au paragraphe IG 14.2 donnera lieu au rejet de la soumission.

### **IG 15 (2003-12-12) Frais municipaux de mise en valeur des immobilisations**

Seuls les frais et les droits se rapportant directement au traitement et à la délivrance des permis de construire et d'inspecter devront être inclus dans la soumission. Les soumissionnaires ne doivent pas tenir compte, dans le montant de leur soumission, des frais pour les travaux spéciaux de mise en valeur ou de réaménagement des municipalités ou des autres frais ou droits que l'administration compétente pourra compter avant de délivrer des permis de construction ou d'inspection.

### **IG 16 (2004-05-14) Taxe sur les produits et services ou taxe de vente harmonisée**

Les soumissionnaires ne doivent pas inclure de montant pour tenir compte de la taxe sur les produits et services (TPS) ou la taxe de vente harmonisée (TVH). Tout montant devant être perçu relativement à la TPS et la TVH sera facturé séparément sur les demandes de paiement progressif soumises par l'entrepreneur. Le montant de ces taxes sera alors versé à l'entrepreneur, en plus du montant approuvé par le représentant ministériel pour les travaux effectués aux termes du contrat, et ne changera donc rien le montant du contrat. L'entrepreneur devra, pour sa part, payer à l'Agence du revenu du Canada les sommes exigées, conformément à la loi.

### **IG 17 (2003-12-12) Taxe de vente du Québec**

Le gouvernement fédéral est exempté de la taxe de vente du Québec (TVQ). Les soumissionnaires ne doivent pas inclure, dans leur soumission, toutes les sommes correspondant à la taxe sur les produits et services fournis dans l'exécution des travaux, à l'exception des sommes pour lesquelles on ne peut se

## R - Attribution des marchés immobiliers

---

prévaloir d'un remboursement de taxe d'intrant. Les soumissionnaires doivent s'adresser directement à la province de Québec afin de recouvrer toutes les TVQ acquittées par eux dans l'exécution du marché.

### IG 18 (2003-12-12) Attestations quant aux honoraires conditionnels

1. En déposant cette soumission, l'entrepreneur atteste qu'il n'a pas versé ni convenu de verser, directement ou indirectement, des honoraires conditionnels relativement à la négociation ou à l'obtention du présent contrat ou à toute demande ou démarche liée au présent contrat, à nul autre qu'un employé remplissant les fonctions habituelles liées à son poste.
2. Tous les comptes et dossiers se rapportant au versement d'honoraires ou de toute autre rémunération relativement à l'obtention ou à la négociation du contrat ou à toute demande ou démarche liée au présent contrat pourront être vérifiés par le Canada à la discrétion du ministre.
3. Si l'entrepreneur fait une fausse déclaration aux termes de la présente section ou ne respecte par les obligations précisées dans le présent document, le ministre pourra soit retirer à l'entrepreneur les travaux qui lui avaient été confiés conformément aux dispositions du contrat, soit recouvrer, de l'entrepreneur, par une réduction du prix du contrat ou autrement, le montant total des honoraires conditionnels.
4. Les définitions suivantes s'appliquent à la présente section :
  - a) « honoraires conditionnels » : tout paiement ou autre forme de rémunération, qui est subordonné au degré de succès ou calculé en fonction du degré de succès obtenu en rapport à l'obtention d'un marché gouvernemental, à la négociation d'une partie ou de la totalité des conditions de ce marché ou à toute demande ou démarche reliée au marché;
  - b) « employé(e) » : toute personne avec qui l'entrepreneur a une relation d'employeur à employé;
  - c) « personne » : comprend un particulier ou un groupe, une corporation, une société, une organisation et une association et, sans limiter la portée générale de ce qui précède, tout particulier qui est tenu de fournir au directeur une déclaration en vertu de l'article 5 de la *Loi sur l'enregistrement des lobbyistes*, L.R. (1985), ch. 44 (4<sup>e</sup> suppl.), et de toute modification qui pourrait lui être apportée de temps à autre.

### IG 19 (2003-12-12) Déchets dangereux

Tous les produits fournis aux établissements de travail de TPSGC doivent respecter la *Loi sur les produits dangereux* et le *Règlement sur les produits contrôlés*. On a mis en oeuvre, dans le cadre des lois fédérales et provinciales, le Système d'information sur les matières dangereuses utilisées au travail, qui oblige les fournisseurs de matières dangereuses à fournir des étiquettes adéquates et des fiches techniques à titre de conditions pour la vente et l'importation des matières.

### IG 20 (2003-12-12) État des matériaux

Sauf indication contraire ailleurs dans le contrat, les matériaux fournis doivent être neufs et correspondre à la version la plus récente des dessins, des devis, de la portée des travaux ou des numéros de pièce applicables et en vigueur à la date de clôture de l'invitation à soumissionner.

### IG 21 (2005-12-16) Formulaire Rapport d'évaluation du rendement de l'entrepreneur (FRERE)

Le ministre évaluera le rendement de l'entrepreneur pendant la réalisation des travaux et au moment de leur achèvement. Cette évaluation portera sur la qualité de l'exécution des travaux, les délais d'exécution et la gestion globale des travaux par l'entrepreneur en fonction du niveau d'effort exigé de la part des employés du Canada dans l'administration du contrat. Si le rendement de l'entrepreneur est jugé insatisfaisant, les privilèges lui permettant de présenter des soumissions dans le cadre de travaux ultérieurs pourront être suspendus indéfiniment. Une version électronique du formulaire PWGSC-TPSGC 2913, SELECT - Formulaire du rapport d'évaluation du rendement de l'expert-conseil, utilisé pour évaluer le rendement est disponible sur le site Web de TPSGC : <http://www.tpsgc.gc.ca/acquisitions/text/forms/forms-f.html>.

## R - Attribution des marchés immobiliers

---

**R2110T (10/12/04) Instructions générales aux soumissionnaires - travaux secondaires**

A partir du 16/12/05, cette clause est remplacée par R2110T.

---

**Remarques : LE TEXTE DE CETTE CLAUSE DOIT FIGURER EN ENTIER DANS LES DOCUMENTS D'ACHAT.**

**R2205D (12/12/03) Conditions générales (travaux secondaires) - Table des matières**

**R2210D CG 1 - Dispositions générales**

CG 1.1 Définition  
CG 1.2 Contrat  
CG 1.3 Cession  
CG 1.4 Sous-traitance  
CG 1.5 Délais de rigueur  
CG 1.6 Lois et règlements applicables  
CG 1.7 Publicité  
CG 1.8 Membres de la Chambre des communes et anciens titulaires de charge publique  
CG 1.9 Sanctions internationales  
CG 1.10 Statut de l'entrepreneur  
CG 1.11 Sécurité nationale  
CG 1.12 Autonomie des dispositions

**R2220D CG 2 - Administration du contrat**

CG 2.1 Droits et obligations du représentant ministériel  
CG 2.2 Surintendant et ouvriers de l'entrepreneur  
CG 2.3 Non-discrimination dans l'embauche et dans l'emploi de la main-d'oeuvre  
CG 2.4 Registres à tenir par l'entrepreneur  
CG 2.5 Avis

**R2230D CG 3 - Exécution des travaux**

CG 3.1 Matériaux, outillage et biens immobiliers devenus propriété du Canada  
CG 3.2 Coopération avec d'autres entrepreneurs  
CG 3.3 Utilisation des travaux et déblaiement du site

**R2240D CG 4 - Protection, santé et sécurité**

CG 4.1 Matériaux, outillage et biens immobiliers fournis par le Canada  
CG 4.2 Sécurité de la construction

**R2250D CG 5 - Modalités de paiement**

CG 5.1 Définitions  
CG 5.2 Paiement - Dispositions générales  
CG 5.3 Achèvement  
CG 5.4 Paiements partiels  
CG 5.5 Paiements - Durée des travaux de 30 jours ou moins  
CG 5.6 Paiements - Durée des travaux de plus de 30 jours  
CG 5.7 Intérêts sur les comptes en souffrance  
CG 5.8 Paiement en cas de résiliation  
CG 5.9 Détermination du prix  
CG 5.10 Réclamations contre l'entrepreneur et un sous-traitant

**R2260D CG 6 - Changements dans les travaux**

CG 6.1 Changements dans les travaux



## R - Attribution des marchés immobiliers

---

CG 6.2 Changements dans les conditions du sol et retards du Canada

CG 6.3 Prolongation de délai

### **R2270D CG 7 - Défaut, suspension des travaux ou résiliation du contrat**

CG 7.1 Travaux retirés à l'entrepreneur

CG 7.2 Effet du retrait des travaux à l'entrepreneur

CG 7.3 Suspension des travaux

CG 7.4 Résiliation du contrat

### **R2280D CG 8 - Règlement des différends**

CG 8.1 Interprétation

CG 8.2 Consultation et coopération

CG 8.3 Pouvoirs du représentant ministériel

CG 8.4 Négociation

CG 8.5 Médiation

GC 8.6 Confidentialité

GC 8.7 Règlement

Annexe A - Règles pour la médiation des différends portant sur les contrats de construction

### **R2290D CG 9 - Indemnisation et assurance**

CG 9.1 Indemnisation

---

### **R2210D (16/06/06) CG 1 - Dispositions générales**

#### **CG 1.1 Définition**

« Canada » Sa Majesté la Reine du chef du Canada;

« certificat définitif d'achèvement » Le certificat délivré par le représentant ministériel lorsque les travaux sont terminés;

« certificat définitif de mesurage » Le certificat délivré par le représentant ministériel indiquant les quantités autorisées, les prix unitaires et les montants totaux concernant l'ouvrage exécuté, l'outillage utilisé et les matériaux fournis par l'entrepreneur dans le cadre de l'exécution de la partie des travaux à laquelle s'applique une entente à prix unitaires;

« contrat » La page de couverture, les instructions aux soumissionnaires, le formulaire de soumission et d'acceptation et les annexes qui y sont jointes, les plans et devis ou l'énoncé des travaux, les conditions générales, les conditions de travail et, si le prix contractuel est égal ou supérieur à 30 000 \$, les annexes relatives aux justes salaires, tous les addenda publiés avant la date limite de réception des soumissions et toute directive donnée par le représentant ministériel en vertu du contrat;

« entrepreneur » La personne avec laquelle le Canada conclut un contrat pour l'exécution des travaux;

« matériaux » L'ensemble des biens, des articles, des accessoires et des éléments à fournir en conformité avec le contrat, pour être intégrés dans les travaux;

« ministre » Le ministre des Travaux publics et des Services gouvernementaux et une personne agissant pour lui ou, si la charge est sans titulaire, à sa place, ainsi que ses successeurs et son ou leurs adjoints ou représentants dûment nommés aux fins du contrat;

« outillage » Les outils, instruments, machines, véhicules, ouvrages, équipements, articles et éléments, autres que les matériaux et les outils habituellement fournis par les travailleurs de métier dans l'exercice de leurs fonctions, qui sont nécessaires à l'exécution du contrat;

« personne » S'entend notamment, à moins que le contrat ne stipule le contraire, d'une société de personnes, d'une entreprise à propriétaire unique, d'une firme, d'une coentreprise, d'un consortium et d'une personne morale;

## R - Attribution des marchés immobiliers

---

« prix contractuel » Le prix visé à la clause SA3 du formulaire de soumission et d'acceptation lorsque la soumission a été acceptée et signée au nom du Canada;

« représentant ministériel » La personne désignée spécifiquement par écrit par le ministre ou en son nom au moment de l'attribution du contrat, notamment la personne autorisée spécifiquement par le représentant ministériel à agir en son nom;

« sous-traitant » Une personne qui conclut un marché directement avec l'entrepreneur pour l'exécution d'une partie ou de parties des travaux ou pour la fourniture de matériaux particuliers aux fins de l'exécution des travaux;

« travaux » Tout ce que l'entrepreneur doit faire, fournir, livrer ou accomplir pour l'exécution du contrat, conformément à celui-ci.

### CG 1.2 Contrat

1. Dans les documents formant le contrat, le singulier s'entend du pluriel, et inversement, selon le contexte.
2. Les documents formant le contrat sont complémentaires et ce qui est exigé par l'un est présumé être exigé par tous.
3. Les rubriques figurant dans les documents de soumission et dans le contrat, à l'exception des plans et devis, n'en font pas partie mais n'ont pour but que d'en faciliter la consultation.
4. Dans l'interprétation du contrat, en cas de contradiction ou de divergence entre les plans et devis ou l'énoncé des travaux et les conditions générales, ces dernières prévalent.
5. Dans l'interprétation des plans et devis, en cas de contradiction ou de divergence entre :
  - a) les plans et les devis, ces derniers prévalent;
  - b) les plans, les plans tracés à l'échelle la plus grande prévalent;
  - c) les dimensions exprimées en chiffres et les dimensions à l'échelle, les dimensions exprimées en chiffres prévalent.
6. Les dates ultérieures seront prépondérantes dans chacune des catégories de documents ci-dessus.

### CG 1.3 Cession

Le présent contrat ne peut être cédé sans le consentement écrit du Ministre.

### CG 1.4 Sous-traitance

1. L'entrepreneur
  - a) ne peut sous-traiter l'ensemble des travaux;
  - b) ne peut sous-traiter une partie des travaux sans le consentement écrit du représentant ministériel;
  - c) s'assure que tous les contrats de sous-traitance conclus à quelque niveau que ce soit contiennent toutes les modalités du contrat qui peuvent s'appliquer à juste titre.

### CG 1.5 Délais de rigueur

Les délais sont de rigueur dans le contrat.

### CG 1.6 Lois et règlements applicables

1. L'entrepreneur se conforme à toutes les dispositions législatives et réglementaires fédérales, provinciales, territoriales ou municipales qui s'appliquent à l'exécution des travaux.
2. À moins de disposition différente du contrat, l'entrepreneur obtient tous les permis et détient toutes les attestations et licences exigées pour l'exécution des travaux.

## R - Attribution des marchés immobiliers

---

3. Le représentant ministériel peut demander à l'entrepreneur de lui fournir la preuve qu'il se conforme à toutes les dispositions législatives et réglementaires applicables et qu'il détient tous les permis, attestations et licences voulus. L'entrepreneur fournit cette preuve dans le délai indiqué dans la demande ou stipulé dans le contrat.

### CG 1.7 Publicité

L'entrepreneur n'installe pas et ne permet pas qu'on installe des enseignes ou des panneaux publicitaires et ne tient pas de cérémonie publique relativement aux travaux sans la permission du représentant ministériel.

### CG 1.8 Membres de la Chambre des communes et anciens titulaires de charge publique

1. Aucun membre de la Chambre des communes n'est admis à participer au contrat ni à aucun avantage en découlant.
2. Aucun ancien titulaire de charge publique qui ne se conforme pas aux dispositions relatives à l'après-mandat du Code régissant la conduite des titulaires de charge publique en ce qui concerne les conflits d'intérêts et l'après-mandat ne peut retirer d'avantage direct du contrat.

### CG 1.9 Sanctions internationales

1. Les personnes et les entreprises au Canada sont liées par les sanctions économiques imposées par le Canada. En conséquence, le gouvernement du Canada ne peut accepter la livraison d'aucun bien ou service provenant, directement ou indirectement, d'un ou plusieurs pays assujettis aux sanctions économiques. Les détails relatifs aux sanctions actuellement en vigueur peuvent être vus à l'adresse suivante : <http://www.dfait-maeci.gc.ca/trade/sanctions-fr.asp>.
2. Une condition essentielle de ce contrat est que l'entrepreneur ne fournisse pas au gouvernement canadien un bien ou un service assujetti aux sanctions économiques.
3. En vertu de la loi, l'entrepreneur doit se conformer aux modifications apportées au règlement imposé pendant la durée du contrat. Si, dans le cadre de l'exécution des travaux, l'entrepreneur est dans l'impossibilité d'appliquer le contrat parce qu'on a imposé des sanctions à un pays ou à une personne ou qu'on a ajouté des biens ou des services à la liste des biens ou des services sanctionnés, il pourra demander la résiliation du contrat conformément à l'article CG 7.4.

### CG 1.10 Statut de l'entrepreneur

L'entrepreneur est retenu à titre d'entrepreneur indépendant à la seule fin d'exécuter les travaux. Ni l'entrepreneur ni ses employés ne sont des employés, des préposés ou des mandataires du Canada. L'entrepreneur est tenu d'effectuer toutes les déductions et tous les versements exigés par la loi relativement à ses employés, notamment aux fins des régimes de pension du Canada ou du Québec, de l'assurance-chômage, de l'indemnisation des accidents du travail et de l'impôt sur le revenu.

### CG 1.11 Sécurité nationale

1. Si le Ministre estime que la sécurité nationale le requiert, il peut ordonner à l'entrepreneur
  - a) de lui fournir tout renseignement sur des personnes engagées ou devant l'être aux fins du contrat; et
  - b) de retirer des travaux et de leur emplacement toute personne dont l'emploi peut en l'occurrence, de l'avis du Ministre, comporter un risque pour la sécurité nationale.
2. Les contrats que l'entrepreneur pourra conclure avec les personnes qui seront affectées à l'exécution des travaux, doivent contenir des dispositions qui lui permettront de s'acquitter de toute obligation qui lui incombe en vertu de l'article CG 2.2.
3. L'entrepreneur doit obéir à tout ordre donné par le Ministre suivant le paragraphe 1.

### CG 1.12 Autonomie des dispositions

Toute disposition du contrat qu'un tribunal compétent juge invalide, illégale ou non susceptible d'exécution est dissociée du contrat, et les autres dispositions du contrat demeurent en vigueur et applicables.

## R - Attribution des marchés immobiliers

---

---

**R2210D (12/12/03) CG 1 - Dispositions générales**

A partir du 16/06/06, cette clause est remplacée par R2210D.

---

---

**R2220D (14/05/04) CG2 - Administration du contrat**

### **CG 2.1 Droits et obligations du représentant ministériel**

1. Le représentant ministériel :
  - a) accès aux travaux en tout temps;
  - b) décide des questions concernant ce qui a été fait ou ce que l'entrepreneur est tenu de faire;
  - c) décide des questions concernant l'acceptabilité de la qualité ou de la quantité de l'ouvrage, de l'outillage ou des matériaux utilisés aux fins de l'exécution des travaux;
  - d) décide des questions relatives au calendrier des travaux.

### **CG 2.2 Surintendant et ouvriers de l'entrepreneur**

Pendant toute la durée des travaux, l'entrepreneur garde sur le site des travaux un surintendant compétent et des ouvriers qualifiés. Si le représentant ministériel estime que le surintendant ou les ouvriers ne sont pas acceptables en raison de leur incompétence ou de leur mauvaise conduite, ces derniers sont retirés du site des travaux et remplacés sans délai.

### **CG 2.3 Non-discrimination dans l'embauche et dans l'emploi de la main-d'oeuvre**

1. Dans la présente clause, le terme « personne » comprend l'entrepreneur, ses sous-traitants, ses fournisseurs et leurs employés, mandataires, concessionnaires et invités respectifs, ainsi que toute autre personne à qui on a donné accès au site des travaux.
2. L'entrepreneur ne peut refuser d'employer une personne ni commettre un acte discriminatoire à l'égard d'une personne en raison :
  - a) de sa race, de son origine nationale, de sa couleur, de sa religion, de son âge, de son sexe ou de son état civil;
  - b) de la race, de l'origine nationale, de la couleur, de la religion, de l'âge, du sexe ou de l'état civil d'une personne liée ou associée à cette personne;
  - c) d'une plainte déposée ou de renseignements communiqués par cette personne ou relativement à celle-ci au regard d'un manquement allégué de l'entrepreneur aux alinéas 3. a) et 3. b) de l'article CG 2.3.
3. Sans limiter les dispositions des conditions de travail :
  - a) dans les deux (2) jours ouvrables suivant la réception d'une plainte écrite alléguant une contravention aux conditions de travail ou au paragraphe 2 de l'article CG 2.3, sur le site des travaux, l'entrepreneur :
    - (i) fait donner une directive écrite à la personne ou aux personnes nommées par le plaignant, les enjoignant de cesser tous les actes qui ont donné lieu à la plainte;

## R - Attribution des marchés immobiliers

---

- (ii) envoie, par courrier recommandé, une copie de la plainte et de la directive écrite visée au sous-alinéa 3. a)(i) de l'article CG 2.3 au représentant ministériel;
  - (iii) envoie une copie de la plainte au directeur compétent du ministère des Ressources humaines et du Développement des compétences indiqué dans les conditions de travail.
- b) l'entrepreneur :
  - (i) dans les vingt-quatre (24) heures suivant la réception d'une directive du représentant ministériel à cet effet, fait sortir du site des travaux la ou les personnes soupçonnées par ce dernier de contrevenir aux conditions de travail ou au paragraphe 2 de l'article CG 2.3;
  - (ii) au plus tard trente (30) jours après la réception de la directive visée au sous-alinéa 3. b)(i) de l'article CG 2.3, fait en sorte que les mesures nécessaires pour qu'il soit remédié à la contravention décrite dans la directive soient entreprises.
- 4. Si la directive est donnée conformément à l'alinéa 3. b) de l'article CG 2.3, le Canada peut retenir des fonds qui sont dus et payables à l'entrepreneur ou régler par compensation en vertu du contrat, selon le cas, un montant représentant la somme des coûts et du paiement visés aux paragraphes 5 et 6 respectivement de l'article CG 2.3. Le Canada n'est pas tenu de payer des intérêts sur les sommes ainsi retenues en vertu du paragraphe 4 de l'article CG 2.3.
- 5. Si l'entrepreneur ne se conforme pas au sous alinéa 3. b)(ii) de l'article CG 2.3, le représentant ministériel prend les mesures nécessaires pour :
  - a) qu'il soit remédié à la contravention;
  - b) déterminer les frais supplémentaires encourus par le Canada.
- 6. Le Canada peut verser directement au plaignant les sommes dues et payables à l'entrepreneur sur présentation par le plaignant :
  - a) d'une sentence arbitrale écrite rendue en application de la *Loi sur l'arbitrage commercial* (fédérale), L.R.C. (1985), ch. C-34.6;
  - b) d'une décision écrite rendue en application de la *Loi canadienne sur les droits de la personne*, L.R.C. (1985), ch. H-6;
  - c) d'une décision écrite rendue en application des lois provinciales ou territoriales sur les droits de la personne; or
  - d) d'un jugement prononcé par un tribunal compétent.
- 7. Si le représentant ministériel est d'avis que l'entrepreneur a contrevenu à l'article CG 2.3, le ministre peut lui retirer les travaux conformément à l'article CG 7.1.

### CG 2.4 Registres à tenir par l'entrepreneur

- 1. À compter de la conclusion du contrat, l'entrepreneur tient des registres complets relativement aux travaux et les conserve intacts pendant deux (2) ans à compter de la date de la délivrance du certificat définitif d'achèvement ou, si aucun certificat semblable n'est délivré, jusqu'au paiement de la facture finale. Sur demande du représentant ministériel, l'entrepreneur permet à toute personne agissant pour le compte du Canada de faire des copies de ces registres, de les vérifier ou de les inspecter.
- 2. L'entrepreneur fait en sorte que tous les sous-traitants ainsi que toutes les autres personnes ou entités qui participent directement ou indirectement aux travaux se conforment au paragraphe 1 de l'article CG 2.4.

### CG 2.5 Avis

Tout avis est donné par écrit et est remis en mains propres ou transmis par messenger, par courrier recommandé ou régulier, par télécopieur ou par tout autre moyen électronique qui permet d'en avoir une copie papier, à l'adresse du destinataire indiquée dans le contrat ou à la dernière adresse figurant sur un

## R - Attribution des marchés immobiliers

---

avis envoyé à l'expéditeur conformément à la présente clause. L'avis prend effet le jour de sa réception à cette adresse ou quatre (4) jours suivant la date de son envoi, selon le premier terme atteint.

---

**R2220D** (12/12/03) **CG2 - Administration du contrat**

A partir du 14/05/04, cette clause est remplacée par R2220D.

---

**R2230D** (12/12/03) **CG3 - Exécution des travaux**

### **CG 3.1 Matériaux, outillage et biens immobiliers devenus propriété du Canada**

1. Tous les matériaux et outillage achetés ou utilisés aux fins des travaux deviennent la propriété du Canada. Ils ne peuvent être utilisés qu'aux fins des travaux et ne peuvent être enlevés du site des travaux que si le représentant ministériel estime qu'ils ne sont plus nécessaires.
2. L'entrepreneur est responsable de toute perte ou de tout dommage causé aux matériaux et à l'outillage qui sont la propriété du Canada en vertu du présent article.

### **CG 3.2 Coopération avec d'autres entrepreneurs**

1. L'entrepreneur coopère pleinement avec les autres entrepreneurs ou ouvriers affectés au site des travaux par le représentant ministériel.
2. Si, au moment de la conclusion du contrat, l'entrepreneur ne pouvait pas raisonnablement prévoir l'affectation au site des travaux d'autres entrepreneurs ou ouvriers et
  - a) qu'il engage des frais additionnels pour se conformer au paragraphe 1 de l'article CG 3.2;
  - b) qu'il donne un avis écrit de sa réclamation pour les frais additionnels dans les dix (10) jours suivant la date de l'affectation des autres entrepreneurs ou ouvriers au site des travaux;

le Canada devra payer à l'entrepreneur un supplément calculé conformément à l'article CG 5.9.

### **CG 3.3 Utilisation des travaux et déblaiement du site**

1. L'entrepreneur garde le site des travaux propre, sans rebuts ni débris, pendant toute la durée du contrat.
2. Avant que le représentant ministériel délivre le certificat définitif d'achèvement ou approuve le paiement de la facture finale, l'entrepreneur enlève du site des travaux tous les matériaux, l'outillage, les machines de construction, l'équipement, les rebuts et les débris.
3. Si les travaux touchent des parties occupées d'un édifice, l'entrepreneur veille à ce que les services fournis dans cet édifice ne soient pas interrompus et à ce que toutes les personnes devant entrer dans l'édifice puissent le faire en toute sécurité.
4. Sans restreindre les garanties implicites ou explicites de la loi ou du contrat, l'entrepreneur rectifie, sur avis du représentant ministériel et à ses propres frais, toutes les déficiences qui se manifestent dans les travaux dans les douze (12) mois suivant la date de la délivrance du certificat définitif d'achèvement conformément au paragraphe 1 de l'article CG 5.3 ou, si un tel certificat n'est pas délivré, suivant la date de l'émission du chèque représentant le paiement final, selon le cas.

## R - Attribution des marchés immobiliers

---

5. L'avis visé au paragraphe 4 de l'article CG 3.3 doit être établi par écrit et doit indiquer en jours le délai dans lequel la défectuosité ou le vice doit être corrigé.
6. L'entrepreneur doit transférer et céder au Canada, aux sous-traitants, aux fabricants ou aux fournisseurs les garanties prolongées ou autres, sous-entendues ou imposées par la loi ou reproduites dans les documents constituant le contrat et portant sur les périodes supérieures aux douze (12) mois précisés ci-dessus. Les garanties visées dans les présentes ne devront pas dépasser la période de douze (12) mois pendant laquelle l'entrepreneur doit corriger les défectuosités ou les vices qui sont constatés dans l'ouvrage ou qui sont portés à l'attention du ministre.
7. L'entrepreneur doit fournir à l'ingénieur, avant la délivrance du certificat définitif d'achèvement, la liste de toutes les garanties prolongées et autres visées au paragraphe 6 de l'article CG 3.3.

---

**R2240D (12/12/03) CG4 - Protection, santé et sécurité**

### **CG 4.1 Matériaux, outillage et biens immobiliers fournis par le Canada**

L'entrepreneur est responsable de toutes les pertes et de tous les dommages, à l'exception de l'usure normale, causés aux biens du Canada par l'exécution des travaux, même s'ils sont attribuables à des causes indépendantes de sa volonté.

### **CG 4.2 Sécurité de la construction**

L'entrepreneur est responsable de la santé et de la sécurité de toutes les personnes ayant accès au site des travaux. Il lui incombe de veiller à ce que des inspections, des précautions et des programmes en matière de sécurité soient entrepris, maintenus et contrôlés relativement à l'exécution des travaux, conformément à la législation relative à la santé et à la sécurité en vigueur dans la province où les travaux sont exécutés.

---

**R2250D (10/12/04) CG5 - Modalités de paiement**

### **CG 5.1 Définitions**

Les définitions qui suivent s'appliquent à la présente clause :

« période de paiement » Une période de trente (30) jours consécutifs ou tout autre délai plus long convenu par l'entrepreneur et le représentant ministériel.

« dû et payable » Se dit d'un montant qui doit être versé par le Canada à l'entrepreneur en conformité avec les modalités du contrat.

« en souffrance » Se dit d'un montant qui demeure impayé le lendemain du jour où il est dû et payable.

« date de paiement » La date du titre négociable d'un montant dû et payable par le Receveur général du Canada et émis aux fins de paiement.

« entente à prix fixe » La partie du contrat qui prévoit le versement d'une somme globale pour l'exécution des travaux visés.

« entente à prix unitaires » La partie du contrat qui prévoit que le paiement pour l'exécution des travaux visés est égal au produit de la multiplication d'un prix unitaire par un nombre d'unités de mesure d'une catégorie.

« tableau des prix unitaires » Le tableau contenu dans le formulaire de soumission et d'acceptation.

## R - Attribution des marchés immobiliers

---

« taux d'escompte moyen » La moyenne arithmétique simple du taux d'escompte en vigueur chaque jour, à 16 h, heure normale de l'Est, pour le mois civil précédant celui au cours duquel le paiement est fait, et « taux d'escompte » s'entend du taux d'intérêt, fixé de temps à autre par la Banque du Canada, qui représente le taux minimum auquel elle consent des avances à court terme aux membres de l'Association canadienne des paiements.

« durée des travaux » Le nombre de jours civils nécessaires pour achever les travaux, du lendemain de la réception, par l'entrepreneur, du contrat signé par toutes les parties jusqu'au jour où le représentant ministériel vérifie les travaux pour s'assurer qu'ils ont été exécutés de manière satisfaisante.

### CG 5.2 Paiement - Dispositions générales

1. Avant que le Canada doive assumer son obligation en vertu du paragraphe CG 5.4.4, du paragraphe CG 5.5.1 et des paragraphes CG 5.6.1 et CG 5.6.2, l'entrepreneur doit avoir établi et remis, au représentant ministériel, une déclaration solennelle conformément aux modalités décrites au paragraphe CG 5.2.2.
2. La déclaration solennelle est faite dans une forme acceptable pour le Canada. L'entrepreneur y déclare qu'il s'est conformé à toutes les obligations des lois à l'égard des ouvriers et aux conditions de travail, le cas échéant, et qu'il s'est acquitté de toutes les obligations des lois à l'égard des sous-traitants et des fournisseurs relativement aux travaux en vertu du contrat.
3. Un paiement fait par le Canada en application de la présente clause ne constitue pas une preuve que les travaux sont satisfaisants ou conformes au contrat.
4. Le retard du Canada à faire un paiement en application de l'article CG 5.2 ne constitue pas un manquement au contrat.
5. Sans limiter le droit de compensation ou de déduction conféré expressément ou implicitement par la loi ou par le contrat, le Canada peut retenir des sommes payables à l'entrepreneur en vertu du contrat tout montant qui lui est payable par l'entrepreneur en vertu du contrat ou d'un autre marché.
6. Aucun paiement additionnel n'est fait en cas de retard si celui-ci est attribuable à des causes sur lesquelles l'entrepreneur aurait pu agir.
7. Sauf si les présentes conditions générales le prévoient, le montant payable à l'entrepreneur en vertu du contrat n'est ni augmenté ni réduit du fait d'une augmentation ou d'une réduction du coût de l'ouvrage causée par une hausse du coût de l'ouvrage, de l'outillage ou des matériaux. Le prix contractuel est rajusté d'un montant égal à la hausse ou à la baisse du coût pour l'entrepreneur, déterminé par suite d'un examen détaillé des registres de celui-ci, dans les cas où la modification d'une taxe, d'un droit, notamment de douane, ou de frais similaires imposés en application des lois sur la taxe de vente ou d'accise du gouvernement du Canada ou des lois d'une province ou d'un territoire qui a une incidence sur le coût des travaux pour l'entrepreneur survient :
  - a) soit après la date de présentation de la soumission de l'entrepreneur;
  - b) soit après la date de la dernière modification, si la soumission de l'entrepreneur a été modifiée.

### CC 5.3 Achèvement

1. Si la durée des travaux excède trente (30) jours, un certificat définitif d'achèvement est remis à l'entrepreneur le jour où les travaux sont achevés et où l'entrepreneur s'est conformé au contrat et à tous les ordres et directives donnés en vertu de celui-ci, le tout à la satisfaction du représentant ministériel.
2. Si le contrat est, en totalité ou en partie, une entente à prix unitaires, le représentant ministériel remet, en même temps que le certificat définitif d'achèvement, un certificat définitif de mesurage énonçant les quantités autorisées utilisées ou employées relativement aux catégories et aux unités indiquées dans le tableau des prix unitaires visé à l'article OA 6, Tableau des prix unitaires, du formulaire de soumission et d'acceptation, tel que modifié, ce certificat liant l'entrepreneur et le Canada.
3. Si la durée des travaux est de trente (30) jours ou moins, le représentant ministériel remet un avis écrit à l'entrepreneur confirmant qu'il a achevé avec succès les travaux, une fois que ce dernier



## R - Attribution des marchés immobiliers

---

s'est conformé au contrat et à tous les ordres et directives donnés en vertu de celui-ci, le tout à la satisfaction du représentant ministériel.

### CG 5.4 Paiements partiels

1. Si la durée des travaux excède trente (30) jours, l'entrepreneur a droit de recevoir des paiements partiels sur présentation d'une demande de paiement partiel dans une forme approuvée par le représentant ministériel.
2. À l'expiration d'une période de paiement, l'entrepreneur remet au représentant ministériel :
  - a) une demande de paiement partiel écrite qui décrit pleinement toute partie des travaux qui a été achevée et toute partie des matériaux qui a été livrée sur le site des travaux mais qui n'a pas été incorporée aux travaux pendant la période de paiement visée par la demande de paiement partiel;
  - b) une déclaration solennelle complétée et signée conformément au paragraphe CG 5.2.2;
  - c) dans le cas de la demande initiale de paiement partiel et de la demande de paiement final, une preuve acceptable de l'observation des dispositions législatives relatives à l'indemnisation des accidents du travail qui s'appliquent au site des travaux.
3. Au plus tard dix (10) jours après avoir reçu une demande de paiement partiel présentée conformément au paragraphe CG 5.4.2, le représentant ministériel délivre un rapport provisoire, dont il remet une copie à l'entrepreneur, qui indique la valeur de la partie des travaux et des matériaux décrite dans la demande de paiement partiel qui, selon lui, est conforme au contrat et n'a pas été incluse dans un rapport provisoire antérieur.
4. Au plus tard trente (30) jours après que le représentant ministériel a reçu une demande de paiement partiel présentée correctement et les pièces justificatives, le Canada paie à l'entrepreneur un montant égal à 90 p. 100 de la valeur indiquée dans le rapport provisoire.

### CG 5.5 Paiements - Durée des travaux de 30 jours ou moins

1. Après vérification par le représentant ministériel et sous réserve de l'article CG 5.4, le paiement de la facture de l'entrepreneur représentant la valeur des travaux achevés de manière satisfaisante est fait dans les trente (30) jours suivant la réception, par le représentant ministériel, de cette facture et de la déclaration solennelle visée au paragraphe CG 5.2.2, de même que dans les annexes ou mises à jour de ces annexes, conformément aux modalités précisées ailleurs dans le contrat.
2. Si, dans les quinze (15) jours de la réception de la facture visée au paragraphe CG 5.5.1, le représentant ministériel demande des renseignements additionnels, le délai de paiement de trente (30) jours court à compter de la réception des renseignements demandés.

### CG 5.6 Paiements - Durée des travaux de plus de 30 jours

1. Dans le cas d'une entente à prix fixe, le Canada paie à l'entrepreneur un montant égal à 90 p. 100 de la partie des travaux achevés de manière satisfaisante et 90 p. 100 du prix des matériaux livrés sur le site des travaux, mais non encore incorporés, pendant la période de paiement visée par le paiement partiel. Un paiement partiel est égal à 90 p. 100 :
  - a) du prix contractuel, plus;
  - b) le total des augmentations et des réductions du prix contractuel prévues par les présentes conditions générales ou convenues par l'entrepreneur et le représentant ministériel, moins;
  - c) le total de tous les montants versés précédemment pour les travaux exécutés de manière satisfaisante en vertu du contrat, moins;
  - d) le total de tous les montants retenus sur les paiements partiels précédents, moins;
  - e) un montant estimé par le représentant ministériel, égal au coût de la réalisation du reste des travaux et de la correction des défauts connues, moins;

## R - Attribution des marchés immobiliers

---

- f) le total des montants payables au Canada ou à un réclamant par l'entrepreneur ou des frais et des dommages réclamés par eux à l'entrepreneur.
2. Dans le cas d'une entente à prix unitaires, le Canada paie à l'entrepreneur un montant égal à 90 p. 100 de la quantité réelle de chaque catégorie d'ouvrage exécuté, d'outillage utilisé et de matériaux fournis sur le site des travaux pendant la période de paiement visée par le paiement partiel. Le représentant ministériel se réserve le droit d'augmenter ou de réduire les quantités indiquées par l'entrepreneur s'il y a un écart entre les quantités indiquées dans la facture de l'entrepreneur et celles figurant dans les registres tenus au site des travaux. Un paiement partiel est égal à 90 p. 100 du total :
- a) du produit de la multiplication de la quantité réelle de chaque catégorie d'ouvrage exécuté, d'outillage utilisé et de matériaux fournis sur le site des travaux pendant la période de paiement, par;
- b) dans chaque cas, le prix unitaire correspondant, la taxe sur les produits et services/taxe de vente harmonisée (TPS/TVH) en sus, indiqué dans le tableau des prix unitaires, moins;
- c) le total des montants payables au Canada ou à un réclamant par l'entrepreneur ou des frais et des dommages réclamés par eux à l'entrepreneur.
3. Sous réserve des paragraphes CG 5.6.4, CG 5.6.5 et CG 5.6.6, le représentant ministériel et l'entrepreneur peuvent, par entente écrite, modifier un prix unitaire indiqué dans le tableau des prix unitaires relativement à une catégorie d'ouvrage, d'outillage ou de matériaux, pourvu que le certificat définitif de mesurage montre que la quantité autorisée de la catégorie d'ouvrage exécuté, d'outillage utilisé ou de matériaux fournis par l'entrepreneur pour exécuter les travaux :
- a) est inférieure à 85 p. 100 de la quantité estimée;
- b) est supérieure à 115 p. 100 de la quantité estimée.
4. Le coût total d'un article du tableau des prix unitaires qui a été modifié conformément à l'alinéa CG 5.6.3 a) ne peut en aucun cas excéder le montant qui aurait été payable à l'entrepreneur si la quantité estimée avait été exécutée, utilisée ou fournie.
5. Une modification rendue nécessaire par l'alinéa CG 5.6.3 b) s'applique uniquement aux quantités supérieures à 115 p. 100.
6. Si le représentant ministériel et l'entrepreneur ne réussissent pas à s'entendre sur le montant du rajustement d'un prix unitaire visé par le présent article, les prix unitaires modifiés sont déterminés conformément à l'article CG 5.9.
7. Trente (30) jours après la délivrance du certificat définitif d'achèvement et, dans le cas d'une entente à prix unitaires, du certificat définitif de mesurage, l'entrepreneur a droit de recevoir un montant égal au prix contractuel final, moins le total des montants payables au Canada ou à un réclamant par l'entrepreneur ou des frais et des dommages réclamés par eux à l'entrepreneur, moins le total de tous les paiements partiels faits précédemment conformément aux articles CG 5.4 et CG 5.6.

### CG 5.7 Intérêts sur les comptes en souffrance

1. Le Canada verse à l'entrepreneur des intérêts simples, au taux d'escompte moyen majoré de 3 p. 100 par année, sur toute somme en souffrance, à partir du premier jour où la somme est en souffrance jusqu'au jour qui précède la date de paiement.
2. Les intérêts sont payables sur les comptes en souffrance sans avis de l'entrepreneur, sauf si les sommes sont en souffrance depuis moins de quinze (15) jours, auquel cas des intérêts ne sont payables que si l'entrepreneur le demande.
3. Le Canada ne verse pas d'intérêts sur les paiements anticipés qui sont en souffrance ni lorsqu'il n'est pas responsable du retard à payer l'entrepreneur.

### CG 5.8 Paiement en cas de résiliation

1. Dans le cas d'une entente à prix fixe, si le contrat est résilié conformément à l'article CG 7.4, le Canada paie à l'entrepreneur :

## R - Attribution des marchés immobiliers

---

- a) un montant convenu par l'entrepreneur et le représentant ministériel pour l'ouvrage exécuté, l'outillage utilisé et les matériaux fournis par l'entrepreneur à la date de la résiliation, plus;
    - (i) le total de tous les frais afférents à la résiliation entièrement supportés par l'entrepreneur, moins;
    - (ii) toutes les sommes à verser au Canada ou tous les coûts ou dommages réclamés par ce dernier ou par un tiers à l'entrepreneur;
  - b) à défaut d'une telle entente, un montant calculé conformément au paragraphe CG 5.9.2.
2. Dans le cas d'une entente à prix unitaires, si le contrat est résilié conformément à l'article CG 7.4, le Canada paie à l'entrepreneur :
- a) le produit de la multiplication de la quantité autorisée indiquée dans le certificat définitif de mesurage pour chaque catégorie d'ouvrage exécuté, d'outillage utilisé et de matériaux fournis sur le site des travaux par l'entrepreneur à la date de la résiliation, par
  - b) dans chaque cas, le prix unitaire correspondant, la TPS/TVH en sus, indiqué dans le tableau des prix unitaires ou modifié conformément au paragraphe CG 5.6.3, moins
  - c) toutes les sommes à verser au Canada ou tous les coûts dommages réclamés par ce dernier ou par un tiers à l'entrepreneur.

### CG 5.9 Détermination du prix

1. Avant le début des travaux :
- a) si une entente à somme globale s'applique au contrat ou à une partie de celui-ci, le prix de toute modification est égal au coût estimé total de l'ouvrage, de l'outillage et des matériaux rendus nécessaires par la modification, tel qu'il a été convenu par écrit par l'entrepreneur et le ministre, ou le représentant ministériel s'il est autorisé à cette fin, auquel s'ajoute une provision pour frais généraux, majoration et risque d'entreprendre les travaux en fonction du montant stipulé, laquelle est égale :
    - (i) à 20 p. 100 du coût estimé total de la partie des travaux exécutés par le personnel de l'entrepreneur; and
    - (ii) à 15 p. 100 du coût estimé total de la partie des travaux exécutés par des sous-traitants;
  - b) si une entente à prix unitaires s'applique au contrat ou à une partie de celui-ci, l'entrepreneur et le ministre, ou le représentant ministériel s'il est autorisé à cette fin, peuvent, par entente écrite, ajouter des articles, des unités de mesure, des quantités estimées et des prix unitaires au tableau des prix unitaires;
  - c) un prix unitaire visé à l'alinéa CG 5.9.1 b) est déterminé en tenant compte du coût estimé total de l'ouvrage, de l'outillage et des matériaux qui sont exigés pour l'article ajouté, tel qu'il a été convenu par l'entrepreneur et le ministre, ou le représentant ministériel s'il est autorisé à cette fin, auquel s'ajoute une provision égale à celle visée à l'alinéa CG 5.9.1 a);
  - d) pour faciliter l'approbation du prix de l'article ajouté, l'entrepreneur soumet une ventilation du coût estimé indiquant au minimum le coût estimé de l'ouvrage, de l'outillage et des matériaux, le prix de chaque contrat de sous-traitance et la somme correspondant au taux de majoration en pourcentage qu'il convient d'appliquer selon les modalités des présentes selon les modalités décrites à l'alinéa CG 5.9.1 c);
  - e) si aucune entente visée à l'alinéa CG 5.9.1 a) ne peut être conclue, le prix est déterminé conformément au paragraphe CG 5.9.2;
  - f) si aucune entente visée aux alinéas CG 5.9.1 b) et c) ne peut être conclue, le représentant ministériel détermine la catégorie et l'unité de mesure de l'article d'ouvrage, d'outillage ou de matériaux, et le prix unitaire est déterminé conformément au paragraphe CG 5.9.2.

## R - Attribution des marchés immobiliers

---

2. Après l'achèvement des travaux :

- a) s'il n'est pas possible de déterminer à l'avance le prix d'une modification apportée aux travaux ou si un accord ne peut être conclu sur cette question, le prix de la modification est égal au total :
  - (i) de tous les montants justes et raisonnables réellement dépensés ou légalement payables par l'entrepreneur pour l'ouvrage, l'outillage et les matériaux compris dans l'une des catégories de dépenses décrites à l'alinéa CG 5.9.2 b), qui sont directement attribuables à l'exécution du contrat;
  - (ii) une provision pour la marge bénéficiaire et pour toutes les autres dépenses ou tous les autres coûts égale à 10 p.100 de la somme des montants visés au sous-alinéa CG 5.9.2 a)(i);
  - (iii) des intérêts sur les montants déterminés en vertu des sous-alinéas CG5.9.2 a)(i) et (ii), calculés conformément à l'article CG 5.7.
- b) Le coût de l'ouvrage, de l'outillage et des matériaux visé à l'alinéa CG 5.9.2 a) est limité aux catégories de dépenses suivantes :
  - (i) les paiements faits aux sous-traitants et aux fournisseurs;
  - (ii) les traitements, salaires et frais de déplacement des employés de l'entrepreneur qui sont affectés au site des travaux et la partie des traitements, salaires, gratifications et frais de subsistance et de déplacement des employés de l'entrepreneur qui sont généralement occupés au siège social ou à un bureau général de l'entrepreneur et qui sont réellement et régulièrement affectés aux travaux prévus par le contrat;
  - (iii) les cotisations payables sous le régime des lois relatives à l'indemnisation des accidents du travail, à l'assurance-emploi, au régime de pensions ou les frais afférents aux congés payés, aux régimes provinciaux de santé ou d'assurance, aux examens en matière environnementale et à la perception de la TPS;
  - (iv) les frais de location de l'outillage ou un montant équivalant à ces frais si l'outillage appartient à l'entrepreneur, qu'il est nécessaire et qu'il est utilisé pour l'exécution des travaux, pourvu que ces frais ou le montant équivalent soient raisonnables et que l'utilisation de cet outillage ait été approuvée par le représentant ministériel;
  - (v) les frais d'entretien et de fonctionnement de l'outillage nécessaire pour l'exécution des travaux et utilisé à cette fin et les frais de réparation de l'outillage qui, selon le représentant ministériel, sont nécessaires à la bonne exécution du contrat, à l'exception des frais de réparation de l'outillage découlant de défauts existant avant son affectation aux travaux;
  - (vi) les paiements relatifs aux matériaux qui sont nécessaires aux travaux et incorporés à ceux-ci ou utilisés aux fins de l'exécution du contrat;
  - (vii) les paiements relatifs à la préparation, à la livraison, à la manutention, au montage, à l'installation, à l'inspection, à la protection et à l'enlèvement de l'outillage et des matériaux nécessaires à l'exécution du contrat et utilisés à cette fin;
  - (viii) tout autre paiement fait par l'entrepreneur avec l'approbation du représentant ministériel et nécessaire à l'exécution des travaux en conformité avec le contrat.

### CG 5.10 Réclamations contre l'entrepreneur et un sous-traitant

- 1. L'entrepreneur s'acquitte de toutes ses obligations légales découlant de l'exécution des travaux au moins aussi souvent que le contrat oblige le Canada à s'acquitter de ses obligations envers l'entrepreneur. L'entrepreneur remet au représentant ministériel la déclaration solennelle visée au paragraphe CG 5.2.2. Celle-ci doit notamment décrire toutes les réclamations contestées et les obligations non remplies.

## R - Attribution des marchés immobiliers

---

2. Pour s'acquitter de ses obligations légales et pour faire droit aux réclamations légitimes découlant de l'exécution des travaux et visant l'entrepreneur ou un sous-traitant, le Canada peut :
  - a) payer un montant directement au réclamant sur une somme due et payable à l'entrepreneur en vertu du contrat ou au sous-traitant;
  - b) retenir d'une somme due et payable à l'entrepreneur en vertu du contrat le plein montant de la réclamation ou une partie de celle-ci. Les fonds retenus à cette fin ne portent pas intérêt si les réclamations en cause sont rejetées.
3. Le montant visé à l'alinéa CG 5.10. 2 a) est le montant que l'entrepreneur aurait été tenu de payer au réclamant si les dispositions provinciales ou territoriales relatives aux privilèges ou, dans la province de Québec, les dispositions législatives relatives aux hypothèques avaient été applicables aux travaux. Il n'est pas nécessaire que le réclamant se conforme aux dispositions qui prévoient les mesures qui peuvent devoir être prises, par exemple un avis ou un enregistrement, pour préserver ou parfaire toute réclamation fondée sur un privilège ou une hypothèque qu'il peut avoir eue.
4. Aux fins de l'article CG 5.10, une réclamation est réputée légitime si elle a été déterminée ainsi :
  - a) par un tribunal compétent;
  - b) par un arbitre dûment nommé pour connaître de la réclamation;
  - c) par un avis écrit signé par l'entrepreneur et remis au représentant ministériel autorisant le paiement de la réclamation.
5. Un paiement effectué conformément au paragraphe CG 5.10.2 comporte quittance de l'obligation du Canada envers l'entrepreneur en vertu du contrat, jusqu'à concurrence du montant payé, et peut être déduit d'un montant dû à l'entrepreneur en vertu du contrat.
6. Le paragraphe CG 5.10.2 s'applique seulement aux réclamations et aux obligations en vertu desquelles :
  - a) la notification des réclamations et obligations précisait le montant réclamé et la personne qui en est responsable d'après le contrat;
  - b) la notification ou une copie de la notification a été reçue par le représentant ministériel avant que le paiement final soit fait à l'entrepreneur et dans les cent vingt (120) jours de la date à laquelle le réclamant
    - (i) aurait dû être payé en entier suivant le contrat conclu avec l'entrepreneur ou le sous-traitant, lorsque la réclamation concerne un montant d'argent qui devait, de par la loi, être retenu;
    - (ii) a exécuté la dernière partie de l'ouvrage ou a fourni la dernière partie de l'outillage ou des matériaux en vertu du contrat conclu avec l'entrepreneur ou le sous-traitant, lorsque la réclamation ne concerne pas un montant visé au sous-alinéa CG 5.10.6 b)(i);
  - c) la procédure servant à déterminer le droit au paiement concernant la réclamation a été entreprise dans l'année qui suit la date à laquelle l'avis visé à l'alinéa CG 5.10.6 b) a été reçu par le représentant ministériel.
7. Le représentant ministériel informe l'entrepreneur par écrit du fait qu'il a reçu notification d'une réclamation et de l'intention du Canada de retenir des fonds en vertu du paragraphe CG 5.1.2. L'entrepreneur peut, en tout temps par la suite et jusqu'à ce qu'un paiement soit fait au réclamant, déposer auprès du Canada une garantie, dans une forme acceptable par celui-ci, d'un montant égal à la valeur de la réclamation. Lorsqu'il reçoit la garantie, le Canada remet à l'entrepreneur tous les fonds qui lui auraient autrement été payables et qui ont été retenus en vertu du paragraphe CG 5.10.2.

## R - Attribution des marchés immobiliers

---

**R2250D** (12/12/03) **CG5 - Modalités de paiement**

A partir du 10/12/04, cette clause est remplacée par R2250D.

---

**R2260D** (12/12/03) **CG6 - Changements dans les travaux**

### **CG 6.1 Changements dans les travaux**

1. Le ministre ou, s'il est autorisé par lui, le représentant ministériel a le droit d'ordonner des travaux additionnels, de dispenser l'entrepreneur d'effectuer l'ensemble ou une partie des travaux décrits dans les plans et devis ou dans l'Énoncé des travaux ou de changer ceux-ci.
2. Le représentant ministériel décide si une chose qui a été faite ou n'a pas été faite par suite des directives données conformément au paragraphe 1 de l'article CG 6.1 a eu pour effet d'augmenter ou de réduire le coût des travaux pour l'entrepreneur. Le cas échéant, le montant payable en vertu du contrat est augmenté ou réduit d'un montant calculé conformément à l'article CG 5.9.
3. Toute modification des modalités du contrat, autres que les changements pouvant être ordonnés par le ministre ou le représentant ministériel en vertu du paragraphe 1 de l'article CG 6.1 est faite par entente écrite conclue entre le Canada et l'entrepreneur.

### **CG 6.2 Changements dans les conditions du sol et retards du Canada**

1. Aucun paiement supplémentaire n'est fait à l'entrepreneur en raison d'une dépense supplémentaire encourue ou d'une perte ou d'un dommage subi par lui, à moins que le représentant ministériel certifie que cette dépense, cette perte ou ce dommage est directement attribuable :
  - a) à un écart substantiel entre les renseignements sur les conditions du sol indiqués dans les plans et devis ou l'énoncé des travaux et les conditions réelles constatées sur le site des travaux;
  - b) à la négligence ou au retard de la part du Canada, après la date d'attribution du contrat :
    - (i) à fournir tout renseignement ou à effectuer tout acte auquel il est expressément obligé par le contrat ou que les usages de l'industrie dicteraient ordinairement; ou
    - (ii) à suspendre les travaux conformément à l'article CG 7.3.
2. Dans les dix (10) jours qui suivent la date de la constatation des conditions du sol ou de la négligence ou du retard, l'entrepreneur avise par écrit le représentant ministériel d'une réclamation relative aux dépenses supplémentaires encourues ou aux pertes ou dommages subis.
3. Le montant supplémentaire visé au présent article est calculé conformément à l'article CG5.9.
4. Si, de l'avis du représentant ministériel, une différence dans les conditions du sol visée au paragraphe 1 de l'article CG 6.2 se traduit par une économie pour l'entrepreneur, le prix contractuel payable à l'entrepreneur est réduit d'un montant égal à cette économie.

### **CG 6.3 Prolongation de délai**

1. Le représentant ministériel peut, s'il estime que l'achèvement en retard des travaux est attribuable à des causes indépendantes de la volonté de l'entrepreneur et sur demande présentée par écrit par l'entrepreneur avant la date fixée pour l'achèvement des travaux, prolonger le délai d'achèvement des travaux avec l'approbation du ministre.
2. S'il n'achève pas les travaux à la date fixée mais les achève par la suite, l'entrepreneur :

## R - Attribution des marchés immobiliers

---

- a) paie tous les frais d'inspection encourus par le Canada relativement aux travaux après la date fixée pour leur achèvement;
  - b) indemnise le Canada des pertes et dommages résultant de son défaut d'achever les travaux avant la date fixée par le contrat.
- 

**R2270D (12/12/03) CG7 - Défaut, suspension des travaux ou résiliation du contrat**

### **CG 7.1 Travaux retirés à l'entrepreneur**

1. Le ministre peut, en donnant un avis écrit à l'entrepreneur, lui retirer la totalité ou une partie des travaux et recourir aux moyens qui lui semblent appropriés pour achever les travaux si l'entrepreneur :
  - a) ne fait rien pour remédier au retard à entreprendre les travaux ou au défaut d'exécution des travaux à la satisfaction du représentant ministériel dans les six (6) jours suivant la réception d'un avis par écrit du ministre l'enjoignant de le faire;
  - b) n'achève pas une partie des travaux dans le délai fixé par le contrat;
  - c) devient insolvable ou commet un acte de faillite et n'a pas fait une proposition à ses créanciers ni déposé un avis d'intention de faire une telle proposition en vertu de la *Loi sur la faillite et l'insolvabilité*;
  - d) abandonne les travaux;
  - e) cède le contrat en contravention de l'article CG 1.3;
  - f) fait défaut d'une autre manière d'observer ou d'accomplir une disposition du contrat.
2. Si la totalité ou une partie des travaux est retirée à l'entrepreneur, ce dernier n'a droit à aucun autre paiement dû et exigible en vertu du contrat.
3. L'entrepreneur est tenu de payer au Canada, sur demande, un montant égal à la totalité des pertes et dommages subis par le Canada à cause du défaut de l'entrepreneur d'achever les travaux.
4. Si la totalité ou la partie des travaux retirés à l'entrepreneur en vertu du paragraphe 1 de l'article CG 7.1 est achevée par le Canada, le représentant ministériel calcule le montant, s'il y en a, de toute retenue ou demande de paiement partiel existant et due avant la date à laquelle les travaux ont ainsi été retirés.
5. S'il est déterminé qu'un montant n'est pas nécessaire, suivant le paragraphe 4 de l'article CG 7.1, pour faire achever les travaux ou pour indemniser le Canada à l'égard des pertes ou dommages subis en raison du défaut de l'entrepreneur, le Canada paie à l'entrepreneur le montant en question.

### **CG 7.2 Effet du retrait des travaux à l'entrepreneur**

1. Le retrait de la totalité ou d'une partie des travaux à l'entrepreneur en conformité du paragraphe 1 de l'article CG 7.1 n'a pas pour effet de libérer l'entrepreneur de ses obligations découlant du contrat ou de la loi, sauf quant à l'obligation pour lui de continuer l'exécution de la partie des travaux qui lui a ainsi été retirée.
2. Tous les matériaux et outillage, ainsi que l'intérêt de l'entrepreneur dans tous les biens immobiliers, permis, pouvoirs et privilèges acquis, utilisés ou fournis par l'entrepreneur en vertu du contrat continuent d'être la propriété du Canada sans indemnisation de l'entrepreneur.
3. Si le représentant ministériel certifie que les matériaux, l'outillage ou un intérêt de l'entrepreneur visés à l'article CG 7.2 ne sont plus nécessaires pour les travaux ou qu'il n'est pas dans l'intérêt

## R - Attribution des marchés immobiliers

---

du Canada de retenir ces matériaux, cet outillage ou cet intérêt, ceux-ci sont remis à l'entrepreneur.

### CG 7.3 Suspension des travaux

1. Le ministre peut suspendre l'exécution des travaux en donnant un avis écrit à l'entrepreneur. Ce dernier se conforme sans délai à l'avis, sous réserve des conditions qui peuvent y être précisées.
2. Si la période de suspension est de trente (30) jours ou moins, l'entrepreneur reprend l'exécution des travaux dès qu'on lui enjoint de le faire, sous réserve de l'article CG 5.9. Si la période de suspension excède trente (30) jours, l'entrepreneur peut demander au ministre de résilier le contrat conformément à l'article CG 7.4.
3. Il incombe à l'entrepreneur de limiter tous les frais pendant la période suspension.

### CG 7.4 Résiliation du contrat

1. Le ministre peut, en tout temps, résilier le contrat en donnant un avis écrit à cette fin à l'entrepreneur. Dès qu'il reçoit cet avis, l'entrepreneur cesse toutes opérations dans l'exécution du contrat, sous réserve des conditions qui peuvent être précisées dans l'avis.
2. La résiliation visée au paragraphe 1 de l'article CG 7.4 ne libère par l'entrepreneur des obligations qui lui incombent en vertu de la loi ou du contrat, sauf pour ce qui est de la partie des travaux qu'il reste à achever au moment de la résiliation.
3. Le paiement devant être versé en cas de résiliation en vertu de la présente clause est fait conformément à l'article CG 5.8.

---

## R2280D (10/12/04) CG8 - Règlement des différends

### CG 8.1 Interprétation

1. Dans le cadre des présentes conditions relatives au règlement des différends et dans la clause R0208D, Règlement des différends - règles sur la médiation,  
  
« Différend » signifie tout différend portant sur une question quelconque soulevée par l'entrepreneur au moyen d'un avis remis au représentant ministériel en vertu du paragraphe l'article CG 8.3 et comprend notamment toute réclamation de l'entrepreneur découlant d'un tel différend et toute demande reconventionnelle du Canada, mais ne comprend pas les réclamations de l'une des parties portant sur des dommages punitifs ou exemplaires, des blessures corporelles, le décès ni toute autre réclamation fondée sur une allégation de libelle ou de diffamation;  
  
« Jours ouvrables » signifie un jour autre que le samedi, le dimanche ou un jour férié observé par l'industrie de la construction dans la région où est situé le projet.
2. Les autres procédures de règlement des différends énoncées dans CG 8 ne s'appliquent pas aux réclamations du Canada contre l'entrepreneur, à l'exception des demandes reconventionnelles soumises dans le cadre d'un différend, et notamment, mais sans s'y limiter, les demandes de compensation relatives à toute somme exigible par le Canada en vertu de l'article CG 6.3.

### CG 8.2 Consultation et coopération

1. Les parties conviennent de maintenir entre elles, pendant toute la durée du contrat, une communication ouverte et franche.
2. Les parties conviennent de se consulter et de coopérer relativement au déroulement des travaux et au règlement de toute question ou différend pouvant survenir entre elles.

### CG 8.3 Pouvoirs du représentant ministériel



## R - Attribution des marchés immobiliers

---

1. Tout différend entre les parties découlant du contrat ou s'y rapportant, quelle qu'en soit la nature, pouvant donner lieu à une réclamation de l'entrepreneur à l'encontre du Canada et que les parties n'ont pas été en mesure de régler malgré les consultations et la coopération visées par l'article CG 8.2 doit être réglé en premier lieu par le représentant ministériel. La décision ou la directive écrite du représentant ministériel est exécutoire et lie les parties, sous réserve des dispositions de l'article CG 8. Cette décision ou directive écrite comprend, mais sans s'y limiter, toute décision ou directive écrite du représentant ministériel en vertu d'une disposition quelconque des Conditions générales.
2. L'entrepreneur est réputé avoir accepté la décision ou directive du représentant ministériel visée par le paragraphe CG 8.3.1 et avoir expressément renoncé à toute réclamation contre le Canada portant sur la question tranchée par la décision ou directive du représentant ministériel à moins que, dans un délai de quinze (15) jours ouvrables suivant la réception de cette décision ou directive, l'entrepreneur soumette au représentant ministériel un avis écrit de différend exigeant que la question en litige fasse l'objet de négociations conformément à l'article CG 8.4. Cet avis doit mentionner expressément l'article CG 8.4 et préciser la question en litige et les dispositions pertinentes du contrat.
3. La production d'un avis écrit en vertu du paragraphe CG 8.3.2 ne libère pas l'entrepreneur de son obligation de se conformer à la décision ou la directive portant sur l'objet du litige. Cependant, le fait pour l'entrepreneur de se conformer ainsi à la décision ou directive du représentant ministériel ne doit pas être interprété comme une reconnaissance de sa part du bien-fondé de la décision ou directive concernée.
4. Si un différend n'est pas réglé rapidement, le représentant ministériel doit donner toute directive qui, à son avis, est nécessaire au bon déroulement des travaux et empêche tout retard dans l'exécution des travaux durant les procédures visant à régler le différend. À moins que le ministre ne résilie le contrat, n'ordonne à l'entrepreneur de suspendre les travaux ou ne retire le mandat à l'entrepreneur, ce dernier doit continuer à exécuter les travaux conformément aux dispositions et exigences du contrat et des instructions du représentant ministériel. Le fait pour l'entrepreneur de continuer à exécuter ainsi les travaux ne peut en aucune manière porter préjudice à toute réclamation qu'il pourrait avoir.
5. CG 8 ne peut en aucune manière libérer l'entrepreneur de son obligation de produire tout autre avis exigé par le contrat dans le délai fixé, notamment tous les avis à signifier en vertu de l'article CG 6.2.

### CG 8.4 Négociation

1. Dans les dix (10) jours ouvrables suivant la réception par le représentant ministériel d'un avis visé par le paragraphe CG 8.3.2 ou suivant tout autre délai dont les parties peuvent mutuellement convenir, les parties doivent entreprendre des négociations officielles en vue de régler le différend. Les négociations doivent en premier lieu être menées par les représentants de l'entrepreneur et du Canada assurant un rôle de supervision directe sur l'exécution, l'administration ou la gestion du contrat.
2. Si les représentants mentionnés au paragraphe CG 8.4.1 ne peuvent régler un aspect quelconque ou la totalité des questions faisant l'objet des négociations dans un délai de dix (10) jours ouvrables, les parties sont tenues de renvoyer tous les points n'ayant pu faire l'objet d'un règlement à un deuxième niveau de négociations entre le ou les dirigeants de l'entrepreneur et un cadre supérieur représentant le Canada.
3. Si les négociations ne peuvent donner lieu au règlement du différend dans un délai de trente (30) jours ouvrables suivant la production de l'avis visé par le paragraphe CG 8.3.2 ou suivant tout autre délai dont les parties ont mutuellement convenu, l'entrepreneur peut, au moyen d'un avis écrit au représentant ministériel conformément à l'article CG 2.5, dans les dix (10) jours ouvrables suivant l'expiration de ce premier délai, demander que des procédures de médiation soient entreprises en vue de parvenir à un accord sur les questions demeurées en litige.
4. Si l'entrepreneur ne produit aucune demande de médiation dans le délai fixé par le paragraphe CG 8.4.3, l'entrepreneur est réputé avoir accepté la décision ou la directive du représentant ministériel visée par le paragraphe CG 8.3.1 et avoir expressément renoncé à toute réclamation à l'encontre du Canada relativement à l'objet de la décision ou directive concernée.

### CG 8.5 Médiation

## R - Attribution des marchés immobiliers

---

1. Si l'entrepreneur a demandé une médiation en vertu du paragraphe CG 8.4.3, la médiation doit être menée conformément à la clause R0208D, Règlement des différends - règles sur la médiation.
2. Si aucun médiateur n'a été préalablement désigné dans le cadre du présent contrat, un médiateur est nommé conformément à la clause R0208D, Règlement des différends - règles sur la médiation, après la production de l'avis de demande de médiation prévu au paragraphe CG 8.4.3.
3. Si le différend n'est pas réglé :
  - a) dans un délai de dix (10) jours ouvrables suivant la nomination du médiateur conformément au paragraphe CG 8.5.2, dans le cas où aucun médiateur n'avait été préalablement nommé;
  - b) dans un délai de dix (10) jours ouvrables suivant la réception, par le représentant ministériel, de l'avis écrit prévu au paragraphe CG 8.4.4 dans le cas où un médiateur avait été préalablement nommé; ou
  - c) avant l'expiration de tout autre délai plus long auquel les parties ont convenu;le médiateur met fin à la médiation au moyen d'un avis écrit aux parties précisant la date à laquelle la médiation prend fin.

### CG 8.6 Confidentialité

Tous les renseignements échangés au cours de la période pendant laquelle se déroulent les autres procédures de règlement des différends, quel que soit le moyen utilisé, sont fournis « sans préjudice ». Les parties et leurs représentants sont tenus de préserver la confidentialité de ces renseignements, sauf disposition contraire de la loi. Toutefois, toute preuve indépendamment recevable ou susceptible d'être découverte ne peut être déclarée irrecevable ou non susceptible d'être découverte au motif qu'elle a été utilisée dans le cadre d'un autre processus de règlement des différends.

### CG 8.7 Règlement

Toute entente portant sur le règlement d'une partie ou de la totalité du différend, par quel que moyen que ce soit, doit être consignée par écrit et signée par les parties ou leurs représentants autorisés.

---

**R2280D (12/12/03) CG8 - Règlement des différends**

A partir du 10/12/04, cette clause est remplacée par R2280D.

---

**R2290D (12/12/03) CG9 - Indemnisation et assurance**

### CG 9.1 Indemnisation

1. L'entrepreneur garantit et indemnise le Canada, ses préposés, ses mandataires et les autres personnes dont il peut être légalement responsable à l'égard de tous dommages, réclamations, demandes, pertes, frais, actions, poursuites ou procédures fondés sur les activités de l'entrepreneur, de ses employés, de ses mandataires et des autres personnes dont il peut être légalement responsable pour l'exécution ou la prétendue exécution du contrat, attribuables à ces activités ou occasionnées par elles, y compris toute contrefaçon ou prétendue contrefaçon d'un brevet d'invention ou de toute autre forme de propriété intellectuelle.



## R - Attribution des marchés immobiliers

soit, ne peuvent participer à cette visite à la date, à l'heure et à l'endroit précisés n'auront pas d'autres rendez-vous. Par conséquent, les offres déposées par les soumissionnaires qui ne participeront pas à la visite des lieux ou qui n'auront pas signé le formulaire de présence seront jugées irrecevables parce qu'elles ne respecteront pas une exigence essentielle des documents d'appel d'offres.

### 4. Numéro d'entreprise - approvisionnement (NEA)

Les soumissionnaires devraient indiquer, ci-dessous, leur NEA conformément aux modalités exposées à l'article IG 7.

NEA : \_\_\_\_\_.

### OA 2 Offre

1. Le soumissionnaire soussigné (l'« entrepreneur ») propose par les présentes au Canada, représenté par le ministre de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (le « ministre ») de fournir l'ensemble de la main-d'oeuvre, des installations, du matériel, des outils et des biens d'équipement nécessaires pour exécuter et achever, professionnellement et selon les règles de l'art, les travaux conformément aux plans et aux devis ou à la portée des travaux correspondant au numéro \_\_\_\_\_ (indiquer le numéro du projet) et en date du \_\_\_\_\_ (indiquer la date des plans et des devis ou de la portée des travaux) moyennant :

- a) la somme forfaitaire indiquée dans la clause OA 5;
- b) le montant total des prix unitaires indiqué dans la clause OA 6;
- c) le montant total de l'offre, soit \_\_\_\_\_ \$, taxe sur les produits et services (TPS) ou la taxe de vente harmonisée (TVH) en sus, ce qui correspond à la somme des montants indiqués aux articles OA 5 et OA 6;

de ce formulaire de soumission et d'acceptation.

2. Les montants ci-dessus comprennent l'ensemble des taxes fédérales, provinciales et municipales applicables. Si les taxes, les droits de douane ou autres droits et frais sont modifiés ou qu'on impose des droits ou des frais comparables en vertu des lois sur les taxes de vente ou d'accise du gouvernement du Canada ou des lois provinciales ou territoriales, que ces modifications se répercutent sur le coût des travaux de l'entrepreneur et qu'elles se produisent :

- a) après la date à laquelle l'offre a été mise à la poste ou déposée;
- b) si l'offre est révisée, après la date à laquelle la dernière révision a été mise à la poste ou déposée;

le montant de cette offre sera augmenté ou réduit selon les modalités prévues à l'article CG 5.2.

3. Pour les besoins de l'offre, on ne doit pas considérer que la TPS ou la TVH s'applique. On paiera la TPS ou la TVH à l'entrepreneur distinctement et en sus du montant versé pour les travaux s'ils sont exécutés de manière satisfaisante.

4. L'offre est assujettie aux dispositions reproduites dans les Instructions aux soumissionnaires et dans les autres documents de soumission et formant le contrat visés dans les présentes, conformément à l'article l'IG 1; l'ensemble de ces documents devra constituer et constitue effectivement l'offre complète.

5. L'offre annule et remplace l'ensemble des communications, des négociations et des ententes antérieures se rapportant aux travaux, à l'exception de celles qui sont reproduites dans l'offre établie.

6. Les plans et devis ou la portée des travaux (**cocher la case correspondante**) :

- ( ) sont reproduits ci-joints;  
( ) seront distribués à l'occasion de la visite des lieux visée au paragraphe 3 de l'article OA 1.

### OA 3 Annexes

## R - Attribution des marchés immobiliers

1. En déposant notre offre, nous confirmons que nous avons pris connaissance des exigences exprimées dans toutes les annexes, y compris dans l'Annexe n° \_\_\_\_\_, que nous nous engageons à respecter ces exigences et que nous avons tenu compte de l'ensemble des frais connexes dans le montant total de notre offre.
2. Il est entendu que si nous n'inscrivons pas le numéro exact de la dernière annexe diffusée, notre offre sera éliminée.

### OA 4 Accord général

1. L'entrepreneur s'engage :
  - a) à achever les travaux dans un délai de \_\_\_\_\_ (inscrire le nombre de jours) jours à partir de la date de l'avis d'acceptation de cette offre;
  - b) à considérer que ce formulaire de soumission et d'acceptation, les Instructions aux soumissionnaires, les plans ou devis ou la portée des travaux visés à l'article OA 2, les Conditions générales, les Conditions de travail et l'Échelle des justes salaires (si le montant total de l'offre est égal ou supérieur à 30 000 \$) et toutes les annexes diffusées avant la date de clôture de l'appel d'offres constituent l'ensemble de l'offre, qui est soumise aux dispositions exprimées dans les présentes. En déposant une offre, le soumissionnaire déclare avoir pris connaissance de ces documents et confirme qu'il s'engage à les respecter;
  - c) à ne pas retirer cette offre avant l'expiration d'un délai de trente (30) jours civils suivant la date de clôture de l'appel d'offres;
  - d) à considérer que l'ensemble de l'offre constitue un contrat exécutoire avec le Canada, sous réserve de toutes les dispositions qui y sont exprimées, lorsque l'offre est acceptée et que le contrat est signé au nom du Canada; et
  - e) à considérer que cette offre deviendra le contrat et que le montant visé à l'article OA 2 deviendra le montant du contrat, lorsque cette offre sera acceptée et que le contrat sera signé au nom du Canada.

### OA 5 Somme forfaitaire

1. Il est entendu avec l'entrepreneur que la somme forfaitaire visée dans la clause OA 2 ci-dessus s'élève à \_\_\_\_\_ \$, TPS ou la TVH en sus, pour la partie à prix fixe des travaux.
2. La somme forfaitaire doit être inscrite en chiffres seulement.

### OA6 Tableau des prix unitaires

1. Voici le tableau des prix unitaires pour l'offre et le contrat. Le soumissionnaire doit inscrire les prix unitaires et le prix total estimatif pour chaque article indiqué.
2. Il est entendu avec l'entrepreneur que :
  - a) les prix suivants correspondent aux prix unitaires visés à l'article OA 2 ci-dessus pour la partie des prix unitaires des travaux;
  - b) les prix unitaires offerts sont prépondérants; toutes les erreurs de multiplication des prix unitaires et d'addition des prix totaux estimatifs seront corrigées par le Canada pour calculer le montant total des prix unitaires offert.

| Article | Main-d'oeuvre, installations et matériaux | Unité de mesure | Quantité estimative | Prix unitaires, TPS/TVH en sus | Prix total estimatif, TPS/TVH en sus |
|---------|-------------------------------------------|-----------------|---------------------|--------------------------------|--------------------------------------|
|         |                                           |                 |                     | \$                             | \$                                   |
|         |                                           |                 |                     | \$                             | \$                                   |
|         |                                           |                 |                     | \$                             | \$                                   |
|         |                                           |                 |                     | \$                             | \$                                   |
|         |                                           |                 |                     | \$                             | \$                                   |

## R - Attribution des marchés immobiliers

|                                                                                                 |  |  |  |    |  |    |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------|--|--|--|----|--|----|
|                                                                                                 |  |  |  | \$ |  | \$ |
|                                                                                                 |  |  |  | \$ |  | \$ |
|                                                                                                 |  |  |  | \$ |  | \$ |
| Montant total des prix unitaires pour la partie des prix unitaires des travaux (TPS/TVH) en sus |  |  |  |    |  | \$ |

**R2310D (12/12/03) Formulaire de soumission et d'acceptation**

A partir du 14/05/04, cette clause est remplacée par R2310D.

**Remarques : LE TEXTE DE CETTE CLAUSE DOIT FIGURER EN ENTIER DANS LES DOCUMENTS D'ACHAT.**

**R4000D (16/02/98) Déclaration statutaire**

Canada, province ou territoire de \_\_\_\_\_  
 SE RAPPORTANT à l'entente n° \_\_\_\_\_ datée du \_\_\_\_\_ 19\_\_\_\_  
 entre le Canada, et \_\_\_\_\_ **{insérer le nom de l'expert-conseil au complet et supprimer cette instruction}**, ci-après appelé \_\_\_\_\_ **{insérer expert-conseil ou gestionnaire, selon le cas, et supprimer cette instruction}** pour \_\_\_\_\_ **{insérer la description et emplacement du projet, et supprimer cette instruction}**, et SE RAPPORTANT <sup>1</sup> à un service achevé ou <sup>2</sup> au paiement final pour les services (se référer à la clause R0220D, Conditions générales de l'entente), tel que précisé selon la case cochée { } ci-dessous.

SAVOIR :

Je, \_\_\_\_\_, de \_\_\_\_\_  
 (Nom du déclarant) (Adresse du déclarant)

déclare solennellement que je suis \_\_\_\_\_ et que, à ce titre, je suis  
 (en qualité de)

personnellement au courant de ladite entente ainsi que des faits et affaires mentionnés aux présentes, et

<sup>1</sup> que jusqu'à la date d'achèvement du service décrit dans l'entente comme étant : \_\_\_\_\_ **{insérer le service décrit dans l'entente et supprimer cette instruction}**, l'expert-conseil s'est acquitté et a rempli toutes ses obligations légales dérivées de l'exécution de ce service.

**OU**

<sup>2</sup> que, jusqu'à la date d'achèvement des services, l'expert-conseil s'est acquitté et a rempli toutes ses obligations légales relativement au services engagés et a rempli et satisfait toutes les réclamations légales contre lui découlant de l'exécution des services, exception faite des montants dûs, dont le total s'élève à \_\_\_\_\_ \$.

Un état détaillé des montants dûs, y compris tout montant faisant l'objet d'un litige, doit être annexé à cette déclaration.

Et je fais cette DÉCLARATION SOLENNELLE, la croyant en conscience vraie et sachant qu'elle a le même effet que si elle était faite sous serment et sous l'empire de la *LOI DE LA PREUVE AU CANADA*.

Témoïn autorisé  
 Indiquer clairement l'autorité en vertu de laquelle les déclarations solennelles sont reçues

Déclarant :

(Notaire public, commissaire, ou autre personne autorisée)

DÉCLARÉ devant moi à \_\_\_\_\_

## R - Attribution des marchés immobiliers

---

ce \_\_\_\_\_ jour \_\_\_\_\_ 19 \_\_\_\_

\_\_\_\_\_  
(Signature de la personne devant laquelle la déclaration est faite)

\_\_\_\_\_  
(Signature du déclarant)

\_\_\_\_\_  
(Nom de la personne devant laquelle la déclaration est faite)  
Les notaires doivent apposer leur sceau.

AVIS :

**Si des renseignements manquent à cette déclaration, elle sera renvoyée afin d'être complétée et le paiement sera retardé. Les sections 131 et 361 du Code criminel du Canada qui ont trait aux offenses liées aux affidavits sont par la présente portées à l'attention du déclarant.**

=====

---

## **Section 5**

**W - Marchés réservés - revendications territoriales**

---





## W - Marchés réservés - revendications territoriales

---

### Remarques : LE TEXTE DE CETTE CLAUSE DOIT FIGURER EN ENTIER DANS LES DOCUMENTS

**D'ACHAT.** Utiliser cette clause dans les appels d'offres prévoyant une livraison finale dans des endroits situés en dehors d'une région visée par une entente de revendication territoriale globale (ERTG), lorsque le marché d'origine a été divisé entre des points de livraison finaux en dehors d'une région visée par une ERTG pour un appel d'offres et des points de livraison finaux à l'intérieur de la région visée par une ERTG pour un appel d'offres différent. Les agents de négociation des contrats doivent modifier les clauses dans les cas nécessaires, selon qu'il s'agit d'une offre à commandes ou d'un contrat, et rappeler le numéro de l'appel d'offres pour les livraisons à l'intérieur d'une région visée par une ERTG.

Le deuxième alinéa de cette clause porte sur l'éventualité dans laquelle on ne reçoit pas de soumissions à la suite de l'appel d'offres pour des points de livraison à l'intérieur d'une région visée par une entente de revendication territoriale globale (ERTG). Cette clause permet au Canada d'indiquer des points de livraison finaux à l'intérieur d'une région visée par une ERTG dans l'offre à commandes ou le contrat proposé avec le soumissionnaire retenu dans le cadre de l'appel d'offres portant sur des points de livraison à l'extérieur d'une région visée par une ERTG.

#### W0001T (01/12/00) Livraisons à effectuer en dehors des ZPRTG

Tout(e) offre à commandes subséquente / contrat subséquent portera sur des livraisons à effectuer à des endroits situés au Canada, sauf dans une région visée par une entente de revendication territoriale globale (ERTG). Pour les livraisons à effectuer dans des endroits situés dans ces zones, le numéro d'invitation \_\_\_\_ (*insérer le numéro pertinent*) s'applique.

Dans l'éventualité où aucune offre à commandes/n'est établie/aucun contrat n'est attribué pour donner suite à l'invitation numéro \_\_\_\_ (*insérer le numéro pertinent*), le Canada se réserve le droit de négocier les livraisons à l'intérieur d'une région visée par une ERTG avec les fournisseurs qui ont été approuvés pour l'émission/l'attribution d'une offre à commandes/d'un contrat dans le cadre de cette Demande d'offre à commandes/Demande de proposition).

---

---

#### W0001T (15/06/98) Livraisons à effectuer en dehors des ZPRTG

A partir du 01/12/00, cette clause est remplacée par W0001T.

---

---

**Remarques :** Utiliser cette clause dans les appels d'offres, ainsi que dans les offres à commandes et dans les contrats lorsque le marché ne prévoit que des points de livraison en dehors d'une région visée par une entente de revendication territoriale globale, qu'une seule invitation est lancée et que les destinations ne sont pas précisées. Les agents de négociation des contrats doivent modifier cette clause dans les cas nécessaires, selon qu'il s'agit d'une offre à commandes ou d'un contrat.

#### W0002D (01/12/00) Livraisons à effectuer en dehors d'une ZPRTG

L'offre à commandes subséquente/le contrat subséquent ne doit pas être utilisé(e) pour les livraisons à effectuer dans une région visée par une entente de revendication territoriale globale. Toutes les livraisons à effectuer dans cette région doivent être soumises au ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux pour être traitées distinctement.

## W - Marchés réservés - revendications territoriales

---

### W0002D (15/06/98) Livraisons à effectuer en dehors d'une ZPRTG

A partir du 01/12/00, cette clause est remplacée par W0002D.

---

**Remarques :** Utiliser cette clause dans les appels d'offres, de même que dans les offres à commandes et les contrats prévoyant des points de livraison en dehors d'une région visée par une entente revendication territoriale globale, lorsqu'on applique la clause FOB destination et que le marché prévoit des destinations non précisées.

### W0003D (01/12/00) Destination FOB en dehors des ZPRTG

Dans le présent document, toute mention d'une « Destination FOB n'importe où au Canada » ou d'une « Destination/région FOB » ne s'applique qu'aux destinations qui ne se trouvent pas dans une région visée par une entente de revendication territoriale globale.

---

### W0003D (15/06/98) Destination FOB en dehors des ZPRTG

A partir du 01/12/00, cette clause est remplacée par W0003D.

---

**Remarques :** Consulter le tableau intitulé « Résumé des avantages découlant de l'Avis de politique des marchés 1997-8 du Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada » pour savoir dans quels cas on doit appliquer cette clause. Elle doit figurer intégralement à la fin de l'invitation à soumissionner, avant les annexes ou les appendices.

### W0011T (15/06/98) CBJNQ - avis

Les avantages qui s'appliquent à ce marché sont exprimés dans la section 1 des clauses de la Convention de la Baie James et du Nord québécois (CBJNQ) :

- 4.3 Le gouvernement du Canada se sert de la liste des entreprises inuit pour inviter ces entreprises à participer à des appels d'offres, sans toutefois limiter nullement l'aptitude d'une entreprise inuit quelconque à soumettre une offre en vue d'obtenir un marché de l'État, conformément à la section 9 ci-dessous.
- 28.10.3 Quant aux projets mis sur pied et dirigés par le gouvernement du Canada ou du Québec, leurs organismes, délégués ou entrepreneurs et quant aux projets de tout promoteur dont le but principal est de fournir des biens ou des services aux communautés cries ou à leur avantage, les mesures raisonnables pour établir un ordre de priorité pour les Cries en ce qui concerne les emplois et les contrats qui résultent de ces projets :
- b) en matière de contrats résultant de ces projets, demander que les promoteurs :
- ii) affichent des appels d'offres dans un endroit public de toutes les communautés cries à la date de leur publication dans le public;

## W - Marchés réservés - revendications territoriales

---

- iii) fixent la date, le lieu et les conditions de présentation des appels d'offres afin de permettre aux groupes et aux individus de répondre facilement.
- 29.0.31 Pour les projets mis sur pied ou effectués par le Canada ou le Québec ou par leurs agences, délégués ou entrepreneurs, et pour les projets de tout promoteur dont le but principal est de fournir des biens et services aux communautés inuit ou de leur en faire bénéficier, le Canada et le Québec prennent toutes les mesures raisonnables pour offrir prioritairement aux Inuit des emplois et des contrats découlant de ces projets.
- b) En ce qui concerne les contrats relatifs à ces projets, le promoteur doit :
    - ii) afficher des appels d'offres dans un endroit public dans toutes les communautés inuit, à la même date à laquelle ces appels d'offres sont portés à la connaissance du public; et
    - iii) fixer la date, le lieu et les conditions de soumission des offres afin que les Inuit puissent soumettre leurs offres facilement, individuellement ou en groupe.
- 

**Remarques :** Consulter le tableau intitulé « Résumé des avantages découlant de l'Avis de politique des marchés 1997-8 du Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada » pour savoir dans quel cas on doit appliquer cette clause. Elle doit figurer intégralement à la fin de l'invitation à soumissionner, avant les annexes ou les appendices.

### W0012T (15/06/98) CBJNQ - appel d'offres

Les avantages qui s'appliquent à ce marché sont exprimés dans la section 1 des clauses de la Convention de la Baie James et du Nord québécois (CBJNQ) :

- 8.1 Dans la mesure du possible et par souci d'une saine gestion des acquisitions, l'autorité adjudicatrice limitera d'abord ses appels d'offres au territoire.
  - 8.2 Lorsque le Canada compte lancer des appels d'offres relativement à des marchés de l'État dans le territoire, il fera tout en son pouvoir pour que les marchés soient adjugés à des entreprises inuit qualifiées.
  - 8.3 Lorsque le Canada compte lancer des appels d'offres relativement à des marchés de l'État dans le territoire, il prendra toutes les mesures appropriées pour déterminer s'il existe des entreprises inuit qualifiées pour exécuter les marchés en question.
  - 8.4 Lorsqu'il est établi qu'une seule entreprise située dans le territoire est en mesure d'exécuter un marché de l'État, l'autorité adjudicatrice demandera à cette entreprise de soumissionner le marché en question, qui pourra être adjugé après négociation de modalités acceptables.
  - 8.5 Lorsque le Canada compte demander à plus d'une entreprise qualifiée située dans le territoire de présenter une soumission, il prendra tous les moyens raisonnables pour déterminer si des entreprises inuit sont qualifiées pour exécuter le marché envisagé et demandera à ces dernières de lui présenter une soumission.
  - 8.6 Dans le cas d'un marché adjugé, il incombe à l'autorité adjudicatrice de s'assurer que le document contractuel renferme des dispositions permettant de s'assurer que les sous-traitants doivent aussi se conformer à l'esprit et aux dispositions particulières énoncées dans le document contractuel.
-

## W - Marchés réservés - revendications territoriales

---

**Remarques :** Consulter le tableau intitulé « Résumé des avantages découlant de l'Avis de politique des marchés 1997-8 du Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada » pour savoir dans quels cas on doit appliquer cette clause. Elle doit figurer intégralement à la fin de l'invitation à soumissionner, avant les annexes ou les appendices.

### W0013T (15/06/98) CBJNQ - dispositions relatives aux appels d'offres

Les avantages qui s'appliquent à ce marché sont exprimés dans la section 1 des clauses de la Convention de la Baie James et du Nord québécois (CBJNQ) :

- 28.10.3 Quant aux projets mis sur pied et dirigés par le gouvernement du Canada ou du Québec, leurs organismes, délégués ou entrepreneurs et quant aux projets de tout promoteur dont le but principal est de fournir des biens ou des services aux communautés criées ou à leur avantage, les mesures raisonnables pour établir un ordre de priorité pour les Cris en ce qui concerne les emplois et les contrats qui résultent de ces projets :
- b) en matière de contrats résultant de ces projets, demander que les promoteurs :
    - (i) établissent des contrats globaux pour donner aux Cris la possibilité raisonnable de faire des soumissions concurrentielles;
    - (ii) affichent des appels d'offres dans un endroit public de toutes les communautés criées à la date de leur publication dans le public;
    - (iii) fixent la date, le lieu et les conditions de présentation des appels d'offres afin de permettre aux groupes et aux individus criés d'y répondre facilement.
- 29.0.31 Pour les projets mis sur pied ou effectués par le Canada ou le Québec ou par leurs agences, délégués ou entrepreneurs, et pour les projets de tout promoteur dont le but principal est de fournir des biens et services aux communautés inuit ou de leur en faire bénéficier, le Canada et le Québec prennent toutes les mesures raisonnables pour offrir prioritairement aux Inuit des emplois et des contrats découlant de ces projets.
- b) En ce qui concerne les contrats relatifs à ces projets, le promoteur doit :
    - (i) concevoir les contrats de manière à ce que les Inuit aient la possibilité de faire des soumissions concurrentielles;
    - (ii) afficher des appels d'offres dans un endroit public dans toutes les communautés inuit, à la même date à laquelle ces appels d'offres sont portés à la connaissance du public; et
    - (iii) fixer la date, le lieu et les conditions de soumission des offres afin que les Inuit puissent soumettre leurs offres facilement, individuellement ou en groupe.

---

**Remarques :** Consulter le tableau intitulé « Résumé des avantages découlant de l'Avis de politique des marchés 1997-8 du Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada » pour savoir dans quels cas on doit appliquer cette clause. Elle doit figurer intégralement à la fin de l'invitation à soumissionner, avant les annexes ou les appendices.

### W0014T (15/06/98) CBJNQ - critères d'évaluation

Les avantages qui s'appliquent à ce marché sont exprimés dans la section 1 des clauses de la Convention de la Baie James et du Nord québécois (CBJNQ) :

- 7.1 Dans la mesure du possible et par souci d'une saine gestion des acquisitions, tous les critères qui suivent ou tous les critères réputés applicables à quelque marché de l'État que ce soit, figureront parmi les critères d'examen des soumissions établis par l'autorité adjudicatrice pour l'adjudication de marchés de l'État dans le territoire:

## W - Marchés réservés - revendications territoriales

---

- a) la contribution des Inuit à l'exécution du marché, qui devra inclure, sans s'y limiter, l'emploi de la main-d'oeuvre inuit, le recours à des services professionnels inuit ou à des fournisseurs inuit;
  - b) la création de sièges sociaux, de bureaux d'administration ou d'autres services permanents dans le territoire;
  - c) les engagements prévus au marché en ce qui concerne la formation en cours d'emploi et le perfectionnement professionnel à l'intention des Inuit.
- 

**Remarques :** Consulter le tableau intitulé « Résumé des avantages découlant de l'Avis de politique des marchés 1997-8 du Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada » pour savoir dans quels cas on doit appliquer cette clause. Elle doit figurer intégralement à la fin de l'invitation à soumissionner, avant les annexes ou les appendices.

### W0021T (15/06/98) CDI - avis

Les avantages qui s'appliquent à ce marché sont exprimés dans la section 2 des clauses de la Convention définitive des Inuvialuit (CDI) :

- 16(8) En vue d'étendre le rôle de la Société inuvialuit de développement (SID) et de ses filiales, qui est d'assurer la prestation de biens et services dans la région désignée et au sein des collectivités inuvialuit, de consolider la viabilité économique du secteur des ressources renouvelables dans la région désignée, de diversifier l'économie de l'Arctique de l'Ouest et de prêter assistance à la société inuvialuit de développement et aux Inuvialuit en favorisant le développement du secteur privé, le gouvernement fédéral doit:
- b) aviser les Inuvialuit de tous les contrats gouvernementaux soumis à un appel d'offres, relativement aux activités dans la région désignée et dans les collectivités inuvialuit. Lorsque les Inuvialuit présentent la meilleure offre, compte tenu du prix, de la qualité, des délais et des autres conditions stipulées, le contrat leur est octroyé;
  - c) aviser la SID des cas où les contrats d'approvisionnement du gouvernement fédéral en biens et services connexes aux activités menées dans la région désignée sont concédés sans appel d'offres. Si les inuvialuit sont des fournisseurs de bonne foi des biens et services visés, une part raisonnable des contrats leur sera concédée.
- 

**Remarques :** Consulter le tableau intitulé « Résumé des avantages découlant de l'Avis de politique des marchés 1997-8 du Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada » pour savoir dans quels cas on doit appliquer cette clause. Elle doit figurer intégralement à la fin de l'invitation à soumissionner, avant les annexes ou les appendices.

### W0022T (15/06/98) CDI - critères d'évaluation

Les avantages qui s'appliquent à ce marché sont exprimés dans la section 2 des clauses de la Convention définitive des Inuvialuit (CDI)

- 6.00 Conformément aux pratiques d'achat courantes, les autorités contractantes devraient élaborer des critères d'évaluation afin d'assurer la prise en considération équitable de toutes les soumissions et tenir compte de tous les aspects des compétences et des capacités des soumissionnaires. Pour éviter toute confusion, les documents d'appel d'offres devraient définir les conditions sur le plan de la qualité ou la terminologie qui sont essentielles à la passation de marchés.

Au moment d'établir les critères d'évaluation des soumissions pour l'attribution des contrats du gouvernement, lorsque cela est pratique et conforme à la gestion efficace des achats, les

## W - Marchés réservés - revendications territoriales

---

autorités contractantes devraient considérer la contribution potentielle des Inuvialuit à l'exécution du contrat. Ceci peut inclure, selon le cas :

- a) le recrutement d'Inuvialuit, l'achat de services professionnels inuvialuit et le recours aux fournisseurs inuvialuit;
- b) la création de bureaux administratifs ou d'autres installations dans la région où sont établis les Inuvialuit;
- c) les engagements contractuels, en ce qui concerne la formation en cours d'emploi connexe ou l'acquisition de compétences pour les Inuvialuit.

---

**Remarques :** Consulter le tableau intitulé « Résumé des avantages découlant de l'Avis de politique des marchés 1997-8 du Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada » pour savoir dans quels cas on doit appliquer cette clause. Elle doit figurer intégralement à la fin de l'invitation à soumissionner, avant les annexes ou les appendices.

### W0031T (15/06/98) ERTGG - avis

Les avantages qui s'appliquent à ce marché sont exprimés dans la section 3 des clauses de l'Entente sur la revendication territoriale globale des Gwich'in (ERTGC), appendice C :

- 17.2.1 Pour ce qui est des marchés devant être adjugés dans la zone d'exploitation principale, le Canada s'engage à inscrire sur les listes d'entrepreneurs le nom des Gwich'in Tetlit qualifiés qui ont indiqué leur intérêt à conclure des marchés.

---

**Remarques :** Consulter le tableau intitulé « Résumé des avantages découlant de l'Avis de politique des marchés 1997-8 du Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada » pour savoir dans quels cas on doit appliquer cette clause. Elle doit figurer intégralement à la fin de l'invitation à soumissionner, avant les annexes ou les appendices.

### W0032T (15/06/98) ERTGG - établissement d'une liste

Les avantages qui s'appliquent à ce marché sont exprimés dans la section 3 des clauses de l'Entente sur la revendication territoriale globale des Gwich'in (ERTGC), appendice C :

- 17.2.5 Le Canada veille à ce que soient fournis aux Gwich'in Tetlit des conseils sur la manière de participer aux marchés fédéraux, et à ce que les Gwich'in Tetlit et les entreprises appartenant aux Gwich'in Tetlit puissent s'inscrire sur les listes et répertoire utilisés par le Canada en vue de la passation des marchés.

---

**Remarques :** Consulter le tableau intitulé « Résumé des avantages découlant de l'Avis de politique des marchés 1997-8 du Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada » pour savoir dans quels cas on doit appliquer cette clause. Elle doit figurer intégralement à la fin de l'invitation à soumissionner, avant les annexes ou les appendices.

### W0033T (15/06/98) ETRGG - ressources patrimoniales

Les avantages qui s'appliquent à ce marché sont exprimés dans la section 3 des clauses de l'Entente sur la revendication territoriale globale des Gwich'in (ERTGC) :

## W - Marchés réservés - revendications territoriales

---

- 25.1.10 Les Gwich'in doivent être embauchés en priorité dans les lieux publics, les musées, les projets relatifs aux ressources patrimoniales, les travaux archéologiques et autres établissements et projets analogues dans la région visée par le règlement qui se rapportent à des ressources patrimoniales gwich'in, selon les modalités prévues par l'accord relatif à la zone protégée ou, en l'absence d'un tel accord, par les plans de gestion ou de travail des lieux publics, musées, projets, établissements et travaux dont il est question dans le présent chapitre. Le Conseil tribal des Gwich'in doit être consulté dans le cours de l'élaboration de ces plans.
- 

**Remarques :** Consulter le tableau intitulé « Résumé des avantages découlant de l'Avis de politique des marchés 1997-8 du Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada » pour savoir dans quels cas on doit appliquer cette clause. Elle doit figurer intégralement à la fin de l'invitation à soumissionner, avant les annexes ou les appendices.

### W0034T (15/06/98) ERTGG - site patrominal désigné

Les avantages qui s'appliquent à ce marché sont exprimés dans la section 3 des clauses de l'Entente sur la revendication territoriale globale des Gwich'in (ERTGC), appendice C :

- 9.7.1 Le Canada avise par écrit les Gwich'in Tetlit de tout appel d'offres public concernant des marchés liés à la gestion de lieux historiques se rapportant directement à l'histoire ou à la culture des Gwich'in Tetlit.
- 9.7.2 Le Canada offre prioritairement aux Gwich'in Tetlit la possibilité de conclure un contrat de durée déterminée se rapportant à la gestion d'un lieu historique désigné situé dans la zone d'exploitation principale.
- 9.7.5 Le Canada doit inclure les critères suivants dans tous les appels d'offres se rapportant à la gestion de lieux historiques désignés situés dans la zone d'exploitation principale:
- a) un critère concernant l'embauchage de main-d'œuvre gwich'in tetlit;
  - b) un critère concernant les connaissances spéciales ou l'expérience requises à l'égard du lieu historique désigné.
- 

**Remarques :** Consulter le tableau intitulé « Résumé des avantages découlant de l'Avis de politique des marchés 1997-8 du Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada » pour savoir dans quels cas on doit appliquer cette clause. Elle doit figurer intégralement à la fin de l'invitation à soumissionner, avant les annexes ou les appendices.

### W0035T (15/06/98) ERTGG - arpentage

Les avantages qui s'appliquent à ce marché sont exprimés dans la section 3 des clauses de l'Entente sur la revendication territoriale globale des Gwich'in (ERTGC), appendice C :

- 11.6.1 a) Lorsque des occasions d'emploi dans l'arpentage des terres gwich'in tetlit au Yukon découlent directement de l'application de la présente annexe, le Canada doit inclure dans toutes les offres de marchés se rapportant à l'arpentage des terres gwich'in tetlit au Yukon un critère relatif à l'embauchage de main-d'oeuvre gwich'in tetlit;
- b) l'alinéa a) n'a pas pour effet de faire du critère relatif à l'embauchage de main-d'oeuvre gwich'in tetlit le critère déterminant en vue de l'adjudication des marchés.
- 11.6.2 a) Les Gwich'in Tetlit doivent avoir accès aux possibilités d'affaires et avantages économiques liés à l'arpentage des terres gwich'in tetlit au Yukon. Tout marché attribué en vue de l'arpentage des terres gwich'in tetlit au Yukon doit contenir une condition
-



## W - Marchés réservés - revendications territoriales

---

portant que doivent être considérés en priorité les Gwich'in Tetlit et les entreprises gwich'in tetlit possédant les compétences et l'expérience nécessaires pour fournir les services techniques et de soutien nécessaires à l'exécution du marché. La liste des entreprises gwich'in tetlit et des Gwich'in Tetlit intéressées à offrir ce genre de services aux entrepreneurs qui pourraient être chargés des arpentages des terres gwich'in tetlit au Yukon doit accompagner toutes les demandes de propositions. Les propositions des entrepreneurs doivent contenir une preuve documentaire attestant qu'ils ont considéré en priorité les candidatures des Gwich'in Tetlit et des entreprises gwich'in tetlit.

- b) Lorsque des terres gwich'in tetlit au Yukon sont attenantes à des terres visées par le règlement de la première nation des Na'Cho N'y'ak Dun, les Gwich'in Tetlit et cette première nation doivent s'entendre sur les modalités du partage des avantages économiques visés à l'alinéa a).

---

**Remarques :** Consulter le tableau intitulé « Résumé des avantages découlant de l'Avis de politique des marchés 1997-8 du Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada » pour savoir dans quels cas on doit appliquer cette clause. Elle doit figurer intégralement à la fin de l'invitation à soumissionner, avant les annexes ou les appendices.

### W0036T (15/06/98) ERTGG - sylviculture

Les avantages qui s'appliquent à ce marché sont exprimés dans la section 3 des clauses de l'Entente sur la revendication territoriale globale des Gwich'in (ERTGC), appendice C :

- 13.6.2 Le gouvernement avise par écrit les Gwich'in Tetlit de tout appel d'offres concernant des marchés relatifs à des activités de sylviculture dans la zone d'exploitation principale.
- 13.6.3 Les Gwich'in Tetlit doivent se voir offrir en priorité les marchés de durée déterminée proposés par le gouvernement relativement à des activités de sylviculture dans la zone d'exploitation principale.
- 13.6.6 Le gouvernement doit inclure à toute offre de marché relatif à des activités de sylviculture dans la zone d'exploitation principale un critère concernant l'embauchage de main-d'oeuvre gwich'in tetlit.

---

**Remarques :** Consulter le tableau intitulé « Résumé des avantages découlant de l'Avis de politique des marchés 1997-8 du Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada » pour savoir dans quels cas on doit appliquer cette clause. Elle doit figurer intégralement à la fin de l'invitation à soumissionner, avant les annexes ou les appendices.

### W0041T (15/06/98) ERTIN - avis

Les avantages qui s'appliquent à ce marché sont exprimés dans la section 4 des clauses de l'Entente sur les revendications territoriales des Inuit du Nunavut (ERTIN) :

- 24.5.1 Lorsque le gouvernement du Canada ou le gouvernement territorial sollicite des soumissions en vue de l'exécution de marchés de l'État dans la région du Nunavut, il s'assure que des entreprises inuit qualifiées font partie de la liste des entreprises sollicitées.
- 24.5.2 L'entreprise inuit qui s'est déjà vue adjudger un marché de l'État et qui l'a exécuté avec succès doit être sollicitée à l'égard des marchés de nature analogue.
- 24.5.3 En l'absence d'appels à la concurrence visant des marchés de l'État, les entreprises inuit qualifiées doivent être traitées équitablement.

## W - Marchés réservés - revendications territoriales

---

**Remarques :** Consulter le tableau intitulé « Résumé des avantages découlant de l'Avis de politique des marchés 1997-8 du Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada » pour savoir dans quels cas on doit appliquer cette clause. Elle doit figurer intégralement à la fin de l'invitation à soumissionner, avant les annexes ou les appendices.

### W0042T (15/06/98) ERTIN - établissement d'une liste

Les avantages qui s'appliquent à ce marché sont exprimés dans la section 4 des clauses de l'Entente sur les revendications territoriales des Inuit du Nunavut (ERTIN) :

- 24.7.1 L' Organisation inuit désignée prépare et tient à jour une liste exhaustive des entreprises inuit. Cette liste fait état de renseignements quant aux produits et services que les entreprises inuit sont en mesure de fournir à l'égard des marchés de l'État. Le gouvernement du Canada et le gouvernement territorial tiennent compte de cette liste dans l'exécution des obligations qui leur incombent en vertu du présent chapitre.

---

**Remarques :** Consulter le tableau intitulé « Résumé des avantages découlant de l'Avis de politique des marchés 1997-8 du Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada » pour savoir dans quels cas on doit appliquer cette clause. Elle doit figurer intégralement à la fin de l'invitation à soumissionner, avant les annexes ou les appendices.

### W0043T (15/06/98) ERTIN - critères d'évaluation

Les avantages qui s'appliquent à ce marché sont exprimés dans la section 4 des clauses de l'Entente sur les revendications territoriales des Inuit du Nunavut (ERTIN) :

- 24.6.1 Chaque fois que cela est faisable et compatible avec une saine gestion des marchés de l'État, et sous réserve des obligations internationales du Canada, l'ensemble des critères énumérés aux alinéas suivants ou tous ceux qui sont appropriés à l'égard d'un marché donné font partie des critères établis par le gouvernement du Canada en vue de l'adjudication des marchés de l'État dans la région du Nunavut:
- a) présence de sièges sociaux, de bureaux administratifs ou d'autres établissements dans la région du Nunavut;
  - b) dans l'exécution des marchés, embauchage de travailleurs qui sont des Inuit, recours aux services professionnels des Inuit ou de fournisseurs qui sont soit des Inuit, soit des entreprises inuit;
  - c) prise d'engagements, dans le cadre du marché, relativement à la formation en cours d'emploi ou au perfectionnement professionnel des Inuit.

---

**Remarques :** Consulter le tableau intitulé « Résumé des avantages découlant de l'Avis de politique des marchés 1997-8 du Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada » pour savoir dans quels cas on doit appliquer cette clause. Elle doit figurer intégralement à la fin de l'invitation à soumissionner, avant les annexes ou les appendices.

### W0044T (15/06/98) ERTIN - installations des parcs

Les avantages qui s'appliquent à ce marché sont exprimés dans la section 4 des clauses de l'Entente sur les revendications territoriales des Inuit du Nunavut (ERTIN) :

- 8.4.8 Dans les cas où il entend confier à contrat l'établissement, l'exploitation ou l'entretien d'installation d'un parc dans la région du Nunavut, le gouvernement :

## W - Marchés réservés - revendications territoriales

---

- a) donne la préférence aux entrepreneurs inuit qualifiés, lorsqu'il se propose de lancer un appel d'offres à l'égard de tels contrats;
- b) veille à ce que tous les entrepreneurs donnent la préférence aux Inuit.

8.4.9 L'Organisation Inuit désignée (OID) dispose d'un droit de premier refus relativement à l'exploitation des occasions d'affaires et entreprises visant les parcs de la région du Nunavut qui sont données à contrat. Le gouvernement met à la disposition de l'OID qui en fait la demande tous les rapports et autres éléments d'information qu'il a en sa possession et qui sont utiles aux fins de l'analyse de la faisabilité économique de ces occasions d'affaires et entreprises.

---

**Remarques :** Consulter le tableau intitulé « Résumé des avantages découlant de l'Avis de politique des marchés 1997-8 du Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada » pour savoir dans quels cas on doit appliquer cette clause. Elle doit figurer intégralement à la fin de l'invitation à soumissionner, avant les annexes ou les appendices.

### W0045T (15/06/98) ERTIN - travaux archéologiques

Les avantages qui s'appliquent à ce marché sont exprimés dans la section 4 des clauses de l'Entente sur les revendications territoriales des Inuit du Nunavut :

33.6.1 L'organisme du gouvernement qui entend confier à contrat des travaux archéologiques dans la région du Nunavut est tenu de respecter les conditions suivantes:

- a) s'il se propose de lancer un appel d'offres à l'égard de tels contrats, il doit accorder un traitement préférentiel aux entrepreneurs inuit qualifiés;
- b) il doit veiller à ce que tous les entrepreneurs accordent un traitement préférentiel aux Inuit qualifiés.

33.6.2 Tous les programmes archéologiques administrés par le gouvernement dans la région du Nunavut doivent respecter, au minimum, les dispositions en matière d'embauchage et de formation prévues au chapitre 23.

---

**Remarques :** Consulter le tableau intitulé « Résumé des avantages découlant de l'Avis de politique des marchés 1997-8 du Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada » pour savoir dans quels cas on doit appliquer cette clause. Elle doit figurer intégralement à la fin de l'invitation à soumissionner, avant les annexes ou les appendices.

### W0051T (15/06/98) ACDCIY - avis

Les avantages qui s'appliquent à ce marché sont exprimés dans la section 5 des clauses de l'Accord-cadre définitif du Conseil des Indiens du Yukon (ACDCIY) :

22.5.1 Lorsqu'il lance un appel d'offres, le Yukon en avise par écrit les premières nations du Yukon qui ont manifesté le désir d'en être informées. Lorsque des listes de soumissionnaires ou d'autres méthodes analogues sont utilisées, le Yukon en avise les premières nations du Yukon qui ont manifesté leur intérêt à conclure des marchés et indiqué leur aptitude à fournir les biens ou services demandés.

---

## W - Marchés réservés - revendications territoriales

---

**Remarques :** Consulter le tableau intitulé « Résumé des avantages découlant de l'Avis de politique des marchés 1997-8 du Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada » pour savoir dans quels cas on doit appliquer cette clause. Elle doit figurer intégralement à la fin de l'invitation à soumissionner, avant les annexes ou les appendices.

### W0052T (15/06/98) ACDCIY - établissement d'une liste

Les avantages qui s'appliquent à ce marché sont exprimés dans la section 5 des clauses de l'Accord-cadre définitif du Conseil des Indiens du Yukon (ACDCIY) :

- 22.5.4 Pour les contrats devant être adjugés au Yukon, le Canada s'engage à inscrire sur ses listes d'entrepreneurs les premières nations du Yukon qui possèdent les compétences requises et qui ont manifesté leur intérêt à conclure des marchés.
- 22.5.8 Le gouvernement veille à ce que les Indiens du Yukon et les corporations des premières nations du Yukon soient informés de la marche à suivre pour participer pleinement aux marchés gouvernementaux et à ce que ces particuliers et ces entreprises aient l'occasion de s'inscrire sur les listes ou répertoires utilisés par le gouvernement aux fins de la passation des marchés.

---

**Remarques :** Consulter le tableau intitulé « Résumé des avantages découlant de l'Avis de politique des marchés 1997-8 du Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada » pour savoir dans quels cas on doit appliquer cette clause. Elle doit figurer intégralement à la fin de l'invitation à soumissionner, avant les annexes ou les appendices.

### W0053T (15/06/98) ACDCIY - arpentage

Les avantages qui s'appliquent à ce marché sont exprimés dans la section 5 des clauses de l'Accord-cadre définitif du Conseil des Indiens du Yukon (ACDCIY) :

- 15.7.1 Lorsque des occasions d'emploi dans l'arpentage des terres visées par le règlement découlent directement de l'application de l'entente définitive conclue par une première nation du Yukon, les parties à cette entente définitive négocient, dans le cadre de cette entente définitive, la participation à ces activités des Indiens du Yukon qui possèdent les compétences ou l'expérience appropriées, ainsi que la définition des compétences et de l'expérience que doivent posséder les candidats.
- 15.7.2 Les premières nations du Yukon doivent avoir accès aux possibilités d'affaires et autres avantages économiques liés à l'arpentage des terres visées par le règlement. Tout marché attribué en vue de l'arpentage des terres visées par le règlement doit contenir une condition portant que doivent être considérés en priorité les Indiens du Yukon et les entreprises des premières nations du Yukon possédant les compétences et l'expérience requises pour fournir les services techniques et de soutien nécessaires à l'exécution du marché. La liste des entreprises des premières nations du Yukon et des Indiens intéressés à offrir ce genre de services aux entrepreneurs qui pourraient être chargés de l'arpentage des terres visées par le règlement d'une première nation du Yukon doit accompagner toutes les demandes de propositions. Les propositions des entrepreneurs doivent contenir une preuve documentaire attestant qu'il ont considéré en priorité la candidature des entreprises des premières nations du Yukon et des Indiens du Yukon.

---

**Remarques :** Consulter le tableau intitulé « Résumé des avantages découlant de l'Avis de politique des marchés 1997-8 du Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada » pour savoir dans quels cas on doit appliquer cette clause. Elle doit figurer intégralement à la fin de l'invitation à soumissionner, avant les annexes ou les appendices.

## W - Marchés réservés - revendications territoriales

---

### W0061T (15/06/98) EDPNNND - site patrimonial désigné

Les avantages qui s'appliquent à ce marché sont exprimés dans la section 51. des clauses de l'Entente définitive de la Première Nation des Nacho Nyak Dun (EDPNNND) :

- 13.12.1.1 Le gouvernement avise par écrit la première nation des Nacho Nyak Dun de tout appel d'offres public visant des marchés concernant la gestion d'un lieu historique désigné situé dans le territoire traditionnel de la première nation des Nacho Nyak Dun et directement lié à l'histoire ou à la culture des Nacho Nyak Dun.
- 13.12.1.2 Le gouvernement offre d'abord à la première nation des Nacho Nyak Dun la possibilité de conclure un marché de durée déterminée quant à la gestion d'un lieu historique désigné directement lié à l'histoire ou à la culture des Nacho Nyak Dun et situé dans le territoire traditionnel de la première nation des Nacho Nyak Dun.
- 13.12.1.5 Le gouvernement doit inclure les critères suivants dans toute offre de marché touchant la gestion d'un lieu historique désigné qui est première nation des Nacho Nyak Dun et directement lié à l'histoire ou à la culture des Nacho Nyak Dun :
- a) un critère concernant l'embauchage de Nacho Nyak Dun;
  - b) un critère concernant les connaissances ou l'expérience spéciales des Nacho Nyak Dun qui sont pertinentes au lieu historique désigné.
- 

**Remarques :** Consulter le tableau intitulé « Résumé des avantages découlant de l'Avis de politique des marchés 1997-8 du Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada » pour savoir dans quels cas on doit appliquer cette clause. Elle doit figurer intégralement à la fin de l'invitation à soumissionner, avant les annexes ou les appendices.

### W0062T (15/06/98) EPDNNND - arpentage

Les avantages qui s'appliquent à ce marché sont exprimés dans la section 5.1 des clauses de l'Entente définitive de la Première Nation des Nacho Nyak Dun (EDPNNND) :

- 15.7.1.1 Le gouvernement tient compte, dans l'évaluation des offres, des propositions et des soumissions relatives à l'arpentage des terres visées par le règlement de la première nation des Nacho Nyak Dun, de facteurs tels l'embauchage de Nacho Nyak Dun ainsi que leur participation ou de leur avoir dans l'entreprise qui soumet l'offre, la proposition ou la soumission ou dans toute entreprise de sous-traitance de cette dernière.
- 15.7.1.2 Le plan mentionné à l'article 22.3.1 et visant à permettre aux Nacho Nyak Dun de profiter des possibilités de développement économique doit préciser les compétences et l'expérience appropriées à l'arpentage des terres visées par le règlement de la première nation des Nacho Nyak Dun.
- a) En attendant que soit élaboré le plan des possibilités de développement économique visé à l'article 22.3.1, le gouvernement et la première nation des Nacho Nyak Dun peuvent s'entendre sur la définition des compétences et de l'expérience appropriées à l'arpentage de ces terres.
- 

**Remarques :** Consulter le tableau intitulé « Résumé des avantages découlant de l'Avis de politique des marchés 1997-8 du Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada » pour savoir dans quels cas on doit appliquer cette clause. Elle doit figurer intégralement à la fin de l'invitation à soumissionner, avant les annexes ou les appendices.

## W - Marchés réservés - revendications territoriales

---

### W0063T (15/06/98) EDPNNND - sylviculture

Les avantages qui s'appliquent à ce marché sont exprimés dans la section 5.1 des clauses de l'Entente définitive de la Première Nation des Nacho Nyak Dun (EDPNNND) :

- 17.14.2.2 Le gouvernement avise par écrit la première nation des Nacho Nyak Dun de tout appel d'offres concernant des marchés relatifs à des activités sylvicoles dans le territoire traditionnel de cette première nation.
- 17.14.2.3 La première nation des Nacho Nyak Dun doit se voir offrir en premier la possibilité de conclure tout marché de durée déterminée proposé par le gouvernement relativement à des activités sylvicoles dans le territoire traditionnel de cette première nation.
- 17.14.2.6 Le gouvernement doit assortir toute offre de marché relatif à des activités sylvicoles dans le territoire traditionnel de la première nation des Nacho Nyak Dun d'un critère concernant l'embauchage de Nacho Nyak Dun.

---

**Remarques :** Consulter le tableau intitulé « Résumé des avantages découlant de l'Avis de politique des marchés 1997-8 du Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada » pour savoir dans quels cas on doit appliquer cette clause. Elle doit figurer intégralement à la fin de l'invitation à soumissionner, avant les annexes ou les appendices.

### W0071T (15/06/98) EDPNCA - emploi de chevaux

Les avantages qui s'appliquent à ce marché sont exprimés dans la section 5.2 des clauses de l'Entente définitive des premières nations de Champagne et de Aishihik (EDPNCA), chapitre 10, annexe A :

- 9.3 Le Service canadien des parcs accorde un droit de premier refus aux premières nations de Champagne et de Aishihik à l'égard des marchés qu'il propose et qui portent sur l'emploi de chevaux dans le parc, le tout selon les modalités suivantes :
  - 9.3.1 le Service canadien des parcs donne avis aux premières nations de Champagne et de Aishihik des conditions d'un tel marché;
  - 9.3.2 lorsque les premières nations de Champagne et de Aishihik n'acceptent pas le marché offert par le Service canadien des parcs, celui-ci peut procéder à une offre publique du marché, aux conditions précisées dans l'avis donné conformément à l'article 9.3.1;
  - 9.3.3 si le marché faisant l'objet d'une offre publique n'est pas accepté, le Service canadien des parcs peut offrir à nouveau le marché à de nouvelles conditions, conformément au processus énoncé à l'article 9.3.

---

**Remarques :** Consulter le tableau intitulé « Résumé des avantages découlant de l'Avis de politique des marchés 1997-8 du Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada » pour savoir dans quels cas on doit appliquer cette clause. Elle doit figurer intégralement à la fin de l'invitation à soumissionner, avant les annexes ou les appendices.

### W0072T (15/06/98) EDPNCA - sentiers et chemins

Les avantages qui s'appliquent à ce marché sont exprimés dans la section 5.2 des clauses de l'Entente définitive des premières nations de Champagne et de Aishihik (EDPNCA), chapitre 10, annexe A :

- 9.4 Le Service canadien des parcs accorde un droit de premier refus aux premières nations de Champagne et de Aishihik à l'égard des marchés qu'il propose en vue de l'aménagement de pistes ou de la construction et de l'entretien de chemins dans le parc, le tout selon les modalités suivantes :

## W - Marchés réservés - revendications territoriales

---

- 9.4.1 le Service canadien des parcs avise les premières nations de Champagne et de Aishihik des conditions d'un tel marché;
- 9.4.2 lorsque les premières nations de Champagne et de Aishihik n'acceptent pas l'offre dans les 30 jours, le Service canadien des parcs peut procéder à une offre publique du marché, aux conditions précisées dans l'avis donné conformément à l'article 9.4.1;
- 9.4.3 si le marché faisant l'objet d'une offre publique n'est pas accepté, le Service canadien des parcs peut offrir à nouveau le marché à de nouvelles conditions, conformément au processus énoncé à l'article 9.4.

---

**Remarques :** Consulter le tableau intitulé « Résumé des avantages découlant de l'Avis de politique des marchés 1997-8 du Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada » pour savoir dans quels cas on doit appliquer cette clause. Elle doit figurer intégralement à la fin de l'invitation à soumissionner, avant les annexes ou les appendices.

### **W0073T (15/06/98) EDPNCA - site patrimonial désigné**

Les avantages qui s'appliquent à ce marché sont exprimés dans la section 5.2 des clauses de l'Entente définitive des premières nations de Champagne et de Aishihik (EDPNCA) :

- 13.12.1.1 Le gouvernement avise par écrit les premières nations de Champagne et de Aishihik de tout appel d'offres public visant des marchés concernant la gestion d'un lieu historique désigné situé dans le territoire traditionnel des premières nations de Champagne et de Aishihik et directement lié à l'histoire ou à la culture des Indiens de Champagne et de Aishihik.
- 13.12.1.2 Le gouvernement offre d'abord aux premières nations de Champagne et de Aishihik la possibilité de conclure un marché de durée déterminée quant à la gestion d'un lieu historique désigné directement lié à l'histoire ou à la culture des Indiens de Champagne et de Aishihik et situé dans le territoire traditionnel des premières nations de Champagne et de Aishihik.
- 13.12.1.5 Le gouvernement doit inclure les critères suivants dans toute offre de marché touchant la gestion d'un lieu historique désigné qui est situé dans le territoire traditionnel des premières nations de Champagne et de Aishihik et directement lié à l'histoire ou à la culture des Indiens de Champagne et de Aishihik :
  - a) un critère concernant l'embauchage d'Indiens de Champagne et de Aishihik;
  - b) un critère concernant les connaissances ou l'expérience spéciales des Indiens de Champagne et de Aishihik qui sont pertinentes au lieu historique désigné.

---

**Remarques :** Consulter le tableau intitulé « Résumé des avantages découlant de l'Avis de politique des marchés 1997-8 du Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada » pour savoir dans quels cas on doit appliquer cette clause. Elle doit figurer intégralement à la fin de l'invitation à soumissionner, avant les annexes ou les appendices.

### **W0074T (15/06/98) EDPNCA - arpentage**

Les avantages qui s'appliquent à ce marché sont exprimés dans la section 5.2 des clauses de l'Entente définitive des premières nations de Champagne et de Aishihik (EDPNCA) :

- 15.7.1.1 Le gouvernement tient compte, dans l'évaluation des offres, des propositions et des soumissions relatives à l'arpentage des terres visées par le règlement des premières

## W - Marchés réservés - revendications territoriales

---

nations de Champagne et de Aishihik, de facteurs tels l'embauchage d'Indiens de Champagne et de Aishihik ainsi que de leur participation ou de leur avoir dans l'entreprise qui soumet l'offre, la proposition ou la soumission ou dans toute entreprise de sous-traitance de cette dernière.

- 15.7.1.2 Le plan mentionné à l'article 22.3.1 et visant à permettre aux Indiens de Champagne et de Aishihik de profiter des possibilités de développement économique doit préciser les compétences et l'expérience appropriées à l'arpentage des terres visées par le règlement des premières nations de Champagne et de Aishihik.
- 

**Remarques :** Consulter le tableau intitulé « Résumé des avantages découlant de l'Avis de politique des marchés 1997-8 du Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada » pour savoir dans quels cas on doit appliquer cette clause. Elle doit figurer intégralement à la fin de l'invitation à soumissionner, avant les annexes ou les appendices.

### **W0075T (15/06/98) EDPNCA - sylviculture**

Les avantages qui s'appliquent à ce marché sont exprimés dans la section 5.2 des clauses de l'Entente définitive des premières nations de Champagne et de Aishihik (EDPNCA) :

- 17.14.2.2 Le gouvernement avise par écrit les premières nations de Champagne et de Aishihik de tout appel d'offres concernant des marchés relatifs à des activités sylvicoles dans le territoire traditionnel de ces premières nations.
- 17.14.2.3 Les premières nations de Champagne et de Aishihik doivent se voir offrir en premier la possibilité de conclure tout marché de durée déterminée proposé par le gouvernement relativement à des activités sylvicoles dans le territoire traditionnel de ces premières nations.
- 17.14.2.6 Le gouvernement doit assortir toute offre de marché relatif à des activités sylvicoles dans le territoire traditionnel des premières nations de Champagne et de Aishihik d'un critère concernant l'embauchage d'Indiens de Champagne et de Aishihik.
- 

**Remarques :** Consulter le tableau intitulé « Résumé des avantages découlant de l'Avis de politique des marchés 1997-8 du Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada » pour savoir dans quels cas on doit appliquer cette clause. Elle doit figurer intégralement à la fin de l'invitation à soumissionner, avant les annexes ou les appendices.

### **W0081T (15/06/98) EDCTT - site patrimonial désigné**

Les avantages qui s'appliquent à ce marché sont exprimés dans la section 5.3 des clauses de l'Entente définitive du Conseil des Tlingits de Teslin (EDCTT) :

- 13.12.1.1 Le gouvernement avise par écrit le conseil des Tlingits de Teslin de tout appel d'offre public visant des marchés concernant la gestion d'un lieu historique désigné situé dans le territoire traditionnel du conseil des Tlingits de Teslin et directement lié à l'histoire ou à la culture des Tlingits de Teslin.
- 13.12.1.2 Le gouvernement offre d'abord au conseil des Tlingits de Teslin la possibilité de conclure un marché de durée déterminée quant à la gestion d'un lieu historique désigné directement lié à l'histoire ou à la culture des Tlingits de Teslin et situé dans le territoire traditionnel du conseil des Tlingits de Teslin.
- 13.12.1.5 Le gouvernement doit inclure les critères suivants dans toute offre de marché touchant la gestion d'un lieu historique désigné qui est situé dans le territoire traditionnel du conseil des Tlingits de Teslin et directement lié à l'histoire ou à la culture des Tlingits de Teslin :



## W - Marchés réservés - revendications territoriales

---

- a) un critère concernant l'embauchage de Tlingits de Teslin;
  - b) un critère concernant les connaissances ou l'expérience spéciales des Tlingits de Teslin qui sont pertinentes au lieu historique désigné.
- 
- 

**Remarques :** Consulter le tableau intitulé « Résumé des avantages découlant de l'Avis de politique des marchés 1997-8 du Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada » pour savoir dans quels cas on doit appliquer cette clause. Elle doit figurer intégralement à la fin de l'invitation à soumissionner, avant les annexes ou les appendices.

### W0082T (15/06/98) EDCTT - arpentage

Les avantages qui s'appliquent à ce marché sont exprimés dans la section 5.3 des clauses de l'Entente définitive du Conseil des Tlingits de Teslin (EDCTT) :

- 15.7.1.1 Le gouvernement tient compte, dans l'évaluation des offres des propositions et des soumissions relatives à l'arpentage des terres visées par le règlement du conseil des Tlingits de Teslin, de facteurs tels l'embauchage de Tlingits de Teslin ainsi que de leur participation ou de leur avoir dans l'entreprise qui soumet l'offre, la proposition ou la soumission ou dans toute entreprise de sous-traitance de cette dernière.
  - 15.7.1.2 Le plan mentionné à l'article 22.3.1 et visant à permettre aux Tlingits de Teslin de profiter des possibilités de développement économique doit préciser les compétences et l'expérience appropriées à l'arpentage des terres visées par le règlement du conseil des Tlingits de Teslin.
- 
- 

**Remarques :** Consulter le tableau intitulé « Résumé des avantages découlant de l'Avis de politique des marchés 1997-8 du Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada » pour savoir dans quels cas on doit appliquer cette clause. Elle doit figurer intégralement à la fin de l'invitation à soumissionner, avant les annexes ou les appendices.

### W0083T (15/06/98) EDCTT - sylviculture

Les avantages qui s'appliquent à ce marché sont exprimés dans la section 5.3 des clauses de l'Entente définitive du Conseil des Tlingits de Teslin (EDCTT) :

- 17.14.2.2 Le gouvernement avise par écrit le conseil des Tlingits de Teslin de tout appel d'offres concernant des marchés relatifs à des activités sylvicoles dans le territoire traditionnel de ce conseil.
  - 17.14.2.3 Le conseil des Tlingits de Teslin doit se voir offrir en premier la possibilité de conclure tout marché de durée déterminée proposé par le gouvernement relativement à des activités sylvicoles dans le territoire traditionnel de ce conseil.
  - 17.14.2.6 Le gouvernement doit assortir toute offre de marché relatif à des activités sylvicoles dans le territoire traditionnel du conseil des Tlingits de Teslin d'un critère concernant l'embauchage de Tlingits de Teslin.
- 
- 

**Remarques :** Consulter le tableau intitulé « Résumé des avantages découlant de l'Avis de politique des marchés 1997-8 du Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada » pour savoir dans quels cas on doit appliquer cette clause. Elle doit figurer intégralement à la fin de l'invitation à soumissionner, avant les annexes ou les appendices.

## W - Marchés réservés - revendications territoriales

---

### W0091T (15/06/98) EDPNGV - sentiers

Les avantages qui s'appliquent à ce marché sont exprimés dans la section 5.4 des clauses de l'Entente définitive de la première nation des Gwich'in de Vuntut (EDPNGV), chapitre 10, annexe A :

- 9.6 Le Service canadien des parcs donne un préavis écrit suffisant à la première nation des Gwitchin Vuntut de tout appel d'offres de marchés visant la fourniture de biens et services dans le territoire traditionnel de la première nation des Gwitchin Vuntut, le tout en vue de la mise en valeur, de l'exploitation et de la gestion du parc.
- 9.7 Le Service canadien des parcs offre à la première nation des Gwitchin Vuntut un droit de premier refus à l'égard des marchés qu'il propose et portant sur la construction ou l'entretien de pistes ou d'installation dans le parc ou aménagées en rapport avec ce parc, plus précisément dans le territoire traditionnel de la première nation des Gwitchin Vuntut, le tout selon les modalités suivantes :
- 9.7.1 le Service canadien des parcs donne avis à la première nation des Gwitchin Vuntut des conditions d'un tel marché;
- 9.7.2 la première nation des Gwitchin Vuntut dispose de 30 jours à partir de la date de réception de l'avis prévu par l'article 9.7.1 pour informer par écrit le directeur du parc de son intention d'exercer ou non le droit de premier refus visé à l'article 9.7;
- 9.7.3 si la première nation des Gwitchin Vuntut n'exerce pas son droit de premier refus visé à l'article 9.7, le Service canadien des parcs peut procéder à une offre publique du marché, aux conditions précisées dans l'avis donné conformément à l'article 9.7.1;
- 9.7.4 si le marché faisant l'objet d'une offre publique n'est pas accepté, le Service canadien des parcs peut offrir à nouveau le marché à de nouvelles conditions, conformément au processus énoncé à l'article 9.7.

---

**Remarques :** Consulter le tableau intitulé « Résumé des avantages découlant de l'Avis de politique des marchés 1997-8 du Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada » pour savoir dans quels cas on doit appliquer cette clause. Elle doit figurer intégralement à la fin de l'invitation à soumissionner, avant les annexes ou les appendices.

### W0092T (15/06/98) EDPNGV - site patrimonial désigné

Les avantages qui s'appliquent à ce marché sont exprimés dans la section 5.4 des clauses de l'Entente définitive de la première nation des Gwich'in de Vuntut (EDPNGV) :

- 13.12.1.1 Le gouvernement avise par écrit la première nation des Gwitchin Vuntut de tout appel d'offres public de marchés visant la gestion d'un lieu historique désigné situé dans le territoire traditionnel de la première nation des Gwitchin Vuntut et directement lié à l'histoire ou à la culture des Indiens du Yukon.
- 13.12.1.3 Le gouvernement offre en premier à la première nation des Gwitchin Vuntut la possibilité de conclure un marché de durée déterminée quant à la gestion d'un lieu historique désigné directement lié à l'histoire et à la culture des Indiens du Yukon et situé dans le territoire traditionnel de la première nation des Gwitchin Vuntut.
- 13.12.1.6 Le gouvernement doit inclure les critères suivants dans toute offre de marché visant la gestion d'un lieu historique désigné situé dans le territoire traditionnel de la première nation des Gwitchin Vuntut et directement lié à l'histoire et à la culture des Indiens du Yukon :
- a) un critère concernant l'embauchage de Gwitchin Vuntut;
- b) un critère concernant les connaissances ou l'expérience spéciales des Gwitchin Vuntut qui sont pertinentes au lieu historique.

## W - Marchés réservés - revendications territoriales

---

---

**Remarques :** Consulter le tableau intitulé « Résumé des avantages découlant de l'Avis de politique des marchés 1997-8 du Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada » pour savoir dans quels cas on doit appliquer cette clause. Elle doit figurer intégralement à la fin de l'invitation à soumissionner, avant les annexes ou les appendices.

### W0093T (15/06/98) EDPNGV - arpentage

Les avantages qui s'appliquent à ce marché sont exprimés dans la section 5.4 des clauses de l'Entente définitive de la première nation des Gwich'in de Vuntut (EDPNGV) :

- 15.7.1.1 Le gouvernement tient compte, dans l'évaluation des offres, propositions et soumissions relatives à l'arpentage des terres visées par le règlement de la première nation des Gwich'in Vuntut, de facteurs tels l'embauchage de Gwich'in Vuntut ainsi que de leur participation ou de leur avoir dans l'entreprise qui soumet l'offre, la proposition, la soumission ou dans toute entreprise de sous-traitance de cette dernière.
- 15.7.1.2 Le plan mentionné à l'article 22.3.1 et visant à permettre aux Gwich'in Vuntut de profiter des possibilités de développement économique doit préciser les compétences et l'expérience appropriées à l'arpentage des terres visées par le règlement de la première nation des Gwich'in Vuntut.

---

---

**Remarques :** Consulter le tableau intitulé « Résumé des avantages découlant de l'Avis de politique des marchés 1997-8 du Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada » pour savoir dans quels cas on doit appliquer cette clause. Elle doit figurer intégralement à la fin de l'invitation à soumissionner, avant les annexes ou les appendices.

### W0094T (15/06/98) EDPNGV - sylviculture

Les avantages qui s'appliquent à ce marché sont exprimés dans la section 5.4 des clauses de l'Entente définitive de la première nation des Gwich'in de Vuntut (EDPNGV) :

- 17.14.2.2 Le gouvernement avise par écrit la première nation des Gwich'in Vuntut de tout appel d'offres concernant des marchés relatifs à des activités sylvicoles dans le territoire traditionnel de cette première nation.
- 17.14.2.3 La première nation des Gwich'in Vuntut doit se voir offrir en premier la possibilité de conclure tout marché de durée déterminée proposé par le gouvernement relativement à des activités sylvicoles dans le territoire traditionnel de cette première nation.
- 17.14.2.6 Le gouvernement doit assortir toute offre de marché relatif à des activités sylvicoles dans le territoire traditionnel de la première nation des Gwich'in Vuntut d'un critère concernant l'embauchage des Gwich'in Vuntut.
- 17.14.2.7 Le gouvernement tient compte, dans l'évaluation des offres, propositions et soumissions relatives à la gestion des ressources forestières du territoire traditionnel de la première nation des Gwich'in Vuntut, de facteurs tels l'embauchage de Gwich'in Vuntut et leur participation ou leur avoir dans l'entreprise qui soumet la proposition, la soumission ou l'offre ou dans toute entreprise de sous-traitance de cette dernière.

## W - Marchés réservés - revendications territoriales

---

**Remarques :** Consulter le tableau intitulé « Résumé des avantages découlant de l'Avis de politique des marchés 1997-8 du Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada » pour savoir dans quels cas on doit appliquer cette clause. Elle doit figurer intégralement à la fin de l'invitation à soumissionner, avant les annexes ou les appendices.

### W0095T (15/06/98) EDPNGV - service canadien des parcs

Les avantages qui s'appliquent à ce marché sont exprimés dans la section 5.4 des clauses de l'Entente définitive de la première nation des Gwitch'in de Vuntut (EDPNGV), chapitre 10, annexe A :

- 9.8 S'il le juge à propos, le Service canadien des parcs inclut dans le cahier des charges de tout marché offert publiquement en vue d'un approvisionnement en biens et services pour le parc, autres que les marchés visés à l'article 9.7, des critères relatifs :
- 9.8.1 à la connaissance de la langue, de la culture et de la vie en société des Gwitchin Vuntut, ainsi qu'à la connaissance des traditions qui ont cours sur leur territoire traditionnel;
  - 9.8.2 au recours aux services professionnels des Gwitchin Vuntut et à des fournisseurs qui sont des Gwitchin Vuntut ainsi qu'à la formation en cours d'emploi ou au perfectionnement professionnel des Gwitchin Vuntut.

---

**Remarques :** Consulter le tableau intitulé « Résumé des avantages découlant de l'Avis de politique des marchés 1997-8 du Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada » pour savoir dans quels cas on doit appliquer cette clause. Elle doit figurer intégralement à la fin de l'invitation à soumissionner, avant les annexes ou les appendices.

### W0101T (15/06/98) EDPNS - site patrimonial désigné

Les avantages qui s'appliquent à ce marché sont exprimés dans la section 5.5 des clauses de l'Entente définitive de la Première Nation des Selkirk (EDPNS) :

- 13.12.1.1 Le gouvernement avise par écrit la première nation de Selkirk de tout appel d'offres public visant des marchés concernant un lieu historique désigné directement lié à l'histoire ou à la culture des Indiens de Selkirk et situé dans le territoire traditionnel de la première nation de Selkirk.
- 13.12.1.2 Le gouvernement inclut la première nation de Selkirk dans tout appel d'offres restreint pour des marchés concernant un lieu historique désigné directement lié à l'histoire ou à la culture des Indiens de Selkirk et situé sur le territoire traditionnel de la première nation de Selkirk.
- 13.12.1.3 Le gouvernement offre d'abord à la première nation de Selkirk la possibilité de conclure un marché offert autrement que par un appel d'offres public ou restreint relativement à un lieu historique désigné directement lié à l'histoire ou à la culture des Indiens de Selkirk et situé dans le territoire traditionnel de la première nation de Selkirk et ce, aux mêmes conditions que celles qui seraient offertes à d'autres personnes.
- 13.12.1.7 Le gouvernement doit inclure les critères suivants dans toute offre de marché touchant la gestion d'un lieu historique désigné qui est situé dans le territoire traditionnel de la première nation de Selkirk et qui est directement lié à l'histoire ou à la culture des Indiens de Selkirk :
  - a) un critère concernant l'embauchage d'Indiens de Selkirk ou le recours aux services d'entreprises de Selkirk;
  - b) un critère concernant les connaissances ou l'expérience spéciales des Indiens de Selkirk qui sont pertinentes au lieu historique désigné.

## W - Marchés réservés - revendications territoriales

---

---

**Remarques :** Consulter le tableau intitulé « Résumé des avantages découlant de l'Avis de politique des marchés 1997-8 du Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada » pour savoir dans quels cas on doit appliquer cette clause. Elle doit figurer intégralement à la fin de l'invitation à soumissionner, avant les annexes ou les appendices.

### W0102T (15/06/98) EDPNS - Fort Selkirk

Les avantages qui s'appliquent à ce marché sont exprimés dans la section 5.5 des clauses de l'Entente définitive de la Première Nation des Selkirk (EDPNS), chapitre 13, annexe A :

- 5.1 La première nation de Selkirk se voit offrir en premier la possibilité de conclure avec le gouvernement et la première nation de Selkirk ou avec l'un d'entre eux des marchés liés au Fort Selkirk et ce, aux mêmes conditions que celles qui seraient offertes à d'autres personnes.

---

---

**Remarques :** Consulter le tableau intitulé « Résumé des avantages découlant de l'Avis de politique des marchés 1997-8 du Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada » pour savoir dans quels cas on doit appliquer cette clause. Elle doit figurer intégralement à la fin de l'invitation à soumissionner, avant les annexes ou les appendices.

### W0103T (15/06/98) EDPNS - arpentage

Les avantages qui s'appliquent à ce marché sont exprimés dans la section 5.5 des clauses de l'Entente définitive de la Première Nation des Selkirk (EDPNS) :

- 15.7.1.1 Le gouvernement tient compte, dans l'évaluation des offres, des propositions et des soumissions relatives à l'arpentage des terres visées par le règlement de la première nation de Selkirk, de facteurs tels l'embauchage d'Indiens de Selkirk ainsi que de la participation ou de l'avoie de ceux-ci et de la première nation de Selkirk dans l'entreprise qui soumet l'offre, la proposition ou la soumission ou dans toute entreprise de sous-traitance de cette dernière.
- 15.7.1.2 La première nation de Selkirk et le gouvernement veillent à ce que les compétences et l'expérience exigées pour l'embauchage d'Indiens de Selkirk en vue de l'arpentage des terres visées par le règlement de cette première nation soient définies à des niveaux correspondant à la nature des tâches à exécuter dans le cadre d'un tel emploi et fassent entrer en ligne de compte la connaissance que les Indiens de Selkirk ont du milieu local.

---

---

**Remarques :** Consulter le tableau intitulé « Résumé des avantages découlant de l'Avis de politique des marchés 1997-8 du Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada » pour savoir dans quels cas on doit appliquer cette clause. Elle doit figurer intégralement à la fin de l'invitation à soumissionner, avant les annexes ou les appendices.

### W0104T (15/06/98) EDPNS - sylviculture

Les avantages qui s'appliquent à ce marché sont exprimés dans la section 5.5 des clauses de l'Entente définitive de la Première Nation des Selkirk (EDPNS) :

- 17.14.2.2 Le gouvernement avise par écrit la première nation de Selkirk de tout appel d'offres public concernant des marchés relatifs à des activités de gestion de ressources forestières dans le territoire traditionnel de celle-ci.

## W - Marchés réservés - revendications territoriales

---

- 17.14.2.3 Le gouvernement doit inclure la première nation de Selkirk dans tout appel d'offres restreint relativement à la gestion de ressources forestières dans le territoire traditionnel de celle-ci.
- 17.14.2.4 Le gouvernement offre d'abord à la première nation de Selkirk la possibilité de conclure un marché offert autrement que par appel d'offres public ou restreint, relativement à des activités sylvicoles dans son territoire traditionnel et ce, aux mêmes conditions que celles qui seraient offertes à d'autres personnes.
- 17.14.2.8 Le gouvernement doit assortir toute offre de marché relatif à des activités sylvicoles dans le territoire traditionnel de la première nation de Selkirk d'un critère concernant l'embauchage d'Indiens de Selkirk.
- 
- 

**Remarques :** Consulter le tableau intitulé « Résumé des avantages découlant de l'Avis de politique des marchés 1997-8 du Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada » pour savoir dans quels cas on doit appliquer cette clause. Elle doit figurer intégralement à la fin de l'invitation à soumissionner, avant les annexes ou les appendices.

### W0111T (15/06/98) EDPNLSC - site patrimonial désigné

Les avantages qui s'appliquent à ce marché sont exprimés dans la section 5.6 des clauses de l'Entente définitive de la première nation des Little Salmon/Carmacks (EDPNLSC) :

- 13.12.1.1 Le gouvernement avise par écrit la première nation de Little Salmon/Carmacks de tout appel d'offres public visant des marchés concernant la gestion d'un lieu historique désigné directement lié à l'histoire ou à la culture des Indiens de Little Salmon/Carmacks et situé dans le territoire traditionnel de la première nation de Little Salmon/Carmacks.
- 13.12.1.2 Le gouvernement inclut la première nation de Little Salmon/Carmacks dans tout appel d'offres restreint pour des marchés concernant la gestion d'un lieu historique désigné directement lié à l'histoire ou à la culture des Indiens de Little Salmon/Carmacks et situé sur le territoire traditionnel de la première nation de Little Salmon/Carmacks.
- 13.12.1.3 Le gouvernement offre d'abord à la première nation de Little Salmon/Carmacks la possibilité de conclure un marché offert autrement que par un appel d'offres public ou restreint relativement à la gestion d'un lieu historique désigné directement lié à l'histoire ou à la culture des Indiens de Little Salmon/Carmacks et situé dans le territoire traditionnel de la première nation de Little Salmon/Carmacks et ce, aux mêmes conditions que celles qui seraient offertes à d'autres personnes.
- 13.12.1.7 Le gouvernement doit inclure les critères suivants dans toute offre de marché touchant la gestion d'un lieu historique désigné qui est situé dans le territoire traditionnel de la première nation de Little Salmon/Carmacks et qui est directement lié à l'histoire ou à la culture des Indiens de Little Salmon/Carmacks :
- a) un critère concernant l'embauchage d'Indiens de Little Salmon/Carmacks;
  - b) un critère concernant les connaissances ou l'expérience spéciales des Indiens de Little Salmon/Carmacks qui sont pertinentes au lieu historique désigné.
- 
- 

**Remarques :** Consulter le tableau intitulé « Résumé des avantages découlant de l'Avis de politique des marchés 1997-8 du Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada » pour savoir dans quels cas on doit appliquer cette clause. Elle doit figurer intégralement à la de l'invitation à soumissionner, avant les annexes ou les appendices.

## W - Marchés réservés - revendications territoriales

---

### W0112T (15/06/98) EDPNLSC - arpentage

Les avantages qui s'appliquent à ce marché sont exprimés dans la section 5.6 des clauses de l'Entente définitive de la première nation des Little Salmon/Carmacks (EDPNLSC) :

- 15.7.1.1 Le gouvernement tient compte, dans l'évaluation des offres, des propositions et des soumissions relatives à l'arpentage des terres visées par le règlement de la première nation de Little Salmon/Carmacks, de facteurs tels l'embauchage d'Indiens de Little Salmon/Carmacks ainsi que de la participation ou de l'avoir de ceux-ci et de la première nation de Little Salmon/Carmacks dans l'entreprise qui soumet l'offre, la proposition ou la soumission ou dans toute entreprise de sous-traitance de cette dernière.
- 15.7.1.2 La première nation de Little Salmon/Carmacks et le gouvernement veillent à ce que les compétences et l'expérience exigées pour l'embauchage d'Indiens de Little Salmon/Carmacks en vue de l'arpentage des terres visées par le règlement de cette première nation soient définies à des niveaux correspondant à la nature des tâches à exécuter dans le cadre d'un tel emploi et fassent entrer en ligne de compte la connaissance que les Indiens de Little Salmon/Carmacks ont du milieu local.
- 

**Remarques :** Consulter le tableau intitulé « Résumé des avantages découlant de l'Avis de politique des marchés 1997-8 du Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada » pour savoir dans quels cas on doit appliquer cette clause. Elle doit figurer intégralement à la fin de l'invitation à soumissionner, avant les annexes ou les appendices.

### W0113T (12/05/00) EDPNLSC - sylviculture

Les avantages qui s'appliquent à ce marché sont exprimés dans la section 5.6 des clauses de l'Entente définitive de la première nation des Little Salmon/Carmacks (EDPNLSC) :

- 17.14.2.2 Le gouvernement avise par écrit la première nation de Little Salmon/Carmacks de tout appel d'offres public concernant des marchés relatifs à des activités de gestion de ressources forestières dans le territoire traditionnel de celle-ci.
- 17.14.2.3 Le gouvernement doit inclure la première nation de Little Salmon/Carmacks dans tout appel d'offres restreint relativement à la gestion de ressources forestières dans le territoire traditionnel de celle-ci.
- 17.14.2.4 Le gouvernement offre d'abord à la première nation de Little Salmon/Carmacks la possibilité de conclure un marché offert autrement que par appel d'offres public ou restreint, relativement à des activités sylvicoles dans son territoire traditionnel et ce, aux mêmes conditions que celles qui seraient offertes à d'autres personnes.
- 17.14.2.8 Le gouvernement doit assortir toute offre de marché relatif à des activités sylvicoles dans le territoire traditionnel de la première nation de Little Salmon/Carmacks d'un critère concernant l'embauchage d'Indiens de Little Salmon/Carmacks.
- 

### W0113T (15/06/98) EDPNLSC - sylviculture

A partir du 12/05/00, cette clause est remplacée par W0113T.

---

## W - Marchés réservés - revendications territoriales

---

**Remarques :** Consulter le tableau intitulé « Résumé des avantages découlant de l'Avis de politique des marchés 1997-8 du Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada » pour savoir dans quels cas on doit appliquer cette clause. Elle doit figurer intégralement à la de l'invitation à soumissionner, avant les annexes ou les appendices.

### W0121T (15/06/98) ERTGDMS - avis

Les avantages qui s'appliquent à ce marché sont exprimés dans la section 6 des clauses de l'Entente sur la revendication territoriale globale des Dénés et des Métis du Sahtu (ERTGDMS) :

12.2.1 Lorsqu'un gouvernement exerce, dans la région visée par le règlement, des activités d'intérêt public créant de l'emploi ou donnant ouverture à d'autres possibilités économiques, et qu'il choisit de passer des marchés dans la cadre de ces activités, il doit, selon le cas, respecter les conditions suivantes :

- a) s'il s'agit du gouvernement du Canada, il doit appliquer des procédures et méthodes de passation des marchés visant à maximiser les possibilités d'affaires et d'emploi à l'échelle locale et régionale, notamment en offrant aux entrepreneurs potentiels des occasions de se familiariser avec les mécanismes d'appels d'offres;
- b) s'il s'agit du gouvernement des Territoires du Nord-Ouest, il doit appliquer ses politiques, procédures et méthodes de passation préférentielle des marchés en vue de maximiser les possibilités d'affaires et d'emplois, tant à l'échelle locale et régionale que dans le Nord.

---

**Remarques :** Consulter le tableau intitulé « Résumé des avantages découlant de l'Avis de politique des marchés 1997-8 du Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada » pour savoir dans quels cas on doit appliquer cette clause. Elle doit figurer intégralement à la fin de l'invitation à soumissionner, avant les annexes ou les appendices.

### W0122T (15/06/98) ERTGDMS - ressources patrimoniales

Les avantages qui s'appliquent à ce marché sont exprimés dans la section 6 des clauses de l'Entente sur la revendication territoriale globale des Dénés et des Métis du Sahtu (ERTGDMS):

26.2.8 Les participants doivent avoir la priorité d'embauche pour les lieux publics, les musées, les projets relatifs aux ressources patrimoniales, les travaux archéologiques et autres établissements et projets analogues dans la région visée par le règlement qui se rapportent à des ressources patrimoniales du Sahtu, selon les modalités prévues par l'accord relatif à la zone protégée ou, en l'absence d'un tel accord, par les plans de gestion ou de travail des lieux publics, musées, projets, établissements et travaux dont il est question dans le présent chapitre. Le Conseil tribal du Sahtu doit être consulté dans le cours de l'élaboration de ces plans.

---

**Remarques :** Consulter le tableau intitulé « Résumé des avantages découlant de l'Avis de politique des marchés 1997-8 du Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada » pour savoir dans quels cas on doit appliquer cette clause. Elle doit figurer intégralement à la fin de l'invitation à soumissionner, avant les annexes ou les appendices.

### W0131T (15/06/98) Ile Banks - avis

Les avantages qui s'appliquent à ce marché sont exprimés dans la section 7 des clauses de la Convention pour l'établissement d'un parc national sur l'île Banks :

8.02 La Société régionale inuvialuit (SRI) tiendra une liste détaillée des entreprises inuvialuit dans l'Arctique de l'Ouest, incluant des renseignements sur les biens et services dont le gouvernement



## W - Marchés réservés - revendications territoriales

---

du Canada a besoin ou pourrait éventuellement avoir besoin pour la création, le développement, la gestion ou l'exploitation du parc. La Société communautaire de Sachs Harbour (SCSH) fera de même pour la communauté de Sachs Harbour. Les deux sociétés veilleront à transmettre leur liste au surintendant du district de l'Arctique de l'Ouest, Service canadien des parcs, Inuvik. Le gouvernement du Canada utilisera ces listes afin d'inviter des entreprises à soumissionner, mais il ne limitera pas la capacité d'aucune entreprise inuvialuit à soumissionner, conformément aux dispositions du processus d'appel d'offres, lorsqu'il y aura appel d'offres public.

- 8.03 Au stade de la planification des marchés rattachés au parc, le gouvernement du Canada prendra toutes les mesures appropriées pour que les entreprises inuvialuit qualifiées puissent soumissionner et obtenir des marchés. Il envisagera, sans nécessairement s'y limiter, les mesures suivantes pour les entreprises inuvialuit situées à Sachs Harbour :
- a) À la demande la SRI ou de la SCSH, il fournira une aide raisonnable aux entreprises inuvialuit afin qu'elles puissent se familiariser avec la procédure d'adjudication des marchés de l'État.
  - b) Il déterminera la date, le lieu et les modalités de présentation des offres de sorte que les entreprises inuvialuit puissent facilement soumissionner.
  - c) Il lancera des appels d'offres par groupes de produits de sorte que les entreprises inuvialuit relativement petites ou spécialisées puissent également soumissionner.
  - d) Dans le cadre d'une partie précise d'un marché plus large, il autorisera les soumissions visant des biens et des services à fournir, afin que des entreprises inuvialuit relativement petites ou spécialisées puissent soumissionner;

---

**Remarques :** Consulter le tableau intitulé « Résumé des avantages découlant de l'Avis de politique des marchés 1997-8 du Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada » pour savoir dans quels cas on doit appliquer cette clause. Elle doit figurer intégralement à la fin de l'invitation à soumissionner, avant les annexes ou les appendices.

### W0132T (15/06/98) Ile Banks - critères d'évaluation

Les avantages qui s'appliquent à ce marché sont exprimés dans la section 7 des clauses de la Convention pour l'établissement d'un parc national sur l'île Banks :

- 8.05 Tous les critères ci-dessous réputés applicables à un marché particulier figureront parmi les critères d'évaluation des soumissions établis pour l'adjudication des marchés de l'État liés au parc :
- a) l'emploi de main-d'oeuvre et de services inuvialuit, le recours à des fournisseurs inuvialuit et, plus particulièrement, de fournisseurs inuvialuit de Sachs Harbour;
  - b) les engagements relatifs à la formation en cours d'emploi et le perfectionnement professionnel des Inuvialuit, en particulier les Inuvialuit de Sachs Harbour;
  - c) la création de sièges sociaux, de bureaux d'administration ou d'autres services permanents dans l'Arctique de l'Ouest ou, plus particulièrement, dans la communauté de Sachs Harbour.

---

**Remarques :** Consulter le tableau intitulé « Résumé des avantages découlant de l'Avis de politique des marchés 1997-8 du Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada » pour savoir dans quels cas on doit appliquer cette clause. Elle doit figurer intégralement à la fin de l'invitation à soumissionner, avant les annexes ou les appendices.

## W - Marchés réservés - revendications territoriales

---

W0133T (15/06/98) Ile Banks - Sachs Harbour

Les avantages qui s'appliquent à ce marché sont exprimés dans la section 7 des clauses de la Convention pour l'établissement d'un parc national sur l'île Banks :

- 8.04 Les entreprises inuvialuit qualifiées, en particulier celles de Sachs Harbour, seront considérées en premier lieu lorsque, conformément aux règlements fédéraux sur les marchés de service, l'État envisagera l'adjudication d'un marché lié au parc sans invitation ouverte à soumissionner.
- 8.06 Avant de lancer un appel d'offres public, le gouvernement du Canada invitera des fournisseurs de biens et services à soumissionner; d'abord ceux de Sachs Harbour, puis ceux de l'Arctique de l'Ouest. Il respectera ce faisant les conditions ci-dessous :
- a) Il fera tout en son pouvoir pour que les marchés soient adjugés à des entreprises inuvialuit qualifiées, conformément aux mesures décrites dans cet article.
  - b) Il prendra les mesures appropriées pour déterminer s'il existe des entreprises inuvialuit qualifiées pour exécuter les marchés, en particulier des entreprises inuvialuit situées à Sachs Harbour. Il s'appuiera normalement pour cela sur les listes d'entreprises fournies par la Société régionale inuvialuit et la Société communautaire de Sachs Harbour.
  - c) Lorsqu'il établira qu'une seule entreprise de l'Arctique de l'Ouest est en mesure d'exécuter un marché de l'État, il demandera à cette entreprise de soumissionner le marché en question, qui pourra être adjugé après négociation de modalités acceptables.
  - d) Lorsqu'il envisagera de demander à plus d'une entreprise qualifiée située dans l'Arctique de l'Ouest de présenter une soumission, il prendra tous les moyens raisonnables pour déterminer si des entreprises inuvialuit sont qualifiées pour exécuter le marché envisagé et demandera à ces dernières de lui présenter une soumission. Il s'appuiera normalement pour cela sur les listes d'entreprises fournies par la Société régionale inuvialuit et la Société communautaire de Sachs Harbour. Le marché, s'il est adjugé, prendra en considération les critères d'évaluation énoncés dans cet article.
  - e) Lorsqu'il adjugera un marché conformément à l'alinéa c) ou d) ci-dessus, le gouvernement du Canada veillera à ce que le document contractuel renferme des dispositions permettant de s'assurer que les sous-traitants se conforment aussi à l'esprit du document contractuel et aux dispositions particulières qui y sont énoncées.

Si après considération de tous les fournisseurs connus, incluant ceux figurant sur les listes d'entreprises inuvialuit, il est déterminé qu'il n'y a aucun fournisseur compétent ou si l'appel d'offres à partir d'une liste va à l'encontre de la législation générale applicable, le gouvernement du Canada pourra procéder directement à un appel d'offres public conformément au paragraphe 8.07.

- 8.07 Le gouvernement du Canada pourra faire un appel d'offres public s'étendant d'abord à la communauté de Sachs Harbour, puis à l'Arctique de l'Ouest. Il respectera ce faisant les conditions ci-dessous :
- a) Il prendra toutes les dispositions raisonnables pour informer les entreprises inuvialuit de ces appels d'offres et pour donner à ces dernières une occasion juste et raisonnable de soumissionner, cela même si une ou plusieurs de ces entreprises ont déjà été invitées à soumissionner. Ces dispositions incluront les mesures mentionnées au paragraphe 8.03.
  - b) Le processus d'appel d'offres prendra en considération les critères d'évaluation énoncés au paragraphe 8.05 lorsque le marché envisagé concerne le parc.
  - c) Lorsqu'il adjugera un marché conformément à l'alinéa (b) ci-dessus, le gouvernement du Canada veillera à ce que le document contractuel renferme des dispositions permettant de s'assurer que les sous-traitants se conforment aussi à l'esprit du document contractuel et aux dispositions particulières qui y sont énoncées.

## W - Marchés réservés - revendications territoriales

---

**Remarques :** Consulter le tableau intitulé « Résumé des avantages découlant de l'Avis de politique des marchés 1997-8 du Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada » pour savoir dans quels cas on doit appliquer cette clause. Elle doit figurer intégralement à la fin de l'invitation à soumissionner, avant les annexes ou les appendices.

### W0141T (15/06/98) Tuktut Nogait - avis

Les avantages qui s'appliquent à ce marché sont exprimés dans la section 8 des clauses de l'Accord de gestion du parc national Tuktut Nogait :

- 14.2 La Inuvialuit Regional Corporation (IRC) et la Paulatuk Community Corporation (PCC) établissent et tiennent une liste exhaustive des entreprises inuvialuit à l'intention, respectivement, de la RRI et de la collectivité de Paulatuk. Cette liste comprend des renseignements sur les produits et les services que ces entreprises sont en mesure de fournir à l'égard de marchés de l'État réels ou possibles liés à la création, à la gestion ou à l'exploitation du Parc. Le Canada utilise la liste des entreprises inuvialuit pour présenter une offre relative à un marché de l'État dans le cadre d'un appel d'offres public.
- 14.3 Dans le cadre de la planification des marchés de l'État liés au Parc, le Canada adopte toutes les mesures raisonnables pour offrir des possibilités aux entreprises inuvialuit ayant la compétence voulue pour solliciter et pour obtenir ces contrats. Le Canada peut, notamment, adopter les mesures suivantes relativement aux entreprises inuvialuit situées à Paulatuk :
- (i) fournir, à la demande de la IRC ou de la PCC, l'aide raisonnablement nécessaire pour permettre aux entreprises inuvialuit de se familiariser avec la procédure de passation des marchés du Canada;
  - (ii) fixer la date, l'endroit et les conditions touchant la présentation des offres de façon que les entreprises inuvialuit soient raisonnablement en mesure de soumettre une offre;
  - (iii) demander des offres par groupe de marchandises pour permettre aux entreprises inuvialuit plus petites et plus spécialisées soumettre une offre;
  - (iv) permettre des offres à l'égard de produits et de services se rapportant à une partie déterminée d'un ensemble contractuel plus important pour permettre aux entreprises inuvialuit plus petites et plus spécialisées de soumettre une offre;
  - (v) élaborer les contrats de construction de façon que les entreprises inuvialuit plus petites et plus spécialisées soient d'avantage en mesure de soumettre une offre;

---

**Remarques :** Consulter le tableau intitulé « Résumé des avantages découlant de l'Avis de politique des marchés 1997-8 du Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada » pour savoir dans quels cas on doit appliquer cette clause. Elle doit figurer intégralement à la fin de l'invitation à soumissionner, avant les annexes ou les appendices.

### W0142T (15/06/98) Tuktut Nogait - critères d'évaluation

Les avantages qui s'appliquent à ce marché sont exprimés dans la section 8 des clauses de l'Accord de gestion du parc national Tuktut Nogait :

- 14.5 Les facteurs suivants font partie des critères d'évaluation des offres établis par le Canada pour l'attribution des marchés de l'État liés au Parc :
- (i) l'emploi de main-d'oeuvre et de services inuvialuit et le recours à des fournisseurs inuvialuit, notamment ceux de Paulatuk;
  - (ii) la prise d'engagements concernant la formation sur place et le perfectionnement des Inuvialuit, notamment ceux qui proviennent de Paulatuk;

## W - Marchés réservés - revendications territoriales

---

- (iii) l'emplacement des sièges sociaux, des bureaux administratifs et d'autres installations dans la RRI, notamment à Paulatuk.
- 

**Remarques :** Consulter le tableau intitulé « Résumé des avantages découlant de l'Avis de politique des marchés 1997-8 du Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada » pour savoir dans quels cas on doit appliquer cette clause. Elle doit figurer intégralement à la fin de l'invitation à soumissionner, avant les annexes ou les appendices.

### W0143T (15/06/98) Tuktut Nogait - Paulatuk

Les avantages qui s'appliquent à ce marché sont exprimés dans la section 8 des clauses de l'Accord de cogestion du parc national Tuktut Nogait :

- 14.4 Les entreprises inuvialuit admissibles, notamment celles qui se trouvent à Paulatuk, bénéficient d'une priorité lorsqu'un marché de l'État lié au Parc peut, conformément au Règlement sur les marchés de l'État, être attribué sans concurrence.
- 14.6 Avant de lancer un appel d'offres public à l'égard de marchés de l'État liés au Parc, le Canada demande des soumissions à des fournisseurs de produits et de services qui proviennent d'abord de Paulatuk et, en deuxième lieu, de la RRI. Lors de la demande de soumissions, la procédure suivante s'applique :
  - (i) Le Canada déploie tous les efforts voulus pour attribuer des marchés à des entreprises inuvialuit compétentes conformément aux mesures énoncées dans le présent article.
  - (ii) Le Canada déploie tous les efforts voulus pour déterminer s'il existe des entreprises inuvialuit, notamment à Paulatuk, qui ont la compétence requise pour exécuter les contrats. Cette évaluation est habituellement faite à l'aide de la liste des entreprises inuvialuit fournie par la IRC et la PCC.
  - (iii) Lorsqu'une seule entreprise inuvialuit située dans la RRI est jugée compétente pour exécuter un contrat donné, le Canada demande d'abord à cette entreprise de présenter une soumission à l'égard de ce contrat. Conformément aux conditions énoncées au paragraphe 14.1, le Canada déploie tous les efforts voulus pour attribuer ce marché à cette entreprise après avoir négocié des conditions acceptables.
  - (iv) Lorsque le Canada a l'intention de demander des soumissions à plusieurs entreprises compétentes à l'intérieur de la RRI, il déploie tous les efforts voulus pour déterminer s'il existe des entreprises inuvialuit ayant la compétence requise pour exécuter le contrat et demande à ces entreprises de présenter une soumission. Cette évaluation est habituellement faite à l'aide de la liste des entreprises inuvialuit fournie par la IRC et la PCC. Si le marché est attribué, il tient compte des critères d'évaluation des offres énoncés dans le présent article.
  - (v) Lorsqu'un marché est attribué conformément aux dispositions des alinéas (iii) et (iv) qui précèdent, le Canada veille à ce que les documents du contrat renferment les conditions nécessaires pour que les sous-traitants soient également assujettis à l'intention et aux dispositions spécifiques du contrat.

Lorsque, après avoir examiné les fournisseurs disponibles connus, y compris ceux qui figurent sur la liste des entreprises inuvialuit, le Canada juge qu'il n'existe pas de fournisseurs compétents ou que la demande de soumissions est incompatible avec le CDI et les lois générales, le Canada peut procéder directement à un appel d'offres conformément au paragraphe 14.7.

- 14.7 Le Canada peut lancer un appel d'offres, d'abord au sein de la collectivité de Paulatuk et, en second lieu, de la RRI. Lorsqu'il lance un appel d'offres à l'égard de marchés de l'État liés au Parc, le Canada suit la procédure énoncée ci-après :
  - (i) Le Canada déploie tous les efforts voulus pour aviser les entreprises inuvialuit de cet appel d'offres et pour leur offrir la possibilité raisonnable de soumettre des offres, même si ces entreprises ont déjà présenté une soumission dans le cadre du processus de

## W - Marchés réservés - revendications territoriales

---

demande de soumissions. Ces mesures comprennent celles qui sont mentionnées au paragraphe 14.3 qui précède.

- (ii) Lorsque le Canada a l'intention de lancer un appel d'offres à l'égard de marchés de l'État liés au Parc, les critères d'évaluation des offres énoncés au paragraphe 14.5 sont appliqués au cours de l'appel d'offres.
- (iii) Lorsqu'un marché a été attribué conformément aux dispositions de l'alinéa (ii) qui précède, le Canada veille à ce que le document du contrat renferme les conditions nécessaires pour que les sous-traitants soient également assujettis à l'intention et aux dispositions spécifiques du contrat.

---

**Remarques :** Consulter le tableau intitulé « Résumé des avantages découlant de l'Avis de politique des marchés 1997-8 du Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada » pour savoir dans quels cas on doit appliquer cette clause. Elle doit figurer intégralement à la fin de l'invitation à soumissionner, avant les annexes ou les appendices.

### W0151T (15/06/98) SAN - avis

Les avantages qui s'appliquent à ce marché sont exprimés dans la section 9 de l'Accord de coopération entre l'Inuvialuit Regional Corporation et le ministère de la Défense nationale concernant l'exploitation et la maintenance du Système d'alerte du Nord (SAN) :

- 4.2 Pour l'application de cette clause, la définition des Inuvialuit est celle du paragraphe 16.1 de la Convention définitive des Inuvialuit (CDI).
- a) Il est convenu que le MDN et l'IRC s'efforcent de découvrir les possibilités d'affaires actuelles et potentielles découlant des activités d'E&E dans la Région d'établissement des Inuvialuit (REI), d'en informer les Inuvialuit et de faciliter leur participation à ces activités dans la REI, conformément aux procédures suivantes.
  - c) Quand une importante partie (plus de 50 p. 100) des travaux d'exécution d'un marché doit avoir lieu dans la REI, les entrepreneurs et sous-traitants responsables de l'E&E du SAN commencent par faire un appel d'offres aux entreprises admissibles figurant dans la liste des entreprises inuvialuit fournie par l'IRC en application de l'alinéa 4.2 b). Cette façon de procéder n'empêche nullement les autres entreprises inuvialuit admissibles de soumissionner elles aussi. Parallèlement, les documents d'appel d'offres sont communiqués à l'IRC. Le MDN, TPSGC et ses entrepreneurs responsables de l'E&E ne sont pas blâmés si des entreprises inuvialuit admissibles n'ont pas été invitées à soumissionner parce que leur nom ne figurait pas dans la liste fournie par l'IRC. Les entreprises inuvialuit peuvent être ajoutées ou rayées de la liste selon leur rendement effectif.

---

**Remarques :** Consulter le tableau intitulé « Résumé des avantages découlant de l'Avis de politique des marchés 1997-8 du Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada » pour savoir dans quels cas on doit appliquer cette clause. Elle doit figurer intégralement à la fin de l'invitation à soumissionner, avant les annexes ou les appendices.

### W0152T (15/06/98) SAN - critères d'évaluation

Les avantages qui s'appliquent à ce marché sont exprimés dans la section 9 de l'Accord de coopération entre l'Inuvialuit Regional Corporation et le ministère de la Défense nationale concernant l'exploitation et la maintenance du Système d'alerte du Nord (SAN) :

## W - Marchés réservés - revendications territoriales

---

- 4.0 Conformément aux lois, aux règlements et aux politiques d'achat en vigueur du gouvernement fédéral, les mesures raisonnables d'encouragement suivantes de la participation des Inuvialuit aux marchés de services adjugés dans la REI sont prises.
- 4.1 Les mesures raisonnables susmentionnées comprennent l'inclusion de clauses appropriées dans les contrats d'E&E adjugés pour des travaux dans la REI obligeant les entrepreneurs à prendre eux aussi des mesures raisonnables pour encourager la participation des Inuvialuit.
- 

**Remarques :** Consulter le tableau intitulé « Résumé des avantages découlant de l'Avis de politique des marchés 1997-8 du Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada » pour savoir dans quels cas on doit appliquer cette clause. Elle doit figurer intégralement à la fin de l'invitation à soumissionner, avant les annexes ou les appendices.

### W0153T (15/06/98) SAN - transport aérien (empennage fixe)

Les avantages qui s'appliquent à ce marché sont exprimés dans la section 9 de l'Accord de coopération entre l'Inuvialuit Regional Corporation et le ministère de la Défense nationale concernant l'exploitation et la maintenance du Système d'alerte du Nord (SAN) :

- 4.3 L'entrepreneur ou les sous-traitants responsables de l'E&E du SAN sont tenus d'offrir les possibilités d'affaires suivantes pour la prestation de services associés aux travaux dans la REI.
- 4.3.1 Aklak Air a la première possibilité de soumissionner pour tous les marchés de transport de personnel et de marchandises par des aéronefs à voilure fixe pour les vols à partir et à destination de la REI;

Sauf en cas d'urgence ou quand les opérations d'un ou de plusieurs sites du SAN risqueraient d'être interrompues, il est accordé à ces entreprises au moins dix jours pour présenter une offre, à compter de la date où les documents d'appel d'offres sont rendus publics. Les marchés sont adjugés si les offres répondent aux exigences techniques en fonction des plus bas des deux tarifs suivants, les tarifs publiés ou ceux des meilleurs clients. À l'expiration des marchés en vigueur, leur prorogation ou l'adjudication de nouveaux marchés se fait conformément à ce paragraphe.

---

**Remarques :** Consulter le tableau intitulé « Résumé des avantages découlant de l'Avis de politique des marchés 1997-8 du Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada » pour savoir dans quels cas on doit appliquer cette clause. Elle doit figurer intégralement à la fin de l'invitation à soumissionner, avant les annexes ou les appendices.

### W0154T (15/06/98) SAN - transport maritime

Les avantages qui s'appliquent à ce marché sont exprimés dans la section 9 de l'Accord de coopération entre l'Inuvialuit Regional Corporation et le ministère de la Défense nationale concernant l'exploitation et la maintenance du Système d'alerte du Nord (SAN) :

- 4.3 L'entrepreneur ou les sous-traitants responsables de l'E&E du SAN sont tenus d'offrir les possibilités d'affaires suivantes pour la prestation de services associés aux travaux dans la REI.
- 4.3.2 NTCL a la première possibilité de soumissionner pour tous les marchés de transport d'équipement, de matériaux et de fournitures par bateau et par péniche.

Sauf en cas d'urgence ou quand les opérations d'un ou de plusieurs sites du SAN risqueraient d'être interrompues, il est accordé à ces entreprises au moins dix jours pour présenter une offre, à compter de la date où les documents d'appel d'offres sont rendus publics. Les marchés sont adjugés si les offres répondent aux exigences techniques en fonction des plus bas des deux tarifs suivants, les tarifs publiés ou ceux des meilleurs clients. À l'expiration des marchés en vigueur, leur prorogation ou l'adjudication de nouveaux marchés se fait conformément à ce paragraphe.

---

## W - Marchés réservés - revendications territoriales

---

---

**Remarques :** Consulter le tableau intitulé « Résumé des avantages découlant de l'Avis de politique des marchés 1997-8 du Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada » pour savoir dans quels cas on doit appliquer cette clause. Elle doit figurer intégralement à la fin de l'invitation à soumissionner, avant les annexes ou les appendices.

### W0155T (15/06/98) SAN - gravier

Les avantages qui s'appliquent à ce marché sont exprimés dans la section 9 de l'Accord de coopération entre l'Inuvialuit Regional Corporation et le ministère de la Défense nationale concernant l'exploitation et la maintenance du Système d'alerte du Nord (SAN) :

- 4.3 L'entrepreneur ou les sous-traitants responsables de l'E&E du SAN sont tenus d'offrir les possibilités d'affaires suivantes pour la prestation de services associés aux travaux dans la REI.
  - 4.3.3 Conformément à la CDI, l'entrepreneur responsable de l'E&E du SAN obtient des Inuvialuit le gravier utilisé pour tous les sites situés dans leurs terres (cap Parry, péninsule Nicholson, rivière Horton, baie Liverpool et pointe Keats). Les quantités de gravier nécessaires sont déterminées par l'entrepreneur ou le sous-traitant responsable de l'E&E du SAN. Les Inuvialuit se procurent ces matériaux à l'endroit ou aux endroits les plus proches, conformément aux critères de protection de l'environnement et de minimisation des coûts. Tous les autres contrats de fourniture de gravier sont adjugés par appel d'offres, conformément à l'article 4.2 de la présente entente.

---

**Remarques :** Consulter le tableau intitulé « Résumé des avantages découlant de l'Avis de politique des marchés 1997-8 du Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada » pour savoir dans quels cas on doit appliquer cette clause. Elle doit figurer intégralement à la fin de l'invitation à soumissionner, avant les annexes ou les appendices.

### W0156T (15/06/98) SAN - épicerie et traiteurs

Les avantages qui s'appliquent à ce marché sont exprimés dans la section 9 de l'Accord de coopération entre l'Inuvialuit Regional Corporation et le ministère de la Défense nationale concernant l'exploitation et la maintenance du Système d'alerte du Nord (SAN) :

- 4.3 L'entrepreneur ou les sous-traitants responsables de l'E&E du SAN sont tenus d'offrir les possibilités d'affaires suivantes pour la prestation de services associés aux travaux dans la REI.
  - 4.3.4 À compter d'avril 1985, ou plus tôt si la possibilité se présente, Stanton Distributing a la première possibilité de faire une offre pour tous les marchés de fourniture d'articles d'épicerie et d'aliments ainsi que de services de traiteurs à l'intention des installations de campement temporaire ou permanent dans la REI. Les marchés sont adjugés à condition que Stanton Distributing réponde aux exigences des documents d'appel d'offres et que ses offres soient concurrentielles. Sauf en cas d'urgence, ou quand les opérations d'un ou de plusieurs sites du SAN risquent d'être interrompus, il est accordé à Stanton Distributing au moins dix jours pour présenter une offre, à compter de la date où les documents d'appel d'offres sont rendus publics.

---

**Remarques :** Consulter le tableau intitulé « Résumé des avantages découlant de l'Avis de politique des marchés 1997-8 du Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada » pour savoir dans quels cas on doit appliquer cette clause. Elle doit figurer intégralement à la fin de l'invitation à soumissionner, avant les annexes ou les appendices.

## W - Marchés réservés - revendications territoriales

---

### W0161T (15/06/98) DEW - avis

Les avantages qui s'appliquent à ce marché sont exprimés dans la section 10 de l'Accord de coopération entre l'Inuvialuit Regional Corporation (IRC) et le ministère de la Défense nationale (MDN) concernant le réaménagement et le nettoyage des sites DEW dans la région de peuplement des Inuvialuit :

- 6.1 Le MDN et l'IRC déterminent les possibilités d'affaires actuelles et potentielles découlant des travaux, en informent les Inuvialuit et facilitent leur participation à ces activités en appliquant les procédures décrites sous cette rubrique.
  - b) Le MDN inclut dans tous les contrats de services qu'il passe avec un entrepreneur l'obligation pour celui qui veut faire de la sous-traitance ou acheter des biens pour effectuer des travaux l'obligation de commencer par faire un appel d'offres aux entreprises admissibles figurant dans la liste des entreprises inuvialuit mentionnées au paragraphe 5.2. Cette façon de procéder n'empêche nullement les autres entreprises inuvialuit admissibles de soumissionner elles aussi. Parallèlement, les documents d'appel d'offres sont communiqués à l'IRC. Le MDN et ses entrepreneurs ne sont pas blâmés si des entreprises inuvialuit admissibles n'ont pas été invitées à soumissionner parce que leur nom ne figurait pas dans la liste fournie par l'IRC.

---

**Remarques :** Consulter le tableau intitulé « Résumé des avantages découlant de l'Avis de politique des marchés 1997-8 du Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada » pour savoir dans quels cas on doit appliquer cette clause. Elle doit figurer intégralement à la fin de l'invitation à soumissionner, avant les annexes ou les appendices.

### W0162T (15/06/98) DEW - critères d'évaluation

Les avantages qui s'appliquent à ce marché sont exprimés dans la section 10 de l'Accord de coopération entre l'Inuvialuit Regional Corporation (IRC) et le ministère de la Défense nationale (MDN) concernant le réaménagement et le nettoyage des sites DEW dans la région de peuplement des Inuvialuit :

- 4.1 a) L'organisme contractant du gouvernement du Canada précise la durée de tous les marchés, stipule que l'entrepreneur doit respecter la présente entente et l'oblige à faire en sorte que tous les sous-traitants soient aussi liés par des dispositions analogues, le cas échéant.
- 5.1 Le MDN exige que toutes les propositions et toutes les offres qui lui sont soumises comprennent un Plan de participation des Inuvialuit précisant le type, la quantité et la valeur des biens et des services fournis par les Inuvialuit, la formation et les emplois demandés en application des dispositions des clauses 6 et 7 de la présente Entente et l'emplacement des bureaux et autres installations des entreprises à l'intérieur et à l'extérieur de la REI.
- 5.2 Le MDN et les Inuvialuit fixent les niveaux minimums de participation des Inuvialuit pour chaque Plan de participation des Inuvialuit soumis par les entrepreneurs. Afin que les offres ou les propositions des entrepreneurs puissent être considérées comme satisfaisant aux exigences, le Plan doit atteindre les niveaux minimums convenus de participation des Inuvialuit.
- 6.1 Le MDN et l'IRC déterminent les possibilités d'affaires actuelles et potentielles découlant des travaux, en informent les Inuvialuit et facilitent leur participation à ces activités en appliquant les procédures décrites sous cette rubrique.
  - c) Le MDN fixe comme condition dans tous ses marchés de services avec un entrepreneur que si, après un appel d'offres, une ou des entreprises inuvialuit admissibles soumettent une offre concurrentielle respectant les exigences dans les délais précisés dans les documents d'appel d'offres et que l'entrepreneur décide d'adjuger un marché pour le travail en question, le marché est adjugé à une entreprise inuvialuit. Le délai accordé aux entreprises inuvialuit pour préparer une offre tient compte de l'ampleur et de la complexité du travail envisagé dans l'appel d'offres. Dans tous les cas, il n'est pas accordé moins de quinze (15) jours ouvrables pour la présentation des offres, à compter de la date de livraison des documents d'appel d'offres. L'entrepreneur détermine si l'offre est compétitive et répond aux exigences; sa décision n'est pas soumise à la procédure



## W - Marchés réservés - revendications territoriales

---

d'arbitrage précisée dans la présente entente. S'il est déterminé qu'une offre contient des différences mineures à cause desquelles elle ne peut être considérée comme théoriquement conforme ou concurrentielle, l'entreprise qui l'a soumise a la possibilité de se faire préciser l'ampleur du travail et de modifier son offre en conséquence, au besoin. Si l'entrepreneur conclut de façon répétée que les offres des Inuvialuit ne répondent pas aux exigences en tentant délibérément de contourner les objectifs de la présente entente, l'IRC peut avoir recours au Comité de révision et, si nécessaire, se prévaloir du paragraphe 4(7) de la présente entente.

---

**Remarques :** Consulter le tableau intitulé « Résumé des avantages découlant de l'Avis de politique des marchés 1997-8 du Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada » pour savoir dans quels cas on doit appliquer cette clause. Elle doit figurer intégralement à la fin de l'invitation à soumissionner, avant les annexes ou les appendices.

### W0163T (15/06/98) DEW - transport aérien (empennage fixe)

Les avantages qui s'appliquent à ce marché sont exprimés dans la section 10 de l'Accord de coopération entre l'Inuvialuit Regional Corporation (IRC) et le ministère de la Défense nationale (MDN) concernant le réaménagement et le nettoyage des sites DEW dans la région de peuplement des Inuvialuit :

- 6.2 Le MDN fixe comme condition dans tous ses marchés avec un entrepreneur que les possibilités d'affaires particulières pour la fourniture des biens et des services associés aux travaux requis soient fournies par l'intermédiaire de l'entrepreneur ou de ses sous-traitants comme le précise la disposition suivante. L'entrepreneur accorde aux entreprises énumérées ci-dessous le temps nécessaire pour préparer une offre, compte tenu de l'ampleur et de la complexité du travail demandé. Dans tous les cas, il n'est pas accordé moins de quinze (15) jours civils pour la présentation d'une offre à compter de la date de livraison des documents d'appel d'offres. Dans les cas où, par suite d'un appel d'offres pour l'un des services précisés dans la présente disposition, l'entreprise inuvialuit correspondante a présenté une offre techniquement conforme, concurrentielle et fondée sur le moindre des tarifs publiés (le cas échéant) ou des tarifs du meilleur client (le cas échéant) et que l'entrepreneur décide d'adjuger un marché à cet égard, le marché est offert à l'entreprise inuvialuit en question. S'il a été déterminé qu'une offre contient des différences mineures à cause desquelles elle ne peut être considérée comme théoriquement conforme ou concurrentielle, l'entreprise qui l'a soumise a la possibilité de se faire préciser l'ampleur du travail et de modifier son offre en conséquence, au besoin.
- a) Aklak Air a la première possibilité de soumissionner pour tous les marchés de transport de personnel et de marchandises par des aéronefs à voilure fixe pour les vols à partir et à destination de la REI ou d'Inuvik;

---

**Remarques :** Consulter le tableau intitulé « Résumé des avantages découlant de l'Avis de politique des marchés 1997-8 du Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada » (voir la section 9M du Guide des approvisionnements) pour savoir dans quels cas on doit appliquer cette clause.

Insérer la clause à la fin de l'invitation à soumissionner, avant les annexes ou les appendices.

### W0164T (10/06/05) DEW - transport aérien (voilure tournante)

Les avantages qui s'appliquent à ce marché sont exprimés dans la section 10 de l'Accord de coopération entre l'Inuvialuit Regional Corporation et le ministère de la Défense nationale (MDN) concernant le réaménagement et le nettoyage des sites DEW dans la région de peuplement des Inuvialuit :

- « 6.2 Le MDN fixe comme condition dans tous ses marchés avec un entrepreneur que les possibilités d'affaires particulières pour la fourniture des biens et des services associés aux travaux requis soient fournies par l'intermédiaire de l'entrepreneur ou de ses sous-traitants comme le précise la disposition suivante. L'entrepreneur accorde aux

## W - Marchés réservés - revendications territoriales

---

entreprises énumérées ci-dessous le temps nécessaire pour préparer une offre, compte tenu de l'ampleur et de la complexité du travail demandé. Dans tous les cas, il n'est pas accordé moins de quinze (15) jours civils pour la présentation d'une offre à compter de la date de livraison des documents d'appel d'offres. Dans les cas où, par suite d'un appel d'offres pour l'un des services précisés dans la présente disposition, l'entreprise inuvialuit correspondante a présenté une offre techniquement conforme, concurrentielle et fondée sur le moindre des tarifs publiés (le cas échéant) ou des tarifs du meilleur client (le cas échéant) et que l'entrepreneur décide d'adjuger un marché à cet égard, le marché est offert à l'entreprise inuvialuit en question. S'il a été déterminé qu'une offre contient des différences mineures à cause desquelles elle ne peut être considérée comme théoriquement conforme ou concurrentielle, l'entreprise qui l'a soumise a la possibilité de se faire préciser l'ampleur du travail et de modifier son offre en conséquence, au besoin. »

- « b) la coentreprise Inuvialuit Projects Inc./Canadian Helicopters Ltd. a la première possibilité de soumissionner pour tous les marchés de transport de personnel et de marchandises par aéronefs à volure tournante pour les vols à partir et à destination de la REI ou d'Inuvik; »

---

### W0164T (15/06/98) DEW - transport aérien (empennage tournant)

A partir du 10/06/05, cette clause est remplacée par W0164T.

---

**Remarques :** Consulter le tableau intitulé « Résumé des avantages découlant de l'Avis de politique des marchés 1997-8 du Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada » pour savoir dans quels cas on doit appliquer cette clause. Elle doit figurer intégralement à la fin de l'invitation à soumissionner, avant les annexes ou les appendices.

### W0165T (15/06/98) DEW - transport maritime

Les avantages qui s'appliquent à ce marché sont exprimés dans la section 10 de l'Accord de coopération entre l'Inuvialuit Regional Corporation (IRC) et le ministère de la Défense nationale (MDN) concernant le réaménagement et le nettoyage des sites DEW dans la région de peuplement des Inuvialuit :

- 6.2 Le MDN fixe comme condition dans tous ses marchés avec un entrepreneur que les possibilités d'affaires particulières pour la fourniture des biens et des services associés aux travaux requis soient fournies par l'intermédiaire de l'entrepreneur ou de ses sous-traitants comme le précise la disposition suivante. L'entrepreneur accorde aux entreprises énumérées ci-dessous le temps nécessaire pour préparer une offre, compte tenu de l'ampleur et de la complexité du travail demandé. Dans tous les cas, il n'est pas accordé moins de quinze (15) jours civils pour la présentation d'une offre à compter de la date de livraison des documents d'appel d'offres. Dans les cas où, par suite d'un appel d'offres pour l'un des services précisés dans la présente disposition, l'entreprise inuvialuit correspondante a présenté une offre techniquement conforme, concurrentielle et fondée sur le moindre des tarifs publiés (le cas échéant) ou des tarifs du meilleur client (le cas échéant) et que l'entrepreneur décide d'adjuger un marché à cet égard, le marché est offert à l'entreprise inuvialuit en question. S'il a été déterminé qu'une offre contient des différences mineures à cause desquelles elle ne peut être considérée comme théoriquement conforme ou concurrentielle, l'entreprise qui l'a soumise a la possibilité de se faire préciser l'ampleur du travail et de modifier son offre en conséquence, au besoin.

- c) NTCL a la première possibilité de soumissionner pour tous les marchés de transport d'équipement, de matériaux et de fournitures par bateau et par péniche;

## W - Marchés réservés - revendications territoriales

---

**Remarques :** Consulter le tableau intitulé « Résumé des avantages découlant de l'Avis de politique des marchés 1997-8 du Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada » pour savoir dans quels cas on doit appliquer cette clause. Elle doit figurer intégralement à la fin de l'invitation à soumissionner, avant les annexes ou les appendices.

### W0166T (15/06/98) DEW - installations de camp

Les avantages qui s'appliquent à ce marché sont exprimés dans la section 10 de l'Accord de coopération entre l'Inuvialuit Regional Corporation (IRC) et le ministère de la Défense nationale (MDN) concernant le réaménagement et le nettoyage des sites DEW dans la région de peuplement des Inuvialuit :

6.2 Le MDN fixe comme condition dans tous ses marchés avec un entrepreneur que les possibilités d'affaires particulières pour la fourniture des biens et des services associés aux travaux requis soient fournies par l'intermédiaire de l'entrepreneur ou de ses sous-traitants comme le précise la disposition suivante. L'entrepreneur accorde aux entreprises énumérées ci-dessous le temps nécessaire pour préparer une offre, compte tenu de l'ampleur et de la complexité du travail demandé. Dans tous les cas, il n'est pas accordé moins de quinze (15) jours civils pour la présentation d'une offre à compter de la date de livraison des documents d'appel d'offres. Dans les cas où, par suite d'un appel d'offres pour l'un des services précisés dans la présente disposition, l'entreprise inuvialuit correspondante a présenté une offre techniquement conforme, concurrentielle et fondée sur le moindre des tarifs publiés (le cas échéant) ou des tarifs du meilleur client (le cas échéant) et que l'entrepreneur décide d'adjuger un marché à cet égard, le marché est offert à l'entreprise inuvialuit en question. S'il a été déterminé qu'une offre contient des différences mineures à cause desquelles elle ne peut être considérée comme théoriquement conforme ou concurrentielle, l'entreprise qui l'a soumise a la possibilité de se faire préciser l'ampleur du travail et de modifier son offre en conséquence, au besoin.

- d) Inuvialuit Projects Inc. a la première possibilité de soumissionner pour tous les marchés d'installations de campement requises, en plus des installations de campement appartenant au MDN actuellement situées aux sites du réseau DEW;

---

**Remarques :** Consulter le tableau intitulé « Résumé des avantages découlant de l'Avis de politique des marchés 1997-8 du Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada » pour savoir dans quels cas on doit appliquer cette clause. Elle doit figurer intégralement à la fin de l'invitation à soumissionner, avant les annexes ou les appendices.

### W0167T (15/06/98) DEW - épicerie et aliments

Les avantages qui s'appliquent à ce marché sont exprimés dans la section 10 de l'Accord de coopération entre l'Inuvialuit Regional Corporation (IRC) et le ministère de la Défense nationale (MDN) concernant le réaménagement et le nettoyage des sites DEW dans la région de peuplement des Inuvialuit :

6.2 Le MDN fixe comme condition dans tous ses marchés avec un entrepreneur que les possibilités d'affaires particulières pour la fourniture des biens et des services associés aux travaux requis soient fournies par l'intermédiaire de l'entrepreneur ou de ses sous-traitants comme le précise la disposition suivante. L'entrepreneur accorde aux entreprises énumérées ci-dessous le temps nécessaire pour préparer une offre, compte tenu de l'ampleur et de la complexité du travail demandé. Dans tous les cas, il n'est pas accordé moins de quinze (15) jours civils pour la présentation d'une offre à compter de la date de livraison des documents d'appel d'offres. Dans les cas où, par suite d'un appel d'offres pour l'un des services précisés dans la présente disposition, l'entreprise inuvialuit correspondante a présenté une offre techniquement conforme, concurrentielle et fondée sur le moindre des tarifs publiés (le cas échéant) ou des tarifs du meilleur client (le cas échéant) et que l'entrepreneur décide d'adjuger un marché à cet égard, le marché est offert à l'entreprise inuvialuit en question. S'il a été déterminé qu'une offre contient des différences mineures à cause desquelles elle ne peut être considérée comme théoriquement conforme ou concurrentielle, l'entreprise qui l'a soumise a la possibilité de se faire préciser l'ampleur du travail et de modifier son offre en conséquence, au besoin.

## W - Marchés réservés - revendications territoriales

---

- e) Stanton Distributing a la première possibilité de soumissionner pour tous les marchés de fourniture d'articles d'épicerie et d'aliments nécessaires aux installations de campement aménagées pour les travaux.
- 

**Remarques :** Consulter le tableau intitulé « Résumé des avantages découlant de l'Avis de politique des marchés 1997-8 du Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada » pour savoir dans quels cas on doit appliquer cette clause. Elle doit figurer intégralement à la fin de l'invitation à soumissionner, avant les annexes ou les appendices.

### W0168T (15/06/98) DEW - gravier

Les avantages qui s'appliquent à ce marché sont exprimés dans la section 10 de l'Accord de coopération entre l'Inuvialuit Regional Corporation (IRC) et le ministère de la Défense nationale (MDN) concernant le réaménagement et le nettoyage des sites DEW dans la région de peuplement des Inuvialuit :

- 6.3 a) Les entrepreneurs et les sous-traitants obtiennent des Inuvialuit le gravier utilisé pour tous les sites situés dans leurs terres. Ce sont les entrepreneurs et les sous-traitants qui déterminent les besoins précis de gravier. Le gravier nécessaire en sus de celui qui a déjà été extrait et utilisé pour d'autres fins (p. ex. pour des pistes d'atterrissage) au moment de la signature de la présente entente est fourni par la Société inuvialuit de développement, conformément à l'Appendice 3. Tous les autres matériaux assimilés sont achetés conformément à la procédure de la clause 6.1
- 

**Remarques :** Consulter le tableau intitulé « Résumé des avantages découlant de l'Avis de politique des marchés 1997-8 du Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada » pour savoir dans quels cas on doit appliquer cette clause. Elle doit figurer intégralement à la fin de l'invitation à soumissionner, avant les annexes ou les appendices.

### W0169T (15/06/98) DEW - sols

Les avantages qui s'appliquent à ce marché sont exprimés dans la section 10 de l'Accord de coopération entre l'Inuvialuit Regional Corporation (IRC) et le ministère de la Défense nationale (MDN) concernant le réaménagement et le nettoyage des sites DEW dans la région de peuplement des Inuvialuit :

- 6.4 a) Sous réserve de l'alinéa 6.4b, le MDN envoie les sols de catégorie II des sites du réseau DEW à un site d'enfouissement situé à l'extérieur de la REI. NTCL fournit les services de transport par bateau et par péniche de ces sols à partir de la péninsule Nicholson, du cap Parry et de la pointe Shingle jusqu'à Hay River, conformément aux barèmes de prix de l'Appendice 4. Les tarifs de transport des sols des sites restants du réseau DEW de la REI sont fixés six mois avant leur transport à partir de là, avec un rabais sur les tarifs publiés comparable à celui consenti pour le transport à partir de la péninsule Nicholson et du cap Parry.
- 

**Remarques :** Consulter le tableau intitulé « Résumé des avantages découlant de l'Avis de politique des marchés 1997-8 du Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada » pour savoir dans quels cas on doit appliquer cette clause. Elle doit figurer intégralement à la fin de l'invitation à soumissionner, avant les annexes ou les appendices.

## **W - Marchés réservés - revendications territoriales**

---

W0171T      (12/05/00)      EDPNTH - Site patrimonial désigné

## W - Marchés réservés - revendications territoriales

---

Les avantages qui s'appliquent à ce marché sont exprimés dans la section 5.7 des clauses de l'Entente définitive de la Première nation des Tr'ondëk Hwëch'in (EDPNTH) :

- 13.12.1.1 Le gouvernement doit aviser par écrit les Tr'ondëk Hwëch'in de tout appel d'offres public visant des marchés qui touchent à la gestion d'un site historique désigné directement lié à l'histoire ou à la culture des Tr'ondëk Hwëch'in et situé dans le territoire traditionnel des Tr'ondëk Hwëch'in.
- 13.12.1.2 Le gouvernement doit inclure les Tr'ondëk Hwëch'in dans tout appel d'offres restreint pour des marchés associé à la gestion d'un lieu historique désigné directement lié à l'histoire ou à la culture des Tr'ondëk Hwëch'in et situé dans le territoire traditionnel des Tr'ondëk Hwëch'in.
- 13.12.1.3 Le gouvernement doit d'abord offrir aux Tr'ondëk Hwëch'in la possibilité de conclure un marché offert autrement que par un appel d'offres public ou restreint relativement à la gestion d'un lieu historique désigné directement lié à l'histoire ou à la culture des Tr'ondëk Hwëch'in et situé dans le territoire traditionnel des Tr'ondëk Hwëch'in et ce, aux mêmes conditions que celles qui seraient offertes à d'autres.
- 13.12.1.7 Le gouvernement doit inclure les critères suivants dans toute offre de marché touchant la gestion d'un lieu historique désigné qui est situé dans le territoire traditionnel des Tr'ondëk Hwëch'in et qui est directement lié à l'histoire et à la culture de Tr'ondëk Hwëch'in :
- a) un critère concernant l'embauche de Tr'ondëk Hwëch'in ou des entreprises Tr'ondëk Hwëch'in; et
  - b) un critère qui touche aux connaissances ou à l'expérience spéciales des Tr'ondëk Hwëch'in par rapport au lieu historique désigné.

---

**Remarques :** Consulter le tableau intitulé «Résumé des avantages découlant de l'Avis de politique des marchés 1997-8 du Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada » pour savoir dans quels cas on doit appliquer cette clause. Elle doit figurer intégralement à la de l'invitation à soumissionner, avant les annexes ou les appendices.

### W0172T (12/05/00) EDPNTH - arpentage

Les avantages qui s'appliquent à ce marché sont exprimés dans la section 5.7 des clauses de l'Entente définitive de la Première nation des Tr'ondëk Hwëch'in (EDPNTH) :

- 15.7.1.1 Le gouvernement tient compte, dans l'évaluation des offres, des propositions et des soumissions relatives à l'arpentage des terres visées par le règlement des Tr'ondëk Hwëch'in, de facteurs tels l'embauche des Tr'ondëk Hwëch'in, la participation ou l'avoir de ceux-ci ainsi que des Tr'ondëk Hwëch'in dans l'entreprise qui soumet l'offre, la proposition ou la soumission ou dans toute entreprise de sous-traitance de cette dernière.
- 15.7.1.2 Les Tr'ondëk Hwëch'in et le gouvernement veillent à ce que les exigences de compétences et d'expérience pour l'embauche de Tr'ondëk Hwëch'in en vue de l'arpentage des terres visées par le règlement des Tr'ondëk Hwëch'in soient définies à des niveaux qui correspondent à la nature des tâches à exécuter dans le cadre d'un tel emploi et fassent entrer en ligne de compte les connaissances du milieu local qu'ont les Tr'ondëk Hwëch'in.

## W - Marchés réservés - revendications territoriales

---

**Remarques :** Consulter le tableau intitulé «Résumé des avantages découlant de l'Avis de politique des marchés 1997-8 du Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada» pour savoir dans quels cas on doit appliquer cette clause. Elle doit figurer intégralement à la fin de l'invitation à soumissionner, avant les annexes ou les appendices.

**W0173T (12/05/00) EDPNTH - sylviculture**

Les avantages qui s'appliquent à ce marché sont exprimés dans la section 5.7 des clauses de l'Entente définitive de la Première nation des Tr'ondëk Hwëch'in (EDPNTH) :

- 17.14.2.2 Le gouvernement doit aviser par écrit les Tr'ondëk Hwëch'in de tout appel d'offres public concernant des marchés relatifs à la gestion des ressources forestières dans le territoire traditionnel des Tr'ondëk Hwëch'in.
  - 17.14.2.3 Le gouvernement doit inclure les Tr'ondëk Hwëch'in dans tout appel d'offres pour des contrats reliés à la gestion de ressources forestières dans le territoire traditionnel des Tr'ondëk Hwëch'in.
  - 17.14.2.4 Le gouvernement doit d'abord offrir aux Tr'ondëk Hwëch'in la possibilité de conclure un marché, offert autrement que par appel d'offres public ou restreint, relativement à des activités sylvicoles dans le territoire traditionnel des Tr'ondëk Hwëch'in, et ce, aux mêmes conditions que celles qui seraient offertes à d'autres.
  - 17.14.2.8 Le gouvernement doit inclure un critère qui se rapporte à l'embauche des Tr'ondëk Hwëch'in pour toute offre de marché relatif à des activités sylvicoles dans le territoire traditionnel des Tr'ondëk Hwëch'in.
-

---

## **Section 5**

### **Y - Programme de subventions de l'ACDI**

---





## Y - Programme de subventions de l'ACDI

---

---

**Remarques :** Utiliser la clause suivante dans tous les contrats et demandes de soumissions passés au nom de l'Agence canadienne de développement international avec des fournisseurs commerciaux quand Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC) est chargé des préparatifs de transport. La Direction du transport, produits logistiques, électriques et pétroliers, TPSGC, se chargera d'obtenir le permis d'exportation (ne s'applique pas aux achats de denrées alimentaires).

**Y0001D (14/05/04) Permis d'exportation - TPSGC**

Travaux publics et Services gouvernementaux Canada doit obtenir le(s) permis d'exportation requis. Toute question doit être adressée à la :

Direction du transport, produits logistiques, électriques et pétroliers  
Travaux publics et Services gouvernementaux Canada  
11, rue Laurier  
Place du Portage, Phase III  
Gatineau (Québec) K1A 0S5.

---

---

**Y0001D (12/05/00) Permis d'exportation - TPSGC**

A partir du 14/05/04, cette clause est remplacée par Y0001D.

---

---

**Remarques :** Inclure dans toutes les demandes de soumissions et tous les contrats passés au nom de l'ACDI avec des fournisseurs commerciaux, lorsque le fournisseur est chargé des préparatifs de transport.

**Y0002D (01/06/91) Permis d'exportation - Fournisseur**

Le fournisseur commercial doit se procurer les permis d'exportation requis.

---

---

**Remarques :** Utiliser cette clause dans toutes les demandes de soumissions et tous les contrats passés au nom de l'ACDI lorsque la livraison se fait directement au destinataire final.

**Y1000D (01/12/00) Drawback**

Toutes les demandes de drawback qui proviennent du présent contrat seront assujetties aux critères et procédures décrits dans le document CR96-2 *Règlement sur le remboursement et les drawbacks relatifs aux marchandises importées et exportées* ou D7-3-4 *Règlement sur les drawbacks relatifs aux marchandises de fabrication canadienne exportés*, de l'Agence des douanes et du revenu du Canada.

---

---

## Y - Programme de subventions de l'ACDI

---

**Y1000D (01/06/91) Drawback**

A partir du 01/12/00, cette clause est remplacée par Y1000D.

---

**Remarques :** Utiliser la clause suivante dans toutes les demandes de soumissions et tous les contrats passés au nom de l'Agence canadienne de développement international lorsque la livraison se fait par l'entremise d'un entrepreneur chargé du triage.

**Y1001D (14/05/04) Drawback - entrepreneur chargé du triage**

Toutes les demandes de drawback qui proviennent du présent contrat seront assujetties aux critères et procédures décrits dans les Règlements suivants : Règlement sur le remboursement et le drawbacks relatifs aux marchandises importées et exportées (<http://lois.justice.gc.ca/fr/C-54.011/DORS-96-42/index.html>) ou Règlement sur les drawbacks relatifs aux marchandises de fabrication canadienne exportées (<http://lois.justice.gc.ca/fr/E-15/DORS-78-373/index.html>). L'Agence canadienne de développement international (ACDI) délivrera un « certificat » comme preuve d'exportation. Afin d'obtenir un tel certificat, le fournisseur doit présenter une copie de la facture pour laquelle un certificat est exigé, ainsi qu'une lettre explicative à la :

Agence canadienne de développement international  
Unité de vérification des contrats et contributions  
Vérification des comptes  
200, Promenade du Portage  
Gatineau (Québec) K1A 0G4

L'ACDI doit vérifier si la copie de la facture est conforme à la facture originale pour les biens de projet qui sont destinés à l'exportation, estampiller et signer la copie de la facture, et la retourner au fournisseur.

---

**Y1001D (12/05/00) Drawback - entrepreneur chargé du triage**

A partir du 14/05/04, cette clause est remplacée par Y1001D.

---

**Remarques :** Inclure dans toutes les demandes de soumissions et tous les contrats passés au nom de l'ACDI.

**Y2000D (01/06/91) Frais de port**

Les frais de port doivent être payés à l'avance et rajoutés à la facture à titre de poste séparé, accompagnés du reçu et de la documentation.

---

**Remarques :** Inclure dans toutes les demandes de soumissions et tous les contrats passés au nom de l'ACDI lorsque l'expédition se fait par le fournisseur, directement vers une destination d'exportation.

## Y - Programme de subventions de l'ACDI

---

### Y3000D (01/06/91) Conditionnement et étiquetage d'export

Le conditionnement et l'étiquetage d'exportation doivent être conforme à la norme d'excellence du fabricant pour le moyen de transport employé en vue d'assurer que la marchandise arrive en parfait état à destination.

Un même paquet simple doit contenir uniquement le même type d'article relativement à un contrat, mais les jeux d'outils, de pièces, etc. doivent être emballés comme jeux individuels, dans la mesure du possible. Le contenu de chaque paquet simple doit être clairement indiqué sur une étiquette précisant le numéro d'article, la quantité et le numéro du contrat.

Un même conteneur ne doit contenir que des articles relatifs au même contrat.

Un exemplaire de la liste de caisses détaillée doit être placé dans chaque paquet.

Tous les conteneurs doivent porter clairement les indications suivantes :

1. nom et adresse du consignataire;
2. numéro du projet;
3. nom du projet;
4. numéro d'identité du consignataire, le cas échéant;
5. numéro du contrat;
6. poids (métrique), volume (métrique);
7. nombre d'articles;
8. toute marque spéciale, telles que décalcomanies de l'ACDI/Canada.

Le Fournisseur doit s'adresser à la Division des approvisionnements, Section des transports de l'ACDI, pour obtenir les décalcomanies qui seront apposées sur les conteneurs avant expédition.

Les exigences relatives au conditionnement doivent être suivies à la lettre pour faciliter l'identification lorsqu'on remplit les documents d'exportation.

---

**Remarques :** Inclure dans toutes les demandes de soumissions et tous les contrats passés au nom de l'ACDI lorsque les marchandises sont expédiés FAB des installations de conditionnement ou de triage au Canada. On peut obtenir le nom approprié de l'installation de conditionnement auprès de la Direction de la gestion des transports.

### Y3001D (12/05/00) Conditionnement - expédition intérieure

Le conditionnement sera suffisant pour l'expédition intérieure à l'intention du consignataire. Un même paquet doit contenir uniquement le même type d'article, mais les jeux d'outils, de pièces, etc., doivent être emballés comme jeux individuels, dans la mesure du possible. Le contenu de chaque paquet doit être clairement indiqué sur une étiquette précisant le numéro d'article, la quantité, le numéro de référence du client et le numéro du contrat.

Un même conteneur ne doit contenir que des articles relatifs au même contrat.

Une copie de la liste de caisses détaillée doit être placée dans chaque paquet.

---

## Y - Programme de subventions de l'ACDI

---

### Y3001D (01/06/91) Conditionnement - expédition intérieure

A partir du 12/05/00, cette clause est remplacée par Y3001D.

---

**Remarques :** Utiliser la clause suivante dans les contrats et les demandes de soumissions passés pour le compte du Canada lorsque les marchandises sont expédiées par bateau (FAS port ou FOB usine) ou par avion (FOB usine).

### Y4000D (12/12/03) Expédition par bateau ou avion

1. La Direction de la gestion des transports (DGT) doit émettre les instructions pour l'expédition et le transport outre-mer.  
  
Les marchandises ne doivent pas être expédiées tant que la DGT n'aura pas fait parvenir des instructions pour l'expédition; ces instructions ne devront être transmises à l'entrepreneur que lorsqu'on aura reçu les documents prévus à l'article 8, ci-après.
2. Tous les documents doivent faire état du code financier, du numéro du contrat et du numéro du destinataire. Il faut rappeler dans les factures le numéro d'article du contrat, le numéro de référence du client, la description des marchandises et leur valeur. Le bordereau d'expédition doit préciser le contenu de chaque caisse et de chaque boîte, entre autres, de même que les dimensions, le volume cubique et le poids brut par caisse ou par boîte.
3. Il faut soumettre des documents portant sur chaque expédition et préciser si les marchandises expédiées sont partielles ou complètes.
4. Il faudra préparer, pour chaque expédition, le formulaire B-13 pour la déclaration douanière d'exportation, qu'on pourra se procurer auprès du bureau de douane ou du bureau de poste de la localité.
5. Connaissances pour le transport continental :
  - a) pour les contrats soumis aux Incoterms distincts des EXW et des FCA (FAS, FOB, CFR, CIF, CIP, DAF, DES, DEQ, DDU et DDP), indiquer que l'entrepreneur est l'expéditeur.
  - b) pour les contrats comportant des conditions EXW et FCA, acquitter d'avance les frais de transport continental et les indiquer distinctement dans la facture; indiquer que le Canada est l'expéditeur.

### DOCUMENTATION

#### Marchandises dangereuses

6. Pour chaque marchandise dangereuse expédiée, il faut indiquer la nature, la quantité et le numéro de l'Organisation des Nations Unies pour ces marchandises, conformément au *Code maritime international des marchandises dangereuses* et au *Règlement de l'Association du transport aérien internationale*.
7. S'il ne respecte pas cette exigence, le fournisseur sera passible des mesures punitives qui pourront être adoptées par les administrations réglementaires.
8. Les documents visés par les présentes doivent accompagner la demande d'instructions pour l'expédition adressée à la :

Direction de la gestion des transports  
Secteur des programmes nationaux  
Travaux publics et Services gouvernementaux Canada  
Place du Portage, Phase III

## Y - Programme de subventions de l'ACDI

---

Hull (Québec) K1A 0S5

- a) sept (7) exemplaires de la facture commerciale;
- b) sept (7) exemplaires du bordereau d'expédition;
- c) trois (3) exemplaires du rapport d'inspection, si le contrat prévoit une inspection.

**Remarque :** L'entrepreneur doit préciser l'endroit où se trouvent les marchandises à expédier.

9. a) Pour les expéditions par bateau : un (1) exemplaire du connaissement de transport continental à transmettre à la DGT, APRÈS L'EXPÉDITION.
- b) Pour les expéditions par avion : deux (2) factures et bordereaux d'expédition doivent accompagner les marchandises expédiées à l'aéroport, dans une enveloppe adressée au destinataire ou à l'agent de dédouanement et portant la mention « *compagnies aériennes : documents douaniers pour le destinataire/l'agent de dédouanement; veuillez joindre au manifeste aérien* ».
10. On doit transmettre au ministère d'origine, à l'adresse à laquelle on doit faire parvenir les factures :
- a) l'original et quatre (4) exemplaires de la facture commerciale.
- L'entrepreneur doit reproduire l'attestation suivante dans toutes ses factures :
- « Nous attestons que les prix indiqués dans cette facture excluent la taxe sur les produits et services, la taxe de vente harmonisée, la taxe de vente, les droits de douane remboursables et les taxes d'accises payés pour les marchandises ou sur les pièces et les composants faisant partie de ces marchandises. »
- b) un (1) exemplaire signé du rapport d'inspection, s'il y a lieu;
- c) la preuve de livraison (reçu pour les frais de surestaries, connaissement ou manifeste aérien).
11. Il faudra faire suivre, à l'autorité contractante de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada, un (1) exemplaire de la facture commerciale.

---

**Y4000D (01/12/00) Expédition - Modalités**

A partir du 12/12/03, cette clause est remplacée par Y4000D.

---

**Y4001D (01/12/00) Documentation - FOB Panalpina Inc.**

Cette clause est annulée à partir du 12/12/03.

## Y - Programme de subventions de l'ACDI

---

---

**Y4001D (12/05/00) Documentation - FOB Panalpina Inc.**

A partir du 01/12/00, cette clause est remplacée par Y4001D.

---

---

**Remarques :** Utiliser cette clause dans toutes les demandes de soumissions et tous les contrats passés au nom de l'ACDI, s'il y a expédition aérienne C.A.F. ou C. & F. Il n'est habituellement pas nécessaire d'assurer les marchandises dans le cas des projets subventionnés par l'ACDI.

**Y4002D (01/12/00) Documentation**

### **Marchandises dangereuses :**

1. Il faudra inclure pour chaque marchandise dangereuse des renseignements quant à la nature, à la quantité et au numéro des Nations Unies, conformément au Code maritime international des marchandises dangereuses et aux derniers règlements de l'Association du transport aérien international.
2. Si le fournisseur ne se conforme pas à cette exigence, ce dernier sera passible de sanctions pouvant être prises par les responsables du règlement.
3. Les documents doivent être distribués comme suit :
  - a) à l'Agence canadienne de développement international (ACDI), à l'adresse à laquelle les factures doivent être envoyées:
    - (1) un (1) exemplaire signé et un (1) exemplaire non signé de la facture aérienne;
    - (2) l'original et quatre (4) exemplaires de la facture commerciale à l'intention de l'ACDI;

L'entrepreneur doit ajouter la mention suivante sur chacune des factures :

«Nous certifions que les prix indiqués sur la facture excluent la taxe sur les produits et services, la taxe de vente harmonisée, la taxe de vente, les droits de douane remboursables et la taxe d'accise payés à l'égard des marchandises ou des pièces et des composantes incorporées aux marchandises.»

- (3) cinq (5) exemplaires de la liste de caisses;
  - (4) un (1) exemplaire du rapport d'inspection, si le contrat exige une inspection;
  - (5) deux (2) exemplaires du certificat d'assurance (en cas d'expédition aérienne C.A.F.).
- b) à l'agent de dédouanement (ou au consignataire si aucun agent de dédouanement n'est mentionné dans le contrat) :
    - (1) un (1) exemplaire signé et un exemplaire non signé de la facture aérienne;
    - (2) trois (3) exemplaires de la facture commerciale;
    - (3) trois (3) exemplaires du certificat d'assurance (en cas d'expédition aérienne C.A.F.).
  - c) à l'autorité contractante de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada : un (1) exemplaire de la facture commerciale.

**Paiement :** Fonction des factures commerciales et documents ci-dessus attestés par le Contrôleur de l'ACDI.

## Y - Programme de subventions de l'ACDI

---

---

### Y4002D (15/09/97) Documentation

A partir du 01/12/00, cette clause est remplacée par Y4002D.

---

---

**Remarques :** Utiliser la clause suivante dans les toutes demandes de soumissions et tous les contrats passés au nom de l'ACDI, s'il y a expédition par mer C.A.F. ou C. & F. (ne s'applique pas aux achats de denrées alimentaires). Il n'est habituellement pas nécessaire d'assurer les marchandises dans le cas des projets subventionnés par l'ACDI. (On doit distribuer les documents selon les exigences du projet.)

### Y4003D (01/12/00) Documentation

#### Marchandises dangereuses :

1. Il faudra inclure pour chaque marchandise dangereuse des renseignements quant à la nature, à la quantité et au numéro des Nations Unies, conformément au Code maritime international des marchandises dangereuses et aux derniers règlements de l'Association du transport aérien international.
2. Si le fournisseur ne se conforme pas à cette exigence, ce dernier sera passible de sanctions pouvant être prises par les responsables du règlement.
3. Les documents doivent être distribués comme suit :
  - a) À l'Agence canadienne de développement international (ACDI), à l'adresse à laquelle les factures doivent être envoyées:
    - (1) un (1) connaissement négociable plus trois (3) copies non négociables;
    - (2) l'original et quatre (4) exemplaires de la facture commerciale à l'intention de l'ACDI;

L'entrepreneur doit ajouter la mention suivante sur chacune des factures :

«Nous certifions que les prix indiqués sur la facture excluent la taxe sur les produits et services, la taxe de vente harmonisée, la taxe de vente, les droits de douane remboursables et la taxe d'accise payés à l'égard des marchandises ou des pièces et des composantes incorporées aux marchandises.»

- (3) cinq (5) exemplaires de la liste de caisses;
  - (4) un (1) exemplaire du rapport d'inspection, si le contrat exige une inspection;
  - (5) un (1) exemplaire du certificat d'assurance maritime négociable (en cas d'expédition par mer C.A.F.)
- b) À l'agent de dédouanement (ou au consignataire si aucun agent de dédouanement n'est mentionné dans le contrat) :
    - (1) deux (2) exemplaires de connaissements négociables;
    - (2) deux (2) exemplaires de connaissements non négociables;
    - (3) deux (2) exemplaires de la facture commerciale;
    - (4) deux (2) exemplaires de la liste de caisses;
    - (5) l'original et un (1) exemplaire du certificat d'assurance maritime (en cas d'expédition par mer C.A.F.).



## Y - Programme de subventions de l'ACDI

---

**Nota :** Les deux (2) ensembles de documents ci-dessus doivent être expédiés par avion à l'agent de dédouanement, sous deux (2) enveloppes différentes, de sorte qu'au moins l'une d'entre elles arrive à destination sans problème.

c) À l'autorité contractante de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada : un (1) exemplaire de la facture commerciale.

**Paiement :** Fonction des factures commerciales et documents ci-dessus attestés par le Contrôleur de l'ACDI.

---

**Y4003D (15/09/97) Documentation**

A partir du 01/12/00, cette clause est remplacée par Y4003D.

---

**Remarques :** Utiliser cette clause dans toutes les demandes de soumissions et tous les contrats à quai non dédouané passés au nom de l'ACDI, s'il y a expédition par mer sur une base A QUAI (Incoterms 1980). Il n'est habituellement pas nécessaire d'assurer les marchandises dans le cas des projets subventionnés par l'ACDI. Dans des projets A QUAI, l'assurance maritime jusqu'à destination n'est définitivement pas l'affaire de la Couronne. (On doit adapter la distribution des documents selon les exigences du projet.)

**Y4004D (01/12/00) Documentation - A QUAI**

**Marchandises dangereuses :**

1. Il faudra inclure pour chaque marchandise dangereuse des renseignements quant à la nature, à la quantité et au numéro des Nations Unies, conformément au Code maritime international des marchandises dangereuses et aux derniers règlements de l'Association du transport aérien international.
2. Si le fournisseur ne se conforme pas à cette exigence, ce dernier sera passible de sanctions pouvant être prises par les responsables du règlement.
3. Les documents doivent être distribués comme suit :
  - a) À l'Agence canadienne de développement international (ACDI), à l'adresse à laquelle les factures doivent être envoyées :
    - (1) trois (3) exemplaires non négociables du connaissement;
    - (2) l'original et quatre (4) exemplaires de la facture commerciale à l'intention de l'ACDI.

L'entrepreneur doit ajouter la mention suivante sur chacune des factures :

«Nous certifions que les prix indiqués sur la facture excluent la taxe sur les produits et services, la taxe de vente harmonisée, la taxe de vente, les droits de douane remboursables et la taxe d'accise payés à l'égard des marchandises ou des pièces et des composantes incorporées aux marchandises.»

- (3) cinq (5) exemplaires de la liste de caisses;
- (4) un exemplaire du rapport d'inspection, si le contrat exige une inspection;

## Y - Programme de subventions de l'ACDI

---

(5) rapport de livraison à destination.

b) À l'agent de dédouanement (ou au consignataire si aucun agent de dédouanement n'est mentionné dans le contrat) :

- (1) deux (2) connaissements originaux (pour le dédouanement);
- (2) deux (2) exemplaires de connaissement non négociables;
- (3) deux (2) exemplaires de la facture commerciale;
- (4) deux (2) exemplaires de la liste de caisses.

**Nota :** Les deux (2) ensembles de documents ci-dessus doivent être expédiés par avion à l'agent de dédouanement, sous deux (2) enveloppes différentes, de sorte qu'au moins l'une d'entre elles arrive à destination sans problème.

c) À l'autorité contractante de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada : un (1) exemplaire de la facture commerciale.

**Paiement :** Fonction des factures commerciales et documents ci-dessus attestés par l'ACDI. Le RAPPORT DE LIVRAISON est le document CRITIQUE pour le paiement. Il remplace le connaissement original utilisé pour les autres termes de vente, tels que C. & .F ou C.A.F.

---

**Y4004D (15/09/97) Documentation - A QUAI**

A partir du 01/12/00, cette clause est remplacée par Y4004D.

---

**Remarques :** Utiliser cette clause dans toutes les demandes de soumissions et tous les contrats à quai dédouané passés au nom de l'ACDI, s'il y a expédition par mer sur une base A QUAI (Incoterms 1980). Il n'est habituellement pas nécessaire d'assurer les marchandises dans le cas des projets subventionnés par l'ACDI. Dans des projets A QUAI, l'assurance maritime jusqu'à destination n'est définitivement pas l'affaire de la Couronne. (On doit adapter la distribution des documents selon les exigences du projet.)

**Y4005D (01/12/00) Documentation - A QUAI**

**Marchandises dangereuses :**

1. Il faudra inclure pour chaque marchandise dangereuse des renseignements quant à la nature, à la quantité et au numéro des Nations Unies, conformément au Code maritime international des marchandises dangereuses et aux derniers règlements de l'Association du transport aérien international.
2. Si le fournisseur ne se conforme pas à cette exigence, ce dernier sera passible de sanctions pouvant être prises par les responsables du règlement.
3. Les documents doivent être distribués comme suit :
  - a) À l'Agence canadienne de développement international (ACDI), à l'adresse à laquelle les factures doivent être envoyées :
    - (1) l'original et quatre (4) exemplaires de la facture commerciale à l'intention de l'ACDI;

L'entrepreneur doit ajouter la mention suivante sur chacune des factures :

## Y - Programme de subventions de l'ACDI

---

«Nous certifions que les prix indiqués sur la facture excluent la taxe sur les produits et services, la taxe de vente harmonisée, la taxe de vente, les droits de douane remboursables et la taxe d'accise payés à l'égard des marchandises ou des pièces et des composantes incorporées aux marchandises.»

- (2) cinq (5) exemplaires de la liste de caisses;
- (3) un (1) exemplaire du rapport d'inspection, si le contrat exige une inspection;
- (4) rapport de livraison.

b) Au destinataire :

- (1) deux (2) exemplaires de connaissements non négociables;
- (2) deux (2) exemplaires de la facture commerciale;
- (3) deux (2) exemplaires de la liste de caisses.

c) À l'autorité contractante de Travaux publics et Services gouvernementaux : un (1) exemplaire de la facture commerciale.

**Paiement :** Fonction des factures commerciales et documents ci-dessus attestés par l'ACDI. Le RAPPORT DE LIVRAISON est le document CRITIQUE pour le paiement. Il remplace le connaissement original utilisé pour les autres termes de vente, tels que C. & F. ou C.A.F.

---

**Y4005D (15/09/97) Documentation - A QUAI**

A partir du 01/12/00, cette clause est remplacée par Y4005D.

---

**Remarques : LE TEXTE DE CETTE CLAUSE DOIT FIGURER EN ENTIER DANS LES DOCUMENTS D'ACHAT.** Utiliser la clause suivante lorsque l'une des clauses suivantes a été utilisée : Y4000D, Y4001D, Y4002D, Y4003D, Y4004D ou Y4005D.

**Y4006D (10/12/04) Documentation - adresse de facturation**

Envoyer toutes les factures établies au nom de l'Agence canadienne de développement international à l'adresse suivante :

Agence canadienne de développement international  
200, Promenade du Portage  
Gatineau (Québec)  
K1A 0G4

À l'attention de : \_\_\_\_\_.

## Y - Programme de subventions de l'ACDI

---

---

**Y4006D (01/04/92) Documentation - Adresse de facturation**

A partir du 10/12/04, cette clause est remplacée par Y4006D.

---

---

**Remarques : LE TEXTE DE CETTE CLAUSE DOIT FIGURER EN ENTIER DANS LES DOCUMENTS D'ACHAT.** Inclure dans toutes les demandes de soumissions et tous les contrats passés au nom de l'ACDI avec des fournisseurs commerciaux, pour des marchandises destinées à l'exportation.

**Y5000D (15/09/97) Taxes et droits de douane**

Le gouvernement du Canada atteste que les marchandises identifiées dans la présente sont destinées à l'exportation. Le prix facturé doit exclure la taxe sur les produits et services, la taxe de vente harmonisée, la taxe de vente, les droits de douane remboursables et la taxe d'accise payés à l'égard des marchandises ou des pièces et composantes incorporées aux marchandises. Les marchandises tombent sous l'application du projet numéro \_\_\_\_\_ de l'Agence canadienne de développement international.

---

---

**Y5000D (01/04/92) Taxes et droits de douane**

A partir du 15/09/97, cette clause est remplacée par Y5000D.

---

---

**Remarques :** Inclure dans toutes les demandes de soumissions et tous les contrats passés au nom de l'ACDI pour des marchandises destinées à l'exportation, lorsque l'expédition se fait par un fournisseur soit au destinataire final soit à un entrepreneur chargé du triage au Canada.

**Y5001D (15/09/97) Transport à l'intérieur du Canada**

L'entrepreneur doit fournir aux transporteurs la déclaration écrite suivante afin d'assurer que leurs services soient détaxés aux fins de la taxe sur les produits et services ou la taxe de vente harmonisée s'il y a lieu :

«La propriété est expédiée en vue d'exportation et le service de transport de marchandises offert par les transporteurs fait partie d'un transport en partance continue à l'égard de la propriété.»

---

---

**Y5001D (01/04/92) Transport à l'intérieur du Canada**

A partir du 15/09/97, cette clause est remplacée par Y5001D.

## Y - Programme de subventions de l'ACDI

---

---

---

## **Section 5**

**Z - Corporation commerciale canadienne**

---



## Z - Corporation commerciale canadienne

---

**Remarques :** Utiliser la clause suivante dans les contrats prévoyant l'expédition FAB à l'usine et lorsqu'on utilise des Connaissements du Gouvernement américain.

### **Z0001C (10/12/01) Connaissance du gouvernement américain**

1. Les expéditions en vertu de ce contrat doivent être assurées sur connaissements du gouvernement américain. L'entrepreneur doit en faire la demande directement au :  
  
Bureau des transports  
*Defence Contract Management Americas (DCMA)(Canada),*  
200 - 275, rue Bank  
Ottawa (Ontario) K2P 2L6  
  
en adressant une formule DD 1659, intitulée *Application for U.S. Government Shipping Document/Instructions*, au moins dix (10) jours avant la date de livraison prévue.
2. Lors de la distribution des copies signées des connaissements du gouvernement américain, il faudra joindre une copie des formules DD 250, *Material Inspection and Receiving Report*, DD 1149, *Requisition and Invoice/Shipping Document* ou du bordereau de marchandises à chaque copie des mémos correspondant aux connaissements du gouvernement américain expédiés au Bureau des transports, DCMA (Canada).
3. Les connaissements du gouvernement américain, une fois signés, sont des documents négociables; s'ils ne sont pas utilisés, il faut les renvoyer au Bureau des transports mentionné ci-dessus. On peut obtenir la formule DD 1659 du DCMA (Canada) (téléphone 613-992-9020).

---

### **Z0001C (01/04/92) Connaissance du gouvernement américain**

A partir du 10/12/01, cette clause est remplacée par Z0001C.

---

**Remarques :** L'agent de négociation des contrats devra insérer, dans les invitations à soumissionner et dans les contrats, la clause au FAR 52.247-32, FAB origine, fret acquitté au préalable, lorsque ces conditions de livraison s'appliqueront.

### **Z0002C (01/04/92) FAB origine, fret acquitté au préalable**

(a) Explication de l'expression «FAB origine, fret acquitté au préalable», relative à la livraison :

1. Cela signifie livré sans frais pour le Gouvernement
  - (i) à bord du véhicule correspondant au moyen de transport indiqué du transporteur (ou du Gouvernement, si stipulé) à un point désigné de la ville, du comté et de la province ou l'état d'où les envois seront effectués et d'où commencera le service de transport routier (par opposition à l'évitement, au factage local ou à un autre service de terminal);
  - (ii) jusqu'à l'installation sur le quai du transporteur (le long du navire, à portée du palan de chargement du navire, lorsque le point d'expédition est situé dans un port doté d'un service de transport maritime) ou le poste de fret du transporteur;
  - (iii) jusqu'à une installation du service postal américain ou canadien; ou



## Z - Corporation commerciale canadienne

---

(iv) si cela est indiqué dans l'invitation à soumissionner, jusqu'à n'importe quel point désigné par le Gouvernement et situé dans la même zone commerciale que le point d'origine FAB stipulé dans le Contrat (les zones commerciales sont prescrites par la U.S. Interstate Commerce Commission dans le document 49 CFR 1048); et

2. le coût du transport, qui incombe en fin de compte au Gouvernement, est acquitté au préalable par l'Entrepreneur au point stipulé dans le Contrat. (b) Responsabilités de l'Entrepreneur. Les responsabilités de l'Entrepreneur sont les mêmes que celles qui sont indiquées au FAR 47.303-1 (b), à ceci près que l'Entrepreneur doit préparer des Connaissements commerciaux ou d'autres reçus de transport, et acquitter au préalable le fret dans la mesure stipulée dans le Contrat.

---

### Z0003C (01/04/92) FAB destination

(a) L'expression «FAB destination», utilisée dans la présente clause, signifie :

1. que les biens sont livrés sans frais pour le Gouvernement américain, à bord du véhicule employé par le transporteur, à un point de livraison stipulé où se trouve l'installation du destinataire (usine, entrepôt, magasin, terrain ou autre emplacement possible de livraison); et
2. que les biens doivent être livrés au quai de destination du destinataire (dans le cas d'une ville portuaire et de fournitures destinées à l'exportation), à la plate-forme de déchargement d'un entrepôt, ou à un dock de réception, aux frais de l'Entrepreneur. Le Gouvernement américain ne sera pas tenu responsable relativement à tous les frais de livraison, d'entreposage, de surestaries, ni de tous les frais accessoires ou autres engagés avant la livraison proprement dite (ou la «mise en attente» définie dans les tarifs du transporteur) des fournitures à destination, à moins que ces frais ne soient occasionnés par une action ou un ordre du Gouvernement dans le cadre d'une activité contractuelle de ce dernier. Si l'on utilise le transport ferroviaire, les fournitures doivent être livrées à la plate-forme de déchargement stipulée par le destinataire. Si l'on utilise un véhicule automobile de transport (y compris le système «rail-route»), les fournitures doivent être livrées au volet arrière du camion, à la plate-forme de déchargement, chez le destinataire. Si l'Entrepreneur utilise le transport ferroviaire ou transitaire pour les wagons incomplets, il doit s'assurer que le transporteur fournira une livraison au volet arrière, si le transfert au camion est requis pour effectuer la livraison au destinataire.

(b) L'Entrepreneur doit :

1. (i) emballer et marquer l'envoi conformément aux spécifications contractuelles; ou  
(ii) en l'absence de spécifications, préparer l'envoi conformément aux exigences du transporteur;
  2. préparer et distribuer des Connaissements commerciaux;
  3. livrer l'envoi en bon état, au point de livraison stipulé dans le Contrat;
  4. assumer la responsabilité de toute perte et (ou) de tout dommage aux biens survenant avant la réception de l'envoi par le destinataire, au point de livraison stipulé dans le Contrat;
  5. fournir un calendrier de livraison et concevoir le mode de transport approprié;
  6. payer et assumer tous les frais au point de livraison stipulé.
-

## Z - Corporation commerciale canadienne

---

### Z0004C (10/06/05) Installation de l'entrepreneur - FAB origine

1. L'expression « FAB origine, installation de l'entrepreneur », utilisée dans la présente clause, signifie que les marchandises sont livrées sans frais pour le gouvernement américain, à bord du véhicule correspondant au moyen de transport indiqué du transporteur (ou du gouvernement américain, si cela est stipulé) à l'installation désignée, sur la rue ou la route nommée, dans la ville, le comté et la province ou l'état d'où l'envoi sera effectué.
2. L'entrepreneur doit :
  - (a)
    - (i) emballer et marquer les envois conformément aux spécifications contractuelles; ou
    - (ii) en l'absence de spécifications, préparer l'envoi conformément aux exigences du transporteur pour protéger les biens et assurer l'évaluation des frais applicables les plus économiques;
  - (b)
    - (i) commander l'équipement particulier du transporteur lorsque le gouvernement américain en fait la demande; ou
    - (ii) si ce n'est pas indiqué, commander l'équipement approprié du transporteur de manière à ne pas dépasser la capacité nécessaire à l'envoi;
  - (c) livrer l'envoi en bon état au transporteur, et charger, arrimer, assujettir et (ou) consolider l'envoi effectué par wagon ou camion (lorsqu'il est chargé par l'entrepreneur) sur ou dans le véhicule du transporteur, conformément aux règles et aux règlements de ce dernier;
  - (d) assumer la responsabilité de toute perte et (ou) de tout dommage aux marchandises
    - (i) se produisant avant la livraison au transporteur;
    - (ii) résultant d'un emballage ou d'un marquage insuffisant; ou
    - (iii) résultant d'un chargement, d'un arrimage d'une consolidation et (ou) d'un assujettissement insuffisants de l'envoi, s'il est chargé par l'entrepreneur sur ou dans le véhicule du transporteur;
  - (e) remplir le connaissance du gouvernement américain fourni par l'organisme de commande *Defense Contract Management Americas* (DCMA)/Ottawa ou, si aucun connaissance du gouvernement américain n'est fourni, préparer un connaissance commercial ou un autre reçu de transport, indiquant
    - (i) une description de l'envoi selon la classification des marchandises ou les tarifs (ou les tarifs prévus dans l'appel d'offres du gouvernement américain) en vigueur, en vertu desquels les tarifs les plus économiques de transport sont applicables;
    - (ii) les sceaux apposés au véhicule avec leurs numéros de série ou autres inscriptions d'identification;
    - (iii) les longueurs et capacités des wagons ou des camions commandés et fournis;
    - (iv) d'autres renseignements pertinents requis pour effectuer une prompte livraison au destinataire, y compris le nom, l'adresse de livraison, l'adresse postale, le code postal ou le code de zone du destinataire, l'acheminement, etc.;
    - (v) des instructions ou annotations spéciales requises par DCMA/Ottawa pour les connaissances commerciaux, p. ex. : (a) « à convertir en un connaissance du gouvernement américain », ou (b) « cet envoi est la propriété du gouvernement américain et les montants versés au transporteur, au titre du fret, seront remboursés par le gouvernement américain »; et
    - (vi) la signature du représentant du transporteur et la date à laquelle l'envoi a été reçu par le transporteur; et

## Z - Corporation commerciale canadienne

---

- (f) distribuer les copies du connaissance ou d'autres reçus de transport, conformément aux directives de DCMA/Ottawa.
- 
- 

**Z0004C (01/04/92) FAB origine, installation de l'Entrepr.**

A partir du 10/06/05, cette clause est remplacée par Z0004C.

---

---

**Z0005C (01/04/92) FAB origine**

(a) Dans la présente clause, l'expression «FAB origine» signifie que les biens sont livrés sans frais pour le Gouvernement américain

1. à bord du véhicule correspondant au moyen de transport indiqué du transporteur (ou du Gouvernement américain, si cela est stipulé) à un point désigné de la ville, d'où les envois seront effectués et d'où commencera le service de transport routier (par opposition à l'évitement, au factage local ou à un autre service de terminal);
2. jusqu'à l'installation sur le quai du transporteur (le long du navire, à portée du palan de chargement du navire, lorsque le point d'expédition est situé dans un port doté d'un service de transport maritime) ou le poste de fret du transporteur;
3. jusqu'à une installation du service postal américain ou canadien; ou
4. si cela est indiqué dans l'invitation à soumissionner, à tout point désigné par le Gouvernement américain, situé dans la même ville ou zone commerciale que le point FAB origine stipulé dans le Contrat.

(b) L'Entrepreneur doit :

1. (i) emballer et marquer l'envoi conformément aux spécifications contractuelles; ou  
(ii) en l'absence de spécifications, préparer l'envoi conformément aux exigences du transporteur pour protéger les biens et assurer l'évaluation des frais applicables les plus économiques;
2. (i) commander l'équipement particulier du transporteur lorsque le Gouvernement américain en fait la demande; ou  
(ii) si cela n'est pas indiqué, commander l'équipement approprié du transporteur de manière à ne pas dépasser la capacité nécessaire à l'envoi;
3. livrer l'envoi en bon état au transporteur, et charger, arrimer, assujettir et (ou) consolider l'envoi effectué par wagon ou camion (lorsqu'il est chargé par l'Entrepreneur) sur ou dans le véhicule du transporteur, conformément aux règles et aux règlements de ce dernier;
4. assumer la responsabilité de toute perte et (ou) de tout dommage aux marchandises
  - (i) se produisant avant la livraison au transporteur;
  - (ii) résultant d'un emballage ou d'un marquage insuffisant; ou
  - (iii) résultant d'un chargement, d'un arrimage, d'une consolidation et (ou) d'un assujettissement insuffisants de l'envoi, s'il est chargé par l'Entrepreneur sur ou dans le véhicule du transporteur;

## Z - Corporation commerciale canadienne

---

5. remplir le Connaissance du Gouvernement américain fourni par la Defence Contract Managements Area Operations, Ottawa ou, si aucun Connaissance du Gouvernement américain n'est fourni, préparer un Connaissance commercial ou un autre reçu de transport, indiquant :

- (i) une description de l'envoi selon la classification des marchandises ou les tarifs en vertu desquels les tarifs les plus économiques de transport sont applicables;
- (ii) les sceaux apposés au véhicule avec leurs numéros de série ou autres inscriptions d'identification;
- (iii) les longueurs et capacités des wagons ou des camions commandés et fournis;
- (iv) d'autres renseignements pertinents requis pour effectuer une prompte livraison au destinataire, y compris le nom, l'adresse de livraison, le code postal ou le ZIP code du destinataire, l'acheminement, etc.;
- (v) des instructions ou annotations spéciales requises par l'organisme de commande pour les Connaissances commerciaux, p. ex. : (A) «à convertir en un Connaissance du Gouvernement américain», ou (B) «cet envoi est la propriété de la CCC et les montants versés au transporteur au titre du fret seront remboursés par la CCC»; et
- (vi) la signature du représentant du transporteur et la date à laquelle l'envoi a été reçu par le transporteur; et

6. distribuer les copies du Connaissance ou d'autres reçus de transport, conformément aux directives de l'organisme de commande.

(c) Ces responsabilités d'entrepreneur sont stipulées en vue d'une exécution à l'usine ou aux usines où les fournitures doivent être finalement inspectées et acceptées, à moins que les installations d'envoi utilisant l'équipement du transporteur ne soient pas disponibles à l'usine de l'Entrepreneur, auquel cas les responsabilités doivent être exécutées FAB le(s) point(s) dans la même ville ou la ville la plus rapprochée où les installations du transporteur déterminé sont disponibles.

---

**Z0006C      (01/04/92)      FAB origine, fret autorisé**

(a) L'expression «FAB origine, fret autorisé» employée dans la présente clause, signifie

1. que les biens sont livrés sans frais pour le Gouvernement américain
  - (i) à bord du véhicule correspondant au moyen de transport indiqué du transporteur (ou du Gouvernement américain, si cela est stipulé) à un point désigné de la ville, du comté et de la province ou l'état d'où l'envoi doit être effectué et d'où commencera le service de transport routier (par opposition à l'évitement, au factage local ou à un autre service de terminal);
  - (ii) jusqu'à l'installation sur le quai du transporteur (le long du navire, à portée du palan de chargement du navire, lorsque le point d'expédition est situé dans un port doté d'un service de transport maritime) ou le poste de fret du transporteur;
  - (iii) jusqu'à une installation du service postal américain ou canadien; ou
  - (iv) si cela est indiqué dans l'invitation à soumissionner, à n'importe quel point désigné par le Gouvernement et situé dans la même zone commerciale que le point d'origine FAB stipulé dans le Contrat (les zones commerciales sont prescrites par la U.S. Interstate Commerce Commission dans le document 49 CFR 1048); et
2. une allocation pour le fret basée sur les tarifs publiés et applicables (ou les tarifs prévus dans les appels d'offres du Gouvernement) entre les points stipulés dans le Contrat, est déduite du prix contractuel.

(b) L'Entrepreneur doit :

## Z - Corporation commerciale canadienne

---

1.
  - (i) emballer et marquer l'envoi conformément aux spécifications contractuelles; ou
  - (ii) en l'absence de spécifications, préparer l'envoi conformément aux exigences du transporteur pour protéger les biens et assurer l'évaluation des frais applicables les plus économiques;
2.
  - (i) commander l'équipement particulier du transporteur lorsque le Gouvernement américain en fait la demande; ou
  - (ii) si cela n'est pas indiqué, commander l'équipement approprié du transporteur de manière à ne pas dépasser la capacité nécessaire à l'envoi;
3. livrer l'envoi en bon état au transporteur, et charger, arrimer, assujettir et (ou) consolider l'envoi effectué par wagon ou camion (lorsqu'il est chargé par l'Entrepreneur) sur ou dans le véhicule du transporteur, conformément aux règles et aux règlements de ce dernier;
4. assumer la responsabilité de toute perte et (ou) de tout dommage aux marchandises
  - (i) se produisant avant la livraison au transporteur;
  - (ii) résultant d'un emballage ou d'un marquage insuffisant; ou
  - (iii) résultant d'un chargement, d'un arrimage, d'un assujettissement, d'une consolidation et (ou) d'un blocage insuffisants de l'envoi, s'il est chargé par l'Entrepreneur sur ou dans le véhicule du transporteur;
5. remplir le Connaissance du Gouvernement américain fourni par l'organisme de commande ou, si aucun Connaissance du Gouvernement américain n'est fourni, préparer un Connaissance commercial ou un autre reçu de transport, indiquant :
  - (i) une description de l'envoi selon la classification des marchandises ou les tarifs (ou les tarifs prévus dans l'appel d'offres du Gouvernement américain) en vigueur, en vertu desquels les tarifs les plus économiques de transport sont applicables;
  - (ii) les sceaux apposés au véhicule avec leurs numéros de série ou autres inscriptions d'identification;
  - (iii) les longueurs et capacités des wagons ou des camions commandés et fournis;
  - (iv) d'autres renseignements pertinents requis pour effectuer une prompte livraison au destinataire, y compris le nom, l'adresse de livraison, le code postal ou le ZIP code du destinataire, l'acheminement, etc.;
  - (v) des instructions ou annotations spéciales requises par l'organisme de commande pour les Connaissances commerciaux, p. ex. : (A) «à convertir en un Connaissance du Gouvernement américain», ou (B) «cet envoi est la propriété de la CCC et les montants versés au transporteur au titre du fret seront remboursés par la CCC»; et
  - (vi) la signature du représentant du transporteur et la date à laquelle l'envoi a été reçu par le transporteur; et
6. distribuer les copies du Connaissance ou d'autres reçus de transport, conformément aux directives de l'organisme de commande.

(c) Ces responsabilités d'Entrepreneur sont stipulées en vue d'une exécution à l'usine ou aux usines où les biens doivent être finalement inspectés et acceptés, à moins que les installations d'envoi utilisant l'équipement du transporteur ne soient pas disponibles à l'usine de l'Entrepreneur, auquel cas les responsabilités doivent être exécutées FAB le(s) point(s) dans la même ville ou la ville la plus rapprochée où les installations du transporteur déterminé sont disponibles, sous réserve cependant des conditions suivantes :

1. si l'usine d'expédition de l'Entrepreneur est située dans l'état d'Alaska ou d'Hawaï, l'Entrepreneur doit livrer les biens devant être expédiés à l'extérieur de l'état au port de chargement en Alaska ou à Hawaï respectivement, tel qu'indiqué dans le Contrat, à ses frais, et dans cette mesure, le Contrat sera «FAB destination».

## Z - Corporation commerciale canadienne

---

2. Nonobstant l'alinéa (c) 1. de la présente clause, si l'usine d'expédition de l'Entrepreneur est située dans l'état d'Hawaï et si le Contrat exige que la livraison soit effectuée par service de conteneurs, l'Entrepreneur doit livrer les biens à ses frais, au terrain de conteneurs de la même ville ou de la ville la plus rapprochée où un service de conteneurs maritimes est offert.

---

**Remarques : LE TEXTE DE CETTE CLAUSE DOIT FIGURER EN ENTIER DANS LES DOCUMENTS D'ACHAT.** Utiliser la clause suivante dans tous les contrats de la Corporation commerciale canadienne.

**Z0200C (23/11/98) Administration du contrat**

Le (la) \_\_\_\_\_ (*inscrire le nom du groupe ou de la direction du ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux qui émet le contrat*) est responsable de la gestion du présent contrat et tout changement au contrat doit être autorisé au moyen d'un avenant écrit émis par ce bureau. L'entrepreneur ne doit pas exécuter de travail qui dépasse la portée du contrat ou qui n'en fait pas partie, suite à une demande ou à des instructions reçues verbalement ou par écrit de toute personne, sauf par le biais d'un avenant écrit.

---

**Z0200C (01/04/92) Administration du Contrat**

A partir du 23/11/98, cette clause est remplacée par Z0200C.

---

**Remarques : LE TEXTE DE CETTE CLAUSE DOIT FIGURER EN ENTIER DANS LES DOCUMENTS D'ACHAT.** Utiliser la clauses suivante dans les contrats lorsque le contrat américain le stipule. Incrire les numéros de formules la cas échéant.

**Z0400C (01/04/92) Protection, conditionnement et marquage**

La protection, le conditionnement, l'emballage et le marquage doivent être conformes aux formules \_\_\_\_\_.

---

**Z0401C (01/04/92) Protection, conditionnement et marquage**

L'Entrepreneur s'engage à assurer les opérations de protection, de conditionnement et de marquage des articles et marchandises précisés dans le présent Contrat, les frais correspondant à ces opérations étant inclus dans le prix unitaire et dans le prix global desdits articles et marchandises, conformément aux formules annexées aux présentes par renvoi.

---

**Z0402C (01/04/92) Protection, conditionnement et marquage**

Les opérations de protection, de conditionnement, d'emballage et de marquage doivent être conformes aux normes commerciales de l'Entrepreneur en vue d'assurer une livraison sans problèmes à destination.

---

## Z - Corporation commerciale canadienne

---

---

**Z0403C (14/05/04) Protection et emballage**

Les opérations de protection et d'emballage doivent être conformes aux spécifications du Code d'emballage MIL-STD-2073.

---

---

**Z0403C (01/04/92) Protection et conditionnement**

A partir du 14/05/04, cette clause est remplacée par Z0403C.

---

---

**Remarques : LE TEXTE DE CETTE CLAUSE DOIT FIGURER EN ENTIER DANS LES DOCUMENTS D'ACHAT.**

**Z0404C (01/04/92) Pièces et dévidoirs**

La longueur minimum de toute pièce de fil/câble sera de \_\_\_\_ pieds. La longueur totale du fil/câble de chaque dévidoir n'aura pas moins de \_\_\_\_ pieds, mais pas plus de \_\_\_\_ pieds. Chaque dévidoir portera clairement le nombre et la longueur des pièces de fil/câble. On indiquera clairement la longueur de chaque pièce de fil/câble.

---

---

**Z0600C (01/04/92) Inspection**

A partir du 30/10/96, cette clause est remplacée par Z0608C.

---

---

**Z0601C (01/04/92) Inspection**

A partir du 30/10/96, cette clause est remplacée par Z0608C.

---

---

**Z0602C (01/04/92) Inspection**

A partir du 30/10/96, cette clause est remplacée par Z0608C.

---

---

## Z - Corporation commerciale canadienne

---

**Remarques :** Utiliser la clause suivante dans les contrats de production en vertu duquel des données doivent être fournies.

**NOTA :** Puisque les procédures ordinaires ne s'appliquent pas en ce cas, l'agent de négociation des contrats de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada doit prendre les arrangements nécessaires en vue de l'inspection avec l'agent de négociation des contrats américain désigné dans le contrat américain, ou avec l'inspecteur de l'assurance de la qualité du ministère de la Défense nationale si l'inspection des données doit être faite à la source.

---

### **Z0603C (10/12/01) Inspection des données**

Avant de procéder à la préparation de projets de livrets, dessins publications et autres données techniques qui devront être fournies en vertu de présent contrat, l'entrepreneur doit communiquer avec l'autorité contractante de la Corporation commerciale canadienne qui fera le nécessaire auprès de l'organisme américain compétent pour ce qui est de l'interprétation des spécifications et de l'inspection préliminaire des projets.

---

### **Z0603C (01/04/92) Inspection des données**

A partir du 10/12/01, cette clause est remplacée par Z0603C.

---

**Remarques :** Utiliser la clause suivante dans les contrats lorsque le contrat américain exige que l'inspection et l'acceptation soient toutes deux faites à destination.

### **Z0604C (01/04/92) Inspection et acceptation**

L'inspection et l'acceptation seront effectuées à destination par le destinataire lui-même.

---

**Remarques :** **LE TEXTE DE CETTE CLAUSE DOIT FIGURER EN ENTIER DANS LES DOCUMENTS D'ACHAT.** Utiliser la clause suivante dans les contrats lorsque le contrat américain renferme la clause relative à un certificat de conformité (FAR 52.246-15).

### **Z0605C (01/04/92) Certificat de conformité**

- a) Au choix de l'inspecteur de l'assurance de la qualité du MDN, l'Entrepreneur pourra être appelé à livrer des biens pour lesquels le Contrat exigerait normalement une inspection avec un certificat de conformité. Ce certificat pourra être employé par le Gouvernement américain pour sanctionner l'acceptation de ces biens sans exécuter des évaluations préalables d'assurance de la qualité. Le certificat devra être annexé ou intégré à toutes les copies de la formule DD 250, Material Inspection and Receiving Report. Le certificat devra être préparé par l'Entrepreneur et se lire comme suit :

«J'atteste que le \_\_\_\_\_ (inscrire la date), l'entreprise \_\_\_\_\_ (inscrire le nom de l'Entrepreneur) a fourni les marchandises et dispensé les services demandés dans le Contrat no \_\_\_\_\_ par l'intermédiaire de \_\_\_\_\_ (inscrire le nom du transporteur) sur \_\_\_\_\_ (indiquer le Connaissement ou le document d'expédition) conformément à l'ensemble des conditions exigibles.



## Z - Corporation commerciale canadienne

---

Je certifie en outre que les marchandises ou les services sont conformes à la qualité demandée et qu'ils correspondent à tous les égards aux conditions du Contrat, y compris les spécifications, les dessins, la conservation, le conditionnement l'étiquetage et l'identification du matériel (numéro de l'article) de même qu'aux quantités mentionnées ici ou sur le document d'acceptance ci joint.

Date \_\_\_\_\_  
Signature \_\_\_\_\_  
Fonction \_\_\_\_\_»

- b) Nonobstant l'acceptation préalable par le Gouvernement américain en vertu des dispositions du paragraphe a) ci-dessus, et nonobstant les dispositions de toutes les autres clauses du Contrat, le Gouvernement américain aura le droit d'inspecter les biens dès leur réception par le destinataire. Si les quantités sont insuffisantes ou si les biens ne sont pas conformes aux exigences du présent Contrat, l'Entrepreneur devra, à ses frais, corriger ou remplacer promptement les articles défectueux ou manquants, pourvu que le Gouvernement américain lui en donne l'instruction, dans les 90 jours à partir de la date à laquelle ces biens auront été acceptés. Cependant, si le présent Contrat contient une clause de garantie d'approvisionnement, celle-ci prévaudra dans le cas de toute irrégularité ou ambiguïté entre elle et le présent paragraphe b).
- c) Une copie signée de la formule DD 250 et le Certificat de conformité doivent être envoyés à la Corporation commerciale canadienne, avec la facture.

---

**Remarques : LE TEXTE DE CETTE CLAUSE DOIT FIGURER EN ENTIER DANS LES DOCUMENTS D'ACHAT.** Utiliser la clause suivante lorsque le contrat américain stipule DFARS 252.246-7000.

**Z0606C (14/05/04) Rapport d'inspection et de réception**

1. Pour chaque expédition faite en vertu du présent contrat, le formulaire DD250, *Material Inspection and Receiving Report*, du Département de la défense des États-Unis, doit être préparé et distribué en conformité avec le supplément à la *Defense Federal Acquisition Regulation*, Appendix F des E.-U.
2. Aux fins de confirmer que le matériel a bien été reçu, une (1) copie du formulaire DD250 doit être envoyée à :
  - a) l'agent contractuel de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada - à titre documentaire;
  - b) la Corporation commerciale canadienne - pour paiement et à titre documentaire;
  - c) la *Defense Contract Management Americas* - pour approbation de paiement et à titre documentaire.
3. Toute question relative à la préparation et la distribution de ce formulaire peut être adressée au représentant de l'assurance de la qualité assigné à l'usine de l'entrepreneur.

---

**Z0606C (10/12/01) Rapport d'inspection et de réception**

A partir du 14/05/04, cette clause est remplacée par Z0606C.

---

## Z - Corporation commerciale canadienne

---

### Z0607C (01/04/92) Inspection des fournitures - prix fixe

(a) La définition de «biens» utilisée dans la présente clause englobe, sans s'y limiter, les matières premières, les besoins, les ensembles intermédiaires et les produits finals.

(b) L'Entrepreneur devra fournir et maintenir un système d'inspection acceptable pour la Corporation commerciale canadienne (CCC), relativement aux biens visés par le présent Contrat, et ne soumettre à l'acceptation que des biens ayant été inspectés conformément au système d'inspection et considérés par l'Entrepreneur comme conformes aux exigences contractuelles. Dans le cadre du système, l'Entrepreneur doit préparer des dossiers faisant état des inspections effectuées en vertu du système et de leur résultat. Ces dossiers seront conservés au complet et mis à la disposition de la CCC pendant l'exécution du Contrat et ce aussi longtemps que l'exigeront les clauses contractuelles. La CCC pourra effectuer des examens et des évaluations raisonnablement nécessaires pour vérifier la conformité au présent paragraphe. Ces examens et évaluations seront effectués de manière à ne pas retarder inutilement les Travaux contractuels. Le droit d'examen, qu'il soit exercé ou non, n'exonèrera pas l'Entrepreneur des obligations contractuelles.

(c) La CCC a le droit d'inspecter et de mettre à l'essai toutes les fournitures prévues par le Contrat, dans la mesure du possible, partout et à tout moment, y compris pendant la période de fabrication, et de toute manière avant l'acceptation. La CCC effectuera des inspections et des essais de manière à ne pas retarder inutilement les Travaux. La CCC n'assume aucune obligation contractuelle d'effectuer l'une ou l'autre inspection ou l'un ou l'autre essai à l'avantage de l'Entrepreneur, à moins que cela ne soit expressément stipulé ailleurs dans le présent Contrat.

(d) Si la CCC effectue des inspections ou des essais sur les lieux de travail de l'Entrepreneur ou d'un sous-traitant, l'Entrepreneur doit fournir et exiger que le sous-traitant fournisse, sans frais supplémentaires, toutes les installations et l'aide raisonnables à l'exécution sûre et convenable de ces fonctions. A moins d'instructions contraires stipulées dans le Contrat, la CCC assumera les frais des inspections ou des essais qu'elle effectuera ailleurs qu'aux lieux de travail de l'Entrepreneur ou du sous-traitant, sous réserve qu'en cas de rejet, la CCC ne soit pas tenue responsable de toute réduction de valeur des échantillons soumis à l'inspection ou aux essais.

- (e)
1. Si les fournitures ne sont pas prêtes au moment stipulé par l'Entrepreneur, aux fins d'inspection ou d'essai, la CCC pourra facturer à l'Entrepreneur le coût additionnel de l'inspection ou de l'essai.
  2. La CCC pourra aussi facturer à l'Entrepreneur n'importe quel coût additionnel d'inspection ou d'essai si un rejet préalable entraîne la nécessité d'une autre inspection ou d'un nouvel essai.

(f) La CCC a le droit de rejeter tous les biens non conformes ou d'en exiger la correction. Les biens ne sont pas conformes lorsqu'ils sont défectueux sur le plan du matériel ou de l'exécution, ou lorsque, d'une autre manière quelconque, ils ne correspondent pas aux exigences contractuelles. La CCC pourra rejeter tous ces biens avec ou sans instructions relative à leur disposition.

(g) L'Entrepreneur devra enlever les fournitures rejetées ou devant être corrigées. Cependant, le Gouvernement américain pourra demander ou autoriser leur correction sur place, promptement après un préavis, et ce par l'Entrepreneur et aux frais de celui-ci. L'Entrepreneur ne devra pas soumettre à l'acceptation des biens corrigés ou rejetés sans révéler le premier rejet ou la nécessité d'une correction et, au besoin, devra divulguer la correction apportée.

(h) Si l'Entrepreneur omet d'enlever, de remplacer ou de corriger promptement les biens rejetés devant être enlevés, remplacés ou corrigés, la CCC pourra soit (1) par Contrat ou autrement, enlever, remplacer ou corriger les biens et imputer à l'Entrepreneur le coût de l'opération, soit (2) résilier le Contrat pour défaut d'exécution. A moins que l'Entrepreneur ne corrige ou ne remplace les biens sans dépasser le délai de livraison, la CCC pourra exiger leur livraison et effectuer une réduction équitable du prix. L'omission d'accepter une telle réduction sera considérée comme un motif de litige.

- (i)
1. Si le présent Contrat prévoit l'application d'un système d'assurance de la qualité à la source par le Gouvernement canadien, et si le Gouvernement en fait la demande, l'Entrepreneur devra fournir un préavis stipulant
    - (i) quand les inspections ou essais de l'Entrepreneur seront effectués conformément aux conditions contractuelles, et

## Z - Corporation commerciale canadienne

---

(ii) quand les biens seront prêts pour une inspection Gouvernementale.

2. La demande du Gouvernement stipulera la période et la méthode à employer pour le préavis, ainsi que le représentant Gouvernemental à qui à envoyer le préavis. Les demandes ne devront pas exiger un préavis supérieur à deux (2) jours ouvrables si le représentant du Gouvernement a un bureau à l'usine de l'Entrepreneur, et pas plus de sept (7) jours ouvrables dans les autres cas.

(j) Le Gouvernement américain acceptera ou rejettera les biens aussi rapidement que possible après la livraison, à moins de stipulations contraires dans le Contrat. L'omission par le Gouvernement américain d'inspecter et d'accepter ou de rejeter les biens n'exonèrera pas l'Entrepreneur de ses responsabilités ni n'imposera au Gouvernement américain une responsabilité quelconque à l'égard des biens non conformes.

(k) Les inspections et les essais effectués par le Gouvernement américain n'exonèrent pas l'Entrepreneur de ses responsabilités relatives aux lacunes ou aux autres défauts (par rapport aux exigences contractuelles) découvertes avant l'acceptation. L'acceptation sera concluante, sauf dans le cas des défauts latents, d'une fraude, de fautes grossières équivalant à une fraude ou conformément à d'autres dispositions du Contrat.

(l) Si l'acceptation n'est pas concluante pour l'une ou l'autre des raisons stipulées au paragraphe (k) de la présente, la CCC, en plus de tous les autres droits et recours prévus par la loi, ou d'autres dispositions du contrat, aura le droit d'exiger que l'Entrepreneur (1) sans augmentation du Prix contractuel, corrige ou remplace les fournitures défectueuses ou non conformes au point initial de livraison ou à l'usine de l'Entrepreneur, au choix de la CCC, et selon un calendrier raisonnable de livraison établi entre l'Entrepreneur et la CCC; et ce pourvu que cette dernière puisse exiger une réduction du Prix contractuel si l'Entrepreneur omet de se conformer à ce calendrier, ou (2) dans un délai raisonnable après la réception par l'Entrepreneur d'un avis de défaut ou de non conformité, de rembourser la partie du Contrat jugée équitable dans les circonstances si la CCC choisit de ne pas exiger une correction ni un remplacement. Si les biens sont renvoyés à l'Entrepreneur, ce dernier devra assumer le coût du transport à partir du point initial de livraison jusqu'à l'usine de l'Entrepreneur, et pour le retour au point initial. Si l'Entrepreneur omet de se conformer aux exigences du paragraphe (1) ou (2) ci-dessus, et ne corrige pas cette lacune en deça d'une période de dix (10) jours (ou d'une période plus longue pouvant être autorisée par écrit par la CCC) après la réception du préavis émanant de la CCC et stipulant cette lacune, la CCC aura le droit, en vertu du Contrat ou autrement, de remplacer ou de corriger ces biens et d'imputer à l'Entrepreneur le coût ainsi occasionné.

---

**Remarques : LE TEXTE DE CETTE CLAUSE DOIT FIGURER EN ENTIER DANS LES DOCUMENTS D'ACHAT.** Utiliser la clause suivante lorsque la commande ou le contrat étranger (É.U.) précise qu'une inspection doit être effectuée par le gouvernement, à l'usine (FAR 52.246, MIL-I-45208, MIL-Q-9859, AQAP 110, AQAP 120, AQAP 130, AQAP 131, AQAP 150 et ISO 9001:2000.

Indiquer dans le contrat de la Corporation commerciale canadienne le numéro de la norme de qualité précisée dans la commande ou le contrat étranger (É.-U.). Inscire le nom de la ville et le numéro de téléphone de la région de l'assurance de la qualité du ministère de la Défense nationale la plus rapprochée de l'adresse de l'entrepreneur :

|                                  |                                    |
|----------------------------------|------------------------------------|
| Atlantique - Halifax             | (902) 427-7224 ou (902) 427-7150   |
| Québec - Montréal                | (514) 732-4410 ou (515) 732-4477   |
| Québec - Ville de Québec         | (418) 694-5998, poste 5996         |
| Capital nationale - Ottawa       | (819) 994-9102                     |
| Ontario - Toronto                | (416) 635-4404, poste 6081 ou 6075 |
| Ontario - London                 | (519) 964-5757                     |
| Manitoba/Saskatchewan - Winnipeg | (204) 833-2500, poste 6574         |
| Alberta - Calgary                | (403) 410-2320, poste 3830         |
| Alberta - Edmonton               | (780) 890-6348                     |
| Vancouver                        | (604) 225-2520, poste 2460         |
| Victoria                         | (250) 363-5409                     |

**Z0608C (10/12/04) Systèmes de qualité et d'inspection**

1. Tous les travaux sont assujettis à l'assurance officielle de la qualité qui sera effectuée aux installations de l'entrepreneur ou à celles du(s) sous-traitant(s) par le Directeur de l'assurance de

## Z - Corporation commerciale canadienne

---

la qualité du ministère de la Défense nationale (MDN), ou par son représentant de l'assurance de la qualité désigné, appelé ci-après RAQ. L'entrepreneur doit, dans les quarante-huit (48) heures suivant la réception de ce contrat, prendre les arrangements nécessaires avec le RAQ qui s'occupe ordinairement de son usine. Le nom, l'adresse et le numéro de téléphone du RAQ peuvent être obtenus de la région de l'assurance de la qualité de la Défense nationale la plus rapprochée : \_\_\_\_\_, (Inscrire le nom de la ville), \_\_\_\_\_ (Inscrire le numéro de téléphone).

2. L'entrepreneur doit se conformer aux exigences de la norme de qualité : \_\_\_\_\_.
- 

### **Z0608C (14/05/04) Systèmes de qualité et d'inspection**

A partir du 10/12/04, cette clause est remplacée par Z0608C.

---

### **Z0615T (13/12/99) Garantie relative à l'an 2000**

Cette clause est annulée à partir du 10/06/05.

---

**Remarques :** Utiliser la clause suivante dans les contrats à prix fixe (autres que les Contrats pour le développement expérimental ou les travaux de recherche entrepris en collaboration avec des établissements pédagogiques ou des organismes sans buts lucratifs à des fins non lucratives).

NOTA : A utiliser de concert avec la clause Z0802C (anciennement U.S. 5A, Remplacement I) ou la clause Z0803C (anciennement U.S. 5A, Remplacement II), selon le cas.

### **Z0801C (01/04/92) Biens du Gouvernement**

(a) Biens fournis par le Gouvernement.

1. Le Gouvernement américain livrera à l'Entrepreneur, pour utilisation relativement au présent Contrat et conformément aux conditions contractuelles, les biens Gouvernementaux décrits dans l'annexe ou les spécifications, ainsi que toutes les données et informations connexes que l'Entrepreneur pourra demander et qui seront raisonnablement requises pour l'usage prévu des biens (ci- après appelés «biens fournis par le Gouvernement»).
2. Les dates de livraison ou d'exécution relatives au présent Contrat se basent sur le principe selon lequel les biens fournis par le Gouvernement et appropriés pour utilisation (sauf les biens fournis «tels quels») seront livrés à l'Entrepreneur aux moments stipulés dans l'annexe ou, s'ils n'y sont pas stipulés, suffisamment à temps pour permettre à l'Entrepreneur de respecter les dates de livraison et d'exécution stipulées au Contrat.
3. Si les biens fournis par le Gouvernement sont reçus par l'Entrepreneur dans un état non convenable à l'utilisation prévue, l'Entrepreneur devra, dès leur réception, informer l'Agent de négociation des Contrats, détailler les faits, et, selon les instructions de l'Agent de négociation des contrats et aux frais du Gouvernement américain, réparer, modifier ou renvoyer les biens, ou les éliminer d'une autre façon. Après avoir pris les mesures indiquées, et à la demande écrite de l'Entrepreneur, l'Agent de négociation des contrats apportera un ajustement équitable conformément au paragraphe (h) de la présente clause.
4. Si les biens fournis par le Gouvernement ne sont pas livrés à l'Entrepreneur dans les délais requis l'Agent de négociation des contrats devra, si l'Entrepreneur lui en fait la demande écrite en

## Z - Corporation commerciale canadienne

---

temps voulu, déterminer le retard éventuel causé à l'Entrepreneur et apporter un ajustement équitable conformément au paragraphe (h) de la présente clause.

(b) Changements relatifs aux biens fournis par le Gouvernement.

1. L'Agent de négociation des contrats pourra, au moyen d'un préavis écrit,

(i) diminuer les biens fournis ou devant être fournis par le Gouvernement en vertu du présent Contrat, ou

(ii) remplacer les biens devant être fournis par le Gouvernement américain ou être acquis par l'Entrepreneur pour le Gouvernement américain, en vertu du présent Contrat. L'Entrepreneur prendra rapidement les dispositions exigées par l'Agent de négociation des Contrats, relativement au déménagement, à l'expédition ou à l'élimination des biens visés par le préavis en question.

2. A la demande écrite de l'Entrepreneur, l'Agent de négociation des contrats apportera un ajustement équitable au Contrat, conformément au paragraphe (h) de la présente clause, si le Gouvernement américain a convenu dans l'annexe de mettre les biens à la disposition des responsables pour exécuter le présent Contrat, et s'il y a

(i) une diminution ou une substitution quelconque de ces biens en vertu de l'alinéa (b) 1. ci-dessus; ou

(ii) un retrait de l'autorisation d'utiliser ces biens, s'ils sont fournis en vertu de tout autre Contrat ou bail.

(c) Titre de propriété des biens du Gouvernement. (Si l'on fait référence à la clause Z0803C dans le document d'achat, le présent paragraphe (c) ne s'applique pas.)

1. Le Gouvernement américain conservera le titre de propriété de tous les biens qu'il fournira.

2. Tous les biens fournis par le Gouvernement et tous les biens acquis par l'Entrepreneur, dont le Gouvernement détient le titre de propriété en vertu du présent paragraphe (collectivement appelés «biens du Gouvernement»), sont régis par les dispositions de la présente clause. Cependant, les outils spéciaux comptabilisés relativement au présent Contrat sont assujettis aux dispositions de la clause relative aux outils spéciaux et non à celles de la présente clause. Le titre de propriété des biens du Gouvernement ne sera pas modifié par leur intégration ni leur rattachement à des biens n'appartenant pas au Gouvernement, pas plus que les biens du Gouvernement ne deviendront des accessoires permanents ni ne perdront leur identité à titre de biens personnels en étant attachés à des biens immobiliers quelconques.

3. Le titre de propriété de chaque article des installations et de l'équipement d'essai spécial acquis par l'Entrepreneur pour le Gouvernement en vertu du présent Contrat devra être transmis et confié au Gouvernement américain lorsque débutera son utilisation pour l'exécution du présent Contrat, ou lorsque le Gouvernement américain aura payé pour cet article, selon la première de ces dates, et ce que le Gouvernement américain ait déjà ou non détenu le titre de propriété.

4. Si le présent Contrat renferme une disposition ordonnant à l'Entrepreneur d'acheter un matériel que le Gouvernement américain lui remboursera à titre de poste direct de coût en vertu du présent Contrat,

(i) le titre de propriété du matériel acheté auprès d'un fournisseur sera transféré au Gouvernement dès la livraison de ce matériel par le fournisseur; et

(ii) le titre de propriété de tout autre matériel sera transféré au Gouvernement américain dès

(A) l'envoi du matériel pour l'exécution du Contrat;

(B) le début du traitement du matériel ou de son utilisation pour l'exécution du Contrat; ou

(C) le remboursement des coûts de matériel par le Gouvernement américain,

selon la première de ces éventualités.

## Z - Corporation commerciale canadienne

---

(d) Usage des biens du Gouvernement. Les biens du Gouvernement ne seront utilisés que pour l'exécution du présent Contrat, à moins d'instructions contraires dans le Contrat ou d'une approbation par l'Agent de négociation des contrats.

(e) Administration des biens.

1. L'Entrepreneur devra assumer la responsabilité et l'imputabilité de tous les biens gouvernementaux fournis en vertu du présent Contrat et se conformer au Federal Acquisition Regulation (FAR), clause 45.5, en vigueur à la date du présent Contrat.
2. L'Entrepreneur devra établir et tenir à jour un programme pour utiliser, entretenir, réparer, protéger et préserver les biens du Gouvernement conformément à de saines pratiques industrielles et aux dispositions applicables de la clause 45.5 du FAR.
3. Si des biens du Gouvernement sont endommagés, et si le risque pertinent a été assumé par le Gouvernement américain en vertu du présent Contrat, le Gouvernement américain devra remplacer les articles ou faire réparer ceux-ci par l'Entrepreneur, selon ses directives. Cependant, si l'Entrepreneur ne peut effectuer ces réparations dans les délais requis, il devra éliminer les biens conformément aux directives de l'Agent de négociation des contrats. Si un bien dont le Gouvernement américain est responsable est remplacé ou réparé, l'Agent de négociation des contrats devra apporter un ajustement équitable conformément au paragraphe (h) de la présente clause.
4. L'Entrepreneur garantit que le Prix contractuel ne comprend pas un montant relatif aux réparations ou au remplacement dont le Gouvernement américain serait responsable. Les réparations ou remplacements dont l'Entrepreneur est responsable devront être effectués par celui-ci à ses propres frais.

(f) Accès. Le Gouvernement américain et tous ses représentants auront accès à tout moment raisonnable aux lieux où sont situés les biens du Gouvernement, et ce aux fins d'inspection desdits biens.

(g) Risque de perte. (Si l'on fait référence à la clause Z0802C ou Z0803C dans le document d'achat, le présent paragraphe (g) ne s'applique pas). A moins d'instruction contraire dans le présent Contrat, l'Entrepreneur assume le risque et la responsabilité relatifs à toute perte ou destruction ou à tout endommagement de biens du Gouvernement dès leur livraison à l'Entrepreneur ou à l'occasion du transfert de titre de propriété au Gouvernement américain en vertu du paragraphe (c) de la présente clause. Cependant, l'Entrepreneur n'est pas responsable de l'usure raisonnable des biens du Gouvernement, ni de la consommation normale de ces biens pendant l'exécution du Contrat.

(h) Ajustement équitable. Lorsque la présente clause stipulera un ajustement équitable, celui-ci sera apporté à toute disposition contractuelle visée, conformément aux procédures de la clause relative aux changements, le cas échéant, ou à toute autre clause qui établit les procédures relatives aux changements apportés au Contrat. Au besoin, l'Agent de négociation des contrats pourra apporter un ajustement équitable favorable au Gouvernement américain ou à la CCC. Le droit à un ajustement équitable sera le recours exclusif de l'Entrepreneur. Ni la CCC ni le Gouvernement américain ne sera tenu responsable en cas de poursuites pour bris de Contrat dans les cas suivants :

1. tout retard de livraison des biens fournis par le Gouvernement;
2. la livraison de biens fournis par le Gouvernement dans un état non conforme à leur utilisation appropriée;
3. une diminution ou une substitution des biens fournis par le Gouvernement; ou
4. l'omission de réparer ou de remplacer des biens du Gouvernement, dont le Gouvernement américain est responsable.

(i) Comptabilisation et élimination finales des biens du Gouvernement. Dès l'exécution du présent Contrat, ou à des dates antérieures fixées par l'Agent de négociation des contrats, l'Entrepreneur devra présenter, sous une forme acceptable par l'Agent de négociation des contrats, des calendriers de stocks portant sur tous les biens appartenant au Gouvernement (y compris tous les rebuts connexes) non consommés pendant l'exécution du présent Contrat ni livrés au Gouvernement. L'Entrepreneur devra préparer pour envoi, livrer FAB origine, ou éliminer les biens du Gouvernement, selon les directives ou les autorisations de l'Agent de négociation des contrats. Le produit net de cette opération sera crédité au prix contractuel ou payé au Gouvernement, selon les directives de l'Agent de négociation des contrats.

## Z - Corporation commerciale canadienne

---

(j) Abandon et restauration des lieux de l'Entrepreneur. A moins d'instruction contraire dans la présente, le Gouvernement américain

1. pourra abandonner tous ses biens sur place, et à ce moment, toutes les obligations du Gouvernement américain relatives à ces biens abandonnés cesseront, et
2. n'a aucune obligation de restaurer ni de réaménager les lieux de l'Entrepreneur en quelque circonstance que ce soit (p. ex., abandon, élimination dès l'achèvement des besoins, ou l'exécution du Contrat). Cependant, si les biens fournis par le Gouvernement (énumérés dans l'annexe ou les spécifications) sont retirés ou non conformes à l'utilisation prévue, ou s'ils sont remplacés par d'autres biens du Gouvernement, alors l'ajustement équitable prévu par le paragraphe (h) de la présente clause pourra englober dûment les frais de restauration et de réaménagement.

(k) Communications. Toutes les communications en vertu de la présente clause devront être effectuées par écrit.

---

**Remarques :** Conformément au FAR 45.106(b) (2), remplacer le paragraphe (g) de la clause Z0801C par le paragraphe (g) suivant lorsque les conditions suivantes se présentent :

- i) si le contrat est un contrat négocié à prix fixe dans lequel les prix ne sont pas basés sur une concurrence des prix suffisante, sur des prix établis, soit marqués soit du marché, pour des articles commerciaux vendus en quantité substantielle au grand public, ou sur des prix fixés par une loi ou un règlement; ou
- ii) si le contrat est un contrat de service à prix fixe devant être rendu dans une installation du Gouvernement, pourvu que l'agent de négociation des contrats établisse qu'il est dans le meilleur intérêt du Gouvernement.

NOTA : Cette clause ne peut être utilisée que si la clause Z0801C est également utilisée.

### **Z0802C (01/04/92) Biens du Gouvernement - Remplacement I**

Le texte suivant remplace le paragraphe (g) de la clause Z0801C.

(g) Risque limité de perte.

1. L'expression «personnel de gestion de l'Entrepreneur», utilisée dans le présent paragraphe (g), désigne les directeurs et agents de l'Entrepreneur et tous ses gestionnaires, surintendants ou représentants équivalents chargés de superviser ou de diriger
  - (i) toutes ou presque toutes les affaires de l'Entrepreneur;
  - (ii) toutes ou presque toutes les activités de l'Entrepreneur dans l'une ou l'autre usine ou à des emplacements distincts où le Contrat est exécuté; ou
  - (iii) une installation industrielle de grande envergure, distincte et complète, liée à l'exécution du présent Contrat.
2. L'Entrepreneur ne sera pas tenu responsable de la perte, de la destruction ni de l'endommagement de biens fournis par le Gouvernement en vertu du présent Contrat (ou, s'il s'agit d'un organisme éducatif ou sans but lucratif, des frais connexes à la perte, à la destruction ou à l'endommagement en question), sous réserve des exceptions stipulées aux alinéas 3. et 4. ci-après.
3. L'Entrepreneur sera responsable de la perte, de la destruction ou de l'endommagement des biens du Gouvernement fournis en vertu du présent Contrat (y compris les frais indirects connexes à la perte, à la destruction ou à l'endommagement en question) et

## Z - Corporation commerciale canadienne

---

- (i) résultant d'un risque devant être expressément assuré en vertu du présent Contrat, mais uniquement dans la mesure prévue par l'assurance étant ou devant être achetée ou maintenue, selon le plus élevé des deux montants;
  - (ii) résultant d'un risque couvert par une assurance ou pour lequel l'Entrepreneur est remboursé, mais seulement dans la mesure prévue par cette assurance ou ce remboursement;
  - (iii) dont l'Entrepreneur est déjà responsable en vertu de dispositions expresses du présent Contrat;
  - (iv) découlant d'une inconduite délibérée ou un manque de bonne foi de la part du personnel de gestion de l'Entrepreneur; ou
  - (v) résultant d'une omission de la part de l'Entrepreneur, imputable à une inconduite délibérée ou un manque de bonne foi, de la part du personnel de gestion de l'Entrepreneur, chargé d'établir et d'administrer un programme ou un système pour le contrôle, l'usage, la protection, la préservation, le maintien et la réparation des biens du Gouvernement, conformément au paragraphe (e) de la clause Z0801C.
4. (i) Si l'Entrepreneur omet de se conformer au sous-alinéa (g)3.(v) ci-dessus, après avoir reçu un avis (envoyé par courrier recommandé à l'un de ses gestionnaires) indiquant la désapprobation de la CCC ou du Gouvernement américain à l'égard du système ou du programme, ou le retrait d'une approbation pertinente ou le refus du système ou du programme, on présumera de manière concluante que cette omission est attribuable à une inconduite délibérée ou à un manque de bonne foi de la part du personnel de gestion de l'Entrepreneur.
- (ii) En pareil cas, toute perte ou destruction, ou tout endommagement des biens du Gouvernement sera réputé(e) attribuable(s) à cette omission à moins que l'Entrepreneur ne puisse prouver clairement et nettement que la perte, la destruction ou l'endommagement en question
- (A) n'est pas attribuable à l'omission par l'Entrepreneur de maintenir un programme ou un système approuvé; ou
  - (B) est survenu(e) pendant que l'Entrepreneur maintenait un programme ou un système approuvé.
5. Si l'Entrepreneur transfère des biens du Gouvernement de manière qu'ils soient en la possession et sous le contrôle d'un sous-traitant, le transfert ne modifiera pas la responsabilité de l'Entrepreneur à l'égard de la perte, de la destruction ou de l'endommagement des biens, conformément aux dispositions ci-dessus. Cependant, l'Entrepreneur exigera que le sous-traitant assume le risque pertinent et soit responsable de toute perte ou destruction ou de tout endommagement des biens pendant qu'ils seront en la possession ou sous le contrôle du sous-traitant sauf dans la mesure où le marché de sous-traitance, avec l'approbation préalable de l'Agent de négociation des contrats, exonère le sous-traitant de cette responsabilité. En l'absence d'une telle approbation, le marché de sous-traitance devra renfermer des dispositions appropriées exigeant le retour de tous les biens du Gouvernement en aussi bon état qu'au moment de leur réception, exception faite de l'usure raisonnable ou de leur utilisation conformément aux dispositions du Contrat principal.
6. Dès la perte, la destruction ou l'endommagement de biens du Gouvernement fournis en vertu du présent Contrat, l'Entrepreneur devra en informer l'Agent de négociation des contrats et communiquer avec l'organisme de récupération, s'il en est, désigné par l'Agent de négociation des contrats. Avec l'aide d'un tel organisme, l'Entrepreneur prendra toutes les dispositions raisonnables pour protéger les biens du Gouvernement contre tout dommage ultérieur, séparer les biens du Gouvernement endommagés et intacts, placer tous les biens visés dans le meilleur ordre possible et fournir à l'Agent de négociation des contrats un énoncé portant sur
- (i) les biens du Gouvernement perdus, détruits ou endommagés;
  - (ii) le moment et l'origine de la perte, de la destruction ou du dommage;
  - (iii) tous les intérêts connus relatif aux biens mélangés dont font partie les biens du Gouvernement; et



## Z - Corporation commerciale canadienne

---

(iv) l'assurance éventuelle portant sur une partie quelconque de ces biens mélangés ou sur un intérêt à leur égard.

7. L'Entrepreneur devra réparer, rénover et prendre d'autres dispositions pertinentes relativement aux biens du Gouvernement endommagés, selon les directives de l'Agent de négociation des contrats. Si les biens du Gouvernement sont détruits ou endommagés de manière à être irréparables ou s'ils sont endommagés et à ce point mélangés ou combinés avec les biens de tiers (y compris ceux de l'Entrepreneur) qu'ils ne sont pas faciles à séparer, l'Entrepreneur pourra, avec l'approbation de l'Agent de négociation des contrats et sous réserve de toute condition imposée par celui-ci, vendre les biens en question pour le compte du Gouvernement. Ces ventes viseront à réduire la perte imputable au Gouvernement, afin de permettre la reprise des affaires ou l'atteinte d'un but semblable. L'Entrepreneur aura droit à un ajustement équitable du prix contractuel pour les dépenses engagées afin de s'acquitter des obligations prévues par l'alinéa (g) 7., conformément au paragraphe (h) de la clause Z0801C. Cependant, le Gouvernement pourra directement rembourser l'organisme de récupération pour tous les frais qu'il aura engagés. L'Agent de négociation des contrats accordera l'attention appropriée à la responsabilité de l'Entrepreneur relative au présent paragraphe (g), en effectuant cet ajustement équitable.

8. L'Entrepreneur garantit qu'il n'inclue pas et n'inclura pas dans le prix facturé à la CCC tous les frais ou toutes les réserves d'assurance (y compris tout fonds ou toute réserve d'autoassurance) couvrant la perte, la destruction ou l'endommagement de biens du Gouvernement, sauf dans la mesure où la CCC pourra avoir expressément demandé à l'Entrepreneur de souscrire une telle assurance en vertu d'une autre disposition du présent Contrat.

9. Au cas où l'Entrepreneur serait remboursé ou indemnisé relativement à toute perte ou destruction ou à tout endommagement de biens du Gouvernement, il devra utiliser le produit de cette indemnisation ou de ce remboursement pour réparer, rénover ou remplacer les biens du Gouvernement perdus, détruits ou endommagés, ou créditer ces montants afin de rembourser équitablement la CCC, conformément aux directives de l'Agent de négociation des contrats.

10. L'Entrepreneur ne devra rien faire pour porter préjudice aux droits de recours de la CCC ou du Gouvernement américain contre des tiers pour toute perte ou destruction ou tout endommagement de biens du Gouvernement. Dès que l'Agent de négociation des contrats lui en fera la demande, l'Entrepreneur devra, aux frais de la CCC ou du Gouvernement américain, fournir à ces derniers toute l'aide et la coopération raisonnables (y compris les poursuites judiciaires et l'exécution des instruments de cession en faveur de la partie concernée) pour obtenir un recouvrement. En outre, lorsqu'un sous-traitant n'aura pas été exonéré de la responsabilité relative à toute perte ou destruction ou à tout endommagement de biens du Gouvernement, l'Entrepreneur devra exercer à l'avantage de la CCC ou du Gouvernement américain la responsabilité du sous-traitant relative à cette perte, à cette destruction ou à ce dommage.

---

**Remarques :** Conformément au FAR 45.106(b)(3), remplacer les paragraphes (c) et (g) de la clause Z0801C par les paragraphes (c) et (g) suivants si le contrat ne vise que la recherche appliquée de base effectuée dans des institutions d'enseignement supérieur à but non lucratif ou dans des organismes à but non lucratif dont l'objectif principal est de faire de la recherche scientifique.

NOTA : Cette clause ne peut être utilisée que si la clause Z0801C est également utilisée.

### **Z0803C (01/04/92) Biens du Gouvernement - Remplacement II**

Le texte suivant remplace les paragraphes (c) et (g) de la clause Z0801C.

(c) Titre de propriété des biens du Gouvernement.

1. Le Gouvernement américain conservera le titre de propriété de tous les biens qu'il fournira.

2. Tous les biens fournis par le Gouvernement et tous les biens acquis par l'Entrepreneur, dont le Gouvernement américain détient le titre de propriété en vertu du présent paragraphe (collectivement appelés «biens du Gouvernement»), sont régis par les dispositions de la présente clause. Le titre de propriété des biens du Gouvernement ne sera pas modifié par leur intégration

## Z - Corporation commerciale canadienne

---

ou leur rattachement à des biens n'appartenant pas au Gouvernement, pas plus que les biens du Gouvernement ne deviendront des accessoires permanents ni ne perdront leur identité à titre de biens personnels en étant rattachés à des biens immobiliers quelconques.

3. Le titre de propriété de chaque article des installations, de l'équipement spécial d'essai et de l'outillage spécial (autre que celui visé par une clause sur l'outillage spécial) acquis par l'Entrepreneur pour le Gouvernement américain en vertu du présent Contrat devra être transféré au Gouvernement américain lorsque son utilisation débutera relativement à l'exécution du présent Contrat, ou lorsque le Gouvernement aura payé pour cet article, selon la première de ces dates, et ce, que le Gouvernement américain ait ou non déjà détenu le titre de propriété.

4. Le titre de propriété de l'équipement et des autres biens personnel tangibles achetés avec des fonds disponibles pour la recherche et ayant un coût d'acquisition inférieur à 5 000 \$ sera transféré à l'Entrepreneur dès l'acquisition ou le plus tôt possible par la suite, et ce pourvu que l'Entrepreneur ait obtenu l'approbation de l'Agent de négociation des contrats avant chaque acquisition. Le titre de propriété de l'équipement acheté avec des fonds disponibles pour la recherche et ayant un coût d'acquisition de 5 000 \$ ou plus sera transféré conformément aux dispositions du Contrat. Si le titre de propriété de l'équipement est confié à l'Entrepreneur en vertu du présent alinéa (c)4., l'Entrepreneur convient qu'aucuns frais ne seront facturés à la CCC ou Gouvernement américain pour toute dépréciation, tout amortissement ou toute utilisation en vertu de tout Contrat actuel ou futur ou d'un marché de sous-traitance pertinent. L'Entrepreneur devra fournir à l'Agent de négociation des contrats une liste de tout l'équipement dont il détient le titre de propriété en vertu du présent alinéa (c)4., et ce dans les dix (10) jours suivant la fin du trimestre civil au cours duquel l'équipement a été reçu.

5. Le transfert du titre de propriété en vertu du présent paragraphe (c) est assujéti aux lois sur les droits civils (42 U.S.C. 2000d). Avant que le titre de propriété ne soit confié et en signant le présent Contrat, l'Entrepreneur accepte et convient de ce qui suit :

«Aucune personne aux États-Unis ne devra, pour des motifs de race, de couleur ou d'origine nationale, être exclues d'une participation ni des avantages relatifs à l'aide financière prévue par la présente (titre de propriété relatif à l'équipement), ou faire l'objet d'une autre discrimination quelconque à cet égard.»

### (g) Risque limité de perte.

1. L'expression «personnel de gestion de l'Entrepreneur», utilisée dans le présent paragraphe (g), désigne les directeurs et agents de l'Entrepreneur et tous ses gestionnaires, surintendants ou représentants équivalents chargés de superviser ou de diriger

- (i) toutes ou presque toutes les affaires de l'Entrepreneur;
- (ii) toutes ou presque toutes les activités de l'Entrepreneur dans une usine ou un laboratoire quelconque, ou à des emplacements distincts où le Contrat est exécuté; ou
- (iii) une installation industrielle de grande envergure, distincte et complète, liée à l'exécution du présent Contrat.

2. L'Entrepreneur ne sera pas tenu responsable de la perte, de la destruction ni de l'endommagement de biens fournis par le Gouvernement en vertu du présent Contrat (ou, s'il s'agit d'un organisme éducatif ou sans but lucratif, des frais connexes à la perte, à la destruction ou à l'endommagement en question), sous réserve des exceptions stipulées aux alinéas 3. et 4. ci-après.

3. L'Entrepreneur sera responsable de la perte, de la destruction ou de l'endommagement des biens du Gouvernement fournis en vertu du présent Contrat (y compris les frais indirects connexes à la perte, à la destruction ou à l'endommagement en question)

- (i) résultant d'un risque devant être expressément assuré en vertu du présent Contrat, mais uniquement dans la mesure prévue par l'assurance devant être achetée ou maintenue ou dans la mesure prévue par l'assurance réellement achetée et maintenue, selon le plus élevé des deux montants;
- (ii) résultant d'un risque couvert par une assurance ou pour lequel l'Entrepreneur est remboursé, mais seulement dans la mesure prévue par cette assurance ou ce remboursement;

## Z - Corporation commerciale canadienne

---

(iii) dont l'Entrepreneur est déjà responsable en vertu de dispositions expresses du présent Contrat;

(iv) découlant d'une inconduite délibérée ou d'un manque de bonne foi de la part du personnel de gestion de l'Entrepreneur; ou

(v) résultant d'une omission de la part de l'Entrepreneur, imputable à une inconduite délibérée ou un manque de bonne foi de la part du personnel de gestion de l'Entrepreneur, chargé d'établir et d'administrer un programme ou un système pour le contrôle, l'usage, la protection, la préservation, le maintien et la réparation des biens du Gouvernement, conformément au paragraphe (e) de la clause Z0801C.

4. (i) Si l'Entrepreneur omet de se conformer au sous- alinéa (G)3.(v) ci-dessus, après avoir reçu un avis (envoyé par courrier recommandé à l'un de ses gestionnaires) indiquant la désapprobation de la CCC ou du Gouvernement américain à l'égard du système ou du programme, ou le retrait d'une approbation pertinente ou le refus du système ou du programme, on présumera de manière concluante que cette omission était attribuable à une inconduite délibérée ou à un manque de bonne foi de la part du personnel de gestion de l'Entrepreneur.

(ii) En pareil cas, toute perte ou destruction, ou tout endommagement des biens du Gouvernement sera réputé(e) attribuable à cette omission à moins que l'Entrepreneur ne puisse prouver clairement et nettement que la perte, la destruction ou l'endommagement en question

(A) n'est pas attribuable à l'omission par l'Entrepreneur de maintenir un programme ou un système approuvé; ou

(B) est survenu(e) pendant que l'Entrepreneur maintenait un programme ou un système approuvé.

5. Si l'Entrepreneur transfère des biens du Gouvernement de manière qu'ils soient en la possession et sous le contrôle d'un sous-traitant, le transfert ne modifiera pas la responsabilité de l'Entrepreneur à l'égard de la perte, de la destruction ou de l'endommagement des biens, conformément aux dispositions ci-dessus. Cependant, l'Entrepreneur exigera que le sous-traitant assume le risque pertinent et soit responsable de toute perte ou destruction ou de tout endommagement des biens pendant qu'ils seront en la possession ou sous le contrôle du sous-traitant sauf dans la mesure où le marché de sous-traitance, avec l'approbation préalable de l'Agent de négociation des contrats, exonère le sous-traitant de cette responsabilité. En l'absence d'une telle approbation, le marché de sous-traitance devra renfermer des dispositions appropriées exigeant le retour de tous les biens du Gouvernement en aussi bon état qu'au moment de leur réception, exception faite de l'usure raisonnable ou de leur utilisation conformément aux dispositions du Contrat principal.

6. Dès la perte, la destruction ou l'endommagement de biens du Gouvernement fournis en vertu du présent Contrat, l'Entrepreneur devra en informer l'Agent de négociation des contrats et communiquer avec l'organisme de récupération, s'il en est, désigné par l'Agent de négociation des contrats. Avec l'aide d'un tel organisme, l'Entrepreneur prendra toutes les dispositions raisonnables pour protéger les biens du Gouvernement contre tout dommage ultérieur, séparer les biens du Gouvernement endommagés et intacts, placer tous les biens visés dans le meilleur ordre possible et fournir à l'Agent de négociation des contrats un énoncé portant sur

(i) les biens du Gouvernement perdus, détruits ou endommagés;

(ii) le moment et l'origine de la perte, de la destruction ou du dommage;

(iii) tous les intérêts connus relatifs aux biens mélangés dont font partie les biens du Gouvernement; et

(iv) l'assurance éventuelle portant sur une partie quelconque de ces biens mélangés ou sur un intérêt à leur égard.

7. L'Entrepreneur devra réparer, rénover et prendre d'autres dispositions pertinentes relativement aux biens du Gouvernement endommagés, selon les directives de l'Agent de négociation des contrats. Si les biens du Gouvernement sont détruits ou endommagés de manière à être irréparables ou s'ils sont endommagés et à ce point mélangés ou combinés avec les biens de tiers

## Z - Corporation commerciale canadienne

---

(y compris ceux de l'Entrepreneur) qu'il n'est pas facile de les séparer, l'Entrepreneur pourra, avec l'approbation de l'Agent de négociation des contrats et sous réserve de toute condition imposée par celui-ci, vendre les biens en question pour le compte du Gouvernement. Ces ventes viseront à réduire la perte imputable au Gouvernement, afin de permettre la reprise des affaires ou l'atteinte d'un but semblable. L'Entrepreneur aura droit à un ajustement équitable du Prix contractuel pour les dépenses engagées afin de s'acquitter des obligations prévues par l'alinéa (g)7., conformément au paragraphe (h) de la clause Z0801C. Cependant, le Gouvernement pourra directement rembourser l'organisme de récupération de tous les frais qu'il aura engagés. L'Agent de négociation des contrats accordera l'attention appropriée à la responsabilité de l'Entrepreneur relative au présent paragraphe (g), en effectuant cet ajustement équitable.

8. L'Entrepreneur garantit qu'il n'inclue pas et n'inclura pas dans le prix facturé à la CCC tous les frais ou toutes les réserves d'assurance (y compris tout fonds ou toute réserve d'autoassurance) couvrant la perte, la destruction ou l'endommagement de biens du Gouvernement, sauf dans la mesure où la CCC pourra avoir expressément demandé à l'Entrepreneur de souscrire une telle assurance en vertu d'une autre disposition du présent Contrat.

9. Au cas où l'Entrepreneur serait remboursé ou indemnisé relativement à toute perte ou destruction ou à tout endommagement de biens du Gouvernement, il devra utiliser le produit de cette indemnisation ou de ce remboursement pour réparer, rénover ou remplacer les biens du Gouvernement perdus, détruits ou endommagés, ou créditer ces montants afin de rembourser équitablement la CCC ou le Gouvernement, conformément aux directives de l'Agent de négociation des contrats.

10. L'Entrepreneur ne devra rien faire pour porter préjudice aux droits de recours de la CCC ou du Gouvernement américain contre des tiers pour toute perte ou destruction ou tout endommagement de biens du Gouvernement. Dès que l'Agent de négociation des contrats lui en fera la demande, l'Entrepreneur devra, aux frais de la CCC ou du Gouvernement américain, fournir à ces derniers toute l'aide et la coopération raisonnables (y compris les poursuites judiciaires et l'exécution des instruments de cession en faveur de ces derniers) pour obtenir un recouvrement. En outre, lorsqu'un sous-traitant n'aura pas été exonéré de la responsabilité relative à toute perte ou destruction ou à tout endommagement de biens du Gouvernement, l'Entrepreneur devra exercer à l'avantage du Gouvernement la responsabilité du sous-traitant relative à cette perte, à cette destruction ou à ce dommage.

---

**Remarques :** Conformément au FAR 45.106(c), insérer la clause suivante en plus de la clause Z0801C, Biens du Gouvernement, dans les invitations à soumissionner et les contrats lorsqu'on envisage un Contrat de construction à prix fixe en vertu duquel le Gouvernement doit fournir des biens FAB wagons de chemin de fer à une destination déterminée ou FAB camion à l'emplacement du projet. Le calendrier du Contrat devra stipuler le point de livraison et pourra inclure des conditions spéciales régissant l'installation, la préparation pour utilisation, ou les essais d'équipement par le Gouvernement ou par un autre entrepreneur.

**Z0804D (01/04/92) Identification/biens fournis par le Gouv**

(a) Le Gouvernement américain fournira à l'Entrepreneur les biens indiqués dans le calendrier et devant être intégrés ou installés dans les Travaux ou utilisés pour exécuter le Contrat. Les biens énumérés sur la liste seront fournis FAB wagons de chemin de fer à l'emplacement stipulé dans le calendrier du Contrat ou FAB camion à l'emplacement du projet. L'Entrepreneur est tenu d'accepter la livraison, de payer tous les frais de surestaries ou de détention, et de décharger et de transporter les biens à l'emplacement des travaux, et ce à ses propres frais. Lorsque les biens seront livrés, l'Entrepreneur devra vérifier leur quantité et leur état, et en accuser réception par écrit à l'Agent de négociation des contrats. Il devra aussi déclarer par écrit à cet Agent, dans les 24 heures suivant la livraison, tous les dommages ou manques constatés à l'égard des biens reçus. Tous ces biens devront être installés et intégrés dans les Travaux aux frais de l'Entrepreneur, à moins d'indication contraire dans le présent Contrat.

(b) Chaque article devant être fourni en vertu de la présente clause sera identifié dans le calendrier selon la quantité, la nature de l'article et la description.

## Z - Corporation commerciale canadienne

---

**Remarques :** Conformément au FAR 45.106(d), insérer la clause suivante dans les demandes de soumissions et les contrats lorsque l'on envisage un contrat du type à prix fixe, du type à tarifs horaires et matériaux (time-and-materials) ou du type à tarifs horaires et main-d'oeuvre (labour-hour) et que le coût d'acquisition de tous les biens fournis par le Gouvernement visé par le contrat est de 50,000 \$ ou moins; à moins que l'on envisage un contrat avec une institution pédagogique ou à but non lucratif.

### **Z0805D (01/04/92) Biens fournis par le Gouvernement**

(a) Le Gouvernement américain livrera à l'Entrepreneur, au moment et aux emplacements stipulés dans le présent Contrat, les biens qu'il doit fournir conformément au calendrier ou aux spécifications. Si ces biens, appropriés à leur utilisation prévue, ne sont pas livrés à l'Entrepreneur, l'Agent de négociation des contrats devra ajuster équitablement les dispositions pertinentes du présent Contrat, conformément à la clause relative aux changements, quand

1. l'Entrepreneur présentera, dans les délais requis, une demande écrite en vue d'un ajustement équitable;
2. les faits justifieront un tel ajustement.

(b) Le Gouvernement américain conservera le titre de propriété relatif aux biens qu'il fournira. L'Entrepreneur utilisera les biens fournis par le Gouvernement uniquement aux fins du présent Contrat. Il tiendra des registres appropriés de contrôle des biens, conformément à de saines pratiques industrielles, et mettra ces documents à la disposition des inspecteurs de la CCC ou du Gouvernement américain à tout moment raisonnable, à moins que ne soit incluse dans le présent Contrat la clause du Federal Acquisition Regulation 52.245-1, Property Records.

(c) Dès la livraison à l'Entrepreneur des biens devant être fournis par le Gouvernement, l'Entrepreneur assume le risque et la responsabilité relatifs à leur perte ou à leur endommagement sauf dans les cas suivants:

1. usure raisonnable;
2. consommation des biens proportionnée à l'exécution du présent Contrat; ou
3. conformément aux dispositions du présent Contrat.

(d) Dès l'achèvement du présent Contrat, l'Entrepreneur se conformera aux instructions de l'Agent de négociation des contrats relatives à l'élimination des biens fournis par le Gouvernement et non utilisés pour exécuter le présent Contrat, ou déjà livrés à la CCC ou au Gouvernement américain. L'Entrepreneur devra préparer pour envoi, livrer FAB origine ou éliminer les biens du Gouvernement, conformément aux directives ou aux autorisations de l'Agent de négociation des contrats. Le produit net de ces opérations devra être crédité au Prix contractuel ou payé à la CCC ou au Gouvernement américain, conformément aux directives de l'Agent de négociation des contrats.

---

**Remarques :** Utiliser la clause suivante dans les contrats à remboursement des coûts pour des fournitures et des services (sauf les contrats de travail initial expérimental ou de recherche avec des institutions pédagogiques ou à but non lucratif, lorsqu'aucun profit n'est prévu pour l'entrepreneur) qui prévoient qu'un ministère doit fournir des biens du Gouvernement américain à l'entrepreneur, ou que l'entrepreneur doit faire l'acquisition de biens du Gouvernement américain. NOTA : Cette clause doit être utilisée de concert avec la clause Z0805C et peut également être utilisée de concert avec la clause Z0808C (anciennement U.S. 5B, Remplacement I), selon le cas.

### **Z0806C (01/04/92) Biens du Gouvernement**

(a) Biens fournis par le Gouvernement.

1. Le Gouvernement doit livrer à l'Entrepreneur, aux fins prévues dans le cadre du présent Contrat, les biens du Gouvernement décrits dans l'annexe ou les spécifications, et fournir les

## Z - Corporation commerciale canadienne

---

données et informations correspondantes dès que l'Entrepreneur en fait la demande et au fur et à mesure des besoins normalement liés à l'utilisation de ces biens (désignés ci-après sous le nom de «biens fournis par le Gouvernement»).

2. Les dates de livraison ou d'exécution, en vertu du présent Contrat, sont fondées sur la présomption que les biens fournis par le Gouvernement, et propres à l'utilisation prévue, seront livrés à l'Entrepreneur aux dates stipulées dans l'annexe ou, sinon, dans un délai suffisant pour permettre à l'Entrepreneur de respecter les dates de livraison ou d'exécution stipulées au Contrat.

3. Si les biens fournis par le Gouvernement sont reçus par l'Entrepreneur dans un état non convenable à l'utilisation prévue, l'Entrepreneur devra, dès leur réception, informer l'Agent de négociation des contrats, détailler les faits, et, selon les directives de l'Agent de négociation des contrats et aux frais du Gouvernement américain, réparer, modifier, renvoyer ou éliminer les biens. Après avoir pris les mesures indiquées, et à la demande écrite de l'Entrepreneur, l'Agent de négociation des contrats apportera un ajustement équitable conformément au paragraphe (h) de la clause Z0807C.

4. Si les biens fournis par le Gouvernement ne sont pas livrés à l'Entrepreneur dans les délais requis, l'Agent de négociation des contrats devra, dès la réception dans les délais d'une demande écrite émanant de l'Entrepreneur, déterminer le retard éventuel causé à l'Entrepreneur et apporter un ajustement équitable conformément au paragraphe (h) de la clause Z0807C.

### (b) Modifications relatives aux biens fournis par le Gouvernement

1. L'Agent de négociation des contrats peut, par avis écrit,

(i) réduire la quantité des biens fournis ou devant être fournis par le Gouvernement en vertu du présent Contrat; ou

(ii) substituer d'autres biens fournis par le Gouvernement à des biens devant être fournis par le Gouvernement américain ou être acquis par l'Entrepreneur au nom du Gouvernement américain, en vertu du présent Contrat. L'Entrepreneur doit prendre sans délai les mesures prescrites par l'Agent de négociation des contrats relativement à l'enlèvement, l'expédition ou l'élimination des biens faisant l'objet d'un tel avis.

2. A la demande écrite de l'Entrepreneur, l'Agent de négociation des contrats apportera un ajustement équitable au Contrat, conformément au paragraphe (h) de la clause Z0807C, si le Gouvernement américain s'est engagé dans l'annexe à mettre ces biens à la disposition des responsables pour l'exécution du présent Contrat, et s'il y a eu

(i) une diminution ou une substitution quelconque de ces biens en vertu de l'alinéa (b) 1. ci-dessus; ou

(ii) un retrait de l'autorisation d'utiliser ces biens, en vertu de tout autre Contrat ou bail.

### (c) Titre de propriété. (Si l'on fait référence à la clause Z0808C dans le document d'achat, le présent paragraphe (c) ne s'applique pas.)

1. Le titre de propriété de tous les biens fournis par le Gouvernement est dévolu au Gouvernement américain.

2. Tous les biens acquis par l'Entrepreneur et pour lesquels il est admis à recevoir le remboursement, à titre de coût aux termes du présent Contrat, deviennent propriété du Gouvernement américain sitôt ces biens livrés par le fournisseur.

3. Le titre de propriété de tous les autres biens, dont le coût est susceptible d'être remboursé à l'Entrepreneur, doit être transféré au Gouvernement américain et lui être dévolu sitôt

(i) la remise de ce bien aux fins de l'exécution du Contrat;

(ii) le début du traitement ou de l'utilisation à ces mêmes fins; ou

(iii) le remboursement du coût de ces biens effectué par la CCC ou le Gouvernement américain, selon la première de ces éventualités.

## Z - Corporation commerciale canadienne

---

4. Tous les biens fournis par le Gouvernement et tous les biens acquis par l'Entrepreneur, et dont les titres de propriété sont dévolus au Gouvernement américain conformément au présent paragraphe (désignés collectivement sous le nom de «biens du Gouvernement»), sont soumis à la présente clause. On ne peut porter atteinte aux droits de propriété sur les biens fournis par le Gouvernement américain par leur incorporation ou leur annexion à tout autre bien n'appartenant pas au Gouvernement américain, tout comme ces biens ne sont aucunement susceptibles d'être convertis en biens immobiliers ou de perdre leur qualité de biens mobiliers en étant annexés à un bien immobilier quelconque.

(d) Utilisation des biens du Gouvernement. Les biens du Gouvernement sont exclusivement réservés à l'exécution du présent Contrat, à moins d'indication contraire de ce Contrat ou tel qu'autorisé par l'Agent de négociation des contrats.

(e) Administration des biens.

1. L'Entrepreneur devra assumer la responsabilité et l'imputabilité de tous les biens du Gouvernement fournis en vertu du présent Contrat, et devra se conformer au Federal Acquisition Regulation (FAR), clause 45.5, en vigueur à la date du présent Contrat.

2. L'Entrepreneur devra établir et tenir à jour un programme pour utiliser, entretenir, réparer, protéger et préserver les biens du Gouvernement, conformément à une saine pratique industrielle et aux dispositions applicables du FAR, clause 45.5.

3. Si des biens du Gouvernement sont endommagés, et si le risque pertinent a été assumé par le Gouvernement américain en vertu du présent Contrat, le Gouvernement américain devra remplacer les articles ou faire réparer ceux-ci par l'Entrepreneur, selon les directives de la CCC ou du Gouvernement américain. Cependant, si l'Entrepreneur ne peut effectuer ces réparations dans les délais requis, il devra éliminer les biens conformément aux directives de l'Agent de négociation des contrats. Si un bien dont le Gouvernement américain est responsable est remplacé ou réparé, l'Agent de négociation des contrats devra apporter un ajustement équitable conformément au paragraphe (h) de la clause Z0807C.

(f) Droits d'accès. Le Gouvernement et toutes les personnes par lui désignées auront accès à des heures raisonnables à l'emplacement de tout bien du Gouvernement, afin de procéder à l'inspection dudit bien.

---

**Remarques :** La présente clause doit être utilisée de concert avec la clause Z0806C.

### **Z0807C (01/04/92) Biens du Gouvernement**

(g) Risque de perte limité.

1. L'expression «personnel de gestion de l'Entrepreneur», utilisée dans le présent paragraphe (g), désigne les directeurs et agents de l'Entrepreneur et tous ses gestionnaires, surintendants ou représentants équivalents chargés de superviser ou de diriger

(i) toutes ou presque toutes les affaires de l'Entrepreneur;

(ii) toutes ou presque toutes les activités de l'Entrepreneur dans l'une ou l'autre usine ou à des emplacements distincts où le Contrat est exécuté; ou

(iii) une installation industrielle de grande envergure, distincte et complète, liée à l'exécution du présent Contrat.

2. L'Entrepreneur ne sera pas tenu responsable de la perte ou de la destruction ou de l'endommagement des biens du Gouvernement fournis en vertu du présent Contrat, ni des frais accessoires à une telle perte, une telle destruction ou un tel dommage, sauf dans les limites prévues aux paragraphes 3. et 4. ci-dessous.

## Z - Corporation commerciale canadienne

---

3. L'Entrepreneur sera tenu responsable de la perte, la destruction ou l'endommagement des biens du Gouvernement fournis en vertu du présent Contrat (y compris des frais accessoires à une telle perte ou destruction ou à un tel dommage) :

- (i) résultant d'un risque contre lequel le présent Contrat requiert formellement une assurance, dans les limites toutefois de la couverture qui doit être souscrite et appliquée, ou de celle effectivement souscrite et appliquée, selon la plus large de ces deux couvertures;
- (ii) résultant d'un risque effectivement assuré ou pour lequel l'Entrepreneur est dédommagé d'une autre façon, dans les limites néanmoins de cette assurance ou de cette indemnité;
- (iii) dont l'Entrepreneur est par ailleurs tenu responsable en vertu des dispositions du présent Contrat;
- (iv) résultant de l'inconduite délibérée ou d'un manque de bonne foi de la part du personnel de gestion de l'Entrepreneur;
- (v) résultant d'un manquement de la part de l'Entrepreneur, dû à l'inconduite délibérée ou un manque de bonne foi de la part du personnel de gestion de l'Entrepreneur, à établir et administrer un programme ou un système pour le contrôle, l'usage, la protection, la préservation, le maintien et la réparation des biens du Gouvernement, conformément au paragraphe (e) de la clause Z0806C.

4. (i) Si l'Entrepreneur omet de se conformer aux disposition du sous-alinéa (g)3.(v) ci-dessus, après avoir reçu un avis (envoyé par courrier recommandé à l'un de ses gestionnaires) indiquant la désapprobation de la CCC ou du Gouvernement américain à l'égard du système ou du programme, ou le retrait d'une approbation pertinente ou le refus du système ou du programme, on présumera de manière concluante que cette omission était attribuable à une inconduite délibérée ou à un manque de bonne foi de la part du personnel de gestion de l'Entrepreneur.
- (ii) En pareil cas, toute perte ou destruction, ou tout endommagement des biens du Gouvernement sera réputé(e) attribuable à cette omission à moins que l'Entrepreneur ne puisse prouver clairement et nettement que la perte, la destruction ou l'endommagement en question
- (A) n'est pas attribuable à l'omission par l'Entrepreneur de maintenir un programme ou un système approuvé; ou
  - (B) est survenu(e) pendant que l'Entrepreneur maintenait un programme ou un système approuvé.

5. Si l'Entrepreneur transfère des biens du Gouvernement de manière qu'ils soient en la possession et sous le contrôle d'un sous-traitant, le transfert ne modifiera pas la responsabilité de l'Entrepreneur à l'égard de la perte, de la destruction ou de l'endommagement des biens, conformément aux dispositions ci-dessus. Cependant, l'Entrepreneur exigera que le sous-traitant assume le risque pertinent et soit responsable de toute perte ou destruction ou de tout endommagement des biens pendant qu'ils seront en la possession ou sous le contrôle du sous-traitant sauf dans la mesure où le marché de sous-traitance, avec l'approbation préalable de l'Agent de négociation des contrats, exonère le sous-traitant de cette responsabilité. En l'absence d'une telle approbation, le marché de sous-traitance devra renfermer des disposition appropriées exigeant le retour de tous les biens en aussi bon état qu'au moment de leur réception, exception faite de l'usure raisonnable ou de leur utilisation conformément aux dispositions du Contrat principal.

6. Dès la perte, la destruction ou l'endommagement de biens du Gouvernement fournis en vertu du présent Contrat, l'Entrepreneur devra en informer l'Agent de négociations des contrats et communiquer avec l'organisme de récupération, s'il en est, désigné par l'Agent de négociation des contrats. Avec l'aide d'un tel organisme, l'Entrepreneur prendra toutes les dispositions raisonnables pour protéger les biens du Gouvernement contre tout dommage ultérieur, séparer les biens du Gouvernement endommagés et intacts, placer les biens visés dans le meilleur ordre possible et fournir à l'Agent de négociation des contrats un énoncé portant sur

- (i) les biens du Gouvernement perdus, détruits ou endommagés;



## Z - Corporation commerciale canadienne

---

- (ii) le moment et l'origine de la perte, de la destruction ou du dommage;
- (iii) tous les intérêts connus relatifs aux biens mélangés dont font partie les biens du Gouvernement; et
- (iv) l'assurance éventuelle portant sur une partie quelconque de ces biens mélangés ou sur un intérêt à leur égard.

7. L'Entrepreneur devra réparer et rénover tout bien du Gouvernement endommagé, et prendre toutes les autres dispositions à son égard, conformément aux directives de l'Agent de négociation des contrats. Si les biens du Gouvernement sont détruits ou endommagés de manière à être irréparables ou s'ils sont endommagés et à ce point mélangés ou combinés avec les biens de tiers (y compris ceux de l'Entrepreneur) qu'il est difficile de les séparer, l'Entrepreneur pourra, avec l'approbation de l'Agent de négociation des contrats et sous réserve de toute condition imposée par celui-ci, vendre les biens en question pour le compte de la CCC ou du Gouvernement américain. Ces ventes viseront à réduire la perte imputable au Gouvernement américain, afin de permettre la reprise des affaires ou l'atteinte d'un but semblable. L'Entrepreneur aura droit à un ajustement équitable du Prix contractuel en fonction des dépenses engagées pour s'acquitter des obligations prévues par le présent alinéa (g)7., conformément au paragraphe (h) de la présente clause. Cependant, le Gouvernement américain pourra directement rembourser l'organisme de récupération de tous les frais qu'il aura engagés. L'Agent de négociation des contrats devra tenir dûment compte de la responsabilité de l'Entrepreneur relative au présent paragraphe (g), en effectuant cet ajustement équitable.

8. Les frais d'assurance ou ceux liés à toute provision de réserve pour les risques de pertes ou d'endommagement encourus par des biens du Gouvernement, ne doivent pas être inclus dans les frais généraux de l'Entrepreneur et ne peuvent faire l'objet d'un dédommagement, à moins que la CCC n'ait demandé à l'Entrepreneur de souscrire une telle assurance en vertu de quelque autre clause du présent Contrat.

9. Au cas où l'Entrepreneur serait remboursé ou indemnisé relativement à toute perte ou destruction ou à tout endommagement de biens du Gouvernement, il devra utiliser le produit de cette indemnisation ou de ce remboursement pour réparer, rénover ou remplacer les biens du Gouvernement perdus, détruits ou endommagés, ou créditer ces montants afin de rembourser équitablement la CCC ou le Gouvernement américain conformément aux directives de l'Agent de négociation des contrats.

10. L'Entrepreneur ne devra rien faire pour porter préjudice aux droits de recours de la CCC ou du Gouvernement américain contre des tiers pour toute perte ou destruction ou tout endommagement de biens du Gouvernement. Dès que l'Agent de négociation des contrats lui en fera la demande, l'Entrepreneur devra, aux frais de la CCC ou du Gouvernement américain, fournir à ces derniers toute l'aide et la coopération raisonnables (y compris les poursuites judiciaires et l'exécution des instruments de cession en faveur des ces derniers) pour obtenir un recouvrement. En outre, lorsqu'un sous-traitant n'aura pas été exonéré de la responsabilité relative à toute perte ou destruction ou à tout endommagement de biens du Gouvernement, l'Entrepreneur devra exercer à l'avantage de la CCC ou du Gouvernement américain la responsabilité du sous-traitant relative à cette perte, à cette destruction ou à ce dommage.

(h) Ajustement équitable. Lorsque la présente clause stipulera un ajustement équitable, celui-ci sera apporté à toute disposition contractuelle visée, conformément aux procédures de la clause relative aux changements, s'il en est, ou de la clause qui établit les procédures pour la modification du Contrat. Au besoin, l'Agent de négociation des contrats pourra apporter un ajustement équitable favorable à la CCC ou au Gouvernement américain. Le droit à un ajustement équitable sera le recours exclusif de l'Entrepreneur. Ni la CCC ni le Gouvernement américain ne seront tenus responsable en cas de poursuites pour bris de Contrat dans les cas suivants :

1. tout retard de livraison des biens fournis par le Gouvernement;
2. la livraison de biens fournis par le Gouvernement dans un état non conforme à leur utilisation appropriée;
3. une diminution ou une substitution des biens fournis par le Gouvernement; ou
4. l'omission de réparer ou de remplacer des biens du Gouvernement, dont le Gouvernement américain est responsable.

## Z - Corporation commerciale canadienne

---

(i) Comptabilisation et élimination finales des biens du Gouvernement. Dès l'exécution du présent Contrat, ou à des dates antérieures fixées par l'Agent de négociation des contrats, l'Entrepreneur devra présenter, sous une forme acceptable par l'Agent de négociation des contrats, des calendriers de stocks portant sur tous les biens appartenant au Gouvernement et non consommés pendant l'exécution du présent Contrat ni livrés au Gouvernement américain. L'Entrepreneur devra préparer pour envoi, livrer FAB origine, ou éliminer des biens du Gouvernement, selon les directives ou les autorisations de l'Agent de négociation des contrats. Le produit net de cette opération sera crédité au Prix contractuel ou payé à la CCC ou au Gouvernement américain, selon les directives de l'Agent de négociation des contrats. Les dispositions précédentes s'appliqueront aux rebuts découlant des biens du Gouvernement, pourvu toutefois que l'Agent de négociation des contrats puisse donner à l'Entrepreneur une autorisation ou une directive pour qu'il omette de ces calendriers de stock tous les rebuts formés de moulages ou d'éléments de forge défectueux, ou la coupe et le traitement des déchets, comme les copeaux, les déchets d'ébarbages, l'alésage des copeaux de tour, des pièces courtes, des cercles, des rognures, des coupures et des restes, et d'éliminer ces rebuts conformément aux pratiques normales de l'Entrepreneur, et d'en rendre compte parmi les frais généraux ou d'autres coûts remboursables conformément aux procédures comptables établies de l'Entrepreneur.

(j) Abandon et restauration des locaux de l'Entrepreneur. Sauf stipulation contraire des présentes, le Gouvernement :

1. peut abandonner sur place tout bien du Gouvernement, le dégageant ainsi de toutes ses obligations à l'égard desdits biens;
2. n'a aucune obligation de restaurer ni de réaménager les locaux de l'Entrepreneur en toute circonstance que ce soit (p. ex., abandon, élimination dès l'achèvement des besoins, ou l'exécution du Contrat). Cependant, si les biens fournis par le Gouvernement (énumérés dans l'annexe ou les spécifications) sont retirés ou non conformes à l'utilisation prévue, ou s'ils sont remplacés par d'autres biens du Gouvernement, alors l'ajustement équitable prévu par le paragraphe (h) de la présente clause pourra englober dûment les frais de restauration et de réaménagement.

(k) Communications. Toute communication en vertu de la présente clause doit être faite par écrit.

---

**Remarques :** Conformément au FAR 45.106(f)(2), remplacer le paragraphe (c) de la clause Z0801C par le paragraphe (c) suivant dans les demandes de soumissions et les contrats lorsque l'on prévoit un contrat du type à frais remboursables, du type à tarifs horaires et matériaux (time-and-material) ou du type à tarifs horaires et main-d'oeuvre (labour-hour), sauf dans les cas prévus par la clause Z0803C.

NOTA : Cette clause ne peut être utilisée que si les clauses Z0806C et Z0807C sont également utilisées.

### **Z0808C (01/04/92) Remplacement I**

Le texte suivant remplace le paragraphe (c) de la clause Z0806C.

(c) Titre de propriété.

1. Le Gouvernement américain conservera le titre de propriété de tous les biens qu'il fournira.
2. Tous les biens fournis par le Gouvernement et tous les biens acquis par l'Entrepreneur, dont le titre de propriété est détenu par le Gouvernement américain en vertu du présent paragraphe (collectivement appelés «biens du Gouvernement»), sont régis par les dispositions de la présente clause. Le titre de propriété des biens du Gouvernement ne sera pas modifié par leur intégration ou leur rattachement à des biens n'appartenant pas au Gouvernement, pas plus que les biens du Gouvernement ne deviendront des accessoires permanents ni ne perdront leur identité à titre de biens personnels en étant rattachés à des biens immobiliers quelconques.
3. Le titre de propriété relatif à tous les biens achetés par l'Entrepreneur et pour lesquels il a droit à un remboursement à titre de poste de coût direct en vertu du présent Contrat, et qui, en vertu des dispositions du présent Contrat, doit être détenu par le Gouvernement américain, sera transféré à ce dernier dès que le fournisseur aura livré les biens en question. Le titre de propriété relatif à tous les autres biens, dont le coût doit être remboursé à l'Entrepreneur en vertu du

## Z - Corporation commerciale canadienne

---

présent Contrat, et qui, en vertu des dispositions du présent Contrat, doit être détenu par le Gouvernement américain, sera transféré à celui-ci dès :

- (i) l'émission des biens en vue de l'exécution du Contrat;
- (ii) le début du traitement des biens ou leur utilisation pour l'exécution du Contrat; ou
- (iii) le remboursement du coût des biens par le Gouvernement américain,

selon la première de ces éventualités.

4. Le titre de propriété de l'équipement (et des autres biens personnels tangibles) achetés avec des fonds disponibles pour la recherche et ayant un coût d'acquisition inférieur à 5 000 \$ sera confié à l'Entrepreneur dès l'acquisition ou le plus tôt possible par la suite, et ce pourvu que l'Entrepreneur ait obtenu l'approbation de l'Agent de négociation des contrats avant chaque acquisition. Le titre de propriété relatif à l'équipement acheté avec des fonds disponibles pour la recherche et ayant un coût d'acquisition de 5 000 \$ ou plus sera transféré conformément aux dispositions du Contrat. Si le titre de propriété de l'équipement est détenu par l'Entrepreneur en vertu du présent alinéa (c)(4), l'Entrepreneur convient qu'aucuns frais ne seront facturés à la CCC ou au Gouvernement américain pour toute dépréciation, tout amortissement ou toute utilisation en vertu de tout contrat actuel ou futur du Gouvernement ou du marché de sous-traitance pertinent. L'Entrepreneur devra fournir à l'Agent de négociation des contrats une liste de tout l'équipement dont il détiendra le titre de propriété en vertu du présent alinéa (c)(4), et ce dans les dix (10) jours suivant la fin du trimestre civil au cours duquel l'équipement a été reçu.

5. Le transfert du titre de propriété en vertu du présent paragraphe (c) est assujéti aux lois sur les droits civils (42 U.S.C. 2000d). Avant que le titre de propriété ne soit confié et en signant le présent Contrat, l'Entrepreneur accepte et convient de ce qui suit :

«Aucune personne aux États-Unis ne devra, pour des motifs de race, de couleur ou d'origine nationale, être exclue d'une participation ni des avantages relatifs à l'aide financière prévue par la présente (titre de propriété relatif à l'équipement), ou faire l'objet d'une discrimination quelconque à cet égard.»

---

**Remarques :** Utilisez la clause suivante dans les contrats lorsque la disposition des biens excédentaires du gouvernement américain doit s'effectuer au Canada. La procédure à suivre concernant les biens excédentaires à retourner aux États-Unis doit être conforme aux instructions du Service des opérations régionales - Gestion des contrats de défense pour les États-Unis, Ottawa.

### **Z0809C (12/05/00) Disposition-biens excédentaires du gouv**

1. La Corporation commerciale canadienne (CCC) peut procéder, au Canada, à la disposition des biens du gouvernement américain, non encore retournés aux États-Unis et reconnus comme excédant les besoins de l'entrepreneur en vertu du présent contrat, par la vente desdits biens au gouvernement du Canada, le Centre de disposition des biens de la Couronne du ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux se chargeant alors de leur vente ou de leur disposition ou, dans certains cas, par leur vente directe à un acheteur.
2. La disposition des marchandises ou équipements excédentaires s'effectue comme suit :
  - a) À l'exécution de ce contrat ou à une date antérieure déterminée par la CCC, l'entrepreneur doit établir, puis présenter en dix (10) exemplaires à l'autorité contractante, un inventaire de tous les biens excédentaires appartenant au gouvernement américain, et présents dans ses locaux, classés en matériel neuf utilisable, matériel usagé utilisable ou réparable et matériel inutilisable ou rebuts, ainsi qu'une estimation de leur valeur marchande.
  - b) Les copies de l'inventaire doivent être présentées à la CCC pour examen par le gouvernement américain et décision quant à la disposition de ces biens. Les articles à

## Z - Corporation commerciale canadienne

---

retourner aux États-Unis doivent être emballés et préparés en vue de leur expédition, conformément aux instructions de la CCC.

- c) Une fois convenue la vente de ces biens par les soins du Centre de disposition des biens de la Couronne et sous réserve des stipulations du paragraphe b) ci-dessus, il devient impossible de modifier, d'annuler ou de retirer lesdites listes de biens excédentaires, sinon sur consentement mutuel du Centre de disposition des biens de la Couronne ou de la CCC.

### DISPOSITION DES REBUTS :

1. La disposition des biens excédentaires déclarés rebuts par l'inspecteur, s'effectue selon la procédure suivante :
  - a) Adresser à l'autorité contractante de la CCC six (6) exemplaires de la liste certifiée, pour examen par l'Agence des douanes et du revenu du Canada (ADRC) et pointage des articles en question, afin de pouvoir les évaluer en douane et d'obtenir de l'acquéreur l'acceptation de leur déclaration selon la rubrique appropriée du tarif douanier. (Les rebuts d'acier sont exempts de droits de douane, mais soumis à la taxe de vente, sauf en cas de vente à un industriel ou grossiste détenant un permis et sur présentation du numéro de permis de l'acquéreur).
  - b) Suite à l'évaluation de l'ADRC, l'autorité contractante enverra à l'entrepreneur un exemplaire de la liste ainsi établie, et l'entrepreneur devra obtenir au moins trois (3) soumissions (le cas échéant), dont la plus élevée sera acceptée.
  - c) L'entrepreneur fera un chèque à l'ordre de la CCC, d'un montant correspondant au produit de la vente et l'enverra au Contrôleur, CCC. La lettre accompagnant le chèque devrait donner les renseignements nécessaires à la CCC pour identifier la transaction.

---

---

### Z0809C (03/02/97) Disposition-biens excédentaires du gouv

A partir du 12/05/00, cette clause est remplacée par Z0809C.

---

---

**Remarques :** Utilisez la clause suivante dans les contrats d'approvisionnement qui sont normalement négociés à prix fixe pour des articles standard ou commerciaux, en vertu desquels le Gouvernement américain doit fournir à l'entrepreneur des biens lui appartenant dont le coût d'achat est de 50 000 \$ ou moins.

### Z0810C (01/04/92) Biens fournis par le Gouv. américain

Le Gouvernement américain fournira à l'Entrepreneur, en vue de leur utilisation dans le cadre du présent Contrat et aux lieux et dates qui y sont prévus, les biens décrits ailleurs dans le présent Contrat ou dans les spécifications (biens désignés ci-après sous le nom de «biens fournis par le Gouvernement américain»). Si les biens fournis par le Gouvernement américain et conformes à l'usage prévu ne sont pas livrés tel que prévu, la CCC modifiera équitablement, sur demande écrite de l'Entrepreneur et si les faits le justifient, toute disposition contractuelle ainsi affectée.

Tous les biens fournis par le Gouvernement américain demeurent la propriété de ce dernier. L'Entrepreneur devra tenir à jour les documents appropriés de contrôle des biens fournis par le Gouvernement américain, conformément à une saine pratique industrielle.

## Z - Corporation commerciale canadienne

---

Sauf stipulation contraire du présent Contrat, l'Entrepreneur assume les risques et la responsabilité de toute perte ou endommagement des biens fournis par le Gouvernement américain en vertu de ce Contrat, dès qu'ils sont livrés à l'Entrepreneur, à l'exception des dommages dus à une usure normale et hormis les effets de leur utilisation dans le cadre du présent Contrat.

Au terme de ce Contrat, l'Entrepreneur devra préparer pour expédition, livraison FAB origine ou disposer de tous les biens fournis par le Gouvernement américain non utilisés lors de l'exécution du présent Contrat ou non encore retournés au Gouvernement américain, conformément à l'autorisation ou aux instructions de la CCC. Le produit net de cette disposition sera soit déduit du Prix contractuel, soit réglé selon les modalités prescrites par la CCC.

---

**Remarques :** Utilisez la clause suivante dans les contrats lorsque des biens du gouvernement américain sont fournis.

**Z0811C (16/02/98) Responsabilité/biens du gouv. américain**

1. Outre les responsabilités particulières décrites aux annexes « B », « C » et « H » de la « Federal Acquisition Regulation » des États-Unis, l'entrepreneur sera tenu responsable de tout bien du gouvernement américain dont les titres de propriété sont acquis à ce dernier, reçu ou acquis par l'entrepreneur en vertu du présent contrat, y compris ceux en possession d'un sous-traitant.
2. Le système de contrôle des biens de l'entrepreneur doit recevoir l'approbation des Services de la gestion des biens de production, Secteur des systèmes aérospatiaux, maritimes et électroniques, ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux, Ottawa (Ontario), à qui toute question relative aux commandes, au dédouanement, à l'entretien, etc., doit être déferée.

---

**Z0811C (01/04/92) Responsabilité/biens du Gouv. américain**

A partir du 16/02/98, cette clause est remplacée par Z0811C.

---

**Remarques :** LE TEXTE DE CETTE CLAUSE DOIT FIGURER EN ENTIER DANS LES DOCUMENTS D'ACHAT. Utiliser les instructions suivantes, le cas échéant, pour tous les contrats à prix fixe de la CCC applicables à des marchandises.

**Z1000C (10/12/01) Instructions, facturation/documentation**

**PAIEMENTS PARTIELS**

Les demandes doivent être présentées sur la formule PWGSC-TPGSC 1111, Demande de paiement partiel.

1. **Distribution :**
  - a) L'original et trois (3) copies, dûment signées, doivent être envoyées (de préférence par messenger) à l'autorité contractante suivant : **(Insérer le nom et l'adresse)** \_\_\_\_\_.
  - b) Une (1) copie, à titre d'information, doit être envoyée à l'adresse suivante :  
**Par courrier :**

## Z - Corporation commerciale canadienne

---

Corporation commerciale canadienne - Opérations  
1100 - 50, rue O'Connor  
Ottawa (Ontario) K1A 0S6

Téléphone : (613) 996-0034  
ou de préférence par télécopieur : (613) 995-2121

### 2. Méthodes de paiement

- a) Dans un délai de trente (30) jours suivant la date à laquelle une demande de paiement partiel valide et la documentation à l'appui seront reçues et approuvées par l'autorité contractante de Travaux publics et des Services gouvernementaux Canada et de la Corporation commerciale canadienne (TPSGC/CCC), conformément aux dispositions du contrat.
- b) Si la CCC a une objection quelconque à l'égard du contenu de la demande de paiement partiel ou de la documentation connexe, dans les cinq (5) jours ouvrables de sa réception, l'autorité contractante de la TPSGC/CCC devra informer l'entrepreneur de la nature de l'objection.

### LIVRAISONS : PRODUIT

Avant l'envoi, l'entrepreneur doit remplir la formule américaine DD 250, *Material Inspection and Receiving Report*.

#### 1. Distribution :

- a) À l'envoi, l'entrepreneur doit distribuer la formule comme suit :
  - quatre (4) copies pour accompagner l'envoi;
  - deux (2) copies par courrier au destinataire;
  - une (1) copie à :

*Defence Contract Management Americas (Canada)*  
200 - 275, rue Bank  
Ottawa (Ontario) K2P 2L6
  - une (1) copie à l'autorité contractante (**insérer le nom et l'adresse**) \_\_\_\_\_;
  - une copie à être utilisées comme facture commerciale par CCC.

#### Par courrier :

Corporation commerciale canadienne - Opérations  
1100 - 50, rue O'Connor  
Ottawa (Ontario) K1A 0S6

Téléphone : (613) 996-0034  
ou de préférence par télécopieur : (613) 995-2121

- b) Aussi longtemps que la formule DD 250 est complète (y compris la case 6 avec le numéro de la facture de l'entrepreneur et la date d'émission), elle peut être considérée comme la facture commerciale officielle. Toutefois, une copie de la facture commerciale réelle de l'entrepreneur est recommandée lorsque la facturation inclut des conditions spéciales telles que escompte, transport ou liquidation des paiements partiels qui n'apparaissent pas sur la formule DD 250.

#### 2. Document d'accompagnement

En vertu des modalités du contrat, une telle facture doit être accompagnée selon le cas par les documents suivants :

**Basés sur les conditions d'envoi :**

FOB ORIGINE

## Z - Corporation commerciale canadienne

---

- a) Si l'envoi est effectué au moyen d'un connaissance du gouvernement des États-Unis, aucun autre document d'expédition n'est requis.
- Nota.** Une autorisation particulière doit être accordée par le *Defence Contract Management Americas (DCMA)* des États-Unis ou l'organisme d'approvisionnement, en vue d'expédier l'envoi par des moyens de transport commerciaux, port acquitté au préalable, et ajouter le fret à titre d'élément séparé sur la facture.
- b) Dans tous les cas, les factures qui démontrent que les frais de transport à destination sont payés d'avance doivent être accompagnées d'une preuve d'expédition (une copie du connaissance commercial). Si les frais payés d'avance sont portés sur la facture dans la même devise que celle indiquée au contrat et que ces frais dépassent 100 \$ US, une copie conforme du connaissance acquittée doit également être fournie afin de justifier les frais.
- c) Par ailleurs, si les frais de transport ne sont pas autorisés de façon précise au contrat, il faudra obligatoirement communiquer avec le *DCMA (Canada) Transportation Division* au (613) 992-9020 avant l'expédition. Cette étape permettra au DCMA (Canada) d'aviser l'entrepreneur du transporteur commercial à utiliser afin d'assurer les taux gouvernementaux appropriés pour l'envoi en question. Pour ce faire, le DCMA (Canada) remplira la formule américaine DSA 359, *Instructions to Contractors for Conus-Export Shipments*, qui sera envoyée par après à l'entrepreneur. Une copie de cette formule devra accompagner les documents de facturation requis.

### FOB DESTINATION

Toutes les factures doivent être justifiées par une preuve d'expédition (connaissance commercial).

### Basé sur les points d'inspection et d'acceptation

#### INSPECTION ET ACCEPTATION À L'ORIGINE

S'assurer que la case 21A de la formule DD 250 est remplie avant de la soumettre comme votre facture commerciale.

#### ACCEPTATION À DESTINATION

Si les fournitures doivent être acceptées à destination, les factures ne seront pas payées tant que la CCC n'aura pas reçu une preuve de cette acceptation, par la réception de la formule DD 250 signé au point de destination (case 21b.) ou par un reçu de paiement du client.

- a) Acceptation à destination - INSPECTION À L'ORIGINE (À LA SOURCE)
- (1) S'assurer que la case 21a. de la formule DD 250 est autorisée uniquement pour inspection.
  - (2) S'assurer qu'une des quatre copies de la DD 250 accompagnant l'envoi porte, à la case 23, une mention indiquant «COPIE DE PAIEMENT» - envoyer à l'adresse de la case 12 à l'appui du paiement (Voir *Defense Federal Acquisition Regulation Supplement, Appendix F-301 (12) : Block 12 - PAYMENT WILL BE MADE BY/ CODE*. Inscrire le code et l'adresse du bureau de paye indiqué dans le contrat).
  - (3) Demander une preuve de livraison au transporteur et, dès la réception de celle-ci, l'envoyer à la CCC, Opérations, en indiquant le numéro de contrat des États-Unis et le numéro applicable de l'envoi figurant dans la case 2 de la formule DD 250.
- b) Acceptation à destination - INSPECTION À DESTINATION
- (1) S'assurer que la formule DD 250 accompagne l'envoi.
  - (2) S'assurer que les copies de la DD 250 annexées à votre envoi et postées au destinataire sont accompagnées d'une lettre exprimant clairement que ces marchandises n'ont pas encore été acceptées et que l'on demande une

## Z - Corporation commerciale canadienne

---

acceptation rapide (en remplissant la case 21b. de la DD 250 et en renvoyant la formule à la firme de l'entrepreneur).

- (3) Demander une preuve de livraison (accusé de réception apposé sur les documents d'expédition par le responsable de la réception) au transporteur et, dès la réception de celle-ci, l'envoyer à la CCC, Opérations, en indiquant le numéro de contrat des États-Unis et le numéro applicable de l'envoi, figurant à la case 2 de la formule DD 250.
- (4) L'entrepreneur fera parvenir tous les documents requis (même si la case d'acceptation de la formule DD 250 n'est pas signée) à l'adresse de la CCC mentionnée ci-haut. Si la formule n'est pas signée, la CCC la traitera comme une facturation par anticipation à des fins de contrôle.

**Nota :** Toute question relative à la préparation et la distribution de cette formule peut être adressée au représentant de l'assurance de la qualité assigné à l'usine de l'entrepreneur.

### 3. Méthode de paiement :

- a) Pour les contrats types acceptation à l'origine (à la source) :
  - (1) Dans un délai de trente (30) jours suivant la date à laquelle la CCC aura reçu une facture et la documentation à l'appui conformément aux dispositions du contrat.
  - (2) Si la CCC a une objection quelconque tant qu'au contenu de la documentation fournie, dans les quinze (15) jours de sa réception, la CCC devra informer l'entrepreneur de la nature de l'objection.
- b) Pour les contrats type acceptation à destination :
  - (1) Dans les trente (30) jours à partir de la date de réception de la formule DD 250 signée au point d'acceptation mais avec aucune facture par anticipation.
  - (2) Dans les quinze (15) jours civils à partir de la date de réception d'une preuve d'acceptation (formule DD 250 signée, télex, etc., émanant du destinataire) avec une facture par anticipation.
  - (3) Dans les cinq (5) jours ouvrables à partir de la date de réception du paiement émanant de l'organisme client.

Si la preuve d'acceptation requise en vertu du paragraphe b)(2) n'est pas fournie dans les soixante (60) jours suivant la date d'expédition, la CCC fera tous les efforts possibles pour obtenir l'acceptation auprès des responsables de la réception et des achats.

Les conditions d'escompte, si indiqué dans le contrat, sera calculé à partir de la date de réception de la preuve d'acceptation ou le paiement tel que mentionné ci-haut.

---

### Z1000C (03/02/97) Instructions, facturation/documentation

A partir du 10/12/01, cette clause est remplacée par Z1000C.

---

### Z1200C (15/09/97) Fournitures détaxées à la CCC

Les fournitures que l'entrepreneur produirait pour la Corporation commerciale canadienne (CCC) en vertu du présent contrat constitueraient des «fournitures détaxées» au sens de la définition figurant dans la



## Z - Corporation commerciale canadienne

---

documentation sur la taxe sur les produits et les services ou la taxe de vente harmonisée s'il y a lieu. Par conséquent, le taux de taxe applicable à celles-ci serait de zéro pour cent (0 p. 100) de la valeur de la contrepartie à fournir à la CCC en vertu de la présente.

---

**Z1200C (01/04/92) Fournitures détaxées à la CCC**

A partir du 15/09/97, cette clause est remplacée par Z1200C.

---

**Z1201C (15/09/97) Fournitures exonérées à la CCC**

Les fournitures que l'entrepreneur produirait pour la Corporation commerciale canadienne en vertu du présent contrat constitueraient des «fournitures exonérées» au sens de la définition figurant dans la documentation sur la taxe sur les produits et les services ou la taxe de vente harmonisée s'il y a lieu et, par conséquent, ne constitueraient pas des «fournitures taxables» au sens de ladite documentation.

---

**Z1201C (01/04/92) Fournitures exonérées à la CCC**

A partir du 15/09/97, cette clause est remplacée par Z1201C.

---

**Z1202C (15/09/97) Fournitures taxables à la CCC**

Les fournitures que l'entrepreneur produirait pour la Corporation commerciale canadienne (CCC) en vertu du présent contrat constitueraient des «fournitures taxables» au sens de la définition figurant dans la documentation sur la taxe sur les produits et services (TPS) ou la taxe de vente harmonisée (TVH) s'il y a lieu. Par conséquent, le taux de taxe applicable à celles-ci correspondrait au taux imposé pour ces fournitures en se basant sur la valeur de la contrepartie à fournir à la CCC en vertu de la présente. L'entrepreneur est tenu d'indiquer son numéro d'inscription de la TPS/TVH et le montant de la TPS ou la TVH, s'il y a lieu, comme poste séparé sur chacune de ses factures adressées à la CCC en vertu de la présente.

---

**Z1202C (01/04/92) Fournitures taxables à la CCC**

A partir du 15/09/97, cette clause est remplacée par Z1202C.

## Z - Corporation commerciale canadienne

---

---

**Remarques :** Utilisez la clause suivante dans les contrats lorsque le contrat américain en est un à prix fixe.

**Z1400C (01/04/92) Modifications - Prix fixe**

La CCC se réserve le droit - par ordre écrit et sans avis aux répondants - d'apporter des modifications, dans le cadre général du présent Contrat, à l'un ou l'autre des éléments suivants:

- (i) dessins, projets, ou spécifications, et l'endroit où les marchandises à livrer au Gouvernement américain doivent être spécialement fabriquées en conséquence;
- (ii) méthode d'expédition ou d'emballage;
- (iii) lieu de livraison.

Si l'une quelconque de ces modifications entraîne une augmentation ou une réduction des coûts ou du temps requis relativement à la réalisation d'une quelconque partie du Travail en vertu de ce Contrat - qu'il soit modifié ou non par cet ordre - on procédera à une réévaluation équitable du Prix contractuel ou du calendrier de livraison, ou des deux, et l'on modifiera par écrit le Contrat en conséquence. Toute demande de réévaluation en ce sens que l'Entrepreneur voudrait faire conformément à cette clause doit être présentée et justifiée dans les vingt (20) jours suivant la réception de l'avis de modification par l'Entrepreneur; pourvu, toutefois, que la CCC, si elle décide que les faits justifient une telle réévaluation, puisse recevoir la demande et faire le nécessaire avant le paiement final du Contrat. Si, par suite d'une demande de modification, l'Entrepreneur réclame dans sa demande de réévaluation la valeur de biens devenus périmés ou excédentaires, la CCC se réserve le droit de décider de la manière dont on disposera de ces biens. Toute mésentente à l'égard d'une réévaluation constituera un litige au sujet d'une question de fait au sens de la clause de ce Contrat intitulée «Litiges». Toutefois, rien dans cette clause ne constitue une excuse pour l'Entrepreneur à ne pas procéder à la réalisation du Contrat modifié.

---

**Remarques :** Utilisez la clauses suivante dans les contrats lorsque le contrat américain est de type à frais remboursables.

**Z1401C (01/04/92) Modifications - Remboursement des coûts**

La Corporation commerciale canadienne se réserve le droit en tout temps de modifier par un ordre écrit l'un ou l'autre des éléments ci-après, dans le cadre général du Contrat:

- (i) dessins, projets ou spécifications, et l'endroit où les marchandises à livrer devront être spécialement fabriquées à l'intention du Gouvernement américain;
- (ii) méthode d'expédition ou d'emballage;
- (iii) lieu de livraison; et
- (iv) le montant de bien fournis par le Gouvernement américain.

Si l'une quelconque de ces modifications entraîne une augmentation ou une réduction du coût estimatif ou du temps requis relativement à la réalisation d'une quelconque partie du Travail demandé - qu'il soit modifié ou non par cet ordre - ou si elles affectent une disposition quelconque du Contrat, on fera une réévaluation équitable

- (i) du coût estimatif ou du calendrier de livraison, ou des deux, et
- (ii) des autres articles du Contrat pouvant être mis en cause, et le Contrat sera modifié par écrit en conséquence. Toute demande de réévaluation de la part de l'Entrepreneur en vertu de cette clause devra parvenir, dûment justifiée, à la CCC dans les vingt (20) jours suivant la réception de l'avis de modification : pourvu, toutefois, que la CCC, si elle décide que les faits justifient une telle réévaluation, puisse y procéder avant le paiement final du Contrat. Toute mésentente à

## Z - Corporation commerciale canadienne

---

l'égard d'une réévaluation constituera un litige sur une question de fait au sens de la clause de ce Contrat intitulée «Litiges». Toutefois, rien dans cette clause ne constitue une excuse pour l'Entrepreneur à ne pas procéder à la réalisation du Contrat modifié.

---

**Remarques :** Utilisez la clause suivante dans les contrats lorsque le contrat américain prévoit une clause relative aux litiges.

### Z1600C (03/02/97) Litiges

1. La clause «Litiges», qui a été insérée comme renvoi dans le contrat américain \_\_\_\_\_ (**insérez le numéro et la date du contrat puis supprimez l'instruction**), fait également partie du contrat de fourniture de biens ou de services entre la Corporation commerciale canadienne (CCC) et le gouvernement des États-Unis.
  2. Dans la clause «Litiges», le terme «entrepreneur» désigne la CCC. Quant à l'expression «agent de négociation des contrats» qui paraît dans cette clause, elle désigne l'agent de négociation des contrats américain. La CCC tiendra l'entrepreneur canadien au courant de tout litige et, au cas où l'agent de négociation des contrats ou le secrétaire (tel que défini dans le contrat entre la CCC et le gouvernement des États-Unis) prendrait une décision qui lierait la CCC aux termes de la clause de litige, l'entrepreneur canadien serait également lié par cette décision, selon les modalités que lui communiquerait par écrit la CCC.
  3. Dans le cas où l'entrepreneur canadien désire contester une décision prise par l'agent négociation des contrats, il doit en informer l'autorité contractante de la CCC et lui soumettre sa réclamation suffisamment à l'avance pour que la CCC puisse présenter une réclamation au gouvernement des États-Unis dans les délais stipulés dans la clause «Litiges».
  4. Pour toute réclamation qu'il présente à la CCC aux termes de la clause «Litiges», l'entrepreneur doit produire la déclaration certifiée prévue à l'alinéa d) de la clause «Litiges».
  5. Tout intérêt payé à la CCC par le gouvernement américain à la suite d'une réclamation sera crédité à l'entrepreneur en vertu de l'alinéa h) de la clause «Litiges».
  6. La CCC ne sera pas responsable envers l'entrepreneur canadien, sauf dans la mesure où il est déterminé, en vertu de la clause «Litiges», que le gouvernement américain est responsable envers la CCC.
- 

### Z1600C (01/04/92) Litiges

A partir du 03/02/97, cette clause est remplacée par Z1600C.

---

**Remarques :** Utilisez la clause suivante dans les contrats lorsque le contrat américain est de type «coûts estimatifs».

### Z1601C (01/04/92) Avis de conflit de travail

Si l'Entrepreneur ou tout sous-traitant en vertu des présentes est informé d'un conflit de travail, réel ou potentiel, qui retarde ou menace de retarder l'exécution du Contrat, l'Entrepreneur ou le sous-traitant devra en avvertir immédiatement la CCC et lui donner tous les renseignements pertinents à cet égard.

## Z - Corporation commerciale canadienne

---

---

**Remarques :** Utilisez la clause suivante dans les contrats de production à prix fixe.

**Z1800C (01/04/92) Inexécution**

(a) La CCC peut, en vertu des dispositions du paragraphe c) ci-dessous et en envoyant à l'Entrepreneur un avis écrit d'inexécution, résilier en tout ou en partie le présent Contrat dans l'un des cas suivants :

(i) si l'Entrepreneur ne livre pas les marchandises ou ne rend pas les services demandés dans les délais ou extensions de délais prévus au Contrat; ou

(ii) si l'Entrepreneur ne respecte pas une des autres dispositions du Contrat, ou si le développement du travail compromet l'exécution générale du Contrat selon les modalités précisées; et si, dans l'un ou l'autre cas, il ne corrige pas la situation dans les dix (10) jours (ou tout autre délai plus long que la CCC peut accorder par écrit) après réception de l'avis de la CCC mentionnant cette infraction au Contrat.

b) Si la CCC décide de résilier le Contrat en tout ou en partie selon les dispositions du paragraphe a) de la présente clause, elle peut, selon les termes et de la manière qu'elle jugera adéquats, faire livrer des marchandises ou exécuter des services semblables à ceux qu'affecte la résiliation, et l'Entrepreneur sera responsable envers la CCC des coûts supplémentaires engagés à cet effet, et l'Entrepreneur devra continuer l'exécution du Contrat, pour la partie non résiliée en vertu des dispositions de la présente clause.

c) Sauf en cas d'inexécution de la part de sous-traitants de n'importe quel échelon, l'Entrepreneur ne sera pas tenu responsable des coûts excédentaires résultant de causes indépendantes de sa volonté, sans qu'il n'y ait eu faute ou négligence de la part de l'Entrepreneur. Des exemples de telles causes peuvent être les suivants : (1) cas de force majeure ou sabotage, (2) Loi du Gouvernement américain dans l'exercice de son pouvoir souverain ou contractuel, (3) incendies, (4) inondations, (5) épidémies, (6) mises en quarantaine, (7) grèves, (8) embargos, et (9) conditions atmosphériques exceptionnellement mauvaises. Dans chaque cas, il faut que la situation soit hors du contrôle de l'Entrepreneur et qu'il n'ait commis ni faute ni négligence. Si l'inexécution du Contrat est due à un sous-traitant de n'importe quel niveau, et qu'elle résulte de causes indépendantes de la volonté de l'Entrepreneur ou de son sous-traitant, sans qu'il n'y ait eu faute ou négligence de la part de l'un ou l'autre, l'Entrepreneur ne sera pas tenu responsable des coûts excédentaires, à moins qu'il ait eu suffisamment de temps pour se procurer ailleurs les marchandises ou services sous-traités, afin de respecter le calendrier de livraison.

d) Si le présent Contrat est résilié conformément à l'article a) de la présente clause, la CCC, outre les autres droits que lui donne la présente clause, peut demander à l'Entrepreneur de transmettre les titres de propriété au Gouvernement américain et de lui livrer, selon les termes que la CCC jugera appropriés:

(i) toute marchandise prête; et

(ii) toute marchandise partiellement prête et tous matériaux, pièces, outils, matrices, gabarits, appareillages, plans dessins, informations, et droits de Contrat (ci-après désignés comme «matériaux de fabrication») que l'Entrepreneur aura produits ou commandés à cette fin en vue de l'exécution de la partie du Contrat qui a été résiliée; l'Entrepreneur sera tenu en outre, selon les directives de la CCC, d'assurer la protection et la sécurité des biens en sa possession, dans lesquels la CCC a des intérêts. Le paiement des marchandises livrées au Gouvernement américain et acceptées par lui sera conforme au Prix contractuel. Le paiement des matériaux de fabrication livrés au Gouvernement américain et acceptés par lui, ainsi que des coûts relatifs à la protection et à la sécurité des matériaux sera fonction de l'accord passé entre l'Entrepreneur et la CCC; si l'Entrepreneur n'en arrive pas à un tel accord, ceci constituera un litige sur une question de fait au sens de la clause intitulée «litiges». La CCC se réserve le droit de retenir sur des sommes qu'elle doit par ailleurs à l'Entrepreneur au titre des marchandises ou matériaux de fabrication fournis, le montant qu'elle jugera nécessaire en vue de la protéger contre des pertes éventuelles résultant d'un droit de rétention existant ou des réclamations de détenteurs de privilèges précédents.

e) S'il s'avère, après avis de résiliation du Contrat en vertu de la présente clause, que la responsabilité de l'Entrepreneur n'était pas engagée aux termes de la présente clause, ou que l'inexécution était excusable en vertu des mêmes termes, les droits et obligations des parties, si le Contrat inclut une clause stipulant la possibilité de résiliation pour des raisons de commodité de la CCC, seront les mêmes que si l'avis de

## Z - Corporation commerciale canadienne

---

résiliation avait été émis conformément à ladite clause. S'il s'avère, après avis de résiliation du Contrat en vertu de la présente clause, que la responsabilité de l'Entrepreneur n'était pas engagée selon ladite clause et si le Contrat n'inclut aucune clause permettant la résiliation pour des raisons de commodité du Gouvernement, le Contrat devra être modifié en conséquence; le défaut de s'entendre sur une telle modification constituera un litige sur une question de fait au sens de la clause intitulée «Litiges».

f) Les droits et recours de la CCC prévus à la présente clause ne sont pas exclusifs et s'ajoutent à tout autre droit ou recours assurés par la loi en vertu du présent Contrat.

---

**Remarques :** Utilisez la clause suivante dans les contrats lorsque le contrat américain en est un à frais remboursables.

### **Z1801C (01/04/92) Retards justifiables**

L'Entrepreneur ne sera pas tenu responsable de l'inexécution de modalités du présent Contrat (y compris tout manquement de la part de l'Entrepreneur dans la poursuite des Travaux qui mettrait en cause l'ensemble de la production) si les causes sont indépendantes de sa volonté et à condition qu'il n'y ait eu ni faute ni négligence de sa part. Ces causes peuvent être (mais non exclusivement): cas de force majeure, sabotages, lois du Gouvernement, incendies, inondations, épidémies, mises en quarantaine, grèves, embargos, conditions atmosphériques exceptionnellement mauvaises; outre les cas où les sous-traitants manqueraient au Contrat par suite des mêmes causes, à moins que la CCC ne détermine que l'Entrepreneur aurait pu obtenir ailleurs les marchandises ou services ainsi fournis, qu'elle lui en ait donné l'ordre écrit et que l'Entrepreneur n'y ait pas donné suite. Sur demande de l'Entrepreneur, la CCC pourra faire enquête sur les faits et l'ampleur du retard et, s'il s'avère que la cause entre dans les cas énumérés ci-dessus, le calendrier de livraison sera modifié en conséquence, sous réserve des droits de la CCC en vertu de la clause intitulée «Résiliation». Tout litige relatif aux dispositions de cette clause sera résolu conformément à la clause intitulée «Litiges».

---

**Remarques :** Utilisez la clause suivante dans les contrats lorsque le contrat américain en est un à remboursement des frais.

### **Z1802C (01/04/92) Retard de livraison des données**

a) Il est bien entendu que pour que le Gouvernement américain puisse faire un usage efficace des marchandises demandées ici, il est nécessaire que les informations correspondantes ne lui parviennent pas plus tard qu'à la (aux) date(s) précisée(s) dans le présent Contrat. S'il survient un retard, la CCC commerciale canadienne pourra, à sa discrétion, aussi longtemps que les informations ne sont pas livrées, et à moins que le retard ne soit dû à des causes indépendantes de la volonté de l'Entrepreneur et sans qu'il y ait eu faute ou négligence de sa part, au sens de la clause «retards justifiables», retenir toute somme alors due, refuser d'approuver les pièces comptables que l'Entrepreneur lui soumettra, et refuser la livraison d'autres marchandises en vertu du Contrat, ou prendre toute mesure autorisée par la loi ou par un règlement prenant effet immédiatement ou ultérieurement, y compris la résiliation pour inexécution en toute ou en partie du Contrat dans la mesure et de la façon autorisées, ou prendre plusieurs de ces mesures.

b) Les dispositions de la présente clause ne visent que les données techniques, tels des livrets de mode d'emploi, des manuels d'entretien, ou toute autre information utile pour l'entretien ou la réparation des produits finis commandés en vertu du présent Contrat.

---

## Z - Corporation commerciale canadienne

---

**Remarques :** Utilisez la clause suivante dans les contrats si le contrat américain le stipule.

**Z2000C (01/04/92) Indemnité pour brevets (prédéterminée)**

L'Entrepreneur est tenu d'indemniser la CCC et le Gouvernement américain et leurs agents et employés contre toute responsabilité, y compris les dépens, pour toute infraction à un brevet d'invention américain (sauf les brevets émis sur demande secrète ou de toute autre façon non diffusée par ordre du Gouvernement américain, maintenant, ou ultérieurement) ou à un brevet canadien concernant la fabrication ou la livraison de marchandises commandées en vertu de présent Contrat, ou encore l'utilisation ou la disposition pour le compte du Gouvernement américain de ces marchandises.

L'indemnité en question ne sera payable que si l'Entrepreneur a été averti dès que possible par la CCC ou par le Gouvernement américain de poursuites ou actions éventuelles alléguant une telle infraction, et qu'il ait eu ainsi la possibilité de participer à la défense en vertu des lois, règles et règlements applicables. En outre, l'indemnité en question ne sera pas payable si :

(i) l'infraction résulte du fait que l'Entrepreneur a respecté des instructions écrites particulières de la CCC relativement à des changements dans les marchandises à livrer ou les matériels ou équipements à utiliser ou à une manière d'exécuter le Contrat qui ne correspond pas aux procédés habituels de l'Entrepreneur;

(ii) l'infraction résulte d'une addition ou d'un changement aux marchandises ou à la fabrication commandées, lesquels changements ou additions ont été demandés après livraison ou exécution de la commande par l'Entrepreneur; ou

(iii) l'infraction alléguée se règle sans le consentement de l'Entrepreneur, sauf sur décision définitive de la part d'une cour compétente.

---

**Remarques :** Utilisez la clause suivante dans les contrats lorsque le contrat américain le stipule (si le montant du contrat est supérieur à 10 000 \$).

**Z2001C (01/04/92) Infraction à un brevet - droit d'auteur**

a) L'Entrepreneur est tenu d'avertir la CCC rapidement, par écrit, avec suffisamment de détails, de tout avis de violation d'un brevet ou de droits d'auteur relativement à l'exécution du Contrat, qui viendrait à la connaissance de l'Entrepreneur.

b) Au cas où des poursuites seraient intentées contre la CCC et/ou le Gouvernement des États-Unis, alléguant la violation de brevets ou de droits d'auteur dans l'exécution du Contrat ou dans l'usage des marchandises fournies ou du travail ou des services fournis en vertu du présent Contrat, l'Entrepreneur est tenu de fournir à la CCC, à sa demande, toutes les preuves et informations en sa possession relativement à ces poursuites. Les preuves et informations en question seront fournies aux frais de la CCC sauf si l'Entrepreneur a consenti à indemniser la CCC et/ou le Gouvernement américain.

---

**Remarques :** Utilisez la clause suivante dans les contrats lorsque le contrat américain le stipule.

**Z2002C (01/04/92) Autorisation et approbation**

Le Gouvernement des États-Unis autorise et approuve par les présentes (et sans préjudice de ses droits d'indemnisation) l'usage et la fabrication, dans le cadre de l'exécution du présent Contrat ou de toute partie de celui-ci ou de toute modification ou contrat de sous-traitance (y compris tout contrat de sous-traitance passé avec un sous-traitant à un échelon inférieur), de toute invention brevetée décrite et protégée par un brevet des États-Unis

(i) faisant partie de la structure ou de la composition d'un article dont la livraison est acceptée par le Gouvernement américain en vertu du présent Contrat; ou

## Z - Corporation commerciale canadienne

---

(ii) utilisée dans les machines, outils ou méthodes dont l'utilisation fait suite au respect par l'Entrepreneur ou le sous-traitant (i) de spécifications ou articles précisées ici ou ultérieurement et faisant partie du présent Contrat, ou (ii) d'instructions précises rédigées par l'Agent de négociation des contrats du Gouvernement américain relativement au mode d'exécution du Contrat. La responsabilité pleine et entière de l'Entrepreneur envers le Gouvernement américain, relativement à une violation d'un brevet, ne sera déterminée qu'en fonction des dispositions des clauses d'indemnisation, si le Contrat les précise, et le Gouvernement américain assume la responsabilité de toute autre violation liée à l'autorisation et l'approbation ci-dessus.

---

**Remarques :** Utilisez la clause suivante dans les contrats lorsque le contrat américain le stipule.

**Z2003C (01/04/92) Déclaration de redevances**

L'Entrepreneur est tenu d'avertir par écrit la CCC, au cours de l'exécution du Contrat, des sommes dues au titre de redevances que l'Entrepreneur a payées ou qu'il devra payer directement à d'autres dans le cadre de l'exécution du Contrat. L'Entrepreneur devra également, à la demande de la CCC, fournir tout renseignement relativement à ces redevances.

---

**Remarques :** **LE TEXTE DE CETTE CLAUSE DOIT FIGURER EN ENTIER DANS LES DOCUMENTS D'ACHAT.** Utilisez la clause suivante dans les contrats lorsque le contrat américain prévoit l'entrée hors taxes. Le numéro du contrat américain initial doit être inscrit aux alinéas a) et b).

**Z2200C (01/04/92) Entrée hors taxes**

Les biens couverts par le présent Contrat sont exemptés de droits de douane pour l'entrée aux États-Unis. Pour faciliter la préparation des certificats d'exemption de droits de douane, les inscriptions suivantes doivent apparaître sur tous les documents d'expédition (ex.: listes de caisses, DD 250 ou factures provisoires):

a) Adresses militaires aux États-Unis :

Numéro du Contrat principal du Gouvernement américain : \_\_\_\_\_

« Gouvernement des États-Unis, Département de la Défense - L'entrée en franchise doit être demandée en vertu de la section XXII, chapitre 98, sous-chapitre VIII, article no 9808.00.30, Harmonized Tariff Schedule des États-Unis. Dès l'arrivée de l'envoi au bureau approprié d'entrée, le directeur de district des Douanes doit dédouaner l'envoi en vertu du document 19 CFR 142, et informer le commandant, Defense Logistics Agency, DCMAO, New York, A L'ATTENTION DE : DCMDN-GNNC, Direction des douanes, pièce 955, 201, rue Varick, New York, N.Y. 10014-4811, pour que soient remplies les formules des Douanes 7501, 7501A ou 7506 et tous les certificats requis pour l'entrée en franchise.»

b) Autres (Adresses militaires autres qu'américaines) :

Numéro du Contrat principal du Gouvernement américain : \_\_\_\_\_

«Le Gouvernement des États-Unis, Département de la Défense - L'entrée en franchise doit être demandée en vertu de la section XXII, chapitre 98, sous-chapitre VII, article no 9808.00.30, Harmonized Tariff Schedule des États-Unis. Dès l'arrivée de l'envoi au bureau approprié d'entrée, le directeur de district des Douanes doit le dédouaner en vertu du document 19 CFR 142, et informer le commandant, Defense Logistics Agency, DCMAO, New York, A L'ATTENTION DE : DCMDN-GNNC, Direction des douanes, pièce 955, 201, rue Varick, New York, N.Y. 10014-4811, pour que soient remplies les formules des Douanes 7501, 7501A ou 7506 ainsi que tous les certificats requis pour l'entrée en franchise.»

## Z - Corporation commerciale canadienne

---

(c) Tous les documents d'expédition présentés aux Douanes et pour lesquels des certificats d'entrée en franchise doivent être émis doivent :

1. prévoir l'expédition des envois au destinataire approprié :
  - (i) le ministère militaire, aux soins de l'Entrepreneur déterminé, y compris l'adresse de livraison de ce dernier, ou
  - (ii) l'installation militaire appropriée;
2. porter les renseignements suivants :
  - (i) numéro du Contrat principal plus commande de livraison, au besoin;
  - (ii) numéro du contrat de sous-traitance ou de la commande d'achat pour les fournitures étrangères, le cas échéant;
  - (iii) nom du transporteur;
  - (iv) la mutation : (indiquée ci-dessus);
  - (v) le poids brut en livres (si le fret est basé sur le tonnage à l'espace, indiquer le nombre de pieds cubes en plus du poids brut d'expédition);
  - (vi) la valeur estimative en dollars américains; et
  - (vii) le numéro d'adresse relatif aux activités du bureau d'administration des contrats qui administre actuellement le Contrat principal (p. ex., pour les DCMAO, Ottawa : DLA8NC).

L'Entrepreneur doit préparer suffisamment d'exemplaires du Connaissance (ou autre document d'expédition) afin qu'au moins deux (2) exemplaires accompagnant le chargement soient mis à la disposition de l'agent des douanes américaines au port d'entrée. L'Entrepreneur devra également faire parvenir, au moment de l'expédition, une copie mémoire du Connaissance (ou autre document d'expédition) au représentant du Gouvernement américain désigné en a) et b) ci-dessus.

---

**Remarques :** Utilisez la clause suivante dans tous les contrats prévoyant l'exportation de marchandises.

**Z2201C (01/04/92) Dédouanement**

La formule B13 (Déclaration douanière d'exportation) doit accompagner les envois effectués dans les circonstances suivantes, et ce pour toutes les marchandises :

- a) exportées en transit du Canada aux États-Unis (contrats de ventes de matériel militaire à l'étranger);
- b) exportées vers un pays autre que les États-Unis; ou
- c) qui relèvent de la classification tarifaire suivante :
  - (i) avions (8802.30.00; 8802.40.00);
  - (ii) satellites et équipement de télécommunications (8802.50.10; 8802.50.90);
  - (iii) simulateurs (8805.20.00);
  - (iv) navires et bateaux (8901.10.00; 8901.20.00; 8901.30.00; 8901.90.10; 8901.90.90; 8902.00.10; 8902.00.20);
  - (v) uranium (2612.10.00; 2844.10.00);



## Z - Corporation commerciale canadienne

---

(vi) or (2616.90.00; 7108.11.00; 7108.12.00; 7108.13.10; 7108.13.20; 7108.20.00; 7109.00.00; 7112.10.00; 7115.90.90; 7118.90.00).

En remplissant la formule B13 :

- a) indiquer que la Corporation commerciale canadienne, Ottawa, Canada est l'exportatrice;
- b) le numéro d'exportateur de la CCC MAQ616025 doit figurer dans la case prévue à cet effet, juste au-dessus du nom de la CCC;
- c) les formules doivent être signées par l'Entrepreneur à titre d'agent autorisé de la Corporation commerciale canadienne, et doivent indiquer le nom de l'Entrepreneur au complet.

**NOTE : TOUS LES AUTRES ENVOIS DE MARCHANDISES NON INCLUS DANS LES CATÉGORIES CI-DESSUS N'EXIGENT PAS QUE L'ON REMPLISSE LA FORMULE B13.**

---

**Remarques :** Utilisez la clause suivante dans les contrats lorsque les entrepreneurs ou leurs fournisseurs importent des États-Unis des articles ou du matériel devant être utilisés pour des contrats de production de défense ou de participation au développement.

### **Z2202C (12/05/00) Remise de droits de douane et des taxes**

1. Les biens achetés ou importés au Canada aux seules fins de l'exécution du présent contrat, lesquels ne seront pas transformés de façon à perdre leur spécificité et qui sont ou deviendront la propriété du gouvernement américain, et pourvu que l'entrepreneur en reçoive officiellement l'autorisation de la part de la Corporation commerciale canadienne auront droit à :
  - a) une remise des droits de douane, et une exemption du paiement des taxes de vente et d'accise qui frappent habituellement les biens importés au Canada; et
  - b) une exemption du paiement des taxes de vente et d'accise qui frappent ordinairement les biens achetés au Canada.
2. Les renseignements et les procédures à suivre sont énoncés dans le Mémoire D8-9-1, Décret de remise relatif à la production et à la mise au point du matériel de défense, de l'Agence des douanes et du revenu du Canada, adopté en vertu du décret en Conseil PC 1970-1913, disponible dans les bureaux de Douanes et Accise.

---

### **Z2202C (01/04/92) Remise de droits de douane et des taxes**

A partir du 12/05/00, cette clause est remplacée par Z2202C.

---

**Remarques :** Utilisez la clause suivante dans les contrats lorsque le produit fini reste au Canada à titre de bien du gouvernement américain.

## Z - Corporation commerciale canadienne

---

Z2203C (12/05/00) Remise de droits de douane et des taxes

## Z - Corporation commerciale canadienne

---

1. Les biens achetés ou importés au Canada aux seules fins de l'exécution du présent contrat, qui ne seront pas modifiés au point de perdre leur spécificité et qui sont ou deviendront la propriété du gouvernement américain, et pourvu que l'entrepreneur en reçoive officiellement l'autorisation par la Corporation commerciale canadienne, auront droit à :
  - a) une remise des droits de douane, et une exemption du paiement des taxes de vente et d'accise qui frappent habituellement les biens importés au Canada; et
  - b) une exemption du paiement des taxes de vente et d'accise qui frappent habituellement les biens achetés au Canada.
2. Les renseignements et les procédures à suivre sont énoncés dans le Mémoire D7-3-11, Règlement sur le Drawback relatif aux entreprises en commun du Canada et des États-Unis, de l'Agence des douanes et du revenu du Canada, disponible dans les bureaux locaux de Douanes et Accise.

---

**Z2203C (01/04/92) Remise de droits de douane et des taxes**

**Remarques : LE TEXTE DE CETTE CLAUSE DOIT FIGURER EN ENTIER DANS LES DOCUMENTS D'ACHAT.** Utilisez la clause suivante dans les contrats lorsque le contrat américain le stipule.

**Z2400C (01/04/92) Ecarts de quantités**

Il ne sera accepté aucun écart de quantité des marchandises à moins que cet écart ne soit causé par les conditions de chargement, d'expédition, d'emballage ou des conditions de fabrication, et dans ces cas seulement dans la proportion de (inscrire le pourcentage précisé dans le Contrat américain) \_\_\_\_\_.

**Remarques : LE TEXTE DE CETTE CLAUSE DOIT FIGURER EN ENTIER DANS LES DOCUMENTS D'ACHAT.** Utilisez la clause suivante dans les contrats lorsque le contrat américain le stipule.

**Z2401C (01/04/92) Ecarts de quantités**

La quantité précisée ici CONSTITUE UN MINIMUM et doit être livrée telle que demandée. On acceptera une quantité supérieure dans la proportion de (inscrire le montant précisé dans le Contrat américain) \_\_\_\_\_ avec redressement du paiement en conséquence.

**Remarques : LE TEXTE DE CETTE CLAUSE DOIT FIGURER EN ENTIER DANS LES DOCUMENTS D'ACHAT.** Utilisez la clause suivante dans les contrats lorsque le contrat américain contient une clause «option d'augmentation».

**Z2402C (01/04/92) Option d'augmentation de la quantité**

La CCC se réserve le droit d'augmenter la quantité commandée dans le Contrat pour un montant ne dépassant pas \_\_\_\_\_ p.100. L'utilisation de cette option devra faire l'objet d'un avis de la CCC dans un délai de \_\_\_\_\_ jours, à partir du \_\_\_\_\_, date à laquelle le présent Contrat a été attribué. Sauf accord

## Z - Corporation commerciale canadienne

---

contraire entre la CCC et l'Entrepreneur, il est bien entendu que les quantités qui peuvent être demandées en plus au moyen de cette option seront fournies après la livraison de la quantité initialement prévue, aux mêmes prix et taux de livraison.

---

**Remarques :** Utilisez la clause suivante dans les contrats à prix fixe lorsque des paiements anticipés ou partiels sont stipulés.

### **Z2600C (01/04/92) Risque de pertes**

Nonobstant toute autre disposition dans le présent Contrat, l'Entrepreneur sera responsable des frais entraînés par la perte, le vol, la destruction ou l'endommagement de tout matériel, travail en cours et produit fini avant livraison et acceptation, que la CCC ait acquis ou non des droits de propriété en vertu de tout paiement qu'elle aurait fait à l'Entrepreneur; en cas de perte, vol, destruction ou endommagement, l'Entrepreneur s'engage à rembourser la CCC de tout paiement partiel ou autre non liquidé que la CCC aurait versé à l'Entrepreneur au titre des biens concernés. L'Entrepreneur s'engage à assurer en tout temps les biens en question contre l'incendie et les risques complémentaires, en son nom et au nom de la Corporation commerciale canadienne, avec paiement, en cas de perte, selon les intérêts respectifs de chacun; l'Entrepreneur s'engage en outre à confirmer par écrit à l'Agent de négociation des contrats de la Corporation commerciale canadienne que l'assurance est effectivement en vigueur.

---

**Remarques :** Utilisez la clause suivante dans les contrats à prix fixe lorsque le contrat américain le stipule. A utiliser de concert avec la clause Z1600C.

### **Z2601C (01/04/92) Retard dû au Gouvernement américain**

(a) Si l'exécution du Travail, en tout ou en partie, est retardée ou interrompue par une intervention de l'Agent de négociation des contrats dans l'administration du Contrat, intervention qui n'est pas expressément ou implicitement autorisée par le présent Contrat, ou par défaut de celui-ci d'intervenir dans les délais prévu dans le présent Contrat (ou, si aucun délai n'est prévu, dans un délai raisonnable), un redressement (à l'exclusion de tout profit) sera calculé en fonction de toute augmentation du coût d'exécution du présent Contrat faisant suite à ce retard ou cette interruption, et le Contrat sera modifié en conséquence par écrit. Il y aura lieu également de faire les modifications nécessaires aux échéances de livraison ou d'exécution du Contrat ou à toute autre disposition du Contrat ainsi affectée. Toutefois, aucun redressement ne sera possible en vertu de la présente clause en cas de retard ou d'interruption

(i) dans la mesure où l'exécution du Contrat aurait été retardée pour toute autre cause, y compris la faute ou la négligence de l'Entrepreneur; ou

(ii) si toute autre disposition du présent Contrat prévoit ou exclut un tel redressement.

(b) Aucune réclamation en vertu de la présente clause ne sera permise

(i) pour tous les coûts qui remontent à plus de vingt (20) jours avant que l'Entrepreneur n'avertisse par écrit l'Agent de négociation des contrats de l'interruption ou du défaut en question; et

(ii) à moins que la réclamation, dont le montant est déclaré, ne soit attesté par écrit aussitôt que possible après l'interruption ou le retard, mais pas plus tard que le jour du paiement final prévu par le Contrat.

(c) Aux fins de la présente clause, l'expression «Agent de négociation des contrats» signifie l'Agent de négociation des contrats américain chargé de l'administration du Contrat entre le Gouvernement américain et la Corporation commerciale canadienne.

## Z - Corporation commerciale canadienne

---

---

**Remarques :** Utiliser la clause suivante de concert avec la clause Z1800C dans les contrats prévoyant des paiements partiels.

### **Z2602C (21/06/99) Garantie - Article 427, Loi sur les banques**

1. S'il existe un droit de rétention en vertu de l'article 427 de la *Loi sur les banques* relativement à du matériel, des pièces, des travaux en cours ou terminés pour lesquels l'entrepreneur demande ou a l'intention de demander paiement, l'entrepreneur s'engage par les présentes à en informer sans délai la Corporation commerciale canadienne (CCC) et il s'engage en outre, à moins d'avis contraire de la part de la CCC, à :
  - a) faire en sorte que la banque retire son droit de rétention sur les biens, et à fournir à la CCC la confirmation écrite que la banque a retiré ledit droit; ou
  - b) fournir, ou faire en sorte que soit fourni, à la CCC un engagement de la part de la banque, envers la CCC, attestant qu'elle ne se prévaut pas de l'article 427 de la *Loi sur les banques* relativement au matériel, aux pièces, travaux en cours ou terminés pour lesquels l'entrepreneur recevra paiement en vertu du présent contrat.
2. Si l'entrepreneur n'avertit pas la CCC de l'existence d'un tel droit de rétention, ou si l'entrepreneur contrevient aux paragraphes a) et b) ci-dessus, cela constituera un bris de contrat en vertu de la clause «Inexécution» (de la part de l'entrepreneur) des Conditions générales du contrat, autorisant la CCC à résilier le contrat.

---

---

### **Z2602C (01/12/92) Garantie - Art. 427, Loi sur les banques**

A partir du 21/06/99, cette clause est remplacée par Z2602C.

---

---

**Remarques : LE TEXTE DE CETTE CLAUSE DOIT FIGURER EN ENTIER DANS LES DOCUMENTS D'ACHAT.** Utilisez la clause suivante dans les contrats lorsque des paiements partiels sont prévus en vertu d'un contrat à prix fixe.

### **Z2603C (15/09/97) Paiements partiels**

1. Les paiements partiels ne doivent pas être effectués plus d'une fois par mois, selon les modalités ci-après :
  - a) Les Demandes de paiement partiel doivent être remplies intégralement, comprendre un bref rapport sur l'état d'avancement du travail à la date de la demande et être présentées à la Corporation commerciale canadienne (CCC) sur le formulaire PWGSC-TPSGC 1111-1, Demande de paiement partiel.
  - b) Toutes les attestations figurant sur le formulaire précité doivent être signées par ou pour chacune des personnes indiquées dans le document.
  - c) Les paiements seront effectués jusqu'à concurrence de \_\_\_\_ p.100 des montants réclamés et approuvés par la CCC, mais le montant cumulatif ne doit en aucun cas dépasser \_\_\_\_ p.100 de la valeur du contrat.
  - d) Les renseignements suivants doivent figurer sur chaque demande :

## Z - Corporation commerciale canadienne

---

- (1) les dépenses engagées pendant la période faisant l'objet de la demande, ventilées conformément aux conditions relatives à la base et ou les modalités de paiement du contrat;

**NOTA** : Le profit au prorata n'est pas permis.

- (2) les taxes de vente (s'il y a lieu);
- (3) la taxe sur les produits et les services ou la taxe de vente harmonisée (s'il y a lieu);
- (4) retenue de garantie de \_\_\_\_ p. 100.\*

**\*NOTA** : Les pourcentages sont indiqués sur le formulaire CCC 747A.

### Conditions préalables au paiement

1. Aucun paiement ne doit être fait à l'entrepreneur à moins ou jusqu'à ce que :
  - a) les factures, notes d'inspection et autres documents requis par la CCC soient présentés conformément aux dispositions du contrat ou aux instructions de la CCC;
  - b) en ce qui concerne tous les matériaux, pièces, travaux en cours ou terminés qui ont été payés par l'entrepreneur et que la CCC paie, l'entrepreneur, si on le lui demande, établisse à la satisfaction de la CCC que les matériaux, pièces, travaux en cours ou terminés ne sont l'objet d'aucune réclamation, droit de rétention, saisie, charge ou engagement;
  - c) en ce qui concerne tous les matériaux pièces, travaux en cours ou terminés dont le coût, accumulé au passif de l'entrepreneur, doit être absorbé dans le cours normal des affaires et pour lesquels matériaux, pièces, travaux en cours ou terminés la CCC paie, l'entrepreneur, si on le lui demande, établisse à la satisfaction de la CCC que ledit paiement ne servira qu'à acquitter ledit passif et qu'une fois la décharge effectuée, les matériaux, pièces, travaux en cours ou terminés seront dégagés de toute réclamation, droit de rétention, charge ou engagement;
  - d) en cas de paiement pour des travaux terminés, lesdits travaux aient été inspectés et acceptés conformément aux dispositions du présent contrat.

### Modalités de paiement

1. Le paiement que la CCC fera à l'entrepreneur pour les travaux, devra être effectué:
  - a) dans le cas d'un paiement partiel autre que le paiement final, dans les trente (30) jours suivant la date de réception d'une Demande de paiement partiel, formulaire PWGSC-TPSGC 1111-1, dûment rempli;
  - b) dans le cas d'un paiement final, dans les trente (30) jours suivant la date de réception d'une Demande de paiement partiel, formulaire PWGSC-TPSGC 1111-1, dûment rempli ou dans les trente (30) jours suivant la date d'acceptation des travaux, le délai le plus long étant retenu;
  - c) dans le cas d'un paiement final en vertu d'un contrat à prix fixe, dans les trente (30) jours suivant la réception de la facture finale accompagnée des documents à l'appui.

Si la CCC a des objections quant au contenu de la facture, elle doit, dans les quinze (15) jours qui suivent la réception de celle-ci, aviser l'entrepreneur de la nature de ces objections, et le paiement ne sera effectué que trente (30) jours après que l'objection est résolue à la satisfaction de la CCC.

### Règlement

Sauf stipulations de la clause «Résiliation pour des raisons de commodité», tous les paiements partiels doivent être remboursés en soustrayant de tout paiement aux termes du présent contrat, exception faite des acomptes ou des avances, les paiements partiels non remboursés ou \_\_\_\_ p.100 du montant facturé, selon le montant dont la valeur est la plus faible. L'entrepreneur doit rembourser à la CCC tout montant requis au moyen d'une réduction de prix rétroactive après calcul, aux prix réduits, des

## Z - Corporation commerciale canadienne

---

remboursements et paiements figurant sur les factures antérieures et en rajustant en conséquence les paiements partiels non remboursés.

### Titre

1. Le titre de propriété des biens décrits dans la présente clause doit être dévolu à la CCC. L'attribution des biens acquis ou produits avant la date de conclusion du présent contrat doit se faire le jour même de l'entrée en vigueur dudit contrat; autrement, l'attribution entre en vigueur à la date où les biens sont ou auraient dû être attribuable ou imputables au présent contrat.
2. Aux fins de la présente clause, le terme «biens» englobe tous les articles énumérés par l'entrepreneur aux paragraphes a) à d) ci-après et qui sont ou auraient dû être attribuables ou imputables au présent contrat en vertu de pratiques et principes comptables judicieux et généralement acceptés.
  - a) Pièces, matériaux, stocks, et travaux en cours;
  - b) Outillage et matériel d'essai spéciaux dont le gouvernement des États-Unis doit acquérir le titre de propriété aux termes d'une autre clause du présent contrat;
  - c) Articles non durables, tels outils, bâtis, matrices, installations, moules, gabarits, tarauds, calibres, matériel d'essai et autres instruments semblables de fabrication dont le titre de propriété ne serait pas acquis à titre d'outillage spécial aux termes du paragraphe (b) précité;
  - d) Les plans et données techniques, dans la mesure où l'entrepreneur ou ses sous-traitants sont tenus de les transmettre à la CCC aux termes d'autres clauses du présent contrat.
3. L'entrepreneur peut vendre sans autorisation de la CCC tout rebut produit lors de la fabrication des biens visés par le présent contrat, mais le produit de la vente doit être retranché du Prix contractuel.
4. Avant d'acquérir pour son usage propre ou d'aliéner des biens appartenant à la CCC aux termes de la présente clause, l'entrepreneur doit obtenir au préalable de la CCC l'autorisation de la mesure projetée et des modalités d'exécution. L'entrepreneur doit alors
  - a) soustraire les coûts applicables des biens de ceux de l'exécution du contrat; et
  - b) rembourser à la CCC le montant des paiements partiels applicable aux biens et non remboursés. Le remboursement peut être fait en espèces ou par note de crédit.
5. Une fois que l'entrepreneur s'est acquitté de toutes les obligations aux termes du présent contrat, y compris le remboursement de tous les paiements partiels, le titre de propriété de tous les biens (ou du produit qui en découle) lui est attribué, à condition que lesdits biens ne soient pas:
  - a) livrés à la CCC et acceptés par celle-ci aux termes du présent contrat; ou
  - b) incorporés à des fournitures livrées au gouvernement des États-Unis et acceptées par celui-ci aux termes du présent contrat et dont le gouvernement des États-Unis est propriétaire en vertu du présent contrat.
6. Les dispositions du présent contrat concernant la responsabilité pour les biens fournis par le gouvernement ne s'appliquent pas aux biens dont l'entrepreneur a acquis le titre de propriété au seul titre de la présente clause.

### Risques de perte

Avant la livraison des biens à la CCC et leur acceptation par celle-ci, l'entrepreneur assume les risques de perte des biens dont le titre de propriété est dévolu à la CCC en vertu du présent contrat, à moins qu'il n'en soit prévu autrement dans le contrat. L'entrepreneur doit rembourser à la CCC, un montant égal aux paiements partiels non remboursés, établis sur les coûts applicables aux biens endommagés, perdus, volés ou détruits.

### Contrôle des coûts et des biens

## Z - Corporation commerciale canadienne

---

L'entrepreneur doit assurer un système comptable et des contrôles convenant à la bonne administration des biens.

### Rapports et accès aux dossiers

L'entrepreneur doit promptement fournir à la CCC les rapports, attestations, états financiers et autres renseignements pertinents dont il est normal pour la CCC de faire la demande aux fins d'administration de la présente clause. La CCC aura également le droit d'examiner, en tout temps raisonnable, les dossiers et comptes de l'entrepreneur relatifs aux biens.

---

### Z2603C (01/04/92) Paiements partiels

A partir du 15/09/97, cette clause est remplacée par Z2603C.

---

**Remarques :** Utilisez la clause suivante dans les contrats si le contrat américain le stipule.

### Z2604C (01/04/92) Données tech. - Retenue des paiements

(a) Si les données techniques II (telles que définies dans la clause du présent Contrat intitulée «DONNÉES») ou toute partie d'entre elles, devant être livrées en vertu du présent Contrat, ne sont pas livrées dans le délai prévu par le présent Contrat ou ne sont pas conformes lors de la livraison (ce qui comprend les inscriptions restrictives non autorisées spécifiquement par ce Contrat), la CCC peut, jusqu'à ce que ces données soient acceptées par le Gouvernement américain, retenir des paiements à l'Entrepreneur équivalents à dix (10) p. 100 du Prix ou montant contractuel total du Contrat, à moins que celui-ci ne stipule une retenue moins élevée. Aucune retenue ne sera effectuée, ni aucune autre mesure ne sera prise en vertu du présent paragraphe si le retard de livraison ou la non-conformité des données fournies par l'Entrepreneur résultent de causes hors de son contrôle et ne sont pas dus à sa faute ou sa négligence.

(b) Lorsque les paiements s'élevant à quatre-vingt-dix (90) p. 100 du Prix ou montant contractuel total ont été faits à l'Entrepreneur et si toutes les données techniques devant être livrées en vertu du présent Contrat n'ont pas été acceptées, la CCC peut retenir, des paiements subséquents, tout montant qu'elle estime adéquat, ne devant pas dépasser dix (10) p. 100 du Prix ou montant du Contrat, à moins que celui-ci ne stipule une retenue moins élevée.

(c) La retenue de tout montant ou paiement subséquent ne sera pas considérée comme une renonciation à quelque droit que le présent Contrat peut conférer à la CCC.

---

**Remarques :** LE TEXTE DE CETTE CLAUSE DOIT FIGURER EN ENTIER DANS LES DOCUMENTS D'ACHAT. Utilisez la clause suivante dans les contrats lorsque le contrat américain le stipule.

### Z2605C (01/04/92) Prime pour améliorations techniques

Tel que prévu au Contrat américain n° \_\_\_\_\_ qui prévoit ce qui suit : La présente clause vise les propositions de réduction de coûts suggérées et réalisées par l'Entrepreneur en vue de modifier les plans, dessins, spécifications ou autres exigences du présent Contrat. Cependant, cette clause ne s'applique à une telle proposition que si l'Entrepreneur la présente comme telle, lors de sa soumission à l'Agent de négociation des contrats américain. Les propositions de réduction de coûts visées sont celles qui :

(a) exigeraient une modification du présent Contrat pour pouvoir s'y appliquer; et

---



## Z - Corporation commerciale canadienne

---

(b) représenteraient une économie pour le Gouvernement américain en raison :

1. d'une diminution du coût d'exécution du présent Contrat, sans que soit compromise aucune des fonctions et caractéristiques essentielles des articles, qu'il s'agisse de la durée d'usage, de la fiabilité, de l'économie d'exploitation, de la facilité d'entretien ou des éléments normalisés nécessaires; ou

2. d'éléments qui, indépendamment des coûts d'acquisition, entraîneraient une réduction nette du coût des biens fournis par le Gouvernement, de leur exploitation, de leur entretien et autres aspects, qui dépasserait d'éventuelles augmentations des coûts d'acquisition, sans que soit compromise aucune des fonctions et caractéristiques essentielles des biens. Toute proposition d'amélioration technique doit être accompagnée des renseignements mentionnés dans le paragraphe 2) de la clause intitulée «Prime pour améliorations techniques» et être présentée conformément aux instructions de l'Agent de négociation des contrats américain.

Aux termes de la clause de Prime pour améliorations techniques, l'Entrepreneur recevra un pourcentage des économies réalisées, d'un montant de \_\_\_\_ p. 100 en vertu du présent Contrat, plus \_\_\_\_ p. 100 des économies incidentes prévues et \_\_\_\_ p. 100 des économies sur les paiements de redevances pendant deux (2) ans. NOTA : Voir le Contrat américain pour les facteurs servant à déterminer les pourcentages.

---

**Remarques :** Utilisez la clause suivante dans les contrats prévoyant le paiement en devises américaines.

### **Z2800C (01/04/92) Prix**

Les prix des marchandises ou services fournis en vertu du présent Contrat seront payés en dollars américains et ne seront sujet à aucun changement par suite de fluctuations du taux de change, dont l'Entrepreneur doit assumer les risques.

---

**Remarques :** Utilisez la clause suivante dans les contrats lorsque le contrat américain le stipule.

### **Z2801C (01/04/92) Indexation des prix**

a) L'Entrepreneur garantit que les prix unitaires déclarés ici- même, à l'exclusion de toute portion des prix correspondant à des normes de protection, de conditionnement et d'emballage supérieures aux normes commerciales habituelles, ne dépassent pas les prix habituels de l'Entrepreneur en vigueur à la date d'ouverture des soumissions (ou date du Contrat, s'il s'agit d'un Contrat négocié plutôt qu'un Contrat obtenu par l'utilisation de la publicité) et pour un quantité de marchandises équivalente à celle prévue par le présent Contrat.

b) L'Entrepreneur avertira dans les plus brefs délais l'Agent de négociation des contrats du montant et de la date d'entrée en vigueur de toute diminution de prix déterminé et chaque prix unitaire sera réduit du montant en question. Toute diminution d'un prix unitaire s'appliquera aux marchandises livrées le, ou après le jour d'entrée en vigueur de la diminution des prix déterminés de l'Entrepreneur, et le Contrat sera modifié en conséquence. L'Entrepreneur attestera sur chaque facture présentée en vertu du Contrat que chacun des prix unitaires déclarés correspond à toutes les diminutions éventuelles que l'Entrepreneur aura fait subir à ses prix depuis la date d'ouverture des soumissions (ou du Contrat, si celui-ci a été négocié plutôt qu'obtenu par l'utilisation de la publicité), ou attestera sur la facture finale que toutes les diminutions éventuelles ont été appliquées aux marchandises livrées le, ou après le jour d'entrée en vigueur de ces diminutions.

c) L'Entrepreneur pourra, de temps à autre, après la date du Contrat et au cours de son exécution, demander par écrit à l'Agent de négociation des contrats de la CCC une augmentation de n'importe quel prix unitaire du Contrat, devant entrer en vigueur à une date précisée par l'Entrepreneur. Cette demande sera traitée conformément aux articles suivants de la présente clause.

d) L'augmentation d'un prix unitaire ne peut être effectuée en vertu de la présente clause qu'aux conditions suivantes :

## Z - Corporation commerciale canadienne

---

- 1) Une augmentation de ce type n'est possible que si le prix officiel de l'Entrepreneur a augmenté après la date d'ouverture des soumissions (ou la date du Contrat si celui-ci a été négocié plutôt qu'obtenu par l'utilisation de la publicité).
- 2) Aucun prix unitaire ne pourra être augmenté d'un montant supérieur au montant de l'augmentation du prix officiel de l'Entrepreneur.
- 3) Le montant global des augmentations d'un prix unitaire effectuées en vertu de la présente clause ne dépassera pas dix (10) pour cent du prix unitaire initial du Contrat.
- 4) Aucun prix unitaire ainsi modifié n'entrera en vigueur avant la date d'entrée en vigueur de l'augmentation du prix officiel déterminé, mais si la demande d'augmentation de l'Entrepreneur parvient à l'Agent de négociation des contrats plus de dix (10) jours après la date d'entrée en vigueur de l'augmentation du prix officiel, le prix unitaire modifié ne pourra entrer en vigueur avant la date de réception de la demande par l'Agent de négociation des contrats.
- 5) Aucune augmentation de prix unitaire ne sera autorisée pour des marchandises qui devaient, selon le calendrier de livraison, être livrées avant la date d'entrée en vigueur de l'augmentation du prix officiel de l'Entrepreneur, à moins que les marchandises ne soient livrées en retard par suite de conditions indépendantes de la volonté de l'Entrepreneur et sans qu'il y ait faute ni négligence de sa part selon les termes du paragraphe c) de la clause de présent Contrat intitulée «Inexécution», auquel cas le Contrat pourra être modifié de façon à permettre une extension raisonnable du calendrier de livraison.

e) Si la demande d'augmentation d'un prix unitaire en vertu du Contrat est jugée acceptable par l'Agent de négociation des contrats de la CCC, celui-ci devra en avvertir l'Entrepreneur, et le Contrat sera modifié en conséquence. Si tel n'est pas le cas ou si l'Agent de négociation des contrats n'en vient pas à un accord avec l'Entrepreneur au sujet d'une augmentation de prix, l'Agent de négociation des contrats peut dans les trente (30) jours suivant la réception de la demande de l'Entrepreneur, annuler - sans responsabilité envers aucune partie - le droit de l'Entrepreneur à poursuivre l'exécution de telle partie du Contrat non exécutée au moment de l'annulation, sauf que l'Entrepreneur peut livrer, en tout ou en partie, les marchandises dont un agent dûment autorisé attestera qu'elles étaient prêtes pour livraison ou en cours de fabrication au moment où l'avis d'annulation a été reçu. Dans ce cas, la CCC paiera toutes les marchandises livrées au prix unitaire demandé par l'Entrepreneur, et le Contrat sera modifié en conséquence, pourvu que cette attestation soit effectuée dans les dix (10) jours suivant la réception de l'avis d'annulation, et pourvu que la demande d'augmentation satisfasse à l'ensemble de ces conditions et ne dépasse pas les limites précisées au paragraphe d). Si le présent Contrat concerne des marchandises de série en acier, on considérera que la fabrication est commencée dès que l'acier se trouve à n'importe quel stage de traitement après le début de la fonte.

f) Au cours de la période suivant la demande d'augmentation et en attendant l'accord entre les parties, ou l'annulation du Contrat en vertu du paragraphe e), l'Entrepreneur sera payé pour ces livraisons au prix unitaire augmenté demandé, pourvu que ces augmentations satisfassent à toutes les conditions établies et ne dépassent pas les limites précisées au paragraphe d) et pourvu que, si les parties s'entendent sur une augmentation inférieure à la demande, les paiements déjà effectués au montant demandé soient modifiés en conséquence. Si l'Agent de négociation des contrats de la CCC n'en vient pas à un accord avec l'Entrepreneur sur l'augmentation demandée et n'annule pas le Contrat, l'Entrepreneur sera payé conformément aux prix unitaires augmentés demandés, pourvu que ces augmentations satisfassent à toutes les conditions établies et ne dépassent pas les limites précisées au paragraphe d).

---

**Remarques : LE TEXTE DE CETTE CLAUSE DOIT FIGURER EN ENTIER DANS LES DOCUMENTS D'ACHAT.** Utilisez la clause suivante dans la modification finale de tous les contrats à frais remboursables.

**Z2802C (01/04/92) Quittance et remboursements**

A. QUITTANCE - CONTRAT «COUTS ESTIMATIFS» : Conformément aux termes du Contrat, et en considération de la somme de \_\_\_\_\_ dollars (\$ \_\_\_\_\_) qui a été ou sera payée à l'Entrepreneur ou à ses mandataires, le cas échéant, l'Entrepreneur s'engage, sur paiement de ladite somme par la CCC, à décharger, acquitter et libérer la CCC, ses officiers, ses agents et employés, de toute responsabilité,

## Z - Corporation commerciale canadienne

---

obligations, réclamations et demandes quelles qu'elles soient aux termes du présent Contrat, à l'exception des réclamations spécifiques d'un montant précis ou approximatif s'il n'est pas possible à l'Entrepreneur d'en préciser le montant exact, telles:

- 1) les réclamations, y compris les dépenses connexes raisonnables, basées sur les obligations de l'Entrepreneur à l'égard de tierces personnes et faisant suite à l'exécution du Contrat, dont l'Entrepreneur n'a pas connaissance au moment de la signature de la présente quittance, et dont l'Entrepreneur donnera avis à la CCC par écrit dans le délai précisé par le présent Contrat;
- 2) les demandes de remboursement de frais (autres que les dépenses liées à l'indemnisation que l'Entrepreneur doit à la CCC pour des droits de brevets), y compris les dépenses connexes raisonnables, que l'Entrepreneur a engagées en vertu des dispositions du présent Contrat relatives aux droits de brevet.

L'Entrepreneur s'engage, en ce qui concerne les questions de brevets et les réclamations dont la CCC n'est pas libérée en vertu des dispositions ci-dessus, à se conformer à toutes les dispositions du présent Contrat, y compris les articles relatifs aux avis à la CCC et à la défense et aux poursuites en cas de litiges.

**B. TRANSFERT PAR L'ENTREPRENEUR DES REMBOURSEMENTS, RABAIS, CRÉDITS ET AUTRES MONTANTS :** Conformément aux termes du présent Contrat et en considération du remboursement des frais, selon les articles de ce Contrat et les transferts ci-dessous, l'Entrepreneur s'engage par les présentes à:

- a) attribuer, transférer, transmettre et accorder à la CCC tous les droits, titres, et intérêts relatifs à des remboursements, rabais, crédits et autres montants (y compris les intérêts qui y sont liés) liés à l'exécution du présent Contrat, ainsi que tous les droits d'action échus ou pouvant par la suite échoir en vertu des dispositions ci-dessous;
- b) prendre les mesures qui peuvent s'avérer nécessaires pour que soient perçus rapidement les remboursements, rabais, crédits et autres montants (y compris les intérêts qui y sont liés) dus ou qui peuvent devenir dus, et que les chèques correspondants soient transmis rapidement à l'Agent de négociations des contrats de la CCC (chèques à l'ordre de la CCC commerciale canadienne). Les dépenses raisonnables relatives aux procédures de recouvrement seront considérées comme des frais de l'Entrepreneur lorsqu'approuvés par l'Agent de négociation des contrats de la CCC selon les termes du présent Contrat, et pourront être déduits des montants par ailleurs dus à la CCC en vertu du présent article;
- c) collaborer pleinement avec la CCC en cas de réclamation ou poursuites relatives à ces remboursements, rabais, crédits ou autres montants dus (y compris les intérêts qui y sont liés); d'exécuter tout protêt, plaidoirie, application, procuration, et autres documents y afférant; et de permettre à la CCC de représenter l'Entrepreneur à toute audience, procès ou autre procédure judiciaire liée à ces réclamations ou poursuites.

---

**Remarques :** Utilisez la clause suivante dans tous les contrats lorsque l'entrepreneur canadien a engagé ou peut engager des représentants.

**Z2803C (01/04/92) Rémunération des représentants**

Si des agents ou représentants des ventes doivent être engagés, ou que des honoraires ou commissions de vente devant être payés sont inclus dans le Prix contractuel, l'Entrepreneur convient :

- (i) que l'accord conclu entre l'Entrepreneur et les agents ou représentants des ventes doit être rédigée en bonne et due forme et être conforme à de saines pratiques commerciales;
- (ii) que toute rémunération versée doit être justifiable et raisonnable compte tenu de l'importance et de la nature du Contrat; et
- (iii) qu'il ne doit prendre aucune mesure qui pourrait contrevenir aux lois du Canada ou des États-Unis.

## Z - Corporation commerciale canadienne

---

**Remarques :** Utilisez la clause suivante dans les contrats lorsque le contrat américain le stipule.

**Z2804C (10/12/01) Ajustement de prix**

1. En application des dispositions de la clause J-74, l'entrepreneur peut, dans les 110 jours de la date d'expédition des marchandises, informer par écrit l'agent de projet de la Corporation commerciale canadienne (CCC) :
  - a) que les prix unitaires mentionnés dans le contrat sont susceptibles d'être majorés; ou
  - b) que les prix unitaires mentionnés dans le contrat sont susceptibles d'être réduits; ou
  - c) qu'il n'y aura pas de baisse des prix unitaires mentionnés dans le contrat.
2. Si les indices appropriés établis par le *U.S. Bureau of Labor* se sont pas disponibles dans les délais ci-dessus, l'entrepreneur doit demander une prolongation à la CCC.
3. L'entrepreneur doit produire des copies des indices applicables du *U.S. Bureau of Labor* à l'appui d'une demande de majoration ou de réduction des prix. L'entrepreneur doit également faire parvenir, à titre d'information, une copie de sa demande à la :

*Defense Logistics Agency (USA)*  
*Defense Contract Management Americas (Canada)*  
200 - 275, rue Bank  
Ottawa (Ontario) K2P 2L6

---

**Z2804C (01/04/92) Ajustement de prix**

A partir du 10/12/01, cette clause est remplacée par Z2804C.

---

**Remarques : LE TEXTE DE CETTE CLAUSE DOIT FIGURER EN ENTIER DANS LES DOCUMENTS D'ACHAT.** Utilisez la clause suivante dans les contrats lorsque l'agent chargé des attributions centrales et des priorités en matière de défense du MTPSG a autorisé l'utilisation de cotes de priorité.

**Z3000C (03/02/97) Priorités - achats aux É.-U.**

1. Il s'agit d'un besoin urgent de la défense du gouvernement des États-Unis pour lequel l'utilisation d'une cote de priorité américaine est par les présentes autorisée et attribuée. Cette cote de priorité n'est valable que pour les matériaux, sous-ensembles et composants (à l'exclusion des matériaux contrôlés) que l'entrepreneur achète directement à des fournisseurs américains pour un montant total de \_\_\_\_\_ \$ US. Si l'entrepreneur devait dépasser ce montant, il pourra procéder à l'achat tout en faisant parvenir les détails de la hausse demandée, à l'agent chargé des attributions centrales et des priorités en matière de défense, ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux, Ottawa (Ontario) K1A 0S5.
2. On doit annexer à la commande passée par l'entrepreneur auprès de fournisseurs américains, la cote de priorité américaine assignée, la date de livraison, la signature d'une personne autorisée à signer les commandes portant une cote ainsi que l'attestation suivante :

«Ceci constitue une commande portant une cote qui doit être utilisée pour la défense nationale; l'entrepreneur devra respecter les dispositions des règlements

## Z - Corporation commerciale canadienne

---

du Système régissant les priorités et les attributions en matière de défense (Defense Priorities and Allocations System [15CFR, Partie 350])».

3. Les cotes de priorité américaines assignées ne doivent pas servir au Canada. En conséquence, lorsque d'autres matériaux sont importés par le biais des sous-traitants ou distributeurs canadiens de l'entrepreneur, la clause suivante doit figurer sur les commandes de l'entrepreneur :  

«AIDE POUR L'OBTENTION DE PRIORITÉ : Ceci constitue un besoin urgent de la défense. Si l'entrepreneur importe du matériel ou commande des services provenant des États-Unis dans le cadre de l'exécution du présent contrat, veuillez communiquer avec l'agent chargé des attributions centrales et des priorités de matière de défense, ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux, Ottawa (Ontario) K1A 0S5, afin de demander une cote de priorité américaine».
4. L'entrepreneur devra conserver pendant trois (3) ans, et devra fournir au ministre des Travaux publics et des Services gouvernementaux, sur demande, le document l'autorisant à utiliser la cote en question et indiquant toute utilisation qui en est faite.
5. Matériaux contrôlés provenant des États-Unis ou aide pour l'obtention de priorités spéciales :
  - a) Si l'entrepreneur importe des matériaux contrôlés des États-Unis (tels que l'acier, le cuivre, l'aluminium, le nickel, etc.), une demande doit être adressée séparément à l'agent chargé des attributions centrales et des priorités en matière de défense, ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux, Ottawa (Ontario) K1A 0S5.
  - b) Si l'entrepreneur a des difficultés quant à la livraison de commandes faites à une entreprise américaine et portant une cote, il devrait également demander l'aide de l'agent chargé des attributions centrales et des priorités en matière de défense.

---

**Z3000C (01/04/92) Priorités - Achats aux É.-U.**

A partir du 03/02/97, cette clause est remplacée par Z3000C.

---

**Remarques : LE TEXTE DE CETTE CLAUSE DOIT FIGURER EN ENTIER DANS LES DOCUMENTS D'ACHAT.** Utiliser la clause suivante dans les contrats qui exigent un Rapport intérimaire de production, formule DD 375, lorsque le contrat américain provient d'un organisme autre que le DISC (*Defense Industrial Supply Center*). Inscrire le «Nombre de copies» et le «Nom et l'adresse» tel qu'indiqué sur le contrat américain.

**Z3200C (10/12/01) Rapport intérimaire de production**

L'entrepreneur doit préparer le Rapport intérimaire de production (formule DD 375) tous les mois et lorsqu'il y a dérogation au calendrier de livraison du contrat. La formule DD 375 doit être présentée, mensuellement, au plus tard le deuxième jour ouvrable suivant le mois de référence. La formule DD 375 doit être distribuée comme suit :

| Nombre d'exemplaires | Nom et adresse |
|----------------------|----------------|
| _____                | _____          |
| _____                | _____          |
| _____                | _____          |

## Z - Corporation commerciale canadienne

---

---

---

---

**Z3200C (01/04/92) Rapport intér. de production mensuel**

A partir du 10/12/01, cette clause est remplacée par Z3200C.

---

---

**Remarques : LE TEXTE DE CETTE CLAUSE DOIT FIGURER EN ENTIER DANS LES DOCUMENTS D'ACHAT.** Utiliser la clause suivante dans les contrats qui exigent un Rapport intérimaire de production, formule DD 375, lorsque le contrat américain provient du DISC (*Defense Industrial Supply Center*). Veuillez cocher 1.a) ou 1.b) selon le cas. Inscrive le «Nombre de copies» et le «Nom et l'adresse» tel qu'indiqué sur le contrat américain.

**Z3201C (10/12/01) Rapport intérimaire de production**

1. L'entrepreneur doit préparer un Rapport intérimaire de production (formule DD 375)
- a) à tous les mois;
  - b) en cas de dérogation au calendrier des livraisons prévu par le contrat. La formule DD 375 doit être présentée, mensuellement, au plus tard le deuxième jour ouvrable suivant le mois de référence. La formule DD 375 doit être distribuée comme suit :

Nombre d'exemplaires    Nom et adresse

|       |       |
|-------|-------|
| _____ | _____ |
| _____ | _____ |
| _____ | _____ |

---

---

**Z3201C (01/04/92) Rapport intér. de production mensuel**

A partir du 10/12/01, cette clause est remplacée par Z3201C.

---

---

**Remarques :** Utilisez la clause suivante dans les contrats qui exigent des Rapports intérimaires de production mensuel, formule DD 375.

**Z3202C (01/04/92) Instructions - Rapport intérimaire**

Section 1 - Formule DD 375

- a) Toutes les données du Rapport intérimaire de production mensuel relatives à des données «réelles» s'arrêteront à la fin du «mois de référence». Le «mois de référence» est le mois qui précède immédiatement celui où la formule doit être présentée par l'Entrepreneur. Toutes les

## Z - Corporation commerciale canadienne

---

données relatives aux «prévisions» s'arrêteront à la fin de la période inscrite dans la colonne correspondante. Les expressions «Quantité du Contrat» et «Calendrier du Contrat» font référence à la quantité et au calendrier précisés officiellement dans le Contrat, avec les modifications voulues et prenant effet à la fin de la «période de référence».

b) L'expression «livraison», lorsqu'il s'agit de données «réelles», signifie «acceptation» dans les cas où les autorités militaires acquièrent les droits sur la marchandise à l'endroit même de fabrication, et «expédition» dans le cas où les autorités militaires acquièrent les droits sur la marchandise à un endroit autre que celui de fabrication.

---

**Remarques :** Utilisez la clause suivante dans les contrats pour des roulements à billes miniatures ou d'appareils ou dans les contrats pour des articles contenant de tels roulements.

### **Z3400C (01/04/92) Roulements miniatures et d'appareils**

La clause suivante s'applique aux roulements à billes miniatures et d'appareils, ainsi qu'aux articles équipés de ces roulements à billes, selon la définition ci-dessous, fournis en vertu des dispositions suivantes :

a) Aux fins de la présente clause:

1. On entendra par «roulements à billes miniatures et d'appareils» tous les roulements à billes à contact sur billes ayant un diamètre extérieur de base (à l'exclusion des diamètres des rebords) de trente (30) millimètres ou moins, indépendamment du matériau, de la résistance, des caractéristiques de rendement ou de qualité; et
2. On entendra par «fabrication intérieure» la fabrication aux États-Unis ou au Canada; en outre, s'il s'agit d'assemblage de roulement à billes, toutes les pièces doivent aussi avoir été fabriquées aux États-Unis ou au Canada.

b) L'Entrepreneur s'engage à ce que les produits finis et leurs composants livrés en vertu du présent Contrat contiennent exclusivement des roulements à billes miniatures et d'appareils de fabrication intérieure.

c) L'Agent de négociations des contrats peut renoncer en tout ou en partie à l'exigence b) ci-dessus s'il estime que c'est dans l'intérêt du Gouvernement américain. En cas de renonciation, l'Entrepreneur s'engage à acquérir, à des fins autres que celles du Gouvernement, une quantité égale et de même type de roulements à billes miniatures et d'appareils de fabrication intérieure.

d) L'Entrepreneur s'engage à conserver jusqu'à expiration d'une période de trois (3) ans après la date du paiement final du Contrat, et de garder disponibles durant cette période, sur demande de la part de l'Agent de négociation des contrats, les documents indiquant qu'il s'est conformé à la présente clause.

e) L'Entrepreneur s'engage à intégrer la présente clause, y compris l'alinéa e), à tout contrat de sous-traitance et commande d'achat passés au cours de l'exécution du présent Contrat, à moins qu'il ne sache que l'article acheté ne contient aucun roulement à billes miniatures ou d'appareils.

---